



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

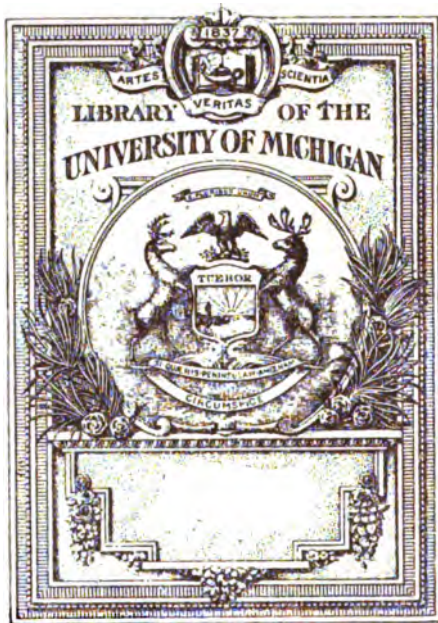
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



DC
141
.07
M35



COLLECTION
DE
DOCUMENTS INÉDITS
SUR
L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
PUBLIÉS PAR LES SOINS
DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Par arrêté du 25 octobre 1905, M. le Ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes, sur la proposition de la Commission chargée de rechercher et de publier les documents relatifs à la vie économique de la Révolution, a ordonné la publication des *Cahiers de doléances du bailliage de Châlons-sur-Marne pour les États généraux de 1789*, par M. GUSTAVE LAURENT.

M. ARMAND BRETTE, membre de la Commission, a suivi l'impression de cette publication en qualité de commissaire responsable.

SE TROUVE A PARIS
A LA LIBRAIRIE LEROUX
rue Bonaparte, 28.

COLLECTION DE DOCUMENTS INÉDITS
SUR L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
Publiés par le Ministère de l'Instruction publique.

DÉPARTEMENT DE LA MARNE

1^{re} SÉRIE

CAHIERS DE DOLEANCES

POUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1789

PUBLIÉS PAR

GUSTAVE LAURENT

GREFFIER DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL

CONSEILLER MUNICIPAL DE REIMS

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

TOME PREMIER

Bailliage de Châlons-sur-Marne

ÉPERNAY

IMPRIMERIE HENRI VILLERS

1, Avenue Paul-Chandon, 1

1906

11

INTRODUCTION

I

Seize bailliages furent, au moment de la convocation des États généraux de 1789, considérés comme appartenant à la généralité de Châlons-sur-Marne, à la province de Champagne, comme on disait aussi en termes impropres (1). — Sept d'entre eux furent bailliages principaux :

Bailliage de Châlons-sur-Marne (sans secondaire).

Bailliage de Sézanne. — Secondaire : *Châtillon-sur-Marne*.

Bailliage de Reims (sans secondaire).

Bailliage de Vitry-le-François. — Secondaires : *Sainte-Ménéhould*, *Fismes*, *Épernay* et *Saint-Dizier*.

Bailliage de Langres (sans secondaire).

Bailliage de Chaumont-en-Bassigny (sans secondaire).

Bailliage de Troyes. — Secondaires : *Nogent-sur-Seine* (2), *Méry-sur-Seine*, *Rumilly-les-Vaudes*, *Virey-sur-Bar*.

Les sièges des quatre premiers bailliages principaux de Châlons-sur-Marne, Sézanne, Reims et Vitry-le-François, ainsi que ceux des bailliages secondaires de Châtillon-sur-Marne, Sainte-Ménéhould, Fismes, Épernay, se trouvent actuellement dans le département de la Marne. Ces huit juridictions ont donc fait l'objet de nos recherches. Nous avons pu, jusqu'ici,

(1) M. Brette a montré, dans l'introduction de son *Atlas des Bailliages* (p. XVI), que le mot « province » ne peut être employé au sens de généralité, ou ressort d'une intendance, qu'on ne peut sérieusement rapprocher la généralité, unité d'administration assez bien déterminée au XVIII^e siècle, de la province, mot admis par les historiens, mais conception vague d'une ancienne division territoriale se prêtant aux arrangements les plus divers et les plus bizarres.

(2) Situé en totalité, dit M. Brette, dans la généralité de Paris, mais classé pour la convocation dans celle de Châlons, ne pouvant être séparé du bailliage principal.

rassembler la collection complète (à part deux ou trois pièces) des cahiers et procès-verbaux des villes et villages appartenant à six de ces bailliages, et nous avons pu ainsi assurer la publication des quatre volumes que nous commençons aujourd'hui et qui comprendra :

1^{er} volume : *Le Bailliage de Châlons-sur-Marne.*

2^e volume : *Les Bailliages de Sézanne et Châtillon-sur-Marne.*

3^e et 4^e volumes : *Le Bailliage de Reims.*

Les documents que nous publions font partie du fonds des Archives judiciaires du département. Ainsi que je l'ai expliqué dans ma communication du 18 juin 1905 à la *Société d'Histoire moderne* (1), les papiers relatifs à la convocation des États généraux dans chaque bailliage (dossiers des cahiers, procès-verbaux, lettres, imprimés, etc.), furent tout d'abord déposés au greffe de chacune de ces juridictions. En 1790, les tribunaux de district reçurent ces liasses ; enfin, en l'an IV, les locaux du tribunal de la Marne séant à Reims, — ville qui resta, lors de la division en arrondissements, chef-lieu judiciaire du département, — eurent en dépôt les archives de toutes les anciennes justices éparses jusqu'alors dans les autres sièges. Ce fut ainsi que le palais de justice de Reims dut conserver jusqu'à nos jours les documents relatifs à la convocation des États généraux dans les huit bailliages de Châlons, Sézanne, Châtillon-sur-Marne, Reims, Vitry-le-François, Sainte-Ménéhould, Épernay, Fismes. Ils ont été retrouvés, pour ainsi dire intacts, c'est-à-dire tels que les greffiers des bailliages les avaient rangés, emballés et ficelés aussitôt la clôture des opérations, en mars 1789. Cependant, par la suite, les divers transfèrements des papiers de ces bailliages dont nous avons parlé, faits à la hâte, ne furent pas effectués avec tout le soin et toutes les précautions désirables. Nous avons pu constater notamment que si la plus grande partie des archives de l'ancien bailliage de Sézanne (dossiers de procédures, registres, etc.), avait bien été envoyée pendant la Révolution, au Palais de Justice de Reims où elle a été retrouvée, plusieurs liasses avaient été oubliées et dormaient, encore inexplorées et même ignorées de la municipalité elle-même, au fond de quelques placards de la mairie de Sézanne où

(1) Les *Archives judiciaires de la Marne*, communication faite le 18 juin 1905 à la *Société d'Histoire moderne*. (*Révolution française* du 14 juillet 1905, p. 18.)

nous les avons découverts en 1904 ; et c'est parmi ces cinq ou six liasses détachées du reste des papiers de l'ancienne juridiction aujourd'hui classés aux Archives départementales, que nous avons été assez heureux pour retrouver, à cette époque, les cahiers et procès-verbaux des communautés d'habitants du ressort du bailliage de Sézanne. — A Vitry-le-François, dans les locaux du Tribunal et de la Mairie, un ancien professeur du collège de cette ville, M. Herelle, a également pu rassembler, en 1878, un certain nombre de pièces relatives à la convocation dans le bailliage de Vitry, pièces qui avaient été oubliées lors de l'envoi de ces archives à Reims (1).

Les greniers du Palais de Justice de Reims, explorés depuis une trentaine d'années par les archivistes du département en vue du classement des documents judiciaires et de leur dépôt, soit aux Archives départementales à Châlons, soit à l'Hôtel de Ville de Reims, ont fourni, nous l'avons déjà dit, les papiers relatifs à la convocation dans chaque bailliage. — Avant nous, les archivistes départementaux y avaient retrouvé et avaient emporté à Châlons les liasses complètes des bailliages de Châlons-sur-Marne et d'Épernay, et fait déposer aux Archives de la Mairie de Reims, celles aussi intactes du bailliage de Reims ; ils ont cru devoir opérer, toutefois pour ces trois bailliages, entre les départements voisins, des répartitions très regrettables de documents, comme nous le verrons quand nous étudierons chacun d'eux. Depuis, nous avons personnellement découvert, dans ce même fonds, les documents relatifs à la convocation dans les bailliages de Châtillon-sur-Marne et Fismes, que nous avons joints à ceux de Sézanne, envoyés, sur notre demande, de la mairie de cette ville aux Archives de Reims. — Nous continuons nos recherches en ce qui concerne les bailliages de Sainte-Ménéhould et Vitry-le-François.

L'état de conservation dans lequel nous avons retrouvé ces liasses de documents dans les divers dépôts judiciaires et municipaux que nous avons explorés, est la preuve même de leur authenticité. Il n'est pas besoin, je crois, d'insister plus longtemps sur ce point. Ces liasses, très complètes et auxquelles, la

(1) G. HERELLE : *Documents inédits sur les États généraux (1482-1789)*, tirés des Archives de Vitry-le-François et publiés avec introduction et des notes. (Vitry-le-François, 1879, in-8°.)

plupart du temps, sont jointes la correspondance et les instructions des baillis d'épée ou de leurs lieutenants généraux, renferment toujours et les cahiers des communautés d'habitants signés des comparants, et les procès-verbaux de l'assemblée, signés également des mêmes habitants et rédigés sur le modèle uniforme ci-après, pour tous les bourgs et villages des bailliages que nous avons étudiés :

Aujourd'hui 1789, en l'assemblée convoquée au son de la cloche, en la matière accoutumée, sont comparus en l'auditoire (ou hôtel de ville) de ce lieu, pardevant nous (1) tous nés Français, ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, compris dans les rôles des impositions, habitants de cette ville (bourg, village ou communauté, composé de (2) feux); lesquels, pour obéir aux ordres de Sa Majesté portés par ses lettres données à Versailles le 24 janvier 1789, pour la convocation et tenue des États généraux de ce royaume, et satisfaire aux dispositions du règlement y annexé, ainsi qu'à l'ordonnance de M. le bailli (ou sénéchal) de ou M. son lieutenant général, dont ils nous ont déclaré avoir une parfaite connaissance, tant par la lecture qui vient de leur en être faite, que par la lecture et publication ci-devant faites au prône de la messe de paroisse par M. le Curé (ou vicaire) le du présent mois, et par la lecture et publication et affiches pareillement faites, le même jour, à l'issue de ladite messe de paroisse, au devant de la porte principale de l'église, nous ont déclaré qu'ils alloient d'abord s'occuper de la rédaction de leur cahier de doléances, plaintes et remontrances; et en effet, y ayant vaqué, ils nous ont représenté ledit cahier, qui a été signé par ceux desdits habitants qui savent signer, et par nous, après l'avoir coté par première et dernière page, et paraphé *ne varietur*, au bas d'icelles (a).

Et de suite lesdits habitants, après avoir mûrement délibéré sur le choix des députés qu'ils sont tenus de nommer, en conformité desdites lettres du Roi, et règlement y annexé; et les voix ayant été par nous recueillies, en la manière accoutumée, la pluralité des suffrages s'est réunie en faveur des sieurs (3) qui

(1) Mettre ici le nom de l'officier public qui tiendra l'assemblée, et ensuite les noms de tous les habitants comparans. (*Note du modèle.*)

(2) Mettre ici le nombre des feux. (*Note du modèle.*)

(a) Nous verrons que certaines communautés du bailliage de Sézanne ajoutent à cet endroit ces mots : « *lequel contient ce qui suit* » et insèrent le cahier lui-même dans le corps du procès-verbal qu'elles achèvent ensuite par la nomination des députés et la remise des pouvoirs.

(3) Placer ici le nom des députés, et observer qu'ils n'excèdent pas le nombre prescrit par l'article XXXI du règlement, savoir : de quatre pour les villes, et de deux, à raison de deux cents feux et au-dessous; de trois au-dessus de trois cents feux; de quatre au-dessus de quatre cents feux, et ainsi de suite pour les bourgs, villages et communautés de campagne. (*Note du modèle.*)

ont accepté ladite commission, et promis de s'en acquitter fidèlement.

Ladite nomination des députés ainsi faite, lesdits habitants ont, en notre présence, remis auxdits sieurs députés, le cahier, afin de le porter à l'assemblée, qui se tiendra le devant M. et leur ont donné tous pouvoirs requis et nécessaires, à l'effet de les représenter en ladite assemblée, pour toutes les opérations prescrites par l'ordonnance susdite de M. comme aussi de donner pouvoirs généraux et suffisants de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume, et le bien de tous et de chacun des sujets de Sa Majesté.

Et de leur part, lesdits députés se sont présentement chargés du cahier des doléances de ladite ville (ou bourg, ou village, ou paroisse, ou communauté), et ont promis de le porter à ladite assemblée, et de se conformer à tout ce qui est prescrit et ordonné par lesdites lettres du Roi, règlement y annexé, et ordonnance susdatée. Desquelles nomination de députés, remise de cahiers, pouvoirs et déclarations, nous avons, à tous lesdits comparants, donné acte, et avons signé avec ceux desdits habitants qui savent signer, et avec lesdits députés, notre présent procès-verbal, ainsi que le duplicata que nous avons présentement remis auxdits députés, pour constater leurs pouvoirs ; et le présent sera déposé aux archives ou secrétariat de cette communauté, lesdits jour et an.

Dans chaque village, les habitants ont presque toujours respecté cette formule qui avait été envoyée à leur syndic avec les instructions du bailliage ; ils en reproduisent partout fidèlement les termes. Dans quelques lieux, on s'est même contenté d'utiliser l'imprimé et de remplir les intervalles laissés en blanc par les renseignements relatifs à la localité.

Tels sont les réflexions et renseignements généraux que nous pouvons très succinctement fournir sur les documents dont nous allons publier quelques séries.

Nous avons adopté un plan de travail des plus simples. Nous avons divisé chacune de nos publications en deux parties :

La 1^{re} partie comprend les cahiers des plaintes et doléances des villes, bourgs et communautés du bailliage.

En tête de cette première partie figurent toujours les documents relatifs à la convocation dans la ville, chef-lieu du bailliage ; les autres communautés d'habitants sont placées ensuite par ordre alphabétique. -- Quant à la publication des pièces elles-mêmes, le procès-verbal est tout d'abord analysé, ou

plutôt nous prenons dans chacun d'eux les détails propres à la communauté, ceux qui doivent être remplis dans l'imprimé ci-dessus, c'est-à-dire : le nombre de feux (1), — que nous citons ici comme un renseignement contenu dans le procès-verbal, sachant fort bien qu'au point de vue du chiffre de la population la valeur documentaire ou statistique de ce renseignement n'est que très relative, — la date de la lecture et de la publication dans le village de l'avis et du règlement concernant la convocation des États généraux, la date et le lieu de la réunion des habitants, les nom, prénoms et titres du président, les noms des comparants en donnant autant que possible leurs prénoms, professions et autres renseignements fournis par les documents ; l'indication des signataires qui ne figureraient pas dans l'énumération de ces comparants (2), les noms, prénoms, titres et professions des députés de la communauté à l'assemblée du bailliage. — Puis, aussitôt après, nous insérons le texte *in-extenso* du cahier des plaintes et doléances de la communauté, et nous indiquons en terminant les premiers signataires, dont nous donnons le chiffre exact afin qu'on puisse comparer avec le nombre d'habitants présents portés au procès-verbal (3).

(1) Au bas de chaque procès-verbal, on peut lire en note l'état comparatif du nombre des feux et de la population de chaque communauté.

Sans entrer dans de nombreux commentaires sur cette question des feux que nous traiterons plus en détail à la fin de notre publication, nous pouvons dès maintenant signaler les renseignements fournis, à cet égard, par plusieurs cahiers du bailliage de Châlons ; aussi celui de Condé-sur-Marne dit que le village « était composé de 135 feux, et sa population de 500 personnes » (p. 184) ; — Dommartin-Lettrée, « que la communauté avait 91 chaumières habitées par 400 personnes (p. 251) ; — Soudron indique 400 habitants et 107 feux. — Le mot « feu » signifie donc « chaumière » ou « ménage » (voir le cahier du Mesnil-sur-Oger, p. 387), etc.

Les *procès-verbaux de l'assemblée provinciale de Champagne* ont noté qu'en 1774 la population de la généralité était de 782,734 habitants pour 196,831 feux, et en 1782 : 800,000 habitants pour 200,000 feux. (Voir cahier de Compertrix, p. 182.) — Partout le feu représente environ le quart de la population.

(2) Parfois aussi nous relevons certaines mentions spéciales d'incidents, ou bien l'indication des habitants ne sachant ou ne voulant pas signer, quand ces faits sont notés au procès-verbal.

(3) Dans une étude plus approfondie, nous reviendrons sur les diverses observations que provoque la comparaison des signatures avec le nombre d'habitants présents à ces assemblées. — On ne peut pas, par l'examen de quelques cahiers, déterminer le chiffre ou la proportion des illettrés des villages en 1789. — Ce travail statistique doit porter sur l'ensemble de la publication et être complété à l'aide d'autres documents.

Suivant les instructions de la Commission, nous avons suivi, pour la publication de ces cahiers, l'orthographe actuelle, sauf lorsque nous avons rencontré des termes locaux, ou bien lorsque la phrase, bizarrement construite, ne pouvait être modifiée sans en altérer la forme même. Nous avons, dans ce cas, respecté celles qui nous ont paru incompréhensibles. Nous ne citerons, comme exemple, que cette phrase du cahier de Bussy-Lettrée qui est textuelle et dont la lecture déconcerte : « La justice est un *gendre* très utile dans le royaume ! » (p. 117.)

Ces documents et analyses de documents sont toujours annotés. Au bas des pages, on lit : tout d'abord les indications bibliographiques sur la pièce publiée ou analysée, sur le nombre de pages du cahier (si elles sont cotées et paraphées et par qui), les visas des commissaires chargés par l'assemblée du bailliage d'examiner et de résumer les cahiers (1), les sources accessoires sur l'histoire du bourg ou village au XVIII^e siècle, donnant surtout le détail des dossiers des archives départementales et communales, les publications diverses, monographies, pièces imprimées, etc., concernant la communauté ; quelques renseignements complémentaires sur la convocation dans la localité quand elle donna lieu à quelques incidents, sur la population d'après les derniers recensements avant la Révolution, en général celui de 1773 (2), la situation administrative, notamment, sous l'ancien régime, l'élection, et aujourd'hui, la commune, l'arrondissement et le département. — Puis, toujours dans les notes, nous nous sommes efforcé d'expliquer et de commenter, à l'aide de documents tirés des Archives départementales ou de celles des villes et villages que nous avons parcouru, le texte des cahiers, les renseignements qu'il peut fournir sur la situation particulière, économique de la communauté, ses procès, ses revenus, ses charges, les productions de son sol, son industrie, etc.

(1) Ce sont la plupart du temps les avocats châlonnais Prieur ou Thomas dont il est très facile de reconnaître l'écriture des mentions « Vu », et les paraphes sur les documents qu'ils ont lus et étudiés.

(2) *Statistique de 1773* : « Dénombrement général » au tableau des propriétés foncières de la population et des principales productions de la province de Champagne, divisée en douze élections et donnant le dénombrement des habitants et des bestiaux, les jours de marché et de foire, le nombre des laboureurs, le tableau du territoire, la quantité des semences et des récoltes, etc. (Arch. de la Marne, C, 430.)

La 2^e partie comprend les cahiers des trois ordres du bailliage.

Nous avons préféré reproduire, d'après les textes originaux, ces documents importants, capitaux pour notre travail, et donner, en notes, quelques détails précis sur les diverses publications qui en ont déjà été faites. D'ailleurs, quelques-uns de ceux que nous donnerons, les cahiers du Tiers état des bailliages de Sézanne et Châtillon-sur-Marne, par exemple, sont inédits et avaient même été signalés à maintes reprises comme perdus, et par les *Archives parlementaires* (t. V., 1^{re} série, p. 767), et par M. Aulard (*Révolution française*, du 14 août 1895 : « *Quels sont les cahiers de 1789 qui nous manquent ?* »), et par M. Brette (*Recueil de documents sur la convocation des États généraux*, t. III, p. 218, 221 et 222).

Nous annoterons la publication de ces cahiers généraux par quelques renseignements surtout bibliographiques sur les procès-verbaux d'assemblées des trois ordres, la correspondance et autres documents relatifs aux opérations dans le bailliage.

Nous allons donner maintenant, comme nous le ferons pour chaque volume, quelques brefs détails surtout bibliographiques sur la convocation dans le bailliage de Châlons-sur-Marne, renvoyant pour d'autres commentaires aux notes qui accompagnent les cahiers de chaque ville ou village.

Nous n'insisterons pas non plus sur l'importance de ces cahiers pour les études économiques, nous réservant de le faire dans un travail d'ensemble sur la convocation des États généraux dans la généralité de Châlons-sur-Marne, quand nous aurons terminé cette publication toute documentaire.

Nous renverrons à la fin de notre série de volumes le glossaire des termes locaux à expliquer, et au besoin une table générale et commentée des vœux, des plaintes, des impôts et droits perçus dans la généralité, notamment de la gabelle, et aussi des droits sur les grains amenés aux marchés, du droit de minage, sur lequel nous reviendrons dans le volume de Sézanne, des poids et mesures, etc.

II

Le bailliage de Châlons-sur-Marne, pris en 1789, au moment de la convocation des États généraux, comme division territoriale, était limité au Nord par ceux de Sainte-Ménéhould et Reims ; à l'Ouest par ceux d'Épernay et Château-Thierry ; au Sud par ceux de Sézanne et Chaumont-en-Bassigny, et à l'Est par celui de Vitry-le-François. Son ressort s'étendait cependant, en dehors de ses limites ordinaires, sur quelques villages enclavés dans d'autres bailliages, enclaves appartenant de longue date à certaines seigneuries ecclésiastiques ou nobiliaires, rattachées au bailliage de Châlons-sur-Marne lors de la création de cette juridiction royale, en octobre 1637 (1). Ainsi, à l'Est, au-delà du territoire des bailliages de Vitry et de Sainte-Ménéhould, à la frontière de la Lorraine, du Barrois et des Trois-Évêchés, pour employer les termes mêmes des cahiers de cette région (2), les villages, ou plutôt 14 communautés de la seigneurie du comté de Beaulieu-en-Argonne : *Beaulieu-en-Argonne, Brizeaux, Charmontois-l'Abbé, Éclaires, Èvres, Fleury-en-Argonne, Foucaucourt, La Voye, Le Chemin, Pretz-en-Argonne, Senard, Sommaisne, Triaucourt et Riaucourt*, dépendaient du bailliage de Châlons-sur-Marne, dont elles étaient séparées.

Le bailliage de Châlons avait encore, dans d'autres bailliages, quatre enclaves moins importantes, appartenant ou ayant appartenu à des seigneurs ecclésiastiques du ressort de Châlons :

1° La communauté d'*Heiltz-l'Évêque*, dans le bailliage de Vitry. L'évêque de Châlons avait toujours été seigneur de ce lieu ;

2° Plus bas, celle de *Sapignicourt*, enclavée presque entièrement dans le même bailliage de Vitry, à la limite Est de cette juridiction, touchant aux bailliages de Saint-Dizier et de Chaumont-en-Bassigny. Le Chapitre de Saint-Étienne de Châlons

(1) BRETTE : *Recueil sur la Convocation des États généraux*, t. III, p. 188 : Note préliminaire sur la formation du bailliage de Châlons en 1637.

(2) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 69, Charmontois-l'Abbé, page 135, etc.

possédait la terre et seigneurie et était décimateur de la paroisse de Sapignicourt ;

3^o Celles de *Corbeil* et de *Margerie*, enclavées dans le bailliage de Chaumont-en-Bassigny ;

4^o Et plus au Sud, dans ce même bailliage, les communautés de *Suzannecourt* et *Thonnance-lès-Joinville*, dont les terres étaient également en la possession de l'évêque de Châlons.

Mais, d'autre part, au milieu même du bailliage de Châlons-sur-Marne, on trouvait deux communautés ressortissant à d'autres juridictions : celle de *Chaintrix*, du bailliage d'Épernay, et celle de *Clamanges* (1), — qui jouissait du privilège assez rare de ne pas avoir de seigneurs, — du bailliage de Vitry-le-François dont elle n'avait pas, pour cette raison particulière, été détachée lors de la création du bailliage de Châlons, formé en grande partie au détriment de celui de Vitry.

Le bailliage comprenait, pour la convocation des États généraux, 169 communautés d'habitants citées et une ville, Châlons-sur-Marne, comprise parmi les villes dénommées à l'état annexé au règlement général du 24 janvier 1789, et soumise pour sa représentation à des règles spéciales, édictées par les articles 26, 27 et 28 de ce règlement. D'après ces dispositions, Châlons-sur-Marne devait envoyer douze députés à l'assemblée du Tiers état du bailliage.

Sur les 169 communautés d'habitants, deux firent défaut : *Bannay*, qui comparut à Sézanne, et *Champaubert*, à Meaux. — Cent soixante-sept autres localités ayant rôle d'impositions séparées répondirent à la convocation. Nous pouvons, en les classant dans les divisions administratives actuelles, les énumérer dans l'ordre suivant :

I. MARNE

ARRONDISSEMENT DE CHALONS-SUR-MARNE

Canton de Châlons-sur-Marne. — 15 localités : Aigny, Compertrix, Condé-sur-Marne, Coolus (2), Fagnières, Isse, Juvigny-sur-Marne,

(1) Cet ancien bourg aurait été affranchi au Moyen âge par le comte Henry de Champagne, privilège confirmé par le comte Thibault en 1198, d'après un vidimus de l'année 1393. (BARTHÉLEMY : *Diocèse ancien de Châlons-sur-Marne*, t. II, p. 25. — Procès-verbal de visite épiscopale de 1724, constatant « que les habitants du lieu sont seuls seigneurs ayant maire, procureur fiscal etc.,... » *Arch. de la Marne*, G, 106.)

(2) Il ne faut pas confondre *Coolus* avec *Coole* (aujourd'hui commune du

La Veuve, Les Grandes-Loges, Recy, Saint-Étienne-au-Temple, Saint-Gibrien, Saint-Martin-sur-le-Pré, Saint-Memmie, Vraux.

Canton d'Écurey-sur-Coole. — 30 localités : Athis, Aulnay-sur-Marne, Breuvery, Bussy-Lettrée, Cernon, Champagne (aujourd'hui hameau dépendant de Champigneul), Champigneul, Cheniers, Cheppes, Cherville, Coupetz, Écurey-le-Petit (aujourd'hui hameau dépendant de Champigneul), Écurey-sur-Coole, Fontaine-sur-Coole, Jâlons, Mairy-sur-Marne, Matougues, Nuisement-sur-Coole, Saint-Martin-aux-Champs, Saint-Pierre-aux-Oies, Saint-Quentin-sur-Coole, Sogny-aux-Moulins, Soudron, Thibie, Togny-aux-Bœufs, Vatry, Vésigneul-sur-Coole, Villers-aux-Corneilles, Vitry-la-Ville, Vouciennes.

Canton de Marson. — 18 localités : Chépy, Coupéville, Courtisols, Dampierre-sur-Moivre, Francheville, Le Fresnoy, L'Épine, Marson, Moivre, Moncets, Omev, Pogny, Poix, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Jean-sur-Moivre, Sarry, Somme-Vesle, Vésigneul-sur-Marne.

Canton de Suippes. — 13 localités : Bouy, Bussy-le-Château, Cuperly, Dampierre-au-Temple, Jonchery-sur-Suippe, La Chapelle, Livry-sur-Vesle, Louvercy, Saint-Hilaire-le-Grand, Saint-Hilaire-au-Temple, Suippes, Vadenay, Vaudemanges.

Canton de Vertus. — 27 localités : Aulnay-aux-Planches, Aulnizeux, Bergères-les-Vertus, Bierges (formant aujourd'hui commune avec Chaintrix), Chevigny (aujourd'hui hameau dépendant de Villeneuve-lès-Rouffy), Coligny, Écurey-le-Repos, Étréchy, Germinon, Givry-lès-Loisy, Loisy-en-Brie, Morains, Pierre-Morains, Pocancy, Renneville (aujourd'hui hameau dépendant de Villeneuve-lès-Rouffy), Rouffy, Saint-Mard-lès-Rouffy, Soulières, Toulon, Trécon, Velye, Vert-la-Gravelle, Vertus, Villeneuve-lès-Rouffy, Villeseneux, Voipreux, Vouzy.

ARRONDISSEMENT D'ÉPERNAY

Canton d'Avize. — 4 localités : Gionges-Saint-Ferjeux, Le Mesnil-sur-Oger, Oger, Villers-aux-Bois.

Canton de Fère-Champenoise. — 7 localités : Connantray, Haussimont, Lenharrée, Montépreux, Normée, Vassimont, Vaurefroy (aujourd'hui hameau dépendant de Connantray).

Canton de Montmirail. — 1 localité : Fromentières.

Canton de Montmort. — 14 localités : Baye, Beaunay, Chaltrait, Coizard, Congy, Courjeonnet, Étoges, Fèrebrianges, Joches (aujourd'hui hameau dépendant de Coizard), La Caure, Le Mesnil-La-Caure (aujourd'hui hameau dépendant de La Caure), Lucy, Montmort, Villevenard.

ARRONDISSEMENT DE REIMS

Canton d'Ay. — 1 localité : Tours-sur-Marne.

canton de Sompuis, arrondissement de Vitry), qui appartenait et fut représenté au bailliage de Vitry-le-François, tandis que Coolus ne comparut qu'à Châlons.

ARRONDISSEMENT DE SAINTE-MÉNEHOULD

Canton de Dommartin-sur-Yèvre. — 5 localités : Charmontois-l'Abbé, Éclaires, Le Chemin, Saint-Remy-sur-Bussy, Tilloy.

Canton de Sainte-Méneould. — 1 localité : Somme-Suippe.

Canton de Ville-sur-Toarbe. — 1 localité : Souain.

ARRONDISSEMENT DE VITRY-LE-FRANÇOIS

Canton d'Heiltz-le-Maurupt. — 1 localité : Heiltz-l'Évêque.

Canton de Saint-Remy-en-Bouzemont. — 1 localité : Margerie.

Canton de Sompuis. — 6 localités : Corbeil, Dommartin-Lettrée, Faux-sur-Coole, Sommesous, Soudé-Notre-Dame, Soudé-Sainte-Croix.

Canton de Thièblemont. — 1 localité : Sapignicourt.

Canton de Vitry-le-François. — 6 localités : Ablancourt, Aulnay-l'Aître, Coulmier-La Chaussée, Mutigny (1) (ces deux localités aujourd'hui réunies en une seule commune : La Chaussée), Saint-Amand, Songy.

II. MEUSE

ARRONDISSEMENT DE BAR-LE-DUC

Canton de Triaucourt. — 9 localités : Beaulieu-en-Argonne, Brizeaux, Èvres, Fleury-en-Argonne, Foucaucourt, La Voye, Pretz-en-Argonne, Senard, Triaucourt.

Canton de Vaubécourt. — 2 localités : Sommaisne, Riaucourt (aujourd'hui hameau disparu dont quelques fermes isolées dépendent les unes de Vaubécourt, les autres de Lisle-en-Barrois).

III. HAUTE-MARNE

ARRONDISSEMENT DE WASSY

Canton de Joinville. — 2 localités : Suzannecourt, Thonnance-lès-Joinville.

IV. AUBE

ARRONDISSEMENT D'ARCIS-SUR-AUBE

Canton d'Arcis-sur-Aube. — 1 localité : Mailly-Romaincourt.

Canton de Ramerupt. — 1 localité : Poivre-et-Sainte-Suzanne.

Outre sa comparution à Châlons-sur-Marne, la communauté d'*Athis* fut également représentée à l'assemblée du bailliage d'Épernay. — Celle de *Cherville*, citée aussi par le bailliage de Reims, ne répondit pas à cette convocation. — *Corbeil*, d'après son procès-verbal, se trouverait dans un cas semblable : citée

(1) Il y avait deux communautés de ce nom dans la région : celle citée ci-dessus et qui ne comparut qu'à Châlons-sur-Marne, et une autre (aujourd'hui commune du canton d'Ay, arrondissement de Reims) qui dépendait alors du bailliage d'Épernay, où elle fut représentée.

par Chaumont-en-Bassigny, le procès-verbal de réunion des habitants constate que « la paroisse de Corbeil n'était point du « bailliage de Chaumont, mais de celui de Châlons ; que l'ordon-
« nance de M. le bailli de Chaumont ne portait d'assigner par
« devant luy que les paroisses où il avait la connaissance des
« cas royaux, et comme ils ne sont pas de ce ressort, ils (les
« habitants) pensent que c'est par inattention qu'ils y sont
« assignés ; pourquoy ils n'entendaient point nommer de dépu-
« tés pour l'assemblée de Chaumont, mais pour celle de
« Châlons qui doit se tenir le douze du présent mois (1) ».

— Le bailliage de Châlons-sur-Marne comprenait donc tout l'arrondissement actuel de Châlons, sauf les communes de Billy-le-Grand, Mourmelon-le-Grand et Mourmelon-le-Petit (du canton de Suippes), qui dépendaient du bailliage de Reims ; et celle de Clamanges (du canton de Vertus), enclave appartenant, nous l'avons déjà vu, au bailliage de Vitry-le-François. Il étendait encore sa juridiction sur une soixantaine de communes classées aujourd'hui dans les arrondissements voisins d'Épernay, de Reims, de Sainte-Ménéhould, de Vitry-le-François et d'Arcis-sur-Aube, et sur les lointaines enclaves dont nous avons parlé et qui sont actuellement dans les départements de la Meuse et de la Haute-Marne.

Avec Châlons-sur-Marne, le bailliage possédait encore deux petites villes assez importantes et assez curieuses que nous ne ferons que citer ici, renvoyant, pour plus de détails, aux notes qui accompagnent leurs cahiers : l'une, *Suippes*, était essentiellement industrielle, ouvrière ; l'autre, *Vertus*, avait été le siège d'une célèbre comté-pairie ayant appartenu aux Galéas Visconti, ducs de Milan, puis à la famille d'Orléans, et qui, en raison de ce passé illustre, réclamait, en 1789, le droit de représenter directement aux États généraux (voir délibération du Conseil de ville du 28 décembre 1788, reproduite page 764 de cette publication, et la notice à ce sujet).

* * *

Quelques mots sur les opérations du bailliage :

Le 6 février 1789, Laurent de Villedeuil, secrétaire d'État au département de la maison du Roi et, comme tel, chargé

(1) Voir, page 208, le procès-verbal d'assemblée des habitants de Corbeil du 5 mars 1789.

de la généralité de Châlons-sur-Marne, envoya au duc de Bourbon, gouverneur général de la Champagne et de la Brie, un paquet contenant les imprimés des lettres de convocation et du règlement du 24 janvier 1789, nécessaires pour les onze bailliages principaux (1) du ressort de son gouvernement (2).

Le 17 février 1789, le grand bailli d'épée du bailliage de Châlons, Claude-Hyacinthe Guillemeau de Fréval (3), fit donner lecture, à l'audience de ce bailliage, du règlement du 24 janvier 1789 et de l'ordonnance qu'il rendit à cet effet (4).

(1) Les bailliages de Châlons-sur-Marne, Château-Thierry, Chaumont-en-Bassigny, Langres, Meaux, Provins (bailliage secondaire : Montereau), Reims, Sens (bailliage secondaire : Villeneuve-sur-Yonne), Sézanne (bailliage secondaire : Châtillon-sur-Marne), Troyes (bailliages secondaires : Nogent-sur-Marne et Méry-sur-Seine) et Vitry (bailliages secondaires : Sainte-Ménéhould, Fismes, Saint-Dizier, Épernay).

(2) *Arch. nat.*, B^e 31.

(3) *Claude-Hyacinthe Guillemeau de Fréval*, lieutenant-colonel des dragons, chevalier de Saint-Louis, seigneur d'Omev, Cheppes, Saint-Martin-aux-Champs, Coulmiers, La Chaussée et Mutigny, né à Paris le 7 mai 1749, n'était grand bailli que depuis le 29 janvier 1789 (v. BRETTE : *Recueil*, *ibid.*, t. III, p. 189 : États des services militaires, etc.). Il se retira, pendant la Révolution, dans son château d'Omev (v. ce cahier, page 405).

(4) Cette cérémonie eut lieu aussitôt les débats d'une affaire Benoist contre Benoist, plaidée par les avocats Prieur et Charlier. Voici le procès-verbal de cette séance et l'ordonnance rendue par le grand bailli d'épée :

« Du mardi dix-sept février mil sept cent quatre-vingt-neuf, par-devant « nous, Claude Guillemeau de Fréval, chevalier de l'ordre royal et militaire de « Saint-Louis, grand bailli d'épée, Brémont, lieutenant général, Richard, lieu- « tenant criminel, De Lestrée, lieutenant particulier, assesseur civil et cri- « minel, Jourdain et Delacourt, conseillers tenant l'audience du bailliage « royal.

.....
« Est comparu le procureur du Roi en ce siège par M^e Burnet, avocat de « Sa Majesté, lequel M^e Burnet, portant la parole, a dit que nous ayant été « adressé des lettres de Sa Majesté en date du 24 janvier 1789, signées Louis, « et plus bas pour le Roi, Laurent de Villedeuil, scellées du sceau de cire rouge « pour la convocation et assemblée des États généraux du royaume, ensemble « le règlement fait par le Roi pour l'exécution desdites lettres en date dudit « jour 24 janvier y annexé.

« Requéran qu'il nous plaise ordonner la lecture et publication en notre « présente audience desdites lettres de convocation et règlement y annexé et « l'enregistrement d'iceux en notre greffe, pour être exécutés selon leur forme « et teneur, ordonner en outre qu'ils seront publiés à son de trompe et en « public dans tous les carrefours et lieux accoutumés, imprimés, publiés et « affichés, ainsi que notre ordonnance à intervenir, dans toutes les villes, « bourgs, villages et communautés de notre ressort, et dans l'étendue desquels « nous avons la connaissance des cas royaux, pour y être pareillement exécu- « tés selon leur forme et teneur, à la diligence dudit procureur du Roi.

Nous n'insisterons pas sur les incidents soulevés avant ou après les opérations, notamment sur la pétition envoyée le 9 novembre 1788 par les juges consuls et négociants de Châlons-

« Nous faisant droit sur le réquisitoire du procureur du Roi, ordonnons
 « que les lettres de Sa Majesté du 24 janvier 1789, signées Louis et plus bas
 « Laurent de Villedeuil, scellées du cachet de cire rouge, pour la convocation
 « et assemblée des États généraux du royaume, ensemble le règlement y
 « annexé, seront présentement lues et publiées l'audience tenant, et enregis-
 « trées au greffe de ce siège pour être exécutées selon leur forme et teneur,
 « publiées à son de trompe et cri public dans tous les carrefours et lieux
 « accoutumés, imprimées, publiées et affichées, ainsi que notre présente
 « ordonnance, dans tous les villes, bourgs, villages et communautés de notre
 « ressort et dans l'étendue desquels nous avons la connaissance des cas
 « royaux, pour y être exécutées suivant leur forme et teneur, à la diligence du
 « procureur du Roi.

« En conséquence, ordonnons que l'assemblée des trois états de ce bail-
 « liage se tiendra par nous, ou en notre absence par notre lieutenant général,
 « le 12 mars prochain, à 8 heures précises du matin, à l'Église du collège de
 « cette ville de Châlons, que tous ceux qui ont ou qui auront droit de s'y
 « trouver seront tenus de s'y rendre, munis de leurs titres et pouvoirs, et
 « qu'il sera procédé à la convocation desdits trois états dans la forme et
 « manière qui suit :

« 1^o Qu'à la requête du procureur du Roi, le s^r , évêque de
 « les abbés séculiers ou réguliers, les chapitres, corps et communautés ecclé-
 « siastiques rentés réguliers ou séculiers des deux sexes, les prieurs, les curés,
 « les commandeurs et généralement tous les bénéficiers ; que tous les ducs,
 « pairs, marquis, comtes, barons, châtelains et généralement tous les nobles
 « possédant fiefs dans l'étendue de ce bailliage, seront assignés par un huissier
 « royal au principal manoir de leurs bénéfices et fiefs pour comparaître,
 « scavoir : les chapitres, corps et communautés ecclésiastiques par des
 « députés de l'ordre du Clergé dans la proportion déterminée par les
 « articles 10 et 11 du règlement de Sa Majesté, et tous les bénéficiers ainsi que
 « tous les nobles et possesseurs de fiefs en personne ou par procureurs de
 « leur ordre à ladite assemblée générale, aux jour et heure ci-dessus indiqués ;

« 2^o Que tous les curés qui sont éloignés de plus de deux lieues de la pré-
 « sente ville seront tenus de se faire représenter par procureurs fondés de
 « leur ordre, à moins qu'ils n'aient un vicaire ou desservant résidant dans
 « leur cure, auxquels vicaire ou desservant nous défendons de s'absenter
 « pendant le temps nécessaire auxdits curés pour se rendre à ladite assem-
 « blée, y assister et retourner à leurs paroisses ;

« 3^o Que tous autres ecclésiastiques engagés dans les ordres, et tous nobles
 « non possédant fiefs, ayant la noblesse acquise et transmissible, âgés de 25 ans,
 « nés français ou naturalisés et domiciliés dans notre ressort, suffisamment
 « avertis par les publications, affiches et cri public, seront également tenus de
 « se rendre en personne et non par procureurs à ladite assemblée, aux mêmes
 « jour et heure, sauf et excepté les ecclésiastiques résidant dans les villes de
 « notre ressort, lesquels seront tenus de se réunir chez le curé de la paroisse
 « dans laquelle ils sont habitués ou domiciliés au jour qu'il leur indiquera
 « pour y élire un ou plusieurs d'entr'eux, conformément à l'article 15 du
 « règlement de Sa Majesté ;

« 4^o Qu'à la diligence dudit procureur du Roi, les maires, capitouls, éche-

sur-Marne pour obtenir des « députés du commerce », — sur une délibération du Conseil de Ville de Châlons du 4 décembre 1788 contenant un vœu pour le doublement du tiers, etc. Nous

« vins, jurats consuls et autres officiers municipaux des villes, bourgs, villages
« et communautés situés dans toute l'étendue de notre ressort, seront inconti-
« nent sommés par un huissier royal, en la personne de leurs greffiers,
« syndics, fabriciens, préposés ou autres représentants, de faire lire et publier
« au prône de la messe paroissiale, et aussi à la porte de l'église après ladite
« messe au premier jour de dimanche qui suivra ladite notification, la lettre
« du Roi, le règlement y joint et notre présente ordonnance dont un imprimé
« sur papier libre, collationné et certifié par notre greffier, sera joint à ladite
« notification ; il sera, de plus, remis par l'huissier, autant d'imprimés qu'il y
« aura de paroisses dans chaque ville, bourg, village ou communauté ;

« 5^e Qu'au jour le plus prochain et au plus tard huit jours après lesdites
« publications, tous les habitants du Tiers état desdites villes, bourgs,
« paroisses et communautés de campagne, nés français ou naturalisés, âgés de
« vingt-cinq ans, domiciliés et compris aux rôles des impositions, seront tenus
« de s'assembler au lieu accoutumé ou à celui qui leur aura été indiqué par
« les officiers municipaux sans le ministère d'aucun huissier, à l'effet par eux
« de procéder d'abord à la rédaction du cahier de plaintes, doléances et
« remontrances que lesdites villes, bourgs et communautés entendent faire à
« Sa Majesté, et présenter les moyens de pouvoir et subvenir aux besoins de
« l'État, ainsi qu'à tout ce qui peut intéresser la prospérité du royaume et
« celle de tous et de chacun des sujets de Sa Majesté ; ensuite de procéder à
« haute voix à la nomination de députés dans le nombre déterminé par
« l'article 31 dudit règlement, lesquels seront choisis entre les plus notables
« habitants qui seront chargés de porter ledit cahier à notre assemblée gé-
« nérale aux jour et heure ci-dessus indiqués ;

« 6^e Que, dans la huitaine au plus tard avant de procéder à l'assemblée
« générale de la communauté, il sera tenu des assemblées aux jour et heure
« indiqués par les officiers municipaux de toutes les corporations, corps et
« communautés, et de toutes les personnes du Tiers état qui ne tiennent à
« aucune corporation, dans lesquelles assemblées particulières il sera fait
« choix d'un ou de plusieurs représentants chargés de se rendre à l'assemblée
« du Tiers état de chacune desdites villes, pour y concourir à la rédaction du
« cahier et à la nomination de députés, dans la forme et au nombre présenté
« par les articles 26 et 27 du règlement de Sa Majesté ;

« 7^e Que les certifications (*sic*) des publications ci-dessus ordonnées seront
« relatées dans le procès-verbal qui sera dressé de l'assemblée qui aura eu
« lieu pour la rédaction des cahiers et la nomination desdits députés ; que
« ledit procès-verbal, signé par l'officier public qui aura tenu l'assemblée et
« par son greffier, sera dressé en double minute, dont une sera déposée dans
« le greffe de la communauté, et l'autre remise aux députés en même temps
« que le cahier pour constater le pouvoir desdits députés ;

« 8^e Que lesdits députés, munis dudit procès-verbal et dudit cahier, seront
« tenus de se rendre à notre assemblée générale aux jour et heure ci-dessus
« indiqués ; que tous les ecclésiastiques bénéficiers et autres engagés dans les
« ordres sacrés, tous les nobles possédant fiefs et tous ceux ayant la noblesse
« acquise et transmissible qui se sont rendus ledit jour en la présente ville,
« seront tenus de comparaître à ladite assemblée générale qui sera tenue par
« nous ou en notre absence par notre lieutenant général ;

ne parlerons pas davantage des démêlés qui surgirent entre le grand bailli de Fréval et les officiers du bailliage, le lieutenant général Charles-Jean Brémont, et le procureur du Roi Laurent-Dieudonné Martin, sur le rôle et les attributions de chacun d'eux.

« 9° Qu'à ladite assemblée il sera donné acte aux comparants de leur « comparution et défaut contre les non comparants ; qu'il sera procédé à la « vérification des pouvoirs des députés et procureurs fondés, et ensuite à la « réception dans la forme accoutumée du serment que feront tous les ecclésiastiques, tous les nobles et tous les membres du Tiers état présents de « procéder fidèlement d'abord à la rédaction d'un seul cahier, s'il est ainsi « convenu par les trois ordres, ou séparément à celui de chacun desdits trois « ordres ; ensuite à l'élection par la voix de scrutin de notables personnages « au nombre et dans la proportion déterminée par la lettre de Sa Majesté, « pour représenter aux États généraux des trois états de ce bailliage ;

« 10° Que les ecclésiastiques et les nobles se retireront ensuite dans le lieu « qui leur sera désigné par nous ou par notre lieutenant général en notre « absence pour y tenir leurs assemblées particulières, sçavoir : celle du clergé, « sous la présidence de celui à qui l'ordre hiérarchique le défère ; celle de la « noblesse, sous notre présidence et, en notre absence, du plus âgé desdits « nobles, jusqu'à ce qu'ils aient fait choix dans ladite assemblée d'un « président ; que les députés du Tiers état resteront dans la salle de l'assemblée ou « se retireront dans celle de l'auditoire de notre siège, sous la présidence de « notre lieutenant général ;

« 11° Que dans l'assemblée des deux premiers ordres il sera procédé « d'abord à haute voix à l'élection d'un secrétaire, notre greffier devant en « tenir lieu aux députés du Tiers état ; ensuite à la délibération à prendre par « les trois ordres séparément pour décider s'ils procéderont conjointement ou « séparément à la rédaction de leurs cahiers et à l'élection des députés pour « les États généraux ;

« 12° Qu'expédition en forme desdites délibérations nous sera remise et « en notre absence, à notre lieutenant général, pour être ensuite par nous ou « par lui ordonné que la rédaction du cahier et la nomination des députés « seront faites en commun, si chacun des trois ordres l'a ainsi délibéré ; « qu'audit cas il sera nommé par lesdits trois ordres des commissaires pour « la rédaction du cahier, dans lequel seront réunis et réduits tous les cahiers « particuliers au Tiers état de ce bailliage, et ensuite procédé à l'élection par « voie de scrutin des députés desdits trois ordres, au nombre et dans la « proportion déterminés par la lettre de Sa Majesté ;

« 13° Que dans le cas ou par délibération d'un des trois ordres, il aurait « été résolu que la rédaction de leurs cahiers et l'élection de leurs députés « seraient faites séparément, il sera nommé dans chacune des trois chambres « des commissaires pour procéder à ladite rédaction ; que chacun desdits « cahiers signé par tous les commissaires, le président et le greffier, nous sera « remis pour être par nous délivré et, en notre absence, par notre lieutenant « général, aux députés qui devront être élus ; qu'il sera ensuite procédé à « l'élection des députés de chacun desdits trois ordres au nombre et dans la « proportion déterminés par la lettre de Sa Majesté ; réduction préalablement « faite s'il y a lieu du nombre des électeurs de l'ordre du tiers à celui de deux « cents, ainsi qu'il est porté en l'article 34 du règlement de Sa Majesté ;

Nous indiquerons simplement que l'assemblée des trois ordres du bailliage fut ouverte le 12 mars 1789, en l'église du collège de Châlons-sur-Marne, par l'appel des députés, et que, conformément aux décisions prises, les assemblées particulières se tinrent (1) :

1^o *Pour le Clergé*, dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de l'évêque, les 13, 14, 19, 20, 23 mars, et qu'à la séance du 20, Anne-Antoine-Jules DE CLERMONT-TONNERRE, évêque-comte de Châlons, pair de France, fut élu député de l'ordre, sans suppléant (2) ;

2^o *Pour la Noblesse*, dans la salle du bureau des finances de l'Hôtel de Ville, sous la présidence du grand bailli Guillemeau de Fréval, les 13, 14, 19, 20, 21, 22 et 23 mars 1789, et que, le 22, le secrétaire de l'assemblée, Jean-Baptiste DE PINTEVILLE,

« 14^o Qu'il nous sera remis et, en notre absence, à notre lieutenant général, copie en forme des trois procès-verbaux de l'élection desdits députés ;
 « que les trois ordres seront tenus de se rendre à notre assemblée générale
 « aux jour et heure que nous indiquerons ou, en notre absence, notre lieutenant général, pour y assister à la prestation de serment en la manière
 « accoutumée desdits députés : qu'il sera dressé procès-verbal de tous lesdits
 « actes, ensemble des instructions, et pouvoirs généraux et suffisants qui
 « seront donnés auxdits députés, pour proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus,
 « l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et chacun
 « les sujets du Roi ; lequel procès-verbal restera déposé au greffe de notre
 « siège et trois copies dûment collectionnées d'icelui seront remises auxdits
 « députés avec le ou les cahiers des trois états de ce bailliage de Châlons, pour
 « être par eux déposé au secrétaire de leur ordre respectif aux États, ce qui
 « sera exécuté nonobstant opposition ou appelation quelconques et sans y
 « préjudicier.

« B. »

Paraphe de Brémont.

(*Registre d'enregistrement des jugements et sentences du bailliage royal de Châlons-sur-Marne du 4 janvier 1788 au 28 décembre 1789 ; f^o 34 verso à 36 verso. — Arch. dép. de la Marne ; fonds jud. non classé.*)

(1) Tous les documents qui viennent d'être cités se trouvent aux Arch. de la Marne, dossier des États généraux, A, et aux Arch. Nat. B¹ 31.

(2) Arch. de la Marne, dossier des États généraux, A, 17. — Anne-Antoine-Jules de Clermont-Tonnerre, né à Paris, le 1^{er} janvier 1749, grand-vicaire à Besançon, puis évêque-comte de Châlons du 17 avril 1782 ; à l'Assemblée constituante, il se montra un adversaire irréductible des réformes et émigra en Allemagne en 1791. Rentré en France après la signature du Concordat, il fut élevé par la Restauration à la dignité de pair de France (4 juin 1814), devint archevêque de Toulouse le 1^{er} juillet 1820, et cardinal le 2 décembre 1822 ; il mourut à Toulouse le 21 février 1830.

baron de Cernon, fils aîné, seigneur de Vésigneul-sur-Coole, fut élu député par 65 voix, au troisième tour de scrutin, sans suppléant (1) ;

3^e Pour le Tiers état, dans la grande salle d'audience du bailliage, sous la présidence du lieutenant général Brémont, les 13, 23, 24, 25 mars, et que Pierre-Louis PRIEUR, avocat à Châlons, fut élu le 24, par 257 voix, au troisième tour de scrutin ; Jean-Baptiste CHOIZY, marchand et laboureur à la ferme d'Arcefays, près Riaucourt, le 25, par 230 voix ; et qu'à cette même séance, Regnault-Nicolas-Georges THOMAS, avocat et échevin à Châlons, fut désigné comme suppléant (2).

(1) *Arch. de la Marne, ibid., A, 36, 20 et 21.* — Jean-Baptiste de Pinteville, baron de Cernon, écuyer, seigneur de Vésigneul-sur-Coole, naquit à Coudray-sur-Seine le 15 juillet 1756 ; il était fils de François-Antoine de Pinteville, baron et châtelain de Cernon, maréchal héréditaire de la comté-pairie de Châlons-sur-Marne, et de Marie-Louise-Constance Marquet de Lanoue. Il fut reçu avocat au Parlement le 12 janvier 1782 et devint avocat général au siège de la table de marbre du palais de Paris. Son père François-Antoine et son frère François, officier au régiment royal-comtois, firent, comme lui, partie de l'assemblée de la noblesse du bailliage de Châlons. Gentilhomme intelligent et éclairé, plus libéral que la majorité de ses commettants, le baron de Pinteville de Cernon, ami et partisan de Lafayette, se rallia au Tiers état, et pendant tout le cours de l'Assemblée constituante, fit partie de la majorité royaliste constitutionnelle. Il se fit d'ailleurs remarquer par d'importants travaux : membre du comité des finances, il proposa, à ce titre, le 9 avril 1790, un « plan de libération générale des finances » comprenant la liquidation de la dette publique, la création d'assignats jusqu'à concurrence de cette dette, avec cours forcé et privilège pour l'acquisition des biens nationaux. Secrétaire de l'Assemblée le 31 juillet 1790, il présenta un tableau d'ensemble pour connaître les dépenses des départements par districts et cantons, et un dictionnaire géographique, travail dont l'Assemblée ordonna l'impression (28 août 1791). Il s'était d'ailleurs occupé activement de la nouvelle division territoriale de la France et avait, un des premiers, pris le titre de « député de la Marne ». — Après la session, il se retira à Châlons ; il fut élu, le 3 novembre 1791, maire de cette ville ; mais, ne « pouvant concilier ses affaires avec ses fonctions municipales », il donna sa démission le 3 avril 1792 ; pendant la Convention, il se tint à l'écart de la politique ; le représentant Albert, en mission dans la Marne, le nomma, le 7 germinal an III, juge de paix de la partie ouest de Châlons et membre de la municipalité de cette commune. Sous le Consulat, il siégea au Tribunat (6 germinal an X) ; il en sortit en 1807 pour entrer à la Cour des Comptes, fut nommé membre de la Légion d'honneur le 25 prairial an XII et chevalier de l'Empire le 5 octobre 1808. Il mourut à Toul, où il s'était retiré, le 22 juillet 1837.

(2) *Arch. de la Marne, ibid., A, 5, 6 et 8.*

— La biographie de l'avocat Pierre-Louis Prieur, né à Sommesous le 1^{er} août 1756, mort à Bruxelles, en exil, le 31 mai 1827, qui devint administrateur et substitut du procureur général-syndic de la Marne en 1792, député à la Convention et membre du Comité de Salut public de l'an II, est assez

La collection des cahiers et procès-verbaux des communautés d'habitants du bailliage de Châlons-sur-Marne est presque complète : elle existe, nous l'avons déjà dit, non inventoriée, aux Archives départementales de la Marne, où elle a été apportée, il y a une trentaine d'années, venant des Archives judiciaires de Reims. Mais, à cette époque, l'archiviste a malheureusement cru devoir, peut-être en vertu d'ordres, diviser ces cahiers et procès-verbaux par départements actuels, et envoyer aux Archives de la Meuse, de la Haute-Marne et de l'Aube les documents concernant les quelques villages aujourd'hui compris dans ces circonscriptions territoriales. — Du reste, cette répartition a été très mal faite, car :

1^o Pour les 11 communautés d'habitants aujourd'hui dans la Meuse, les 11 cahiers ont été effectivement transmis aux Archives de ce département à Bar-le-Duc ; mais 8 procès-verbaux seulement ont accompagné cet envoi ; ceux de Beaulieu-en-Argonne, Fleury-en-Argonne et Sommaisne sont restés à Châlons-sur-Marne ;

2^o Les 2 cahiers des communautés de Suzannecourt et Thonnance-lès-Joinville, aujourd'hui dans la Haute-Marne, ont été

connu pour nous dispenser de donner sur ce personnage de plus amples détails.

— Son collègue *Jean-Baptiste Choizy* était originaire des environs de Rethel. Il serait né le 19 avril 1742, à Sery, d'une famille d'ouvriers sergiers. De bonne heure, il quitta son pays natal et vint s'établir au sud de l'Argonne, à la limite du « Barrois » et de la « Champagne », dans ce pays accidenté et fertile où la rivière d'Aisne prend sa source. Il devint fermier de l'importante métairie d'Arcefays, de la communauté de Riaucourt ; il cultivait lui-même la terre et en vendait les produits. A l'Assemblée constituante, Choizy siégea à la gauche. Rentré en 1791 à sa ferme d'Arcefays, qu'il paraît avoir achetée, il y vécut dans l'obscurité et mourut le 21 mai 1820.

— Le suppléant *Regnauld-Nicolas-Georges Thomas* n'eut pas l'occasion de siéger. Il naquit à Châlons-sur-Marne (paroisse Notre-Dame), le 12 novembre 1746 ; nommé le 14 février 1769 notaire royal, il était, en 1789, avocat au Parlement, premier échevin de la ville, lieutenant du bailliage de la comté-pairie et membre de l'Académie des Belles-Lettres. En 1790, il fut nommé juge au tribunal du district de Châlons, fonction qu'il abandonna en l'an II et qu'il reprit le 7 germinal an III (arrêté du représentant Albert) ; le 20 vendémiaire an IV, il fut élu juge au tribunal civil de la Marne, séant à Reims, puis, le 21 germinal an VI, député du département au Conseil des Cinq-Cents. Après le coup d'état du 18 brumaire an VIII, il fut nommé juge au tribunal d'appel de Paris. Élu le 8 frimaire an XII, par le Sénat conservateur, député de la Marne au Corps législatif, il en sortit en 1809 et mourut à Paris le 26 avril 1824.

envoyés aux Archives à Chaumont, alors que les deux procès-verbaux restaient et sont encore à Châlons-sur-Marne ;

3^e Quant aux cahiers et procès-verbaux des deux communautés de Mailly et de Poivre et Sainte-Suzanne, dans l'Aube, ils ont bien été remis aux Archives départementales, à Troyes.

Tout ceci résulte de notes laissées par l'archiviste de la Marne dans les 3 cartons de son dépôt contenant les documents relatifs à la convocation des États généraux dans le bailliage de Châlons-sur-Marne.

L'archiviste de la Meuse, M. d'Arbois de Jubainville, nous a obligeamment transmis les onze cahiers et les sept procès-verbaux qui avaient été remis à son dépôt lors de ces opérations ; ces documents ont été provisoirement cotés L¹ aux Archives de la Meuse. — Mais il nous a été tout à fait impossible, malgré nos réclamations et les efforts des archivistes, de retrouver aux Archives de l'Aube et de la Haute-Marne, les 4 cahiers et les 2 procès-verbaux qui manquent à notre collection et qui ont été vainement recherchés (1).

Les documents existant aux Archives départementales de la Marne sont renfermés dans trois cartons portant l'indication : « *Convocation des États généraux dans le bailliage de Châlons* ». Ils ne sont pas encore inventoriés. Cependant un classement provisoire nous a permis de les désigner dans l'ordre suivant :

A. Papiers relatifs aux opérations des trois ordres. — Cahier de la ville de Châlons et pièces s'y rapportant. — Imprimés divers. — 139 pièces.

B. 157 procès-verbaux des assemblées de communautés d'habitants (tous ceux de la Marne, 2 de la Haute-Marne et 3 de la Meuse). — Procurations du Clergé et de la Noblesse. — 286 pièces.

C. 151 cahiers des communautés d'habitants (tous ceux de la Marne, sauf Soudé-Notre-Dame qui, on le verra plus loin, adopta dans son procès-verbal, sans le recopier, celui de Soudé-Sainte-Croix).

A part le cahier de la ville de Châlons-sur-Marne qui, à l'époque de la convocation, en 1789, a fait l'objet d'une publication du reste défectueuse, laquelle, depuis, a été reproduite par les

(1) Voir les notices sur Mailly (page 424), Poivre et Sainte-Suzanne (page 510), Suzannecourt et Thonnance-lès-Joinville (page 698).

Archives parlementaires (t. II, p. 595) (1), aucun autre document de cette collection n'a été publié dans les études, revues, monographies de villages parues jusqu'à ce jour. Tout au plus certains de ces ouvrages, tels que les monographies d'*Aigny*, par M. Ginat (page 28), de *Juvigny*, par l'abbé Aubert (p. 362), de *Matouques*, par l'abbé Henry (p. 442), de *Triaucourt*, par Lemaire (p. 739), ont-ils noté l'existence du cahier de doléances de ces communautés, et en ont-ils donné quelques extraits ou analyses sommaires.

Ces documents ont cependant été déjà examinés dans un mémoire présenté en 1884 par l'abbé J. Puiseux à la Société académique de la Marne sous le titre : « *Les Cahiers de doléances du Tiers état rural du bailliage de Châlons-sur-Marne en 1789* » (Châlons, imp. F. Thouille, 1884, in-8° de 41 pages). Mais cette étude d'ensemble est très succincte. L'auteur, tout en reconnaissant « l'importance considérable des cahiers de communauté pour l'histoire de la Révolution », ajoute « qu'ils nous initient à la situation d'esprit du Tiers état des campagnes à la veille de ce grand mouvement, qu'ils nous révèlent les influences qu'il a subies, les passions qu'on a éveillées dans son sein, les convoitises qu'on y a allumées » ; c'est au point de vue purement psychologique qu'il examine ces documents, essayant de prouver « qu'ils n'ont été rédigés que dans un moment d'exaltation et sous l'influence des plus malsaines agitations », ... « qu'ils ne sont pour la plupart qu'un tissu de plaintes souvent exagérées, de déclamations violentes et de sophismes hardis.... » Ce mémoire critique ne doit être utilisé qu'avec une extrême prudence.

* * *

Nous ferons ressortir en détail, dans notre étude économique de la convocation des États généraux dans la généralité de Châlons, le rôle des officiers de justice et la part prise par eux dans la rédaction des cahiers des communautés dont ils présidèrent les assemblées. Du reste, on trouvera déjà, au cours de notre publication, quelques notes sur l'influence de certains d'entre eux qui firent même adopter par un groupe de villages voisins les uns des autres, le même cahier préparé souvent à l'avance. Dans ce cas, disons en passant que nous nous sommes

(1) Voir page 8.

contentés de reproduire le premier cahier qui s'est présenté dans l'ordre alphabétique des communautés, renvoyant à celui-ci pour les autres localités.

Ainsi le notaire d'Aigny, Jacques-Joseph Delacour, et son fils, Jacques-Louis Delacour, présentèrent aux habitants d'Aigny, Aulnay-sur-Marne, Champigneul, Juvigny, La Veuve, Les Grandes-Loges, Vaudemanges, un « mémoire », un « code en 68 articles » qu'ils avaient rédigé eux-mêmes avant les réunions de ces villages. Nous ne publions ce cahier qu'une seule fois à Aigny, nous contentant, pour les six autres, d'y renvoyer le lecteur (1). L'influence des Delacour se fit également sentir en d'autres lieux, notamment à Jâlons, Recy, Villers-aux-Corneilles, qui empruntent certains passages du « mémoire », qui se trouve ainsi analysé ou abrégé.

A Champagne et Écury-le-Petit, le maître d'école Remy Masset, « ancien praticien en la justice », rédige quelques doléances fort courtes qui sont admises en totalité par les habitants de la première communauté et en partie par ceux de la seconde (pages 130 et 261).

A Bierges (page 87), Renneville (p. 522), Saint-Mard-lès-Rouffy (p. 568), Velye (p. 758), Vouzy (p. 811), le notaire du Mesnil-sur-Oger, Nicolas Billy, juge seigneurial, fait adopter un cahier qui est partout à peu près semblable.

A Soudé-Notre-Dame, le syndic Légé, qui était en même temps lieutenant de la justice de la paroisse voisine de Soudé-Sainte-Croix, propose à l'assemblée de sa communauté le cahier rédigé quelques jours auparavant par les habitants de la seconde (page 672). Cette assemblée de Soudé-Notre-Dame accepte, déclare, dans son procès-verbal, approuver entièrement les termes du cahier de Soudé-Sainte-Croix et ne se donne même pas la peine de le faire recopier.

L'influence du chirurgien Nicolas Commesny est manifeste à Songy et Saint-Martin-aux-Champs (page 633); — dans l'ancien comté d'Étoges, à Vert-la-Gravelle et Toulon, nous trouvons celle du prévôt de la justice Antoine-Pierre Aubert (page 761). Le cahier de Loisy-en-Brie présente également quelques doléances que nous remarquons dans celui de Toulon. Le notaire et échevin de Vertus, Jean-Alexandre Hachette, a contribué évidemment à

(1) Voir la note à ce sujet, page 29.

la rédaction des cahiers d'*Étrechy*, *Rouffy* et *Villers-aux-Bois* ; il était également prévôt de la justice de ces trois lieux. L'avocat de Châlons, Pierre Le Maire (1), préside les assemblées des villages de *Chépy*, *Marson* et *Moncels*, qui le désignent tous trois comme leur député à l'assemblée du bailliage, fait unique de cumul de mandats dans l'étendue de cette juridiction. — D'autres avocats châlonnais, Prieur à *Coolus*, Moignon à *Recy*, Manget à *Saint-Martin-sur-le-Pré* et *Saint-Memmie*, Champion à *Sarry*, président les réunions de ces communautés, au sein desquelles ils paraissent jouir d'une certaine autorité. — Nous avons même pensé, en examinant les écritures, que les cahiers de *Sommesous* et de *Montépreux*, écrits par la même personne quoique rédigés tout différemment, pouvaient être l'œuvre de Pierre-Louis Prieur, originaire de la première de ces localités (page 613).

Nous avons encore trouvé des ressemblances, souvent très complètes, dans les cahiers suivants, sans qu'il nous ait été possible de déterminer le rédacteur probable de ces documents.

Les cahiers de *Togny-aux-Bœufs*, *Vésigneul-sur-Marne*, *Vitry-la-Ville* et *Vouciennes* sont extraits de celui de *Cheppes* ; — celui de *Cernon* a servi de modèle à celui de *Fontaine-sur-Coole* ; — celui de *Francheville* (p. 305), est presque semblable à celui de *Dampierre-sur-Moivre*, sa paroisse ; — celui de *La Chappe* est copié sur celui de *Bussy-le-Château*, sa paroisse, mais avec quelques variantes (p. 369) ; — *Normée* sur *Lenharrée*, sa paroisse (p. 480) ; — *Sogny-aux-Moulins* sur *Compertrix* (p. 604) ; — *Saint-Quentin-sur-Coole* sur *Breuvary*, son annexe (p. 590) ; — *Vadenay* sur *Cuperly*, sa paroisse (p. 744) ; — *Poix* sur *Moivre* (p. 512) ; — *Voipreux* sur *Chevigny* (p. 164) ; — *Morains* sur *Aulnay-aux-Planches*, paroisse voisine ; — *Le Fresne* sur *Cheniers*, qui semble aussi inspirer celui de *Saint-Étienne-au-Temple* (p. 546) ; — une partie de celui de *Nuisement-sur-Coole* sur *Écury-sur-Coole*, sa paroisse (p. 481) ; — les rédacteurs des cahiers de *Bouy* (p. 91) et de *Somme-Suippe* (p. 618) se sont évidemment inspirés des doléances générales du bourg de *Suippes* (voir la note p. 691) ; — le cahier de *Faux-sur-Coole* ressemble beaucoup à celui de

(1) L'avocat Pierre Le Maire, reçu en 1772 lieutenant particulier de la comté-pairie de Châlons, assesseur de la maréchaussée, devint, en 1790, président de l'administration du district.

Soudé-Sainte-Croix, mais, dans ce dernier, les plaintes, mieux exposées, sont plus développées et sont accompagnées de commentaires (p. 660); — les habitants de *Louvercy* et de *Livry-sur-Vesle*, deux communautés voisines, ont sûrement communiqué les uns avec les autres pour la rédaction de leurs cahiers; on retrouve, çà et là, dans les deux documents, les mêmes idées et parfois les mêmes phrases; celui de Louvercy est cependant mieux écrit et mieux rédigé; les phrases sont en général plus claires que celles, très difficilement lisibles, du cahier de Livry (p. 419); — A *Joches* (p. 354), on sent que les rédacteurs du cahier avaient eu connaissance de celui de *Courjeonnet*, sa paroisse: quelques articles sont reproduits littéralement par l'un et par l'autre; même réflexion pour la communauté voisine de *Villevénard* (p. 804); — on a déjà vu que, dans les quatorze cahiers des villages de l'ancien comté de Beaulieu-en-Argonne appartenant au bailliage de Châlons, les vœux et doléances, peut-être présentés différemment, sont cependant presque toujours les mêmes; le cahier de *Triaucourt*, chef-lieu du comté, paraît avoir servi de modèle plus ou moins suivi par les treize autres (voir la note, p. 740). Enfin, un spécimen de cahier-type, que nous n'avons encore pu retrouver, a dû circuler dans la généralité de Châlons, car on remarque dans plusieurs cahiers, notamment dans ceux d'*Aulnay-l'Aître* (p. 52), de *Coulmier-la-Chaussée* (p. 214), et surtout de *Recy* (p. 519), des emprunts faits aux « questions proposées au Tiers état », parmi lesquelles, disent les habitants d'Aulnay, « ils ont choisi les *numéros* qu'ils ont jugé à propos d'être demandés pour servir de base à leur cahier ».

A côté des hommes de loi, praticiens de village et autres, qui paraissent avoir exercé une certaine influence dans plusieurs localités du bailliage de Châlons, nous avons relevé la présence, dans les assemblées de communautés, de quelques curés: Joseph Varnier du Chesnois à Breuvery et Saint-Quentin-sur-Coole, François-Xavier Perny à Bussy-Lettrée, Michel Bruant à Congy, Pierre Vanel à Fèrebrianges, Henri Formey, curé, et Étienne-Joseph Delacour, vicaire à Juvigny, ce dernier auteur du cahier rédigé avec son père, le notaire d'Aigny, et son frère, le juge seigneurial Jacques-Louis Delacour; Mailfait à Souain, Claude-Ignace Paradis à Cuperly, où il préside, et à Vadenay; David Delisle à Villevénard, Pierre Tocut à Vraux, —

sans que, cependant, on puisse dire qu'en général ces ecclésiastiques aient participé d'une façon efficace à la rédaction des cahiers de ces diverses paroisses ; certains, comme Varnier, de Breuvery, qui pourtant relit et corrige le procès-verbal écrit par le syndic, figurent à titre d'officiers municipaux.

* * *

Nous avons dit que tous les documents que nous publions nous ont été fournis par les Archives départementales de la Marne et de la Meuse. Nous devons remercier ici MM. les archivistes Berland et d'Arbois de Jubainville pour leur extrême obligeance et leurs utiles conseils.

Mais nous avons tenu à nous assurer également si les archives des communes faisant autrefois partie du bailliage de Châlons-sur-Marne, ne renfermaient pas, soit le duplicata du cahier des doléances et du procès-verbal d'assemblée des habitants de la paroisse en 1789, soit d'autres documents sur la convocation des États généraux. Pour parvenir à ce but, nous avons envoyé à tous les instituteurs et secrétaires de mairies, en novembre 1905, une circulaire rédigée sous forme de questionnaire. M. l'Inspecteur d'Académie, vice-président du Comité d'études de la Marne, a bien voulu insérer dans son *Bulletin* du mois de mars 1906, un exposé de l'œuvre entreprise, engageant le personnel enseignant à s'intéresser à ces questions locales historiques et économiques, et, afin de hâter le travail, nous avons organisé nous-même, durant toute l'année, des tournées dans les villages. Sur les 167 communes rurales de l'ancien bailliage que nous avons ainsi visitées ou dont les secrétaires nous ont répondu, *sept* seulement, *Aigny, Bouy, Cuperly, Juvigny, La Veuve, Livry-sur-Vesle* (1) et *Saint-Memmie*, ont conservé, dans leurs archives, transcrits sur le registre des délibérations, le cahier et le procès-verbal ; — *six* autres : *Beaulieu-en-Argonne, Charmontois-l'Abbé, Nuisement-sur-Coole, Songy, Vitry-la-Ville* et *Vraux* ne possèdent que la copie du procès-verbal ; sur le registre municipal de *Saint-Pierre-aux-Oies*, on lit une

(1) L'existence de ces documents dans les *Arch. de la mairie de Livry-sur-Vesle* (*Reg. des délibérations du 17 août 1788 à 1809* : 158 feuillets), nous a été révélé après l'impression de notre travail. Nous n'avons donc pu les signaler en notes, page 406, comme nous l'avons fait pour les autres communes.

mention très courte de l'élection des deux députés du village à l'assemblée du bailliage ; — enfin, les registres de plusieurs autres communes fournissent des renseignements sur les délibérations relatives à l'annonce de la convocation, la réception du règlement et des ordres du bailliage, les frais occasionnés par l'envoi des députés, etc. (1) ; nous avons signalé en note des cahiers que nous publions, ces divers détails émanés des archives des villages. Ils sont, en général, peu nombreux et peu importants. Il convient, du reste, de remarquer que, dans notre contrée, à part les grandes villes qui possèdent de riches dépôts de documents sur la période révolutionnaire, et quelques bourgades comme Vertus, Courtisols, Juvigny, où l'on paraît avoir toujours eu un soin extrême des pièces et registres pouvant servir à l'histoire de la localité, la plus grande partie des archives de nos communes a disparu ; il est très rare de découvrir des registres de délibérations antérieurs à 1788, et dans le tiers à peine, trouve-t-on des documents et registres de l'époque révolutionnaire.

(1) Nous avons trouvé, dans les registres de délibérations de plusieurs communes, ainsi que dans certains cahiers et procès-verbaux, des indications curieuses pour les allocations aux délégués des villages à l'assemblée du bailliage, et pour celles à accorder aux députés aux États généraux. — Ainsi, le procès-verbal de *Compertrix* note « qu'il a été unanimement accordé pour chacun des deux délégués, 30 sols par jour pour le temps de l'assemblée, lesquels seront acquittés par la communauté » (p. 177). — Au compte du syndic de Vraux transcrit sur les registres de délibérations, on relève qu'une somme de 72 livres a été payée aux députés Rochet et Coutier l'aîné, pour les huit journées qu'ils ont passées à Châlons, et on a porté 96 livres pour contribution, le 4 avril 1789, aux dépenses des députés du Tiers état à Paris (page 812). — Le cahier de Margerie (p. 437), et d'autres encore, demandent « que l'assemblée du bailliage fixe la somme qui sera payée à chaque député aux États généraux, et sur quel fonds l'allocation sera payée ».

Le lieutenant général Brémont tient compte de ces doléances et ratifie les engagements pris par les communautés : sur le registre de délibérations de Nuisement-sur-Coole, à la date du 29 mars 1789, on trouve la transcription d'une ordonnance du lieutenant général du bailliage, en date du 25 du même mois, allouant 4 livres 10 sols pour chaque délégué, et le syndic porte à son compte, le 31 janvier 1790, le paiement d'une somme totale de 54 livres.

Brémont fait également prendre, par l'assemblée du bailliage, le 25 mars 1789, une décision pour la fixation de l'allocation des députés Prieur et Choizy à « 12 francs par jour », et « 240 livres pour voyage et retour », sommes qui devaient être prises sur les revenus des communautés (*Arch. dép., fonds des États généraux, ibid., A, 9*). — Ces diverses décisions furent, du reste, blâmées et infirmées par lettre de Necker du 24 avril 1789, et l'arrêt du Conseil du 30 mai 1789, qui réglait d'une façon générale les indemnités dûes aux députés aux États généraux. (*Arch. de la Marne, C, 2668*. — *Arch. nat., B⁷ — B III, 23 p. 361.*)

Nous ne voulons pas terminer cette préface sans reconnaître l'empressement témoigné, en général, par MM. les Instituteurs et Secrétaires de mairies ; ils nous ont à peu près tous aidé dans notre tâche et ont apporté à l'œuvre entreprise par la Commission de l'*Histoire économique de la Révolution française* un concours des plus dévoués et leur part d'utile et d'active collaboration (1).

GUSTAVE LAURENT.

NOTA. — Nous avons dit dans la première partie de l'introduction que nous publierions les cahiers des communautés d'habitants dans l'ordre alphabétique. Nous avons dû enfreindre cette règle générale pour deux des communautés du bailliage de Châlons :

1^o *Soudé-Notre-Dame* dont le cahier est, nous l'avons vu, remplacé par une simple mention d'approbation à la suite de celui de Soudé-Sainte-Croix et que nous avons été obligé, pour cette raison, de classer aussitôt après cette dernière localité au lieu de la mettre immédiatement avant.

2^o *Thonnance-lès-Joinville* que nous avons placé avant Thibie, pour la rapprocher de Suzannecourt, paroisse voisine formant avec elle une enclave. Nous n'avons, du reste, on le sait déjà, pour ces deux localités que les procès-verbaux des assemblées des habitants présidées l'une et l'autre par l'avocat Perrin des Isles. C'est aussi pour cette cause et encore afin de faire une seule note pour expliquer la disparition des deux cahiers que nous avons cru devoir les présenter ensemble, cette combinaison ne modifiant, d'ailleurs, que d'un village l'ordre alphabétique.

(1) Dans une seule commune de nos tournées nous avons rencontré un accueil malveillant : à Villers-aux-Corneilles, en l'absence du maire, qui habite Châlons, le garde-champêtre, faisant, paraît-il, fonctions de secrétaire de mairie, nous a reçu avec la plus grande défiance : non seulement il a refusé catégoriquement de nous donner, sur le *dépôt public* de la mairie dont il a la garde, les quelques renseignements d'ordre général que nous lui demandions, mais il n'a pas même consenti à nous conduire chez l'adjoint pour expliquer le but de nos recherches et de notre mission.

I

CAHIERS

DES

PLAINTES ET DOLÉANCES

DES

viles, bourgs et communautés

DU

bailliage de Châlons - sur - Marne



VILLE DE CHALONS-SUR-MARNE ⁽¹⁾

I. LES ASSEMBLÉES DE CORPORATIONS

La ville de Châlons-sur-Marne comprenait 55 corporations d'arts et métiers, d'arts libéraux, de négociants, groupes d'habitants et juridictions :

1. Le siège prévôtal. — 2. Le bailliage royal. — 3. L'élection. — 4. Le bailliage de Châlons, Comté-pairie de France. — 5. Le bailliage du Vidamé. — 6. Le bailliage du Chapitre. — 7. L'échevinage de la police. — 8. Le bailliage de Toussaint. — 9. Le bailliage de Saint-Pierre-au-Mont. — 10. La juridiction consulaire. — 11. Les bourgeois et citoyens libres. — 12. La société de l'Académie. — 13. Le corps des médecins. — 14. La communauté des notaires. — 15. L'ordre des avocats. — 16. La communauté des procureurs. — 17. La corporation des huissiers et sergents. — 18. La corporation des maîtres en chirurgie. — 19. La communauté des fabricants. — 20. La communauté des imprimeurs, libraires et relieurs. — 21. La communauté des orfèvres et horlogers. — 22. La communauté des apothicaires. — 23. La communauté des épiciers. — 24. La communauté des marchands drapiers et merciers. — 25. La juridiction du grenier à sel. — 26. La corporation des maçons et des couvreurs. — 27. La communauté des perruquiers et barbiers. — 28. La communauté des fabricants de bas. — 29. La communauté des amidonniers. — 30. La

(1) *Bibliographie* : BARBAT, *Histoire de la ville de Châlons et de ses monuments*, Châlons, 1868, texte et atlas, 2 vol. in-8°. — BARTHÉLEMY (Ed.), *Histoire de la ville de Châlons-sur-Marne*, Châlons, 1854 in-8°. — D'HASTEL, *Histoire de la ville de Châlons depuis 1789*, Châlons, 1854, pl. in-8°. — GIGNON (Louis), *Topographie historique de la ville de Châlons*, Châlons, 1889, in-8°.

SOURCES MANUSCRITES LOCALES DE L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE LA VILLE : Arch. dép. de la Marne, C, 544 à 552 : Administration de la ville de Châlons de 1704 à 1790. — C, 831 : Répartition de la taille (1789-1790) ; matrice des rôles des anciens privilégiés. — C, 458 à 461 : Industrie et commerce de Châlons : états des jurandes et maîtrises, etc. — C, 482 à 486 : Dossiers concernant les différents corps d'arts et métiers au XVIII^e siècle. — C, 1010 à 1023 : Capitation de la ville de Châlons (1752-1789). — C, 1122 : Aides et gabelles ; Rébellion contre les agents de la ferme des aides. — C, 1236, 1245 à 1255 : Etapes et convois. — C, 1308 : Logement de gens de guerre. — C, 1323 et suiv. : Maréchaussée. — C, 1201 et suiv., 1784 : Prisons. — C, 1657 à 1668 : Ponts. — C, 1710-1711 : Ateliers de charité. — C, 1743 et suivants : navigation de la Marne. — C, 1747 : Moulins de Châlons. — C, 1793, 1821 à 1823 : Eglises, revenus, charges, etc. — C, 1941 à 1944 : Hôpitaux. — C, 1955 : Incendies ; etc.

communauté des cordonniers en neuf et en vieux. — 31. La communauté des couteliers, armuriers, arquebusiers et fourbisseurs. — 32. La communauté des poissonniers. — 33. La communauté des bouchers et charcutiers. — 34. La communauté des charpentiers. — 35. La communauté des boulangers. — 36. La communauté des tondeurs et apprêteurs. — 37. La communauté des tailleurs, fripiers d'habits en neuf et en vieux. — 38. La communauté des menuisiers, ébénistes, tourneurs, tonneliers et boisseliers. — 39. La communauté des maréchaux, serruriers, ferblantiers, taillandiers et cloutiers. — 40. La communauté des fondeurs et chaudronniers. — 41. La communauté des chapeliers et bonnetiers. — 42. La communauté des traiteurs, rôtisseurs et pâtissiers. — 43. La communauté des tanneurs, corroyeurs, peautiers et mégissiers. — 44. La communauté des teinturiers. — 45. La communauté des tapisseries, vendeurs de meubles et miroitiers. — 46. La corporation des jardiniers. — 47. La communauté des tisserands. — 48. La communauté des selliers, bourreliers et charrons. — 49. La communauté des vitriers, peintres et doreurs. — 50. La communauté des aubergistes, cafetiers et limonadiers. — 51. La communauté des pannetiers et vanniers. — 52. La corporation des torcheurs et plafonneurs. — 53. La communauté des cordiers et chanvriers. — 54. — La corporation des pierriers. — 55. La corporation des cabaretiers à bouchon.

Ces corporations, conformément à l'article 26 du règlement du 24 janvier 1789, désignèrent, chacune dans son sein, des députés qui devaient former l'Assemblée générale de la ville de Châlons, et ce, pour les « corporations d'arts et métiers à raison d'un député par cent individus et au-dessous, deux députés au-dessus de cent, etc. », — et pour les juridictions et les « corporations d'arts, de négociants..., deux députés à raison de cent individus et au-dessous, quatre au-dessus de cent, six au-dessus de deux cents, et ainsi de suite ». — Ces règles furent à peu près suivies à Châlons ; cependant le siège prévôtal envoya *trois* députés ; les 23 juridictions ou corporations suivantes de l'état ci-dessus en désignèrent bien *deux* ; mais la juridiction du grenier à sel n'en fournit qu'*un seul*, comme les 30 dernières communautés et corporations d'arts et métiers.

Il devait donc y avoir 80 députés à l'Assemblée générale de la ville de Châlons. On trouvera, à la suite du cahier, les noms de ces 80 députés. Mais on remarquera, à la lecture de cette liste, que certains hommes de loi représentèrent plusieurs juridictions ou corporations : tels Jean-Claude-Louis RAUSSIN, député du bailliage de la Comté-pairie, du bailliage du Vidamé et du bailliage du Chapitre ; — François-Xavier VARNIER, député du bailliage de Toussaint et du bailliage de Saint-Pierre-du-Mont ; — François DROUOT, député du bailliage du Chapitre et de la communauté des procureurs ; — Pierre LEMAIRE, député du bailliage de la Comté-pairie et du siège prévôtal ; — Jean-Adam FACIOT, député du bailliage du Vidamé et de l'ordre des avocats. — La communauté des poissonniers et celle des bouchers furent représentées chacune par un député, et ces deux

députés portaient le nom de Gaston ADRIEN ; c'était peut-être un seul et même personnage.

Il n'y eut donc, en réalité, que 73 ou 74 membres pour composer l'Assemblée de la ville de Châlons.

Le procès-verbal de chacune de ces corporations ou juridictions se contente de mentionner simplement la nomination des députés (1) ; d'après les termes de ces procès-verbaux et malgré l'indication portée par les commissaires à la fin du cahier de la ville (v. page 20), nous pensons que les corporations de Châlons ne rédigèrent pas de cahiers de doléances, contrairement à ce qui eut lieu dans d'autres villes, comme Reims, par exemple, où nous avons retrouvé la collection de ces documents (2). Du reste, l'article 26 ne prescrivait pas d'une façon formelle la rédaction de ces cahiers imposée aux communautés de campagne par l'article 24.

Les procès-verbaux des corporations sont généralement transcrits sur leurs registres d'assemblées, de délibérations, de sentences. Nous en avons retrouvé un certain nombre ; tous sont libellés sur le même modèle (3).

(1) Chaque procès-verbal porte que les membres de la corporation sont réunis pour, « conformément à l'avertissement donné à l'effet de la présente assemblée par MM. les Officiers municipaux de cette ville, être procédé à la nomination de députés, dans la proportion déterminée par l'article 26 du règlement, à l'assemblée du Tiers état qui doit être tenue à l'Hôtel de Ville pour rédiger le cahier dont il est parlé dans ladite ordonnance, et nommer des députés pour porter ledit cahier à l'assemblée qui doit être tenue par M. le grand bailli... », en conséquence, les membres de la corporation se contentent purement et simplement de désigner leurs députés « à l'effet de les représenter à l'assemblée du Tiers état qui doit se tenir en l'Hôtel de Ville ou autre lieu indiqué, dans les formes ordinaires, et là, concourir avec les autres membres de ladite assemblée, à la rédaction de leurs cahiers de doléances, plaintes et remontrances... » Donc, aucune mention de rédaction d'un cahier spécial à la corporation. (*Arch. dép. : Procès-verbaux des Corporations ; voir note ci-après*).

(2) L'archiviste départemental, M. Berland, et le bibliothécaire de la ville de Châlons, M. Jacques Laurent, nous ont affirmé, d'autre part, que les archives dont ils ont la garde ne possèdent pas d'autres documents sur la convocation des États généraux que ceux que nous publions.

(3) *Arch. dép. Etats généraux : série non classée : bo de Châlons doss. a, pièce 14* : extrait du reg. des délib^{es} des officiers du bailliage du Vidamé : — Séance du 4 mars 1789 ; présents : « Raussin, bailli, Faciot, ancien avocat pour l'absence de Laurent Mansuy, prévôt, procureur fiscal ; Nicolas Lejeune, procureur es-sièges royaux de Chalons pour l'empêchement de Jean-François Herbelet, greffier ordinaire dudit bailliage ». — Députés : « Raussin, bailli, et Faciot, prévôt, procureur fiscal ».

Arch. dép. Série B (non classée) : Reg. des sentences du bailliage de Saint-Pierre-au-Mont. — Délib^{es} des officiers du 4 mars 1789 ; présents : « Etienne Manget, avocat en parlement, bailli de l'abbaye royale de Saint-Pierre-au-Mont de Châlons ; Pierre-Louis Prieur, avocat en parlement, lieutenant général ; François Drouot, procureur fiscal ; Nicolas-Jean-Baptiste Jolly, substitut dudit

II. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA VILLE

Les députés des corps, communautés et bourgeois composant l'Assemblée générale, se réunirent le 5 mars 1789 à l'Hôtel de Ville de Châlons, sous la présidence des officiers municipaux : DE BERLE, maire, THOMAS, LE MOYNE DE VILLERS, OURIET, A.-L. GROJEAN, échevins ; TURPIN, procureur du Roi, syndic, et LE MAIRE, secrétaire.

Ils désignèrent, parmi eux, douze commissaires : MATHIEU (de la communauté des marchands drapiers et merciers) ; DELESTRÉE (de la

procureur fiscal ; et Antoine-François-Xavier Varnier, greffier de ladite justice ». — Députés : « Pierre-Louis Prieur et Antoine-François-Xavier Varnier ».

— Reg. du bailliage de Châlons, Comté-pairie de France. — Délib^{on} du 2 mars 1789 ; présents : « MM. Jean-Louis-Claude Raussin, avocat en parlement, bailli ; Regnauld-Nicolas-Georges Thomas, lieutenant général ; Pierre Lemaire, lieutenant particulier ; Jean-Désiré Champion, procureur fiscal ; Claude-Urbain Renaut, substitut du procureur fiscal, tous avocats en parlement, demeurant à Châlons, exerçant les fonctions audit bailliage », — Députés : « Raussin, bailli ; Lemaire, lieutenant particulier ».

— Reg. du Chapitre de Saint-Etienne de Châlons : — délib^{on} du 2 mars 1789 ; présents : Jean-Claude-Louis Raussin, avocat en parlement, lieutenant général ; François Drouot, procureur fiscal ; Claude-Urbain Renaut, avocat en parlement, substitut du procureur fiscal ; Antoine-François-Xavier Varnier, greffier de la justice ». — Députés : « Raussin, lieutenant général, et Drouot, procureur fiscal ».

Arch. dép., série E, 937 : Reg. de délib^{on} de la communauté des apothicaires : — assemblée du 3 mars 1789, « des maîtres en pharmacie..., en la maison de M^e Jean Clauzet, l'un de nous et grand garde de ladite communauté, où étaient : Jean Clauzet, Charles Farochon, Charles-Melchior Degaulle, Claude Theuveny, Pierre-Mathieu Dagonet ». — Députés : « Ch^e.-Melchior Degaulle et Claude Theuveny ».

Arch. dép., série E, 946 : Reg. de délib^{on} de la communauté des épiciers, ciriers et chandeliers : — assemblée du 2 mars 1789, « de l'ancienne et nouvelle communauté, tenue en la chambre syndicale, place aux Chétifs ; présents : « Pierre-Memmie Marchebault, syndic ; Jacques-Nicolas Legrand, adjoint ; Jean-Baptiste Varin, Toussaint Fréminet, Nicolas-Benoît Férat, Etienne-Nicolas Vitry, Paul Dussart, Jean-Barthélemy Boisselle, Louis Le Philipponat, Memmie Colard, Louis-Nicolas Derosne, Nicolas Remier, Alpin-Louis Grojean, Joseph-Michel Malatret, Jean Boisset, Toussaint-Gabriel Dinet ». — Députés : « Louis Le Philipponat et Jean-Barthélemy-Arnauld Boisselle ».

Arch. dép., série E, 956 : Reg. de délib^{on} de la communauté des maîtres menuisiers, ébénistes : — assemblée « des maîtres menuisiers, ébénistes, tourneurs, layetiers, tonneliers et boisseliers, réunis dans le couvent des R. R. P. P. Cordeliers de Châlons » ; présents : « Charpentier, maître menuisier, dem^t rue du Château-du-Marché ; P. Proffinet, maître menuisier, rue du Collège ; Gaspard Héquard, maître menuisier, rue de la Petite-Etape ; Jacques Arnault, maître menuisier, rue Saint-Loup ; Sébastien Vié, maître ébéniste, rue de Marne ; Lambert Chapelle, maître menuisier, rue du Gantelet ; Jean Bonnet,

Société de l'Académie); RAUSSIN (des bailliages de la Comté-pairie, du Vidamé et du Chapitre); PAINDAVOINE (de la juridiction consulaire); DUBOIS DE CHANTRENNE (de l'Echevinage de la police); GELLÉE (du corps des médecins); GAUTHIER (de la communauté des chapeliers et bonnetiers); CHARLIER (de l'ordre des avocats); PRIGNET (de la communauté des menuisiers); PRIEUR (du bailliage de Saint-Pierre-au-Mont); DE BLACY (député des bourgeois et citoyens libres); P. LOCHET (de la communauté des fabricants). Ceux-ci, de concert avec les officiers municipaux, furent chargés de la rédaction du cahier de plaintes et doléances de la ville. Ce travail dura du 5 au 9 mars.

maître menuisier, rue du Gantelet; Nicolas Bonnet fils, maître menuisier, rue du Gantelet; Pierre Soulié, maître menuisier, rue de Brebis; François Soulié, maître menuisier, rue de l'Autre-Monde; Jean Aubry, maître menuisier, rue de l'Etoile; Jean Aubry fils, maître menuisier, rue de Marne; P. Pernet, maître menuisier, rue de la Grande-Boucherie; J.-B. Colard, maître menuisier, rue de Marne; J.-C. Lumériaux, maître menuisier, rue Basse-Saint-Jean; Jean-Baptiste Lafouasse, maître menuisier, rue de l'Archebuse; C.-J. Guiot, maître menuisier, rue du Floc-Magny; P. Royer, maître menuisier, rue de l'Intendance; N. Le Roy, maître menuisier, rue du Collège; N. Soullier, maître menuisier, rue du Grenier-au-Sel; F. Colinet, syndic de la communauté, maître menuisier, rue de Marne; Christophe Oudinet, maître menuisier, aux Buttes; J.-B. Mortier, maître menuisier, rue des (?); P. Lambert, maître menuisier, rue Saint-Nicaise; J.-B. Petit, maître menuisier, rue des Chauvières; Iges Henrion, maître menuisier, rue Saint-Loup; P. Hinglingère, maître menuisier, rue des Chauvières; J.-B. Hocquart, maître menuisier-ébéniste, rue de Marne; J.-B.-J. Prignet, maître tonnelier, rue de la Charpenterie; A. Hugot, maître tonnelier, rue Saint-Loup; P.-C. Failly, maître tonnelier, rue de la Grande-Etape; E. Failly, maître tonnelier, rue des Juifs; E. Louis, maître tonnelier, rue Saint-Loup; Richard Louis, maître tonnelier, rue Porte-Murée; Antoine Noiron, maître tonnelier, rue Basse-Saint-Jean; J.-B. Noiron, maître tonnelier, rue Basse-Saint-Jean; J.-B. Remy, maître tonnelier, rue du Château-du-Marché; V. Soucat, maître tonnelier, rue de Marne; J. Suply, maître tonnelier, rue Saint-Jacques; Ig. Terier, maître tonnelier, rue Saint-Nicaise; P. Vitry, maître tonnelier, rue de Brebis; P.-H^e Vitry fils, maître tonnelier, rue des Chauvières; Soucat fils, maître tonnelier, rue de la Gravière; J.-B^e Cœuret, maître tonnelier, rue des Petits-Saints; Ch. Hennequin, maître tonnelier, rue Basse-Saint-Jean; L.-F. Noiron, maître tonnelier, rue Basse-Saint-Jean; G. La Roque, maître tonnelier, rue des Mariniers; Joseph Lequeux, maître tonnelier, rue de la Grande-Etape; J.-B^e Casson, maître tonnelier, sur les remparts du Jard; J.-B^e Schefert, maître tonnelier, rue Haute-Saint-Jean; P.-Ad. Lavalard, maître tonnelier, place du Grail-de-Notre-Dame; Ch. Chanoine, maître tonnelier, rue Saint-Jacques; J.-B. Cuinet, maître tonnelier à Saint-Memmie; Ch. Bosquet, maître tourneur, rue Place-aux-Chétifs; Et. Mayeur, maître tonnelier, rue de Marne; Joseph Mayeur, maître tourneur, rue de Marne; Etienne Rafin, maître tourneur, rue Basse-Saint-Jean; J.-Et. Rafin, maître tourneur, rue de Marne; J.-M.-M. Rafin, maître tourneur, à l'Hôtel de l'Archebuse; J.-B^e Ferez, maître tourneur, rue de la Grande-Etape ». — Le député de cette corporation fut « J.-B.-Joseph Prignet ». — etc. —

Le 10, une nouvelle assemblée, dans laquelle fut présenté, lu et arrêté le cahier ci-après, nomma, conformément au tableau annexé au règlement royal, *douze députés* pour représenter, le surlendemain 12, la ville de Châlons à l'assemblée du bailliage. Ces députés furent :

Joseph Gellée, docteur en médecine, député du corps des médecins ;

Regnault-Nicolas-Georges Thomas, avocat, échevin de la ville ;

Louis-Joseph Charlier, avocat, député de l'ordre des avocats ;

Pierre-Louis Prieur, avocat, député du bailliage de Saint-Pierre-au-Mont ;

Pierre Lochet, fabricant, député de la communauté des fabricants ;

Alpin-Louis Grojean, marchand-épiciier, échevin de la ville ;

François-Nicolas Paindavoine, marchand-libraire, député de la juridiction consulaire ;

Maxime Mathieu, marchand-mercier, député de la communauté des marchands drapiers et merciers ;

Jean-Baptiste-Joseph Prignet, maître tonnelier, député de la communauté des menuisiers, ébénistes, tonneliers, etc. ;

Jacques Gauthier, maître bonnetier, député de la communauté des chapeliers et bonnetiers ;

Jules Nicaise, maître pâtissier, député de la communauté des traiteurs, rôtisseurs et pâtissiers ;

Jean-Baptiste Turpin, trésorier de France, procureur-syndic de la ville.

III. CAHIER DE DOLÉANCES DE LA VILLE

L'original du cahier, signé des douze commissaires et des officiers municipaux, existe aux Archives départementales (*États généraux, série non classée ; Bailliage de Châlons, doss. a, pièce 13*) (1).

Ce document a tout d'abord été publié en 1789 sous ce titre : *Cahier des plaintes et doléances du Tiers état de la ville de Châlons, remis à MM. Pierre-François Richard et Jean-Baptiste Jourdain, élus aux prochains États généraux par l'ordre du Tiers état du bailliage royal le 10 mars 1789, s. d., 1789, in-8°*. (Bibl. nat., Lc 24/40).— Il a été publié sous ce titre dans les *Archives parlementaires* (t. II, page 595).

Pierre-François Richard et Jean-Baptiste Jourdain étaient les deux représentants des magistrats du bailliage à l'Assemblée de la ville. Malgré ces inexplicables indications du titre, c'est bien le cahier de la ville, tel qu'il existe aux Archives départementales. L'erreur fut sans doute reconnue, car une autre édition de la même année 1789 donna le titre exact de l'original du cahier ci-après : *Plaintes et*

(1) L'avocat Prieur (Pierre-Louis), un des commissaires de l'assemblée du Tiers état du bailliage chargés de rédiger le cahier général à porter aux États généraux, a écrit en marge de la première page du cahier de la ville la mention : « Vu », revêtu de son paraphe.

*doléances du Tiers état de la ville de Châlons, arrêtées en son assemblée générale tenue en l'Hôtel de Ville par devant MM. les officiers municipaux, les 5 et 10 mars 1789, pour être portées en l'assemblée générale du bailliage de Châlons le 12 dudit mois de mars. A Châlons, chez Depinteville-Bouchard, libraire, imprimeur du Roi, de la Ville et du Collège. — S. d., in-folio de 20 pages. — Bibl. nat., L^e 24/25. — Bibl. de Reims, fonds Deullin. — Arch. dép. de la Marne : États généraux, *ibid.*, doss. a, p. 3. — Ce document a encore été publié en 1789 sous un petit format in-8^o de 41 pages. (Biblio. de Reims, fonds Deullin, non classé.)*

Plaintes et doléances du Tiers état de la ville de Châlons, arrêtées par les commissaires soussignés par lui choisis en son assemblée générale, tenue en l'Hôtel de Ville par devant les officiers municipaux le 5 mars 1789 ; présentées, lues et arrêtées en la même assemblée générale du 10 dudit mois pour être portées en l'assemblée générale du bailliage de Châlons le 12 dudit mois de mars (1).

Le Tiers état de la ville de Châlons ne séparera pas dans ses doléances sa cause d'avec celle du reste du Tiers état du royaume ; l'intérêt général de l'État étant son objet le plus cher, il désire ardemment que tous les intérêts particuliers s'y réunissent et s'y confondent ;

Habitant d'une ville franche et conséquemment privilégié, le premier acte de patriotisme dont le Tiers état de cette ville pourrait offrir l'hommage à l'intérêt public, serait le sacrifice de ses privilèges, s'il pouvait être de quelque utilité générale, et de demander à contribuer aux impôts et charges publiques dans la plus parfaite égalité avec le reste du Tiers état, ou plutôt avec tous les ordres de l'État, relativement à ses propriétés, ses facultés, son commerce et son industrie.

Il se contentera seulement d'observer, pour l'intérêt particulier des citoyens de cette ville, qu'outre les charges communes avec le Tiers état, ils sont encore grevés en particulier de l'entretien des murs, fossés, ponts, portes et pavés de la ville, d'une garnison qui n'est pas casernée et d'une foule de passages de troupes (2) ;

(1) En marge de l'original du cahier est écrit : « Le présent cahier de « plaintes et doléances du Tiers état de la ville de Châlons, contenant « 22 pages, a été paraphé et coté par première et dernière pages par nous, » maire royal de la ville de Châlons, *Ne varietur.* — DE BERLE. »

(2) « La situation de la ville de Châlons au milieu d'une vaste plaine, sur

Que les deniers patrimoniaux de la ville n'étant pas suffisants pour toutes ces charges, elle est obligée de recourir à des octrois considérables, aux entrées, aux passages, au détail, lesquels enchérissent les denrées de consommation, nuisent à la circulation générale des objets de commerce et détruisent, pour la ville en particulier, tous les genres de commerce auxquels on pourrait s'y livrer (1) ;

Que plusieurs seigneurs jouissent dans cette ville de droits extrêmement nuisibles au commerce de grains en particulier, tels que celui d'instituer des mesureurs et porteurs aux bateaux et autres, dont il serait avantageux que la commune pût être autorisée à faire le rachat (2) ;

Qu'enfin la police est tellement divisée en cette ville, que le défaut de concert entre les différents seigneurs qui en jouissent chacun dans leurs bans respectifs, la rend presque nulle, ce qui a fait désirer à la ville, dans tous les temps, que l'exercice en fût confié, à ses frais, aux officiers municipaux qui ne seraient alors que les pairs ou jurés de leurs concitoyens.

Passant ensuite aux deux grands et principaux objets qui doivent occuper les prochains États généraux, c'est-à-dire de remédier au mauvais état des finances et d'établir un ordre constant et invariable dans toutes les parties du Gouvernement qui peuvent intéresser le bonheur du peuple et la prospérité du royaume, le Tiers état de la ville de Châlons proposera sur ces deux objets les doléances suivantes, qui embrasseront :

L'administration générale ; l'impôt ; le commerce ; les

les bords d'une rivière navigable, — lit-on dans la correspondance de la commission provinciale avec le bureau intermédiaire de Châlons, — la rend intéressante pour le commerce en général, puisque toutes les routes qui traversent le royaume s'y réunissent. Il ne se fait pas le plus léger mouvement dans les troupes que cette ville ne soit surchargée de passages et de séjours ; il est constant qu'annuellement il passe à Châlons environ 12.000 hommes, tant ceux qui passent en troupes que ceux qui passent par peloton et séparément. » (*Arch. dép.*, C, 2689.)

(1) Nature des droits perçus dans les villes et communautés de Champagne. (*Arch. dép.*, C, 521.) — Les octrois de Châlons avaient été établis en 1639 par arrêt du Conseil d'État. (*Ibid.*, C, 551.)

(2) État des droits perçus sur les grains dans la ville de Châlons. (*Ibid.*, C, 408.) — Le subdélégué Le Gorlier adressa à l'intendant un mémoire sur les agents et le mode de perception des droits de factage et mesurage dans cette ville, sur les abus commis par les portefaix institués par les seigneurs et « attachés, au nombre de 129, aux différentes portes près desquelles ils font leur service en négoce à leur tour, suivant leur ordre d'ancienneté ».

administrations provinciales ; la noblesse et le militaire ; les réformes à faire dans le clergé et ses biens ; dans l'administration de la justice ; dans nos lois civiles et criminelles ; dans les domaines réels ; enfin, dans quelques parties importantes de la féodalité les plus à charge au peuple.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

ART. 1^{er}. — Le Tiers état de la ville de Châlons demande : qu'aux prochains États généraux les voix soient prises par tête et non par ordre ;

2. — Qu'à l'avenir toutes les nominations graduelles qui auront lieu pour parvenir à l'élection des députés à envoyer aux États généraux, soient faites au scrutin ;

3. — Qu'auxdits prochains États généraux, il soit demandé au Roi et arrêté comme loi constitutionnelle :

1^o Que les États généraux ne puissent jamais être composés que des trois ordres, du Clergé, de la Noblesse et du Tiers état, et de manière que les députés du Tiers état y soient toujours au moins en nombre égal à ceux des deux autres ordres réunis, et que les députés de chaque ordre ne puissent être pris que dans l'ordre même ;

2^o Que lesdits Etats généraux soient déclarés irrévocables, qu'ils soient à l'avenir convoqués et assemblés périodiquement tous les trois ou cinq ans ;

4. — Que chaque ordre composant lesdits États généraux puisse s'assembler séparément sous la présidence d'un orateur qu'il ne pourra choisir que dans son ordre ;

5. — Qu'aux États généraux seuls appartienne le droit de consentir les impôts et les emprunts et de sanctionner les lois, dont l'enregistrement ne sera confié aux tribunaux que pour leur donner la publicité nécessaire dans chaque ressort ;

6. — Que les impôts ne puissent y être consentis que pour un temps limité et proportionnellement aux besoins de l'État ;

7. — Qu'il y soit décidé que les trois ordres contribueront également, en raison de leurs propriétés et facultés, à toute espèce d'impositions, et que tous les privilèges pécuniaires, de quelque nature qu'ils soient, relatifs à l'exemption des impositions et charges publiques, seront irrévocablement supprimés ;

8. — Que les prochains États généraux se fassent représenter :

1^o Un état exact de la dette nationale ;

2° Un semblable état de toutes les charges et dépenses annuelles de l'État ;

3° Un autre état du produit des impôts et impositions généralement quelconques actuellement subsistants ;

9. — Que par la comparaison de ces états, l'on constate le déficit actuel, le besoin du secours extraordinaire à accorder pour l'instant, et enfin que l'on détermine la quotité de l'impôt à lever par la suite pour fournir aux charges et dépenses annuelles ;

10. — Que la dette ainsi reconnue soit acceptée par les États comme dette de la nation et soit acquittée sur le produit des impôts, dont une partie soit même spécialement affectée à des remboursements annuels ;

11. — Que toutes les charges et dépenses de l'État, soit générales comme les corvées, soit particulières à des provinces, villes ou cantons, comme ponts, casernes, hôpitaux, édifices publics, dans les cas où le gouvernement vient à leur secours, soient prises sur l'impôt général, sans qu'on puisse jamais en lever de particuliers pour ces objets ;

12. — Qu'avant de déterminer la quotité de l'impôt et pour aider à sa diminution, l'on ait recours à des retranchements et à une sage économie dans toutes les parties de l'administration ;

13. — Que pour tous les objets de dépense de la maison du Roi, de la Reine et de la famille royale, le Roi soit supplié d'accepter une somme annuelle qu'il voudra bien déterminer lui-même ;

14. — Qu'à l'avenir, il ne soit payé par le Trésor royal aucune somme pour dettes étrangères aux affaires de l'État ;

15. — Que dans toutes les parties de l'administration, il ne subsiste que des emplois indispensables payés dans une juste proportion avec le travail et l'utilité ;

16. — Que les appointements des gouverneurs des provinces et des villes, des lieutenants de Roi et majors de place soient réduits dans une juste proportion, avec leurs services et leurs représentations ;

17. — Que les pensions et les gratifications dans toutes les parties ne soient accordées à l'avenir qu'aux vrais services rendus à l'État, à la condition que la liste en sera annuellement rendue publique par l'impression et que les causes qui les auront fait accorder y seront énoncées ;

18. — Que les États généraux se fassent représenter un état exact des pensions qui subsistent actuellement, afin qu'elles puissent être modérées ou retranchées sur le degré de service des pensionnaires ;

19. — Que le ministre des finances soit tenu de rendre public tous les ans, par la voie de l'impression, le compte de son administration par articles détaillés de recette et dépense ;

20. — Que tous ces comptes soient présentés à chaque assemblée des États généraux et qu'eux seuls puissent les arrêter valablement, et donner une décharge légale au ministre ;

21. — Qu'il n'y ait aucune commission intermédiaire dans l'intervalle des assemblées des États généraux, et que tous les pouvoirs que l'on pourrait donner à une telle commission pour assurer l'exécution des résolutions des États généraux soient réservés aux États provinciaux, dont on va demander l'établissement ;

IMPOTS A RÉFORMER ET A REMPLACER

ART. 1^{er}. — Que les tailles, taillons, accessoires de la taille, vingtièmes, aides, gabelles, traites de l'intérieur, soient supprimées ;

2. — Que ces impôts soient remplacés :

a) Par des traites qui soient reportées aux frontières et consistent dans des droits modérés sur les objets d'importation et d'exportation, droits qui soient réglés sur la balance du commerce, et le plus ou le moins d'intérêt qu'aura la Nation à les hausser ou baisser plutôt pour l'avantage de son propre commerce, que pour l'intérêt du fisc ;

b) Par un impôt territorial qui se perçoive en nature sur les fruits des fonds immeubles, comme terres, prés, vignes, sauf à le porter à un taux assez considérable sur les vins pour qu'il puisse tenir lieu d'aides ;

c) Par le même impôt perçu en argent sur les autres espèces de biens, comme bois, rivières, étangs, prés et marais en pâture, parcs, jardins, vergers, moulins, bâtiments, maisons, forges, verreries et autres usines, généralement quelconques ;

d) Sur les produits des droits incorporels, comme rentes foncières, féodales et autres profits de fiefs annuels ;

e) Par une capitation ou industrie sur les capitalistes, banquiers, commerçants, rentiers, artisans et autres personnes qui

ne tiennent à aucune corporation, à l'exception néanmoins des manouvriers des campagnes et des journaliers des villes qui n'ont d'autres ressources que leurs bras ;

f) Par un impôt sur le sel, perçu dans les salines, et qui soit tel que le prix de la livre de sel qui sera rendu marchand, et ne puisse excéder sept ou huit sols aux plus grandes distances ; lequel sel ne pourra être tiré des magasins qu'après y être resté le temps prescrit par les règlements, et sera toujours soumis à l'avenir à l'inspection des juges des lieux pour en prévenir l'altération ;

g) Par un droit une fois perçu sur tous brevets et provisions d'offices, dignités et emplois ;

3. — Que l'on détermine la quotité des impôts ci-dessus sur les besoins de l'État comparés avec le produit des impôts à supprimer ;

4. — Qu'il n'y ait, pour aucune espèce d'impôt, aucun abonnement, ni général, ni particulier ;

COMMERCE

ART. 1^{er}. — Que les jurandes, pour le commerce et les arts et métiers, soient rétablies telles qu'elles étaient avant l'édit de 1777, sans distinction d'anciennes et nouvelles communautés dont les membres actuels soient réunis en une seule ; en conséquence, que chaque communauté se règle suivant ses anciens statuts ;

2. — Que leur police soit soumise au juge royal ;

3. — Que le colportage soit défendu ;

4. — Que les brevets de maîtrise soient donnés par le Roi et à son profit sur les certificats des jurés de chaque corporation, et qu'en conséquence l'État demeure chargé des dettes anciennes de toutes les communautés ;

5. — Que les visites dans chaque communauté se fassent gratuitement et qu'il en soit de même des comptes des syndics et jurés ;

6. — Que les droits sur les huiles, savons, cuirs, cartons, papiers, amidons, et de la marque d'or et d'argent et sur les fers, soient supprimés ;

7. — Que les poids, mesures et jauges soient uniformes dans tout le royaume ;

8. — Que la compétence des juridictions consulaires soit rétablie dans l'état où elle était avant la *Déclaration du 17 avril*

1759 (1), et même, s'il se peut, à raison de l'augmentation de la valeur du numéraire ;

9. — Que la connaissance de tout ce qui concerne les faillites leur soit attribuée exclusivement ;

10. — Que l'on n'accorde aucun arrêt de surséance, ni lettres de répit en matière de commerce.

11. — Que les manufactures soient encouragées et que l'on ne choisisse pour inspecteurs que des fabricants les plus honnêtes ;

12. — Qu'il soit établi dans chaque ville du royaume, pour favoriser le commerce, des caisses à l'instar de celle de Poissy (2) ;

13. — Que les règlements concernant les charlatans et empiriques soient renouvelés et ponctuellement exécutés ;

ADMINISTRATION PARTICULIÈRE DE CHAMPAGNE

ART. 1^{er}. — Que la province de Champagne soit érigée en états provinciaux organisés comme ceux du Dauphiné ;

2. — Que le Roi et les États généraux soient suppliés de prendre en considération que la province de Champagne est de toutes les provinces la plus surchargée d'impôts, proportionnellement à sa population et au produit de son sol, étant démontré que la somme de ses impôts excède celle du produit de son sol ;

3. — Qu'il n'y ait qu'un seul receveur des impositions dans chaque chef-lieu de département ; et que celui près des États provinciaux soit en même temps le receveur général de la province, lequel versera directement au Trésor royal ;

4. — Que l'on diminue le nombre des grandes routes dans la province ;

5. — Que l'on supprime tous privilèges exclusifs et particulièrement ceux des messageries ;

(1) Il s'agit évidemment de la *Déclaration du Roi concernant les juridictions consulaires* donnée à Versailles le 7 avril 1759 (et non le 17), enregistrée au parlement de Paris le 12 mai 1759. — Paris, s. d., in-4°. (Un exemplaire est conservé Bibl. de la ville de Paris, n. f. 35380, p. 133.)

(2) Créée en décembre 1743, elle avançait aux bouchers l'argent nécessaire pour payer comptant aux forains les bestiaux que ceux-ci amenaient au marché de Poissy. Sur la demande des bouchers, elle fut supprimée en 1779, rétablie puis supprimée de nouveau, elle a été réorganisée en 1820. (Duc DE LUYNES : *Mémoires*, tome V, p. 221. — A. FRANKLIN : *Dictionnaire historique des Arts, Métiers et Professions*.)

6. — Que le tirage de la milice soit fait à moins de frais possibles, et que tous les domestiques, même ceux des ecclésiastiques et des nobles, y soient indistinctement assujettis ;

7. — Qu'il n'y ait aucune exemption pour le logement des gens de guerre, même pour le Clergé et la Noblesse, si ce n'est pour les curés et les militaires actuellement en activité.

8. — Que l'on diminue le nombre des usines à feux dans cette province, à cause de la rareté extrême du bois ; et que les eaux et forêts soient sous l'administration des États provinciaux ;

9. — Que les entrées et octrois dans les villes soient modérés et simplifiés, et que les municipalités ne puissent en obtenir sans le vœu des communes assemblées autorisées par les États provinciaux ;

10. — Que dans chaque ville considérable de la province, il y ait des greniers publics toujours fournis au compte de chaque municipalité ;

11. — Que les comptes de tous les établissements publics soient chaque année rendus publics par la voie de l'impression, et qu'il ne soit fait aucune levée de deniers pour le secours des établissements de charité qu'elle n'ait été accordée par les communes ;

NOBLESSE ET MILITAIRE

ART. 1^{er}. — Que la Noblesse continue de jouir de toutes les distinctions qui lui sont propres, à l'exception des privilèges pécuniaires.

2. — Que pour en assurer et en conserver l'état, elle ne soit plus le prix de la vénalité, mais celui des vrais services rendus à l'État dans la profession des armes et de la magistrature, dans le commerce, les sciences et beaux-arts ;

3. — Que néanmoins l'injuste et humiliante distinction qui éloigne le Tiers état des grades militaires pour n'y admettre que les nobles, disparaissent à jamais devant le mérite et les vrais services ; en conséquence, que la *Déclaration* de 1784 soit révoquée et celle de 1750 rétablie (1) ;

(1) Le terme *Déclaration* de 1750 n'est pas exact ; il s'agit évidemment de l'*Édit du Roi portant création d'une noblesse militaire, donné à Fontainebleau au mois de novembre 1750*, enreg. au parl. de Paris le 25 novembre 1750. — Paris, *Imp. roy.*, 1750, in-4°. (Bibl. ville de Paris, n. f. 35380, p. 350.)

Quant à la deuxième *déclaration* de 1784 à laquelle il est fait allusion, c'est, en réalité, l'*ordonnance* que le maréchal de Ségur fit signer le 22 mai 1781 et qu'

CLERGÉ

ART. 1^{er}. — Qu'il soit pourvu au remboursement des dettes du Clergé ;

2. — Que pour y parvenir, tous les bénéfices simples, à la nomination du Roi, d'un revenu de 2,000 francs et au-dessus, déterminé suivant les derniers baux, soient mis pendant deux ans en économat à chaque vacance ;

3. — Que les annates des bénéfices qui y sont sujets ne soient plus payés à la cour de Rome et qu'elles soient employées au même objet du paiement des dettes du clergé ;

4. — Que Sa Majesté et les États généraux soient suppliés de s'occuper des moyens d'empêcher de sortir du royaume les sommes immenses qui se versent annuellement à la cour de Rome pour provisions, dispenses, etc., et qu'elles puissent être aussi employées aux mêmes objets ;

5. — Que les canons et règlements qui prescrivent la résidence et défendent la pluralité des bénéfices soient ponctuellement exécutés ;

6. — Que les petits bénéfices simples comme chapelles et prébendes collégiales soient conservés, comme étant une ressource pour les familles ;

7. — Que nul ne puisse être nommé chanoine qu'il n'ait exercé pendant quinze ans dans le ministère ;

8. — Qu'il soit donné aux curés des revenus suffisants et relatifs à la population de leurs paroisses, et qu'il y soit pourvu par la réunion des biens des bénéfices autres que ceux énoncés dans l'article 6 ci-dessus ;

9. — Que chaque annexe et succursale ait son titulaire particulier ;

10. — Que l'émission des vœux en religion pour l'un et l'autre sexe ne puisse se faire avant 25 ans ;

11. — Que toutes les maisons religieuses de l'un et l'autre

portait que, dorénavant, tout sujet proposé pour les sous-lieutenances devrait faire preuve de quatre générations de noblesse paternelle, à moins qu'il ne fut né d'un chevalier de Saint-Louis. (JOURDAN, ISAMBERT et DECRUSY : *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXVII, p. 29.) — L'édit de novembre 1750, au contraire, laissait espérer l'avancement aux officiers dits *de fortune*, car il permettait la promotion aux grades inférieurs des fils d'anoblis et de bourgeois vivant noblement ou exerçant des professions libérales.

sexe où il n'y aura pas dix sujets soient supprimées, et leurs biens mis en économat pour l'acquit des dettes du clergé, dotation des curés, etc. ;

12. — Que le Roi et les États généraux soient suppliés de prendre en considération le trop grand nombre de fêtes et jours fériés, comme nuisibles surtout à la classe la plus indigente du peuple ;

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ART. 1^{er}. — Qu'il y ait dans la province de Champagne une cour souveraine établie dans le chef-lieu de la généralité ;

2. — Que la vénalité des charges de judicature soit supprimée et que la finance en soit remboursée par l'État ;

3. — Que l'administration de la justice dans tout le royaume soit remise entre les mains du Roi par la suppression de toutes les justices seigneuriales ;

4. — Que l'on supprime également toutes les justices ecclésiastiques sur les matières civiles et criminelles, même entre ecclésiastiques ;

5. — Que tous les tribunaux d'exception et d'attribution, tant de première instance qu'en dernier ressort, ou matière civile ou criminelle ou d'impôt, à l'exception néanmoins des juridictions consulaires, soient aussi supprimées et les finances aussi remboursées par l'État ;

6. — Que toute espèce de committimus, lettres de garde gardienne et autres privilèges attributifs de juridiction soient supprimés, à tels corps, tribunaux ou particuliers qu'ils puissent appartenir, même le scel du Châtelet et le privilège de l'Université de Paris ;

7. — Qu'il n'y ait dans chaque ville et bourg considérable qu'un seul et unique tribunal qui connaisse de toutes les matières possibles, excepté celles du commerce, et qu'il soit composé d'un nombre de juges et d'officiers proportionné à son étendue ;

8. — Qu'il n'y ait dans chaque village qu'un commissaire pour les matières de police et de délits, dont il dressera de simples procès-verbaux qu'il renverra sur-le-champ au tribunal du ressort pour y être pourvu, qui appose les scellés, fasse les inventaires, les créations de tutelle, curatelle, avis de parents et autres actes d'hôtel ;

9. — Que les juges soient honorablement gagés par l'État ; en conséquence, que leurs fonctions soient purement gratuites ;

10. — Que le droit de choisir les membres de ces tribunaux soit réservé au Roi sur la présentation qui lui sera faite de trois sujets par les communes ;

11. — Que le choix des communes puisse tomber principalement sur les avocats, recommandables par leur savoir et leur intégrité après un temps d'exercice déterminé ;

12. — Que les cours souveraines ne puissent être composées que d'anciens magistrats tirés des tribunaux inférieurs, sur la présentation que chaque administration provinciale fera au roi de trois sujets parmi lesquels il choisira ;

13. — Que les présidents, avocats, procureurs du roi des cours souveraines soient choisis par le Roi parmi les membres de chacune de ses cours, et que ces places donnent la noblesse transmissible ;

14. — Que toutes autres charges de judicature et de finance, même de la chancellerie, donnant la noblesse, soient supprimées ;

15. — Que le nombre des notaires, procureurs, huissiers, soit réduit dans la proportion des besoins de leurs arrondissements ;

16. — Que dès à présent les huissiers-priseurs et greffiers des experts soient supprimés, et qu'en conséquence les ventes volontaires de meubles soient libres et exemptes de toutes sortes de droits ;

17. — Qu'il soit fait un règlement pour prévenir les frais et la longueur des procédures, et que tous les droits de scel, de présentations, droits réservés et autres généralement quelconques qui se perçoivent sur les actes de justice contentieuse, soient supprimés ;

18. — Qu'il soit dressé un nouveau tarif pour les droits de contrôle, centième denier et insinuation, dans lequel les contrats et les citoyens soient classés de manière à ne plus prêter à l'arbitraire ;

Que ce tarif soit déterminé sur les sommes et qualités ;

Que toute interprétation en soit défendue ;

Que toute recherche ultérieure soit interdite sous tel prétexte que ce soit, après que l'acte aura été contrôlé ;

19. — Que la connaissance de l'exécution du tarif soit

attribuée aux juges ordinaires, lesquels jugeront sur simples mémoires sans frais ni amende, sauf l'appel qui s'instruira aussi sans frais ni amende ;

20. — Que pour remédier à la confusion de nos lois civiles, il soit dressé une loi générale qui soit le véritable droit commun du royaume, auquel les coutumes et la jurisprudence particulière à chaque province, feront seules exception ;

21. — Que ces coutumes et cette jurisprudence soient enfin recueillies et confirmées d'une manière aussi authentique qu'invariable ;

22. — Que notre jurisprudence criminelle soit réformée et notamment que l'on abolisse l'usage de la sellette et de la question : que l'on donne un conseil aux accusés après le premier interrogatoire ; que l'instruction soit faite sous l'assistance et en présence du conseil de l'accusé ; que les peines soient mitigées et les confiscations abolies ;

23. — Que la liberté individuelle de chaque citoyen soit rendue sacrée et inviolable par l'abolition des lettres de cachet, et dans le cas où les États généraux ne pourraient l'obtenir indéfiniment, que le Roi soit supplié d'en modérer l'usage dans sa sagesse ;

24. — Que la liberté de la presse soit accordée ;

25. — Que toutes les loteries, généralement quelconques, soient abolies, comme ruineuses pour le peuple ;

26. — Qu'il soit dressé un état exact de tous les domaines du Roi, dans chaque bailliage ; qu'il (1) soit déclaré aliénable par le Roi et les États généraux, et comme tel vendu et le prix employé au paiement des dettes de l'État, et que dans le cas où on ne pourrait l'obtenir, qu'il ne puisse en être fait aucune vente ou échange sans le consentement des États généraux ;

27. — Que les États généraux demandent la révision des anciennes aliénations par voie de vente, échange ou autrement pour pourvoir à la lésion qui aurait pu en résulter ;

28. — Qu'il soit accordé la faculté de racheter les main-mortes, les banalités, les corvées réelles, personnelles et mixtes à tels seigneurs que ces droits puissent appartenir, même au roi, ainsi que les censives, les carités (2) non seigneuriales dues,

(1) Sic : il s'agit du domaine du Roi.

(2) Voir le glossaire à la fin de l'ouvrage.

tant au Roi qu'aux corps et communautés ecclésiastiques, fabriques, hôpitaux et autres gens de mainmorte ;

29. — Que les droits de franc-fief et nouveaux acquets soient abolis et supprimés ;

30. — Que dans les pouvoirs qui seront donnés aux deux députés du Tiers état du bailliage de Châlons aux États généraux, il sera expressément stipulé que lesdits députés ne pourront consentir à aucun impôt qu'au préalable, l'organisation, l'irrévocabilité et retour périodique des États généraux, l'établissement des États provinciaux et d'une cour souveraine en Champagne, la reconnaissance de la dette nationale et l'égale contribution de tous les ordres aux impôts n'aient été déterminés par les États et consentis par Sa Majesté, ainsi que le Tiers état de la ville de Châlons le demande par ses présentes doléances.

Fait et arrêté par nous, commissaires soussignés, en l'Hôtel de ville de Châlons, en huit vacations, les cinq, six, sept, huit et neuf mars 1789, sur les cahiers de plaintes et doléances qui nous ont été remis par les députés des corps, communautés et bourgeois composant l'assemblée générale dudit jour 5 mars.

Signé : MATHIEU, DELESTRÉE, RAUSSIN, PAINDAVOINE,
DE CHANTRENNE, GELLÉE, GAUTHIER, CHARLIER,
PRIGNET, PRIEUR, DE BLACY, P. LOCHET, THOMAS,
échevin et commissaire, A.-L. GROJEAN, échevin et
commissaire, DE BERLE, maire, OURIET, échevin et
commissaire, LE MOYNE DE VILLARSY, échevin,
TURPIN, procureur du roi, syndic, LE MAIRE, secrétaire (1).

Présenté, lu et arrêté en l'assemblée générale le 10 dudit mois de mars, et ont signé au procès-verbal :

Pierre-François Richard et Jean-Baptiste Jourdain, députés du bailliage royal ; Etienne Manget et Jérôme-Artus Moignon, députés de l'Election ; Jean-Désiré Champion, député de la juridiction du grenier à sel ; Jean-Claude;

(1) L'original du cahier ne donne que ces signatures ; la liste qui suit ne figure que sur les imprimés.

Louis Raussin et Pierre Lemaire, députés du bailliage de Châlons, Comté-Pairie de France ; Jean-Claude-Louis Raussin et Jean-Adam Faciot, députés du bailliage du Vidamé ; Jean-Claude-Louis Raussin et François Drouot, députés du bailliage du Chapitre ; Félix-Alexandre de Blacy et François-Joseph Le Febvre, députés des bourgeois et citoyens libres ; Germain-Jean-Baptiste-Dubois de Chantrenne et Charles-Germain Coqteaulx, députés de l'échevinage de la police ; Joseph Gellée et Antoine Aubert, députés du corps des médecins ; Claude-Urbain Renaut et François-Xavier Varnier, députés du bailliage de Toussaint ; Jacques Petit et Jacques-Joseph Coqteaulx, députés de la communauté des notaires ; Pierre Briquet et François Mercier, députés de la communauté des imprimeurs, libraires et relieurs ; Claude Guénault et Henri Charpentier, députés de la communauté des orfèvres et horlogers ; Pierre-Louis Prieur et François-Xavier Varnier, députés du bailliage de Saint-Pierre ; Jean-Adam Faciot et Louis-Joseph Charlier, députés de l'ordre des avocats ; François Drouot et Jean-Baptiste Bonnaire, députés de la communauté des procureurs ; Louis-Nicolas Derone et François-Nicolas Paindavoine, députés de la juridiction consulaire ; Claude-Melchior Degaule et Claude Theuveny, députés de la communauté des apothicaires ; Michel-Augustin Mesnil, député de la corporation des maçons et couvreurs ; François Sabbathier et Claude-Charles-François Delestrée, députés de la société de l'Académie ; Joseph Seignes, député de la communauté des perruquiers-barbiers ; Pierre Chrétien, député des fabricants de bas ; Philippe Legrand et François Bégin, députés de la corporation des huissiers et sergents ; Claude Michel, député de la communauté des amidonniers ; François Hubert, député de la communauté des cordonniers en neuf et en vieux ; Jean-Pierre Abraham, député de la communauté des couteliers, armuriers, arquebusiers et fourbisseurs ; Gaston Adrien, député de la communauté des poissonniers ; Pierre Denis, Claude Tarte et Pierre Lemaire, députés du siège prévotal ; Gaston Adrien, député de la communauté des bouchers et charcutiers ; Jean-Baptiste Maillet, député de la communauté

des charpentiers ; Etienne Carré, député de la communauté des boulangers ; Antoine Person, député de la communauté des tondeurs et apprêteurs ; Antoine Braux, député de la communauté des tailleurs, fripiers d'habits en neuf et en vieux ; Jean-Baptiste Prignet, député de la communauté des menuisiers, ébénistes, tourneurs, tonneliers et boisseliers ; Jean-Baptiste Lecuyer, député de la communauté des maréchaux, serruriers, ferblantiers, taillandiers et cloutiers ; Jean-Baptiste Aviat, député de la communauté des fondeurs et chaudronniers ; Jacques Gauthier, député de la communauté des chapeliers et bonnetiers ; Jules Nicaise, député de la communauté des traiteurs, rôtisseurs et pâtissiers ; Jean Lonclas et Pierre Lochet, députés de la communauté des fabricants ; Louis Le Philipponnat et Jean Boissel, députés de la communauté des épiciers ; Jean-Baptiste-Athanase Regnaud et Maxime Mathieu, députés de la communauté des marchands drapiers et merciers ; Nicolas Lallemand, député de la communauté des tanneurs, corroyeurs, peautiers et mégissiers ; Philippe-Louis Del et Louis Charlier, députés de la corporation des maîtres en chirurgie ; Claude Lepinette, député de la communauté des teinturiers ; Noël-Étienne Galichet, député de la communauté des tapissiers, vendeurs de meubles et miroitiers ; Jean Faille, député de la corporation des jardiniers ; Pierre Radet, député des tisserands ; Étienne Doué, député de la communauté des selliers, bourreliers et charrons ; Jean-Louis Thouille, député de la communauté des vitriers, peintres et doreurs ; Claude-Antoine Deulin, député de la communauté des aubergistes, cafetiers et limonadiers ; François Chaigneaux, député des pannetiers et vanniers ; Jean Millet, député des cordiers et chanvriers ; Gilles Le Gendre, député de la corporation des torcheurs et plafonneurs ; Antoine Beaufort, député des pierriers ; Florimont Pariset, député des cabaretiers à bouchon ;

De Berle, maire ;

Thomas, Le Moyne de Villarsy, Ouriet, Grojean, échevins ;
Turpin, procureur du roi, syndic.

LE MAIRE, *secrétaire.*

ABLANCOURT ⁽¹⁾

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village d'Ablancourt était composé de 44 feux (2). — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent « en l'auditoire du greffe de la communauté d'Ablancourt » sous la présidence de Jacques REMY, laboureur, lieutenant en la justice, « âgé de 59 ans ». — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. — Au bas du document, on lit les signatures de Jean-Pierre Richard, J. Martin, Nicolas Gobillard, Jacques Simonnet, Périnet, François, J. Leblanc, Pierre François, Jean-François Nolin, Louis Lambert, François Simonnet, Jean Martin, François Garnier, Pierre Bronene (?), Edouard Leblanc, Jacques Payard, Jean-Pierre Cossenet, François Chanoine, Joseph Martin, Jean-Pierre Colson, Jacques Colsenet, François Remy, Philippe Remy, Jean Simonnet, J. Mongardien, Claude Lacoine, Jean Michaux, Jean Colsenet, Jacques Colson, Jean Lacoine, et Martin, syndic.— Les députés furent Jacques REMY et Jacques MARTIN.]

(1) Arch. dép. de la Marne : *États généraux : série non classée* (procès-verbal, doss. b, pièce 130 ; *Cahier, doss. c, pièce 98*). — Sur le cahier figurent les indications suivantes : « n° 19 — Vu et lu : P. » avec paraphe de Prieur, l'un des commissaires chargés de rédiger le cahier du Tiers état du bailliage.

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES : Arch. dép. de la Marne. C, 522 : administration de la communauté. — C, 961 : impositions. — C, 1037 : capitation. — C. 1192 et 1773 : domaines ; usages. — C, 1612 : corvées, ponts. — C, 1798 : église : revenus de la fabrique. — C, 2470 : incendie de 1729. — C, 2880 : agriculture ; épizooties, etc.

La communauté d'Ablancourt appartenait à l'élection de Vitry-le-François (LONGNOX, *Répertoire topographique de la Marne*. — Arch. dép. : dossiers énoncés ci-dessus). Aujourd'hui elle fait partie du canton et de l'arrondissement de Vitry-le-François.

(2) Le nombre de feux n'est fourni, comme nous l'expliquons dans la préface, qu'à titre de renseignement contenu dans chaque procès-verbal ; au point de vue du chiffre de la population, la valeur documentaire et statistique de ce renseignement n'est que très relative.

Dans une récente étude très précise sur la *Population de Vitry-le-François et de son arrondissement* (Reims, Matot, 1905, in-8), M. le Dr Langlet indique, en effet, que, d'après le recensement de 1773 des paroisses de l'élection de Vitry (Arch. de la Marne, C, 430), Ablancourt avait 167 habitants, que dans celui de 1787 (*ibid.*, C, 427), on en comptait 212 ; ce qui fait un accroissement de population. Or, d'après divers autres documents comptant par feux, nous trouvons à Ablancourt, en 1692 : 50 feux ; vers 1760 : 48 feux, et, en 1789, le procès-verbal ci-dessus en relève 44 ; d'où décroissance apparente absolument contraire aux statistiques de 1773 et 1787 (*ibid.*, C, 426).

CAHIER

Très humbles doléances, plaintes et remontrances des habitants et communauté d'Ablancourt, suivant et pour satisfaire aux ordres de Sa Majesté portés en ses lettres, données à Versailles, le 24 janvier 1789.

L'élection de Châlons (1) est celle de toute la province de Champagne qui est la plus chargée aux tailles, capitations, vingtièmes, corvée et autres impositions extraordinaires ; les habitants désirent que le marc la livre de ladite élection soit diminué et proportionné à celui des autres élections de ladite province et que lesdites impositions soient supportées généralement par tous les propriétaires, nobles, ecclésiastiques privilégiés et non privilégiés.

Ladite communauté, composée de quarante-quatre feux, tant habitants que femmes veuves, est chargée de deux mille cinq cent vingt-sept livres tant tailles que capitations.

En outre, lesdits habitants sont chargés de la somme de cinq cent trente-sept livres, onze neuf (*sic*) deniers de vingtièmes.

De plus, ladite communauté est chargée de quatre cent trente-cinq livres huit sols pour les entretiens des grandes routes (2).

En outre, les habitants demandent l'abolition de tous les impôts et reculement des barrières, tels sont ceux sur le sel, le tabac, les cuirs, les fers, les bouchers, les amidonniers, les vins, les eaux-de-vie, la bière, le cidre, les contrôles, le timbre ou papier marqué, les entrées et sorties de diverses marchandises dans les villes situées dans l'intérieur du royaume et autres droits dépendant de la ferme et de la régie.

En outre, on demande que les moines et autres communautés religieuses et religieux soient réduits à cinq cents livres par tête et que le souverain s'empare du reste.

De plus, on demande la suppression des huissiers-priseurs, eu égard à ce qu'ils sont la ruine de la veuve et de l'orphelin.

(1) Malgré cette indication la communauté d'Ablancourt était plutôt rangée dans l'élection de Vitry où le syndic allait rendre ses comptes. (*Arch. dép. de la Marne* : dossiers cités dans la note précédente.)

(2) En 1788, les revenus d'Ablancourt étaient de 780 livres, ses charges de 438 livres. (*Arch. dép. de la Marne*, C, 522.)

On s'oblige de se soumettre aux rachats de tous ces impôts supprimés, dont la sagesse du gouvernement jugera convenable.

En outre, on demande que les corvées se fassent par des péages, qu'on établirait de distance en distance des barrières, et que les voituriers rouleurs sur ces routes payeront tant par cheval une taxe suffisante pour subvenir à l'entretien de ces routes.

En outre, on demande que les provinces se gouvernent elles-mêmes et qu'elles sachent ce que l'on doit donner au Roi en supprimant tous les impôts ; alors la nation profiterait des fortunes immenses que font les fermiers, ainsi que des appointements que l'on donne aux suppôts de la ferme et de la régie.

De plus, on demande que les provinces qui ont des privilèges, étant tous sujets du même souverain, payent également.

On demande qu'il n'y ait plus en France qu'un poids, qu'un aunage, qu'une mesure, tant pour les grains que pour les boissons.

En outre, on demande que le droit du gros manquant qui se perçoit dans la Champagne soit entièrement aboli, étant une charge extraordinaire et accablante pour les cultivateurs qui sont obligés de nourrir des domestiques et gens (1) de journée qu'ils employent pour faire leurs ouvrages.

En outre, on demande que les curés, qui prennent à bail les dîmes de leurs paroisses, soient comme les autres habitants assujettis aux impositions pour raison de cette exploitation ; l'exemption de taille, dont ils ont joui à cet égard jusqu'à présent, étant très préjudiciable au général des habitants, tant par ce qu'elle leur ôte la concurrence que parce que leurs exploitations distraient les curés de l'exercice de leurs fonctions, et dans le cas de les exposer à des procès avec leurs paroissiens qu'ils doivent éviter.

Il appartient aux habitants des biens communaux ; ils sont dans le cas de les louer ; ils ne peuvent le faire que par devant monsieur le subdélégué de monseigneur l'intendant et pour un an seulement, et les droits que perçoit cet officier et son greffier absorbent partie du prix de l'adjudication qu'il faut renouveler chaque année ; il serait bien naturel et plus avantageux pour les habitants que l'adjudication se fit devant le juge des lieux ;

(1) On écrit dans l'original « jansse » selon la prononciation du pays.

non seulement les frais de l'adjudication seraient bien moindres, mais l'amélioration de leurs biens communaux, en ce que les cultivateurs qui auraient l'espérance d'en jouir pendant plusieurs années, il aurait plus d'intérêt de les engraisser et de industriel (*sic*) bien ; et ce même adjudicataire, pour une adjudication qui durerait trois ou six années, ne payerait pas plus de droits que pour celle qui n'aurait lieu que pour un an en augmentant le prix (1).

Les comptes des syndics (2) se rendent encore par devant M. le subdélégué et ils fixent leurs honoraires et ceux de leurs greffiers, ainsi que bon leur semble ; quatre députés des principaux habitants sont obligés de se déplacer et de se rendre avec le syndic pour entendre son compte, et il faut leur payer leurs journées ; si le compte était rendu dans une assemblée générale des habitants, et arrêté par le juge des lieux en leurs présences, cela éviterait des frais considérables qui retourneraient à l'avantage de la communauté.

Une charge très onéreuse pour les habitants et propriétaires des biens des paroisses, ce sont les réparations, l'entretien et la reconstruction des presbytères et églises ; les dimes sont et doivent être affectées spécialement à ces sortes de dépenses ; il serait donc juste que les admodiateurs en fussent seuls chargés et que les autres propriétaires en fussent affranchis.

On demande que les droits seigneuriaux soient abolis des censives, lods et ventes et redevances, sauf (3) à un rachat.

En outre, on demande la suppression des haras, attendu qu'ils deviennent coûteux aux cultivateurs et qu'ils produisent très peu de poulains.

(1) Cette phrase incorrecte est textuelle. Les habitants font valoir que le mode de louer les biens communaux pour un an seulement devant le subdélégué de Vitry occasionne des frais et n'offre aucune garantie à l'adjudicataire ; que celui-ci chercherait plus volontiers à améliorer les terres qui lui seraient louées pour une durée plus longue et par une procédure moins coûteuse.

Arch. dép. de la Marne. C, 522 : Rapports faits à l'intendant par un subdélégué de Vitry sur la location des usages communaux d'Ablancourt. — La communauté d'Ablancourt avait supporté un procès contre celle de Songy sa voisine, au sujet de la propriété de sept pièces d'usages en pâture situées au terroir de cette dernière. La sentence fut rendue par l'intendant au profit d'Ablancourt. (*Arch. dép. de la Marne : C. 1773.*)

(2) *Arch. de la Marne. C, 522* : Compte de la gestion d'Ablancourt pendant l'année 1788.

(3) Ce mot est très mal écrit, on lit « scauv ».

Ladite communauté est située le long de la Marne et sujette à être dégradée de ladite rivière (1).

En outre, le terroir n'est que Champagne et ne peut produire du froment que par la force des engrais que l'on peut faire (2); à la vérité, ledit terroir, s'étendant de l'autre côté de la Marne, est composé de quelques terres, ajot (3) et prés, mais qui appartiennent au seigneur et aux ecclésiastiques et habitants des villages circonvoisins; il appartient aux propriétaires dudit Ablancourt très peu de ces héritages.

J. MARTIN, Jacques REMY, Jean-Pierre RICHARD,
Nicolas GOBILLARD, Jacques SIMONNET, etc.

.....
MARTIN, syndic.

(32 signatures.)

AIGNY-SUR-MARNE ⁽⁴⁾

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La paroisse d'Aigny-sur-Marne était composé de 66 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le mardi 3, les habitants se réunirent « en la

(1) Le territoire d'Ablancourt était et est encore divisé par le lit de la Marne. Un projet d'établissement d'un gué reliant les deux portions était alors à l'étude. (*Arch. de la Marne, C, 522.*)

(2) En 1773 il y avait aussi 10 hectares 5 ares de vignes; aujourd'hui il n'y en a plus qu'un hectare. (*Arch. de la Marne, C, 426.* — D^r LANGLET, *ibid.*)

(3) La terre d'ajot serait, d'après plusieurs personnes du pays, une terre argileuse, une terre de marais déposée par la rivière de Marne sur ses bords. D'autres disent que *ajot* serait mis pour *ajou*, ou *adjot*, terrain planté d'ajoncs, de genêts épineux. (GODEFROY : *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, tome 1^{er}, page 207. — Voir Glossaire.)

(4) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal : doss. b, pièce 131. Cahier : dossier c, pièce 127). — Sur le cahier, même mention et même paraphe de « Prieur » que sur celui d'Ablancourt.

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Bibliographie* : GINAT, instituteur : *Monographie de la commune d'Aigny-sur-Marne* (Châlons, Martin frères, 1898, in-8).

SOURCES MANUSCRITES. — *Arch. dep. de la Marne* : C, 523-524-2969 : administration de la communauté. — C, 941 : impositions. — C, 1023 : capitation des taillables. — C, 1587 : corvées. — C, 1669 : construction et réparation des ponts. — C, 1798 : églises; revenus de la fabrique. — C, 3001 : domaines engagés. — E, 1000 : usages; aliénation des communautés, etc.

Le 1^{er} registre des délibérations de la commune contient, à la date du

chambre du Conseil municipal du lieu », sous la présidence de Jacques-Louis DELACOUR, « bachelier en droit, lieutenant, juge en la terre et seigneurie d'Aigny-sur-Marne, reçu en cette qualité au Bailliage de Châlons », assisté d'un autre Delacour, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Jacques-Joseph Delacour, notaire, Benoît Delacour, Claude Rafflin, Jacques Sergent, Jean Merlin, Jean-Pierre Martin, syndic, Jean-Pierre Séjourné, Louis Quittat, Nicolas-François Delacour, Martin Gayot, François Sourdat, Jean Cochut, Pierre Rafflin, Pierre Cochut, Remy Prin, Remy-Brice Martin, Michel Vallée, Pierre Gourmont, Remy Martin Gayot, et encore, d'après les signatures : Renaudin, Sébastien Merlin, Benoît Milson, Jean-Claude Copitet. — Les députés furent Jacques-Joseph DELACOUR, notaire, et Jean COCHUT, laboureur.]

CAHIER

Cahier des demandes, plaintes et doléances des habitants, corps et communauté d'Aigny-sur-Marne, bailliage de Châlons (1).

Dans l'attente de cette heureuse révolution qui va s'opérer à la vue de notre auguste monarque, qui ne s'occupe qu'à soulager nos maux, à réformer les abus et à faire régner la justice dans tous les ordres de l'État, nous devons être dans la joie ; c'est pour remplir ses vues bienfaisantes que Sa Majesté, par

3 mars 1789, la transcription du procès-verbal analysé ci-dessus et du cahier des demandes, plaintes et doléances de la communauté d'Aigny. — Le 5 avril 1789, figure un compte rendu par les deux députés Jacques-Joseph Delacour et Jean Cochut, des opérations du bailliage de Châlons. — La communauté leur alloue pour leur voyage une somme de 98 livres 6 sols. (*Arch. de la commune d'Aigny*, communication de M. Mailliard, instituteur.)

La communauté d'Aigny-sur-Marne appartenait à l'élection de Châlons (LONGNON, *ibid.* — *Arch. de la Marne*, dossiers ci-dessus énoncés). Aujourd'hui elle fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons.

(1) Ce cahier formant (selon l'expression de M. Ginat qui l'analyse dans sa brochure) « tout un code ne comprenant pas moins de 68 demandes divisées en 4 parties : l'organisation politique et administrative, les impôts, l'impôt en nature, et la justice », — ce cahier, dis-je, est l'œuvre des Delacour, de Jacques-Joseph Delacour, notaire royal, et de son fils Jacques-Louis Delacour, juge du lieu, président de l'assemblée, qui exerçaient tous deux dans cette région une grande influence. L'un ou l'autre présida aux opérations de neuf villages : Aigny, Aulnay-sur-Marne, Champigneul, Juivigny, La Veuve, Les Grandes-Loges, Vaudemange, Jaalons et Vraux. Dans les réunions d'habitants des sept premiers, ils firent adopter comme cahier de chacune de ces paroisses le « mémoire » qu'ils avaient eux-mêmes élaboré à l'avance. Nous nous contenterons de le reproduire, ici, à Aigny, en y renvoyant le lecteur pour les six autres communautés ; si, dans les 68 articles, dans le préambule et dans les phrases finales, nous trouvons parfois quelques modifications, nous les signalerons dans les notes qui remplaceront ces 6 cahiers ; cependant les habitants des Grandes-Loges ajoutèrent au mémoire des Delacour un exposé de la situation du village que nous reproduirons. En ce qui concerne les com-

sa lettre de convocation des États généraux du 24 janvier dernier, veut qu'en nommant des députés par toutes les provinces de son royaume, elle les charge de faire un cahier de leurs doléances et plaintes, afin qu'elle en ait connaissance et qu'elle soit à portée d'y remédier ; pour y répondre de notre part, nous avons dressé le cahier suivant, pour être porté à l'assemblée du bailliage, pour, par les députés qui seront nommés à ladite assemblée, les transmettre aux États généraux, en les faisant préalablement insérer dans le cahier du Tiers état dudit bailliage.

Les habitants d'Aigny, en conséquence, ont l'honneur de demander :

1° Que les États généraux établissent et nomment, dans les trois ordres de l'État, une commission intermédiaire pour les représenter jusqu'aux nouveaux États généraux ;

2° Que cette commission intermédiaire, présidée par le Roi, forme la cour plénière et le conseil de Sa Majesté, avec les princes, ducs et pairs ;

3° Que ladite commission reçoive tous les revenus et fasse toutes les dépenses de l'État ;

4° Qu'elle ait le droit de consentir tous les impôts extraordinaires qui pourraient être demandés par la suite en cas de besoin, avec l'agrément néanmoins, par écrit, de toutes les provinces ou de la majeure partie ;

5° Qu'elle rende tous les ans un compte exact au Roi de sa recette et de sa dépense et que ce compte soit rendu public ;

6° Que lorsqu'un des membres de ladite commission viendra à décéder, ou se retirera, il soit remplacé par une personne de

munautés de *Jaalons* et *Vraux*, la première de ces localités a emprunté, analysé ou abrégé quelques articles du cahier présenté par les Delacour ; la seconde a rédigé un cahier original, personnel, où se trouvent surtout exposées ses doléances particulières et non les vues, les idées générales du président sur les réformes à accomplir dans l'administration du royaume. Nous donnerons ces deux derniers cahiers *in extenso*.

Le notaire Jacques-Joseph Delacour, dit M. Ginat, « fut député à l'assemblée du bailliage de Châlons-sur-Marne, chargé par cette assemblée de rédiger avec 24 autres commissaires le cahier général des doléances du Tiers état. L'année suivante, il fut élu maire d'Aigny et c'est probablement à lui qu'on doit les renseignements détaillés concernant les biens ecclésiastiques que l'on retrouve aux Archives. Le 31 octobre 1790, il fut nommé jnge de paix et il exerça cette fonction jusqu'au 2 décembre 1792, époque à laquelle il fut remplacé par son fils Jacques-Louis Delacour. »

son ordre et choisi par le Roi parmi les membres des États de sa province ;

7° Qu'en conséquence, toutes les provinces du royaume soient, par le Roi et les États généraux, érigées en pays d'État ;

8° Que chaque état provincial régie et administre tout ce qui concerne les intérêts de sa province, qu'au moyen de quoi il reçoive tous les revenus et fasse toutes les dépenses d'icelle ;

9° Que chaque état provincial nomme et établisse une commission intermédiaire qui agira en son nom pendant l'intervalle de ses assemblées ;

10° Qu'un des membres de cette commission intermédiaire soit seul le receveur général de la province, sous la garantie de l'état provincial ; lequel membre receveur versera directement sa recette, jusqu'à la concurrence du contingent dû au Roi et à l'État, à la recette générale, administrée également par un des membres de la commission intermédiaire des États généraux ;

11° Que tous les ans la commission intermédiaire de chaque état provincial soit tenue, ou ledit receveur, de rendre un compte exact de la recette et dépense annuelle de son état, lequel compte sera par ce dernier arrêté et rendu public ;

12° Qu'il soit libre à chaque état provincial, arrivant malversation dans la gestion et administration, de renvoyer les membres et personnes qui auront prévariqué ;

13° Que chaque état provincial et sa commission intermédiaire se renouvellent comme il est porté par le règlement de Sa Majesté, concernant l'établissement des assemblées provinciales et de départements qui se trouveront pour lors supprimées ;

14° Que les municipalités établies dans tous les lieux du royaume subsistent conformément au règlement de Sa Majesté (1) ;

(1) L'administration de la communauté avait fait l'objet, avant 1789, de nombreuses contestations : des conflits entre l'assemblée des habitants, le corps municipal créé en 1763, le syndic et le subdélégué ou l'intendant éclatèrent à maintes reprises. Plusieurs ordonnances, une décision du Parlement et un arrêt du Conseil d'État du 22 janvier 1776, tentèrent en vain de faire cesser ces discordes et de mettre fin à ces résistances. On trouvera aux *Arch. dép. de la Marne, C, 523*, et dans la *Monographie* de M. Ginat (p. 28 et suiv.), les documents et le récit de l'organisation laborieuse et pénible de l'ancienne municipalité d'Aligny.

15° Que chaque municipalité régie et administre tout ce qui concerne les intérêts de son lieu et communauté, et qu'en conséquence elle reçoive tous les revenus et fasse toutes les dépenses d'iceluy ou d'icelle ;

16° Que chaque municipalité qui sera garante et responsable de l'impôt du lieu, ou un de ses membres par elle établi son receveur, soit tenu de verser directement le montant de son imposition entre les mains du receveur de la province ;

IMPOT

17° Qu'il n'y ait qu'un seul et unique impôt ;

18° Que cet impôt soit supporté par les trois ordres de l'État à proportion de leurs richesses et facultés ; la saine raison le veut, le sentiment l'inspire ;

19° Qu'avant de fixer et de déterminer l'impôt, il est essentiel que la dette nationale soit constatée par les États généraux, pour parvenir à la rembourser en peu d'années, et que la dépense ordinaire de l'État soit également constatée pour être la base de l'impôt ordinaire ;

20° Que d'après l'aperçu des dépenses ordinaires de l'État, année commune, l'impôt soit fixé invariablement au montant desdites dépenses ;

21° Que pareillement d'après l'aperçu du montant de la dette nationale, il soit ajouté à l'impôt ordinaire un autre impôt qui sera levé jusqu'au temps qui sera déterminé par Sa Majesté et les États généraux pour rembourser ladite dette ;

22° Qu'en conséquence, il soit assigné par le Roi et les États généraux, d'une manière invariable, à chaque province, sa somme contributive pour les dépenses ordinaires, et qu'il soit pareillement assigné à chaque province une somme fixe pendant le temps déterminé par les États généraux pour l'acquittement de ladite dette nationale, en sorte que ce dernier objet forme simplement l'accessoire de l'impôt ordinaire ;

23° Que chaque état provincial répartisse d'une manière invariable l'impôt demandé sur chaque ville et municipalité de sa province, à proportion de leurs facultés ;

24° Que chaque municipalité répartisse également l'impôt de son lieu sur chaque individu, sans le concours d'aucun commissaire ;

25° Que pour parvenir à la plus juste répartition entre tous

les contribuables de chaque lieu, le projet présenté par les sieurs Delacour, de Juvigny et Aigny, à Messieurs du bureau intermédiaire de l'élection de Châlons, soit entièrement suivi (1);

IMPOT EN NATURE

26° Que la fixation faite de l'impôt de chaque lieu soit la base sur laquelle sera déterminée la quotité de la subvention territoriale en cas que Sa Majesté et les États généraux la jugent plus convenable; cet impôt territorial est le plus juste pour la contribution, le plus facile pour la perception, et le moins onéreux pour les peuples ;

27° Que cet impôt soit levé dans le champ du laboureur aussitôt que l'empouille y sera mise en tas, et dans le cellier du vigneron, aussitôt après le pressurage, et que l'inventaire sera fait par la municipalité du lieu (2) ;

28° Qu'à cet effet il y ait dans chaque lieu un fermier de l'impôt, surveillé par la municipalité à cause du danger d'insolvabilité ;

29° Que de ce qui précède, il suive que les aides, les élections et tout ce qui y a rapport soient supprimées et anéanties ;

30° Que le commerce soit libre dans toute la France, c'est-à-dire qu'il y ait une liberté entière dans l'intérieur du royaume pour la vente et achat de toutes sortes de marchandises, comme grain, vin, sel, tabac, etc. ;

31° Que les douanes soient en conséquence placées aux frontières du royaume, de manière que les droits se payent à l'entrée et à la sortie de la France seulement ;

32° Que tous les contrôles soient modérés, et qu'il soit fait un nouveau tarif, et qu'il y ait un bureau de lieue en lieue pour la commodité du public ;

33° Que chaque bureau verse directement sa recette au trésor de la province tous les trois mois ;

(1) *Arch. de la Marne, C, 2919.* — La communauté demandait à répartir elle-même ses impositions sans le secours d'un commissaire aux tailles.

(2) Un état détaillé du rendement des terres de la commune d'Aigny fut dressé par le syndic Jean-Pierre Martin pour les années 1788 et 1789 et inséré au registre des délibérations de la municipalité, le 27 septembre 1789. (Voir *Monographie* de M. Ginat, p. 69.)

JUSTICES

34° Qu'il soit procédé à la rédaction d'un nouveau code civil et criminel, clair, précis et uniforme partout le royaume ;

35° Que les formes de la procédure soient sinon entièrement réformées, du moins abrégées ;

36° Qu'aucun procès ne puisse être pendant, en aucun tribunal, plus d'une année ;

37° Qu'il y ait un parlement dans chaque province, qui connaîtra de tout le contentieux, quelque'il puisse être, de sa province ;

38° Que la justice soit rendue et administrée dans chaque lieu au nom du Roi, et qu'en conséquence Sa Majesté rentre dans tous ses droits à cet égard ;

39° Que tous les juges, même ceux des campagnes, soient nommés par le Roi, et que leurs provisions leur soient délivrées gratis ;

40° Qu'aucunes des places de juges ne soient vénales, et qu'elles soient accordées seulement au mérite et à l'intégrité ;

41° Qu'il soit déterminé par les États jusqu'à quelle somme chacun des tribunaux inférieurs au Parlement pourra juger définitivement et sans appel ;

42° Qu'il y ait dans chaque lieu un auditoire décent, une prison et des carcans ;

43° Que pareillement il y ait dans chaque lieu un fermier des amendes ;

44° Qu'il n'existe aucun des tribunaux d'exception ni d'attribution ;

45° Que les charges de jurés-priseurs établies dans chaque bailliage soient supprimées ;

46° Que les inventaires de meubles soient faits par les notaires royaux avec le sergent du lieu ;

47° Qu'à l'égard des ventes de meubles, elles puissent être faites, ou par les notaires royaux, ou par les huissiers royaux, ou enfin par le juge du lieu assisté de son sergent ;

48° Que le nombre des procureurs dans les bailliages et des notaires dans les villes et dans les campagnes soit diminué ; et que les charges qui seront conservées soient données à ceux d'entre les pourvus des mêmes charges les plus méritants et les plus honnêtes ;

49° Qu'il en soit de même des huissiers royaux, dont le nombre est trop considérable ;

50° Qu'il soit pourvu au remboursement de toutes les charges de judicature, qui se trouveront supprimées sur le pied de l'acquisition ;

51° Qu'il n'y ait dans toute la France qu'un seul et même poids, seule et même mesure, la diversité des poids et mesures étant infiniment nuisible au commerce ;

52° Qu'il ne se tire plus de milices ; que chaque garçon âgé depuis dix-huit ans jusqu'à quarante ans soit imposé à un taux annuel ; que la somme provenant de cette imposition soit remise, chaque année, entre les mains du receveur de la province par la municipalité de chaque lieu, qui sera tenue d'en faire la perception ; et que la somme totale soit, suivant le besoin, employée par l'état provincial ou sa commission intermédiaire, à enrôler ou acheter le nombre de sujets demandés par le Roi ou la commission intermédiaire des États généraux ;

53° Que le titre 1^{er} (de l'article 3 du livre intitulé : *Le Vœu de la Raison*, à Louis XVI (1), dans l'Assemblée des notables, pour les paroisses, les curés et les pauvres), touchant l'établissement d'un bureau dans chaque diocèse, le titre 2^e des curés et vicaires, le titre 3^e des chanoines, le titre 4^e de l'instruction de la jeunesse, le titre 5^e des pauvres et des malades, le titre 6^e des églises, fabriques, presbytères du service divin, le titre 7^e des moines proprement dits et des religieux mendiants, le titre 8^e des religieuses, le titre 9^e des secours que l'on peut accorder à la noblesse, soient par Sa Majesté et les États généraux adoptés en tout ce qu'ils contiennent ;

54° Que la mendicité soit absolument proscrite dans tout le royaume comme étant la source des plus grands maux qui affligent l'État ;

55° Qu'il soit établi dans chaque lieu un *bureau de charité* tel que le porte le livre intitulé : *Le Vœu de la Raison*, lequel sera administré par la municipalité et présidé par le curé ; il sera pourvu par ce bureau à la nourriture des pauvres, tant en santé que maladie, de manière, cependant, que les pauvres

(1) Nous n'avons pas trouvé cette brochure. La partie en italique est seule soulignée dans le texte. Nous pensons que ce doit être le titre exact de cette publication.

en état de travailler, ou jugés tels par le bureau, ne pourront en prétendre aucun secours ; tout leur droit se bornera à pouvoir demander à être employés à quelques travaux pour se procurer leur nécessaire ; le bureau alors, qui ne pourra leur refuser de l'ouvrage, sera tenu de les employer au travail qu'il aura jugé convenable ;

56° Qu'il soit assigné à cet effet, sur les grandes routes les plus à portée à chaque lieu, un atelier proportionné à sa population, ses facultés et son éloignement de la route, lequel atelier sera de préférence entretenu par les pauvres du lieu, sous l'inspection du syndic ou d'un autre membre de la municipalité qui sera surveillé simplement par l'inspecteur en chef de la province ou de ses commis dont le nombre ne pourra excéder celui de quatre ;

57° Qu'au moyen de quoi le sixième de l'impôt de chaque lieu soit employé au paiement des ouvriers de l'atelier, et fasse partie de la somme accordée annuellement par le bureau diocésain ou bureau de charité du lieu pour la nourriture de ses pauvres ;

58° Que chaque municipalité soit tenue de veiller à ce qu'aucun de ses pauvres ne sorte pour aller mendier, en peine de 50 livres d'amende payables au bureau de charité du lieu où le pauvre aura mendié ;

59° Qu'à cet effet, il soit établi par la municipalité deux surveillants dans sa paroisse, qui pourront être en même temps gardes-messayers (1) du terroir, pour arrêter les pauvres et gens sans aveu, non munis de bons certificats de leur municipalité, et les reconduire aux dépens de cette dernière au lieu d'où ils seront sortis ;

60° Que les routes qui sont commencées soient achevées, mais qu'il n'en soit plus construit de nouvelles ; la trop grande multiplicité est une perte pour l'agriculture et par conséquent pour l'État ;

61° Que la chasse et la pêche soient permises à chacun dans son territoire, le gibier et le poisson étant des êtres créés par l'auteur de la nature pour la subsistance de tous les hommes ;

62° Que tout seigneur soit tenu de justifier en vertu de quoi

(1) Pour « messiers », gardiens des moissons et des vignes ; gardes champêtres.

il possède des fonds et autres droits que les habitants, corps et communautés de sa seigneurie seraient à même de prouver par des titres authentiques leur avoir appartenu ;

63° Qu'il ne soit permis à aucun seigneur d'établir des garennes et remises à lapins, et que celles qui se trouvent établies soient détruites, les animaux qui les habitent étant infiniment nuisibles à l'agriculture et conséquemment au bien public ;

64° Que tous les seigneurs soient tenus de justifier des titres primordiaux des cens, rentes, redevances, lods et ventes et autres servitudes tant personnelles que réelles dont ils chargent leurs vassaux, et sans quoi, que ces objets de servitude soient anéantis ;

65° Que les chemins, rues, voies et sentiers de chaque lieu cessent d'être à la disposition des seigneurs, mais à celle de la municipalité, pour y veiller et les faire réparer au besoin ;

66° Qu'il soit fait sur le registre de la municipalité un acte signé du seigneur et des membres d'icelle, portant l'énumération de tous les droits et biens communaux, pour éviter tous procès par la suite, et pour empêcher qu'ils ne soient dorénavant envahis (1) ;

67° Que les comptes des communautés soient rendus tous les ans par le syndic à la municipalité, approuvés et apurés par

(1) Au moment de la convocation des États généraux, la communauté d'Aigny venait de supporter un long procès avec les religieux de l'abbaye d'Hautvillers, seigneurs du lieu, au sujet des droits seigneuriaux et notamment des droits de pêche et d'usages. Les habitants prétendaient être de la mouvance du Roi et non de celle des religieux. L'intendant Rouillé d'Orfeuil, interrogé sur cette question par Madame Adélaïde, fille du roi Louis XV, lui répondit : « J'ai fait à cet égard toutes les recherches possibles, mais rien ne concourt à prouver que le roi soit ou ait été seigneur de cette paroisse ». Ce procès dura fort longtemps et fut très ruineux pour le village. (GINAT, *op. cit.*, p. 13 et suiv. : *Arch. dép. de la Marne*, C, 523.)

D'autres difficultés surgirent aussi dans la région, relativement à la police rurale et au droit de pâture et l'intendant prit, en 1756, une ordonnance portant défense aux propriétaires de Recy, Juigny, Vraux, Aigny-sur-Marne, Condé et lieux d'alentour, de conduire les troupeaux dans les prés. (*Arch. de la Marne*, C, 2969.) — Voir encore les contestations au sujet de l'adjudication des pâturages, de l'aliénation des prés et domaines de la communauté d'Aigny, etc. (*Ibid.* E, 1000 ; C, 3001.)

Pour leurs procès et démêlés de tous genres, les habitants d'Aigny consultèrent parfois l'avocat Pierre-Louis Prieur (de Châlons), le futur député du bailliage aux États généraux. (*Arch. communales d'Aigny : registre de délibérations du Conseil.*)

elle, et en cas de contestations seulement, arrêtés par le juge du lieu sans frais (1) ;

68° Que les étalons soient supprimés, comme étant aussi nuisibles à la production de l'espèce qu'inutiles aux laboureurs.

Telles sont les demandes, plaintes et doléances desdits habitants et communauté, qui prient leurs députés à l'assemblée des trois ordres du bailliage, de les faire insérer dans le cahier général du Tiers état d'icelui, en déclarant que des vues patriotiques et de justice les ont seules guidés dans la rédaction de leurs demandes ; et que si, inconsidérément, ils ont manqué en quelques articles, cela ne peut être attribué qu'à l'excès du zèle dont ils sont animés pour le bien de la personne sacrée du Roi et de son royaume, leur intention n'ayant été que d'exposer la vérité dans son plus grand jour et de se rendre autant qu'il est en eux utiles à la patrie.

Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants tenue le 3 mars 1789.

GOURMONT, Pierre RAFFLIN, DELACOUR, RENAUDIN, etc.

.....
Jean-Pierre MARTIN, syndic, DELACOUR, lieutenant.
(17 signatures.) (2)

ATHIS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village d'Athis (3) était composé de 180 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence

(1) *Arch. de la Marne*, C, 524 : Comptes rendus par devant les subdélégués de Châlons par les syndics de la paroisse. Quittances des syndics aux fermiers des usages communaux (1741-1787).

(2) Cahier : manuscrit de 14 pages cotées et paraphées en haut et en bas par Louis Delacour. — Le *dénombrement général des province et frontière de Champagne* en 1773 (*Arch. de la Marne*, C, 430), donne pour Aigny : 67 feux roturiers et 1 ecclésiastique ; et comme population : 118 hommes, 125 femmes, 18 garçons et 28 filles au-dessous de 7 ans, soit 289 habitants.

(3) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 132.

de Remy-Jérôme DEBAR, « ancien praticien en la justice d'Athis, ban de Champagne, exerçant pour les vacances de l'office de lieutenant ». — Le procès-verbal constate la présence de Jean Chamelot, Nicolas de Saint-Martin, François Bruant, maréchal, Louis Planchat, Joseph de Saint-Martin, laboureur, Jean-Baptiste Lassus, Remy Morboy, manouvrier, Honoré Chollet, Louis Mongérard, Louis Favret, François Billy, Pierre Deniset, Pierre Hénau, Gaspard Caquet, Bonaventure Cornier, Etienne Morboy, François Baudouin, Jean-Pierre de Saint-Martin, Nicolas Saclet, Jean-François Rouyer, Nicolas Chausson, Joseph Lesage, Jean-Baptiste Cornier, Jean-Baptiste Berthélemy, Pierre Guiset, Pierre-Jacques Baudouin, syndic, Jean Bruneteau, Trézain Baudouin. — Les députés furent : Pierre-Jacques BAUDOUIN, syndic, et Pierre GUISET, notaire.]

CAHIER

Les habitants, corps et communauté de la paroisse d'Athis, pour satisfaire aux règlements de Sa Majesté, du 24 janvier dernier, et à l'ordonnance de M. le grand bailli de Châlons, du 17 février suivant, étant assemblés, ont l'honneur de représenter que les tailles, capitation, vingtièmes et contribution de corvées dont ils sont chargés, qui se portent à près de 9,000 livres, leur sont des impôts très onéreux et absorbent presque les deux tiers de leurs revenus (1) ;

Cahier, dossier c, pièce 137 : manuscrit de quatre pages cotées en haut et paraphées au bas par Debar ; — même note de Prieur sur le cahier).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 527 à 530 : Administration de la communauté ; comptes de gestions des syndics. — C, 951 : Impositions. — C, 1026 : Capitation. — C, 1045 : Vingtièmes. — C, 1595 et 1596 : Routes et corvées. — C, 1799 et 2072 : Église, presbytère. — C, 1970 : Grêle de 1761. — C, 2070 : Usages. — C, 2169 et 2172 : Taille. — E, 914 : Terre et seigneuries, etc.

— La communauté d'Athis comparut à la fois à l'assemblée du bailliage de Châlons et à celle du bailliage d'Épernay.

Le même cahier, mis en délibération, le même jour 8 mars 1789 par la même assemblée d'habitants, fut présenté à Châlons et à Épernay.

— Athis appartenait à l'élection d'Épernay (*Arch. de la Marne*, *ibid.* : LONGNON, *ibid.*). Aujourd'hui elle fait partie du canton d'Écurey-sur-Cooles, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 170 feux roturiers, 3 ecclésiastique et nobles. — Population : 268 hommes, 291 femmes, 59 garçons et 57 filles, soit 675 habitants.

(1) Les revenus de la communauté consistaient surtout dans le prix de location des usages. La jouissance de ces biens usagers fut souvent l'objet de contestations. Voir le procès-verbal d'une enquête faite à ce sujet par le sub-délégué d'Épernay en 1731 (*Arch. de la Marne*, C, 2070), la déclaration faite par les habitants, les procès-verbaux d'adjudications à loyer de ces usages, les

Que le sol de leur territoire est des plus ingrats et qu'ils ne doivent la production des grains qu'ils recueillent qu'à l'engrais qu'ils tirent de leurs bestiaux, que dans les années sèches ils sont forcés de réduire le nombre de ces bestiaux, parce que leur commune et leurs prairies, qui leur sont de la plus grande utilité, ne fournissent plus d'aliments pour les nourrir et deviennent semblables à des terres labourées, ainsi qu'il est arrivé les années dernières ; alors ne pouvant plus faire le même engrais, leurs terres ne donnent plus qu'une très mince récolte, n'étant que gravier à quatre ou cinq pouces de profondeur, dont la pluie et l'humidité font filtrer tout ce qui pourrait les bonifier.

Les représentants le Tiers état ne peuvent s'occuper trop sérieusement de tout ce qui peut contribuer au soulagement de ses membres, et ne pas perdre de vue que c'est cet ordre qui fournit le plus aux besoins de l'État et surtout le cultivateur quoique le moins aisé qui paye en impôts plus des deux tiers des revenus qu'il gagne à la sueur de son front ; à peine lui reste-t-il de quoi se procurer pour lui et sa famille la subsistance la plus grossière.

Les habitants de la campagne, indépendamment des impositions ordinaires, supportent encore de temps à autres des charges locales par rapport à l'entretien et reconstruction

dossiers de la contestation de la communauté avec les dames abbesses et religieuses d'Avenay au sujet des droits seigneuriaux prétendus par lesdites dames (*ibid.*, C. 527). La partie de la seigneurie d'Athis sur laquelle l'abbaye d'Avenay prétendait avoir droit de haute, moyenne et basse justice avec cens portant lods et ventes, était appelée le « Ban d'Avenay ». En 1789, le procès était encore pendant devant le bailliage d'Épernay. (Louis PARIS, *Histoire de l'Abbaye d'Avenay*, 2^e vol., p. 437.) Un autre procès s'engagea en 1769 entre les communautés d'Athis et de Tours-sur-Marne au sujet du droit de parcours et de pâturage sur les prés usagers indivis situés entre ces deux villages, entre la rivière de Marne et son bras dit « la Grande-Nau ». (*Mémoire signifié pour les habitants d'Athis contre les habitants et communauté de Tours-sur-Marne demandeurs* (Châlons, imp. Seneuze, s. d., in-4^o de 16 pages). — *Addition audit Mémoire* (Châlons, imp. Mercier, s. d., in-4^o de 17 pages). *Bibl. de Reims, fonds Deullin, non classé.*

Une sentence du bailliage de Châlons du 4 septembre 1773 « maintint les habitants d'Athis dans le droit et possession de mener paître leurs bestiaux sur les communes grasses pâtures, fit défense aux habitants de Tours-sur-Marne de les y troubler, condamna ces derniers à 150 livres de dommages-intérêts, ... etc. ».

d'églises et presbytères (1); ces objets pourraient être à la charge des gros décimateurs qui tirent des revenus considérables de leurs dîmes, c'est bien assez pour les communautés d'avoir à entretenir des ponts et chaussées dont ils ont besoin pour leur utilité particulière (2).

Les droits de contrôle, d'insinuation et autres ainsi que ceux qui se perçoivent sur les actes de procédure, sont un grand obstacle pour le commerce et occasionnent souvent des procès à cause de leur complication, on pourrait les rendre plus simples, en [n']assujettissant les actes des officiers publics au contrôle que pour en assurer la date, et ne percevoir qu'un droit modique.

Tous ces droits ainsi que ceux d'aides, de gabelles et de traites emploient une armée de commis et de gardes à cause de la difficulté de leur perception et en diminuent le produit de plus de moitié ; s'il était possible d'effectuer leur réforme, le revenu de l'État doublerait et le peuple en serait soulagé d'autant.

La suppression des offices de jurés-priseurs serait un grand avantage pour les particuliers ; souvent des tuteurs épouvantés des droits exorbitants, que les pourvus de ces offices perçoivent, se mettent dans le cas d'essuyer des procès considérables avec leurs pupilles en voulant éviter ces droits (3).

(1) Le presbytère d'Athis avait été reconstruit en 1756. (*Arch. de la Marne, C, 1799 et 2072.*) — Le village d'Athis reconnaissait pour décimateur l'abbé de Saint-Basle avec lequel les habitants eurent, au sujet de la perception de la dîme, un long procès qui se termina à l'avantage de ces derniers. (P. MICHEL : *Recherches de la perception de la dîme de Champagne*, p. 43. — *Bibliot. de Reims, N., 2483.*)

(2) Travaux du pont d'Athis (*ibid.*, C, 527). « Ce pont, disent les habitants d'Athis dans leur mémoire contre la communauté de Tours-sur-Marne, ne sert qu'à ceux de Tours-sur-Marne pour le passage de leur troupeau et le charroi de leurs foins, etc... » Et ils protestaient même qu'ils n'avaient consenti les travaux que par générosité. (*Bibliot. de Reims, fonds Deullin.*)

Procès-verbal dressé en 1769 par d'Olon, inspecteur de la route de Dormans à Châlons, contre la communauté d'Athis pour les corvées et réparations. (*Arch. de la Marne, C, 1595.*)

(3) Édit de février 1771 créant des offices de jurés-priseurs vendeurs de meubles (registré au parlement de Paris le 21 juin) avec une finance et des vacations plus élevées et les mêmes attributions que ceux qui avaient été précédemment créés par l'édit d'octobre 1696 et la déclaration du 12 mars 1697 et qui étaient supprimés.

Pour ces nouvelles créations d'offices, le Roi se basait surtout sur leur utilité qui s'accroissait journellement par l'augmentation « que le commerce

En simplifiant les formes de la perception des impôts, en les réunissant le plus qu'il serait possible et en faisant une répartition uniforme sur tous les ordres de l'État, ses revenus s'amélioreront, et chacun des sujets de Sa Majesté ressentira le soulagement qu'il a lieu d'en espérer.

CHAMELOT, Nicolas DE SAINT-MARTIN, François BRUANT,
PLANCHAT, etc.

(27 signatures.)

AULNAY-AUX-PLANCHES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Aulnay-aux-Planches (1) était composée de 22 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous

« et le progrès des manufactures et des arts ont produits et ne pouvaient « manquer de produire dans les richesses mobilières des sujets. » — Des arrêts et lettres patentes des 7 juillet 1771, 10 juillet 1772, 20 juin 1775, 13 novembre 1778, 25 novembre 1780, 3 janvier 1782, etc., réglementèrent ces nouveaux offices et les droits que devaient percevoir les titulaires des charges.

L'Assemblée Constituante les supprima, par décret du 21-26 juillet 1790, qui autorisait les notaires, greffiers, huissiers et sergents de faire les ventes de meubles dans tous les lieux où elles étaient ci-devant faites par les jurés priseurs. — Le privilège de la vente des meubles fut rétabli par un arrêté du Directoire du 27 nivôse an V, par la loi du 27 ventôse an IX et l'ordonnance du 26 juin 1816 sur les commissaires priseurs. (Cf. ISAMBERT, *op. cit.*, tome XXII, page 518; tome XXIII, page 189; tome XXVI, page 398; tome XXVII, page 140; — etc. — *Dossier des huissiers et jurés-priseurs du bailliage royal de Reims : fonds judiciaire non classé aux Arch. comm.^{ales} de la Ville de Reims.* — DALLOZ : *Répertoire de jurisprudence.*)

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 133. Cahier, dossier c, pièce 73 : 4 pages cotées et paraphées par Moncuy, lieutenant de la justice; même note de Prieur sur le cahier).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 531 : Administration de la communauté; comptes des syndics. — C, 817 et 941 : Rôle des impositions, remises. — C, 1023 : Capitation. — C, 1587 : Corvées. — C, 1800 : Travaux à l'église et au presbytère. — E, 912, 915, 916, 918 : Baux des dîmes et terres seigneuriales appartenant à l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus et à l'abbaye de la Charmoye, — etc.

— La communauté d'Aulnay-aux-Planches appartenait à l'élection de Châlons (Arch. de la Marne, *ibid.* — LONGNON, *ibid.*). Aujourd'hui elle fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 20 feux roturiers, 1 ecclésiastique. — Population : 45 hommes, 49 femmes, 10 garçons et 16 filles, soit 120 habitants.

la présidence de Pierre MONCUI, lieutenant à la prévôté d'Aulnay-aux-Planches. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Laurin, Jean Charlot, Jean-Pierre-Laurent Moncuy, maître d'école, Edme Laurent, Louis Legris, Louis-Joseph Joly, Prudent Laprun, Jean Champy, Michel Dardoise, Louis Dardoise, Martin Jourdain, Nicolas Moncuy. — Les députés furent Prudent LAPRUN et Jean CHAMPY, tous deux manouvriers.]

CAHIER

Cahier de doléances et remontrances de la paroisse d'Aulnay-aux-Planches, bailliage de Châlons-sur-Marne, contenant quatre pages cotées et paraphées par nous, Pierre Moncuy, lieutenant en la justice dudit lieu.

Il est donc enfin permis aux malheureux de se plaindre ; ce droit si consolant nous est enfin rendu ; un libre accès nous est accordé au pied du trône, nous pouvons y faire parvenir nos doléances et remontrances avec cette douce confiance qu'elles seront reçues favorablement par notre souverain qui nous en a donné sa parole sacrée ; mille remerciements en soient faits à Sa Majesté, et que sa mémoire soit éternellement en bénédiction dans tous les cœurs.

Mais quelle main assez habile parmi nous, pourrait entreprendre de tracer le tableau de nos misères, dans de si petites communautés où la misère a toujours forcé tous les habitants à se livrer dès leur enfance au travail des mains, sans leur laisser le temps de se livrer à l'instruction ? Plusieurs l'ont déjà fait avec succès ; que d'autres l'entreprennent encore à leur exemple et fassent voir la triste situation du peuple qui possède à peine le tiers des biens et cependant porte plus des deux tiers des charges de l'État ; qu'ils fassent voir l'abus de cette multitude d'impôts qui sont comme autant de sangsues qui tirent le sang des peuples par toutes ses veines, dont les perceptions différentes exigent des frais immenses qui, en totalité, forment peut-être une somme plus considérable que la masse des impôts. Tels sont surtout les aides et gabelles dont les noms font horreur à toute la France. Que d'abus ! Que d'injustices dans leur régie ! Ne pouvoir disposer du fruit de son travail, n'oser en vendre la plus petite portion pour se procurer les autres denrées nécessaires à la vie, qu'à des conditions trop odieuses, ne pouvoir donner à son frère indigent, contre la voie de la

nature et de la religion, un verre de vin sans être exposé à être entièrement ruiné, ne pouvoir se procurer qu'à poids d'argent le sel, cette denrée de première nécessité que la nature nous offre partout avec tant de libéralité, ne pouvoir même, quoiqu'à prix d'argent, en faire tant et quel usage on veut ; quelle servitude !

Encore si nous n'avions que les charges de l'État à remplir(1), ce fardeau nous paraîtrait supportable ; combien d'autres dettes personnelles que le malheur des temps nous force de contracter, charges envers les seigneurs, les cens, les lods et ventes, des redevances, dont peut-être l'usage de payer fait le seul titre, et qui n'ont d'autres origines que la cupidité d'une part et la bonne foi et l'ignorance de l'autre, servitudes, comme le retrait censuel si favorable aux intérêts des seigneurs et si contraire à ceux des vassaux ; entretien des édifices publics, logement de la maréchaussée, les dimés qui sont encore une charge considérable que la religion nous impose et que nous payons volontiers, mais que nous payerons bien plus volontiers si nous en voyions faire un usage conforme à leur institution de droit divin et humain ; mais nous voyons souvent le contraire ; MM. les Curés à qui seuls les dimes devraient appartenir en majeure partie n'en ont qu'une très petite portion qui, quoique augmentée par Sa Majesté, n'est cependant pas encore suffisante pour les mettre à même de soulager leurs pauvres comme ils le désireraient et de renoncer au casuel dont la perception leur est odieuse et à nous onéreuse, que la plupart des églises sont mal entretenues, dénuées d'ornements et linges nécessaires, sont, en un mot, dans un état d'indécence dont MM. les gros décimateurs rougiraient eux-mêmes, s'ils en étaient témoins ; aussi ne se mettent-ils pas dans ce cas (2) ; enfin, les

(1) Pour l'année 1790, les habitants d'Aulnay-aux-Planches devaient payer, en impositions directes, au trésor royal : pour la taille, imposition principale et frais de collecte : 422 livres 5 sols ; pour les accessoires et capitation : 745 livres 4 sols ; pour la prestation des chemins : 193 livres 14 sols 6 deniers ; ce qui donnait au total 1.361 livres 3 sols 6 deniers pour 86 contribuables. Les privilégiés, possesseurs des terres de la paroisse, et exempts de ces droits étaient le seigneur du lieu Richon, le curé, les religieux de la Charmoye, les chanoines de Saint-Jean de Vertus, les dames régentes de Vertus. (*Arch. de la Marne*, C, 817.)

(2) Les dimes d'Aulnay-aux-Planches appartenaient, en grande partie, à l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus ; elles furent louées en 1690 moyennant 230 livres et 2 chapons, puis, en 1714, 613 livres 8 sols 6 deniers par an ; en

pauvres qui, de droit, devraient avoir une part dans les dîmes, en sont privés ; d'où il résulte toujours un inconvénient que, malgré les ordres de Sa Majesté et la vigilance du ministère public, nos campagnes sont inondées d'une foule de mendiants roulants qui nous mettent en contribution et la crainte nous leur fait accorder ce qu'ils demandent, et, presque toujours, une portion de notre nécessaire, ce qui est encore une nouvelle charge pour les peuples de campagne (1).

1732, 300 livres et « 2 chapons gras, vifs et en plumes chacun an », etc. Une autre partie, en terres labourables, dépendait de l'abbaye de la Charmoye. (*Arch. de la Marne, E, 912 à 918.*)

Indépendamment de ces dîmes, la communauté fut obligée à maintes reprises de faire faire des réparations à l'église et même, en 1769, de reconstruire le presbytère : l'adjudication des travaux fut faite à 3.900 livres ; en 1776, elle dut également faire rétablir la nef de l'église, ce qui coûta 3.120 livres. (*Arch. de la Marne, C, 1800.*)

(1) *Déclaration du Roi du 18 juillet 1724 concernant les mendiants et instructions y relatives.* (*Arch. de la Marne, C, 1990 et suiv.*) L'intendant de Champagne L'Escaplier, à la suite de cette décision royale avait donné des ordres très sévères : « L'extrême attention que le Conseil apporte pour l'exécution de la déclaration du Roy du 18 juillet dernier concernant les mendiants, écrivait-il aux subdélégués à la date du 26 novembre 1724, m'oblige de vous prier d'ordonner à tous les syndics des paroisses de votre département de vous informer des mendiants qui y paraîtront ou qui s'y retireront à l'avenir, comme aussi du lieu de leur retraite, afin qu'on puisse prendre des mesures promptes et certaines pour les faire arrêter..... Je remets à votre prudence les précautions convenables pour ne pas souffrir un seul mendiant dans votre département et pour être averti à point nommé de tout ce qui s'y passera à cet égard dont vous aurez soin de m'informer sur le champ ». (*Ibid., C, 1990.*)

Plus tard, en 1727, le même intendant se plaint au prévôt général de la maréchaussée de Champagne « qu'on se néglige sur l'exécution de la déclaration du Roy concernant les mendiants » (*Ibid., C, 1993*). Mais la misère est telle que le nombre des mendiants se multiplie dans les campagnes des environs de Châlons et ce, malgré d'impitoyables poursuites et de nombreuses arrestations dont Turgot s'émeut. En 1774, il prescrit à l'intendant Rouillé d'Orfeuil d'adoucir les mesures de rigueur prises à l'égard des mendiants : « l'intention du Roy est qu'on mette dès à présent la plus grande réserve dans les captures et qu'on les suspende même à l'égard des mendiants domiciliés... » (*Ibid., C, 2.000*) ; ce à quoi l'intendant répond en disant qu'il se contente « de se renfermer dans les termes des ordres royales ». Puis après l'établissement du dépôt de mendicité de Châlons dit *Maison d'Ostende*, il écrit à Necker à la date du 12 juillet 1778 : « Depuis dix ans je n'ai cessé de donner tous mes soins et mon attention à l'objet important de la destruction de la mendicité et je me suis occupé sans relâche de tous les moyens que j'ai cru pouvoir contribuer à l'entier anéantissement d'un fléau aussi déshonorant pour l'humanité que contraire à l'ordre public et à la sûreté particulière des citoyens et préjudiciable en même temps aux intérêts de l'agriculture et du commerce. Je crois même pouvoir me flatter que, jusqu'à présent, mes efforts n'ont pas été sans quelque succès et j'ay tout lieu de penser que le nombre des mendiants et

Quant à la justice, nous laissons aux habiles avocats à en faire voir tous les abus que nous sentons bien, mais que nous ne pouvons exprimer, qui résultent de cette multitude de lois et de coutumes dont la connaissance exigerait plusieurs vies d'hommes, de cette multiplicité de tribunaux qui nous jettent continuellement dans l'embarras pour savoir distinguer les causes qui doivent ressortir à un tribunal plutôt qu'à un autre, de toutes ces lois qui assujettissent à des droits que l'on ne peut connaître, que l'on enfreint sans le savoir : infractions cependant qui sont si souvent la ruine des familles ; de tant de charges de notaires, d'huissiers et surtout d'huissiers-priseurs qui sont si souvent la perte de la veuve et de l'orphelin.

Il est donc évident que le peuple est surchargé, qu'il est nécessaire de venir à son secours : cependant les besoins de l'État sont urgents, il faut y subvenir ; dans cette double nécessité, en apparence si opposée, il nous semble qu'il y a des ressources ; qu'il y a des moyens de parvenir à remplir ces deux fins. C'est pourquoi nous formons les demandes suivantes :

ART. 1^{er}. — Qu'il n'y ait qu'un impôt et qu'un seul rôle pour chaque communauté, qu'il soit établi sur tous les biens-fonds de quelques natures qu'ils puissent être et sur le commerce, et non sur l'industrie (1) des pauvres manouvriers, journaliers qui

vagabonds est considérablement diminué en Champagne, puisqu'à cette époque il ne se trouve que 160 renfermés dans le dépôt de Châlons, le seul qui ait lieu pour toute cette province, quoique composée de villes très peuplées et nécessairement abondantes en pauvres à cause du travail des manufactures, et en outre de plus de 2.200 paroisses ou communautés dont plus du quart ne sont employées qu'à la culture de la vigne, si sujette à une infinité d'événements fâcheux par l'intempérie des saisons. . . . » (*Arch. de la Marne, C, 2205.*)

(1) L'industrie était ordinairement évaluée pour l'artisan à 5 livres, pour chaque compagnon à 2 livres ; celle des maîtres charrons ou maréchaux était supérieure et communément de 7 livres ; celle des manouvriers ou vigneron de 4 livres. (*Arch. de la Marne, C, 788-789 : Tableaux de répartition de l'élection de Châlons.*)

Le sujet taillable était imposé pour son industrie d'une façon arbitraire. Une ordonnance rendue par l'intendant de la province en 1779, conjointement avec les officiers des Élections, chercha à établir un tarif particulier et régulier de la taille d'industrie et divisa tous les artisans en 5 classes : à raison d'un sol pour livre, la taille d'industrie de la première classe pour les professions les plus avantageuses comme celle de charron, maréchal, serurier, taillandier, était évaluée à 8 sols ; celle de la dernière classe des manouvriers, bûcherons, tisserands, vigneron à 4 sols. (*Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale de Champagne de novembre et décembre 1787, page 37. — Châlons, s. d., in-4°.*)

ne peuvent gagner que leur pauvre vie, surtout s'ils ont famille ; qu'il n'y ait plus de privilèges : MM. les ecclésiastiques, ministres de la charité, en feront volontiers le sacrifice pour le bien du peuple ; la noblesse, non moins zélée pour le bien public, guidée par les sentiments d'honneur et non d'intérêt, en fera, sans doute, aussi le sacrifice, d'autant plus volontiers que les causes de charges qu'elle ne supporte plus, ne subsistent plus ; que s'il y avait un privilège à admettre aujourd'hui, ce devrait être en faveur des pères de familles nombreuses, au secours desquels l'État même a intérêt de subvenir ; que ce seul impôt supplée à tous les autres en raison proportionnée aux besoins de l'État, et qu'il ne soit plus question de toutes ces distinctions d'impôts, surtout de ce nom odieux de corvées, d'aides et de gabelles, en un mot que ce seul impôt les renferme tous, de manière qu'il n'y ait qu'une seule perception qui se fasse sans frais ou, au moins, que les frais en soient très médiocres ;

2. — Que le commerce des vins soit parfaitement libre par tout le royaume ; que le sel soit aussi un objet de commerce, de manière qu'il soit à très juste prix et que l'usage, quant à la quantité et à la qualité, en soit parfaitement libre, et que toutes les barrières soient reculées jusqu'aux limites du royaume.

3. — La suppression du retrait censuel des seigneurs (1) ; que les redevances dont il ne sera pas prouvé l'origine par de bons titres et qui ne seraient fondées que sur l'usage du paiement annuel, soient de nulle valeur et les communautés dispensées d'y satisfaire ;

4. — Que les dîmes soient pour MM. les curés en majeure partie et que, du surplus, moitié soit pour l'entretien des églises et fera le principal fonds des fabriques, et l'autre moitié pour la nourriture et entretien des pauvres de la paroisse et fera le fond de charité, et, dans le cas que cette demande n'ait pas lieu, que la portion de MM. les curés soit augmentée de manière qu'ils

(1) Le droit de *retrait censuel* était le droit que le seigneur avait de se mettre en lieu et place de l'acquéreur lorsque le vassal revendait son fief. Le droit de retrait existait indépendamment de toute convention dans le fief. Il fut supprimé par l'article 10 du titre I de la loi des 15-28 mars 1790 portant : « Le retrait féodal, le retrait censuel, le droit de prélation féodale ou censuelle et le droit de retenue seigneuriale sont abolis. » (DALLOZ : *Répertoire de jurisprudence*, tome 38, page 407.)

puissent, selon leur désir, procurer à leurs pauvres les secours nécessaires et abandonner leur casuel, ce qui sera un soulagement pour le peuple.

5. — Réforme dans la justice, simplification des lois ; qu'il n'y ait qu'une seule coutume, que chaque tribunal puisse connaître de toutes causes indistinctement, que la proximité des lieux seule fixe le ressort de chaque bailliage, qu'il y ait une cour supérieure dans chaque province, avec dépendance du parlement le plus proche, pour les causes majeures ; réduction des charges des notaires et d'huissiers au nombre nécessaire et suppression de la charge d'huissier-priseur.

Fait et rédigé par nous, habitants soussignés de ladite paroisse d'Aulnay-aux-Planches, en l'assemblée annoncée et convoquée en la manière et lieu ordinaires, le 8 mars 1789.

P. MONCUY, J.-P.-L. MONCUY, Jean CHARLOT, J.-L.-J. DARDOISE, etc.

(12 signatures.)

AULNAY-L'AITRE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Aulnay-l'Aître (1) était composée de 35 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Claude-François MELAUT, lieutenant de la justice. D'autres réunions eurent lieu pour la rédaction du cahier, la dernière le 11 mars, ainsi que le porte le cahier. — Le procès-

(1) *Arch. dép. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 134. Cahier, dossier c, pièce 108 : 4 feuillets cotés en haut et paraphés en haut et en bas par le lieutenant de la justice François Mélaut ; la mention « vu et lu » est revêtue du paraphe « T » qui est vraisemblablement celui de Thomas (Regnault-Nicolas-Georges), avocat, un des commissaires du Tiers état du bailliage de Châlons).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 531* : Administration de la communauté ; états des revenus et charges. — *C, 817 et 961* : Rôles des impositions, décharges. — *C, 2981* : Police, etc.

— La communauté d'Aulnay-l'Aître appartenait à l'élection de Vitry-le-François. (*Arch. de la Marne, ibid.* — LONGNON : *ibid.*). Aujourd'hui elle fait partie du canton et de l'arrondissement de Vitry-le-François.

— M. le Dr Langlet a relevé 28 feux en 1692, et d'après les recensements plus précis, en 1773, le village était composé de 165 habitants (36 feux rotu-

verbal constate la présence de Nicolas-Pierre Roux, syndic, comme assistant le président, Jean-François Adam, Jacques Périnet, Nicolas Périnet, Pierre Melaut, Amand-François Adam, Jérôme Dupuis, Claude-Isidore Adam, Pierre Oudinot, Jérôme Melaut, Pierre Champagne, Claude Mathieu, Nicolas Bourgeois, Jacques Mignot, Jacques Bourgeois, Jérôme Adam, François Gobilliard, Claude Melaut, Jean-Baptiste Nolin, Jean-Pierre Vauthier, Jacques Dupuis, Noël Guillemain, et encore, d'après les signatures, Honoré Comeny, Jean-Pierre Périnet, J. Mathieu. — Les députés furent Jean-François ADAM et Jacques PÉRINET (1).]

CAHIER

Cahier de doléances, plaintes et remontrances des habitants et communauté d'Aulnay-l'Aître, colé et paraphé par nous, officiers municipaux soussignés au bas d'icelui par premier et dernier feuillets.

Aujourd'hui, 1^{er} mars 1789, à l'assemblée des habitants dudit lieu convoqués au son de la cloche à la manière accoutumée, lesquels étant assemblés pour faire leurs plaintes et doléances ci-après expliquées en ce qu'il suit :

1. — Lesdits habitants ont l'honneur de représenter à l'assemblée générale qui se tiendra par devant M. le grand bailli du bailliage de Châlons ou son lieutenant général, un état exact de la qualité et sol de leurs terroirs, de la décadence de leurs bestiaux, qu'ils ont aperçu être beaucoup diminués depuis environ vingt ans, ce qu'ils vont faire connaître par des faits très certains ;

2. — La première remarque qu'ils ont fait de leur terroir est qu'il est très montagneux, et son sol, qui est d'une terre fort légère et remplie de craie dont la plupart sont incultes ; ce qui en est en partie la cause, ce sont des orages qui ont survenu depuis environ vingt ans, si considérables par la quantité de leurs eaux qu'elles ont enlevé une partie de ces terres légères et rempli les collines de craie, surtout en 1774, au commencement

riers et ecclésiastique. — Population : 73 hommes, 72 femmes, 14 garçons et 6 filles), et de 161 en 1787 (*op. cit.*, pages 23, 27, 72, voir cahier d'Ablancourt). Ce même dénombrement de 1787 nous apprend que sur les 161 habitants il y avait : 1 recteur d'école, 16 laboureurs, 2 vignerons, 17 manouvriers, 3 mendiants et 3 veuves.

(1) Le document des Arch. dép. n'est qu'une copie du procès-verbal délivré et signé par le greffier J. Périnet.

de leurs moissons où il y a tombé de la grêle si considérable qu'ils ont perdu les trois quarts de leurs récoltes ; ils ont été obligés, par la perte de leur fourrage, de vendre la plupart de leurs bestiaux, n'ayant même aucune ressource pour se nourrir que par la commisération d'autrui, ce qui a été vérifié par les officiers de l'élection de la ville de Vitry-le-François et dont il leur a été impossible, depuis ce temps-là, de réparer toutes ces pertes (1) ;

3. — Ce qu'il peut y avoir de bonne terre dans les plates-formes de leurs terroirs et les bois-broussailles appartient presque tous à leurs seigneurs et au clergé. Les habitants n'en possèdent pas la dixième partie (2).

4. — *Établissement du droit de parcours.* — Le droit de parcours ayant été aboli a fait aussi un tort considérable aux habitants (3) ; leur terroir étant d'une très petite étendue ils ont été obligés de vendre la plus grande partie de leurs bêtes à laine, qui était leur plus fort nourri (4), parce qu'auparavant ils profitaient du droit de parcours aux extrémités des terroirs de Coulmier-La Chaussée et Saint-Amand, qui sont très grands et que, d'ailleurs, il n'y a jamais eu aucune troupe en bête à laine dans la communauté de Coulmier-La Chaussée. Il peut y avoir encore, sans doute, beaucoup d'autres communautés qui peuvent être dans le même cas, ce que l'on ne peut apercevoir que depuis l'abolition du parcours ; ce nourri est beaucoup diminué, plusieurs troupes ont été supprimées, de sorte qu'aujourd'hui les bestiaux ainsi que leur laine sont beaucoup augmentés de prix et l'agriculture qui en souffre par la perte de leur fumier qui est, sans contredire, le meilleur

(1) Procès-verbal de visite et de constat des dégâts causés par cette grêle. (Arch. de la Marne, C, 2470.)

(2) *Ibid.*, C, 817 : Relevé des terres, prés et autres héritages de la paroisse d'Aulnay-l'Aître et du montant de leur location pour parvenir à une estimation générale desdites terres. La communauté payait en taille et frais de collecte : 441 livres 15 sols ; en accessoires et capitation : 714 livres (rôle de 1779).

(3) *Édit du Roi de mars 1769, portant règlement pour la clôture des terres, prés, champs et héritages situés dans la province de Champagne avec abolition du droit de parcours de village à village*, enregistré au parlement le 21 avril 1769. (*Ibid.*, C, 452, imp. in-8° de 4 pages, chez Jeunehomme, imprimeur du Roi à Reims, 1769 : *Bibliot. de Reims*, N. 2806-7.)

(4) Voir le glossaire.

de tous pour l'engrais des terres, et l'on ne peut réparer cet incident par d'autre nourri, le manque de prairies est cause que l'on ne peut nourrir que très peu de bêtes à cornes, cela est trop dispendieux où il n'y a point de prairies. Il faut des personnes journellement occupées pour alimenter ces sortes de bestiaux.

5. — Lesdits habitants ont encore un sujet de plaintes contre leur seigneur sur l'admodiation des grosses dîmes, lequel a loué des décimateurs sous le nom d'un particulier qu'ils tiennent ensemble, fait valoir la portion lui-même, fait voiturier et conduire lesdites dîmes chez lui par ses domestiques, ce qui fait un tort aux habitants que plusieurs auraient pu faire valoir, ainsi qu'ils faisaient auparavant et auraient profité des fourrages qu'ils produisent pour l'augmentation de leurs nourris et des fumiers pour l'engrais de leurs terres.

6. — Les habitants possèdent en propre quelque peu de vignes ; mais leurs vignobles étant très petits (1) et le tout en grosse nature appelé « gouet » (2), ces vins sont âcres et ne sont pas de débit et les droits de vente de ces mauvais vins se perçoivent de même qu'aux bons, et que, d'ailleurs, il y a un abus sur la consommation que l'on accorde aux laboureurs et vigneron, de sorte qu'un homme ou garçon ou une fille tenant ménage seule, on lui accorde quatre pièces et demi muids champagne pour sa consommation, et l'on n'en accorde que la même quantité pour un laboureur qui n'occupe pas une charrue pleine et aux vignerons manouvriers qui occupent des ménages pleins ayant

(1) Aulnay-l'Aître possédait, en 1773, 11 hectares 6 arcs de vignes, aujourd'hui il n'en existe plus. (*Arch. de la Marne, C, 426. — D^r LANGLET, op. cit., page 39.*)

(2) *Gouet* qu'on écrit aussi *gouais*, *gouas*, *gois* ou *goes*, espèce de gros raisin blanc produisant du vin de qualité inférieure ; il vient souvent, dit le *Dictionnaire de Trévoux* (t. IV, page 546), sur des treilles et on l'appelle alors du « verjus mûr ». — « C'était un plant de vigne répandu autrefois dans les départements de l'Aisne, l'Aube et le Loir-et-Cher ; il s'en trouve encore quelques rares ceps dans la Marne, car on l'a détruit. Son raisin est gros et donne un vin commun ; il est généralement blanc ; mais on trouve des variétés à raisin noir. Le vin qu'il donne est acide. « Il n'est guère désiré », disait Étienne Charles en 1570 ; « il donne un vin fade et peu généreux », ajoutaient Bosc et Ollivier de Serre (1539-1619). Jullien, au xix^e siècle, nous apprend que les vignerons l'appellent « Marmot » et n'emploient son fruit que pour les vins de leur consommation ; ils ne le vendent pas pour ne pas compromettre l'honneur de leur crû. Bosc indique un Gouais de Mardeuil, mais depuis longtemps ce cépage a disparu pour faire place, en Champagne, au Meunier et au Vert doré. » (Communication de M. Raoul Chandon.)

femme et enfants, domestiques ou servantes ; ainsi il est certain que cette consommation n'est pas suffisante pour un ménage qui a plusieurs personnes à nourrir, surtout dans les vignobles où ils ont des travaux durs et pénibles ; cela est onéreux de leur faire payer le gros manquant du surplus de cette consommation qu'ils sont obligés de faire ; il devrait y avoir une compensation suivant la quantité de personnes que chaque ménage est obligé de nourrir et la quantité de terre que chaque laboureur cultive.

Réflexions que les habitants ont faites sur les questions proposées au Tiers état auxquels ils ont choisi les numéros qu'ils ont jugé à propos d'être demandés pour servir de base à leur cahier (1).

1. — Il faudra remercier Sa Majesté d'avoir accordé au Tiers état une députation choisie dans son ordre en nombre égal à celle des deux premiers ordres réunis, ainsi que d'avoir rappelé dans son conseil un ministre digne de sa confiance et de celle de ses sujets ;

10. — Demander la suppression des jurés-priseurs comme donnant lieu à des procès et vexations effrayants et étant une surcharge incalculable pour le peuple et ainsi que des greffiers-experts ;

11. — Demander des états provinciaux pour la Champagne formés et composés comme des États généraux, c'est-à-dire que les ecclésiastiques et les nobles ou anoblis formeront un ordre et le tiers l'autre ordre pour l'autre moitié, et que chaque ordre nommera ses députés dans son ordre ;

12. — Demander que, dans les États provinciaux comme dans les généraux, les délibérations soient formées sur les suffrages comptés par tête, par la raison que la représentation de moitié accordée aux tiers deviendrait illusoire si les délibérations se formaient par ordre ;

13. — Demander que, pour veiller à l'égale répartition des impôts et empêcher que leur durée n'excède le terme consenti par les États généraux et nécessaire d'après le vu des besoins de l'État, il soit établi des états intermédiaires pendant les vacances

(1) Il est certain que les articles de ce chapitre sont le résumé de ceux d'un modèle de cahier envoyé à la communauté ; les habitants en ont extrait, on le voit, quelques-uns de ces articles dont ils ont conservé les numéros.

des États généraux. Dans ce cas, les États provinciaux demandés et désirés pourraient en tenir lieu ;

15. — Nommer deux députés surnuméraires pour les États généraux afin de remplacer, en cas de maladie, etc., ceux qui auront droit ;

16. — Demander que la capitation de la noblesse et du tiers compose un seul et même rôle et que, le clergé étant dispensé des dons gratuits, supporte les mêmes impositions que la noblesse et le tiers ;

17. — Demander que moitié du revenu des abbayes et prieurés que Sa Majesté nommera à l'avenir soit par lui retenue pour en rembourser les dettes du clergé et être employée aux aumônes que l'État fait pour les travaux de charité et autres objets de bienfaisance dans les calamités ;

18. — Demander que MM. les évêques, abbés et prieurs, etc., soient tenus de résider dans les lieux d'où ils reçoivent leurs revenus afin d'entretenir le numéraire dans les provinces ;

25. — Demander que l'impôt représentatif de la corvée (1) soit calculé à raison de la valeur des fonds et payée dans la même proportion par tous les ordres, spécialement par un droit ajouté par cheval de poste ;

27. — Demander que le sel soit un objet de commerce libre,

(1) *Déclaration du Roi du 27 juin 1787, pour la conversion de la corvée en une prestation en argent*, enregistré au parlement le 28 juin 1787 (ISAMBERT : *Recueil des anciennes lois*, t. XXVIII, p. 374). Un précédent édit de février 1776 (*ibid.*, t. XXVIII, p. 358), avait déjà supprimé les corvées ; mais cette décision avait été suspendue ; on laissait simplement aux communautés la faculté de racheter leurs tâches à prix d'argent ; le nombre d'abus et de contestations que cette mesure transitoire avait soulevés, décida le gouvernement à prononcer la conversion de la corvée en une prestation en argent. (GUYOT et MERLIN : *Traité des droits*, etc. t. III, p. 317. — *Procès-verbal des séances de l'assemblée provinciale de Champagne tenue à Châlons dans les mois de novembre et décembre 1787*, imp. à Châlons chez Seneuze, in-4, p. 9, 162, 191 : Travaux des routes.) — *Arch. de la Marne*, C. 1553 et 1648 : correspondance au sujet de cette réforme : lettre de Calonne à l'intendant Rouillé d'Orfeuil, en lui envoyant le projet d'arrêt qui substitue la prestation en argent à la corvée en nature. L'intendant répond : « Je ne crains pas de dire que cette heureuse innovation fera une époque d'autant plus glorieuse pour votre ministère qu'elle laissera un long souvenir et de votre humanité et de votre empressement à venir au secours des malheureux. » — État de la Champagne, par élections, sous le régime de la contribution représentative de la corvée : Travaux des routes ; rôles des communautés. *Ibid.*, C. 2803 à 2870.

au moyen d'un droit qu'il payerait dans les salines, comme dans plusieurs provinces ; on sollicite une forte diminution sur le prix excessif qu'on le paye en Champagne ;

29. — Demander le reculement des barrières aux extrémités du royaume et la suppression des péages royaux et seigneuriaux comme gênant la circulation du commerce et étant souvent un piège à la bonne foi ;

31. — Demander la suppression du papier timbré dont l'usage n'opère aucun avantage au peuple ; au contraire, sa mauvaise qualité est cause que des actes qui devraient se conserver de génération en génération périssent et que, d'ailleurs, c'est, on peut le dire, l'objet d'une vexation et d'une concussion révoltante ;

34. — Demander la suppression totale des aides et que les droits qui se perçoivent sous une infinité de dénominations et dont le montant est inégal et varié à chaque passage, soit uniforme partout, dans tous les temps, et réduit à un seul droit payable après la fabrication du vin ;

35. — Demander que tous les domestiques des privilégiés soient sujets à tirer au sort des soldats provinciaux, tous privilégiés en ce genre enlevant des cultivateurs nécessaires aux campagnes ; de laborieux qu'ils étaient, ils ne le sont plus, dans cette classe fainéante, suffisants à eux-mêmes, ni utiles à l'État ;

41. — Prier Sa Majesté et les États généraux de prendre en considération que la province de Champagne, eu égard à sa population, est une des plus surchargées en impôts, qu'elle paie plus que le produit de son sol et que ses habitants ne vivent que sur leur industrie ;

42. — Demander des secours en espèces pour établir, à Châlons, des manufactures, relever son commerce et lui procurer les encouragements nécessaires pour tirer avantage de ses productions et de sa position qu'il emporte sur les autres villes de la province.

45. — Communiquer les présentes questions aux deux premiers ordres, afin que si les trois de ce bailliage se trouvaient d'un heureux accord, cette ville puisse mériter de notre monarque chéri cette expression honorable qu'Henri IV a fait frapper sur les métaux précieux (1).

(1) Parmi les devises gravées sur les médailles et pièces de monnaie du règne d'Henri IV, plusieurs répondent à celle indiquée par ce passage. Nous

OBSERVATIONS ET REMONTRANCES

A l'égard des autres questions qui ne sont pas insérées dans ledit cahier, les habitants n'en ont pas été d'avis, ne leur paraissant pas beaucoup avantageuses à l'État et même il veut faire connaître que l'impôt territorial (1) deviendrait trop à charge aux cultivateurs par des observations qu'ils vont expliquer : la raison en est que si cet impôt avait lieu, ce serait, il est vrai, la répartition la plus juste et la plus exacte pour les laboureurs et cultivateurs, mais, pour ceux qui ont des fonds qui ne peuvent pas se percevoir en nature, comme bois, étangs, rivières, vaine [pâturage], etc., il pourrait y avoir quelques abus, soit par des déclarations qui ne seraient pas justes, ou que lesdits fonds qui ne seraient pas estimés à leur juste valeur ; ainsi qu'il n'y aurait donc que les laboureurs et cultivateurs qui seraient la plus exacte et, par ce moyen, ils seraient surchargés.

D'ailleurs, les fermiers qui ambitionnent les uns sur les autres et cherchent à se supplanter leurs fermes par des enchères qu'ils font sans faire assez de réflexions du produit qu'ils peuvent avoir de leurs fermes, ils pourraient faire sans précaution des arrangements avec leurs maîtres pour se charger de payer ledit impôt, sans diminuer assez leurs baux pour cela, ce qui pourrait, dans la suite du temps, les ruiner.

Ne serait-il pas plus avantageux, pour le bien de l'État, de procurer du soulagement aux laboureurs et cultivateurs afin de les encourager à l'agriculture, et, étant accablés comme ils le sont par quantité d'impôts, ils ne font que languir, eux et leurs bestiaux, l'agriculture en est moins animée, les moissons moins abondantes et l'État en souffre ; si, au contraire, les laboureurs étaient plus à leur aise, leurs bestiaux seraient mieux nourris,

ne pouvons dire exactement à laquelle les rédacteurs du cahier ont fait allusion (MAZEROLLES : *Les Médailleurs français du x^e au xvi^e siècle*, tome II et planches ; Paris, imp. nat., 1902, 2 vol. in-4° (Collect. des documents inédits). — A. ENGEL et Raymond SERRURE : *Traité de numismatique moderne et contemporaine*, 1^{re} partie : époque moderne, xvi^e et xvii^e siècles ; Paris, Leroux, 1897, in-12.)

(1) L'impôt territorial en nature proposé par quelques cahiers, tels que ceux d'Aigny, Aulnay-sur-Marne, etc., rédigés par les Delacour, est combattu énergiquement par d'autres cahiers de communautés d'habitants dont on trouvera l'énumération à la table générale des matières de cet ouvrage.

l'agriculture plus animée, les terres mieux cultivées et commencées, les moissons en seraient plus abondantes et cela ferait un bien à l'État.

Sa Majesté, d'après vu les besoins de l'État, a proposé aux États généraux qu'il a convoqués dans son royaume des nouvelles impositions pour combler le vide de ses finances par les voies les plus justes et les moins onéreuses ; son cœur, sensiblement touché de la misère du Tiers état, sa bonté paternelle a daigné nous déclarer que cette classe, la plus indigente, était la plus chère à son cœur et elle cherche par là les moyens de la soulager ; elle espère, sans doute, que tous les grands de son royaume entreront dans ses vues bienfaisantes, et nous osons aussi espérer que le Clergé et la Noblesse qui possèdent les plus grands biens du royaume, pourront diminuer de leurs dépenses superflues et les employer plus utilement aux frais de l'État, plutôt que de souffrir des nouvelles impositions accablantes pour le peuple, sentant son indigence aussi bien que notre gracieux souverain.

Fait et arrêté le dernier jour de leur assemblée qui a été finie le onzième dudit mois et an, et ont lesdits comparants signé et qu'ils nous ont déclaré que Jérôme Adam, Nicolas Périnet, Claude Mignoquet, étaient absents.

C.-F. MÉLAUT, ADAM, Pierre OUDINOT, C.-I. ADAM, etc.

.....
Pierre ROUX, syndic.

(25 signatures.)

AULNAY-SUR-MARNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Aulnay-sur-Marne (1) était composée de 64 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 6, les habitants se réunirent sous la

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, *doss. b, pièce 135*. Cahier, *doss. c, pièce 130* : 15 pages cotées et paraphées en haut et en bas par Delacour ; même note de Prieur sur le cahier).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 531* : Administration de la communauté : adjudications des usages ; comptes de gestions des syndics. — *C, 818, 941, 1023* : impositions ; il était perçu

présidence de Jacques-Joseph DELACOUR, juge ordinaire en la justice d'Aulnay-sur-Marne. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Froment, Claude Chaillot, Joseph Jolicœur, syndic, Joseph Brisson, Jean Collard, Antoine Raffin, Claude Lemaire, Pierre Launois, Sébastien Lemaire, Joseph Chaillot, Claude Chaillot, Joseph-Memmie Droullé et encore, d'après les signatures : Jean-Baptiste Launois, Remy Collard, Jacques Jolicœur, Lemoine, Jacques Lemaire, Louis Martin. — Les députés furent Joseph JOLICŒUR, syndic, et Antoine RAFFLIN.]

CAHIER

[Le cahier d'Aulnay-sur-Marne, rédigé par le notaire d'Aigny, Jacques-Joseph Delacour, juge seigneurial d'Aulnay-sur-Marne, est semblable, mot pour mot, à celui d'Aigny auquel nous renvoyons. — Au bas du cahier on lit la mention : « Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants, tenue le 6 mars 1789. — Jean COLLARD, LEMAIRE, Claude FROMENT, DELACOUR, etc. » (15 signatures).]

AULNIZEUX

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Aulnizeux (1) était composée de 26 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Louis MILLET, prévôt juge de la communauté d'Aulnizeux. — Le procès-verbal constate la présence de Louis Laurent, Louis Lalire, Louis Oudin, Jacques Gérard, Pierre Henry, Pierre

tant en principal, accessolres, capitation et prestation des chemins : 4.017 livres 16 sols (rôle de 1790) pour 131 contribuables y compris cette dernière année les privilégiés : le seigneur du lieu Baudouin, l'Hôtel-Dieu de Châlons, les chanoines de la Trinité, le chapitre de Saint-Étienne de Châlons. — C, 1587-1595 : Corvées ; réparations de la route de Dormans à Châlons. — C, 1800 : Travaux de réparation à l'église et au presbytère.

— La communauté d'Aulnay-sur-Marne appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne. Aujourd'hui elle fait partie du canton d'Ecury-sur-Coole, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 38 feux roturiers, 2 ecclésiastique et noble. — Population : 113 hommes, 115 femmes, 13 garçons et 21 filles, soit 262 habitants.

(1) Arch. dép. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, *doss. b, pièce 136*. Cahier, *doss. c, pièce 74* : 5 pages cotées et paraphées par Millet ; même annotation de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 532 : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — C, 818 et 941 : Impositions ; remises. — C, 1045 et 1047 : Vingtièmes. — C, 1800 et 1837 : Églises et presbytère. — E. 828 et 912 : Dîmes d'Aulnizeux ;

Jeanne, Pierre Oudin, Jean-Louis Champion, Charles Moncuit, Nicolas Oudin, Louis-Antoine Moncuit, Joseph Chevalier, Jean-Baptiste Montcuit, Louis Moncuit, François Moncuit. — Les députés furent Jean-Louis CHAMPION, syndic, et François MONCUIR.]

CAHIER

Demandes et vœux des habitants de la paroisse d'Aulnizeux, annexe de Colligny, bailliage de Châlons, pour répondre aux vœux de Sa Majesté dans sa lettre pour la convocation des États généraux à Versailles, ce 27 avril 1789.

Les habitants de la paroisse d'Aulnizeux, annexe de Colligny, bailliage de Châlons, assemblés à la manière accoutumée, exposent très humblement à Sa Majesté qu'ils se sont réunis d'une voix unanime à demander :

1. — De payer par tête sur les trois états que Sa Majesté jugera à propos d'exiger ;
2. — Que les deniers qui en proviendront soient remis au trésor royal avec le moins de frais possible ;
3. — Que le sel soit à prix égal dans toutes les provinces, ou que les gabelles soient supprimées pour le rendre commercable ;
4. — Que les aides soient supprimées ;
5. — Que les huissiers-priseurs soient aussi supprimés comme étant une charge la plus rude à supporter pour le public (1) ;
6. — Que le droit des entrées de toute espèce soit supprimé dans toutes les villes, excepté les frontières ;
7. — Que toutes les communautés jouissent du droit de la coutume où elles se trouvent relativement aux cens dus aux seigneurs, à moins qu'ils ne soient fondés en titres bien formels pour en exiger des plus hauts ;
8. — Que tous les impôts soient reversibles sur les trois états, chacun à leur proportion (2) ;

titres qui les établissent ; contestations entre les seigneurs et les religieux de Saint-Sauveur de Vertus ; transactions ; dénombrements des propriétés.

— Aulnizeux appartenait à l'élection de Châlons. Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 27 feux roturiers. — Population : 39 hommes, 44 femmes, 10 garçons et 4 filles, soit 97 habitants.

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Les impositions de cette petite communauté s'élevaient, en 1789, à 514 livres 10 sols en taille et frais de collecte, et 857 livres 3 sols 6 deniers en

9. — Représentant en outre qu'il serait à propos qu'il y ait curé dans toutes les annexes ;

10. — Représentant que les terres appartenant à nous, habitants, sont chargées d'un droit de cens et surcens envers nos seigneurs qui exigent le revenu d'une partie desdites terres, lesquels cens sont de huit deniers par chaque arpent, et d'un boisseau de grains par moitié seigle et avoine, mesure de Vertus (1), aussi par chaque arpent, empouillé ou non empouillé, ce qui contribue beaucoup à nos ruines ;

11. — Comme aussi représentant qu'il serait d'une grande nécessité de supprimer leurs corvées pour la présente année (2), pour leur donner la facilité de travailler dans leurs rues et dans les endroits marécageux, occasionnés par l'abondance des eaux dans leurs communautés qui les empêchent de se pourvoir de leurs plus nécessaires, ne sortant qu'avec de grandes peines du pays, étant environné de toute part par les marais ;

12. — Représentent que, n'ayant pour tout pâturage de leurs communautés qu'une portion de marais d'environ cent vingt arpents dont la majeure partie est, pour les trois quarts de l'année, inhabitable, ce qui ne suffit pas pour le pâturage du gros bétail, et qu'il serait d'une grande nécessité et utilité pour tous les habitants et surtout pour les pauvres, d'empêcher les moutons et brebis d'y paître en aucun temps, attendu que lesdites brebis et moutons pâturent et détruisent les meilleures parties desdits pâturages, de sorte qu'après que lesdits moutons et brebis ont pâturé, le gros bétail n'y trouve plus rien à paître et qu'il paraît que ladite portion de marais n'a été donnée aux communautés que pour paître le gros bétail, et que les terres sont pour les brebis et moutons ;

13. — Représentent que dans leurs communautés et dans une ferme en dépendant, il y a deux gros colombiers beaucoup peuplés de pigeons qui portent beaucoup de préjudice aux habitants dans le temps des semences et surtout aux lentilles et navettes aux approches des moissons, et désireraient que lesdits pigeons soient renfermés dans le temps où ils sont dans le cas

accessoires, capitation et rejets. En 1790, avec les anciens privilégiés, le nombre des contribuables n'était encore que de 48. (*Arch. de la Marne, C, 818.*)

(1) Poids et mesures de la généralité de Châlons. (*Ibid., C, 880.*) — Voir *Préface*.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

de faire le plus de délits, lequel temps sont les mois d'avril et juillet et d'octobre (1).

Vous avez daigné, Sire, jeter, du haut de votre trône, un regard favorable sur les plus petits de vos sujets et prendre part à leurs maux ; daignez, en reconnaissance, recevoir non seulement l'hommage de nos biens, mais encore celui de nos cœurs. Tels sont les sentiments de ceux qui se disent vos plus fidèles sujets.

Louis LAURENT, Louis MONCUI, Louis LALIRE, N. OUDIN,
Pierre HENRY, etc.....

(11 signatures.)

Cahier de la paroisse et communauté d'Aulnizeux, contenant deux feuilles réduites en treize articles, lequel a été signé et paraphé par première, par nous, juge soussigné.

Louis MILLET.

BANNAY

La communauté de Bannay (2), citée par les bailliages de Châlons et de Sézanne, fut défaillante à l'assemblée du Tiers état du premier et comparut à celle du second. (*Procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres du bailliage de Châlons* : deuxième partie de ce volume. — *Les cahiers des communautés d'habitants du bailliage de Sézanne* : 2^e vol. de la publication.)

(1) Arrêt du parlement du 16 juillet 1779 sur les dommages occasionnés par les pigeons (ISAMBERT : *Recueil des anciennes lois*, tome XXVI, page 115). — D'autres arrêts des 24 juillet 1725, 26 juillet 1758, 7 juin 1761, 11 et 22 juillet 1777 (*ibid.*, tome XVI, pages 56 et 61) « autorisaient les officiers de bailliages et sénéchaussées dans les lieux où il y aurait quelques blés ou autres grains couchés et qui pourraient être en proie aux pigeons d'y pourvoir, par des réglemens, à chargé d'en informer la cour ». — Voir aussi les ordonnances de l'intendant de la généralité de Châlons (1741-1789) portant « défense à tous particuliers, autres que les seigneurs et ceux qui ont droit de colombier, de lâcher leurs pigeons durant le temps des récoltes ». (*Arch. de la Marne, C, 2969*.)

(2) Bannay appartenait à l'élection de Sézanne. Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

BAYE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. (La communauté de Baye (1) était composée de 132 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Les habitants se réunirent le 5 mars, en l'église paroissiale du lieu, sous la présidence de Louis PETIT, notaire, « lieutenant du bailliage de Baye ». — Le procès-verbal constate la présence de : Alexis Garnier, André Barry, André Pillet, Antoine Boyer, Antoine Dolet, Antoine Durocher, Antoine Duvivier, Antoine Guérin, Antoine Lechauve, Antoine-François Egé, Antoine François, Bernard Duvivier, Benoist Meunier l'ainé, Benoist Meunier le jeune, Claude Bertrand, Claude Descôtes, Claude Lalire, Claude Le Blond, Claude Mainguet, Claude Primault, Claude-François de Gaulle, Denis Sergent, Denis Verron, Edme Chardon, Étienne Duffour, Étienne Verron, François Delorme, François Duvivier l'ainé, François Duvivier le jeune, François Gerbault, François Le Clerc, François-Nicolas Petit, Grégoire Thierry, Hubert Ferry, Jacques Blazy, Jacques Bruyant, Jacques Suplice, Jacques Satal, Jean-Baptiste Fransoret, Jean-Baptiste Gamahut, Jean-Baptiste Lemoine, Jean-Baptiste Valet, Jean Bardy, Jean Cret, Jean-Christophe Faye, Jean Durocher l'ainé, Jean Durocher le jeune, Jean-Joseph-Adrien Cassin, Jean Pillet, Jean Primault, Jean

(1) *Arch. dép. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, *doss. b, 138. Cahier, doss. c, 11* : 4 pages cotées et paraphées par le notaire Petit ; mention et paraphe de Thomas).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 534* : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — *C, 820, 942* : Impositions ; décharges. — *C, 1023* : Capitation. — *C, 1573* : Construction de ponceaux, routes (1787-1788). — *C, 1588* : Corvées. — *C, 1709* : Atelier de charité de Baye (1773-1888). — *C, 1805* : Églises et presbytères ; travaux de réparations ; — etc. — *Bibliot. de Reims : fonds Deullin, non classé* : procès entre le curé de Baye Martinot, et l'abbaye d'Andecy, au sujet du droit d'enterrer les corps des décédés dans l'enceinte de cette abbaye : précis imp. des deux parties (1784-1785). — Procès entre le baron de Baye et les communes de Baye et Villevenard en 1844 au sujet de la propriété des usages situés au lieudit « Les Noues » : mémoire imprimé de Duvergier, relatant les titres et transactions intervenues entre le seigneur et les communes depuis 1509 ; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — **BARON DE BAYE** : *Quelques documents historiques relatifs à la baronnie de Baye.* (*Revue de Champagne et de Brie*, t. IX, p. 106.)

— Baye appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 127 feux roturiers et 3 ecclésiastique et nobles, — Population : 177 hommes, 252 femmes, 42 garçons et 37 filles, soit 508 habitants.

Suplice, Jean Valet, Jérôme Videt, Joseph-Edmond Goussin, Joseph Gibert, Joseph Vernier, Pierre Vincent, Louis Cotté, Louis Faye, Louis-François Bérat l'ainé, Louis-François Bérat le jeune, Louis Gromort, Louis-Ignace Moreaux, Louis-Joseph Goussin, Louis Le Gros, Louis Nérot, Louis Oudin, Louis Petit, Louis-Maurice Valet, Mathias Huart, Michel Merlin, Michel Oudin l'ainé, Michel Oudin le jeune, Michel Primault, Nicolas Barré, Nicolas Dehut, Nicolas Delorme, Nicolas Durocher, Nicolas Le Blond, Nicolas Marcel, Nicolas Mousse, Nicolas Suplice, Nicolas Lalouëlle, Pierre Bouin, Pierre Carton, Pierre Chaput, Pierre Charles, Pierre Colin, Pierre-Charles Bergère, Pierre-Charles Machault, Pierre Clément, Pierre Colson, Pierre Drouilly, Pierre Goussier, Pierre-Jacques Valet, Pierre-Joachim Lejeune, Pierre Lorin, Pierre Le Duc, Pierre Maillard, Pierre Mainguet, Pierre Masson, Pierre Meunier, Pierre Moreau, Pierre-Michel Tripet, Pierre Valet le jeune, Remy Demaire, Remy Guérin, Remy-Nicolas Diart, Remy Suplice, Sébastien Grisard, Vincent Neuville, Jacques Louvel, Pierre-André Meunier, Pierre Thiellement, François Auvergniot, Benoist Le Duc, Nicolas Cotté. — Les députés furent Claude-François DE GAULLE et Jacques BRUYANT, tous deux membres de la municipalité.]

CAHIER

Cahier des plaintes et doléances de la paroisse de Baye pour être présenté par ses députés à l'assemblée des trois états du bailliage de Châlons, en exécution de la lettre du Roi, du Règlement y annexé et de l'ordonnance de M. le lieutenant général dudit bailliage.

Demandent les habitants de ladite paroisse :

1. — La suppression des aides comme étant trop dispendieuses ;
2. — La liberté du commerce des vins et, pour tenir lieu de l'impôt sur cette denrée, l'imposition sur chaque arpent de vignes, ayant égard à la qualité et au produit des contrées, ce qui nécessiterait l'inutilité d'un grand nombre d'employés qui sont très coûteux ;
3. — La suppression des corvées (1) et de l'impôt établi pour faire faire et entretenir les grandes routes, elles le seront également en établissant des barrières ou droits de péages sur les dites routes ;
4. — La suppression des grandes gabelles, pour les provinces de Champagne et de Brie ; point de grenier à sel ; en conséquence

(1) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

révocation de tous les officiers desdits greniers dont les appointements écrasent les peuples desdites provinces ;

5. — Même demande que l'article ci-dessus à l'égard du tabac ; cela serait d'autant plus facile, en supprimant un nombre infini d'employés inutiles ;

6. — Que les impôts seront supportés par les trois états sans distinction de rang, ni de qualité, à proportion des biens et revenus de chaque individu (1), communautés tant ecclésiastiques qu'autres, et les fabriques toutes charges déduites ;

7. — La simplification dans la perception des impôts qui ont toujours passé par trop de mains pour les faire passer au trésor de l'État ;

8. — Qu'aucuns impôts ne pourront être mis, ni exigés sinon (*sic*) été préalablement consentis par les États généraux du royaume composés ainsi qu'il va l'être incessamment ;

9. — Que les ministres soient, pour le passé comme pour l'avenir, responsables de l'emploi de toutes les sommes levées sur le peuple ; et desquels ils seront tenus d'en rendre compte aux États généraux du royaume ;

10. — Que personne ne puisse être emprisonné et détenu par aucun motif, qu'en vertu des lois du royaume ;

11. — Supprimer les receveurs des tailles et vingtièmes, ou réduire de beaucoup leurs émoluments qui causent un grand abus, préjudiciable à tous, et la révocation des hommes de garnison qui écrasent le peuple ;

12. — La suppression des maîtrises des eaux et forêts comme composant une juridiction inutile et ruineuse aux communautés ;

13. — Suppression des huissiers-priseurs vendeurs de meubles établis dans les bailliages royaux ou tout au moins le droit exclusif de faire les prisées et ventes des meubles des successions ou autres. Ce droit, effectivement, est vexatoire, abusif et ruineux ; il est de la sagesse des députés et de celle des États généraux de reformer cet abus qui est devenu le fléau de tous et un chacun, l'anéantissement de la veuve et de l'orphelin qui se voient ravir le peu qu'ils pourraient espérer des quelques

(1) En 1789, la communauté de Baye payait en taille, capitation, accessoires, etc., 4.072 livres 5 sols 8 deniers pour 149 contribuables. (*Arch. de la Marne, C, 820.*)

meubles qui leur seraient laissés par la mort de leurs parents, par les droits qu'exige cet huissier qui consistent en transports, vacations fort chers, outre les droits de minute et quatre deniers pour livres ; de sorte que, quand cet huissier a fini ses fonctions, il ne reste plus rien ni à la veuve, ni à l'orphelin, et quelquefois redoivent (1) ;

14. — Que l'assemblée des États généraux s'occupe sérieusement de la parfaite connaissance de la dette nationale et des besoins actuels de l'État ;

15. — Que les ordres ministériels et imprimés en devenant *(sic)* soient envoyés, dorénavant, gratis aux communautés par les correspondances ou autres voies et sans frais ;

16. — Que l'impôt nommé industrie est horrible, singulièrement dans les campagnes où cet impôt se paie ; il conviendrait que ce droit fut anéanti en faveur des habitants des villages où l'industrie est très médiocre, et dont le produit est de peu de valeur (2) ;

17. — Que défenses soient faites aux pauvres de mendier ailleurs que dans l'étendue de la paroisse où ils résident depuis au moins six mois ; il s'ensuivrait de là que l'on connaîtrait les vrais pauvres nécessiteux, que l'espèce de mendiants de profession et non par besoin se trouverait détruite, et le vrai pauvre ne serait point confondu avec des vagabonds, et pourrait trouver dans les charités des habitants du lieu où ils seront de l'adoucissement à leur pauvreté ; il serait à désirer pour les vrais pauvres qu'ils trouvassent ces adoucissements augmentés par des seigneurs aussi charitables, bienfaisants et compatissants, tel que l'est M. le baron, seigneur du lieu, envers tous les nécessiteux de ses terres auxquels il apporte tous les secours possibles à tous ses pauvres, relativement à leurs besoins (3) ;

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 46.

(3) Alexandre-Etienne-Hippolyte Berthelot, chevalier, baron de Baye, seigneur de Pleneuf et de Villevenard, était né le 3 novembre 1745 ; il débuta dans la carrière des armes par être exempt des gardes du corps du duc de Lorraine et de Bar ; en 1771, à la création de la maison militaire du comte de Provence, il fut nommé lieutenant des gardes du corps, compagnie de Lévis ; en 1781, brigadier de cavalerie ; en 1788, maréchal de camp ; puis commandant d'escadron. Il avait demeuré longtemps à la Guadeloupe où il se maria. En 1789, au moment de la convocation des États généraux, car, bien que cité en son château de Baye où il résidait alors, il fut, ainsi qu'on le verra plus loin,

18. — Que ladite communauté a toujours été jusqu'à présent obligée de porter les deniers provenant des impositions royales et faire tirer la milice en la ville de Châlons et encore sur les instances par appel au bailliage de ladite ville, ce qui devient très coûteux aux habitants dudit Baye de se transporter à l'effet que dit est, tandis que Sézanne, qui n'en est qu'à trois lieues, pourrait suffire pour le tout et leur procurer un avantage considérable ; pourquoi ils demandent qu'au lieu d'aller à Châlons et assujettis d'y aller à Sézanne leur soit assigné pour y remplir les susdites obligations (1) ;

19. — Suppression des casuels qu'exigent les curés pour les mariages, enterrements, messes à corps présent, quarantaines et bouts de l'an et enterrements d'enfants, desquels ils doivent se trouver bien payés par le revenu de leurs bénéfices.

L.-F. BÉRAT, L.-F. BÉRAT, M. HUART, François DUVIVIER,
Jean BARDY, etc. . . . DE GAULLE, PETIT.

(34 signatures.)

Paraphé *ne variatur*, au désir de notre dit procès-verbal de ce jourd'hui, 5 mars 1789.

(Paraphe de Petit, président.) (2)

représenté par procuration à l'assemblée de la noblesse du bailliage de Châlons. Mais il ne tarda pas à revenir dans ses terres où il vécut pendant la Révolution. Parent de Bouillé, il fut en l'an II arrêté et conduit à Sézanne, mais il fut presque aussitôt remis en liberté ; les habitants de Baye avaient, comme ils le font dans le cahier, témoigné en sa faveur. Il mourut le 13 octobre 1815, au château de Pulseux, près Paris. (*Arch. de la Marne*, C, 41, et *dossiers de la période révolut. non classés*. — Baron Olivier DE LAVIGIER : *Le château de Baye*, Paris, imp. Féchoz, 1891, brochure in-8°.)

(1) La dernière phrase devrait, il semble, être ainsi rétablie : « ... ils demandent qu'au lieu d'aller à Châlons et être assujettis d'y aller, que Sézanne, etc. »

A maintes reprises les habitants de Baye se plaignirent, au XVIII^e siècle, de cette obligation de se rendre à Châlons, surtout en raison du mauvais état des routes et des abords difficiles, impraticables même du village vers le nord : voir correspondance de la commission intermédiaire provinciale (28 mars 1788 : *Arch. de la Marne*, C, 2811) ; — requêtes des seigneurs de Baye de 1765 à 1788 pour l'exécution de travaux sur les routes, aux abords du village. (*Ibid.* C, 1588.)

En 1787 et 1788 des travaux de construction de ponceaux et rampes sur les routes furent ordonnés et mis en adjudication. (*Ibid.* C, 1573, 1588.)

(2) Cette mention est reproduite au bas de chacune des trois pages du cahier.

BEAULIEU-EN-ARGONNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Beaulieu-en-Argonne (1) était composée de 71 feux. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Claude-Nicolas Husson, syndic. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à cette réunion. Mais, au bas du document, on lit les signatures de Mailly, J.-B. Jeannin-Petitpas, N. Martin, J.-B. Denizet, Pierre Buisson, Nicolas, F. Denizet, N.-R. Dejean, Nicolas Bichon, J.-B. Maujean, Louis Bouquet, Jacques Pernet, J.-B. Jacquet, Gabriel Boudail, Louis Martin, R.-D. Hannequin, H. Ancement, Joseph Jeannin et Claude Jolly, et encore au cahier : J.-B. Ezeblin, Ezeblin, V. Martignon, Nicolas Oudinot, Claude Pruant, Pierre Oudinot, Nicolas Oudinot. — Les députés furent Claude-Nicolas Husson et Joseph JEANNIN.

(1) Le cahier existe aux *Arch. dép. de la Meuse*, à Bar-le-Duc. — Le procès-verbal aux *Arch. dép. de la Marne*, *ibid.* (dossier b, pièce 139).

Le premier registre des délibérations de la communauté de Beaulieu contient, à la date du 31 août 1788, « la copie de l'arrêt du Conseil d'État du Roi qui fixe au 1^{er} mai prochain la tenue des États généraux du royaume » ; — à celle du 8 mars la transcription du procès-verbal analysé ci-dessus. (*Arch. de la commune de Beaulieu* ; — communication de M. Blaise, instituteur.)

BIBLIOGRAPHIE. — A. LEMAIRE : *Recherches historiques sur l'abbaye et le comté de Beaulieu-en-Argonne* (Bar-le-Duc : Contant-Laguerre, 1872, in-8°). — La terre et seigneurie du comté de Beaulieu comprenait vingt-deux villages et seigneuries qui reconnaissaient pour seigneurs les religieux, abbé et couvent de Beaulieu. Cette abbaye était dans son origine un état souverain, indépendant de tout autre, et, en cette qualité, les abbé et religieux ont joui, pendant plusieurs siècles, de tous les droits en dépendant sans aucune obligation de foi et hommage ni assujettissement envers aucun autre souverain et sans être soumis à aucune inspection pour l'exploitation ou l'usage de leurs fiefs. Cette souveraineté a duré jusqu'à la paix de Munster de l'an 1648, (Mémoire pour l'abbé et les religieux de cette abbaye contre le procureur du Roi en la réformation des rivières d'Aisne, d'Aire, bois de Beaulieu, etc., cité dans un dénombrement manuscrit de la province de Champagne de 1764.)

— Beaulieu-en-Argonne appartenait à l'élection de Sainte-Ménéhould. Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Triaucourt, arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).

— Dénombrement de 1773 (comprenant également le hameau de Courrupt) : 86 feux roturiers et 15 ecclésiastiques et nobles. — Population : 185 hommes, 175 femmes, 32 garçons et 30 filles, soit 422 habitants.

CAHIER

L'an 1789, le 8 mars, nous, habitants de la paroisse de Beaulieu, assemblés en communauté par le sieur Husson, notre syndic, après avoir pris communication des lettres de convocation envoyées par le Roi aux grands baillis et sénéchaux de son royaume en date du 24 janvier 1789, et le règlement qui y est attaché, signifiées d'après l'ordonnance de M. le grand bailli de Châlons-sur-Marne, par exploit de Colson, huissier royal, audit Châlons, donné audit sieur Husson en sa qualité de syndic, le 26 février même année, déclarons que, sensibles à la bonté qu'a le Roi de vouloir connaître les besoins des pauvres de son royaume pour y pourvoir et leur donner du soulagement dans leurs misères, nous sommes pénétrés de la plus vive reconnaissance, et le désir de notre cœur serait de donner à Sa Majesté toutes les preuves possibles de notre respect, de notre amour et de notre gratitude ; il est donc vrai que le bon prince qui nous gouverne aujourd'hui, veut bien descendre de sa grandeur pour écouter les plaintes et les vœux de ses peuples, comparable en cela aux plus grands et aux meilleurs des rois qui aient gouverné la France. Rien n'est plus propre pour faire redoubler l'attachement des Français pour la maison de Bourbon qui nous a déjà donné de si grands princes.

Remerciements au Roi pour la tenue des États généraux.

Retour successif des états. — Nous votons donc qu'il soit fait au Roi de très humbles remerciements en notre nom, et comme nous croyons, au nom de toute la nation, pour le grand bienfait qu'il veut bien accorder à ses peuples, en se plaçant au milieu d'eux pour les entendre, les soulager et leur donner une perspective consolante pour l'avenir. Car un Roi qui veut savoir la vérité la trouvera toujours mieux au milieu de sa nation assemblée que dans sa cour ordinaire ; mais, pour que la bonne volonté du Roi pour le peuple ait plus aisément un effet soutenu, nous croyons qu'il serait bon de demander au Roi qu'il veuille assurer la confiance que la nation a en sa bonté, en rappelant de temps en temps les états autour de lui, tous les cinq ans, par exemple, afin qu'à chaque révolution, la nation assemblée puisse connaître les besoins actuels de l'État, hausser ou diminuer les impôts, suivant qu'il sera nécessaire pour remplir les charges. On dit que les rois n'assemblent les États généraux

que lorsque le royaume est en souffrance, ou que les finances sont en désordre ; nous n'entendons rien en politique, mais il nous semble qu'il serait bon que les états assemblés de temps en temps prévinsent les embarras dans lesquels on pourrait se trouver ; il est plus facile de les prévenir que de les réparer ; d'ailleurs les états, connaissant à fonds les besoins du royaume, pourraient augmenter, pour un temps plus ou moins long, l'impôt auquel ils auraient cru devoir s'en tenir, après lequel temps limité, l'impôt tomberait de lui-même.

Égalité de la répartition. — On nous assure que beaucoup d'ecclésiastiques, même de ceux qui sont constitués en dignité, et beaucoup de seigneurs, même de ceux de la grande noblesse, ne refusent point de contribuer pour leur quote part au soulagement de l'État ; il serait bien à souhaiter que ces deux ordres y concourussent en entier ; nous le demandons ; le peuple est si fatigué d'impôts que, pour peu qu'il soit encore chargé, il tombera dans l'extrême misère, et l'État sera privé des secours qu'il pourrait en attendre ; la ruine du peuple est celle du prince.

Nature des impôts. — Les impôts sont tellement multipliés qu'à peine sait-on leurs noms.

On nous demande de l'argent sous tous les prétextes ; et encore dernièrement, on en demandait à quelques-uns de nous, pour la bienvenue de M. le premier chirurgien du Roi, par la raison qu'ils savent assez manier le rasoir pour écorcher leurs voisins (1). Ces prétextes ne finissent point que nous ne soyons ruinés. Détruire tous les impôts qui existent, ce serait faire une chose juste ; alors on en établirait qu'un, l'impôt sur les propriétés foncières, sans exemptions ni privilèges, ledit impôt haussant ou baissant, suivant le besoin. Quant à l'industrie, nous pensons que son impôt ne doit porter que sur ceux qui gagnent, sur les commerçants, sur ceux qui exercent des arts lucratifs et peut-être sur ceux qui exploitent une propriété qui n'est point la leur ; mais l'industrie peser sur le journalier, sur le manouvrier : c'est se plaire à le voir dans la dernière misère ; c'est, nous osons le dire, se repaître de son sang ; il existe, dans la province, des cens perpétuels, des lods et ventes, restes

(1) Privilèges du premier chirurgien du Roi. (FRANKLIN : *Dict. hist. des arts, métiers et professions*, page 450. — *Arch. de la Marne*, C, 140.)

malheureux de la servitude féodale ; qu'il soit permis de les racheter par un arrangement pris à l'amiable avec les seigneurs qui, devenus humains, ne le refuseront pas.

Reculement des barrières. — La partie de la province dans laquelle nous sommes placés, est couverte et surchargée d'un grand nombre d'employés des fermes du Roi, qui empêchent que nous ne commercions avec le Barrois, le Verdunois, le Clermontois, et on nous assure qu'il y en a de même sur toute la frontière de Champagne, sur une longueur de soixante-quinze lieues ; le commerce avec les provinces voisines est tellement fermé que qui se hasarderait de passer seulement une pièce de toile sans avoir auparavant fait des déboursés, s'attirerait un procès, ou au moins perdrait sa toile ; il en est de même de toutes choses. Cependant les habitants de ces provinces sont français, sujets du Roi, nos voisins, nos amis, nos parents ; ils épousent nos filles, nous épousons les leurs, et nous ne pouvons leur rien porter sans être aussitôt assaillis par une troupe de gens armés qui verbalisent contre la sortie clandestine de France, et l'entrée frauduleuse de l'autre province. N'est-il pas singulier que ces Français aient toutes sortes de facilités de commerce avec les Allemands, les Hollandais et autres, et que ce soit pour eux un crime de commercer avec leurs compatriotes.

Nous désirons ardemment et nous demandons qu'il leur soit permis de commercer avec nous, et non avec les Allemands, et que toutes ces entraves soient renvoyées aux dernières frontières, si toutefois il est vrai qu'il y ait à gagner à lever des droits d'entrée et de sortie sur les marchandises étrangères ; ce n'est pas tout : il n'est pas même permis de commercer avec les villages champenois, si on n'est muni d'un acquit à caution, que l'on paie bien entendu ; sans ce papier mystérieux, tout est confiscable, il n'y a point d'oubli à prétexter, on ne pardonne rien qu'en payant (1).

(1) Limites de France et de Lorraine ; frontières du « département de Champagne » telles qu'elles ont été fixées en exécution du traité de Ryswick de 1697 (21 janvier 1718) ; contestations en matières d'aides, de foraines et de tailles ; saisies opérées par des commis de bureaux d'élection de Champagne sur des sujets lorrains en transit sur le sol français ; réclamations ; « mémoires pour les marchands de Lorraine et du Barrois entre MM. les fermiers généraux de France au sujet de la perception des droits à la sortie du royaume ». — « État des postes du dedans du pays entre la rivière d'Aisne et la forêt de Vaubécourt » ; — etc. (*Arch. de la Marne, C., 248, 260, 261.*)

La gabelle. — Le Roi a, dit-on, condamné la gabelle ; pourquoi donc y est-on encore assujetti ? Si ce prince savait combien ses peuples sont foulés à cet égard, elle ne subsisterait pas un instant ; nos voisins en ont ce qu'ils en veulent, il est pur et peu coûteux ; nous sommes imposés, notre sel est très impur et très coûteux. Nous demandons que le sel, denrée de première nécessité, qu'il soit vendu selon sa valeur intrinsèque, alors il sera infiniment moins coûteux, surtout s'il continue d'être tel qu'on nous le donne au grenier à sel où il est mêlé d'au moins un tiers de terre et d'ordures, que l'on paie cependant.

Les aides. — Les aides sont, contre nous, un autre genre de vexation ; nous avons peu de vignes ; le produit de ces vignes, rendu dans nos caves et vérifié par des employés des fermes, compté et examiné avec soin par les commis aux aides, alors on nous permet d'user d'une partie de notre bien, à la charge de n'avoir pas plus de soif que l'on ne nous en a permis, sous peine de déboursier notre argent, à la charge de n'en point vendre en gros, sans avoir porté au bureau à peu près le cinquième du produit de la vente ; à la charge encore de n'en point vendre en détail sans avoir payé différents droits, ou sans encourir une amende. Ce vin, cependant, est notre propriété ; il est le produit de nos peines, de nos sueurs, de notre travail d'une année, et le profit est pour les aides. Nous voyons près de nous nos voisins, les Français extérieurs, faire ce qu'ils veulent de leur vin ; mais nous, Français intérieurs, cela ne peut nous être permis qu'en nous ruinant. Que cet impôt soit détruit ou réuni à l'impôt des propriétés foncières ; il est contraire à l'humanité et peut-être à la sûreté publique ; il faudrait un livre pour exprimer tous les griefs contre cet impôt, qui se reproduit sans cesse sous toutes sortes de formes et qui, encore une fois, n'existe que pour certains français et non pour d'autres, distinction odieuse entre les sujets d'un même prince.

Le contrôle. — Pour le contrôle, nous demandons un tarif fixe et invariable qui ne puisse être étendu au gré des préposés ; que ces commis n'inquiètent point sans cesse les pauvres gens qui ignorent quels droits on exige d'eux, et qui, par là, s'exposent à la contravention ; le contrôle est sans doute nécessaire pour fixer la date des actes ; que ce droit soit modéré, qu'on retranche ceux qui y sont annexés ; que, de temps en temps on affiche dans les paroisses à quoi chacun est obligé, à quels

droits il est soumis, afin qu'un oubli très involontaire ne soit point puni comme la fraude. Rien ne serait plus juste que la suppression du papier timbré ; il est assez inutile après l'établissement du contrôle, vu surtout que l'on ne donne presque jamais sous le timbre que du mauvais papier, le moins propre à la conservation des actes importants.

Les milices. — Notre jeunesse est assujettie au sort de la milice ; c'est encore un impôt qui pèse uniquement sur nous ; oserons-nous demander pourquoi il y a tant d'exempts, même dans le Tiers état et dans les deux ordres, tant de domestiques surnuméraires, fainéants, inutiles à l'État, arrachés sans raison à la cultivation (*sic*) ; nous cesserons de gémir sur cet impôt quand il sera étendu comme il le doit être. D'ailleurs, on pourrait adopter une autre méthode ; le tirage au sort pèse sur une famille et ne produit que des soldats forcés ; que les communautés fournissent un homme ; l'impôt pèsera sur la communauté et on aura des soldats volontaires (1).

Les corvées (2). — Les corvées ne pèsent que sur le peuple. Les taillables, — nous espérons que ce nom odieux n'existera plus, — sont les seuls soumis à cet impôt ; nous payons et cependant nos voyages ne fatiguent guère les grands chemins ; n'est-ce pas aux ordres de l'État qui ont de grands équipages, aux commerçants dont les grosses voitures creusent les routes, à les entretenir ? Ou bien ne pourrait-on pas, à chaque bureau de poste, percevoir l'impôt proportionnel de chaque voiture sans exception, et de chaque voyageur à cheval ; la province, bien mieux que nous, pourra en juger.

La justice. — L'administration de la justice est trop impor-

(1) Les guerres de Louis XIV avaient amené la nécessité d'augmenter le nombre des soldats et, par un règlement du 29 novembre 1688 et une ordonnance du 17 janvier 1689 (ISAMBERT : *Recueil des anciennes lois*, tome XX, pages 66 et 70), Louvois organisa les milices provinciales. Les paroisses des campagnes devaient fournir un contingent d'hommes tout équipés qui étaient désignés par les habitants et choisis parmi les célibataires et les veufs sans enfants de 16 à 40 ans. Par ordonnance du 23 décembre 1691 (*ibid.*, page 142), on établit le tirage au sort : on réunissait généralement plusieurs paroisses pour un soldat. — En 1777, dans la subdélégation de Châlons, 1,624 garçons prirent part au tirage. (*Arch. de la Marne, C, 1341 à 1360 : Ordonnances, règlements, instructions relatives à la milice de Champagne ; procès-verbaux de tirages annuels par subdélégation ; état des paroisses ; levées, état des exemptions, etc.*)

(2) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

tante pour que nous n'y arrêtons pas nos regards. On nous dit que le parlement de Paris est infiniment respectable, que c'est un édifice antique qui tient à l'origine de la monarchie, représentatif de ces anciennes assemblées, où on dit que la nation se donnait des lois ; nous croyons tout cela, mais est-il possible que nous allions plaider à Paris ? Nous n'en avons pas le moyen et si, pour dernier effort, nous allons jusqu'au bailliage de Châlons, la sentence devient pour nous un arrêt, par l'impossibilité où nous sommes de suivre notre adversaire à Paris ; par là nous sommes exposés à perdre nos propriétés, pour peu qu'elles nous soient contestées par des gens plus puissants que nous, et c'est encore un moyen d'augmenter notre misère ; en conservant tout le respect dû au parlement de Paris nous désirons qu'il soit établi dans la province une cour supérieure qui, étant au milieu de nous, termine en dernier ressort nos divisions ; que l'on règle et abrège les procédures souvent interminables ; qu'on arrête la voracité de certains subalternes en justice, qu'on empêche l'abus révoltant des frais. Nous demandons qu'il n'y ait plus, dans la province, qu'une coutume, non pas une qu'on aurait choisie entre les autres, mais une composée de ce que les autres peuvent contenir de meilleur ; que ce travail soit fait par des jurisconsultes éclairés et choisis pour cela ; qu'il n'y ait qu'une suite de tribunaux ordinaires, sans ces tribunaux d'exception dont les membres pourraient former de nouveaux bailliages dans des arrondissements autour des gros lieux, dans lesquels on ne renfermerait qu'un nombre de paroisses, guère au-dessus de cent cinquante, ce serait assez pour occuper des juges qui réuniraient toutes les juridictions ; point de justices seigneuriales, point de prévôtés, c'est la ruine des campagnes que ces petites justices. Pourquoi un degré de justice pour les campagnes plutôt que pour les villes ? Est-ce pour augmenter les frais ? Cela ne produit d'autres effets. Qu'il y ait seulement, en chaque lieu, un juge de police à la nomination du seigneur, mais reçu au bailliage royal. Qu'un notaire dans chaque bailliage, c'est assez. Que les charges de judicature à créer pour remplir ces nouveaux tribunaux ne soient remplies que par ceux qui se seront distingués dans l'ordre des avocats. Que ces charges nouvelles soient inamovibles et non vénales ; qu'il en soit de même de toutes celles qui tomberont aux parties casuelles. Que la cour souveraine soit établie à Châlons, comme

la ville la plus au centre de la province, et plus à portée que Reims ou Troyes qui sont aux extrémités. Que l'on supprime les huissiers-priseurs, nouveau genre de vexations, qui tire à soi la très grande partie du produit des ventes de meubles (1); qu'il en soit de même des greffiers-experts qui sont dans le même cas. Que l'on supprime ces charges qui donnent la noblesse et qui n'ont point de fonctions, que l'on peut acheter sous le nom d'un grand-père encore vivant, pour, du jour au lendemain, donner à l'arrière-petit-fils une noblesse de quatre degrés.

États particuliers. — Nous croyons qu'il est de la dernière importance de demander au Roi, des états particuliers pour la province de Champagne, de la même forme et organisation que le Roi a données à la province du Dauphiné, à la réserve que l'église et la noblesse formeraient chacun la moitié d'un ordre ; que, dans les États provinciaux, les voix seraient comptées par tête ; que ces états fassent, dans la province, ce que les États généraux font dans le royaume, qu'ils veillent à la répartition juste de l'impôt unique, qu'ils en fassent un rôle commun pour les trois ordres ; bien entendu que l'ordre du Clergé serait déchargé des décimes et que l'on prendrait des mesures pour payer ses dettes, en les unissant au corps des dettes de la nation, puisqu'elles ont été contractées pour la nation. On pourrait employer au remboursement de cette dette du Clergé, le produit des bénéfices à la collation de Sa Majesté, si elle permettait qu'on la priât de les laisser en éconômats pendant vingt ans, à mesure qu'ils viendraient à vaquer, et, pour y mettre l'ordre nécessaire, on ferait, sans rien cacher, un état exact du montant de la dette, et un autre du produit annuel de ces bénéfices hors des charges ; que les états veillent aux intérêts des communautés des paroisses, qu'ils les protègent gratuitement ; qu'ils veillent à ce qu'il ne se fasse, dans la province, aucun établissement qui ne lui soit avantageux et ils supplieront Sa Majesté qu'il n'en soit fait aucun, qu'après qu'elle aura eu la bonté de leur communiquer les projets et les entendre ; cela doit avoir lieu particulièrement pour les usines qui consomment les bois, qui montent à un prix exorbitant et aussi cher que dans les villes, quoique notre habitation tienne

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

à la forêt, mais, dans notre local, on a trop laissé multiplier ces usines, puisque cette forêt qui peut avoir deux lieux de diamètre, est environnée de dix-huit de ces usines, trois verreries à bouteilles, sept tuileries, trois faïenceries et cinq poteries, desquelles usines six sont dans le Clermontois qui n'est qu'à une portée de fusil de notre clocher (1). Nous pensons que les états devront se tenir tous les deux ans à Châlons ; à peu près

(1) La grande quantité de bois que produisait l'Argonne y favorisa l'établissement de verreries à bouteilles. Dès l'année 1518, il y en avait deux sur les frontières de la Champagne : l'une à Châtrice à l'ouest et aux confins de la forêt de Beaulieu vers Sainte-Ménéhould, l'autre au Bois-Japin près Triaucourt (voir cahier de Riaucourt). Des gentilshommes les faisaient valoir et y travaillaient eux-mêmes. Dans sa *Notice sur l'Abbaye et le Comté de Beaulieu-en-Argonne*, M. Aug. Lemaire attribue l'établissement du premier fourneau de verrerie sur les bords de la rivière de Biesme, à Guillaume de la Marck, abbé de Beaulieu. Cet abbé aurait accordé en 1555 à « de modestes gentilshommes résolus d'échapper à l'indigence par le travail », la concession, dans un endroit de la forêt qu'on nomme Courrupt (*Collis rupta*), à peu de distance au nord de Beaulieu, de vastes terrains qu'ils défrichèrent et où ils construisirent une usine à souffler le verre. L'étendue des terrains concédés pour la verrerie de Courrupt n'était pas encore bien déterminée en 1775. A cette époque, cette verrerie était la propriété de Louis Duhoux dit le Baron, qui fut traduit par l'abbé de Beaulieu devant la maîtrise particulière des eaux et forêts de Sainte-Ménéhould, pour avoir fait défricher des terrains et abattre des arbres ne lui appartenant pas ; ce procès se termina par une transaction. La verrerie de Courrupt a fait, vers 1870, retour à l'État, par suite de l'expiration d'un bail emphytéotique ; elle a été abandonnée et démolie.

Les verreries de l'Argonne eurent de nombreuses contestations avec les différentes communautés d'habitants de cette région. Plusieurs durent même alors éteindre leurs feux, notamment celle de Bois-Japin vers 1780. — Dom Nicolas Le Long, dans son *Histoire ecclésiastique et civile du diocèse de Laon*, publiée à Châlons en 1783, constate qu'il y avait à cette époque treize verreries dans la vallée de la Biesme ; un « état des verreries existant dans la subdélégation de Sainte-Ménéhould », dressé le 5 mars 1770 par le subdélégué Mathieu et conservé aux Archives de la Marne, en énumère douze : quatre en Champagne : Le Four de Paris, La Vignette, La Ruine et Courrupt ou La Gorgette, la première de quatre ouvreaux, les trois autres de deux, — huit en Clermontois : La Hazarée (2 ouvreaux), La Chalade (2), Le Claon (4), Le Neufour (2), Les Senades (2), La Contrôlerie ou Trois-Fontaines (2), Belle-Fontaine (4), et Lochères (4), « toutes connues sous le nom générique de Verreries des Vallées, dit une « sentence de police de la ville de Paris concernant le commerce des bouteilles, cloches et autres marchandises de verrerie, du 8 février 1770 » rendue contre les acheteurs de bouteilles de l'Argonne, Berryer et Angot. (Arch. de la Marne, C, 466 : Déclarations du roi, arrêtés, règlements, mémoires, correspondance concernant les verreries de l'Argonne, la fabrication des bouteilles, les privilèges des gentilshommes verriers, etc. ; — BEAUPRÉ : *Recherches sur l'industrie et les privilèges des verriers dans l'ancienne Lorraine* : Nancy, Hinzelin 1846, in-8°. — PROSPER DE BIGAUT : *Les Verriers*

au centre la province. S'il ne faut qu'une coutume dans la province, il n'y faudrait non plus qu'un poids et une mesure, ce sera encore aux États provinciaux à procurer cette uniformité qui sera d'un grand avantage.

Un secours facile pour les campagnes. — Nous désirons que Sa Majesté soit humblement suppliée d'ordonner que tous Messieurs les évêques, abbés, prieurs titulaires et autres bénéficiers soient obligés de résider dans leurs bénéfices ou dans chacun d'eux pendant au moins un tiers de l'année, pour y dépenser une partie de leurs revenus et empêcher que les pauvres ne soient frustrés des secours qu'ils ont droit d'en espérer.

Pauvreté de Beaulieu. — Il nous reste à représenter que la communauté de Beaulieu est peut-être une des plus pauvres du royaume, n'ayant pour toute propriété foncière qu'environ trente-six arpents, mesure de roi, tant en vignes et chènevières qu'en prés et jardins, sans autre finage, non compris cependant les pauvres manoirs des habitants et les très étroits potagers qui y sont joints. Nous ne pouvons avoir l'ombre de commerce, à cause de notre situation à l'extrême frontière, et de la petitesse de nos moyens. Si la province de Champagne est en droit de représenter au Roi et aux États généraux qu'elle paie au-delà de la production de son sol, la paroisse de Beaulieu l'est encore plus, puisque la taille, le vingtième, les aides, les traites et tous les impôts de tous les genres possibles qui pèsent sur soixante-

de l'Argonne, Revue de Champagne et de Brie, 12^e vol., p. 5 et 115. — BUIRETTE : *Histoire de la Ville de Sainte-Ménéhould*, p. 197. — A. LEMAIRE : *op. cit.* ; — etc.). Dom Le Long et M. de Bigault ne parlent pas des verreries de La Ruine et de Lochères ; mais, en plus, ils en signalent trois autres aux Islettes, à Châtirces au sud de Sainte-Ménéhould, et à Boureilles près Varennes-en-Argonne.

— Des briqueteries, des tuileries, des faïenceries étaient aussi installées dans les bois de Beaulieu au XVIII^e siècle ; on trouve aux Arch. de la Marne, C, 461, des dossiers sur l'établissement des fabriques de faïence au bois d'Epense, et dans le fief de Maugarny près de Beaulieu, entre Rarécourt et Froidos, ainsi que les oppositions faites à leur installation.

L'énorme consommation de bois de ces usines, qui avait pour résultat d'en faire hausser le prix, était surtout la cause, comme le dit le cahier de Beaulieu, des protestations des habitants de cette région contre les diverses industries qui s'établissaient à proximité des villages (Arch. de la Marne, C, 1135 ; — « État des forges, fourneaux, affineries et autres usines supprimées dans la généralité de Châlons, par ordonnance de M. le Grand maître des eaux et forêts du 18 août 1731 : quantité de bois rentrée dans le commerce au moyen desdites suppressions » : *ibid*, C, 462.)

quinze ménages qui forment la communauté, absorbent bien au-delà du chétif produit de leurs minces propriétés (1).

Telles sont les représentations que croient devoir faire les habitants de la paroisse de Beaulieu, dans le bailliage de Châlons, dans l'espérance que le Roi, qui veut bien entendre les vœux de ses peuples, voudra bien aussi les couronner d'un heureux succès.

C.-N. HUSSON, BERTON, N. MARTIN, J.-B. JEANNIN-PETITPAS,
J.-B. JACQUET, etc.....

(30 signatures.)

BEAUNAY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Beaunay (2) était composée de 60 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié « par M. le vicaire, le 1^{er} mars 1789 ». — Le même jour (3), les habitants se réunirent « issue de la messe paroissiale » sous la présidence de Charles PEUCHOT LAPRAIRIE, notaire, lieutenant de la justice d'Étoges dont dépend Beaunay. — Le procès-verbal ajoute « que les officiers municipaux et adjoints de la communauté de Beaunay étant assemblés à la manière accoutumée, au lieu ordinaire à ce destiné pour faire les affaires de la communauté, le sieur François André, syndic municipal, a représenté qu'il venait de recevoir les ordonnances du Roi concernant les assemblées des États généraux et l'ordonnance de M. le grand bailli d'Épée de Châlons-sur-Marne... », puis il constate la présence de François Lecourt, laboureur, Nicolas Godmé, Charles Fanier, Antoine Aubert, Claude-Antoine Bérat, Jacques Bahut, Pierre

(1) Tableau des taillables de la paroisse de Beaulieu en 1789. (*Arch. de la Marne, C, 2951.*)

(2) *Arch. dép. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, 137. Cahier, dossier c, 12 : 5 pages cotées et paraphées en haut et signées en bas par Peuchot Laprairie ; annotation de Thomas).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 335* : Administration de la communauté. — *C, 1041, 1045* : Vingtièmes ; procès. — *C, 1588* : Corvées. — *C, 1610* : Corvées. — *E, 546* : Seigneurie : famille du Maugin de Beaunay. — *E, 916* : baux des grosses et menues dimes, etc.

— Beaunay appartenait à l'élection de Châlons. Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 56 feux roturiers. — Population : 82 hommes, 77 femmes, 16 garçons et 26 filles, soit 201 habitants.

(3) Cependant, l'assemblée dut se réunir plusieurs jours, et notamment le 8 mars, pour la lecture et l'approbation du cahier qui porte cette date.

Tremet le jeune, Jean-Baptiste Radet, Pierre-Charles Grongnet, Jacques-Louis Oudiné, Antoine Guignon, Jean-Baptiste Lecourt, Étienne Barré, Jacques-François André l'ainé, Louis Laurent, Pierre Radet, Louis Chossefol, Étienne Berger, Louis Chibout l'ainé, Philippe-Antoine Jeanne, Louis Piéton.— Les députés furent François LECOURT et François ANDRÉ, syndic.]

CAHIER

Ce jourd'hui, dimanche 8 mars 1789, issue de la messe paroissiale, les officiers municipaux adjoints et habitants de la communauté de Beaunay, étant assemblés à la manière accoutumée au lieu ordinaire, à ce destiné pour faire les affaires de la communauté, le sieur François André, syndic municipal, lequel a représenté que, pour obéir aux ordres de Sa Majesté, portés par les lettres données à Versailles, le 24 janvier 1789, pour la convocation et tenue des États généraux de royaume, et satisfaire aux dispositions du règlement y annexé, ainsi qu'à l'ordonnance de M. le bailli de Châlons, dont ils nous ont déclaré avoir une parfaite connaissance, tant par la lecture qui vient de leur en être faite que par la lecture cy-devant faite au prône de la messe de paroisse, par M. le vicaire, le 1^{er} du présent mois, et par la lecture et publications et affiches pareillement faites le même jour à l'issue de la messe de paroisse au-devant de la principale [porte] de l'église, lequel syndic a représenté que, pour satisfaire à la lettre du Roi et ordonnance de M. le bailli de Châlons et qu'il était nécessaire de procéder d'abord à la rédaction du cahier des plaintes de doléances et remontrances que la dite communauté allait faire à Sa Majesté, avons procédé ainsi qui (*sic*) :

ART. 1^{er}. — La communauté de Beaunay, composée de soixante feux, remontre à Sa Majesté qu'il n'avons (*sic*) point de curé dans leur paroisse et en ayant eu un autrefois, mais la cure a été transmise au prieur de Loisy-en-Brie (1) par l'abbé de Sainte-Geneviève de Paris qui en est décimateur. La cure de Beaunay vaut dix à douze cent livres ; quoique les habitants ne jouissent que d'une partie du terrain de leurs terroirs est possédé par des forains et cultivateurs voisins, il n'est pas moins vrai que s'il y avait un curé à Beaunay qu'il jouirait du bénéfice et aurait

(1) La cure de Loisy avait titre prioral par annexion de l'ancien prieuré dépendant de l'abbaye de La Charmoye. (E. DE BARTHÉLEMY : *Diocèse ancien de Châlons-sur-Marne*, t. II, page 354.)

plus qu'un curé d'Aulnay-aux-Planches qui est composé de vingt-deux feux, un curé de Chaltrait, que la communauté n'est que de quatorze feux n'ayant qu'un seul fermier pour faire vivre le curé, au lieu qu'à Beaunay, la cure qui serait composée de soixante feux, rapportant dix à douze cents livres de revenus, le curé vivrait et les habitants seraient dans le cas d'être mieux servis ; être obligé tous les jours jusqu'à présent de courir de nuit à Loisy pour chercher le prier ou le vicaire pour l'extrême-onction à quelques personnes malades, ou le baptême à quelques enfants pressants, il arrive encore souvent que l'on ne trouve ni le prier, ni le vicaire par rapport que le prier de Loisy a Loisy, Beaunay et Givry à desservir et qu'il ne veut pas facilement se gêner. La communauté mérite bien avoir un pasteur pour gouverner leurs âmes et pour donner de l'éducation à leurs enfants ; les habitants s'obligent de reconstruire le presbytère dans l'endroit où il a été ci-devant ou dans un autre choisi à cet effet ;

2. — La communauté de Beaunay, comme il est dit ci-dessus, composée de soixante feux, paie à Sa Majesté tant pour l'imposition accessoire, tailles, vingtièmes et corvées la somme de deux mille deux cent cinquante livres, quoique la communauté est d'un très petit labourage à eux appartenant ; il y a trois petits fermiers qui font valoir de fermages cent arpents de terres (1) ; quand ils ont semé, payé leurs maîtres, leurs domestiques et leurs charron et maréchal, il ne leur reste pas pour eux vivre jusqu'à la nouvelle moisson, parce que le terrain est d'un fort petit rapport. Le gibier en fait tort au moins d'un quart, parce qu'il y en a en quantité de toutes espèces, qui cause un tort considérable qui empêche le paiement et accessoires qui empoisonnent le terroir ; ces mêmes fermiers ne laissent pas de payer encore pour leurs impositions, tailles, corvées, chacun quatre-vingt-dix livres.

L'art du restant de la communauté se sont tous vigneron, à mal aisée par rapport au peu de dépouilles qu'ils font, aux grandes impositions qu'ils sont chargés (2) ; la plus forte partie

(1) Beaunay comptait, vers 1691, 86 feux et 4 laboureurs. Son terroir était en terres, prés et vignes. (*Arch. de la Marne, C, 429.*)

(2) Cette phrase signifie que « le reste des habitants de la communauté est composé de vignerons qui sont peu fortunés en raison des récoltes qu'ils font et des lourdes impositions dont ils sont chargés ».

des vigneronns de cette communauté, ont à peu près un arpent de vignes et une méchante chaumière, ne laisse pas de payer pour cela tant pour leurs impositions, accessoires, tailles, vingtièmes et corvées, la somme de trente livres ; à quoi peut se faire de nourrir une famille avec un si petit revenu ?

Outre cela il faut encore, pour vivre, le sel qui est d'un prix exorbitant ; la vie de ce pauvre peuple est de vivre plus mal que les prisonniers qui sont dessous les chaînes et ne sait seulement comme ils ont la force de pouvoir agir à l'agriculture, de l'autre partie de vigneronns de la paroisse qui sont un peu plus à leur aise, sont pareillement surchargés par rapport aux impôts, tailles, vingtièmes et corvées, et en outre la plus forte partie, fort chargée de rentes, qu'il faut payer, et ce qui les met dehors de pouvoir satisfaire leurs impositions au désir de l'ordonnance.

Rien de plus surchargé, en général, dans le Tiers état, que les vigneronns ; un petit vignoble comme Beaunay, outre leurs impositions, après avoir bien pris la peine de cultiver et faire cultiver leurs biens, si c'est un vigneron qui a trois arpents de vignes, une année commune, recueille vingt-quatre poinçons de vin et quoi il aura déjà converti en remplacements (1) et dîmes jusqu'au jour de l'inventaire, ne lui restant plus que vingt-un poinçons on lui fait déduction pour sa consommation, lui reste seize poinçons, moitié de poinçons ; mais ce vigneron, qui a deux à trois arpents de vignes, il ne peut pas se passer pour sa consommation à quatre poinçons, moitié de poinçons, parce que ce vigneron, qui est obligé de prendre du monde tout le jour ne peut pas facilement se passer de sa quantité.

Rien de plus mal à propos qu'après avoir fait sa consommation honnêtement chez soi sans avoir vendu en fraude, qu'il lui vienne des gros manquants, mais si ce vigneron, il arrive fort souvent qu'il ait vendu du vin de sa consommation, on ne lui fait aucune remise.

Si Sa Majesté taxait chaque poinçon de vin à un prix raisonnable, après l'inventaire général fait, et sa consommation déduite à un prix médiocre, qu'il n'y aurait plus besoin de commis et ferait une grosse dépense d'épargnée en établissant

(1) Ces termes et mesures, tels que *remplacements*, *poinçon*, etc., seront définis au glossaire.

un bureau dans chaque paroisse, qui en ferait la levée après les états faits au bureau général, à Châlons, de là aux coffres du Roi ; le Tiers état serait tranquille et serait libre de disposer de leurs vins, les mettrait plus en état d'acquitter leurs impositions et accessoires ; il ne serait pas dans le cas d'aller mendier comme ils font. Le Tiers état, qui est la classe la plus pauvre, paie toutes les impositions, tailles, vingtièmes et corvées, et les vigneronns encore du dernier état paient, en outre, tous les congés de leurs vins, de sorte qu'il arrive souvent que, après avoir payé leur premier congé et frais de vendanges, il ne leur reste plus que les fonds pour eux, toutefois en payant la rente ;

3. — Le Tiers état a tout lieu de se plaindre de supporter tous les impôts et toutes les charges publiques pendant qu'ils voient autour de leurs paroisses des couvents qui ont des quarante et cinquante mille livres de revenus, tant en bois que fermes, prés et moulins, dîmes et champarts, qui ne paient aucune imposition, ni vingtième, se plaignent encore pour vivre [à] cinq à six personnes ; comment une communauté de soixante feux, qui a cinq à six mille livres de revenus, il faut vivre trois cents personnes et payer deux mille deux cent cinquante livres, qui fait naître qu'ils ne sont pas trop dans l'état d'acquitter leurs impositions dans le temps de l'ordonnance (1) ;

4. — Le Tiers état demande à Sa Majesté la réformation du juré priseur qui est la ruine des familles ; il ne se gêne pas de prendre trente livres sur cinquante louis ;

5. — Le Tiers état se plaint sur le prix du sel et tabac qui est à un prix ; comment une pauvre famille qui n'a pas le pouvoir d'élever ses enfants, payer une livre de sel treize sols neuf deniers ainsi que le tabac à proportion, après avoir payé toutes ses impositions ! Le Tiers état n'est pas capable de satisfaire au droit.

Nous soussignés, syndic et municipaux et adjoints, certifions

(1) Les habitants eurent maintes fois des procès et des poursuites pour le paiement de leur imposition. — *Arch. de la Marne, C, 1041* : Affaire du sieur Jourdain, sur lequel le préposé aux vingtièmes de la paroisse de Beaunay avait fait saisie pour le paiement de ses vingtièmes ; cette affaire fut l'objet d'une correspondance entre l'intendant des finances Le Fèvre d'Ormesson et l'intendant de la généralité qui proposait d'annuler deux sentences, l'une de la justice seigneuriale d'Étoges, l'autre du bailliage de Vertus, intervenues dans cette affaire. Sur l'ordre de d'Ormesson, ce projet fut abandonné (1772-1775).

le présent véritable en foi de quoi nous avons signé, à Beaunay, ce 8 mars 1789, signé :

ANDRÉ, greffier, LECOURT, GRONGNET, Nicolas GODMÉ,
Antoine AUBERT, etc.....

François ANDRÉ, syndic.

(16 signatures.)

Paraphé *ne variatur* : LA PRAIRIE, lieutenant de la justice et prévôté du comté d'Étoges, Beaunay en dépendant.

BERGÈRES-LES-VERTUS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Bergères-les-Vertus (1) était composée de 160 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre PRIEUR, prévôt, juge civil, criminel et de police de la justice et prévôté de Bergères et dépendances. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Prieur, procureur fiscal, François Le Blant, laboureur, Jean-Baptiste Le Gentil, Pierre Prot, Michel Lessart, Jean Coulmier, François Jarry, Pierre Pierrotin, Louis Coulmier, Gilles Martinet, Claude Charles, François Platel, Claude Piéton, Jean Prieur, Nicolas Adam, Nicolas Martinet, Claude Rochefort, Nicolas Joachim, François Lallemand, Pierre Collard, Jean-Baptiste Gathelier, Jean-Baptiste Bidet, François Thomas, Jean-Baptiste Henry, Nicolas Gallice, Nicolas Prieur, Thomas Charpentier, Pierre

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 140. Cahier, dossier c, pièce 33 : même annotation de l'avocat Prieur, de Châlons, sur le cahier ; ce document est paginé et signé *ne variatur* en haut et en bas de chacune des six pages par Prieur, prévôt de Bergères).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 822-942 : Impositions. — C, 1023 : Capitation. — C, 1040-1045 : Vingtîèmes. — C, 1571-1576 : Construction de la route nationale n° 33 de Paris à Châlons par Montmirail et Bergères-les-Vertus ; et de la route départementale n° 14, de Mareuil-sur-Ay à Bergères. — C, 1588 : Corvées. — E, 908 et suiv. : Papiers des notaires de la comté-pairie de Vertus : baux des terres, notamment de la garenne du Mont-Aimé, louée moyennant « 130 livres et deux douzaines de lapins chacun an » (baux de 1719 et 1733) ; — etc.

— Bergères-les-Vertus appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 161 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 248 hommes, 219 femmes, 62 garçons et 72 filles, soit 601 habitants.

Toussaint Henry, Jean Guiot et Philippe Fallet, tous laboureurs et vigneron ; Pierre Lallemand, syndic, et aussi, d'après les signatures, Guérin, greffier, Jean-Baptiste Prieur, Fiacre Bidet, Châtelain, Nicolas-François Lallement, Pierre Lessart, François Bidet, Joseph Courcier, Jean Fallet, Pierre Maillard. — Les députés furent Pierre LALLEMAND, syndic, et Philippe FALLET.]

CAHIER

Très humbles supplications et doléances de la communauté des habitants de Bergères-sous-Mont-Aimé (1), élection de Châlons.

Les habitants du village de Bergères sont, ainsi que tous les sujets du Roi, pénétrés de reconnaissance de la grâce que Sa Majesté daigne accorder à ses peuples, en rassemblant les États généraux de son royaume et de ce qu'elle veut bien leur permettre de lui présenter leurs supplications respectueuses ; ce n'est pas à des simples agriculteurs qui ne connaissent que les détails de leur profession à s'ingérer de donner leur avis sur l'administration générale du royaume ; ils se bornent à faire des vœux pour l'accomplissement des vues bienfaisantes de Sa Majesté qui tendent à rétablir l'ordre dans toute la patrie, et à procurer le soulagement de la classe la moins fortunée de ses sujets.

Les habitants de Bergères observent que leur communauté contient cent soixante feux, ou ménages, partie laboureurs et partie vigneron et manouvriers, qui ne subsistent que du travail de leurs bras. Deux violents incendies arrivés en 1724 et en 1776, ayant détruit quantité de maisons ainsi que les bestiaux et les instruments aratoires, la plupart des habitants ont été obligés de faire des emprunts pour rebâtir leurs habitations et se mettre en état de cultiver leurs héritages, ce qui produit un malaise habituel dans la paroisse.

(1) Comme l'indique plus loin le cahier, Bergères-les-Vertus est situé entre deux monticules élevés, le Cormont (217 mètres), pointe en promontoire du massif boisé qui protège à l'ouest la région de Vertus, et le Mont-Aimé (240 mètres), un des accidents orographiques les plus curieux de la Champagne ; ce mont historique fut le site d'habitations préhistoriques et d'un campement gaulois, remplacés au Moyen âge par un château fort où eut lieu, en 1243, l'autodafé de 183 Manichéens ; plus près de nous, en 1814, sur ce mont, l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse passèrent en revue les troupes alliées, après la bataille de Fère-Champenoise.

La position du village, entre deux montagnes, expose le terroir à de fréquents orages, desquels il résulte des inondations et des grêles qui détruisent leurs moissons et les fruits des vignes, accident auquel il faut attribuer l'état d'indigence d'une partie des habitants ; les terres, en général, sont d'une fertilité médiocre, il y en a une grande quantité de très mauvaises, dont partie reste sans culture ; cependant les impositions se répartissent sur toutes sans distinction entre les bonnes et les mauvaises, ce qui met souvent les pauvres dans l'impossibilité de les acquitter (1) ; il en résulte des frais de la part du préposé à la recette des deniers royaux qui achèvent de les réduire à la plus grande misère ; cependant les malheureux n'ont presque aucunes espèces de secours à espérer dans leur détresse ; il n'existe, dans la paroisse, ni hôpital, ni fondation ou association de charité ; la subsistance des pauvres est des plus pénibles ; dans cette triste position les habitants de Bergères demandent :

1° Qu'il soit pourvu aux soulagements de la paroisse par une diminution considérable et une répartition égale et proportionnée des différentes impositions dont personne ne soit affranchi ; et que, pour parvenir à une juste répartition et garantir l'assiette de cet impôt des abus et difficultés dont il pourrait être susceptible, il semblerait que ce devrait être celui que le monarque s'est déjà proposé, c'est-à-dire l'impôt territorial en général sur toute la terre portée aux taux suffisants pour tous les besoins de l'État ;

(1) La perception des impôts à Bergères s'opérait très difficilement. Personne ne voulait se charger de cette besogne que les syndics étaient obligés d'imposer à des habitants du village souvent aussi malheureux que ceux chez lesquels ils recevaient les deniers publics. Les plaintes et les réclamations affluaient à l'Intendance. (*Arch. de la Marne, C. 1040* : dossier Bergères 1778-1785.) Dans une de ces requêtes, un manouvrier de Bergères, du nom de Thomas, dit « que malgré que le syndic et les principaux habitants de la « communauté de Bergères n'ignorent pas que le suppliant est obligé, tant « pour gagner sa vie que celle d'une famille dont il est chargé, d'aller travailler « une partie de l'année sur les chemins royaux sur lesquels il fait les tâches « qu'il a entrepris pour les paroisses voisines, ils l'ont nommé pour être « préposé à la perception des vingtièmes de leur communauté. Le suppliant, « qui ne peut absolument être chargé de cette perception, ne sachant ni lire, « ni écrire, croit devoir prendre la liberté de représenter à Votre Grandeur « que la haine que le syndic de Bergères porte au suppliant a présidé seule à « cette nomination. »

2° Notamment le sel et le tabac, soient diminués de prix ;

3° Que la perception des droits d'aides, s'ils ne sont pas totalement supprimés, soit adoucie et simplifiée en telle sorte que les habitants qui recueillent du vin ne soient plus exposés aux tracasseries continuelles des commis aux exercices et qu'il y ait une modération dans les peines établies par les règlements sur les différents genres de contraventions, peines qui causent souvent la ruine des malheureux, pour le délit le plus léger et le plus excusable, eu égard à la position et à ses besoins (*sic*) ;

4° Qu'il soit aussi apporté une modération et adoucissement dans la perception des droits de contrôle et de centième denier et que les familles ne soient pas sans cesse exposées aux recherches des commis ambulants et vérificateurs ;

5° Que l'on supprime l'établissement formé très récemment d'un huissier-priseur et vendeur de meubles, dont la résidence est à Châlons-sur-Marne, distance de six lieues du village de Bergères, et dont le transport et les vacations énormes absorbent presque toute la valeur d'un mobilier peu considérable qui fait cependant l'unique fortune des pauvres veuves et des mineurs (1) ;

6° Qu'il soit formé un établissement pour secourir les plus indigents et surtout lorsqu'ils tombent malades ; qu'à cet effet les gros décimateurs de la paroisse soient tenus d'y contribuer à proportion du revenu qu'ils en tirent et qu'il soit économisé sur le produit des réserves ; que, notamment, le dixième affecté aux communautés des filles religieuses soit supprimé et appliqué au profit de la communauté des habitants ; que pour rendre le secours de cette réserve plus utile et plus avantageuse, les frais et droits des officiers de la maîtrise des eaux et forêts soient modérés ; que la réparation de l'église et du presbytère soit faite avec économie et avec le moins de frais possible ;

7° Qu'il soit apporté une modération considérable dans les frais de justice ; qu'il en soit rédigé un tarif, que les procédures civiles et criminelles soient simplifiées et abrégées ;

8° Que l'on renouvelle et que l'on fasse exécuter les lois qui

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

défendent d'usurper les communes, les prés, terres et bois communaux, et aux habitants de les aliéner sous tel prétexte que ce puisse être (1).

J. PRIEUR, GUÉRIN, Pierre LALLEMANT, syndic ; Pierre
PIERROTIN, HENRY, etc.....
PRIEUR, prévost de Bergères.
(37 signatures.)

(1) Voir notamment l'Édit de mars 1600 (reg. en la cour des aides le 21 avril) portant règlement général sur les tailles, sur les usurpations du titre de noblesse, les bâtards, la rescision des ventes de biens communaux et usagers, qui dit art. 37 : « Ayant été contraints la plupart des habitants des « paroisses de ce royaume vendre leurs usages et communes à fort vil prix « pour payer les tailles et autres grandes sommes de deniers qui se levalent « avec violences sur eux durant les troubles et bien souvent à ceux mêmes « qui en avaient les assignations, voulons et ordonnons, quoyque lesdites « ayant été faites purement et sans rachapt, qu'il soit loisible aux habitants « de les retirer en remboursant le prix actuellement payé par les acquéreurs « dans quatre ans du jour de la publication des présentes. » (*Recueil Isambert, Decrusy et Taillandier*, t. XV, p. 237.) — La Déclaration du 22 juin 1659 (registré au parlement de Paris le 19 décembre), portant défense aux communautés d'aliéner leurs droits d'usage sans permission du Roi et décret de justice ; cette déclaration prise pour la province de Champagne, longtemps désolée par les guerres, expose l'état malheureux des populations surchargées d'impôts et de dettes, forcées par de « puissantes personnes, comme seigneurs des lieux, juges et magistrats... d'aliéner, pour des sommes modiques, leurs biens usages et biens communaux, sans cause légitime et sans que les deniers de ces ventes aient été employés pour le bien et l'utilité des communautés ;... bien souvent desdits prix n'a été touchée aucune chose bien qu'il soit écrit autrement, par la violence des acquéreurs qui ont forcé les habitants de signer sous de faux prétextes, des choses qui leur fussent dues ou pour les gratifier » ; ces ventes sont donc considérées comme de véritables usurpations ; en conséquence, la déclaration ordonne « que les habitants des paroisses et communautés de la généralité de Châlons rentreront de plein droit et de fait, sans aucune formalité de justice, dans les usages, bois, communaux et autres biens par elles aliénés depuis vingt ans pour quelque cause et occasion, et à quelque titre que ce puisse être, à la charge de payer en dix années, en dix portions égales, le prix principal desdites aliénations faites pour causes légitimes, etc... et voulons qu'à l'avenir... lesdites communautés ne puissent aliéner leurs usages... » (*Ibid.* t. XVII, page 370.) — L'Édit d'avril 1667 (reg. au parlement de Paris, cour des aides, le 20 avril), portant règlement général pour les communes et communaux des communautés laïques, constate « qu'entre les « désordres causés par la licence de la guerre, la dissipation des biens des « communautés a paru des plus grands, qu'elle a été d'autant plus générale, « que les seigneurs, les officiers et les personnes puissantes se sont aisément « prévalus de la faiblesse des plus nécessiteux, que les intérêts des commu- « nautés sont ordinairement les plus mal soutenus, et que rien n'est davantage « exposé que ces biens dont chacun s'estime le maître... » ; il explique ensuite comment ces biens « concédés par forme d'usages seulement, pour demeurer

BIERGES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Bierges (1) était composée de 11 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de

inséparablement attachées aux habitations des lieux, pour donner moyen aux habitants de nourrir des bestiaux et de fertiliser leurs terres... » ne pouvaient être ni aliénés, ni usurpés et fait « très expresses inhibitions et défenses à « toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, de troubler « ni inquiéter les habitants des communautés, dans la pleine et entière possession de leurs biens communs et auxdits habitants de ne plus aliéner leurs « usages et communes, sous quelque cause et prétexte que ce puisse être... » (*Ibid.*, tome XVIII, page 187.) — etc.

Dans son *Dictionnaire ou traité de la police générale des villes, bourgs, paroisses et seigneuries* (petit in-4°, Paris 1775), Edme de la Poix de Freminville, après avoir décrit la nature des biens appartenant aux communautés d'habitants, ajoute que le « procureur fiscal est obligé par état de veiller à la conservation de ce qui appartient à la communauté d'habitants dont il fait corps et dut empêcher que personne n'usurpe sur les communes..... » (P. 223, *Bibl. du Tribunal de Reims*, 5 C.)

(1) *Arch. dép. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 141. Cahier, dossier c, pièce 32 : 4 pages cotées et paraphées par Camiat plutôt que par le président de Lagny ; même annotation de Prieur sur le cahier).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 537 : Administration de la communauté. — C, 823 et 942 : Impositions, décharges. — C, 1045 : Répartition des vingtièmes en 1789. — C, 1588 : Corvées. — C, 1568-1571 et 1669 : Travaux des routes ; devis estimatif des travaux nécessaires pour réparer le pont de Bierges et ses abords endommagés par les grandes eaux du 27 février 1784. — C, 1808 : Église et presbytère. — E, 908 : Papiers des notaires de la comté-pairie de Vertus : baux des terres ; — etc.

— Bierges appartenait à l'élection de Châlons. Sa paroisse était une annexe de Chaintrix (du bailliage d'Épernay), communauté de 17 feux, située à peu de distance. Au bureau intermédiaire de l'assemblée d'élection de Châlons (séances du 11 avril 1788 et suivantes) on proposa de réunir les deux communautés. Chacune d'elles fut consultée. Chaintrix répond qu'elle « désire pour son « avantage et sa tranquillité conserver sa municipalité distincte de celle de « Bierges. L'éloignement, quoique peu considérable, lui présente un inconvénient dans la difficulté qu'aura le syndic pour réunir les municipaux ; les « intérêts particuliers à chaque communauté, les procès peuvent survenir, « l'administration des biens communaux qui sont distincts, lui paraissent des « obstacles insurmontables. Cette municipalité espère que les autres inconvénients n'échapperont pas à la sagacité du bureau intermédiaire qui voudra « bien les faire valoir. » — Bierges ne répondit pas. — M. de Gizaucourt, le seigneur des deux paroisses, « consent à tout ce qui sera décidé par le conseil ; il désire cependant que si la réunion s'opère, les municipaux soient pris en nombre égal et le syndic alternativement dans les deux communautés. » (*Arch.*

Jean-Baptiste DE LAGNY, procureur fiscal (1). — Le procès-verbal constate la présence de Jean-Baptiste Camiat, Jean Collart, Jacques Raullet, Jean Mary, Pierre Legentil, Jean-Baptiste Moreaux, Memmie Borgnet. — Les députés furent Jean COLLART et Jean-Baptiste CAMIAT.]

CAHIER

Cahier des plaintes et doléances de la communauté de Bierges pour être présenté par les députés de ladite communauté à l'assemblée des trois états du bailliage de Châlons fixée au 12 mars 1789.

La communauté supplie Sa Majesté de reconnaître son respect le plus sincère et la reconnaissance la plus vive. Elle regarde comme une preuve de la bonté de son monarque et de son amour pour son peuple le rétablissement des États généraux auxquels il veut bien la faire concourir en admettant ses députés à l'assemblée du bailliage de Châlons.

Tout Français, pour l'honneur de sa nation, devant admettre la dette de l'État comme contractée par toute la nation, la communauté se soumet à son extension et à ce qu'il soit fait un choix par Sa Majesté des impôts les moins onéreux dans leurs perceptions ; pour parvenir à cette extension, il est nécessaire que tous les membres de l'État viennent à son secours et, par conséquent, que tous privilèges cessent, les trois ordres payant indistinctement suivant leur fortune.

La communauté de Bierges ne possède d'autres fonds que des terres labourables sans aucun secours d'usage commun ; elle est composée de 11 feux ; les terres qu'elle cultive sont si mauvaises qu'aucun habitant ne récolte pour nourrir sa maison ; il ne leur reste, pour payer les impôts et l'entretien des bâtiments publics, qu'un travail forcé et leur industrie (2).

de la Marne, C, 2910 : Registre des délibérations de l'assemblée d'élection et du bureau intermédiaire de Châlons de 1787 à 1790, n° 28.)

Les deux localités restèrent séparées jusqu'au 17 mars 1858, date du décret réunissant Bierges à Chaintrix avec laquelle elle forme aujourd'hui une commune faisant partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 13 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 17 hommes, 24 femmes, 7 garçons et 10 filles, soit 58 habitants.

(1) Jean-Baptiste de Lagny était ce maître de poste qui reconnut Louis XVI à son passage à Chaintrix, le 21 juin 1791, et qui garda le silence, fait qu'il exploita sous la Restauration. (TAUSSERAT : *De Chaintrix à Varennes*, plaquette in-8°, Le Havre, 1891. — G. LENOTRE : *Le Drame de Varennes*, p. 62.)

(2) L'entretien du presbytère, notamment, avait coûté fort cher aux habitants de Bierges ; il avait fallu dépenser 2.000 livres en 1769 pour sa recons-

Le cultivateur surchargé de ces droits d'impôts, vexé par la manière dure de les percevoir, découragé, languit et abandonne sa culture ; tout le monde sait que les chevaux sont nécessaires pour cultiver les terres, et combien ne voit-on pas de malheureux cultivateurs abandonner leur état, ne pouvant s'en procurer ni les nourrir, considération qui démontre que sa situation demande qu'il soit traité plus favorablement dans la répartition générale des impôts.

Quoique la communauté de Bierges ne possède point de vignes, elle est cependant très intéressée à demander que tous les droits d'aides, réunis sous des noms barbares, soient remplacés par un impôt unique sur chaque pièce de vin et la perception soit faite par le préposé ordinaire de la paroisse du vignoble ; cette manière de percevoir sans frais produirait un revenu considérable à l'État, s'il était payé par tout le monde, et soulagerait le peuple ; le laboureur, qui n'aurait point d'argent, aurait la facilité de mener du grain et autres denrées dans le vignoble pour l'échanger avec du vin, ce qu'il ne peut faire dans l'état où sont les droits d'aides, crainte d'être victime des commis.

On souhaite encore [que les impôts] qui seront consentis par l'assemblée des États généraux soient répartis avec plus d'équité d'après les déclarations exactes de tous les contribuables, qu'il soit loisible auxdits contribuables, par la communication des rôles, de connaître les produits desdits impôts, et que l'emploi soit connu de tous. Elle regarde comme une injustice la taille nommée d'industrie (1) et en demande l'entier anéantissement.

Les corvées qui ont été faites jusqu'à présent pour l'entretien des chemins publics ayant été abolies et converties en une prestation en argent, il est nécessaire qu'elles soient payées indistinctement par tous comme elle est utile à tous (2).

truction et presque autant en 1784 pour des réparations. (*Arch. de la Marne, C., 1808.*)

Les 11 contribuables de cette petite communauté payaient, en 1789, plus de 450 livres d'impôts directs, taille, capitation, etc. — En 1790, la somme inscrite était de 563 livres 3 sols, et pour prestation des chemins 92 livres 5 sols, soit, au total, 655 livres 8 sols ; le seigneur, M. de Gizaucourt, et le curé du lieu furent alors compris au nombre des contribuables. (*Ibid., C., 823.*)

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 46.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

La communauté voit comme tout le monde que rien n'est plus contraire aux intérêts du commerce national que les barrières ; elle en désire le reculement comme pouvant lui être très utile ; la nation ne sera plus, par ce moyen, étrangère à elle-même et toutes les provinces seront France.

Le sel, cette marchandise si nécessaire aux pauvres dont la nourriture simple exige de l'assaisonnement, est certainement trop cher ; il est à désirer que la vente devienne volontaire ; qu'il se vende au poids et non à la mesure qui est toujours très infidèle et que le prix en soit modéré.

Le contrôle imaginé pour la conservation des propriétés des citoyens lui est devenu à charge, par le tarif arbitraire des contrôleurs, ils demandent une réforme et la communauté en sollicite un clair, précis et uniforme dans tout le royaume, qui assure le droit des actes et des possessions du particulier.

Les tribunaux souverains établis par le Roi pour rendre la justice à ses peuples se trouvent souvent fort éloignés des provinces du royaume ; leur ressort trop étendu attire beaucoup d'affaires dont les cours sont surchargées et sur lesquelles elles ne prononcent qu'après bien des années, ce qui entraîne bien souvent la ruine des clients qui aiment mieux abandonner leur droit que de penser à poursuivre en justice. Le pauvre indigent, crainte de succomber dans ces tribunaux supérieurs, ils s'en rapportent à la décision des juges subalternes. Il serait donc de la justice du Roi et de l'intérêt du royaume qu'il y ait une cour souveraine dans chaque province pour juger en dernier ressort les causes d'importances qui ne sont cependant pas au Parlement des causes majeures ; le moyen de procurer aux Tribunaux de savants magistrats serait d'exiger que les jeunes avocats eussent exercé cinq à six ans leur profession dans une justice royale avant d'être admis à posséder des charges d'administrateurs.

On a vu avec surprise et tremblement l'établissement des huissiers-priseurs dans les provinces ; ces charges sont très onéreuses au public ; et sur un mineur, le transport desdits huissiers, leurs vacations et leurs travaux enlèvent souvent la majeure partie de la fortune de ce mineur ; on demande donc la suppression de ces charges (1).

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

Enfin la communauté de Bierges souhaite avec ardeur que, pour le gouvernement de la province de Champagne, Sa Majesté veuille bien établir ces états sur la forme de ceux du Dauphiné et que tous les sujets de la province soient soumis aux mêmes impôts, qui vivent sous la protection de la loi ; ils viennent tous au secours de l'État soit pour acquitter la dette nationale, soit pour soulager le peuple indigent du royaume.

Les habitants de ladite communauté continueront d'adresser leurs vœux au ciel, pour la convocation de Sa Majesté et de son auguste famille ainsi que pour la prospérité et la gloire de son règne.

Fait et arrêté en l'assemblée générale des habitants et communauté de Bierges tenue par devant nous Jean-Baptiste de Lagny, procureur fiscal de la justice du lieu pour l'absence du juge ordinaire ce 8 mars 1789, et les susnommés ont signé avec nous.

CAMIAI, RAULET, Jean MARY, Jean COLLART, Jean-Baptiste MOREAUX, Memmie BORNET, DE LAGNY.

(7 signatures.)

BOUY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Bouy (1) était composée de 90 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Ambroise BARBIER, ancien praticien pour l'absence des juges ordinaires. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Letaudin,

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce n° 142. Cahier, dossier c, pièce 68 : 4 pages cotées et paraphées par A. Barbier ; — aucune mention digne d'être signalée).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch., de la Marne, C, 540 : Administration de la communauté. — C, 1045 : Vingtièmes. — C, 1236 : Service de l'étape. — C, 1603 : Corvées. — C, 1686 : Ponts et chaussées. — C, 2218 : Taille de la communauté ; rôles de 1702 à 1775, — etc.

Le 1^{er} registre des délibérations du Conseil de la commune de Bouy (du 17 août 1788 au 14 novembre 1790 : 95 pages) contient les documents suivants : page 1^{re} : du 7 septembre 1788 : lecture par le syndic de l'arrêt du Conseil d'État fixant la réunion des États généraux au 1^{er} mai courant (8 août 1788) ; — pages 7 à 12 : du 1^{er} mars 1789 : première réunion des habitants : ce premier procès-verbal constate simplement qu'il a été donné lecture des lettres de

Jacques Simon, Jean-Baptiste Barbier, Jean-Baptiste Pasques, Jean Loche le jeune, Philbert Antoine, Gilles Barbier, Nicolas Barbier, Louis Bablot, Ambroise Gayet, Adrien Loche, Jean-Benoît Gobillart, Remy Oudart, Ambroise Oudart, Jean-Baptiste Macquart, Jacques Loche (1), Remy Barbier « et autres habitants soussignés » ajoute le procès-verbal, dont Remy Chauvet, A. Doré, Simon Gayet, Pierre Notret, G. Antoine Notret, François Arnoult, syndic, Philbert Barbier, etc. — Les députés furent François ARNOULT et Jean LOCHE l'ainé.]

CAHIER

Le renouvellement des États généraux, la restauration des droits naturels du Tiers état, méritent à tous égards un remerciement au Roi ; ce bienfait augmenterait sans doute l'amour que les Français lui portent, s'il était susceptible d'accroissement ; les habitants de Bouy pour satisfaire à ses ordres, convaincus (2) qu'il n'a que le bonheur de ses sujets en vue, vont lui exposer avec confiance ce qu'ils croient propre au bien de la nation.

Le Roi a manifesté depuis longtemps son désir d'anéantir les traites et gabelles comme un impôt odieux ; les habitants de Bouy croient nécessaire de demander sa suppression et de supplier Sa Majesté : 1^o de rendre le sel et le tabac marchands, mais d'en déterminer le prix de manière que l'appas du bénéfice ne soit pas un stimulant pour la contrebande ; 2^o de reculer les barrières ; 3^o de faire faire un nouveau tarif qui en rende l'étranger tributaire de la France, fasse pencher la balance en faveur du commerce national.

convocation et règlement pour les États généraux, mais que les membres présents « n'ayant pu satisfaire à la nomination des députés et à la rédaction de leur cahier, ils se sont retirés et ont remis au dimanche suivant » la suite des opérations ; — du 8 mars 1789 : après noté qu'il a été nommé deux députés « choisis d'unanimes voix entre les plus notables habitants », le secrétaire greffier transcrit sur le registre, le cahier des doléances de la communauté et le procès-verbal analysé ci-dessus ; — du 9 août 1789 : mention de la réception du règlement royal du 30 mai 1789, relatif aux dépenses des assemblées électorales pour la convocation des États généraux. (*Arch. de la commune de Bouy* : communication de M. Gentil, instituteur.)

— Bouy appartenait à l'élection de Reims : aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 97 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 139 hommes, 159 femmes, 57 garçons et 32 filles, soit 387 habitants.

(1) Cinq habitants du nom de « Loche » ont signé le procès-verbal et le cahier ; deux seulement figurent dans l'énumération du procès-verbal.

(2) La transcription du registre de la commune porte « conviennent »

S'il se trouvait, quant à présent, un empêchement à l'anéantissement des gabelles, les habitants de Bouy supplient Sa Majesté d'accorder que les différentes grilles des greniers à sel qui se trouvent dans le vase qui dégorge le sel dans le minot soient réduites à une seule, et que l'entreposeur ou le minoteur soit tenu de livrer des minots et des demi-minots de mesures dans ces mesures mêmes à ceux qui en demandent, sans se servir pour cela de quart ; la raison de cette pétition c'est que depuis qu'on a ajouté différentes grilles dans ce vase, le minot de sel qui pesait 104 et 105 livres ne [pèse] plus que 95 à 96 livres pris en minot, et beaucoup moins quand il est délivré par quart et demi-quart, de sorte que le sel qui est déjà d'un prix exorbitant en Champagne devient plus cher encore par le moyen de ces grilles, surtout pour les pauvres indigents qui ne le peuvent prendre que par quart et demi-quart (1).

De la partie des aides, il dépend une fourmilière de droits connus sous les noms de droits de gros, jauge et courtage, courtiers-jaugeurs, inspecteurs aux boissons, gros manquants annuels, droits de rivière, droits d'arrivée, octrois, anciens droits réservés, droits d'abats, inspecteurs aux boucheries, marques des cuirs, tous ces droits qui gênent la liberté nationale et individuelle donnent matière à des vexations habituelles et journalières ; les habitants de Bouy désireraient la suppression de tous ces impôts, et qu'on leur substitua une perception unique. Que chacun [paie] ce qu'il doit et que, le subside une fois payé, le vin soit marchand dans tout le royaume.

La suppression des jurés-priseurs et des greffiers des experts leur paraît également nécessaire ; cet établissement est ruineux pour les pères de famille et surtout pour les orphelins par la multiplicité des droits qui leur sont attribués ou qu'ils s'arrogent (2).

Ce motif serait suffisant sans doute pour déterminer le cœur paternel du Roi à la suppression de ce nouvel établissement, mais un plus puissant encore, c'est les entraves et la gêne qu'il cause aux infortunés qui sont forcés de s'en servir.

La suppression des tailles, capitation, vingtième et autres

(1) Voir le glossaire et la table détaillée à la fin de l'ouvrage pour ces mesures et cette façon de procéder pour la distribution du sel.

(2) Voir le cahier d'Athis, page 41.

subsidés accessoires paraît indispensable aux habitants de Bouy (1) ; ils désireraient qu'il leur fût substitué un impôt unique plus égal, plus proportionnel, qui tombât sur les trois ordres et embrassât toutes les classes des citoyens dans la proportion de leur fortune ou de leurs états ; ils laisseront aux représentants de la nation le choix du genre d'impôt qu'ils croiront le plus convenable, convaincus qu'ils choisiront toujours celui dont la perception sera la plus facile et la moins dispendieuse, celui qui sera le plus compatible avec la liberté publique et individuelle et surtout celui qui sera le plus susceptible d'être également réparti sur tous les sujets (2). Il semble aux habitants de Bouy que pour augmenter la confiance, il serait utile que, chaque année, il soit rendu compte aux représentants de la nation et que ses comptes soient rendus publics.

Désireraient aussi les habitants de Bouy d'être affranchis de la servitude de moulin banal à laquelle nous sommes asservis envers l'abbaye d'Avenay comme étant très préjudiciable et ruineuse.

Représentent aussi qu'il existe une quantité de lapins dans les bois, broussailles dudit lieu et dans les genièvres des termes et finages dans le terroir, qui occasionnent un préjudice considérable aux cultivateurs et dont nous lui en demandons la destruction totale.

Les dimes solites dans un lieu et insolites (3) dans un autre, sont une source intarissable de procès ; pour les faire cesser, le Roi est supplié de vouloir bien rendre une loi positive à cet égard, qui détermine ce qui y est ou ce qui n'y est pas sujets (4).

(1) De 859 livres 17 sols en 1702, la taille était montée à 1.020 livres en 1750, et 2.203 livres 10 sols 6 deniers en 1775. (*Arch. de la Marne, C, 2218.*)

(2) La transcription du registre de la commune porte : « objets ».

(3) Voir le glossaire.

(4) La question des dimes, de la propriété et de la jouissance des prés, marais de la paroisse, avait été la cause de procès avec l'abbesse d'Avenay. (*Arch. de la Marne, C, 540.*) — On a vu plus haut les doléances des habitants relativement au moulin banal. Un pont en pierre et une chaussée existaient près de ce moulin ; les religieuses d'Avenay adressèrent, en 1765, un mémoire et demandèrent à être déchargées de la réparation et de l'entretien de ce pont, attendu qu'elles n'y percevaient plus aucun péage et qu'elles y avaient fait faire les réparations convenables pour le mettre en bon état. Les habitants de

Tels sont en substance les changements que les habitants de Bouy croient nécessaires au bien de la nation et à la gloire du trône et à l'honneur de la France, ils laissent aux députés le choix des impôts qui leur paraîtront les moins onéreux et sont persuadés qu'ils choisiront ce qui sera le plus avantageux.

Fait et arrêté par nous, syndic municipal et habitants dudit Bouy, soussignés, ce 8 mars 1789.

J.-Baptiste MACQUART, BARBIER, J. LOCHE, etc.

(28 signatures.)

BREUVERY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Breuvery (1) était composée « de 19 feux entiers et de sept demi-feux ». — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habi-

Bouy demandèrent, eux, la démolition de ce pont qui ne leur était pas utile et ne servait qu'au moulin des religieuses dont ils réclamaient la suppression de la servitude (correspondance à ce sujet : 1768-1769). Un arrêt du Conseil donna gain de cause aux religieuses et les déchargea de l'entretien du pont (1770). Mais les habitants résistèrent. Une nouvelle requête fut présentée par l'abbesse d'Avenay, M^{me} Cossart-d'Espiés, tendant à obliger les habitants à mettre leur pont en bon état ; la communauté s'y refusa encore. L'autorité fit dresser d'office le devis et le détail estimatif des ouvrages à exécuter pour la reconstruction du pont et la réparation de la chaussée près du moulin (1778). (*Arch. de la Marne, C, 1686*. Au dossier est joint un plan d'une partie du village en 1769.) — Voir aussi : « *Déclaration que fait sœur Marguerite de Cossart-d'Espiés, abbesse de l'abbaye royale d'Avenay... à Messieurs les officiers municipaux du bourg d'Avenay... de tous les biens et revenus de son abbaye, des lieux où ils sont situés, ainsi que des charges d'icelle*, du 25 février 1790. (*Arch. de la commune d'Avenay* ; copie d'après L. PARIS : *Histoire de l'abbaye d'Avenay* : 2^e vol., appendice, p. 427.)

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b. pièce 143. Cahier, dossier c, pièce 54 : 17 pages, qui paraissent avoir été cotées et paraphées par Jean-Baptiste Collart, un des habitants ; — même annotation de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 541* : Administration de la communauté ; procès-verbaux d'adjudication à loyer des usages. — *C, 826, 942* : Impositions, décharges. — *C, 1023* : Capitation. *C, 1045* : Vingtièmes. — *C, 1588* : Corvées. — *C, 1589* : Routes. — *C, 1816* : Eglise et presbytère ; — etc.

— Breuvery appartenait à l'élection de Châlons. Aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écury-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 23 feux roturiers. — Population : 36 hommes, 43 femmes, 9 garçons et 9 filles, soit 97 habitants.

tants se réunirent sous la présidence de Claude VALLERET, ancien praticien de la justice du lieu. — Le procès-verbal constate la « présence du syndic et autres officiers municipaux de la communauté ». Il donne les noms de Jean Collart, officier municipal ; Nicolas-Jacques Collart, officier municipal ; Joseph Collart, greffier municipal ; Nicolas Leblanc, Nicolas Phélizon, Nicolas Soulaigne, Joseph Royer, Pierre Royer, Quentin Thiebaut, Jacques Cellier, Gabriel Collart, Louis Soulaigne, syndic, Memmie Hadot, Jean-Baptiste Collart, Jean-Baptiste Picart ; — et aussi Joseph Varnier du Chesnois, curé et officier municipal qui relit et corrige le procès-verbal écrit par le syndic. — Les députés furent le syndic Louis SOULAIGNE et Gabriel COLLART.]

CAHIER

Cahier de très humbles et respectueuses représentations et doléances des habitants de la communauté de Notre-Dame de Breuvery-sur-Coole, élection et bailliage de Châlons-sur-Marne, pour être présenté à l'assemblée des états à Versailles.

SUR LA TAILLE

Les suppliants osent représenter que la taille tarifée à laquelle ses paroissiens sont sujets telle juste et impartiale qu'elle devrait être, ne l'est cependant pas ordinairement, et opprime la partie la plus pauvre des communautés pour plusieurs raisons :

1^o Par la fausse déclaration des plus riches qui, souvent, n'ont pas honte de soustraire à la déclaration publique de leurs fonds au moins un cinquième et quelquefois plus. Jamais guère ils ne déclarent les rentes qu'ils ont constituées sous seing privé ; plus d'une fois aussi, ceux-là même qui servent ces rentes et qui, en les déclarant, auraient d'autant diminution sur leur taille et capitation, n'osent le faire tant pour ne point subir les menaces de leurs créanciers que pour obtenir d'eux des délais pour le paiement et ne pas perdre, par la publicité de leurs dettes, le crédit dont ils peuvent avoir besoin ;

2^o Par l'acceptation des personnes qui se trouvent dans la plupart des commissaires pour entendre et recevoir les déclarations. Il n'est pas extraordinaire d'en voir plusieurs imposer silence aux pauvres qui contredisent et offrent prouver plus ample la déclaration de certains riches. Plus d'une fois encore,

ces commissaires, après déclaration reçue publiquement, écoutent l'un, écoutent l'autre et favorisent celui-ci, celui-là, et toujours à la surcharge du pauvre qui n'a rien pour se faire écouter et rendre justice.

SUR LES VINGTIÈMES

Cette sorte d'impôts qui a été triplée et encore doublée avec deux sols pour livres, ne fait pas, il est vrai, directement supporter aux pauvres les fausses déclarations des riches, mais ces fausses déclarations, qui ne sont que trop réelles et d'autant plus aisées à faire qu'on a plus de fonds, ne sont-elles pas cause que cet impôt ne monte pas à son produit juste et naturel ; et ce manque de produit n'a-t-il pas occasionné qu'on l'a doublé, triplé même, qu'on y a ajouté les deux sols pour livres et qu'on a forcé l'estimation des fonds de plus d'un quart en sus de l'ancienne estimation.

Le pauvre ou le médiocre qui ne peut rien cacher de la modicité de ses fonds, en a toujours exactement payé le vingtième. Cet impôt au triple qu'il a souffert et qu'il paie aujourd'hui au double avec les deux sols pour livres et à estimation forcée n'est-il pas pour lui un support au moins indirect de la fraude et fausses déclarations des riches.

SUR LE SEL

Cette denrée, non moins nécessaire au pauvre qu'au riche, est pour le pauvre un impôt d'autant plus considérable que sa consommation est grande. Plus il a de famille, plus il supporte la pesanteur de cet impôt. Le crédit n'a pas lieu au grenier distributeur du sel dont il ne peut se passer. En prend-t-il chez les débitants une livre, une demi-livre, peut-être moins, ses moyens ne lui permettant pas d'en prendre plus, bien loin d'avoir quoi aller au grenier qui n'en distribue pas moins d'un demi-quart de minot, savoir pour 8' 1' 9^d ; cependant ce pauvre, pour n'avoir point été prendre au grenier le sel auquel il est imposé à raison du nombre de sa famille, faute d'avoir pu se faire, pendant tout le cours de l'année, une somme qui le mit à même d'y aller, est condamné à amende pour retard ; on le contraint à venir, dans la quinzaine, au grenier, on le vexe et on augmente sa misère et celle de sa famille. Il est

donc vrai que cet impôt, subsistant tel qu'il est, est beaucoup plus pesamment supporté par le pauvre que par le riche.

SUR LE TABAC

Cette autre denrée, devenue d'un usage presque universel et d'une sorte de nécessité pour plusieurs pauvres et très pauvres, est pour eux un impôt qu'ils supportent d'autant plus exorbitamment qu'ils en consomment davantage. Sa cherté est bien trop grande; on ne peut s'en servir d'autre que celui du bureau; tout contrevenant est puni avec toute la sévérité possible. Il est donc encore vrai que cet impôt accable plus le pauvre que le riche qui a le moyen de subvenir à cette dépense devenue comme nécessaire.

SUR LES DROITS D'AIDES

Il n'y a aucuns droits, tels qu'ils puissent être, qu'on doive frauder. Ceux dus pour la vente et revente du vin, par qui sont-ils principalement supportés, sinon par les pauvres et les plus pauvres. Sont-ils obligés de se procurer un peu de vin pour subvenir à leurs fatigues ou soulager l'extinction de leurs forces, n'ayant pas les moyens suffisants pour l'acheter en première vente, ils vont chez les débitants lesquels à cause des droits de revente, ne peuvent le céder qu'à prix qui les dédommage de ces droits; ils les recupèrent sur le pauvre seul, le riche en est exempt, pouvant s'approvisionner en première vente du vin qui peut lui être nécessaire. Que de gens à nourrir pour la perception de ces droits! que d'exactions! que de fraudes se commettent! Le pauvre, plus que tout autre, en est victime.

SUR LE CONTROLE ET INSINUATION

Le contrôle et insinuation au premier vu, offrent de précieux dépôts des titres de propriétés d'un chacun, lesquels ne peuvent être trop multipliés pour la sûreté publique: mais le laps de temps et sans doute les besoins de l'État les font acheter à grand prix. Le pauvre, à la vérité, ne supporte jamais guère ces droits, mais, n'est-il pas même excessif pour qui est plus aisé. Quelle gêne dans les contrats, dans les partages, dans les successions, etc. ! Le plus habile des préposés de ces droits à en apercevoir de douteux et à en exiger le paiement sont ceux qui parviennent et occupent les postes les plus lucratifs.

Qui solde bien chèrement tous ces suppôts de domaines, d'aides, de gabelles, de dōuanes ? sinon le peuple. Ils ne supportent eux-mêmes aucun impôt, tandis qu'il est de notoriété que le plus pauvre domicilié qui n'a que ses bras, paie au Roi, selon l'administration actuelle, sur ses sueurs et ses travaux, avant même de pouvoir fournir pain à femme et enfants, au moins la somme de huit à dix livres qu'on appelle taille d'industrie (1).

SUR LES DOUANES ET GABELLES

Outre l'inconvénient qu'elles ont d'exiger un grand nombre de préposés, tous exempts d'impôt personnel, qui vivent aux dépens des contribuables, qu'elles entravent pour tout un royaume dont le commerce, au moins dans son enceinte, ne peut être trop libre. Que de retards n'éprouve-t-il pas et quelle augmentation n'occasionnent pas dans les denrées ces retards et les droits à percevoir !

SUR AUTRES DROITS

Le papier timbré, inconnu à nos pères et qui ne donne de valeur aux actes que celle qu'il a plu à la loi du prince d'y attacher, est une sorte d'impôt plus supporté par le riche que par le pauvre qui, rarement, a besoin de ce papier, comme peu souvent de contracter ou plaider. Mais quelle gêne de ne pouvoir légalement rédiger presque convention aucune sur papier soi-disant mort ; tous actes faits, libelles d'assignation donnés à l'occasion de l'assemblée prochaine des États sont déclarés valides quoique sur papier mort. Telle est la volonté du Roi en cette rencontre. Pourquoi ne l'est-elle pas en tout autre ? C'est donc plutôt un impôt qu'une validité intrinsèque qu'on a voulu donner aux choses.

Disons-en de même du plombage de toutes sortes d'étoffes, de la marque des cuirs, du contrôle sur chaque pièce d'argenterie. Les étoffes en sont-elles meilleures ? Ne peut-on pas, au contraire, assigner la détérioration de toute manufacture quelconque d'étoffes à l'époque des droits de plombage et de gênes y imposés ? Ceux perçus sur les cuirs enchérissent singulièrement cette denrée d'usage universel et quotidien. Presque tout objet de commerce est sujet à impôt, l'amidon, le plomb,

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 46.

la poudre à tirer, les pieds fourchus, le bois de bâtisse, celui de chauffe, le chanvre en écu, le façonné, etc. ; si ces derniers droits dont on parle et ceux qu'on tait, ne se perçoivent pas au profit du Roi, c'est à celui des villes, pour leur donner, dit-on, des revenus qui subviennent à leurs dépenses journalières. Mais ne vaudrait-il pas mieux, après examen de ces dépenses, de les percevoir sur chaque domicilié exempt ou non exempt par un rôle d'imposition fait à raison de l'état que tient chacun dans ces villes, au lieu de les faire payer par octroi sur chaque entrant ou sortant, qui ne sont autres que les gens de la campagne, qui n'en vendent pas plus cher leurs denrées et semblent contribuer seuls aux dépenses des villes.

De tout cet exposé à l'égard des impôts, ne s'ensuit-il pas que le pauvre, l'homme de la campagne, le laboureur, en supporte la majeure partie ; que l'agriculture, qui devrait être la profession la plus ménagée, succombe presque sous le poids des impôts : taille réelle, taille d'exploitation, taille d'industrie, capitation, vingtième, corvée, sel, tabac, droits d'aides, droits d'octroi, etc. ; joignons -y les droits seigneuriaux auxquels beaucoup sont sujets : droits de lods et ventes à raison de dix sols par écu, celui de champart ou de terrage à raison ici de la douzième, là de la quatorzième, ailleurs de la vingtième (1) ; celui de corvée d'hommes, de chevaux et de bras pour deux jours ; le droit d'avoinage (2) par chaque ménage à raison de quatre boisseaux, celui de poule ou de dix sols par feu, les cens sur chaque journée de terre, le four banal, etc. ; plus le

(1) Le terrage était un droit qu'avaient quelques seigneurs de prendre, en dehors de la dime, une partie des fruits des terres qui étaient dans leur censive. (DALLOZ : *Répertoire de jurisprudence*, tome XLI, page 288.)

On appelle *champart*, dit Pothier (*Traité des Champarts*), « une redevance consistant dans une certaine portion de fruits recueillis sur l'héritage qui en est chargé ». — Dalloz, qui discute la définition et la nature de cette redevance seigneuriale, ajoute (*ibid.*, t. XXXVIII, page 381, art. 205) : « Le champart, terrage ou agrier varia dans sa quotité suivant les coutumes et plus encore suivant les titres. Les coutumes de Montargis, de Berri, le fixaient à la douzième gerbe ; dans les provinces du Lyonnais, Forez et Beaujolais, il était ordinairement du quart ou du cinquième des fruits. »

(2) « Dans quelques provinces et coutumes il est dû au seigneur haut justicier un droit de *blairie* ou d'*avoinage* qui consiste en quelques boisseaux d'avoine ou de gélins selon les facultés et les bestiaux qu'ont les particuliers. » (Edme DE LA POIX DE FRÉMINVILLE : *Dictionnaire ou traité de la police générale des villes, bourgs, paroisses et seigneuries*, p. 223. — Du même : *Pratique universelle des terriers et droits seigneuriaux*.)

support des colombiers seigneuriaux dont les pigeons lâchés en tout temps, même celui de toute espèce de semaille, dévastent les champs ; loin d'en diminuer le nombre, les seigneurs l'augmentent, se faisant de leurs colombiers un gagnage considérable à l'aide de cocassiers ou cossons qui viennent dans le pays acheter les pigeons à l'année à certain prix (1), ainsi que les lièvres et les lapins qu'on laisse multiplier à dessein et qui augmentent le support du laboureur (2).

SUR L'INÉGALITÉ DE CONTRIBUTION

DES TROIS ORDRES DE L'ÉTAT AUX CHARGES DU ROYAUME

On distingue trois ordres dans l'État, celui du Clergé, celui de la Noblesse, et enfin celui du Tiers état qui comprend une multitude de classes d'hommes. Ces trois ordres distincts entre eux, quant aux fonctions différentes qu'ils ont à remplir et qui leur sont propres, ne forment cependant tous qu'un seul et unique peuple également soumis à un seul et unique monarque. Le premier ordre, le Clergé, prie et fait prier pour le souverain et ses sujets ; le second, la Noblesse, l'assiste dans les guerres, défend les limites de ses États ; et le troisième, dont les services n'intéressent pas peu le royaume, en affrontant les mers et les

(1) M. le Dr Langlet, dans son ouvrage sur la *Population de Vitry-le-François et de son arrondissement*, signale cette profession dont le nom conservé dans le pays, ne se retrouve pas dans les dictionnaires modernes. Il y en avait, dit-il, neuf à Vitry dont une femme, et trente-huit à Sermaize ; et il ajoute : « Nous en avons recherché le sens dans le *Dictionnaire de l'ancienne langue française* de Godefroy qui dit qu'en Champagne, ce mot a le sens de coquetier ; qu'à Troyes, en particulier, il s'applique aux marchands de menues denrées, et qu'en Suisse ce mot désigne des marchands de blé, des gens qui vont de maisons en maisons acheter des grains et des légumes. Or, nous inclinons à croire que c'est ce dernier sens qui doit être adopté pour nos cossons de Sermaize. En effet, ce pays ne fournissait autrefois que peu de céréales ; au contraire, les haricots et les oignons faisaient, avec les fruits et les légumes, l'objet d'un commerce important. Chose curieuse en vue de ce commerce, les haricots, légumes à cosse, n'y payaient point la dime. Cette protection locale avait vraisemblablement favorisé le développement de ces cultures qui ont, depuis, cédé la place à la betterave, et que les nombreux cossons achetaient pour les revendre dans les régions voisines ».

« Dans la nomenclature de la statistique des professions du Ministère du Commerce, dit en note M. Langlet, le mot *cossonier* est indiqué comme l'équivalent de coquetier, mais nous ne savons pas dans quelle région. »

(2) Cette phrase incorrecte est textuelle. Le mot « support », mis pour « charges », est employé parfois dans les cahiers de cette région. (Voir plus bas, dans ce même cahier, pages 101, 102, 105, etc.)

écueils, nous rend propres et comme crues sur notre sol, une infinité de denrées de presque première nécessité qu'il tire de l'étranger, nous approvisionne de tout, revêt notre corps, le nourrit, le guérit, bande ses plaies, fait régner l'ordre, veille à la sûreté publique, promulgue la loi du prince, en empêche la moindre infraction, réprime le crime et le punit ; il juge les différends de tous, s'oppose à toutes vexations. Que dire de toutes ces diverses et utiles usines placées çà et là dans le royaume, de cette si grande et merveilleuse variété de manufactures qui prêtent à vivre à plusieurs et dont nous viennent une infinité d'ouvrages qui attirent l'attention de tout connaisseur ? Quels autres que ceux du Tiers état exercent et perfectionnent à l'envie cette admirable multitude d'arts qui intéressent et ornent l'État ? Et distinguons entre tous, le laboureur, ce vigilant et infatigable cultivateur, qui défriche nos terres, les sillonne et fertilise ; frugal dans son ordre, simple dans ses mœurs, il sème, recette (1) et comble nos greniers ; il est bien digne de la bienfaisance de son prince ; qui l'aima jamais plus que le Tiers état, ce qu'on appelle le peuple ? Sa Majesté se plaît-elle à se faire voir à ses sujets en public, n'est-ce pas toujours ce peuple qui commence et excite ces cris répétés de joie et d'amour : « Vive le Roi ! Vive Louis XVI ! »

Concluons de tout ceci que chaque individu de ces trois ordres confusément pris tels qu'ils doivent l'être et indispensablement obligés de concourir ensemble selon leurs fonctions au bien universel de l'État, sont respectivement et à raison de leur concours, d'une égale nécessité et utilité pour le royaume ; tous sont également ses sujets ; pourquoi tous ne concourent-ils pas également à ces charges ?

L'ORDRE DU CLERGÉ

Cet ordre se prétend franc et exempt de toute imposition quelconque. Sa contribution aux charges de l'État n'est qu'à titre de don gratuit et jamais à raison de proportion et supports (2) des autres états. Ses biens sont sacrés ; ils ne doivent être aucunement confondus avec tous autres biens pour subvenir aux charges du royaume ; quelle illusion !

(1) Le mot « recette » pour « récolte » est textuel.

(2) Mis pour « charges ».

La franchise prétendue de cet ordre ne doit, à coup sûr, son existence qu'à de pures concessions bien ou mal vues dans le temps, mais qui, jamais, n'ont pu être conformes à l'équité qu'autant que nos rois, en accordant de telles franchises, n'ont pas exigé des autres États ce dont ils affranchirent le Clergé. Ses immenses richesses ne lui viennent en plus grande partie que de la pieuse libéralité de nos pères qui n'ont pu faire que ces biens qui, lorsqu'ils les possédaient, acquittaient par proportion avec toutes les charges de l'État, cessent d'être grevés de la même obligation en les cédant au Clergé. Nous avouons comme adhérentes aux diverses possessions ecclésiastiques, une sorte de consécration, non en elle-même, mais dans leur usage qui doit être saint et prescrit à tout titulaire, après honnête nécessité, d'en faire des œuvres pies et de charité prescrites au Clergé de payer le tribut à son prince (1). De qui l'argent qu'il possède porte-t-il l'empreinte ? Jusqu'à quand ce riche Clergé voudra-t-il ne pas se persuader que jamais il n'usera plus saintement et plus pieusement de ses possessions que lorsque leur produit viendra à proportionnelle et relative contribution aux charges de l'État ? Qui, plus que lui, doit veiller à établir entre frères la justice et l'équité ? Le Tiers état les réclame et en appelle bien légitimement au tribunal de son souverain.

L'ORDRE DE LA NOBLESSE

Cet ordre vraiment grand et digne de toute vénération n'est point à confondre avec cette multitude non titrée dont le nom et le sang ne sont devenus nobles qu'à l'aide de charges acquises à prix d'argent. Ceux-là, cependant, ne prétendent pas à moindres privilèges que les premiers. Leur nombre s'accroît étonnamment et de là l'oppression du Tiers état ; leur contribution aux dépenses du royaume, n'est autre qu'une certaine et très modique capitation, nullement proportionnelle à leurs biens, et point relative au support (2) du Tiers état. Ce sont eux-mêmes qui s'imposent. L'administration publique n'a pas droit d'en prendre connaissance. Quel abus ! Ces privilèges et exemptions accordées par le souverain sont autant de remises qu'il fait à ceux-là du support des charges du royaume ; mais ces

(1) Phrase textuelle.

(2) Mis pour « charges ».

remises qui ne diminuent en rien l'imposition générale, n'augmentent-elles pas plus sensiblement le support du Tiers état ? La Noblesse, il est vrai, seule à exclusion du Tiers état, donne des chefs ou officiers qui commandent le soldat ; elle se plaint et fait beaucoup valoir le surplus qu'elle est obligée de fournir au-delà des appointements accordés. Des mœurs plus militaires, moins exigeantes, diminueraient de beaucoup les besoins ; et le Tiers état, impitoyablement exclu des emplois militaires, ne donnerait-il pas d'aussi valeureux officiers qu'il donne de braves soldats ?

FRANCHISE DE CERTAINES VILLES

Ces franchises, il est vrai, n'ont pas pu contribuer à grossir le nombre d'habitants de ces villes, à leur donner une sorte d'illustration, à encourager le commerce (1). Que des intérêts purement politiques les aient motivés, ce n'est point à nous à en juger ; mais qu'elles durent et subsistent à jamais, cela semble inconciliable avec l'idée et la conviction où nous sommes que notre monarque est juré et équitable, image la plus naturelle de la divinité auprès de laquelle n'est aucune acception. Nous osons espérer que Sa Majesté, fidèle à ses promesses, tous lui seront égaux et lui serviront prochainement, sans distinction aucune et proportionnellement à leurs facultés, un seul, unique tribut ; c'est ce que la nation semble voter d'une voix unanime.

TRIBUT UNIQUE ET UNIFORME

L'unité et uniformité de tribut indistinctement supporté par tout ordre, et à raison des facultés de chaque individu, paraît faire l'objet le plus désiré de la nation. Fatiguée d'une multitude d'impôts qui l'assujettissent, minent ses richesses, ruinent son commerce, énervent ses forces et désolent l'agriculture, elle ne demande pas à diminuer les coffres de l'État. Son étonnement est de les savoir vides et même en arrière. Le monarque, lui-même, surpris de l'étonnant déficit de ses finances, ne s'en prend point à ses sujets qu'il aime bien sincèrement ; il leur demande de l'éclairer et lui indiquer les moyens d'une meilleure administration qui les soulage et rétablisse ses fonds.

(1) Cette phrase incorrecte est textuelle.

On ne peut se dissimuler que plus une administration est simple, moins elle est onéreuse.

Celle qui nous régit actuellement a-t-elle ce précieux avantage ? Multipliée presque à l'infini dans ses perceptions, que de gens à gagner (1) qui augmentent d'autant l'imposition, appauvrissent les sujets, altèrent les ressources de l'État ; exagérerait-on de dire que la nuée de suppôts de finances éparse çà et là dans le royaume, coûtent au peuple presque autant que ce qu'il revient au Roi des divers impôts ?

Mais comment parvenir à cette administration simple, moins accablante pour les sujets et à coup sûr plus lucrative au prince ? Que le monarque veuille bien exposer ses besoins à la nation, qu'ils soient jugés devoir monter à tant de millions et même au-delà. Les États généraux, à raison des facultés des provinces, en feront sur chacune la répartition la plus exacte. Les provinces, dans leurs États particuliers, répartiront sur chaque bailliage leur tribut provincial et chaque bailliage, par son administration dite provinciale, fera, dans toute son abanlieu (*sic*), la distribution la plus juste de son tribut bailliaier ; chaque province et chaque bailliage auront un receveur général ; chaque ville, chaque communauté, un receveur particulier. Les provinces, les bailliages, les villes et communautés par devant les administrateurs dits provinciaux ou municipaux feront choix de leur receveur, seront leur caution, et les gageront à leurs frais et non sur le tribut unique et uniforme. Les receveurs des villes ou communautés verseront dans la caisse du receveur bailliaier, le bailliaier dans la caisse du receveur provincial, et le receveur provincial directement dans la caisse du receveur qu'il plaira au Roi choisir, non à titre de charge, mais gagé comme les autres à ses frais.

Les besoins de l'État exigeront-ils augmentation de tribut ? les États généraux ou les intermédiaires en connaîtront et autoriseront, en cas de célérité, de besoin, sous le cautionnement des autres provinces, celle qui s'offrira de subvenir à ce besoin précipité, d'en faire les avances dont la répartition s'en fera l'année suivante sur tout le royaume, selon la première forme prescrite.

On parle beaucoup d'impôt territorial, mais cet impôt,

(1) Pour « gager ».

aperçu de près, ne semble pas pouvoir être unique, uniforme et conduire à une perception très générale et fort dispendieuse.

1^o Il ne peut être unique ; car que serait cet impôt de perception en nature, sur les fruits de chaque pièce de terre productive ? une certaine dime qui donne au Roi tout ce dont il sera convenu, répare le déficit de ses finances et les entretienne ? Or, pour que cette dime territoriale puisse remplir ces vastes objets, à quelle quotité se percevra-t-elle ? Nous la voyons devoir aller au moins au tiers de production ; qui supportera plus cette dime ? ne sera-ce pas le laboureur et l'agriculture, singulièrement déchuë ? s'en relèvera-t-elle jamais en lui faisant supporter un impôt qui lui enlèvera au moins le tiers de ses productions ? Joignons-y la dime ecclésiastique ou inféodée, les droits de champart et autres dus aux seigneurs ; que restera-t-il à ce pauvre laboureur ? Ne sera-ce pas l'accabler plus qu'il ne l'est ? Cette dime territoriale modérée au plus possible, deviendra insuffisante et exigera d'autres impôts qui y suppléent ; de là l'impôt territorial ne peut être unique ;

2^o Il ne peut être uniforme devant être autre pour tous biens non décimables ; quelle sera sa quotité sur les bois, sur le commerce, les maisons, les vergers, les étangs, les usines, les manufactures, etc. ? Ne variera-t-il pas autant qu'il [y] aura d'objet de perception ?

3^o Enfin, cette perception ne pourra être que très gênante et devoir exiger une multitude de préposés, adjudications sans fin ou receveurs locaux, autant de dîmeurs que de communautés, etc. ; ne sera-ce pas alors retomber dans le malheureux inconvénient dont nous nous plaignons et surcharger le peuple qui supportera l'immensité de ces frais ?

Osons proposer une autre sorte d'impôt, peut-être non sans inconvénient, qui en offre moins, mais unique, uniforme et sans frais, lequel devra être supporté comme il est juste, indistinctement par tout ordre. Nous l'appellerons capitation domiciliaire, formant dans sa répartition le complet du tribut bailliager dont nous avons parlé. Cette capitation se fera à raison de l'état aperçu de chaque individu, ecclésiastique, noble, Tiers état. On formera différentes classes de situations. Le Clergé, la Noblesse et surtout le Tiers état en sont susceptibles de supports indistincts de tous à l'égard de cet impôt emportera avec soi aussi indistinctement le support de l'impo-

sition, représentation de la corvée et diminuera d'autant le support actuel que souffre le laboureur à raison du sixième de taille et capitation.

Cet impôt unique subsistant, ou autre qu'il plaira, qui ne se persuade pas aisément la régénération du royaume, un lien plus intime du Roi avec ses sujets (1) ! L'agriculture reflleurira, le commerce augmentera, les manufactures revivront, se piqueront d'une noble émulation. Plus d'aides, plus de régie ! le sel, le tabac formeront autant de nouvelles branches de commerce, les barrières reculées aux extrémités du royaume lui rendront sa liberté, les denrées diminueront de prix et tous, à l'envi, chanteront les louanges du monarque et prieront plus que jamais pour sa conservation et la prospérité de ses états.

VARNIER, curé, officier municipal ; Claude VALLERET,
Jean COLLART, officier municipal ; Memmie HADOT,
G. COLLART, député ; Louis SOULAIGNE, syndic et
député ; etc.....

.....
(16 signatures.)

BRIZEAUX

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Brizeaux (2) était composée de 76 feux. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Nicolas VAUTRIN, maire et juge ordinaire de la haute justice du lieu. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Huguet, Jacques Maupoix l'ainé, Claude Pothier, Nicolas François, Jacques Maupoix le jeune, Claude Tantellier, Simon Maupoix, Nicolas George, Pierre Main le jeune, Jean Grégoire, Jacques Maupoix-Charpentier, Jean Maupoix l'ainé, Jean Maupoix le jeune, Jean Pothier, Nicolas Jacquemart, Joachim Tantellier, Nicolas Lopinot,

(1) Textuel.

(2) Arch. dép. de la Meuse : *Etats Généraux* : doc. non inventoriés. (Cahier et procès-verbal.)

— Brizeaux appartenait à l'élection de Sainte-Ménéhould. Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Triaucourt, arrondissement de Bar-le-Duc.

— Dénombrement de 1773 : 78 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 128 hommes, 136 femmes, 27 garçons et 29 filles, soit 320 habitants.

Pierre Bassuel, Etienne Burlon, Jean Sal, Claude Geminel, Jean Bardelot, Pierre Igier le jeune, Pierre Igier l'ainé, Claude Igier, Pierre Maupoix, Jean Grégoire l'ainé, Charles François le jeune. — Les députés furent Nicolas HUGUET et Nicolas GEORGE.]

CAHIER

Cahier des doléances et demandes que font les habitants de la paroisse de Brizeaux, au Roi leur souverain à qui ils ont toujours obéi et se soumettent à toutes les lois et décisions qu'il lui plaira leur imposer.

Se prosternent à genoux aux pieds de Sa Majesté pour le supplier de leur accorder :

1^o Une diminution sur l'imposition de leur taille, qu'il paie au Roi 5 sols 6 deniers pour livre du revenu de leur bien, et que leur terroir est d'un très petit rapport, et n'ayant que très peu de propriétés à eux ;

2^o Que toutes les belles prairies, bois, bonnes terres, belles fermes, moulins et droits seigneuriaux appartiennent seuls à MM. les abbé et religieux bénédictins de l'abbaye de Beaulieu (1) ;

3^o Que l'emplacement de Brizeaux est situé malheureusement pour eux à une lieue de la Lorraine, à deux lieues du Verdunois, et à une demi-lieue du Clermontois, tous pays étrangers pour eux (2), ce qui les a toujours rendu serfs, et la victime des gabelles et des aides ;

4^o Ils demandent par leurs supplications à Sa Majesté le reculement des barrières ;

5^o La suppression et réforme des aides en général et des traites ;

6^o Que le sel et le tabac soient marchands dans toute la province ;

7^o Qu'il n'y ait qu'un poids, une mesure et qu'une coutume dans toute la province ;

8^o Qu'il y ait un bailliage ou parlement établi dans chaque province pour juger tous les procès par appel définitivement jusqu'à certains cas, pour éviter les dépens de voyages et de sollicitations que le peuple est obligé de faire pour se faire juger à Paris ;

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 66.

(2) *Ibid.* note, page 69.

9^o Que tous les abus connus dans la justice, tels que sergents priseurs et autres soient réformés ;

10^o Que la police, dans tous les lieux, soit mieux maintenue et observée que jamais ;

11^o Que les bois sont très chers par rapport à une quinzaine de manufactures, usines en faïences, poteries et tuileries qui sont à une demi-lieue de notre canton ; on demande la suppression de ces usines ; et que les bois de futaies soient mieux conservés que jamais par les officiers de maîtrise (1) ;

12^o Que tous les biens, de telle nature que ce soit, que possèdent les seigneurs, archevêques, évêques, abbés commendataires, ecclésiastiques séculiers et réguliers, religieux et religieuses, de telle ordre que ce soit étant rentiers, comme aussi tous les biens et fiefs que possèdent tous les nobles et gentilshommes français, soient sujets à toutes les impositions de taille et autres impositions comme les nôtres, qu'il vous plaira demander pour le bien de l'État ;

Que les maisons et couvents de religieux soient composés au moins de trente religieux et le surplus de leurs biens et maisons soit employé pour le bien de l'État ;

13^o Que tous les abbés commendataires soient tenus de fixer leur demeure et de demeurer dans leurs maisons abbatiales ou abbayes et soient tenus de sous-louer leurs biens eux-mêmes et non par des admodiateurs afin qu'ils puissent obliger tout leur peuple.

14^o Que tous les nobles français se distinguent par leurs braves sentiments, par leurs franchises, par leurs conduites et par leur bravoure ; ce sera le moyen d'être admis à votre service.

Et après ces doléances et demandes faites, lesdits habitants se soumettent enfin à la décision générale de l'assemblée si honnête où vos ministres les plus éclairés y présideront, que vous faites convoquer au sujet des États généraux, qui ne tend qu'à chercher à faire le bien de votre peuple.

J. MAUPOIX, N. VAUTRIN, N. GEORGE, N. FRANÇOIS,
N. HUGUET, etc.....

(33 signatures.)

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 74.

BUSSY-LE-CHATEAU

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Bussy-le-Château (1) était composée de 92 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Thomas JACQUET, syndic municipal. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Lefèvre, Louis Lefèvre, Jacques-Hilaire Assy, Jean-Baptiste Oudart, Jean-Baptiste Laloua, Mathieu Mathieu, Mathieu Lefert, Louis Assy, Pierre Camuset, Claude Machet, Claude Mathieu, Nicolas Colson, Nicolas Laloua, Nicolas Nottret, Jean-Claude Mathieu, Georges Machet, Étienne Machet, Didier Henriet, Nicolas Lefèvre, Nicolas Simonnet, Jean Henriet, Claude-Marc Godart, Jean-Pierre Nottret, Georges-Memmie Jeny, Pierre Lefert, François Lefèvre, Christophe Jeny, Charles Jacquet, Jean-Claude Gauthier (2), Pierre Appert. — Les députés furent Jacques-Hilaire Assy, et Thomas JACQUET, syndic.]

CAHIER

Doléances, plaintes et remontrances des habitants de la paroisse de Bussy-le-Château, bailliage de Châlons.

La Champagne est immense par son terrain, mais on sait que son sol est des plus ingrats ; ce n'est qu'à force d'engrais et de culture qu'on peut en tirer parti ; combien de terres dans ces vastes plaines sont en friches ; combien sur lequel le labou-

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 144. Cahier, doss. c, pièce 83 : 4 pages cotées et paraphées par Thomas Jacquet ; même annotation de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 342* : Administration de la communauté ; adjudication des usages ; comptes des syndics. — *C, 826 et 942* : Impositions, décharges. — *C, 1045* : Vingtièmes. — *C, 363* : Épidémies. — *C, 1588* : Corvées. — *C, 1817* : Eglise et presbytère. — *E, 762 et 792* : Seigneurie ; familles Saguez de Breuvery, et Varnier ; dîmes inféodées de Bussy-le-Château, — etc.

— Bussy-le-Château appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 82 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 131 hommes, 149 femmes, 31 garçons et 42 filles, soit 353 habitants.

(2) Jean-Claude Gauthier, recteur d'école à Bussy-le-Château depuis le 24 avril 1747, mourut le 28 août 1791. (L'abbé PUISEUX : *La condition des maîtres d'école au XVIII^e et au XIX^e siècle* : Monographie d'une famille : Mémoires de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne, année 1882-1883, p. 139.)

reur répand son grain et où il perd sa semence et ses peines, il paie taille, vingtième pour celles qui ne produisent rien comme celles qui produisent ; un œil (*sic*) attentif sur les productions de cette province et sur ses charges lui accorderait quelque adoucissement (1).

Si le Roi qui écoute aujourd'hui si facilement les plaintes et remontrances de ses sujets, n'était pas uniquement occupé de tout ce qui concourt le bien général du royaume, bien des paroisses porteraient au pied de son trône leurs doléances particulières ; celle de Bussy-le-Château aurait, de son côté, à lui représenter qu'étant placée dans une partie de la Champagne mauvaise, tant pour sa fertilité que pour la bonté du terroir, elle est pour ainsi dire la seule qui ne jouisse d'aucuns revenus communaux (2) ; son sol ingrat par lui-même n'est, pour la plupart, composé que de fermes, ne donne à son cultivateur que de minces récoltes ; encore ont-elles été depuis plusieurs années en parties ravagées soit par les orages, soit par les inondations, en sorte que, privé de tous secours, chaque particulier est obligé de fournir de son petit contingent pour subvenir aux charges publiques et particulières qui sont des plus considérables, sans aucune espérance d'en être dédommagé par des récoltes ordinaires, attendu la dégradation que les eaux ont faites sur ledit terroir. Le propriétaire ainsi que le fermier riche ou pauvre donne pour droits du seigneur dix-huit boisseaux d'avoine, et en argent quatre sols par ménage et une partie du terroir chargé de censives ; une nef, un clocher d'un très gros entretien (3) ; ponts, chaussées, presbytère, en outre tout ce qui est relatif à l'état du laboureur.

On convient qu'il est juste et naturel que chaque individu concourt au bien de l'État et qu'il en supporte, selon ses facultés les charges ; mais ne pourrait-on pas regarder celui qui est obligé à de fortes charges comme le payeur de rentes ; et puisque l'on fait une déduction à celui-ci, pourquoi ne soulagerait-on pas la communauté qui a de fortes charges ?

(1) Cette phrase si bizarrement construite est textuelle.

(2) A part 18 journals de terre et la rivière loués pour une période de neuf années (adjudications des 27 juin 1781 et 2 juillet 1786. — *Arch. de la Marne*, C, 542).

(3) Les réparations importantes faites à l'église de 1756 à 1759 furent adjugées 6.350 livres à la charge de la communauté. (*Ibid.*, C, 1817.)

La dette de l'État étant une dette nationale, elle doit être acquittée par la nation entière ; conséquemment les trois ordres doivent y contribuer sans distinction ; que l'impôt établi pour le rétablissement des finances soit limité.

Proscrire la mendicité comme étant une source propre à multiplier les vagabonds et à augmenter le nombre des voleurs, restreindre les pauvres dans leur paroisse et [que] chaque communauté nourrisse les siens.

Les tribunaux où se rend la justice sont indispensables dans un royaume ; ils sont les conservateurs des droits et propriétés d'un chacun ; mais on désire que la forme soit simplifiée ; les chicanes qui ne servent qu'à éluder la loi, retranchées ; que la justice se rende d'une manière moins lente, moins coûteuse ; mais surtout qu'on en bannisse toutes ces invectives de procureurs à procureurs qui avilissent des hommes si respectables par leur état (1) ;

Le minot du sel rendu chez soi, pesait, il y a quelques années, 104 livres ; pourquoi aujourd'hui a-t-on peine à en trouver 96 livres ? Un marchand doit avoir tous les poids et mesures convenables à son état ; cependant, dans certains greniers, malgré votre réclamation, on vous donne deux quarts pour un demi-minot ; il est vrai qu'on vous assure que vous avez votre compte, cela devrait être ; quoiqu'il en soit, la livraison en est plus longue et par conséquent plus gênante pour le vendeur et l'acheteur (2).

Dans bien des greniers on délivre le sel tous les jours et à toutes les heures, et cela paraît juste ; l'homme qui a besoin d'une chose qui est nécessaire à la vie, doit avoir la liberté de se la procurer avec son argent quand il en a besoin ; on voit néanmoins le contraire dans certains endroits ; ce n'est que

(1) « En plaidant, les avocats se donnent les uns et les autres des épithètes « déshonorantes et surtout les procureurs ; ce qui dégénère souvent, pour ne « pas dire toujours, en injures même grossières ; il leur échappe d'en dire « encore contre les parties adverses, ce qui n'est point convenable à la dignité « du lieu et à celle du magistrat, ce qui les déshonore eux-mêmes. » (Edme DE LA POIX DE FRÉMINVILLE : *Dictionnaire ou traité de la police générale des villes, bourgs, paroisses et seigneuries de la campagne*, 1775. Mot : Audience, page 25.) Le même recueil rapporte un plaidoyer de l'avocat général Portail, inséré dans un arrêt du parlement du 21 janvier 1707 au sujet d'un incident soulevé au siège présidial d'Abbeville par une scène de ce genre entre avocats.

(2) Voir le glossaire pour les mesures et la distribution du sel.

certaines jours de la semaine et à certaines heures que se fait cette livraison, le cultivateur, le messenger éloigné, est obligé de se rendre au jour et à l'heure indiqués et d'attendre dans la rue, exposé à la pluie, à la neige et au froid, que le bourgeois soit livré ; de manière que l'homme de la campagne, qui n'est servi que le dernier, et fort tard, est obligé de marcher une partie de la nuit au danger de se perdre et quelquefois de périr ; en rendant le sel marchand, il n'y aura plus de difficultés.

Une modification des droits de contrôle, la réunion de tous les droits d'aides en un seul ; en faire la perception sur chaque tonneau après la vendange, serait un avantage pour la nation.

On s'attend depuis longtemps [à] une grande réforme dans les gabelles, mais aujourd'hui on dit qu'elles seront anéanties et tout le monde pense qu'on ne peut mieux faire.

La multiplication des impôts demande plus de travail et par conséquent devient plus coûteuse à l'État ; un seul impôt pour tous et payé par les trois ordres ; faire en sorte qu'il soit versé le plus directement possible dans le trésor royal ; tout le monde y gagnerait et le Roi n'y perdrait pas.

Une seule mesure, un seul poids dans tout le royaume, éviterait bien des contestations et rendrait le commerce plus facile.

Payer les corvées en argent, comme on le fait aujourd'hui, c'est la manière la plus utile au cultivateur (1) ; il ne sera plus obligé d'abandonner la culture de ses terres dans le temps le plus précieux ; tous les hommes profitant de l'avantage des grands chemins, il est juste que tous, grands, nobles et roturiers contribuent à l'entretien d'iceux.

L'homme de commerce, le cultivateur, le négociant, est obligé de faire soixante, quatre-vingt lieues pour être à la suite d'un procès ; en établissant un tribunal supérieur dans chaque province, on remédierait à cet inconvénient.

L'homme de mérite et à talents, est propre aux charges ; celui qui les possède par l'achat en est souvent très indigne ; en supprimant cette vénalité, tout serait dans l'ordre.

Le commerce est une partie des plus intéressantes du royaume ; il est, par conséquent, intéressant d'en détruire les

(1) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

entraves ; les traites reculées aux barrières, ne pourraient que contribuer à son accroissement.

Suppression de la charge d'huissier priseur comme une chose odieuse, fort coûteuse surtout pour des mineurs (1) ; ce genre d'homme peut aller de pair avec le greffier de l'écrtoire qu'il faut anéantir.

La suppression des bureaux du génie si onéreux aux peuples et surtout à celui de la campagne lorsqu'il a des édifices publics à réparer ou à reconstruire.

Thomas JACQUET, syndic, Pierre LEFÈVRE, N. MATHIEU, etc...

(22 signatures.)

BUSSY-LETTRÉE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Bussy-Lettrée (2) était composée de 110 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Simon GÉRARD, syndic municipal. — Le procès-verbal constate la présence de Perny (3), curé, Pierre Hattat, juge, Claude Deletrée, Jean-Baptiste Plounié, Étienne Royer, Jean-Baptiste Person, Nicolas-Claude Brisson, Gabriel Hémard, Simon Prévost, Thomas Hattat, Claude Guiot, Étienne Verdez, Étienne Bouquemont, Étienne Hattat, Jean-Paul Hattat, Nicolas Brisson, Nicolas Ludot, Pierre-Benoit Verdez, Pierre Hémard, Simon Collard, Étienne

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 145. Cahier, dossier c, pièce 43 : 3 feuillets cotés et signés par le juge seigneurial Pierre Hattat ; même annotation de Prieur). — Le procès-verbal n'existe qu'à l'état de copie signée par le greffier Brodriez aux Archives départementales.

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 542 : Administration de la communauté ; adjudication des biens usagers ; compte des syndics. — C, 827 et 942 : Impositions, décharges. — C, 1045 : Vingtièmes. — C, 1588 : Corvées. — C, 1818 : Eglise et presbytère ; — etc.

— Bussy-Lettrée appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 123 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 185 hommes, 165 femmes, 50 garçons et 46 filles, soit 446 habitants.

(3) François-Xavier Perny, prêtre du diocèse de Besançon, avait été nommé à la cure de Bussy-Lettrée et Vatry, le 1^{er} octobre 1787 ; il prêta, en janvier 1791, un serment conditionnel qui ne fut pas accepté ; il émigra ou plutôt se cacha et reprit ses fonctions après la Révolution ; en 1820, il fut nommé curé de Saint-Amand.

Plounié, Pierre Hattat, Pierre Jacobé, Jean Verdez, Louis Collard et Brodiez, greffier. — Les députés furent Louis COLLARD et le syndic Simon GÉRARD.]

CAHIER

Aujourd'hui, 8 mars 1789, par acte d'assemblée faite et convoquée au son de la cloche et en la manière accoutumée, au lieu à ce destiné, pour délibérer des affaires de ladite communauté, le sieur Simon Gérard, syndic municipal, a dit, après avoir lu, publié et affiché les volontés de Sa Majesté qu'il était nécessaire au bien public de dresser des cahiers de plaintes, doléances et remontrances en vue de ladite communauté, en seront satisfaits voyant les faits y énoncés de suite en premier lieu (1) ;

C'est que nous occupons un vaste terroir composé de très mauvais terrains de quatre mille quarante-neuf journées en totalité d'icelui terroir dans lequel il y en a trois cents passés appartenant au seigneur, chapitre et autres (2) qui se trouvent souvent franchises des impositions et ne paient jamais aucun droit seigneurial : dans lequel il y en a un tiers de ce vaste terroir et même de plus qui sont incultes, un tiers qui ne porte que de l'avoine et souvent avec grande peine que l'on y laboure et même sans en recueillir grands fruits ; l'autre tiers est de moyenne terre à porter du seigle et de l'avoine et du sarazin, que les cultivateurs se servent pour leur nourriture corporelle. La construction de ce terroir n'est que côtes et vallons de toutes parts, ce qui fait que quand il survient des orages suivis de pluie, enlève la superficie de la terre, ce qui a formé des ravins et collines, auquel il n'est jamais possible de les réparer, et a dévasté ce terroir presque en entier ; que ces malheureux habitants vous en demandent une visite la plus prochaine, par tel expert qu'il vous plaira nommer, pour en voir les faits véritables.

Il convient d'ajouter les redevances, cens et censives que le terroir est chargé de payer par chaque année la somme de quatre cents livres et même de plus au seigneur en chef du lieu, outre les lods et ventes qui ne sont point calculés dans cette

(1) Cette phrase incorrecte est textuelle.

(2) Parmi les privilégiés possédant terres, en 1789, on trouvait le seigneur, César-Marie de Cappy d'Ecury, écuyer, l'Hôtel-Dieu et le Chapitre de Saint-Etienne de Châlons. (*Arch. de la Marne*, C, 827.)

somme ; de plus, nous payons au jour de Saint-Martin d'hiver de chaque année, à d'autres seigneurs pour droits de terrage, vingt grands septiers d'avoine par seize boisseaux, mesure de Vitry-le-François (1).

La dime est trop à charge aux habitants, de payer la treizième partie au décimateur de tout l'usufruit de la culture, c'est-à-dire de toute part dans l'étendue dudit terroir, tandis qu'il y a des villages circonvoisins qui ne paient que la vingt-et-une de dime pour l'infruit *(sic)* de leur labour ; nous désirerions que ce soit une règle générale que toutes les dîmes soient à la même époque.

De plus, une partie des meilleures terres, outre les dîmes ordinaires, paient encore le quatorzième de l'usufruit de toute nature, et ce pour terrage (2).

Le pay *(sic)* des tailles et autres impositions que nous sommes obligés de supporter est trop rude pour nous, habitants cultivateurs d'un aussi mauvais terrain, en considération de bien d'autres communautés auxquelles nous pouvons vous en donner les preuves les plus convaincantes, de payer quatre mille six cent dix-huit livres compris la taille et impositions accessoires (3), le vingtième et corvée ; pour mieux constater le mauvais état du terroir, c'est qu'il est cultivé par cinquante chevaux qui font, outre le labour, tous les voyages nécessaires aux habitants, principalement le bois que nous sommes obligés d'aller charger jusqu'à neuf à dix lieues, tandis que si Sa Majesté autorisait et procurait des récompenses au cultivateur ingénieux qui serait dans le cas de faire de nouveaux plants sur ces mauvais terrains auquel il pourrait produire. Le village est composé de cent dix feux auxquels il y en a beaucoup qui sont à la mendicité rapport aux objets ci-après détaillés et que les industries soient supprimées (4).

La communauté ne possède pour tous revenus qu'un mor-

(1) Voir le glossaire.

(2) Voir le cahier de Breuvery, page 99.

(3) Les rôles des impositions nous apprennent que, pour la taille, les frais de collecte, la capitation et les impositions accessoires, la communauté payait déjà : en 1770, 3,113 livres 15 sols ; en 1784 : 3,146 livres 8 sols pour 139 contribuables ; en 1789 : 3,206 livres 19 sols 11 deniers pour 145 contribuables. (*Arch. de la Marne, C, 827.*)

(4) Ces phrases incorrectes sont textuelles.

ceau de prés appelés usages qui sont loués cent douze livres par chaque année (1).

Le reste des prés qui est dans le terroir appartenant au seigneur, à qui ils sont admodiés au maître de poste de Vatry depuis douze ans ; outre du bien propre qu'il possède dans le terroir et qu'il en tient encore d'autre de locature */sic/*, nous désirerions qu'il fut coté au marc la livre de son revenu, attendu qu'il tient hôtellerie publique, ou du moins que si Sa Majesté veut accorder des privilèges aux maîtres de poste et aubergistes, que du moins qu'il en soit fait diminution aux habitants dans les endroits que les messieurs prétendus nobles exploitent des baux (2).

Le sel, que la mer nous fournit à si peu de frais, devrait être rendu marchand pour le bien de tout le public ; toutefois que le Roi en perçoive les droits au lieu de l'enlèvement sans le réserver sous les mains de gens remplis d'économie pour leur intérêt propre, cachés aux yeux du public ; du moins, que s'il doit rester de la même nature, qu'il soit permis au public d'aller en prendre tous les jours de la semaine et qu'il soit ordonné au receveur des gabelles de délivrer le sel aussitôt l'enregistrement fait et que la mesure soit radée après litre rempli comme de droit et avec un roulet rond et non avec des machines qui sont dans le cas d'enlever deux ou trois livres par mesure et qu'il soit ordonné d'être délivré en fidélité au public et toutefois à plus juste prix si cela se pouvait (3).

Pour les commis des aides, ils ne sont pas trop utiles à l'État ; il conviendrait mieux que le Roi fasse payer une somme modique chez le vigneron par queue de vin après l'inventaire fait par des gens qui seraient commis à cet effet ; le public en serait plus satisfait et l'État en serait plus favorisé ;

Que les contrebandes n'existent plus ; que le royaume soit en paix pour le commerce de toutes les marchandises et cela en supprimant les employés qui sont plus à charge à l'État qu'intéressants.

(1) Procès-verbaux d'adjudication à loyer des usages communaux. (*Arch. de la Marne, C, 542.*)

(2) État des maîtres de poste de la généralité de Châlons ; correspondances et enquêtes pour la suppression de leurs privilèges. (*Ibid., C, 809, 812.*)

(3) Voir au glossaire, les termes « mesure radée », « roulet », etc.

Il conviendrait pour la milice que pour lui tenir lieu, que le Roi exige une somme modique sur chaque garçon au-dessus de dix-huit [ans] pour la fourniture des hommes de troupe, ce qui éviterait bien des désordres parmi les jeunes gens et procurerait bien de la tranquillité envers les pères de famille (1).

Les jurés - priseurs qui sont nouvellement établis, se disant dans les premiers temps de leur entreprise qu'ils étaient commis pour le bien et la tranquillité des mineurs ; à présent l'on reconnaît que c'est un abus, le voyage de vingt-cinq sols par lieue, de plus, vingt sols par heure, après les autres frais payés, il faut que la maison soit bonne pour qu'il y reste quelques petites choses pour les pauvres mineurs après avoir perdu père et mère, qui, souvent, quoique moyennes gens, sont obligés de mendier leur vie (2).

Il conviendrait mieux que la justice de chaque lieu puisse faire les inventaires et autres actes de notairité *(sic)* dans les ressorts des villages royaux, après que MM. les seigneurs auront établi des gens de bonne conduite.

Il conviendrait que la plus forte partie des impositions se divise entre les trois états, savoir, le Clergé, la Noblesse et le Tiers état ; c'est que le Clergé possède la plus forte partie de revenus et les meilleurs biens de toute part ; la Noblesse possède les plus beaux édifices, les prés, les bois et les meilleurs terrains ; les terrages avec tous leurs autres droits seigneuriaux que les deux États ensemble dévastent ; le Tiers état qui, cependant, ne vit que du reste des deux premiers états, après avoir payé tous leurs droits de plus encore que dans nos campagnes, la plus grande partie des habitants sont encore obligés de payer des rentes très considérables tant à eux qu'à des bourgeois des villes circonvoisines.

Les marques des cuirs et fers seraient très utiles d'être supprimées et que le Roi tire un droit sur chaque fabrique de ces usines et talents, ce qui procurerait un grand bénéfice envers l'État et une grande satisfaction au public en voyant la suppression des commis et que le commerce en soit libre partout le royaume.

La justice est un gendre *(sic)* très utile dans le royaume ;

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

(2) Voir le cahier d'Athis, page 41.

mais il faudrait qu'elle soit régie avec équité de toute part, que les procureurs et avocats soient plus vigilants dans les procédures et de faire en sorte que l'injustice ne soit plus favorisée, que les juges soient contraints d'examiner avec les soins et l'exactitude la plus fervente.

Il serait de l'intérêt du public que les procès puissent se juger définitivement dans chaque bailliage des ressorts que chaque communauté correspond.

Il est de notre devoir d'inscrire les revenus de notre fabrique qui est de quarante-cinq livres pour chaque année, qui n'est que moitié suffisant pour l'illumination, obits et acquits des fondations, ce qui fait que l'entretien de la nef est à la charge de la communauté qui est un vaisseau très vaste et d'un fort entretien. Les presbytères qui sont entièrement à la charge des communautés, ce qui est bien disgracieux aux pauvres habitants des campagnes, tandis que ces messieurs jouissent d'un plein pouvoir sur nous et de toute l'autorité possible, tant corporelle que spirituelle, il serait bien du devoir que Sa Majesté voulut enjoinde à ces messieurs les curés qu'ils se conformassent à entretenir leurs maisons curiales ou plutôt au décimateur là où les curés sont à portion congrue, ce qui leur paraîtrait quoi de droit être bien à charge parce que à grande peine peut-on leur faire entretenir les chœurs des églises auxquels ils sont décimateurs et que, très rarement, ils ne font qu'après bien des contraintes (1).

Il serait des volontés et de la constance la plus flattante (*sic*) au bien et cris publics que le Roi ordonnât que chaque cultivateur propriétaire payât taille dans l'endroit de la situation de ses biens et ce pour éviter les difficultés et procès qui sont à naître au premier jour à ce sujet ; c'est de voir les villages circonvoisins se flatter tous les jours de jouir de ce privilège voluptueux, ce que ces prétendus exempts nous les répètent tous les jours, choses véritables qu'ils ne sont point cotés dans l'endroit de la situation de leurs biens, ni dans l'endroit là où ils font partie de communauté.

(1) Adjudications des réparations à l'église et au presbytère de Bussy-Lettrée et Vatry de 1731 à 1781. La communauté dut payer notamment, pour les travaux du presbytère : 176 livres en 1735, 1,380 livres en 1758, 850 livres en 1762. (*Arch. de la Marne, C. 1818.*)

Il n'y a presque point de communautés qui ne soient sujettes à des grosses charges comme sont les maisons de communautés, les ponts et entretiens des chaussées; la suppression des gens du génie serait très favorable pour ces certains objets, rapport aux droits qu'ils y perçoivent, qui sont souvent plus considérables que les réparations à faire sur ces différents objets, en y accordant le plein pouvoir au syndic et communauté de pouvoir faire les réparations sans le consentement de ces messieurs, qui est trop coûteux pour les communautés.

Les communautés désireraient bien que les comptes des communautés, après être remis sans frais par les officiers municipaux, ne soient plus dans le cas, à l'avenir, d'être visés par le subdélégué ou ses clercs au rapport des droits qu'ils en perçoivent qui sont trop rigoureux; que s'il est nécessaire qu'ils y soient visés, que ce soit gratuitement (1).

De plus, qu'il soit ordonné au commissaire départi pour la répartition et imposition de la taille, de tenir la main à ce que chacun ne paie qu'à proportion des revenus qu'il peut avoir; de ne pas surcharger la veuve, ni l'orphelin, ni autre moins connaissant dans les circonstances pour modérer les gens que de droits sont obligés de payer; de leur tenir très expressément en défense qu'après les procès-verbaux et changements de nature de bien, qu'aucune personne n'y soit plus écoutée de telles conditions qu'elles peuvent être, et de leur enjoindre qu'ils aient à suivre plus exactement les déclarations qu'ils n'ont fait par le passé.

La communauté demande, d'une unanime voix, à ce que messieurs les décimateurs soient tenus et obligés de mettre et fournir dans chaque communauté un prêtre à leurs frais et dépens; comme la paroisse de Bussy-Lettrée est très considérable, composée comme il est dit ci-devant de cent dix feux, par ici un pasteur, pour bien faire son devoir, peut être assez occupé pour y remplir son ministère dans cette paroisse (2).

La chasse qui appartient au seigneur, qui est défendue dans certains temps, ce qui n'est guère exécuté parce que ces messieurs permettent à leur admodiateur de chasser selon leur volonté, et que ces messieurs admodiateurs n'exécutent que

(1) Comptes des syndics de Bussy-Lettrée. (Arch. de la Marne, C, 542.)

(2) Le curé de Bussy desservait en même temps Vatry.

pour leurs propres intérêts, rassemblent tous leurs amis et souvent dans les temps défendus pour la chasse, et en font selon leur volonté, tassent et écrasent les principales dépouilles qui se trouvent malheureusement sous les traces de ces quidams ; ainsi nous vous demandons si c'est opérer la justice de ravager les empouilles et d'y mettre tout en ruine ; et que les corvées du seigneur soient supprimées.

Nous soussignés, prêtre curé, syndic et juge et municipaux, et habitants de la communauté de Bussy-Lettrée, certifions les plaintes et doléances sincères et véritables ; en foi de quoi nous les avons signées en pleine assemblée à Bussy-Lettrée, ce 11 mars 1789.

PERNY, curé de Bussy-Lettrée et Vatry, S. GÉRARD, syndic,
Claude DELETRÉE, etc.....
BRODIEZ, greffier.

(28 signatures.)

Il a été nommé et député à la pluralité des voix les personnes de Louis Collard et de Simon Gérard auxquels nous leur avons commis et commettons de faire toutes les diligences nécessaires en cette faveur, ce pour représenter le cahier auquel ils sont chargés, conforme à la minute qui est restée en notre greffe.

L. COLLARD, S. GÉRARD, S. COLLARD, J.-B. PLOUNIE,
P. HÉMAR, Pierre HATTAT, Nicolas-C. BRISSON,
E. PLOUNIE, Claude DELETRÉE, BRODIEZ, greffier.

CERNON

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Cernon (1) était composée de 35 feux.— L'avis pour la convocation fut lu et publié

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 146. Cahier, dossier c, pièce 50 : 7 pages non cotées ni paraphées ; même annotation de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 543* : Administration de la communauté. — *C, 828* : Impositions. — *C, 1589* : Corvées. — *C, 1820* : Église et presbytère ; — etc.

— Cernon appartenait à l'élection de Châlons. L'assemblée provinciale de 1787-1790 l'avait proposée comme chef-lieu d'un des six arrondissements de l'élection (registre d'assemblée, f° 13. — *Arch. de la Marne, C, 2910*). Aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Cooles, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 32 feux roturiers, 2 noble et ecclésiastique. — Population : 69 hommes, 70 femmes, 17 garçons et 18 filles, soit 174 habitants.

le 1^{er} mars 1789. — Le 10, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre OLIVIER, lieutenant en la baronnie de Cernon. — Le procès-verbal constate la présence de N. Grandidier, P. Noël, Pierre Hubert, Nicolas Lécrivain, Pierre Henriet, Louis Tabouret, Joseph Paillard, Lefèvre, Louis Tabouret, J. Hubert, Joseph Noël, Memmie Person, Louis Pannetier, Pierre Noël l'aîné, Louis Noël, Jean-Baptiste Songy, Joseph Fagnier, syndic. — Les députés furent Joseph FAGNIER, syndic, et Louis PANNETIER.]

CAHIER

Cahier pour la communauté de Cernon-sur-Coole, bailliage de Châlons-sur-Marne, coutume de Sens (1).

Nous sommes imposés pour la taille, les accessoires de la taille et la capitation, sur le pied de huit [sols] six deniers du produit de nos héritages (2).

La corvée est imposée sur le pied du sixième de ses impositions, ce qui revient à un sol cinq deniers du produit de nos biens.

Les deux vingtièmes et sols pour livre des dixièmes font deux sols deux deniers et deux cinquièmes de denier du produit de nos héritages.

Nos maisons, qui ne nous rapportent rien, sont chargées de toutes les impositions ci-dessus, ce qui fait pour chaque maison, évaluée l'une dans l'autre à douze livres, réparations déduites, sept livres quatre sols, impôt qui retombe sur nos terres et se lève à plus d'un sol pour livre de leur produit.

(1) Dans la liste des justices régles encore en 1777 par la coutume de Sens, — quoique distraites du ressort de son bailliage pour être rattachées d'abord au bailliage de Langres, puis à celui de Châlons, — figure en effet celle de Cernon (*Conférence de la coutume de Sens.....*, par M. Pelée de Chenouteau, écuyer, conseiller aux bailliage et siège présidial de Sens, rédigés par M. T[arbé] d[es] Sa[blons], avocat en parlement. — Sens et Paris : 1777, in-4°, page 583). — Les « *Coutumes du bailliage de Sens et ancien ressort d'iceluy, avec les notes de Jean Penon, ancien avocat* » (Sens..... 1732, in-12) donne les mêmes renseignements (page cxi).

(2) Les impositions pour l'année 1790 furent de 591 livres 7 sols 6 deniers comme imposition principale ; 1,000 livres 8 sols pour les accessoires et capitation ; et 271 livres 12 sols 6 deniers pour la prestation des chemins ; ce qui donne un total de 1,863 livres 8 sols pour 97 contribuables. Mais alors on avait déjà ajouté les anciens privilégiés, notamment le seigneur, de Pinteville de Cernon, le député de la noblesse du bailliage de Châlons aux États généraux, le curé du lieu et le chapitre de Saint-Étienne de Châlons. (*Arch. de la Marne*, C, 828.)

Ceux d'entre nous qui ne labourent pas d'une charrue complète — et c'est presque tous (1) — sont encore imposés à l'industrie quoiqu'ils n'aient point d'autre industrie que la culture de leur mauvaise terre ; cet article monte encore plus haut que celui de l'imposition sur nos chaumières ; c'est au moins un sol pour livre.

Ces articles d'impositions montent déjà à quatorze sols pour livre du produit de nos propriétés.

Il ne faut pas dire que nos terres sont évaluées au-dessus de leur valeur étant sur le pied de trente sols l'arpent : 1^o La moitié ne valent rien du tout et souvent ne rendent pas la semence ; le reste pourrait à peine être loué, les unes dans les autres, les trente sols qu'on les estime ; 2^o Elles sont d'un quinzième de récolte envers les décimateurs ; plus, d'un quatorzième appelé terrage envers le seigneur qui nous oblige de mener dans sa grange, par préférence à ce qui nous revient, ce qui nous gêne considérablement, et on ne sait sur quoi ce terrage est fondé ; savoir si c'est par prix d'argent envers la communauté ; si ce droit n'est pas légitimement fondé, nous en demandons la suppression (2) ; plus des lods et ventes sur le pied de dix sols par écu tournois de la valeur du fonds ; plus de la nourriture du gibier et surtout des lapins qui nous font un grand tort partout le terroir. Il est évident que 14 sols pour livre d'imposition, joint à près d'un septième de nos récoltes, tant dîme que terrage, font plus de trois quarts et demi de ce que nous retirons de nos héritages.

Mais ces impôts ne font pas encore la moitié des charges dont nous sommes accablés ; nous consommons du sel plus que d'autres, parce que nous ne vivons que de soupe au pain de seigle pour lequel il en faut bien davantage que pour le pain de froment ; nous avons vérifié qu'il n'est pas un de nous auquel il n'en coûte pour le sel autant d'argent que pour toutes ces autres impositions, par conséquent encore quatorze sols pour livre.

(1) Pour être réputé laboureur d'une charrue complète, il fallait cultiver 90 journaux de terre avec un cheval. Ceux qui n'avaient pas d'indication étaient réputés manouvriers, infirmes ou vieillards.

Le journal était de 8 à 9 denrées ; la denrée était de 5 ares 63 centiares. (Voir le glossaire.)

(2) Voir le cahier de Breuvery, page 99.

L'impôt sur le vin et les boissons, quelque peu que nous en consommions, fait encore un objet d'environ douze livres par ménage et, par conséquent, de deux sols pour livre du produit de nos biens.

Nos chaussures, les harnais de nos chevaux, les fers de nos charrues, de nos voitures et de tous nos instruments aratoires, paient encore un impôt sous le nom de la marque des cuirs et des fers.

Si la nécessité nous force à vendre nos héritages, le prix en est diminué par les droits de contrôle, papier timbré, insinuation, centième deniers, sols pour livres, etc.

Si nous recueillons l'héritage de nos parents, outre tous les droits ci-dessus, il nous faut payer des notaires de la ville, auxquels un arrêt du parlement a donné le privilège exclusif de venir faire nos inventaires (1), plus un huissier-priseur de la ville qui, souvent, sans faire l'ouvrage, exige de nous une somme d'argent pour nous laisser la liberté de disposer de nos effets.

Si nous avons le malheur d'avoir un procès, les longueurs et les frais de justice ruinent celui qui le gagne et réduisent à l'insolvabilité celui qui le perd.

Nous portons encore un impôt qui, souvent, devient désastreux pour la campagne ; c'est la construction et entretien des nefs d'églises et des presbytères (2).

Outre que le hasard de la milice enlève souvent des sujets très précieux, il entraîne toujours des dépenses pour tous les pères de famille.

De l'exposé ci-dessus, il suit que les charges que nous payons montent à plus de deux fois la totalité du revenu de nos pro-

(1) Les arrêts du parlement de Paris des 14 décembre 1569, 16 avril 1660 et 3 juin 1726 avaient défendu aux greffiers et autres officiers publics de procéder à des inventaires lors même qu'ils avaient été commis. Deux édits de juin 1622 et mars 1702 avaient créé des commissaires et greffiers des inventaires ; mais leurs offices avaient été supprimés par l'édit de septembre 1714 qui avait rendu ce privilège aux notaires. (DALLOZ : *Répertoire de jurisprudence*, tome XXXIX : Scellés et inventaires, art. 10 et 180.)

Un arrêt du parlement du 22 août 1742 avait « gardé les notaires royaux aux bailliage et prévôté de Vitry dans le droit de faire seuls tous les inventaires... » (*Bibliot. de Reims : jurisprudence*, N, 3476, in-4°.)

(2) Presque tous les ans, il fallait faire des réparations à l'église et au presbytère de Cernon : en 1749, des travaux à la maison curiale furent adjugés 2,380 livres ; en 1750, un devis pour la nef monta à plus de 500 livres ; en 1757, on paya 390 livres pour le presbytère, etc. (*Arch. de la Marne, C, 1820.*)

priétés, et, n'ayant qu'environ cinq ou six arpents d'usages communaux dont la réserve suffit à peine pour payer les frais de notre communauté, nous n'en tirons aucun soulagement (1).

On nous dira : « S'il était vrai que vos charges montassent à plus que le double de ce que vous avez, vous ne pourriez pas subsister et néanmoins vous vivez ? »

Réponse : Le fermier d'un bien qui est loué sa valeur, nourrit et entretient sa famille, sur ce bien dont il n'est pas propriétaire ; pour nous, nous payons en impôts de toute espèce, le loyer de nos propres biens au double de leur valeur ; aussi n'y vivons-nous pas ; quoique nous soyons tous propriétaires, beaucoup d'entre nous manquent de nécessaire, et presque aucun n'ont les moyens nécessaires pour une bonne agriculture ; aussi un tiers de notre terroir reste inculte et le reste est très faiblement cultivé ; aussi, voyons-nous, par les anciens états du village, que nos récoltes sont bien moindres qu'elles n'étaient il y a cent cinquante ans ; aussi sommes-nous réduits à un village de trente-cinq feux au lieu d'un bourg que nous étions autrefois ; aussi voyons-nous la plupart de nos enfants, qui ne connaissent point d'autre état que celui de leur père, s'en aller dans les grandes villes pour y servir, se corrompre, y périr (2).

(1) Une note jointe aux comptes de gestion des syndics de Cernon porte : « La communauté de Cernon possède trois journaux de prés, pâtures, qui produisent de soixante à quatre-vingts livres par an, que les habitants, laboureurs, se partagent seulement entre eux, et les manouvriers n'ont jamais rien. « Ils ont, en outre, un usage abusif qui est qu'ils nomment toujours pour « syndic le dernier entrant, lequel est tenu de payer les frais de communauté « de sa poche, sans rien retenir du prix des usages ci-dessus désignés. »

Aussi le poste de syndic était-il, là encore, peu envié ; on choisissait même les moins instruits. Dans un rapport du subdélégué de Châlons sur la requête du nommé J. Morat demandant à être déchargé des fonctions de syndic parce qu'il ne savait ni lire ni écrire et que, n'étant que simple journalier, il était dans le cas de s'absenter journellement pour aller travailler dans les villages voisins, on lit : « Il se trouve à Cernon d'autres habitants qui pourraient, sous les mêmes prétextes que ceux du suppliant, s'excuser du syndicat et qui, cependant, y ont passé. Ce village, d'ailleurs, n'est pas un lieu assez sujet à événements pour demander une certaine capacité dans le syndic. Aussi nous estimons qu'il y a lieu de débouter le suppliant de sa requête. » (*Arch. de la Marne, C, 543.*)

(2) Un état dressé en 1691, au point de vue de l'agriculture, des paroisses comprises dans les élections de Châlons, Epernay, Reims et Vitry-le-François, indique que Cernon comptait alors 38 feux et 14 laboureurs (*Arch. de la Marne, C, 429*) ; la prospérité du village signalée par le cahier remonterait donc au-delà de cette date.

Après cet exposé de nos doléances, nous bénissons Sa Majesté qui daigne nous appeler au pied de son trône pour y entendre le détail de nos maux et qui veut les faire cesser et nous chargeons nos représentants aux États généraux de conclure à ce qui suit :

1° Que les gabelles soient abolies, ni utiles que les horreurs auxquelles nous expose l'affreux impôt du sel, si la misère a forcé quelques-[uns] de nous à se procurer cette denrée à meilleur marché ; jusqu'au souvenir en doit être anéanti (1) ;

2° Que les aides soient supprimées, ainsi que tous les autres impôts tenus en ferme ou en régie, lesquels, trop souvent, exposent nos fortunes et nos personnes à la merci de la foule des suppôts des financiers ;

3° Que les impôts que nous avons à payer soient partagés entre tous les sujets du Roi, de quelque état et condition qu'ils soient et dans une proportion juste, de la fortune d'un chacun ; nous n'en connaissons pas de plus juste, de plus facile à percevoir, de moins sujet à la fraude et aux vexations, et de moins onéreux que l'impôt territorial à quelque quotité qu'il soit fixé, pourvu néanmoins qu'il ne soit jamais abandonné des traitants (2) ;

4° Que les entrées des villes, les barrières et interdictions de toutes espèces soient supprimées ;

5° Que l'arrêt du parlement (3) concernant les dégâts de lapins soit cassé, attendu qu'il nous met dans l'impossibilité d'en obtenir [réparation], et que toutes les garennes ouvertes soient interdites ;

6° Que les frais de procédure soient considérablement

(1) Phrase textuelle.

(2) Mis évidemment pour « aux traitants ».

(3) *Arrêt du parlement du 21 juillet 1778 sur le mode d'estimation des dommages causés par le gibier et les bêtes fauves* (Recueil Isambert, 25^e vol., page 364). — *Arrêt du parlement du 15 mai 1779, qui prescrit les formalités à observer pour le dommage qui a pu être fait par le gibier dans les terres ensemencées* (Ibid., 26^e vol., p. 88). — Voir Edme DE LA POIX DE FREMINVILLE : *Dict. cit.*, p. 331, sur le droit d'avoir une garenne et la façon dont les habitants doivent poursuivre les dommages causés par les lapins sur les terres.

Un arrêt du conseil du 21 janvier 1776 avait, en présence de la multiplication des lapins dans les forêts du Roi et les dégâts qu'ils occasionnaient dans les terres environnantes, ordonné la destruction de ces animaux dans l'étendue des capitaineries royales. (ISAMBERT : 23^e vol., p. 298. — GUYOT et MERLIN : *Traité des droits*, tome III, p. 182.)

diminués, les formes judiciaires simplifiées et le code civil et criminel réformé ;

7° Que les droits seigneuriaux dont nous sommes tenus envers nos seigneurs et qui étaient autrefois nos seules charges, étant aujourd'hui remplacés par les impositions que nous payons au Roi, ces anciens droits soient supprimés comme double emploi, sauf les indemnités dues à nos seigneurs ;

8° Que les biens que possède le clergé étant plus que suffisants pour la subsistance et l'entretien des temples et le logement des curés, les anciennes ordonnances qui en chargeaient ses biens soient remis en vigueur et l'édit de 1680 (1) abrogé à cet égard.

Fait et arrêté entre nous, syndic et habitants assemblés au son de la cloche, à la manière accoutumée pour répondre au désir de Sa Majesté et de tout l'État,

A Cernon, ce 6 mars 1789, et ont signé :

Louis PANNETIER, Louis TABOURET, Nicolas LÉCRIVAIN,
L.-C. TABOURET, etc.....

Joseph FAGNIER, syndic.

(18 signatures.)

CHALTRAIT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Chaltrait (2) était composée de 29 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent en l'église Notre-Dame de Chaltrait sous la présidence de Jean-Baptiste JEANNE, procureur fiscal de la paroisse. — Le procès-verbal constate la pré-

(1) Il s'agit peut-être de l'ordonnance de Louis XIV de juin 1680 qui, dans certaines de ses dispositions (titre VI, art. 14 ; titre XI, art. 1^{er} ; titre XXI, art. 5 ; titre XXIV, art. 8), exemptait de tous droits les vins provenant des biens ecclésiastiques, ou de l'édit du 12 novembre 1680 déchargeant les hôpitaux de tous décimes, dons gratuits, etc. (*Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale*... par M^e Guy DU ROUSSEAUD DE LA COMBE, 2^e partie, pages 152 et 153 : Paris, Nyon, 1755, in-folio. — *Bibliot. de Reims* : Jurisprudence, M, 3719) ; — ou bien encore et plutôt de la déclaration de mars 1666 qui, sur les remontrances du clergé, consacrait à nouveau les immunités, franchises, libertés, droits et prérogatives appartenant aux ecclésiastiques.

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 147. Cahier, dossier c, pièce 21 : 3 pages non cotées, mais paraphées en bas des deux pre-

sence de Claude Bourdelat, Louis Regnauld, greffier municipal, Jacques Lecamp, syndic, Simon Lelièvre, Antoine Varlet, Antoine Pelle, Claude Bruant, Jacques Leherle, Joseph Forastier, Nicolas Valentin, Louis-Amand Leherle et Claude Bérat. — Les députés furent Louis REGNAULD et Antoine VARLET.]

CAHIER

Cahier des représentations et doléances que la communauté de Chaltrait fait à Sa Majesté.

Ladite communauté ose représenter que, malgré leur petit nombre et leur misère, ils ont toujours été surchargés d'impositions qu'ils ont payées jusqu'à présent au préjudice même de leur nécessaire (1).

Que cette paroisse qui n'est composée que de vingt-neuf feux

mières par celui qui a écrit le cahier et qui ne paraît être aucun des habitants signataires présents ; même attestation de Prieur sur le cahier).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 553 : Administration de la communauté. — C, 943 : Impositions. — C, 1047 : Vingtièmes. — C, 1589 : Corvées. — C, 1824 : Église et presbytère. — E, 913 : Dîmes ; — etc.

Arch. de la comm^e de Chaltrait : 1^{er} reg. des délibérations du 7 septembre 1788 au 9 décembre 1792. — Pièces diverses relatives aux bois et propriétés communaux et aux procès avec les seigneurs (1514 à 1784).

— Chaltrait appartenait à l'élection de Châlons. Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 21 feux roturiers, 2 noble et ecclésiastique. — Population : 46 hommes, 37 femmes, 9 garçons et 9 filles, soit 101 habitants.

(1) Malgré son petit nombre d'habitants la communauté de Chaltrait était très divisée ; la jouissance des bois usagers fut surtout la cause de ces différends :

Un arrêt de 1741 l'avait obligée à engager des dépenses considérables pour la reconstruction du presbytère ; au rôle de cette année 1741, 885 livres furent réparties sur les quelques familles de la localité ; en 1749, une nouvelle somme de 856 livres fut imposée. -- Ces charges devinrent de plus en plus lourdes ; et les habitants demandèrent l'autorisation de disposer du quart en réserve de leurs bois communaux pour en employer le produit aux dettes contractées par suite des réparations à l'église et au presbytère. (Correspondance : 1778-1779).

On verra dans une note ci-après que les rapports de la communauté et du seigneur contribuèrent aussi à jeter le désaccord dans cette petite localité.

Vers cette époque fut étudié un projet de chemin mettant Chaltrait en communication directe avec la ville d'Épernay et le marché d'Ablois-Saint-Martin, en passant par les communaux de Chaltrait. (*Arch. de la Marne* C, 553 et 1824.)

et dont les maisons mettent à peine les habitants à l'abri de l'injure du temps faute d'entretien.

Cette paroisse est cependant chargée, cette année, tant en taille que capitation, corvée et vingtième à la somme de douze cents et quelques livres, malgré que depuis huit ans, les malheureux qui la composent ont été attaqués de différentes maladies qui ont enlevé des pères et mères de famille et laissé des veuves et des orphelins dans la plus grande misère, par conséquent à la charge des autres habitants ; que dans ce moment il s'y trouve encore seize à dix-huit personnes tant malades qu'infirmes (1) ;

Que la récolte a été de moitié moins forte qu'à l'ordinaire (2) et l'on craint beaucoup pour la prochaine à cause du grand froid de cet hiver, froid qui en aurait fait périr plusieurs de faim, si la dame du lieu (3) ne les eût occupés chez elle et secourus dans leurs besoins, ainsi que M. le Curé ; que cette communauté n'est composée que de manouvriers dont les journées ne pourront jamais suffire pour nourrir eux et leur famille, à la cherté où est le blé et toutes les denrées de première nécessité ;

Qu'ils voient avec douleur qu'il leur sera impossible de remplir leurs charges envers le Roi cette année, mais qu'ils espèrent leur soulagement de sa bonté paternelle pour le peuple ;

Qu'ils supplient humblement Sa Majesté de venir à leur secours en diminuant les impositions des tailles, capitations,

(1) *Arch. de la Marne, C, 333* et suivantes : Épidémies.

(2) État des biens des propriétaires forains du terroir de Chaltrait. (*Ibid.*, C. 553.)

(3) La « dame du lieu » était la veuve de Maurice Testu, écuyer, ancien contrôleur ordinaire des guerres, seigneur de Chaltrait, décédé en ce village le 9 mars 1785.

Une contestation s'était élevée, de son vivant, entre lui et les habitants de Chaltrait, au sujet de la présidence des assemblées de communauté et de la garde des archives que le seigneur réclamait pour les officiers de sa justice ; il avait aussi cherché à s'emparer d'une pièce de pré revendiquée par les habitants. Ces querelles jetèrent le trouble dans cette petite localité ; les uns étaient d'avis de se soumettre aux exigences du seigneur ; les autres étaient pour la résistance. A la mort de Maurice Testu, ses partisans, dont le syndic, s'empressèrent de transiger avec sa veuve et de lui remettre les titres et papiers de la communauté. L'affaire fut portée devant l'intendant de la province qui refusa d'homologuer la transaction, destitua le syndic qui l'avait

corvées et vingtièmes, les droits sur le débit du vin dans leur paroisse, le prix du sel, du tabac et tous objets d'absolue nécessité.

Un pareil bienfait leur rendra la vie ainsi qu'à tout le peuple français, mais il ne pourra jamais augmenter leur amour pour la personne sacrée de Sa Majesté et de toute la famille royale pour lesquelles les habitants de cette paroisse adressent leurs vœux à l'Éternel.

Fait et rédigé à l'assemblée tenue dans l'église paroissiale, le 8 mars 1789.

BOURDELAT, REGNAULT, greffier municipal, Jean-Baptiste

JEANNE, LEGAMP, syndic, etc.....

(11 signatures.)

CHAMPAGNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Champagne (1) était composée de 5 feux.— L'avis pour la convocation fut lu

acceptée et le remplaça d'office par un nouveau syndic chargé de contester devant l'assemblée communale les opérations de son prédécesseur. Rouillé d'Orfeuil écrivait à ce sujet à son subdélégué de Châlons que l'ancien syndic et ses adhérents étaient « entièrement dévoués à Madame Testu et que cette « dame, qui était depuis longtemps en procès avec la communauté, leur avait « sans doute suggéré de ne point se dessaisir de titres qu'elle savait lui être « contraires ». Néanmoins les archives furent remises par devant le subdélégué qui fit dresser un inventaire des titres de propriété communale qu'elles contenaient. (*Arch. de la Marne, C, 553.*)

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès verbal, dossier b, pièce 149. Cahier, dossier c, pièce 139 : 3 pages cotées en haut et paraphées en bas par Remy Masset ; même annotation de Prieur sur le cahier).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 554* : Administration de la communauté. — *C, 829, 943* : Impositions. — *C, 1589-1595* : Routes, corvées ; — etc.

— Champagne appartenait à l'élection de Châlons. — Le bureau intermédiaire de l'assemblée d'élection avait, en raison de son peu d'importance, proposé la réunion de cette communauté de 7 feux d'après la délibération de cette assemblée, de 5 feux d'après le procès-verbal ci-dessus, à celle de « Champigneul, 64 feux, distante d'un quart de lieue ». (Séance du 11 avril 1788 ; — *Arch. de la Marne, C, 2910.*)

Depuis le 11 juin 1852, cette ancienne commune est enfin réunie à Champigneul, du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 8 feux roturiers, 2 noble et ecclésiastique. — Population : 28 hommes, 28 femmes, 2 garçons et 3 filles, soit 61 habitants.

et publié « par le curé de Champigneul dont Champagne est annexe », le 1^{er} mars 1789. — Le 5, les habitants convoqués « de pot en pot » se réunirent sous la présidence de Remy MASSET, lieutenant en la justice de Champagne, « reçu en cette qualité par devant Monsieur le Bailly dudit Champagne ». — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Blion, François Thiéry, syndic, Louis Gazan, Dominique Séjourné, Remy Thomas. — Les députés furent François THIÉRY, syndic, et Pierre BLION.]

CAHIER

Cahier de la communauté de Champagne.

La communauté de Champagne a l'honneur de représenter très respectueusement :

1^o Que son terroir peut être regardé à juste titre comme un des plus mauvais du royaume ; que d'une immense quantité de terres qui le composent, il n'y en a qu'une petite quantité en valeur : que le surplus ne s'emblave que rarement et que, souvent, la récolte ne produit pas pour les semences ; que, cependant, ses terres sont estimées pour l'imposition à peu près comme celles des meilleurs terroirs et que, par conséquent, ces impositions leur enlèvent tout le fruit de leurs travaux ;

2^o Que la charge des impositions, trop multipliées pour leur malheur, retombe en entier sur le propriétaire et le cultivateur. Malgré les représentations qu'ils ont faites au commissaire des tailles, des pertes qu'ils ont faites, leur ayant promis de les soulager, ils supportent toujours le même taux de l'imposition (1), tandis que les habitants des villes, ou financiers, ou capitalistes, ou commerçants, ou les arts et métiers, ne paient rien ou presque rien, et encore ce qu'ils paient, retourne-t-il au détriment des cultivateurs par l'augmentation de leur commerce ou autre proportionné à l'impôt qu'on leur fait supporter ;

3^o Que le cultivateur, étant de tous les états celui le plus nécessaire et le plus essentiel d'un état, est celui de tous qui

(1) Les habitants de Champagne payaient, tant en impositions principales, frais de collecte, accessoires, capitation, rejet et prestation des chemins, la somme de 1,101 livres 16 sols 4 deniers (rôle de 1790). — Les privilégiés, le curé du lieu, le chapitre de Saint-Étienne de Châlons, l'abbesse d'Andecy, etc., qui, au moment de la Révolution, furent imposés, firent monter le nombre des contribuables de Champagne à 49. (*Arch. de la Marne, C, 829.*)

mérite le plus de soulagement dans l'imposition, comme absolument nécessaire et indispensable ;

4^o Que l'imposition, en général quelconque, soit réunie sous une même cote ;

5^o Que les poids et mesures soient les mêmes dans tout le royaume ; que le sel qui est d'une nécessité absolue soit mis à un prix raisonnable dans tout le royaume ;

6^o Que toutes denrées de quelque nature qu'elles puissent être ou être nécessaires aux pauvres laboureurs des campagnes ne soient sujettes à aucuns droits quelconques, que c'est avec la plus vive douleur que le pauvre paysan se voit sans cesse tourmenté par des commis qui osent employer jusqu'à la mauvaise foi, la force et la ruse pour leur faire des procès injustes et pour ce, lesdits habitants demandent que les barrières soient reculées sur les frontières ;

7^o Que M. Necker, dans ses différents ouvrages, a reconnu que la province de Champagne est, de toutes les provinces, celle qui est la plus surchargée d'impôts (1), que cet impôt, tombant presque en entier sur le propriétaire et le cultivateur, Sa Majesté est suppliée très humblement d'opérer le soulagement de l'imposition de la province et particulièrement celle du cultivateur.

R. MASSET, Remy THOMAS, Pierre BLION, François THIÉRY,
Dominique SÉJOURNÉ.

(5 signatures.)

(1) Dans son ouvrage *De l'administration des Finances de la France* (3 vol. in-8^o, 1784), notamment, Necker expose (tome 1^{er}, page 245), la situation de la généralité de Châlons. Il constate qu'elle fait partie des grandes gabelles, que l'on y est de plus assujéti à toutes les impositions établies dans le royaume, que les contributions peuvent être estimées à environ 21 millions 800 mille livres, ce qui donne, en raison de sa population de 812,800 âmes, 26 livres 16 sous par tête d'habitant. Il établit une comparaison entre « cette province et la Guyenne, plus commerçante, rédimée de l'impôt du sel, exempte des aides, tandis que la Champagne y est assujettie ; ... ces deux impôts, ajoutés, forment une augmentation de charge pour la Champagne d'environ sept millions. ... » Puis, rapprochant les contributions de la généralité de Châlons de celles d'une « province limitrophe, la Franche-Comté », il démontre que la première paie au moins six cinquièmes de plus que la seconde, quoique n'étant que d'un cinquième plus considérable en population ; ... etc. (*Bibl. de Reims, Catalogue des sciences philosophiques et sociales. O, 1346.*)

CHAMPAUBERT

La communauté de Champaubert (1), citée par les bailliages de Châlons et de Meaux, fut défaillante à l'assemblée du Tiers état du premier et comparut à celle du second. (*Procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres du bailliage de Châlons*, deuxième partie de ce volume. — A. BRETTE, *Recueil des documents relatifs à la convocation des États généraux*, tome III, page 191.)

CHAMPIGNEUL

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La paroisse de Champigneul (2) était composée de 68 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 4, les habitants se réunirent sous la présidence de Jacques-Louis DELACOUR, « bachelier en droit, juge en la terre et seigneurie de Champigneul, reçu en cette qualité au bailliage de Châlons ». — Le procès-verbal constate la présence de Remy Rivierre, Pierre Collard, Louis Rivierre, Simon Hémard, Blaise Masset, Pierre Rivierre, Noël Lancelot, Jean-Baptiste Cousinat, François

(1) Champaubert formait, en 1789, au point de vue des bailliages, une enclave appartenant à celui de Meaux, dans le bailliage de Châlons. La paroisse dépendait cependant de l'élection de Châlons. Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

(2) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 148. Cahier, dossier c, pièce 131) ; même note de Prieur sur le cahier ; 14 pages cotées et paraphées par Delacour.

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 555 et 556 : Administration de la communauté ; procès avec le seigneur de Cappy d'Écure accusé d'usurpation de communaux ; division de la communauté au sujet de ce procès ; adjudication à loyer de la pêche de la rivière et des prés-marais ; contestation avec la communauté de Jâlons au sujet des marais communs ; procès-verbaux de visite et devis de réparation des ponts et de la chaussée de Champigneul : comptes des syndics ; barrage du gué. — C, 783 : Demande à fin de distraction de la ferme du Grand-Écure du rôle de la communauté de Champigneul (1779). — C, 832, 943 : Rôles des impositions de 1789 et 1790 ; remises. — C, 1023 : Capitation. — C, 1045 : Vingtièmes. — C, 1589 : Corvées. — C, 1595 : Route de Dormans à Châlons. — C, 1669 : Réparations aux ponts et à la chaussée entre Champigneul et Champagne (1758-1759). — C, 1824 : Église et presbytère. — E, 62 : Terrier de la famille de Cappy d'Oiry : aveux, dénombrements des seigneu-

Gardien, Jean-Sébastien Vély, Rémy Henaut, François Thierry, Pierre Reaux, François Diot, Pierre Viart, Jean-Louis Thomas, J. Mary, Pierre Tartier, Antoine Guillaume, Jacques Mary, Pierre Lambert, Charles Séjourné, Louis Rollet, François Tartier, syndic, Claude Tartier, garde-étalons, Louis Coutot et encore, d'après les signatures du cahier : D. Rouyer, G. Aubry, Nicolas-Joseph Jeanson, Jacques Carré, N. Henriët. — Les députés furent Antoine GUILLAUME et Jacques MARY.]

CAHIER

[Le cahier de Champigneul, rédigé par le notaire d'Aigny, Jacques-Joseph Delacour, et par son fils, le juge seigneurial, est semblable à celui d'Aigny auquel nous renvoyons. — Cependant les articles 26, 27 et 28 du chapitre « Impôt » sont remplacés par ceux-ci :

26. — L'impôt, tel qu'il soit, devrait se faire sur une seule somme, sans aucun accessoire, ni capitation ;

27. — Que les collecteurs, ainsi que la municipalité, seraient tenus à cet effet de veiller à ce que les deniers soient perçus sans autres frais ;

28. — Qu'à cet effet, il y aurait une caisse provinciale dans chaque province pour, par lesdits collecteurs, y verser tous les trois mois leur recette.

Au bas du cahier, on lit la mention : « Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants tenue le 10 mars 1789. — Pierre VIART, François THIÉRY, D. ROUYER, etc... DELACOUR, lieutenant. » (32 signatures).]

ries d'Athis, Champigneul, etc. ; rôle des cens du grand Écury, de Champagne, etc. (1740-1780). — E, 1001 : Déclarations et ventes de portions des usages ; — etc.

BIBLIOT. DE REIMS : fonds Deullin non classé : *Mémoires judiciaires imprimés* : Instance des habitants de Champagne contre César-Marie de Cappy, écuyer, seigneur des grand et petit Écury, Champagne et autres lieux, ancien officier de cavalerie, au sujet de la possession des marais et le droit d'y faucher l'herbe (1775). — Instance du maître d'école Remi Masset, de Champigneul, contre le curé et la fabrique du lieu, relative à la destitution du premier (1777). — Instance des habitants de Champigneul contre le résignataire du curé, Edme Pernet, au sujet de la dime qui « produit, année commune, plus de 2,000 livres » ; les habitants refusaient de payer la dime sur la navette blanche ou versets : « la dime de ce fruit étant insolite, contraire aux usages, les prédécesseurs du curé ne l'ayant jamais perçue. » La discussion au sujet de la perception des dimes sur les fruits de la terre est très curieuse.

— La communauté de Champigneul appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui elle fait partie du canton d'Écurey-sur-Cooles, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773, comprenant Champigneul et Écurey-le-Petit : 77 feux roturiers et 3 ecclésiastique et nobles. — Population : 135 hommes, 122 femmes, 44 garçons, 24 filles, soit 325 habitants.

CHARMONTAIS-L'ABBÉ

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Charmon-tois-l'Abbé (1) était composée de 60 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean HUGUET, maire, assisté de son greffier Saguet. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Limal, Claude Belval, officiers municipaux, Jean Belval, syndic, Nicolas Limal, J.-Nicolas Limal, J.-François Limal, J. Huguet, J. Jolly-Legros, Jean Jolly, Nicolas Jolly, Cyr Martinet, Philippe Patizel, Étienne Saguet, greffier, Nicolas Collignon, Jean Patizel, Pierre Jolly, Louis Mangin, Claude Limal, J. Regnaud, Jean Collignon, Pierre Rajain, Claude Benisset, J. Tollitte, J.-Baptiste Laflotte. — Les députés furent Jean HUGUET et Claude BELVAL..]

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 150. Cahier, dossier c, pièce 134 ; visa de Thomas ; 5 pages cotées en haut et paraphées en bas par Huguet). Le procès-verbal n'est qu'un duplicata signé du maire J. Huguet et du greffier E. Saguet.

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 558, 2919* : Administration de la communauté ; adjudication des usages ; comptes des syndics ; droits seigneuriaux ; traitement et logement de la maîtresse de l'école commune aux deux villages de Charmon-tois-l'Abbé et Charmon-tois-le-Roi. — *C, 833, 943* : Rôle des impositions, remises. — *C, 1773, 1826* : Église et presbytère ; jugement rendu par l'intendant contre les habitants de Charmon-tois condamnés à parachever le paiement de 300 livres restant dus pour réparations au presbytère.

— Le 1^{er} registre des délibérations de l'assemblée municipale de Charmon-tois-l'Abbé (du 28 août 1788 au 6 mars 1790) renferme les documents suivants : 1^o Le 2 novembre 1788 : réception de « l'avis de l'arrêt du Conseil d'État du Roi du 8 août 1788, qui fixe au 1^{er} mai prochain la tenue des États généraux du royaume, et suspend, jusqu'à cette époque, le rétablissement de la cour plénière » (voir *Recueil* de M. BRETTE, 1^{er} vol., p. 23). — 2^o Le 2 novembre 1788 : réception de l'avis de « la déclaration du Roi du 23 septembre 1788 qui ordonne que l'assemblée des États généraux aura lieu dans le courant de janvier 1789 et que les officiers des cours reprendront l'exercice de leurs fonctions » (*ibid.*, 1^{er} vol., p. 25). — 3^o 1^{er} mars 1789 : convocation des habitants pour la rédaction du cahier. — 4^o 8 mars 1789 : la copie du procès-verbal d'assemblée des habitants pour la rédaction du cahier et la nomination des deux députés à l'assemblée du Tiers état du bailliage. (*Archives de la commune de Charmon-tois-l'Abbé* ; communication de M^{me} Renard, institutrice.)

— La communauté de Charmon-tois-l'Abbé appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne. Aujourd'hui elle fait partie du canton de Dommartin-sur-Yèvre, arrondissement de Sainte-Ménehould.

— Dénombrement de 1773 : 62 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 123 hommes, 112 femmes, 22 garçons et 25 filles, soit 280 habitants.

CAHIER

1. — *Doléances des habitants de Charmontois-l'Abbé, village de Champagne, composé de soixante feux, situé dans l'étendue du bailliage de Châlons-sur-Marne, même élection, distance de dix à onze lieues de ladite ville, limite de Lorraine ou Barrois, à environ deux lieues de Beuzée, pays des Trois Evêchés, à une lieue et demie de Wally, pays Clermontois (1).*

2. — Les habitants de Charmontois-l'Abbé, plus assujettis qu'aucuns autres de la France par la situation de leur village dans les quatre lieues de limitrophe des trois provinces qu'ils viennent de nommer, encouragés par les termes dont le Roi a bien voulu se servir dans ses lettres de convocation aux États généraux du 24 janvier 1789 par lesquelles Sa Majesté invite son peuple à lui faire telle demande qu'il jugera à propos pour la tranquillité de son royaume et la meilleure fortune de ses sujets (2),

4. — Autorisent les députés de cedit lieu de Charmontois à faire insérer dans le cahier qui doit se rédiger à l'assemblée du bailliage de Châlons qui est convoquée par le procès-verbal de M. le grand bailli de ladite ville du 17 février 1789 au 12 du présent mois de mars 1789,

Que les vœux sont :

5. — Que la province de Champagne, qui est une des plus considérables du royaume, soit mise en pays d'état, ce qui dispenserait de certains frais de régie comme de receveurs généraux et particuliers des finances ;

6. — Qu'il soit créé un parlement séant à Châlons ;

7. — Que les traites, les aides et les gabelles y soient abolies, le prix du sel étant porté jusqu'à 15 sols la livre, en raison de la mauvaise délivrance à la pinte (3) ;

8. — Que, pour tous impôts, il en soit établi un, sous un seul titre qui comprendra tous les biens tant des nobles que des ecclésiastiques ;

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 69.

(2) En marge de cet article 2, on a mis au-dessous de ce numéro, le chiffre 3.

(3) Voir le glossaire pour le prix et la mesure du sel.

9. — On désire la continuation de la prestation en argent au lieu d'une corvée en nature (1) ;

10. — La suppression des jurés-priseurs, vendeurs de meubles, serait d'un très grand avantage public, et celle des greffiers des experts (2) ;

11. — Supprimer les ordres religieux qui ne sont point utiles au public ; donner à chacun de ces religieux une pension suffisante pour vivre ; relever de leurs vœux ceux qui le désireront ;

12. — Que, dans la distance de deux à trois lieues, il existe plusieurs usines de verreries, faïenceries, tuileries et poteries qui consomment la majeure partie des bois du pays et les rendent d'un prix exorbitant, plus que dans les villes (3) ;

13. — Qu'il existe dans la distance de trois lieues, cinq abbayes et couvents qui possèdent la majeure et la plus précieuse partie des biens du pays (4) ;

14. — La continuation des juridictions seigneuriales dans chaque paroisse, et leur donner droit de poser les scellés dans les maisons mortuaires, vu que cela soulagerait la veuve et l'orphelin ; cela se ferait à petits frais et même gratis aux pauvres, attendu que cela était autrefois ;

15. — L'imposition sur les tailles est trop considérable (5), ce qui met les cultivateurs, avec la modicité des récoltes qu'ils font, hors d'état de satisfaire au paiement des deniers royaux et de nourrir leurs familles ;

16. — Que ledit lieu de Charmontois est un mauvais sol et

(1) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

(2) Voir le cahier d'Athis, page 41, pour les jurés-priseurs. — Les greffiers des experts, appelés d'abord clercs, puis greffiers de l'écrtoire, greffiers des bâtiments, étaient chargés « de recevoir et rédiger les rapports » des experts jurés (Franklin : *Dict. historique des arts, métiers et professions*, page 371. — LEMONON : *Note sur la profession des greffiers des bâtiments*, 1888, in-8°).

(3) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 74.

(4) L'abbé de Beaulieu était seigneur de Charmontois. — Nous trouvons à peu de distance de Charmontois-l'Abbé, les abbayes de Beaulieu, de Châtreaux, les prieurés de Menoncourt (appartenant à l'abbaye de Beaulieu) et d'Ante (appartenant à l'abbaye de Toussaint de Châlons) et une maison de Templiers de l'ordre de Malte à Noirlieu. (Carte de l'Evêché de Châlons, dressée en 1656 par Samson. — Biblot. Nat., section des plans, portefeuille 212, n° 2.981. — E. DE BARTHÉLEMY : *Diocèse ancien de Châlons-sur-Marne*. — Paris, Aubry, 1861, 2 vol. in-8.)

(5) Charmontois-l'Abbé payait, en taille et frais de collecte, 781 livres ; en accessoires et capitations, 1.210 livres ; soit 1.991 livres pour 87 contribuables. (Rôle de 1788. — Arch. de la Marne, C, 833.)

très difficile à cultiver, produit de chétives moissons, ce qui laisse à peine aux cultivateurs le moyen d'acquitter leurs fermages et salariés, leurs ouvriers et domestiques ;

17. — Il conviendrait qu'il soit accordé au cultivateur un garçon ou un domestique exempt du sort de la milice.

Tels sont les principaux objets de plaintes et doléances que ladite communauté de Charmontois-l'Abbé adresse à l'humanité de son Roi ; son zèle à l'acquérir ajouterait, s'il était possible, à l'amour et à la reconnaissance infinie de ses plus fidèles sujets.

LIMAL, C. BELVAL, J. HUGUET, E. SAGUET, N. LIMAL, etc....
(21 signatures.)

CHENIERS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Cheniers (1) était composé de 36 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié par « le curé de Thibie, desservant Cheniers », le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de François Dior, procureur fiscal en la justice de Cheniers et syndic pour l'absence du juge ordinaire, assisté de Caquet, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Rouyer, Pierre Collard, Jean Roger, Jacques Soulaigne, Claude Grangé, Jean-Baptiste Brodriez, Étienne Leloup, Edme Machet, Jean Leloup, Pierre Roger, Jean Lesage, Nicolas Rouyer, Jean Caquet, Jean Collard, Nicolas-Claude Masset, François Collard, Denis Collard, Pierre Collard dit Bablot, Pierre Doyen, Charles-Théodore Mary, Jean-Baptiste Leloup, Jean Viot, Pierre Lepauvre, Jean Colomban Leloup, Nicolas Pierrat. — Les députés furent François

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 151. Cahier, dossier c, pièce 90) ; visa de Prieur ; 4 pages cotées et paraphées par Dior).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 561, 2919, 2976 et 2992* : Administration de la communauté ; procès-verbaux d'adjudication à loyer des biens communaux ; comptes des syndics. — *C, 836 et 943* : Impositions ; remises. — *C, 1023* : Capitation. — *C, 1589* : Corvées. — *C, 1712* : Atelier de charité de Cheniers. — *C, 2890* : Requête pour les réparations à l'église et au presbytère ; — etc.

— La communauté de Cheniers appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui elle fait partie du canton d'Écury-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 42 feux roturiers et 2 nobles. — Population : 72 hommes, 71 femmes, 19 garçons et 21 filles, soit 183 habitants.

Dior, procureur fiscal et syndic, et Pierre ROUYER, premier membre de la municipalité.]

CAHIER

Cahier de doléances pour les habitants et communauté de Cheniers.

Nous avons en revenu 2,552 livres y compris 841 livres d'industrie sur lequel sont tirés cy..... 2,552^l

Nous payons pour taille princi-

pale (1).....	463 ^l 5 ^s	1,608 ^l 17 ^s 4 ^d
Pour accessoires.....	374 ^l 14 ^s 4 ^d	
Pour capitation.....	340 ^l	
Pour corvées.....	200 ^l 18 ^s	
Pour vingtièmes.....	230 ^l	

Ainsi nous payons au Roi plus que moitié du revenu de nos biens et de nos bras.

Cette surcharge effrayante fait désertier nos campagnes ; nos enfants, lassés de notre misère, cherchent tous les moyens d'en secouer le joug et préfèrent même l'état avilissant de la domesticité ; de là le découragement pour l'agriculture (2).

Outre ces premiers impôts, nous avons encore les aides, les gabelles et les domaines qui sont autant de charges plus désastreuses, encore parce qu'ils attentent à notre liberté.

Nous n'avons pas la faculté de chercher le meilleur marché pour le sel qui est de première nécessité ; si nous faisons usage du vin pour soutenir nos forces, nous le payons un prix trop considérable et au-dessus de nos moyens, à cause des droits d'aides dont la perception est odieuse et même déshonorante pour la nation, puisque cette troupe d'employés, citoyens comme

(1) Ces chiffres d'imposition pour la taille, les accessoires et la capitation sont bien ceux qui figurent au rôle de 1789. (*Arch. de la Marne, C, 836.*) — D'après ce dernier document, Cheniers comptait 52 contribuables. — Le rôle de 1790 ne porte plus que 1,169 livres 8 sols 8 deniers d'imposition principale, accessoires, capitation et rejets, et 193 livres 14 sols 6 deniers pour la prestation des chemins, donnant un total de 1,363 livres 3 sols 2 deniers pour 73 contribuables, y compris les anciens privilégiés parmi lesquels le curé du lieu et les chanoines de Notre-Dame de Châlons.

(2) Dans ses requêtes à l'intendant et au bureau intermédiaire de Châlons, la communauté expose à maintes reprises sa triste situation. En 1784, par exemple, les habitants sollicitent la remise de leurs impositions, disant « que leur communauté est une de celles qui ont le plus souffert des malheurs qui ont affligé la Champagne en la présente année 1784 ». (*Arch. de la Marne, C, 943.*)

nous, sont autant d'ennemis qui entretiennent une guerre intestine pour s'enrichir de nos dépouilles. Enfin, jusque sur les denrées pour notre vêtement, et notamment sur les cuirs, il y a des droits qui en augmentent considérablement la valeur. Comment donc, avec tant de charges, peut-on exiger que nous nourrissions les plus pauvres d'entre nous qui sont réduits à la mendicité.

Mais, quelles sont les causes de tant d'impôts qui pèsent sur nous, si ce ne sont les franchises et les privilèges ? Pourquoi la noblesse, le clergé et les privilégiés qui possèdent la majeure partie des biens de notre territoire, ne paient-ils pas comme nous ? La noblesse, comme nous, fait le service de la guerre. Comme nous elle est payée. Les propriétés du clergé sont gardées comme les nôtres. Pourquoi ne paient-ils pas les troupes comme nous ? En un mot, pourquoi la classe malheureuse serait-elle surchargée, et celles plus heureuses ménagées ?

Nous ne pouvons défendre nos biens de la cupidité de nos voisins, et pourquoi ? Parce qu'il faut acheter la justice, c'est-à-dire que nous ne pouvons plaider qu'à grands frais. D'abord, notre seigneur (1), par économie, n'a point d'officier de justice sur les lieux ; en second lieu, il a établi seulement un lieutenant et un procureur fiscal qui sont des êtres dénués de l'intelligence nécessaire, de manière que nous n'avons point de police, et que nous perdons un premier degré de juridiction.

Si nous nous adressons à la justice royale, il faut acquitter des gros droits au Roi que nous sommes dans l'impossibilité d'avancer.

Nous ne pouvons donner à nos conventions l'authenticité qu'elles exigeraient, parce que nous sommes retenus par des droits de contrôle, insinuation et centième denier dont la perception arbitraire dépend de la cupidité des percepteurs.

Nous demandons donc : 1^o Un impôt général qui sera supporté par les trois ordres de l'État et qui aura pour base la propriété territoriale de chaque individu ;

2^o Que cet impôt soit réparti sous la surveillance des

(1) Jean-Jacques-Augustin chevalier d'Audé, vicomte d'Alzon, chevalier de Saint-Louis, ancien major du régiment Berry, seigneur de Cheniers, la Boutillerie et Fagnières. (*Procès-verbal de l'ordre de la noblesse du bailliage de Châlons.*)

assemblées provinciales ou États provinciaux établis sur le même régime que les assemblées provinciales dont nous n'avons qu'à nous féliciter ;

3° Que nos biens communaux soient régis par ces mêmes assemblées ;

4° Que les aides, les gabelles, les traites dans l'intérieur du royaume et les domaines, contrôles, soient supprimés et leurs produits représentés par l'impôt général ;

5° Que la justice soit rendue dans nos campagnes et que le seigneur soit tenu d'avoir des officiers résidants et intelligents ;

6° Qu'il soit établi à Châlons une cour souveraine pour juger en dernier ressort de tous appels et de l'impôt ;

7° Que toutes juridictions d'exception soient supprimées ainsi que la vénalité des charges ;

8° Que les officiers qui composeront la cour souveraine soient payés par la province et qu'on n'y admette que des personnes instruites et au concours ;

9° Enfin, que tous privilèges, même ceux dont les villes jouissent, soient supprimés, sauf les honneurs et prééminences dont le clergé et la noblesse peuvent jouir, à charge par les dignitaires du clergé et autres bénéficiers simples de résider dans le lieu principal de leurs bénéfices.

Fait et arrêté par nous, habitants, corps et communauté de Cheniers, en l'assemblée tenue le dimanche 8 mars 1789, pour être remis aux députés par nous choisis par notre procès-verbal de ce jour, à l'effet de présenter le présent cahier en l'assemblée générale du bailliage de Châlons le 12 courant.

DIOT, syndic, Pierre ROUYER, Pierre COLLARD, Jean ROYER,
Jacques FONTAIGNE, etc. . . .

(25 signatures.)

CHEPPES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Cheppes (1) était composée de 103 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 5 mars, les habitants se réunirent sous la présidence d'Étienne GUÉDET, procureur fiscal, assisté de Jean-

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 152. Cahier,

Baptiste Bruant, greffier. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la séance, mais, au bas du document, on lit les signatures de J.-B. Baillia, syndic, Thomas Prin, Jean Phlippot, P. Hermant, Jean Guédet, Jean Hermant, Prin, J.-Baptiste Mathieu, Louis Guédet, Memmie Picot, Thomas Mathieu, Memmie Vailly, Jean Vlot, Pierre Mathieu, F. Fagnier, François Lenoir, F. Hermant, P. Cochinat, Cosset, Laurent, Pierre Arnould, Jean Mathieu, Pierre Fagnier, Nicolas Fagnier, Sébastien Mathieu, Gatellet, Sirjean, Pierre Lévêque, Jean Mathieu, Jacques Prin, Pierre Jacquier, Jean-Baptiste Bruant. — Les députés furent Étienne GUÉDET et Sébastien PHILIPPOT, laboureur.]

CAHIER

Cahier des doléances de la communauté de Cheppes à présenter par ceux qui seront députés de ladite communauté à l'assemblée générale du bailliage de Châlons qui sera tenue, le 12 de ce mois, par M. le bailli de Châlons ou son lieutenant, en exécution de l'ordonnance de M. le bailli dudit Châlons du [date en blanc] février dernier, pour la convocation des États généraux du royaume.

Qu'il plaise à Sa Majesté de faire arrêter en l'assemblée des États pour loi du royaume que le Roi ne connaît supérieur en son royaume que Dieu seul ;

dossier c, pièce 96) ; visa de Thomas ; 17 pages non cotées ni paraphées, malgré l'indication portée à la fin du document.

Le procès-verbal est rédigé sur la formule imprimée dont nous avons parlé et que nous avons reproduit en spécimen dans la préface.

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 342 : Projet d'un canal dit de la rivière de Blaise. — C, 562 : Administration de la communauté ; adjudication des usages. — C, 837, 961 : Impositions. — C, 1023, 1037 : Capitation. — C, 1040 : Vingtièmes. — C, 1589 : Route des Romains de Châlons en Bourgogne ; réparations à ladite route de la ferme de Saint-Quentin à Compertrix (1751). — C, 1612 : Corvées. — C, 1828 et 2892 : Église et presbytère. — C, 2470 : Incendie de Cheppes de 1740. — C, 2967 : Aides ; procès. — C, 2981 : Police ; rapports. — C, 2992 : Procès avec le chevalier de Montbayen, seigneur, à propos d'une adjudication de saules appartenant à la paroisse (1777-1786). — E, 548 : Dîmes ; renseignements sur la seigneurie et les droits seigneuriaux. — E, 1001 : Triage des biens communaux entre le seigneur et les habitants en 1660 ; — etc.

— Bien que parfois, notamment pour des adjudications d'usages, les habitants aient comparu devant le subdélégué de Châlons (*Arch. de la Marne*, C, 562), la communauté appartenait à l'élection de Vitry-le-François. Aujourd'hui elle fait partie du canton d'Écury-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 82 feux roturiers et 2 noble et ecclésiastique.

Que le pape ne peut mettre le Roi ni son royaume en interdit, ni dispenser ses sujets du serment de fidélité qu'ils lui doivent pour quelque occasion que ce soit ;

Que tout sujet est tenu d'obéir au Roi et qu'il n'est permis à aucun de se rebeller ni prendre les armes contre lui ;

Qu'il n'est aucun des sujets qui [ne] soit soumis à la justice du Roi et que tout exercice de juridiction n'est qu'une émanation de sa puissance souveraine ;

Que les seuls mâles nés en légitime mariage peuvent aspirer à la succession du trône ;

Que les princes du sang ne peuvent se marier sans le consentement du Roi ;

Que le trône venant à vaquer par défaut de mâles dans la maison régnante, les États peuvent seuls se choisir un souverain ;

Qu'il ne peut être établi aucun impôt que du consentement des États ou de leur commission intermédiaire ; qu'il en est de même des emprunts qui ne peuvent être faits sans leur consentement ;

Que toutes déclarations de guerre, tous traités de paix et d'alliance et toutes conventions avec des puissances étrangères, relatives soit au commerce, soit à des fournitures de denrées ou d'hommes, doivent, pour leur validité, être agréés par les États ou par leur commission intermédiaire ;

Que tous édits, déclarations et lettres patentes non précédées d'une vérification libre dans les cours ne peuvent avoir aucun effet et être considérés comme loi de l'État ;

Que leur enregistrement ne peut y être ordonné du très exprès commandement du Roi, qu'après qu'il a été répondu aux remontrances que les cours ont cru devoir faire sur leurs dispositions ;

Qu'aucun citoyen ne peut être arrêté en exécution d'ordres particuliers que pour être remis entre les mains de ses juges naturels ;

Qu'on ne peut être valablement jugé par commissaires ;

Que le Roi à qui seul appartient le droit de faire grâce ne peut prononcer de peines, et que la peine des coupables ne peut être réglée que par les juges d'après les lois ;

— Population : 143 hommes, 157 femmes, 47 garçons et 41 filles ; soit 388 habitants. — D'après le recensement de 1787, Cheppes comptait 36 laboureurs, 50 manouvriers, 3 tisseurs, 2 paniers, 26 veuves. (D' LANGLET, *op. cit.*, p. 28.)

Qu'aucun tribunal ordinaire ne peut connaître des impôts et que les juges d'impôts ne peuvent connaître que des contestations relatives auxdits impôts ou qui sont la suite de leur perception ;

Que, de dix ans en dix ans, il doit être tenue assemblée des États généraux ;

Que, dans les assemblées des États, les voix seront comptées par tête et non par ordre ;

Qu'aucunes délibérations ne pourront être formées en bureaux et qu'elles ne seront formées valablement que par la réunion de tous les votants ;

Que, dans le cas où il serait arrêté que les voix seraient comptées par ordre, il sera réglé que l'avis de deux ordres ne peut lier le troisième et que la réunion des trois avis est nécessaire pour former délibération sur l'impôt ;

Que les parlements, cours des aides et chambres des comptes seront, chacun en ce qui les concerne, commissions intermédiaires des États et les représenteront jusqu'à l'époque indiquée pour leur prochaine convocation ;

Que tout impôt ne peut être établi qu'à temps et que le terme de sa durée doit être fixé par les États ou leurs représentants ;

Que les ministres doivent rendre compte aux États ou à leurs représentants de leurs gestions lorsqu'ils en sont par eux requis ;

Que les assemblées provinciales et assemblées d'élection créées dans les généralités des pays d'élection, seront supprimées ;

Qu'il y sera établi des États provinciaux qui s'assembleront tous les deux ans dans le chef-lieu de chaque généralité et des assemblées secondaires desdits États qui s'assembleront aussi tous les deux ans dans le chef-lieu de chaque élection ;

Que lesdits États et leurs assemblées secondaires auront les mêmes fonctions et les mêmes pouvoirs que les États établis en Dauphiné ;

Que les membres desdits États seront pris pour un sixième dans l'ordre du Clergé, pour deux sixièmes dans l'ordre de la Noblesse et pour moitié dans celle du Tiers état ;

Que les Présidents desdits États seront nommés par le Roi et pris alternativement dans les ordres du Clergé et de la Noblesse ;

Que les baillis seront les présidents-nés des assemblées

secondaires ; que, dans les lieux où il n'y en a pas, le président sera nommé par Sa Majesté, soit dans l'ordre du Clergé, soit dans celui de la Noblesse ;

Que ces assemblées secondaires seront formées comme celles des États ;

Que les bureaux des finances formeront dans chaque généralité la commission intermédiaire desdits États et les représenteront ; qu'ils auront une voix délibérative aux assemblées desdits États auxquelles chacun des officiers de ces tribunaux auront séance après les élus des ordres et seulement voix consultative, chacun en particulier ;

Que les procureurs du Roi desdits bureaux des finances rempliront auprès desdits États les fonctions de procureurs-syndics, et les greffiers desdits bureaux celles de secrétaires ;

Que les sièges d'élection formeront les commissions intermédiaires des assemblées secondaires, auront une voix délibérative auxdites assemblées où chacun de leurs officiers aura séance après les députés des ordres et voix consultative ;

Que les procureurs du Roi desdits sièges rempliront, auprès des assemblées secondaires, les fonctions de procureurs-syndics d'icelles, et les greffiers desdits sièges, celles de secrétaires ;

Que les membres qui composeront lesdits États et lesdites assemblées secondaires seront nommés dans des assemblées générales de la Noblesse, du Clergé et du Tiers état qui seront convoquées par élection par les baillis dans les lieux où il y en a, et par les juges des lieux dans les villes où il n'y en a pas ;

Que chaque élection fournisse auxdits États une députation composée de deux nobles, un ecclésiastique et trois membres du Tiers état ;

Que chaque élection sera divisée en quatre parties, chacune desquelles fournira une députation aux assemblées secondaires ;

Que, vacation arrivant par décès ou démission d'aucuns élus des États, il y sera pourvu par lesdits États qui éliront, pour remplacer lesdits élus, des députés soit anciens, soit actuels, des assemblées secondaires des élections qui représentaient les élus décédés ou démissionnaires et qui seront pris dans l'ordre des décédés ou démissionnaires ;

Qu'il sera pourvu par les assemblées secondaires au remplacement des députés nommés élus des états et de ceux qui décèderaient ou se démettraient, par l'élection d'un des membres

anciens ou actuels des municipalités des parties que les députés élus démissionnaires ou décédés représenteraient ;

Que nul ne pourra être élu des États et député des assemblées secondaires plus de six ans ;

Qu'à l'expiration de six années les États se régénéreront en la forme suivante : un quart sortira par le sort les 7^e, 8^e et 9^e années, et après suivant l'ancienneté. Avant de tirer au sort dans les 7^e, 8^e et 9^e années et avant la sortie des anciens dans les années suivantes, il sera procédé, dans les États, au choix des sujets qui les remplaceront, lesquels ne pourront être pris que dans les membres anciens ou lors actuels des assemblées secondaires ou dans les anciens élus des États sortis depuis trois ans au moins ;

Il en sera usé de même dans les assemblées secondaires, et les sujets qu'elles choisiront seront pris dans les membres anciens ou lors actuels des municipalités ou dans les anciens élus des États des députés des assemblées sortis depuis trois ans au moins ;

Qu'à l'avenir on ne pourra être pourvu d'offices dans les bureaux des finances et sièges des élections qu'en rapportant, outre le certificat de non parenté et alliance avec aucuns des officiers du siège, tant l'agrément des officiers que celui soit du président des États ou des assemblées secondaires, soit des États ou assemblées secondaires ;

Qu'il sera répondu aux différents articles des cahiers qui seront présentés par les États généraux avant que les députés desdits États se séparent ;

Que tous pourvus de bénéfices seront tenus de faire procéder au plus offrant et dernier enchérisseur à l'extinction des feux et avec les formalités qui se gardent dans les baux du domaine à l'adjudication des terres et autres objets dépendant de leurs bénéfices ;

Qu'ils se conformeront aux règlements pour l'adjudication des bois en dépendant ;

Que les baux des terres et prés dépendant des bénéfices pourront, ainsi que ceux faits par les particuliers, avoir lieu pour 27 années, sans donner ouverture à aucun droit de centième denier et autres ;

Que ceux qui resteront adjudicataires des biens des bénéfices, pour la location desquels les formalités d'affiches et

publications auront été remplies et dont l'adjudication aura été faite soit en justice, soit par devant notaires en présence de MM. les procureurs du Roi, ne pourront être expulsés par aucun successeur, à quelque titre que ce soit, avant l'expiration de leurs baux ;

Que les dîmes de tous grains dont les décimateurs ne justifient pas être en possession de les percevoir depuis quarante ans seront déclarées insolites (1) et qu'il sera fait défense aux décimateurs de les exiger ;

Que les nobles et ecclésiastiques ne pourront être pourvus que des deux tiers des offices créés dans les cours et tribunaux inférieurs et que l'autre tiers sera réservé aux membres du Tiers état qui, seuls, pourront en être revêtus :

Que, pour l'avenir, le privilège de noblesse transmissible accordé aux officiers des cours et bureaux des finances sera révoqué ;

Qu'il ne pourra être pourvu d'offices dans les cours et tribunaux inférieurs, que personnes âgées de vingt-cinq ans accomplis et qui aient exercé avec distinction, pendant cinq ans au moins, la profession d'avocat ;

Que, dans un délai qui sera fixé, tout pourvu actuel d'offices de secrétaire du Roi, sera tenu d'opter entre le droit de transmettre à sa postérité la noblesse attachée à son office et la perte de moitié de la finance de son office ;

Que ceux qui auront consenti à perdre moitié de la finance de leurs offices transmettront à leur postérité la noblesse qui y est attachée et que ceux qui n'auront pas donné ledit consentement jouiront seulement de la noblesse personnelle tant qu'ils seront pourvus desdits offices ;

Que tout descendant d'annobli par office qui, parvenu à l'âge de vingt-cinq ans, ne sera pas pourvu d'un office, ni employé dans les troupes, sera assujetti au paiement de toutes les impositions et ne jouira d'aucun privilège ;

Que le nombre des officiers des cours et tribunaux inférieurs sera fixé relativement à l'étendue de leur ressort et à leurs fonctions, et de manière que leurs privilèges dans lesquels ils seront maintenus ne soient point à charge au public ;

Que tout officier sera tenu de faire lui-même l'extrait des

(1) Voir le glossaire.

procès du rapport desquels il sera chargé et qu'il ne pourra le faire faire par un clerc ou secrétaire ;

Qu'il ne sera perçu aucune épice par les juges et qu'il sera fait défense aux clercs des rapporteurs d'exiger aucune somme des parties ni même d'en recevoir quand il leur en serait offert ;

Que les procureurs généraux et procureurs du Roi veilleront et tiendront la main à ce que les procureurs et autres officiers subalternes se conforment aux règlements et n'exigent des parties aucune somme au-delà de celles fixées par les tarifs ;

Que tous édits portant établissement de la juridiction présidiale seront révoqués ; qu'il sera attribué à tous les bailliages principaux le droit de juger en dernier ressort toutes contestations non excédantes cinq cents livres ; qu'il sera ordonné que les jugements rendus auxdits sièges seront exécutés par provision jusqu'à la somme de deux mille livres tant pour le principal que pour les dépens ;

Qu'il sera réglé qu'il ne pourra en aucun cas être accordé de défenses sur requêtes non communiquées contre lesdits jugements ;

Que les privilèges prétendus par les juges des pairies de ne ressortir qu'aux cours, seront révoqués ; qu'il sera réglé que les appels de leurs sentences sur contestations non excédantes deux mille livres en principal, seront portés devant les bailliages principaux qui ont les cas royaux dans les lieux où ils exercent la justice ;

Que toutes sentences des bailliages secondaires, d'après le règlement du 24 janvier 1789, pour sommes non excédantes deux mille livres, seront portées par appel aux bailliages principaux ;

Que les amendes de fol appel (1) des justices subalternes

(1) « Sous le régime du combat judiciaire, l'appel donnait toujours lieu à une amende... » Ces amendes étaient fondées sur ce que l'appel portait en lui le caractère d'une injure. « Ainchois, dit Beaumanoir, doit amender la villenie qu'il a dite en cour ». Cette sanction survécut à l'abolition du combat judiciaire, et bien que le recours au juge supérieur n'eut plus rien d'offensant pour le juge inférieur, elle fut encore appliquée sous la dénomination d'*amende de fol appel*. — Elle fut introduite dans les pays de droit écrit par l'ordonnance royale de 1539, dite de Villers-Cotterets, dont l'art. 116 dispose que « les appelants du pays de droit écrit seront condamnés en amende pour le fol appel, comme les appelants du pays coutumier ». — L'amende n'était

soient fixées à douze livres ; celles des bailliages secondaires à vingt-quatre livres, et celles des bailliages principaux à cinquante livres ;

Que tout seigneur sera tenu de nommer au moins un gradué pour l'exercice de la justice, et que ce gradué soit demeurant dans le ressort du bailliage où les appels de sa justice ressortissent ;

Que le code civil et le code criminel seront réformés ;

Qu'entr'autres choses il sera statué qu'aucun juge ne pourra procéder à enquêtes et informations dans les causes, instances et procès, qu'il sera dans le cas de juger, et que l'officier chargé de procéder aux informations ne pourra être chargé des recolements et confrontations des témoins qui seront attribués à deux officiers différents qui pourront être du nombre des juges ;

Que les attributions aux intendants de la connaissance des contestations relatives aux vingtièmes, aux droits de contrôle, centième denier, insinuation et autres impositions seront révoqués (1) ;

Qu'il sera réglé que les Tribunaux des élections connaîtront desdites contestations, sauf l'appel aux cours des aides dans les cas où, d'après les règlements, ils ne peuvent juger en dernier ressort ;

Qu'à l'avenir, nul ne pourra être pourvu d'office dans les élections qu'il ne soit gradué ;

Que les contestations sur les droits de francs fiefs seront attribués aux bureaux des finances ; que les attributions qui

pas appliquée partout de la même manière ; elle était de six livres dans les présidiaux, soit qu'ils jugeassent en dernier ressort, soit qu'ils jugeassent à la charge d'appel ; elle était de trois livres dans les autres juridictions royales qui avaient un ressort. Dans les cours souveraines, elle était de douze livres dans les cas ordinaires. — Indépendamment de l'amende, on percevait huit sous pour livre en sus, conformément aux édits. Si l'appelant gagnait sa cause, le receveur devait lui restituer l'amende, mais non les huit sous pour livres en sus : il en fut ainsi, du moins jusqu'à un édit du 30 avril 1783 par lequel Louis XVI prescrivit de restituer le tout en cas d'infirmité du jugement attaqué. Telles étaient les règles générales pour le royaume. (V. le nouveau *Denisart*, v^o, Amende § 9, n^o 1 et suiv. — DALLOZ : *Répertoire* : mot appel civil : chap. 8 : De l'amende de fol appel).

(1) Un arrêt du Conseil d'État du 24 avril 1740 avait même attribué aux intendants la connaissance des contestations en matière de droits de poids, mesures, octrois, foires et marchés, péage, etc. (*Arch. de la Marne*, C, 408, imp. Placard.)

peuvent en avoir été faites aux intendants seront révoquées, et qu'il sera réglé que des gradués pourront seuls être pourvus des offices de ces tribunaux (1) ;

Que les droits de tous les greffiers des bailliages royaux seront fixés conformément à l'arrêt du parlement du 1^{er} mars 1765 pour Sainte-Ménéhould (2) ;

Que les législations seront faites sans frais par les officiers royaux ;

Que les certificats de vie seront également délivrés gratis ;

Que le règlement général pour les prisons, droits et fonctions des greffiers des geôles, geôliers et guichetiers du 11 février 1690, sera exécuté dans toutes ses dispositions et qu'il sera fait défenses d'y contrevenir sous des peines très sévères (3) ;

Que les jurés-priseurs seront supprimés ; que la perception des quatre deniers pour livres sera faite par les contrôleurs lors du contrôle des procès-verbaux des ventes, et que les fonctions attribuées à ces offices seront remplies par un nombre suffisant de notaires, greffiers et sergents qui seront commis par les officiers des bailliages jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu sur les avis des sièges (4) ;

Que les finances de ces officiers seront remboursées suivant la liquidation qui en sera faite au Conseil ;

(1) Correspondance de l'intendant de Champagne l'Escalopier, relative au recouvrement des francs fiefs. (*Arch. de la Marne*, C, 144). — Les contestations qui surviennent au sujet des droits de francs-fiefs doivent être portées devant les intendants et par appel au Conseil. C'est ce qui résulte de différentes lois et particulièrement d'un arrêt du conseil du 24 novembre 1730. — Par un arrêt du 11 décembre 1770, le Roi, en son conseil, a cassé trois arrêts du parlement des 23 janvier, 20 avril et 8 juin 1769, rendus sur l'appel interjeté par le marquis de Nettancourt, d'une ordonnance de l'intendant de Châlons du 28 juin 1761, rendue en matière de droits de francs-fiefs. (GUYOT : *Dict^e de jurisprudence*, ouv. cit., tome VII, pages 588 à 603.)

(2) Cet arrêt n'existe pas dans les divers recueils que nous avons consultés sur les droits des greffiers (GUYOT, *Répertoire de jurisprudence*, ouv. cit., tome VII, page 303.)

(3) Arrêt de la Cour du parlement portant règlement général pour les prisons, droits et fonctions des greffiers des geôles, geôliers et guichetiers du 11 février 1690 (imp en placard in-folio : Reims, imprimerie R. Florentain. Archives judiciaires de la Marne : Inventaire du cartulaire du présidial de Reims, dossier 75.) Sur ce même placard sont imprimées l'ordonnance du mois d'août 1670, titre XIII, et la déclaration du mois de janvier 1680, relatives aux geôliers et aux aliments des prisonniers.

(4) Voir le cahier d'Athis, page 41.

Qu'il sera arrêté des tarifs des frais et droits à percevoir par les avocats et procureurs des tribunaux inférieurs et des justices subalternes par les notaires de ces tribunaux et justices, tant pour rédaction qu'expédition et grosse des actes qu'ils recevront et par les huissiers et sergents créés près de ces tribunaux et de ces justices ;

Que les droits de tabellionage (1) seront supprimés et qu'il sera fait défenses de les percevoir ;

Que la déclaration du Roi qui fixe les droits des notaires pour les terriers sera révoquée et que ces droits seront perçus et payés conformément à l'acte de notoriété du Châtelet (2) ;

Que les receveurs des consignations seront supprimés ; qu'ils seront tenus de remettre entre les mains des greffiers des bailliages les sommes dont ils sont dépositaires :

Que leur remboursement sera effectué six mois après leur compte arrêté, et le reliquat payé d'après la liquidation qui en sera faite ;

Que les greffiers des bailliages et des justices inférieures seront subrogés aux receveurs des consignations et verseront les sommes consignées en leurs mains, en celles des receveurs des finances de leur ressort dans la huitaine de leur consignation et ces derniers seront tenus de les verser dans la quinzaine au trésor royal qui tiendra compte de leur intérêt à raison de

(1) Le *Dictionnaire de Trévoux* explique la différence existant entre les tabellions notaires des seigneuries et les notaires royaux ; — il définit le droit de tabellionage, droit purement seigneurial (*tome VII, p. 942*). — LEFÈVRE DE LA PLANCHE : *Mémoires sur les matières domaniales ou traité des domaines*. (Paris, 1764, in-8 : du droit de tabellionage : t. III, p. 186.)

(2) Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 19 juin 1736, qui règle les salaires des notaires pour les déclarations qui doivent être passées au Terrier, etc.....

Actes de notoriété du Châtelet de Paris, des 5 mars 1689 sur « ce que les censitaires doivent payer aux notaires et greffiers qui reçoivent leurs déclarations aux terriers des seigneurs » ; — 5 août 1689 « réglant la confection des terriers et fixant en quel temps les seigneurs peuvent les faire renouveler » ; — 20 janvier 1708 « sur ce qui doit être payé aux notaires par les vassaux censitaires, pour chacune déclaration qu'ils sont tenus de passer aux seigneurs, en exécution des lettres de terrier » ; ce dernier provoqué par l'archevêque de Reims, Ch. Maurice le Tellier à l'occasion de l'établissement du terrier de ses seigneuries de Rilly, Chigny et Villers-Allerand. (Recueil des *Actes de notoriété* données au Châtelet de Paris, sur la jurisprudence et les usages qui s'y observent, avec des notes de M. J.-B. DENISART, procureur au Châtelet de Paris. — Troisième édit., Paris, Desaint, 1769, in-4°. — *Biblio. de Reims*, N° 2664. — *Edme de la Poix de Fréminville. Dict. cité*, page 509.)

quatre pour cent à compter du jour où elles y auront été remises jusqu'au paiement qui en sera effectué ;

Que les receveurs des finances, en exécution des ordonnances qui seront rendues par les juges, paieront toutes les sommes à recevoir sur celles consignées et les quittances à eux données seront reçues pour comptant au trésor royal ;

Que les officiers des bureaux des finances et des sièges des élections seront chargés de veiller à la recherche et conservation des domaines de Sa Majesté qui ont été usurpés ou qui ne sont point affermés, ni engagés, ni échangés ;

Que les droits d'aides et du domaine ensemble ceux compris au bail des fermes seront adjugés séparément et par élection, et les adjudications desdits droits pareillement faites à l'expiration des baux actuellement existants aux bureaux desdites élections, en la forme prescrite par les baux des biens domaniaux ;

Que toutes adjudications à l'extinction des feux seront faites de manière que celui qui aura enchère avant que les feux soient allumés et dont l'enchère n'aura pas été couverte avant l'extinction du premier feu, restera adjudicataire, et que celui qui aura enchéri le dernier sur un feu, restera adjudicataire si le feu suivant est éteint sans enchère ;

Que les droits sur les vins seront supprimés et leur produit net, déduction faite des frais de régie, converti en un abonnement par paroisse dont le montant sera réparti par pièce de vin récoltée d'après un inventaire qui sera fait annuellement par ceux qui seront commis à cet effet par les officiers des élections ;

Que les droits de gros manquants, qui ne sont établis que par une présomption de fraude, seront supprimés dans le cas où les droits d'aides ne seraient pas supprimés en entier et la conversion proposée ne serait pas adoptée ; qu'il en sera de même des règlements relatifs à la perception des droits d'aides sur les gens du commun, qui seront révoqués dans tous les cas (1) ;

Que le droit unique sur les cuirs sera supprimé et son pro-

(1) La communauté de Cheppes venait de soutenir un procès à ce sujet : un arrêt de la Cour des Aides et une sentence de l'élection de Vitry qui lui étaient favorables furent cassés (1789-1790). *Arch. de la Marne, C., 2967.*

duit net converti en un abonnement tel que le proposent les États de Provence ;

Qu'il ne pourra être perçu, au profit des villes, aucun droit sur les cuirs y entrant et sortant, suivant l'intention du souverain ;

Que les droits sur les eaux-de-vie seront supprimés et leur produit net converti en un abonnement par élection dont le montant sera réparti sur les épiciers, aubergistes, marchands, droguistes ;

Qu'il sera formé un nouveau tarif des droits du contrôle des actes ;

Que tout affranchissement de ce droit sera révoqué ;

Que les vues proposées par M. Necker sur les gabelles soient exécutées (1) ;

Que, pour la tranquillité des citoyens et la liberté du commerce, le reculement des barrières sera ordonné ;

Que tous les octrois accordés aux villes seront supprimés ; que, dans les villes et lieux où il n'existe point de revenus communaux suffisants pour subvenir aux charges, il sera, annuellement, imposé sur tous les habitants desdites villes et lieux la somme nécessaire d'après une fixation faite dans une assemblée générale des habitants, laquelle somme sera répartie sur chacun d'eux d'après la fixation de la valeur des maisons qu'ils habitent ;

Que toutes impositions seront réparties sur des bases fixées et non arbitraires ; que tous privilèges de franchises de tailles et accessoires et d'abonnement de ces impositions accordés à différentes villes seront révoqués ;

Que toutes les impositions seront réparties sur chacune des généralités du royaume en proportion des produits de chacune et de leur population ; qu'il en sera usé de même pour la répartition d'élection à élection et de paroisse à paroisse ;

Que les tailles et impositions accessoires que supportent les paroisses seront diminuées (2) ;

(1) Dans son tome II de *l'Administration des finances de la France*, chapitre 1^{er} (3 vol, in-8, 1784 : Recherches et considérations sur la réforme de l'impôt du sel. — *Bibliot. de Reims*, O, 1346.)

(2) Cheppes payait en 1779 : 1,683 livres pour taille et frals de collecte, et 2,729 livres pour accessoires et capitation. — Au rôle de 1790 étaient inscrits : 1,601 livres pour imposition principale, 1,322 livres pour accessoires, capitation et rejets et 619 livres pour prestation des chemins. (*Arch. de la Marne*, C, 837).

Que l'occupation des maisons d'habitation, loin d'être pour aucun sujet un objet actif d'impositions, donnera lieu à une déduction comme un objet passif ;

Que le vigneron, faisant valoir une quotité de vigne qui sera fixée, ne sera point sujet à l'industrie (1) ;

Que les impositions auxquelles sont assujettis les nobles et privilégiés seront fixées proportionnellement à celles du même genre qui seront acquittées par les taillables ; qu'il en sera de même de celles que supportent le clergé et qui lui sont abonnées ;

Que tous privilèges d'exploitation de terres et usines sans être assujettis au paiement de la taille dont jouissent les nobles, ecclésiastiques, officiers des cours et bureaux des finances et maîtres des postes aux chevaux, seront révoqués ;

Que ce privilège ne sera accordé qu'aux officiers retirés du service après trente ans dont vingt ans avec commission de capitaine et seulement pour une quotité de terre déterminée, située dans les paroisses où ils fixeront leurs domiciles ;

Que toutes pensions autres que celles au-dessus de trois cents livres, seront réduites à cette somme ; qu'il n'en sera accordé aucune de somme supérieure ;

Qu'il n'en sera donné aucune à des sujets de prince étranger et à ceux des sujets du Roi à qui il sera accordé distinction honorifique ou des privilèges personnels pour récompenses, et que toutes celles accordées dans ces cas seront révoquées ;

Que, dans les paroisses de campagnes, nul ne pourra être élu membre des municipalités s'il ne supporte au moins trente livres d'impositions ; que les municipalités seront composées de laboureurs-propriétaires pour un tiers, de bourgeois, laboureurs-fermiers ou particuliers exerçant arts libéraux pour un autre tiers, et de manouvriers ou artisans pour l'autre tiers, et que le syndic pourra être pris dans toutes les classes indistinctement (2) ;

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 46.

(2) Des essais avaient déjà été faits dans les villages de la contrée pour uniformiser le recrutement des membres des municipalités : à Aigny, en 1779, une ordonnance de l'Intendant porta le nombre des notables de 4 à 9, qui devaient être pris : 3 dans la classe des laboureurs, 3 dans celle des artisans, et 3 dans celle des manouvriers. (*Arch. de la Marne*, G, 523.) — A Fleury-la-

Que les communautés d'habitants seront autorisées à rentrer dans les biens qu'elles justifieront avoir fait partie de leurs usages et avoir été aliénés ou usurpés, quelle que soit l'époque de leurs aliénations ou usurpations, en payant et remboursant le prix principal desdites aliénations aux détenteurs d'iceux à qui tous droits seront réservés contre leurs auteurs pour recouvrer le surplus de leurs prix et les dommages-intérêts qu'ils pourront prétendre (1) ;

Que les adjudications à faire des biens communaux qui s'afferment seront faites sans frais par les officiers des justices des lieux ou autres qui y procéderont (2) ;

Que les règlements relatifs aux garennes seront exécutés en leur entier ;

Que les visites préalables prescrites par l'arrêt de règlement du 21 juillet 1778 (3), pour pouvoir obtenir la restitution des dégâts faits par les lapins, seront faites à la requête des propriétaires des garennes, s'ils le jugent à propos, et qu'ils ne pourront se refuser au paiement desdits dégâts d'après l'estimation qui en sera faite lors de la demande qu'en justifiant par les procès-verbaux desdites visites préalables, que les héritages n'ont pas été semés convenablement et que leur défaut de produit n'a pour cause que leur défaut de culture et autres causes étrangères aux dégâts des lapins ;

Qu'il sera réglé que, pour clore les héritages à l'effet d'en interdire la paroisse, il suffira de signes indicatifs de clôture ;

Que le prêt à intérêt avec condition de rembourser dans un temps sera autorisé de particulier à négociant et propriétaire de fonds et de négociants et propriétaires de fonds entre eux ;

Que l'intérêt de l'argent sera fixé au denier trente ;

Rivière (dans le bailliage de Châtillon, élection de Reims) on établit un conseil de notables composé de quinze membres et divisé en trois classes : la première, des bourgeois, gens d'affaires, marchands et laboureurs ; la seconde, des artisans et vignerons propriétaires ; la troisième, des vignerons-tâcherons et manouvriers (*ibid.*, C, 600), etc. Voir aussi le *Règlement sur la formation et la composition des assemblées qui auront lieu dans la province de Champagne en vertu de l'édit portant création des assemblées provinciales*, du 23 juin 1787 : 1^{re} partie : Assemblées municipales (*Recueil Isambert*, t. XXVIII, page 366). — *Arch. de la Marne*, C, 2885 à 2888 : Municipalités établies dans les paroisses en vertu de ce règlement.

(1) Voir note à ce sujet au cahier de Bergères-les-Vertus, page 85.

(2) *Arch. de la Marne*, C, 562 et 2092.

(3) Cité en note au cahier de Cernon, page 125.

Que l'abolition de la corvée en nature sera maintenue ;

Que la prestation en argent représentative de la corvée sera supportée par les trois ordres et répartie dans chaque paroisse au marc la livre : 1^o des impositions de taille et accessoires supportées par l'exploitation, commerce et industrie seulement ; 2^o des vingtièmes que supportent les paroisses ; 3^o enfin de ceux que supporteraient les ecclésiastiques, si ces impositions ne leur étaient pas abonnées (1) ;

Qu'il ne sera plus procédé au tirage de soldats provinciaux ; que, pour remplacement, il sera payé annuellement par garçon âgé de dix-huit ans, jusqu'à quarante ans, la somme de six livres pour fournir au recrutement des troupes (2) ;

Qu'il soit procédé à un arrondissement des tribunaux de chacune espèce ; de manière que chaque paroisse ressortisse au bailliage, au siège d'élection et au grenier à sel de la même ville qui sera la plus prochaine et qu'elle ne dépende pas de plusieurs et quelquefois de trois villes pour les trois objets ;

Et que l'édit du mois de juin 1771 (3), concernant les lettres de ratification à obtenir pour purger les hypothèques sur les biens immeubles réels et factifs sera exécuté, mais que le délai pour les obtenir, qui n'est fixé qu'à deux mois à compter de l'affiche des contrats d'acquisitions et autres actes translatifs de propriété, sera augmenté et porté à six mois.

Fait et arrêté en l'assemblée des habitants et communauté de Cheppes, tenue à cet effet, le 8 mars 1789, et ont, ceux qui savent signer, signé avec nous, Étienne Guédet, ancien praticien de la justice de Cheppes pour l'absence des officiers, qui avons coté le présent, contenant dix-sept pages, et, au bas de chacune par première et dernière, et paraphée *ne varietur*.

J.-B. BAILLIA, syndic, E. GUÉDET, Sébastien PHILIPPOT, Jean GUÉDET. etc.

(26 signatures.)

(1) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

(2) Voir milice : cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

(3) Édit de juin 1771 portant création de conservateurs des hypothèques sur les immeubles réels et factifs, et abrogation des décrets volontaires ; suivi des lettres patentes du 7 juillet 1771 pour la régie des droits d'hypothèques, reg. au parlement de Paris du 9 août. (*Recueil Isambert*, 22^e vol. : page 530.)

CHÉPY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Chépy (1) était composé de 50 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, à deux heures après-midi, les habitants se réunirent « en la maison curiale du lieu de Chépy, indiquée pour tenir l'assemblée » sous la présidence de Pierre LE MAIRE (2), avocat au parlement, bailli de la justice seigneuriale de Chépy. — Le procès-verbal constate la présence d'Antoine Moret, Bernard Simon, Bernard Valleré, Claude-Daniel De Beury, François Desporte, François Drouin, Jean-Baptiste Valleré, Jean Moret, Joseph Gilson, Louis Gillet, Maurice Frison, Pierre Charlopin, Pierre Desporte, Pierre Moret le plus jeune, Pierre Moret l'ainé, Thomas Parjoie, Joseph Royer, Jean-Baptiste Lorinet, Jean Valleré, François Gilson, Nicolas Malet, Jean-Baptiste Gaignette, Pierre Hadot, Thomas Royer, Joseph Jouanne, Pierre Domange, Nicolas Gaillhard, André Moret, Nicolas Mallet. — Les députés furent le président, Pierre LE MAIRE, et Maurice FRISON.]

CAHIER

Cahier des plaintes et doléances de la communauté de Chépy-sur-Marne, pour être porté aux États de la province assemblés à Châlons le 12 mars 1789.

Quelle brillante aurore d'un jour longtemps attendu vient frapper nos yeux ! Un autre Henri IV, un second Louis XIII, en un mot le père du peuple, convoque les États généraux et veut bien prêter une oreille favorable aux plaintes de ses peuples.

Nous avons lieu de regretter l'ancienne servitude et l'esclavage qui régnait en France avant Louis IX, puisqu'alors les

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 153. Cahier, dossier c, pièce 92 ; couverture et 5 pages cotées et signées par Le Maire en haut et paraphées au bas ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 562 et 2919, E, 1001 ; Administration de la communauté ; usages. — C, 838 et 943 : Impositions. — C, 1047 : Vingtièmes. — C, 1589 et 1594 : Corvées ; — etc.

— La communauté de Chépy appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 47 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 78 hommes, 80 femmes, 15 garçons et 15 filles, soit 188 habitants.

(2) Voir à la préface, notice biographique sur l'avocat Le Maire.

maîtres étaient chargés de la nourriture, du vêtement des serfs et de les soulager dans leurs maladies, au lieu que la prétendue liberté que les communes avaient achetée à prix d'argent nous a occasionné une multitude d'impôts sous le poids desquels nous sommes accablés ; la seule énumération de ces impôts étonnera sans doute Sa Majesté, et son cœur paternel sera attendri à la vue de la détresse où leur multitude doit nécessairement jeter son peuple.

On distingue la taille, en taille réelle, taille personnelle, taille de propriété, taille d'exploitation, taille pour la confection et réparation des chemins publics, taille pour la paye et le logement de la maréchaussée, taille pour la conduite des équipages des troupes quand elles changent de garnison, taille pour l'habillement des milices, taille pour le logement et l'entretien des vagabonds dans les maisons de force, etc. ; ajoutez industrie, la capitation, les dixièmes et vingtièmes ; or, que reste-t-il aux cultivateurs après tous ces droits levés ?

Ce qui occasionne la surcharge des cultivateurs, c'est qu'ils se trouvent seuls chargés de payer la taille de propriété et d'exploitation parce que, n'étant que fermiers, les maîtres ou propriétaires de ces fermes, soit par leurs privilèges, soit en qualité de bourgeois de Châlons, sont exempts de payer la taille de propriété ; encore si ces tailles étaient imposées avec égalité ; mais le commissaire qui vient recevoir les déclarations fait, en un jour, six à sept paroisses, et, par conséquent, n'écoute pas les plaintes du pauvre contribuable, faute de temps.

La taille pour les corvées est plus onéreuse pour le cultivateur que lorsqu'ils faisaient par eux-mêmes les travaux desdites corvées (1).

Celle pour la nourriture des vagabonds n'est pas moins à charge, puisque nos villages sont surchargés d'un nombre infini de pauvres qui viennent enlever le pain des pauvres des campagnes par leurs importunités et même leurs menaces. Celle pour l'entretien des maréchaussées, ne pourrait-elle pas être

(1) Et cependant la communauté de Chépy était une de celles qui exécutaient le plus tardivement ses corvées avant la déclaration du Roi du 27 juin 1787 pour la conversion de la corvée en une prestation en argent. (*Arch. de la Marne, C, 1594* : Ordonnance de l'intendant pour obliger les communautés de Chépy et autres à finir les corvées qui ont été imposées pour l'année 1780.)

supprimée et charger les troupes de la garde des chemins, de la confection des chemins ? Chez les Romains, les légions ne s'amollissaient pas dans le séjour des villes ; on les employait à la garde des routes et à leurs réparations, ainsi qu'aux fortifications des villes.

On pourrait supprimer celle pour l'entretien des milices, et même supprimer la levée par sort des miliciens, comme à charge aux paroisses, pernicieuse aux campagnes dont elle enlève les cultivateurs, et surtout choisir un autre temps que celui des semailles pour tirer la milice.

Si l'établissement concernant les troupes fait par le dernier roi de Prusse avait lieu en France, nos troupes ne s'amolliraient point dans les garnisons et on pourrait diminuer les tailles ; si quelqu'accident d'en haut, c'est-à-dire la grêle, l'inondation ou le feu, dévaste une contrée, alors la taille de ce pays est rejetée sur d'autres paroisses voisines et, par ce moyen, ce sont deux pays ruinés au lieu d'un. Il y a vingt ans, on visait gratuitement à la subdélégation les comptes dressés par nos syndics, à présent on prend le sol pour livre et six deniers pour livre par chacun desdits comptes pour M. le subdélégué et son secrétaire.

Quelles plaintes n'avons-nous pas à former contre le génie et les vexations des ingénieurs, quand il s'agit des réparations des églises et presbytères (1).

Les aides ne sont pas moins pour nous une source de calamités par les procès injustes, en exigeant des droits pour le trop bu, en tyrannisant les pauvres colons.

Les gabelles ne méritent pas moins notre réclamation sur le prix excessif du sel qui est de la première nécessité, sur l'obligation d'en lever une certaine quantité pour famille, sur l'inexactitude à le mesurer de façon qu'un quart devrait peser 25 livres et, bien souvent, il ne s'en trouve que 22 livres en comptant même les pierres et le mortier qui s'y trouvent mêlés parmi ; les officiers de la justice des greniers à sel devraient pourvoir à ces défauts ; mais comme ils ont part au reliquat du sel, ils ferment les yeux à ces injustices. Nous demandons que l'heure de la livraison, en hiver, commence à dix heures du

(1) Lettre de Rouillé d'Orfeuil à l'intendant de Bourgogne Feydeau, dans laquelle il lui explique en détail la procédure suivie en Champagne pour les réparations d'églises et autres ouvrages publics (1781). — (*Arch. de la Marne, C, 1797.*)

matin, pour donner le temps aux habitants de la campagne de s'en retourner.

Nous demandons que l'ancien usage des dîmes soit rétabli, c'est-à-dire qu'elles soient employées au soulagement des pauvres de la paroisse, à la confection et aux réparations des églises et des presbytères et non pas à entretenir le faste du clergé de premier ordre.

Nous demandons qu'il n'y ait qu'un seul impôt qui soit personnel et non territorial, c'est-à-dire que les plus pauvres paieront 3 livres, les manouvriers 6 livres, les laboureurs d'une demi-charrue 12 livres, ceux de trois-quarts de charrue 18 livres, ceux d'une charrue 24 livres, de deux charrues 72 livres, et ainsi des autres à proportion.

Nous demandons qu'il n'y ait qu'une coutume en France, qu'une mesure, qu'un poids, et que chaque province ait un tribunal qui juge en dernier ressort de toutes les affaires.

Nous demandons qu'il soit ordonné aux seigneurs de ne pas trop laisser multiplier le gibier sur leurs terres au détriment de l'agriculture, et que les lois concernant la chasse soient plus exactement observées.

Nous demandons la suppression de tous les impôts, celle des aides, la réforme des contrôles, la suppression des gabelles, celle des fermiers généraux et du génie.

Nous demandons enfin que le sort de MM. les curés soit amélioré afin qu'ils soient à même de soulager les pauvres de leurs paroisses et de s'acquitter des fonctions de leur ministère gratuitement et sans aucune rétribution.

Au surplus, telle est la masse des impôts que supporte la paroisse de Chépy qu'il lui est impossible de contribuer aux besoins de l'État par le paiement de sommes plus considérables que celles auxquelles elle est assujettie (1).

Le journal (2) de terre est réputé produire un revenu de 4 livres, et cette évaluation, trop considérable, porte ses impositions à des sommes exorbitantes et qui excèdent d'environ

(1) Les revenus de Chépy étaient peu considérables; ils ne consistaient qu'en quelques usages : « la pêche appelée de la Gravelle et des fossés loués annuellement 15 livres ; des terres labourables louées 89 livres 10 sols, et quelques broussailles louées 21 livres 5 sols : total, 125 livres 15 sols de revenus annuels ». (Note du subdélégué Bugarel : *Arch. de la Marne*, C. 562)

(2) Voir le glossaire et le cahier de Cernon, page 122.

moitié les contributions des villages voisins dont le sol est au moins d'une égale valeur à celui de Chépy (1).

Le seul moyen de subvenir à la dette de l'État est donc de saper tous ces privilèges, fruits ou de l'abus, ou de l'usurpation, ou qui, tels que ceux de la noblesse, sont actuellement dépourvus de la cause qui les avait déterminés ; en un mot, il était juste, avant que les armées ne fussent soudoyées, que les gentilhommes qui allaient en personne à la guerre et qui y menaient leurs vassaux à leurs frais, jouissent des privilèges quelconques ; mais, aujourd'hui que le gentilhomme est payé lorsqu'il sert l'État, il est juste qu'il contribue, ainsi que le Clergé et le Tiers état, à la dette de l'État, et qu'en supprimant jusqu'au nom de tous les impôts actuels qui grèvent le Tiers état, il soit établi un seul et unique impôt qui se perçoive dans le lieu même où résident les propriétés.

Fait, arrêté en l'assemblée de la communauté de Chépy tenue le 8 mars 1789, par devant M. le bailli de la justice de Chépy.

Jean MORET, Antoine MORET, Bernard SIMON, Bernard
VALLERÉ, etc
LE MAIRE.

(23 signatures.)

CHERVILLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL.[La paroisse de Cherville (2) était composée de 20 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié « par Monsieur le desservant » le 1^{er} mars. — Le dimanche 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre GUISET, ancien

(1) Le village de Moncets notamment. (Procès-verbal de bornage et plan des limites des terroirs. — *Arch. de la Marne*, C, 562.)

(2) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, *doss. b*, pièce 154. Cahier, *doss. c*, pièce 141 : 4 pages cotées en haut et paraphées en bas par Guiset ; visa de Prieur.

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 563 et E, 1001 : Administration de la communauté ; procès-verbaux des usages ; comptes des syndics. — C, 1569 : Construction de ponts. — C, 1595 : Route de Châlons à Dormans. — C, 1829, 2072 et 2125 : Réparations à l'église et au presbytère d'Athis. — C, 2070 : Usages. — C, 2151 : Police ; aides. — C, 2169 : Impositions ; décharges ; — etc.

Cherville « annexe d'Athis », fut défaillante à Reims. (*Procès-verbal de*

praticien en la justice du lieu, exerçant pour la vacance de l'office de lieutenant. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Geoffroy, syndic, Claude Patelart, Jean Morbois, Germain Baudouin, Nicolas Billy, Pierre Huart, Jean Huart, Claude Barthélemy, Remy Bonnaire, Jean Lochet, Remy Pérot, Claude Hacquart, Étienne Geoffroy, Gratien Dépit, Jean-Antoine Debar, Nicolas Coquet, Jean Dumanget, Joseph Cousinat, Pierre Marin, Remy Geoffroy, Étienne Deporte. — Les députés furent Pierre GEOFFROY, syndic, et Claude PATELART.]

CAHIER

Les habitants de la paroisse de Cherville, en se conformant aux lettres de Sa Majesté et règlement y annexé ainsi qu'à l'ordonnance de M. le grand bailli de Châlons, ont l'honneur de représenter qu'ils supportent des impôts dans la même proportion que leurs voisins malgré que leur terroir soit bien plus ingrat étant entouré de toutes parts de marais qui produisent des fraîcheurs nuisibles à leurs grains, souvent les font geler, et les terres qui approchent ces marais se trouvent inondées de temps à autres et ne produisent que des herbes marécageuses (1).

La partie qui ne se trouve pas autour des marais n'est qu'un gravier qui n'est propre qu'à fournir des matériaux pour l'entretien des chemins publics.

En effet, leur terroir qui n'est que d'une petite étendue, se trouve ouvert, dans ses différentes parties, de quatre carrières où l'on tire de la grève journellement pour l'entretien de la grande route, et les entrepreneurs de cet entretien font un dégât considérable dans leurs terres et emblaves, ce qui leur cause un grand intérêt.

Les habitants de cette communauté ont encore moins de faculté que beaucoup d'autres de faire des engrais parce qu'ils n'ont presque point de pâturages et ne peuvent guère nourrir de bestiaux qui, cependant, leur seraient de la plus grande utilité pour améliorer leurs terres ingrates.

l'assemblée des trois ordres du bailliage de Reims du 16 mars 1789, 4^e volume de la présente publication.)

— La communauté appartenait à l'élection d'Épernay ; aujourd'hui elle fait partie du canton d'Écury-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 24 feux roturiers. — Population : 37 hommes, 36 femmes, 4 garçons et 2 filles, soit 79 habitants.

(1) Marais de Cherville : construction de ponceaux en 1743. (*Arch. de la Marne, C, 1569.*)

Que, presque tous les hivers, ils sont submergés par les grandes affluences d'eau qui leur viennent, au nord par la rivière de Marne, et au midi par ces marais qui endommagent considérablement leurs bâtiments et rendent leur village inhabitable.

Indépendamment des impositions ordinaires, tous leurs héritages sont grevés de cens et autres droits seigneuriaux qui diminuent beaucoup le produit de leur récolte ; ces droits appartiennent à M. l'abbé de Saint-Basle, leur seigneur, ainsi que les grosses dimes, et des biens considérables dont il tire un grand produit sans contribuer à aucune charge (1) ; l'entretien de l'église devrait au moins être supporté par lui (2) ; la communauté ayant peu d'usages (3), elle en serait soulagée d'autant.

Les années dernières, les habitants de la campagne étaient tourmentés par les inspecteurs des ponts et chaussées pour l'entretien des routes dans les temps les plus précieux pour

(1) L'archevêque de Reims, Manassès I^{er}, avait, en 1076, fait don à l'abbaye de Saint-Basle des dîmes de Cherville (charte : *Arch. de la Marne*, liasse II n° 1 reproduite par le D^r Mailliart : *Histoire de l'abbaye de Saint-Basle*, p. 63). — Henry, comte de Troyes, lui fit remise, en 1161, des coutumes et redevances seigneuriales qu'il pouvait avoir sur Cherville, savoir : le droit de pâturage, le droit de procuration, les corvées, le tirage des bateaux et le droit de conduire à l'armée, moyennant une rétribution annuelle, payable avant la Toussaint, de « deux muids d'avoine rendus à Épernay » (*ibid.*, p. 65 et 129). Plus tard l'abbaye fit l'acquisition de divers terres, prés et maisons à Cherville (*ibid.*, p. 81 et 238).

Les dîmes en nature comprenaient les grains, vins, fruits, jardins, laines, abeilles et cire, oies et poulets, etc. L'abbaye donnait au curé un muid de grains de quatre espèces et deux agneaux par an (sentence arbitrale de juin 1233, *ibid.*, p. 116). La cense se louait 30 livres par an (1279-1511). — En 1531, l'abbaye établit un moulin à Cherville moyennant un bail de 40 sols de surcens, un chapon et trois deniers de cens (*ibid.*, p. 120).

(2) L'église de Cherville était une annexe de celle d'Athis : des travaux supportés par les habitants furent exécutés de 1756 à 1758 (*Arch. de la Marne*, C, 2072) et, de 1773 à 1780, au bâtiment de l'église, à la sacristie, au clocher, moyennant un devis de 2.449 livres 11 sols (*ibid.*, C, 1829 et 2125).

(3) Les usages consistaient en terres et prés situés sur le territoire de Jâlons, en broussailles et herbages sur le territoire de Cherville, en marais communs avec Jâlons, Champigneul et Athis ; — voir les procès-verbaux d'adjudication de ces usages par devant le lieutenant de la justice du lieu (*ibid.*, C, 563) ; le procès-verbal d'une enquête faite sur des usages appartenant aux communautés de Cherville et d'Athis (*ibid.*, C, 2070). Un pré contesté avait fait l'objet, dès le mois de novembre 1279, d'une sentence arbitrale entre ces deux villages (Copie, *Arch. de la Marne*, E, 1001).

ensemencer leurs terres (1) ; aujourd'hui, ces travaux sont substitués par une contribution pécuniaire qui augmente considérablement les impôts déjà trop forts ; si on réduisait le nombre des routes dont plusieurs ne sont pas d'une grande utilité, les charges en seraient diminuées.

Les personnes représentant le Tiers état doivent s'occuper sans relâche de tout ce qui peut contribuer au soulagement de ses membres et principalement des cultivateurs qui sont écrasés par les différentes sortes d'impôts qui absorbent le produit de leurs travaux et leur laisse à peine de quoi se procurer la subsistance la plus grossière.

Lesdits habitants croient devoir observer que s'il était possible de rendre les impôts plus simples et de les réunir en un seul dont la répartition en serait faite sur tous les ordres de l'État indistinctement, les revenus s'augmenteront et chaque individu en ressentira des soulagements.

Pierre GEOFFROY, C. PATELARD, G. BAUDOUIN, Remy
PÉROT, Claude BARTHELEMY, etc.

(15 signatures.)

CHEVIGNY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La paroisse de Chevigny (2) était composée de 11 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 7, les habitants se réunirent sous la présidence

(1) Procès-verbal de l'inspecteur de la route de Dormans à Châlons, M. d'Olon, contre la communauté de Cherville et d'autres. (*Arch. de la Marne*, C, 1595).

(2) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 155. Cahier, dossier c, pièce 36 : 3 pages cotées et paraphées en haut, signées *ne varietur* en bas par le prévôt Pierre Prieur ; visa du commissaire de l'assemblée du bailliage Pierre-Louis Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 564 : Administration de la communauté ; usages. — C, 838, 938, 943 : Impositions ; décharges. — C, 1023 : Capitation. — C, 1589 : Corvées. — C, 1712 : Atelier de charité de Chevigny (1772-1788). — C, 1829 et 1924 : Travaux à l'église et au presbytère. — E, 914, 920, 923 : Dîmes de Chevigny appartenant à l'abbaye de Saint-Sauveur-les-Vertus ; baux ; — etc.

— Chevigny appartenait à l'élection de Châlons ; en raison de son peu

de Pierre PRIEUR, prévôt en la justice de Chevigny. — Le procès-verbal constate la présence de Claude-Laurent Bonnet, syndic, Étienne Gentil l'ainé, Jacques Jacquemain, Pierre Ory, Étienne Gentil le jeune, greffier, Joseph Vatel. — Les députés furent Claude-Laurent BONNET et Étienne GENTIL l'ainé.]

CAHIER

Cahier et doléances de la communauté de Chevigny, fait en conformité de l'article 24 du règlement du 24 janvier 1789, pour la tenue des États généraux, pour être remis par les députés de ladite communauté de ce jourd'hui à l'assemblée du Tiers état du bailliage de Châlons le 12 mars de la même année.

ART. 1^{er}. — Pour répondre aux intentions que le souverain paraît manifester en désirant qu'on détermine avec plus de convenance qu'on a pu le faire en ce moment, le nombre des députés aux États généraux, on estime que, pour établir une parfaite égalité dans tous les ordres dont le vœu unanime doit tendre au bien commun, on devrait prendre dans tous les ordres des députés, eu égard au nombre des individus qui les composent, chacun en particulier, à l'effet de quoi il serait dérogé à toute loi et usage contraire.

2. — On désire que les trois ordres opinent par tête et en commun;

d'importance (10 feux d'après le registre de l'assemblée intermédiaire, 11 d'après le procès-verbal ci-dessus), on proposa, en 1788, au bureau de l'élection de Châlons, sa réunion à la communauté de Voivreux (12 feux) dont la paroisse de Chevigny était l'annexe. Les habitants de Chevigny, consultés sur ce projet de réunion, ne répondirent pas. La municipalité de Voivreux, elle, « s'oppose vivement, dit le procès-verbal, à ce qu'on lui réunisse Chevigny ; elle craint d'être obligée de fournir aux réparations de cette annexe ; elle craint que celle-ci, après la réunion, ne jouisse des biens communaux de Voivreux ; pour ces raisons et d'autres que les officiers municipaux ne croient pas nécessaires d'exposer, ils sont décidés à s'opposer à cette réunion ; ils consentent à ce qu'on leur réunisse les fermes des Mothes, dépendances de leur paroisse... » (Séance du 11 avril 1788. — *Arch. de la Marne*, C, 2910 ; reg. f° 27.)

La réunion n'eut pas lieu à cette époque ; Chevigny devint une commune sous la Révolution, mais, un décret du 2 novembre 1865 (*Bulletin des lois*, tome XXVI, p. 863), devait pourtant la réunir à celle de Villeneuve-lès-Rouffy, du canton de Vertus, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 15 feux roturiers. — Population : 32 hommes, 22 femmes, 5 garçons et 7 filles, soit 66 habitants.

3. — Qu'ils puissent se diviser en bureaux dans la même proportion qu'ils se sont assemblés ;

4. — Que les États soient permanents ;

5. — Qu'ils s'assemblent tous les cinq ans, et plus souvent si le cas le requiert ;

6. — Que pendant l'intervalle d'une assemblée à une autre, ils soient représentés par une chambre intermédiaire composée des princes du sang et des députés de chaque ordre dans la proportion de l'assemblée générale ;

7. — Que cette chambre ait seule le droit de vérifier les lois dans l'étendue du royaume, et d'octroyer, en cas de guerre ou d'invasion de l'ennemi, provisoirement des impôts jusqu'à la prochaine tenue des États ;

8. — Que la nation soit chargée des dettes faites jusqu'à ce jour ; que le total en soit déterminé par les États d'après l'état représenté par le ministre et de lui certifié ;

9. — Que l'état de la recette et de dépense soit rendu public à la fin de chaque année par la voie de l'impression ;

10. — Que toutes les provinces soient établies en pays d'État formé comme les États généraux, et les députés élus dans la même forme ;

11. — Que les États généraux soient régénérés tous les cinq ans par moitié, et, désormais, que les membres soient les députés nés aux États généraux :

VŒUX SUR LES IMPOTS ET DROITS

ART. 1^{er}. — Que les tailles, capitations et accessoires, corvées, décimes et vingtièmes soient supprimés (1) ;

2. — Qu'il y ait un impôt en nature sur le sol productif, et un impôt personnel ;

3. — Que les produits des impôts soient remis de la manière la plus directe et moins coûteuse au trésor royal ;

4. — Que le tabac soit affermé ;

5. — Que le sel soit commercable et les gabelles supprimées.

(1) En 1789, Chevigny avait payé en taille, capitation, accessoires : 472 livres 3 sols 8 deniers ; — le rôle de 1790 portait 747 livres 10 sols 8 deniers plus 118 livres de prestation des chemins. Sur ce dernier rôle figurent les anciens privilégiés dont le seigneur, M. Gargam, les religieux de Saint-Sauveur-de-Vertus, l'abbaye de Notre-Dame-de-Vertus, etc. (*Arch. de la Marne*, C. 838.)

6. — Que les aides et traites soient supprimées ;
7. — Que les barrières soient reculées aux frontières ;
8. — Que la formule, droits de francs-fiefs et tous autres droits domaniaux soit supprimée ;
9. — Que le contrôle et insinuation soient réservés sur le pied d'un nouveau tarif clair et précis qui ait pour objet d'assurer les dates et existences des actes ;
10. — Que tous privilèges soient supprimés et les impôts établis sur les trois ordres sans distinction ;
11. — Que les dons et pensions soient supprimés, excepté ceux que les États, sous le bon plaisir du Roi, décideront devoir subsister, réduire et modérer ; que l'état en soit arrêté, et Sa Majesté suppliée d'y donner la sanction.

SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ART. 1^{er}. — Que la justice soit rendue gratuitement dans tout le royaume ;

2. — Que la vénalité des offices de judicature soit supprimée ;
3. — Qu'il soit établi une cour souveraine dans le centre de chaque province ;
4. — Que les sujets pour remplir les fonctions de juge dans les tribunaux soient présentés au Roi par les États de la province ;
5. — Que les tribunaux d'exception soient supprimés ainsi que les committimus ;
6. — Que la juridiction consulaire soit conservée ;
7. — Que le code criminel soit réformé en entier ;
8. — Que le code civil soit réformé dans les parties qui en sont susceptibles ;
9. — Augmentation des portions congrues des curés.

Fait et arrêté en l'assemblée générale des habitants et communauté de Chevigny tenue par devant nous, Pierre Prieur, prévôt de la justice dudit lieu le 7 mars 1789.

C. - Laurent BONNET, syndic, Étienne GENTIL, Jacques
JACQUEMAIN, Étienne GENTIL, greffier, PRIEUR, juge.
(5 signatures.)

COIZARD

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Coizard (1) était composé de 40 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de François FANIER, syndic de la municipalité. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. Au bas du document on lit les signatures de L. Pernet, N. Fortrat, A. Petit, François Vroux, Alpin Oudet, Gilles Picart, Louis Chérez. — Les députés furent Alpin OUDET et Louis CHÉREZ.]

CAHIER

Cahier de doléances, plaintes et remontrances de la paroisse de Coizard, élection de Châlons en Champagne.

La paroisse de Coizard, composée d'environ quarante feux, ne possédant que le dixième des biens-fonds, les neuf autres dixièmes possédés par les seigneurs ; et les habitants paient la taille et capitation (2) de ce terrain, ce qui met les contribuables dans un état le plus déplorable, ne restant dans le pays aucun commerce, et les manouvriers restant une partie de l'année sans ouvrage, elle demande et espère de la bonté du Roi et de la sagesse du gouvernement une diminution, et, comme les besoins

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 136. Cahier, dossier b, pièce 6 : 2 pages non cotées ni paraphées ; le commissaire Prieur a mis : « Vu et lu », sans son paraphe habituel, mais il a écrit en marge des indications résumant les demandes du cahier ; nous donnerons en notes ces annotations de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C. 374* : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — *C. 841, 943* : Impositions. — *C. 1831* : Église, presbytère, cimetière ; — etc.

— Coizard appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 37 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 50 hommes, 56 femmes, 15 garçons et 17 filles, soit 138 habitants.

(2) En 1789, la taille et frais de collecte s'étaient élevés à 412 livres, les accessoires et capitation à 634 livres ; l'année suivante, l'imposition principale et les frais à 442 livres, les accessoires et capitation à 1.191 livres, la prestation des chemins à 202 livres. Parmi les privilégiés on remarquait le lieutenant-colonel d'infanterie Louis de Bataille, seigneur du lieu, l'abbesse d'Andecy, l'hôpital de Vertus, l'abbé de Notre-Dame-de-Vertus, etc. (*Arch. de la Marne, C. 841.*)

de l'État sont très urgents, on ne peut opérer cette diminution : 1° Que par une répartition égale *sur les biens ecclésiastiques, nobles et de roture* ; qui jouit de la sûreté publique, *doit en supporter les charges* ; 2° Par la simplification dans la perception des impôts qui s'opérera par la suppression des aides et gabelle ; l'imposition peut se faire sur le fonds *par la suppression des élections* ; *les assemblées municipales peuvent s'imposer elles-mêmes, et, comme c'est l'article le plus difficile, dans l'exécution, porter une loi qui oblige les propriétaires à faire une déclaration exacte* ; 3° En ne prenant qu'un seul receveur dans chaque ville, bourg et communauté, à moins que la recette ne soit trop considérable ; alors ne multiplier le nombre de receveurs que suivant le véritable besoin ; que l'argent provenant des impôts soit versé dans une caisse dont sera chargée la municipalité de chaque endroit ; que, tous les mois, on fasse tenir cet argent à une caisse générale qu'on établira dans chaque province, et que, de là, il soit versé directement dans le trésor royal ; et mettre les corvées sur les trois ordres (1).

Suppression du grand gouvernement et du gouvernement particulier.

Suppression des maîtrises des eaux et forêts.

Suppression des huissiers-priiseurs ; ils portent la ruine et la désolation partout où ils passent.

Toutes les provinces érigées en pays d'État ; les États composés de manière que les représentants du Tiers soient égaux en nombre et aux représentants du Clergé et de la Noblesse. Les charges remboursées et jamais vénales ; le tout dû au mérite et à la vertu ; qui achète, vend (2).

L'administration de la justice simple, prompte, gratuite ; les épices supprimées ; que les frais n'aillent jamais au-delà de l'objet contesté, et, dans les affaires considérables, qu'ils soient limités à un taux très modique ; la justice, établie pour veiller

(1) En marge de ces trois articles, Prieur écrit : « Égalité de répartition, simplification des impôts. Impôt sur le fond. — Un seul receveur. — Caisse municipale. » Les mots en italique sont soulignés dans le cahier par Prieur lui-même ; l'encre plus pâle dont il se sert pour ses annotations l'indique assez nettement.

(2) « Grands gouvernements supprimés ; — Maîtrises : — Huissiers-priiseurs ; — États provinciaux. » (Notes de Prieur en marge de ces paragraphes.)

à la conservation *des propriétés*, elle ne doit pas les usurper (1).

La destruction des lièvres et lapins, vu que leur trop grand nombre porte un préjudice notable aux cultivateurs (2) ; mettre à exécution l'édit concernant les pigeons (3) ; les faire renfermer pendant le temps des semences et dans le temps de la maturité.

Les chaussées et ponts de communication sur les chemins sont très défectueux ; il est nécessaire de les rétablir (4).

Fait et arrêté cejourd'hui 8 mars 1789, étant en l'assemblée par nous tenue au lieu ordinaire et ont signé.

A. PETIT, François VROUX, Gilles PICART, L. PERNET,
N. FORTRAT, CHÉREZ, OUDET.

(7 signatures.)

COLIGNY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Coligny (5) était composé de 60 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Louis-Benoît LALIRE, syndic municipal. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Laurain, Louis Geoffroy, Étienne Lefèvre, Thomas Vallois, Louis Mogis, Jacques Brisson, Jean-Clément Vallois, Henry Vallois, Louis Laurain, Mathieu François, Joachim Geoffroy, Claude Mathieu, Nicolas Mathieu, Louis François, Nicolas

(1) « Justice gratuite. Les frais diminués. » (Notes de Prieur.)

(2) « Lièvres et lapins. » (Indication de Prieur. — Voir le cahier de Cernon, page 125.)

(3) Il s'agit sans doute de l'arrêt du parlement du 17 juillet 1779. (Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.)

(4) « Chemins rétablis. » (*Ibid.*) — Voir état des routes, ponts et chaussées de la Champagne (1736-1787). (*Arch. de la Marne, C, 155.*)

(5) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 157. Cahier, dossier c, pièce 70 : 13 pages cotées et paraphées par Lalire ; aucun visa de commissaire de l'assemblée du bailliage).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 574* : Administration de la communauté ; usages. — *C, 841, 943* : Impositions. — *C, 1023* : Capitation. — *C, 1045 et 1047* : Vingtièmes. — *C, 1589* : Corvées. — *C, 1831* : Église, presbytère, cimetière. — *E, 915 et 920* : Dîmes de Coligny dépendant de l'abbaye de Notre-Dame-de-Vertus.

— Coligny appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons.

Dénombrement de 1773 : 45 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 39 hommes, 84 femmes, 18 garçons et 9 filles, soit : 150 habitants.

Chevallier, Nicolas Laurain, Jean-Baptiste Gallois, Jean-Louis Raulet, Claude-Philbert François, Louis Masson, Jean-Baptiste Niquet, Jacques Person, Jean-Louis Jeanne, et encore, d'après les signatures : Claude Galochier, L.-G. Mailliard, Champion, Nicolas Douart, Louis Douart, Jean Moncuy, Nicolas Vallois, Pierre Galochier, Nicolas Laurent. — Les députés furent Louis-Benoît LALIRE, syndic et chirurgien, et Louis MASSON.]

CAHIER

Les habitants de la paroisse de Coligny sont, ainsi que tous les sujets du Roi, pénétrés de la plus vive reconnaissance de la grâce qu'il fait à ses peuples en rassemblant les États généraux du royaume et de ce qu'il veut bien leur permettre de lui présenter leurs supplications respectueuses. Ce ne sont pas de simples sujets, qui ne connaissent que les détails de leur profession de cultivateur, qui peuvent s'immiscer de donner des avis sur l'administration générale du royaume ; ils se bornent seulement à faire des vœux pour l'accomplissement des vues bienfaisantes de Sa Majesté, qui tendent à rétablir l'ordre dans toutes les parties, et à procurer le soulagement de la classe des sujets les moins fortunés du royaume.

Le village de Coligny, composé de 59 feux (1), paie annuellement, tant vingtième que taille, capitation et corvées, la somme de deux mil sept cents livres (2) ; son territoire, très petit, dont la moitié au moins de mauvaises terres (3), dégradées depuis quelques années par de fréquentes inondations (4), ne rapporte à son cultivateur que la quantité de grains (5) qu'il y verse, souvent rien du tout ; une plus grande partie de leurs terres

(1) 60 d'après le procès-verbal.

(2) D'après les rôles des impositions, Coligny était porté, en 1789, pour 658 livres de taille et frais de collecte et 1.029 livres 11 sols 10 deniers d'accessoires et capitation ; — en 1790, pour 570 livres 17 sols 6 deniers d'imposition principale et frais de collecte : 964 livres 16 sols 4 deniers d'accessoires et capitation et 262 livres 8 sols pour prestation des chemins. (*Arch. de la Marne*, C, 841 et 1045.)

(3) Le terroir de Coligny comprenait 1,290 arpents de terres labourables, 625 de terres incultes, 140 de terres d'usage servant à la pâture des bestiaux et ne produisant aucun profit, 11 arpents de jardins et chènevière, 20 de prés, 6 de bois. (*Arch. de la Marne* : Dénombrement de 1773, C, 430.)

(4) Inondation de février 1784. (*Arch. de la Marne*, C, 1971 et suivants.)

(5) Le recensement de 1773 montre, en effet, que 188 boisseaux de froment ensemencés n'en rapportaient que 188 ; mais 1,562 boisseaux de seigle en rendaient, d'après le même état, 2,342, année commune ; l'orge, 340 pour 170 ; l'avoine, 2,380 pour 1,190 ; le sarrasin, 663 pour 331. (*Ibid.*, C, 430.)

sont chargées d'un cens considérable envers leurs seigneurs ; elles lui doivent aussi des lods et ventes de deux sols quatre deniers pour livres de leur valeur ; il peut en faire le retrait censuel (1) et les réunir à son fief ; on lui doit encore deux jours de travail par chaque année, et qu'il peut exiger dans les saisons qui leur sont les plus précieuses pour la culture de leurs terres (2).

Les dîmes sont payées en nature de la quatorzième partie de toutes leurs productions ; il est même un terroir où elle se paie au huitième, c'est le terroir du Mont-Aimé, sur lequel les habitants sont forcés de cultiver, attendu la petitesse de leur terroir qui, par surcroît de malheur, est possédé en partie par des privilégiés (3).

Il n'existe, dans ce village, ni hôpital, ni fondation ou association de charité ; la subsistance des pauvres est des plus pénibles ; il faudrait qu'il fût formé un établissement pour secourir les plus indigents, lorsqu'ils tombent malades et en temps de disette ; qu'à cet effet leur décimateur, qui tire de leur pays, tant en fermes que dîmes, la somme de 2,000 livres, il faudrait qu'il y contribuât en proportion de ce revenu.

Sa Majesté est très humblement suppliée d'ordonner qu'il n'y ait qu'un seul et unique impôt, qu'il soit le représentant de tous les autres ; qu'il y apporte un adoucissement car, sans cela, il ne pourrait pas le soutenir et succomberait sous les charges qu'il supporte.

Qu'à cet impôt, les ecclésiastiques et les nobles, les fiefs des seigneurs soient sujets et que leurs biens soient chargés en proportion de leur valeur.

Que l'assiette de cet impôt soit faite et répartie, recouvrée par leurs municipalités sous l'autorité d'une administration de

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 47.

(2) Masson de La Motte, seigneur de Bergères et Coligny, avait même contesté aux habitants de ce dernier village la propriété du droit de pêche dans les ruisseaux et abreuvoirs situés sur leur territoire dépendant de sa seigneurie. (*Arch. de la Marne, C, 574.*)

(3) Coligny est situé dans une sorte de vallon entre les marais de Saint-Gond et le Mont-Aimé (voir le cahier de Bergères-les-Vertus, page 82). Toute cette contrée dépendait de la comté-pairie de Vertus. Les dîmes appartenaient à l'abbaye de Notre-Dame-de-Vertus qui louait celles de Coligny moyennant 560 livres (baux des 16 juin 1720 et 27 juillet 1745. — *Arch., de la Marne, E, 915 et 920*) non compris les fermages des garennes du Mont-Aimé.

la province; que le tout soit fait, et qu'il soit versé sans frais dans le trésor royal de la ville la plus prochaine.

Que tous ceux qui perçoivent des rentes, ceux qui sont munis d'offices lucratifs, de charges de métiers plus avantageux que ce que fait le journalier, soient chargés en proportion de leurs revenus.

Que le journalier, que celui des sujets qui ne possède rien, dont la sueur et les fatigues d'une semaine suffisent à peine pour nourrir un jour la famille dont il est chargé, que celui-là seul soit exempt, qu'il ne soit pas sujet à l'industrie, que cet impôt qui l'afflige si fort soit anéanti pour lui (1).

Les gabelles, ce régime désastreux, ce genre d'administration qui fait le malheur des peuples où elles existent, qui a déjà été senti par Sa Majesté et par son sage ministre (2). Le sel, que la nature a, pour ainsi dire, prodigué partout, est porté à un prix excessif pour nous, tandis que d'autres sujets du royaume l'ont à un prix si modique qu'il ne peut entrer en comparaison avec le prix que nous le payons; ils ne peuvent en faire abus, et nous, nous ne pouvons nous en passer; nous sommes les sujets d'un même État; pourquoi ne jouirions-nous pas comme eux du même bienfait de la nature? Nous sommes tous les enfants d'un même père; qu'il daigne fixer le sel au même prix dans tous ses États, en rendre l'exportation libre dans leurs enceintes et anéantir les gabelles.

Que la perception des droits d'aides, s'il n'est pas possible de les supprimer totalement, soit au moins adoucie et simplifiée, en telle sorte que les habitants qui recueillent du vin ou qui l'achètent, ne soient plus exposés aux tracasseries continuelles des commis aux exercices, et qu'il y ait une modération dans les peines établies par les règlements sur les différents genres de contraventions, peines qui causent souvent la ruine des malheureux contrevenants pour le délit le plus léger et le plus excusable, eu égard à sa position et à ses besoins.

Qu'il soit aussi apporté une modération et adoucissement dans la perception des droits de contrôle et de centième denier; qu'il n'en soit plus payé pour les successions collatérales, et que

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 46.

(2) NECKER : *Administration des finances de la France*. (Voir le cahier de Cheppes, page 151.)

nos familles ne soient plus sans cesse exposées aux recherches des commis ambulants et vérificateurs.

Qu'il plaise à Sa Majesté de suspendre et supprimer l'établissement récemment formé d'un huissier-priseur, vendeur de meubles, dont la distance considérable de l'endroit où il en doit être vendus, les voyages et vacations énormes qu'il exige absorbent presque toute la valeur d'un mobilier peu considérable qui, souvent, fait l'unique ressource des pauvres veuves et orphelins (1).

La justice que l'intention de Sa Majesté est de rendre si scrupuleusement à ses sujets, ses lois si sages pour punir les coupables et sauver les innocents, la justice est mal rendue dans les campagnes ; les seigneurs, dont les officiers n'ont nulle connaissance des lois, soit cette ignorance ou cupidité, ils rendent souvent des jugements iniques ; rarement l'indigent trouve un facile accès aux tribunaux inférieurs.

Les seigneurs, si habiles et si sévères à percevoir leurs droits sur leurs vassaux, sont remplis d'indulgence lorsqu'il s'agit de punir quelqu'un à leurs dépens ; le plus souvent, leurs justices sont composées de gens livrés à leurs intérêts ; soit cupidité ou respect humain, ils éloignent tout sentiment de justice pour faire place à la faveur et à la plus vile vindication. Il serait nécessaire de faire de grandes réformes dans l'administration de la justice ; on devrait surtout s'attacher aux affaires médiocres et en simplifier les procédures : ce sont celles qui sont les plus intéressantes, comme étant les plus nombreuses et regardant communément le peuple le plus indigent.

Il faudrait, à ce sujet, former un plan d'administration qui tendit à diminuer l'énormité des frais dont la plupart des affaires sont susceptibles et occasionnent la ruine des plaideurs ; il faut une règle de procédure, mais on s'y attache trop et souvent la forme seule, si un homme à qui la justice était due, y a manqué, il perdra sa cause ; cet abus a lieu même dans les tribunaux supérieurs ; que le monarque, qui est le maître et qui veut rendre la justice, le détruise.

Pour être convaincu de l'inobservance des lois dans les justices des seigneurs et tout ailleurs : ces lois n'ont-elles pas ordonné à ceux qui ont des volières, des colombiers, de renfer-

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41. — Une charge d'huissier-priseur avait été créée à Châlons. (*Arch. de la Marne, C, 1185.*)

mer les pigeons dans le temps des semailles et autres saisons de l'année, de détruire les lapins si multipliés dans les garennes, toute autre espèce de gibier dans leurs terres, qui causent la ruine de leurs vassaux (1) ? Ne semble-t-il pas qu'il suffit d'être noble ou fortuné pour se soustraire aux ordonnances et opprimer le cultivateur ? Ce n'est pas que ce dernier n'en ait la connaissance et qu'il ne puisse les réclamer ; mais en le faisant il expose le peu de fortune qu'il possède, tant il en coûte pour obtenir la justice ; d'ailleurs, le vassal qui doit toujours à son seigneur, qui craint d'encourir la disgrâce s'il réclame ses droits ; la fortune et la faveur le ruineront quand même il gagnerait sa cause.

Les corvées qui, autrefois, étaient le fléau de la classe indigente ; pour le peu qu'un homme eut de fortune, il cherchait à s'y soustraire, il sollicitait un privilège qui l'en exempta ; ces privilèges étaient singulièrement multipliés, même dans les plus simples campagnes ; aujourd'hui que le monarque l'a converti en prestation d'argent, au sixième de la taille (2), il se trouve que tous les taillables y contribuent ; cette contribution ne tombe encore que sur les sujets du Tiers ordre, les deux supérieurs n'en ont jamais payé. Rien de plus utile que les grandes routes et les chemins faciles ; le commerce de terre en est favorisé, moins de dépense pour les différentes exportations ; ce sont ces deux ordres, les ecclésiastiques et la noblesse, ces hommes opulents, répandus partout, qui en profitent, à ceux-là seuls, pour ainsi dire, les grandes routes sont les plus utiles, et ceux-là seuls sont dispensés de la contribution.

Que le monarque, qui a déjà détruit un nombre d'abus qui se commettaient au sujet de la corvée, que le prince achève d'en détruire le reste ; puisque les grandes routes sont utiles à tous, que tous y contribuent en raison et par proportion de leurs biens.

Ne pourrait-on pas occuper les troupes françaises, dont l'inaction a si fort corrompu les mœurs, à faire des chemins artificiels et qu'ils en fussent payés ; ils en vivraient mieux et il en coûterait sûrement moins à l'État (3). En temps de paix, les

(1) Voir les cahiers d'Aulnizeux et de Cernon, pages 60 et 125.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

(3) Mémoire à ce sujet. (VIGNON : *Etudes historiques sur l'Administration des voies publiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, 3^e vol., page 81.)

Romains occupaient leurs légions à faire des chemins ; le peuple des campagnes qui, seul, fait ce genre de travail, se porterait à d'autres occupations ; nos terres seraient mieux cultivées, les rues des villages et chemins qui y aboutissent seraient réédifiés et il y aurait moins de mares d'eau croupies, les exhalaisons moins contagieuses, l'air en serait plus sain, moins de maladies et une plus abondante population ; et combien est-il d'hommes qui se sont refusés de se livrer aux plus doux penchants et qui ont craint de donner des êtres à l'État, dans la crainte de les exposer aux calamités publiques dont, jusqu'aujourd'hui, on a été assailli de toutes parts ? Ceux qui ne s'y sont pas refusés et qui ont eu des enfants les ont envoyés dans les villes privilégiées pour se soustraire aux impôts et à la milice ; combien de cultivateurs se sont privés des bras de leurs enfants si nécessaires pour labourer la terre, tandis qu'un ecclésiastique, un gentilhomme exempteront de la milice plusieurs domestiques qui, souvent, leur sont inutiles et qu'ils paient à vil prix ; si la capitale est si peuplée de malheureux, de gens oisifs, ne sont-ce pas des habitants des campagnes qui se sont retirés pour éviter les impôts et la milice (1), qui ont perdu l'habitude du travail de la terre et qui, par des passions qu'enfantent le luxe et la mollesse, ont énervé leur corps, détruit leur santé, et ne sont plus propres qu'à charger l'État déjà trop fatigué.

Si la milice subsiste, que les garçons et domestiques qui servent les privilégiés y soient sujets ; que le subdélégué ou quelqu'un de sa part se transporte dans les bourgs et villages que l'on réunit pour fournir un milicien ; il en coûterait bien moins au peuple ; on peut prouver qu'un milicien coûte à chacun des garçons qui tirent au sort pour le fournir la somme de neuf livres, ne fussent-ils éloignés que de cinq lieues du lieu où ils se transportent pour le tirage ; en supposant qu'il n'y ait que quinze garçons pour le fournir, cela forme une somme de 135 livres ; en ajoutant les dépenses de chaque syndic de

(1) Exemptions du tirage de la milice : catégories des privilégiés : officiers des justices seigneuriales, acquéreurs de lettres de maîtrise, postillons, gardes chasse, receveurs d'impôts, entrepreneurs de flottage et gardes bois de la Marne, ouvriers employés à la fabrication des bombes et boulets, chevaliers de l'arquebuse de Châlons, commis employés à la marque des fers ; employés des fermes ; paveurs de la ville de Reims ; domestiques, etc. (*Arch. de la Marne, C, 1359.*) — Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

paroisse qui est obligé de les y conduire, la perte de leur temps, l'occasion qu'ils trouvent de dépenser ce qu'ils ne dépenseraient pas s'ils restaient à leurs occupations ordinaires, celles que font nombre de pères qui se transportent pour réclamer des exemptions, faire connaître des infirmités, payer un vil médecin ou chirurgien pour les attester : cela formerait une somme bien supérieure à ce qu'il en coûterait si l'on tirait la milice dans les villages ; on force les infirmes d'aller se faire voir, ceux qui n'ont pas la taille de se faire mesurer à Châlons, ainsi que d'autres, dans les endroits où la milice se tire ; on a vu cinquante personnes appelées nécessairement pour fournir un soldat provincial qu'il dépense.

Sa Majesté est encore suppliée que, d'après les abus qui se sont introduits relativement aux réparations des églises et presbytères par les experts nommés de la part des intendants, ce qui occasionne des dépenses exorbitantes, la ruine des paroisses. Un particulier fait faire à moitié prix en dépense ce que les ingénieurs ne font pas avec le double (1).

Sa Majesté bienfaisante est suppliée d'ordonner et permettre aux communautés de faire faire les constructions et réparations des presbytères et églises sous la direction d'un commissaire nommé par l'État de la province ou administration, si elle continue d'avoir lieu, et cela de concert avec les curés et seigneurs.

J. BRISSON, RAULET, L. GEOFFROY, Henry VALLOIS, etc.

LALIRE.

(26 signatures.)

COMPERTRIX

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Compertrix (2) était composé de 18 feux. — L'avis pour la convocation des États

(1) De nombreux travaux furent exécutés à la charge de la paroisse de Coligny et de son annexe Aulnizeux, de 1735 à 1783 : en 1735, réparations à la maison curiale adjudgées 700 livres ; — en 1742, travaux à la nef : 2,220 livres ; adjudication à 1,670 livres ; — en 1749, réparations au presbytère adjudgées 570 livres ; en 1754, à l'église et aux murs du cimetière, adjudgées à 497 livres ; — en 1775, reconstruction du presbytère, adjudication à 4,600 livres. (*Arch. de la Marne, C, 1831.*)

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 158. Cahier, dossier c, pièce 47 : couverture ; 4 pages cotées et signées en haut et paraphées

généraux fut lu et publié « par M. Blanchart, desservant », le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Claude-Urbain RENAULT, avocat en parlement, prévôt de la haute justice du lieu. — Le procès-verbal constate la présence de Charles Giraux, laboureur et cabaretier, Pierre Formé, laboureur, Claude Gougelet, laboureur, Nicolas Varlet, laboureur, Joseph Jeanrat, laboureur, Joseph Pierrat, laboureur, Louis Colin, manouvrier, Sébastien Hotelin, manouvrier, Claude Leblanc, jardinier, Joseph Varlet, maçon, Remy Sellier, perrier, Nicolas Formé, maçon, François Formé, laboureur, Philippe Delestrée, maçon, Claude Flizat, manouvrier, Antoine Thiébault, garde-chasse, et Nicolas Lefert, manouvrier. — Les députés furent Pierre FORMÉ et Nicolas VARLET, tous deux laboureurs de cette paroisse « auxquels, ajoute le procès-verbal, il a été unanimement accordé pour chacun d'eux trente sols par jour pour le temps de l'assemblée et qui seront acquittés par la commune ». — Aux pouvoirs ordinaires donnés aux députés, on ajoute ceux « de demander et requérir que les deux députés du Tiers état du bailliage de Châlons soient pris l'un de la ville et l'autre de la campagne, et que leurs honoraires et frais pour se rendre à Versailles à la convocation des

en bas par Renault ; même attestation de Prieur sur la couverture et la première page du cahier.)

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 574 : Administration de la communauté ; adjudication des usages ; comptes des syndics. — C, 842 et 943 : Impositions ; décharges. — C, 1023 : Capitation. — C, 1547 : Rivière de Marne. — C, 1539 : Corvées. — C, 1712 : Atelier de charité de Compertrix (1786-1789). — C, 1831 et 1834 : Église et presbytère : réparations. — D, 16 : Ferme du collège de Châlons ; baux ; — etc.

— Compertrix appartenait à l'élection de Châlons et avait été le siège d'une ancienne prévôté royale dépendant, avant l'érection du siège de Châlons, du bailliage de Sens dont elle suivait encore la coutume (voir cahier de Cernon : ouvrages cités). — La réunion de la communauté de Compertrix (19 feux d'après le registre) à celle de Coolus (12 feux) dont, comme paroisse, elle était annexe, et qui n'était située qu'à « un quart de lieue », fut proposée, en 1788, au bureau intermédiaire de l'assemblée d'élection de Châlons. Les habitants et les seigneurs s'y opposèrent sous les prétextes : « 1^o Que le syndic, nommé alternativement dans l'une et l'autre communauté, ne pourrait s'occuper avec le même soin et la même facilité des affaires des deux communautés ; 2^o Que « cette raison est d'autant plus forte que Coolus est régie par la coutume de « Vitry et Compertrix par celle de Sens ; 3^o Que les biens communaux sont « distincts et inégaux ; 4^o Que le collecteur commun éprouverait d'autant plus » de difficultés dans la perception des deniers royaux que ces deux terroirs « sont cultivés en partie par des forains de plusieurs villages voisins ». (*Arch. de la Marne*, C, 2910 : *Reg. des délibérations de l'assemblée d'élection et du bureau intermédiaire de Châlons, de 1787 à 1790*, f^o 28.)

Compertrix est encore aujourd'hui une commune du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 21 feux roturiers et 2 ecclésiastique et noble. — Population : 38 hommes, 42 femmes, 12 garçons et 9 filles, soit 101 habitants.

États généraux soient fixés et arbitrés pour être supportés en général par le Tiers état, sans que le Tiers état puisse contribuer aux hono-
raires des deux premiers ordres . . . »]

CAHIER

Doléances du Tiers état de la paroisse de Compertrix adressées aux trois États du bailliage de Châlons.

Remontrent les habitants de Compertrix que les accessoires de la taille qui ont pour objet, en général, des dépenses publiques même étrangères à la province, la capitation roturière et les vingtièmes, sont presque doublés depuis quarante ans ou environ, outre les corvées converties en argent et que les tail-
lables les acquittent par les taxes ci-après (1) :

Savoir :

Le malheureux journalier, n'ayant que ses journées pour vivre, lui, sa femme et ses enfants, a une taxe de 12^{fr} 11^{fr} 8^{fr} pour son industrie et 3^{fr} 4^{fr} pour son logement, en supposant son loyer seulement de 10^{fr}, ce qui revient à..... 15^{fr} 15^{fr} 8^{fr}

L'artisan ou le laboureur portionnaire a une taxe de 19^{fr} 12^{fr} pour son industrie, a 3^{fr} 4^{fr} pour son logement, en supposant son loyer seulement de 10^{fr}, ce qui revient à..... 22^{fr} 16^{fr} »

Chaque maison du taillable est taxée par un revenu fixé arbitrairement ; en le supposant de 30^{fr}, la taxe, y compris les vingtièmes, est de..... 17^{fr} 18^{fr} 10^{fr}

Les journées ou arpents sont taxés :

1^o De chènevière..... 15 18 »

2^o De prés..... 11 12 »

3^o De bois-taillis..... 7 18 »

4^o De vignes dont les vins ne sont pas potables. 7 18 »

5^o Terres d'ajaux (2)..... 7 3 »

6^o De bonne terre, 2^{fr} 6^{fr} 6^{fr} ; de médiocre, 39^{fr} 6^{fr}, et de mau-
vaise, 33^{fr} sur le pied de 3^{fr} de revenus, l'un dans l'autre, pour
taille (3). Telles sont les taxes d'après le rôle de l'an 1787.

(1) Au rôle de 1790, la communauté de Compertrix était portée pour 412 livres d'imposition principale ; 695 livres 8 sols d'accessoires et capita-
tions ; 188 livres 2 sols de prestation des chemins. (Arch. de la Marne,
C, 842.)

(2) Voir le cahier d'Ablancourt, page 28, et le glossaire.

(3) Il y avait, à Compertrix, 562 arpents de terres labourables, 75 arpents
de terres incultes, 12 de terres d'usage servant à la pâture des bestiaux et ne
produisant aucun profit, 11 arpents de jardins ou chènevières, 7 arpents de
bois. (Dénomb^t de 1773 : Arch. de la Marne, C, 430.)

Le Tiers état paie la taxe entière, et les fermiers des deux premiers ordres, ainsi que les privilégiés, en supportent moitié pour la taille d'exploitation, depuis la déclaration de 1768 (1).

Mais les sujets des deux premiers ordres et les privilégiés qui font valoir, non seulement ne paient rien pour taille, accessoires, capitations et corvées, mais ils étendent leurs privilèges au-delà des lois qui les ont circonscrits, et leurs fermiers, pour la plupart, font avec eux des baux et régies simulés, et les taillables, de leur côté, font de fausses déclarations, ce qui occasionne un combat de fraudes qui surcharge les taillables de bonne foi. On a l'exemple, dans cette paroisse, que la moitié de la dime affermée par M. l'abbé de Saint-Pierre, son fermier paie un tiers du prix du bail pour tailles, accessoires et corvées (2).

Il est certain que toutes les exemptions et abonnements de l'impôt sont le fléau de l'impôt et surchargent le malheureux taillable, et personne n'ignore que cette surcharge, ainsi que la milice, sont causes que les artisans et journaliers désertent les campagnes pour se réfugier dans les villes franches, et que les roturiers jouissant de fortune honnête renoncent à les habiter, malgré leur inclination pour l'agriculture.

Ces vérités sont connues de tout le monde ; on n'ignore point que le fardeau de l'impôt retombe sur les citoyens malheureux sans qu'ils participent aux grâces et aux avantages de l'État ; on ne cesse de peindre leurs misères sans venir à leur secours et de s'élever contre les impôts, malgré leur dure nécessité ; il y a trois cents ans que l'on tenait ce même langage ; on en voit la preuve dans le discours de Jean Juvenal des Ursins, archevêque de Reims, à l'assemblée des États généraux tenus sous Louis XI. Voici ce qu'il disait : « Il faut comparer le « royaume au corps humain ; regardons si les os ne se séparent « pas du chef et des membres ; les princes sont réputés les « membres, et les os la chose publique ; il détaillait les maux

(1) Déclaration du 7 février 1768 concernant la perception de la taille, reg. Cour des aides du 5 septembre. (*Recueil Isambert*, t. XXII, page 475.) Cette déclaration avait pour but de remédier « aux incertitudes et obscurités de la « déclaration du 17 février 1728 qui accordait aux taillables la facilité de se « faire imposer au lieu de leur domicile pour toutes leurs exploitations dans « d'autres paroisses taillables »,

(2) L'abbaye de Saint-Pierre-au-Mont, de Châlons, levait la moitié des dimes ; le chapitre et le curé de Saint-Alpin, de cette ville, le surplus.

« des peuples ; ils sont tous accablés, détruits, appauvris telle-
« ment qu'à peine ont-ils du pain à manger par excessives
« tailles, pilleries et mangeries, et il disait : On donne de grands
« gages et pensions, non seulement à hommes et à femmes qui
« ne sauraient de rien servir le Roy, ni à la chose publique, il
« ne faut regarder qu'aux grandes finances et gens de finances ;
« hélas ! c'est tout du sang du peuple (1). »

L'État se trouve aujourd'hui dans la même position et les trois ordres ne peuvent venir à son secours que par le bénéfice de la réunion de tous les impôts sous un impôt royal et unique qui serait supporté par les trois ordres, ce qui paraît juste. En effet, tous les impôts de toute nature mis pour la dignité du souverain, la splendeur de son royaume, l'entretien de ses troupes et la protection des propriétés de tous les sujets, sont une charge publique ; le citoyen de l'État ne peut être exempté de cette charge sans que l'autre ne soit augmenté ; l'équité réclame sans cesse contre surcharge, et le souverain peut, en tous temps, remettre les choses dans l'ordre naturel et proportionnel ; ce sont les vues de notre monarque bienfaisant et du plus grand ministre de ses finances, et on doit espérer que les deux premiers ordres de l'État y concourront ; en douter, ce serait leur faire injure. Le Clergé n'en sera pas moins respecté et les grands du royaume honorés comme le soutien de l'État par leur service et les dignités de leurs ancêtres, et ils seront toujours distingués de cette nouvelle noblesse immense.

C'est sur le pied des taxes dont on a tracé ci-dessus le tableau, que l'on acquitte environ 8 millions pour taille, accessoires, capitation et vingtièmes ; si tous les citoyens de chaque ordre de cette province payaient, personnellement et pour leurs biens, les mêmes taxes que ceux de cette paroisse, le produit serait plus que suffisant pour acquitter la totalité de tous les impôts, y compris aides, gabelles et tabac et autres, montant à 21 millions ou environ ; on le démontre par un état qui sera en suite de ce cahier, eu égard à la population de la province et

(1) Cf. *Discours de Jean Juvénal des Ursins aux États de Tours, 1467.* (Mss. franc. Bibliot. nat., f. Dupuy. 519 fol. 371, 380. — Imprimé dans Duclos : *Recueil de pièces*, etc., p. 283. — Cité et analysé dans l'étude de l'abbé P.-L. Péchenard sur *Jean Juvénal des Ursins, historien de Charles VI, évêque de Beauvais et de Laon, archevêque-duc de Reims, 1388-1473.* (Paris, Ernest Thorin, 1876, in-8. — Bibliot. de Reims, CR., 1630.)

aux biens qu'elle renferme constatés par le procès-verbal de l'assemblée provinciale, outre la charge et la gêne des aides et gabelles et domaine contrôle, qui sont plus lourds que l'impôt même, on peut juger du bénéfice par l'affranchissement des frais de régie et du gain des fermiers et traitants.

Tout concourt donc à une répartition de l'impôt entre les trois ordres de l'État.

D'après ces représentations, le vœu du Tiers état de cette paroisse est que les trois ordres du bailliage de Châlons voudront bien supplier Sa Majesté :

1^o De fixer et déterminer par abonnement la somme que la province doit supporter en taille, capitation, accessoires, vingtièmes et corvées, et convertir ces impôts en un seul et unique impôt royal, même les aides, gabelles, domaine contrôle et autres, si cela est possible, lequel impôt sera supporté par les trois ordres sur les bases de la taille tarifée ou autres, sans pouvoir en être exempts par aucune loi ;

2^o De confier le gouvernement de cette province, l'assiette et la perception de l'impôt royal, à une assemblée d'États provinciaux, avec la même organisation vraiment patriotique qui existe dans la formation de l'assemblée provinciale de cette généralité et dont les habitants de cette paroisse ressentent la douceur depuis son établissement ;

3^o Et d'attribuer à un tribunal supérieur, dans cette généralité, les appels de tous les jugements en matière d'impôts pour en accélérer le prompt paiement et éviter les frais qui ruinent les redevables.

TABLEAU (1)

<i>Population</i> : 800,000 habitants, réduits à 200,000 pour les feux,	
à raison de 15#	3,000,000#
<i>Maisons</i> : On peut porter le nombre des maisons à	
environ 100,000 à 15#.....	1,500,000
<i>Chênevières</i> : 36,000 arpents à 15#.....	540,000
<i>Prés</i> : 243,000 arpents de prés à 10#	2,430,000
<i>Vignes</i> : 100,000 arpents de vignes à 7#.....	700,000
<i>Bois</i> : 854,000 arpents de bois à 7#.....	5,978,000
<i>Terres</i> : Trois millions à 2#.....	6,000,000
<i>A reporter...</i>	20,148,000#

(1) *Tableau des propriétés foncières, des principales productions, de la popu-*

	<i>Report</i>	20,148,000#
Ajouter le produit des domaines contrôle, mon-		
tant à		1,115,000
		<u>21,263,000#</u>

Tous les citoyens seraient débarrassés des aides, gabelles, tabac, traites dont la charge et la gêne sont plus lourds que l'impôt, même indépendamment du bénéfice qui résulterait de l'affranchissement des frais de régie et du gain des fermiers, régisseurs et traitants.

Fait et arrêté en l'assemblée, ce 8 mars 1789.

Pierre FORMÉ, C. GIRAUX, Claude GOUGELET, Nicolas
VARLET, J. PIERRAT, etc.....
RENAUT.

(18 signatures.)

lation et des contributions de la province de Champagne. (Assemblée provinciale de Champagne, ouv. cit. : séance du lundi 19 novembre 1787, page 24.)— Ce rapport très détaillé montre « dans la province de Champagne un territoire « qui, réduit en arpents, mesure de Paris, offre une superficie de 4,130,915 arpents, lesquels divisés suivant la nature de leurs productions donnent :

« En jardins et chènevières.....	35,752 arpents.
« En prés	243,248 —
« En vignes.....	100,996 —
« En bois	854,091 —
« En terres labourables	<u>2,896,828 —</u>
« EN TOTALITÉ.....	<u>4,130,915 arpents.</u>

« Le produit annuel de tous ces fonds était porté, en 1782, à une valeur de « vingt millions ; en 1787, à dix-neuf millions, la perte des bestiaux que la « Champagne a faite pendant les années 1784 et 1785, ayant ralenti la culture « des terres. »

Le même tableau présente le détail de la population répartie dans 26 villes et 2,200 bourgs ou villages et qui, d'après l'état de 1774, était de 789,734 habitants et, d'après celui de 1782, 800,000 habitants, « ce qui supposerait « dans le cours de huit années un accroissement d'un sur quatre-vingts ou « environ dans la population ; l'état de 1787 la montre au même point où elle « était en 1782 »..... « Le nombre de feux, en 1774, était porté à 196,831... « dont 192,723 pour le Tiers état ; le tableau de 1782, ainsi que celui de 1787, « en offrent 200,000. » — On trouve encore d'autres renseignements très intéressants sur le rapport des terres, le nombre de laboureurs, de bestiaux, le détail des impositions, etc.

CONDÉ-SUR-MARNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Condé-sur-Marne (1) était composé de 135 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-François JANVIER, échevin en la justice de Condé-sur-Marne pour l'absence du juge ordinaire, assisté du greffier de la justice. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à cette réunion. Au bas on lit les signatures de Cochut, Nicolas Croisy, Cœurdroit, Beaudier, Charles Croisy, Simon Pérard, Jacquet, J.-B. Pérardel, Jean-Pierre Gourdier, Renaudin, Gougelet François Lecœur, Valentin, Gougelet, Simon-Adrien Cochut, Jacob, Guérin, Gougelet, Vise, Delacour, Jacques Pérard, Toussaint, Gardet, Richard Renaudin, Remy Hardy, Remy Pérard, Marchand, Coutier, Remy-Auguste Hardy, C. Cœurdroit, Dumanget, Decanois, Cœurdroit, Louis Hardy, Jean Hardy, Théodore Jacquet, Nicolas Lecœur, Mestrude, Pierre Duthilien, Jean Marchand, Joseph Bossu, Claude Cœurdroit, Appert Toussaint, de Saint-Martin, Parent, D. Vallois, Nicolas Harlin, Valtonvert (?), Jean Villanfin, Delacour, Claude Dehecq, Jean-Pierre Cochut, Simon-Joseph Detré, Melisien (?), Adrien Grangé, Hardy, Jacquet, procureur fiscal, Millet, Bertrand, Portelet, Dehecq, Nicolas Parent, Charles Parent, et quelques autres signatures illisibles. — Les députés furent Jean-François JANVIER, échevin en la justice et président de l'assemblée, et Jean-Joseph DEHECQ, syndic municipal.]

(1) *Arch. de la Marne* *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 139. Cahier, dossier c, pièce 59 : 18 pages numérotées en haut par Janvier, mais non paraphées ; visa de Thomas).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 575 et 576 : Administration de la communauté : comptes des syndics ; écoles, église et presbytère. — C, 951 et 2169 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1045 : Vingtièmes. — C, 1122 : Aides et gabelles. — C, 1597 : Corvées. — C, 1745 : Navigation de la rivière de Marne. — C, 1832, 2074, 2076, 2125 : Travaux à l'église, au presbytère et au pont. — C, 1955 : Incendie de 1736. — C, 1971 : Inondations de février 1784. — C, 2969 : Ordonnance de l'intendant pour la police rurale. — E, 1022 : Titres de propriété ; — etc.

— Condé-sur-Marne appartenait à l'élection d'Épernay ; aujourd'hui elle fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 133 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 213 hommes, 220 femmes, 41 garçons et 34 filles, soit 508 habitants.

CAHIER

*Plaintes et doléances des habitants et communauté
de Condé-sur-Marne.*

Le village de Condé est composé de cent trente-cinq feux taillables, et sa population de cinq cents personnes (1).

Le sol du territoire est médiocrement bon, il contient environ 2,400 arpents, tant terres que prés, qui sont possédés au moins pour moitié entre des ecclésiastiques et privilégiés, et le surplus par les habitants qui, entre eux, ne sont pas même propriétaires de cent quarante fauchées de prés.

Indépendamment du peu de possessions qu'ont les habitants et dont le plus grand nombre ne sont que des journaliers et manouvriers qui n'en ont aucunes ; cependant ils ne laissent pas de rendre à l'État, année commune, au moins quinze mille livres, outre les droits seigneuriaux et autres charges de la paroisse qu'ils sont obligés d'acquitter. Le tableau qui suit en va donner la preuve :

Les tailles et capitations sont de.....	4,800# »
Les vingtièmes et sols pour livres, distraction faite des privilégiés.....	1,100 »
Contribution représentative de la corvée.....	800 »
Il se consomme annuellement 6,000# de sel à raison de 15 sols la livre à cause des frais que les habitants sont nécessités de faire pour se le pro- curer à Châlons où ils se trouvent éloignés de quatre lieues, ce qui produit un capital de.....	4,500 »
Il se consomme de même au moins 600# de tabacs, à raison de 3# 16 ^s la livre, ce qui produit encore un capital de 1900#, ci.....	1,900 »
Les droits domaniaux forment aussi un objet annuel de 1,200#, ci.....	1,200 »
Les frais de garnison et autres pour le recou- vrement des impositions royales se portent de même à 60#, ci.....	60 »
<i>A reporter.....</i>	<i>14,360# »</i>

(1) La note précédente montre que le recensement de 1773 donnait le même résultat.

<i>Report</i>	14,360# »
La communauté paie encore 24# chaque année à quoi se porte son abonnement, avec les aides, pour le bac qu'elle est obligée d'entretenir sur la rivière de Marne, pour l'exploitation de ses possessions au-delà de cette rivière, ci.....	24 »
Et 5 livres 10 sols pour les vingtièmes d'un bénéfice qu'on suppose qu'elle tire de ce bac, tandis qu'il est prouvé que, loin d'en tirer aucun, elle est obligée de payer, au conducteur du bac, huit sols par chaque feu, pour le droit de passage pendant les six mois que ce bac est tendu (1), ci..	5# 10 ^s
Les droits d'aides sur le détail des vins qui se consomment dans la paroisse de Condé se portent au moins, chaque année, à mille livres.....	1,000 »
TOTAL DES SUBSIDES	15,389# 10^s

Indépendamment de ces charges exorbitantes pour un aussi petit nombre d'habitants et de propriétaires de biens, il faut encore prélever sur leurs productions la dîme ecclésiastique qu'on évalue à une somme de quatre mille cinq [cents] livres..... 4,500 »

La nécessité où ils sont d'entretenir le bac dont on vient de parler les a, depuis deux ans, constitués dans une dépense de deux mille livres qu'ils ont empruntées pour l'achat d'un nouveau bac et pour laquelle somme ils ont constitué cent livres de rente au prêteur, ce qui devient une surcharge pour eux jusqu'à ce qu'ils en puissent effectuer le remboursement du capital, ci..... 100 »

A reporter..... 19,989# 10^s

(1) Malgré la construction d'un pont ordonnée en 1759 (*Arch. de la Marne*, C, 2076), la communauté était obligée d'entretenir le bac, ce contre quoi les habitants protestent dans cet article et dans les suivants. — Voir : arrêt du Conseil du 10 mars 1771 portant règlement sur les péages et bacs du royaume ; — autre arrêt du 4 juillet 1774 concernant la police des bacs ; — États des bacs de la généralité ; correspondance touchant les droits (*ibid.*, C, 1736 à 1738).

Report 19,989 #10⁴

Les habitants, loin de porter ici un produit annuel de leur bac, sont obligés à son entretien et de payer au conducteur, par chaque année, huit sols par chaque feu, pour le droit de passage au-delà de la rivière ; ainsi, l'entretien annuel joint au droit de passage, devient encore une autre surcharge pour eux qu'on ne peut évaluer à une moindre somme de trois cents livres, ci

300 »

Enfin, le territoire de Condé est grevé d'une redevance seigneuriale de quarante-huit septiers de grains, mesure de Reims (1), moitié seigle et moitié avoine, laquelle, jointe aux autres menus droits seigneuriaux (2), peut être évaluée, année commune, à cinq cents livres, ci

500 »

Les habitants observent que, pour acquitter les charges de leur communauté, ils ont été nécessités de convertir une partie de leur pâture commune ou prés, et, par ce moyen, de réduire le nombre de leurs bestiaux, n'ayant aucun revenu pour subvenir à ces charges, ce qui leur a causé le plus grand dommage par le défaut d'engrais, et, par une suite nécessaire, une diminution considérable dans la production de leurs propriétés (3). Outre que, depuis deux à trois ans, il vient d'être établi une grande route de Louvois à Châlons, pour la construction de laquelle on a traversé les meilleures terres du terroir, sans qu'ils en aient été indemnisés, ni qu'il leur ait été fait la moindre

A reporter 20,789 #10⁴

(1) Voir le glossaire.

(2) Des contestations surgirent entre la communauté et les religieux de l'abbaye de Saint-Remy de Reims, seigneurs du lieu, au sujet des droits exigés par eux et surtout des corvées et frais de curage du ruisseau de Condé que ceux-ci voulaient imposer aux habitants. (*Arch. de la Marne*, C, 575.)

(3) L'aliénation d'une partie des usages communaux avait été prescrite en 1742 pour payer les importants travaux de l'église et du presbytère (1740-1769 : devis, détail des travaux, rôles des sommes à lever ; adjudication : *Arch. de la Marne*, C, 832). — Cette mesure fut ordonnée malgré l'opposition d'une partie des habitants appuyée par le cardinal de Gesvres, abbé de Saint-Remy de Reims, seigneur de Condé-sur-Marne (*ibid.*, C, 575).

Report 20,789* 10'

déduction sur leurs impositions, quoique cette route leur fasse un tort réel de 20 arpents de terrain au moins, indépendamment de la gêne dans laquelle les habitants se trouvent de ne pouvoir parvenir à conduire les engrais sur leurs terres sans être obligés de franchir des fossés ou de chercher des passages au loin pour y arriver (1).

TOTAL DES CHARGES que supportent les habitants . 20,789* 10'

On voit par ce tableau, qui est dans la plus exacte vérité, que la masse des charges annuelles que supporte la paroisse de Condé, sans y comprendre les accidents, est de vingt mille sept cent quatre-vingt-neuf livres dix sols, laquelle, répartie entre les 135 feux qu'elle comprend, leur donne à chacun, l'un dans l'autre, une contribution de 155 livres.

On ne peut se refuser de convenir que cette masse est exorbitante et que chaque habitant n'en peut supporter sa portion sans éprouver des frais qui augmentent ses peines. D'où il résulte que les personnes les plus aisées sont forcées de venir au secours de leurs malheureux concitoyens qui languissent dans la plus profonde indigence et la plus extrême pauvreté.

Les habitants du village de Condé, dans la vue d'alléger leur fardeau, proposent à l'administration les articles qui suivent :

1. — Que ceux des impôts qui ne frappent que sur la propriété de leurs biens, tels que les tailles et vingtièmes, soient convertis en un impôt territorial qui sera perçu en nature dans les champs, sur tous les héritages, de quelque nature qu'ils soient, sans aucune distinction d'ordre, ni de privilège, cette forme de perception étant la plus simple et la moins dispendieuse à l'État. Mais, comme cette perception ne pourrait

(1) *Arch. de la Marne, C, 1576 et 1711* : Travaux des routes de 1780 à 1791 ; chemin de grande communication n° 4, de Châlons à Louvois : devis et estimation des ouvrages à exécuter pour construire la route de Châlons à Louvois par Saint-Martin-sur-le-Pré, Recy, Juvigny, Vraux, Aigny, Condé et Tours-sur-Marne ; total de la somme approximative : 22,382 livres 14 sols. Le devis est dressé par le sous-ingénieur de Clossets (1781). Correspondance y relative.

s'appliquer aux bois, étangs, clos et jardins, ni aux moulins, la paroisse croit devoir proposer : 1° Qu'il soit imposé sur chaque arpent de bois et étang, une somme annuelle qui sera arbitrée dans la même proportion que l'impôt territorial ; 2° Qu'il soit de même pour une imposition en argent sur les maisons, clos et jardins, à raison de leur étendue et dont l'évaluation sera égale à celle des meilleures terres de ladite paroisse ; 3° Que les moulins et autres usines soient également imposés à raison du prix de leur location ou de leur produit à dire d'experts ; 4° Et que les impositions pécuniaires soient payées à des époques déterminées, entre les mains du fermier de l'impôt territorial ; et, afin que ceux des habitants qui font un commerce quelconque, ou exercent quelques professions, arts ou métiers, et qui n'ont aucune propriété dans la paroisse, ne puissent se soustraire aux charges publiques, qu'ils soient imposés à une capitation personnelle ou industrie, dont la quotité sera répartie à raison de leurs facultés et de leur commerce.

2. — L'énormité des droits d'aides qui grèvent la production des vignes voisines et qui apportent des entraves inouïes au commerce des vins qui est leur seule production (1), en fait solliciter la suppression avec la plus vive instance. C'est pourquoi la communauté propose leur conversion en une prestation en nature qui serait perçue comme on vient de le dire ; et à l'égard des droits de détail des vins qui se consomment dans la paroisse, après avoir pris la connaissance de leur produit pendant dix années, il serait facile de les admodier moyennant une somme d'argent dont la communauté conviendrait avec le fermier de l'impôt territorial, et alors elle exercerait ce droit d'après une loi qui serait donnée à cet effet. Il en pourrait être usé de même dans toutes les paroisses où il n'y a pas de vignes et, moyennant cette conversion, on éviterait des frais de régie considérables qui tombent toujours sur les consommateurs du dernier ordre, les deux autres en étant affranchis.

3. — Le sel, quoique nécessaire à la subsistance du peuple, est encore un autre impôt pour lui, qui a été successivement augmenté sans aucune loi. Les habitants en demandent la

(1) Une partie du terroir avait été de tous temps plantée en vignes : l'abbaye de Saint-Basle possédait, dès 1208, un pressoir banal dans le village. (D^r MAILLIART : *L'Abbaye de Saint-Basle*, ouv. cit., page 72.)

réduction au prix marchand, et ils se flattent que cette diminution se trouvera suffisamment compensée par l'augmentation de consommation et la plus exacte répartition de l'impôt et [au cas] où les besoins de l'État exigeraient en ce moment de conserver celui qui existe sur le sel, qu'il soit au moins réduit à moitié, et que la distribution s'en fasse tous les jours et à toute heure de la semaine.

Les habitants observent qu'à Châlons, où ils sont obligés de lever le sel nécessaire à leur consommation, les officiers chargés de la distribution se donnent la licence de ne le délivrer qu'à certains jours, et non avant trois heures de l'après-midi, ce qui les oblige, surtout en hiver, de coucher à l'auberge, et les empêchent de pouvoir être rendus à leurs travaux avant le midi du lendemain. C'est pourquoi le sel leur revient à 15 sols la livre au moins (1).

4. — La complication et l'arbitraire perception des droits domaniaux exigent la plus prompte réforme. Les contrôles ayant été établis pour assurer la date des actes, méritent d'être conservés. Mais, comme les qualités des parties, non plus que l'objet de leurs conventions, ne doivent pas être un motif pour donner lieu à la perception d'un droit que la cupidité des traitants a, jusqu'à présent, fait varier à leur gré, il serait à désirer que le droit en soit déterminé à dix sols pour tous les actes quelconques, sans avoir égard aux sommes qu'ils contiendront, et qu'il ne dépende plus de l'opinion des commis établis à la perception.

A l'égard des droits de centième denier, il serait pareillement à désirer qu'ils soient réduits à moitié jusqu'à l'entière libération des dettes de l'État, et, surtout, que le contribuable soit déchargé de toutes recherches lorsque l'acte présenté aura été insinué.

5. — Le commerce en général, qui fait toute la richesse de la France, mérite la plus singulière protection. C'est pourquoi la communauté demande qu'il lui soit accordé la plus entière liberté dans tout le royaume. Qu'à cet effet, les barrières soient reportées aux extrémités des frontières, et que les marchandises nationales soient exemptes de tous droits de sortie.

A l'égard du commerce des grains, comme cette denrée est

(1) Voir la table et le glossaire.

de première nécessité, il est intéressant qu'il soit libre dans l'intérieur du royaume ; et, pour le faciliter autant que possible et en diminuer le prix, que les règlements généraux de police soient maintenus, que les droits de stellage, minage (1), et autres qui se perçoivent dans les foires et marchés, soit qu'ils appartiennent au Roi ou à des seigneurs particuliers, soient et demeurent abolis pour toujours.

6. — La contribution représentative de la corvée augmente singulièrement les charges des habitants, sans pouvoir suffire à l'entretien des grands chemins. Le seul moyen de les soulager et de mettre cette contribution à la charge de ceux qui en tirent le plus d'utilité, c'est d'établir, sur les grandes routes, des barrières, ainsi qu'on le pratique en Flandre et dans les provinces des Pays-Bas (2). Et, où ce projet éprouverait quelques difficultés et qu'on soit obligé de conserver cette contribution, au moins qu'elle soit supportée également par tous les sujets du Roi, sans distinction d'ordre, ni de privilège, et nonobstant tous concordats et traités quelconques.

7. — Indépendamment des avantages que la paroisse de Condé espère qu'il résultera de leurs projets, ils présument que leur exécution dépend principalement de l'érection de la province de Champagne en pays d'États, et ils demandent que son organisation soit conforme à celle de la province du Dauphiné.

Puisque Sa Majesté permet à ses sujets de lui présenter des moyens de pourvoir et subvenir aux besoins de l'État, ainsi que tout ce qui peut intéresser la prospérité de son royaume, la paroisse de Condé-sur-Marne croit devoir faire les propositions générales qui suivent :

RELIGION

1. — L'indépendance de la couronne et le bien de l'État réclament contre l'usage abusif dans lequel on est, en France, de verser annuellement des sommes immenses entre les mains d'une puissance étrangère pour acquitter une contribution désastreuse connue sous le nom de droit d'annates. Les habitants demandent que l'article 2 de l'ordonnance d'Orléans du mois de

(1) Voir le glossaire et la préface.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53. — Sur les barrières en Flandre et au pays de Liège et les droits qui y étaient perçus. (*Arch. de la Marne*, C, 2604.)

janvier 1560 (1), soit exécuté et que les dispositions du Concordat soient réformées en conséquence ; qu'on ne soit plus obligé de s'adresser en cour de Rome pour l'obtention des provisions des bénéfices, ni des dispenses de mariage, et que le privilège en soit conféré aux archevêques et évêques diocésains qui seront tenus de les accorder gratuitement.

2. — Le bien et le salut de l'État exigent que les mœurs soient précieusement conservées. Et, comme tout dépend de la bonne ou mauvaise éducation que les citoyens ont reçue, il est intéressant d'obliger les maisons religieuses de l'un et l'autre sexe d'instruire gratuitement la jeunesse dans les vérités du christianisme ; en ce faisant, elles se rendront utiles à l'humanité et elles rempliront, d'ailleurs, une tâche d'autant plus avantageuse à la société qu'elle se reporte aux motifs qui en ont déterminé leur établissement.

A l'égard de celles des maisons qui, par l'austérité de leur règle, ne pourraient s'occuper de ce devoir ou qui ne voudraient pas s'en acquitter par elles-mêmes, il conviendrait de les obliger d'entretenir des frères et sœurs des écoles chrétiennes ou d'établir des maîtres et maîtresses d'écoles approuvés de ceux qui en ont le droit.

3. — Le caractère dont les ministres de la religion sont revêtus, et le respect que tout chrétien doit avoir pour les sacrements qu'ils administrent, conduisent à demander la suppression de tous les droits à eux accordés et connus sous le nom de *droit d'étole* (2). On ne peut disconvenir qu'il est indécent d'accorder une action à un prêtre qui aura célébré une messe, administré les sacrements, récité quelques prières, ou fait quelques cérémonies religieuses. S'il est indigne à un juge de recevoir aucuns honoraires par ses mains pour avoir rendu la justice, combien, à plus forte raison, l'est-il à un prêtre pour

(1) *Ordonnance générale rendue sur les plaintes, doléances et remontrances des États assemblés à Orléans.* (Orléans, janvier 1560, enregistré au parlement le 13 septembre 1561 : Clergé : art. 1 à 29 inclusivement. — ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, ouv. cit., tome XIV, page 63.) L'article 2 de cette ordonnance portait que « tous transport d'or ou d'argent hors de notre royaume et « payemens de deniers sous couleur d'annate, vaquant ou autrement surseolent et cesseront à peine du quadruple contre ceux qui contreviendront « à cette présente ordonnance ». Mais ces défenses furent levées par édit du 10 janvier 1561. (Voir *Concile de Basle*, sess. 11.)

(2) Le *droit d'étole* est cité parmi les droits « prétendus fonciers » que le décret du 20 août 1792 déclare « simplement rachetables ».

exiger l'émolument du saint sacrifice de l'autel ; la vénération que l'on doit à la religion sollicite absolument cette suppression, en chargeant les décimateurs ou ceux qui posséderont la dîme, à donner une honnête subsistance aux ecclésiastiques afin qu'à l'avenir un droit aussi odieux soit à jamais proscrit.

4. — La dîme ecclésiastique ayant eu pour objet la subsistance des prêtres et l'entretien des temples, il est nécessaire de la rapporter à son institution primitive, en chargeant les décimateurs de l'entretien des églises et presbytères à la décharge des communautés, sans distinction de nef, chœur ni casuel (1).

POLITIQUE

Le Tiers état, qui est le nerf de la société, et que des temps de ténèbres ont exclu des grades militaires, est une flétrissure à cet ordre qui n'a de source que dans l'origine du gouvernement féodal et qui détruit toute émulation. Il est donc d'une absolue nécessité que toutes lois concernant cette exclusion (2), soient réformées, et que tous les sujets du Roi, indistinctement, soient élevés aux grades militaires, à raison de leur mérite et de leur ancienneté dans le service, étant juste que, puisqu'ils versent également leur sang pour la gloire de l'État et le salut de la patrie, ils participent, avec le second ordre, aux honneurs que leur valeur leur aura mérité.

Il en doit être de même de tous les individus, en général, dans les autres emplois ; leur naissance ne doit pas influencer à les faire rejeter d'un office, ou de l'exercice d'un état et emploi quelconque qui n'est dû qu'à leurs talents et à leur probité. C'est le plus sûr moyen d'entretenir une noble émulation parmi les citoyens de Tiers état, aussi précieux au souverain comme les deux autres ordres.

JUSTICE

Il s'est introduit, dans l'administration de la justice, des abus auxquels il est important de remédier et, pour y parvenir, on croit :

1^o Que la vénalité des charges doit être supprimée, et qu'au-

(1) Voir les dossiers : *Arch. de la Marne, C, 1832, 2074, 2076 et 2125* cités, et note du procès-verbal.

(2) Voir le cahier de Châlons-sur-Marne, page 18. •

cun ne soit élevé à la dignité de juge, ni admis à posséder aucun office de judicature qu'autant que, par ses qualités et ses mœurs, il aura mérité la confiance de ses concitoyens ;

2° Que la justice soit rendue gratuitement sans que les juges puissent recevoir aucunes épices, ni émolument quelconque, et qu'ils soient tenus de motiver leurs sentences et jugements ;

3° Qu'il n'y ait plus, dans le royaume, qu'une seule juridiction ; que tous les tribunaux d'exception soient supprimés et réunis aux bailliages royaux, à qui il soit formé un arrondissement le plus à proximité de leur établissement sans distinction de coutumes ;

4° Que les sièges royaux soient composés de sept juges, et que leurs sentences soient exécutoires par provision jusqu'à la somme de mille livres ;

5° Que les droits de greffe, petits scels et autres qui se perçoivent dans les justices royales soient supprimées et, si les besoins de l'État n'en permettent pas l'entière suppression, qu'ils soient au moins réduits à moitié ;

6° Que, dans chaque province, il soit établi une cour souveraine pour juger les appels royaux ;

7° Que, pour terminer les différends de peu de conséquence entre les sujets du Roi, les juges seigneuriaux au nombre de trois, choisis dans l'ordre des avocats plaidants, puissent juger en dernier ressort jusqu'à la somme de cinquante livres, sauf l'appel pour sommes plus conséquentes ;

8° Qu'il ne soit plus employé ni papier ni parchemin timbré, et toutes grosses d'écritures supprimées ;

9° Que, pour mettre les juges en état de pouvoir rendre la justice gratuitement, ils soient salariés honnêtement par la province et les seigneurs.

10° Que les offices d'huissiers-priseurs dernièrement créées soient supprimées (1), ces charges étant devenues un nouvel impôt à l'État qui peut se convaincre que les titulaires sont déjà remplis plus de trois fois du montant de leurs finances, par l'énormité des frais et des droits qu'ils perçoivent, indépendamment de la gêne qu'ils procurent au public, de ne pouvoir faire priser, ni vendre ses meubles que par eux ;

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

11° Supprimer la juridiction des trésoriers de France et chambre du domaine, la réunir aux sièges royaux. Cette juridiction étant absolument inutile et à charge à l'État par les privilèges dont jouissent ses officiers (1) ;

12° Supprimer également tous les privilèges accordés à une foule d'officiers commensaux qui, à raison de leurs exemptions, surchargent d'autant les malheureux taillables qui n'ont jamais été déchargés de leurs impositions ;

13° La juridiction des eaux et forêts est encore une de celles qui doit éprouver la suppression : surtout si on considère les frais énormes et les droits excessifs qu'elle perçoit tant sur les bois du Roi que sur ceux des particuliers, ce qui en diminue singulièrement le produit. Il conviendrait de réunir la police et la conservation des bois aux bailliages royaux qui l'exerceraient sans frais ;

14° Le génie et les ponts et chaussées sont encore d'autres sangsues de l'État qui énervent les communautés et les rendent esclaves de leurs propriétés qu'elles ne peuvent faire construire ni réparer sans leur attache. De là les devis, les plans, les adjudications judiciaires d'ouvrages et des réceptions, que les paroisses, exténuées d'ailleurs par une multitude d'impositions de toute espèce, sont obligées de se cotiser à raison de leurs facultés. Et encore, si ces plans et devis ne sont pas faits de l'autorité du commissaire départi, celui-ci leur refuse son ordonnance afin d'impositions ; d'où il résulte que ces malheureux sont forcés de se priver du nécessaire pour payer, de leurs propres deniers, le prix des ouvrages que la nécessité des circonstances les a contraint de faire faire (2) ;

15° Les revenus des communes des paroisses leur appartenant, il semblerait juste que les habitants en usassent à leur gré. Cependant, on exige qu'ils en rendent compte aux subdélé-

(1) Cf. *Édit du Roi enregistré au parlement et chambre des comptes le 23 mars 1673, rétablissant la juridiction des trésoriers de France.* — *Déclaration du Roi du 12 juillet 1770, portant confirmation des privilèges des trésoriers de France.* (*Recueil d'édits, arrêts, ordonnances, lettres patentes, etc.*, 1767 à 1783, recueil in-4°, 13^e vol., Bibliot. de Reims, N., 2301.) — Voir aussi GUYOT : *Répertoire, etc.* (1785, 17^e vol., page 287). — *Mémoires sur les privilèges et les fonctions des trésoriers de France*, imprimés à Orléans en 1743 et cités par Guyot : *Traité des droits* (1787, 3^e vol., page 258).

(2) Voir ci-dessus : travaux au pont, à l'église et au presbytère ; plaintes des habitants. (*Arch. de la Marne, C, 2076.*)

légus des intendants de province. Ces comptes coûtent ordinairement 20 livres, tant pour l'officier à qui il est présenté qu'à son greffier ; outre la dépense du rendant et celle de six habitants au moins qui l'accompagnent, qui, lorsqu'ils sont éloignés de cinq à six lieues de la subdélégation, sont forcés d'y séjourner ; tellement, que ces comptes coûtent toujours au moins 40 livres chaque année à la paroisse ; tandis que les officiers municipaux pourraient les arrêter sans frais, étant plus à même que personne de connaître les revenus et les charges de leur communauté (1) ;

16^e La fameuse question de l'allodialité de la coutume de Vitry qui, depuis sa rédaction, a occasionné tant de procès par la diversité des opinions et des arrêts qui l'ont jugé tantôt pour, tantôt contre, et qui a ruiné nombre de familles, mérite que le tribunal respectable de la nation assemblée, la confirme dans le franc-alleu dont cette coutume a été caractérisée, et qu'elle lui donne la sanction nécessaire pour qu'à l'avenir il n'y ait plus de doute sur son allodialité. Mais, comme les droits prétendus à la faveur de la non-allodialité tiennent plutôt de l'esclavage et de la servitude que de la liberté et du consentement, il serait à désirer que tous les droits qui tendent à asservir et humilier l'humanité, et qui sont l'ouvrage de la violence et de l'usurpation, soient anéantis et qu'il ne puisse être perçu aucun desdits droits, à moins que les titres de concession ne soient représentés à ceux à qui ils seront demandés (2).

(1) *Arch. de la Marne*, C, 575 et 576 : Exposé des syndics devant le bailiage d'Épernay (1766-1788) : pièces justificatives de ces comptes.

(2) La question de l'allodialité de la coutume de Vitry, qui avait souvent provoqué de graves conflits entre les seigneurs et les communautés d'habitants, donna lieu à la convocation d'États provinciaux tenus à Vitry-le-François en 1744. Mais cette assemblée ne fixa point d'une manière définitive sur cette franchise, l'interprétation de la coutume, car en 1760, le parlement de Paris, par arrêt rendu le 2 mars, sans juger si les héritages possédés par les habitants de Mairy-sur-Marne et régis par la coutume de Vitry étaient franc-alleu comme ils le prétendaient dans une instance contre le seigneur, ou tenus en censive, condamnait les habitants dudit Mairy à exhiber leurs titres et à passer déclaration au seigneur qui pourrait les contester et justifier des censives à lui dues. Le parlement, se fondant sur la multiplicité des arrêts qui avaient antérieurement prononcé en faveur de l'allodialité de la coutume de Vitry ou contre cette allodialité, ordonna qu'il serait fait un règlement sur cette matière. (Voir sur cette question *Le Journal des États tenus à Vitry-le-François en 1744 rédigé par Bertin du Rocheret et publié par Auguste Nicaise*. Châlons, imp. Martin, et Paris, Aubry, Durand et Dumoulin, 1864, in-12. —

FINANCES

Quelqu'énorme que soit la masse générale des impositions que supporte la France, néanmoins l'épuisement des finances et le déficit immense qui existe entre les revenus et les charges de l'État, exige une nouvelle forme d'administration qui préviene à l'avenir toute déprédation de la part des ministres.

Les habitants de Condé n'ont pas, à beaucoup près, assez de lumières pour en indiquer aucunes, et ils n'osent pas même essayer de faire, à cet égard, la plus légère observation ; ils désireraient seulement : 1^o Que la nation assemblée, connaissant les revenus et les charges de l'État, s'attache, avant toutes choses, à réduire les dépenses à la recette ; 2^o Que la France, une fois érigée en pays d'États, les aides supprimées et converties en un impôt territorial, et une foule d'autres droits abolis, on verra bientôt disparaître au moins cent mille personnes attachées à leur perception, et plus de cent quatre-vingt millions rentrer au trésor royal, qui sont destinés à la subsistance des traitants et de leurs commis ; 3^o Qu'il ne soit établi aucun autre impôt avant la réunion des nouveaux États généraux qu'ils désirent être convoqués tous les cinq ans, sans qu'ils puissent être prorogés ; et que, pendant cet intervalle, il subsiste une commission intermédiaire composée de représentants de chaque province, en tel nombre qu'il sera jugé convenable, lesquels seront pris dans les trois ordres, de manière, néanmoins, que le dernier soit en nombre égal aux deux autres réunis ; 4^o Que les fonctions de cette commission maintiennent l'exécution des lois relatives à l'impôt et provoquent les nouveaux règlements que les circonstances exigeront ; 6^o */sic/* (1)

Mémoire pour établir l'allodialité de la coutume de Vitry et éviter les surprises où l'on tombe souvent en confondant la coutume de Vermandois avec celle de Vitry et payant des ventes et droits qui ne sont pas dûs. Reims, Imp. Jeunehomme, s. d. in-f°. — Arrêt du parlement du 4 juillet 1729. — *Mém. important en faveur du franc-alleu de la coutume de Vitry pour les habit. de Damery et Cumières contre le S^r Levaillant, seig. de Damery.* Paris, J. Chardon, 1743. — *Discussion de la question du franc-alleu dans la coutume de Vitry pour les mêmes.* Ibid., s. d. — *Réfutation de l'écrit intitulé : disertation qui prouve que le franc-alleu ne peut être admis sans titre dans la coutume de Vitry, par M^e de Saligny, avocat.* Vitry, imp. Seneuze, 1747, in-f° de 94 pages ; — etc. Tous ces mémoires dans un recueil de la Bibliot. de Reims, N., 2,432.)

(1) Le paragraphe 5^o n'existe pas.

Qu'elle reçoive les plaintes et demandes des différentes provinces, et porte leurs réclamations aux pieds du trône pour leur transmettre les ordres de Sa Majesté ; 7° Et enfin, que, tant dans l'assemblée de cette commission intermédiaire, que dans les États généraux, les voix soient prises par tête et non par ordre, et que cette dernière forme ne cesse d'avoir lieu, qu'autant que la délibération n'intéressera qu'un ordre en particulier.

Telles sont les demandes que les habitants du village de Condé-sur-Marne croient devoir proposer pour leur bien en particulier et l'avantage de tout le royaume.

COCHUT, Nicolas CROISY, CŒURDROIT, BEAUDIER, Charles CROISY, JACQUET, PÉRARDEL, etc....

(65 signatures.)

CONGY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Congy (1) était composée de 135 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Georges-François LAGOUÉE, lieutenant juge ordinaire civil, criminel et de police de la prévôté de Congy, y demeurant. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la séance. Mais au bas on lit les signatures de Vignory, A. Bardy,

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 160. Cahier, dossier c, pièce 9 : 7 pages cotées et paraphées en haut et signées en bas par Lagouée ; visa de Thomas).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 577 et 2919 : Administration de la communauté : compte des syndics. — C, 943 : Impositions. — C, 1023 : Capitation. — C, 410 : Subsistances ; marché de Congy : droits sur les grains. — C, 363 : Épidémie. — C, 1589 : Corvées. — C, 1712 : Atelier de charité de Congy. — C, 1730 : Travaux de réparations des rues et chemins du village de Congy (1784-1786). — C, 1832 : Église. — E, 1002 : Droits féodaux ; — etc.

Arch. de la comm^{ne} de Congy : 1^{er} reg. de délibérations, du 1^{er} dimanche du mois de septembre 1788 au 31 janvier 1790.

— La communauté appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui elle fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 126 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 157 hommes, 169 femmes, 57 garçons et 64 filles, soit 447 habitants.

J. Billaudel, Louis Gé, J. Bertault, Boulanger, Claude Lebeigle, F. Remy, A. Collard, Remy Babiôt, Jean-Baptiste Lebeigle, P. Bausans, H. Desbœuf, Le Roy le jeune, J. Landréat, Gabriel Jompierre Remy Collard, Pierre-A. Cenel (?), Prix Crépin, J.-F. Moussy, Jean Batis, J.-Vincent Moussy, Joseph Boude, R.-G. Desbœuf, A. Jeanne, Guilgault, Gobin, Jean Lucien, Pierre Michel, Pierre Gé, Dupas, Claude Morlet, Louis Hadot, Antoine Lallement, Jean-Louis Genet, L. Moussy, Bruant, curé de Congy (1), Jean-Baptiste Lambert, Clergé, C. Laprun, Jacques Chenu, Mazouillier, Jean Foyer, et quelques autres signatures illisibles. — Les députés furent Jacques GUILGAULT et Pierre Gé.]

CAHIER

Doléances, plaintes et remontrances que font les habitants de Congy, en conformité de la lettre du Roi, pour la convocation des États généraux et réglemens y annexés, du 24 janvier 1789.

Possessions de biens. — Dans tous les lieux relevant du bailliage de Châlons, les deux tiers des biens-fonds appartiennent aux seigneurs, aux abbayes, prieurés, etc. (2).

Augmentation d'impôts et diminution d'iceux. — Les impôts, doublés depuis trente ans, ont mis les peuples dans l'impossibilité, non seulement d'en supporter de nouveaux, mais même de contribuer aux charges publiques, s'ils ne reçoivent une diminution.

Répartition d'impôts. — 1^o Et comme les besoins de l'État sont urgents, on ne peut opérer cette diminution que par une juste répartition sur tous les biens nobles, ecclésiastiques et de roture.

Perception d'impôts. — 2^o Qu'en simplifiant la perception des impôts.

Suppression des aides et gabelles. — 3^o Par la destruction des aides et gabelles dont les frais sont aussi onéreux à l'État qu'au peuple.

(1) Michel Bruant, âgé de 35 ans, prêta le serment sans réserve le 30 janvier 1791. (MILLARD : *Le Clergé du diocèse de Châlons*, 1^{er} vol., p. 138.)

(2) La communauté eut, avec ses seigneurs, de nombreuses contestations : le 3 juillet 1685, une transaction intervint entre Louis de Bellay, baron de Chevigny, seigneur de Congy, Courjeonnet, etc., lieutenant du Roi à Stenay, et les habitants du village, au sujet des droits féodaux (*Arch. de la Marne, E. 1002*) ; plus tard, d'autres procès, terminés aussi par des arrangements, furent engagés contre M. de Chazot et Cabanel, successivement possesseurs des terres seigneuriales de Congy (*ibid.*, C, 557).

Suppression des élections. — 4° Par la suppression des élections, les assemblées municipales pouvant s'imposer elles-mêmes, et comme c'est le point le plus important et le plus difficile dans l'exécution, porter une loi par laquelle tous propriétaires seraient obligés de faire une déclaration exacte de tout ce qu'ils possèdent, et, dans le cas de fraude, que les objets cachés soient confisqués, moitié pour les dénonciateurs, et moitié pour la province.

Suppression des corvées. — 5° Par la suppression des corvées, en établissant des barrières d'un lieu de communication à un autre sur les grands chemins.

Suppression des eaux et forêts. — 6° Suppression des maîtrises des eaux et forêts.

Suppression des gouvernements. — 7° Suppression des grands gouvernements et des gouvernements militaires.

États provinciaux. — 8° Établissement des États provinciaux dans notre province de Champagne.

Suppression des justices seigneuriales. — 9° Suppression des justices seigneuriales, vu que leurs officiers, nullement instruits du droit, commencent des procédures d'une manière si informe que, souvent, il arrive que, par les incidents qui en naissent, elles occasionnent la ruine des particuliers.

Destruction du gibier. — 10° Quoique les impôts soient portés au dernier degré et qu'aucun seigneur n'en paie, il n'est pas moins vrai que les cultivateurs se trouvent privés des fruits de leurs travaux, par une quantité prodigieuse de lapins et lièvres qui dévastent la majeure partie de leurs empouilles (1).

Pigeons. — 11° Que, d'un autre côté et dans l'instant des semailles, une partie d'icelles se trouve enlevée par les pigeons qui sont en trop grande abondance et que l'on ne renferme pas (2).

Abolition de la mendicité. — 12° Qu'il serait nécessaire d'empêcher la circulation des mendiants d'une paroisse dans une autre, et de s'occuper des moyens pour que chaque paroisse puisse être à même de les nourrir (3).

Suppression des huissiers-priseurs. — 13° Que la création des

(1) Voir le cahier de Cernon, page 125.

(2) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

(3) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 45.

charges d'huissiers jurés priseurs est absolument inutile, les hommes voraces qui en sont revêtus n'étant satisfaits qu'en pillant la veuve et l'orphelin ; nous pourrions, trop malheureusement, en citer beaucoup d'exemples (1).

Suppression du casuel. — 14° Qu'il serait nécessaire que le casuel des curés soit supprimé, qu'ils soient seuls décimateurs sur les terroirs de leurs cures et qu'ils soient tenus aux réparations de leurs églises et presbytères.

Suppression des porteurs d'ordres. — 15° Qu'il serait bon de supprimer les porteurs d'ordres du Roi ou de ses intendants, subdélégués ou autres, et en charger les correspondances des maréchaussées d'en faire les distributions dans chaque endroit de leurs tournées, gratis.

Tirage de la milice. — 16° Qu'il serait très nécessaire que la milice se tire dans chaque endroit de résidence de maréchaussée, afin d'éviter les grands frais et pertes de temps que les garçons sujets au sort sont obligés de faire, vu leur éloignement des subdélégations ou intendances (2).

Interdiction de charlatans et autres. — 17° Que la santé des malheureux habitants des campagnes étant un objet très précieux à l'État, il serait nécessaire de ne point accorder de privilèges ou permissions à aucuns charlatans qui fourmillent dans nos campagnes et les infectent de maladies (3) par l'administration de leurs mauvais remèdes, et qu'il serait encore nécessaire de ne point accorder de mêmes privilèges à tous rouleurs, vendeurs de chansons et autres, etc., qui viennent enlever l'argent des malheureux (4).

Jeux de hasard. — 18° Quoique Sa Majesté ait défendu les jeux de hasard par différents édits et déclarations (5), les offi-

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

(3) De récentes épidémies avaient désolé le village de Congy : une fièvre putride vermineuse, causée par la misère et la mauvaise nourriture, décima la population de 1770 à 1772. (*Arch. de la Marne*, C, 363.)

(4) Ces ambulants étaient surtout attirés à Congy par les quatre foires annuelles et le marché qui se tenait tous les jeudis. (*Arch. de la Marne*, C, 408.) A ce marché, un des cinq de l'élection de Châlons, on amenait beaucoup de froment et peu de seigle. Des « blavetiers » les enlevaient pour Montmirail, Orbais et autres lieux à quatre ou cinq lieues à la ronde. — On percevait, sur ce marché, un droit de hallage et un droit minage à raison de deux sols par septier.

(5) Notamment par l'ordonnance de janvier 1629 sur les assemblées de jeu (*ISAMBERT : ouv. cit.*, t. XVI, p. 265); l'ordonnance de décembre 1660 (t. XVII,

ciers de justice des seigneurs se donnent la licence d'enfreindre ces défenses, en permettant en public ou dans des maisons particulières, le commerce de ces jeux.

Fait et arrêté au lieu ordinaire de tenir les assemblées de la paroisse dudit Congy, tous les habitants y étant cejourd'hui 8 mars 1788, et ont, ceux qui savent signer, signé :

GUILGAULT, Louis HADOT, Remy BABIOT, A. BARDY,

DUPAS, etc.....

LAGOUÉE.

(48 signatures.)

Paraphé par nous, juge susdit, *ne varietur*, au désir de l'ordonnance ci-devant datée les jours, mois et an que dessus.

LAGOUÉE.

CONNANTRAY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Connantray (1) était composé de 50 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 6, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre-Charles-Henri LE CLERCQ, notaire royal du bailliage de Sézanne, résidant à Fère-Champenoise, ancien praticien exerçant en la justice de la prévôté de Connantray pour la vacance des officiers ordinaires de cette prévôté. — Le procès-verbal constate

p. 390) ; celles du 12 novembre 1731 (t. XXI, p. 367), 18 avril 1741 (t. XXII, p. 144), 7 mai 1749 (*id.* 223), 29 novembre 1757 (*id.* 275), 12 décembre 1759 (*id.* 297), 21 avril 1765 (*id.* 431), renouvelant les défenses des jeux prohibés ; la déclaration du 1^{er} mars 1781 (t. XXVI, p. 425), concernant les jeux défendus. — Un arrêt du parlement du 9 janvier 1789 venait d'ordonner que cette dernière déclaration du 1^{er} mars 1781 serait exécutée dans toutes ses dispositions, enjoignant aux officiers de police de rapporter des procès-verbaux pour constater les délits relatifs aux jeux prohibés où ils devaient indiquer les noms et qualités des joueurs. (*Ibid.*, t. XXVIII, p. 634.)

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b. pièce 161. Cahier, dossier c, pièce 152 : 11 pages cotées et paraphées par Le Clercq ; visa de Thomas).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 577* : Administration de la communauté : usages ; comptes des syndics. — *C, 843* : Impositions. — *C, 1589* : Corvées. — *C, 1832 et 2890* : Église et presbytère ; — etc.

— La communauté appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui elle fait partie du canton de Fère-Champenoise, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 49 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 91 hommes, 96 femmes, 15 garçons et 11 filles, soit 213 habitants.

la présence de Benoît Dardoise, syndic, Hilaire Landréat, greffier, Edme Landréat, laboureur, Hilaire Dardoise, laboureur, Quentin Pouphil, laboureur, composant la municipalité actuelle de Connantray ; — Claude Dardoise, Hilaire Landréat, Edme-Vincent Landréat, Joseph Pouphil, Jacques Landréat, Louis Crêt l'ainé, Claude Dardoise le jeune, Pierre Dardoise, Jean Pouphil, Louis Pouphil, Claude Férat, Louis Dardoise, Jean Charlot, Jean Férat, Pierre Gentil, François Fricot, Jean Brion, Jean Garnier, Louis Crêt le jeune, tous laboureurs ; Jean Marlé, manouvrier, Joseph Marguin, manouvrier, Jean Landréat, Hilaire Champy, Sébastien Férat, Pierre Champy, Henri Niquet, Claude Crêt, François Paillard, Nicolas Pouphil, Nicolas Férat l'ainé, Nicolas Férat le jeune, Jean Pouphil l'ainé, Armand Marlé, Jean Gentil, Charles Niquet, Jacques Férat, Antoine Niquet, Jean-Baptiste Simonot, Jean Brion, tous laboureurs et manouvriers. — Les députés furent Jean CHARLOT, procureur fiscal du lieu, et Benoît DARDOISE, syndic municipal, tous deux habitants Connantray.]

CAHIER

Cahier contenant les doléances, plaintes et remontrances des habitants de la communauté de Connantray

1. — Lesdits habitants sont situés dans un terroir des plus ingrats de la Champagne ; le village sépare le terroir en deux parties, dont l'une est remplie de côtes et hors d'état d'être labourée et cultivée (1).

2. — Le terroir produit 2,500 nombres (2) de seigle, la nombre contient 15 gerbes, ce qui produit 3,600 boisseaux.

3. — Pour semer un arpent il faut 3 boisseaux et on en emblave 600 arpents à trois boisseaux fait 1,800 boisseaux, reste 1,800 boisseaux pour vivre ladite commune le reste de l'année après les semailles faites jusqu'à l'autre moisson (3).

4. — L'avoine : il faut 4 boisseaux pour semer un arpent et en produit 8 boisseaux par arpent, à 600 arpents qu'on emblave, fait 2,400 pour l'une et 4,800 de produit, reste 2,400 (4) ; de ces

(1) Il y avait 900 arpents de terres labourables (mesure de Paris), et 1,500 de terres incultes. (*Arch. de la Marne, C. 430.*)

(2) Ancienne mesure agraire : se disait pour 12 gerbes dans certaines régions, pour 15 gerbes dans celle de Connantray ; il faut 3 nombres de blé pour faire un setier de grains. (*Dict^{es} de l'Académie, Godefroy, Larousse, etc.*)

(3) Le dénombrement de 1773 (*Arch. de la Marne, C. 430*), indique qu'à Connantray, on semait annuellement 1,870 boisseaux de seigle (mesure de Paris), ayant rapporté, cette même année 1773, 2,850 boisseaux.

(4) 2,550 boisseaux d'avoine semés en 1773 n'ayant produit que le même nombre de boisseaux récoltés, déduction faite de la semence. C'était alors la moyenne. (*Ibid.*)

2,400 il en faut 2,800 boisseaux pour vivre les 27 chevaux des laboureurs de la communauté, ce n'est qu'à deux boisseaux par semaine chaque cheval (1), partant il faut encore en acheter en ladite communauté.

5. — Froment : le terroir produit 100 nombres ; la nombre, composée de 15 gerbes, produit 150 boisseaux ; il en faut 60 boisseaux pour semer, reste 90 boisseaux à vendre (2).

6. — Sarrasin : il faut un boisseau pour semer un arpent, et en produit trois ; on en emblave 100 arpents, le produit est pour nourrir les volailles, etc. (3).

7. — On fait venir du chanvre, c'est pour faire du linge et autres nécessités corporelles.

8. — La communauté est composée de 50 feux dont il y a 25 laboureurs d'un cheval et un de deux (4), le reste est manouvriers et veuves.

9. — 50 feux dont la communauté est composée, à 90 boisseaux par semaine pour vivre fait : $50 \times 90 = 4,500$ boisseaux.

Après les semailles faites, il y en reste 1,800 boisseaux, partant, il faut en acheter 2,700 boisseaux à 3# le boisseau, le tout fait : $2,700 \times 3\# = 8,100\#$.

10. — Ladite communauté paie 1.412# de taille, 361# de dixièmes, 240# de corvées (5).

11. — Il faut trois voyages de bois chaque ménage, à 6# la voiture, fait 900#.

12. — L'entretien pour s'habiller et vêtir, à 25# chaque ménage, fait 1,200#.

13. — Pour entretenir les maisons, à 15# d'entretien par chaque année, fait : $15\# \times 50 = 750\#$.

14. — Les laboureurs, pour entretenir attelage et harnais, charrons, maréchaux, etc., à 30#, il y a 26 laboureurs, fait : $26 \times 30\# = 780\#$.

(1) 36 chevaux en 1773. (*Arch. de la Marne, C. 430.*)

(2) 102 boisseaux de froment semés en ayant rapporté 204 en 1773 et 153 année commune. (*Ibid.*)

(3) 255 boisseaux de sarrasin semés en ayant rapporté 510 en 1773. (*Ibid.*)

(4) 24 laboureurs d'après l'état de 1773. (*Ibid.*)

(5) En 1776, la communauté paya en taille, frais de collecte, accessoires et capitation : 1,383 livres de taille. — Au rôle de 1790, elle était portée pour 412 livres d'imposition principale et frais de collecte, 711 livres 5 sols 4 deniers d'accessoires, capitation et rejet, et 189 livres 12 sols 6 deniers pour prestation des chemins, ce qui donne 1,312 livres 17 sols 16 deniers pour 71 contribuables y compris alors trois anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne, C. 843.*)

15. — De plus, 340# de rente que la plus forte partie des habitants paie.

16. — Il faut acheter pour 24# de foin chaque laboureur, fait 624# parce que le terroir produit un peu de foin, mais le tout appartient au seigneur.

17. — 250# pour le maître d'école ; si quelqu'un meurt, il faut encore payer M. le curé, etc.

18. — Le sel, à une livre par semaine chaque ménage, fait 1.856# 15^f.

19. — Berger, qu'il faut payer de 300# auxquelles il faut la laine pour payer le berger, ainsi le profit est court.

20. — Également le gardien des bêtes à cornes ; il faut nourrir une vache toute l'année pour entretenir chaque ménage de beurre ; on ne fait aucun nourri pour engraisser parce qu'il n'y a point de pâturage (1).

21. — Il faut pour 200# de tabac chaque année.

22. — Il faut du vin et la viande pour l'ouvrage de la moisson.

23. — Les accidents et maladies qui surviennent.

Remontrances sur les plaintes et doléances ci-dessus :

Premièrement, il faut acheter 2,700 boisseaux de grains pour vivre, à 3# le boisseau, fait : 8,100#.

Grain	8,100#
Taille.....	1,412
Dixième.....	361
Corvée.....	240
Bois	900
Entretien d'habits.....	1,200
Entretien de maisons.....	750
Entretien pour labourage.....	780
Rente à payer.....	340
Foin à acheter.....	624
Maître d'école à payer.....	250
Le sel.....	1,856
Le berger à payer.....	300
Le tabac	200
	17,313#

(1) Le village possédait 73 bêtes à cornes et 243 moutons. (Dénombrement de 1773. Arch. de la Marne, C, 430.)

Ainsi, tout considéré, ladite communauté ne fait aucun trafic ni commerce, excepté quelques manouvriers qui vont dans les villages circonvoisins gagner quelques journées.

Ainsi la communauté ne peut vendre que 90 boisseaux de froment (1). Et il faut tirer la somme ci-dessus de 17,313*, et, en outre, de soutenir un procès intenté avec le seigneur depuis six ans, qui coûte considérablement (2).

Vu à ce que ladite communauté est chargée d'impôt, que le marc la livre monte comme dans le bon pays, demande l'impôt territorial, la diminution du sel et la suppression des commis.

Le présent cahier pour servir et valoir en temps et lieu que de raison.

Claude DARDOISE, Charles NIQUET, Pierre GENTIL, Joseph
POUPHIL, etc.....

LE CLERCO, juge, A. LANDRÉAT, greffier.

(25 signatures.)

COOLUS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Coolus (3) était composé de 15 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié « par Monsieur l'abbé Blanchard, chapelain de l'église de Notre-Dame de Châlons, desservant de Monsieur le curé », le 1^{er} mars 1789. — Le

(1) Adjudication des usages et comptes des syndics. (*Arch. de la Marne*, C, 577.)

(2) La communauté avait fait opposition aux lettres de terrier obtenues par Édouard-François Mouy, seigneur de Mœurs et de Connantray et receveur du grenier à sel de Sézanne. (*Ibid.*, C, 577.) Le seigneur avait aussi demandé et obtenu déjà de l'intendant (décision du 10 novembre 1779), l'annulation de l'adjudication des usages, prés et marais de Connantray du 20 mars 1778. — Chaque année il renouvelait son opposition aux mêmes adjudications et mettait la communauté en demeure de soutenir des procès fort coûteux. — La communauté ne possédait que 13 arpents de terres d'usage. (*Arch. de la Marne*, C, 430.)

(3) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 162. Cahier, dossier c, pièce 48 : 2 pages cotées et paraphées par Prieur, qui met sur la première page son visa et son même paraphe comme commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 578 : Administration de la communauté ; école ; usages ; comptes des syndics ; procès avec les seigneurs. — C, 846 et 943 : Impositions. — C, 1023 :

11 mars, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre-Louis PRIEUR (1), avocat en parlement, bailli de la justice de Coolus; — Le procès-verbal constate la présence de Remy Gallois, Claude Noël, Louis Dominé, Pierre-Louis Vallet, Nicolas Lorme, Louis Hotelin, Marin Charoit, « qui, tous, ont signé, à l'exception de Louis Hotelin, qui a déclaré ne le savoir ». — Les députés furent Claude NOËL et Pierre-Louis VALLET.]

CAHIER

Plaintes et doléances des habitants, corps et communauté de Coolus en Champagne, pour être présentées par Claude Noël et Pierre-Louis Vallet, qu'ils ont nommés pour leurs députés à l'assemblée qui se tiendra le 12 du présent mois en l'église du collège, à Châlons.

Les suppliants demandent qu'aux prochains États généraux les voix soient comptées par tête ;

Que les États généraux soient convoqués tous les trois ans ; qu'ils puissent seuls consentir les impôts et ses lois ; qu'il y ait une cour souveraine à Châlons ;

Que la vénalité des charges soit supprimée ; que la justice se rende gratuitement par les juges qui auront des appointements ;

Que la province de Champagne soit mise en États provinciaux comme ceux du Dauphiné ;

Que les lois civiles et criminelles soient réformées, surtout que les accusés aient un conseil ;

Que les aides, les gabelles, les traites de l'intérieur du royaume, les tailles, taillons, vingtièmes et accessoires de la taille soient supprimés ainsi que les huissiers-priseurs, les greffiers des experts, les droits de francs-fiefs et ceux qui se perçoivent sur les actes de justice ;

Qu'il soit fait un nouveau tarif du droit de contrôle, cen-

Capitation. — C, 1589 : Corvées ; route de Châlons en Bourgogne. — C, 1834 : Église et presbytère ; — etc.

— La communauté appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui elle fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 15 feux roturiers, et 2 ecclésiastique et noble. — Population : 35 hommes, 34 femmes, 9 garçons et 11 filles, soit 89 habitants.

(1) Voir notice biographique sur le futur député du Tiers état du bailliage, Pierre-Louis Prieur, à la préface.

tième denier et insinuation, si clair et si précis qu'il ne puisse être interpellé et dont la connaissance appartiendra aux juges ordinaires qui jugeront sans frais et sur simple mémoire les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution de ce tarif.

1^o Que ces impôts soient remplacés par un impôt territorial perçu en nature sur toutes les terres, prés, vignes, sans distinction de propriétaire, lequel droit sera perçu en argent, sur tous les autres biens-fonds qui ne produisent point de fruits.

2^o Par une capitation qui se percevra sur tous les capitalistes, banquiers, rentiers, commerçants, artisans et autres personnes qui ne tiennent aucuns corps, excepté les manouvriers de campagne et les journaliers des villes qui n'ont que leurs travaux pour vivre.

3^o Par un droit perçu par le Roi sur le sel aux salines, de manière que le sel rendu marchand ne coûte que six ou huit sols la livre.

4^o Par un droit sur tous les brevets de pensions, bénéfices et emplois, une fois perçu.

Que les sommes nécessaires pour la corvée se prennent sur les impôts, sans qu'il soit levé pour cela un droit particulier.

Que les droits de banalité soient supprimés ; que toutes les corvées soient rachetables en argent.

Enfin, que tous les impôts soient également supportés par les trois ordres de l'État (1) et que tous les abus qui se sont introduits dans toutes parties de l'administration soient réformés.

Arrêté les présentes doléances en l'assemblée des habitants de Coolus, aujourd'hui 11 mars 1789.

Louis DOMINÉ, Marin CHAROIT, Remy GALLOIS, Nicolas LORME, Claude NOEL, Pierre-Louis VALLET.

PRIEUR.

(7 signatures.)

(1) Au rôle des impositions de 1790 fut portée une somme de 1,815 livres pour 115 contribuables, parmi lesquels étaient compris les anciens privilégiés : le curé, le seigneur du lieu, de Gauville, les chanoines de l'abbaye de Tournai, l'hôpital de Châlons.

CORBEIL

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Corbeil (1) était composée de 55 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Cette communauté était convoquée par le bailli de Chaumont-en-Bassigny ; l'assignation fut donnée « le 1^{er} du mois par Denots, huissier royal au grenier à sel de Chaumont-en-Bassigny ». Mais le procès-verbal constate que « la paroisse de Corbeil « n'était point du bailliage de Chaumont, mais de celui de Châlons ; « que l'ordonnance de M. le bailli de Chaumont ne portait d'assigner « par devant luy que les paroisses où il avait la connaissance des cas « royaux, et comme ils ne sont pas de ce ressort, ils (les habitants) « pensent que c'est par inattention qu'ils y sont assignés ; pour quoy « ils n'entendaient point nommer de députés pour l'assemblée de « Chaumont, mais pour celle de Châlons qui doit se tenir le douze « du présent mois » (2). — Le 5 mars, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Baptiste SAVETIER, lieutenant en la justice et prévôté de Corbeil. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Parmentier, syndic municipal, M^e Jacques Gauthier, procureur fiscal, Louis-Pierre Vallet, Pierre Jacquemin, Jean Sauvage, municipaux, Pierre Thevenot, Pierre Piat, Nicolas Pierre, Jacques Chevreux, principaux habitants, Joseph Richez, François Jacquemin dit Posme, François Jacquemin l'aîné, Nicolas Hannier, Pierre Potelet, André Pron, Louis Charpentier, Jean-Baptiste Lorez, Étienne Pierré, Joseph Lesaint, Jean-Baptiste Mulot, Claude-François Pierre, Antoine Baillet, Pierre-Maur Laurent, Étienne Cousin, Antoine Lesaint,

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 169. Cahier, dossier c, pièce 67 : 4 pages cotées et paraphées par Savetier ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 578 : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — C, 847 et 941 : Impositions. — C, 430 : Situation détaillée de la communauté en 1773. — C, 1834 : Église et presbytère. — C, 2992 : Dénombrement général de la communauté en 1785 ; dénombrement des chevaux en 1788 ; état des biens fonds, droits, revenus et dîmes possédés à titre de bénéfice par les ecclésiastiques, fabriques, hôpitaux ou collèges sur le territoire de Corbeil, en 1787 ; — etc.

— Corbeil appartenait à l'élection de Bar-sur-Aube et suivait la coutume de Sens (voir le cahier de Cernon, page 123) ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Sompuis, arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 60 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 95 hommes, 97 femmes, 25 garçons et 27 filles, soit 234 habitants.

(2) Cependant, malgré cette indication du procès-verbal de Corbeil, défaut ne paraît pas avoir été donné contre cette communauté d'habitants à l'assemblée du bailliage de Chaumont-en-Bassigny qui l'aurait également citée. (BRETTE : *Recueil, ibid.*, t. III, p. 254.) — Le village de Corbeil et celui de Margerie-Haucourt formaient d'ailleurs une enclave dans le bailliage de Chaumont.

Jérosme Michelet, Nicolas Laurent, Antoine Parmentier, Jacques Lesaint, Jean-Antoine Pierre et Louis Procque, greffier, et encore, d'après les signatures du cahier : François Richez, Louis-Pierre Varnier, Pierre Baillet, Claude Lalire, A. Bruant. — Les députés furent Jacques GAUTHIER, procureur fiscal, et Jean-Baptiste SAVETIER, président de l'assemblée.]

CAHIER

Aujourd'hui, 5 mars 1789, les habitants et communauté de Corbeil, assemblés et convoqués en exécution de la sentence de M. le grand bailli de Chaumont-en-Bassigny (1) du 18 février dernier, à eux signifiée le 1^{er} du présent mois, après avoir pris communication et ouï la lecture de la lettre du Roi, portant convocation des États généraux du royaume du 24 janvier dernier et du règlement y annexé.

Ayant tout le respect possible pour Sa Majesté qui, par sa bonté, daigne assembler ses peuples pour le bien public, désirant les traiter en père et comme le meilleur des rois, en s'informant de leurs besoins et en les consultant sur tout ce qui peut faire le bonheur de l'État, croient ne pouvoir mieux répondre à ses intentions que de charger leurs députés de concourir, avec ceux du Tiers état et les membres des deux premiers ordres, à tout ce qui peut rendre la situation d'un monarque, qui doit être chéri de tous ses sujets, plus douce et plus tranquille, et à tous les Français une heureuse Constitution.

Impôt à la sagesse des députés. — Que nous, habitants du village de Corbeil, éloignés de la cour, nous ne connaissons les revenus et besoins de l'État que par les grands impôts que nous payons, ce qui nous donne lieu de croire que si toutes les provinces de la France y contribuent à proportion de nous, il faut, pour y subvenir, des sommes considérables et nous n'avons pas assez de connaissance (étant toujours occupés à notre travail de campagne pour pouvoir vivre et payer les impôts) pour donner des moyens efficaces, ce sera à la sagesse des députés, à cette assemblée si désirée, à s'en occuper : ils ont toute notre confiance.

Opiner par tête. — Cependant, nous donnons pouvoir à nos députés de demander à l'assemblée du bailliage de Châlons que les trois ordres convoqués se réunissent ensemble afin d'opiner

(1) *Sic.* — Voir note précédente.

par tête et non par ordre, qu'ils ne fassent qu'un seul cahier pour les trois ordres et qu'ils élisent ensemble leurs députés aux États généraux et que, pour prouver l'union des trois ordres, il soit élu un député du Clergé, ensuite un du Tiers état, après un de la Noblesse, et puis un du Tiers état, et nous considérons comme très important que ces trois ordres soient réunis afin de donner plus de force à leurs délibérations.

Députés prêteront serment. — Que les députés du bailliage de Châlons aux États généraux prêtent serment de suivre exactement ce qui leur sera prescrit dans le cahier rédigé par leurs commettants, et dans le cas où ils passeraient outre leurs pouvoirs, ils pourront être désavoués et cités devant les cours de justice.

Opiner par tête. — Que les députés des trois ordres se réunissent pour opiner à l'assemblée des États généraux par tête et non par ordre ; et, comme il peut se trouver des opposants à cette façon de voter, quoique très intéressante, en ce cas la pluralité des voix en décidera.

Privilèges des deux premiers ordres supprimés. — Que les immunités du Clergé, les privilèges des deux premiers ordres soient détruits, que l'ordre du Clergé et celui de la Noblesse supportent, avec le Tiers état, les charges et les impositions à proportion de leurs biens et facultés, sans préjudicier aux prérogatives de la préséance qui leur est due.

Un seul bénéfice. — Que les prêtres et autres membres du clergé ne possèdent à l'avenir deux bénéfices, dès qu'ils seront en possession d'un qui sera d'un revenu quelconque fixé par les États généraux.

Suppression du casuel. — Que les droits de casuels et autres honoraires des ecclésiastiques, qui se perçoivent différemment en chaque diocèse et même en chaque paroisse, soient supprimés, le clergé ayant assez de ressources dans ses possessions pour pourvoir à la subsistance des ecclésiastiques chargés du ministère.

Décimateurs tenus des réparations des presbytères. — Que les gros décimateurs soient chargés des reconstructions, réparations et entretiens des maisons presbytérales devenues si à charge aux communautés (1).

(1) Arch. de la Marne, C, 1834.

Que les municipalités, depuis peu établies avec raison, soient conservées et leurs fonctions réglées (1).

Conservation des justices seigneuriales. — Que les justices seigneuriales soient aussi conservées.

Nouvel arrondissement des bailliages et présidiaux. — Que chaque paroisse soit réunie au bailliage royal, siège présidial, élection et subdélégation de la ville qui se trouvera être la plus proche de ces paroisses qui seront supprimées de l'arrondissement de la ville où elles étaient assujetties, si elles en sont plus éloignées.

Code civil. — Qu'il soit fixé un bref délai pour l'instruction et jugement des instances.

Tarif. — Qu'il soit fait un tarif de tous les droits des officiers et reposts (2) de justice, uniforme pour chaque degré de juridiction et que les frais n'en soient plus perçus à l'arbitraire.

Contrôle. — Que le contrôle des inventaires ne soit perçu sur le total de l'actif qu'après y avoir prélevé et préalablement déduit le montant du passif.

Cens, terrages prescriptibles. — Qu'il est des plus importants de déclarer les droits de cens, terrages et champarts et autres droits seigneuriaux de cette espèce (3), prescrite tant pour le fond de ces droits que pour les rentes et arrérages d'iceux (excepté ceux dûs au Roi qui demeureront imprescriptibles) par quarante années de défaut de perception, s'il n'y a titres contraires et reconnaissances contenant la déclaration détaillée des héritages faites par les propriétaires d'iceux dans les quarante ans à compter de ce jour, ce qui est d'autant plus à désirer que ces objets sont cause en partie de la ruine, non seulement de plusieurs citoyens, mais encore de plusieurs paroisses.

Agriculture. — Nous observons aussi que notre paroisse se trouve située sur un terrain des plus mauvais et des plus ingrats de la Champagne, rempli de craie, difficile à cultiver, dispendieux pour la semence à cause de son âcreté, sans fon-

(1) État des municipalités établies dans les paroisses en vertu du règlement du 23 juin 1787. (*Arch. de la Marne, C, 2835 et suivants.*)

(2) *Sic* : mis pour « *suppôts* ».

(3) Voir le cahier de Breuvery, page 99.

taine ni rivière et sans pâture et où on ne peut faire qu'avec grandes peines peu de nourri de bestiaux, par conséquent peu de putif (*sic*) (1), et, à ce défaut, la culture des terres qui fait presque toutes nos occupations et tous nos biens, devient infructueuse et si peu intéressante que les citoyens de ce lieu, où il n'y a non plus aucuns usages ni biens communaux, ont le désagrément d'en voir plusieurs d'entre eux forcés de quitter leur état de laboureur ou de se réduire à peu de labours, faute de récolte suffisante pour leur nourriture et celle de leurs chevaux et autres, leurs plus nécessaires, d'où il s'ensuit que plusieurs des maisons y sont mal réparées, inoccupées, et que la paroisse diminue tous les ans (2).

(1) Pour « putie », fumier. (D^r DE GODEFROY). — Pour 1,200 arpents de terres labourables, nous apprend le recensement de 1773, il y en avait 300 de terres incultes qui, cultivées, « ne donneraient aucun profit sinon au plus les pailles pour les peines. Les moyens pour les faire produire, c'est des *putifs* qu'il faudrait. . . . » (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Au dénombrement de 1773 est annexé un cahier de renseignements sur la situation du village de Corbeil et sur ses besoins. En voici les conclusions : « Le terrain de Corbeil est pierreux, bien difficile à cultiver et à mettre « en état ; souvent il est trop mol le matin et trop dur l'après-midi et « rayonné par les nuées en partie. Il est de la dernière aridité dans les sèche- « resses au point que tout y brûle. Il n'y a point de rivière, aucune émonde « de saules et peupliers comme là où il y a rivière ; aucune aisance pour « abreuver les bestiaux ni pour faire les lessives. Le village est environné « de coteaux de tous côtés et exposé en partie par des inondations affreuses « dans les grandes nuées, ainsi que le peu de prés (4 arpents) qu'il y a et une « partie des jardins en chènevières (12 arpents). Dans les temps où les sources « des eaux sont abondantes, comme il n'y a point de rivière pour les attirer, « les sources y donnent de l'eau au point qu'elles nuisent considérablement « à une partie des maisons, granges et bâtiments en dépendant pour l'habi- « tation, de même aux chènevières, et une partie du meilleur des terres dont « les sources qui se trouvent entre deux terres font un grand tort aux « emblaves et terres où elles donnent ; elles rendent les rues et les issues « des avenues de la paroisse presque impraticables, même aux personnes de « pieds, et cela dure quelquefois une bonne partie de l'année ; même « quelquefois que l'on y remet les grains qu'avec bien de la peine. La paroisse « se trouvant forcée de rétablir ses rues et d'aller encore aux corvées ailleurs, « est bien gênée ; il serait très nécessaire qu'on lui accorde une dispense des « corvées d'ailleurs, au moins devant les moissons pour réparer ses rues tous « les ans ; il y passe beaucoup de vins pour Châlons et tous les ans elles sont « bien mauvaises. — Il n'y a aucune espèce de commerce ni manufacture dans « le pays, peu d'ouvrage pour les manouvriers, hors qu'ils ne bêchent la « terre ; les laboureurs (30 à une charrue) qui la plupart sont fermiers, ne « peuvent faire que très peu de nourri et peu d'engrais faute de paturage, en « sorte que l'on ne peut amender que très peu de terres, ce qui fait qu'elles « produisent peu. (1 1/2 des semences : 400 boisseaux de froment en produit

Parcours. — Nous avons encore un extrême besoin que le droit du parcours soit autorisé et qu'il soit permis à tous particuliers de faire garder leurs bestiaux sur les finages voisins, sur les terres non ensemencées, ni emblaves, au moins jusqu'aux endroits qu'ils les cultivent (1).

Compte du syndic. — Nous souhaitons aussi, lorsqu'il n'y a aucuns biens, ni revenus communaux dans une paroisse, que le syndic ne soit point obligé de rendre son compte de syndicat à la subdélégation pour éviter à plus grande dépense, lequel compte, en ce cas, ne contiendrait que de la dépense et serait arrêté sans frais par la municipalité pour en faire l'imposition ainsi que de droit (2).

Consentement de l'impôt après la constitution. — Nous laissons à la prudence des députés de requérir la meilleure manière d'asseoir l'impôt, en simplifier la perception ; nous leur recommandons qu'avant de le consentir et de s'en occuper, d'assurer la constitution d'une manière la plus juste et invariable, et faire le tout pour le plus grand bien et tranquillité de l'État ; c'est ce que nous désirons et espérons de la bonté du Roi.

Fait et arrêté audit Corbeil, les jour et an susdits.

C. PARMENTIER, Pierre JACQUEMIN, GAUTHIER, N. HANNIER,
Étienne PIERRE, Pierre POTELET, etc.

(32 signatures.)

« 600, année commune). L'on a beaucoup de peine d'avoir du bois pour se
« chauffer, attendu que l'on est beaucoup éloigné des forêts et point au pays
« (sauf 2 arpents, d'après le tableau). Enfin toutes ces choses et autres dont
« le détail serait trop long, réduisent les habitants à ne vivre qu'avec bien
« de la peine. Il n'y a aucun fonds ni bien de communauté, de manière
« que s'il y a quelques deniers à payer pour la communauté, c'est les princi-
« paux habitants qui en font les avances et le tout est une charge de réimpo-
« sition, ce qui est bien plus à charge qu'aux paroisses qui ont des deniers
« communaux. — Les pauvres gens qui deviennent infirmes sont aussi une
« charge à la paroisse n'ayant aucun hôpital ni bien pour cela, de sorte que
« les habitants sont obligés de les nourrir, autrement ils seraient dans la
« plus affreuse misère. — Fait et arrêté, etc.... » (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(1) Ce droit réciproque des communautés voisines d'envoyer leurs troupeaux sur les finages et territoires les uns des autres, avait été autorisé par différentes coutumes ; les uns l'appelaient droit de parcours, les autres entrecours, la coutume de Nivernais, droit de marchage. (E. DE LA POIX DE FREMINVILLE : *Traité général du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitants*, édit. de 1760, in-4°, page 114. — *Bibliot. de Reims, N., 2148.*) — Mais il avait été interdit « dans la province de Champagne » par édit de mars 1759. (Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 50.)

(2) Comptes des syndics de Corbeil. (*Arch. de la Marne, C, 578.*)

Paraphé *ne varietur* au désir de notre procès-verbal d'assemblée de cejourd'hui 5 mars 1789, par nous, Jean-Baptiste Savetier, juge lieutenant à la prévôté de Corbeil soussigné,
 SAVETIER.

COULMIER-LA-CHAUSSÉE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le procès-verbal n'indique pas le nombre de feux de la communauté de Coulmier-la-Chaussée (1). — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 6, les habitants se réunirent sous la présidence de LIÉBAULT, syndic municipal. — Le procès-verbal constate la présence de : Augustin Ledrut, Paul Jolly, Joseph Baillat, Joseph Garnier, Louis Jolly, Éloy Liébault, Charles Vistat, Jean Dubuisson, Jean Vandier, Denis François, Noël Peillier, Nicolas Vincent, Jean-Louis Liébault, Antoine Vogué, Jean-Isidore Camus, Éloy Liébault, Louis Garnier, Pierre Baillat. — Les députés furent Augustin LEDRUT et Claude-Paul JOLLY.]

CAHIER

*Cahier de doléances, plaintes et remontrances
 faites par les habitants de la communauté de Coulmier-la-Chaussée.*

1. — Lesdits habitants ont l'honneur de remercier très humblement Sa Majesté d'avoir accordé au Tiers état une députation choisie dans son ordre, en nombre égal à celle des deux ordres réunis, ainsi que d'avoir rappelé dans son conseil un ministre digne de sa confiance et de celle de ses sujets.

2. — Que les justices souveraines soient rapprochées des justiciables ; qu'il y en ait au moins une par province ;

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 167. Cahier, dossier c, pièce 106 : 5 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 580 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 943 : Impositions. — C, 1023 : Capitation. — C, 1589 et 1592 : Chemins ; corvées. — C, 1670 : Ponts. — C, 1835 et 1858 : Église et presbytère ; — etc.

— Coulmier-la-Chaussée appartenait à l'élection de Châlons ; elle fut, en l'an VII, réunie à la communauté voisine de Mutigny-la-Chaussée ; et, depuis cette époque, toutes deux forment une seule commune connue sous le nom de *La Chaussée*, du canton et de l'arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 49 feux roturiers, 2 noble et ecclésiastique. — Population : 79 hommes, 89 femmes, 18 garçons et 17 filles, soit 203 habitants.

3. — Que les charges de judicatures ne soient accordées qu'à des personnes qui auront suivi plusieurs années le barreau et fait preuve de mérite ;

4. — La suppression des jurés-priseurs comme donnant lieu à des procès et vexations effrayantes, et étant une surcharge incalculable pour le peuple, et ainsi des greffiers experts, etc. ;

5. — Que la capitation de la Noblesse et du Tiers état compose un seul et même rôle et que le Clergé, étant dispensé des dons gratuits, supporte les mêmes impositions que la Noblesse et le Tiers état ;

6. — Que le Clergé et la Noblesse, possédant fief ou bien de roture, soient assujettis à une imposition équivalente à celle que le Tiers état paie à Sa Majesté, attendu que ces deux ordres réunis possèdent la partie majeure des biens-fonds du royaume ;

7. — Que les privilégiés quelconques soient obligés à un impôt proportionné aux biens dont ils jouissent, sans avoir égard aux charges qu'ils occupent dont le plus grand nombre sont très avantageuses par les fonds qu'elles produisent annuellement à ceux qui en sont revêtus ; en conséquence, cette classe est bien dans le cas de subvenir aux besoins de l'État ;

8. — Que le sel soit un objet de commerce libre au moyen d'un droit qu'il paierait dans les salines comme dans plusieurs provinces, ou une forte diminution sur le prix excessif qu'on le paie en Champagne, et que la délivrance s'en fasse au poids et que l'on retire les corps étrangers comme terre, pierre, etc.

9. — Que tous les domestiques des privilégiés soient sujets à tirer au sort des soldats provinciaux ; tout privilégié en ce genre, enlevant des cultivateurs nécessaires aux campagnes ; de laborieux qu'ils étaient, ils ne sont plus, dans cette classe fainéante, suffisants à eux-mêmes, ni utiles à l'État ;

10. — Suppression des haras qui deviennent très onéreux au cultivateur par l'obligation où il est de faire saillir ses juments par un cheval beau et bien fait en apparence, mais dont les organes et la délicatesse de sa structure ne produisent, le plus souvent, que de faibles rejets, en conséquence hors d'état de soutenir les travaux du labourage auxquels on les destine, tandis que s'il était permis au laboureur de choisir un cheval aguerri */sic/* par le travail, il serait, au contraire, très avantageux pour lui, attendu que les chevaux qui en proviendraient

seraient beaucoup meilleurs pour le travail de la campagne (1) ;

11. — Que tout particulier faisant un commerce quelconque soit obligé à payer une imposition proportionnée à son industrie ;

12. — Qu'il soit permis et accordé aux habitants de ladite communauté, un bureau de contrôle, attendu l'éloignement ou étendue de Châlons où lesdits habitants, ainsi que ceux des villages voisins, sont obligés d'aller lorsqu'il est requis et nécessaire ; cela devient très onéreux, attendu ledit éloignement ;

13. — Les habitants de ladite communauté ont l'honneur de faire observer que, depuis plusieurs années, leur terroir ayant

(1) Les haras avaient été établis dans le royaume par arrêts du conseil des 17 octobre 1665, 11 avril 1669, 28 octobre 1683, déclaration du Roi du 22 septembre 1709, et par le règlement du 22 février 1717. (*Recueil Isambert*, ouv. cit., t. XVIII, pages 63, 210 ; t. XIX, p. 436, et t. XXI, p. 132). — GUYOT et MERLIN : *Traité*, ouv. cit., p. 171. — E. DE LA POIX DE FREMINVILLE : *Traité*, ouv. cit., p. 133.)

Les lettres patentes du 15 septembre 1780 réglaient les taxes d'offices levées par les gardes haras et les gardes étalons. (*Recueil Isambert*, t. XXVI, p. 381.)

« Dans la généralité de Châlons, dit un rapport lu à l'assemblée provinciale du 10 décembre 1787, sont distribués six grands haras, deux inspecteurs « et quatre cents gardes étalons auxquels sont annexées douze mille juments. « Chaque garde étalon jouit, indépendamment de toute exemption de charges « publiques, très onéreuses aux communautés, d'une diminution de 87 livres « 10 sols sur ces impositions,.... Les propriétaires des 12,000 juments mar- « quées paient 3 livres 10 sous par an pour le service de l'étalon... Chaque « garde étalon consigne 600 livres pour l'acquisition de son cheval ; plusieurs « le paient jusqu'à 1,200 livres... » (*Procès-verbal des séances*, etc., ouv. cit., page 148.). — Le rapport démontrait que cet établissement dont l'inspecteur était M. de Jouglas, coûtait annuellement, à la province, 127,400 livres, et proposait la réforme de ce régime.

Dans l'élection de Châlons on comptait 20 gardes étalons (1782-1787), à Aigny (V^e Cyprien Legentil), Aubercy, paroisse d'Éclaires (Jean Henriet), Baye (Claude-François de Gaulle), Bierges (Jean-Baptiste de Lagny), Champigneul (Claude Tartier), Clamanges (Jean Roulet), Fagnières (Pierre-Pantaléon Launoy), Jâlons (Jacques Séjourné), Juvigny (Antoine Lochet), Montjâlons paroisse de Mairy (Jean Fagnier), Omey (Noël Hermant), Passavant (V^e Gallichet), Pogny (Antoine-Joseph Hannotaux), Possesse (Laurent de Bonnaire), Saint-Memmie (Péquant), Sarry (V^e Jacques Mongin), Sogny-aux-Moulins (Jean Giraux), Somme-Yèvre (V^e François Nautret), Soulières (Laurent Bauchet), Villevenard (V^e Gervais-Petitpas). Il y avait un garde haras (Lallement, puis Duché) à Châlons, pour les élections de Châlons et d'Épernay. (*Arch. de la Marne*, C, 438 à 441 : États des inspecteurs des haras de la généralité, des gardes haras dans chaque élection ; états des gardes étalons ; privilèges dont ils jouissent conformément à la déclaration du Roi du 22 septembre 1709 ; plan de réforme et projets d'une nouvelle administration des haras, etc. — 1711 à 1789.)

été raviné et dévasté par une infinité d'inondations occasionnées par des orages et la fonte des neiges, ce qui a causé un tort d'autant plus considérable que ledit terroir n'est composé que de montagnes et vallons, de manière que ces calamités font une diminution très sensible sur la production du susdit terroir (1);

14. — Les habitants de ladite communauté supplient humblement Sa Majesté et les États généraux de prendre considération que la province de Champagne, eu égard à sa population, est une des plus surchargée en impôts, qu'elle paie plus que le produit de son sol, et que ses habitants ne vivent que sur leur industrie.

Louis GARNIER, Denis FRANÇOIS, A. LEDRUT, LIÉ-
BAULT, etc.....

(12 signatures.)

COUPETZ

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Coupetz (2) était composée de 40 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le lendemain 2, les habitants se réunirent sous la présidence de Étienne CANNEBOTIN, syndic. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Collard, Joseph Rogé, Jean-Baptiste Cannebotin, Jean-Baptiste Paillard, Louis Robert, Joseph Racle, Nicolas Paquier, Claude Rouyé, Thomas Hanriet, Joseph Paillard, Louis Nicaise, Louis Deviot, Jean-Baptiste Lavignette, Louis-Memmie Nicaise, Antoine Hervelin, Mathieu Guérin, François Leriche,

(1) Voir notamment les dossiers relatifs aux inondations de 1784. (*Arch. de la Marne, C, 1971.*)

(2) *Arch. dép. de la Marne, ibid.* (procès-verbal rédigé sur une formule imprimée, *doss. b, pièce 168*. Cahier, *dossier c, pièce 52* : 7 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 581 et 2992* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 849 et 943* : Impositions. — *C, 1589* : Corvées. — *C, 1835* : Église ; — etc.

— Coupetz appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écury-sur-Cooles, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 40 feux roturiers. Population : 44 hommes, 68 femmes, 17 garçons et 14 filles, soit 143 habitants.

Claude Songis, Étienne Mortas, Joseph-Louis Deviot, Étienne Richard et J.-L. Guérin. — Les députés furent Étienne CANNEBOTIN, syndic, et Pierre COLLARD.]

CAHIER

Extrait et cahier des doléances, plaintes et remontrances au registre du greffe de la municipalité de Coupetz, que les habitants et communauté dudit lieu entendent faire à Sa Majesté ainsi qu'il suit :

Les habitants dudit Coupetz étant des plus pauvres pays de la province de Champagne, au ressort du bailliage de la ville de Châlons-sur-Marne et de l'élection dudit Châlons et arrondissement de Cernon (1), et régis par la coutume de Sens (2), a à payer des droits aux seigneurs qui sont censives, lods et ventes, et, en outre, un terrage qui est du plus odieux et exorbitant ; que le seigneur dudit Coupetz fait lever par ses piétons et domestiques la quatorzième de toutes les gerbes et monceaux de tous grains sur l'étendue du terroir et finage dudit Coupetz, à l'exception d'un très petit nombre, appelé terre franche.

Ce terrage devait être plutôt restreint qu'augmenté, mais le seigneur dudit Coupetz, ayant voulu l'étendre et l'augmenter, a formé acte et instance de procès contre les habitants dudit lieu au bailliage dudit Ch[âlons], laquelle instance a été le temps de cinq années et, au sujet des gerbes et monceaux surnuméraires, ce que lesdits habitants auraient cru être bien fondé et avoir bon droit après plusieurs avis d'avocats qu'ils ne devaient point les surnuméraires, et d'une possession immémoriale de ne l'avoir jamais payé et, par autorisation de Monseigneur l'intendant en date du 10 septembre 1772, à suivre l'intervention au terrage prétendu des surnuméraires, et lesdits habitants auraient eu la doléance (*sic*) de se voir condamner, par sentence audit bailliage en date du 2 juin 1773, et étendre ce terrage plus que jamais sans que la justice eut aucunement fait connaître auxdits habitants comment et pourquoi le seigneur de Coupetz peut avoir le droit de faire lever et enlever ce terrage dudit Coupetz, sans qu'il fût aussi, de la part dudit seigneur, jamais présenté auxdits

(1) Cernon, on l'a vu, avait été désigné par l'assemblée intermédiaire de Châlons, pour être le chef-lieu d'un des six arrondissements de l'élection. (Voir le cahier de Cernon, page 120, note 1.)

(2) Voir le cahier de Cernon, page 121.

habitants le titre primitif, lequel pourrait avoir été fait par leurs ancêtres et le seigneur dudit Coupetz, et savoir si ce terrage n'est point rachetable pour une seule fois ; c'est à quoi lesdits habitants persistent à soutenir et soutiennent leurs demandes à ce que le seigneur de Coupetz leur justifie titre primitif bon et valable, afin par eux de ne plus ignorer pourquoi l'enlevée dudit terrage et s'il n'est point rachetable et remboursable (1).

La levée de ce terrage est encore fort préjudiciable aux habitants étant enlevée de suite du terroir de Coupetz à Cernon, fait toujours de plus en plus dégénérer le terroir, n'ayant aucune consommation de paille, ni aucuns nourris de bestiaux et à la charge et souffrance des domestiques ou piétons moissonneurs de terrage, passant avec leurs voitures attelées de plusieurs chevaux, de contrée à autre du terroir dudit lieu, dans les empouilles des cultivateurs.

Cette coutume de Sens accorde aux seigneurs des villages régis par elle un droit de cens (2).

(1) Les seigneurs de Coupetz avaient été, on le verra plus loin, Pierre de Pinteville, puis son fils, François-Antoine de Pinteville, chevalier baron Conde-ner, maréchal héréditaire de l'évêché de Châlons, seigneur de Coupetz, Fontaine et la Monnoie, père du futur député de la noblesse du bailliage, Jean-Baptiste de Pinteville de Cernon, seigneur de Vésigneul-sur-Coole. Ceux-ci étaient à tous propos en contestation avec les habitants, pour le droit de possession de la rivière, pour l'usurpation du territoire du presbytère (voir page 224 du présent cahier), et surtout pour le droit de terrage sur les terres de Coupetz ; cette dernière revendication fut portée par le seigneur lui-même devant le bailliage de Châlons qui, par sentence rendue par défaut le 2 juin 1773, condamna la communauté.

C'est contre ce jugement que protestent les habitants de Coupetz qui n'avaient pu se défendre devant le bailliage ; ils exposent longuement leurs griefs contre les prétentions du seigneur.

(2) Titre XX, art. 225 à 244 de la coutume de Sens : Des censives et droits seigneuriaux (*Conférence de la coutume de Sens*, par PELÉE DE CHENOTRAU, ouv. cit., pages 319 et suivantes) : « Le cens, disent les commentaires de cette « coutume, est une redevance seigneuriale, foncière, annuelle et perpétuelle, « dont l'héritage en roture est chargé envers le seigneur duquel il est mouvant. « Cette redevance est seigneuriale parce que c'est une reconnaissance de la « seigneurie directe. Elle est foncière, parce qu'elle a été imposée *in traditione* « *fundi*. Elle est perpétuelle, parce que toutes les charges foncières le sont, et « surtout les seigneuriales qui sont imprescriptibles. Elle a, de plus, privilège « et préférence à tous créanciers, même bailleurs de fonds.... On distingue « trois sortes de cens, savoir : le *chef cens* ou *menu cens*, qui se paie à raison « de tant l'arpent ; le *gros cens*, qui est une redevance fixe et déterminée pour « tout le bien donné à cens, ainsi qu'il se perçoit à Courtenay sous le titre de « *droit de mesure* ; et le *surcens* qui équivaut à rente foncière imposée par le « seigneur au par-dessus du cens. »

Ces cens sont imprescriptibles ; aussi la communauté les paie aux seigneurs.

La communauté se plaint d'un droit de terrage que le seigneur perçoit sur son terroir et ne connaît sur quoi ce droit est fondé, pense même qu'il est usurpé.

Le droit de percevoir le terrage n'est pas de droit commun ; il ne pourrait qu'être acquis. Or, on ne découvre pas qu'il le soit.

Si ce droit de percevoir le terrage est acquis, ce ne peut être que par échange, ou du cens dû aux seigneurs, ou de terrains cédés à la communauté par les seigneurs, ou serait acquis par les seigneurs à prix d'argent, ou une donation faite aux seigneurs par la communauté.

Or, ce droit de percevoir le terrage n'est pas échangé des cens, puisqu'on les paie.

On ne découvre pas qu'il soit échangé pour terrains cédés par les seigneurs.

On ne découvre pas que les seigneurs l'aient acquis à prix d'argent.

On ne voit pas que la communauté en ait fait donation ou présent.

Il suit que ce droit prétendu du terrage est un droit usurpé ; une possession de mauvaise foi n'opère jamais prescription. Il faut, dans ce cas, que le seigneur prouve son droit ; ne le pouvant pas, il faut qu'il l'abandonne.

C'est à quoi les habitants désireraient et persistent à soutenir leur demande à ce que le seigneur justifie un titre primitif afin par eux de savoir si ce terrage n'est point rachetable ou remboursable à prix d'argent, attendu que le seigneur leur fait laisser leurs gerbes et monceaux dans toute l'étendue du terroir pendant l'espace de vingt-quatre heures, et, fort souvent, par la mauvaise foi des piétons, leur susciterait des procès et, en outre, par les nuées et orages, des grands vents venant dans les temps des vingt-quatre heures, enlèvent entièrement leurs gerbes et monceaux et leur causent la perte d'une partie de leurs moissons.

Le seigneur de Coupetz ne possède aucune pièce de terre en biens-fonds, laisse et a toujours laissé croître une trop grande quantité de gibier sur ledit terroir, lequel fait un dégât sur leurs empouilles depuis le commencement envers et pendant (*sic*), par les racines en temps d'hiver, jusqu'à s'étendre dans les jardins

et accins (1), et leur ravage une partie de leurs légumes ; et aussitôt que leurs empouilles deviennent en épis, se trouvent en partie coupées et laissées par terre jusqu'à continuant aux dégâts à la fin des moissons. Et ces dégâts pourraient être au cultivateur préjudiciable et au temps qu'il paie au rôle des impositions (2).

C'est à quoi les habitants soutiennent à demander que le seigneur de Coupetz ne laisse point croître une trop grande quantité de gibier pour en faire aucun commerce, mais seulement ce qui peut être honnête pour l'utilité de sa maison. Le seigneur de Coupetz possède aussi la rivière sans en avoir jamais justifié aucun titre.

D'après les droits que le seigneur persiste sur les habitants dudit lieu, il paie en sus la dîme à la quinzième gerbe et située sur un mauvais terroir qui ne leur rend pas le juste dédommagement de leurs travaux, une très grande quantité de terre laissée inculte, il serait abandonné par les propriétaires pour les paiements des impôts ; le peu qu'il en reste, propre à cultiver, est un terrain sujet à être raviné par les nuées et les écoulements des eaux, et encore à la souffrance des marchands de moutons étrangers, lesquels font conduire leur troupe de sept à huit cents bêtes par des bergers-pâtres, quittant les grandes routes et chemins, prennent la traverse, parcourant le terroir dudit Coupetz, le tout, souvent, pendant les sombres nuits, cela pour leur exempter des frais à la nourriture de leurs troupeaux, qui font et causent des dégâts aux empouilles des cultivateurs (3).

Coupetz est un village auquel il n'y a demeurant, ni demeurant, point de seigneur, point de curé (4), point de chirurgien et peu nombreux d'habitants que de la quantité d'environ quarante feux ; le nombre des chevaux pour la cultivation (*sic*) de la terre n'est que de vingt à vingt-quatre et sans aucun revenu en biens

(1) *Aceint, aceinte, accint, enceinte, enclos, espace de terre formant enclos.* (GODEFROY : *Dict^{re}*, etc.) — « Les maisons sont espacées, et chaque habitant a autour de lui ses *accints* et partie de son héritage » dit le préfet de la Marne, Bourgeois de Jessaint, dans un de ses rapports sur la commune de Courtisols.

(2) Voir le cahier de Cernon, page 125. — La phrase ci-dessus est textuelle.

(3) Des ordonnances avaient été rendues par les intendants Le Pelletier de Beaupré et Rouillé d'Orfeuil, pour prévenir ces dégâts. (*Arch. de la Marne, C.* 452 et 2969.)

(4) Coupetz était une annexe de la paroisse de Cernon.

communaux, sinon une petite portion d'usage servant ci-devant de pâture aux bêtes de ladite communauté (1); mais ils ont été obligés d'en tirer l'herbe à prix d'argent pour suffire et aider aux frais de la communauté, ayant en charge aux entretiens, la nef à l'église et beffroi du clocher et presbytère (2), ainsi que de deux ponts sur le ruisseau, et, pour tout revenu, de 36 à 50 et 100# suivant les années (3).

Le village de Coupetz est un pays sans commerce et sans industrie, et n'habite en plus grande partie que les maisons et masures en couverture de paille et mauvais bois de charpente, n'ayant au pays aucun bois de travail et fort peu de chauffe, éloigné des forêts à la distance de neuf à dix lieues.

Il n'est point possible que les habitants dudit Coupetz puissent supporter l'industrie (4) aux rôles des impositions, attendu qu'un homme de métier ou manouvrier, fort souvent, ne trouvera pas sa journée à gagner ou il ne sera pas en état, soit par maladie et l'entretien de sa maison; son pauvre ménage devient toujours plus indigent; lorsqu'il tombe malade, femme ou enfants demeurent à l'état plus malheureux sans pourvoir à aucun soulagement, et comme n'y ayant point de chirurgien à la distance de deux à trois lieues, c'est ce qui fait la preuve que Coupetz est un mauvais pays et qu'il est trop chargé aux rôles des impositions (5).

Les habitants des campagnes ont beaucoup à se plaindre de ce qu'ils ont toujours fait par leurs mains et leur argent, l'ouver-

(1) Sur les 44 hommes du village de Coupetz, 18 seulement étaient laboureurs à une charrue; ils avaient 22 chevaux, 70 bêtes à cornes et 295 moutons. Le terroir comprenait 1,350 arpents de terres labourables, 10 de jardins, 1 de vigne, 3 de bois, 3 de terres d'usage servant à la pâture de bestiaux et ne produisant aucun profit, et 337 arpents de terres incultes.

Les productions en grains étaient, année commune, pour le froment : 62 boisseaux pesant 20 livres chacun (mesure de Paris); le seigle : 2,000 boisseaux de 18 livres 1/2; l'orge : 125 boisseaux de 16 livres 1/2; l'avoine : 2,500 boisseaux de 12 livres; et le sarrasin : 375 boisseaux de 16 livres. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) *Arch. de la Marne, C, 1835.*

(3) Procès-verbaux d'adjudication à loyer des usages communaux. (*Ibid.*, C, 581.)

(4) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 46.

(5) Au rôle de 1790, les 111 contribuables de Coupetz étaient portés pour une somme totale d'impositions directes de 1,242 livres 14 sols 6 deniers. On avait ajouté alors les anciens privilégiés, le seigneur de Pinteville, le chapitre de Saint-Étienne de Châlons, l'abbé d'Huiron, etc. (*Arch. de la Marne, C, 849.*)

ture et entretien des grandes routes et corvées ; les sieurs du clergé et grande noblesse n'en ont jamais voulu payer aucun frais.

Le plus juste et désirable serait que les impôts *se paient aux territoriales* et s'étendent sur les biens de Messieurs du clergé et grande noblesse, et la classe indigente ne se trouverait point en des peines les plus affreuses ; tous les sujets et surtout les habitants des campagnes sont bien fondés à se plaindre contre Messieurs les officiers à la gabelle, ne voulant point délibérer le sel en donnant son argent, jusqu'à faire attendre les malheureux de la campagne, éloignés des villes, fort souvent quatre à cinq heures sur le pavé, au milieu de la rue, exposés devant les portes du grenier à sel pour y attendre chacun le moment de sa délivrance, et surtout aux temps d'hiver, les malheureux des campagnes se trouvent ennuités (1) et [exposés] à toutes sortes de dangers et périls.

Les marques des cuirs et fers, ainsi que la contrebande, n'étant point en liberté, empêche très fort le commerce et est beaucoup nuisable */sic/* à la France.

Les entrées et octrois aux bureaux des villes font un tort considérable à l'État ; comme il arrive fort souvent, quelques habitants des campagnes ne sachant pas les règles de la ville, ou par oubli venant à manquer de déclarer quelque marchandise ou denrée, sont mal à propos poursuivis par les commis et à toute rigueur leur font subir l'amende qu'ils jugent par eux-mêmes.

Revenant au terrage, en cas que seigneur prouve son droit de percevoir le terrage sur le terroir de Coupetz, les habitants demandent qu'ils soient autorisés à le rembourser, de même que les censives perpétuelles, lods et ventes, et que le taux des capitaux en soit fixé.

Les habitants remontrent que le droit de terrage, ou au moins son augmentation exigée par M. Pierre de Pinteville, seigneur de Cernon, n'a été exigée des habitants de Coupetz qu'après l'arrêt du parlement obtenu par défaut et fraude contre les habitants de Cernon, et en conséquence de cet arrêt surpris. Lesdits habitants de Coupetz, alors timides et peu connais-

(1) *Ennoitier*, *ennuiter*, passer la nuit ; — *s'ennuiter*, s'attarder dans la nuit. (GODEFROY : *Dictionnaire*.)

sants des affaires, ont, contre leur cœur et pour ne pas se voir épuisés comme Pierre de Pinteville a épuisé la communauté de Cernon, ont, dis-je, préféré de céder le prétendu droit d'augmentation du terrage et se soustraire à tous procès.

Il n'y a point de presbytère à Cernon ; M. François-Antoine de Pinteville, seigneur actuel du lieu, a profité de la circonstance d'une reconnaissance desquelles réparations à faire qu'il a fait grossir énormément pour, par là, ennuyer les habitants et se faciliter l'accomplissement de son projet depuis longtemps formé de réunir à son domaine l'emplacement dudit presbytère et ses dépendances ; en 1772, à l'aide d'un acte sous-seing privé bâti sous sa cheminée, il a fait assembler les habitants de Cernon et Coupetz pour leur proposer la translation du presbytère ; ni les uns, ni les autres n'ont voulu alors y consentir, mais les habitants, ayant été beaucoup menacés s'ils ne donnaient leurs consentements et étant naturellement timides, y ont par force consenti, et en l'année 1774, avant l'arrivée du curé actuel, ledit seigneur l'a démoli.

Fait et arrêté par nous, habitants soussignés, et conforme aux registres faits audit Coupetz ce 2 mars 1789.

Pierre COLLARD, E. CANNEBOTIN, syndic, M. GUÉRIN, Jean-Baptiste PAILLARD, Jean-Baptiste CANNEBOTIN, etc....
(20 signatures.)

COUPÉVILLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Coupéville (1) était composée de 86 feux « dans lequel nombre se trouvent trente demi-ménages ». — L'avis pour la convocation des États généraux fut

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 163. Cahier, dossier c, pièce 115 : 7 pages cotées et paraphées par Lambin ; visa d'un commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage qu'on n'a pu déterminer).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 581 et 2919 :*

Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics ; ponts. — *C, 849, 938, 943 :* Impositions. — *C, 1023 :* Capitation. — *C, 1045 :* Vingtièmes. — *C, 1589 :* Corvées. — *C, 1669 :* Ponts. — *C, 1835 :* Église et presbytère. — *D, 19 :* Ferme et terres du collège de Châlons ; — etc.

— Coupéville appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 76 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 126 hommes, 134 femmes, 30 garçons et 26 filles, soit 316 habitants.

lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre LAMBIN, lieutenant en la justice du lieu. — Le procès-verbal constate la présence de Joseph Jennequin, Jacques Jennequin, Nicolas Delaval, Memmie-Joseph Lambin, officiers municipaux ; Antoine-Alexis Lambin, Memmie Devarenne, François Delaval, Dominique Lambin, Honoré Joannès, Jacques Henrion, Memmie Henrion, François Lambin, Philippe Guillaume, Louis-Memmie Grandjean, Jean-Baptiste Brémont, Claude-Vincent Grandjean, Jean-Nicolas Pichard, Jean Guillemette, Jean-Joseph Joannès, Étienne Grandjean, Jean-Baptiste Joannès, Memmie Bodet, Memmie Delaval, Nicolas Devarenne, Louis-Memmie Joannès, Jean-Joseph Defert, Pierre Vasset, François Defert, Memmie Guillaume, Memmie Vasset, Pierre-François Vasset, Étienne Prin, François Noël, Joseph Guillaume. — Les députés furent Nicolas DELAVAL et Antoine GRANDJEAN.]

CAHIER

Les habitants et communauté de Coupéville assemblés à la manière accoutumée, en présence des officiers municipaux de ladite communauté, pour donner leurs remontrances, plaintes et doléances, pour satisfaire aux ordres de Sa Majesté à nous envoyés par M. le grand bailli de Châlons, ont chargé leurs députés de représenter à l'assemblée qu'il serait à propos de supplier Sa Majesté d'établir un tribunal souverain dans la province de Champagne ; que les tribunaux inférieurs d'exception soient supprimés et les affaires dont ils connaissent renvoyées aux tribunaux ordinaires et qu'ils soient répartis de manière à les rapprocher des justiciables ; que les juges de ces tribunaux soient doués de sciences suffisantes pour juger les différends qui naissent aisément, surtout à la campagne ; que toutes les demandes soient défendues par simple mémoire ; que toutes les personnes puissent défendre leurs causes, celles de leurs enfants ou pupilles, et ne puissent défendre celles d'autres qu'en vertu d'une procuration spéciale ; qu'il plaise à Sa Majesté remplacer toutes les lois, coutumes et ordonnances actuellement existantes, en les simplifiant, par de nouvelles lois d'après lesquelles seront jugées toutes les contestations qui pourraient naître par la suite ; qu'il soit strictement défendu aux juges de juger outre et contre les ordonnances.

2. — Pour parvenir à la réforme de l'impôt, Sa Majesté sera suppliée d'établir sur tous les biens-fonds et rentes sans exception, en remplacement des vingtièmes, tailles, capitations et impositions, accessoires et de l'impôt représentatif des corvées,

un impôt unique fixé par provision à quatre vingtièmes, et qu'il soit, en outre, perçu sur tous les sujets du royaume, une capitation proportionnée au commerce de chacun et à son industrie ; que la gabelle soit remplacée dans la province par une addition à la capitation ; que les droits des traites perçus dans l'intérieur du royaume soient supprimés et les barrières reculées à l'extrémité du royaume ; que l'impôt de la marque des fers et des cuirs soit supprimé et remplacé, ainsi que le déficit qui pourrait en résulter du reculement des barrières, par un impôt sur le café, le sucre et sur les épices, perçus aux entrées du royaume ; quant aux aides, que, s'il n'est pas possible d'en opérer la suppression aussi promptement que le bien de l'État l'exigerait, il soit au moins ordonné que les droits de jauge, courtage et autres accessoires seront proportionnés à la valeur des vins, et qu'il soit pris les mesures les plus efficaces pour prévenir le défaut de contenance des poinçons dans lesquels les vignerons délivrent leurs vins (1).

3. — Ils supplieront Sa Majesté de supprimer le tirage des milices en le remplaçant par une taxe de six livres par tête sur tous les garçons ou veufs sans enfant depuis dix-huit ans jusqu'à quarante, en réunissant le revenu de l'ordre de Malte aux ordres du Saint-Esprit et de Saint-Louis, à mesure que les commanderies viendront à vaquer.

4. — Sa Majesté sera suppliée d'établir une caisse d'amortissement où seraient versés, pendant vingt années, les revenus de toutes les abbayes, soit en commande, soit régulières, prieurés, chapelles, canonicats, autres que ceux des églises cathédrales qui sont à sa collation, ainsi que les autres revenus qui se trouveront vacants par réformes, que les suppressions à faire dans l'ordre ecclésiastique.

5. — Sa Majesté sera suppliée d'empêcher une partie des moines de recevoir aucuns novices, et à mesure que les maisons viendront à vaquer, de faire verser à la caisse d'amortissement leurs revenus et le produit de la vente de leurs maisons, prélèvement fait de ce qu'exige l'acquittement des charges ; d'étendre cette disposition aux moines mendiants et aux religieux ; de procurer au clergé une distribution plus équitable des biens ecclésiastiques qui mette les curés en état de se passer des

(1) Voir le glossaire pour ces mesures.

honoraires attachés à plusieurs de leurs fonctions et de venir au secours des malheureux.

6. — Sa Majesté sera suppliée de considérer qu'une grande partie du peuple de la campagne se trouve assujettie à des droits exorbitants par la mauvaise administration des communautés qui les met hors d'état de pouvoir se défendre ; qu'il est équitable de considérer leur ignorance et la mésintelligence qui ordinairement règne dans les paroisses de campagne, de les restituer contre tous actes, transactions ou arrêts qui pourraient avoir été surpris et de les mettre en état de faire juger de nouveau la validité desdits droits d'après les originaux.

7. — Sa Majesté sera suppliée qu'il lui plaise que l'impôt territorial n'ait pas lieu, attendu qu'il n'y aurait que les cultivateurs qui paieraient cet impôt.

8. — Sa Majesté sera suppliée de vouloir bien ordonner que le prix du sel et du tabac soit diminué ou qu'ils soient rendus marchands.

9. — Sa Majesté sera humblement suppliée d'avoir égard à une paroisse traversée par une petite rivière qui reçoit toute la chute de l'eau des orages de deux lieues au-dessus, qui se rendent par les canaux de trois mères-vallées (1) dans cette rivière, qui la font fort souvent sortir de son lit et inondent la majeure partie des maisons à quatre, cinq, jusqu'à six pieds de hauteur dans leurs granges et toutes leurs habitations, en sorte que les habitants sont fort souvent dans la nécessité d'emporter leurs meubles et emmener leurs bestiaux pour les préserver de l'inondation, ce qui est arrivé jusqu'à trois jours consécutifs, ce qui cause aux habitants des pertes qu'ils ne peuvent apprécier (2).

10. — Le terroir, de sa nature fort montagnard et d'un sol fort léger, la terre se délayant aisément et, aux moindres orages, forme des ravins qui, par leur largeur et leur profondeur, rendent une grande partie du terroir impraticable, non seule-

(1) *Mère* : Sorte de fossé (GODEFROY : *Dict^{re}* etc. cite O. DE SERR. *Th. d'Agr.* II, 1^{re} éd., 1606, qui décrit les grands fossés appelés *mères* et la façon dont ils se forment sur les terroirs.)

(2) Débordement des eaux à Coupéville pendant l'hiver de 1770 : reconstruction des ponts de ce village sis l'un sur la Moivre et l'autre sur le vallon de Brannel, démolis par ce débordement. (*Arch. de la Marne*, C, 581.) — Autres sinistres et dégâts du même genre de 1770 à 1778. (*Ibid.*, C, 1669.)

ment à la charrue, aux voitures et même en plusieurs endroits de passer à pied, en sorte que ce terroir ne présente qu'un regard affreux ; tout cet exposé est de notoriété publique et constaté par grand nombre de procès-verbaux de Messieurs les officiers de l'élection de Châlons, notamment par celui du 5 juin 1760, qui constate une perte de quinze à seize mille livres tant en bâtiments, bestiaux périssables et meubles entraînés.

11. — Sa Majesté sera humblement suppliée de considérer que cette paroisse est assujettie à un terrage qu'ils paient à Messieurs du chapitre Saint-Étienne de Châlons (1) qui se perçoit à raison de la treizième partie des fruits des terres situées sur trente contrées du terroir les plus voisines du village, et par conséquent les meilleures de ce terroir ; à l'égard des mêmes grains, ce terrage ne se perçoit qu'à la seizième partie dont le rachat serait d'un grand intérêt pour les habitants de cette paroisse et qui les libérerait d'une entrave dont ils sont enchaînés dans la culture de leurs terres, s'il plaisait à Sa Majesté d'en ordonner ainsi.

Ainsi a été arrêté dans l'assemblée de ladite communauté, le 8 mars 1789.

P. LAMBIN, Memmie DEVARENNE, François DELAVAL,
Honoré JOANNÈS, François LAMBIN, etc.....
GRANDJEAN.

(28 signatures.)

COURJEONNET

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Courjeonnet (2) était composée de 40 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 3, les habitants se réunirent sous la présidence de Nicolas OUDIN, syndic municipal, assisté de Jean Gonet,

(1) Le Chapitre avait haute, moyenne et basse justice à Coupéville (titres royaux du 7 juillet 1404 reconnaissant cette seigneurie : E. DE BARTHÉLEMY : *Diocèse anc. de Châlons*, ouv. cit., 1^{er} vol., page 114 ; 2^e vol., page 78.)

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 164. Cahier, dossier c, pièce 5 : 3 pages non cotées, mais paraphées en bas par le greffier Gonet ; mention « vu et lu » sans signature ni paraphe).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 581 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 850,

greffier de la justice et de la municipalité.— Le procès-verbal constate la présence de Louis Férat, « premier membre », Pierre et Charles Hadot, membres adjoints, Pierre Gonet, Jean Oudin, François Nominée « présent » (*sic*), Jacques Cheuvreux, François Bergault, Antoine Truffaut, L.-Joseph Chéré, Jean-Simon Callot, Jean-Nicolas Oudin, Louis Chéré, Louis de Chevreuse, Pierre Lefèvre, Gabriel Morlet, Edme Laurent, François Lefèvre, Pierre Nominée, André Niclet, Hubert Lefèvre. — Les députés furent Louis FÉRAT et Pierre HADOT.]

CAHIER

Cahier de remontrances, plaintes et doléances des habitants contribuables de la paroisse de Courjeonnet, diocèse de Châlons-sur-Marne.

Tous lesquels habitants s'étant tous assemblés et d'unanime voix, le 3 du mois de mars, présent mois, pour se conformer aux ordonnances de Sa Majesté, de la convocation des États généraux, données à Versailles le 24 janvier dernier, ensemble de l'ordonnance de M. le grand bailli d'épée de Châlons-sur-Marne, en date du 17 février dernier, et signification faite auxdits habitants, le 26 février dernier, par Bruan, huissier au bailliage royal de Châlons, pour être, ledit cahier, présenté par leurs députés en l'assemblée du bailliage de Châlons, indiquée au 12 du présent mois, à quoi nous, contribuables, nous désirons qu'il plaise aux États d'y avoir égard, donnons tous pouvoirs à nos députés de par nous proposer notre avis ainsi qu'il suit :

PREMIER CHAPITRE DE REPRÉSENTATIONS. — Que les charges et impôts publics soient supportés par les trois ordres ;

2. — Que M. le curé de Villevenard, décimateur pour moitié des dîmes de grains, seul en vin, dîmes vertes et charnage dont il reçoit annuellement 700#, ci..... 700#

3. — M^{me} l'abbesse d'Andecy, décimateur pour moitié des grains estimés 400#, ci..... 400#

Observations très nécessaires à observer : Lesdits décima-

943 : Impositions. — C. 1023 : Capitation. — C. 1836 : Église et presbytère ; — etc.

— Courjeonnet appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 36 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 64 hommes, 55 femmes, 15 garçons et 17 filles, soit 151 habitants.

teurs (1) ne sont tenus à aucune réparation ; ainsi qu'ils entretiennent rien à ladite église ainsi qu'à la maison curiale (2) (et nous demandons à l'avenir qu'ils soient chargés de l'entretien du chœur de notre dite église, ainsi que la maison curiale tout entier) (3), et mur de clôture qui sont en très mauvais état, ce qui vient une partie très onéreuse auxdits habitants ; qu'ils n'ont aucune ressource et qu'ils ne reçoivent aucune charité de leur seigneur, ainsi que de leurs décimateurs qui enlèvent tout ce qu'il y a de mieux sur le terroir.

4. — Une répartition égale en raison de la fortune au sujet, pour payer la dette nationale [et] à l'avenir les charges de l'État ; de façon que celui qui aura plus paie plus, et que celui qui aura moins paie à proportion.

5. — Supprimer tous les impôts qui écrasent le Tiers état des campagnes, comme les corvées, les aides, les hommes de garnison ; diminution du sel ; suppression de toutes les charges, emplois, pensions onéreux à l'État que paient d'une façon ou d'une autre les habitants de campagne.

6. — Établissement dans nos paroisses d'une caisse dans laquelle sera déposée la contribution de chaque habitant ; cette municipalité de paroisse portera ces fonds à la caisse royale du bailliage de Châlons.

7. — Suppression actuelle des exercices des huissiers-pri-seurs qui ruinent ces pauvres malheureux habitants de la campagne dont on ne trouve pas de quoi les payer après leur peu de travail (4).

8. — Obliger les seigneurs ou leurs receveurs à détruire tout gibier comme lapins, lièvres, perdrix et pigeons, ce qui cause

(1) *État des biens de l'abbaye d'Andecy d'après le fonds de ce monastère conservé aux Archives départementales de la Marne* (E. DE BARTHÉLEMY ; *Diocèse anc. de Châlons*, ouv. cit., 1^{er} vol., page 161). — L'abbaye d'Andecy, qui possédait depuis le Moyen âge la dime de Courjeonnet, en avait, dans la suite, abandonné la moitié au curé de Villevenard.

(2) Les charges relatives à l'entretien de l'église et de la maison curiale étaient fort lourdes pour la communauté : réparations au presbytère adjudgées à 595 livres en 1739 ; rôles de répartition de la somme à lever sur la paroisse en 1739 et 1740 pour ces réparations. Travaux à l'église et à la maison curiale adjudgés à 1,725 livres en 1755. Réparations à l'église en 1762 et 1776 ; — etc. (*Arch. de la Marne*, C, 1836.)

(3) Cette phrase, entre parenthèses, a été ajoutée par le rédacteur en marge du cahier.

(4) Voir le cahier d'Athis, page 41.

un des plus grands dommages que l'on ne peut pas fixer dans le temps des moissons et ensemencements de grains, ce qui fait une perte très considérable (1).

9. — Obliger le seigneur des marais à tenir les ponts et chaussées et dessèchements des marais afin que les charrois soient praticables de village à autre, afin que l'on puisse avoir la facilité des charrois de Sézanne à Congy, à Fère-Champenoise et Sézanne (2), sans être exposés à sa vie et à celle de leurs bestiaux, de ceux qui veulent s'exposer à passer dans ces marais très dangereux, faute par le seigneur des marais de ne pas remplir les engagements qu'il s'était chargé lorsque Sa Majesté lui a donné le marais.

10. — En outre, représente à Sa Majesté ladite communauté qu'il leur est très onéreux de ne point avoir la liberté de faire paître leurs bestiaux sur les prés-marais appartenant à Sa Majesté, qui ont été donnés au comte de Romécourt pour en faire le dessèchement après les fauchaisons faites, ce qui a été d'usage de tous les temps, sinon depuis dix-huit à vingt ans. Chose extraordinaire arrivée dans ladite paroisse, le 13 novembre 1785 : Vingt-six bœufs à la conduite de trois gardiens pour les faire paître dans lesdits marais fauchés appartenant à trois laboureurs de ce lieu ; sont survenus les gardes de M. de Lantage, seigneur actuel de ces marais, qui ont fait l'enlèvement de ces bœufs par force, conduits chez ledit seigneur, à Bannes, deux lieues de distance de l'endroit, et qui malgré toutes réclamations, faites verbales, des propriétaires de ces bestiaux, a toujours refusé de les remettre et a voulu procéder, et les a gardés seize à dix-huit jours, ce qui a coûté un tort considérable à ces particuliers, attendu qu'il a fallu lui payer sur-le-champ des sommes d'argent considérables, non compris les torts et dommages que cela a causé sur leurs empouilles, qu'ils n'ont pu finir, attendu les temps contraires à l'arrière-saison (3).

(1) Voir les cahiers d'Aulnizeux et de Cernon, pages 60 et 125.

(2) C'étaient les trois marchés de la région (voir ci-dessus le cahier de Congy, page 200). — Requête du comte de Lantage pour la construction d'une levée à travers les marais de Saint-Gond. (*Arch. de la Marne, C, 1588.*)

(3) Ces marais considérables, qui couvraient une grande partie de la région entre Épernay et Sézanne, sont aujourd'hui, grâce aux travaux de dessèchement, en partie devenus des prairies fertiles. En 1789, les territoires de quinze communautés d'habitants : Aulnay-aux-Planches, Aulnizeux, Colzard, Coligny,

11. --- Nous demandons que les villes et paroisses nourrissent leurs pauvres, attendu que l'on est chargé de quantité de pauvres étrangers (1).

Pierre HADOT, Louis FÉRAT, Pierre LEFÈVRE, Jacques CHEUVREUX, etc.....

Nicolas OUDIN, syndic.

(11 signatures.)

Troisième page cotée et paraphée pour l'absence de M. le prévôt.

GONET, greffier de la justice et de la municipalité.

Joches, Morains, Vert-la-Gravelle, Courjeonnet, Villevenard, du bailliage de Châlons ; Bannes, Broussy-le-Grand, Broussy-le-Petit, Reuves, Oyes, Talus-Saint-Prix, dans le bailliage de Sézanne, et des deux anciennes paroisses du Mesnil-Broussy et de La Chapelle, bordaient ces marais. Ces communautés revendiquaient contre le comte de Lantage, seigneur des marais, certains droits, et demandaient des améliorations qu'ils ne pouvaient obtenir : ils réclamaient surtout le dessèchement de ces terrains marécageux et la libre jouissance ou possession des pâturages.

Ces marais de 5,724 arpents avaient, en effet, été concédés par Louis XIV. le 28 mai 1670, au comte de Romécourt, lieutenant des gardes du corps, compagnie de Noailles, « pour les services que lui avaient rendus cet officier général pendant vingt-cinq années » ; mais à la condition expresse, dit un arrêt du conseil du 21 février 1702, qu'il les ferait défricher, qu'il assainirait la région, qu'il ferait construire des chaussées et qu'il laisserait aux communautés le droit qu'elles avaient toujours eu de couper les roseaux pour le chauffage ordinaire des habitants, et de conduire leurs bestiaux dans les prairies. Faute d'avoir rempli, depuis un siècle, les clauses imposées au comte de Romécourt, les communautés réclamaient au comte de Lantage, le nouveau seigneur et propriétaire (actes de vente des 8 septembre 1756 et 28 août 1759), la possession des marais et des pâturages dont il prétendait même, on le voit par l'incident relaté dans le cahier ci-dessus, interdire l'accès. Plus tard, le 7 novembre 1792, un arrêté du département de la Marne qui fut, du reste, attaqué sous la Restauration par le fils du comte de Lantage, devait mettre les communes en possession des marais de Saint-Gond. (*Bibliot. de Reims, fonds Deullin : Mémoire pour le comte de Lantage contre les communes de Saint-Prix, Oyes et autres*, signé : Béguin. Paris, Imp. Gueffier, s. d. [1828], in-4° de 60 pages exposant très longuement l'histoire du procès d'après les prétentions des seigneurs. — Même dossier : *Arrêt du Conseil d'État du 17 novembre 1828*, pièce man. — *Arch. de la Marne, C, 1761* : Dossier sur le dessèchement des marais de Saint-Gond. — *Ibid., C, 1774* : Répartition de sommes à lever sur les 17 paroisses limitrophes des marais de Saint-Gond ; — etc.)

On trouvera dans d'autres cahiers, par exemple dans ceux de Joches, Villevenard (b⁹ de Châlons), et surtout dans ceux de Broussy-le-Grand, Oyes, Reuves et Talus-Saint-Prix (b⁹ de Sézanne), de nouvelles plaintes et des faits précis sur la situation de ces marais et les contestations entre les habitants et le seigneur.

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 45.

COURTISOLS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Courtisols (1) était composée de 500 feux environ. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 10, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre-Jacques PÉRIT, juge-prévôt en la justice-prévôté de Courtisols, ban Saint-Remy. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Appert-Goujat, syndic de la municipalité, Claude-Antoine Gobillard, Jean Appert-Collery, Jean-François Gobillard, Nicolas Appert-Goujat, Jean Cochelet, Nicolas Colsenet, Jacques Lorinet, François Lorinet, greffier de la municipalité, Claude-Étienne Colsenet, Jacques Pannet, Claude Gobillard, Nicolas Deu, Pierre-Abdon Jolly, Jean Appert-Collery, Jean Parjouet, Jean Adnet, Jacques Montel-Marquis, Jean Gobillard, Joseph Hémet, Jean Gobillard, Nicolas Hermant, Jean-François Arnould, Jacques Lorinet, Pierre Pérardel, Claude Pérardel, Charles Boullé, Pierre Appert-Gonard, Claude Benoit, Jean-Baptiste Pérardel, François Jossinet, Jean-Baptiste Appert-Goujat, Jean-François Jolly, Nicolas

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 166 : copie signée seulement du greffier-secrétaire, F. Lorinet. Cahier, dossier c, pièce 122 : 4 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 582, 2919 et 2992* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics ; procès. — *C, 943* : Impositions. — *C, 1023* : Capitation. — *C, 1045* : Vingtièmes. — *C, 1120* : Aides et gabelles. — *C, 1236, 1243 à 1246, 1255* : Étape de Courtisols ; convois. — *C, 1589* : Corvées. — *C, 1669* : Ponts sur la Vesle. — *C, 1836* : Églises et presbytères. — *C, 2976* : Police. — *C, 3001 et E, 1002* : Domaines ; usages ; notes et renseignements sur Courtisols, notamment une étude sur la *Statistique et le dialecte ou patois du village de Courtisols*, par Claude Normand père (étude manuscrite de 22 feuillets : 1^{er} avril 1812). — *C, 363* : Épidémie de fièvre putride (1770-1772) ; — etc.

Arch. de la comm^{ne} de Courtisols, D^s dossier 2 : Administration de la communauté ; corvées ; horloge de l'église Saint-Martin ; rôles de la taille tarifée ; capitation ; nomination des membres de la municipalité ; procès ; comptes de la communauté ; etc. — *N^o doss. 17* : usages ; chemins ; indivision avec l'Épine. — *N^o doss. 1 à 6* : droits de pêche, chasse, pâturage, usages, etc. ; titres de la communauté. — *O^o doss. 13* : Chemins. — *O^o doss. 1 à 3* : Droits de la rivière de Vesle : procès avec les seigneurs, notamment avec Du Cauzé de Nazelle (1766-1770). — *P^o doss. 1 à 12* : Titres de la fabrique, etc. — *P^o doss. 6* : Cultures. — *P^o doss. 1 à 10* : Justices seigneuriales de l'Épine, des bans de Souastre et de Bussy, du ban de Saint-Remy, du ban du Chapitre, etc. ; procès avec le Séminaire. — *Notices historiques et manuscrites* par l'ancien

Gobillard, Claude Lorinet, Vincent Gobillard, Jean-Pierre Rollet, Jacques Adnet, François Montel-Saint-Paul, François Hémet, Jacques Sauvage, Jean-Baptiste Rollet, Jacques Hermant, Jacques Delabarre, Jean-François Appert-Gouyat, Jean Geny, Claude Babelot, Jacques-Félix Appert-Collery, Michel Éloide, Jean Adnet, Nicolas Pannet, Claude Simon, Jean-Baptiste Gobillard, Jean-Baptiste Montel-Saint-Paul, Félix Brocq, Jean-François Jossinet, Jacques Galichet, Jean-Baptiste Colsenet, Nicolas Collard, Nicolas-Félix Pannet, Jacques Appert-Collery, Jean-Baptiste Collery, Jean-Pierre Martin, Nicolas Simon, Jacques Deu, Jean Collery, Jean-François Gouyat, Jacques Collery. — Les cinq députés furent Pierre-Abdon JOLLY, notaire, Claude-Antoine GOBILLARD, Jean APPERT-COLLERY, Nicolas SIMON et Nicolas DEU.]

CAHIER

Représentations, plaintes et doléances des habitants de Courtisols, élection de Châlons, province de Champagne, pour être remises à l'assemblée générale des trois États du bailliage de Châlons.

Le marc de la taille est de trois sols quatre deniers et demi pour livre pour la propriété.

Celui des impositions accessoires est de trente-et-un sols trois deniers trois quarts pour livre de la taille.

La prestation pour les corvées à raison d'un sixième des impositions.

Les deux vingtièmes et sol pour livre du premier.

Si tous les sujets de Sa Majesté, le clergé, la noblesse, les

maire Benoist (1865) sur Courtisols, ses seigneurs, le hameau de Longevas, entre Moncetz et Courtisols, etc. (Communication de M. Ras-selet, instituteur.)

BIBLIOGRAPHIE. — HUBERT : *Notice sur la commune de Courtisols* (Châlons, imp. Boniez, s. d. [1820] in-8° de 16 pages). — *Sur le village de Courtisols : lettre de Grosley (1776)*, etc. (extr. des tomes V et VI des *Mém. de la Société des Antiquaires de France*, 1823-24). — Cl. NORMAND : *Notices historiques sur Courtisols* (*Annuaire de la Marne*, 1812, page 59 : extrait d'une *Étude sur le canton de Marson*. — *Annuaire de la Marne*, 1813, page 55). — E. DE BARTHELEMY : *Notes historiques et archéologiques sur Courtisols* (Paris, H. Menu, 1881, in-16. — *Annuaire de la Marne*, 1882, page 395). — Ém. GUÉRARD : *Le Patois de Courtisols* (Châlons, 1905, in-12). — Ces monographies et études portent surtout sur l'idiome particulier des habitants de Courtisols qui aurait une certaine analogie avec celui de la Suisse.

— Courtisols appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 436 feux roturiers, 3 ecclésiastiques. — Population : 770 hommes, 754 femmes, 148 garçons et 137 filles, soit 1,809 habitants.

privilégiés et généralement tous ceux qui jouissent de privilèges et exemptions, payaient au Roi autant pour livre de leur revenu que la communauté de Courtisols, les plaies de l'État seraient bientôt guéries, et les coffres de Sa Majesté seraient remplis ; par ce moyen, elle pourrait, selon le désir de son cœur si manifestement marqué, soulager le Tiers état qui souffre et gémit depuis si longtemps sous le poids de l'impôt, tandis que le Clergé et la Noblesse, qui en sont exempts, jouissent de l'abondance.

Les habitants espèrent que la Noblesse, les privilégiés et tous ceux qui jouissent d'exemptions se conformeront aux sentiments équitables de la noblesse du Dauphiné et de celle des autres provinces qui offrent de contribuer à toutes les impositions selon leurs facultés et revenus, de même que le Tiers état.

Outre les charges de la communauté, elle a encore un procès au Parlement qui dure depuis vingt années, ce qui a obéré la communauté qui a fait des emprunts dont elle paie la rente ; elle désirerait que ce procès avec leurs seigneurs fût terminé (1).

(1) En 1769, les habitants de Courtisols avaient contesté les droits du Séminaire de Châlons, seigneur du village comme prévôt du prieuré de Sainte-Marie-Madeleine de Courtisols qu'il tenait de l'abbaye de Saint-Remy de Reims depuis 1702 ; ils refusaient de payer les cens et autres redevances attachés aux héritages. Un procès s'engagea, il fut commencé le 11 octobre 1769 par une assignation aux Courtisolsiens et jugé en première instance au bailliage de Châlons le 12 juin 1779 : pendant ces dix années, de longs mémoires excessivement agressifs furent échangés entre les deux parties. Les supérieurs et directeurs du Séminaire cherchèrent à établir leurs titres et firent l'historique des droits qu'ils prétendaient avoir à Courtisols : haute, moyenne et basse justice, droits de douze bichets d'avoine, droit de terrage, propriété de la rivière, droit d'afforage des vins, droit des essoignes des héritages, droit de plaid banal, cens, menus cens, droit de sauvaire, droit de vente des héritages censuels, propriété des terrains des halles, droit de faire terriers, etc. L'avocat des habitants niait absolument l'authenticité des documents produits par celui du Séminaire. Les Courtisolsiens perdirent presque entièrement le procès ; il leur coûta 10,000 livres ; ils en appelèrent au parlement de Paris, mais la Révolution arriva avant qu'il eût été statué sur cette affaire. (*Arch. de la comm^{ne} de Courtisols : P^e doss. 3 et doss. 6 à 9. — Bibliot. de Reims, fonds Deullin non classé. Châlons, imp. Mercier, 1775 : mémoire in-4^o de 102 pages. — Arch. de la Marne, C, 582.*)

Les habitants de Courtisols avaient également un procès avec le marquis Du Cauzé de Nazelle, seigneur de L'Epine et de plusieurs cantons du terroir de Courtisols, qui avait obtenu à la date du 2 avril 1767 de la maîtrise des eaux et forêts de Vitry-le-François, une sentence qui « enjoignait aux particuliers qui mettaient rouir du chanvre dans des fosses contiguës à la rivière de Vesle, de fermer la communication de ces fosses avec la rivière ». Les habitants

Le village est aussi assujetti au logement des gens de guerre (1).

Ils ont trois ponts à entretenir, ce qui est fort coûteux (2).

Indépendamment de tous ces impôts, il est dû à Courtisols, •dime (3) et terrage, ce qui augmente encore leurs charges, avec censive, lods et ventes dans une partie du terroir.

Enfin la communauté est fort chargée par les différentes impositions et il ne reste, d'après les charges prélevées, pour ainsi dire que leurs industries (4) qui sont leurs seules ressources sans lesquelles ils ne pourraient subsister, c'est ce qui leur procure à peine les aliments les plus grossiers, le revenu de leurs biens suffisant au plus pour acquitter les charges publiques (5).

prétendaient que cette ordonnance entravait l'industrie locale du chanvre qui était une des principales ressources de la communauté. Ils attaquèrent la sentence de la maîtrise de Vitry devant la Table de Marbre; mais un arrêt de cette cour du 26 octobre 1769 confirma les termes du premier jugement; les Courtisiens adressèrent alors, à la date du 13 novembre 1770, une requête au Roi pour obtenir la réformation de ces diverses décisions. (*Arch. de la comm^{ne} de Courtisols* : O^a doss. 3. — *Bibliot. de Reims*, N., 2799-19 : imp. des sentence et arrêt; — *Fonds Deullin* : *Mémoires imp. du marquis de Nazelle... contre les habitants et communauté de Courtisols*. Paris, Cellot, rue Dauphine, 1769, in-4^o de 15 pages.) — Le droit de pêche était aussi l'objet de querelles avec le même marquis de Nazelle et avec le Séminaire. (*Arch. de Courtisols* : *Délibérations des communautés de L'Épine et Courtisols de 1784* : D^a doss. 3, pièce 11.)

(1) Étape de Courtisols : certificats de fournitures en voitures ou chevaux faites à des corps ou détachements en marche, délivrés au syndic de Courtisols par les communautés et majors. (*Arch. de la Marne*, C, 1236.) — Fournitures aux invalides ou soldats convalescents au gîte d'étape de Courtisols. (*Ibid.*, C, 1243 à 1246.)

Des contestations entre l'étaquier et les officiers des troupes qui passaient surgissaient assez fréquemment. (*Ibid.*, C, 1255.)

(2) Construction et réparations des ponts de Courtisols. (*Arch. de la Marne*, C, 1669.) — Sur les droits prélevés sur ces ponts, voir : *Arrêt du Conseil d'État du 2 janvier 1731 qui maintient le sieur Godel dans les droits de passages, vinages ou péages dans les seigneuries de Vadenay et Cuperly-en-Champagne*. (Paris, imp. royale, 1732, in-4^o de 7 pages. — *Bibliot. de Reims*, fonds Deullin, non classé.)

(3) L'abbaye de Saint-Remy, de Reims, avait conservé, dit Ed. Barthelemy (*Diocèse de Châlons*, ouv. cit., 2^e vol., p. 66), les dîmes de Courtisols et aussi quelques menues possessions, notamment une censive seigneuriale emportant lods et ventes et certains droits sur le canton de Pont-Charrois.

(4) En dehors de l'agriculture, on a déjà vu que la petite industrie du chanvre à rouir et à façonner était assez développée à Courtisols.

(5) Les terres usagères appartenaient en commun aux deux villages de Courtisols et de L'Épine; elles étaient indivises: presque toutes se trouvaient à l'extrémité occidentale; la location s'en faisait un septième pour la commu-

Les habitants de Courtisols ont la douleur amère de voir dans leur village un juré-priiseur venir de six lieues de distance de sa demeure à Courtisols pour faire la prisée aux inventaires et faire les ventes des meubles des mineurs ; outre des droits fort chers que compte cet officier pour ses salaires, il perçoit encore cinquante sols par première lieue pour ses allées et venues, et vingt-cinq sols pour les autres lieues, ce que les habitants ont appris (1).

On ne peut disconvenir de la dureté de ces frais et d'autant plus qu'ils tombent sur des mineurs déjà assez malheureux par la perte de leurs parents, ce qui met le comble à leur désolation et enlève souvent le peu de biens qui leur resterait pour les élever et les dédommager autant qu'il serait possible de la perte de leurs père et mère ; la suppression de ces offices, ruineux pour tout le peuple, serait à désirer.

Le bureau du génie établi à Châlons est des plus onéreux aux campagnes. S'il arrive quelques réparations à faire aux édifices publics, qui pourraient être faites par les ouvriers des lieux à peu de frais, au moindre avis le génie vient dresser procès-verbal de l'état des réparations, [lesquelles] souvent mal faites, coûtent le quadruple et souvent plus encore de ce qu'elles coûteraient par les ouvriers des lieux.

nauté de L'Épine, les six autres pour Courtisols. (*Arch. de la Marne, C, 582.* — *Arch. de Courtisols* : N¹ et N² : Jugement du présidial de Châlons de 1661. — Titres des 1^{er} février 1575 portant que les habitants de Courtisols et L'Épine sont propriétaires des bouts de marais jusqu'au bord de la rivière,... et 3 janvier 1654 : des usages communaux entre Courtisols et L'Épine contenant tous droits de pêche, rouissage du chanvre, vaine pâture, etc.) — Voir aussi les réclamations du domaine de 1730 à 1786 pour les années d'arrérages de la rente due par la communauté pour ces usages. (*Arch. de la Marne, C, 3001.*) — Mémoire de Cl. Bonaventure Fagnier, procureur du Roi au bureau des finances de Champagne sur le domaine de Courtisols (1776) et pièces relatives aux usages de ce village. (*Ibid., E, 1002.*)

Les charges de ce village, très étendu sur deux rues parallèles de plus de deux lieues de longueur, étaient très lourdes. Il avait trois paroisses : « Saint-Martin, Saint-Julien et Saint-Memmie, qui sont nécessaires, — dit un « mémoire des habitants de 1774, — à cause de l'étendue de deux lieues de « maisons du village, ainsi distribuées pour profiter des meilleures terres qui « bordent le ruisseau de la Vesle. Quatre bans séparés par des termes com- « posent le terroir de Courtisols, savoir les bans de Saint-Remy, de Soullastre « (sic) du Chapitre et de Bussy... » (*Ibid., C, 1836* ; dans ce même dossier se « trouvent les dépenses d'entretien et de réparations de ces trois églises de « 1733 à 1774.)

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

Il vient de s'établir à Châlons un droit de rouage qui consiste à treize sols par voiture de marchandises entrant à Châlons ou passant sur le territoire de ladite ville ; si un homme de la campagne a besoin d'une pierre de taille, d'une pièce de bois ou autre marchandise, quoi qu'il n'ait que très peu de chose sur sa voiture, on fait payer treize sols pour ce droit de rouage à la sortie ; conséquemment les marchandises d'une voiture qui a payé en entrant peut payer dix à douze fois par la sortie sur plusieurs voitures, quelquefois le même jour ; ceci est un véritable abus et ce sont les habitants de la campagne qui en sont les victimes (1).

Les habitants des campagnes sont vexés par les commis à la perception des droits d'aides. Un de ces droits, et le plus affreux peut-être qui puisse exister, est, ce qu'en termes d'aides, on appelle trop bu (2) ; le malheureux habitant de la campagne qui achète du vin, qui paie pour ce vin tous les droits dûs à Sa Majesté, ne peut cependant en consommer qu'une faible quantité qui est arbitrairement fixée, et s'il en consomme au-delà on lui fait payer le droit de détail comme à un cabaretier (3).

Si les États généraux jugent que les aides doivent subsister, qu'au moins ce droit barbare, et qui ne tend qu'à écraser les citoyens de la classe la plus malheureuse, soit aboli.

Le sel est fort cher : il coûte quatorze sols moins trois deniers la livre et, pour augmenter l'affliction des habitants des campagnes, les officiers du grenier à sel ne commencent à délivrer le sel aux habitants de la campagne qu'à trois heures après-

(1) Droit de *roage* ou *rouage*, droit que le seigneur péager prenait pour une charrette vide ou chargée de marchandises, etc. (GODEFROY ; *Dictr.*, etc.) Droits et octrois perçus à l'entrée de Châlons. (*Arch. de la Marne*, C, 408 et 521.)

(2) Le droit de *trop bu* que d'autres cahiers appellent le droit de *gros manquant* (voir ci-après le cahier de Fèrebrianges, page 295), était dû sur les vins manquants des inventaires aux déductions portées par l'ordonnance de 1680 et par les déclarations des mois de septembre 1684 et 4 mai 1688, suivant un tarif qu'on trouvera dans le *Dictionnaire des Aides*, de Pierre Brunet de Granmaison (Paris, Proult, 1750, 2 t. en 1 vol. in-12. — *Bibliot. de Reims*, N., 2728). — Voir dans cet ouvrage l'histoire et les modes d'application de ce droit (t. I^{er}, pages 229 et suiv. ; t. II, pages 47 et suiv.).

(3) En 1761, une plainte fut portée contre les employés des fermes qui s'étaient livrés à des vexations et à des voies de fait sur la personne de Lorinet, cabaretier à Courtilsols. (*Arch. de la Marne*, C, 1120.)

midi, ce qui ne finit qu'à sept ou huit heures du soir, ce qui oblige aussi à giter ou à s'en retourner nuitamment, ce qui est nuisible et coûteux.

Si un particulier demande un demi-minot de sel, on lui délivre deux quarts, pourquoi ? Parce que le demi-minot fait au moins une livre de plus que les deux quarts, ce que la plupart des habitants ont éprouvé.

Outre cela, le sel qu'on délivre est ordinairement mauvais et rempli de saletés ; il serait à désirer que le sel, qui est un des objets de consommation absolument nécessaire à la vie, devint une marchandise de commerce : le Roi y gagnerait davantage par la suppression de tous les employés ; le peuple paierait cette marchandise moins chère et l'aurait meilleure.

Il serait aussi à désirer qu'il y eut des États provinciaux dans la Champagne ;

Que la justice fût rapprochée des justiciables et qu'il y eut dans la province un tribunal qui jugeât souverainement toutes les contestations ; bien loin que cet établissement fût une source de procès, il en arrêterait considérablement, parce que l'homme puissant et riche ne se ferait plus un droit de l'éloignement pour écraser le pauvre qui, souvent, est obligé de sacrifier ses intérêts, n'ayant pas le moyen d'aller solliciter justice à quarante et quelquefois soixante lieues de son domicile.

Telles sont les représentations des habitants de Courtisols ; leur peu d'expérience et de connaissance ne leur permettent pas d'entrer dans de plus grands détails, mais ils espèrent que MM. les députés aux États généraux suppléeront à leur incapacité ; ils leur remettent leurs intérêts entre les mains ; ils les prient aussi de chercher les moyens de contribuer à la guérison des maux de l'État, à la prospérité et tranquillité du royaume, et au bien de tous les sujets de Sa Majesté, et de soulager le Tiers état qui est la classe la plus considérable, la plus surchargée et la plus malheureuse.

Joseph HEMET, J.-F. PARJOUET, Jean GOBILLARD, etc. . . .

APPERT, syndic, F. LORINET, greffier.

(62 signatures.)

CUPERLY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Cuperly (1) était composée de 72 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 4 mars, les habitants se réunirent sous la présidence de Claude-Ignace PARADIS (2), curé de Cuperly, et de Jacques ARNOULD, membre de la municipalité. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des autres habitants qui assistèrent à cette réunion ; mais au bas du document, on lit les signatures de François Arnould, Claude Arnould, syndic, D. Remy, Jean-Baptiste Jacquet, François Gillet, François Tronsson, Jean-Baptiste Arnould, Louis-P. Remy, P.-Ignace Gillet, Philbert, C. Rouyer, D. Maucler, Jean Lorin, P.-C. Arnould. — Les députés furent François ARNOULD et Jean-Baptiste JACQUET.]

CAHIER

Appel et assemblée convoquée à la manière accoutumée, la plus grande partie des habitants se sont rendus chez Claude Arnould, syndic de la municipalité, et, après avoir mûrement réfléchi, ils ont cru devoir représenter ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Demandons que les ateliers de corvées soient

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal rédigé sur formule imprimée, dossier b, pièce 165. Cahier, dossier c, pièce 81 : 3 pages cotées et paraphées par le syndic Arnould ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 583 et 2919* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 853 et 943* : Impositions. — *C, 1589* : Corvées. — *C, 1912* : Église et presbytère. — *C, 363* : Épidémie de fluxions de poitrine et de fièvres putrides en 1772 ; — etc.

— Dans le 1^{er} registre de l'assemblée communale du 8 septembre 1788 au 31 juillet 1791, on trouve : *folio 5* : le 2 novembre 1788, lecture par le syndic de la déclaration du Roi qui ordonne que l'assemblée des États généraux aura lieu dans le courant de janvier 1789 ; *folio 6* : 1^{er} mars 1789, lecture de la déclaration du Roi fixant au 27 avril 1789 la date de la session des États généraux ; *folios 6 et 7* : 8 mars 1789, duplicata du procès-verbal analysé ci-dessus, et insertion au registre du cahier des doléances. (*Arch. commun. de Cuperly*, communication de M. Briffaut, instituteur, et de M. Gillet, adjoint au maire de Cuperly.)

— Cuperly appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 70 feux roturiers. — Population : 115 hommes, 123 femmes, 28 garçons et 14 filles, soit 280 habitants.

(2) Claude-Ignace Paradis, curé à portion congrue d'un revenu de 700 livres, prêta le serment pur et simple le 23 janvier 1791.

placés comme autrefois à la portée des villages ; que les adjudications ne soient plus multipliées et ne comprennent plus de six ateliers ; qu'elles soient faites au moins en présence d'un de leurs syndics (1).

2. — Demandons qu'il y ait réforme dans l'administration des finances, des contrôles ; qu'il y ait un seul et unique impôt sous la seule dénomination, afin que les communautés puissent avoir la liberté de faire l'application de leurs impôts ;

3. — Que les commissaires chargés de recevoir les déclarations écoutent toute personne taillable ;

4. — Qu'il ne soit mis dans chaque mesure de sel qu'une seule grille et diminution de prix ;

5. — Suppression des aides et gabelles et la douane reculée aux frontières ;

6. — Réforme de l'huissier-priiseur comme étant très à charge aux mineurs du Tiers état et aux héritiers collatéraux (2) ;

7. — Un seul poids et une seule mesure dans tout le royaume ;

(1) Rapport sur les travaux de charité et projet d'une instruction générale sur le régime des ateliers de charité (*Procès-verbaux des séances de l'ass. prov. de Champagne*, ouv. cit., séance du 12 décembre 1787, pages 200 et suiv.). Ce rapport nous apprend que la généralité de Châlons comprenait, en 1787, 145 ateliers de charité ayant exécuté pour 1,358,441 livres d'ouvrages. Dans une lettre adressée à l'intendant des ponts et chaussées La Millière, le 10 mars 1783, Rouillé d'Orfeuil disait déjà qu'il y avait « en Champagne cette année 132 ateliers afin de « procurer aux pauvres plus de facilité de s'occuper sans être obligés de s'éloigner de leur domicile ». — « Je les ai multipliés principalement, ajoutait-il, « dans les vignobles de la Champagne, l'abondance et le défaut de vente des vins « réduisant les vigneron à un état d'indigence presque égal à une perte totale « de récolte. » — Dans l'élection de Châlons il existait des ateliers de charité à Avize, Baye, Châlons-sur-Marne, Cheniers, Chevigny, Compertrix, Congy, Connantre, Contault-le-Maupas, Éclaires, Écury-sur-Cooles, Étoges, Juvigny, La Chapelle-sous-Orbais, Le Châtelier, Le Mesnil-sur-Oger, Loisy-en-Brie, Longevas dépendance de Moncetz, Mairy-sur-Marne, Nuisement-sur-Cooles, Oger, Passavant, Pocancy, Pogny, Sarry, Saint-Memmie, Saint-Martin-sur-le-Pré et Vinetz, Saint-Mard-sur-le-Mont, Somme-Vesle, à la ferme Saint-Laurent, Togny, Trécon, Thibie, Vanault-les-Dames, Vaugency, Vertus, Villers-aux-Bois, Volpreux et Vouciennes. (*Arch. de la Marne, C, 1700 à 1735.*) — Sur la question de « la Corvée royale pour la construction et l'entretien des grands chemins » consulter E.-J.-M. VIGNON : *Études historiques sur l'administration des voies publiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles* (3 vol., Paris, Dunod, 1862, gr. in-8°).

(2) Voir le cahier d'Athis, page 41.

8. -- Abolition de la double dîme que les seigneurs perçoivent sur les terres de communauté (1) ;

9. — Demandons que les droits seigneuriaux soient modérés comme étant très chargés dans notre communauté ; que chaque laboureur et manouvrier doit, par chaque année, huit boisseaux d'avoine, mesure de Châlons (2), par chaque ménage et par chaque cheval huit boisseaux de même mesure, et les manœuvres qui ne récoltent rien sont obligés de payer ;

10. — Et, pour les ponts et chaussées de notre communauté, comme étant très fréquentés, étant de grosses réparations, les revenus ne peuvent pas y suffire pour les rétablir (3) ;

11. — Demandons que l'on ait égard à la construction des presbytères et réparations comme étant très coûteux aux communautés qui ne sont pas en pouvoir (4) ;

12. — Demandons qu'il leur soit fait une diminution sur leurs impositions à cause de la mauvaise situation de leurs terrains et de l'abondance de veuves et du menu peuple (5).

Fait et arrêté par nous, curé, syndic et membres et habitants de la communauté de Cuperly, le 8 mars 1789, et ont signé :

PARADIS, curé de Cuperly, Claude ARNOULD, syndic,

J. ARNOULD, etc.....

P.-C. ARNOULD.

(15 signatures.)

(1) Les dîmes de Cuperly étaient levées, dit Ed. de Barthélemy (*ouv. cit.*, 2^e vol., page 60), par l'abbaye d'Hautvillers pour deux tiers, et pour le reste par le chapitre de Reims.

(2) Voir le glossaire.

(3) Pavage de la chaussée de Cuperly. (*Arch. de la Marne, C, 583.*)

(4) Cuperly, annexe de la paroisse de Vadenay, supportait une partie des frais de réparations et construction des bâtiments de l'église et du presbytère de cette communauté. (*Arch. de la Marne, C, 1912.*)

(5) Pour 77 contribuables, Cuperly dut payer, en 1789 : 2,771 livres 1 sol 8 deniers d'impositions (taille, accessoires et capitation). — La somme à peu près égale de 1790 (2,657 livres) fut répartie sur 122 contribuables, car on comprit alors les anciens privilégiés : le seigneur Gilles-François-Denis de Cappy, le commandeur de Dampierre, les chanoines de Reims, les religieux d'Hautvillers et l'hôpital de Châlons. (Rôles de 1770 à 1790 : *Arch. de la Marne, C, 853.*)

DAMPIERRE-AU-TEMPLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Dampierre-au-Temple (1) était composée de 22 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre Joppé, syndic municipal. — Le procès-verbal constate la présence de Jean-Baptiste Machet, Claude Joppé, Claude Croix, Denis Lecler, greffier, Louis Croix, Louis-François Machet, Claude-Joseph Molé, Nicolas Remy, N. Boulangé, Augustin Mouton, Jean-Louis Godart, Nicolas Molé. — Les députés furent Jean-Baptiste MACHET et Claude CROIX.]

CAHIER

Du 1^{er} mars 1789.

Cahier de doléances, plaintes et remontrances et vœux des habitants de la communauté de Dampierre-au-Temple, conformément à l'ordonnance du grand bailli de Châlons-sur-Marne, à la lettre du Roi du 24 janvier 1789 et au règlement y annexé, savoir :

ART. 1^{er}. — Demandent qu'il n'y ait qu'un seul et unique impôt, sous la seule et même dénomination, supporté également par les trois ordres suivant leurs revenus ; que, par rapport à la répartition de l'impôt, les terres soient réduites à la même mesure et imposées suivant leur valeur, et que les communautés puissent avoir la liberté de faire elles-mêmes l'application de leurs impôts, et que si elles demandent des commissaires pour prendre les déclarations et changements, lesdits commis-

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 170. Cahier, dossier c, pièce 75 : 8 pages numérotées mais non paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 585* : Administration de la communauté ; biens usagers ; comptes des syndics. — *C, 854 et 944* : Impositions. — *C, 1669 et 1671* : Ponts. — *C, 1838* : Église et presbytère ; — etc.

— Dampierre-au-Temple appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune appartient au canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 20 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 32 hommes, 41 femmes, 8 garçons et 6 filles, soit 87 habitants.

saires aient des ordres précis pour écouter les plaintes et remontrances des personnes taillables ;

2. — Que la taille représentative de la corvée soit payée à l'avenir par les trois États et non supportée par le peuple seul, qui en est écrasé ;

3. — Que les ateliers des corvées soient placés comme autrefois à la portée des villages ; qu'ils ne comprennent pas plus de six communautés, ils seront d'une entreprise plus facile et moins coûteuse ; que les adjudications soient faites au moins en présence d'un ou de deux de leurs syndics, et qu'il soit rendu compte aux assemblées provinciales des sommes demandées pour ce (1) ;

4. — Qu'il soit fait suppression des aides et gabelles ; les barrières reculées aux frontières ; plus d'entraves, mais liberté de commerce par tout le royaume ; qu'il ne soit mis dans chaque mesure de sel qu'une seule grille et que, lorsqu'un particulier se présentera au grenier à sel pour un demi-minot ou minot, il soit livré dans la mesure établie, ce qu'on leur refuse souvent ;

5. — Suppression de l'huissier-priiseur comme charge trop onéreuse pour les mineurs et héritiers collatéraux ;

6. — Pour la liberté du commerce il serait très avantageux qu'il n'y eut qu'un seul poids et une seule mesure dans tout le royaume ;

7. — Que tous les biens de l'ordre de Malte (2), Citeaux et Clairvaux soient aussi sujets à la dîme comme les autres biens et à l'impôt.

8. — Demandent particulièrement les habitants de Dampierre-au-Temple, que les garennes du seigneur qui ne seront pas environnées au moins de cinquante arpents de terre, même de toutes terres à lui appartenant, soient détruites parce que les susdits habitants possèdent plus de cent journaux de terre aboutissant sur les garennes de leur seigneur dont ils en paient taille, vingtième et généralement tous les impôts exigés par Sa Majesté, la plupart du temps sans faire de récolte et sans aucun dédommagement (3) ;

(1) Voir les cahiers d'Aulnay-l'Aître, page 53, et de Cuperly, page 241.

(2) L'ordre des Templiers avait, dès son origine, en 1128, à La Neuville, près de Dampierre, une commanderie, la première et la plus considérable de la Champagne. Les bâtiments en ont été détruits en 1789.

(3) Voir le cahier de Cernon, page 125. Le commandeur Charles Picot de Dampierre, chef d'escadre, était seigneur depuis 1770.

9. — Que le terroir dudit lieu de Dampierre est trop imposé (1) à raison de la valeur des terres ; qu'une grande partie n'en est labourable que tous les trois ans et ne rend souvent pas au cultivateur les semences qu'il a confiées, ni les peines qu'il s'est données (2) ;

10. — Que les terrages soient supprimés comme étant exigés, la plupart ou sont sans titre, ou que si on les exige les seigneurs fassent exhibition de leur titre (3) ;

11. — Que Sa Majesté, dont les vues bienfaisantes sont d'encourager l'agriculture et de la faire fleurir, daigne rétablir le droit de parcours qui, depuis sa suppression, a mis les habitants dans l'impossibilité de nourrir des bétails (4) et les a privés de l'engrais si nécessaire pour fumer leurs terres qui sont stériles et ingrates sans engrais et n'ont eu aucun dédommagement de leurs impositions, quoique ne faisant plus de si bonnes récoltes, à beaucoup près (5) ;

12. — Que Sa Majesté, pour favoriser davantage l'agriculture, au lieu de tirer le sort de la milice qui enlève (6) aux laboureurs les bras si nécessaires à leurs travaux, lève sur chaque garçon, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante ans, un écu par tête (7).

Le présent cahier contenant douze articles a été délibéré par nous, syndic et habitants soussignés, en l'assemblée convoquée ledit jour et an que dessus.

L.-F. MACHET, N. BOULANGÉ, P. JOPPÉ, syndic, Augustin MOUTON, N. REMY, etc. . . .

(12 signatures.)

(1) En 1789 les 28 contribuables de Dampierre-au-Temple payèrent 837 livres 5 sols 8 deniers de taille, frais de collecte, capitation et accessoires. (*Arch. de la Marne, C., 854.*)

(2) Le dénombrement de 1773 montre que le terroir comptait 812 arpents de terres labourables produisant en moyenne 210 boisseaux de froment pour 70 ensemencés ; 1,750 de seigle pour 875 ; 280 d'orge pour 70 ; 3,202 d'avoine pour 1,281, et 375 de sarrasin pour 75. Mais, depuis et jusqu'en 1789, les récoltes avaient diminué sensiblement et ne produisaient plus guère que la semence. (*Arch. de la Marne, C., 430 et 2876.*)

(3) Voir le cahier de Breuvery, page 99.

(4) En 1773 il n'y avait à Dampierre-au-Temple que 11 laboureurs à une charrue possédant 18 chevaux, 48 bêtes à cornes et 150 moutons. (*Arch. de la Marne, C., 430.*)

(5) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 50.

(6) Sic ; mis pour « enlève ».

(7) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

DAMPIERRE-SUR-MOIVRE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Dampierre-sur-Moivre (1) était composée de 38 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Jacques CHANLAIRE, greffier de la municipalité. — Le procès-verbal constate la présence de Côme Simon, Jean Gaignette, François Aubry, Pierre-Joseph Gaignette, Jean Caillet, Vincent Millon, Joseph Prinnet, Pierre Adnet. — Les députés furent Pierre-Joseph GAIGNETTE et Joseph PRINET.]

CAHIER

Doléances et remontrances des habitants de Dampierre-sur-Moivre, représentés par procureurs en l'assemblée des trois États tenue à Châlons le 12 mars, présente année.

Parmi tant de voix qui célèbrent la bienfaisance de notre auguste monarque, serions-nous assez ingrats pour ne pas y mêler la nôtre ? Sa bonté paternelle s'étend sur tous ses sujets ; tous ses sujets doivent donc lui payer le tribut de leur reconnaissance et de leurs hommages. Le père de son peuple s'inquiète de nos besoins et de notre misère, craignant de ne pas assez les connaître pour les soulager comme il le désire ; il veut, il ordonne que nous les lui mettions sous les yeux ; obéissons donc et soumettons-nous. Voici ce que nous souffrons, voici ce que nous désirons. Nous payons la dime aux décimateurs pour nous procurer un ministre de la religion, qui nous enseigne nos devoirs et qui soulage nos maux. Pourquoi

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 171. Cahier, dossier c, pièce 116 ; 6 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 585 : Administration de la communauté ; nomination des syndics ; usages ; comptes des syndics. — C, 854 et 944 : Impositions. — C, 1024 : Capitulation. — C, 1045 : Vingtièmes ; — etc.

Arch. de la comm^{ne} de Dampierre-sur-Moivre : 1^{er} reg. de délibérations du 8 septembre 1788 au 25 mai 1791 (72 feuillets).

— Dampierre-sur-Moivre appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

-- Dénombrement de 1773 : 39 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 76 hommes, 79 femmes, 15 garçons et 17 filles, soit 187 habitants.

sommes-nous donc obligés de lui construire sa maison et de la réparer dans tous les cas de nécessité ? Nous ne pouvons pas même dans nos chaumières nous garantir des inclémences des saisons, c'est notre indigence qui nous laisse dans cet état de misère.

Que ces décimateurs soient donc, à l'avenir, chargés de ces constructions et réparations qui ajoutent chaque jour à la somme de nos maux (1).

Nos syndics de communauté sont forcés de rendre annuellement leurs comptes par-devant MM. les subdélégués ; ces subdélégués reçoivent de nous depuis un certain temps une somme considérable pour recevoir et approuver ces comptes et pour y donner leur sanction ; ces frais aggravent encore nos besoins et notre misère (2).

Qu'il soit donc ordonné que ces comptes soient, à l'avenir, rendus par-devant les municipaux de la communauté établis pour en diriger et soigner les intérêts.

Bien entendu que s'il y a contestations, qu'elles seront portées à un tribunal supérieur pour être terminées.

Les tributs royaux sont mal imposés : tel a des propriétés considérables, ne paie presque rien, tandis que le pauvre qui ne vit que de pain détrempé de sueurs et de larmes paie bien au-dessus de ses faibles facultés.

Pourquoi ? C'est que les riches propriétaires ont le talent de cacher une partie de leurs fonds ; c'est qu'ils savent en imposer aux faibles et se faire craindre du pauvre ; c'est qu'ils ont le moyen d'acheter les faveurs et les égards des impositeurs.

Que l'on établisse donc l'impôt territorial : celui qui a beaucoup donnera beaucoup, celui qui a peu donnera peu. Quoi de plus conforme à la justice distributive ? Depuis quelques années, le Gouvernement a établi des sergents-pri-seurs chargés de recueillir les successions des pupilles ; ces commis ont une rétribution ruineuse pour ces misérables orphelins. Souvent il n'y a, dans la maison de cette famille infortunée, que pour payer leur travail ; il naît de là des incon-

(1) Dampierre-sur-Moivre, annexe de Francheville, possédait cependant le curé des deux villages, ainsi que l'indique le dénombrement de 1773. — Le Chapitre de Châlons était seigneur et levait une partie des dîmes de ces deux communautés d'habitants. (*Arch. de la Marne, C, 1849.*)

(2) Comptes des syndics de 1748 à 1788. (*Arch. de la Marne, C, 585.*)

véniements dignes de considération : c'est que le pupille et la veuves sont dépouillés ; c'est que le créancier perd et est obligé de perdre sa créance (1).

Avant cet établissement odieux, c'était la justice du lieu qui faisait ces fonctions ; elle les faisait sans injustice et sans mériter aucun reproche. Il y avait peut-être des inconvénients ; mais étaient-ils aussi préjudiciables que ceux qui sont sortis de ce nouvel établissement ?

Que l'on supprime donc cette innovation et que l'on rende aux justices seigneuriales leurs premiers droits. Le bien public le demande, la justice l'exige.

La maréchaussée est rétribuée par l'État pour porter aux paroisses de campagne les arrêts et ordonnances émanés du trône ou des tribunaux ordinaires ; il en coûte cependant tous les ans à ces misérables paroisses des frais considérables pour payer l'apport de ces différents arrêts et ordonnances (2) !

Que ces paroisses soient donc un jour déchargées de ces dépenses ruineuses qui les mettent hors d'état de suffire à leurs obligations indispensables. Puisque l'on veut réformer les abus, celui dont nous nous plaignons n'est pas à mépriser.

Nous avons un pont sur notre rivière qui s'est écroulé par les ravages de l'hiver ; son rétablissement nous coûterait des frais au-dessus de nos forces.

Que notre paroisse soit donc autorisée à puiser au trésor provincial pour nous aider à supporter cette dépense ; notre demande nous paraît juste ; pourquoi ne l'accueillerait-on pas ?

Nous sommes éloignés de tout vignoble, il nous faut du vin comme aux autres, ne fût-ce que pour nous soulager dans nos maladies : nous ne pouvons nous en procurer parce qu'il est trop cher ; on ne peut nous le donner à meilleur prix parce que,

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Services de la maréchaussée (*Arch. de la Marne, C, 1320* et suivants). D'après un état de 1720, la maréchaussée de la généralité se composait d'une compagnie de 170 cavaliers répartis en 34 brigades ; le prévôt général, résidant à Châlons, avait sous ses ordres 5 lieutenants dont 2 à Châlons (avec 15 brigades à Châlons, Sainte-Ménéhould, Vertus, Étoges, Épernay, Dormans, Sézanne, Suippes transférée à Montfaucon-en-Argonne en 1734, Autry, Posseuse, Vitry-le-François et Saint-Dizier ; et plus tard, en 1776 à Sommesous et en 1787 à Louvois) ; les trois autres lieutenants à Reims, Troyes et Langres. (*Ibid., C, 2089*). — La répartition des lieutenances et des brigades subit dans la suite quelques modifications.

par leurs vexations, les aides ruinent et le vigneron, et le débitant de cette denrée nécessaire à la vie.

Que l'on supprime donc, au moins en partie, cette commission préjudiciable au bonheur public. Ce vœu est celui de tout le peuple. Pourquoi ne l'écouterait-on pas favorablement ?

Le sel est une denrée aussi nécessaire à la vie que le vin ; il est cependant à un taux énorme ; plusieurs pauvres familles ont peine à se le procurer, et plusieurs sont forcées de s'en passer parce qu'elles ne peuvent suffire aux frais nécessaires pour ce comestible. Des milliers de commis, destinés à veiller sur la vente ou le commerce de cette marchandise, ruinent les trésors royaux. Ne pourrait-on pas se passer d'eux ? Ne pourrait-on pas les transporter sur les frontières et délivrer la société de cette engeance importune ?

Que l'on nous en délivre donc et que l'on rabaisse le prix de la salaison ; ce serait faire le bonheur de l'État, ce serait tirer le public d'entraves qui le tourmentent depuis si longtemps. Ce serait enfin servir l'humanité d'une manière des plus intéressantes. M. Necker le désire depuis qu'il travaille à notre bonheur (1), pourquoi ne le désirerions-nous pas ?

La Champagne n'est pas riche en bois, elle a plusieurs canyons qui en sont dépourvus et qui, toute l'année, sont forcés de se chauffer des chaumes qu'ils recueillent pauvrement après les moissons ; s'ils veulent s'en procurer, il faut qu'ils le paient 15 à 20 livres la corde, non compris les frais de voiture (2). Que

(1) Voir le cahier de Cheppes, page 152.

(2) Depuis un siècle, on se préoccupait dans la région de cette augmentation du prix du bois. On a déjà vu les doléances des villages forestiers comme Beaulieu-en-Argonne (voir page 74), et Charmontois (page 135). « Les habitants de la ville de Châlons, écrit en 1739 de Courtagnon, grand-maitre des eaux et forêts de Champagne, à l'intendant de la généralité, ne sont pas les seuls dans le cas de se plaindre du prix et de la rareté du bois de chauffage : c'est un mal général. Paris est aux expédients pour l'approvisionnement de 1740 ; Reims est affamé. La mesure que l'on payait 5 à 6 livres il y a dix ans, vaut actuellement 9 à 10 livres rendues. » -- En 1783, le subdélégué d'Épernay, Chertemps, écrit à l'intendant Rouillé d'Orfeuil : « Si le ministre n'y remédie pas, on verra la France manquer totalement de bois et, depuis ma jeunesse, j'ai toujours ouï dire aux anciens qu'elle était menacée de ce malheur. » Et, à la même date, Polonceau, subdélégué de Reims : « La consommation de la ville de Reims mérite une attention très particulière ; il est de fait que le bois de chauffage y est excessivement cher ; le prix est augmenté successivement depuis peu d'années de plus d'un tiers, notamment d'un sixième de l'année 1782 à 1783. On peut avec certitude attribuer cette augmentation à la dépré-

L'on taxe donc encore cette marchandise ; ce serait soulager le pauvre peuple qui périt par la froidure aussi souvent que par la faim ; ce serait mettre fin à ce monopole des avides marchands qui étouffent tout sentiment d'humanité pour favoriser leurs vils intérêts. Tout homme a droit aux productions de la terre ; pourquoi donc plusieurs sont-ils forcés de vivre et de mourir dans l'indigence, victimes de la cupidité des autres ? Demander ces grâces c'est s'exposer à des contrariétés, à des refus, à des réclamations, à des murmures : mais le souverain veut que nous nous plaignions ; pourquoi, dans un état de crise aussi triste, refuserions-nous d'obéir ? Si nous nous taisons, de qui, dans la suite, pourrions-nous nous plaindre ? Qui pourrions-nous accuser de notre misère ?

Pour satisfaire aux ordres de Sa Majesté et à l'effet, nous soussignés, municipaux et autres habitants de la communauté de Dampierre-sur-Moivre, avons remis nos remontrances et doléances aux députés ci-nommés, savoir, Pierre-Joseph Gaignette et Joseph Prinnet, lesquels ont accepté notre commission et ont signé avec nous.

François AUBRY, Côme SIMON, Pierre ADNET, Vincent MILLON, Jean CAILLET, CHANLAIRE, GAIGNETTE, Joseph PRINET, Joseph GAIGNETTE.

(9 signatures.)

DOMMARTIN-LETRÉE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Dommartin-Lettrée (1) était composée de 100 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 3, les habitants se réunirent en

« dation successive des bois dans lesquels on ne fait pas de réserves : cette « déprédation est particulièrement très sensible dans les bois qui ne sont pas « aux gens de mainmorte. Un demi-siècle suffirait à peine pour rétablir ces « bois dans l'état où ils étaient il y a dix ans. » (Renseignements sur la consommation du bois de chauffage et moyens d'en prévenir la disette. États des bois des communautés d'habitants : *Arch. de la Marne, C, 1135.*)

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 172. Cahier, dossier c, pièce 44 : 9 pages, dont la première seule est cotée et paraphée ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 586* : Administration de la communauté ; adjudication des usages ; école ; comptes

l'église du lieu, sous la présidence de Pierre-Joseph LACROIX, lieutenant en la justice, assisté de Louis-Victor Bouché, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Martin Brodier, procureur fiscal et membre de la municipalité, Claude Valentin, adjoint, Jérôme Galland, Jean-Baptiste Gallois, Nicolas Domballe, François Pasquier, Pierre Brodier, membre de la municipalité, Jean Leloup, Étienne Lumereaux, Louis Loré, Pierre Longuet, Toussaint Jeannot, Jean-Baptiste Henry, Toussaint Jeannot, Pierre Loré, Memmie Brodier, Pierre Gargas, François Mangin, Louis Brodier, Nicolas Pasquier, et encore d'après les signatures : Joseph Laurant-Begin, B. Hémard, Jean Brodier, Louis Nicaise, Claude Longuet, Pierre Pasquier. — Les députés furent le président Pierre-Joseph LACROIX et Jean DOMBALLE.]

CAHIER

Cahier des doléances, plaintes et remontrances présentées en l'assemblée des trois États du ressort du bailliage de Châlons en Champagne, par la paroisse de Dommartin-Lettree, élection de Châlons.

ART. 1^{er}. — La communauté de Dommartin-Lettree, située entre Sézanne et Vitry-le-François, [est] composée de quatre-vingt-onze chaumières habitées par quatre cents personnes ; son terroir contient quatre mille six cents arpents de terres, dont un tiers est inculte, toutes portées aux rôles des tailles à trente sols de revenu, qui font six mille neuf cents livres ; les logements, estimés sans aucun revenu, à douze cent quatre-vingts livres ; trente journées de chènevières, prés et bois à quinze livres de revenu, quatre cent cinquante livres (1).

des syndics. — C, 944 : Impositions. — C, 1590 : Corvées. — C, 1669 : Ponts. — C, 1840 : Église, presbytère et école.

BIBLIOGRAPHIE. — BOURGEOIS : *Monographie de la commune de Dommartin-Lettree* (Mémoire man. : Arch. de la Société des Sciences et Arts de la Marne, 1900-1901).

— Dommartin-Lettree appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Sompuis, arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 115 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 182 hommes, 167 femmes, 58 garçons et 69 filles, soit 476 habitants. — La population semblait diminuer : de 139 feux en 1692, il n'y en avait plus que 115 en 1773 et 100 en 1789. (Dr LANGLET : *op. cit.*, page 24.)

(1) Il y avait exactement à Dommartin-Lettree, d'après le dénombrement de 1773, 4,520 arpents de terres, dont 2,162 de terres labourables, 2,315 de terres incultes, 30 de chènevières et 13 de prés. — Les terres labourables produisaient, année commune, 300 boisseaux de froment pour 150 ensemencés, 240 d'orge pour 120, 900 de sarrasin pour 300 ; mais les récoltes en seigle (6,000 boisseaux), et en avoine (6,300), les deux seules importantes, ne produisaient que les quantités de grains ensemencés. (Arch. de la Marne, C, 430.)

TOTAL, terres, maisons et chènevière..	8,636# » »
2. — Cette communauté paie	
de rentes actives.....	1,977# » » } [1,482#] ⁽¹⁾ »
Elle en reçoit	495 » » }
Déduction faite, RESTE.....	<u>7,154# » »</u>

Sur ces sept mil cent cinquante-quatre livres nous payons (2):

Taille.....	1,250# » »
Les accessoires et capitations.....	2,570 » »
Corvées représentatives	538# 6 ^s 4 ^a
Vingtième	663 » »
Sel, au moins.....	1,200 » »
Pour le vin et eau-de-vie.....	300 » »
La dime.	511 » »
Les terrages au seigneur.....	500 » »

TOTAL.....	<u>7,532# 6^s 4^a</u>
------------	---

3. — Voilà donc notre dépense qui absorbe notre revenu sans y comprendre les droits sur les cuirs que nous consommons pour harnais et chaussures, l'entretien de notre église, et pour les dépenses qu'occasionnent la levée des soldats provinciaux.

4. — La communauté n'a pas de remontrances à faire sur cet article, les États généraux sont priés de nous plaindre et d'avoir pitié de nous.

5. — Le sel, cette denrée si nécessaire, coûte 13^s 9^d; joint à l'abus qui règne dans la livraison dont on a toujours sujet de se plaindre, de même que de l'heure à laquelle on ouvre le grenier qui est à deux heures après-midi, on sent que le malheureux qui perd déjà sa journée pour se le procurer ne doit pas faire un gîte; cependant, en hiver, on ne sort qu'à six, à sept heures du soir, il faut donc risquer sa vie pour se rendre chez soi.

6. — Que le prix en soit diminué; que la livraison en soit juste et fidèle et qu'elle se fasse à dix heures du matin, sans interruption jusqu'à la fin de la gabelle.

(1) Cette soustraction n'est pas faite dans l'original; les deux chiffres de l'opération sont simplement posés entre le « total du produit des terres, etc. » et le « resté », déduction faite des rentes à payer.

(2) Cf. Arch. de la Marne, C, 944.

7. — Il est difficile de faire une répartition de la taille dans nos pays, étant d'un sol peu régulier, forme autant d'espèces de terres qu'il y a de différentes situations ; celui qui a le bonheur d'avoir ses héritages dans de bons endroits est bien plus riche que celui qui en a dans les mauvais. Cependant les impositions et toutes les charges sont les mêmes, preuve de la nécessité de l'impôt territorial.

8. — Les impositions et accessoires sont un mystère d'iniquité composée d'une foule d'injustices ; la religion du commissaire départi (1), trompée et surprise, il se glisse des abus énormes que nous sentons qui nous écrasent.

9. — La corvée représentative en argent est un bien pour le cultivateur, mais le prix porté aux sommes de toute imposition est exorbitant ; à ce prix, on préférerait de la faire.

10. — Les commis des domaines, les commis des aides sont une surcharge bien considérable d'impositions sur le peuple ; le vin, cette denrée si utile, est doublé de prix par rapport aux droits ; le malheureux qui n'a pas le moyen d'avoir du vin chez lui — et le nombre en est grand dans nos pays — au retour d'une maladie ou accablé d'ouvrages, est obligé d'aller chez le marchand en détail ; n'est-ce pas encore la classe la plus indigente qui paie ces formidables droits ?

11. — Le cultivateur qui se prive du plus nécessaire à la vie pour payer les droits ci-dessus énoncés trouve aux barrières et aux portes des villes des hommes qui lui enlèvent le tiers et plus de la marchandise qu'il y conduit ; c'est donc à l'entrée des villes et d'une province à une autre qui font former tant de contrebandiers (2), les campagnes fourmillant d'une quantité prodigieuse de malheureux ; pour subvenir à leurs besoins et à leurs charges, ils exposent leur vie pour passer des marchandises prohibées ; tous les gardes et commis sont à la charge de l'État ; ils enlèvent le plus clair des revenus en vexant leurs concitoyens ; s'ils étaient rendus à l'agriculture, au commerce, aux arts et métiers, ils augmenteraient eux-mêmes les finances au lieu de les absorber ; mais la paresse et l'appât d'un bon appointement les fait vouer à la haine du public.

(1) Pour « départiteur ».

(2) Pour « ce sont les droits d'entrée des villes et ceux perçus d'une province à l'autre qui font qu'il y a tant de contrebandiers ».

12. — La dîme que nous payons n'a-t-elle pas été laissée originaire (1) pour avoir un prêtre, pour entretenir les églises et pour le soulagement des pauvres ? Des gens que nous ne connaissons pas les perçoivent et réduisent nos prêtres à de petites portions, les faisant autoriser, pour parvenir à leurs besoins, à percevoir un casuel qui déshonore la religion et qui répugne aux pasteurs en le recevant, sentant que c'est une double charge pour son troupeau (2).

13. — Les églises ne sont pas dans la totalité à la charge des décimateurs (3), les pauvres ne sont pas soulagés à la campagne, et même la porte des hospices des villes, où l'indigence trouve des secours salutaires, leur est fermée.

14. — Remontre que les biens du Tiers état doivent être estimés relativement aux impôts des moindres valeurs et produits que ceux de seigneurs de paroisses ; les droits seigneuriaux, lods et ventes, terrages, redevances, cens et censives dûs par la coutume et les titres laissent réellement entre les mains des seigneurs une partie des propriétés des vassaux ; tous ces droits utiles doivent porter une imposition proportionnée à la valeur de leur produit pour diminuer d'autant les charges du Tiers état.

15. — Le gibier n'est conservé et ne se multiplie qu'au détriment des récoltes qui en souffrent des diminutions sensibles ; en renouvelant les ordonnances qui fixent les droits de garennes, la justice demanderait d'y ajouter qu'elles fussent enclavées de toutes parts dans les propriétés du seigneur ; les alentours sont toujours pour le particulier au droit de les pouvoir demander (4).

16. — Le droit de colombier qu'ont les seigneurs, nous cause un dommage sensible ; dans le temps des semences, la volée tombe dans un champ, enlève le grain, et le cultivateur voit avec douleur du terrain sans empouille (5).

(1) Pour « à l'origine ».

(2) Les dîmes de Dommartin-Lettée étaient perçues, un tiers par le chapitre de la Trinité de Châlons, et deux tiers par le curé de Soudé-Sainte-Croix.

(3) Dossiers de réparations et d'entretien de l'église, du presbytère et de l'école de Dommartin-Lettée, de 1654 à 1776. — Opposition de César-Marie de Cappy, seigneur de Lettrée, à la contribution imposée sur le hameau de Lettrée pour réparations au presbytère de Dommartin en 1787 ; — etc. (*Arch. de la Marne, C, 1840.*)

(4) Voir le cahier de Cernon, page 125.

(5) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

17. — Demandons que notre communauté soit affranchie du droit de terrage envers le seigneur, toutefois en le dédommageant par un remboursement arbitré (1).

18. — Se plaignent des difficultés et des dépenses excessives auxquelles les assujettissent l'éloignement des juges et les formes judiciaires pour obtenir justice et faire prononcer définitivement sur les intérêts qui les peuvent diviser ; il serait à désirer que chaque province eut un tribunal souverain pour les affaires de la plus grande importance, pour empêcher le riche de se soustraire à un jugement définitif, étant sûr d'épuiser le pauvre par différents appels.

19. — On ne peut apprécier la désolation causée par les huissiers-priseurs des bailliages royaux, la nécessité d'employer leurs ministères, les amendes encourues pour avoir manqué à les appeler, leurs frais de transports, leurs vacations aux inventaires, ventes et criées, et qu'ils appellent leurs droits ; le recouvrement et le dépôt des deniers absorbent le produit, souvent au-delà, des successions au préjudice des mineurs et des créanciers ; que les choses soient remises aux justices seigneuriales comme elles étaient antérieurement (2).

20. — Concluons enfin que les biens nobles, ecclésiastiques, aient les mêmes charges, à proportion de leurs revenus, que le Tiers état, ayant égard aux observations énoncées.

21. — Les droits de contrôle, centièmes deniers, insinuations, diminuent le prix principal de fonds et [on est] occasionné, pour éviter ces droits considérables, à faire des sous-seings privés qui, par le laps de temps, [aboutissent] à des procès.

22. — Telles sont nos doléances, nos plaintes et remontrances, y ajoutant nos vœux sincères que nous continuons tous les jours au Ciel pour la conservation du Roi, espérant que les députés aux États généraux aviseront et s'occuperont sérieusement des intentions justes et bienfaisantes de Sa Majesté, l'assurant de notre fidélité.

Fait et arrêté à ladite assemblée de ladite communauté de Dommartin-Lettree, ce 8 mars 1789.

Pierre BRODIER, membre de l'assemblée, Martin BRODIER,

(1) Voir le cahier de Breuvery, page 99.

(2) Voir le cahier d'Athis, page 41.

membre de la municipalité, Louis LORÉ, C. VALENTIN, adjoint, etc.
LACROIX, L.-Victor BOUCHÉ, greffier.

(26 signatures.)

ÉCLAIRES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Éclaires (1) était composée de 104 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Louis NOËL, maire de la justice. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à cette réunion; mais, au bas du document, on lit les signatures de J. Deville, C. Bassuel, J. Fenault, Louis Petitpas, J. Bassuel, C. Collas, C. Mathieu, Antoine Sauce, N. Burnet, N. Huguet, P.-J. Bassuel, N. Burnet, Louis Chottin, Jean Huguet, J. Mathieu, J.-F. Noël, Nicolas Lejeunehomme, Mathieu, J. Beauclin, F.-N. Noël, Nicolas Grangier, Mathieu, Cuny-Mathieu, C. Bassuel, syndic, J. Huguet, J. Lefeure, Louis Burnet, C. Bassuel, P. Jolly, J. Collas, François Rouyer, C. Raussin, J. Mathieu, L. Bassuel. — Les députés furent Jean MATHIEU l'aîné et CUNY-MATHIEU.]

CAHIER

Le présent cahier contenant six feuillets a été [visé] et paraphé par premier et dernier par nous Louis Noël, maire d'Éclaires.

L. NOËL.

Remontrances, plaintes et doléances que font très humblement et très respectueusement le corps municipal et commu-

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 173. Cahier, dossier c, pièce 135 : 6 feuillets dont 3 remplis, non cotés mais paraphés par Noël ; visa de Thomas (?)).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 588 : Administration de la communauté ; usages ; contestations avec la commune du Chemin relativement au droit de pêche dans le Hardillon. — C, 858 et 944 : Impositions. — C, 1590 : Corvées. — C, 1669 : Ponts sur le ruisseau de Marque. — C, 1713 : Atelier de charité ; — C, 1841 : Église et presbytère ; — etc.

— Éclaires appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Dommartin-sur-Yèvre, arrondissement de Sainte-Ménehould.

— Dénombrement de 1773 : 91 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 142 hommes, 172 femmes, 29 garçons et 36 filles, soit 379 habitants.

nauté d'Éclaires, village et hameaux, composés de Grigny, Gumont, Aubercy (1) et dudit Éclaires, à M. le bailli ou M. le lieutenant général, président de l'assemblée des trois États du bailliage de Châlons, en exécution et pour satisfaire à la lettre de Sa Majesté, au règlement y annexé du 24 janvier 1789 et à l'ordonnance de mondit sieur le bailli.

Lesdits corps municipal et communauté remercient infiniment Sa Majesté de ce qu'après près de deux siècles, elle rend à la Nation les États généraux.

Ils reconnaissent la dette de l'État comme étant celle de la Nation.

1. — Ils demandent que, pour l'éteindre, l'on n'emploie que le crédit de la Nation et que l'on fasse choix des impôts les moins onéreux dans leur perception ;

2. — Que les trois ordres contribuent aux impôts sans distinction, ni privilège ;

3. — Que, pour une juste réparation (2) desdits impôts, chaque province soit en pays d'État sur la forme de celle du Dauphiné ;

4. — Que le produit et emploi des impôts soit connu de tous ; que la levée en soit limitée ;

5. — Que la taille d'industrie soit anéantie ;

6. — Que les milices le soient également et les soldats provinciaux levés au besoin au marc la livre des impôts des pères de familles sujets par leurs enfants à la milice ;

7. — Que les corvées soient payées par tous comme profitant à tous ;

8. — Que les receveurs généraux des finances soient supprimés et représentés par un bureau général de recette composé de douze personnes ;

9. — Que, dans les villes où il y a deux receveurs particuliers des finances, il en demeure un de supprimé ;

10. — Que les trésoriers de France (3), le soient également et que leurs juridictions soient réunies aux présidiaux ;

11. — Que le nombre des abbés commandataires des ordres

(1) Anciens villages détruits dans les guerres du xiv^e siècle. Une ferme de Vernaux-Fays et deux moulins à eau sur l'Hardillon, affluent de l'Aisne, dépendaient aussi de la communauté d'Éclaires.

(2) Sic : pour « répartition ».

(3) Voir le cahier de Condé-sur-Marne, page 194.

religieux, celui des religieuses, des archevêques et évêques, ainsi que des bénéficiers et chanoines, soient réduits de manière que tous ceux inutiles au peuple demeurent supprimés et que ceux conservés n'eussent que des revenus proportionnés à leurs besoins, mais réduits de manière qu'ils ne puissent ni être partisans du luxe, ni de la dépense outrée et qu'ils soient, par ce moyen, obligés à se maintenir dans les devoirs de leur état, obligés chacun à résidence près de son bénéfice ;

13 (1). — Que les haras soient à toujours supprimés comme étant onéreux au peuple et à l'État ;

14. — Qu'il y eut à l'égard des traites un nouveau tarif clair et précis, relatif aux intérêts du commerce national et capable de faire pencher la balance en faveur de la Nation ;

15. — Que les barrières soient reculées aux frontières et que la Nation ne soit plus étrangère à elle-même ; que, pour l'extrême frontière, les choses soient réglées de façon que les étrangers soient nos tributaires ;

16. — Que les petites et grandes gabelles demeurent supprimées ; que la vente du sel et du tabac soit volontaire et au poids ; que le prix en soit calculé de façon que de province à province il n'y ait pas d'appâts pour la contrebande, dont nous payons le sel 14^s 9^a la livre ;

17. — Que les aides soient et demeurent à toujours supprimés et notamment sur les vins et autres boissons ; qu'il soit fait un nouveau tarif des droits de contrôle ;

18. — Que les mêmes droits soient réduits, le tout d'une manière uniforme pour assurer la date des actes et l'intérêt du peuple ;

19. — Que les bailliages soient chargés d'après un règlement de la manutention et vérification des domaines réels ;

20. — Supprimer les jurés-priseurs, vendeurs de meubles, qui sont pour le peuple un nouveau genre d'imposition ; qu'il y eut une cour souveraine dans chacune province ;

21. — Que les juges, avocats, procureurs, notaires, greffiers, huissiers, soient suffisamment instruits d'après un cours d'études et reconnus tels d'après l'examen de trois anciens avocats ; qu'ils aient une fortune proportionnée à leurs charges et au lieu de leurs résidences, que le nombre des huissiers soit réduit

(1) Le chiffre 12 est mis en marge du paragraphe précédent.

pour l'avenir par la mort et qu'il n'en soit reçu que d'après l'exhibition de bons certificats des paroisses où ils seront sortis et de celle où ils entendront fixer leur résidence ;

22. — Qu'il y eut un règlement des frais de justice relatif à chaque bailliage et à la localité ;

23. — Qu'il y eut aussi un règlement des droits des notaires ;

24. — Que les justices royales des villages et bourgs soient converties en justices seigneuriales (1), afin que les frais des plaideurs ne soient plus si considérables que par le passé ; que les présidiaux aient la prévention ;

25. — Qu'il soit assigné aux curés des paroisses un revenu suffisant, relatif au lieu de leurs résidences ; qu'ils ne perçoivent plus rien pour l'administration des sacrements et sépultures ; qu'ils ne puissent être fermiers de dîmes, métairies, ni faire aucun commerce ;

26. — Qu'il soit mis un vicaire dans chacune paroisse au-dessus de deux cents feux, aux frais des gros décimateurs ;

27. — Que, pour le bien général et l'accomplissement des vœux de la Nation, M. Necker soit conservé dans sa place de directeur général des finances jusqu'à qu'il plaise à l'Être suprême de l'appeler auprès de lui ;

28. — Que dans la distance de deux lieues il existe quatorze, tant verreries que faïenceries, poteries et tuileries, qui consomment la majeure partie des bois du pays et le rendent d'un prix exorbitant, plus que dans les villes (2) ;

29. — Qu'il existe dans l'espace de deux lieues six abbayes et couvents qui possèdent la majeure et la plus précieuse partie des biens de ce lieu (3) ;

30. — Que ledit lieu d'Éclaires et ses hameaux est d'un mauvais terrain produisant de chétives moissons qui laissent à peine aux cultivateurs le moyen d'acquitter leurs fermages et salaires de leurs ouvriers et domestiques (4) ;

(1) Éclaires possédait un maire devant lequel on adjugeait à loyer les usages. (*Arch. de la Marne, C, 588.*)

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 74.

(3) Voir le cahier de Charmontois-l'Abbé, page 136. — Charmontois parle des cinq abbayes et couvents que nous avons cités ; Éclaires en compte six, faisant sans doute allusion à l'abbaye de Moiremont, au nord de Sainte-Méneould, qui se partageait les dîmes d'Éclaires avec l'abbaye de Beaulieu, seigneur du lieu.

(4) Il y avait à Eclaires en 1773, 18 laboureurs à une charrue. — Le terroir

31. — Que tous les biens et fiefs que possèdent les nobles et gentilshommes français soient sujets à toutes les impositions comme les nôtres qu'il nous plaira de demander (1) ;

32. — Que la police, dans tous les lieux, soit mieux en règle que jamais ;

33. — Que les bois qui viennent très rares dans nos cantons soient mieux conservés que jamais par la maîtrise (2).

Fait et arrêté en l'assemblée générale de la communauté d'Éclaires tenue le 8 mars 1789, à laquelle a présidé M. Louis Noël, maire de la justice d'Éclaires, et signé après lecture faite.

J. DEVILLE, C. BASSUEL, J. FENAULT, J. BASSUEL,
P. MATHIEU, Louis PETITPAS, etc.

(35 signatures.)

ÉCURY-LE-PETIT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté du « Petit-Écury » (3), comme on disait alors, n'était composée que de 2 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Les deux

était composé de 18 arpents de jardins ou chènevières, 305 de prés, 7 de vignes, 496 de bois et 1,498 de terres labourables ayant produit, année commune, 6,660 boisseaux de froment (pour 3,330 ensemencés), et dans la même proportion 225 de seigle, 240 d'orge et 9,156 d'avoine. Mais depuis 1773, les revenus des récoltes avaient sensiblement baissé et ne produisaient plus guère que la quantité de grains ensemencés. — Les 7 arpents de vignes qui avaient produit jusqu'à 17 muids de vin, mesure de Paris, n'en donnaient plus que 5. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(1) Éclaires était imposé en 1788 à la somme de 4,559 livres 11 sols 3 deniers de taille, capitation, accessoires, pour 133 contribuables. Les privilégiés exempts étaient l'abbé de Beaulieu, seigneur et décimateur, l'abbé de Moiremont, décimateur, le chapitre de la Trinité de Châlons, les religieux de Beaulieu, les religieux de Châtirces. — En 1790, la somme d'impositions directes à payer était de 5,570 livres pour 186 contribuables, y compris alors les anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne, C, 858.*)

(2) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, et de Dampierre-sur-Moivre, page 249.

(3) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 178. Cahier, dossier c, pièce 140 : 2 pages cotées en haut, signées en bas par Masset ; visa de l'Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 857* : Impositions ; — etc.

— Écury-le-Petit appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; la communauté n'était composée que « d'une ferme de la paroisse de Champigneul, ne

habitants, Nicolas Carré et Nicolas Dautreville, laboureurs, comparurent devant Remy MASSET, « ancien praticien en la justice du Petit-Écury, en l'absence de M^e Thomas, prévôt de cette justice ». — Le député désigné fut Nicolas CARRÉ.]

CAHIER

[Le cahier d'*Écury-le-Petit* reproduit mot pour mot les articles 1^{er}, 2^e, 3^e et 7^e de celui de *Champagne*. — Du reste, les délibérations des habitants des deux communautés ont été dirigées par Remy Masset, qui, vraisemblablement, a rédigé ce cahier qui leur est commun. — Cependant la première phrase de l'art. 1^{er} : « Que son terroir peut être regardé à juste titre comme un des plus mauvais du royaume, » est suivie de celle-ci : « qu'il porte le nom d'*Écury-le-Chétif* » ; puis on reprend : « que d'une immense quantité de terres qui le composent, etc. » (1). — A l'article 2 on a supprimé le passage : « Malgré les représentations qu'ils ont faites au commissaire des tailles, . . . » pour reprendre aux mots « tandis que les habitants des villes. . . ». — Au bas des quatre articles du cahier on lit les trois signatures de Carré, Dautreville et de R. Masset.]

ÉCURY-LE-REPOS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'*Écury-le-Repos* (2) était composée de 41 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre-Louis LAURAIN, syndic, assisté de Moreau, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Jérôme Leseurc, Nicolas Daugé, Charles Daugé, Jean-Martin Mailliard, Noël Brisson,

pouvant prétendre à former une municipalité distincte », lit-on dans le procès-verbal de la délibération du bureau intermédiaire de l'assemblée d'élection de Châlons du 11 avril 1788 (reg. — *Arch. de la Marne, C, 2910*). — Les habitants de cette ferme ne comprenant que les deux ménages Carré et Dautreville, étaient comptés, au dénombrement de 1773, avec ceux de Champigneul. (Voir le cahier de Champigneul, page 132, note 1, dernier paragraphe.)

La ferme d'*Écury-le-Petit* a, jusqu'en 1845, eu le titre de commune. Par ordonnance du 13 février de cette année, elle fut enfin réunie à celle de Champigneul. (*Bulletin des lois*, n^o 1182 de 1845, p. 1^{re} 30^e vol., page 223.)

(1) Dans ce premier article, on sait que les habitants se plaignent du chiffre élevé de leurs impositions. En 1789, les deux contribuables d'*Écury-le-Petit* payèrent 158 livres de taille, frais de collecte, accessoires et capitation. (*Arch. de la Marne, C, 857*.)

(2) *Arch. dép. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 175. Cahier, dossier c, pièce 89 : 3 pages cotées et paraphées par le syndic ; visa de Prieur.)

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 589* : Administration de la communauté ; usages. — *C, 857 et 914* : Impositions. -

Claude Gaspard-Leseure, Jean-Baptiste Mailliard, Joseph Guérin, Pierre Brisson, Jérôme Lheureux, Bruno Daugé, Claude Gallois, Claude Soudron, N. Moreau. — Les députés furent Pierre-Louis LAURAIN, syndic, et Claude GASPARD.]

CAHIER

Représentations des habitants d'Écurey-le-Repos pour l'assemblée du bailliage de Châlons.

Puisque le Roi ne désire rien tant que le bonheur de ses sujets et qu'il les engage à proposer ce qu'ils croiront le plus utile pour le bien public, nous avons pris la liberté de faire les observations suivantes :

Il serait à souhaiter que le Clergé et la Noblesse supportassent les charges du royaume comme le Tiers état ; ces deux corps sentent la justice de notre demande, puisqu'en plusieurs endroits ils s'offrent de supporter les mêmes impôts : c'est un moyen puissant pour augmenter le revenu du royaume, remplir le déficit et soulager le peuple qui, depuis si longtemps, porte presque seul tout le poids des impositions.

Quel autre avantage ne retirerait-on pas de la suppression des aides, compagnie si à charge à l'État et que les peuples nourrissent pour les tourmenter ; qui empêche qu'on ne distribue sur chaque arpent de vigne, l'impôt qu'il doit porter, comme cela se fait sur les terres labourables ? Que de procès et entraves détruits ! Quelle augmentation de revenus !

Si le gouvernement daignait rendre aux différentes provinces du royaume le même service qu'il rend à la capitale en fixant le prix du bois, il empêcherait le monopole que bien des marchands peuvent exercer.

Dans sa multitude des lois, il y en a une qui adjuge aux seigneurs les terrains vains et vagues ; que cette loi est préjudiciable aux paroisses et quelle source de procès, que souvent ils soutiennent mal ou quelquefois point du tout, qui leur font perdre leurs usages si nécessaires pour l'entretien des troupeaux

C., 1669 : Ponts. — *C.*, 1841 et 1885 : Église et presbytère. — *E.*, 915 : Bail et seigneurie d'Écurey-le-Repos (1718) ; — etc.

— Écurey-le-Repos appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 33 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 59 hommes, 51 femmes, 16 garçons et 19 filles, soit 145 habitants.

sans lesquels ils ne peuvent subsister ; pourquoi donc les seigneurs ne seraient pas tenus aussi bien que les paroissiens de justifier leurs possessions par des titres réels (1) ?

Les dimes que les cultivateurs laissent dans leurs champs ne devraient-elles pas être totalement employées pour la sub-

(1) Voir le cahier de Bergères-les-Vertus, page 85. — E. de La Poix de Frémenville, dans son *Traité général des biens des communautés d'habitants* précédemment cité, après avoir longuement discuté la question des biens communaux et les prétentions des seigneurs, explique (chapitre V, page 106), la différence existant entre les *terres vaines* produisant la vaine pâture et les *terres hermes, vacantes, incultes*, laissées sans culture par les habitants et sur lesquelles les seigneurs prétendaient avoir droit de propriété ; il rapporte et commente l'article 331 de la nouvelle coutume de Bourbonnais de 1520 qui semblait reconnaître ce droit et cite de nombreux arrêts de jurisprudence qui jugent au contraire que ces terres abandonnées, vacantes, doivent appartenir aux communautés d'habitants et non aux seigneurs. — Cependant, d'autres coutumes pouvaient être interprétées en faveur des seigneurs : tandis que les commentaires de l'article 149 de la coutume de Sens, par exemple, indiquait nettement que la « vaine pâture, c'est-à-dire les guérets, les prés après la « dépouille de l'herbe, les landes, les bruyères, les terres en friche, les terres « labourables après la moisson et les bords des chemins, n'appartenait à aucun « habitant en particulier, mais à tous en général, que personne ne pouvait en « disposer, et chacun pouvait en user en commun, que le seigneur n'était considéré « déré pour ce droit que comme un simple habitant, etc. », l'article 154 reconnaissait le droit aux seigneurs de s'emparer des accrues à condition : 1° « Qu'il soit haut justicier ; 2° Que le terrain sur lequel est placé l'accrue soit vacant et n'appartienne à personne ; 3° Que le seigneur soit propriétaire du bois contigu à l'accrue et que son bois fasse partie de sa seigneurie ; 4° Qu'il n'y ait aucune borne, fossé ou haie séparatifs de la forêt du seigneur et de l'accrue... etc. » (PELÉE DE CHENOUTEAU : *Conférence de la coutume de Sens*, etc., ouv. cit.) — « Toutes terres vacantes, dit l'article XV de la coutume de Vitry..., sont et appartiennent au seigneur haut justicier, à cause de sa haute justice, et en peut faire son profit comme de sa propre chose... » ; aussi, ajoute l'art. XVI, toutes terres tenues et réclamées franches par dix ans entre présents et vingt ans entre absents, âgés et non privilégiés, avec juste titre et bonne foi, sont à toujours franches de cens, redevances et servitudes ; et ainsi on en use. » (*Les coutumes du bailliage de Vitry-en-Perthois*, etc., Reims, Simon et Jean de Foigny, 1618, in-4°. — *Bibliot. de Reims*, C. R. 773.) — L'article 43 de la coutume de Châlons reconnaissait que « si aucun va de vie à trépas sans héritier habile à lui succéder, les biens sont réputés vacants et les peut le haut justicier du lieu où ils sont assis, faire saisir et régir... » et l'article 43 portait qu'après un délai de 20 ans, le seigneur entra en possession desdits biens. (*Coutume de Châlons et ressort du siège dudit lieu en ce qui est du bailliage de Vermandois*, Reims, Nicolas Constant, N. Hécart et F. Bernard, 1624, in-4°. — *Bibliot. de Reims*, *ibid.*) C'est contre ces dispositions, qui facilitaient aux seigneurs l'usurpation des terres des héritages des communautés, que les habitants d'Écury-le-Repos, régis par la coutume de Châlons, protestaient dans le paragraphe ci-dessus.

sistance de leur curé, l'entretien total de l'église (1), et le soulagement du pauvre, et mettre à même de supprimer le casuel.

Il n'y a personne qui ne sente combien il serait avantageux que les charges, surtout celles de judicatures, cessent d'être vénales et qu'elles soient confiées au mérite.

Si la suppression des gabelles pouvait faire baisser le prix du sel et qu'il devint matière de commerce, quel soulagement pour tous les citoyens et quelle ressource pour une infinité de commerçants !

Fait et arrêté en l'assemblée des habitants d'Écurey-le-Repos, présidée par Louis Laurain, syndic de ladite communauté, au lieu ordinaire à tenir les assemblées.

Jérôme LESEURE, Nicolas DAUGÉ, P. BRISSON, N. MOREAU,

J.-M. MAILLIARD, etc.....

P.-L. LAURAIN, syndic.

(13 signatures.)

ÉCUREY-SUR-COOLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Écurey-sur-Coole (2) était composée de 60 feux environ. — L'avis pour la convo-

(1) La communauté avait supporté, en 1742, les frais de réparations du presbytère (rôle de réparations de 291 livres pour cet objet). En 1782, elle avait dû faire reconstruire la nef de l'église ; le détail estimatif des dépenses s'élevait à 3,651 livres. (Dossier : plan, coupe et élévation de l'église. — *Arch. de la Marne, C, 1841.*)

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 174 : copie délivrée par le greffier de la municipalité, Lhote. Cahier, dossier c, pièce 39 : 5 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 589* : Administration de la communauté ; usages ; école. — *C, 856 et 944* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1045* : Vingtièmes. — *C, 1590* : Corvées. — *C, 1669* : Ponts. — *C, 1713* : Atelier de charité ; papeterie d'Écurey ; plan du village en 1784. — *C, 1842* : Église et presbytère. — *E, 521* : Lettres de terrier de Cl.-Marie-Louis Loisson de Guinaumont, seigneur d'Écurey-sur-Coole (1787).

BIBLIOGRAPHIE. — GALLOIS : *Tableau statistique du canton d'Écurey-sur-Coole (Annuaire de la Marne, 1823, pages 21 à 91).*

— Écurey-sur-Coole appartenait à l'élection de Châlons ; la commune est aujourd'hui un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 63 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 103 hommes, 101 femmes, 32 garçons et 25 filles, soit 261 habitants.

cation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le lendemain 2, les habitants se réunirent sous la présidence de François SABBATHIER, syndic de la municipalité (1). — Le procès-verbal constate la présence de Claude Collard, Pierre Frapart, Jacques Giraux, Urbain Lhôte, Jean-Baptiste Cossé, Nicolas Jeannon, Jean Copitet, Louis Delanaux, Jean

(1) François Sabbathier, né à Condom (Gers), en 1735, mort à Écury-sur-Coole le 18 mars 1807; professeur au collège de Châlons (1762-1778), littérateur, secrétaire perpétuel de la Société académique de Châlons, membre de l'Institut (1798).

Sabbathier avait créé à Écury-sur-Coole une papeterie qu'autorisa une ordonnance de l'intendant de la généralité en date du 12 août 1773, et ce malgré l'opposition de M. de Cernon, propriétaire du cours d'eau. Son but était de lutter contre le commerce de la Hollande qui fournissait alors presque tout le papier dont la France avait besoin. « Il désirerait, écrivait d'Ormesson à Rouillé d'Orfeuil, à la date du 1^{er} juillet 1783, pour donner à cet établissement toute la perfection dont il est susceptible, faire construire deux cylindres hollandais, au moyen desquels il donnerait à ses papiers les mêmes qualités que les Hollandais donnent aux leurs ... Il demande que le gouvernement vienne également à son secours sur les fonds destinés aux travaux de charité. » En réponse à cette lettre, l'intendant demandait au contrôleur général des finances l'autorisation de faire payer à Sabbathier, sur les fonds des travaux de charité, une somme de 18,000 livres en deux ans, à compter de 1784. Sabbathier donna une vive impulsion à son établissement qui fabriquait, par année, plus de 150,000 rames de papier et approvisionnait, en même temps que les villes de la région, le service des fermes du Roi dans sept généralités.

Il y avait déjà eu, au xv^e et au xvi^e siècle, sur la Coole, entre Coolus et Écury, une « papeterie et moulin de Saint-Laurent », mais cet établissement, qui appartenait à l'abbaye de Saint-Pierre-au-Mont, de Châlons, fut transformé en moulin à foulon vers 1545. — Quelques années après l'établissement de Sabbathier à Écury, le 20 novembre 1784, deux frères, deux ouvriers de Sabbathier, les compagnons papetiers Bession fondèrent une nouvelle papeterie dans ce village; mais ils furent entravés dans leur entreprise par l'intendant qui les accusa devant le Conseil d'État de « travailler à faire tomber l'établissement du sieur Sabbathier, en élevant une papeterie à deux cents pas au plus de la sienne »; les frères Bession s'en prirent à ce dernier « qui, disaient-ils, doit à notre zèle, à nos talents, tout ce qu'il a eu de succès, qui ne sait du métier que ce que nous lui en avons appris, et craint de ne pouvoir soutenir la concurrence contre ses maîtres ».

Les papeteries d'Écury-sur-Coole approvisionnaient à Châlons les trois imprimeries, les sept libraires et les quinze ou vingt marchands de papier qui existaient à cette époque. C'étaient, du reste, les seules papeteries de l'élection de Châlons. La généralité en comptait une douzaine, près de Rocroi, Langres, Troyes, Charleville, et une à Saint-Martin-d'Abluis, dans la subdélégation d'Épernay. (*Arch. de la Marne, C, 464 et 1713.* Amédée LHOTÉ : *Biographie châtonnaise*, Châlons, 1870, in-8°, donnant la liste des ouvrages de Sabbathier dont son *Essai historique et critique sur l'origine de la puissance temporelle des Papes*, ouvrage qui a remporté le prix de l'Académie royale de Prusse : La Haye, Châlons-sur-Marne, Antoine de Gaulle, 1765, in-12, *Bibliot. de Reims*, N., 3986-3987.) — Le *Tableau statistique du canton d'Écury-sur-Coole*, par Gallois, donne des détails sur ces papeteries et leur état de prospérité en 1823; elles ont été détruites vers 1840.

Delanaux, Claude Frapart, Jean Lhôte le jeune, Louis Oudart, Pierre Hermant, Nicolas Éloy, Jean Éloy, Louis Frapart le jeune, Jean-Baptiste Millon, Claude Bession, Sébastien Bession, Nicolas Éloy l'ainé, Louis Frapart, Jean Lemoine, François Lepauvre, Claude Cossé, Gabriel Lhôte, Louis Dominé le jeune, Pierre-Antoine Frapart, Jean-Baptiste Deletré, Jean-Baptiste Hémart, Jean-Baptiste Frapart, Jean Lhôte, François Collard, Pierre Désirant, Pierre Bouchez, Jean Jeannon, Jean Jacquier, Gabriel Delaval, Jacques Girardin, Jean Train, Memmie Delanaux, Louis Hermant, François Bonnet, Toussaint Chaudé, Jean Delannaux, Georges Hatat, Pierre Clerget, Jean Hémart, Antoine Lhôte, Pierre Hadot, Alpin Hémart, Jean Gallet, Étienne Augé, Louis Dominé, Jacques Collard, Pierre Bonnet, Pierre Jacquier, Antoine Giraux, Georges Hémart. — Les députés furent Claude COLLARD et François SABBATHIER.]

CAHIER

Les habitants de la communauté d'Écurey-sur-Coole, gens sans étude et sans autres connaissances que celles qui sont communes à tous les hommes, ne sont pas propres à fournir au gouvernement de nouvelles lumières sur des points aussi importants que l'amélioration des finances, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité du royaume et le bien de chaque citoyen ; mais, pour obéir aux ordres du Roi, auquel ils seront toujours fidèlement attachés jusqu'à sacrifier leur vie et leurs fortunes pour la conservation et les besoins de ce prince bienfaisant, ils osent faire les propositions suivantes :

1. — Que le vingtième, la taille et la capitation soient supprimés et que l'on établisse à la place de ces trois impositions une dîme royale en nature sur le produit des terres, vignes, prés, bois, étangs et rivières, et une dîme en argent sur l'industrie, les maisons, les contrats, les pensions non alimentaires et les terrains qui ne sont pas en valeur ou qui ne servent que de purs agréments comme les parcs, les jardins, etc. ;

2. — Que si l'on ne peut pas supprimer absolument la taille et la capitation, ces deux impositions soient également supprimées (1) par les trois ordres de l'État ;

3. — Que le droit perçu sur le sel soit diminué et en même

(1) *Sic.* — Mot mis évidemment pour « supportés ». — Au rôle de 1790, ces impositions pour Écurey-sur-Coole étaient portées pour une somme de 3,507 livres à répartir sur 198 contribuables y compris alors les anciens privilégiés, (*Arch. de la Marne, C, 856.*)

temps étendu dans tout le royaume et que les trois ordres de l'État y soient assujettis ;

4. — Que l'on supprime cette multitude innombrable de droits qui ne sont que des entraves pour le commerce, tels que les droits d'aides et ceux d'entrée dans les villes et de sortie ;

5. — Que l'on convertisse les divers droits d'aides sur le vin en un seul droit sur chaque pièce de vin récoltée et que l'on étende cette perception dans tout le royaume ;

6. — Quant aux autres droits joints à ceux des aides, qu'ils soient convertis en quelqu'autre droit, par exemple établis sur les papiers (1), en gênant extrêmement la circulation par les formalités à observer pour les congés ;

7. — Qu'il y ait un tarif fixe pour les droits de contrôle, et que toute interprétation soit interdite ;

8. — Que le droit perçu sur le papier marqué soit étendu partout le royaume ; et comme, d'après les règlements faits pour le papier marqué, l'on ne doit y employer que des pâtes communes, que ce règlement soit changé et qu'il soit ordonné de distribuer du papier marqué de différentes qualités, en pâtes communes, en pâtes fines, et même en pâtes superflines, sans faire payer plus ou moins cher chaque espèce suivant la qualité ;

9. — Que les assemblées provinciales soient supprimées et les États provinciaux établis dans tout le royaume et convoqués de la même manière que les États généraux ;

10. -- Que les États généraux et les États provinciaux aient des assemblées périodiques et fixes, et qu'il y ait pour les uns et les autres des commissions intermédiaires ;

11. — Que les États provinciaux soient chargés de la répartition et de la perception de toutes les impositions ;

12. — Que toutes les coutumes soient réduites à une seule et qu'il n'y ait plus, surtout, de servitude sans titre, ce qui répugne à la raison ;

13. — Quant aux servitudes avec titre, telles que les censives, lods et ventes, etc., qu'il soit permis de les racheter par le remboursement du principal pour la somme déterminée, et par un remboursement fixe pour les sommes indéterminées ;

14. -- Que le droit de franc-fief soit supprimé : depuis

(1) Voir note ci-dessus sur les papeteries d'Écury-sur-Cooles.

quelques années, les préposés des domaines du Roi ont fait à ce sujet des recherches qui ont jeté le trouble dans une multitude de familles ;

15. — Que le privilège de la chasse soit supprimé et qu'il soit permis aux habitants de chaque village de chasser sur leur terroir, sauf de limiter la chasse à un certain temps de l'année et de conserver aux seigneurs le droit de chasser seul sur leurs propres terrains ;

16. — Que le casuel et les annexes soient supprimés et qu'il soit établi un seul curé pour la communauté d'Écury (1), la dîme qui se perçoit sur le terroir étant plus que suffisante tant pour payer ses honoraires que pour subvenir aux réparations de l'église et du presbytère (2) ;

17. — Que les justices seigneuriales dont il existe deux à Écury (3) soient supprimées et que l'on attribue la connaissance des affaires aux officiers des municipalités, qu'on pourrait charger, sans grands inconvénients, de juger au souverain toutes les contestations qui n'excéderaient pas la somme de vingt à trente livres ;

18. — Que l'on réduise à un seul les divers tribunaux des villes à la réserve de celui des juges et consuls et qu'il soit établi dans chaque province un tribunal souverain où se jugent en dernier ressort toutes les affaires ;

19. — Que la procédure criminelle soit réformée et la procédure civile améliorée ;

(1) Écury avait comme annexe Nuisement-sur-Cooles.

(2) Les dîmes d'Écury-sur-Cooles appartenaient à l'abbaye de Saint-Basle, qui les avait acquises d'Henri de Ludes en 1276. (D^r MAILLIART : *Histoire de l'abbaye de Saint-Basle*, ouv. cit., pages 83, 117, 253, 271 et 275. — *Manière de lever les dîmes à Écury et à Nuisement-sur-Cooles, diocèse de Châlons* : cartulaires de la *Biblioth. de Reims*, liasse 13, n^o 9, d'après le D^r Mailliart.) — Voir les dossiers de réparations à l'église et au presbytère de la paroisse d'Écury et de son annexe de Nuisement, et les sommes payées par les habitants de 1725 à 1780. (Arch. de la Marne, C, 1842.) — Les habitants supportaient encore les salaires des maîtres d'écoles : ils attribuaient annuellement 150 livres sur les deniers communaux « pour soulager les plus pauvres familles des frais d'écolage ». (*Ibid.*, C, 589.)

(3) La seigneurie appartenait au chapitre de Saint-Étienne de Châlons qui en vendit la moitié à la famille de Pinteville, de Cernon, au xvi^e siècle ; en 1789, Loison de Guinaumont était seigneur du lieu. — L'Hôtel-Dieu et l'hôpital de Châlons possédaient aussi des biens sur le terroir et étaient au nombre des privilégiés. (Arch. de la Marne, C, 856 et F., 521.)

20. — Qu'il soit fait une loi qui défende de reprocher aux parents ou alliés les condamnations des coupables ;

21. — Que tous les poids et toutes mesures soient réduites à un même poids et à une même mesure ;

22. — Que toutes les charges vénales soient supprimées ainsi que celles qui donnent des privilèges nuisibles aux intérêts du public, comme celles d'huissiers-priseurs, etc. ;

23. — Que les corvées et autres travaux publics soient également supportés par les trois ordres de l'État ;

24. — Que ceux qui ont droit d'avoir un colombier soient obligés de tenir leurs pigeons renfermés dans le temps de la semence et des récoltes (1) ;

25. — Que tous les sujets du Roi, sans distinction, puissent prétendre aux charges, emplois, commissions de l'État, ainsi qu'aux dignités et places de l'Église ;

26. — Que l'on supprime ou qu'il soit permis de racheter tous les droits féodaux, sans excepter même la dîme ;

27. — Que le bien-fonds mainmorte, soit restitué au commerce ;

28. — Que les barrières soient reculées jusqu'aux frontières ;

29. — Que les étalons soient supprimés ;

30. — Que les privilèges de toutes espèces, compris même ceux des villes franches, soient aussi supprimés ;

31. — Qu'il n'y ait plus de receveurs généraux des finances.

Telles sont les vues que les habitants d'Écury-sur-Coole ont cru devoir présenter à l'administration, trop heureux s'ils avaient le bonheur de contribuer à la régénération du royaume.

Fait et arrêté à Écury-sur-Coole ce 2 mars 1789, et ont signé :

SABBATHIER, syndic de la municipalité, Pierre FRAPART,
Pierre HERMANT, Louis OUDART, Nicolas ÉLOY, Louis
FRAPART, etc.

(Copie de 51 signatures.)

Délivré pour copie par moi, soussigné :

LHOTE, greffier de la municipalité.

(1) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

ÉTOGES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Étoges (1) était composée de 100 feux. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence d'Antoine THOMAS, « ancien praticien faisant fonction de juge en l'absence des juges ordinaires et à leur défaut », assisté de Mortas, greffier commis. — Le procès-verbal constate la présence de Denis Scribe, syndic municipal de la communauté, Antoine Giot, Louis-Antoine Bérat, Nicolas Jouglet, membres de la municipalité ; Louis André, Claude Ménat, Antoine Pernet, adjoints ; Charles Barré, Jean-Antoine Silvestre, Louis-Honoré Oudiné, Nicolas Faucholt, Louis Thomas, Claude Noblot, Nicolas Silvestre, Claude Lesœur, Antoine Mortas, Claude Thomas, Claude Berger, Pierre Pernet, Jean Guérin, Charles Roussin, Antoine Le Rouge, François Deschoquest, Pierre Savetier, Michel, greffier de la municipalité, et aussi d'après les signatures, Clauzier, Claude Lerouge, Claude Preslot. — Les députés furent Antoine Giot et Louis ANDRÉ.]

CAHIER

*Cahier des doléances des habitants de la communauté
de la paroisse d'Étoges, bailliage de Châlons-sur-Marne.*

Le premier objet des plaintes des habitants regarde les grandes routes ; il leur semble que le nombre des sous-ingé-

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 176. Cahier, dossier c, pièce 14 : 3 feuillets cotés et paraphés par Antoine Thomas, président de l'assemblée d'Étoges ; visa de Regnault Thomas, commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage de Châlons).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 591 et 2919 :

Administration de la communauté ; comptes des syndics. — C, 855 et 952 : Impositions. — C, 1024 : Capitation. — C, 1337 : Caserne de maréchaussée. — C, 1571-1576, 1713 : Routes. — C, 1590 : Corvées. — C, 1843 : Église et presbytère. — C, 2502, 3001 : Domaine du comté d'Étoges érigé en septembre 1682 en faveur de Marc-Antoine-Saladin d'Anglure du Bellay de Savigny. — E, 915 : Actes tabellionnés du comté de Vertus ; baux d'Étoges. — E, 1003 : Droits seigneuriaux.

Arch. de la comm^{ne} d'Étoges : 1^{er} reg. de délibérations de septembre 1788 à mars 1790 (56 feuillets).

— Étoges appartenait à l'élection de Châlons et était le siège d'un comté qui, comme on l'a déjà vu, étendait sa juridiction seigneuriale sur les cinq villages voisins de Beaunay, Fèrebrianges, Givry, Loisy et Toulon ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 83 feux roturiers, 2 ecclésiastique et noble. — Population : 152 hommes, 128 femmes, 37 garçons, 42 filles, soit 359 habitants.

nieurs qui y sont employés est trop grand, ce qui donne lieu de multiplier ces routes et occasionne une plus grande dépense tant pour la construction de ces chemins que pour leur entretien. Ce fardeau, que le Tiers état supporte seul et qui le surcharge infiniment, lui fait espérer de la justice et de la bonté du Roi que cet impôt sera réparti sur tous les citoyens dont les plus opulents d'entre eux tirent tous les avantages de ces grandes routes (1).

2. — Les arbres plantés le long de ces routes qui, par leur largeur, rendent des bons terrains nuls, préjudicient infiniment aux récoltes et par leurs ombrages, et par leurs racines qui tallent à trente et quarante pieds dans les champs, ce qui en diminue les productions ; il serait de la sagesse du gouvernement de les supprimer ainsi que ceux qui bordent les avenues d'agrément qu'on remarque sur les terroirs de plusieurs paroisses du bailliage de Châlons (2).

3. — Le gibier, trop abondant, cause de son côté des dégâts qui privent le cultivateur d'une portion de ses récoltes qui l'aiderait à payer ses impositions ; il souffre ces pertes avec d'autant plus de douleurs qu'il lui est moins possible d'en obtenir le dédommagement de la part des nobles qui possèdent le droit de chasse, depuis les deux arrêts de règlement que le parlement de Paris a rendus les 21 juillet 1778 et 15 mai 1779, ce qui porte les propriétaires des terres et vignes à demander la réforme de ces règlements avec d'autant plus d'intérêt qu'ils voient leurs terroirs couverts de remises, plantés en bois depuis peu, afin de multiplier le gibier destructeur (3).

4. — A ces dégradations annuelles qu'éprouvent les récoltes

(1) *Arch. de la Marne, C, 1571, 1576 et 1713* : Route nationale n° 33 de Paris à Châlons par Montmirail, Étoges, Bergères, Chaintrix et Thibie (1773-1785). — État des terrains à prendre pour l'ouverture de cette route demandée par le seigneur et les habitants d'Étoges (1773). — Embranchement de Vertus à cette route (1778-1791) : correspondance du prince de Soubise et de l'intendant Rouillé à ce sujet. — Requête des habitants d'Étoges à l'intendant : ils demandent l'exemption de la corvée sur la grande route afin de s'occuper des travaux nécessaires pour construire deux fontaines publiques et un abreuvoir et pour réparer un chemin conduisant à l'église : plans des ouvrages ; devis de ceux à exécuter pour donner un libre écoulement aux eaux d'orages dans le village d'Étoges (1784-1786).

(2) Plantation des arbres sur les routes. (*Arch. de la Marne, C, 1759.*)

(3) Voir le cahier de Cernon, page 125.

se joignent les dégâts qu'y causent souvent les cultivateurs eux-mêmes, soit par leur négligence, soit autrement, en souffrant que leurs domestiques mènent paître leurs animaux servant au labourage dans les empouilles avant la moisson, et cela nocturnement pour tromper les gardiens (1) ; comme ces dégâts, qui privent souvent les propriétaires — surtout ceux qui font valoir leurs terres à prix d'argent — d'un huitième de la récolte, ne sont occasionnés que par des bœufs, le gouvernement, pour remédier à ce mal, pourrait bien obliger le laboureur à les nourrir à l'écurie jusqu'après les récoltes, sans pouvoir les mener paître dans les terres en jachères, en les autorisant à former des prairies artificielles exemptes de dîmes, par le secours desquelles ils nourriraient leurs bœufs pendant le printemps et jusqu'à la moisson.

5. — Une surcharge considérable qu'éprouvent les pauvres habitants des campagnes, est l'obligation où ils sont d'envoyer leurs garçons tirer au sort de la milice en une subdélégation éloignée quelquefois de dix à onze lieues de leurs paroisses : outre les trois jours enlevés à leurs travaux, il en coûte aux parents, pour chacun de leurs garçons, 15 à 18^{fr} argent qu'ils sont souvent obligés d'emprunter ; qu'on juge de l'objet de la dépense pour des pauvres gens qui sont obligés de la supporter pendant dix à douze ans que leurs garçons restent dans la maison paternelle avant de se marier (2).

Il est très possible au gouvernement de remédier à ce grand mal, soit en levant une contribution sur chacun des garçons des paroisses réunies pour fournir un ou deux soldats provin-

(1) Voir les arrêts du parlement et les ordonnances des intendants de la généralité à ce sujet (*Arch. de la Marne, C, 2969*), notamment l'ordonnance rendue par « l'intendant de Champagne le 20 novembre 1766, à l'effet d'empêcher qu'il ne soit envoyé des bestiaux dans les terres empouillées » ; -- les arrêts du parlement des 23 janvier 1779, 28 décembre 1780 et 5 avril 1788, « faisant défenses à tous propriétaires, fermiers, cultivateurs, ... de mener paître en aucun temps les moutons et brebis dans les prés qui ne sont point en défend », le dernier arrêt rendu « pour les paroisses situées dans les ressorts des coutumes de Vermandois et de Vitry-le-François » ; — l'arrêt du 9 mai 1783 « qui permet aux propriétaires, fermiers, cultivateurs, journaliers et habitants des paroisses situées dans le ressort des coutumes de Vermandois et de Vitry-le-François, de mener paître leurs moutons dans les prés après la faulx ». (*Recueil des imprimés in-4° de ces arrêts et ordonnances : Bibliot. de Reims, N., 2806.*)

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

ciaux, avec laquelle on enrôlerait le même nombre de garçons qui s'engageraient librement ; soit en établissant des subdélégués dans les petites villes voisines ou dans les bourgs à la distance de trois ou quatre lieues, par devant lesquels les tirages se feraient ; cet expédient procurerait un grand soulagement aux paroisses circonvoisines.

6. — Il serait à souhaiter pour tous les corps de l'État et surtout pour celui du Tiers, que le droit d'aides fût converti en un impôt réel sur les vignes, proportionné à la qualité des vins que chaque vignoble produit, tel qu'on en a, dit-on, déjà formé le plan. Si ce projet était mis à exécution par le gouvernement, l'économie serait sensible, les frais de régie seraient notablement diminués, et la finance serait versée avec plus d'abondance au trésor royal : les propriétaires des vignobles, soulagés et plus tranquilles, ne cesseraient de bénir la main paternelle de leur Roi qui les aurait délivrés de la gêne où ils sont.

7. — Il en est une d'une espèce particulière que le Tiers a toujours éprouvé : c'est l'obligation de payer le gros manquant à la vente des vins ; de tous les impôts, il n'en est point où la loi du plus fort reçoive la plus vive empreinte ; d'un côté le propriétaire de vin, par le moyen de cet impôt, est obligé au paiement du gros dans tous les cas, c'est-à-dire en vendant son vin en fraude comme en le buvant, si bien qu'il ne peut échapper, et de l'autre que cela n'empêche pas que, venant à être découvert sur la vente en fraude, il ne soit encore accablé d'amendes et de confiscations ; ce sont là deux alternatives répugnantes, puisqu'elles ne laissent point de choix et qu'elles produisent toutes deux leur effet à la fois, ce qui contrarie toutes les idées de justice et autorise les propriétaires des vignes à demander la suppression de ce droit énorme.

8. — Il est un autre impôt qui surcharge infiniment le pauvre peuple : c'est la gabelle qui maintient le prix du sel à un taux excessif en Champagne, tandis que le prix en est beaucoup moindre dans d'autres provinces du royaume. Les habitants d'Étoges supplient leur bon prince d'écouter le cri de son pauvre peuple et de le soulager en diminuant le prix de cette denrée si nécessaire à la vie, qu'il est souvent hors d'état de se procurer à cause de sa cherté. On peut appliquer les mêmes réflexions au prix excessif du tabac dans cette province.

9. — Qu'il serait à souhaiter que le gouvernement prit des

mesures efficaces pour empêcher la mendicité sujette à bien des inconvénients, en établissant des moyens dans chaque paroisse pour venir au secours des vrais pauvres qui ne sont tels que parce que des infirmités réelles et notoires ou la caducité les mettent hors d'état de pourvoir à leurs besoins ; les municipalités établies dans chaque communauté d'habitants pourraient former un bureau de charité qui surveillerait aux besoins réels et déterminerait les assistances qui y seraient proportionnées (1).

10. — Les susdits habitants unissent leurs plaintes à celles des paroisses voisines touchant l'établissement de la charge d'huissier et juré-priseur ; — qui l'autorise à exercer une espèce de tyrannie dans tout le ressort du bailliage ? — et pour demander la suppression de ce droit onéreux à tous les corps des citoyens (2).

Fait et arrêté en notre assemblée tenue le 8 mars 1789, et avons signé ceux d'entre nous qui savent signer :

A. GIOT, ANDRÉ, MORTAS, SCRIBE, syndic, MICHEL, greffier de la municipalité, etc.

(22 signatures.)

Ce qui fut arrêté par nous, Antoine Thomas, ancien praticien, pour l'absence des juges ordinaires, en l'assemblée tenue le 8 mars 1789, et avons signé ainsi que Antoine Mortas, que nous avons commis pour notre greffier commis, qui a signé avec nous.

A. THOMAS, juge pour l'absence.

Collationné par nous, greffier commis,

MORTAS.

ÉTRECHY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Étrechy (3) était composée de 40 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la pré-

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 45.

(2) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(3) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 177. Cahier, dossier c, pièce 19 : 3 pages cotées et paraphées par Hachette ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 591 : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — C, 1590 :

sidence de Jean-Alexandre HACHETTE, prévôt, juge de ce lieu. — Le procès-verbal constate la présence de Félix Lalire, Charles-Gaston Charles, François Charles, Jean-Baptiste Violette, Louis Milliat, Antoine Violette, Claude Violette, Claude Lallemand, Pierre Le Beau, François Violette, Claude Lalire, Louis Oyence, François Langlois, Jean Lessart, Jacques Hâllé, Charles-Antoine Violette, François Milliat, Jean Lalire, Pierre Violette, Edme Lalire, Jean Puby, Claude Charles, Louis Langlois, Jean Langlois, Louis Langlois, Pierre Lalire, Antoine Violette, Jean-Baptiste Violette, Louis Cornu, Sébastien Violette, Jean Violette, Jean-Baptiste Lalire, Martin-François Lalire, Sébastien Violette, Martin Lalire, Louis Cornu, Martial Potié. — Les députés furent Jean VIOLETTE et Sébastien VIOLETTE.]

CAHIER

Doléances et supplications pour les habitants de la commune d'Étrechy-en-Champagne.

De toutes les provinces du royaume il n'est pas d'aussi surchargée d'impôts que la Champagne, eu égard à ses facultés et à sa population ; cette vérité est généralement reconnue.

Les habitants d'Étrechy peuvent donc espérer que leurs plaintes et doléances seront prises en considération aux États généraux, le monarque le plus juste, le meilleur des rois, Louis XVI, daignant être sensible aux maux de son peuple et voulant faire disparaître les inégalités dans la répartition des impôts et qu'ils soient à l'avenir supportés par le Clergé, la Noblesse et les privilégiés sans aucune distinction, pour venir au secours de la classe des indigents.

Les habitants d'Étrechy, à cet effet, autorisent leurs députés à concourir avec ceux des autres paroisses du ressort du bailliage de Châlons à l'élection des députés du Tiers état aux États généraux du royaume, au nombre porté par l'état qui est à la suite de la lettre de convocation de Sa Majesté pour ledit bailliage, à la charge par lesdits députés de la paroisse d'Étrechy de ne voter pour l'élection des députés aux États généraux qu'en faveur de personnes dont la prudence, la sagesse et la sagacité leurs soient bien connues, qui aient les talents et les qualités

Corvées. — C, 1843 : Église et presbytère. — E, 916 : Baux des dîmes ; — etc.

— Étrechy appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 38 feux roturiers. — Population : 53 hommes, 68 femmes, 8 garçons et 10 filles, soit 139 habitants.

nécessaires pour représenter dignement, et qui soient prises dans l'ordre du Tiers état ;

Autorisent pareillement les représentants, ou ceux d'entre eux qui pourraient être désignés par l'assemblée générale du bailliage, à concourir à la rédaction des cahiers et doléances qui seront remis aux députés aux États généraux et, à cet effet, d'y faire insérer, pour la paroisse d'Étrechy particulièrement, d'abord les actions de grâces les plus respectueuses pour Sa Majesté d'avoir accordé au Tiers état une députation choisie dans son ordre, en nombre égal à celle des deux [autres] ordres réunis, ainsi que d'avoir rappelé dans son conseil un ministre digne de sa confiance et de [celle de] ses sujets, et ensuite les propositions, demandes et supplications qui suivent :

1. — Une loi constitutionnelle qui, en assurant le retour périodique des États généraux, après une révolution de temps déterminée pour la prochaine assemblée, réserve à la seule assemblée nationale le pouvoir d'accorder un impôt de telle nature, qu'ajouté au produit des droits et fermes qu'il sera convenable de laisser subsister, il cadre parfaitement aux besoins et dépenses de l'État et puisse fournir à l'acquit d'une portion déterminée de la dette de la Nation, lequel impôt subsiste seulement pendant le temps intermédiaire de l'assemblée prochaine à la suivante, lors de laquelle et par laquelle seule il pourra être prorogé ou réduit suivant l'exigence et au paiement duquel, pendant toute sa durée, tous les sujets du Roi indistinctement [seront] assujettis, nonobstant tous privilèges et exemptions ci-devant accordées au clergé, à la noblesse et à l'exercice de toutes charges généralement quelconques qui seront supprimées et abolies ;

2. — Que la masse de l'imposition soit d'abord distribuée par province en proportion de leurs revenus et population, et ensuite par paroisse, de manière que les habitants de chaque paroisse en fassent eux-mêmes la répartition ; qu'à cet effet la province de Champagne soit administrée par des États provinciaux à l'instar de celle du Dauphiné, lesquels régleront le mode de la perception de ladite imposition et du versement du produit au trésor royal ;

3. — Que l'impôt qui sera établi soit d'une perception juste, simple et facile, qui ne puisse exposer les contribuables à aucune espèce de contravention ;

4. — Que la somme des besoins de l'État pour chaque année soit arrêtée et qu'il soit pourvu d'une manière certaine aux fonds nécessaires pour chaque département, les chemins compris ;

5. — Que la dette de la Nation soit aussi arrêtée, de manière que les intérêts de chaque année et une somme déterminée pour l'extinction des capitaux soient ajoutés aux fonds à faire pour chaque département ;

6. — Que les vigneronns qui gémissent depuis si longtemps sous le joug des aides, qui les a réduits dans la misère la plus affreuse, en soient déchargés ;

7. — Que le contrôle des actes soit ramené au juste but de son institution et que nouvelles lois dans cette partie fixent clairement et précisément les droits sur chaque acte au contrat, tant pour le contrôle que l'insinuation ;

10 (1). — La réforme des abus et malversations qui se commettent par les officiers des eaux et forêts ;

11. — Une loi pour faire disparaître le monopole sur les bois ;

12. — Le reculement des barrières aux extrémités du royaume et une diminution au moins de moitié dans le prix du sel et du tabac, l'établissement d'un grenier et d'un entrepôt en la ville de Vertus pour qu'ils soient dispensés d'un voyage de six lieues qu'ils sont obligés de faire pour se le procurer ;

13. — Qu'ils soient dispensés de faire six lieues pour aller tirer à la milice, ce qui leur occasionne des dépenses et des pertes de temps irréparables ;

14. — Que les abus qui se rencontrent dans l'administration de la justice soient réformés ; qu'il soit pris des mesures pour mettre les malheureux à l'abri des vexations des huissiers, et que les charges d'huissiers-priseurs soient supprimées ;

15. — Que la dime ne puisse être exigée qu'après la Saint-Jean et que les gros décimateurs ni autres ne puissent la prétendre sur ce que les cultivateurs font couper en vert pour la subsistance de leurs bestiaux.

16. — Il appartient aux religieux de Saint-Sauveur, seigneur d'Étrechy, deux cent quatre-vingt-trois arpents de terres

(1) Le rédacteur du cahier, en numérotant les articles, a passé les chiffres 8 et 9.

à eux en propre qu'ils donnent à titre de louage, ce qui contient la meilleure partie du territoire (1).

17. - Le restant du territoire appartient aux habitants d'Étrechy et autres, dans la plus mauvaise partie dudit territoire, étant chargés sur chaque arpent pour les droits des censives, que les habitants paient auxdits sieurs religieux en grain par chaque arpent, ce qui se rapporte année commune à dix-huit à vingt sols de tous les arpents tant vides que pleins, par un arrêt que ces messieurs ont obtenu contre lesdits habitants qui étaient autrefois dans le franc-alieu (2), ce qui cause une misère si grande auxdits habitants qu'ils ne peuvent pas subvenir aux autres charges à quoi ils sont imposés, n'ayant aucun pâturage pour la subsistance de leurs bestiaux.

J.-Baptiste VIOLETTE, F. CHARLES, Pierre VIOLETTE, François VIOLETTE, etc.....
HACHETTE.

(19 signatures.)

ÈVRES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La paroisse d'Èvres (3) était composée de 75 ou 79 feux (le chiffre surchargé se lit difficilement).— L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789.— Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean BIGEARD,

(1) *Arch. de la Marne, E, 916* : Les grosses et menues dimes d'Étrechy furent louées le 30 mars 1723, moyennant 450 livres.

Le territoire d'Étrechy comprenait 5 arpents de jardins ou chènevières, 3 de prés, 18 de vignes produisant, année commune, 25 muids de vin ; 51 arpents de bois, 800 de terres labourables et 102 de terres incultes. Les récoltes en grains produisaient une fois et demie à deux la semence. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Voir la question de l'allodialité de la coutume de Vitry et du franc-alieu (cahier de Condé-sur-Marne, page 195).

(3) *Arch. dép. de la Meuse : États généraux, série L 1.* (Cahier : 3 pages cotées et paraphées ; visa de Thomas).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 2917* : Impositions, etc. — *Arch. de la Meuse, C, 152 et 207* : Administration de la communauté.

— Èvres appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Triaucourt, arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).

— Dénombrement de 1773 : 75 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 115 hommes, 126 femmes, 23 garçons et 22 filles, soit 286 habitants.

syndic, assisté de C. Millet, greffier de la municipalité. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Bichon, Nicolas Champion le jeune, Claude Soligot, Nicolas Nicolas, Charles Ogier, Nicolas Champion, Jean-Baptiste Marie, Levant Caillet, Jean Michel, Nicolas Michel, Claude Geoffroy, Jean Sauce, Jean Chacal, Jean Champion, Jean Oudin, Nicolas Martinet, Pierre Geminel, J. Drouet, Evance Collignon, et aussi d'après les signatures, Hubert Mignon et Jean Drouet. — Les députés furent Jean BIGEARD et Pierre GEMINEL.]

CAHIER

L'an 1789, le 1^{er} mars, nous soussignés, habitants de la communauté d'Èvres-en-Argonne, ressortissante au bailliage de Châlons-sur-Marne, province de Champagne, pour obéir aux ordres du Roi à nous notifiés par ordonnance de M. le grand bailli d'épée dudit Châlons, en date du 17 février dernier, publiée cejourd'hui au prône de la messe paroissiale, affichée et publiée par le sieur syndic de la communauté à l'issue de la messe, certifions nous être assemblés au lieu indiqué et ordinaire des assemblées à l'effet de procéder à la rédaction du cahier de plaintes, doléances et remontrances que le Roi nous permet de lui adresser ; en conséquence nous supplions Sa Majesté d'ordonner :

1. — Que les trois ordres du Clergé, de la Noblesse et du Tiers état votent en commun par tête dans les États généraux ;
2. — Que tous les biens-fonds du Clergé et de la Noblesse soient sujets aux charges et impôts comme ceux du Tiers état ;
3. — Qu'il soit érigé un conseil supérieur en Champagne ou le rétablissement du grand bailliage (1).

(1) *Ordonnance royale sur l'administration de la justice de mai 1788* (registrée au parlement de Paris, le Roi tenant son lit de justice le 8) transformant 47 bailliages et sénéchaussées du royaume en *grands bailliages* intermédiaires entre les présidiaux et les parlements. (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, etc., ouv. cit., XXVIII, p. 528 à 567.) *Lettres patentes en forme d'édit de juillet 1788, portant règlement définitif des ressorts et arrondissements des grands bailliages de Châlons et de Langres et créations et suppressions de différents sièges dans l'étendue du ressort de ces tribunaux*, registrées au grand bailliage de Châlons le 28 juillet 1788 (Châlons, imp. Mercier, s. d. [1788], in-4° de 36 pages. *Bibliot. de Reims*, N., 2684). — L'établissement à Châlons d'un grand bailliage et surtout l'abaissement des sièges de villes comme Troyes qui perdait son rang de bailliage et présidial pour tomber au troisième rang de l'ordre judiciaire et pour relever du grand bailliage de Langres ; — et de villes comme Châtillon-sur-Marne, Épernay, Fismes, Sainte-Ménéhould, Saint-Dizier, La Marche, Sézanne, qui étaient dépouillées de leur bailliage pour redevenir de simples prévôtés avec juridiction fort restreinte ; — soulevèrent d'innombrables diffi-

4. — La refonte du code civil et criminel et d'abrégé le jugement des procès de peu de conséquence ;
5. — L'anéantissement de la gabelle et des aides ;
6. — Le reculement des barrières aux frontières du royaume ;
7. — La suppression des banalités et de toute servitude personnelle ;
8. — La démolition d'une grande partie des usines à feu (1).
9. — La suppression du tirage à la milice et fournir les soldats provinciaux aux dépens, partie des garçons depuis l'âge de vingt ans jusqu'à quarante, et partie aux dépens de la province (2) ;
10. — La construction de chemins vicinaux ;
11. — Des corvées militaires en donnant aux soldats une augmentation de paie pendant le temps du travail (3) ;
12. — Des règlements d'une police sévère contre les cabaretiers qui donneront à boire chez eux aux personnes du lieu (4) : c'est la ruine des campagnes et le fléau des familles ;
13. — La stabilité des baux et loyers des biens ecclésiastiques pendant le temps convenu, nonobstant la mort ou le changement des titulaires ;
14. — La suppression des huissiers-priseurs ;
15. — De pourvoir aux besoins des pauvres hors d'état de

cultés d'exécution et des protestations contre cette réforme qui fut tout d'abord suspendue par nouvelles lettres patentes du 10 septembre 1788 et finalement abrogée avant d'avoir même été mise à exécution, par déclaration royale du 23 du même mois.

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 74.

(2) Voir le même cahier, page 71.

(3) VIGNON : *Études hist. sur l'administration des voies publiques en France*, ouv. cit., montre que, déjà, lors de l'enquête de Trudaine sur le projet de conversion de la corvée en une contribution, cette idée d'employer l'armée, en temps de paix, aux travaux des routes avait été émise par plusieurs personnes ; il reproduit notamment (t. III, pièces annexes, page 81), un « mémoire d'un sieur Thelis, seigneur de plusieurs paroisses en Forêts, sous le titre : *Idées d'un citoyen sur les chemins* » qui préconise ce système.

(4) Si les règlements rendus en matière de police concernant les cabarets avaient été observés à la lettre, les cabaretiers ne devaient recevoir chez eux aucun habitant de l'endroit pour lui donner à boire et à manger ; ils devaient se contenter de débiter leurs denrées à ceux qui voulaient les consommer dans leur famille. — L'article 25 de l'ordonnance d'Orléans de janvier 1560 faisait « défenses aux domiciliés, à ceux qui sont mariés et ont ménage, d'aller « boire et manger es tavernes ou cabarets ; et aux taverniers ou cabaretiers de « les y recevoir à peine d'amende pour la première fois, et de prison pour la « seconde. » (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, ouv. cit., t. XIV, p. 71. — GUYOT : *Répertoire de jurisprudence*, ouv. cit., t. II, p. 575.)

travailler, aux dépens de la province, et punir les mendiants valides ;

16. Des lois somptuaires et écraser d'impôts tous les objets de luxe qui ont occasionné la dépravation des mœurs et la ruine de l'État ;

17. — La réunion dans chaque diocèse de collégiale ou bénéfice simple aux séminaires, pour y faire étudier gratis la philosophie et la théologie, et les places données au concours ;

18. — De rapprocher toutes les coutumes du royaume de la plus sage et ainsi que les poids et mesures d'un point fixe (1) ;

19. — Des États provinciaux composés comme les États généraux des trois ordres et avec l'autorité de ceux des pays d'État ;

20. — D'augmenter les portions congrues et d'abolir tous les casuels, casuels des curés et desservants ;

La suppression du droit de colombier et garenne ;

21. — De forcer tous les ordres religieux à être utiles à la société et au service des paroisses ;

22. — Supplier le Roi de donner à vie l'administration des finances à M. Necker ;

Et généralement tout ce qui peut contribuer au soulagement des peuples, à diminuer les charges et impositions (2) qui ne grèvent que le Tiers état, soit dans les individus, soit dans les biens.

Fait et arrêté les jour, mois et an que dessus.

Nicolas CHAMPION, Claude SOLIGOT, L. CAILLET, N. NICOLAS,
J. DROUET, etc.

(15 signatures.)

Délivré par moi, greffier, et ai signé : C. MILLET.

Jean BIGEARD, syndic, P. GÉMINEL.

(1) Èvres qui devait, au moyen-âge, avoir été le chef-lieu de la juridiction seigneuriale avant que le siège en fût transporté à Triaucourt, possédait une mesure spéciale, le « boisseau dite mesure d'Èvres », en usage dans la terre de Beaulieu et qui dépassait un peu la contenance du double-décalitre actuel. — Il y avait aussi une « aune », mesure d'Èvres. (LEMAIRE : *Recherches hist. sur l'Abbaye de Beaulieu*, etc., ouv. cit. pages 264 et 285.)

(2) Au rôle de 1790, la communauté d'Èvres était portée pour 1,129 livres 10 sols de taille et frais de collecte ; — 1,975 livres 3 sols 8 deniers d'accessoires et capitation ; — 60 livres 16 sols de rejet au profit du syndic ; — 519 livres 13 sols 6 deniers de prestation des chemins ; soit au total : 3,624 livres 7 sols 2 deniers à répartir sur 137 contribuables. (Arch. de la Marne, C, 2917.)

FAGNIÈRES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Fagnières (1) était composée de 80 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 9 mars, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Baptiste-Joseph LAURENT, prévôt de la justice et prévôté de Fagnières, notaire royal demeurant à Châlons-sur-Marne. — Le procès-verbal constate la présence de Étienne Gougelet, lieutenant en la prévôté, Jacques Frison, procureur fiscal, Remy Gougelet, syndic municipal, Pierre - Remy Launoy, Claude - Jacques Frison, Joseph Janson, Nicolas Quentin, Jean-Éloy Gallet, Jacques Henriet, Jean Frison l'ainé, Philippe Bassier, Nicolas Colin, Jacques Launoy, Étienne Launoy, Pierre-M. Regnaut, Jean Janrat, Nicolas Adnet, Jacques Lepoivre, Jean Adnet, Pierre Gaillot, Jean Gougelet, Maurice Frison, Pierre-Sulpice Launoy, Pierre Toussaints, Frison, Claude Miraux l'ainé, Claude Miraux le jeune, Nicolas Bassier, Jean Jannet, Claude Dorez, et encore d'après les signatures : J.-B. Launoy, Antoine Cagniat, Pierre Launoy et Jérôme-L. Melinet, greffier municipal. — Les députés furent Pierre-Sulpice LAUNOY et Remy GOUGELET.]

CAHIER

Vœux et réclamations des habitants de la paroisse de Fagnières, près Châlons-sur-Marne.

L'intention et le désir du Roi manifesté dans la lettre du 24 janvier 1789, envoyée dans toutes les paroisses de villes et de campagne jusqu'aux extrémités de son royaume, étant que chacun de ses sujets puisse faire parvenir jusqu'à son trône ses vœux et ses réclamations, les habitants de Fagnières, pénétrés en leur particulier des sentiments de la plus vive reconnaissance

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 179. Cahier : dossier c, pièce 142 : 4 pages cotées et paraphées par Laurent ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 592 et 2919 : Administration de la communauté ; écoles ; usages ; comptes des syndics ; pont, etc. — C, 859 et 944 : Impositions. — C, 1024 : Capitation. — C, 1040 et 1045 : Vingtièmes. — C, 1590 : Corvées. — C, 1595 : Route de Dormans à Châlons. — C, 1844 : Église et presbytère. — D, 16 : Baux de la ferme du collège de Châlons. — E, 123 : Terrier de la famille de Bar ; — etc.

— Fagnières appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 70 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 106 hommes, 117 femmes, 25 garçons et 20 filles, soit 268 habitants.

envers leur souverain, profitent avec empressement du libre accès qu'il veut bien leur accorder :

1. - - Pour remercier très humblement Sa Majesté d'avoir accordé au Tiers état une députation choisie dans son ordre en nombre égal à celle des deux premiers ordres réunis, ainsi que d'avoir rappelé dans son conseil un ministre digne de sa confiance et de celle de ses sujets ;

2 — Pour lui représenter avec la confiance la plus respectueuse et d'une voix unanime, que leurs vœux et leurs désirs sont que les justices souveraines soient rapprochées des justiciables et qu'il y en ait une au moins par province, et que le code civil puisse éprouver quelques réformes touchant l'abus des frais et la longueur des procédures ;

3. — Qu'il n'y ait qu'une seule coutume qui régisse la province de Champagne en donnant la préférence à celle qui la mérite (1) ;

4. — Que les capitations du Tiers état sont aux deux tiers plus hautes que les autres impositions royales (2) : nous demandons qu'elles soient modérées et que la Noblesse et le Clergé, étant dispensés de dons gratuits, supportent les mêmes impositions que le Tiers état.

5. — Pour augmenter les revenus du Roi, il faut que les impôts soient supportés également par les nobles, privilégiés et ecclésiastiques (3) ;

(1) La plupart des communautés du bailliage de Châlons étaient régies par la coutume de Vitry-en-Perthois (« rédigées et emologuées par les trois États, en l'an 1509 », etc. *Bibliot. de Reims*, N., 2426 à 2432) ; quelques-unes, un petit nombre seulement, suivaient la coutume de Châlons (« rédigées par escrit, en présence des gens de trois États par Christophe de Thou, président, Barthelemy Faye et Jacques Viole, conseillers du Roi en sa cour de parlement et commissaires par lui ordonnés, lesquelles coutumes reçues par l'ordonnance de ladite cour, et mises au greffe d'icelles,.... le 2 juillet 1557 ». *Ibid.*, N., 2422 à 2425) ; d'autres, on l'a vu (cabiers de Cernon, Compertrix, etc.), étaient encore soumis à la coutume de Sens (rédigée en 1555 par Christophe de Thou, président, Christophe de Harlay et Barthelemy Faye, conseillers du Roi en sa cour de parlement, etc... — *Ibid.*, N., 2380 à 2385).

(2) *Arch. de la Marne*, C, 1024.

(3) Outre les familles nobles de Bar, seigneur du Heu, Fagnier, de Vieux-Dampierre, de Loupelt, de Pinteville, de Breuvery, etc., qui possédaient des terres à Fagnières, l'évêque de Châlons, l'abbé et les bénédictins de Saint-Pierre, l'Hôtel-Dieu de Châlons, l'hôpital de Saint-Maur, etc., figuraient encore parmi les privilégiés. — Au rôle de 1790, ils furent compris parmi les 322 contribuables imposés à une somme de 6,228 livres. (*Arch. de la Marne*, C, 859.)

6. — Que les gros bénéficiers soient réduits à un tiers de leur revenu, les deux autres au profit du Roi ;

7. — Qu'il soit établi un tribunal souverain dans la province ;

8. — Que les aides et gabelles soient supprimées ;

9. — Que les ingénieurs des ponts et chaussées soient supprimés ;

10. — Qu'il soit mis un péage sur chaque cheval de poste et de rouliers pour cotiser à l'entretien des grands chemins ;

11. — Les habitants de Fagnières demandent que les particuliers dont les biens sont grevés de censives, lods et ventes et carités (1) soient autorisés à les rembourser et que le taux du capital en soit fixé par Sa Majesté.

12. — Nous demandons que le tirage de la milice soit supprimé en y suppléant par un certain impôt en argent, tel que Sa Majesté jugera à propos, que l'on ferait payer tous les ans par chaque garçon depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante, ce qui serait plus que suffisant pour fournir les recrues nécessaires et compléter les régiments ;

13. — Que les poids et mesures marchandes et rurales soient uniformes par tout le royaume.

14. — Les vœux des habitants de Fagnières sont que l'on communique leurs demandes et leurs réclamations aux deux premiers ordres, afin qu'en y adhérant et leur faisant droit, ils puissent se flatter d'être d'un heureux accord et jouir d'une consolation parfaite.

J. FRISON, JANSON, Jean-Éloy GALLET, Nicolas COLIN,
Jean FRISON, P.-Remy LAUNOY, etc. ...

(22 signatures.)

Délivré par moi, greffier municipal soussigné,

Jérôme-L. MÉLINET.

FAUX-SUR-COOLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Faux-sur-Coole (2) était composée de 28 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent

(1) Voir le cahier de Châlons-sur-Marne, page 20, et le glossaire.

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, rédigé sur une formule impri-

sous la présidence de Pierre MORTAS, syndic. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à cette réunion. Mais au bas du document on lit les signatures de E. Mortas, J. Mortas, N. Noël, Étienne Lavallée, Jean-Baptiste Cailliette, Antoine Drouin, J. Noël, J. Cellier, Noël Gauthier, P. Cailliette, P. Mortas et Louis Mortas, greffier. — Les députés furent Pierre MORTAS et Noël GAUTHIER.]

CAHIER

Cahier de doléances, plaintes et remontrances de la paroisse et communauté de Faux-sur-Coole, pour être porté et remis par les deux députés à l'assemblée des trois États du bailliage de Châlons-sur-Marne.

Se plaignent de la distinction des biens ecclésiastiques, nobles et de roture, relativement aux impôts, et des privilèges qui en affranchissent beaucoup qui devraient les supporter, ce qui surcharge et écrase tous ceux du Tiers état qui n'ont pas assez de fortune pour s'en garantir par des offices, charges ou emplois dont la finance donne le titre et les exemptions ;

Remontrent que tous les biens, dans leurs propriété, jouissance et conservation, sont également et indistinctement, par l'autorité et la protection du gouvernement, assurés aux trois États ; cette protection qui maintient le possesseur dans sa possession ne peut être gratuite ; l'autorité et la protection profitant aux propriétaires des trois États, les charges, dépenses, dans les règles de l'équité, doivent être supportées par les propriétaires des trois États dans la même proportion ; les biens ecclésiastiques, nobles, les bénéfices et les fiefs étant biens de l'État doivent contribuer à ses charges ; tous les jours ces biens sortant des mains de simples propriétaires du Tiers état, passent à des privilégiés qui ont des privilèges ou personnels, ou acquis à prix d'argent ; leur réclamation contre l'abus et la distinction

mée, dossier b, pièce 183. Cahier, dossier c, pièce 46 : 4 feuillets numérotés mais non cotés par Mortas ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne*, C, 593 et 2919 :

Administration de la communauté ; comptes des syndics. — C, 1589 :

Route des Romains de Châlons en Bourgogne. — C, 1844 : Église et presbytère. — E, 272 : Terrier de la famille Baudoin ; — etc.

— Faux-sur-Coole appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Sompuis, arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 27 feux roturiers. — Population : 58 hommes, 53 femmes, 15 garçons et 13 filles, soit 139 habitants.

des biens relativement aux impôts, et leur demande que tous soient indistinctement assujettis à la répartition et aux proportions de la répartition, sont fondées sur la raison, la justice et l'équité (1) ;

Remontrent que les biens du Tiers état doivent être estimés relativement aux impôts comme ceux possédés par les seigneurs des paroisses, droits seigneuriaux, lods et ventes, terrages, redevances, cens, censives, droit de fournage (2), droit de chasse, laissent réellement entre les mains des seigneurs une partie des propriétés des vassaux ; tous ces droits, dans l'équité et la justice, doivent porter une imposition proportionnée à la valeur de leurs produits, et cela à la décharge du Tiers état qui, seul, paie les impôts, et d'autres qu'il supporte depuis longtemps, comme bâtisse et entretien de presbytère, d'une partie de l'église, dont il n'aurait point dû être chargé depuis qu'il paie la dîme de tous ses biens dont la charge ne paraît être qu'à la décharge du décimateur (3) ;

Se plaignent d'être assujettis envers les curés et vicaires à des rétributions en argent pour les fonctions spirituelles de la religion, ayant droit de les recevoir gratuitement, la dîme ayant été donnée au ministre de la religion pour qu'il leur soit donné tous les secours spirituels. Ces rétributions doivent être prises sur les décimateurs à qui la dîme a été payée pour leur tenir lieu d'offrande ; outre les dîmes, sont encore d'autres biens ecclésiastiques ;

Représentent que l'État a été induit en erreur au sujet des corvées :

La nouvelle méthode de faire les corvées à prix d'argent (4), a eu pour objet, a-t-on dit aux peuples, de mieux entretenir les

(1) En marge de cet article on lit ces mots de la main du rédacteur du cahier : « Tous les biens sans exemption assujettis aux impôts ».

(2) Droit de *fournage* ou *fornage*, droit dû au seigneur du four banal ou au fournier pour le pain qu'on y cuisait. (GEOFFROY : *Dict^{re}*, etc.)

(3) Les paroisses de Faux-sur-Coole et de Vésigneul-sur-Coole, toutes deux annexes de Coole, avaient payé à plusieurs reprises des sommes pour réparations au presbytère en 1739, à l'église et au presbytère en 1740, adjugées 158 livres ; à l'église en 1754, 130 livres. Le presbytère fut même reconstruit en 1764 (adjudication à 2,195 livres), et il fallut cependant, en 1771, dépenser encore 553 livres pour de nouvelles réparations du bâtiment. (*Arch. de la Marne*, C, 1844.) Les dîmes se divisaient entre l'abbé, le prieur et les moines de l'abbaye de Toussaints.

(4) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

grandes routes et en diminuer les dépenses à la décharge des corvéables : le Tiers état éprouve tout le contraire. C'est toujours le surcharger que de l'obliger de racheter à prix d'argent des ouvrages qu'il peut faire par lui-même ; les frais pour aligner, conduire, surveiller et recevoir les ouvrages ne peuvent se concilier avec les projets économiques de la nouvelle méthode. Le Tiers état demande le rétablissement de l'ancien usage en représentant que les ecclésiastiques, les nobles, qui ne sont pas compris au nombre des gens de peine, doivent y contribuer par des impositions pécuniaires en place des corvées, lesquelles impositions doivent être pour donner quelques modiques dédommagements aux travailleurs.

La nouvelle méthode de lever les soldats provinciaux, au lieu de soulager les paroisses, les vexe ; en réunissant plusieurs paroisses pour fournir un soldat provincial, on ne peut connaître ni les droits, ni les exemptions d'un chacun, par conséquent l'égalité ne s'y trouve pas : les frais de voyage, les conventions autorisées, l'équipement, la perte qu'en souffre le cultivateur par l'absence d'un enfant ou d'un domestique, surtout dans une saison aussi précieuse que celle où se fait le tirage, coûtent plus aux paroisses qu'il n'en coûterait pour fournir un soldat dans les paroisses chacune à leur tour, à proportion de la population ; ce soldat, engagé librement, en serait meilleur et plus utile à l'État et ne chargerait pas les paroisses, en se trouvant chargées des impôts dont on exempte les soldats provinciaux pendant trois ans après leurs six années de service et souvent sans service (1).

Représentent que les impôts mis sur les denrées de consommation de première nécessité, sans profiter au gouvernement, chargent beaucoup les peuples :

Le sel est nécessaire ; cette denrée, peu estimable à raison du fond qui la produit et du travail, est portée à un prix excessif ; le profit est pour enrichir des directeurs, des receveurs, des officiers et des employés qui, sous prétexte de fraudes, contraventions, ne sont occupés qu'à vexer le public. Un impôt modéré, perçu sans frais sur les lieux, pour mettre le sel dans le commerce ordinaire, produirait davantage au fisc en simplifiant

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

les frais de transport, administration des greniers, francs-salés et autres frais et fraudes qui se commettent dans la distribution, dans laquelle les peuples se plaignent d'être mal livrés et toujours à contretemps, n'ouvrant les greniers en tous temps de l'année qu'entre deux et trois heures de l'après-midi, ce qui expose les peuples des campagnes éloignées des villes à s'en retourner pendant la nuit ou à coucher, ce qui augmente encore le prix de cette denrée déjà portée à un prix excessif, ce qui met les peuples hors d'état de pouvoir payer les autres droits.

Représentent que les droits sur le vin et autres liqueurs sont tellement multipliés, que si on est obligé de les aller chercher un peu loin, ils égalent ou surpassent le prix de l'achat sur les lieux. Les exactions, sans profiter au gouvernement, ruinent les vendeurs et les acheteurs et ne profitent qu'à une armée formidable, continuellement sur pied pour vexer leurs concitoyens et même leur ôter la vie. Un impôt arbitré d'après ce que les fermes ou régie produisent de net et rendu dans les coffres du Roi, augmenterait la finance, diminuerait de beaucoup les droits et rendrait la liberté aux concitoyens ; en prenant ce parti, il n'y aurait plus la fortune à faire à tant de personnes employées dans les aides, qui sont toujours payées avant qu'il soit rien remis dans les coffres du Roi. Les sciences, les arts, les métiers et l'agriculture qui manquent de sujets, les trouveraient dans cette réforme. Combien d'autres choses pas moins nécessaires à la vie dont les droits écrasent les peuples : droits sur le cuir, droits sur le fer, droits sur les marchandises qui, en les augmentant nécessairement de prix, les rendent encore très rares et foulent extraordinairement la classe des malheureux ;

Représentent que la quotité des impôts se règle sur les fonds et propriétés de chaque territoire : il conviendrait que les impositions fussent payées aux lieux où sont situés les biens sans faire attention au domicile des propriétaires (1). C'est sur les lieux que les propriétés et leur valeur sont connues. Le privilège de se faire imposer au lieu de son domicile, pour les propriétés possédées ailleurs, a toujours ce double inconvénient de préjudicier aux uns et de ne pas profiter aux autres. On pourrait remédier à cet inconvénient, en laissant aux assemblées municipales la liberté de faire elles-mêmes la répartition de tout impôt

(1) Voir le cahier de Compertrix, page 179.

pécuniaire. Les seuls cultivateurs propriétaires connaissent mieux les propriétés d'un chacun et leur valeur que toutes autres personnes envoyées pour cette opération, sauf à se faire aider par un clerc ou commis qu'elles (*sic!*) choisiraient et paieraient pour les opérations dont ils ne connaîtraient pas assez les règles.

Autre désolation causée par les huissiers-priseurs des bailliages royaux : la nécessité d'employer leur ministère, les amendes encourues pour avoir manqué à les appeler, leurs frais de transport, le recouvrement et le dépôt forcé des deniers entre [leurs] mains, absorbent le produit des successions au préjudice des mineurs et des créanciers (1).

Laissent aux avis et lumières de ceux que l'assemblée du bailliage de Châlons députera aux États généraux, de représenter combien le pays de la Champagne est d'un petit produit : un tiers des terres n'a jamais été labouré ; un autre tiers qu'on cultive de temps en temps, très souvent ne produit rien ou peu de chose ; un autre tiers, enfin, qui ne laisserait pas de produire s'il était possible de l'augmenter, ce qui ne peut se faire, n'ayant point de prairie pour pouvoir faire des nourris (2) ; les prairies artificielles auxquelles on a recours prennent très difficilement à cause du mauvais sol et même ne durent pas longtemps.

Observons encore que, depuis quelques années, des ordres ont été si multipliés que la paroisse s'en trouve très chargée, n'ayant aucuns biens communaux (3).

Fait et arrêté le 8 mars 1789 en l'assemblée tenue au lieu ordinaire à ce destiné et avons signé à Faux, le jour et an que dessus.

E. MORTAS, F. MORTAS, N. NOEL, Étienne LAVALLÉE, Jean-Baptiste CAILLIETTE, etc. . . .

(13 signatures.)

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir le glossaire.

(3) Le dénombrement de 1773 montre, en effet, que Faux-sur-Cooles ne possédait aucune terre d'usages. Pour 675 arpents de terres labourables, le terroir en comprenait 393 de terres incultes. La proportion établie dans le paragraphe précédent n'était donc pas, pour cette région, exagérée. (*Arch. de la Marne*, C, 430.)

FÈREBRIANGES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Fèrebrianges (1) était composée de 61 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Charles PEUCHOT LAPRAIRIE, « lieutenant de la justice et prévôté du comté d'Étoges, Fèrebrianges en dépendant ». — Le procès-verbal constate la présence de Jacques Brisson, M^e Pierre Vanel (2), curé du lieu, Jean-Baptiste-Antoine Ganieux, Pierre Jacquesson, Philippe Jeanne, tous membres composant la municipalité ; Nicolas Jacquesson, Claude Ravillion, Pierre Adam, adjoints ; Louis Jacquesson, Pierre-François Jacquesson, Pierre Prat, laboureurs ; Jean-Pierre Descotes, Nicolas Rasselet, Antoine David, greffier, Pierre Lesœur, Pierre Descotes, Pierre Berger, Damien Brisson, Michel Marlé, Hubert Lebeigle, Charles Garçonnet, Pierre Bouchy, Antoine Berger, Georges Berger, Jean-Baptiste Ory, Pierre Dhivoire, Martin Oudard, Jean-Michel Motte, Jean-Louis Descotes, Antoine Bérat, Antoine Debenne, Pierre Lesœur l'aîné, Pierre Martin, Antoine Sée, Nicolas Liénard, Benoist Lesaint, Jacques Lesaint, Pierre-Michel-Laurent Gé, Pierre Battaille, Claude Battaille, François Battaille, Jérôme Barbichon, Pierre Marlé, Edme Clergeat, Guillaume Rochette, Jean Caillet, François Caillet, Jacques Gillet, Pierre Duval, Moussy, J.-B. Champion. — Les députés furent Jean-Baptiste-Antoine GANIEUX et Pierre JACQUESSON, laboureurs à Fèrebrianges.]

CAHIER

Cahier des doléances, plaintes et remontrances de la communauté de Fèrebrianges.

Doléances. — Les trois sociétés réclament vivement contre

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 180. Cahier, dossier c, pièce 16 : 8 pages cotées et paraphées par Peuchot Laprairie ; visa de Prieur. Le cahier est écrit tout entier de la main du curé Vanel qui le signe le premier).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 593 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 860, 938 et 944 : Impositions. — C, 1047 : Vingtièmes. — C, 1568 : Routes. — C, 1590 : Corvées. — C, 1845 : Église et presbytère. — E, 916 : Baux des dimes de Fèrebrianges (actes tabellionnés du comté de Vertus) ; — etc.

— Fèrebrianges appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 59 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 98 hommes, 89 femmes, 23 garçons et 21 filles, soit 231 habitants.

(2) Doyen rural de Vertus, Pierre Vanel, âgé de 59 ans, prêta le serment pur et simple le 30 janvier 1791.

le prix du sel et se plaignent qu'il est exorbitant. Mais ceux qui ont plus sujet de se plaindre, ce sont les habitants des campagnes qui sont éloignés des greniers à sel et plus particulièrement encore ceux de la classe la plus indigente, qui est la plus nombreuse, la misère les obligeant de se fournir aux regrats, livre à livre (1). Les trois sociétés exposent de plus qu'on leur fait des commandements, qu'on décerne contre elles des contraintes, lorsqu'elles n'ont pas levé aux greniers à sel la quantité à laquelle leur consommation est fixée ; qu'on leur fait des procès, lorsqu'on trouve dans leurs maisons des salaisons et qu'on ne peut justifier que le sel employé à ces salaisons a été levé aux greniers à sel ; ajoutez à cela le désagrément de voir tous les jours les employés venir faire des recherches dans leurs maisons.

On peut dire la même chose du tabac.

Remède. — La suppression des gabelles, y suppléer par un autre moyen moins onéreux.

Supposez qu'on les laisse subsister, diminuer le nombre et [les] appointements des officiers de ces bureaux, celui des employés, anéantir les privilèges de ceux à qui on accorde des francs-salés, former des arrondissements pour chaque canton plus à la proximité.

LES AIDES

Doléances. — Fût-il jamais un impôt plus onéreux, plus asservissant pour la Nation, que celui des aides.

A peine la récolte du vin est-elle faite, la ferme fait procéder, par des commis qu'elle nomme à cet effet, à un inventaire exact de la quantité du vin que chaque vigneron a pu récolter. Malheur à celui qui aurait la témérité d'en cacher : c'est un procès qui lui enlève le produit de la vendange.

Vend-il son vin ? Les aides lui enlèvent une partie du prix de la vente. Il est obligé de payer des droits de gros, courtiers-jaugeurs, ce qui produit un impôt considérable.

S'il ne trouve pas à le vendre en gros ou qu'il juge à propos

(1) *Édit du Roi de novembre 1576 sur la création, en titre d'offices formés, des regratiers et mesureurs de sel en tous les greniers et chambres à sel de ce royaume ; — et Déclaration du Roi (de même date) sur l'édit de création des regratiers portant défenses à toutes personnes de vendre sel à petites mesures, s'ils n'ont lettres de provisions en titre d'offices formés suivant ledit édit.* (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois, ouv. cit.*, t. XIV, p. 313. — Voir aussi imp. in-8° : Paris, imp. Frédéric Morel, 1577 : *Bibliothèque de Reims*, N., 2721.)

de le vendre en détail, il est obligé d'aller faire sa déclaration au bureau, de mettre l'enseigne, de payer de nouveaux droits pour le débit et d'avoir le désagrément de voir tous les jours les commis de la ferme exercer dans sa maison.

Si, au moment de l'inventaire, il lui reste du vin des récoltes précédentes, qu'il ait économisé, on le marque une seconde fois et on le fait entrer dans la quantité que le Roi lui accorde pour sa consommation.

Si, au contraire, il a consommé plus de vin que la loi lui accorde, on lui fait payer ce qu'on appelle trop-bu ou gros-manquant (1).

S'il est surpris à vendre en fraude, soit en gros, soit en détail, c'est un procès qui le ruine.

Si la récolte est abondante, il achète la futaille 6# et quelque-fois plus; il vendra alors son vin 10# et peut-être moins; on fait entrer dans les droits d'aides le prix de la futaille, cela est-il bien juste? Que reste-t-il alors pour indemniser le vigneron de sa dépense et de toutes les peines qu'il s'est données toute l'année?

Le Roi lui accorde pour sa consommation une certaine quantité de vin pour son année, qui doit être exempte du droit de gros-manquant; si, par économie, ou plutôt par la nécessité où il se trouve réduit, il s'en prive pour le vendre, on lui fait payer les droits; est-ce bien là l'esprit de la loi?

Ajouter à cela les droits d'entrées dans les villes, les congés de remuage (2), les droits qu'on fait payer chaque fois qu'une même pièce de vin est vendue et qui l'est souvent cinq à six fois.

Toute la Nation ne doit-elle pas, dans ce moment, se réunir pour demander la suppression d'un impôt aussi désastreux?

Remède. — Pour remplacer cet impôt, ne pourrait-on pas constater la quantité d'arpents de vignes qui se trouvent dans chaque endroit, mettre un impôt sur chaque arpent proportionné au local?

Ou bien, au moment de la récolte, faire un inventaire de la quantité de pièces de vin de chaque particulier, mettre l'impôt sur la pièce, nommer un commissaire qui procéderait à cet

(1) Voir le cahier de Courtisols, page 238.

(2) BRUNET DE GRANMAISON : *Dictionnaire des Aides*, ouv. cit., t. I, p. 141.

inventaire conjointement avec les membres des municipalités, enjoindre au syndic de lever cet impôt, à le déposer chez un receveur général établi qui le verserait directement dans le trésor royal.

Combien de frais de perception seraient épargnés ! On pense que, par ce moyen, le peuple se trouverait soulagé et que le Roi pourrait faire entrer dans ses coffres une somme plus considérable que celle qui y entre.

TAILLES ET CORVÉES

Doléances. — Malgré toutes les précautions que l'État ait pu prendre jusqu'ici pour une répartition juste et proportionnée aux biens et facultés d'un chacun, il est néanmoins certain que, dans toutes les communautés, il se trouve toujours des défauts de proportion, parce que les biens de plusieurs contribuables et surtout ceux des rentiers ne sont pas toujours exactement connus, ce qui excite de justes réclamations de la part de ceux qui sont imposés pour la totalité de leurs biens et revenus.

Remède. — On ne demandera pas ici la suppression de ces impôts ; la Nation doit le tribut à son prince.

Mais ne pourrait-on pas supprimer beaucoup de privilèges, augmenter le nombre des contribuables (1), diminuer le nombre de receveurs généraux, celui des ingénieurs, des sous-ingénieurs ; réduire leurs appointements, obliger les propriétaires à payer l'imposition dans l'endroit où les biens et rentes sont situés.

MAITRISES

Doléances. — Les maîtrises sont encore un grand sujet de doléances pour les communautés. Elles absorbent une grande partie de leurs revenus. Les droits que les officiers exigent sont immerisés. Les communautés ne peuvent les contester parce qu'elles les ignorent ; elles paient et n'ont d'autres ressources que celles de se plaindre. Survient-il des procès ? Les maîtrises sont-elles dans le cas de faire des descentes sur les lieux pour

(1) En 1789, les 76 contribuables de Fèrebrianges payèrent 1,569 livres de taille, capitation et accessoires. Sur le rôle de l'année suivante, figurent les anciens privilégiés : le curé du lieu, le seigneur Claude Lorimier de Chamilly, d'Étoges, premier valet de chambre du Roi, les religieux d'Orbais, les dames de l'abbaye d'Andecy et les religieux de Toussaints, de Châlons. (*Arch. de la Marne*, C, 860.)

constater les délits ? Quelles dépenses ! quels frais ! surtout pour les communautés qui en sont éloignées de dix à douze lieues et quelquefois plus.

Remède. — Ne pourrait-on pas attribuer les affaires de maîtrise aux justices grüyères des seigneurs ou aux bailliages royaux ? Il semble que les biens de gens de mainmorte seraient mieux conservés et que les communautés se trouveraient soulagées.

LA JUSTICE

Doléances. — Combien d'abus et de vexations se sont introduits et s'introduisent tous les jours dans toutes les parties de son administration et qui causent la ruine d'une infinité de familles ? Nous laisserons aux personnes qui connaissent plus particulièrement ces abus, à en faire le détail et l'énumération.

Remède. — La réforme de tous les abus.

JURÉS-PRISEURS

Doléances. — On peut dire de cette charge qu'elle est on ne peut plus onéreuse pour la Nation, surtout pour les habitants de la campagne et les orphelins. Déjà trop malheureux d'avoir perdu les auteurs de leurs jours et de voir souvent leurs petits intérêts confiés à des administrateurs infidèles, les jurés-pri-seurs viennent ensuite leur enlever la majeure partie de leur héritage (1).

Remède. — La suppression entière de cette charge.

MILICES

Doléances. — La Nation doit, sans contredit, des sujets à son prince, mais la manière par laquelle on procède au tirage des milices lui est fort onéreuse.

Pour un seul homme qu'il sera question de fournir, il faut que des paroisses, distantes des subdélégations de dix à douze lieues, s'y rendent pour le tirage. Il faut mettre en mouvement quarante à cinquante garçons, avec les syndics de chaque paroisse et plusieurs pères de famille pour faire valoir leurs privilèges d'exemption. On laisse à apprécier la dépense énorme que cela occasionne (2).

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

Remède. — Il semblerait que, pour remédier à cet inconvénient, il y aurait un moyen bien simple qui serait d'établir des subdélégations dans de fortes paroisses d'un certain arrondissement, ou nommer des commissaires qui se transporteraient dans une des plus fortes communautés qui se trouveraient réunies pour le tirage. La dépense serait beaucoup moins considérable.

Ou bien, ne pourrait-on pas adopter un plan dont il a été parlé : fixer une somme d'argent au profit de l'État pour chaque garçon qui aurait l'âge, soit qu'il ait la taille ou non, laquelle somme serait représentative de la milice pour acheter des hommes qui serviraient de bonne volonté, plutôt que d'enlever souvent à des pères de famille des enfants qui sont leur unique consolation et leur unique ressource dans leur vieillesse et leur misère, et qui ne servent que forcément.

INTENDANCES, SUBDÉLÉGATIONS, DOMAINES, CONTROLE, CONSIGNATIONS, etc., etc.

Doléances et remèdes. — Il est certain que dans toutes ces différentes parties de l'administration, il se trouve bien des abus et des vexations qui accablent la Nation. Nous ne les connaissons pas assez pour en faire le détail. C'est pourquoi nous nous bornerons à faire des doléances, et nous laisserons à des personnes plus éclairées à exposer ces abus et à proposer les moyens d'y remédier.

LE GIBOYER

Doléances. — Le Tiers état représentera que les seigneurs de paroisses laissent trop multiplier le giboyer dans leurs terres, qu'il souffre, qu'il en souffre de grands dommages, qu'il a beau se plaindre que les champs et les vignes sont ravagés, on ne lui rend aucune justice à cet égard.

Remède. — La suppression des anciens règlements (1), l'établissement de nouveaux.

CHARGES DE COMMUNAUTÉ

Doléances. — Un objet de doléances pour les communautés, c'est :

1° De les voir obligées à la reconstruction et l'entretien des

(1) Voir ces règlements dans le cahier de Cernon, page 125.

presbytères, ce qui leur coûte quatre fois autant qu'il n'en coûte aux particuliers pour construire leurs logements, et les entretenir, et cela parce qu'il faut observer à ce sujet beaucoup de formalités extrêmement coûteuses (1) ;

2° De voir quantité de curés prendre à ferme la portion de leurs co-décimateurs, sans être imposés à la taille (2) ;

3° De ce qu'elles sont seules tenues à l'entretien des cloches, des cimetières.

Remède. — Elles désireraient que MM. les curés et décimateurs entrassent dans tous ces objets de dépense et qu'il leur fût défendu d'exploiter d'autre bien que celui attaché à leurs bénéfices.

MENDICITÉ

Doléances. — Tous les jours les paroisses sont inondées d'une foule de vagabonds et de pauvres étrangers. Il serait à souhaiter pour la tranquillité des paroisses qu'on pût remédier à ce désordre (3).

Remède. — Le moyen le plus efficace serait l'établissement d'un fonds de caisse qui serait levé sur tous les contribuables de chaque État dans la proportion de leurs revenus, lequel fonds de caisse serait soumis aux soins des municipalités sous la direction des assemblées provinciales.

Il est affligeant pour les familles de participer à l'opprobre et en quelque sorte au châtement d'un parent qui s'est mal conduit et mérite de subir toute la rigueur des lois.

Ne pourrait-on pas obtenir du Roi une déclaration qui restreindrait l'opprobre sur la seule personne qui aurait mérité d'être justiciée, sans que la tache passe à toute une famille, de génération en génération (4).

(1) *Arch. de la Marne, C, 1845* : Dossiers des réparations à l'église, au presbytère et au cimetière de 1733 à 1754 ; adjudications de 1733 : 544 livres ; de 1740 : 247 livres ; de 1753 : 1,580 livres, etc.

(2) Baux des dîmes de Fèrebrianges divisées entre l'abbaye d'Andecy et l'abbaye de Toussaints, de Châlons. (*Arch. de la Marne, E, 916.*)

(3) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 45.

(4) Les causes et l'origine de cette vieille et malencontreuse opinion sont longuement discutées dans l'ouvrage de Robespierre intitulé : *Discours couronné par la Société royale des arts et sciences de Metz sur les questions suivantes proposées pour sujet du prix de l'année 1784* : 1° *Quelle est l'origine de l'opinion qui étend sur tous les individus d'une même famille une partie de la*

Fait, clos et arrêté par nous, syndic, membres de la municipalité, adjoints et habitants assemblés sous la présidence de M. le lieutenant, le 8 mars 1789.

VANEL, curé, P. ADAM, N. RASSELET, N. LESCEUR, MOUSSY,
J.-B. CHAMPION, etc.

(12 signatures.)

Paraphé *ne varietur* : LAPRAIRIE, lieutenant de la justice et prévôté du comté d'Étoges, Fèrehrianges en dépendant.

FLEURY-EN-ARGONNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL [La communauté de Fleury-en-Argonne (1) était composée de 80 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de François HANNEQUIN, syndic municipal. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Lopinot, Jean-Baptiste Denizet, François Thugnet, Jacques Joffin, Pierre Bertin, Nicolas Marchal, Nicolas-François Bertin, Jean Boullard, Fiacre Dumont, Jean Gillon, Nicolas-François Mathieu, Antoine Chazal, F.-Simon Thierriert, Nicolas Mathieu, François Brancourt, Jean Lopinot, Claude Henry, Claude Menget, Pierre Bertin le jeune, François Corvisier. — Les députés furent François HANNEQUIN et Jean LOPINOT.]

honte attachée aux peines infamantes que subit un coupable ? 2^e Cette opinion est-elle plus nuisible qu'utile ? 3^e Dans le cas où l'on se déciderait pour l'affirmative, quels seraient les moyens de parer aux inconvénients qui en résultent ? par M. de Robespierre, avocat en parlement. (A Amsterdam et à Paris chez J.-G. Merigot jeune, quai des Augustins, 1785, in-8^o de 60 pages. — E. HAMEL : *Histoire de Robespierre*, Paris, 1865, in-8^o en 3 vol., tome I, p. 49.)

(1) Le cahier existe aux Arch. de la Meuse (dossier L 1, : 3 pages, la première cotée et paraphée ; visa de Prieur) ; le procès-verbal aux Arch. de la Marne, *ibid.* (dossier b, pièce 181).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Meuse, C, 163 : Administration de la communauté ; — etc.

— Fleury-en-Argonne ou Fleury-sur-Aire appartenait à l'élection de Sainte-Mènehould ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Triaucourt, arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).

— Dénombrement de 1773 : 100 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 139 hommes, 135 femmes, 20 garçons et 29 filles, soit 323 habitants.

CAHIER

Doléances des habitants de Fleury-en-Argonne soussignés, village composé de quatre-vingts feux, du bailliage de Châlons-sur-Marne, à douze lieues de distance de ladite ville, de l'élection de Sainte-Mènehould dont il est éloigné de cinq lieues, tellement enclavé qu'il n'est qu'une demi-lieue de Waly, Nubécourt, Autrécourt, Clermontois, à une lieue de Beauzée, Verdunois, et de même de Saint-André qui est en Lorraine (1).

Lesdits habitants, pénétrés de la plus vive reconnaissance pour le Roi d'avoir accordé au Tiers état une députation choisie dans son ordre en nombre égal à celle des deux premiers ordres réunis, d'avoir permis à son peuple de faire telles demandes qu'il jugera à propos pour le bien du royaume et celui de ses sujets dans les États généraux dont l'ouverture est fixée au 27 avril 1789, autorisent les députés de ce lieu de Fleury à faire insérer dans le cahier qui doit se rédiger en l'assemblée du bailliage de Châlons qui est convoquée au 12 du présent mois de mars, dite année 1789,

Que les vœux sont :

Que la Champagne soit mise en pays d'État ;

Que les justices souveraines soient rapprochées des justiciables ; pour cet effet, qu'il soit établi quelque grand bailliage ou conseil supérieur (2) ;

Ils désirent la réforme du code civil et criminel, surtout en ce qui touche l'abus des frais et la longueur de la procédure ;

Ils désirent également la suppression des jurés-priseurs, vendeurs et greffiers-experts, comme étant une surcharge pour le peuple ;

Ils pensent qu'il serait bon qu'il n'y eut qu'une coutume dans la province ;

Ils demandent le reculement des barrières et la libre circulation de toutes marchandises gratis par tout le royaume ;

La suppression de la gabelle et, dans le cas où elle ne pour-

(1) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 69, et de Charmontois-l'Abbé, page 134.

(2) Voir le cahier d'Évres, page 279.

rait avoir lieu, on demande une forte diminution sur le prix excessif du sel ;

Quant aux aides, si on les supprime, Fleury observe que le remplacement des droits serait onéreux pour le lieu, s'il était appliqué sur les vignes, parce que les vignes dudit lieu ne rapportent pas plus de sept à huit pièces l'arpent dans les années d'abondance, et que le vin ne s'y vend pas bien (1) ;

On désire la continuation de la corvée en argent plutôt qu'en nature ;

Il conviendrait de supprimer le tirage de la milice au sort et de fournir dans les besoins des soldats provinciaux aux dépens de la province ;

On prie le Roi et les États généraux de prendre en considération que la province de Champagne est une des plus surchargée en impôts, qu'elle paie plus que le produit de son sol et que les habitants ne vivent que sur leur industrie ;

Fleury observe en particulier que, de quatre-vingts feux dont il est composé, il y en a plus d'un tiers à la mendicité, et que le reste vit très durement et à force de travail ; d'ailleurs il supporte des droits extraordinaires, étant enclavé comme il a été dit et ne peut avoir aucun commerce ;

Aux environs de la paroisse, il existe un nombre d'usines à feu, telles que verreries, tuileries, poteries et faïenceries qui consomment une prodigieuse quantité de bois, ce qui le rend d'un prix exorbitant : il conviendrait d'en supprimer au moins une partie (2) ;

Pour subvenir aux charges de l'État, on espère que le Clergé et la Noblesse paieront à proportion de leurs biens comme le Tiers état ;

On désire qu'avant tout, on mette des impôts sur des objets de luxe et de pur agrément ;

Quant au genre d'impôts, les habitants s'en rapportent pour le tout à la bonté, à la justice et à la sagesse du Roi, ainsi

(1) Le territoire de Fleury-en-Argonne comptait 69 arpents de vigne, mesure de Paris, produisant d'après le dénombrement de 1773, 160 muids de vin, année commune, et n'en ayant donné, en 1773, que 40. « La vigne, dit Lemaire (*Recherches hist. sur l'abbaye de Beaulieu*, ouv. cit., page 266), y était autrefois cultivée avec soin et les moines de l'abbaye de Beaulieu y récoltaient un vin léger dont ils prisait le bouquet agréable. La rareté des produits a poussé les habitants à défricher ces plants trop souvent infertiles. »

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 74.

qu'aux États généraux et à la sagacité lumineuse de M. Necker dont on désire la conservation comme un ministre digne de la confiance du Roi et du peuple :

J.-B. DENIZET, LOPINOT, F. THUGNET, J. BOULLARD,
BERTIN, etc.....
HANNEQUIN, syndic.
(19 signatures.)

FONTAINE-SUR-COOLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Fontaine-sur-Coole (1) était composée de 40 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre HENRIET, syndic de la municipalité. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Cannebotin, Joseph Guyot, Jean-Baptiste Prin, Antoine Mortas, Claude Bourlet, Nicolas-Pierre Guyot, Philippe Henriet, Joseph Henriet, Nicolas Lambert, Pierre Chailliot, Pierre Henriet « et autres ne sachant pas signer ». — Les députés furent le syndic Pierre HENRIET et Pierre CHAILLIOT.]

CAHIER

[Le cahier de Fontaine-sur-Coole est le même que celui de *Cernon* auquel nous renvoyons (pages 121 à 126). Cependant la rédaction ou la copie est plus correcte, et nous n'y trouvons pas les phrases parfois incompréhensibles que nous avons lues plus haut. Ainsi, voir page 122, troisième paragraphe : au lieu de : « Il ne faut pas dire que nos terres sont évaluées *au-dessus* de leur valeur, » comme le porte le cahier de Cernon, celui de Fontaine-sur-Coole transcrit le mot « *au-dessous*, » ce qui est plus exact, d'après le sens de la phrase entière. — Dans cette même phrase, on lit à Fontaine-sur-Coole : « La moitié

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 182. Cahier, dossier c, pièce 51 : 3 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C. 601-2992 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics, etc.
— C. 863 : Impositions. — C. 1590 : Corvées. — C. 1848 : Église et presbytère. — C. 2112 : Procès criminel. — E. 37 : Famille Baugier, de Châlons ; titres de propriétés ; seigneuries ; — etc.

-- Fontaine-sur-Coole appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 54 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 64 hommes, 78 femmes, 24 garçons et 18 filles, soit 184 habitants.

(des terres) ne vaut rien du tout et souvent ne rend pas la semence (1) » au lieu de « ne valent rien et ne rendent pas la semence » ; — « elles sont chargées d'un quinzième des récoltes, » dit le cahier de Fontaine, au lieu de : « elles sont d'un quinzième de récolte envers, etc., » phrase textuelle du cahier de Cernon. Le reste du même paragraphe, concernant les droits de terrage et de lods et ventes dûs au seigneur, est supprimé ; on signale « les lièvres qui sont en très grand nombre » au lieu « des lapins qui, etc. » Puis on ajoute : « Il est évident que 14 sols « pour livre d'imposition, joints à près d'un septième de nos récoltes, « tant en dîmes que dégâts occasionnés par le gibier, font plus de « trois quarts de ce que nous retirons de nos héritages. » — Le premier paragraphe de la page 123, relatif à l'impôt sur le vin et les boissons, est ainsi complété : « de deux sols pour livre du produit de « nos biens, et si nous sommes trop pauvres pour l'acheter en gros, « nous sommes plus surchargés par les droits de détail, droits qui ne « semblent imaginés que pour vexer davantage le plus pauvre ». — Page 124 : après avoir dit que « presque aucuns (des fermiers) n'ont les moyens nécessaires pour une bonne agriculture, » on remplace la phrase suivante, qui concerne l'ancienne situation particulière de Cernon, par celle-ci : « Aussi il n'y a pas parmi nous de père de « famille qui n'aspire après le moment où ses enfants étant au service chez les seigneurs, ecclésiastiques et autres, il pourra tirer de « leurs gages pour aider à sa subsistance. Aussi, voyons-nous la plus « part de nos enfants... etc. » (reprend comme au cahier de Cernon). — Page 125 : l'article 1^{er} relatif aux gabelles, article si bizarrement construit dans le cahier de Cernon, est ici plus compréhensible. On lit : « Que les gabelles soient abolies, n'y eût-il que la manière dont le sel « nous est livré à Châlons, n'y eût-il que les horreurs, etc... » — L'article 2 de cette même page, concernant les aides, est ainsi complété : « Faut-il que nous ayons à nous plaindre au père de son peuple « d'avoir été les témoins d'un homicide commis de sang-froid par des « commis aux aides, le 11 novembre 1787, sur un père de cinq petits « enfants ? La ferme a, à la vérité, donné de l'argent à la veuve ; mais « nous ignorons ce que sont devenus les coupables et nous craignons « de les revoir au milieu de nous. (2). » — Article 3^o de cette même

(1) Le terroir de Fontaine-sur-Cooles avait 1,200 arpents de terres labourables pour 675 de terres incultes ne produisant absolument rien. Le dénombrement montre, comme le dit le cahier, qu'à part l'orge et le sarrasin qu'on récoltait en très petite quantité (168 et 665 boisseaux), les principales productions du terroir, le seigle et l'avoine ne rendaient que juste la semence, 2,250 boisseaux pour chaque espèce de grains. Le froment ne donnait également que 100 boisseaux pour la même quantité ensemencée. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Le 11 novembre 1787, une rébellion éclata à Fontaine-sur-Cooles contre les commis aux aides Croze et J.-J. Degors ; au cours de la rixe, ce dernier tua un sieur Lambert, manouvrier ; une procédure fut instruite d'abord devant le juge seigneurial, puis devant le bailliage de Châlons ; mais un arrêt du

page, on lit bien « à des traitants » au lieu de « des traitants » (1). — L'article 5^e est remplacé par celui-ci : « Qu'on avise aux moyens à « prendre pour que le gibier soit moins nuisible et destructeur de nos « récoltes. » L'article 6^e est complété par ce membre de phrase : « la justice rendue sur les lieux autant qu'il sera possible ». — Au bas du cahier on trouve les onze signatures du procès-verbal : Nicolas Cannebotin, Joseph Guyot, Jean-Baptiste Prin, etc.]

FOUCAUCOURT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Foucaucourt (2) était composée de 42 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence du syndic J. Rousser, assisté de Christophe Lelorrain, greffier municipal. — Le procès-verbal ne donne aucun nom ; il se contente de dire que « quinze habitants » assistèrent à la réunion. Au bas on lit les signatures de Jean Raussin, Fiacre Igier, Nicolas Nicolas, Nicolas Jolly, Jean-Baptiste Remy, Nicolas Denizet, E. Bourlon, Pierre Denizet, Claude Gand, J.-B. Nicolas. Un plus grand nombre d'habitants vinrent signer le cahier après sa rédaction par l'assemblée, car au bas de ce document, on trouve les nouvelles signatures de : Éloy Lelorrain, Jean-Nicolas Richier, François Denizet, N. Heully, Claude Colson, Charles Lartillet, François Remy, J. Raussin, Joseph Raussin, Joseph Jeannin, Jean-Baptiste Jeannin, Pothier, Renier, Collin, C. Thomas, Nicolas Bertin. — Les députés furent Nicolas JOLLY et Fiacre IGIER.]

conseil intervint qui évoqua la procédure au siège de l'élection (1788). L'affaire en était là au moment de la convocation des États généraux. Le 22 août 1789, un arrêt du tribunal de l'élection condamna J.-J. Degors à neuf années de galères comme convaincu du meurtre de Lambert. (*Arch. de la Marne*, C, 2112.)

(1) Le commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage, Prieur, souligne le passage de ce même article 3, relatif à l'impôt territorial.

(2) *Arch. de la Meuse : États généraux*, L, 1 (procès-verbal et cahier : 5 pages ; visa de Thomas).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Meuse*, C, 152 et 163 : Administration de la communauté.

Arch. de la Marne : C, 1848 : Église et presbytère. — C, 2917 : Impositions.

— *C, 2992 : Comptes des syndics de 1773 à 1788.*

— Foucaucourt appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Triaucourt, arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).

— Dénombrement de 1773 : 49 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 59 hommes, 68 femmes, 12 garçons et 18 filles, soit : 157 habitants.

CAHIER

*Cahier des doléances et remontrances des habitants
et communautés de Foucaucourt pour les États généraux.*

Les habitants de Foucaucourt seraient restés dans un humble et éternel silence, courbés sous le poids énorme des impositions de tous genres, si la bonté paternelle du Roi ne leur permettait de sortir de leurs sombres et tristes demeures pour élever une voix qui, toute faible et tremblante qu'elle est, doit parvenir jusqu'aux pieds du trône et faire entendre au monarque même leurs remontrances, plaintes et doléances. Ils osent donc supplier très humblement Sa Majesté :

1. — De leur tenir la parole royale qu'elle a donnée à toute la Nation de les décharger du fardeau désastreux de la gabelle ;

2. — De les préserver de l'impôt territorial accablant par sa nature et dont la levée est effrayante pour le propriétaire et encore plus pour les cultivateurs ;

3. — D'ordonner le reculement des barrières aux limites du royaume, au moyen duquel ils seraient délivrés des vexations sans nombre et des extorsions de toutes espèces des employés des fermes et des commis aux aides, rassemblés sur cette frontière comme un essaim de frelons ;

4. — De supprimer la milice, et s'il est jugé indispensable de la maintenir, d'accorder à chaque laboureur exemption d'un garçon par charrue ;

5. — D'abolir jusqu'au nom odieux de la corvée et de régler que l'entretien des chemins royaux et leur confection s'opèreront comme en cette généralité, ou, si cela se peut, d'une manière plus économe et moins onéreuse ;

6. — De réduire à un moindre nombre les usines à feu, multipliées à l'infini sans privilège, au point qu'on manque de bois même au milieu des forêts par le monopole des entrepreneurs de ces manufactures (1) ;

7. — D'ordonner que les charges et contributions de l'État seront supportées également par les trois ordres et qu'il n'y aura pour chaque paroisse qu'un seul rôle d'impositions (2) ;

(1) Voir le cahier de Beaulieu, page 74. — Une faïencerie fut établie au lieudit Belair entre Foucaucourt et Waly.

(2) Au rôle de 1790, Foucaucourt était porté pour 1,786 livres de taille,

8. — D'ériger des États provinciaux de la Champagne divisée par districts et municipalités afin que, par le moyen des assemblées graduelles, les droits de chacun soient mieux discutés et les impositions réparties avec plus de proportion et levées avec moins d'inhumanité ;

9. — D'établir en Champagne une ou plusieurs cours souveraines avec telle étendue de pouvoir ; que ses habitants ne soient jamais forcés d'aller à Paris, épuiser au Parlement leurs fortunes, à solliciter des procès interminables dont le gain même fait leurs ruines et leurs désespoirs ;

10. — D'ordonner une réforme générale dans l'administration de la justice dont les formes sont ruineuses pour tous les plaideurs ;

11. — De changer les arrondissements des bailliages en sorte que les villages répondent au bailliage le plus voisin de leurs positions ;

12. — De faire le même changement pour les élections si Sa Majesté les laisse subsister ;

13. — De supprimer dans tous les bailliages les charges nouvellement créées des huissiers - priseurs jurés et de greffier d'expertises, lâchés comme des loups affamés pour dévorer la veuve et l'orphelin ;

14. — De doubler la portion congrue très insuffisante des curés, vu qu'ils portent le poids du jour et que généralement ils sont le seul refuge, mais impuissant, des pauvres et des malheureux, tandis que des hommes trop riches enlèvent et boivent à longs traits dans le repos, la graisse du troupeau, dont à peine dans les grandes calamités ils répandent sur le peuple avec étalage quelques gouttes légères qui ne servent ainsi qu'à tacher ses habits ;

15. — D'ordonner que les municipalités seront présidées, en l'absence des seigneurs, par les curés qui, par leurs retraites de ces assemblées, laissent les habitants de la plupart des paroisses dans l'impossibilité de prendre des délibérations sensées et rédigées avec intelligence et clarté ;

16. — De fixer à des époques déterminées la convocation des États généraux dont les assemblées périodiques doivent infailli-

accessoires, capitation, rejet et prestation des chemins. Cet état se composait alors de 94 contribuables, y compris les anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne, C, 2917.*)

blement contribuer à la gloire du Roi et la prospérité de l'État.

Le présent cahier, fait et rédigé en l'assemblée des habitants convoqués au son de la cloche au lieu et en la manière accoutumée pour obéir aux ordres du Roi et à l'ordonnance de M. le grand bailli de Châlons ou de M. son lieutenant, à nous signifiées par exploit de Colson en date du vingt-cinquième jour du mois de février dernier, à Foucaucourt, le 8 mars 1789.

Éloy LELORAIN, P. DENIZET, Jean-Baptiste REMY, Jean
RAUSSIN, etc
J. ROUSSET, syndic.

(29 signatures.)

FRANCHEVILLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Francheville (1) était composée de 34 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Baptiste COURTIN, syndic de la municipalité. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Courtin, Jean Chouet, Jean Aubry, Pierre Formez, Joseph Lesacq, François Jouette, Claude Pérardel, Étienne Seneuze, et encore d'après les signatures, Nicolas Simon, Thomas Folliet, Jean Viart, Claude Seneuze, Louis Courtin. — Les députés furent le syndic Jean-Baptiste COURTIN et Louis COURTIN.]

CAHIER

[Le cahier de Francheville est semblable à celui de *Dampierre-sur-Moivre*, sa paroisse. Cependant on a supprimé la première phrase du septième paragraphe de la page 247 : « Que l'on établisse donc l'impôt territorial, etc... » — Le cahier se termine par cette plainte

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 184. Cahier, dossier c, pièce 118 : 3 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — Arch. de la Marne, C, 602 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 864 et 944 : Impositions. — C, 1024 : Capitation. — C, 1590 : Corvées. — C, 1849 : Église et presbytère. — E, 1003 : Déclaration des terres en 1596. — G, 599 : Seigneurie du Chapitre Saint-Etienne de Châlons. — G, 648 et 1543 : Dîmes de la cure et de l'église collégiale de Vitry ; — etc. — Francheville appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne. — Dénombrement de 1773 : 39 feux roturiers. — Population : 67 hommes, 68 femmes, 21 garçons et 16 filles, soit 172 habitants.

qu'on ne trouve pas dans le cahier de Dampierre : « Dans notre
« paroisse, depuis plusieurs années, nous avons eu des dégradations
« dans notre terroir par les fléaux des grands orages (1); qu'on ne
« peut faire la cultivation des terres par bien des endroits; les labou-
« reurs sont obligés d'acheter du grain pour vivre; même on nous
« augmente aux impositions de la taille et capitation. — Nous, sous-
« signés municipaux et autres habitants de la communauté de Fran-
« cheville, avons remis nos remontrances et doléances aux députés
« susnommés, savoir : Jean-Baptiste Courtin et Louis Courtin, lesquels
« ont accepté notre commission et ont signé avec nous; F. Jouette,
« Claude Pérardel, Étienne Seneuze, Jean Aubry, Joseph Lesacq, etc...
« Jean-Baptiste Courtin, syndic. » (14 signatures.)]

FROMENTIÈRES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Fromen-
tières (2) était composée de 76 feux. — L'avis pour la convocation
fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent
sous la présidence de Claude LANIER, « procureur fiscal de cette pré-
vôté, faisant fonction de juge pour l'absence d'iceluy ». — Le procès-
verbal constate la présence de Nicolas Debarre, Claude Leblond,
Pierre Vriel, Nicolas-Joseph Vivier, Nicolas Fandoux, André Bartout,
Gabriel Hagnier, Louis Devilliers, Pierre Girardin, Georges Herbin,
Gervais Lhutel, Claude Hubert, François Machault, Nicolas Pechés,
Alexandre Autreiche, Nicolas Autreiche, Pierre Metault, Nicolas Blinot,
Henri Larangot, 1^{er} officier municipal, Pierre Oudiné, 2^e officier muni-
cipal, Edme Neret, 3^e officier municipal, Jean-Baptiste Plançon, syndic,
Louis Renard, Nicolas Renard, Pierre Cuchet, Pierre Mondet, Babiot,

(1) *Arch. de la Marne, C, 2785* : Élection de Châlons; procès-verbaux de
visite des territoires grêlés, inondés, etc.

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 185. Cahier,
dossier c, pièce 10 : 4 pages cotées et paraphées par Lanier : visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 603* : Administration de la
communauté; comptes communaux; usages. — *C, 864 et 944* : Im-
positions. — *C, 1040* : Vingtièmes. — *C, 1590* : Corvées. — *C, 1849* : Église
et presbytère. — *E, 522 et 1003* : Usages; seigneurie; terrier de la
famille Louviers (1738). — *E, 915* : Dîmes. — *G., 145, 188, 169, 397 et*
1838 : Biens de la cure et fief de l'évêché de Châlons; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — Edmond GUYOT (L'abbé) : *Statistique historique sur Fro-*
mentières, son église, son retable (Sézanne, Patoux, 1884). — Armand
BOURGEOIS : *Notes historiques sur la terre et seigneurie de Fromen-*
tières (*Revue de Champagne et de Brie*, 2^e série, 1^{er} vol., 1889, page 593).

— Fromentières appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la com-
mune fait partie du canton de Montmirail, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 74 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Popu-
lation : 120 hommes, 106 femmes, 42 garçons et 24 filles, soit 292 habitants.

greffier. — Les députés furent Edme NÉRET, officier municipal, et Jean-Baptiste PLANÇON, syndic.]

CAHIER

Cahier des plaintes, doléances et remontrances de la communauté de Fromentières,

ART. 1^{er}. — Le terroir de Fromentières est un des plus médiocres des environs. Il rapporte passablement du seigle et du froment, mais point d'orge et très peu d'avoine ; il en appartient au moins le tiers à M. le Marquis de Montmort (1).

2. — Les dîmes appartiennent moitié à M. le curé et l'autre à M. l'abbé de Saint-Sauveur de Vertus (2).

3. — Représentent les habitants que lorsqu'il s'y fait quelque mutation de biens dans leur communauté, leur seigneur actuel perçoit le sixième du prix de la vente, sans faire aucune remise, au lieu que les anciens seigneurs de Fromentières n'ont jamais perçu que le douzième. M. le baron de Baye, duquel Fromentières relève en cause d'appel, même coutume, ne perçoit que le douzième ; ce qui est cause que cela porte un préjudice considérable à ceux qui sont obligés de vendre (3).

(1) Le terroir de Fromentières comprenait 70 arpents de jardins et chènes-vières, 40 de prés, 428 de bois et 1,200 de terres labourables. Ces dernières produisaient, année commune, 6,800 boisseaux de froment, mesure de Paris (pour 3,400 ensemencés, soit deux pour un) ; mais il ne donnait en avoine que la semence (2,720 boisseaux) et les quantités d'orge et de seigle récoltées étaient peu importantes : 102 et 170 boisseaux. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Baux des dîmes de Fromentières appartenant à l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus, moyennant 400 livres et 2 chapons par an. (Actes tabellionés du comté de Vertus. — *Arch. de la Marne, E, 915.*)

(3) La terre et seigneurie de Fromentières était auparavant divisée entre Nicolas-Amédée de La Croix de Chevières, comte de Saint-Vallier, héritier de la famille de Louviers (39 portions sur 60), et Claude du Rud, puis Jacques-Marie-Vincent de Milleville, écuyer, seigneur de Bergères, Boissy, Biffontaine, Corfélix en partie et autres lieux, pour les 21 autres parts de terre. Par contrats de ventes des 4 décembre 1767 et 29 mars 1768, François Remond, marquis de Montmort (voir le cahier de ce bourg), réunit la totalité de cette seigneurie consistant « en haute, moyenne et basse justice, droits honorifiques et utiles, « droits féodaux de lods et ventes, saisine et amendes, cens et autres droits « seigneuriaux, généralement dépendants de ladite seigneurie, laquelle est « régie en partie par la coutume de Sens et en partie par la coutume de Vitry-« le-François ; — en une ferme... ; 198 arpents 55 perches ou environ de terres « labourables, à la mesure locale qui est de 20 pieds pour perche et de « 100 perches pour arpent... ; 17 arpents 25 perches de pré... ; 213 arpents « 33 perches et demie de bois taillis... » (Contrat de Saint-Vallier du 4 décembre 1767) ; — « en une maison seigneuriale... ; 127 arpents de terres

4. — Représentent pareillement les habitants que M. de Montmort ayant été plus diligent qu'eux à faire planter des arbres sur leur terroir, des deux côtés de la grande route, lesquels font un tort considérable puisque le terrain, à vingt-cinq à trente pieds près de ces arbres, ne rapporte rien du tout. Ils demandent à ce que ces mêmes arbres leur appartiennent puisque c'est leur terrain qui les nourrit ; toutefois ils s'obligent de lui payer les frais de plantation qu'ils ont coûtés (1).

5. — Représentent les habitants qu'ils sont trop chargés en tailles et autres impositions ; le taux de la taille étant porté trop haut, vu la médiocrité de leur terrain, il serait à propos d'en diminuer le taux ; d'ailleurs c'est que nous avons eu le malheur, à la récolte dernière, d'avoir une partie de nos emblaves qui ont été grêlées, ce qui nous a causé une perte considérable (2).

« labourables, ... 16 arpents et demi de prés, ... 165 arpents de bois taillis, ...
 « en cens, surcens, coutumes, terrages, dîmes inféodées si aucunes y a, droits
 « honorifiques, haute, moyenne et basse justice, droits de chasse, droits de
 « banvin et autres droits généralement quelconques de ladite seigneurie...
 « enfin une part comme habitant dans les usages de Fromentières. » (Contrat de Milleville du 29 mars 1768.) — La terre de Fromentières relevait en plein fief, foi et hommage de l'évêque de Châlons, disent ces contrats, à cause du comté-pairie de son évêché ; elle faisait aussi partie, pour un fief, de la baronnie de Baye. « Le bailli de cette juridiction avait le droit d'assises auxquelles étaient tenus de comparoir tous les officiers de justice des nombreux fiefs, obligés d'y apporter, pour être jugés, toutes les instances qui se trouvaient instruites dans leurs juridictions, lesquelles restaient fermées pendant la durée desdites assises qui était de quinze jours ; le tout sous peine de trois francs d'amende contre chacun des contrevenants. Ces assises se tenaient tous les ans, le premier mercredi d'après la Saint-Martin. Il avait encore droit d'assises en un lieu nommé la Plate-Pierre, sur les confins de la seigneurie de l'abbaye de Reclus, proche le village du Thoult. Les officiers de justice de cette abbaye, de la Haute-Vigne, de Bannay et de Talus étaient aussi tenus d'y comparoir sous les mêmes peines : elles se tenaient d'abord le mardi gras et ensuite le premier lundi de mai. » (*Arch. de la Marne, E, 749* : Droits de cens emportant lods et ventes perçus par Remond de Montmort. — *E, 522* : Terrier de Fromentières du 9 août 1738 délivré à la famille de Louviers. — *G, 169 et 188* : Fief de l'évêché de Châlons et baronnie de Baye. — Contrats sus-visés reproduits par A. Bourgeois : *Notes hist. sur la terre et seigneurie de Fromentières*, art. cit.)

(1) Plantation d'arbres sur les routes. (*Arch. de la Marne, C, 1755 à 1760.*)

(2) Au rôle de 1789, Fromentières était imposée pour 1,726 livres de taille, accessoires et capitation à répartir sur 97 contribuables. L'année suivante, le chiffre montait à 3,142 livres (y compris la prestation des chemins : 458 livres) ; mais le nombre des contribuables fut de 135, y compris les anciens privilégiés, le curé, le marquis de Montmort, l'abbé de Saint-Sauveur de Vertus, les religieux de l'abbaye d'Orbais, etc. (*Arch. de la Marne, C, 864.*) — Outre ces impositions, les habitants supportaient encore des frais communaux pour la

6. — Demandent la suppression des tailles et corvées, supportées seules par le Tiers état.

7. — Estimons qu'il n'y ait qu'un seul impôt, soit en nature ou par arpent : cela ferait au moins que ceux qui ont beaucoup de biens paieraient beaucoup, et ceux qui en ont peu paieraient peu ; cela fera un grand soulagement pour le pauvre peuple, qui est écrasé de toutes sortes d'impôts, tandis que le Clergé et la Noblesse, qui jouissent ensemble, peut-être, de plus des trois quarts du bien, n'en paient presque rien ; c'est le Tiers état qui paie tout.

8. — Comme il est absolument nécessaire d'entretenir les grandes routes et de finir celle qui est commencée, allant de Paris à Strasbourg par Montmirail, laquelle est presque finie et tant désirée par les voyageurs qui la connaissent, l'on pourrait établir des bureaux de trois lieues en trois lieues où l'on paierait ce qu'il plairait à Sa Majesté de fixer, ainsi qu'il est pratiqué en Empire ; et ce, pour subvenir à l'entretien des routes (1).

participation de chacun d'eux aux bois d'usage (160 arpents, mesure de Paris). Cette taxe, par ménage, varia entre 5 livres en 1780 et 30 sols en 1789. (*Ibid.*, C, 603.)

(1) Dossier de la route nationale n° 33 de Paris à Châlons et Strasbourg par Montmirail, Fromentières, Étoges, Bergères, Chaintrix, Thible, etc. (1782-1785. — *Arch. de la Marne*, C, 1571.) — État des adjudications des travaux sur les routes en 1789 : n° 6, grande route de Paris en Allemagne : adjudication n° 276, 277 et 278 de l'itinéraire général de l'ingénieur : « 1° Des limites du Soissonnais à l'entrée de Fromentières sur 747 toises ; 2° De la traverse de Fromentières sur 230 toises ; 3° De Fromentières aux marnières de Champaubert sur 2,286 toises. » (*Bibliot. de Reims* : manuscrit : fonds Deullin non classé : recueil in-folio, *Champagne : Généralité*. — *Arch. de la Marne*, C, 2817 à 2819.)

Le projet, que proposaient le cahier de Fromentières et celui de Condé-sur-Marne (voir page 190), d'établir des droits de barrières sur les routes de la généralité, avait déjà été l'objet d'études et de mémoires adressés depuis quelques années à l'intendant ; on devait établir des « bureaux de péage sur les quinze routes de première classe de la province de Champagne, » d'après le mode adopté dans le pays de Liège ; on avait même demandé et obtenu une « note des droits perçus aux barrières des chaussées de ce pays avec des détails relatifs à leur construction et à leur entretien ainsi que l'ordonnance du prince évêque de Liège, de 1781, fixant le tarif des droits à percevoir. (*Arch. de la Marne*, C, 2804 : Mémoires de Le Brun, de l'ingénieur Hurault de Sorbée de Reims, etc.) — Dans d'autres régions on avait également mis à l'étude cette institution : Vignon, dans ses *Études historiques sur l'administration des voies publiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles* (3 vol. gr. in-8°, Paris, Dunod, 1862), cite et reproduit plusieurs mémoires, notamment celui d'un sieur Fontaine, de Grenoble, du 7 janvier 1760 (3° vol., pièce justif. n° 57), et d'un sieur Perrin, ancien fermier des octrois municipaux, des 13-31 octobre 1774 (3° vol., pièce justif. n° 98), etc., qui,

9. — Nous demandons la suppression des gabelles ; le sel et le tabac devenus marchands, en reculant les barrières sur les frontières du royaume, ce qui ferait beaucoup de personnes qui sont à charge à l'État présentement, et qui deviendraient inutiles.

10. — Nous demandons la suppression des maîtrises des eaux et forêts qui font une charge considérable à l'État et qui ruinent les particuliers qui ont des bois, soit communaux ou autrement ; les officiers des bailliages royaux peuvent faire leurs fonctions sans frais.

11. — Nous demandons la suppression de la charge de juré-priseur, en ce que l'abus qui se commet dans cet état non seulement ruine les mineurs et empêche le bon ordre qui doit être tenu pour ceux qui convolent en secondes noces.

12. — Nous demandons que la justice soit rendue gratis ; que les procédures ne puissent passer que par deux degrés de juridictions, au lieu de quatre, que les habitants sont dans le cas d'avoir pour terminer leurs affaires en dernier ressort.

13. — Nous estimons qu'il soit établi un tribunal supérieur dans le centre de chacune province pour juger les affaires en dernier ressort.

14. — Nous demandons à ce qu'il soit établi un bureau dans chaque paroisse pour suppléer au défaut des pauvres et qu'il soit défendu à aucun de mendier ailleurs que dans leurs paroisses.

15. — Nous demandons la suppression des aides, dans lesquelles il y a un nombre considérable de personnes employées dans cet emploi qui ruinent l'État ; que si l'impôt territorial avait lieu, ou par arpent, l'on n'aurait pas besoin de tous ces employés qui ruinent non seulement l'État, mais les pauvres malheureux propriétaires de vignes par les malversations qui s'y commettent tous les jours.

lors de l'enquête de Trudaine sur la corvée royale et le projet de conversion en une imposition représentative, proposèrent son remplacement par l'établissement de *barrières à péage* sur les routes. En 1778 l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Châlons-sur-Marne proposa pour le prix annuel ce sujet : « *Les moyens les moins onéreux à l'État et aux peuples de construire et d'entretenir les grands chemins.* » — Le résumé des mémoires présentés fut imprimé en 1789 (Châlons, imp. Seneuze, et Paris, lib. Delalain aîné, in-8° de 183 pages) ; il discute « l'avantage du droit de barrières » et propose un « tarif du droit à percevoir à chaque barrière ». (*Biblio. de Reims, fonds non classé.*)

16. — Nous demandons la diminution des contrôles : en ce que l'augmentation où ils sont portés met les particuliers dans le cas de s'écarter de leurs devoirs et que, par la diminution d'iceux, le bon ordre serait à cet égard maintenu.

17. — Nous représentons qu'étant obligés d'aller payer tous nos impôts à Châlons, distant de notre endroit de onze lieues, de conduire les garçons pour tirer au sort de la milice, aussi à Châlons, cela est d'une coutange (1) considérable pour notre communauté. Nous demandons à payer nos impôts à Sézanne, ainsi que d'y conduire nos garçons pour tirer au sort de la milice, qui n'est qu'à quatre lieues de notre endroit (2).

Fait et arrêté entre nous, habitants composant la communauté dudit Fromentières, cejourd'hui 8 mars 1789, et ont signé et paraphé, et l'autre partie ont déclaré ne savoir signer, par devant nous, Claude Lanier, procureur fiscal de cette prévôté faisant les fonctions de juge pour son absence.

DEBARRE, Claude LEBLOND, Pierre VRIEL, BARTOUT, Nicolas-Joseph VIVIER, etc.

J.-B. PLANÇON, syndic, LANIER, procureur fiscal, faisant fonctions de juge, BABIOT, greffier.

(24 signatures.)

GERMINON

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Germinon (3) était composée de 70 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Laurent JACOB, « ancien praticien, faisant les fonctions de juge en l'assemblée pour l'absence des juges ordinaires ». — Le pro-

(1) *Coustance, coutance, coustage ou coustange*, coût, dépense, prix, valeur d'une chose, frais ; — terme usité « en Champagne et dans le centre de la France », dit Godefroy (*Dict^e cit.*)

(2) Voir le cahier de Baye, page 65.

(3) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 186. Cahier, dossier c, pièce 88 : 2 pages cotées et paraphées par Jacob ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 604* : Administration de la communauté ; école ; usages ; comptes des syndics. — *C, 865, 938 et 945* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1590* : Corvées. — *C, 1669* : Chaussée de Germinon (1784-1785). — *C, 1850* : Église et presbytère. — *E, 383-384* : Terriers de Germinon ; seigneurie ;

cès-verbal constate la présence de Nicolas-P. Petit, syndic, Ambroise Bonnet, Nicolas Bonnet, Jean-Baptiste Duval, Jacques Prunel, Pierre-Éloy Viard, Jean Millet, officiers municipaux ; Jean-Baptiste Prunel, greffier ; Nicolas Hallé, Simon Bonnet, Jean-Baptiste Legentil, Augustin Fromage, Jean Cellier, Claude Bonnet dit Abbé, Louis Bonnet, Jean-Claude Legentil, Nicolas Bonnet le jeune, Claude Legentil dit Le Saint, Jean Remy, Claude Remy, Pierre Legentil (1) et Claude Caquet. — Les députés furent le syndic Nicolas PETIT et Nicolas BONNET.]

CAHIER

Communauté de Germinon.

Les habitants, corps et communauté de Germinon, assemblés à l'effet par eux de procéder à la rédaction du cahier de plaintes, doléances et remontrances, en conséquence des lettres du Roi du 24 janvier dernier, les ont rédigées ainsi qu'il suit :

1. — Exposent que les bénéficiers, décimateurs, nobles et autres privilégiés, n'étant point imposés à proportion de leurs propriétés et revenus aux rôles des impositions royales, le laboureur se trouve surchargé ; pourquoi il demande que tout le monde paie également à proportion de leurs propriétés et revenus à l'effet de décharger ceux qui sont actuellement imposés (2).

2. — Observent que, dans la répartition des tailles, vingtièmes et autres impositions, dans le terroir dudit Germinon, plusieurs cantons formant plus des trois quarts du terroir qui

familles Desforges (1725), de Giey (1766) et Lasnier (1782-1785). — *E*, 908, 911, 913, 914 : Actes tabellionés du comté de Vertus ; baux des dimes ; des biens seigneuriaux. — *G*, 1838 : Biens de la cure ; — etc.

— Germinon appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 69 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 122 hommes, 115 femmes, 28 garçons et 27 filles, soit 292 habitants.

(1) La famille Legentil était une des plus nombreuses de Germinon. En 1785, un de ses membres, père de dix enfants, obtint le privilège d'exemption d'imposition. (*Arch. de la Marne*, C, 938.)

(2) Germinon était imposé au rôle de 1789 pour 2,091 livres de taille, capitation, etc. ; et au rôle de 1790 pour 1,688 livres, plus 288 livres de prestation des chemins, sommes réparties sur 136 contribuables. (*Arch. de la Marne*, C, 865.) Sur les deniers communaux était également pris le traitement de la sœur chargée de l'école des filles de Germinon. Cette école avait été fondée par un curé du village du nom de François ; il avait laissé, pour le traitement de la sœur, une rente de cent livres dont moitié était possédée en usufruit par la sœur du fondateur, et qui fut remplacée par une allocation de 30 livres prise sur les ressources de la communauté. (*Ibid.*, C, 604.)

sont chargés, les uns d'un droit de terrage envers le seigneur consistant en la seizième partie des productions, les autres de la censive en avoine à raison d'un boisseau, mesure de Vertus, par vingt-deux denrées, lesquelles charges font une diminution de valeur dans le produit desdites terres (1), et que cependant ils sont imposés aussi fort que dans les endroits où il n'y a point de redevance ; pourquoi ils demandent à être déchargés en observant en outre qu'il y a un tiers du terroir qu'on est obligé de laisser inculte plusieurs années, attendu de l'ingratitude du terrain (2).

3. — Les habitants consentent de continuer de payer les corvées en argent comme actuellement.

4. — Quant aux impositions royales, taille, vingtièmes et

(1) *Arch. de la Marne, E, 383-384* : Terriers des seigneurs ; droits perçus par eux sur le terroir de Germinon. — *Ibid.*, E, 908 et suivants : Baux des fermes du moulin à eau, etc., appartenant aux seigneurs ; des dîmes dépendant de l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus. — Les habitants avaient soutenu d'abord contre les dames de Gley et d'Artault, puis contre Lasnier, seigneur du lieu, un procès relatif aux droits qu'ils refusaient de payer. Une sentence du bailliage de Châlons-sur-Marne du 30 juin 1770 qui fut plus tard, le 11 août [1782], confirmé par le parlement de Paris, donna raison au seigneur et condamna les habitants de Germinon « à reconnaître : 1° que les terres (du côté de l'église) des contrées *Girault* et *Thirache* étaient chargées envers le seigneur d'une redevance d'un boisseau d'avoine, mesure de Vertus, par vingt-deux denrées ; que celles (de l'autre côté de la rivière), étaient également chargées d'une redevance d'un boisseau d'avoine, mesure de Vertus, par vingt-quatre denrées ; 2° que chaque maison habitée dudit Germinon était redevable d'une poule ; 3° que les maisons situées dans la contrée de l'Auche-à-l'Oye devaient entr'elles une oie et deux poules ; 4° qu'il était dû sur l'universalité du terroir de Germinon un droit de lods et ventes sur tous héritages vendus et échangés, à raison de vingt deniers par livre, et douze deniers de vêtüre, avec droit de retenue censuelle et amende de cinq sols. » — Les mémoires imprimées du seigneur qu'on trouve à la *Bibliothèque de Reims (fonds Deullin, non classé)*, discutent longuement cette question et appuient les prétentions de celui-ci sur des titres dont ils cherchent à démontrer la valeur et l'authenticité, notamment sur la charte accordée par Thibault, comte de Champagne, le 9 septembre 1249 aux seigneur et habitants de Germinon, du comté de Vertus. Ces mémoires contiennent aussi l'énumération et la valeur, par année, des redevances seigneuriales perçues de 1722 à 1764. La question de l'allodialité de la coutume de Vitry qui régissait le village de Germinon, fut également et à cette occasion soulevée et discutée. (Voir le cahier de Condé-sur-Marne, page 195.)

(2) Plus de la moitié du terroir de Germinon ne produisait rien (1725 arpents de terres incultes pour 1625 de terres labourables). Les récoltes rendaient à peine le produit de la semence (476 boisseaux de froment, 4,520 de seigle, 656 d'orge, 6,879 d'avoine et 340 de sarrasin). — (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

autres accessoires, les plus forts propriétaires demandent qu'elles continuent d'être payées en argent, et ceux qui possèdent le moins de biens désireraient qu'elles fussent remplacées par l'imposition territoriale.

5. — Observent les habitants que les droits d'aides établis sur les vins, tant à la vente qu'à la revente, et pour le débit occasionnent grande quantité d'employés dont les gages et appointements font une charge considérable ; qu'il en résulte une grande gêne pour le peuple et des procès souvent ruineux et qui sont quelquefois intentés mal à propos.

6. — Qu'il serait fort à désirer que le prix du sel fût modéré, attendu que c'est une chose de première nécessité ; qu'il est d'ailleurs très gênant pour le peuple et pour le laboureur surtout, d'être obligé de prendre le sel au bureau à certain jour et heure, de manière que le laboureur, éloigné souvent de huit à dix lieues, est obligé d'attendre au bureau et de revenir de nuit ou être obligé d'attendre au lendemain pour le retour de son voyage.

Laurent JACOB, Jean-Baptiste DUVAL, Jacques PRUNEL,
N. BONNET, N. BONNET, etc.....
N.-P. PETIT, syndic, Jean-Baptiste PRUNEL, greffier.
(22 signatures.)

GIONGES-SAINT-FERJEUX ET FULAINE-SAINT-QUENTIN

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Gionges-Saint-Ferjeux et Fulaine-Saint-Quentin (1) était composé de 32 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le mardi 10,

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 187. Cahier, dossier c, pièce 30 : 7 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES ACCESSOIRES DOCUMENTAIRES. — *Arch. de la Marne, C, 605 et 691* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 945* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1590* : Corvées. — *C, 1717* : Chemin de Vertus à Villers-aux-Bois. — *C, 1849 et 1851* : Églises de Gionges et de son annexe Fulaine-Saint-Quentin ; presbytère et cimetière. — *E, 497* : Terrier de la famille Le Gras de La Char-

à midi, les habitants se réunirent dans l'église de la paroisse, sous la présidence de Jean-François SALMON, procureur à Vertus, juge civil, criminel et de police de Gionges-Saint-Ferjeux. — Le procès-verbal constate la présence de Jean-Antoine Prin, Martin Bertrand, syndic, Pierre-Antoine Verrier, Jean-Baptiste Prin, Claude Charles, Antoine Clément, Charles Jaunard, Michel Jaudaire (?), Pierre Hallé, Jean-Baptiste Hourier, Joseph Franquet, Pierre Collard, Joseph Hubert, Jean Heurpé, Edme Radet, Jean Hubert, Louis Lebrun (?), Claude Clément, Nicolas Hourier et Nicolas Fierfort. — Les députés furent Martin BERTRAND, syndic municipal, et Jean-François SALMON, président de l'assemblée.]

CAHIER

Doléances de Gionges-Saint-Ferjeux et de Fulaine-Saint-Quentin, seule et unique communauté, pour [être] envoyer à l'assemblée de Châlons, pour le 12 mars 1789, et de là parvenir en substance aux États généraux.

Puisque le Roi, notre maître, veut que nous lui parlions dans l'étendue de notre cœur, nous commençons par lui témoigner toute notre reconnaissance de la confiance qu'il a en nous et de la bonne volonté qu'il désire exercer envers ses peuples.

1. — *Les impositions ruinent en général les cultivateurs.* — On devrait avoir, pour le labourage, de la considération ; étant le nerf du royaume, on ne devrait point le laisser affaiblir ; mais le malheur des temps est qu'on incombe sur lui fortement et que les impositions de toutes espèces ne [lui] sont pas épargnées. C'est ce qui est une cause de la pauvreté générale des laboureurs qui, en les mettant hors d'état de faire bien valoir, nuit à la population et aux ressources du royaume.

2. — *Le labourage de nos pays infiniment difficile et dispendieux.* — Le labourage de Gionges-Saint-Ferjeux et de Fulaine-Saint-Quentin exige beaucoup de monde et beaucoup de bestiaux, savoir : pour une charrue qui ne peut labourer que

motte (1771). — E, 920 : Baux des dimes appartenant à l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus ; — etc.

— Gionges-Saint-Ferjeux (le deuxième nom désigna longtemps la communauté dans les titres anciens), formait une seule communauté avec l'annexe de sa paroisse, Fulaine-Saint-Quentin ; cette communauté faisait partie de l'élection de Châlons. Aujourd'hui la commune de Gionges, dont Fulaine-Saint-Quentin est un hameau, appartient au canton d'Avize, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 25 feux roturiers, 1 noble et 1 ecclésiastique.
— Population : 51 hommes, 49 femmes, 6 garçons et 12 filles, soit 118 habitants.

trente-cinq arpents par socle ou tout au plus quarante, onze bêtes dont six bœufs pour mener la charrue, trois autres mis en relais pour reposer les premiers ; deux chevaux, tant pour herser et rouler les terres que pour charrier fumier et récoltes, et quatre personnes dont deux pour la charrue en même temps, une autre pour les bœufs en relais, et une quatrième pour les chevaux, sans comprendre les personnes nécessaires pour l'entretien du ménage et le soin des autres bestiaux. Si l'on diminue ce train, la culture ne vaut rien et est préjudiciable à l'État comme aux particuliers (1).

3. — *Le terrain, quoique dispendieux, n'est pas d'un profit considérable.* — Une ferme d'une charrue, c'est-à-dire quarante arpents au plus, produit trois cent vingt nombres (1) à huit nombres l'arpent, tant bonnes que mauvaises, ci..... 320 nombres.

Le nombre produit, année commune, un boisseau et demi, mesure de Vertus, pesant trente-cinq livres, ce qui fait quatre cent quatre-vingts, ci..... 480 boisseaux.

Il a fallu d'abord, pour semailles, à quatre boisseaux par arpent, cent soixante, ci..... 160

Pour faucillage à un boisseau trois quarts par arpent font soixante-dix boisseaux, ci..... 70

Pour la dîme à la quatorzième, trente-quatre, ci..... 34

Pour battage à cinq pour cent, vingt-deux, ci..... 22

RESTE pour le compte du fermier cent quatre-vingt-quatorze boisseaux, ci.... 194 boisseaux.

Parmi ces grains il y a seigle, méteil, froment, néanmoins en plus grande partie. Les mars ne sont presque composés que d'avoine et, communément, c'est le même calcul pour la production, ci..... 194

Par conséquent, de tous grains, trois cent quatre-vingt-huit, ci..... 388 boisseaux.

(1) Voir le cahier de Connantray, page 202. — On comptait à Gionges, en 1773, 7 laboureurs à une charrue, occupant 17 chevaux. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

Sur quoi il faut payer le maître, vivre cinq à six personnes au moins, nourrir les chevaux en avoine, payer les impositions, frais de culture ; que peut-il rester, hélas ? Ce qui reste communément, la mendicité (1) !

4. — *Les fermes sont louées trop chères.* — Quoique le produit ne compense pas suffisamment le travail et les dépens, néanmoins les fermes sont louées très chères : d'un côté l'avidité des propriétaires, de l'autre la nécessité aux fermiers de s'occuper, voilà l'occasion de cette grande et trop grande cherté (2). On exige partout dans nos pays le tiers franc, soit en nature, soit en argent, et ce calcul, qui se rapporte à toutes les années, est le vrai calcul ; il ne reste point de grains pour ainsi dire au laboureur ; ce même laboureur est encore seul chargé de tous les frais et de toutes les impositions : il ne peut plus par conséquent vivre ; aussi comment vit-il ? dans la misère ; il n'a pas, en outre, le même profit de l'industrie que les laboureurs dans les autres pays peuvent avoir, parce que le gros train absorbe tout ; tout se consomme dans la maison.

5. — *Les domestiques trop chers.* — Les domestiques gagnent le double qu'il y a vingt ans. On avait un domestique de vingt à vingt-cinq écus, bon laboureur et fort ouvrier. Maintenant le moindre prix est de quarante à quarante-cinq écus. Le mal est général, mais nous nous en ressentons plus que les autres, parce que nous en avons besoin d'un plus grand nombre. De plus, ces gros gains rendent ces domestiques insolents et volontaires, ce qui fait que le maître, qui en a absolument besoin, est seul malheureux, et il est constant que, tout payé, le fermier n'a pas tant de reste, clair et net, que le moindre de ses domestiques (3).

(1) D'après le dénombrement de 1773, les récoltes du terroir de Gionges rendaient, année commune, le double de la semence : 3,978 boisseaux de froment, 950 de seigle, 102 d'orge et 4,726 d'avoine. — Il y avait 750 arpents de terres labourables, 100 de terres incultes, 5 de jardins et 16 de prés. (*Arch. de la Marne*, C, 430.)

(2) *Cherté, cherté, cherté* (GODEFROY : *Dict. cit.*), mot fréquemment employé dans les régions de Reims et de Châlons. (Voir les *Mémoires de Jean Pussot, maître charpentier en la Couture de Reims* [1568-1626], publié sur le manuscrit de la Bibl. de Reims, par E. Henry et Ch. Lorient. — Reims, 1858, in-8°.)

(3) Les salaires des domestiques de ferme et ouvriers de culture étaient fixés, en cas de contestation, par les officiers de la justice du lieu. (Arrêts du

6. — *Cherté de toutes les denrées.* — L'état du labourage n'est pas d'avoir seulement quelques outils dont la dépense faite ne revient pas si souvent ou du moins n'est pas absolument frayable ; il demande des ustensiles en quantité dont la durée n'existe souvent que dans la première épreuve, charrues, herses, voitures, chariots, roues, chaînes de fer, cordages sans nombre, harnais, colliers, brides, coutres, lignes, socs, etc. ; il faut avoir affaire à quantité d'ouvriers différents, charrons, maréchaux, bourreliers, cordiers, etc., qui, tous, augmentent leurs ouvrages parce que tous les matériaux qu'ils mettent en œuvre sont augmentés. Ces dépenses nous sont d'autant plus sensibles, qu'étant obligés d'avoir beaucoup de bestiaux pour le même objet, il faut doubler la force de ces ustensiles qui, malgré cela, ne durent pas encore longtemps.

Nous avons aussi un objet essentiel à représenter ; c'est la cherté du sel qui est d'un gros conséquent pour un train tel que les nôtres : il y a des ménages qui en dépensent pour quarante écus et plus dans une année ; c'est un impôt terrible, d'autant plus qu'il nous faut faire six lieues pour s'en procurer, et, qu'argent ou non, il en faut trouver. Ah ! si notre bon Roi pouvait exaucer nos vœux pour une diminution, quelles grâces aurions-nous à lui rendre.

7. — *Cherté des bestiaux.* — Tout le monde connaît la cherté des bestiaux ; elle nous est d'autant plus sensible, qu'il nous en faut un grand nombre. D'ailleurs, à quel danger ne sommes-nous pas exposés par rapport à eux, soit par des maladies épidémiques, soit par des maladies ordinaires, soit par les accidents subits et imprévus qui peuvent arriver ; les malheurs journaliers qu'on éprouve ne nous font que trop sentir que notre état est le plus fâcheux et le plus exposé (1).

Parlement de Paris, des 3 et 7 août 1780 ; ce dernier rendu à propos d'une émeute d'ouvriers employés à la moisson aux environs de Montcornet, dans le bailliage de Laon. — *Bibliot. de Reims : Recueils d'édits*, N. 2301, tome XX.)

Le mot « écu », aux XVII^e et XVIII^e siècles, ne cessa de désigner une quantité de trois livres dans le langage usuel, quelle que fût la valeur de la livre, bien que, de 1601 à 1640, l'*écu d'or* ait valu intrinsèquement plus de trois livres, et quoique, à partir de Louis XIV, on ait frappé des écus de six livres. L'écu était, comme la livre, devenu monnaie courante.

(1) Le cahier de Gionges décrit dans tous ses détails et mieux peut-être qu'aucun autre cahier, la situation du cultivateur champenois en 1789. Il

Ce qui nous expose encore le plus, c'est la paresse et la malversation de ces domestiques qui conduisent nos bestiaux ; ils les mènent contre nos défenses dans les endroits défendus et nous exposent à des prises considérables qui nous ruinent et nous détruisent (1). Nous ne sommes pas maîtres de ces malheureux qui sont sans éducation, sans docilité ; le malheur du maître n'en dépend cependant pas moins.

8. — *Différentes vexations.* — Il est un genre de vexations de la part des gardes-bois : quand ils sont honnêtes gens, on n'a pas à s'en plaindre ; mais quand ils sont ou malhonnêtes gens ou pauvres, l'on est sûr que les fermiers sont dans la plus grande vexation ; ils sont toujours chez ces mêmes fermiers, ou à manger, ou à demander de l'argent, du grain, du beurre, etc., et tout ce que la nécessité ou leur voracité exigent ; si un fermier se tient ferme et refuse, le lendemain il est sûr d'être pris ; coupable ou non il faut qu'il subisse des rapports, procès, amendes. Ainsi, de part ou d'autre, il est vexé ou du garde qui le ronge, ou des amendes qu'il est obligé de payer.

Il en est un autre de la part des hommes de garnison qui,

insiste tout particulièrement sur le bétail qu'on achetait fort cher et qu'on élevait difficilement. En 1773, on comptait à Gionges 60 bêtes à cornes et 150 moutons. (*Arch. de la Marne, C, 430.*) — La disette des fourrages était surtout signalée comme une des causes de la grande perte du bétail à cette époque. « C'est avec bien de la douleur, — écrivait, le 14 août 1785, l'intendant « de la généralité de Châlons au contrôleur général, — que je m'empresse de « mettre sous vos yeux le résultat des éclaircissements que je viens de ras- « sembler à cet égard. Le tableau que j'en ai fait former vous fera connaître « que, dans les 2,225 communautés dont la province de Champagne est compo- « sée, les pertes montent à 15,880 chevaux, à 16,845 bêtes à cornes et à 209,998 « bêtes à laine, quoique cependant un grand nombre de paroisses n'aient pas « fourni l'état de leurs pertes qui peuvent être évaluées par approximation à « un huitième en sus des quantités ci-dessus énoncées. Je dois ajouter, à « l'immensité de ces pertes effectives, l'état extrême de maigreur et de dépé- « rissement qui règne parmi la plupart des bestiaux actuellement subsistants, « et la disette absolue que la Champagne continue de ressentir cette année en « fourrages. Ces deux causes laissent tout à craindre que la dépopulation des « bestiaux ne soit encore plus considérable d'ici à l'année prochaine qu'elle « l'a été jusqu'à présent, et elles offrent une perspective bien effrayante sur « le sort de cette province qui ne s'est peut-être jamais trouvée dans une posi- « tion aussi critique. » (*Arch. de la Marne, C, 2988 : États des pertes par « subdélégations.*)

(1) Voir le cahier d'Étoges, page 272. — On a vu aussi au cahier de Courjeonnet, page 231, que le comte de Lantage faisait saisir les bestiaux que les laboureurs menaient paître dans les marais de Saint-Gond dont il se prétendait unique possesseur.

sous prétexte de faire rentrer les fonds du Roi, comptent des frais souvent à leur mode et s'arrangent de manière à procurer des décharges à quelques-uns, comme il leur plaît, pour de là, faire supporter à la communauté des rejets injustes et vexatoires. Tel est un rejet que souffre, cette année, notre communauté qui va à un dix-huitième de la taille principale sans que la communauté ou la municipalité en aient eu connaissance.

9. — *Privation de beaucoup d'avantages communs en tous pays.*

— Enfin, nous finissons par mettre sous les yeux du Roi une privation presque générale de tous les avantages communs aux différents pays : nous sommes sans presque de pâturages. A Fulaine-Saint-Quentin, il y a quelques prés et il n'y a point de bois. Que faire de ses bestiaux depuis le commencement du printemps jusqu'à la récolte des foin ? A Gionges-Saint-Ferjeux, il y a quelques bois et point de pré ; où mettre les bestiaux quand les grands bois refusent leur herbe (1) ? Grands inconvénients qui font la plus forte de nos inquiétudes. De plus, il n'y a ni charrons, ni maréchaux, ni artisans, ni marchands dans les deux endroits ; quand on a besoin de quelque chose, il faut quitter l'ouvrage, faire deux lieues pour le plus petit besoin, attendre les ouvriers et perdre un temps infini ; encore les chemins sont si mauvais pendant plus de six mois de l'année qu'à peine peut-on aller et venir (1) ; on ne peut pas même sortir en voiture pendant presque tout ce temps, ce qui prive le laboureur d'un petit dédommagement qu'il pourrait se procurer par le charroi.

Les manouvriers, de même, n'ayant que pour un certain temps de l'ouvrage dans le pays, sont obligés d'aller journellement ailleurs, soit à Vertus, soit au Mesnil, pour travailler et revenir tous les jours. Combien de temps perdu ? Combien de fatigues étrangères au travail ? Aussi, ils sont pauvres et deviennent infirmes de bonne heure. Le pays est, enfin, tellement dénué de tout que, pendant près des deux tiers de l'année, il n'y a point de débitants de vins, en sorte que si quelqu'un

(1) *Arch. de la Marne, C, 605 et 691* : Demandes à fin de part dans les bois d'usages de Saint-Ferjeux.

(2) Mémoire de François de Sales Aubelin, chevalier de Villers, propriétaire de la terre et seigneurie de Villers-aux-Bois et de Fulaine-Saint-Quentin, demandant à faire réparer le chemin de Vertus à Villers-aux-Bois (1785) ; plan de ce chemin. (*Arch. de la Marne, C, 1717.*)

tombe malade il faut courir à une lieue pour en avoir et exposer le malade à mourir dans l'intervalle : c'est l'ouvrage de la ferme des aides qui empêche ceux qui pourraient [en] avoir chez eux d'en donner ou prêter une seule bouteille, même dans le cas de nécessité. En un mot, les terroirs ont encore cet inconvénient que les fonds, qui devraient être les plus fertiles et de ressources pour les laboureurs, sont tellement inondés par le séjournerment des eaux qu'on ne peut les cultiver ; que si on les cultive, on a le malheur de voir perdre les dépouilles ; qu'ils ne sont pas même propres à des prés parce que la fraîcheur, que l'eau y laisse, déracine les herbes ; d'un autre côté il y a encore des fonds où on a été obligé de faire un fossé depuis le commencement du territoire jusqu'à la fin. On a perdu beaucoup de terrain par ces fossés ; on est obligé de les entretenir et, néanmoins, on n'évite pas encore les inondations qui sont causées par l'écoulement des eaux qui proviennent des montagnes et des bois.

Tels sont les motifs de doléances de la communauté de Gionges-Saint-Ferjeux. On voit que tout tourne en frais chez eux, que le produit n'est presque rien et qu'ils sont accompagnés de tant d'entraves qu'il est impossible qu'ils réussissent. Aussi, depuis dix-huit ans, on compte six fermiers qui ont été obligés d'abandonner et qui sont réduits à mendier leur pain ; si les temps ne sont pas meilleurs, il y a encore à craindre de nouvelles chutes. Nous espérons que notre bon Roi aura attention à nos représentations ; d'ailleurs nous votons tous, comme de bons citoyens, pour la gloire du Roi, la prospérité de l'État et notre propre bonheur.

PRIN, Joseph FRANQUET, Claude CLÉMENT, Jean HEURPÉ,

P. COLLARD, etc.....

SALMON.

(16 signatures.)

GIVRY-LÈS-LOISY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Givry-lès-Loisy (1) était composée de 45 feux. — L'avis pour la convocation fut

(1) *Arch. de la Marne ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 188. Cahier, dossier c, pièce 2 : 3 pages cotées et paraphées en haut et signées ne varietur

lu et publié le 8 mars 1789 « par M. le vicaire de Loisy, desservant la paroisse de Givry ». — Le même jour, à l'issue de la messe, les habitants se réunirent sous la présidence de Charles PEUCHOT-LAPRAIRIE, lieutenant de la justice et prévôté du comté d'Étoges, Givry-lès-Loisy en dépendant. — Le procès-verbal constate la présence de François Langlois, Pierre Violette, Edme Charles, Charles Ploix, Claude Ducourty, Pierre Ducourty, Louis Thierron, Jean-Baptiste Méchin, Louis Desmarest, François Jacquin, Claude Tremet, Nicolas Desmarest, Nicolas Guénon, Gabriel Aviat, Louis Rochefort, Claude Rochefort, tous laboureurs, vigneron et manouvriers, et Antoine Langlois, procureur-syndic de la paroisse et communauté de Givry. — Les députés furent François LANGLOIS, laboureur, et Antoine LANGLOIS, procureur-syndic.]

CAHIER

Doléances et représentations qui seront présentées par les députés de la communauté de Givry-lès-Loisy à MM. les députés du Tiers état qui s'assembleront au bailliage de Châlons, avec supplication d'en extraire ce qu'ils jugeront digne d'être inséré au cahier dont ils chargeront MM. les députés aux États généraux.

La communauté de Givry, persuadée que les députés au bailliage de Châlons seront remplis des meilleures intentions pour le bien général de la patrie, s'en rapporteront à eux pour la rédaction du cahier du Tiers état ; ils observeront seulement qu'il n'y a pas de possibilité à augmenter leurs impôts qui sont déjà portés à leur comble (1). Qu'ils croient qu'il serait à propos que le Clergé et la Noblesse paient la taille d'exploitation de tout ce qu'ils ne loueront pas comme terres, prés, bois, étangs, vignes et dîmes, même le gros de la vente des vins qu'ils

en bas par Laprairie ; aucun visa de commissaire de l'assemblée du bailliage).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 606 : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — C, 866 : Impositions. — C, 1024 : Capitation. — G, 124 : Visite épiscopale en 1746. — G, 1838 : Biens de la fabrique (1792) ; — etc.

— Givry-lès-Loisy appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 46 feux roturiers. — Population : 58 hommes, 66 femmes, 13 garçons et 20 filles, soit 157 habitants.

(1) Au rôle de 1790, les habitants de Givry devaient payer 1,102 livres d'imposition principale, capitation, prestation de chemins, etc. Cette somme était répartie sur 53 contribuables, y compris alors les anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne*, C, 866.)

vendent ; que cette taille d'exploitation ferait un objet considérable et qui pourrait doubler la taille actuelle ;

Qu'il serait à propos que chaque taillable fût imposé aux tailles dans tous les endroits où ils possèdent des biens et rentes ; que ce serait un moyen de les empêcher de se soustraire à cet impôt, ce qui ferait encore un objet considérable (1).

Réduire les pensions, supprimer celles données à des commis de bureau, à des secrétaires, à leurs femmes et enfants, ainsi qu'à quantité d'autres qui en ont sans les avoir méritées.

Réduire les appointements des emplois de la Cour, ceux des gouvernements, des capitaines des gardes du corps, du colonel des gardes françaises, de celui des cent-suisse et de tant d'autres dont les appointements sont considérables.

Supprimer toutes les places inutiles et dont la plupart n'ont été créées que pour placer des seigneurs de la cour.

Simplifier toutes les administrations, la ferme des aides ; ne la pas supprimer ainsi que beaucoup de propriétaires de vignes le demandent, parce que cela ne peut se faire qu'en mettant un impôt qui égale le produit de cette ferme, ce qui écraserait le peuple, et serait-il juste que le propriétaire de vignes payât pour les cabaretiers et autres débitants ? Que de raisons ne pourrait-on pas donner pour prouver l'injustice même l'impossibilité d'adhérer au désir de ceux qui demandent cette suppression (2).

Mais il faut non seulement simplifier la régie de cette ferme, mais encore en diminuer les gros emplois, ainsi que de leurs appointements ; de trois directions n'en faire qu'une ; ne donner au directeur que six mille francs d'appointements et qu'il n'ait aucune part dans les prises et amendes ; mettre à la place des deux directeurs supprimés, deux régisseurs ou receveurs dont les appointements ne seraient que de dix-huit cents francs ; à l'égard des domaines, en réduire les gros emplois s'il y a possibilité ; réduire les appointements aussi à six mille francs, et qu'ils n'aient non plus aucunes parts dans les amendes si

(1) Cf. *Déclaration du 7 février 1768 concernant la perception de la taille* (voir le cahier de Compertrix, page 179).

(2) Il y avait à Givry 48 arpents de vignes ayant produit, année commune, 102 muids de vin (mesure de Paris) ; mais déjà, en 1773, la récolte n'avait été que de 47 muids. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

toutefois il reste des cas où on en puisse prononcer, ce que l'on ne peut croire. En faire de même à l'égard des douanes et autres.

La direction des domaines et celle de la douane de Châlons rapportent, dit-on, de quarante à cinquante mille francs ; on peut voir par là ce que l'État gagnerait aux réductions que nous demandons.

Il faudrait de même diminuer le revenu des receveurs des tailles ; les impôts, depuis nombre d'années, étant presque doublés, les revenus de ces charges ont augmenté à proportion, ce qui fait qu'il n'y a plus de proportion entre ces revenus et la première finance de ces dites charges.

En un mot, en faire autant dans toutes les autres parties de l'administration.

Le terroir de Givry est peuplé en grande partie en bois appartenant au seigneur d'Étoges, dont Givry (1) dépend ; ces bois sont remplis d'une quantité de gibier qui ruine les vignes et les empouilles des particuliers : entre autres une pièce de bois isolée au milieu du terroir, contenant environ quatre-vingt-dix arpents très peuplés en lapins, ce qui est cause qu'une grande portion de terre aux environs de ces bois est en friche et ne produit rien aux propriétaires (2).

Pierre VIOLETTE, ROCHEFORT, TREMET, F. LANGLOIS,
F. JACQUIN, MÉCHIN, L. THIERRON, E. CHARLES,
C. DUCOURTY, LANGLOIS, syndic.
(10 signatures.)

Paraphé ne varietur :

LAPRAIRIE, lieutenant de justice et prévôté du comté d'Étoges, Givry en dépendant.

(1) Voir le cahier d'Étoges, page 270 (note). — Pour 350 arpents de terres labourables et 48 de vignes, le territoire de Givry-lès-Loisy contenait 204 arpents de bois: (Dénombrement de 1773. — *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Voir le cahier de Cernon, page 125.

HAUSSIMONT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Haussimont (1) était composée de 37 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Louis-François-Charles PRIEUR, procureur fiscal, assisté de Louis-Antoine Prévost, syndic. — Le procès-verbal constate la présence de Jean-Baptiste Prévost, François Brisson, Nicolas Mérat, Hubert Prévost, Claude Nicaise, Nicolas Châtillon, Nicolas Hémard, Joseph Cellier, Henry Hardouin, Jean-Louis Boude, Alexandre Prévost, Pierre Prévost, Jean-Louis Mortas, François Nicaise, Edme-Toussaint Prévost, Jean-Louis Châtillon, Jean Bertrand, Jacques Bertrand, Hilaire Petipas, Edme Thiébault, Jean-Baptiste Thiebault, Henry Prévost, Charles Masson, Pierre Picard, Jérôme Bertrand, Claude-Alexis Gallois, Joseph Prévost, J.-B.-N. Lancelot. — Les députés furent Edme-Toussaint PRÉVOST et Louis Antoine PRÉVOST, syndic.]

CAHIER

*Remontrances de la paroisse d'Haussimont à l'assemblée
du bailliage de Châlons.*

Impôt unique en nature et non en argent. — Remontrent les habitants composant le Tiers état de la communauté d'Haussimont, que les États doivent s'occuper des moyens de soulager les peuples, faciliter le commerce et encourager l'agriculture. Pour parvenir à ce but si désiré par les trois ordres, il paraît nécessaire de supprimer les taille (2), vingtièmes, aides, gabelles,

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 189. Cahier, dossier c, pièce 148 : 7 pages cotées et paraphées par le procureur fiscal Louis-François-Charles Prieur ; visa du commissaire de l'assemblée du bailliage Pierre-Louis Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 608* : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — *C, 867 et 945* : Impositions. — *C, 1590* : Corvées. — *C, 1853* : Église. — *G, 21, 397, 1441, 1462 et 1474* : Biens de la cure, visite épiscopale en 1746 ; cens, censives ; union des cures de Chapelaine et d'Haussimont en 1599 ; — etc.

— Haussimont appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Fère-Champenoise, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 34 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 54 hommes, 45 femmes, 17 garçons et 23 filles, soit 139 habitants.

(2) Le rôle des impositions de 1789 portait pour la communauté d'Haussimont, la somme de 1,360 livres de taille, accessoires, capitation, etc. (*Arch. de la Marne, C, 867.*) — Le nombre des contribuables de 1790 était de 57, y compris les anciens privilégiés, le seigneur Marie-Louis Thomas, chevalier, marquis de Pange, colonel attaché au régiment Bercheny, le curé du lieu, les dames de la Doctrine de Vertus, etc.

les contrôles, droits sur les cuirs et les fers ; remplacer ces impôts par un seul et unique qui se lèverait en nature et non en argent ; qu'il n'y ait aucune terre exempte. Par ce seul impôt qui affecterait toutes les propriétés nobles, ecclésiastiques et roturières, on retirerait plus que de la collection des impôts susmentionnés et le peuple serait soulagé. Les frais de perception ne seraient rien en comparaison de ce qu'il en coûte dans le système actuel. On affermerait dans chaque paroisse la dîme royale, comme cela se fait pour la dîme ecclésiastique ; le fermier porterait le prix de bail au receveur de la province, qui verserait directement dans les coffres de Sa Majesté. Dès lors, plus de commis, plus cette multitude de receveurs, dont les appointements sont une surcharge pour les peuples. Enfin, l'impôt territorial en nature est le plus juste à tous égards.

Corvée supportée par les trois ordres.— Remontre, ladite communauté, qu'il paraît juste que l'impôt pour la corvée (1) soit supporté par tous les ordres de l'État indistinctement, à proportion des propriétés de chacun. Il est de l'équité naturelle que ceux qui profitent plus des grandes routes contribuent à leur confection. Or, est-ce ce malheureux laboureur, ce manouvrier, cet artisan qui s'en servent beaucoup ? Est-ce eux qui les écrasent ? A peine sortent-ils une ou deux fois par an de l'enceinte de leur territoire et le plus souvent à pied. N'est-ce pas, au contraire, le seigneur, le riche propriétaire, le gros bénéficiaire ?

Droit de garenne.— Remontre, ladite communauté, qu'il serait très nécessaire d'abolir le droit de garenne. C'est le fléau de l'agriculture où il est en usage. Les lapins détruisent toutes les productions qui sont à leur portée, les bois mêmes, cette denrée si nécessaire et si rare aujourd'hui. Le laboureur ne recueille rien dans son champ. Il faut cependant qu'il paie la taille, les vingtièmes et autres impositions, indépendamment des censives qu'il doit à son seigneur et qui sont toujours exigées rigoureusement. Ce droit est odieux et une source de procès ruineux entre le seigneur et ses vassaux (2).

Chasse. — Il faudrait encore obliger les seigneurs à chasser

(1) La prestation des chemins était portée pour 222 livres 8 sols 6 deniers au rôle de 1790. (*Arch. de la Marne, C, 867.*)

(2) Voir le cahier de Cernon, page 125.

tous les ans le gibier dans leurs terres et, en cas qu'ils négligeassent cette chasse, permettre aux vassaux de la faire. Le lièvre, lorsqu'il est trop multiplié, fait un tort considérable et diminue beaucoup les récoltes. Faire exécuter ponctuellement les lois et jugements établis relativement au temps où la chasse est permise, et punir sévèrement tous ceux indistinctement qui oseraient les enfreindre.

Observe, ladite communauté, qu'elle se trouve placée dans le canton de la Haute-Champagne le plus aride ; qu'il y a la moitié de ses terres qui ne devraient être sujettes à aucun impôt, si ce n'est le territorial en nature ; que ces terres ne peuvent être labourées que tous les quatre ou cinq ans, et qu'après tant d'années de repos, le laboureur n'a qu'une très faible espérance de retirer le fruit de son travail et de sa semence ; que ces mauvaises terres ne sont pas susceptibles d'être améliorées, à cause de la mauvaise qualité du sol qui est une grosse grève et très sèche ; qu'elles sont, en outre, trop éloignées des habitations. Observe encore, que cette partie de la Haute-Champagne ne peut être guère améliorée par le défaut de pâturages, et les prairies artificielles prennent difficilement et demandent des dépenses au-dessus des facultés de ses habitants, d'où il résulte que les bestiaux, qui sont une source de richesses pour les contrées grasses, est presque nulle dans celle-ci (1).

Droit de terrage.— Observe en outre, ladite communauté, que, malgré la stérilité de son sol, elle est assujettie à un droit de terrage qui, joint à la dîme, enlève la septième partie de ses récoltes en toutes espèces de grains, ce qui doit être considéré dans la répartition des impôts de la province, puisqu'elle a moins de revenus effectifs que les communautés voisines.

(1) Le rédacteur du cahier a fait accorder ces derniers mots : « est presque nulle dans celle-ci » avec le sujet : « La source de richesses... »

Le dénombrement de 1773 nous apprend que la moitié des terres d'Haussimont était inculte (1,125 arpents de terres labourables, 1,125 incultes, 19 de jardins et 11 de prés). Elles rendaient en avoine à peine le produit de la semence (2,890 boisseaux, année commune) ; en seigle un peu plus : 2,550 boisseaux pour 1,700 ensemencés ; — c'étaient les deux principales productions ; on récoltait aussi 136 boisseaux de froment pour 68 ; 170 d'orge pour 85, et 510 de sarrasin pour 170. — Le village comptait à cette époque 29 laboureurs à une charrue, occupant 35 chevaux, 60 bêtes cornes et élevant 200 moutons. (*Arch. de la Marne, C. 430.*)

Milice. — Remontre, ladite communauté, que la levée de la milice coûte beaucoup chaque année et qu'elle nuit à l'agriculture. On demande, par exemple, un garçon à sept ou huit communautés réunies; il faut assembler ces garçons, les toiser, les conduire à la ville où doit se faire le tirage. Voilà donc au moins quatre jours de perdus par homme; les syndics, qui sont obligés de les assembler et de les conduire, en perdent autant; cela occasionne des dépenses considérables (1). Il y a une convention entre les garçons qui paraît autorisée, en sorte qu'il en coûte près de 18# par garçon; ainsi, s'il y a cinquante garçons pour le tirage, pour en fournir, il en coûte 900#, indépendamment de plus de deux cents journées enlevées à l'agriculture. Il paraîtrait plus avantageux d'obliger le même nombre de communautés à fournir un homme; elles en trouveraient aisément pour dix ou douze louis. Il y aurait donc les deux tiers à gagner et point de temps perdu.

Justice. — Remontre qu'il serait très nécessaire de travailler à un nouveau code, de rendre la justice gratuitement, ôter la vénalité des charges de judicature; obliger les juges à vider tous les procès portés à leurs tribunaux dans un temps fixé; mettre des bornes aux chicanes des procureurs et redresser la conduite des huissiers dont la probité est trop souvent équivoque.

Curés. — Remontre qu'il serait juste et intéressant pour les peuples de rendre aux curés les dîmes de leurs territoires. Nos pères ne les ont pas laissées pour être dévorées par des étrangers qu'ils ne connaîtraient pas et desquels ils ne recevraient aucun secours; mais ils les ont laissées pour alimenter le ministre de la religion qui, vivant au milieu d'eux, les formerait à la vertu, les instruirait des maximes chrétiennes, les consolera dans leurs afflictions et les soulagerait dans leurs maux.

Entretien des églises et presbytères. — Il faudrait que les curés fussent chargés de l'entretien de leurs maisons, de l'église entière et du paiement de leur maître d'école (2). Les dîmes, dans bien des endroits, ne suffiraient pas pour la subsistance du curé, qui doit emporter au moins 1,200 à 1,500#, mais on pourrait unir à ces cures des bénéfices simples, supprimer toutes espèces de

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

(2) Arch. de la Marne, C, 1853.

casuel. Il est injuste de nous faire payer deux fois, et déshonorant pour le clergé de l'exiger.

Remontre enfin, ladite communauté, qu'elle a beaucoup moins de secours que bien d'autres paroisses de la généralité, quoiqu'elle ait les mêmes frais à faire ; elle n'a aucuns biens communaux. Il faut, par conséquent, jeter sur la taille tout ce qu'il en coûte pour les ordonnances qu'elle reçoit comme toutes autres, soit pour l'équipement d'un milicien, etc.

Observe qu'il passe dans son terroir deux grandes routes, l'une celle de Châlons à Troyes, l'autre qui est tracée de Vitry à Sézanne, lesquelles routes prennent aux particuliers environ vingt arpents de terres qui auraient dû, dès lors, ne plus supporter d'impôts, et cependant la taille a toujours été la même (1).

Observe encore, ladite communauté, qu'elle est sujette au logement des troupes qui passent à Sommesous et dont elle a le sixième pour sa part, lequel logement coûte à la communauté au moins deux cents livres par an. Ces charges méritent qu'on y fasse attention lorsqu'il sera question de faire la répartition des impôts dans la province (2).

Fait et arrêté en l'assemblée le 6 mars 1789.

L.-F.-C. PRIEUR, procureur fiscal, É.-T. PRÉVOST, PRÉVOST,
syndic, MORTAS, Jean-Baptiste PRÉVOST, etc.

(22 signatures.)

(1) Dossier de la route (actuellement nationale n° 34) de Paris en Allemagne par Sézanne, Fère-Champenoise, Haussimont, Sommesous, Coole et Vitry-le-François. (*Arch. de la Marne, C, 1571.*) — L'autre route, de Châlons à Troyes (aujourd'hui nationale n° 77, de Nevers à Sedan), a été entreprise vers 1768. (PERSON : *Histoire de Sommesous*, page 85.) — Tableau des adjudications des routes de la généralité en 1789 : n° 11, route de Sedan à Auxerre par Vouziers, Suippes, Châlons, Arcis-sur-Aube et Troyes ; adjudications nos 773 à 829 : *Bibliothèque de Reims : fonds Deullin*, non classé.

(2) Régie des étapes et convois militaires : étapes de Châlons à Sommesous ; de Sommesous à Arcis-sur-Aube, et de Sommesous à Fère-Champenoise. (*Arch. de la Marne, C, 1243, 1244, 1247.*) Ce fut à la suite d'une requête des habitants de Sommesous, en 1762, que ceux d'Haussimont furent obligés de loger les troupes conjointement avec eux. (*Ibid., C, 1311.*) — Le syndic d'Haussimont, Louis-Charles-François Prieur, demanda, en 1784, le titre de « syndic militaire » et la jouissance des prérogatives attachées à cette fonction ; il fut débouté de sa demande par l'intendant, sur l'avis du subdélégué de Châlons portant « qu'il est d'usage d'établir des syndics militaires dans les paroisses où « il y a étape et qui sont chefs-lieux de passages, mais qu'ils ne paraissent « point nécessaires dans les endroits accessoirs. Ce serait le plus souvent « accorder des exemptions non méritées ». (Ordonnance du 20 février 1785. — *Ibid., C, 608.*)

HEILTZ-L'ÉVÊQUE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Heiltz-l'Évêque (1) était composée de 98 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 8 mars 1789. — Le 9, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Baptiste-Claude GILLOT, lieutenant en la justice d'Heiltz-l'Évêque, assisté de Guyot, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Jean-Baptiste Barbat, Jacques-Charles Berton, Jérôme Paquot, chirurgien, Louis-Étienne Gérard, Jean-Baptiste Roux, Jean-Baptiste Perieux, Claude Girardin, syndic, Jean Gillet, Jacques Gillet, Pierre Vagny, Pierre-Henry Linet, Jacques-Nicolas Grégoire, Jean Lafouasse, Jean-François Thévenier, Jean Thévenier, Sébastien Thévenier, François Hannequin, Nicolas Vagny, Jean-Claude Bourcellier, Jacques Barbat, Louis Gérard, et encore d'après les signatures, Hertez (?), Michel, J. Belhomme, Billaudel, J.-B. Lamarthée, Jean Petit, Rollot, etc. — Les députés furent Jean-Baptiste BARBAT, laboureur, et le chirurgien Jérôme PAQUOT.]

CAHIER

Doléances, souhaits, plaintes et remontrances des municipaux, habitants et paroisse d'Heiltz-l'Évêque, convoqués aux formes et lieu ordinaire, présidés par M. Jean-Baptiste-Claude Gillot, lieutenant en la justice d'Heiltz-l'Évêque.

Du 8 mars 1789, en suite de l'ordonnance de Messire Claude-Hyacinthe Guillemeau de Fréval, chevalier, grand bailli d'épée

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 190. Cahier, dossier c, pièce 120 : 11 pages cotées et paraphées par Gillot, qui, en marge de chacune, inscrit la mention : « Paraphé ne varietur au désir du procès-verbal de ce jour, 9 mars 1789 : Gillot. » ; visa d'un commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage qui n'est ni Prieur, ni Thomas).

SOURCES DOC. ACC.. — Arch. de la Marne, C, 610 : Administration de la communauté ; usages. — C, 962 et 2963 : Impositions. — C, 1590 et 1613 : Corvées. — C, 1774 : Rivière d'Orne. — C, 1843, 1853 et 2892 : Église et presbytère. — C, 2445 : Rébellion contre les employés des aides (1716). — C, 2965 : État de l'industrie. — G, 125 à 127 : Visites épiscopales. — G, 137, 398, 1839 : Biens de la cure. — G, 162, 189 à 194 : Juridiction de l'Évêque de Châlons. — G, 457-458 : Chapitre Saint-Etienne ; cens ; — etc.

— La communauté d'Heiltz-l'Évêque, qui formait une enclave dans le bailliage de Vitry-le-François, appartenait à l'élection de Vitry ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Heiltz-le-Maurupt, arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 90 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Popu-

de Châlons-sur-Marne, seigneur d'Omey et autres lieux, rendue le 17 février présente année, en conformité du règlement fait par le Roi pour l'exécution des lettres de convocation du 24 janvier même année, signifiées auxdits municipaux, habitants et paroisse en la personne de leur syndic, le 3 mars présent mois, par Colson, huissier royal, demeurant à Châlons,

Remontrent et demandent les officiers municipaux, habitants et paroisse :

1. — L'abolition des exemptions pécuniaires ; que chaque sujet ecclésiastique, noble ou privilégié, soit désormais soumis à tous les impôts à proportion de sa fortune.

La réduction des impôts à un plus petit nombre, à un seul s'il était possible, qui sera limité par l'assemblée des États, laquelle assemblée se renouvellera tous les cinq ans ; que le cultivateur y trouve une diminution dans son imposition pour ses exploitations et l'industrie du manœuvre réduite au quart.

La suppression des droits d'aides, gabelles et traites ; le reculement des barrières aux frontières. La multitude variée des impôts et des droits exigent des frais de perception énormes qui absorbent une partie notable de leur produit et occupent une foule d'hommes inutiles à la société et même à charge, cette réduction d'impôts et suppression des droits étant le seul moyen de subvenir aux besoins de l'État et au soulagement des peuples de la campagne.

En ce que tous les receveurs des finances, quoiqu'ils aient deux années pour compter le net de leur recette de chaque année, ils se font un mérite lorsqu'ils peuvent parvenir à leur but et ont l'impudence de demander des gratifications lorsqu'ils comptent de net au bout desdites deux années, ce qui leur est accordé, comme s'il était dû une récompense à un être quelconque qui aurait eu la facilité de faire valoir, pendant deux ans, un argent qui lui aurait été déposé pour en rendre compte, et souvent la plupart emportent les fonds de la caisse en s'absentant du pays ; on en a des exemples tout récents.

En ce que tous les hommes employés à la perception des

lation : 128 hommes, 154 femmes, 47 garçons et 51 filles, soit 380 habitants.— En 1787, ce chiffre s'était abaissé à 342, dont 16 laboureurs, 20 manouvriers, 11 fileuses, 2 tisseurs, 1 mendiant et 11 veuves. (*Arch. de la Marne, C, 427.* — LANGLET : *op. cit.*, page 29.)

impôts différents et surtout des droits de ferme occasionnent une surcharge considérable.

En ce que cette réduction d'impôts et suppression des droits favoriseraient beaucoup l'égalité de répartition entre tous les contribuables, soit ecclésiastiques, nobles et membres du Tiers état, et que la répartition de tous impôts soit faite par les officiers municipaux et portée directement par le collecteur, accompagné d'un desdits officiers, au bureau intermédiaire du département qui se chargerait de le faire porter à la chambre de l'assemblée provinciale et de là au trésor royal.

Observant, lesdits municipaux et habitants, que dans l'évaluation des sommes assignées à chaque paroisse, lors du département, à mettre une différence entre les paroisses à usage qui leur procurent des revenus considérables avec lesquels ils paient le tiers ou quart de leurs impositions, et celles qui n'ont aucuns revenus, notamment celle d'Heiltz-l'Évêque qui n'en a aucuns (1), et que ces dernières paroisses au moins soient exemptes de rendre leur compte de recette et dépense par devant M. le subdélégué qui leur fait payer des frais qui sont à leur charge, lesquels comptes la municipalité recevrait sans frais ; que les communautés des campagnes, pour l'emploi de leurs revenus, la location de leurs biens et leurs dépenses, soient gouvernées par les commissions ou bureaux intermédiaires des départements sous l'autorité des assemblées provinciales, et sans frais.

2. — Que la prestation en argent pour la construction et les réparations des chaussées soit convertie en un droit de péage sur les voitures conduites par relais de poste aux chevaux de maîtres, et sur le roulage des marchandises autres que les grains et farines et bois de chauffe, sans qu'on puisse assujettir à ce péage les voitures et harnais des laboureurs, ni la conduite

(1) Voir tableaux des revenus et charges de la communauté (*Arch. de la Marne, C, 610*), constatant que les revenus d'Heiltz-l'Évêque ne s'élevaient qu'à 24 livres. — Elle ne possédait que 10 arpents de terres d'usage. (*Ibid.*, C. 430.)

Les habitants d'Heiltz-l'Évêque avaient soutenu un long procès avec ceux de Jussécourt au sujet de 39 arpents de pâquis d'usage commun entre les deux villages dont les habitants de Jussécourt avaient, en 1727, fait labourer et ensemençer une grande partie sans autorisation. (*Arch. de la Marne, C, 610.*)

des marchandises dans les campagnes de village à autre, ni dans les villes voisines.

Cette demande étant fondée sur ce principe d'équité qu'il est juste que ceux qui dégradent les routes fassent les frais de leur entretien (1).

3. — Le rapprochement des justiciables de leur juge, l'érection d'une cour souveraine dans l'enceinte de chaque province qui ait pouvoir de juger définitivement dans toutes les matières, même celle d'impôts.

Suppression des tribunaux extraordinaires et toutes les contestations dont ils prennent connaissance réservées aux baillages royaux, afin d'ôter aux particuliers l'incertitude où ils sont de savoir à quel tribunal s'adresser et leur éviter les frais qu'ils font en s'adressant par erreur à un tribunal incompétent ; qu'il soit pris des précautions pour que la justice se rende promptement et à moins de frais ; qu'il soit même dressé un tarif qui règle et détermine d'une manière claire et fixe les droits d'huissiers, procureurs et greffiers, etc., et que, dans toutes sortes d'affaires appointées, il ne soit plus question d'épices ;

Que désormais la connaissance des affaires de police criminelle sujette à information juridique, reste seule au pouvoir et sous la juridiction des justices seigneuriales, et que la connaissance de toutes les autres discussions qui peuvent s'élever entre les habitants d'une paroisse soit réservée et attribuée à l'assemblée municipale, ce qui pourrait être établi de cette manière : que tout particulier réclamant porte sa plainte à l'assemblée municipale qui se tient tous les dimanches à l'issue de la messe ; que, la plainte reçue, l'assemblée fasse avertir la partie opposée, et que, d'après cet avertissement, les deux parties soient tenues de paraître à l'assemblée à un jour prochain marqué ; que, paraissant, l'assemblée tente de les arranger à l'amiable ; que, cette voie étant inutile, elle écoute leurs dires, allégations et preuves, prononce ensuite définitivement pour toutes les affaires de petites conséquences ;

Que, lorsqu'il serait besoin d'expertiser dans une affaire, des experts soient nommés par les parties ou d'office par l'assem-

(1) Voir les cahiers de Condé-sur-Marne, page 190, et de Fromentières, page 309.

blée ; qu'examen fait, ils fassent leur rapport à l'assemblée qui prononcerait d'après définitivement dans tous les cas possibles.

Cette disposition ou établissement étant sollicité très fort par l'intérêt de tous les habitants de chaque paroisse, leurs discussions ayant ordinairement un objet peu important et étant obligés, pour une réclamation de trois livres et même au-dessous, de faire pour quinze et vingt livres de frais dans une première instance formée à la justice seigneuriale, et pour soixante ou quatre-vingts livres lorsqu'elle est formée en premier lieu par devant un bailliage royal.

4. — La suppression des offices des jurés-priseurs et vendeurs de meubles, des droits qui leur sont attribués ou qu'ils ont obtenus par décisions particulières, qui sont onéreux surtout dans les campagnes où il faut leur payer leur déplacement, où ils vendent par détail des objets de la plus modique valeur dont le prix est absorbé par les frais de leurs vacations et expéditions (1) ;

Que ces sortes de ventes puissent être faites par le greffier, [les] notaires ou sergents, moyennant des vacations qui seront fixées, et qu'ils n'aient point le droit d'exiger celui d'expédition, lorsqu'expédition ne serait pas demandée.

5. — La suppression des levées des soldats provinciaux sous la condition de payer par chaque garçon sujet au sort une somme de cinq livres, à l'exception de ceux qui sont exempts de droit, lequel argent sera employé par le Roi pour la recrue de ses troupes et levée des troupes qui remplaceraient les soldats provinciaux (2) ;

6. — Que l'amour du travail soit inspiré, alimenté et ménagé par des établissements de manufactures, filatures et autres. C'est un bien essentiel pour la province de Champagne qui ne manque pas de productions et qui est obligée de tirer de l'étranger ce qu'elle pourrait fabriquer par elle-même, et d'y porter l'argent qui lui resterait si elle avait des fabriques relatives aux productions de chaque canton (3).

Pour réprimer la débauche dans les campagnes, le renouvel-

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

(3) États, mémoires, correspondance concernant la situation et les règlements des manufactures dans la généralité de Châlons. (*Arch. de la Marne*, C, 472.)

lement de tous les règlements de police relatifs aux cabarets et autres [lieux de] désordres, et l'interdiction de l'entrée des cabarets à tous domiciliés, à toutes les heures indues et le jour de dimanche et de fêtes (1).

Favoriser les cultivateurs pour le service domestique dont ils ont tous lieu de se plaindre avec justice, en ce qu'un domestique souvent quitte le service de son maître dans le moment où il en a le plus besoin, comme celui des semences et moissons, pour s'engager avec un autre maître sous le prétexte d'en tirer un plus gros gage, et ce, au préjudice de l'engagement qu'il avait fait de servir pendant tout le cours de l'année. Pour obvier à cet inconvénient, faire défenses à tous cultivateurs de prendre un domestique sortant pendant le cours de l'année de chez son maître, sans le certificat de celui de chez qui il sort, et faire enlever des paroisses tous les libertins ou qui ne s'occupent qu'à la chasse et pêche sans en avoir aucun droit, et ce, sur la déclaration des officiers municipaux, sauf à Sa Majesté à en disposer comme elle le jugera à propos.

9. — La non résiliation des baux à la mort des gens de mainmorte et la suppression des pots-de-vin (2).

10. — Que les paroisses et propriétaires soient déchargés des constructions et réparations des églises et presbytères, et soient remplacés dans cette dépense par les possesseurs de dîmes autres que les curés (3).

(1) Cf. GUYOT : *Répertoire univ. de jurisprudence*, etc. (ouv. cit., t. II, p. 575), expliquant et commentant l'ordonnance d'Orléans de janvier 1560 (art. 25) et la déclaration du Roi du 16 décembre 1698, qui prescrivaient aux cabaretiers « de ne donner ni à boire ni à manger pendant le service divin, pendant la grand-messe et les vêpres » ; — l'arrêt du conseil du 4 janvier 1724 qui faisait défenses « aux taverniers, cabaretiers et autres vendants vins et boissons, de tenir les cabarets ouverts, d'y donner à boire et à manger et d'y recevoir aucune personne après huit heures du soir en hiver, et après dix heures du soir en été, à peine d'être poursuivis suivant la rigueur des ordonnances » ; — les arrêts du parlement de Paris des 15 décembre 1711, 8 avril et 12 août 1780, et 27 avril 1781, édictant des peines d'amende et même d'emprisonnement en cas de récidive contre les cabaretiers qui donneraient à boire les dimanches et fêtes et après les heures prévues par les précédentes décisions; etc. — Voir aussi : ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, ouv. cit., les ordonnances de police des 27 juillet 1771, 4 novembre 1778 et 21 mai 1784 (t. XXV, p. 72 et 446, et t. XXVII, p. 412).

(2) D^r DE TRÉVOUX (éd. de 1771, tome VI, page 924).

(3) Arch. de la Marne, C, 1843 et 1853. — Les évêques de Châlons étaient seigneurs d'Heiltz-l'Évêque. (*Ibid.* G, 182, 189 à 194.) — Le chapitre de la

11. — La destruction des forges et fourneaux construits depuis quarante à cinquante ans, excepté celles et ceux qui sont dans l'enceinte des forêts et d'une nécessité indispensable pour l'exploitation, parce que ces nouvelles constructions ont, dans une génération, plus que doublé le prix du bois à brûler (1).

12. — Observent qu'il conviendrait de faire défense de vendre les pailles et fumiers hors de la paroisse, qu'au préalable les habitants qui en ont besoin n'en soient fournis ; ce qui donne lieu à cette observation, c'est qu'étant entourés de vignobles, les habitants desdits vignobles ne cessent de faire l'enlèvement auxdites années.

On a demandé la suppression des droits d'aides comme droits abusifs qui ne sont point à la connaissance de ceux qui les paient, sous la dénomination de jauge, courtage, courtiers-jaugeurs, huit sols pour livre, etc. ; il paraît plus simple de demander une somme fixe par chaque pièce de vin, proportionnellement au prix de la vente ; un autre droit inique et contre celui des gens est celui qu'il qualifie de gros-manquant.

Un vigneron quelconque ne peut prétendre avoir pour sa boîte (2), pendant le cours de l'année, que quatre pièces et demie de vin, un laboureur quatre pièces et demie par chaque charrue fixée à 72 journées, et si l'un et l'autre en buvait davantage, il est obligé d'en payer les droits comme s'il le vendait, quoique vin de son cru ; il est certain que le travail du vigneron est pénible et qu'on ne peut lui refuser un carafon de vin par repas, ce qui fait trois bouteilles par jour et quatre-vingt-dix bouteilles pour un mois, pour deux mois cent quatre-vingts bouteilles, ce qui fait une pièce et vingt bouteilles pour deux mois et six pièces trois quarts par an. Cependant on ne lui fait déduction que de quatre pièces et demie, tant pour lui que pour sa femme, ses enfants et ouvriers ; le fermier le fait surveiller, il met en

cathédrale, l'abbaye de Trois-Fontaines et le Séminaire de Châlons avaient des propriétés sur son territoire. (*Ibid.* G, 458, 966.)

(1) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, et Dampierre-sur-Moivre, page 249, — et *Arch. de la Marne*, C, 1135 : État des mines et manufactures qui se servent de bois, ... (1784) ; — *Ibid.*, C, 462 : Règlements, états des forges de la généralité de Châlons, avec renseignements sur leurs produits, les quantités des bois qu'ils consomment, etc.

(2) Boîte, boyte, boitte, bette, boisson ; ce terme s'est conservé avec sa signification ancienne en Champagne, dans l'Aunis et dans plusieurs régions de l'Ouest, dit Godefroy (*Dict.^{re} cit.*).

sentinelles, collés contre un mur, dans une grange ou lieu obscur où le voleur le plus déterminé ne se cacherait qu'avec crainte, deux commis, souvent un contrôleur, et si ce vigneron recevait par hasard chez lui quelqu'ami, qu'il le quitte pour un instant et le laisse à sa table, ces commis entreraient et lui déclareraient procès-verbal (1). Le laboureur est obligé d'avoir deux domestiques par chaque charrue, et la remise qu'on lui fait de quatre pièces et demie n'est pas suffisante pour deux personnes pendant le cours de l'année ; cependant on lui fait payer les droits de ce qu'il consomme au-delà comme s'il le vendait, sans faire aucune remise pour usine, commerce, ouvriers qu'il peut avoir ; il est certain que, dans le cours d'une année, on est forcé de prendre des journaliers et qu'il y a vexation d'empêcher un propriétaire de jouir du revenu de son bien ; on demande qu'il y ait une somme fixe de cinq livres d'imposition par arpent de vignes. On observera peut-être que les fermiers sont la ressource de l'État ; nous répondrons qu'ils ne l'ont jamais soulagés qu'en demandant l'établissement d'un nouveau droit qui leur produisait le double de ce qu'ils avançaient : c'était donc le public qui soulageait l'État et enrichissait les fermiers.

On demande la suppression des gabelles par une juste raison que nous payons le sel le double de sa valeur : cet objet est susceptible de commerce et on demande qu'il soit commercable.

Le reculement des barrières, de toutes celles qui sont dans les quatre lieues limitrophes ; on se soumet de payer les droits à l'entrée ou la sortie du royaume, et pour surveiller plus exactement à ce que l'on ne passe rien en fraude des droits, on peut mettre sur les frontières tous les gardes que l'on met en sentinelle pendant les plus fortes et rudes saisons de l'hiver dans l'intérieur du royaume.

Qu'y a-t-il de plus ridicule pour un domicilié dans les quatre lieues limitrophes de ne pouvoir faire entrer ni sortir de chez lui aucune espèce de marchandises qu'elle ne soit munie d'un acquit à caution et, comme les bureaux sont souvent à trois et

(1) Voir le récit d'une rébellion provoquée par les vexations des commis des aides à Heiltz-l'Évêque en 1716. Le fermier disait, dans sa plainte, « que les fréquentes fraudes des habitants des villes et paroisses de l'élection de Vitry détruisent entièrement le produit de sa ferme ». (*Arch. de la Marne*, C, 2445.)

quatre lieues de distance, il est obligé d'aller en avant ou de rétrograder pour prendre ledit acquit et chercher une caution connue dans l'endroit, dont personne ne se soucie ; les marchandises arrivées, ce particulier est obligé, dans les vingt-quatre heures, d'aller faire décharger ledit acquit au bureau le plus prochain, qui n'est pas moins que d'une à deux lieues. Quelle gêne ! quelle dépense !

Cet inconvénient prive les habitants, qui sont domiciliés dans les endroits assujettis à ce droit, du débit de leur marchandise.

LINET, BILLAUDEL, GILLET, J. GILLET, ROUX, ROLLOT,
PÉRIEUX, Jean PETIT, etc.
(23 signatures.)

Paraphé *ne varietur* au désir du procès-verbal de ce jour,
9 mars 1789.

GILLOT.

ISSE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Isse (1) était composée de 22 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié « par M. Raussin, curé (2) », le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Laurent PLANCHAT, procureur fiscal en la justice. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Quitat, François Cotelle, Louis Bauchet, Louis Naudin, Jean-Martin Cotelle, Claude Prinnet, Jean-Baptiste Cochut, Louis Cotelle, Remy Quitat, Henry Désirant, Nicolas-Paul Parein, syndic, et Louis Martin. — Les députés furent Nicolas QUITAT et le président Laurent PLANCHAT.]

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 191. Cahier, dossier c, pièce 58 : 12 pages cotées et paraphées par Planchat ; visa de Prieur sur fausse couverture et en marge de la première page).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 612* : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1599* : Corvées. — *C, 1854, 2078 et 2126* : Église. — *C, 1964* : Incendies. — *G, 1840* : Terres de la cure (1786) ; — etc.

— Isse appartenait à l'élection d'Épernay ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 21 feux roturiers. — Population : 35 hommes, 42 femmes, 7 garçons et 8 filles, soit 92 habitants.

(2) Henry Raussin, curé d'Isse et d'Ambonnay, prêta le serment pur et simple en 1791, décédé à Ambonnay le 7 septembre 1807.

CAHIER

Cahier de la paroisse d'Isse, bailliage de Châlons.

Les avantages que les différentes provinces du royaume retirent de la protection du gouvernement, étant les mêmes, il est à désirer qu'on établisse une juste proportion entre la part contributive de chaque province aux charges et la part contributive de toutes les autres ; il faut, pour cela, avoir égard à l'étendue, la richesse du sol et le commerce de chaque province.

Impôts. — D'après ce principe, la province de Champagne doit solliciter de la bonté et de la justice du Roi quelque soulagement, car, seule dans le royaume, elle paie toutes les espèces d'impôts : la taille, taille de propriété et taille d'exploitation, la capitation, le vingtième, les droits d'aides, droits de quatrième et de huitième, la jauge, le courtage, les droits d'entrée et de sortie sans être placée aux extrémités du royaume, les droits pour des marchandises qu'elle tire de l'intérieur du royaume, les droits de traite, la marque des cuirs, du fer, les droits sur les cartes, sur la poudre, sur la viande exportée, le papier marqué, le contrôle, la corvée, le sel, le tabac, les ponts et chaussées : tout ceci forme une masse énorme d'impôts.

Comme de cette masse énorme d'impôts, près de moitié est absorbée par les bénéfices des fermiers et régisseurs, par les frais de perception, à cause des traitements pécuniaires trop avantageux faits par les traitants à leurs commis de toutes espèces, sous les dénominations d'appointements, de frais de bureau, de transport d'argent, de gratification et d'avance de paiement, il est de l'intérêt de la province de solliciter de la bonté et de la justice du Roi d'être mise en pays d'État.

Pour mettre la Champagne en pays d'État, l'organisation de ses assemblées requiert l'usage des mêmes principes dont on s'est servi pour former les États généraux.

Pour mettre la Champagne à même de profiter de la grâce qui lui sera accordée en l'établissant en pays d'État, il est de la bonté et de la justice du Roi de laisser cette province percevoir elle-même, au 1^{er} janvier 1790, tous les impôts, de quelque espèce qu'ils soient, sans rien changer pour le moment à la forme de perception, et qu'à la réserve du produit des seuls biens domaniaux, tout soit payé entre ses mains par les

employés actuels, à la charge de verser directement les fonds au trésor royal.

Il en résultera : 1° Que le gouvernement n'éprouvera aucun retard pour le versement des fonds au trésor royal, parce qu'ils lui parviendront aussi aisément, aussi sûrement que par la voie des receveurs particuliers et des receveurs généraux ;

2° La province s'instruira des moyens de simplifier la perception, apprendra à connaître les objets susceptibles de bonification ou d'économie, et parviendra ainsi à alléger le fardeau dont elle est chargée sans faire souffrir le Gouvernement et sans commettre d'erreur.

Il s'ensuit de là que la province sera substituée aux régisseurs et fermiers dans la recette des différentes sortes d'impôts qu'ils reçoivent au nom du Roi, et que la province les recevra elle-même en employant les mêmes moyens qui sont actuellement usités jusqu'à ce que son expérience lui ait appris à faire usage d'autres moyens ; et comme un seul caissier suffira à la province, c'est un premier objet d'économie bien fait pour fixer l'attention ;

3° La province trouvera dans les bénéfices des fermiers, dans la diminution des frais de perception, dans un maniement de deniers moins onéreux à l'État, les moyens de faire entrer au trésor royal des fonds effectifs et plus qu'il n'en rentre. Telle est la première ressource qui se présente pour que la province puisse contribuer à combler une partie proportionnelle du déficit, sans fouler le peuple qui n'est pas en état de supporter de nouvelles charges.

Quant aux fermiers, régisseurs, receveurs généraux, qui ont prêté au Gouvernement, il est juste que leurs capitaux soient assurés, mais comme ils n'ont aucuns droits aux bénéfices, ils ne peuvent pas se plaindre si on leur arrache des mains la source de leurs richesses ; la province, en se ressaisissant de tout, ne fait que rentrer en jouissance de son propre bien, et les impôts redeviennent ce qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être : le tribut de l'amour et la contribution aux charges de l'État.

Si les prêteurs ont avancé de l'argent sur les revenus du Roi non échus, la province peut d'abord s'engager pour la sûreté des capitaux avancés, et se libérer ensuite elle-même à l'échéance des anticipations ; bien entendu que la somme d'anticipations cautionnées par la province sera proportionnée à ses facultés.

La suppression de tous les privilèges et de toutes les exemptions offre un second moyen pour aider la province à supporter toutes ses charges. Les nobles et les ecclésiastiques naissent citoyens aussi bien que ceux du Tiers état, et ce titre forme pour eux un engagement envers le Roi et la patrie qui est de la même nature que celui du Tiers état relativement aux propriétés ; quant à leurs personnes, la juste considération, la juste distinction dont ils jouissent doivent leur être conservées. Les individus et les propriétés forment le royaume de France, et puisqu'il s'agit de la conservation du royaume, tous doivent y contribuer également.

Les privilégiés et les exempts prétendront peut-être maintenir leurs privilèges et leurs exemptions à titre de propriété ; on peut d'abord leur dire : Le Roi n'a pu aliéner partie de ses revenus que pour des besoins d'État ; les mêmes besoins exigent qu'on revienne à l'égalité d'imposition : « *Salus populi esto suprema lex* ».

On peut ajouter : Vous avez acheté bien cher, par spéculation, ce qui réellement a été vendu à vil prix par le Gouvernement ; ce n'est pas sa faute, vous étiez riches, vous avez joui de l'exemption des impositions qu'auraient supportées vos grandes propriétés ; et il y a une compensation effective, partant quitte, revenons à l'égalité.

La milice est une espèce d'impôt, sans être utile pour l'État, onéreuse aux pères de famille ; sa suppression sera un acte de justice de la part du monarque.

Clergé. — Il est inutile de remonter à l'origine des biens du Clergé ; le temps a consacré sa jouissance et il serait injuste de l'en dépouiller ; les ecclésiastiques, quoique simples usufruitiers, sont citoyens et, à ce titre, leurs propriétés doivent être aussi sacrées que celles de tous autres citoyens ; mais, à ce titre, ils doivent contribuer aux charges de l'État de la même manière que le reste des citoyens ; dès lors, plus de décimes ; on ne doit pas payer deux fois pour le même objet.

Il y aurait une injustice manifeste à surcharger le Clergé sous prétexte que les ecclésiastiques sont célibataires et sous prétexte de remonter à l'origine de leurs biens ; dès là même qu'ils ne formeront plus qu'une seule et même classe avec le reste des citoyens, relativement au paiement des impôts, le traitement doit être égal.

Les curés à portion congrue n'ayant qu'une pension alimentaire, elle ne doit être grevée d'aucune espèce d'impôts.

Le Clergé a des dettes et il est juste que lui-même les paie, qu'il rembourse les capitaux empruntés afin d'éteindre les rentes, parce que, n'ayant plus de décimes à lever, les moyens d'acquitter les rentes seraient difficiles à trouver et ne pourraient être qu'onéreux.

Il est aisé au Clergé de payer ses dettes, ou par la vente de toutes les terres seigneuriales dont le clergé séculier et régulier de l'un et l'autre sexe est propriétaire, en comprenant dans cette vente les droits honorifiques, la pêche, la chasse, les cens et, par conséquent, les lods et ventes, et en ne se réservant que les biens-fonds et autres droits simplement utiles ; ou par la vente des maisons et d'usines souvent très peu profitables.

Si ces objets réunis étaient insuffisants, alors il faut que le Clergé fasse ce que font tous les jours les pères de famille qui ont contracté des dettes pour leurs enfants, c'est-à-dire vendre la partie la moins profitante de ses biens pour libérer le reste.

Dans le cas de vente, le Clergé doit obtenir de la bonté et de la justice du Roi qu'elle ne sera grevée par aucuns frais de formalité, excepté ceux auxquels les particuliers propriétaires sont assujettis en vendant leurs propres biens, afin que le prix total provenant de la vente des biens du Clergé parvienne entre les mains de ses créanciers.

Il est de notoriété publique que le Clergé régulier de l'un et de l'autre sexe (en classant avec lui les abbés commandataires) possède les trois quarts des biens ecclésiastiques ; c'est dans cette proportion que le Clergé régulier de l'un et l'autre sexe doit supporter les charges en acquittement des dettes.

Quelle que soit la somme proportionnelle payée par le Clergé séculier, les curés doivent faire exception, parce que sur cent, un, tout au plus, a au-delà du strict nécessaire.

Tout ce qui a rapport à la discipline ecclésiastique regarde uniquement l'ordre du Clergé, sous la sauvegarde des lois et la protection du Gouvernement : ainsi abandonnons au Clergé le soin de sa propre discipline ; mais l'intérêt du Clergé, celui de l'État exigent un concile national : le Gouvernement ne doit pas hésiter pour le procurer ; il n'y a rien à craindre ; le Clergé doit le désirer ; des motifs d'honneur, le soin de sa propre réputation lui prescrivent cette marche. Mais que, dans ce concile national,

tous ceux qui ont, de droit, ou de coutume, ou par des considérations relatives à nos mœurs actuelles, peuvent y siéger, soient appelés, que la présidence soit déterminée par le Roi sans aucune intervention de la cour de Rome, et que, pour la conservation des lois, usages du royaume, les procureurs généraux de chaque parlement, ou un de leurs substituts bien instruit, siègent afin que, pour les règlements de discipline, il y ait accord entre le Clergé et le souverain.

Noblesse. — La Noblesse française est généreuse : disposée à faire le sacrifice de sa vie, elle ne doit pas hésiter à faire le sacrifice de ses biens ; qu'elle paie comme le Tiers état et elle sera indemnisée ; plus le Roi sera riche et plus la Noblesse sera riche ; les premiers regards du monarque, ses premiers bienfaits tombent sur elle.

Justice. — La réforme dans l'administration de la justice intéresse tous les ordres de l'État.

Le Roi nous doit justice, mais il est le maître de nous faire rendre justice par qui il lui plaira.

Les juges qu'il commettra pour rendre la justice en son nom, peuvent juger au souverain, mais ils ne seront jamais le souverain ; il y aurait le plus grand inconvénient à laisser la puissance législative et la puissance exécutrice dans les mêmes mains.

Les formalités introduites dans l'administration de la justice sont la sauvegarde de l'innocence et non la ressource de la partialité, de l'iniquité et de l'injustice.

D'après ces principes, chacun peut désirer d'obtenir la réformation de la justice en droit-soi (1), mais pas autrement ; quelles que soient les coutumes de nos voisins, souffrons qu'ils soient gouvernés par leurs coutumes particulières s'ils s'en trouvent bien, mais soyons gouvernés par la nôtre : l'idée d'une loi unique et universelle qui régisse tout le royaume est une belle chimère.

La nécessité de se conformer aux coutumes locales, une fois démontrée, il est également démontré qu'on nous doit des juges locaux.

Pour avoir de bons juges locaux, il faut que, dans chaque

(1) *En son droit-soi* : à soi, en sa possession (GODFREY : *Diet* etc., ouv. cit.)

bourg et village, le juge soit choisi par la communauté à la pluralité des voix et présenté à celui qui doit lui donner des provisions ;

2° Que ce juge puisse juger au souverain jusqu'à la concurrence au moins de cent livres en principal, parce qu'il y a moins d'inconvénients pour la société qu'on soit exposé à perdre, par un jugement irréflecti, cent livres en principal que d'avoir la faculté de récupérer ces cent livres dans un tribunal supérieur où on dépensera quatre et peut-être six cents livres ;

3° Que les juges au souverain, pour les sommes plus considérables que celles de cent livres jusqu'à la concurrence de vingt à trente mille livres, soient placés dans la province même et à portée des plaideurs ;

Que les seules causes majeures qui intéressent le Roi, l'État et les personnes qualifiées soient portées au parlement.

Les formalités introduites dans l'administration de la justice couvrent aujourd'hui d'opprobre le sanctuaire de la justice. Il faut donc : 1° Supprimer cette maxime monstrueuse que la forme emporte le fond ; 2° La jurisprudence de la cour et des arrêts, parce que c'est ouvrir la porte à l'arbitraire : le magistrat, même au souverain, ne doit connaître que la loi ; toute sa science doit consister à la connaître mieux que le plaideur.

Il est ridicule de regarder les huissiers, les procureurs et même les avocats comme nécessaires à l'État ; en conséquence, les formalités de procédure doivent être corrigées, simplifiées ; surtout le terme pour prononcer sur chaque affaire doit être fixé sans pouvoir être prolongé, parce qu'il est plus important d'être jugé promptement et sans frais, en perdant son procès, que de le gagner après avoir épuisé toutes les ressources des formalités.

Les tribunaux d'exception sont absolument inutiles à la province ; elle n'a besoin que d'une seule et unique espèce de juges qui connaissent de tout et jugent de tout au souverain ; il n'est question que de multiplier les chambres en nombre suffisant pour que la justice soit rendue promptement à chacun.

Mais les offices ou charges de ceux qui sont membres de ces tribunaux d'exceptions devant être regardés comme une propriété ; il est de la justice de les rembourser sans que les exemptions attachées aux charges lors de l'érection des tribunaux d'exceptions puissent en augmenter le prix ; la province

peut encore se charger du remboursement, mais pour cela il faut qu'elle compose avec le Gouvernement.

Comme la réforme dans l'administration de la justice est relative aux coutumes qui font loi dans les différentes contrées qui composent la province de Champagne, il faut attendre que la bonté et la justice du Roi nous aient accordé des juges placés dans la province même pour proposer des vues sur la manière de procéder en matière judiciaire, afin que tout soit combiné avec les règles du bon sens, de l'équité naturelle et les coutumes locales de la province.

Commerce. — Le commerce est nécessaire à la Champagne : sans commerce, elle se dépeuplera infailliblement ; il faut donc favoriser ses manufactures et leur rendre une activité qu'elles ont perdues. Que l'esprit du patriotisme saisisse toutes les têtes françaises, et alors nous ne chercherons nos vêtements et nos meubles que dans nos manufactures ; alors aussi, sans lois somptuaires, sans rompre de traité, tout commerce étranger et ruineux sera anéanti.

Ne nous laissons pas engouer par le poli, par le fini des marchandises étrangères : un français honnête homme doit être plus content de lui-même lorsque sa consommation fait subsister ses concitoyens, que s'il se pavane avec un meuble brillant dont le prix a enrichi un voisin toujours rival, toujours jaloux de notre prospérité.

Ne nous flattons pas d'obtenir dans nos manufactures les marchandises à aussi bas prix que celles de l'étranger, mais n'oublions jamais qu'il n'a que des machines à entretenir, et que nous avons des bras à alimenter.

Plus de surveillance de la part des inspecteurs dans le choix et l'emploi des matières rendrait aux marchandises une bonne qualité et faciliterait le débit.

Surtout, empêchons l'étranger d'enlever les productions de notre sol qui peuvent être manufacturées chez nous : autant vaudrait leur permettre de casser les bras à nos ouvriers (1).

(1) Ces vœux protectionnistes avaient déjà trouvé leur écho dans les « déclarations de l'Assemblée provinciale de Champagne » de 1787 : « Il est prouvé, » dit-on dans un rapport lu à la séance du 7 décembre, que les manufactures « étrangères ont inondé toute la France de leurs ouvrages ; en vain dira-t-on « qu'elles les ont donné au-dessous de leur valeur par des spéculations qui « ont pour objet d'anéantir nos fabriques, mais qu'elles ne pourront soutenir

Ce cahier, contenant douze pages, a été coté par première et dernière et paraphé par nous Laurent Planchat, ce 7 mars de l'année 1789.

Laurent PLANCHAT, Claude PRINET, J.-B. COCHUT, Fols
COTELLE, etc. (14 signatures.)

JÂLONS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Jâlons (1) était composée de 100 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le lundi 9, les habitants se réunirent sous la présidence de Jacques-Louis DELACOUR, bachelier en droit, lieutenant, juge en la terre et seigneurie de Jâlons, reçu au bailliage de Châlons. — Le procès-verbal constate la présence de Jean-François Camiat, maître de poste et syndic municipal, Remy Godfrin, Jacques Séjourné,

« cette entreprise si hardie et qui leur coûte de trop grands sacrifices ; c'est à
« la sagesse du gouvernement à en calculer les résultats ; mais nos besoins
« sont instants et c'est à ceux du moment qu'il faut pourvoir. — Le peuple va
« manquer de subsistance ; une infinité de journaliers, depuis le mois de mars,
« sont sans occupation ; les trois quarts des métiers sont démontés ; ces
« tristes vérités sont prouvées par les requêtes des fabricants de Troyes, les
« plaintes de ceux de Reims, de Sedan, et la déclaration formelle de l'inspec-
« teur de nos manufactures ; le commerçant a fait tous les sacrifices qui
« dépendaient de lui ; malgré l'impossibilité de se défaire de ses marchan-
« dises, il a achevé de remplir ses magasins, soutenu la main-d'œuvre ; mais
« ses fonds sont épuisés et l'entrée de l'hiver va livrer l'ouvrier à toutes les
« douleurs de la misère... » (*Procès-verbal des séances de l'assemblée provinciale de Champagne*, etc., ouv. cit., page 145). — Cf. *Arch. de la Marne*, C, 472 : États des manufactures, etc....

(1) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 192. Cahier, dossier c, pièce 136 : 5 pages cotées et paraphées par Delacour ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 613, 2919 et E, 1004 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 868 et 945 : Impositions ; inondation de 1784. — C, 1569 : Ponts sur la rivière et la chaussée de Jâlons. — C, 1590 : Corvées. — C, 1595 : Route de Dormans à Châlons. — C, 1835 : Église, presbytère et cimetière. — C, 2109 : Rebellion contre les commis des aides (1729). — G, 107, 459, 1840 : Biens de la fabrique ; visites épiscopales. — G, 439, 551 à 557, et surtout 606 à 613 : Chapitre Saint-Étienne de Châlons ; seigneurie, redevances, censes, prés, marais, usages, rivière et moulins, grosses et mêmes dimes ; procès avec le seigneur d'Écurey, de Cappy d'Oiry (1727), contre la communauté de Champigneul pour les marais (1760) ; — etc.

Arch. de la commune de Jâlons : 1^{er} registre du 1^{er} dimanche de septembre 1788 au 6 février 1791 (98 feuillets) ; les premières séances con-

garde-étalons, Jacques Leboucq, Remy Varnier, Claude Hostome, Joseph Doutine, Claude Hanny, Isidore Gourdiér, Pierre Geoffroy, Pierre Bailly, Tristant Langlois, Jacques Bailly, Antoine Gourdiér, Jacques Bailly, Éphrem Barthelémy, Jacques Raffin, Nicolas-Antoine Gourdiér, Pierre Énocq, Denis Pariset, Jacques Nampon, Pierre Jolicoeur, Pierre Leboucq le jeune, Georges Terrier, Laurent Le Moine, Pierre Le Moine, Michel Godfrin, Pierre Mailly, Louis Chauvet, Georges Ramé, Joseph Collard, Maurice Godfrin, Pierre Leboucq, Jean Rigolet, Pierre-Nicolas Monot, et encore, d'après les signatures, Pierre Ledrut, Claude Terrier, Étienne Barat, Claude Hénault, Pierre Gény. — Les députés furent Jean-François CAMIAT, syndic et maître de poste (1), et Jacques SÉJOURNÉ, garde-étalons.]

CAHIER (2)

L'an 1789, le lundi 9 mars, les habitants, corps et communauté de Jâlons soussignés, assemblés au son de la cloche en la manière accoutumée, pour obéir aux ordres du Roi portés par ses lettres du 24 janvier dernier, répondre aux vœux bienfaisants de Sa Majesté, satisfaire à l'ordonnance de M. le bailli de Châlons, ont arrêté leurs plaintes, doléances et remontrances sur les objets suivants :

sacrées à la répartition des impositions pour 1789, à l'adjudication des usages, aux corvées et aux construction et réparations des routes traversant Jâlons, à un procès soutenu contre le chapitre de la cathédrale de Châlons en 1788 ; à la reconstruction du pont de Tours-sur-Marne emporté par la débâcle des glaces pendant l'hiver 1788-1789, etc. (Communication de M. Pierre, instituteur.)

— Jâlons, qu'on appelle aussi *Jâlons-les-Vignes* (Cf. LONGNON : *Dict. topographique*, ouv. cit., page 135), appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 94 feux roturiers et 1 ecclésiastique. Population : 148 hommes, 144 femmes, 20 garçons et 29 filles, soit 341 habitants.

(1) Jean-François Camiat, né en 1755 à Jâlons, membre de l'Assemblée départementale en 1790, maire de Jâlons, commissaire du Directoire exécutif près l'administration du canton de Châtillon-sur-Marne sous le Directoire, employé à la Préfecture de la Marne sous l'Empire, décédé à Châlons-sur-Marne le 28 novembre 1814.

(2) Nous avons dit au cahier d'Aigny (page 29) que le notaire de ce village, Jacques-Joseph Delacour, et son fils, Jacques-Louis, juge de la seigneurie de Jâlons, rédigèrent un cahier en 68 articles qui fut adopté intégralement par sept communautés d'habitants des environs, mais que l'assemblée de Jâlons, à laquelle ce même cahier fut soumis, n'en adopta que quelques passages, en reproduisit certains, en modifia plusieurs et introduisit dans son cahier définitif des plaintes personnelles originales. Nous préférons, malgré les redites, reproduire *in-extenso* ce document ainsi composé, en indiquant les articles empruntés au « mémoire » des Delacour, et ceux qui subirent quelques modifications.

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Les habitants de Jâlons désirent :

1. — Que les États généraux établissent et nomment dans les trois ordres de l'État une commission intermédiaire pour les représenter jusqu'aux nouveaux États généraux ;

2. — Que cette commission intermédiaire, présidée par le Roi, forme la cour plénière et le conseil de Sa Majesté, avec les princes, ducs et pairs ;

3. — Que ladite commission reçoive tous les revenus et fasse toutes les dépenses de l'État ;

4. — Qu'elle ait le droit de consentir tous les impôts extraordinaires qui pourraient être demandés par la suite, en cas de besoin, avec l'agrément néanmoins par écrit de toutes les provinces ou de la majeure partie (1) ;

5. — Que toutes les provinces du royaume soient érigées en pays d'État (2) ;

6. — Que chaque État provincial régie et administre tout ce qui concerne les intérêts de sa province, qu'au moyen de quoi il reçoive tous les revenus et fasse toutes les dépenses d'icelle (3) ;

7. — Que chaque État provincial nomme et établisse une commission intermédiaire qui agira en son nom pendant l'intervalle de ses assemblées (4) ;

8. — Que chaque État provincial et sa commission intermédiaire se renouvellent comme il est porté par le règlement de Sa Majesté concernant l'établissement des assemblées provinciales et du département, qui se trouveront pour lors supprimées (5) ;

9. — Que les municipalités établies dans tous les lieux du royaume subsistent conformément au règlement de Sa Majesté (6) ;

10. — Que chaque municipalité régie et administre tout ce

(1) Les quatre premiers articles sont la reproduction fidèle de ceux du cahier d'Aigny.

(2) Article 7 du cahier d'Aigny.

(3) Article 8 du cahier d'Aigny.

(4) Article 9 du cahier d'Aigny.

(5) Article 13 du cahier d'Aigny.

(6) Article 14 du cahier d'Aigny.

qui concerne les intérêts de son lieu et communauté et qu'en conséquence elle reçoive tous les revenus et fasse toutes les dépenses d'icelui et d'icelle (1) ;

IMPOTS

11. — Que toutes les impositions actuelles soient supprimées à l'avenir et remplacées par une imposition unique, payable en argent et répartie sur toutes les propriétés indistinctement ;

12. — Que les citoyens qui n'ont aucune propriété connue soient imposés sur un rôle particulier de capitation à raison ou de l'étendue de leur commerce, ou de la dépense de leurs maisons, ou du rang qu'ils tiennent dans la société ;

13. — Que les besoins ordinaires de l'État soient constatés par les États généraux ; qu'en conséquence, l'imposition sur les propriétés et la capitation soient déterminées d'une manière fixe et invariable, au taux le plus propre à satisfaire à ces mêmes besoins, en conciliant toutefois l'intérêt des peuples ;

DROITS ROYAUX

14. — Qu'au moyen des impositions ci-dessus les droits sur les vins et, en conséquence, les aides et tout ce qui y a rapport, soient supprimés et anéantis ;

15. — Que le commerce soit libre dans toute la France, c'est-à-dire qu'il y ait une liberté entière dans l'intérieur du royaume pour la vente et achat de toutes sortes de marchandises (2) ;

16. — Que les douanes soient, en conséquence, placées aux frontières du royaume, en sorte que les droits se paient à l'entrée et à la sortie de la France seulement (3) ;

17. — Que le contrôle soit modéré et déterminé par un nouveau tarif (4) ;

JUSTICE

18. — Que les formes de la procédure soient abrégées, en sorte que les procès ne puissent être pendants au même tribunal plus d'une année (5) ;

(1) Article 15 du cahier d'Aigny.

(2) Article 30 du cahier d'Aigny.

(3) Article 31 du cahier d'Aigny.

(4) Article 32 modifié du cahier d'Aigny.

(5) Articles 35 et 36 du cahier d'Aigny réunis.

19. — Qu'il soit érigé dans chaque province une cour souveraine qui juge en dernier ressort des causes tant civiles que criminelles dans l'étendue de cette même province ;

20. — Que toutes les justices seigneuriales soient supprimées et que dans chaque communauté la justice soit administrée au nom du Roi ;

21. — Qu'il y ait dans chaque lieu un auditoire décent (1) ;

22. — Que les charges des jurés-priseurs soient supprimées et que les inventaires et les ventes de meubles puissent être faits par le juge du lieu assisté du sergent (2) ;

DROITS SEIGNEURIAUX

23. — Qu'il ne soit permis à aucun seigneur d'établir des garennes et que celles actuellement existantes soient détruites comme préjudiciables aux récoltes (3) ;

24. — Que les seigneurs soient tenus de justifier des titres primordiaux des cens, rentes, lods et ventes et autres servitudes qui, faute de justifications, n'auraient plus lieu à l'avenir (4) ;

CORVÉES

25. — Qu'il ne soit plus construit de nouvelles routes dans la province, la grande quantité de chemins étant une perte pour l'agriculture, onéreuse au peuple par les sommes qu'exige leur entretien (5) ;

26. — Que la corvée en nature et la prestation représentative telle qu'elle existe aujourd'hui soient supprimées et anéanties ;

27. — Qu'il soit pourvu à l'entretien des chemins au moyen d'une somme déterminée par les États généraux pour chaque province, et prise tant sur l'imposition unique de toutes les propriétés que sur le rôle de la capitation ;

28. — Que les adjudications des travaux sur les routes soient par petites portions, de manière que les habitants des communautés puissent regagner par leur travail la somme de leur

(1) Article 42 du cahier d'Aigny.

(2) Articles 45 et 46 du cahier d'Aigny, réunis et légèrement modifiés.

(3) Article 63 modifié du cahier d'Aigny.

(4) Article 64 du cahier d'Aigny.

(5) Article 60 modifié du cahier d'Aigny.

contribution et qu'ils aient la préférence de l'adjudication en acceptant le prix du dernier rabais (1) ;

PRESBYTÈRES

29. -- Que la totalité des dîmes soit restituée à MM. les curés dans chaque paroisse, et qu'au moyen de cette augmentation de revenu, ils se chargent seuls de la réparation et de la construction de leurs presbytères ;

30. -- Que si une longue prescription ne permet pas de dépouiller les gros décimateurs de leur possession, il soit prélevé, chaque année, dans chaque paroisse, sur la portion des gros décimateurs, une somme qui sera mise en réserve et

(1) Sur la question des routes, chaussées et ponts, voir *Arch. de la Marne*, C, 1569, 1590 et 1595 : Travaux sur la route de Dormans à Châlons (aujourd'hui route nationale n° 3 de Paris à Metz) ; — et aussi la correspondance entre l'assemblée intermédiaire de l'élection de Châlons et la communauté de Jâlons reproduite sur son 1^{er} registre de délibérations (*Arch. de la comm^{ne} de Jâlons*, lettres des 9 et 12 octobre 1788). La communauté avait été appelée également à supporter une partie des frais de reconstruction du pont de Tours-sur-Marne enlevé par la débâcle des glaces de l'hiver 1788-1789. Le bureau intermédiaire d'Épernay avait soutenu devant l'assemblée de la généralité que ce pont était utile non seulement aux habitants de Tours-sur-Marne, mais aussi à ceux « d'Ambonnay et de Bouzy qui tiraient tous leurs foins de la prairie de Tours-sur-Marne, et à ceux de Louvois, Tauxières, Athis, Jâlons, Aulnay-sur-Marne, Plivot, qui se servaient de ce pont pour s'approvisionner de bois de chauffe et de tuiles, et même à ceux de Condé quand son bac était interrompu ». Ces considérations furent accueillies par les membres de l'assemblée provinciale qui invitèrent, le 26 janvier 1789, la communauté de Jâlons à participer à la dépense. Les habitants de Jâlons chargèrent, le 2 février 1789, leur syndic Camiat de représenter « qu'ils ne retiraient aucune utilité du pont ancien, « qu'ils n'avaient aucune exploitation sur le terroir de Tours-sur-Marne, qu'ils « avaient une communication plus courte, plus facile et seule pratiquée avec « les villages situés de l'autre côté de la Marne, par les bacs d'Aulnay et de « Condé, beaucoup plus voisins d'eux que le pont de Tours-sur-Marne ; qu'ils « tiraient journellement leur bois des ventes de la Brie et non de celles de « Louvois ; que, d'ailleurs, la communauté de Jâlons, plus grevée qu'aucune « autre par les impositions, avait, dans ce moment-ci, à sa charge la construc- « tion de son presbytère montant à 7,000 livres et plus, un pont à réparer sur « la rivière de leur prairie, et qu'elle était absolument hors d'état de suppor- « ter aucune charge nouvelle... » (*Arch. de la comm^{ne} de Jâlons*.) — L'affaire en était là au moment de la convocation des États généraux.

Du reste, les débordements de la Marne venaient aussi ravager le village de Jâlons. Dans le courant de février 1784, trente-trois bâtiments furent inondés dont vingt-trois entièrement détruits et rasés par les eaux et la débâcle des glaces. (*Arch. de la Marne*, C, 945.)

destinée aux réparations et à la construction de la maison curiale (1).

MALADES INDIGENTS

La quantité de malades qui périssent dans les campagnes, faute de secours que leur indigence et leur éloignement des villes ne leur permettent pas de se procurer, forme un tableau affligeant pour l'humanité. Que de sujets utiles, de citoyens précieux enlevés à la patrie, que la visite d'un médecin ou d'un chirurgien habile eût conservés ? Les pasteurs eux-mêmes, dans un état souvent peu au-dessus de l'indigence, n'ont à leur offrir que les secours spirituels. Il est à présumer que le Gouvernement, uniquement occupé du bonheur des peuples, daignera remédier à cette cause si commune de la dépopulation des campagnes. Mais, en attendant l'exécution d'un projet si intéressant pour l'humanité, la communauté de Jâlons se croit fondée à réclamer, en faveur de ses pauvres, des secours qui sont à sa portée et auxquels elle a des droits. L'hôpital de Châlons a, sur le terroir de Jâlons, une propriété considérable (2). Ces biens, qui formaient autrefois le patrimoine de nos ancêtres, n'ont sans doute été donnés que dans la vue de procurer les secours

(1) La communauté de Jâlons avait supporté, à maintes reprises, les frais de réparations et de reconstruction de l'église, du presbytère et du cimetière : en 1741, réparations au presbytère adjugées 980 livres ; en 1756, réparations à la nef, au clocher, au parvis, et au mur du cimetière, 825 livres ; en 1767, au presbytère, adjugées 1,450 livres ; en 1786, entreprise de la reconstruction de ce presbytère ; le devis qui s'élevait à 5,589 livres fut dépassé ; on a vu qu'en 1789 la communauté devait, de ce chef, plus de 7,000 livres. (*Arch. de la Marne, C, 1855. — Arch. de la comm^{ne} : 1^{re} reg. de délibérations.*)

Le chapitre de la cathédrale de Châlons, seigneur du lieu, était décimateur du lieu et abandonnait une partie des dîmes au curé ; un procès, entrepris et soutenu contre lui par les habitants de Jâlons, se termina le 6 avril 1788 par une transaction. (*Arch. de la comm^{ne} de Jâlons, ibid. — Arch. de la Marne, G, 606 à 613.*)

(2) En 1215, Adam, seigneur de Livry, et Gui, son fils, chevalier, avaient laissé les habitants de Thibie, Champigneul et Jâlons, ainsi que l'hôpital Saint-Étienne de Châlons, en paisible possession des aisances et pâturages, marais, cours d'eau et autres choses dont ils jouissaient déjà auparavant. (*Arch. de la Marne, G, 551.*) — Depuis, l'Hôtel-Dieu de Châlons avait acquis des biens sur le terroir de Jâlons. — En 1789 il possédait 138 journaux de terre et 33 fauchées de prés, loués à Claude Hénault, Jacques Leboucq, Joseph Chauvet, Pierre Leboucq, Louis Chauvet, Remy Leboucq, Cousinat et le syndic Camiat, le tout formant une masse de revenus nets imposés de 528^l 10. — Le même établissement avait en outre 9 journaux de terre sur Champigneul, loués aux mêmes cultivateurs. (*Ibid., C, 868 : cote n° 140.*)

nécessaires aux malades indigents de la paroisse. Ils doivent, naturellement, servir au bien de la communauté où ils sont situés. Et, cependant, l'entrée de l'hôpital est interdite aux pauvres de Jâlons, sous prétexte qu'ils ne sont pas de la ville.

La communauté de Jâlons demande que ses pauvres soient admis à l'hôpital de la ville de Châlons, sur un certificat signé de M. le curé et des principaux habitants, qui constate qu'ils sont entièrement hors d'état de se procurer les secours nécessaires dans leurs maladies.

Quant aux autres moyens qui peuvent intéresser la prospérité générale du royaume, le bien de tous et un chacun les sujets du Roi, les habitants, corps et communauté de Jâlons s'en rapportent à la sagesse et à la prudence des États généraux, et offrent de contribuer autant qu'il est en eux aux charges publiques.

Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants les jour et an que dessus, et avons signé :

CAMIAT, SÉJOURNÉ, LANGLOIS, DOUTINE, Éphrem BARTHELEMY, P. LEBOUQC, etc.....
DELACOUR.

(25 signatures.)

JOCHES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La paroisse de Joches (1) était composée de 20 feux. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 4, les habitants se réunirent sous la présidence de Louis FÉRAT, procureur fiscal. — Le procès-

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 193. Cahier, dossier c, pièce 7 : 3 pages cotées et paraphées par le syndic Louis Férat ou par le greffier municipal Pierre Forjot ; visa : « vu et lu » d'un commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage, sans paraphe).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 613* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 869 et 945* : Impositions. — *C, 1855* : Église et presbytère. — *C, 2992* : Procès avec le comte de Lantage au sujet des usages dans les marais de Saint-Gond. — *E, 913* : Actes tabellionés du comté de Vertus ; vente de la ferme de Joches au curé de Coizard en 1699. — *G, 103, 124, 397* : Église, cure ; — etc.

— Joches appartenait à l'élection de Châlons ; la commune fut réunie,

verbal constate la présence de Louis Férat le jeune, syndic, Michel Givrouille, Antoine Clément, officiers municipaux, Pierre Forjot, greffier municipal, Pierre Truffaut, Jean Périnat, Louis Dufour, adjoints, Marc Petit, Louis Machault, Jean-François Forjot. — Le seul député désigné fut Louis FÉRAT, syndic municipal.]

Au procès-verbal est annexée la pièce suivante :

« Nous soussignés, syndic municipal, membres et adjoints de la
« municipalité de Joches, certifions que le nommé Louis Férat, notre
« député, ne peut se rendre à l'assemblée générale du bailliage de
« Châlons-sur-Marne, par rapport à un accident des plus fâcheux qui
« vient de lui arriver depuis la séance de ladite assemblée ; nous
« avons, à ce sujet, recueilli les voix en la manière accoutumée ; la
« pluralité des suffrages s'est réunie en faveur du sieur Pierre FORJOT
« qui a accepté ladite commission et promis de s'en acquitter fidèle-
« ment en remplacement de la personne de Louis Férat, notre député.

« A Joches, ce 21 mars 1789.

« Louis FÉRAT, syndic m^{al}, Pierre TRUFFAUT, ad.,

« Michel GIVROUILLE, m^{al}, Antoine CLÉMENT, m^{al}. »

Note au bas, d'une autre écriture : « Nouveau nommé en remplacement, après avoir prêté serment. »

CAHIER (1)

Cahier de remontrances, plaintes et doléances des habitants contribuables de la paroisse de Joches, diocèse et élection de Châlons-sur-Marne.

Tous et unanimement votants en l'assemblée tenue le dimanche 1^{er} mars présent mois, pour se conformer et obéissant à la lettre de Sa Majesté de la convocation des États généraux donnée à Versailles le 24 janvier dernier, ensemble de l'ordonnance de M. le grand bailli d'épée de Châlons-sur-Marne, en date du 17 février dernier, et signification faite auxdits habitants, le 26 février dernier, pour être, ledit cahier, représenté par leur député en l'assemblée du bailliage de Châlons indiquée au 12 du présent mois, à quoi nous, contribuables, nous désirons qu'il

par ordonnance du 30 mai 1847, à celle de Coizard, canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 16 feux roturiers. — Population : 35 hommes, 30 femmes, 2 garçons et 7 filles, soit 74 habitants.

(1) Les articles de ce cahier sont évidemment inspirés par ceux du cahier de la paroisse de Courjeonnet, dont la communauté de Joches était l'annexe ; on retrouve même parfois les mêmes phrases dans l'un et l'autre de ces deux cahiers.

plaise aux États d'y avoir égard, donnons tous pouvoirs à notre député de par nous préposer (*sic*) notre avis ainsi qu'il suit :

1. — Que les charges et impôts publics soient supportés par les trois ordres.

2. — Une répartition égale en raison de la fortune de sujets pour payer la dette nationale [et] à l'avenir les charges de l'État, de façon que celui qui aura plus de biens paiera plus et celui qui en aura moins en paiera moins.

3. — Supprimer tous les impôts qui écrasent le tiers des campagnes comme la corvée, les aides, les hommes de garnison ; diminution du sel ; à l'exception de la milice, parce que nous naissons et sommes tous nés soldats, laquelle milice soit désignée pour le tirage à trois lieues d'arrondissement au plus de chaque paroisse ;

4. — Que tout banqueroutier démontré frauduleux soit frappé de la tache d'infamie.

5. — Suppression de toutes les charges, emplois, pensions onéreuses à l'État que paie, d'une façon ou d'une autre, l'habitant des campagnes.

6. — Établissement dans nos paroisses d'une caisse municipale dans laquelle sera déposée la contribution de chaque habitant ; cette municipalité des paroisses portera ses fonds à la caisse municipale du bailliage, laquelle voiturera le tout au grand coffre royal de Sa Majesté.

7. — Pour remplir cette caisse municipale de la paroisse à plein, chaque habitant paiera à raison de son revenu et de son commerce ; la municipalité fera la répartition en ne gagnant que ses journées.

8. — Suppression actuelle des exercices des huissiers-prieurs, comme la ruine des malheureux habitants des campagnes.

9. — Obliger le seigneur des marais de se conformer aux édits et arrêts du Conseil, pour le dessèchement et entretien desdits marais, suivant la concession qui lui en a été faite par le Roi.

10. — L'obliger à ne pas troubler les malheureux habitants dans leur juste possession qu'ils ne peuvent défendre faute de fortune.

11. — Nous jouissons d'une partie de notre portion de marais en pâturage, mais, faute d'entretien des ponts et chaussées qui y

conduisent, nous ne pouvons pas en profiter, risque à faire périr le bétail, et même, il y en déjà péri.

12. — Suppression entière des pigeons, par rapport au tort considérable que font cesdits oiseaux dans les temps de semailles et de moissons, ainsi que tout autre gibier.

13. — Nous demandons qu'il nous soit permis de jouir du pâturage dans les prés, marais, dudit seigneur des marais, après que la récolte en aura été faite (1).

Fait et arrêté par moi, greffier de la municipalité, en présence du syndic municipal, des membres et adjoints de la paroisse.

A Joches, cejourd'hui dimanche 8 mars 1789.

Louis FÉRAT, syndic municipal, L. DUFOUR, a., Pierre FORJOT, greffier m^{al}, Antoine CLÉMENT, m., L. MACHAULT, Michel GIVROUILLE, m., Pierre TRUFFAUT (2).

(7 signatures.)

JONCHERY-SUR-SUIPPE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Jonchery-sur-Suipe (3) était composée de 110 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent

(1) Au cahier de Courjeonnet, page 231, on trouvera un exposé succinct de la question des marais de Saint-Gond et des démêlés des communautés voisines avec les seigneurs pour la libre jouissance ou la possession de ces marais. La communauté de Joches, en particulier, avait, en 1777, réclamé contre le comte de Lantage, seigneur engagiste des marais, et lui avait même intenté un procès pour avoir usurpé 112 arpents d'usages dont les habitants prétendaient avoir la propriété. Un dossier important, contenant même la copie des titres dont il est question dans la note du cahier de Courjeonnet, a été constitué par le fondé de pouvoirs de la communauté, l'avocat Fleury, en vue de ce procès qui traîna jusqu'à la Révolution. (*Arch. de la Marne*, C, 613 et 2992.) — Consulter aussi le « *Mémoire pour messire Claude François Poncher, conseiller du roi, etc. . . et le sieur Pierre Lheureux, seigneur de Coizard en partie, étant aux droits du donataire de la moitié des marais de Saint-Gond ; — contre les seigneurs et communautés voisines desdits marais, donataires de l'autre moitié* », imprimé en 1730 et montrant les tentatives infructueuses faites avant 1670 par l'Intendant Caumartin, et depuis par les héritiers du comte de Romécourt, pour dessécher ces marais et les rendre accessibles. (*Annuaire de la Marne*, an. 1827, p. 41.)

(2) Les signataires font suivre leur nom d'un « m. » ou d'un « a. », selon qu'ils sont officiers municipaux ou adjoints.

(3) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 194. Cahier,

sous la présidence de Jean BABLOT, syndic municipal de la communauté. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Dez, Fiacre Horque, Jean-François Aubert, François Galichet, Nicolas Fer, Médard Aubert, Jean-Nicolas Lorin, Jacques Boucher, André Bureau et encore, d'après les signatures : P. Dez, J.-P. Delaunay. — Les députés furent Fiacre HORQUE et Jean-François AUBERT.]

CAHIER

GÉNÉRALITÉ DE CHAMPAGNE

BAILLIAGE DE CHALONS

Communauté de Jonchery-sur-Suipe.

—

*A Messieurs les députés composant la digne,
honorable et respectable assemblée générale
du bailliage de Châlons, convoquée pour le
12 mars 1789, Salut.*

Les habitants de la communauté de Jonchery-sur-Suipe, étant assemblés en corps au lieu ordinaire, après avoir été avertis au son de la cloche par le syndic municipal dudit lieu, le dimanche 8 mars 1789, à l'issue de la messe paroissiale, ayant une parfaite connaissance de la lettre de Sa Majesté très chrétienne Louis XVI, surnommé le Bienfaisant, roi de France et de Navarre, et du règlement au bas d'icelle, en date du 24 janvier 1789, signé Louis, et, plus bas, Laurent de Villedeuil, ensemble de l'ordonnance de M. le grand bailli d'épée de Châlons, en date du 17 février 1789, par les lectures qui en ont été faites au prône de la messe paroissiale et à l'issue d'icelle au devant de la porte principale de l'église dudit lieu, et affiches

dossier c, pièce 62 : 5 pages cotées et paraphées par Nicolas Dez ou par Fiacre Horque ; visa de Prieur.

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 614* : Administration de la communauté ; usages ; travaux de réparation au pont et à la chaussée ; réunion de la communauté de Chantrenne à Jonchery. — *C, 869 et 955* : Impositions. — *C, 1034* : Capitation. — *C, 1045* : Vingtièmes. — *C, 1687* : Ponts. — *C, 1856 et 2891* : Église et presbytère. — *C, 2261* : Rôles des tailles. — *D, 72 et 144* : Collège des Bons-Enfants de Reims : patronage de Jonchery-sur-Suipe ; revenus des dîmes. — *G., 1840* : Biens de la cure ; — etc.

— Jonchery-sur-Suipe appartenait à l'élection de Reims ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 97 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 142 hommes, 182 femmes, 38 garçons et 26 filles, soit 388 *habitans*.

pareillement faites le dimanche 1^{er} du présent mois, au désir desdites lettres, règlement et ordonnance ; iceux habitants ont, pour se conformer aux louables intentions de Sa Majesté, délibéré sur les plaintes et observations qu'ils ont à faire concernant le bien général de tout le royaume et notamment les besoins de l'État, pour être icelles très humblement présentées à l'assemblée générale du bailliage de Châlons qui doit se tenir le 12 du présent mois et an, suivant la signification faite à ladite communauté en date du 27 février, par et signé Bégin, et pour sur icelles être fait droit, ainsi qu'il appartiendra, dont voici la teneur :

Les susdits habitants, n'ayant d'autres vues que celles de se soumettre aux volontés de leur souverain, désirent que toutes impositions qui se lèvent en argent, comme tailles, vingtièmes, etc., soient supprimées absolument pour ce qui concerne le revenu terrien, et qu'il soit établi un impôt unique qui se perçoive en nature sur les productions de la terre, dans toute l'étendue du royaume (ce qu'on peut nommer impôt territorial), s'en référant pour la fixation, à la volonté des États généraux qui connaissent les besoins de l'État ; ce nouvel établissement d'impôt territorial mérite d'autant plus d'être pris en considération qu'il est très juste et équitable, puisque, par le moyen d'icelui, chacun des sujets du royaume paiera proportionnellement à ce qui lui appartiendra des productions de la terre ; et cela évitera toutes contestations et discussions entre les particuliers et individus du royaume. Cela fait, il n'y aurait plus qu'une taille d'industrie à lever en argent.

Comme habitants de la Champagne, ils prennent la liberté d'observer qu'étant de la partie de cette province qui est la plus stérile et la plus disgraciée de la nature, que néanmoins elle est très foulée par les impôts et notamment par la levée des impositions qui se fait pour l'entretien des routes (1) ;

Observent encore les susdits habitants :

1. — Qu'il serait bien intéressant pour le bien public que le Clergé et la Noblesse, qui jouissent des plus beaux revenus du royaume, paient également à proportion de leurs revenus, sans

(1) Au rôle de 1790, Jonchery figurait pour 432 livres de prestation des chemins. (*Arch. de la Marne, C, 869.*) — Les autres impositions principales, accises, capitation, rejet, s'élevaient à 3,475 livres.

aucune distinction ; cela paraît être le vœu général de la plus saine partie du royaume (1) ;

2. — Que le sel, qui est une chose de première nécessité pour la vie, soit fixé à un prix plus modique, ou plutôt qu'il soit rendu libre et marchand dans toute l'étendue du royaume : dans ce dernier cas, il faudrait établir un impôt capital sur le sel. Il est d'une expérience sûre et il a été reconnu que le sel, qui est fixé à 13⁹ la livre, revient à 15⁹ en le prenant au grenier, sans qu'on sache trop d'où cet abus peut provenir, si ce n'est peut-être qu'au moyen de ce qu'on le fait passer à travers de trois grilles de fer, au-dessous desquelles se met la mesure : il se trouve mesuré trop légèrement. Il y aurait encore mille réflexions à faire sur les abus énormes qu'entraîne la perception de cet impôt qu'il est inutile de mettre ici, étant de la connaissance générale du public ;

3. — Qu'outre l'impôt territorial pris sur le vin comme sur toutes autres productions, il y ait, à la première vente seulement, un impôt fixé, et sur le vin, et sur les autres boissons, tant qu'elles circuleront dans l'intérieur du royaume. Il y a lieu de croire que Sa Majesté y gagnerait et, à coup sûr, son peuple y gagnerait aussi, surtout du côté de la tranquillité, parce qu'il ne serait plus troublé par des préposés intéressés à trouver des coupables. Le même inconvénient se trouve de la part des préposés des gabelles et des douanes ;

4. — Que les douanes et autres barrières soient reculées sur les frontières du royaume, tant pour ôter les entraves du commerce que pour ne pas s'exposer à punir des gens qui n'ont d'autres crimes que d'ignorer à quel endroit sont ces entraves multipliées, et enfin pour rendre toutes marchandises, de telle nature et qualité qu'elles soient, libres de commerce dans tout l'intérieur du royaume ;

5. — Qu'il n'y ait qu'un poids et qu'une mesure dans toute l'étendue du royaume : cela faciliterait beaucoup le commerce et donnerait à tous les sujets du royaume une communication bien

(1) La communauté avait souvent eu des contestations avec les seigneurs du pays, notamment avec Dubois de Crancé, seigneur de Chantrenne, près Jonchery, qui refusa toujours de participer aux dépenses des travaux communaux dont ses propriétés profitaient, telles que réparations du grand pont et de la chaussée du village. (*Arch. de la Marne, C. 614.*)

plus facile, non seulement avec les étrangers, mais encore avec leurs propres concitoyens ;

6. — Qu'il y ait des taxes fixes, stables et proportionnées pour tous droits de justice, notariat, secrétariat, contrôle, insinuation, légalisation, etc., et un tableau d'icelles affiché dans chaque lieu, afin d'y avoir recours au besoin, et surtout la suppression des sergents-priseurs.

7. — Un désordre encore commun dans les campagnes, auquel il faudrait remédier promptement, c'est que les officiers des justices exerçant les fonctions de juge, procureur, huissier, etc., dans les affaires, se trouvent en même temps juges et parties dans la même cause (1).

8. — Quant aux objets de luxe, comme n'étant pas nécessaires, ce sont là les choses qui, plus naturellement, doivent contribuer à acquitter les charges de l'État ; ainsi le peuple des campagnes, surtout, est bien éloigné de demander des diminutions à cet égard.

9. — Au sujet de la milice, ils observent que, de la manière dont elle est levée, elle est très onéreuse au public : ainsi il serait fort à désirer que Sa Majesté donne des moyens pour faciliter les sujets au sort et pour éviter des frais si coûteux aux familles.

10. — En cas que l'impôt territorial ait lieu, les susdits habitants demandent que l'adjudication n'en soit faite qu'à quelqu'un des particuliers habitants de la communauté où sera perçu ledit droit, et qu'il soit défendu très expressément aux étrangers d'y faire aucune enchère, non plus qu'aux adjudicataires d'en repasser l'adjudication à tel étranger que ce soit ; et cela afin que les pailles et putils soient consommées dans chaque lieu.

Tel est le précis des observations que les susdits habitants font pour le bien général de tous les sujets de Sa Majesté et notamment pour subvenir aux besoins de l'État, espérant

(1) Ceci était la cause de nombreux conflits dans les villages ; consulter les précis d'un procès intenté par les officiers de la justice de Vertus au prévôt du comté d'Étoges, juge du bourg de Montmort, de celui d'Oger, de La Charmoye, de Chaltrait, de Soulières, de Vert, en 1757, accusé notamment d'avoir été en même temps le conseil et le juge d'une affaire entre un nommé Moncuit et le curé de Colligny. (Mémoires judiciaires imprimés : *Bibliothèque de Reims*, fonds Deullin non classé.)

qu'elles seront prises en considération et que l'on y aura tous les égards possibles.

Fait et arrêté en ladite assemblée, les jour, mois et an susdits, et ont, les susdits habitants, signé :

N. DEZ, GALICHET, N. FER, F. HORQUE, J.-F. AUBERT,
Médard AUBERT, etc.....
J. BABLOT, syndic.

(12 signatures.)

JUVIGNY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Juvigny (1) était composée de 140 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié « par M. le vicaire » le 1^{er} mars 1789. — Le 3, les habitants se

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 195. Cahier, dossier c, pièce 133 : 11 pages cotées et paraphées par Delacour; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 616 : Administration de la communauté ; usages ; réparations et aménagements de la maison d'école ; compte des syndics ; répartition des tailles ; achat d'une pompe à incendie (1784). — C, 870 et 945 : Impositions. — C, 1024 : Capitation. — C, 1045 et 1048 : Vingtièmes. — C, 1195 : Revente et adjudication des terres et seigneurie de Juvigny. — C, 1576 : Ponts. — C, 1590 : Corvées. — C, 1714 : Atelier de charité. — C, 1773 : Procès avec la dame Baugier. — C, 1857 : Églises et cimetière. — C, 2686, 2688 et 2919 : Réclamations à propos des prétentions du président de la Chambre des Comptes, Pierre-Nicolas-Florimond Fraguier, seigneur du lieu, qui voulait envoyer à l'assemblée municipale, en son lieu et place, un sieur Paulmier qu'il décorait du titre d'intendant de sa maison et qui n'était, en réalité, que son premier domestique (1788). — C, 2969 : Ordonnance de l'intendant de 1756 défendant de conduire les troupeaux dans les prés. — D, 17 : États des biens et des prés possédés par le collège de Châlons sur le terroir de Juvigny ; inventaire des baux et titres. — E, 1004 : Usages ; arrêt rendu contre la communauté le 21 juillet 1779. — G, 105, 146 et 1840 : Biens de la cure. — G, 138, 457, 460, 615 : Prés et biens du Chapitre Saint-Etienne ; — G, 838 et 853 : de la Congrégation ; — G, 999 : de la chapelle Saint-Nicolas ; — G, 1094 à 1096 : de la Collégiale ; — G, 1721, 1767, 1769 et 1772 : des églises Saint-Alpin, Saint-Jean, Saint-Loup et Sainte-Marguerite, de Châlons ; — etc.

Arch. de la comm^{ne} de Juvigny : 2^e registre de délibérations de l'assemblée municipale du 14 septembre 1788 au 19 déc. 1789 contiⁿ : à la date du 26 fév. la publication du 24 janv. 1789, de l'ordonnance du bailli d'épée de Châlons et l'avis de convocation des habitants au 3 mars suivant

réunirent « en la chambre où on a coutume de tenir les assemblées du lieu », sous la présidence de Jacques-Joseph DELACOUR, notaire à Aigny, juge ordinaire en la justice de Juvigny. — Le procès-verbal constate la présence de « maître Henri Formey, prêtre, curé du lieu », « maître Étienne-Joseph Delacour, prêtre chapelain et vicaire du lieu » (1), Pierre Mestrude, syndic, Jean Regnault, Claude Brocq, Nicolas Debin, Claude-Alexandre Lochet, François Carré, Jean-Antoine Lochet, garde-étalons, Jean Pannerot, Pierre Cartier, Louis Pérardel l'ainé, et Denis Baudier, secrétaire. — Les députés furent Pierre MESTRUDE et Pierre CARTIER (2).]

(ⁿ 28) ; — à cette date du 3 mars l'insertion du procès-verbal analysé ci-dessus (ⁿ 30) et du cahier de doléances (ⁿ 31 à 36). — (Communication de M. Pasques, instituteur.)

BIBLIOGRAPHIE. — Alexandre AUBERT, curé de Juvigny : *Monographie de la commune de Juvigny* (Châlons, imp. Eug. Laurent, 1857, in-12). — L'auteur analyse en quelques lignes le cahier de doléances de la communauté et donne les noms des signataires (page 95).

— Juvigny appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 149 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble.

— Population : 211 hommes, 215 femmes, 31 garçons et 39 filles, soit 496 habitants.

(1) Juvigny avait deux églises paroissiales : Notre-Dame et Saint-Martin. — Henri Formey, originaire de Vitry-le-François, d'abord curé de Drouilly, puis de la paroisse Notre-Dame de Juvigny depuis 1773, prêta le serment le 30 janvier 1791, renonça, le 11 nivôse an II, à ses fonctions qu'il reprit le 15 vendémiaire an IV, et mourut le 29 janvier 1803.

Le titre de chapelain pour le service du château et comme vicaire desservant la deuxième paroisse Saint-Martin de Juvigny, avait été fondé le 6 mars 1702 par le seigneur Jean Clozier. (*Arch. de la Marne*, G, 146.) — Étienne-Joseph Delacour, le titulaire qui, au moment de la convocation des États généraux, remplissait ces fonctions depuis 1784, était né à Aigny le 26 décembre 1758. Fils du notaire juge seigneurial du lieu, il était, avec son frère Jean-Louis Delacour, d'Aigny, l'auteur d'un projet sur la répartition des impôts présenté à l'Assemblée Intermédiaire de l'élection de Châlons et dont il est parlé dans les cahiers d'Aigny et de Juvigny (voir page 33). Il faisait partie de la municipalité de Juvigny et était le rédacteur habituel des délibérations communales ; c'est à ce titre qu'il figure dans le procès-verbal de l'assemblée des habitants qu'il a écrit tout entier de sa main, ainsi que le cahier, comme on le verra ci-après. L'abbé Delacour fut élu maire de Juvigny le 25 janvier 1790, tout en conservant son poste de « curé de Saint-Martin » ; mais, nommé le 5 septembre 1791 curé constitutionnel de La Veuve, il abandonna ses fonctions municipales de Juvigny. Il avait déjà prêté serment le 30 janvier 1791 ; en l'an II, il renonça à l'état ecclésiastique, s'établit cultivateur à La Veuve, devint notable et officier public de l'état civil, se maria le 27 frimaire an III et mourut le 27 août 1806.

(2) Les députés restèrent huit jours à Châlons et reçurent 4 livres 10 sols par jour comme indemnité de déplacement. (*Arch. de la comm. de Juvigny* : Registre de délibérations : 29 mars 1789 ; ⁿ 37.)

CAHIER

[Le cahier de Juvigny, rédigé par le notaire d'Aigny, Jacques-Joseph Delacour, président de l'assemblée des habitants de Juvigny comme juge seigneurial de ce lieu, et par ses fils, Jacques-Louis Delacour, d'Aigny, et l'abbé Étienne-Joseph Delacour, de Juvigny, est semblable à celui d'Aigny auquel nous renvoyons. — Il est copié en entier de la main de l'abbé Delacour. Cependant le préambule est différent ; les articles sont précédés des phrases suivantes :

Cahier des demandes, plaintes et doléances des habitants, corps et communauté de Juvigny, bailliage de Châlons.

Au moment où doivent se réunir les États généraux du royaume, et lorsque l'intention si manifeste du Roi, en convoquant leur assemblée, n'est que d'opérer avec elle le bonheur du peuple français, c'est entrer dans les vues bienfaisantes du monarque que de réclamer les droits du Tiers oubliés depuis longtemps ; sa situation malheureuse et ses titres à une position meilleure sont assez connus ; il serait superflu d'entrer en matière à cet égard, il suffit de dire qu'il est temps qu'un grand peuple soit compté pour quelque chose dans la balance de l'administration d'un grand empire.

Il vous était réservé, prince chéri et adoré de la France, ce grand et superbe projet d'une régénération entière ; pour l'opérer, cette régénération, Votre Majesté, vivement alarmée du fardeau immense qui pèse sur votre peuple, veut entendre les plaintes et doléances de cette classe malheureuse qui vit depuis tant de temps dans l'abjection et le mépris ; vous les entendrez, Sire ! Mais, à travers ces plaintes, vous saurez toujours reconnaître le caractère des Français.

Les habitants de Juvigny, pénétrés des sentiments d'amour et de reconnaissance pour leur souverain, ont l'honneur de faire les demandes suivantes que leurs députés à l'assemblée des trois ordres de ce bailliage sont priés de faire insérer dans le cahier général du Tiers état dudit bailliage :

Demandes. — 1^o Que les États généraux, etc. . . .

(Copie conforme des 68 articles.)

Au bas du cahier on lit la mention : « Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants tenue cejourd'hui 3 mars 1789. — FORMEY, curé de Juvigny, DELACOUR, N. DEBIN, Pierre MESTRUDE, syndic, etc. . . DELACOUR. » (Les quatorze signatures des comparants du procès-verbal.)]

LA CAURE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La paroisse de La Caure (1) était composée de 27 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Nicolas BUQUET, syndic municipal. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Brisson, municipal, Jean Gonet, municipal, François Lambert, Louis Lambert, greffier municipal, Joachim Lambert, Georges Magny, Jean Desbrosse, Augustin Bournonville, Hubert Pretot, Louis-Hilaire Mazouillié, Louis Robert, Alexandre-Didier Oudelin, Louis Desbrosse, municipal. — Les députés furent Claude BRISSON et Louis DESBROSSE.]

CAHIER

Cahier des doléances, plaintes, remontrances et demandes de la paroisse et communauté de La Caure, d'après la permission du Roi qui veut bien, par là, pourvoir au bien de tous et de chacun [de] ses sujets.

Les impôts. — 1^{re} DOLÉANCE. — Les impôts nous surchargent ; la répartition en est mal faite ; ceux qui ont les grands biens ne paient presque rien ; le peuple paie tout et plus qu'il ne doit ; nos terres et nos biens sont estimés un tiers trop haut, le climat et notre pauvreté les a rendus presque stériles.

Nous demandons donc un seul et unique impôt qui nous soulage de moitié ; que cet impôt soit assis sur tous les biens productifs ; que la perception s'en fasse dans la suite avec plus d'équité pour le peuple et d'avantage pour le Roi, et qu'au cas qu'il n'y ait pas un seul impôt, on supprime la taille person-

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal rédigé sur une formule imprimée, dossier b, pièce 196. Cahier, dossier c, pièce 18 : couverture et 4 pages cotées et paraphées par le syndic Buquet ou par le greffier municipal Lambert ; visa de Prieur sur la couverture).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 617 : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — C, 952 : Impositions. — C, 1600 et 1610 : Corvées. — C, 1858, 2079 et 2126 : Église et presbytère. — G, 124 et 1840 : Cure ; — etc.

— La Caure appartenait à l'élection d'Épernay ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Au dénombrement de 1773, la communauté de La Caure a été recensée avec celle de Montmort. (Arch. de la Marne, C, 430.)

nelle à l'égard des personnes de cinquante ans, parce que peu arrivent à soixante ans, et qu'à cinquante plusieurs ne peuvent plus gagner leur vie.

Les aides et gabelles. — 2^e DOLÉANCE. — Les aides et gabelles, cette foule de commis qu'on appelle employés et qui coûtent plus de quatre-vingts millions par an, sucent et mangent le royaume : ils troublent les sujets dans les droits de propriété, ils ruinent les familles par les contraventions qu'ils occasionnent, ils font payer au peuple le sel et le tabac au double de ce qu'ils devraient valoir, ils gênent la circulation du royaume.

Nous demandons donc qu'on supprime pour toujours les aides et les gabelles ; qu'on rende le sel et le tabac marchands ; qu'on ôte les entraves du commerce ; qu'on recule les douanes aux frontières du royaume.

La corvée. — 3^e DOLÉANCE. — La corvée répugne à un peuple libre : on perçoit des sommes immenses pour l'entretien des routes ; l'emploi de nos deniers est une énigme où nous ne pouvons rien déchiffrer ; personne ne devient pauvre dans cette partie de l'administration ; chacun y sait faire son compte, mais c'est toujours nous qui payons.

Nous demandons donc l'abolition de la corvée, soit en nature, soit en prestation d'argent ; que ceux qui se servent des routes soient ceux qui les entretiennent ; que l'on établisse des barrières sur les chemins ; qu'on mette une taxe sur les roues (*sic*), et que l'argent soit donné aux soldats pour les entretenir (1).

La milice. — 4^e DOLÉANCE. — La milice nous gêne : elle nous fait dépenser pour nos enfants un argent que souvent nous n'avons pas, elle nous trouble dans nos occupations et dans la culture de nos terres, elle nous paraît peu avantageuse et peu lucrative au Roi.

Nous désirerions donc qu'on la convertisse en une prestation d'argent : par exemple, que chaque garçon sujet au sort, exempt ou non exempt, donne trois livres ; cet établissement donnerait des millions au Roi et soulagerait les campagnes (2).

La justice. — 5^e DOLÉANCE. — La justice nous ruine en frais et en procédures ; cependant nos affaires ne sont que de légers intérêts ; on nous traduit pendant des années devant trois ou

(1) Voir les cahiers d'Aulnay-l'Aître, page 53, et d'Èvres, page 280.

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

quatre tribunaux ; les huissiers et autres connaissent tous les moyens de nous duper ; il nous font autant de mal que les impôts ; ils nous ruinent et ne nous disent pas comment.

Nous demandons donc une réforme dans la justice civile et criminelle ; un moyen d'arrêter les appels qu'une partie supérieure n'emploie souvent que pour lasser son adversaire et lui faire céder son droit ; nous demandons, en un mot, qu'on nous rende la justice plus promptement et à meilleur compte.

Les huissiers-pri-seurs. — 6^e DOLÉANCE. — Les huissiers-pri-seurs nous effrayent : c'en est fait de nos villages s'ils subsistent plus longtemps ; le pouvoir exclusif qu'ils ont de faire toutes les prisées, ruine nos mineurs, empêche les secondes noces et nous enlève la volonté de travailler pour nos enfants ; la plupart de nous ne laisse pour tous biens à sa mort qu'un mauvais mobilier ; les frais de cet huissier, qui est éloigné de nous de dix lieues, absorbent tout, car il coûte cher. Nous en demandons l'entière abolition (1).

Les mendiants. — 7^e DOLÉANCE. — Nos campagnes inondent de mendiants de tout âge, de tout sexe et de toute condition ; c'est le plus grand et le plus dangereux de tous les abus ; sous l'habit de pauvre, sont cachés souvent les voleurs et les plus grands scélérats ; nous n'osons refuser à personne, malgré notre pauvreté même. Nous demandons donc que chaque pauvre demeure dans sa paroisse et qu'on établisse un bureau de charité pour les vrais pauvres (2).

Les pères de famille. — 8^e DOLÉANCE. — Le nombre de nos enfants nous décourage ; nous n'avons pas de quoi les nourrir, les vêtir ; plusieurs parmi nous ont des huit et neuf enfants ; les bras du père sont le principal revenu de la famille ; s'ils manquent, tout est dans la désolation. Nous demandons donc un soutien, par exemple une gratification ou une diminution des impôts à raison de chaque enfant qui naîtrait, jusqu'à l'âge de quatorze ans, temps où l'enfant pourrait gagner sa vie, ce qui pourrait n'avoir lieu que pour les pères de famille dont le revenu consiste dans les bras ; cet établissement diminuerait le nombre des enfants mendiants qui est infini ; on en ferait des ouvriers et des honnêtes gens ; le nombre de dix enfants en faveur desquels

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 45.

on accordait autrefois quelques gratifications est trop haut et il en coûte trop aux pauvres gens pour y parvenir (1).

Les placets et requêtes. — 9^e DOLÉANCE. — Nos placets et nos requêtes ne sont point répondus ; la bonté du Roi a bien voulu pourvoir aux plaintes et aux calamités de chacun de nous ; mais nous ne recevons aucun soulagement ; les accès aux demandes sont si difficiles que nous préférons de supporter nos maux en gémissant plutôt que de faire mille démarches inutiles. Nous demandons justice.

Les réparations de communauté. — 10^e DOLÉANCE. — Les réparations de communauté, telles qu'églises, cimetières et autres, nous ruinent (2) ; des commissaires viennent de dix lieues pour faire un devis ; ils reviennent faire l'adjudication ; autant de faux frais qui montent fort haut ; de plus, à raison de ces entraves, on ne se détermine à faire les réparations que quand la plus grande nécessité s'y trouve jointe, et alors le peuple en souffre.

Nous demandons donc qu'on donne aux syndics et aux officiers municipaux des campagnes le droit d'ordonner par eux-mêmes les réparations.

Les lapins et pigeons. — 11^e DOLÉANCE. — Les pigeons et surtout les lapins, font un tort considérable dans nos campagnes ; nous labourons, nous semons, nous payons les impôts, les cens et surcens, et cependant nous ne recueillons presque rien, ce qui nous ruine de fond en comble ; nous laissons la plupart de nos terres en friche, à cause de ce malheur et de ce fléau. Nous demandons donc que l'on fasse revivre sur cela les anciennes ordonnances ; qu'on veuille bien en envoyer des copies aux syndics des communautés, et qu'on leur donne le droit de les faire observer (3).

(1) Un édit du Roi de novembre 1666 avait concédé des privilèges et exemptions d'impositions jusqu'à vingt-cinq ans à ceux qui se mariaient avant ou pendant leur vingtième année, et aux pères de famille ayant dix ou douze enfants ; un autre édit de juillet 1667 accordait même 1,000 livres de pension à ceux qui auraient dix enfants, et 2,000 livres à ceux qui en auraient douze. (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, ouv. cit., tome XVIII, pages 90 et 190). Mais une déclaration du 13 janvier 1683 révoqua ces privilèges et exemptions. La faculté fut cependant laissée aux intendants de décharger du montant de leurs impositions les familles nombreuses. (*Arch. de la Marne, C, 938* : États par élections contenant les noms des pères ayant dix enfants et plus, etc.)

(2) *Arch. de la Marne, C, 1858, 2079 et 2126.*

(3) Voir les cahiers d'Aulnizeux, page 60, et de Cernon, page 125. — Voir

Les cens. — 12^e DOLÉANCE. -- Nous sommes dans le franc-alleu de la coutume de Vitry-le-François ; cependant nous payons des cens, surcens ; on nous les change, on nous les augmente ; nous passons, malgré nous, à ce qu'on demande (1).

Le retrait féodal. -- De plus on retrait nos biens dans les mutations, ce qui est un grand obstacle à l'agriculture ; le droit de retrait féodal fait de grands et riches propriétaires, diminue les revenus du Roi, décourage les particuliers pour les améliorations, et finit par ruiner les communautés où ce droit se trouve établi (2). Les lods et ventes sont aussi une espèce d'impôt.

Nous demandons donc une réforme sur ces objets ; les temps passés ne sont plus.

Conclusion. — Telles sont les doléances, plaintes, remontrances et demandes vraies que nous exposons à la bonté du Roi et aux lumières des États généraux ; nous réclamons contre tout ce qui pourrait être rayé, augmenté ou changé dans notre susdit cahier, nous en tenant à notre exposé.

Fait et arrêté à La Caure, dans le lieu accoutumé de nos assemblées, par nous syndic, officiers municipaux et habitants soussignés, le 1^{er} mars 1789.

L. LAMBERT, F. LAMBERT, J. DESBROSSE, G. MAGNY,
Alexandre OUDELIN, Louis DESBROSSE, municipal,
BUQUET, syndic municipal, C. BRISSON, municipal,
LAMBERT, greffier municipal (3), J. GONET, municipal.

(10 signatures.)

LA CHEPPE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de La Cheppe (4) était composée de 80 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et

aussi l'Arrêt de la Cour du Parlement concernant les colomblers et volets à pigeons, du 14 juin 1763 (imp. à Reims, V^e Pierrard, 1763, in-18. — Bibliothèque de Reims, C. R., t. II, n^o 156.)

(1) Voir le cahier de Condé-sur-Marne, page 195.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 47.

(3) Le greffier Lambert paraît avoir signé deux fois.

(4) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 209. Cahier, dossier c, pièce 82 : 4 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 617 : Administration de la

publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre JACQUINET, syndic. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Bablot, Jean-François Vathier, Louis Machet, Jean Robert, Claude Hubert, Louis-Pierre Tronsson, Jean-Baptiste Jacquier, Jean-Jacques Carlier « et autres » dont, d'après les signatures : Louis Blachet, Oudart, procureur fiscal, Didier Lorinet, François Modez, Lefèvre, L. Hubert, Benoist Jacquet, M. Lorin, F. Blanche, F. Hubert, Louis Leclert, N. Blanche, Jean-Pierre Croix, Nicolas Bablot, Nicolas Herbillon. — Les députés furent Jean ROBERT et Jean BABLOT.]

CAHIER

[Le cahier de La Cheppe est copié sur celui de *Bussy-le-Château* (voir pages 109 à 113), qui était la paroisse des deux communautés. Cependant le deuxième paragraphe de ce cahier est ainsi modifié] :

Si le Roi, qui écoute aujourd'hui si facilement les plaintes et remontrances de ses sujets, n'était pas uniquement occupé de tout ce qui concerne le bien général du royaume, bien des paroisses porteraient au pied de son trône leurs doléances particulières ; celle de La Cheppe aurait à lui représenter qu'étant située dans une partie de la Champagne, outre la médiocrité de ses récoltes, elle est une de celles qui ne jouissent d'aucuns revenus communaux (1) et supporte des charges considérables : chaque cheval paie au seigneur seize boisseaux d'avoine ; il existe dans ladite paroisse une chaussée qui demande chaque année des réparations très coûteuses ; depuis plusieurs années ses récoltes ont été en partie moissonnées par les orages ou des inondations (2). Si dans tous les temps on fait une déduction à

communauté ; comptes des syndics. — C, 872 et 945 : Impositions. — C, 1591 : Corvées. — C, 1859 : Église et presbytère. — C, 363 : Épidémie ; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — P.-H. LÉTAUDIN : *Etude historique sur La Cheppe, le camp d'Attila et ses environs*. (Châlons, imp. J.-L. Le Roy, 1869, in-8°.)

— La Cheppe appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 77 feux roturiers. — Population : 140 hommes, 120 femmes, 24 garçons et 26 filles, soit 310 habitants.

(1) La communauté de La Cheppe ne possédait guère que le revenu de l'adjudication à loyer de la pêche de la rivière La Noblette. (*Arch. de la Marne*, C, 617.)

(2) En 1784 « l'affluence des eaux causée par la fonte des neiges était si considérable dans leur paroisse que la majeure partie de leurs bassiers, chènevières et des meilleures terres ont été perdues, tant pour les empouilles dont elles étaient ensemencées que par les ravins qui en ont enlevé les terres, ce qui les rend hors d'état de pouvoir être cultivées. » (Requête des habitants afin de remises d'impositions : *Ibid.*, C, 945.)

l'homme qui paie des rentes, la communauté de La Cheppe n'a-t-elle pas lieu d'espérer du soulagement à proportion de ses frais dont elle ne fait mention ici que d'une très petite partie (1).

[Le troisième paragraphe : « on convient qu'il est juste, etc... » est supprimé. — Les quatrième et cinquième, commençant : le quatrième par ces mots : « La dette de l'État... » ; le cinquième par ceux-ci : « Proscrire la mendicité... », sont reportés à la fin du cahier de La Cheppe. — Le dernier paragraphe (page 113) : « La suppression des bureaux du génie etc... » n'existe pas. Il est remplacé par les doléances particulières suivantes qui terminent le cahier de La Cheppe] :

La paroisse de La Cheppe représente qu'outre seize boisseaux payés au seigneur, comme il est porté à l'article 2 ci-dessus, il en coûte par cheval 9^s et par ménage 4^s, et que ladite communauté paie encore de dîmes la treizième aux gros grains et la dix-huitième aux mars, et d'autres petits objets dont on ne fait pas mention.

Didier LORINET, F. HUBERT, Nicolas BABLOT, Louis LECLERT,
F. BLANCHE, etc.....
OUDART, procureur fiscal, P. JACQUINET, syndic.

(20 signatures.)

(1) Les charges de la communauté étaient très lourdes. En 1773, une partie de l'église s'étant écroulée, il fallut la reconstruire ; après une visite de l'architecte Poterlet (ordonnance du 13 août 1773), des plans furent dressés par les entrepreneurs Rousseau et Bailly ; le devis présenté par Rousseau s'élevait à 11,949 livres, celui de Bailly montait à 10,500 livres. Les travaux furent commencés ; mais les habitants, mécontents des impositions dont ces entreprises allaient surcharger leur budget, accueillirent fort mal, le 16 août 1775, l'expert Durand, commis par l'intendant pour visiter les travaux ; Rouillé d'Orfeuil signala cette révolte à Turgot qui refusa d'employer les voies de rigueur à l'égard du syndic et des habitants de La Cheppe (décembre 1775). L'intendant se contenta, quelques temps après, d'imposer à la communauté un syndic de son choix, Réole Gallois, « attendu, dit-il, que les circonstances où se trouve actuellement la « communauté de La Cheppe exigent de notre « attention de placer à la tête de cette communauté un syndic sage et prudent, « vu l'arrêt du Conseil d'État du Roy du 31 juillet 1776 par lequel Sa Majesté « nous aurait maintenu et confirmé dans le droit de connaître de la nomination des syndics des paroisses et communautés, même de les nommer « d'office lorsque nous le croirons convenable, etc... » (*Arch. de la Marne, C, 617 et 1859.*)

LA VEUVE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de La Veuve (1) était composée de 80 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié « par M. le Prieur (2) », le 1^{er} mars 1789. — Le 5, les habitants se réunirent sous la présidence de Jacques-Joseph DELACOUR, juge ordinaire en la justice de La Veuve. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Longuet, Nicolas-François Regnault, Louis Gougelet, Louis Regnault, Michel Regnault, Louis Vallée, Thomas Gérard, Antoine Mangin, Jacques Regnault, Jean-Michel Regnault, Nicolas-Gabriel Longuet, Louis-François Barbier. — Les députés furent Nicolas-François REGNAULT et Louis REGNAULT.]

CAHIER

[Le cahier de La Veuve, rédigé par le notaire d'Aigny, Jacques-Joseph Delacour, juge seigneurial de La Veuve, est semblable, mot pour mot, à celui d'Aigny auquel nous renvoyons. — Au bas du cahier

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, *doss. b, pièce 197*. Cahier, *dossier c, pièce 129* : 15 pages cotées et paraphées par le juge Delacour ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 620* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 874 et 945* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1040* : Vingtièmes. — *C, 1195* : Adjudication des terres et seigneurie de La Veuve (1766). — *C, 1572 et 1670* : Pont. — *C, 1591* : Corvées. — *C, 1862* : Église et presbytère. — *G, 105, 128 et 1840* : Cure ; — etc. — *Arch. com^{ales} de La Veuve* : 1^{re} reg. de délib^{ées} de sept. 1788 au 21 nov. 1790 : contenant à la date du 5 mars 1789 la transcription du procès-verbal analysé ci-dessus et du cahier de doléances (n^{os} 5 et suivants). — (Communication de M. Maurupt, instituteur.)

BIBLIOGRAPHIE. — Les Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne signalent (année 1877-1878, page 39), une monographie de la commune de La Veuve, par Regnault, encore inédite.

— La Veuve appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 84 feux roturiers et 2 ecclésiastiques. — Population : 120 hommes, 144 femmes, 40 garçons et 24 filles, soit 328 *habitants*.

(2) L'abbaye de Toussaints de Châlons possédait à La Veuve un monastère ; le prieur était curé de l'église. Une ministrerie de Trinitaires y fut fondée ; le ministre remplissait habituellement les fonctions de chapelain du château de Juvigny et de desservant de l'église Saint-Martin de ce lieu. C'est ce qui explique qu'au dénombrement de 1773 on ait indiqué à Juvigny, qui avait pour tant deux églises, un seul ecclésiastique, le curé de Notre-Dame ; et qu'à La Veuve nous en trouvons deux : le prieur-curé et le chapelain vicair de La Veuve et de Saint-Martin de Juvigny, considéré comme annexe de La Veuve. (Voir le cahier de Juvigny, page 362. — *Arch. de la Marne, G, 105.*)

on lit la mention : « Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants, tenue le 5 mars 1789. — Jean LONGUET, Louis GOUGELET, Louis REGNAULT, etc. . . . DELACOUR. » (14 signatures.)]

LAVOYE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Lavoye (1) était composée de 80 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de François BARTHELEMY, maire en la justice de Lavoye. — Le procès-verbal constate la présence de Louis Noël, syndic, Jean-Baptiste Brichard, Claude Boivin, Jean Loriaux, Joseph Masson, Jean Munerez, Nicolas Denizet, François Chottin, Nicolas Boivin, Claude Collinet, Joseph Denizet, Nicolas Barthelemy, Nicolas Brichard, greffier, M. Colson. — Les députés furent Claude BOIVIN et Jean-Baptiste BRICHARD.]

CAHIER

L'an 1789, le 8 du mois de mars, les habitants de la communauté de Lavoye s'étant assemblés, en vertu de la lettre du Roi et de l'ordonnance de M. le grand bailli d'épée de Châlons-sur-Marne, pour procéder à la rédaction du cahier, plaintes, doléances et remontrances, et à la nomination de leurs députés à Châlons, ils ont fait unanimement leurs représentations en la manière qui suit :

1. — De reculer les barrières aux extrémités du royaume et, par ce moyen, le commerce se trouverait délivré d'une multitude d'entraves qui le gênent ;
2. — De supprimer les aides et gabelles et d'augmenter en leurs places le droit de gros sur les vins ;
3. — Que les impôts soient répartis sur les propriétaires des Trois états où les fonds sont situés ;
4. — D'établir dans chaque province une ou plusieurs cours

(1) *Arch. de la Meuse, série L, 1* (procès-verbal et cahier ; ce dernier de 3 pages cotées et paraphées ; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 2917* : Impositions. — *Arch. de la Meuse, C, 152 et 167* : Administration de la communauté ; — etc.

— Lavoye appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Triaucourt, arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).

— Dénombrement de 1773 : 75 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 121 hommes, 115 femmes, 33 garçons et 39 filles, soit 308 habitants.

souveraines avec une telle étendue de pouvoir que ses habitants ne soient jamais forcés de recourir ailleurs :

5. — D'ordonner une réforme générale dans l'administration de la justice dont les formes causent la ruine d'une infinité de particuliers ;

6. — De changer les arrondissements des bailliages, en sorte que les villages répondent aux bailliages qui sont plus à leur proximité ;

7. — De supprimer la milice, s'il est possible, pour parer aux dérangements dans les familles ;

8. — Que les corvées royales continuent de se faire par argent comme elles se font présentement ;

9. — De supprimer et éteindre les banalités des fours, moulins et pressoirs ;

10. — De restreindre à un moindre nombre les usines à feu qui, trop multipliées, occasionnent la cherté extrême des bois dans le pays (1) ;

11. — D'établir un règlement de police sévère contre les cabarets de la campagne ;

12. — Que les poids, mesures soient uniformes dans tout le royaume ;

13. — Qu'au cas que le droit territorial ait lieu, il serait plus avantageux pour l'État qu'il se perçoive en argent plutôt qu'en nature ;

14. — Que les fois et hommages qui se rendent à des hommes de basse condition soient abolis ;

15. — Il est à vous observer que le village de Lavoye, dépendant de la terre de Beaulieu, est l'unique finage qui dîme à la dix ainsi que les prés, tandis que les dix-sept [autres] villages de la dépendance (2) ne dîment qu'à l'onze, et même les prés ne

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 74.

(2) Ainsi que nous l'avons noté au cahier de Beaulieu, un dénombrement de la généralité de 1764 compte 22 villages et seigneuries dépendant de la « terre et seigneurie du comté de Beaulieu ».

Une sentence rendue le 7 décembre 1499 « par Antoine Sanguin, maître enquêteur et général réformateur des eaux et forêts de Champagne, Brie, Vermandois, etc., contre le procureur du Roi qui s'arrogeait la juridiction dévolue de temps immémorial à l'abbaye de Beaulieu sur les villages de sa dépendance, » indiquait dix-neuf villages comme composant ce comté, savoir : *Aubercy, Beaulieu, Brabant, Brizeaux, Charmontois-l'Abbé, Le Chemin, Éclaires, Èvres, Fleury, Foucaucourt, Grigny, Gumont, Lavoye, Pretz, Riaucourt, Senard,*

diment point ; ainsi nous demandons donc à être de niveau avec nos concitoyens (1).

Nous autorisons en outre nos députés porteurs du présent cahier de fournir tous autres articles non prévus qui tendront

Sommeine, Triaucourt et Vouliers. — Mais *Brabant et Vouliers*, bien que dépendant de l'abbaye, n'étaient pas circonscrits dans les limites du comté de Beaulieu. Les dix-sept autres, en y joignant le hameau de Courrupt, composaient donc réellement la terre de Beaulieu et formaient l'ensemble des « *dix-huit paroisses* » qui, d'après l'ordonnance royale d'avril 1777, devaient participer au bénéfice de l'hospice de charité établi à Triaucourt. (Voir le cahier de ce bourg. — A. LEMAIRE : *Recherches historiques sur l'abbaye de Beaulieu*, etc., ouv. cit., page 259). Ce sont ces *dix-huit paroisses* dont il s'agit dans le passage ci-dessus du cahier de Lavoye.

(1) Les mêmes plaintes relatives à la dime avaient été formulées par la communauté de Triaucourt deux siècles auparavant : en 1577, elle payait encore la dime à la dixième gerbe, selon le tarif original. « Ils étaient, disaient à cette époque les habitants, soumis au taux le plus élevé de la région ». Les villages voisins de Senard, du Chemin et d'Éclaires n'étaient imposés qu'à raison d'une gerbe sur treize. Les habitants de Triaucourt réclamèrent à leur tour : « Ils alléguaient dans leur requête qu'au temps où leur territoire, rendu fertile par un long repos, leur prodiguait d'abondantes moissons, la dime avait été réglée à raison d'une gerbe sur dix pour le ban de Triaucourt, et d'une sur onze pour le ban de Menoncourt. Maintenant, la terre, fatiguée de produire faute d'engrais, ne donnait plus le même rapport ; le pays, épuisé par le passage et le séjour des gens de guerre, s'était complètement appauvri ; et les habitants se voyaient forcés de négliger ou d'abandonner le labourage. Nul fermier ne se souciait plus de prendre à bail les héritages grevés d'une charge si lourde, tandis qu'on leur offrait dans les villages voisins, dépendants de la même abbaye, des terres plus fécondes, soumises à des contributions moins pesantes. De là un abandon des champs qui demeurent en friches, et une diminution des habitants qui allaient chercher ailleurs un établissement plus avantageux. » — Ces plaintes, justifiées par l'enquête du bailli de Beaulieu, amenèrent une réduction de la dime aux conditions suivantes : « Les habitants de Triaucourt paieront la dime sur leur finage et sur celui de Menoncourt, en ce qui est de la paroisse et dimage de Triaucourt, aux mêmes conditions que Senard, Le Chemin, Éclaires et les autres villages de la paroisse d'Éclaires (Grigny et Gumont), c'est-à-dire à raison d'une gerbe sur treize et non plus, etc... » Cet acte fut signé au château de Beaulieu le 24 mai 1577, devant les notaires royaux de Triaucourt, et ratifié par l'abbé Charles de Roucy, à Soissons, le 20 décembre suivant.

En dehors de la dime, les habitants de Lavoye payaient à l'abbaye de Beaulieu certaines redevances pour le droit d'usage dans la forêt. Le défaut par ceux-là d'avoir rempli les conditions exigées donna lieu à une coutume bizarre qui fut infligée aux habitants comme punition et qui persista jusqu'en 1789, comme le prouvent les quittances conservées aux Archives communales de Lavoye : tous les ans, le lendemain de Noël, deux notables habitants, désignés d'avance par délibération publique de leurs concitoyens, se présentaient aux portes du couvent, étaient introduits dans la cuisine et là, en présence de tous les frères devant qui se tenait le valet de cuisine, mettaient un genou en terre et rendaient foi et hommage à ce domestique. (*Ibid.*, pages 72, 256 et 267.)

au bien général du royaume et au soulagement du peuple. En foi de quoi nous avons signé.

L. NOEL, syndic, BRICHARD, C. COLLINET, C. BOIVIN, Jean MUNEREZ, M. COLSON, Joseph DENIZET, J. LORIAUX, F. CHOTTIN, N. BRICHARD, greffier.

(10 signatures.)

Coté et paraphé par moi, maire soussigné,

F. BARTHELEMY.

LE CHEMIN

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté du Chemin (1) était composée de 60 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent, sans doute, sous la présidence de Louis NOEL, maire (2). — Le procès-verbal n'indique que la présence du « maire, syndic, municipaux. . . ». Mais, au bas du document, on lit les signatures de Claude Aubry, syndic, Louis Copinet, Jean-Étienne Vautrin, Nicolas Maigret, F. Laflotte, Ch. Vautrin, Louis Laflotte, Pierre Laflotte, Claude Bastien, Nicolas Simon, Claude Bassuet, L. Copinet, Jean-Memmie Péni (?), Jean Gérard, Nicolas Jeanson, N. Maigret, Pierre Aubry, Jean Bignon, P. Collignon, Nicolas Aubry, C. Burnet, C. Vautrin, Jean Aubry, C.-Amand Vautrin, Claude Simon, greffier, et une dernière tout à fait illisible. — Les députés furent Louis NOEL, maire, et Nicolas JEANSON, laboureur.]

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal rédigé sur une formule imprimée, dossier b, pièce 198. Cahler, dossier c, pièce 144 : 9 pages cotées et signées par le maire Noël ; visa d'un commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 621* : Administration de la communauté ; comptes des syndics ; usages. — *C, 875 et 945* : Impositions. — *C, 1591* : Corvées. — *C, 1863* : Église. — *E, 1005* : Réunion d'une chapelle à la cure ; — *G, 119, 120 et 1840* : biens de la cure ; — etc.

— Le Chemin-en-Argonne appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Dommartin-sur-Yèvre, arrondissement de Sainte-Ménéhould.

— Dénombrement de 1773 : 46 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 86 hommes, 50 femmes, 21 garçons et 20 filles, soit 217 habitants.

(2) Le maire de la justice du Chemin eut des contestations avec les habitants, relativement aux formes de l'élection du syndic. (*Arch. de la Marne, C, 621.*)

CAHIER

*Cahier des doléances, plaintes et remontrances
de la paroisse du Chemin, composée de soixante feux.*

1. — Voter un remerciement pour le Roi, de ce qu'il a bien voulu rendre à la Nation ses États généraux.

Il plaira à Sa Majesté lui accorder leur retour périodique et une commission intermédiaire desdits États ;

2. — Que la province de Champagne soit mise en pays d'État organisé, et conformément au principe adopté par le Dauphiné, ce qui dispenserait de grands frais, comme de receveurs généraux et particuliers des finances.

3. — Il plaira aussi à Sa Majesté aviser avec ses États généraux au moyen de donner à la Nation les meilleures lois possibles, et qu'au surplus tous les biens-fonds soient déclarés allodiaux, comme ils le sont par quelque coutume, à moins que le seigneur dans la justice duquel ils sont situés ne prouve le contraire par titre.

4. — Il serait convenable à Sa Majesté de donner à tous les baillaux *(sic)* uniformément, un ressort d'environ deux cents paroisses, et leur donner un arrondissement plus régulier.

5. — S'il plaisait à Sa Majesté de supprimer toutes les charges de judicature sans exception ; supprimer aussi tous les procureurs ; supprimer de même tous les tribunaux d'attribution et d'exception, et rembourser tous les officiers.

6. — Il est aussi de grande nécessité pour le public qu'il y ait une cour souveraine séant à Châlons ; que tous les magistrats qui composeraient cette cour comme juges royaux, avocat et procureur du Roi et greffier, soient payés par la province, et qu'ils ne puissent recevoir aucun monument (1) ni présent.

7. — Sa Majesté voudra bien accorder aussi la suppression des jurés-priseurs, vendeurs de meubles, et celle des greffiers des experts qui sont, pour le public, un très mauvais genre de vexations et la ruine des pauvres mineurs ; qu'il soit permis à tout le monde de défendre soi-même sa personne et ses propriétés, ou de se servir du ministère de la personne qui bon lui

(1) [*Sic*] pour « émolument ».

semblerait, avec laquelle il pourrait traiter de gré à gré et à moins de frais (1).

8. — De donner aux petites justices comme aux justices de seigneur, un arrondissement de quinze à vingt villages, et que ces justiciers, comme juges, procureurs fiscaux et greffiers, soient payés par lesdits seigneurs et leur arrondissement, à seule fin qu'ils rendent justice à un chacun gratis.

9. — Si mieux n'aime à Sa Majesté de les taxer à seule fin qu'ils ne puissent pas ruiner le peuple comme ils le font et qu'il leur soit défendu de tenir plus de deux ou trois séances pour juger les parties.

10. — L'on supplie Sa Majesté de vouloir bien supprimer les dons gratuits et les décimes du clergé, les vingtièmes, tailles, accessoires et impôts, représentation des corvées, et d'établir sur tous ces fonds, sans distinction des biens ecclésiastiques, nobles ou autres, une taxe qui pèse également sur eux, à proportion de leurs produits respectifs, et qui sera fixée à la somme qui peut revenir à Sa Majesté de ces différentes contributions.

11. — De plus, une capitation proportionnelle au commerce de chacun.

12. — Il serait aussi de grand avantage pour le public et le commerce que Sa Majesté veuille bien abolir les droits des traites ; reculer les barrières à l'extrémité du royaume, afin que la Nation ne soit plus étrangère à elle-même ; abolir de même les aides et gabelles, la marque des cuirs et du fer, qui font beaucoup de tort à l'agriculture ;

13. — Et remplacer les impôts par d'autres moyens auxquels Sa Majesté avisera avec les États généraux et dont la répartition se fasse plus également que ceux qui existent.

14. — Sa Majesté voudra bien ordonner que la vente du sel soit volontaire et au poids ; qu'il soit établi dans chaque paroisse un regrat (2) pour faciliter le public, et que le prix du sel soit taxé à peu près égal avec les autres provinces, pour empêcher l'exportation d'une province à une autre, ou par d'autres moyens qu'il plaira à Sa Majesté.

15. — Réformation du tarif de contrôle et qu'il en soit fait un

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Sur les regratiers, voir les règlements cités au cahier de Fèrebrianges, page 291.

nouveau, clair, précis et uniforme, pour assurer la date des actes et non pour vexer ;

16. — Que la Noblesse soit toujours respectée ; mais Sa Majesté voudra bien qu'il ne soit accordé aucune lettre, charge, ni emploi que donne la Noblesse héréditaire et qui coûtent de grands frais à l'État.

17. — Pour aider à payer les dettes de l'État, Sa Majesté voudra bien établir une caisse d'amortissement où seraient versés pendant vingt ans les revenus des abbayes et autres bénéfices vacants ; de même de donner à tous religieux une pension que Sa Majesté voudra bien leur accorder, et que le surplus de leur revenu soit versé dans ladite caisse jusqu'à fin du remboursement desdites dettes de l'État ;

18. — Que les curés soient mieux payés, au moins à douze cents livres, et ce, à proportion de la population, de la pauvreté des paroisses ; que les ordres des moines mendiants s'affaiblissent tous les jours de plus en plus ; qu'il soit donné un vicaire aux paroisses de cent feux et au-dessus ;

19. — Que les droits casuels des curés soient interdits par le moyen de plus de paie qu'ils tireraient ; que les presbytères soient à la charge des bénéficiers, et les églises entièrement à la charge des décimateurs (1).

20. — Il est aussi de très grand avantage pour l'agriculture et le laboureur d'abolir les gardes haras qui ne font qu'un très grand tort aux laboureurs ; il vaudrait mieux, pour encourager l'agriculture, de donner un prix à un laboureur de chaque paroisse qui aurait nourri le plus beau cheval entier provenant de ses portières ; qu'au contraire, les chevaux commis par Sa Majesté coûtent un grand prix à l'État et au public, et [ne sont] point de rapport (2).

21. — Il conviendrait que les ordres de la milice soient changés : au lieu de mettre cinq ou six villages pour un milicien, — qui se trouvent souvent le nombre de soixante garçons ou environ pour un milicien ; il n'y a point de ces garçons qui ne coûte vingt livres à ses père et mère par tirage de ladite milice, qui fait une somme de dix à douze cents livres par

(1) L'abbaye de Beaulieu-en-Argonne était seigneur du Chemin et percevait les deux tiers des dîmes ; le surplus était à l'abbaye de Moiremont, diocèse de Châlons.

(2) Voir le cahier de Coulmier-La Chaussée, page 216.

milicien, — il conviendrait mieux d'en tirer un par huit ou dix garçons chaque huit années, ou bien de lever une somme d'argent par garçon depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante, ce qui dispenserait de grands frais, et cette somme servirait à en avoir de bonne volonté; et si toutefois cela n'était pas adopté, il soit accordé au cultivateur un garçon exempt par charrue complète (1);

Que le bien général et clamation (2) et l'accomplissement des vœux de tout citoyen, M. Necker (3) soit toujours conservé dans sa place de direction générale des finances jusqu'à qu'il plaise à l'Être suprême de l'appeler auprès de lui, et en même temps le remerciement des bontés qu'il a eues de faire voir à Sa Majesté combien le Tiers état était opprimé par les deux [premiers] ordres.

Le présent cahier, fait et arrêté le 8 mars 1789, à laquelle par devant nous, Louis Noël, maire, et Claude Aubry, syndic, municipaux dudit lieu, et ont signé avec nous après lecture faite.

L. NOEL, maire, N. JEANSON, Jean-Étienne VAUTRIN, Claude AUBRY, syndic, Louis COPINET, etc.
Claude SIMON, greffier.

(27 signatures.)

Le premier cahier coté et paraphé par moi, NOEL, maire.

LE FRESNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La paroisse du Fresne (4) était composée de 60 feux. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence d'Étienne THIRET, syndic municipal de la

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

(2) [Sic] pour « l'acclamation ».

(3) Nous avons corrigé le nom qui était orthographié : « *Naique* ».

(4) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 204. Cahier, dossier c, pièce 114 : 4 pages non cotées ni paraphées; visa d'un commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 622 et 2992 : Administration de la communauté; reconstruction du pont Bernard détruit en 1748; comptes des syndics. — C, 876 et 945 : Impositions. — C, 1046 : Vingtièmes. — C, 1591 : Corvées. — C, 1669 : Ponts et chaussées. — C, 1863 : Église et presbytère. — C, 3002 : Domaine engagé. — G, 105 : Visites

communauté du Fresne. — Le procès-verbal constate la présence d'Étienne Folliet, Memmie Folliet, Claude Henrion, membres de la municipalité, Jacques Lagille, greffier municipal, Pierre-Antoine Jacquinet, procureur fiscal, Claude Lagille, lieutenant en la justice, Claude Devarenne, François Henrion, Pierre Benoît, Pierre-François Joannès, « tous principaux habitants de la communauté », ajoute le procès-verbal, et encore, d'après les signatures, H. Vasset, J.-N. Robert, J. Vasset, J.-N. Patizel, Joseph Picot, Claude-Antoine Robert, Etienne Remiet, Guillaume, Henry Henrion, Bourlier, J.-J. Joannès, Oudart Thiret, Joseph Cossu, Jacques Cossu, Claude-Antoine Thiret. — Les députés furent le syndic Étienne THIRET et le greffier Jacques LAGILLE.]

CAHIER

[Le cahier du Fresne est copié sur celui de *Cheniers*. Il commence par l'exposé des revenus et charges de la communauté :

Nous avons en revenus 2,958# suivant l'évaluation qui a été faite de nos biens et de notre industrie, ci.....	2,958# »
Nous donnons pour taille (1)... 458# »	} 1,662# 18s
Pour accessoires 359 »	
Pour capitation 336 »	
Pour les 4 deniers par livre.... 11# 1s	
Pour la corvée 198 17	
Pour les vingtièmes 300 »	

Ainsi nous payons au Roi les deux tiers du revenu de nos biens et de nos bras, etc.....
.....

épiscopales. — *G*, 586, 600 et 663 : Dîmes du chapitre Saint-Étienne. — *G*, 1715 : Baux de la ferme de la chapelle Saint-Michel de Châlons.

BIBLIOGRAPHIE. — Procès de la communauté du Fresne contre les Lagille et Devarenne, recteur d'école à Moivre, au sujet d'une usurpation des usages du Fresne (1779). — Mémoires imp. des parties. (*Bibliothèque de Reims, fonds Deullin*, non classé.)

— Le Fresne-sur-Moivre appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 65 feux roturiers. — Population : 110 hommes, 87 femmes, 16 garçons et 10 filles, soit 223 habitants.

(1) Au rôle de 1789, pour la communauté du Fresne, on trouvait : 458 livres 2 sols 6 deniers pour taille et frais de collecte, et 706 livres 11 sols 8 deniers pour accessoires et capitation. Cette année, le nombre des contribuables était de 66. — L'année suivante, le rôle portait 458 livres 2 sols 6 deniers d'imposition principale et frais de collecte, 804 livres 8 sols d'accessoires, capitation et rejet, et 210 livres 2 sols 6 deniers de prestation des chemins, soit 1,472 livres 13 sols pour 97 contribuables, y compris les anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne, C, 876.*)

Suivent ensuite les mêmes plaintes et doléances portant sur les mêmes considérations générales qu'à Cheniers. — Nous ferons remarquer qu'ici, comme à Cheniers, les habitants se plaignent « du manque d'intelligence et de l'incapacité des officiers de justice (1) du lieu » qui, eux-mêmes, signent le cahier. — Au bas on lit les signatures de : « Pierre-Antoine JACQUINET, procureur fiscal, BENOIST, H. VASSET, etc. . . , Étienne THIRET, syndic. (28 signatures.)]

LE MESNIL-LA CAURE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté du Mesnil-La Caure (2) était composée de 11 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Joseph GAULARD, syndic. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Cousin père, Jean Cousin fils, Claude-Saintin Pelletier, greffier, Étienne Ridet, Augustin Buquet, Louis Potelet, Jean-Baptiste Proth. — Les députés furent Claude-Saintin PELLETIER et Jean COUSIN fils.]

(1) La terre appartenait à Edme-Memmie François, chevalier de Montbayen, seigneur du Fresne, Saint-Hilaire, Moivre, major de dragons, chevalier de Saint-Louis.

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal rédigé sur formule imprimée, dossier b, pièce 199. Cahier, dossier c, pièce 17 : couverture et 4 pages cotées mais non paraphées ; visa de Prieur sur la couverture).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 625 et 2919* : Administration de la communauté. — *C, 876 et 2170* : Impositions. — *C, 1600* : Corvées. — *G, 397* : Biens de la cure ; — etc.

— Le Mesnil-La Caure, formant communauté, conformément au règlement du 23 juin 1787, n'est pourtant, dit le registre de l'assemblée intermédiaire de l'élection de Châlons, qu'un hameau de 11 feux « faisant partie de la paroisse « de La Caure qui est située sur l'élection d'Épernay ; il est distant de trois « quarts de lieue de la paroisse la plus voisine de lui sur l'élection de Châlons. « Le vœu de cette communauté — ajoute le procès-verbal — serait de rester « telle qu'elle vient de se former, ou d'être réunie à celle de La Caure. Ce serait « également le vœu de M. de Montmort, seigneur de la paroisse ; il représente « que le Mesnil-La Caure étant à la porte du village de La Caure, ayant même « seigneur, même curé, mêmes intérêts, il ne serait pas naturel de le réunir à « une municipalité éloignée, dans laquelle il trouverait un autre seigneur, un « autre curé, des intérêts différents, des chemins difficiles et une collecte « pénible. » (Séance du 11 avril 1788. — *Arch. de la Marne, C, 2910.*)

Le Mesnil-La Caure, depuis 1790, est rattaché à la commune de La Caure, canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 7 feux roturiers. — Population : 29 hommes, 18 femmes, 9 garçons et 3 filles, soit 59 habitants.

CAHIER

Cahier des doléances, plaintes et remontrances de la communauté du Mesnil-La Caure.

1^{re} Doléance. — La répartition des impôts est faite avec inégalité parmi le peuple ; les plus à leur aise et qui ont le moyen de se faire des amis, trouvent le secret de ne payer presque rien ; il y en a qui ne sont pas imposés au quart de ce qu'ils devraient payer, tandis que ceux qui n'ont aucun crédit, ni aucun débouché, paient une fois plus qu'ils ne doivent.

Les seigneurs, qui ont les plus grands et les meilleurs biens, n'ont qu'une partie de déclarée sur les rôles des vingtièmes, et encore l'estimation en est-elle faite à moitié du revenu. Il serait donc nécessaire que la déclaration et l'estimation en fût faite par les syndics et les municipaux des paroisses, comme il est d'usage pour les tailles, ce qui ferait un grand produit au Roi et pourrait tenir lieu de dédommagement au pauvre peuple ; en tous cas, nous sommes trop chargés d'impôts et nos mauvais biens sont estimés trop hauts (1).

2^e Doléance. — La corvée en prestation d'argent, comme elle est établie, surcharge le cultivateur et le peuple ; comme elle se lève sur le sixième de la taille (2), ceux qui paient le plus de taille paient aussi le plus de corvée ; cependant ils ne détruisent pas plus les routes, et plusieurs ne s'en servent jamais ; d'ailleurs c'est que l'égalité manque. Comme nous avons observé plus haut que plusieurs ne paient de taille que le quart ou la moitié de ce qu'ils devraient payer, il résulte qu'ils ne paient aussi que le quart ou la moitié de leur corvée et d'autres paient plus. Enfin, il se commet dans l'entretien des routes des tromperies et des vexations qui retombent toujours sur le pauvre peuple. Les changements pressent, autrement il y aura dans peu une misère universelle.

3^e Doléance. — Le sel est devenu une denrée de première nécessité, et cependant à quel prix n'est-il pas pour nous ? Combien de pauvres gens ne gagnent pas en deux jours pour avoir une livre de sel ? Cependant ils ont une famille à nourrir,

(1) Les 13 contribuables payaient 653 livres de taille, accessoires, capitation et rejet. (Rôle de 1789. — *Arch. de la Marne, C, 876.*)

(2) Au rôle de 1790, pour 919 livres d'imposition principale, de capitation et d'accessoires, figuraient 146 livres de prestation des chemins. (*Ibid.*)

à vêtir, et combien d'autres choses à payer ? A quoi peuvent servir quatre-vingt mille commis ou employés dans les aides et les gabelles, sinon à manger la substance du peuple et à ruiner le royaume ? Aussi sont-ils en partie cause de la décadence de l'État ; il est donc grand temps de les anéantir ; il est temps de rendre le sel et le tabac libres ; il est temps, en un mot, d'ôter les entraves du commerce.

4^e Doléance. — Que d'injustices et de désordres dans la justice ; on ruine en frais, en procédures. La plupart des juges de campagnes n'ont aucune connaissance du droit ; ils décident comme il leur plaît ; ils n'ont aucun émolument fixe, et il faut que les parties les paient ; dans plusieurs circonstances, les huissiers et les procureurs entassent pièces d'écriture sur pièces d'écriture ; ils se taxent souvent d'eux-mêmes ; ils engagent et sollicitent aux appels ; ils trahissent et séduisent leurs parties et finissent enfin par les ruiner. Voilà ce qui arrive tous les jours.

5^e Doléance. — Les huissiers-priseurs sont le dernier fléau pour détruire ce qu'on appelle le moyen et le petit peuple ; ils absorbent eux seuls la succession d'un père et d'une mère qui auront laissé cinq ou six enfants et un mauvais mobilier qui ne passe pas souvent cinquante écus ; encore c'est qu'il n'y a pas moyen de les éviter ; leur pouvoir est exclusif ; il faut passer par leurs mains, et ils mettent le comble à la désolation (1).

6^e Doléance. — Nous demandons qu'on suspende la milice en temps de paix ou qu'on la convertisse en une prestation d'argent, car elle nous est très incommode et très dispendieuse. Le tirage se fait dans le temps où nous avons le plus besoin de nos enfants et de nos domestiques ; de plus, nous sommes éloignés de dix lieues de notre élection (2).

7^e Doléance. — On ne répond point les requêtes que nous prenons la liberté de présenter pour obtenir justice ; on nous délaisse dans le moment où nous avons souvent le plus besoin de secours. Dans notre petite communauté qui, autrefois, était une forte paroisse, existe une chapelle bâtie sur fond de cour ; le prieur de Montmort, qui perçoit les deux tiers des dîmes de notre terroir, à la charge d'entretenir cette chapelle et d'y faire acquitter douze messes par an, observe le premier et néglige

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

entièrement le second ; nous avons fait demandes sur demandes, requêtes sur requêtes pour obtenir que l'on acquitte les messes, et il ne nous a pas été possible d'obtenir justice ; nous faisons encore la même demande aujourd'hui ; peut-être que nous serons plus heureux. C'est du moins ce que nous supplions et ce que nous souhaitons.

8^e *Doléance*. — Les pigeons, les lièvres et surtout les lapins nous font un tort considérable. Nous prenons bien de la peine à cultiver nos champs pendant l'année, nous les ensemençons, nous en payons les impôts et les cens, et nous ne recueillons rien ; cela est tout à fait déplorable ; nous n'osons encore nous plaindre, nous faire rendre justice, ce seraient de nouveaux frais qu'il nous en coûterait ; nous passerions encore pour des mutins ; mais le parti que nous prenons, c'est de laisser en friches les terres qui sont le long des bois et des garennes ; nous continuons cependant à en payer les droits et les impôts, et nous gagnons seulement nos semences et notre labour. Nous demandons que l'on pourvoie à notre misère (1).

9^e *Doléance*. — Nous devrions être exempts de droits seigneuriaux, parce que notre terroir est franc-alleu et que, d'ailleurs, nous nous trouvons dans la coutume de Vitry qui en dispense (2) ; cependant nous en payons ; on nous les a changés sans notre consentement, au moins libre et universel ; comme nous ne sommes que de faibles êtres qui n'ont pas même de quoi vivre, nous sommes forcés de céder à la loi du plus fort ; cependant, comme nous ne souhaitons que la justice et le bien général de l'État, nous croirions qu'il serait à propos de faire des changements sur les anciens usages tels que cens, surcens, retrait féodal, lods et ventes et autres ; tout cela a eu de bons principes et de bonnes vues dans l'origine, mais il faut convenir que les temps ont produit de grands changements et de grandes révolutions ; c'est le propre des choses humaines d'être exposées à la vicissitude ; n'est-il pas suffisant que nos biens paient des impôts au Roi sans en payer encore à d'autres ?

10^e *Doléance*. — Nous demandons aussi un remède à la mendicité : le nombre des mendiants de tout âge, de tout sexe et de toute condition est infini, ils sont à charge au public, ils ren-

(1) Voir les cahiers d'Aulnizeux, page 60, et de Cernon, page 125.

(2) Voir le cahier de Condé-sur-Marne, page 195.

ferment même une espèce de danger, car souvent, sous l'habit du pauvre, sont cachés les voleurs et les scélérats : nous en éprouvons quelquefois l'expérience (1).

Nous finissons par demander que le parcours soit rétabli comme dans l'ancien temps ; les entraves qu'on a mises en le défendant sont contraires au bien général des campagnes (2).

Fait et arrêté au Mesnil-La Caure, dans le lieu accoutumé de nos assemblées, par nous, syndic, officiers municipaux et habitants soussignés, le 1^{er} mars 1789.

Jean COUSIN, Jean COUSIN le jeune, Augustin BUQUET,
Étienne RIDET, PROTH, Joseph GAULARD, syndic,
PELLETIER, greffier, F. POTELET. (8 signatures.)

LE MESNIL-SUR-OGER

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté du Mesnil-sur-Oger (3) était composée de 260 feux. — L'avis pour la convocation des

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 45.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 50.

(3) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 200. Cahier, dossier c, pièce 26 : couverture et 7 pages cotées et paraphées par Thomas Chausson ; visa de Thomas sur la couverture et sur la première page).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 623, 624 et 2919* : Administration de la communauté. — *C, 876 et 945* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1040 et 1046* : Vingtièmes. — *C, 1591* : Corvées ; établissement d'une fontaine. — *C, 1714* : Route du Mesnil à Vertus (1780-1789). — *C, 1719 et 1720* : Atelier de charité ; chemin d'Épernay au Mesnil. — *C, 1863* : Église et presbytère. — *C, 2668* : Vignobles ; pertes par la gelée (1789). — *C, 2894* : Non catholiques (3 familles de 11 personnes en 1788). — *D, 22* : Vignes du collège de Châlons. — *E, 908* et suivants : Comté-pairie de Vertus ; actes tabellionés ; dîmes, etc. — *G, 94* : École de filles (1750). — *G, 124* : Visite épiscopale. — *G, 250* : Propriétés de l'évêché de Châlons. — *G, 649* : Biens du chapitre de Saint-Étienne de Châlons : vignes, pressoir et cens. — *G, 883* : Vignes de la Congrégation. — *G, 1130* : Dîmes. — *G, 1450 et 1496* : Église collégiale de Saint-Jean de Vertus : vignes du Mesnil.

BIBLIOGRAPHIE. — DAUTRY, curé du Mesnil : *Notice historique et archéologique sur la commune du Mesnil-sur-Oger*. (Manuscrit : *Arch. de la Société acad. de la Marne, 1859.*)

— Le Mesnil-sur-Oger appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Avize, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 263 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 392 hommes, 363 femmes, 107 garçons et 110 filles, soit 972 habitants.

États généraux fut lu et publié « par M. le prieur-curé » le 1^{er} mars 1789. — Le 7 mars, à huit heures du matin, les habitants se réunirent en l'église du Mesnil-sur-Oger, sous la présidence de Thomas CHAUSSON, lieutenant au bailliage du lieu. — Le procès-verbal constate la présence de Alexandre Patelart, Charles Gérard fils de Louis, Claude Colard, Claude Launois fils de Claude, Claude Persault, François Charpentier, François Morizet, Georges-Augustin d'Hyvert, Henry Mahuet, Hilaire Launois, Hilaire Persault, Jacques Aubry, Jacques Bertrand, Jacques Charlemagne, Jacques Commun, Jacques-Didier Morizet, Jacques Gérard, Jacques Robin, Jean-Baptiste Moreau, Jean-Claude Biget, Jean-Claude Le Clerc, Jean d'Hyvert fils de Michel, Jean-Éloy Mailliet, Jean Husson, Jean-Jacques Roux, Jean Launois, Jean Le Roy, Jean Mailliet, Jean-Memye Doiselet, Jean-Baptiste Thomas, Jean-Vincent Charpentier, Joachim Mengin, Joseph Descotes, Louis Charpentier fils de Jean-Baptiste, Louis Charpentier fils de Didier, Louis-Claude-Nicolas Guillaume, Louis d'Hyvert, Louis Doiselet l'ainé, Louis Fourny, Louis Galand, Louis Jacquart l'ainé, Louis Jacquart le jeune, Louis Launois, Louis Mailliet, Michel Le Clerc, Nicolas Billy, Nicolas-Charles Faucheret, Nicolas Mailliet, Nicolas Morizet l'ainé, Nicolas Persault, Nicolas Prat, Philippe Lundy, Pierre-André Morizet, Pierre Colard le jeune, Pierre Hunel, Pierre Le Roy, Remy Navet, Simon Béthune, Simon Faucheret, Simon Persault, Simon Prat, Simon Rogué, Joseph-Antoine Béthune, Claude Charpentier, Jacques Mengin fils de Remy, Jacques Morlet le jeune, Jean-Baptiste Raillard. — Les trois députés furent Nicolas BILLY (1), notaire, Louis JACQUART, syndic, et Thomas CHAUSSON, lieutenant en la justice du lieu.]

(1) Le notaire Billy avait, quelques années auparavant, été mêlé à des événements qui touchent à l'organisation de la municipalité du bourg et aux troubles et difficultés auxquels elle donna lieu. En 1778, une ordonnance de l'intendant avait institué au Mesnil un conseil de douze notables composé de deux laboureurs, huit vigneron et deux artisans : « Pour prévenir toute difficulté et contestation au sujet de la nomination desdits notables, ajoute l'ordonnance, nous aurions jugé à propos de faire nous-même, pour une fois seulement, la première nomination desdits notables. » Mais l'élection du syndic fut parfois difficile ; la charge était mal remplie ; les finances de la communauté mal gérées ; aussi, au mois d'août 1782, l'intendant nomma d'office pour ce poste le notaire Billy, alors procureur fiscal du Mesnil ; mais, aussitôt son installation, il fut l'objet de l'hostilité, des haines et des tracasseries de « mutins » partisans de son prédécesseur ; et, le 10 août, quatre jours après avoir remercié l'intendant, il lui écrivait : « Le 7 du courant, j'ai trouvé dans deux de mes vignes des bâtons dépiqués et mis en javelle, vengeance déjà manifeste qui peut devenir plus considérable par rapport à ce que je suis nommé syndic. Je n'ai, Monsieur, qu'une grâce à vous demander, c'est de me débarrasser de ce syndicat, car ces vilains mutins ne manqueront pas de me jouer de mauvais tours. Ils jurent tous après moi et disent que j'ai occasionné la destitution du syndic, que je n'y gagnerai rien, parce qu'ils ne m'occuperont plus de mon état de notaire et d'arpenteur, etc. » — L'intendant fit droit à la requête de Billy et lui retira ses fonctions de syndic : « Voulant bien avoir égard, est-

CAHIER

Cahier des plaintes et doléances de la communauté du Mesnil-sur-Oger, pour être présenté par les députés de ladite communauté à l'assemblée des trois États du bailliage de Châlons, fixée au 12 mars 1789 par l'ordonnance de M. le grand bailli du 17 février de la même année.

La communauté supplie Sa Majesté d'agréer son respect le plus sincère et sa reconnaissance la plus vive ; elle regarde comme une preuve de la bonté de son monarque et de son amour pour son peuple, le rétablissement des États généraux auxquels il veut bien le faire concourir en admettant ses députés à l'assemblée du bailliage de Châlons.

Tout Français, pour l'honneur de sa nation, devant admettre la dette de l'État comme contractée par toute la Nation, la communauté se soumet à contribuer à son extinction et à ce qu'il soit fait un choix par Sa Majesté des impôts les moins onéreux dans leur perception ; pour parvenir à cette extinction il est nécessaire que tous les membres de l'État viennent à son secours, et par conséquent que, tous privilèges cessants, les trois ordres paient indistinctement les impôts suivant leur fortune.

La communauté du Mesnil ne possède point d'autres fonds que des vignes, excepté quelques mauvaises terres ; elle est composée d'environ 260 ménages. Tout le monde sait que la culture des vignes est la plus dispendieuse et souvent de très peu de rapports ; la gelée, la grêle, les insectes, ruinent souvent une grande partie du terroir. Les vignes, cependant, sont chargées d'impôts plus qu'aucune autre possession, comme si jamais elles n'éprouvaient d'accidents ; il est aisé de prouver que, dans

il dit dans son ordonnance, à la demande du suppliant et devant espérer, d'ailleurs, que les syndics de la paroisse du Mesnil seront, à l'avenir, plus exacts à se conformer à nos ordonnances.... Nous ordonnons qu'à la requête du suppliant, en sa qualité de syndic par nous nommé d'office, il sera convoqué incessamment une assemblée générale des notables et habitants de la paroisse du Mesnil, pour procéder à la nomination d'un syndic pour l'année 1783.... Ordonnons que le suppliant cessera ses fonctions de syndic au 1^{er} janvier 1783, etc. » Mais les affaires de la communauté ne furent pas mieux gérées, car sous la Révolution, le district d'Épernay ordonna la revision des comptes des syndics du Mesnil de 1783 et de 1785, et, après examen, le Directoire déclara les syndics de ces deux années débiteurs envers la communauté. (Arch. de la Marne, C, 623 et 624.)

les années les plus abondantes, le vigneron ne récolte que juste ce qu'il lui faut pour faire subsister sa famille, payer ses impositions et cultiver son bien. La récolte vient-elle à manquer ? il est obligé de contracter des dettes pour vivre, lesquelles dettes il ne rembourse jamais ; on peut le voir aux époques de 1709, 1740, 1758, 1767, 1768, 1770, 1771, 1773, 1774 et autres, où les habitants, collectivement pris, se sont trouvés grevés au moins de 2,000# de rente ; dans ces mauvaises années, le vigneron, obligé d'accumuler les rentes qu'il n'a pu payer, a vu grossir ses contrats passifs, et la misère, que ces mauvaises années ont occasionnée, a beaucoup contribué à la dépopulation de la paroisse, considération qui démontre que sa situation demande qu'il soit ménagé dans la répartition générale des impôts (1).

La vie dure et pénible du vigneron ne lui laisse aucune ressource dans une mauvaise année ; outre ses dettes et les impôts ordinaires, il est encore vexé par les aides qui lui enlèvent le plus clair et la majeure partie du fruit de ses travaux ; sans cesse exposé aux ruses de cet exercice, il est souvent dans le cas de perdre une partie de son bien pour une prétendue fraude à laquelle il n'a pas même pensé : on a vu qu'une pauvre femme,

(1) Une lettre de la commission intermédiaire de la généralité de Châlons au contrôleur général des finances, du 18 septembre 1789, exposait les pertes que la gelée avait fait subir aux vignobles d'Avize, du Mesnil-sur-Oger et de Vertus, et demandait la remise de moitié des vingtièmes. (*Arch. de la Marne*, C, 2668.)

La communauté du Mesnil possédait, en dehors des vignes et des « quelques mauvaises terres » dont il est parlé dans le paragraphe ci-dessus, des bois dont le partage avait été ordonné ; une note du subdélégué de Châlons fait savoir que « la coupe ordinaire des bois du Mesnil était de 16 à 17 arpents. On la divise, suivant l'usage adopté de tout temps, en 40 coupons, dont trois sont au choix du seigneur et trois sont donnés à la communauté de Saint-Ferjeux. Les 34 autres appartiennent à la communauté. Une grande partie s'en vend pour l'acquit des charges communes, et le surplus, s'il y en a, est partagé entre tous les habitants. Le coupon contient environ 3 denrées et peut valoir environ 40 à 50 livres, ce qui fait 120 à 130 livres l'arpent. » En 1769, on vendit le quart en réserve des bois communaux comprenant 127 arpents, 12 perches et demie, pour le prix de 55,000 livres.

Une requête des habitants en 1763 porte que la communauté se composait de 228 ménages payant annuellement au Roi 9,000 livres de tailles, 3,400 livres de vingtièmes et 14,000 livres de droits d'aides, dans les années abondantes en vins. (*Ibid.*, C, 623.)

Les chiffres des taille, accessoires, capitation portés aux rôles s'élevaient en 1777 à 9,630 livres pour 299 cotes de taille et 4 de capitation ; et en 1789, à 10,358 livres. (*Ibid.*, C, 876.)

en l'absence de son mari, se trouvant sans argent, pour avoir vendu imprudemment une bouteille de vin pour acheter du sel, a été forcée, sur la délation d'un jeune enfant, à signer un accommodement montant à 100#; encore lui a-t-on fait croire qu'on la traitait avec modération en l'obligeant, en outre, de débiter le restant de son vin. On pourrait citer plusieurs traits de semblables procès par l'oubli de quelques formalités que tout le monde ignore; ce droit d'aide qui donne lieu à la vexation, qui gêne le commerce, qui attaque la propriété du citoyen, ne pourrait-il pas être suppléé par un autre droit quelconque moins onéreux et moins dispendieux pour la perception; le cultivateur, alors, serait maître de ses fruits; il pourrait consommer la quantité qu'il lui plairait de son vin, boire celui des récoltes médiocres et conserver pour vendre celui de la meilleure qualité; on ne verrait plus alors cette espèce de guerre entre le commis et le cultivateur, où l'un cherche à trouver en fraude et l'autre à se soustraire à un droit qu'il regarde comme odieux.

La communauté désire que tous ces droits d'aides, réunis sous des noms barbares, soient remplacés par un impôt unique sur chaque pièce de vin, d'après l'inventaire exact fait chez tous les particuliers, lesquels seraient obligés de payer ce droit à la vente de leur vin, sans qu'il y eut d'autres préposés pour le percevoir que les préposés ordinaires de la paroisse; cette manière de percevoir sans frais produirait un revenu considérable à l'État, s'il était payé par tout le monde, et soulagerait beaucoup le peuple.

La communauté souhaite que les impôts qui seront consentis par l'assemblée des États généraux soient répartis avec plus d'équité, d'après des déclarations exactes de tous les contribuables; qu'il soit loisible auxdits contribuables, par la communication des rôles, de connaître les produits desdits impôts, et que l'emploi soit connu de tous. Elle regarde comme une injustice la taille nommée d'industrie, payable par les manouvriers, et en demande l'anéantissement.

Les corvées qui ont été faites jusqu'à présent pour l'entretien des chemins publics ayant été abolies et converties en une prestation en argent, il est nécessaire qu'elle soit payée indistinctement par tous, comme utile à tous. Cependant, la communauté du Mesnil observe que, se trouvant surchargée pour le rôle des tailles, elle l'est également pour le rôle des corvées;

que, n'ayant ni chevaux, ni voitures. elle ne faisait précédemment ses corvées que par ses bras ; que ses habitants, qui ne travaillaient sur les routes que comme manouvriers, faisaient faire leurs tâches pour une somme modique (1), au lieu qu'à présent, la corvée étant le sixième de la taille, lesdits habitants se trouvent surchargés au point que celui qui possède deux arpents de vignes et qui faisait faire sa corvée pour trois livres, lui coûte à présent neuf livres, ainsi des autres à proportion ; le vignoble a donc droit à cet égard de demander quelques remises sur ledit impôt, qu'il offre néanmoins de payer comme tous les autres sujets.

La communauté voit comme tout le monde que rien n'est plus contraire aux intérêts du commerce national et au sien en particulier que les impôts multipliés que paient les marchandises et le vin pour aller d'une province à une autre ; elle désire, comme pouvant lui être utile, le reculement des barrières ; la nation ne sera plus, par ce moyen, étrangère à elle-même ; toutes les provinces seront France ; le vin circulera librement et on ne verra plus une pièce de vin achetée 50# valoir 150# en arrivant à Lille.

Le sel, cette marchandise si nécessaire aux pauvres dont la nourriture simple a besoin d'assaisonnement, est certainement trop cher ; il est à désirer que la vente en devienne volontaire, qu'il se vende au poids et non à la mesure, qui est toujours très infidèle, et que le prix en soit modéré.

Le contrôle, imaginé pour conserver la propriété des citoyens, lui est devenu à charge par le tarif arbitraire inventé par les contrôleurs ; il demande une réforme et la communauté sollicite un tarif clair, précis, uniforme dans le royaume, qui assure le droit des actes et des possessions des particuliers.

La communauté du Mesnil se trouve redevable, de temps immémorial, envers son seigneur, d'un droit sur chaque pièce de vin vendue dans ledit lieu ; ce droit monte à cinq sols et à

(1) *Arch. de la Marne, C, 1591* : Corvées de la communauté de 1765 à 1790 ; construction en 1777 d'une fontaine publique au Mesnil, pour laquelle les habitants obtinrent de Menault de Châtillon, seigneur d'Oger, la déviation des eaux de la fontaine Millot, sise sur le territoire d'Oger, afin d'alimenter la fontaine du Mesnil ; réparations de chemins. — *Ibid., C, 1714, 1719 et 1720* : Atelier de charité du Mesnil-sur-Oger ; construction de la route du Mesnil à Vertus de 1780 à 1789 ; de celle d'Épernay au Mesnil de 1779 à 1782 ; — etc.

été reconnu par les habitants par une transaction faite avec ledit seigneur en 1768 (1) ; il a été perçu depuis cette époque, sans aucune difficulté, ni de part ni d'autre ; cependant, en 1779, le directeur des aides de Châlons a donné des ordres au buraliste du Mesnil, lequel percevait aussi ledit droit du seigneur, de prélever les dix sols pour livre de ce droit ; on ne sait sur quel fondement le directeur s'attribue ce nouveau droit, mais il résulte que la communauté paie 7⁵ 6⁴ au lieu de 5⁵ ; elle a droit de regarder cette innovation comme une injustice, elle s'est déjà pourvue en justice pour en demander la réformation qu'elle n'a pu encore obtenir vu les lenteurs ordinaires de la justice ou peut-être le crédit du traitant. La communauté espère donc de la bonté du Roi et de l'assemblée générale des États que cette prétention du directeur sera déclarée vexatoire et qu'il lui sera défendu de rien percevoir à l'avenir sur ledit droit seigneurial.

Les tribunaux souverains, établis par le Roi pour rendre la

(1) Le Mesnil-sur-Oger avait toujours prétendu au titre de « franche ville » ainsi que le porte un dénombrement fourni au comte de Vertus le 1^{er} juillet 1441, dans lequel le seigneur d'alors, Robert de Sarrebruck, prince de l'Empire, vicomte de Laon, damoiseau de Commercy, mort en 1460 au château de Louvois, disait « qu'il n'y veut prendre aucune morte à main, car icelle est franche ville ». Aussi les seigneurs qui suivirent ayant voulu forcer les habitants à leur payer des droits féodaux, notamment la censive perpétuelle et les droits sur les vins, ceux-ci refusèrent à maintes reprises de les acquitter. Les contestations donnèrent lieu à de nombreuses décisions de justice : sentence de la justice du Mesnil du 9 mars 1673 au profit du seigneur contre les propriétaires d'héritages ; arrêt du parlement du 6 juin 1677 au profit du même seigneur (*Arch. de la Marne, D, 22*) ; -- sentence du bailli du Mesnil, confirmée par le bailliage de Châlons, et un arrêt du Parlement (1733-1741. — 2 imp. *Arch. de la Marne, G, 649*).

Ces résistances furent même parfois accompagnées de troubles : en 1742, à la suite de la nouvelle opposition des habitants du Mesnil à la perception du droit de jauge et courtage obtenue par le seigneur par l'arrêt du parlement de 1741, l'intendant écrivit au chancelier : « Le sieur de Villeneuve, seigneur du « Mesnil, fut obligé, il y a quelques mois, de se pourvoir au parlement pour « demander la permission de procéder par voie de saisie sur quelques-uns des « habitants. Il y eut une première descente de deux huissiers qui furent obligés « de se retirer et qui revinrent quelques jours après accompagnés de quatre « cavaliers de la maréchaussée. Mais, aussitôt qu'ils parurent, il s'attroupa « une centaine de femmes armées de bâtons, de pierres et même de chaux « vive et de cendres, qu'elles jetèrent aux huissiers et cavaliers qui furent « pareillement contraints de se retirer. Depuis ce temps un particulier a mis « le feu à une grange du sieur de Villeneuve. » (*Ibid., C, 623.*) Enfin, les habitants furent cependant obligés, en 1768, de signer une transaction par laquelle ils reconnaissaient le droit du seigneur et s'engageaient à le payer désormais sans résistance.

justice à ses peuples, se trouvent souvent fort éloignés des provinces du royaume; leurs ressorts trop étendus attirent beaucoup d'affaires dont les cours sont surchargées et sur lesquelles elles ne prononcent qu'après bien des années, ce qui occasionne bien des dépens, des voyages et des inquiétudes aux sujets du royaume qui aiment souvent mieux abandonner leurs droits que de s'exposer à les poursuivre en justice; le pauvre et l'indigent craignent de succomber dans ces tribunaux supérieurs et ils s'en rapportent à la décision des juges subalternes; il serait donc de la justice du Roi et de l'intérêt du royaume qu'il y eut une cour souveraine dans chaque province pour juger en dernier ressort les causes d'une certaine importance qui n'ôtassent cependant pas aux parlements la connaissance des causes majeures. Le moyen de procurer aux tribunaux de savants magistrats, ce serait d'exiger que les jeunes avocats eussent exercé cinq à six ans leur profession dans une justice royale avant d'être admis à posséder des charges de magistrature.

La communauté observe que la multitude des petites justices subalternes, qui n'ont souvent ni juges, ni officiers sur les lieux, doit être regardée comme un abus (1); son vœu est qu'il soit créé: premièrement un bailliage d'une certaine étendue formant environ deux cents paroisses, et que son arrondissement, pour le plus grand avantage du peuple, soit formé quand il se trouverait des villages qui seraient régis par différentes coutumes, inconvénient auquel Sa Majesté sera suppliée de pourvoir; il serait nécessaire aussi que, dans les villages, on choisit un chef-lieu pour y établir une prévôté à laquelle ressortirait un certain nombre de villages moindres en population que le chef-lieu, moyennant qu'il y restât toujours, dans lesdits villages, un officier pour veiller à la police ordinaire et qui aurait le droit, en cas de besoin, de nommer un greffier-commis pour l'apposition des scellés.

On a vu avec surprise l'établissement des huissiers-priseurs dans les provinces; ces charges sont très onéreuses au public et surtout aux mineurs; le transport desdits huissiers, leurs vacations et leur travail enlèvent souvent la majeure partie de la

(1) Le seigneur du Mesnil-sur-Oger, Le Gras de La Charmotte, avait déjà réuni les petites justices des terres du Mesnil, de Villeneuve, de Gionges et de La Crolière pour être exercées au bourg du Mesnil. (*Arch. de la Marne*, C, 623.)

fortune de ces mineurs; on demande donc la suppression entière de ces charges (1).

Enfin, la communauté souhaite avec ardeur que, pour le gouvernement de la province de Champagne, Sa Majesté veuille bien établir des États sur la forme de ceux du Dauphiné, et que tous les sujets de la province soient soumis aux mêmes impôts et que, vivant sous la protection de la loi, ils viennent tous au secours de l'État, soit pour acquitter la dette nationale, soit pour soulager le peuple indigent du royaume.

Sa Majesté et les États seront aussi suppliés d'avoir en considération que le revenu des héritages de la communauté se trouve imposé à une taxe illégale qui leur est très préjudiciable : ils possèdent sur le terroir de Vertus, ville voisine, une quantité de vignes pour lesquelles on exige un droit d'entrée pour les vins qu'ils y récoltent ; cependant ni le vin, ni les raisins mêmes n'entrent point dans la ville ; ce droit peut monter, année commune, à seize livres par arpent, et il est essentiel pour la communauté du Mesnil qu'il soit supprimé, et défense faite au directeur de Châlons de l'exiger (2).

Ladite communauté et habitants continueront d'adresser leurs vœux au Ciel pour la conservation de Sa Majesté et de son auguste famille ainsi que pour la prospérité de son règne.

Jacques AUBRY, LAUNOIS, MAILLIET, etc.

(40 signatures.)

Coté et paraphé par nous, Thomas Chausson, lieutenant au bailliage du Mesnil, *ne varietur*.

CHAUSSON.

LENHARRÉE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Lenharrée (3) était composée de 50 feux, « dans lesquels feux il y a douze demi-

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Arch. de la Marne, C, 724. — Arch. communales de Vertus : N, 3, 37 et 38 : Droits d'octroi perçus sur le territoire de Vertus, notamment le droit de courte-pointe à raison de 8 sols sur le poinçon pour sol de prix de vente de la pinte de vin.

(3) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 201. Cahier, dossier c, pièce 146 : 3 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 625 : Administration de la communauté : usages ; comptes des syndics. — C, 877 et 945 : Imposi-

ménages ». — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Les habitants se réunirent (1) le 8 mars 1789, sous la présidence d'Henry Brisson, procureur fiscal. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Brion, syndic, Jean Hatat, Jean Garnier, Pierre-Louis Petit, Nicolas Hatat, Jacques Cossier, Louis Lallement, Alexis Roger, Jean-Baptiste Félix, Louis Félix, Étienne Brisson, Pierre Garnier, Louis Lopin, Claude Hatat, Antoine Hatat, Michel Prévot, et encore, d'après les signatures, Louis-Joseph Brisson, meunier, Hubert Lallement, Jean-Louis Nollet, Louis-Joseph Droit, Claude Cossier. — Les députés furent le syndic Jean BRION et le président Henry BRISSON (2).]

CAHIER

Communauté de Lenharrée

Les habitants de la communauté de Lenharrée, pleins de confiance en la bonté et en la justice de l'auguste monarque qui les gouverne, prennent la liberté de lui présenter, dans l'assemblée des États généraux, les très humbles remontrances suivantes :

1. — *Impôt territorial en nature.* — Il conviendrait de supprimer tous les impôts actuels, trop multipliés, dont la perception est très dispendieuse à l'État et qui ne sont presque tous supportés que par la classe des sujets la plus indigente, et les remplacer par un seul et unique impôt en nature, auquel seraient sujettes toutes les propriétés indistinctement nobles, ecclésiastiques et roturières.

tions. — C, 1591 : Corvées. — C, 1670 : Pont. — C, 1864 : Église et presbytère. — G, 124, 397 et 1840 : Cure de Lenharrée et Normée son annexe ; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — BRISSON (Th.-P.) : *Histoire de Lenharrée* (éditée et complétée par l'abbé Millard : Châlons, imp. Martin, 1904, in-8°).

— Lenharrée appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Fère-Champenoise, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 43 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 87 hommes, 75 femmes, 15 garçons et 27 filles, soit 204 habitants. — M. Brisson compte en 1789 : « 40 maisons et 55 habitants imposés et en outre 18 forains imposés également. »

(1) On se réunissait d'habitude, au son de la cloche, sur la place où actuellement est bâti le presbytère ; l'assemblée se tenait sous des arbres séculaires. Il y avait là un appentis, sorte de halle où se tenaient les marchands forains et qui servait d'abri en cas de besoin. (Note de M. Brisson.)

(2) M. Th.-P. Brisson donne des renseignements biographiques sur la plupart des familles et des habitants dont on relève les noms au procès-verbal, notamment sur le procureur fiscal Henry Brisson (1721-1798), « le plus fort cultivateur de Lenharrée, réputé laboureur à deux charrues ». Après lui, le syndic Brion et six autres cultivateurs seulement étaient « laboureurs à une charrue ».

Cette dime royale s'affermait dans chaque endroit ; le fermier porterait le prix de la location au receveur de la province qui verserait directement dans les coffres de Sa Majesté.

Capitation. — Quant à ceux qui ne possèdent aucun fonds, ils paieraient une capitation proportionnée à l'état qu'ils exercent dans la société.

Dixième. — On pourrait continuer à lever un impôt sur les maisons et autres biens-fonds qui ne produisent point de fruits ; mais il serait juste d'y soumettre aussi, sans distinction, les maisons ecclésiastiques, religieuses, châteaux, parcs, etc. ; les individus qui les possèdent vivent sous la protection de l'État, il est naturel qu'ils contribuent à ses charges.

2. — *Corvée.* — Il est de l'équité naturelle que l'impôt pour la corvée soit supporté par tous les ordres de l'État, à raison des propriétés de chacun ; les seigneurs et les ecclésiastiques du premier rang profitent plus des grandes routes que le peuple qui voyage rarement et le plus souvent à pied.

3. — *Gibier.* — Il serait nécessaire d'abolir le droit de toute espèce de gibier ; ce droit est un fléau pour l'agriculture ; il détruit les productions de la terre les plus précieuses ; il est une occasion de procès entre le seigneur et ses vassaux (1).

Colombier. — Le droit de colombier n'est pas moins odieux, ni moins injuste ; il conviendrait aussi de le supprimer (2).

4. — *Milice convertie en une prestation en argent.* — Il serait à désirer que la levée de la milice fût moins dispendieuse au peuple et moins nuisible à l'agriculture ; on pourrait obliger le même nombre de communautés, qui doit fournir un homme par la voie du tirage à le faire, en soudoyant entre elles un garçon qu'on aurait trouvé convenir ; pour lors, il y aurait moins de frais, point de déplacements, ni de temps perdu, si précieux pour la culture de la terre (3).

Observations particulières. — Enfin, observe, ladite communauté, qu'elle est située dans l'endroit le plus stérile de la Haute-Champagne ; qu'il y a moitié de ses terres qui ne devrait être sujette à aucun impôt, à moins qu'il ne se perçoive en nature ; une partie est si aride qu'on ne peut l'empouiller que

(1) Voir le cahier de Cernon, page 125.

(2) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

(3) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

tous les quatre ou cinq ans, et celui qui les cultive, loin de retirer le fruit de ses travaux, ne recueille quelquefois pas même la semence (1).

Il est essentiel de remarquer que cette partie de la Champagne ne peut s'améliorer par le défaut de pâturages ; les prairies artificielles ne réussissent pas ou très difficilement ; le peu de mauvais prés qu'il y a, appartient au seigneur, envers lequel ladite communauté est redevable tous les ans de droits fort onéreux (2).

Par surcroît de disgrâce, cette communauté ne peut qu'avec beaucoup de peine se procurer le bois (3), étant éloignée des

(1) Il y avait, au début du XVIII^e siècle, à Lenharrée, des vignes ; mais il n'en est plus parlé dans la période de 1773 à 1789. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.) — Une ordonnance de l'intendant de la généralité avait, en 1751, défendu de planter de nouvelles vignes, à peine de 3,000 livres d'amende, et ce, par crainte de disette.

En 1789 : 1^o Les propriétaires faisant valoir possédaient à Lenharrée 18 journées de jardins et chènevières, 1/2 journée de prés, 1,698 journées 1/2 de terres ; 2^o Les fermiers et autres, payant l'exploitation, possédaient 2 journées de jardins et chènevières, 1,000 journées de terres, 25 journées de prés et 10 journées de bois ; 3^o Les forains, c'est-à-dire les propriétaires habitant d'autres communautés, avaient 100 journées de terre.

Le seigle et l'avoine, les deux seules productions un peu importantes du terroir, ne rapportaient que juste la semence : 1,700 boisseaux de seigle et 2,550 d'avoine. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.)

(2) Le seigneur était Marie-Louis Thomas, chevalier, marquis de Pange, colonel au second régiment de Berchiny-hussards. Il possédait, sur Lenharrée, 256 journaux de terre, 25 journaux de prés, 25 journaux de bois et broussailles, la rivière, le moulin et les droits seigneuriaux, le tout estimé à 1,246 livres de revenu net. (Rôle de 1790. — *Arch. de la Marne*, C, 877.) — Le seigneur réclamait aux habitants de Lenharrée des droits de lods et ventes, censives de grains, de chevaux, etc. ; en 1739, ceux-ci essayèrent de protester, « soutenant ne rien devoir comme étant franc-alleu... » (délibération du 28 septembre 1739) ; mais le seigneur d'alors, Jean-Nicolas Megret, baron de Sérilly, obtint contre eux une condamnation. — Les habitants supportaient encore la dîme à la treizième gerbe, appartenant à l'abbaye de Gaye pour moitié, à l'abbaye de Tous-saints de Châlons pour un quart, et au curé de Lenharrée pour le dernier quart.

(3) « Ce n'est pas que jadis, dit M. Brisson (*Histoire de Lenharrée*, page 30), le territoire ait été dépourvu de plantations de bois ; il y avait, paraît-il, plusieurs garennes de châtagniers qui servaient de repaire et de remise au gibier. Une partie a disparu à la suite d'un arrêté du Conseil du 16 août 1761 sur les défrichements. . . . Quelques-unes de ces garennes existaient cependant encore en 1783 ; mais les seigneurs de Chapelaine, seigneurs de Lenharrée, les ont fait défricher et mettre en culture. . . » — Le dénombrement de 1773 n'indique que 13 arpents de bois sur le territoire de Lenharrée. (*Arch. de la Marne*, C, 430.)

Au commencement du XIX^e siècle on commença les premières plantations de sapins et de vordes, dont la production suffit aujourd'hui aux habitants

forêts de cinq à huit lieues ; par cette raison, cette denrée de première nécessité lui devient très dispendieuse.

Lesdits habitants ont arrêté le présent cahier de leurs plaintes, doléances et remontrances, qu'ils ont signé le 8 du mois de mars 1789.

H. BRISSON, Louis-Joseph BRISSON, J. HATAT, P.-L. PETIT,
N. HATAT, etc. (17 signatures.)

L'ÉPINE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de L'Épine (1) était composée de 104 feux environ. — L'avis pour la convocation fut

comme bois de chauffage. — M. Brisson raconte la façon dont on se procurait du bois, auparavant, à vingt-cinq ou trente kilomètres du côté d'Étoges : « C'était un voyage des plus importants ; plusieurs cultivateurs se réunissaient : on partait avec sa voiture à neuf ou dix heures du soir et l'on ne rentrait que le lendemain à cinq heures de l'après-midi. On a calculé qu'il fallait environ quatre à cinq cents francs de bois par an. Ce bois n'était pas du bois de corde, mais de longs et gros fagots. On n'en remisait guère qu'une cinquantaine pour l'année. Dans les soirées d'hiver, et même le matin au lever, on brûlait sous le nom de fouées des brassées de paille de sarrasin recouverte de cendres. — Plus tard quelques ménages eurent recours à la tourbe des marais de Saint-Gond ».

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 202. Cahier, dossier c, pièce 123 : 5 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 625 : Administration de la communauté ; école ; usages ; comptes des syndics ; route, etc. — C, 877 et 945 : Impositions. — C, 1046 : Vingtièmes. — C, 1255 : Étapes. — C, 1569, 1659, 1670 : Ponts de L'Épine et de Melette sur la Vesle. — C, 1591 : Corvées. — C, 1864 : Église et presbytère. — C, 2494 : Don de bois aux Minimes de L'Épine (1625). — G, 105, 147, 457, 489, 976, 983, 984, 1834, etc. : Biens de la cure de L'Épine et Melette ; dîmes ; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — De nombreux articles et quelques courtes monographies archéologiques de Povillon-Piérard (1825), Guérin (1840), de Grandrut (1855), du curé de L'Épine Barat (1860), de Didron (1864), de l'abbé Puisieux (1892), de Demaison (1895), de Misset (1902-1905), etc., sont consacrés exclusivement au magnifique monument du x^v siècle, « à cette splendide fleur de l'architecture gothique », selon l'expression de Victor Hugo (*Le Rhin, lettre III*, 1^{er} vol., éd. Hachette, 1876, in.12, page 52), à la superbe église qui fait l'ornement de ce village perdu dans les plaines de la Champagne pouilleuse.

— L'Épine appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; le 1^{er} septembre 1787, la commission intermédiaire proposa de l'ériger en chef-lieu d'un des six arrondissements de l'élection. — Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 102 feux roturiers et 2 ecclésiastiques. — Population : 128 hommes, 152 femmes, 42 garçons et 49 filles, soit 371 habitants.

lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Baptiste-Edme GILLET, lieutenant en la justice et communauté de L'Épine, assisté de E^{te} Delaval, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Babelot, Pierre Perardel, notable, Sébastien Galichet, notable, Jean-Benoist Bourguignon, notable, Nicolas-Joseph Gobillard, notable, Jacques Royer, Nicolas Montel-Marquis, Louis-Gaspard Martin, Laurent-Pierre Paind'avoine, Pierre Galichet, Nicolas Jacquet, Jacques Brocq, François Montel, Claude Cogery, Jean-Louis Vallery, Pierre Chazé, Nicolas Godart, Claude Godart, syndic, Jean Chazé, Augustin Hubert, Louis Collery, Nicolas Caquet, Claude Perardel, Claude-Memmie Collard, Louis Bayen, et encore, d'après les signatures, Ambroise Vallery, Pierre Montel, Nicolas-Appert Collin, Claude Bayen, Pierre Croix, L.-G. Martin, Jacques Bayen, Jean-Baptiste Bayen, Nicolas Bayen, Nicolas Brocq, Nicolas Bayen, Jacques Changenot, Nicolas-Appert Simonnet, François Bayen, Nicolas Bourguignon, P. Galichet. — Les députés furent le syndic Claude GODART et Jacques ROYER.]

CAHIER

Plaintes, doléances et remontrances de la communauté de L'Épine.

Remplis de l'esprit de bonté et des vues de bienfaisance dont Sa Majesté veut donner le plus grand témoignage à son peuple en adoucissant ses maux par l'allègement du poids des impôts et par l'ordre mis aux abus, nous nous sentons animés d'un zèle vraiment patriotique à travailler sans relâche aux moyens sérieusement réfléchis de nous rapprocher le plus qu'il nous sera possible de ses intentions généreuses, en suppliant MM. les députés chargés de nos doléances de les faire agréer à Sa Majesté, toujours attentive à la voix des malheureux ; le détail suivi et motivé de ce qui en fait le principal objet donnera lieu de connaître l'esprit de raison et d'équité qui dirige notre crayon.

Savoir :

GIBIER

Le tort inappréciable qu'éprouve le terroir de L'Épine par la quantité extraordinaire de lièvres, lapins et perdrix qui ravagent et détruisent les empouilles dans le principe de leur naissance, et plus encore dans l'instant de leur végétation, où le cœur de la plante, réchauffé par les premiers rayons de soleil, sort de terre, attendri par les nouveaux sucS qu'il reçoit et [est] coupé par ces animaux à l'instant de favoriser l'espoir du laboureur, qui n'a qu'à gémir à la vue de ses possessions dégradées, nous invite à réclamer l'attention et les bontés de Sa Majesté, afin de remédier

à un mal si préjudiciable et dont les effets continueraient à être infiniment dangereux si le droit des seigneurs n'était restreint à des bornes justes et raisonnables ; nous entendons spécialement parler des lapins dont les garennes multipliées fourmillent ; les peines que se donnent les laboureurs à cultiver les terres qui les environnent sont totalement perdues par la fréquentation continue de ces animaux qui rongent les grains jusqu'à leurs racines ; pour prévenir des dominages aussi tristes qu'affligeants et qui découragent le cultivateur, nous croyons devoir observer que, pour que les seigneurs puissent jouir du privilège de posséder des garennes, il serait nécessaire qu'ils fussent propriétaires des terres qui les entourent, au moins de cinq cents toises de circonférence, afin d'éviter les plaintes et les cris douloureux d'une communauté outragée ; il y a, à la vérité, un règlement qui accorde une indemnité du dégât ; mais il y a tant d'entraves dans les formalités à faire pour obtenir cette indemnité, que le cultivateur ne peut que gémir de sa perte (1).

DIME

Si le laboureur, qui ne doit qu'à l'activité le soutien de son existence, est assujéti à toutes les charges imposées pour concourir aux frais de l'État, pourquoi ne lui est-il pas permis de briguer les avantages que peut procurer une communauté dans les ressources qu'elle offre et dont M. le curé fait faire profit au détriment des habitants ? Nous entendons parler de la dime de notre communauté admodiée depuis très longtemps au curé et le seigneur, sous des noms empruntés. Jadis, cette classe d'hommes respectables vivait pauvrement des aumônes de leurs paroissiens ; il ne leur était permis de faire aucun commerce, les canons de l'église le défendent ; même la fin pour laquelle ils sont admis étant de suivre les préceptes de l'évangile et de les enseigner à leurs disciples, une occupation aussi importante et toute sainte peut-elle souffrir un homme distrait dont l'esprit n'est occupé que des affaires d'intérêt des biens temporels et des moyens d'accumuler ses revenus (2) ?

(1) Voir le cahier de Cernon, page 125.

(2) *Arch. de la Marne*, G, 147, 489, 976, 983, 984, etc. : Déclaration des biens et revenus de la fabrique ; — enquête sur les dîmes de L'Épine — dotation du roi Louis XI à la cure de L'Épine ; union de cette cure au séminaire de Châlons (lettres patentes de mars 1726) ; procès du curé contre le chanoine

INDUSTRIE

L'industrie, étant un impôt qui tombe en général sur le manouvrier, qui n'a d'autres ressources que ses bras pour nourrir une famille et des enfants, semble nous faire espérer une abolition totale : les privilèges de la Noblesse et du Clergé supprimés étant des ressources qui surpasseront de beaucoup celles que pourrait produire cette espèce d'imposition (1).

GROS-MANQUANT OU TROP-BU

L'assujettissement au gros-manquant ou trop-bu (2) est d'autant plus désagréable qu'il est peu raisonnable ; personne, sans doute, n'ignore sa dureté qui tient même de la tyrannie ; si on le croit un moyen sûr de prévenir la fraude, de l'empêcher ou de la détruire, un innocent doit-il en être victime ? Si la réalité de la fraude existe, que l'on suive et veille la conduite du réfractaire ; s'il est surpris, les lois le puniront ; mais que, sur des faux soupçons, faux renseignements et quelquefois préventions, on n'aille point arracher des mains d'un homme, que la générosité ou la nécessité aura forcé de faire une consommation forte ou rapide, un droit qu'il n'a jamais dû que pour avoir régalié des amis, fait des marchés et eu des occupations qui auront demandé des ouvriers ; cette perception, présentée sous les yeux de Sa Majesté d'une manière plus détaillée et circonscrite, obtiendra de sa justice le droit qui lui doit être fait et qui est le vœu commun de la Nation française.

HUISSIERS-PRISEURS

Le droit, qu'exercent les huissiers-priseurs dans les ventes judiciaires ou ventes volontaires, tient les particuliers dans une espèce d'esclavage qui enlève à son espoir le produit le plus net de ses possessions que la nécessité, ou d'acquitter ses dettes ou de se procurer des moyens réels de subsister, l'oblige de vendre. N'y aurait-il pas lieu d'adoucir les frais exorbitants que font naître les formalités de ces praticiens, à charge au peuple, en

Jacques de Bray (1671), contre l'abbé de Caylus, évêque d'Auxerre, décimateur de L'Épine (1716-1728) ; — requête pour l'érection de la cure en vicariat perpétuel, non amovible à la présentation du séminaire, etc.

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 46.

(2) Voir le cahier de Courtisols, page 236.

recourant à l'ancien usage où il était permis de vendre sans crainte et avec économie à l'aide d'un huissier ou sergent que l'on payait à la journée pour annoncer, crier, adjuger et enregistrer les objets de ventes ? (1)

PIGEONS

Autrefois les seigneurs avaient seuls le droit d'avoir des colombiers ; c'était un privilège réuni à ceux qui faisaient l'apanage de la Noblesse ; cette prérogative ne devrait point être altérée et tombée en désuétude, car on doit sentir le préjudice que causent dans les campagnes les pigeons trop multipliés dans le temps des semailles et des récoltes. Il y a, à la vérité, un règlement qui donne le même droit aux particuliers qui possèdent la quantité d'arpents de terres labourables sur un seul et même terroir ; mais aujourd'hui on n'a plus d'égard à cette loi et chaque habitant qui veut dresser un colombier ou faire un volet a des pigeons ; pour supprimer ces abus régnants, il serait donc nécessaire de renouveler la publication des derniers règlements en prononçant une amende contre ceux qui les violeraient dorénavant ou imposant sur eux un droit qui leur tienne lieu de permission légale, et que cette volaille soit renfermée dans le temps de semaille du chanvre et autres semailles et surtout [pendant] la moisson (2).

TERRAGE

Le terroir de L'Épine paye dîme et terrage, lods et ventes, censives, au moins dans la moitié du terroir ; nous ne connaissons point comment ces droits ont été établis ; nous entendons le droit de terrage et lods et ventes et censives.

Que le sel soit commerçant.

Notre communauté n'a point de revenus, tandis qu'il y a des communautés qui paient les deux tiers de leur taille avec leurs revenus communaux ; c'est pourquoi l'on doit avoir égard sur la répartition des impositions de cette communauté (3).

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

(3) Outre les impositions, il fallut, en 1789, établir un rôle de répartition pour le vingtième des usages ; ce rôle était de 11 livres qui fut divisé en 99 parts

Telles sont les observations particulières que nous avons à faire sur les objets nuisibles aux biens de la communauté, et nous pensons au bien du peuple ; il en est encore beaucoup d'autres sur lesquelles nous nous taisons ; nous osons espérer que des autres municipalités embrassent notre partie dans ce que nous omettons comme nous avons cru faire pour elles, dans lesquelles pourraient ne pas avoir prévu. Nous terminons en réunissant nos intentions particulières aux générales en demandant l'extinction des privilèges de la Noblesse et du Clergé, le reculement des barrières sur les frontières du royaume, etc., etc., *ne varietur*.

Approuvé et certifié par nous, composant l'assemblée municipale de L'Épine, où lecture du présent cahier a été faite mot à mot. A L'Épine, ce 8 mars 1789, et ont signé :

Pierre CHAZÉ, Jean CHAZÉ, Ambroise VALLERY, Pierre MONTEL, François MONTEL, etc.....

Claude GODART, syndic-député, GILLET.

(39 signatures.)

Pour copie collationnée, délivrée par moi, greffier (1),

E^{te} DELAVAL, greffier.

LES GRANDES-LOGES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté des Grandes-Loges (2) était composée de 32 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 5, les habitants se réunirent sous

à 2 sols 3 deniers l'une, et 13 demi-parts à 1 sol pour un garçon et 12 veuves. (*Arch. de la Marne, C, 625.*)

Volontairement aussi, en 1789, les habitants s'imposèrent pour payer les honoraires du maître d'école, consistant en « un boisseau de seigle comble par chaque laboureur de deux ou plusieurs chevaux, un boisseau ordinaire pour un cheval ; quinze sols par chaque manœuvre et dix sols par chaque veuve ». (*Ibid.*)

Le budget de la communauté était encore grevé des frais occasionnés en 1733, 1751 et 1752 par les réparations au pont de Melette dépendant de L'Épine, et, en 1784, par les travaux de reconstruction du pont de L'Épine sur la Vesle, emporté par la fonte des neiges du 28 février 1784. (*Ibid.*, C, 1569, 1659 et 1670). Il dut aussi supporter les dépenses des derniers travaux exécutés au clocher de l'église endommagé par la foudre en 1753. (*Ibid.*, C, 1864.)

(1) Malgré cette mention, le cahier de L'Épine est un original signé de tous les habitants énumérés au procès-verbal.

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 203. Cahier,

la présidence de Jacques-Joseph DELACOUR, juge ordinaire en la justice des Grandes-Loges. — Le procès-verbal constate la présence d'Ambroise Dehecq, Philippe Dehecq, Jean-Baptiste Dehecq, Pierre Machet, Jacques Martin, syndic, Toussaint-Martin Delacour, Pierre Poinset, François Poinset, Jacques Pannerot, Quentin Jacquart « et autres », ajoute le procès-verbal. — Les députés furent Toussaint-Martin DELACOUR et Quentin JACQUART.]

CAHIER

[Le cahier des Grandes-Loges, rédigé par le notaire d'Aigny, Jacques-Joseph Delacour, juge seigneurial des Grandes-Loges, est semblable, mot pour mot, au cahier d'Aigny auquel nous renvoyons. — Au bas du cahier général on lit la mention : « Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants, tenue le 5 mars 1789. ... » suivie des dix signatures des habitants dont les noms figurent au procès-verbal et de celle du juge Delacour. — Mais les habitants ont annexé au cahier général que venait de leur faire signer Delacour, des plaintes et doléances particulières à leur village, que nous reproduisons ci-après :]

Cahier des plaintes et doléances particulières que nous, habitants, corps et communauté des Grandes-Loges, adressons à M. le grand bailli de Châlons à cause du peu de rapport de notre terroir.

Nous représentons :

1. — Que notre terroir est d'un sol sec, aride, qui est facile à cultiver, mais qui produit difficilement, qui ne rapporte surtout que du froment qu'à force d'engrais, de fumier ; qu'un grand nombre de nos terres demeurent incultes, aimant mieux les abandonner que de nous exposer à n'en rien recueillir par défaut d'amendement (1) ;

dossier c, pièce 132 : 15 pages cotées et paraphées par Delacour, et 2 pages au cahier des doléances particulières non cotées ni paraphées ; visa de Prieur.

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 626 : Administration de la communauté. — C, 877, 952, 2170 et 2172 : Impositions. — C, 1027 : Capitation. — C, 1600 : Corvées. — C, 1865, 2079 et 2126 : Église et presbytère. — C, 1956 : Incendie de 1783. — C, 1969 : Grêles et orages (1742-1782) ; — etc.

— Les Grandes-Loges appartenait à l'élection d'Épernay ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 37 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 53 hommes, 62 femmes, 22 garçons et 9 filles, soit 146 habitants.

(1) Le terroir des Grandes-Loges comprenait 1,217 arpents de terres labourables et 1,044 de terres incultes. Le froment qu'on y récoltait, rapportait,

2. — Que, n'ayant point de rivière, nous n'avons point de prairie pour [mener] paître nos bestiaux, lesquels restent presque toute l'année renfermés dans les écuries : ce qui est cause que l'on ne peut pas nourrir qu'à proportion des pailles et fourrages que l'on peut récolter ;

3. — Que plus d'un tiers et la meilleure partie de notre terroir est exploitée par des habitants des villages voisins, desquelles possessions ils ne paient pas de taille : ce qui est cause que nos impositions sont fort au-dessus de nos facultés et que ce n'est qu'avec beaucoup de peines et de sueurs que nous venons à bout de nous procurer un pain dur et de satisfaire aux impôts auxquels nous sommes taxés (1) ;

4. — Que plusieurs communautés ont des biens communaux dont ils tirent de quoi acquitter les charges publiques sans être obligés d'y contribuer en particulier ; mais nous, nous n'avons point d'autre ressource que dans notre terrain, tout maigre et ingrat qu'il est ;

5. — Que tout est cher dans notre pays et que, n'ayant ni prés, ni bois, ni vignes, il n'y a rien qu'il ne nous faille acheter, excepté le grain, quand il plaît à la divine Providence de fertiliser nos champs par des rosées et des pluies à propos.

6. — Que la ressource que nous pourrions avoir dans notre

année moyenne, un peu plus que la semence (180 boisseaux pour 120 semés) ; le seigle, la moitié seulement de la quantité semée (860 boisseaux pour 1,720) ; l'orge (120 boisseaux) et l'avoine (3,000 boisseaux), produisaient juste la semence ; le sarrasin (240 pour 120) seul donnait le double.

Le terrain était cultivé par 13 laboureurs ayant charrue et possédant 34 chevaux, 80 bêtes à cornes et 450 moutons. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

Tandis que la récolte de 1788 avait produit 180 gerbes de blé par arpent (mesure de Paris), donnant 360 livres de grain et 120 gerbes de seigle donnant 180 livres de grain, la récolte de 1789 ne rapporta que 90 gerbes de blé donnant 180 livres de grain et 50 de seigle pour 75 livres de grain. Les habitants, lors de l'enquête prescrite par le Directeur général des finances en septembre 1789, ajoutent : « Il y a à observer qu'on a recueilli sur le terroir des Grandes-Loges du seigle à peine pour réensemencer et que la plupart des laboureurs ont été même obligés d'acheter du grain à cet effet. Souvent il arrive qu'il faut semer deux fois la même terre, surtout quand le temps est sec. La mesure du pays est de huit cents perches l'arpent ; la perche de huit pieds deux pouces ». (*Arch. de la Marne, C, 2877.*)

(1) En 1788, la communauté des Grandes-Loges paya 1,258 livres d'impositions directes : tailles, capitation, etc., pour 47 contribuables. (*Arch. de la Marne, C, 877.*) Aussi les demandes de réductions et décharges d'impositions étaient fort nombreuses. (*Ibid., C, 952, 2170 et 2172.*)

pays pour payer nos impositions et autres frais, dont la culture de notre terroir ne nous peut pas fournir, ce serait d'entreprendre des tâches de corvées sur la route de Châlons à Reims, comme étant à portée de les faire dans quelques saisons après nos cultures ; mais, comme au jour d'aujourd'hui, n'étant encore payé que pour moitié de l'ouvrage que nous avons fait l'année dernière, quoique lesdits ouvrages aient été finis pour le 1^{er} octobre dernier, c'est ce qui nous empêchera d'entreprendre à l'avenir, à moins qu'il n'y ait un meilleur ordre pour les paiements (1).

Telles sont les plaintes et doléances particulières desdits habitants et communauté des Grandes-Loges, qui prient leurs députés à l'assemblée des trois ordres du bailliage de les faire insérer dans le cahier général du Tiers état d'icelui, pour être passé aux États généraux, et suppliant Sa Majesté de vouloir jeter un regard favorable du haut de son trône sur les présentes représentations.

Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants tenue le 5 mars 1789.

A. DEHECO, JACQUART, Pierre POINSENET, Philippe DEHECO,
DELACOUR, J. POINSENET, Pierre MACHET, Jean-Baptiste
DEHECO, J. MARTIN, syndic, J. PANNEROT.

(10 signatures.) (2)

LIVRY-SUR-VESLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Livry (3) était composée de 63 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent

(1) *Arch. de la Marne, C, 1572 et 1600* : Dossier de la route de Châlons à Cambrai par Reims ; corvées de la communauté des Grandes-Loges.

(2) Le juge seigneurial Jacques-Joseph Delacour signe le cahier des doléances générales qu'il a rédigé ; mais il n'appose pas sa signature au bas des doléances particulières ajoutées par les dix mêmes habitants.

(3) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, rédigé sur formule imprimée, dossier b, pièce 205. Cahier, dossier c, pièce 76 : 3 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 627* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 879, 935 et 2276* : Impositions. — *C, 1034* : Capitation. — *C, 1046* : Vingtièmes. — *C, 1604* :

sous la présidence de J. RAULLET, syndic. — Le procès-verbal constate la présence de « douze » habitants : Jacques-André Secondé, Pierre Secondé, Thomas Poinset, Philippe Brocq, Remy Blanchard, Bouvet, Jean Simon, Jean-Baptiste Arnould, Jean Pasques, Lorin, Jean-Baptiste Renault, Michel Simon et N. Simon, — ce qui fait, en réalité, quatorze avec le syndic. — Les députés furent Michel SIMON et Thomas POINSET.]

CAHIER (1)

Plaintes, doléances de la paroisse de Livry, diocèse de Reims, bailliage de Châlons-sur-Marne.

1. — Représente très humblement, la communauté de Livry, que leur bien est trop chargé aux impositions, parce que MM. nos seigneurs tiennent le plus beau et le meilleur de notre terroir et qui est très peu de rapport (2).

2. — Représente que la communauté de Livry est trop chargée aux tailles et autres impositions, attendu la reconstruction du nouveau presbytère que nous avons fait il y a trois ans, qui a coûté cinq à six mille livres, ce qui fait un grand objet pour un si petit terroir. On nous avait promis une diminution sur les impositions, ce qui n'a pas été fait (3).

Corvées. — C, 1725 : Atelier de charité. — C, 1868 : Église et presbytère. — E, 231 à 234 : Famille Gatineau de Louvercy, seigneur du lieu : titres de propriété, procès, etc. — G, 1843 : Comptes de la fabrique ; — etc. — *Fonds de l'Archevêché de Reims* : doyenné de Vesle : paroisse de Livry (G, 285).

— Livry-sur-Vesle appartenait à l'élection de Reims ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 60 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 100 hommes, 110 femmes, 20 garçons et 24 filles, soit 254 habitants.

(1) Le cahier de Livry est très mal écrit ; le texte est difficilement lisible ; les phrases sont presque toujours incorrectes et le sens en est parfois très obscur. L'encre, très pâle, dont on s'est servi, achève de rendre la lecture du manuscrit très pénible.

(2) Le seigneur de Livry était François-Edme de Gatineau de Louvercy, chevalier, ancien cheveu-léger de la garde du Roi, qui possédait le château de Louvercy. (*Arch. de la Marne*, E, 233 : État de la seigneurie ; titres de propriété.)

(3) *Arch. de la Marne*, C, 1868 : Devis estimatif des ouvrages à exécuter pour la reconstruction du presbytère et la réparation de la nef, en 1783. Ce devis montait à 5,866 livres.

Un arrêt du conseil du 23 novembre 1784 ordonna la répartition d'une somme de 2,050 livres (acompte réclamé par l'entrepreneur des travaux) sur tous les habitants propriétaires, privilégiés ou non de la paroisse de Livry. (*Ibid.*, C, 879.)

Pour les rôles d'impositions, voir C, 2276 : Les impositions principales qui, en 1702, n'étaient que de 661 livres, montèrent, en 1750, à 775 livres et, en 1775, à 1,792 livres.

3. — Représentent les habitants et communauté, que les corvées sont très coûteuses pour quelques personnes ; il paraît qu'elles se font par faveur et à trop forte adjudication ; si ces adjudications se faisaient par deux ou trois ateliers, quelques communautés pourraient les entreprendre à la proximité de leur endroit (1).

4. — Représentent, lesdits habitants, que les gardes, employés et les commis sont très coûteux à Sa Majesté très chrétienne ; il paraît que si Sa Majesté prenait les droits sur le vigneron modiquement, et sur les autres marchandises, il en aurait plus de reste et beaucoup de procès resserrés (2).

5. — Représentent, lesdits habitants, que MM. nos seigneurs à qui nous payons nos droits, voudront-ils toujours les agrandir ? ce qui forme souvent des procès avec eux ; il serait question qu'ils apportent leurs titres et mouvances qui sont leur chartre pour les contester et leur payer ce qui leur est dû ; il paraît que MM. nos seigneurs ont usurpé des biens de communauté par finesse et sans crainte. Si les biens rentraient aux communautés, il en serait payé à Sa Majesté la redevance, et les pauvres en profiteraient (3).

6. — Désirons que le souverain ne perde point de vue les promesses qu'il a faites à son peuple de supprimer [les] traites, surtout les gabelles ; qu'il soit ordonné provisionnellement (4) d'ôter les grilles qui sont dans les vases qui versent le sel dans le minot et autres mesures. C'est ce qui occasionne une perte de dix à douze livres par minot et rend le sel plus cher qu'au regrat (5) ; et outre le minot et le quart que le minot, que le mesureur soit obligé d'avoir un demi-minot à livrer le sel dans les mesures conformes à la quantité qu'on lui demande ; en outre que le sel soit également du même prix, généralement partout. C'est à quoi nous désirons, attendu l'excédent du prix ; ou de rendre le sel marchand.

7. — Désirons que l'établissement des jurés-priseurs soit

(1) *Arch. de la Marne, C, 1604 et 1725.*

(2) *Sic pour « abrégés » ou « évités ».*

(3) *Arch. de la Marne, E, 234 : Procédures contre le seigneur (1776-1786).— Fonds de l'Archevêché de Reims : G, 285 : renseignements sur la dime, les pauvres de la paroisse, etc.*

(4) *Sic : pour « provisoirement ».*

(5) Voir le cahier de Fèrebrianges, page 291. — Exemple de l'orthographe du rédacteur du cahier : il écrit partout « celle » pour « sel ».

aboli : il gêne la liberté publique et [est] bien plus coûteux que la justice du lieu ; dans un petit inventaire est souvent plus coûteux qu'il se monte, et les pauvres mineurs il leur en reste rien (1).

8. — Représentons que les ingénieurs des ponts et chaussées sont ruineux et très coûteux pour le peuple et à charge à cela par rapport aux constructions et réparations des édifices publics ; demandons qu'ils soient remplacés par les ingénieurs militaires ; ils rempliraient seulement leurs fonctions avec plus d'exactitude et moins d'intérêt, et cela serait à la décharge de l'État, tant pour leurs appointements que pensions ; à moins que le bon sens droit n'autorise les communautés à faire faire leurs travaux par commis (2) ; qu'au cas où il ne puisse pas être, qu'ils doivent être garants des omissions qui seraient faites dans leurs devis estimatifs et qu'ils soient obligés de visiter, au moins tous les deux jours, tous les ouvrages qu'ils font faire dans la campagne, ou par leurs commis ; ensuite ils verraient par là si l'entrepreneur suivait les conditions de leurs devis ; mais c'est ce qu'ils ne font pas (3).

9. — Représentons que les colombiers ou volets soient totalement détruits suivant les ordonnances, ce qui fait encore le plus grand tort de tout (4).

10. — Représentons qu'il y a plusieurs garennes où il y a des lapins et plusieurs terres entourées de genêts qui nuisent à l'agriculture publique, où il y a des lapins qui font un tort très considérable, et MM. nos seigneurs empêchent-ils de les détruire. Il plaise donc à Sa Majesté de les faire détruire (5).

11. — Représentons qu'il plaise à Sa Majesté que tous les pauvres restent dans leur paroisse et que chaque commu-

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Sic : pour « économie » (voir le cahier suivant de Louvercy, dont celui-ci s'inspire).

(3) Cette phrase très incorrecte est textuelle ; on vient de proposer le remplacement des ingénieurs des ponts et chaussées, soit par des ingénieurs militaires, soit par les communautés elles-mêmes pour les travaux. Le rédacteur ajoute, au cas où l'une ou l'autre de ces propositions ne serait pas admise, qu'au moins les ingénieurs des ponts et chaussées soient « garants des omissions, etc. » — Dans cette phrase, les mots sont très difficilement lisibles ; l'orthographe est des plus fantaisistes : on écrit « letta » pour « l'État », « empointements » pour « appointements », « interay » pour « intérêt », etc.

(4) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

(5) Voir le cahier de Cernon, page 125.

nauté nourrisse ses pauvres, attendu qu'on est exposé à des espions étrangers qui viennent mendier et dans le cas de faire des voleurs, ce qui n'arrive que trop souvent.

Représente, la communauté de Livry, que les vingtièmes sont trop taxés pour le revenu du terrain, parce qu'il est très peu de rapport. Nous demandons que nous soyons taxés comme les villages voisins (1).

Fait et arrêté cejourd'hui, 10 mars de l'an 1789, ce que nous certifions le présent véritable, et avons signé :

Thomas POINSENET, J. RAULLET, syndic, Philippe BROCO,
Pierre SECONDE, M. SIMON, N. SIMON.

(6 signatures.)

LOISY-EN-BRIE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Loisy-en-Brie (2) était composée de 160 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Charles PEUCHOT LAPRAIRIE, lieutenant de la justice et prévôté du comté d'Étoges, dont Loisy-en-Brie dépend. — Le procès-verbal constate la présence de Louis Oudiné, Marc-Antoine Barré, Charles Maricot, Jacques-Jean-Baptiste Maricot, Jacques Thomas « sous-ainé », Louis Aubert, Jacques Thomas le jeune, Pierre Grangé, Jean Neveu, Jean-Louis Monnier, tous laboureurs ; Pierre Fenaudel, Jean Oudiné, Pierre Oudiné, François Barré (3), Antoine Barré, Antoine Hattat, Jean Velard, Pierre-Antoine Massonnat, Jean

(1) Arch. de la Marne, C, 1046 : Vingtièmes (1789).

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 206. Cahier, dossier c, pièce 3 : 6 pages cotées, paraphées en haut et « paraphées ne varietur » en bas par Peuchot-Laprairie ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 627 et 2919 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 878 et 945 : Impositions. — C, 1024 : Capitation. — C, 1192 : Usages. — C, 1591 : Corvées. — C, 1714 : Atelier de charité. — C, 1868 : Église et presbytère. — C, 2880 : Épidémie de 1789. — C, 2894 : Familles protestantes (11 familles de 34 personnes en 1788). — G, 124, 397 et 1843 : Biens de la cure ; — etc.

— Loisy-en-Brie appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 154 feux roturiers, 2 ecclésiastiques et 1 noble. — Population : 240 hommes, 235 femmes, 50 garçons et 58 filles, soit 583 habitants.

(3) Un des « Barré » signe « ruraliste ».

Debard le jeune, Jean Debard « sous-ainé », Jean Jeanne, Pierre Cellier, Claude Thierson, Louis Blignot, Jean-Baptiste-Louis Blignot, Charles Maurut, Jacques Oudiné, Pierre Lassut, Charles-Toussaint Fenaudel, Augustin Brachet, Louis Barré, Pierre-Remy Pernet, Jean Debard l'ainé, Louis-Quentin Oudiné, Jean-Louis Desmarets, Jean-Louis Camiat, Jean-Baptiste Oudiné, Jean Thierson, Jean-Baptiste Thierson, Nicolas Thomas, Jean-Louis-Laurent Tremet, Étienne Fenaudel, Pierre Massonnat, Pierre-Memmie Barré, Jean-Baptiste Roux, Pierre Thierson, Charles Thierson, Charles Mathieu, Louis Sassier, Charles Aubert, Antoine Guérin, Louis Debard, Jean Chossefol, Pierre Chossefol, Jacques Champion, Étienne Fenaudel l'ainé, Louis Charlot, Pierre-Louis Chaillot, Claude Cadas, Louis Mailliard, tous vigneron et manouvriers, Claude Jourdain, procureur-syndic de la paroisse et communauté, et encore, d'après les signatures, Louis Lassut, Jacques Flizot, Augustin Peigné et Augustin Cornu.— Les députés furent Louis OUDINÉ, laboureur, et Jean-Louis DESMARETS.]

CAHIER

Doléances et représentations qui seront représentées par les députés de la paroisse de Loisy-en-Brie à MM. les députés du Tiers état qui s'assembleront au bailliage de Châlons, avec supplications d'en extraire ce qu'ils jugeront digne d'être inséré au cahier dont ils chargeront MM. leurs députés aux États généraux.

Le produit des terres et vignes de ce lieu est des plus médiocres ; de trois arpents de terre, il n'y en a que deux qui produisent, savoir : un en gros grain et un en avoine ; le troisième se repose. Et, dans cela, il en reste bien encore un huitième en friche et dont, malgré cela, on en paie taille et dixième (1).

Les trois quarts des terres de ce lieu ne produisent, en gros grains, que du seigle, et l'autre quart du froment.

L'arpent de gros grain rapporte au plus dix-huit boisseaux, savoir : treize boisseaux et demi de seigle et quatre et demi de froment ; le prix de ces deux espèces de grains, l'un dans l'autre,

(1) Le territoire de Loisy comprenait 900 arpents de terres labourables produisant en moyenne 765 boisseaux de froment pour 510 ensemencées ; 4,066 de seigle pour 2,711 ; 510 d'orge pour 255 ; 4,066 d'avoine pour 2,711 et 170 de sarrasin pour 85. — Il y avait en outre 613 arpents de pâture d'usage ne servant qu'à la pâture des bestiaux et 207 de terres incultes, 330 de bois, 9 de jardin, 13 de prés. (Dénombrement de 1793 : Arch. de la Marne, C, 430.)

peut se vendre, année commune, quarante sols le boisseau ; le boisseau pèse trente à trente-deux livres.

Il faut prélever sur ces dix-huit boisseaux, sept boisseaux pour la semence et criblure de semence ; il faut encore prélever un boisseau pour le batteur ; il ne reste donc que dix boisseaux au laboureur qui, à quarante sols le boisseau, fait la somme de vingt livres, ci..... 20# » »

L'arpent d'avoine rapporte au plus dix-sept boisseaux ; il en faut six pour la semence et trois quarts d'un boisseau pour le batteur, reste donc au propriétaire dix boisseaux un quart qui, à dix-huit sols le boisseau, fait la somme de neuf livres quatre sols six deniers, ci.....

9# 4s 6^a

TOTAL

29# 4s 6^a

Il convient présentement de déduire les frais de culture :

Il faut donner quatre labours à l'arpent de gros grain : à trois livres dix sols par chaque arpent, fait la somme de quatorze livres, ci..... 14# » »

Il faut au moins trois livres pour le faucillage, ci.....

3 » »

Il faut de même, tant pour voiturier le peu de fumier que l'on met sur l'arpent de gros grain que pour rentrer la moisson de ces gros grains, la somme de quatre livres dix sols, ci..

4# 10s »

On donne un labour à l'arpent d'avoine, de quatre francs, ci.....

4 » »

Il faut vingt sols au faucheur, ci.....

1 » »

Il faut aussi vingt sols pour le charroyer, ci.

1 » »

27# 10s »

Le rapport de trois arpents de terres est donc de vingt-neuf livres quatre sols six deniers, et les frais de culture étant de vingt-sept livres dix sols, reste donc au propriétaire trente-quatre sols six deniers, ci..... 1# 14s 6^a

L'arpent de grain et celui d'avoine peuvent rapporter un demi-cent de paille, bottes de dix-huit livres, dont la consommation peut valoir au plus aux laboureurs quarante sols, ci.....

2 » »

TOTAL du produit net des trois arpents..

3# 14s 6^a

Cela ne fait donc par arpent, de produit net aux laboureurs, que vingt-quatre sols dix deniers.

Cependant, aux rôles des tailles et vingtièmes, elles sont estimées rapporter, savoir : sur celui des tailles quarante-cinq sols et sur celui des vingtièmes autant.

On voit, par ce détail, combien les habitants de Loisy-en-Brie sont grevés d'impositions sur leurs terres (1).

Dira-t-on que nous estimons la consommation de nos pailles trop bon marché ? Voici la preuve du contraire :

Un demi-cent de paille fait ordinairement deux voitures de fumier ; la voiture se vend trois livres dix sols, ce qui fait la somme de sept livres, ci..... 7# » »

La paille se vend communément de seize à dix-huit francs le cent, ce qui fait, pour le demi-cent, au plus neuf francs.

Et comme le fumier ne compte pour rien dans le revenu du propriétaire de ces dites terres, puisque sans ce fumier elles ne rapporteraient rien, ce qui se démontre par ce huitième de nos terres qui, faute de fumier, reste en friche, on voit par là que la consommation ne produit au plus que quarante sols.

Nos réclamations sont encore de ce que nos vignes sont estimées, aux rôles des vingtièmes, produire vingt-cinq livres de revenu, et aux rôles des tailles autant, pendant que l'exacte vérité est qu'on ne les loue jamais ici que de douze à seize francs.

Veut-on que nous donnions le détail de leur produit ; il prouvera qu'elles ne rapportent exactement rien, aussi ne sont-elles jamais possédées par aucuns bourgeois ni forains, mais bien par des vigneron journaliers qui, en les cultivant eux-mêmes, gagnent leurs journées chez eux : c'est là leur seul avantage.

L'arpent de vignes rapporte ici, communément, quatre pièces de vin (2) qui peuvent se vendre, année commune, vingt-cinq livres la pièce (on peut en vérifier le produit par les inventaires, et la vente par le bureau des aides).

(1) Le rôle des impositions de 1789 portait 4,319 livres de taille, capitation, etc., pour 170 contribuables ; celui de 1790 : 4,796 livres pour 245 contribuables, y compris les anciens privilégiés, parmi lesquels le prieur, curé du lieu, M. de Chamilly, seigneur ; etc. (*Arch. de la Marne, C, 878.*)

(2) On a vu qu'il y avait, sur le territoire de Loisy, 175 arpents de vigne produisant, année commune, 375 muids de vin. (Dénombrement de 1773 : *ibid.*, C, 430.) — La récolte de cette année 1773 n'accusait que 230 muids.

C'est donc cent livres qu'un arpent rapporte et il coûte soixante livres de façon, y compris les provins (1), ci... 60* » »

Il faut y mettre tous les ans quarante bottes de bâtons, à douze sols, fait la somme de vingt-quatre livres, ci.... 24* » »

Il faut quatre tonneaux, à au moins quarante sols, fait la somme de huit livres, ci..... 8* » »

Il faut huit gerbées pour lier, à quatre sols, fait trente-deux sols, ci..... 1* 12* » »

Il faut les frais de vendange, le pressurage ; il faut du fumier. Que l'on calcule tous ces objets, l'on verra qu'elles coûtent plus qu'elles ne rapportent.

Nos doléances sont encore de ce que l'on impose aux tailles et vingtièmes nos misérables chaumières qui nous coûtent plus qu'elles ne rapportent : la preuve en résulte par celles qui sont louées, qui coûtent toujours plus en réparations qu'elles ne rapportent ; et toutes maisons et autres bâtiments des villages devraient être exempts d'impôts, puisqu'ils ne sont réellement utiles que pour faire valoir les biens qui en paient.

Nous ne dirons rien des prés, car il n'y en a pas quinze arpents, tant bons que mauvais. Quant aux bois, personne de nous n'en possède (2), n'y ayant que les riches qui possèdent de ces sortes de biens.

(1) Le provin est une des façons de multiplier la vigne. « Le provin, dit Bidet (*Traité sur la culture des vignes, sur la façon du vin et sur la manière de le gouverner*. Paris, Savoye, 1752, in-8°. — *Bibliothèque de Reims*, « C. R., tome II, page 455), se fait, à la Montagne de Reims, d'une façon toute « différente de la rivière de Marne : dans les vignobles de la Montagne on n'en « fait que ce qu'il en faut pour peupler la vigne ; le provin s'y fait en couchant « à droite et à gauche deux forts brins d'un cep de bonne nature, en enterrant « le vieux bois et ne laissant sortir de terre que le jeune bois.... A la rivière « de Marne, il n'y a pas de hautes vignes, quoiqu'en ce pays le vigneron nomme « improprement hautes vignes celles qui sont situées dans les hauts lieux ; on « n'y ravale pas chaque année les vignes comme à la Montagne ; on se contente « de tailler sur la souche, et, lorsque le vigneron la trouve trop vieille et trop « grosse, il la rabaisse ; cela s'appelle *provigner* : tous les ans, il en rabaisse « une partie très profondément, qu'il couvre de terre et ensuite de menu « fumier. — C'est ordinairement en avril et en mai qu'on y provigne, mais à « tort, car les provins faits en mars valent mieux ; on n'y détruit point tant de « boutons à fruit. Une autre raison, c'est que lorsqu'on provigne le cep en « mai, la sève se dissipe en se répandant sur deux douzaines de boutons, au « lieu qu'en mars la sève ne se répand que sur deux ou trois ; elle leur donne « plus de force... »

(2) Sous la Révolution, en 1792, la communauté de Loisy et celles de Givry et Beaunay revendiquèrent la propriété des bois de Rillan et des

Nous ferons encore des observations à l'occasion des dimes, droits seigneuriaux et autres charges publiques, ce qui démontrera que les petits propriétaires des biens-fonds de campagne ne sont propriétaires de rien.

Nos charges publiques consistent dans l'entretien des églises, maisons des curés, murs des cimetières, réparations de beffroy et de clocher (1), de corvées, frais de milices et mille envois que nous recevons tous les jours, tant des bureaux de l'intendance que de ceux de l'assemblée provinciale ; à l'égard de l'entretien des grandes routes, nous demandons qu'il soit mis des barrières pour l'entretien et tenir lieu de corvée, et qu'il n'y ait personne d'exempt de payer.

Il y a encore une charge que nous avons à supporter qui est bien onéreuse, c'est celle de la vision, de port et d'expédition des comptes des syndics, qui nous coûte au moins dix-huit livres par an, que nous payons à la subdélégation de Châlons, et nous ne voyons pas la nécessité de cette dépense (2).

Nos réclamations sont encore à l'occasion des droits et rentes seigneuriaux : lorsque nous devons une rente à un particulier, nous sommes fondés à lui en retenir les vingtièmes, et même on nous diminue à la taille à proportion de ce que nous payons de rente, et un seigneur ne nous tient pas compte d'aucun vingtième pour ses droits et rentes seigneuriaux, ni même on ne nous en rabat pas de taille.

Tout le monde crie contre les droits de servitude, et cependant ceux qui les possèdent sont très jaloux de s'en faire payer exactement.

Nous croyons qu'il serait à propos de permettre au vassal le remboursement de toutes ces sortes de droits et autres, à un prix que la loi fixerait.

La dime n'est pas une charge des moins pesantes, puisque celui qui fait valoir doit au décimateur la quinzième gerbe du

pâtis que les seigneurs d'Étoges, hauts justiciers, auraient usurpés. (*Mémoire imp. du c^e Lorimier-Chamilly, défenseur, contre les trois communautés de Loisy, Givry et Beaunay, demanderesses.* Paris, s. d., in-4^e de 39 pages. — *Bibliothèque de Reims, fonds Deullin, non classé.*) — La contenance des bois de Loisy était, on l'a vu, de 330 arpents ; celle des prés, de 13. (Dénombrement de 1773 : Arch. de la Marne, C. 430.)

(1) Arch. de la Marne, C. 1868.

(2) Comptes des syndics de 1757 à 1788. (Arch. de la Marne, C. 627.)

grain et la trentième pièce de vin, sans aucuns frais, et cependant ces décimateurs ne paient presque rien d'impôts, et c'est nous autres qui supportons tout (1).

Nous croyons qu'il serait à propos que le Clergé et la Noblesse paient la taille comme nous, au moins celle d'exploitation de ce qu'ils font valoir par eux-mêmes, car il y en a beaucoup qui abusent du droit de faire valoir quatre charrues sans payer taille et qui, sous ce prétexte, font valoir jusqu'à mille arpents de terres et plus, tandis que quatre charrues n'en peuvent labourer que trois cents à trois cent cinquante arpents au plus ; ajoutez à cela les bois, les prés, les étangs et les vignes qu'ils font valoir, et l'on verra que cela peut faire un produit considérable.

La Noblesse et le Clergé doivent d'autant moins se refuser à notre demande que cela ne porterait aucun préjudice à leurs privilèges, puisque celui qui ne voudrait pas payer de taille n'aurait qu'à louer.

Si cet impôt ne suffisait pas pour les besoins de l'État, nous croyons que l'on pourrait continuer les vingtièmes sur tous les privilégiés et autres riches propriétaires des villes, et non sur ceux des campagnes.

Nous désirerions aussi que ceux du Tiers état qui possèdent des biens et rentes ailleurs que dans le lieu qu'ils habitent, fussent imposés à la taille et aux vingtièmes dans les endroits où cesdits biens et rentes sont situés ; cela ôterait un moyen aux riches propriétaires de se soustraire à ces impôts. Il n'y a que le pauvre qui habite le lieu où est située sa petite fortune ; le riche a grand soin de s'en éloigner et, souvent, en allant habiter les villes qui ont des privilèges ; par ce moyen, ils ne paient rien ou très peu de chose ; au lieu qu'en imposant tout le monde dans l'endroit où ils ont du bien et des rentes, il sera moins facile au riche propriétaire de se soustraire à l'impôt qu'il doit payer (2).

Nous désirerions encore que les charges qui donnent la

(1) La cure de Loisy-en-Brie avait titre prioral par annexion de l'ancien prieuré dépendant de l'abbaye de la Charmoye, et décimait. (*Arch. de la Marne*, G, 124 et 397.) — Voir aussi le cahier de Beaunay, qui nous apprend comment la dime de cette paroisse avait été transmise au prieuré de Loisy par l'abbé de Sainte-Geneviève de Paris (page 77).

(2) Voir le cahier de Compertrix, page 179.

noblesse ne la donnent plus; on pourrait, si on ne veut pas les supprimer, laisser aux propriétaires de ces charges le privilège de la Noblesse et leur payer un intérêt de cinq pour cent de la valeur de ces charges, dont ils ne jouiraient plus lorsqu'elles passeraient en d'autres mains ; ce seraient ces derniers qui jouiraient du privilège et de la rente, et les premiers rentreraient dans la classe du Tiers état.

Lorsqu'un de ces propriétaires de charges viendrait à mourir, il n'y aurait qu'un de ses héritiers qui pourrait jouir de la charge et du privilège, les autres seraient dans la classe du Tiers état.

Il est intéressant de supprimer les charges d'huissiers-pri-seurs vendeurs de meubles, comme étant très onéreuses au public, et le Roi conserver à son profit les quatre deniers pour livres du produit des ventes comme ci-devant.

Il est intéressant de faire des réformes dans les fermes, régies et administrations, diminuer les appointements et gratifications des directeurs et, dans celles des aides, de trois n'en faire qu'une et porter les appointements des directeurs à six mille livres.

Nous demandons que ceux qui composent l'ordre de la Noblesse justifient de leurs titres de noblesse, attendu que plusieurs jouissent des privilèges sans titres, et que la vérification en soit faite par les vrais gentilshommes.

Il est nécessaire de faire une loi fixe pour les contrôles, qui soit connue du public. Les contrôleurs des actes, souvent, ne savent pas eux-mêmes comment asseoir ces droits, de manière que, quelquefois, au bout de vingt ans, il y vient un vérificateur qui demande un droit en sus et amende, pendant que, si on est en retard, ce n'est pas la faute des parties.

On devrait supprimer tout à fait, ou au moins réduire de beaucoup, plusieurs des pensions que le Gouvernement accorde, tant aux militaires qu'aux personnes de toutes sortes de professions.

On voit les pensions se perpétuer dans les familles et en faire comme le patrimoine des veuves, entre autres toutes celles des secrétaires de l'intendance et commis de bureaux, et les enfants, celles de leurs pères ; on en accorde à toutes sortes de gens, jusqu'à des femmes et filles de conduite suspecte, et même des charlatans parviennent à en obtenir.

On se souvient que, par le balancement que M. Necker fit, il y a quelques années, des revenus de l'État, les pensions y entraient pour vingt-neuf millions annuels, et on ne doit pas oublier non plus qu'un cri général annonça que tous les autres États de l'Europe n'en payaient pas plus entr'eux (1).

Mais n'aurait-on pas lieu d'être bien plus étonné encore d'apprendre par notre propre histoire nationale que, lors de la tenue des États de Tours, en janvier et février 1484, les trois ordres s'étant fait représenter la liste des recettes et dépenses de l'État, furent on ne peut plus surpris d'y trouver neuf cents personnes pensionnées, si bien qu'ils voulaient qu'on en retranchât plus de moitié. Or, aujourd'hui qu'il s'en trouve plus de milliers qu'il n'y en avait de centaines alors, combien ne doit-on pas s'empresser à faire la plus grande réforme à cet égard (2) ?

Une réforme qu'il convient encore de faire, ce sont les places à la cour qui sont inutiles et dont la plupart n'ont été créées que pour placer les personnes y attachées et ceux qui y ont quelques crédits.

Diminuer de beaucoup les appointements de toutes les grandes places de la cour, des grands gouvernements tels, par exemple, que celui de Flandre, les appointements du colonel des gardes françaises qui, dit-on, valent quatre cent mille livres de rente, des capitaines des gardes du corps, qui sont au moins de quarante mille francs, et de tant d'autres dont les appointements sont à peu près égaux.

(1) NECKER. — *De l'administration des finances de la France* : ouv. cit. t. III, page 390 ; le chiffre fixé par Necker est, en réalité, de 28 millions. — C'est ce même chiffre qu'il inscrit dans son « *Compte rendu au roi* » du mois de janvier 1781. (Paris, imp. du Cabinet du Roi, 1781, in-4°, page 111.) — Il ajoute : « Le montant des pensions n'est pas encore, dans ce moment, connu avec précision ; cependant la confection générale des brevets est tellement avancée, que c'est avec une sorte de certitude qu'on évalue cette dépense annuelle à la somme excessive de 28 millions. »

(2) *Journal des États généraux de France tenus à Tours en 1484 sous le règne de Charles VIII, rédigé en latin par Jehan Masselin, député du bailliage de Rouen, publié... par A. Bernier* (Collection des documents inédits de l'histoire de France. Paris, imp. nationale, 1835). Aux pages 333 et suivantes, on trouve le récit de l'exposé fait par le chancelier et les trésoriers du royaume à la séance du 21 février 1484 des « dépenses du Roi pour l'état de sa maison et de sa famille, le nombre et les traitements des officiers, les frais nécessaires pour l'entretien des soldats et des gens d'armes, les pensions et les mises analogues » ; et des discussions auxquelles cet exposé, et surtout le chiffre des pensions, donnèrent lieu au sein des États.

Il est bon d'observer que lorsque l'on a créé les charges de receveurs des tailles, cet impôt n'était pas, à beaucoup près, porté aussi haut qu'il l'est aujourd'hui ; conséquemment, les appointements de ces charges ne rapportaient pas autant qu'elles le font aujourd'hui ; les possesseurs de cesdites charges n'ayant pas payé à l'État une augmentation de leurs premières finances, on devrait fixer leurs appointements sur le pied qu'ils étaient lors de la création de cesdites charges.

Abus de la plantation des finages faits par les seigneurs, qui donnent à leur gibier, qui est si abondamment multiplié (et cela fait un dégât considérable), une retraite de trente pieds de large sur près d'une lieue de long, non compris des fossés qui empêchent les pâturages aux bestiaux, le passage aux voitures dans les moissons et pour conduire des fumiers ; on devrait donner des ordres pour détruire le gibier qui est trop abondant, et qui empêche la production des grains (1).

Tort qu'occasionnent les plantations des grandes routes, par la poussée des racines qui nuisent au labourage, et à l'ombre qui est un obstacle à la production du grain (2).

Réunion des justices du comté d'Étoges au chef-lieu, illégale ; de temps immémorial il y avait, à Loisy, un lieutenant, un procureur fiscal, un greffier : cette justice n'existe plus, il faut se transporter à Étoges, non sans frais et perte de temps ; cette réunion est illégale, n'étant pas autorisée par lettres patentes enregistrées au parlement (3).

On demande que le Clergé et la Noblesse paient, comme le Tiers état, le gros des vins.

Il est bon d'observer qu'il y a une quantité innombrable de pigeons dans ce lieu et dans les environs, qui font un dégât considérable dans le temps des semences et de la moisson ; il serait nécessaire d'y remédier, tant chez les seigneurs, privilégiés qu'autres particuliers (4).

Fait, arrêté et rédigé par nous, syndic et habitants soussi-

(1) Voir le cahier de Cernon, page 125.

(2) Plantation d'arbres sur les routes. (*Arch. de la Marne, C, 1759.*)

(3) Voir le cahier d'Étoges, page 270 (note). — En 1756, le tuteur de Mademoiselle de Boufflers avait demandé et obtenu la réunion de diverses justices des villages environnants à celle du comté d'Étoges, dont elle était propriétaire. (*Arch. de la Marne, C, 291.*)

(4) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

gnés, ainsi que ceux qui ne savent pas signer, à l'assemblée tenue à ce sujet, cejourd'hui 1^{er} mars 1789.

OUDINÉ, J.-B. MARICOT, OUDINÉ, FENAUEL, BARRÉ, Louis
CHARLOT, etc
JOURDAIN, syndic.

(25 signatures.)

Paraphé *ne varietur* : LAPRAIRIE, lieutenant du comté d'Étoges,
Loisy en dépendant.

LOUVERCY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. — [La communauté de Louvercy (1) était composée de 48 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean ÉVRARD, procureur fiscal. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion ; mais, au bas du document, on lit les signatures de Q. Jacquart, syndic, Degatineaux, André Bardery, J. Poinset, J.-M. Poinset, P. Gayet, J. Gailliot, François Quentin, Laurent Mailly, Gérard Morlet (?), P. Macquart, Jean Gérard, J.-M. Gougelet, greffier, et une dernière illisible. — Les députés furent Pierre MARTIN et Nicolas DEBŒUF, qui ne signent ni le procès-verbal ni le cahier.]

CAHIER (2)

Plaintes et doléances faites par les habitants de la communauté de Louvercy, diocèse de Reims et bailliage de Châlons.

1. — Représentent très humblement que ladite communauté se trouve trop chargée d'impositions, à raison de la valeur des

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, rédigé sur formule imprimée, dossier b, pièce 207. Cahier, dossier c, pièce 77 : 7 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 628 : Administration de la communauté ; compte des syndics. — C, 879, 955 et 2278 : Impositions. — C, 1604 : Corvées. — C, 1869 : Église et presbytère. — E, 231 à 234 : Famille Gatineau de Louvercy : seigneurs, titres de propriété, etc. — G, 1843 et Fonds de l'Archevêché de Reims, G, 285 : Biens de la cure ; revenus de la fabrique, des dîmes ; — etc.

— Louvercy appartenait à l'élection de Reims ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 39 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 85 hommes, 84 femmes, 15 garçons et 21 filles, soit 205 habitants.

(2) Le cahier de Louvercy et celui de Livry se sont inspirés l'un de l'autre ; on retrouve, ça et là, dans ces deux documents, les mêmes idées, et parfois les

terres dont la moitié n'est labourable que tous les trois à quatre ans.

2. — Représentent que le terroir se trouve trop chargé, à raison que ledit terroir est déclaré et imposé au septier qui contient quatre cartelles (1), qu'au lieu du journal, dans les paroisses voisines, qui contient six cartelles qui ne sont cependant que de la même valeur; ce qui forme de plus [d']un tiers pour l'imposition (2).

3. — Demande, ladite communauté, qu'il soit dérogé à l'ancienne coutume qui exempte de taille et capitation, et par conséquent de corvées, les biens des personnes qui ne demeurent point dans ladite communauté, conformément à ce qui se pratique dans le Berry, ce qui fait une charge par ladite communauté d'impôts, et quoi occuper par les communautés voisines (3).

4. — Désirent que les corvées restent par adjudications, comme elles sont actuellement, et à prix d'argent, et que les adjudications soient indiquées dans toutes les communautés, soient prévenues du jour, l'heure et l'endroit où se fait l'adjudication, afin que chaque communauté soyons (*sic*) libres de s'y présenter; il faudrait que l'on fasse une adjudication de deux ou trois communautés pour pouvoir s'y transporter, pour entreprendre ou diminuer ladite adjudication; l'on demande que lesdites communautés soient placées, approchant dans les endroits qu'elles étaient auparavant.

5. — Représentations que les pensions congrues de MM. les curés ne sont pas assez fortes, et ne peuvent pas assister les pauvres; que leurs pensions soient prises sur la dîme, et qu'ils soient chargés de faire et entretenir leurs presbytères sans inquiéter la paroisse d'aucuns frais ni dépense à l'avenir (4).

mêmes phrases. Cependant le cahier de Louvercy est mieux écrit et un peu mieux rédigé; les phrases sont en général plus claires que celles, très difficilement lisibles, du cahier de Livry.

(1) Sorte de mesure orthographiée : « cartele », « cartelle » ou « quartelle ». — Voir le glossaire.

(2) La taille et la capitation montèrent de 610 livres en 1702 à 1,657 livres en 1775 pour 58 cotes taillables. (*Arch. de la Marne, C, 2278.*)

(3) Voir le cahier de Compertrix, page 179.

(4) *Arch. de la Marne, C, 1869* : Réparation et travaux à l'église et au presbytère de 1731 à 1789. — *Fonds de l'Archevêché de Reims, G, 285* : Renseignements fournis par le curé Baroy sur les revenus de la cure, les dîmes, etc.; lettre dans laquelle il déclare opter pour la portion congrue (7 mars 1786).

6. — Représentent qu'il serait d'un grand avantage qu'il plaise au Roi que tous les pauvres soient nourris et restent dans leurs paroisses, et que chaque communauté nourrisse ses pauvres, attendu qu'on est exposé à des espions étrangers qui viennent mendier et dans le cas de faire des vols qui n'arrivent que trop fréquemment.

7 — Désirent que le souverain ne perde point de vue les promesses qu'il a faites à son peuple de supprimer les traites de toutes les gabelles ; qu'il soit ordonné provisoirement d'ôter toutes les grilles qui sont dans les vases qui versent le sel dans le minot et autres mesures : c'est ce qui occasionne une perte de dix à douze livres par minot et rend le sel plus cher qu'au regrat, et en outre les mesures que les minots, dont les mesureurs soient obligés d'avoir un demi-minot, et livrer le sel dans les mesures conformes à la quantité qu'on leur demande ; en outre que le sel soit également du même prix, généralement partout ; c'est à quoi nous désirons, attendu l'excédent du prix, ou de rendre le sel marchand.

8. — Désirent que tous les employés soient réformés, attendu la grande dépense si coûteuse qui suspend aux emplois des susdits employés ; c'est à quoi nous désirons.

9. — Désirent que les commis des aides soient également réformés ; que Sa Majesté il lui plaise tirer du vigneron une somme après la récolte de ses vendanges, sur chaque vigneron par pièce de vin à une somme modique, une fois payée ; pour que chaque particulier, seigneur, curé, bourgeois, puisse jouir d'une tranquillité à cet égard ; que l'on puisse transporter le vin de toutes parts sans être inquiété, comme bien des provinces dans le royaume ; c'est à quoi nous désirons.

10. — Désirent que l'établissement des jurés-priseurs soit aboli et [qu'on] jouisse de la liberté publique ; est bien plus coûteux que les justices des lieux ; dans un petit inventaire ils perçoivent des frais qui leur font plus que la valeur de leurs inventaires.

11. — Représentent que les ingénieurs des ponts et chaussées sont ruinants pour le peuple, par rapport aux constructions et réparations des édifices publics ; demandent qu'ils soient remplacés par les ingénieurs militaires ; qu'ils rempliraient seulement leurs fonctions avec plus d'exactitude et moins d'intérêt ; cela serait à la décharge de l'État, tant pour leur appointement

que pension ; à moins que le bon sens n'autorise les communautés à le faire faire par économie.

Et si au moins ils le font, qu'ils soient donc garants des omissions qu'ils pourraient faire dans leurs devis estimatifs, et qu'ils soient au moins obligés de visiter tous les deux ou trois jours les ouvrages qu'ils font faire dans les campagnes ; et ils verront par là si les entrepreneurs suivent les conditions, etc. (1).

12. — Représentent que les seigneurs achètent des biens des particuliers qui sont sujets aux impôts et deviennent à la charge des communautés ; il serait à propos que lesdits seigneurs, s'ils ne paient pas la redevance des impôts, que les communautés en soient déchargées en les faisant connaître au commissaire chargé des changements des impôts tous les ans.

13. — Représentent que la quantité de terres fixée au parlement pour avoir des pigeons est fixée sur le rapport des terres qui sont aux environs de Paris ; [pour] notre mauvaise Champagne, dont les terres ne rapportent pas moitié et ruinent le pauvre laboureur par le dégât que ces pigeons causent, il faudrait que notre souverain fasse rendre un arrêt ou établisse une loi propre à la Champagne, qui double la quantité de terres prescrite et qu'il soit sévère vis-à-vis les réfractaires (2).

Représentent que les commissaires des tailles viennent écouter les changements dans les paroisses avec empressement, et souvent il ne s'en trouve qu'une petite partie de fait.

Représentent que le terroir est trop haut taxé pour le vingtième parce qu'il est trop peu de rapport. Nous demandons que nous soyons taxés comme les villages voisins et demandons à Sa Majesté de jeter les yeux sur le pauvre cultivateur qui est la proie de tous les objets.

Nous soussignés, syndic et principaux habitants de la communauté de Louvercy, certifions le présent véritable, à Louvercy ; c'est ce que nous désirons.

Fait ce 8 mars 1789, et avons signé :

Q. JACQUART, syndic, André BARDERY, Laurent MAILLY,
J.-M. GOUGELET, greffier, etc... (13 signatures.)

(1) La communauté de Louvercy avait eu affaire à l'ingénieur des ponts et chaussées Prignet en 1769, lors des travaux de reconstruction du presbytère de la paroisse, dont la dépense supportée par la communauté monta à plus de 3,000 livres. (*Arch. de la Marne, C, 1869.*)

(2) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

LUCY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Lucy (1) était composé de 20 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Louis PATENOSTRE, lieutenant, juge civil, criminel et gruyer et de police de la prévôté du marquisat de Montmort dont Lucy dépend. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Dedun, Charles Bérat l'ainé, Charles Pigeon, Claude Canot, Pierre Deschoquet, François Bérat, Nicolas Gambard, Charles-Adrien Bérat. — Les députés furent Claude CANOT et Charles-Adrien BÉRAT.]

CAHIER

Cahier et doléances de la communauté de Lucy, en conséquence des ordres du Roi.

1. — Il serait à désirer, pour le bien de l'État et du royaume, qu'il n'existe qu'un seul impôt, également réparti sur le Clergé, la Noblesse et le Tiers état, à proportion des biens, et supprimer la taille, capitation et vingtième (2).

2. — Suppression des aides et gabelles ; le tabac et le sel devenus marchands.

3. — Mettre les barrières aux frontières du royaume.

4. — Supprimer les corvées en entier et établir sur les routes des barrières, et faire payer par chaque roue un droit comme cela se pratique en Empire (3).

5. — Supprimer les jurés-priseurs qui ruinent les familles,

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, écrit entièrement de la main du juge seigneurial Patenostre, dossier b, pièce 208. Cahier, dossier c, pièce 15 : 3 pages cotées et paraphées en bas par Patenostre ; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 630* : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — *C, 879* : Impositions. — *C, 1600* : Corvées. — *C, 1869 et 2079* : Église et presbytère. — *C, 1969* : Grêles et orages (1773-1781). — *E, 919* : Actes du comté de Vertus ; biens de la fabrique de Lucy. — *G, 124* : Visite épiscopale ; — etc.

— Lucy appartenait à l'élection d'Épernay ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 20 feux roturiers. — Population : 28 hommes, 32 femmes, 18 garçons et 11 filles, soit 89 habitants.

(2) Le rôle de 1789 indique que les 26 contribuables de Lucy payèrent cette année 420 livres de taille, capitation et accessoires. (*Arch. de la Marne, C, 879.*)

(3) Voir les cahiers de Condé-sur-Marne, page 190, et de Fromentières, page 309.

empêchent les secondes noces par les grands frais qu'ils font ; que l'on peut faire d'inventaire, en en faisant le produit ; le produit n'est point suffisant pour payer ce juré-priiseur qui est éloigné de dix lieues (1).

6. — Le terroir de Lucy est un terroir des plus arides, n'étant composé que de mauvaises terres qui sont en pente et que les abondances d'eau entraînent, et [il] se forme des ravins qui empêchent la culture (2).

7. — Il serait nécessaire d'établir en chaque paroisse des bureaux pour le soulagement des pauvres et qu'ils restent chacun dans leur paroisse.

8. — Observation des procès qui, par leur durée tant de tribunaux en tribunaux, reviennent totalement et sans pouvoir les voir finir, et devraient être jugés dans l'année.

Fait et arrêté, le présent cahier, en l'endroit ordinaire où se tiennent les assemblées audit Lucy, assemblée au son de la cloche le dimanche 1^{er} mars 1789.

Coté et paraphé *ne varietur* par première et dernière page par nous, Louis Patenostre, lieutenant, juge civil, criminel, gruyer et de police de la prévôté du marquisat de Montmort, Lucy en dépendant, ledit jour 1^{er} mars 1789.

PATENOSTRE.

DESCHOQUET, F. BÉRAT, BÉRAT, PIGEON, GAMBARD, Charles-Adrien BÉRAT, CANOT.

(8 signatures.)

MAILLY

[Ainsi que nous l'avons expliqué dans la préface, le cahier et le procès-verbal de la communauté de Mailly-Romaincourt (3), distraits de la liasse de documents relatifs à la convocation des États généraux

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) *Arch. de la Marne, C, 1969* : Orages : procès-verbaux des dégâts faits à Lucy. — Le dénombrement de 1773 indique 876 arpents de terres labourables, 100 arpents de terres incultes, 393 de bois, 199 de prés et 12 de jardins.

(3) Mailly-Romaincourt (ainsi l'indique l'état des feux, — *Arch. Nat.*, B^a, 31) appartenait à l'élection de Troyes ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement d'Arcis-sur-Aube (Aube).

— Dénombrement de 1773 : 182 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 295 hommes, 299 femmes, 63 garçons et 63 filles, soit 720 habitants.

dans le bailliage de Châlons-sur-Marne, déposés aux Archives départementales de la Marne, ont été envoyés autrefois aux Archives de l'Aube ; une note au dossier en témoigne. Mais les recherches faites à maintes reprises dans ce dépôt n'ont pas permis de retrouver ces documents. (Lettres de M. l'archiviste Vernier des 25 juillet 1904 et 27 février 1906.) — Une enquête faite en 1905 dans la commune a été également infructueuse. (Réponse de l'instituteur au questionnaire de M. l'Inspecteur d'Académie de l'Aube.)

Le nombre des feux de la communauté de Mailly, en 1789, était de 160 (Etat des feux. — *Arch. Nat., B¹, 31*). — Les députés à l'assemblée du Tiers état du bailliage de Châlons furent Pierre TALLOT et Hubert LEFÈVRE. (*Procès-verbal de l'assemblée des Trois ordres du 12 mars 1789.*)

MAIRY-SUR-MARNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Mairy-sur-Marne (1) était composée de 55 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre APPERT, lieutenant ordinaire de la justice. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Flot, Jean

Un état de 1787 indique 169 feux et, parmi les professions : 3 bonnetiers, 4 fileuses de coton, etc. (*Arch. de l'Aube, C, 1492.*)

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de l'Aube, C, 1491 et 1492* : Administration de la communauté (1676-1789) ; rôles des tailles ; procès-verbaux d'élection des collecteurs en assemblées des habitants tenues par devant un ancien notaire au comté de Vertus, ou par devant le lieutenant en la justice et prévôté de Mailly : vingtièmes ; états statistiques des habitants, biens de mainmorte, etc., de la communauté de Mailly ; comptes des syndics arrêtés par le subdélégué de Troyes ; recette ordinaire : 120 livres provenant du loyer d'un routoir ; voirie ; défrichement de la garenne de Votre-Puits appartenant à Le Basclé d'Argenteuil, seigneur de Mailly ; procès-verbal d'adjudication de la reconstruction du presbytère. — *E, 582 à 655 et 1197 à 1199* : Famille Le Basclé d'Argenteuil : terres et droits de la seigneurie de Mailly ; terriers ; recettes des censives (1514 à 1789). — *G, 79 et suivants, et 716* : Biens de la cure ; — etc.

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b., pièce 212. Cahier, dossier c, pièce 110 : 5 pages cotées en haut et signées en bas par Pierre Appert ; visa Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 631* : Administration de la communauté ; pension du maître d'école ; usages ; comptes des syndics ; procès avec le seigneur. — *C, 879 et 946* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1046 et 1049* : Vingtièmes. — *C, 1592* : Corvées. — *C, 1715* : Atelier de charité. — *C, 1871* : Église et presbytère. — *E, 521* : Famille Loisson de Guinaumont ; terres de la seigneurie. — *G, 108, 109, 110 et 1845* : Biens de la cure. — *G, 645* : Biens du chapitre. — *G, 855* : Biens de la congrégation ; — etc.

— Mairy-sur-Marne, appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la

Fagnier, garde étalons à Montjâlons, écart de Mairy, Jean Viart, Pierre Cossenet, Jean-François Guyot, Louis Verdet, Claude Écoutin, François Guédet, Pierre Gallois, Pierre Bruant, Jacques Guérin, Simon Haimé, Nicolas Haimé, Pierre Thomas, Pierre Verdet, Pierre Lecossois, Louis Flot, Pierre Bruant le jeune, Pierre Drouin, Pierre Robert, Joseph Joannès, Remy Jacquinet, Simon Bruant, syndic, Louis Appert, Louis Guérin, Denis Thuveny, Joseph Flot, Jean-Baptiste Flot, Pierre Viart, Charles Bruant, Étienne Faquot, Jean-Baptiste Flot, Claude Thomas, Claude Delaval, Claude Loré, Louis Cannebotin, Jean Cannebotin, Louis Thuveny, et encore d'après les signatures, Pierre Prin, Nicolas Huet, Louis Guérin, Pierre Loré, Claude Appert. — Les députés furent Jean-François GUYOT et Pierre-Nicolas HAIMÉ.]

CAHIER

Doléances, plaintes et remontrances de la commune de Mairy-sur-Marne.

La communauté croit devoir les proposer sous trois points de vue :

- I. Intérêt général de l'État.
- II. Intérêt général de la province de Champagne.
- III. Intérêt particulier de la communauté de Mairy.

Sous le premier point de vue :

Il paraît intéressant : 1° De demander un état exact du déficit et d'en constater le montant après avoir scrupuleusement examiné et vérifié les pièces justificatives ;

2° Que le déficit ainsi constaté soit reconnu dette de l'État ;

3° De demander l'état exact de la recette et de la dépense annuelle ;

4° De procéder à la revision des pensions ; d'en examiner les causes, pour savoir si elles doivent être supprimées, modérées ou confirmées ;

5° De demander la suppression de tous les privilèges indistinctement ;

6° De faire sur toutes les dépenses annuelles, de quelque espèce qu'elles soient, toutes les modérations, les retranchements et les économies qui seront jugés nécessaires ;

commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 61 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. — Population : 112 hommes, 108 femmes, 20 garçons et 23 filles, soit 263 habitants.

7° De s'occuper de la réforme des impôts existants ;

8° De supprimer les tailles et ses accessoires, les vingtièmes et les corvées, qui pèsent singulièrement sur les malheureux habitants des campagnes ;

9° De supprimer aussi les aides et gabelles ;

10° De remplacer la taille, les vingtièmes et les corvées par un impôt territorial qui sera perçu en nature et non autrement ;

11° De remplacer les aides par un autre impôt ou en argent ou en nature, celui que les États généraux estimeront le plus nécessaire ;

12° De rendre le sel marchand et que la livre de sel ne soit pas vendue au-delà de huit sols ;

13° De reculer les barrières aux frontières du royaume ;

14° De ne conserver les vingtièmes que sur les rentes constituées ;

15° A l'égard des maisons, les assujettir aussi à un impôt qui sera proportionné à leur étendue et au luxe qui les environne ;

16° Taxer chaque maison de laboureur à une somme modérée, ainsi que celles des manouvriers ;

17° Que l'impôt territorial soit payé indistinctement par tous les sujets du Roi, ecclésiastiques ou nobles, et eu égard à leurs propriétés ;

18° Qu'on s'occupe de la réforme des lois civiles et criminelles ;

19° Qu'on supprime la vénalité des charges ;

20° Que les communautés d'arts et métiers soient imposées à une industrie proportionnée à l'étendue de leur commerce ;

21° Enfin que les curés des campagnes soient suffisamment dotés.

Sur le deuxième point de vue :

Observant : 1° Que la province de Champagne est la plus surchargée par les impôts, puisqu'il est démontré qu'elle paie au-delà du produit de son sol ;

2° Qu'elle est encore surchargée par les ponts et les édifices publics dont le génie ne manque pas de multiplier les projets ;

3° Qu'il serait intéressant d'alléger le fardeau qui accable les habitants de cette grande province ;

4° Qu'il serait intéressant d'établir des États provinciaux qui seraient chargés de la répartition des impôts ;

5° De nommer dans l'État provincial de Champagne un rece-

veur général qui recevrait le montant de l'imposition de toute la province et le verserait directement au trésor royal, le tout sans frais ;

6° Enfin qu'il serait intéressant d'avoir, en Champagne, une cour souveraine dont le siège serait à Châlons, comme point central de la province.

Sur le troisième point de vue :

La communauté observe : 1° Que le village de Mairy est composé de cinquante-cinq feux ; que son terroir, composé d'environ 3,000 arpents, est possédé, pour le tiers environ, par le seigneur (1) ;

2° Que leur terrain est fort ingrat et qu'ils sont obligés d'en laisser au moins le tiers en friche (2) ;

3° Que, malgré les inconvénients, ils paient encore, tant en taille que corvée, que vingtièmes, près de 3,000* d'impositions (3) ;

4° Que leur terroir est extrêmement giboyeux ; qu'il y a cinq

(1) Le seigneur Claude-Henry-Marie de Loisson de Guinaumont habitait le château que sa famille avait fait construire au commencement du siècle, en acquérant la terre de Mairy. Son aïeul en avait fait dessiner le parc par Le Nôtre et avait fait planter de superbes allées d'arbres qui furent l'objet d'un procès avec les habitants, qui accusèrent le seigneur d'avoir confisqué pour ces travaux un chemin public. (*Arch. de la Marne, C, 631.*)

Les habitants refusèrent même de faire les corvées sur les routes, sous le prétexte que le seigneur, qui les avait endommagées, devait participer aux réparations. « L'année dernière, écrivait en 1784 Loisson de Guinaumont à l'intendant de la généralité, nous avons eu toutes les peines du monde à faire faire une réparation qu'ils avaient retardée sous différents prétextes depuis quatre ans ; deux des plus mutins ont refusé de faire leurs tâches, apportant pour raison que je devais le premier faire ma corvée. » (*Ibid., C, 1592.*)

(2) Pour 1,950 arpents de terres labourables, 758 étaient incultes. (Dénombrement de 1773. — *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(3) Au rôle de 1790, le chiffre des impositions principales était de 3,012 livres 9 sols 10 deniers, pour 244 contribuables. (*Arch. de la Marne, C, 879.*)

Les requêtes à fin de décharges d'impositions étaient nombreuses : le village, situé au confluent de la Marne et de l'Issoire, avait particulièrement souffert des dernières inondations, notamment de celle de 1784. L'affluence des eaux causée par la fonte des neiges avait été, cette année, si considérable que les trois quarts des maisons et des granges avaient été endommagées. Une dame veuve Dommange exposa qu'elle « avait séjourné pendant trois jours dans ses bâtiments ; qu'elle fut obligée de se retirer avec ses enfants, et le peu qu'elle pouvait avoir, chez des particuliers de la paroisse qui avaient bien voulu la secourir et la loger ; elle ne fut pas plutôt sortie de sa maison qu'elle s'écroula ». (*Ibid., C, 946.*)

garennas dans l'étendue du terroir, qui sont remplies de lapins et une grande quantité de lièvres qui leur causent annuellement des dégâts considérables (1) ;

5° Il serait intéressant de maintenir en exécution les règlements relatifs aux colombiers, et de forcer les propriétaires à garder leurs pigeons dans le temps des semailles et pendant les moissons ; de permettre à tout le monde de les détruire, et d'autoriser les États généraux à faire faire des chasses pour diminuer le gibier qui dévaste les campagnes (2).

Pierre PRIN, Pierre GALLOIS, Nicolas HUET, Jean VIART,
Pierre APPERT, etc.

(22 signatures.)

MARGERIE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Margerie (3) était composée de 60 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 8 mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent

(1) Les habitants de Mairy avaient déjà adressé de nombreuses plaintes à l'intendant au sujet de la dévastation de leurs terres par la trop grande quantité de gibier que conservait leur seigneur. Celui-ci avait répondu aux imputations des habitants. « La preuve de la fausseté de cette assertion (la destruction des récoltes), disait-il, est que depuis vingt ans les baux des dîmes qui sont, non pas en argent, mais en grains, sont augmentés de plus d'un tiers ; donc, bien loin de diminuer, le terroir augmente sa production... » (*Arch. de la Marne, C, 631.*)

(2) Voir les cahiers d'Aulnizeux, page 60, et de Cernon, page 125.

(3) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 219. Cahier, dossier c, pièce 66 : 6 pages non cotées mais paraphées en bas ne varietur par Regnard ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 608 et 633* : Administration de la communauté ; traité avec le maître d'école ; procès avec le prieuré de Margerie ; comptes des syndics. — *C, 1040* : Vingtièmes. — *C, 1614* : Corvées. — *C, 1697* : Ponts. — *C, 1873* : Église et presbytère. — *C, 2470* : Incendie de 1762. — *C, 2700* : Salaire du sonneur. — *C, 2966* : Impositions. — *E, 897* : Minutes de la justice du bailliage de Margerie (1679-1745). — *G, 394* : Doyenné de Margerie.

Arch. de l'Aube, G, 16, 232 : Prieuré de Margerie (inventaire). — *G, 81* et suivants : Nomination de curés. — *G, 722* : Biens et administration de la paroisse de Margerie, chef-lieu d'un doyenné du diocèse de Troyes ; — etc.

— Margerie qui, on l'a vu (page 208), formait avec Corbeil une enclave dans le bailliage de Chaumont-en-Bassigny, appartenait à l'élection de Vitry ;

sous la présidence de Louis-Charles REGNARD, lieutenant au bailliage et gruerie de Margerie. — Le procès-verbal constate la présence de Stravailliot, Pothier, Thévart, F. Dory, Chapuy, Louis Badois, F. Savetier, Rivière, Ovy, Alexis Laloye, Augustin Gouthière, Rebourt, Oudin, Rivière, Antoine Jaquot, J. Rivière, P. Férat, F. Bailly, J.-B. Thalot, Jérémie, N. Pierre, François Pierre, J. Lorphelin, Chatelle, Rebourt, I. Malot, Nicolas Malot, Louis Leseur, L. Rivière, Antoine Gouthière, Regnard et Rivière, syndic. « Quant au surplus de la communauté, ajoute le procès-verbal, ils ont déclaré ne savoir signer... » — Les députés furent le président Louis-Charles REGNARD, et le syndic RIVIÈRE.]

CAHIER

Cahier de plaintes, de doléances et remontrances du Tiers état de la paroisse de Margerie.

La communauté de Margerie, en l'assemblée générale, se plaint de ce que le Tiers état supporte une foule d'impôts en taille, capitation, ustensiles d'industrie, rachat de corvée et autres charges publiques, tandis que les ecclésiastiques et les nobles, qui possèdent les plus riches propriétés, ne paient presque point d'impôts.

1. — *Impôt unanime. — Privilèges supprimés. — Impôt territorial en argent. — Suppression des aides.* — La commune remontre : 1° Qu'il est de la raison et de l'équité que tous les sujets du Roi, sans distinction de rang ni de qualités, contribuent au paiement des impôts dans l'égalité proportionnelle, et que les privilèges pécuniers doivent être supprimés ;

2° Que la taille, la capitation arbitraire, doivent être remplacées par une subvention territoriale, le tout en argent ;

3° Que la régie des aides doit être supprimée comme chose odieuse et répugnante à la raison, et remplacée par une taxe sur les vignes et une industrie sur les débitants de boissons, sur les commerçants et manufacturiers.

2. — *Sel marchand.* — La commune demande la suppression des gabelles et que le sel devienne marchand, pour réformer les

aujourd'hui la commune fait partie du canton de Saint-Remy-en-Bouzemont, arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 64 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 2 nobles. — Population : 134 hommes, 124 femmes, 26 garçons et 15 filles, soit 299 habitants. — Elle était de 271 habitants en 1787, parmi lesquels 10 laboureurs, 33 manouvriers, 5 fileuses, 2 cabaretiers, 6 veuves et un chirurgien du nom de Jean-Antoine Convert. (*Arch. de la Marne, C, 427.* — LANGELET : *op. cit.*, page 29.)

grands abus qui se commettent dans cette partie, pour qu'il ne soit plus décerné de contraintes qui obligent le pauvre artisan à lever du sel en gros, quoiqu'il y ait des regrats (1) établis pour ces mêmes artisans.

3. — *Tarif des contrôles.* — La commune demande que les droits de contrôle, scel et insinuations soient modérés et fixés par un tarif clair et intelligible, pour éviter les abus qui se commettent.

4. — *Impôt en la province réduit en proportion des autres provinces.* — La commune demande que la contribution de la province de Champagne soit proportionnée aux ressources et facultés des autres provinces de France ; que la Champagne soit mise en pays d'État.

5. — *Milice.* — La commune remontre que les privilèges accordés aux ecclésiastiques et aux nobles, pour le tirage des milices, est un abus ; que ces deux états, voulant favoriser quelques-uns, les prennent à leur service pour quelques temps, et lorsque les milices sont tirées, les renvoient à leur destination.

6. — *Impôt sur tous les ordres. — Religieux en activité. — Pauvres nourris dans leur ordre. — Abolition des quêtes.* — La commune demande que le Clergé et la Noblesse soient imposés avec le Tiers état dans un rôle commun, et que tous les membres du Clergé, tant séculier que régulier, soient mis en activité, les uns pour desservir les paroisses, les autres pour l'éducation de la jeunesse, d'autres pour soigner les malades dans les hôpitaux, et les autres pour la prédication et la confession ; que le Clergé de chaque classe nourrisse tous ses membres et que les quêtes et mendicités soient abolies.

7. — *Abolition des droits féodaux. — Encouragement des arts. — Barrières reculées.* — La commune demande que la cense, corvée seigneuriale, banalité et autres droits féodaux nuisibles à la liberté des personnes et des biens, soient abolis, sauf le retrait desdits droits qui seront reconnus légitimes ; que l'agriculture, les arts, le commerce, soient encouragés par la liberté ; que les barrières et péages soient reportés sur les frontières du royaume.

8. — *Haras. — Eaux et forêts.* — La commune demande que

(1) Voir le cahier de Fèrebrianges, page 291.

les commissaires, les haras, les maîtrises des eaux et forêts et tribunaux d'exception soient supprimés.

9. — *Code civil. — Cour souveraine.* — La commune demande que la Nation soit jugée par des pairs ; que les lois civiles et criminelles soient réformées ; qu'il n'y ait que deux degrés forcés de juridiction ; que les communes soient rétablies dans l'ancien droit de choisir leur juge, sous l'autorité d'un premier officier nommé par le Roi, et qu'il soit établi dans chaque province une cour souveraine composée d'ecclésiastiques, de nobles et de membres du Tiers état.

10. — *États généraux.* — La commune demande que les États généraux s'assemblent tous les cinq ans ; que la durée des impôts soit limitée ; que les dépenses de l'État soient fixées ; que les États généraux établissent, de concert avec le Roi, une commission intermédiaire pour la vérification des enregistrements provisoires.

11. — *Routes. — Poids, mesures, numéraire.* — La commune demande que les routes royales, ouvrages publics, chemins, ruisseaux, soient entretenus aux frais des trois ordres des citoyens, et que les intérêts du prêt soient autorisés entre toutes sortes de personnes ; que les poids et mesures et la levée numéraire soient rendus uniformes dans tout le royaume.

12. — *Vote par tête.* — La commune demande que les députés du Tiers état soient autorisés à voter par tête dans l'assemblée nationale, sans souffrir de distinction humiliante.

13. — *Architecture.* — La commune demande la diminution des honoraires aux architectes nommés pour faire les devis pour réparations d'églises, ponts et chaussées des communautés (1).

14. — *Rentrée des communes. — Gibier. — Huissiers-priseurs.* — La commune demande la rentrée des biens communaux qui ont été aliénés (2), en remboursant le prix d'aliénation ; la réduction

(1) Voir les dossiers : *Arch. de la Marne, C, 1697* : Pont de Margerie ; et *C, 1873* : Travaux à l'église et au presbytère de 1750 à 1792.

(2) Les habitants de Margerie avaient soutenu un procès contre le prieuré de Sainte-Marguerite du lieu (ordre de Cluny), au sujet de la jouissance des étangs des Grandes-Couées exploités par le monastère et revendiqués par la communauté comme ayant été aliénés. (*Arch. de la Marne, C, 633.*) — Les bois des religieux établis à Margerie avant 1198, étaient immenses ; mais une partie avait été également usurpée. (Déclaration des biens et revenus du prieuré. — *Arch. de l'Aube, G, 722.*)

du gibier dans les finages ; la suppression des huissiers-priseurs qui deviennent trop onéreux aux familles et aux mineurs.

15. — *Charges.* — La commune demande que les charges de judicature ne soient accordées qu'à des personnes qui auront suivi le barreau en en donnant des preuves.

16. — *Impôt consenti par les États.* — La commune demande que les États généraux aient seuls le droit de régler et consentir aux impôts, et qu'aussitôt que le vide sera rempli, que l'impôt territorial en argent reste seul et unique, s'il suffit au besoin ordinaire de l'État.

17. — *Suppression du papier timbré.* — La commune demande la suppression du papier timbré dont l'usage n'opère aucun avantage aux peuples et, au contraire, sa mauvaise qualité est cause que les actes qui devraient se conserver de génération en génération périssent et que, d'ailleurs, c'est, on peut bien le dire, l'objet d'une exaction et d'une concussion révoltantes.

18. — *Impôt de la province en considération des autres.* — La commune prie Sa Majesté et les États généraux de prendre en considération que la province de Champagne, eu égard à sa population, est une des plus surchargées en impôts ; qu'elle paie plus que le produit de cent sols par cent francs et que les habitants ne vivent que sur leur industrie.

19. — *Honoraires des députés.* — La commune demande de fixer la somme qui sera payée par jour à chaque député aux États généraux, et sur quels fonds (1).

20. — *Travaux de charité.* — La commune demande que l'argent de charité accordé aux seigneurs soit employé pour l'utilité publique, parce que la plupart s'en servent pour l'enjoivement de leurs terres (2).

21. — *Prescription des droits seigneuriaux.* — La commune demande que tous cens, redevances, pacages et autres droits seigneuriaux de cette espèce, soient déclarés prescrits, tant pour le fond que pour les arrérages, à défaut de nouvelle reconnaissance depuis trente ou quarante ans, à l'exception de ceux du Roi qui ne sont pas prescriptibles.

(1) Voir la préface.

(2) L'intendant de la généralité confiait aux seigneurs des lieux choisis comme sièges d'ateliers de charité, les crédits destinés aux travaux ; mais ceux-ci en abusaient et faisaient travailler pour leur propre compte. (Voir le cahier de Montmort ci-après.)

22. — *Suppression des impôts de cuirs.* — La commune demande que les impôts établis sur les cuirs soient supprimés par rapport à la cherté des marchandises fabriquées de cette matière.

Fait et arrêté à l'assemblée générale de la commune de Margerie, le 8 mars 1789, et ont, les habitants qui savent signer, signé avec nous.

STRAVAILLIOT, LOUIS BADOIS, F. DORY, POTHIER, THÉVARD,
REBOURT, etc.....

RIVIÈRE, syndic, REGNARD.

(31 signatures.)

MARSON

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Marson (1) était composée de 120 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent « en la maison curiale du lieu », sous la présidence de Pierre LE MAIRE (2),

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 210. Cahier, dossier c, pièce 111 : 10 pages et une de signatures, cotées et paraphées par Le Maire « L. M. » ; sur une fausse couverture, mention : « Vu et lu » d'un commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage, qui paraît être de Le Maire lui-même. — Le cahier semble aussi avoir été écrit par Le Maire ; mais les sous-titres mis en marge sont, croyons-nous, de l'écriture de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 633 et 2919* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 882, 938 et 946* : Impositions. — *C, 1592* : Corvées. — *C, 1874* : Église et presbytère. — *C, 2894* : Protestants. — *E, 1005* : Fief du vidamé de Châlons sis à Marson. — *G, 105 et 1845* : Biens de la cure. — *G, 457, 464, 648, 972, 1543 et 1568* : Biens du chapitre Saint-Étienne : cens, dîmes, terrage. — *G, 1767* : Biens de la paroisse Saint-Jean de Châlons ; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — L'abbé Victor BOUR : *Marson d'hier et Marson d'aujourd'hui* (publié dans les *Mémoires de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne*, année 1885-1886, pages 116 à 174). — A. NORMAND père : *Tableau statistique historique du canton de Marson. (Annuaire de la Marne, 1812, pages 20 à 112.)*

— Marson appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 124 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 173 hommes, 180 femmes, 40 garçons et 50 filles, soit 443 habitants.

(2) Voir à la préface, la notice biographique sur l'avocat Le Maire, qui fut également député des communautés de Chépy et de Moncets.

avocat en parlement, prévôt de la prévôté et justice seigneuriale de Marson. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Cailliet, Claude Fauchat, Claude Guttin, Claude Hermant le jeune, syndic, Claude Hermant l'ainé, Claude Parjouet, François Aubert, François Gény le jeune, François Gény le plus jeune, François Hermant, François Marchal, François Oudart, Henry Reaux, maître d'école, Jacques Delaval, Jacques Delaval, Jacques Prinet, Jacques Noël, Jacques Oudart, Jean-Baptiste Dommanget, Jean-Baptiste Hermant, Jean Collot-Cardinal, Jean Dommanget, Jean Guttin, Jean Hermant le plus jeune, Pierre Letoullas, Jean Lemont, Jean Noël, Jean Noël le jeune, Jean Parjouet, Jean Pérard, Jean-Pierre Laurent, Jean Remy, Joseph Dommanget, Joseph Oudart, Louis Delaval, Martin Étienne, Memmie Robert, Nicolas Cailliet, Nicolas Chonet, Nicolas-Henry Cailliet, Nicolas Cailly, Nicolas Sary, Pierre Aubert, Pierre Barrois, Pierre-Charles Godart, Pierre-Claude Cailliet, Pierre-David Dommanget, Pierre Delaval, Pierre Delaval le jeune, Pierre Dommanget, Pierre Dommanget le jeune, Pierre-François Sary, Pierre Hermant, Pierre Lemont, Pierre Marchal, Pierre-Nicolas Oudart, Pierre Parjouet, Pierre Remy l'ainé, Jean-François Sary, François Delaval, François Delaval le jeune, Hubert Noël, Louis Delaval, Simon Philipponat, Jean-François Delaval, François Aubert, Jacques Hermant, Thomas Pérard, Charles Aubert, Claude Cailliet, Claude Hermant le plus jeune, Gibrien Aubert, Jean Hermant, Jean Pichard, Laurent Vallery, Nicolas Oudart et Pierre Lemont. — Les députés furent le président Pierre LE MAIRE et le syndic Claude HERMANT.]

CAHIER

Plaintes et doléances de la communauté de Marson, arrêtées le 8 mars 1789, relativement à la convocation des États généraux du royaume.

Les habitants du village de Marson, pénétrés de la plus vive reconnaissance envers Sa Majesté, du vœu par elle formé de réformer les abus et d'établir un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, pour la prospérité générale du royaume et le bien de tous et de chacun de ses sujets, désiraient pouvoir faire de nouveaux sacrifices pour subvenir aux besoins de l'État ; mais voici, dans l'exacte vérité, leur triste position :

Le sol du territoire de Marson est tellement ingrat que les deux tiers ou environ sont en friche, et quant à l'autre tiers, le cultivateur perd souvent le fruit de ses sueurs et de ses travaux en ne récoltant rien ou presque rien sur ce qu'il a labouré et ensemencé à grands frais, et cependant il est soumis à l'impôt

de même que s'il avait fait une récolte ordinaire sur tous les objets soumis à l'impôt (1).

Les terres sont généralement si médiocres que le journal, composé de huit denrées, la denrée de quatre-vingts perches, la perche de huit pieds, mesure du Roi (2), est censé ne rapporter que trente sols de revenu, l'un dans l'autre, bon et mauvais, et ce revenu de trente sols donne lieu à des impôts qui, réunis, montent à dix-sept sols six deniers et, sur les douze sols six deniers restants, il faut que le cultivateur-propriétaire nourrisse sa famille et ses domestiques, et que le cultivateur-fermier paie encore à son propriétaire la pension convenue.

Enfin les autres impôts auxquels il est assujetti, soit relativement au sel qu'il est obligé de consommer dans tous les temps, soit relativement au vin dont il ne peut se passer pour rétablir ses forces dans le temps des travaux considérables de la culture et des moissons, sont tels que l'habitant de Marson ne vit ordinairement que de pain de seigle et d'orge et de mauvais fromage salé et composé du laitage dont il a extrait le beurre qu'il va vendre à la ville.

Aussi ne trouve-t-on pas dans leur village cette espèce de luxe que l'on trouve dans quelques autres villages; leurs habitations et leurs mobiliers n'offrent que le strict indispensable, et si les femmes ne partageaient ces travaux pénibles que la nature semble avoir réservé aux hommes, et si les deux sexes ne se piquaient pas de s'adonner à un travail assidu et continu, jamais ils ne pourraient satisfaire à la dette de leurs impositions.

Dans ces circonstances, les habitants du village de Marson ne peuvent donc pas payer à l'avenir plus qu'ils ne paient en ce moment (3).

Les impôts actuels leur sont tellement à charge qu'ils

(1) Pour 2,000 arpents de terres labourables, il y en avait, sur le territoire de Marson, 3,300 complètement incultes. Les récoltes produisaient à peine la semence : 262 boisseaux de froment, 2,750 de seigle, 3,125 d'avoine, pour les mêmes quantités ensemencées; 500 d'orge et 500 de sarrasin, produisant le double de la semence, année commune. (Dénombrement de 1773. — *Arch. de la Marne*, C, 430.)

(2) Voir le glossaire pour ces mesures.

(3) Le rôle de 1790 portait 1,129 livres 10 sols d'imposition principale et frais de collecte, 1,914 livres 7 sols 8 deniers d'accessoires et capitation et 519 livres 13 sols 6 deniers de prestation des chemins. (*Arch. de la Marne*, C, 882.)

craignent de les voir augmenter en augmentant leurs propriétés, et s'il était possible qu'on en augmentât la masse, cela irait nécessairement au détriment de leur agriculture, car tous abandonneraient la culture des terres qui ne leur offriraient que des récoltes incertaines ou dont la récolte suffirait à peine pour payer l'impôt.

Aussi, telle est la position misérable des habitants de Marson, qu'ils ne remplissent aucune des formalités qui peuvent assurer leurs propriétés et celles des enfants qui restent orphelins (1).

Leurs contrats de mariage et leurs partages se font sous seing privé, pour éviter des droits de contrôle qu'ils sont hors d'état de payer.

Leurs ventes ou leurs acquisitions se font sous seing privé, pour éviter les droits de contrôle et de centième denier qu'ils n'ont pas le moyen de payer, et de fait, si, pour ces différents objets, ils avaient recours à des officiers publics, la dépense à laquelle leurs actes donneraient lieu, excéderait souvent la valeur des objets partagés ou acquis, et en effet, depuis peu, lors de la vente publique de quelques terres médiocres en détail, on a vu des vendeurs offrir soixante journaux de terre pour une modique somme de trois livres et ne point trouver d'acheteurs parce que l'acte de l'officier public eût coûté plus que les soixante journaux ne valaient et que, d'ailleurs, ils ne valaient pas même l'impôt de 17^s 6^d auquel chaque journal de terre est assujéti annuellement.

Huissiers-priseurs (2). — Le chétif mobilier échu aux mineurs est presque en pure perte pour eux, parce qu'il faudrait se servir du juré-priseur pour en faire la vente et que le voyage du juré-priseur, ses vacations et ses quatre deniers pour livre en absorberaient la valeur, et de là ces ventes secrètes et clandestines qui tournent toujours au préjudice des mineurs, parce qu'on n'ose les faire publiquement et à l'encan (3).

Greffier des experts. — Qu'un mineur soit propriétaire d'une

(1) Il y avait à Marson de nombreuses familles : en 1786 on accorda à Jean Pérard, père de dix enfants, l'exemption de ses impositions. (*Arch. de la Marne, C, 938.*)

(2) Ces sous-titres sont mis en marge et d'une autre écriture qui paraît être celle de l'avocat Prieur.

(3) Voir le cahier d'Athis, page 41.

portion quelconque dans un immeuble et qu'il ne puisse commodément se partager, il ne sera point licité, parce qu'on ne peut se passer du ministère du greffier des experts pour recevoir le rapport qui en aura constaté la valeur.

Ce greffier réside à Châlons ; sa charge ne lui a coûté que 2,000# pour toute l'étendue du bailliage royal de Châlons, mais s'il se déplace ou s'il communique son droit à quelqu'un, c'est 24# ou 30# qu'il lui faut pour son voyage, ses vacations et la grosse du procès-verbal, et ces 24 ou 30# donnent ouverture à des droits royaux, et le tout emporte une portion considérable de la valeur de l'objet licité (1).

Qu'une succession soit à partager entre des majeurs et un mineur, pareil inconvénient : il faut une estimation par experts, si l'on veut procéder régulièrement ; la masse des mauvaises terres à partager occasionnera beaucoup de vacations et le greffier des experts, s'il opère, aura pour sa part dans la succession ; mais alors les partageants préfèrent de rester dans l'indivision et d'attendre que le mineur soit devenu majeur, et alors ainsi l'immeuble à liciter dépérit faute de réparations et des terres médiocres deviennent de mauvaises terres, parce que le cultivateur ne se soucie pas de répandre ses engrais sur des terres dont il ne jouit qu'à titre de fermier en attendant la majorité de son co-propriétaire.

Enfin, le mineur est sur le point de devenir majeur ; alors un majeur décède et laisse des enfants mineurs ; alors aussi l'indivision se perpétue et avec elle se perpétuent tous les inconvénients qui résultent de l'indivision.

Voilà, sans doute, de grands abus ; mais la réforme en est facile :

1^o Autoriser le juge des lieux à recevoir les conventions des parties ;

2^o Supprimer le droit exclusif accordé aux notaires royaux de faire les inventaires ;

3^o Supprimer la charge du juré-priseur ;

4^o Supprimer la charge du greffier des experts ;

5^o Supprimer toutes ces lois qui interdisent aux juges et à tous ceux qui concourent à l'administration de la justice de rédiger sous seing privé les conventions des parties.

(1) Voir le cahier de Charmontois-l'Abbé, page 136.

Tel est le vœu des habitants de Marson en ce qui concerne leurs conventions et l'administration de la justice, s'en rapportant, au surplus, à la prudence de Sa Majesté pour établir dans chaque généralité une cour souveraine qui connaisse en dernier ressort de toutes matières généralement quelconques.

Portion congrue. — Annexe. — Casuel. — Quant à la religion, les dîmes ecclésiastiques de leur territoire se louent environ 2,000*, et cependant leur curé qui est à portion congrue partage les soins de son ministère entre eux et le village de Francheville, distant de Marson d'environ trois quarts de lieue ; et, en conséquence, ils désirent que ce double abus soit réformé, que leur curé soit affranchi de la desserte de Francheville et que son sort soit amélioré et fixé à la somme de 1,200* par an, attendu la population du village de Marson et les aumônes qu'il est dans le cas de faire ; s'en rapportant au surplus à la prudence de Sa Majesté pour que les curés fassent gratuitement à l'avenir toutes les fonctions de leur ministère (1).

Gibier. — Pigeons. — Les habitants de Marson sont encore en droit de se plaindre de la multiplicité du gibier qui infeste leur territoire et du grand nombre de pigeons qui désolent leurs chétives propriétés, surtout dans le temps des semailles et des moissons, et ils s'en rapportent également à la prudence de Sa Majesté pour faire promulguer une loi qui les délivre de cette double tyrannie (2).

Milice. — Le tirage des milices donne lieu à beaucoup de frais et à un grand dérangement : les cultivateurs sont enlevés à leurs travaux dans une saison précieuse et c'est pour leurs enfants une occasion de s'adonner au libertinage (3).

(1) Baux des dîmes de Marson de 1532 à 1698 et de 1730 à 1787. (*Arch. de la Marne*, G, 648 et 1543.) — Les dîmes appartenaient en grande partie au chapitre de Saint-Étienne et à celui de Notre-Dame-en-Vaux de Châlons. Une transaction du 19 juillet 1578 et une enquête de 1728 fixèrent la quotité de la dîme de Marson à la treizième gerbe pour le froment et le seigle, et à la seizième gerbe pour l'orge et l'avoine ; quant à la dîme du vin, elle se levait à raison de 8 pintes par poinçon.

Par une transaction du 24 mai 1630, le chapitre avait abandonné au curé de Marson les menues dîmes pour la desserte de Francheville ; mais une sentence du bailliage de Châlons, du 2 avril 1686, dut cependant être rendue pour obliger les décimateurs à payer au curé de Marson la portion congrue qui lui était due. Une convention Intervint à la suite de ces procédures, entre les chanoines de Saint-Étienne de Châlons et le chapitre de Vitry, fixant à 300 livres cette portion congrue (27 mai 1686).

(2) Voir les cahiers d'Aulnizeux, page 60, et de Cernon, page 125.

(3) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

Enfin, les habitants de Marson désirent que les comptes de leur communauté se rendent sans frais et qu'ils soient autorisés à faire procéder par économie aux dépenses de reconstruction, d'entretien et de réparations qui sont à leur charge (1).

Gabelle. — Sa Majesté étant instruite, combien l'impôt du sel est à charge aux cultivateurs, elle prendra sans doute les mesures convenables pour que cette denrée de première nécessité leur soit vendue à meilleur marché, jusqu'à ce que la restauration des finances permette d'anéantir cet impôt ainsi que tous ceux auxquels ils sont assujettis à l'entrée des villes où ils vont vendre leurs denrées (2).

Aides. — Il est encore d'autres droits qui sont à charge aux cultivateurs, tels que les droits qui se perçoivent sur le vin.

S'ils remettent du vin pour leurs moissons, on les accuse assez fréquemment d'une trop grande consommation ; ils sont à la merci des commis qui décernent contre eux des contraintes à tort et à travers ; les plus timides paient sous le nom de trop-bu les droits d'un vin qui a été véritablement consommé à l'occasion de leurs récoltes, et ce n'est qu'à force

(1) Comptes des syndics de 1770 à 1789. (*Arch. de la Marne*, C, 633.) -- Dossiers des réparations de l'église en 1729, 1735 et 1742, et du presbytère en 1781, travaux dont les dépenses furent supportées par la communauté. (*Ibid.* C, 1874.)

Les habitants étaient aussi astreints aux travaux de réparations des chemins, notamment de celui qui conduisait de Marson à Châlons, « le seul qui, dit un rapport de l'ingénieur Le Jolivet, doit intéresser les habitants de Marson, lequel, ajoutait-il, a besoin d'un rechargement de craie, depuis l'issue de Marson jusqu'au Buisson, sur le chemin du Mont-Martin. La craie se prendra de droite et de gauche au moyen de trois jours de corvée bourgeoise fournie par les soixante chevaux et les trente-six manœuvres qui forment la force de cette communauté ». (Ordonnance du 21 décembre 1784). — Les orages occasionnaient de fréquentes inondations qui ravinaient ces chemins et nécessitaient de nombreuses corvées en dehors de celles exigées par l'État (voir requête des habitants du 26 avril 1786 et ordonnance du 6 novembre de la même année, etc.) — (*Monographie* de l'abbé Bour, — et *Arch. de la Marne*, C, 1592.)

(2) Droits et octrois perçus à l'entrée de Châlons. (*Arch. de la Marne*, C, 408 et 521). — Le cahier de Courtisols, village voisin de Marson (page 238), parle d'un droit de *rouage* qu'on venait d'établir sur les voitures de marchandises entrant à Châlons à raison de treize sols par chacune d'elles, et montre les abus auxquels la perception de ce droit donnait lieu. — Le droit de rouage avait été établi par arrêt du Conseil d'Etat du 27 juillet 1772 et réglé par ordonnance de l'intendant Rouillé d'Orfeuil du 9 février 1773. (*Bibliothèque de Reims* : Recueil in-4° d'arrêts et ordonnances concernant les octrois des villes. — N, 2751.)

de pas et de démarches que les autres parviennent à faire annuler les contraintes mal à propos décernées contre eux.

Si leurs facultés ne leur permettent pas de s'approvisionner de vin pour leurs moissons, alors ils sont obligés de l'acheter au cabaret, ce qui augmente considérablement les frais de leurs récoltes, le cabaretier étant obligé de renchérir son vin, soit en raison des droits de détail auxquels il est assujetti, soit en raison du bénéfice qu'il est dans le cas de faire sur la denrée qu'il revend.

Au surplus, les habitants de Marson espèrent que Sa Majesté voudra bien prendre en considération que la majeure partie des impôts porte sur la classe la moins aisée de ses sujets, tandis que le Clergé et la Noblesse, dont les possessions sont si considérables, ne paient presque rien ; et qu'en conséquence elle prendra les mesures convenables pour que tous ses sujets indistinctement contribuent à la dette de l'État, en proportion de leurs propriétés et revenus dans ce lieu même où ces propriétés et revenus existent.

Claude CAILLIET, Claude FAUCHAT, Claude GUTTIN, Claude
HERMANT, Claude PARJOUET, François AUBERT, Fran-
çois GÉNY, etc.....
LE MAIRE.

(69 signatures.) (1)

MATOUQUES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Matougues (2) était composée de 127 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 4, les habitants se réunirent « en la maison

(1) En marge de la dernière page, Le Maire a écrit : « Fin des plaintes doléances et remontrances du village de Marson. — L. M. »

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 211. Cahier, dossier c, pièce 138 : 10 feuillets (dont 2 inutilisés) y compris une couverture, cotés et paraphés par Gougelet. Du reste, au dos de la couverture, on lit la mention : « Le présent cahier, contenant 10 feuillets, celui-ci compris, a été coté et paraphé par premier par nous, Maurice-Benoît Gougelet, lieutenant en la justice de Matougues, le 4 mars 1789. — M.-B. GOUGELET. » — Visa de Prieur sur la couverture).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 634 et 2919 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics ; incendie de 1757. —

du syndic municipal indiquée pour l'assemblée générale des habitants, » sous la présidence de Maurice-Benoist GOUGELET, lieutenant en la justice de Matougues. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Chailliot, syndic municipal, Nicolas-André Bonnart, procureur fiscal, Nicolas-Jacques Bonnart, Nicolas Jolicœur, Nicolas-Remy Launois, Jean Jolicœur, Claude Jacquinet, Nicolas Gougelet, Jean Mailly, Nicolas Jacquinet, Claude-Michel Barbat, Pierre Dardart, Pierre Bonnart l'aîné, Pierre Bonnart le jeune, Jean-Baptiste Jacquinet, Étienne Gougelet, Georges Pariset, Nicolas-Quentin Pariset, Cyprien Hutin, Pierre-François Crochet, André Meunier, Pierre Pariset, Nicolas Pariset, Claude-Louis Legentil, André Rivière, Jean-Denis Pariset et encore, d'après les signatures, Jean-Baptiste Pariset, Nicolas-Maurice Jolicœur, Jean-Baptiste Pernet, Jacques Oudinot. — Les députés furent le président, Maurice-Benoist GOUGELET, et le procureur fiscal, Nicolas-André BONNART.]

CAHIER

Plaintes et doléances au Roi pour l'assemblée des États généraux.

Supplient très humblement Sa Majesté et demandent, les habitants, corps et communauté de Matougues. Les habitants dudit Matougues, pénétrés des sentiments d'amour et de recon-

C, 883 et 946 : Impositions. — C, 1024 : Capitation. — C, 1046 : Vingtièmes. — C, 1592 : Corvées. — C, 1595 : Route de Dormans à Châlons (1769). — C, 1873 : Église et presbytère. — C, 1956 : Incendie de 1757. — C, 2688 et G, 94 : École de filles. — D, 13 : Ferme du collège de Châlons à Matougues. — E, 181 et 182 : Famille Durey de Bourneville, seigneur de Matougues; terrier. — E, 1005 : Usages. — G, 107 et 1846 : Biens de la cure; visites épiscopales. — G, 174 : Réparations des moulins sur la Marne. — G, 430, 457, 615, 644 et 698 : Prés du chapitre Saint-Étienne. — G, 856 : Censives des chapelains de la congrégation. — G, 1098, 1106 : Censives de la collégiale N.-D.-en-Vaux. — G, 1199 : Ferme appartenant à la collégiale de la Trinité. — G, 1172 : Prés à l'église Sainte-Marguerite de Châlons; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — Une monographie inédite, en deux volumes de 300 à 400 pages chacun, a été écrite par l'abbé Henry, ancien curé de Matougues, de Dormans, puis de Sainte-Ménehould, décédé récemment. Cet ouvrage, intitulé : *La paroisse et le village de Matougues*, porte la date de 1884; il a été présenté à la Société académique de Châlons en 1889. — L'auteur a utilisé les Archives départementales et aussi les Archives de la commune; il cite à maintes reprises des registres des premières années de la période révolutionnaire (1789-1793), et des « liasses de l'administration des syndics » qui, depuis, ont disparu de la mairie. — Il analyse et commente le cahier de doléances de Matougues d'après le document des Archives départementales.

— Matougues appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 133 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 218 hommes, 217 femmes, 48 garçons et 46 filles, soit 529 habitants.

naissance pour leur souverain, ont l'honneur de faire les demandes suivantes que leurs députés à l'assemblée des trois ordres de ce bailliage, sont priés de faire insérer dans le cahier général du Tiers état dudit bailliage :

1. — *Pays d'Etat.* — Que toutes les provinces du royaume soient, par le Roi et les États généraux du royaume, érigées en pays d'État ;

2. — *Impôt unique en nature.* — Qu'il soit établi un impôt unique sous le nom de subvention territoriale ou d'ime royale en nature, que les ecclésiastiques et les nobles paieront sans distinction et sans exception ; par conséquent, plus de vingtième, ni de taille, ni de décimes ;

3. — *Prestation de la corvée sur tous les ordres au dixième de la taille.* — Que la prestation en argent de la corvée soit diminuée ; elle est trop forte au sixième de la taille : tel qui, auparavant, ne dépensait que dix-huit livres pour faire ou faire faire sa corvée, en donne aujourd'hui trente ; ainsi l'intention du Roi n'est point remplie ; il faudrait que cette prestation pécuniaire ne se payât qu'au dixième tout au plus, et obliger tout le monde à la payer sans distinction ;

4. — *Même poids, même mesure, même coutume.* — Qu'il n'y ait, dans tout le royaume, qu'un même poids, une même mesure ; détruire les coutumes différentes et multipliées qui ne font qu'embarrasser dans les affaires ; il paraît naturel que, n'ayant en France qu'un même Roi, nous n'avons besoin que d'une même loi ;

5. — *Grands bailliages établis.* — Que l'on rétablisse les grands bailliages comme ils avaient été établis par la déclaration de l'année dernière ; tout le monde a senti et reconnu l'avantage de ce bel établissement et regrette toujours qu'il n'ait pas eu lieu ; alors les cris des particuliers intéressés ne doivent pas étouffer la voix publique qui doit toujours l'emporter (1) ;

6. — *Suppression des aides, traites et gabelles.* — Que les aides et les traites soient supprimés dans l'intérieur du royaume, les rejeter sur les frontières, abolir les gabelles, rendre le sel marchand et doubler la capitation pour dédommager Sa Majesté de la perte des finances que lui occasionne la suppression de cet impôt ;

(1) *Ordonnance royale sur l'administration de la justice du 8 mai 1788* (voir le cahier d'Évres, page 219).

7. — *Grandes routes inutiles supprimées. — Privilèges des maîtres de postes supprimés.* — Que l'on supprime les grandes routes inutiles; ce sera rendre à l'agriculture un terrain considérable; ce sera économiser un argent qui peut être mieux employé, et diminuer la surcharge d'impôts que souffrent les gens de la campagne; que l'on supprime les privilèges des maîtres de poste, qui sont toujours aux dépens du cultivateur, et que l'on fasse payer plus cher ceux qui vont en poste (1);

8. — *Abandon aux propriétaires voisins des arbres des grandes routes.* — Que l'on abandonne les arbres des grandes routes et chemins aux propriétaires qui les avoisinent, en les obligeant de planter, d'élaguer, d'écheniller; ce ne sera encore qu'un faible dédommagement du tort que les arbres leur font souffrir en épuisant les sucs de la terre qui ne produit presque rien dans leur voisinage; d'ailleurs, par ce moyen, on ne verrait plus sur les routes ces lacunes affreuses qui les déshonorent et qui, autrement, augmentent toujours par l'intérêt qu'ont les particuliers de détruire dans leur enfance les arbres que l'on plante tous les ans pour les remplir, et ce serait une dépense de moins (2);

9. — *Transport d'un commissaire sur les lieux pour la milice.* — Changer la manière de faire les milices; au lieu d'envoyer tous les garçons à la ville pour tirer, on pourrait obliger le subdélégué, ou un commissaire de sa part, de se transporter sur les lieux; pour cette opération, il est plus juste qu'un seul se déplace que soixante ou cent; d'ailleurs les garçons y gagneraient leur temps, la peine et les frais du voyage, et les mœurs ne seraient plus scandalisées des batteries que cette démarche occasionne et d'autres sottises (3);

10. — *Chasse libre et destruction des garennes.* — Que l'on rende la chasse libre et commune à tous les propriétaires sur

(1) Privilèges des maîtres de poste. (*Arch. de la Marne, C, 809, 812*). — Cahier de Bussy-Lettrée, page 116.

(2) Voir le cahier d'Étoges, page 271. — En 1741, l'intendant Le Peletier de Beaupré avait rendu une ordonnance défendant aux laboureurs de pousser leur charrue jusqu'aux arbres plantés sur les routes. — Le seigneur d'Écurey et de Champagne, dont les terres étaient traversées par la grande route, se vit dresser, en 1787, un procès-verbal par le chef de conduite des ponts et chaussées Janson, pour avoir fait abattre des arbres sur cette route. (*Arch. de la Marne, C, 1759*.)

(3) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

leurs terres, et non plus ; que les seigneurs jouissent du droit dans l'étendue de leur seigneurie, mais qu'on détruise les prétendues garennes que les seigneurs étendent et multiplient tous les jours sans droit, sans titre et contre la loi du royaume ; le gibier trop nombreux est un fléau terrible qu'on ne saurait trop empêcher, il vaut mieux anéantir des animaux nuisibles que de ruiner des laboureurs nécessaires (1) ;

11. — *Suppression des seigneuries ecclésiastiques et monastiques.* — Que l'on supprime les seigneuries ecclésiastiques et monastiques qui ne font qu'inspirer l'orgueil à ceux qui les possèdent et les distraient du service des autels ; d'ailleurs elles répugnent à l'esprit de J.-C. qui dit que son royaume n'est pas de ce monde ; elles sont contraires aux vœux d'humilité et de pauvreté que font les moines ;

12. — *Pauvres nourris par chaque communauté au moyen d'un bureau de charité.* — Que l'on ordonne à chaque communauté de nourrir ses pauvres invalides, les empêcher de sortir du lieu pour mendier ; faire travailler ceux qui le peuvent, leur donner de l'ouvrage, et pour cela il serait formé dans chaque paroisse un bureau de charité composé du curé, des marguilliers, des officiers de justice, du syndic et de deux notables nommés par l'assemblée générale de tous les habitants ; on ferait la quête deux fois par an ; l'argent serait déposé dans un coffre fermant à trois clefs différentes dont une au curé, la seconde au procureur et la troisième au syndic ; il serait tenu un registre coté et paraphé de recettes et de dépenses, et, à la fin de chaque année, on rendrait compte publiquement, avec la plus grande exactitude ; ce moyen paraît le plus sûr et le plus court pour détruire la mendicité que cet hiver vient de rendre plus abondante, plus importune et, par ces saisons, plus intéressante (2) ;

(1) Voir le cahier de Cernon, page 125.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 45. — La question de l'extinction de la mendicité avait été mise au concours en 1777 par l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Châlons. Les projets abondèrent ; plus de cent mémoires furent adressés à l'Académie : les meilleurs étaient dûs à Duperron ; Clouet, médecin à Verdun ; Grignon, antiquaire et maître de forges à Saint-Dizier ; d'Ancison, juge à Besançon ; Barbe de La Barthe, juge en Guyenne ; Pankoucke le jeune, à Paris, etc. ; et il est évident que, dans les divers cahiers du bailliage où il est traité de cette question, les rédacteurs se sont inspirés des idées qui furent répandues à cette époque dans la région par les

13. — *Municipalités continuées et garantes des impôts.* — Que les municipalités établies dans tous les lieux du royaume subsistent conformément au règlement de Sa Majesté; que chaque municipalité administre tout ce qui concerne les intérêts de sa communauté et qu'elle reçoive tous les revenus et fasse toutes les dépenses d'icelle, et que ladite municipalité soit garante et responsable de l'impôt du lieu, ou un de ses membres par elle choisi; que son receveur soit tenu de verser directement le montant de son imposition au trésor de l'État, et qu'il soit permis auxdites communautés de faire elles-mêmes la répartition de leurs impositions; ne point envoyer de commissaires

auteurs de ces manuscrits. Condorcet, alors en correspondance suivie avec le secrétaire perpétuel de l'Académie, Sabbathier (voir le cahier d'Écurey-sur-Cooles, page 265, note 1), le félicitait « d'avoir reçu de bonnes pièces sur la question importante qui était proposée » et indiquait lui-même le moyen d'utiliser à des machines, dans les dépôts de mendicité, les aveugles, les manchots, les hommes sans mains et ceux sans jambes. Dans la séance publique de l'Académie du 25 août 1777, présidée par l'évêque de Châlons, l'abbé Malvaux proclama que le prix était remporté par le docteur Clouet, de Verdun, et que les abbés Montlinot, de Lille, et Blanchard, de Tourteron, près de Rethel, se partageaient les accessits.

L'établissement des bureaux de charité dans chaque paroisse du royaume est la base de presque tous les mémoires présentés à l'Académie : « Établissons, dit l'abbé Malvaux dans son exposé, dans chaque paroisse du royaume, « un bureau de charité en faveur des misères journalières. Choisissons des « citoyens honnêtes, remplis de droiture et d'humanité, pour en être administrateurs. Leurs fonctions seront triennales : ils pourront, néanmoins, être « nommés une seconde et une troisième fois, après des intervalles. Ainsi ces « bureaux seront composés successivement de tout ce qu'il y aura de plus « distingué dans les paroisses... » ; puis l'abbé Malvaux discute la composition de ces bureaux dans les grandes villes, dans les paroisses des petites villes et dans les paroisses des campagnes où les laboureurs et les fermiers coopéreront avec le curé et le seigneur à la formation et à l'administration du bureau, etc... (Résumé des Mémoires qui ont concouru pour le prix accordé en l'année 1777 par l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Châlons-sur-Marne, et dont le sujet était : « Les moyens de détruire la mendicité en France en rendant les mendiants utiles à l'État sans les rendre malheureux », par l'abbé de Malvaux, vic. gén. de Châlons. Châlons-sur-Marne, Seneuze, 1779, in-8°. — *Discours sur la mendicité, qui a concouru au prix de l'Académie... et qui a obtenu le second accessit...* par l'abbé Blanchard. — *Moyen facile de supprimer la mendicité en assurant à toutes les classes du peuple une existence aisée dans la vieillesse*, par Linguet, etc. — *Bibliothèque de Reims* : Catalogue des sciences philosophiques et sociales n° 1529. — Voir aussi H. MENU : *Notes historiques sur la Société littéraire et sur l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Châlons-sur-Marne* : 1750-1792. Châlons, J.-L. Leroy, 1869, in-8° : *Bibliothèque de Reims*, C. R. 2042.)

qu'à celles qui en demanderont. Cette opération serait toujours plus facile, plus juste et ne coûterait rien (1) ;

14. — *Augmentation des portions congrues.* — Augmenter les portions congrues, les porter à une somme honnête ; nous payons la dime pour l'administration des sacrements, l'instruction et la célébration du service divin, et non pas pour nourrir des chanoines et des moines déjà trop riches, qui ne donnent rien aux pauvres de nos paroisses, qui ne prient pas pour nous et qui ne pensent à nous que pour nous faire payer sans miséricorde ; et faire une pension honnête aux curés qui ne seront plus en état de faire leurs fonctions, comme à ceux qui se seraient distingués par leurs mérites et leurs vertus ou quelque autre établissement utile (2) ;

15. — *Religieux mendiants rentés.* — De renter les religieux mendiants ou les supprimer ; prendre leurs revenus pour soutenir l'État ; ces mendiants sont une charge considérable pour les campagnes surtout : ils persécutent les habitants que leur importunité met à contribution en exigeant comme dû ce qu'ils ne devraient demander qu'avec modestie, humilité et prière, et l'honneur de la religion y gagnerait beaucoup ;

16. — *Résidence des bénéficiers.* — D'obliger tous les gens bénéficiers à résider sur le lieu de leur bénéfice ; ils y animeraient l'agriculture et le commerce, soulageraient les malheureux en faisant plus de bien ; ils seraient plus riches : cela vaudrait mieux que d'aller affamer la capitale et s'y ruiner ;

17. — *Suppression des lettres de cachet et de rescision.* — Supprimer les lettres de cachet ainsi que celles de rescision : c'est une horreur qui occasionne et soutient les faillites, ce qui ruine les cultivateurs de la campagne ;

18. — Qu'il soit défendu de planter des oseraies et autres

(1) Avant l'organisation de la municipalité établie en vertu du règlement du 23 juin 1787, les habitants de Matougues avaient eu à se plaindre de l'administration d'un de leurs syndics et de la façon dont les impositions étaient réparties par ménages. (*Arch. de la Marne, C, 634.*)

(2) Les dîmes de Matougues appartenaient à l'abbaye de Toussaints de Châlons. En outre, le chapitre Saint-Étienne de cette ville, les chapelains de la Congrégation, la collégiale de Notre-Dame-eu-Vaux, la collégiale de la Trinité et l'église Sainte-Marguerite de Châlons, possédaient la plus grande partie des terres de ce village ; les habitants protestent, on l'a vu à plusieurs reprises, contre ces « riches seigneuries ecclésiastiques et monastiques ». (*Cf. Arch. de la Marne, série G, les cotes relevées dans la première note de ce cahier.*)

bois dans le lit des grandes rivières ; c'est multiplier les fies que ces plantations occasionnent à faire nuire aux riverains qui perdent leurs héritages, leurs biens communaux, que les seigneurs s'emparent en dérangeant le cours de l'eau et gênent la navigation (1) ;

19. — *Abolition de tous les droits seigneuriaux.* — Qu'on abolisse tous les droits seigneuriaux comme quint et requint, lods et ventes, cens, champarts et banalités ; c'est encore une charge considérable pour les gens de la campagne, et sont autant de monuments de la servitude féodale si contraire aux constitutions d'une nation libre ;

20. — *Suppression des intendants.* — Supprimer les intendants de province ; ils deviennent inutiles par les États provinciaux ; c'est une double dépense toujours à la charge du Tiers état ; pour le contentieux, on pourrait s'adresser au bailliage royal dont il en serait établi un dans chaque province ;

21. — *Suppression des jurés-priseurs et modération du contrôle.* — Supprimer les charges de jurés-priseurs établies dans chaque bailliage ; que tous les contrôles soient modérés ; qu'il soit fait un nouveau tarif à cet effet, qui soit stable et ne change point le tout au nom du Roi ;

22. — *Durée des procès fixée à un an.* — Qu'aucun procès ne soit pendant en aucun tribunal plus d'une année ; qu'il soit déterminé par les États généraux jusqu'à quelle somme chacun des tribunaux inférieurs aux grands bailliages pourra juger définitivement et sans appel ;

23. — *Mendicité proscrite.* — Que la mendicité soit absolument proscrite dans tout le royaume, comme étant la source des plus grands maux qui affligent l'État ;

24. — Qu'il soit fait sur le registre de la municipalité un acte signé du seigneur et des membres d'icelle portant l'énumération de tous les droits et biens communaux pour éviter tout procès par la suite et pour empêcher qu'ils ne soient dorénavant envahis ;

(1) Les oserales, les bois plantés au bord de la Marne, les atterrissements ainsi que les ilots de la rivière avaient maintes fois fait l'objet de contestations entre les seigneurs riverains. En amont de Châlons, à Pogny et à Omev notamment, le chapitre de Saint-Étienne s'était assuré la propriété de ces accruës. (Procès-verbaux et transactions des 4 décembre 1607, 10 juin 1615, 27 avril 1622, 18 septembre 1723, etc.; baux des ilots et oserales de la rivière de Marne; etc. — Arch. de la Marne, G, 624 à 627.)

26 (1). — Pour ce qui concerne le revenu de nos fonds en propriété, nous payons le tiers juste du revenu par an en taille, capitation, impositions, accessoires, corvées, vingtièmes (2); un tiers pour l'ensemencement (3) et le labourage; nous avons donc l'autre tiers pour vivre, payer les droits seigneuriaux, les aides, les traites, etc., ce qu'examinant, nous avons la douleur de voir que nous ne pouvons vivre qu'avec la plus grande peine possible;

27. — *Chiens inutiles détruits et impôt de 6^s par an par chien.* — Détruire tous les chiens inutiles; n'en point laisser absolument aux pauvres, et si on en accorde aux gens aisés, les obliger à payer par an, six livres par chien; cet argent servirait à soulager les pauvres malheureux; les chiens mangent du pain; autant de moins sur la classe commune.

Telles sont les demandes, plaintes et doléances des habitants, corps et communauté de Matougues, qui prient leurs députés à l'assemblée des trois ordres du bailliage, de les faire insérer dans le cahier général du Tiers état dudit bailliage.

Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants, tenue cejourd'hui 4 mars 1789.

M.-B. GOUGELET, BONNART, BONNART, Jacques OUDINOT,
Pierre CHAILLIOT, syndic, etc.

(17 signatures.)

MOIVRE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Moivre et Saint-Hilaire (4) (comme il est porté en marge du document), était composée de 50 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la

(1) Le rédacteur du cahier a oublié le chiffre 25.

(2) La communauté de Matougues était imposée au rôle de 1790 pour 5,724 livres d'imposition principale, accessoires, capitation, rejet et prestation des chemins; cette somme était alors répartie sur 206 contribuables, y compris les anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne, C, 823.*)

(3) Sic : pour « ensemencement ».

(4) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 213. Cahier, dossier c, pièce 113 : 10 pages cotées et paraphées par Lagille; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 636* : Administration de la communauté; usages; comptes des syndics. — *C, 385* : Procès contre les

présidence de Claude LAGILLE, syndic. — Le procès-verbal constate la présence de Étienne Baudiet, Claude Remiet, Claude Jennequin et Jean Hanrion, officiers municipaux, Étienne Remiet, Jean-François Arnoult, Joseph Guillaume, Étienne Guillaume, Claude Thiret, François Baudiet l'aîné, François Baudiet le jeune, Claude-Ignace Baudiet, François-Joseph Jolly, Jacques Bodet, Louis Joannès, Claude Notret, Nicolas Delaval, Didier Jolly, Joseph Pichart, François Joannès, et encore d'après les signatures, Pierre-François Devarenne, Morlet, Pierre Peixquot (?), Jean-Baptiste Guillaume, Mathieu, Jean Lagille, Joseph Remiet, Nicolas-François Appert et Nicolas Jolly. — Les députés furent le syndic Claude LAGILLE et Étienne BAUDIET.]

CAHIER (1)

Les habitants et communauté de Moivre, assemblés en présence de Claude Lagille, syndic municipal de ladite paroisse, ont arrêté que les députés aux États généraux seraient chargés :

1. — De demander à Sa Majesté qu'il soit accordé à la généralité de Champagne des États provinciaux composés de trente-six membres pour le Clergé, de trente-six pour la Noblesse, de soixante-douze pour le Tiers état, lesquels députés seront élus à chaque tenue dans soixante-douze districts, lesquels districts éliront alternativement un député de la Noblesse et un du Clergé ; que la population soit prise pour base de cette division et que, du reste, les États soient réglés d'après les principes adoptés pour le Dauphiné.

2. — *Cour souveraine.* — Pour la réforme de la justice, qu'il soit établi un parlement dans la province ; que toutes les charges de judicature soient remboursées ; que les tribunaux d'exception

habitants de Moivre qui élèvent des pigeons en liberté. — C, 884 et 946 : Impositions. — C, 1024 : Capitation. — C, 1046 : Vingtièmes. — C, 1592 : Corvées. — C, 1876, 2890 et 2910 : Église et presbytère. — G, 105 et 1846 : Cure ; terres de la ferme de Saint-Hilaire. — G, 497 et 650 : Terres du chapitre Saint-Étienne. — G, 1715 : Ferme appartenant à la chapelle Saint-Michel de Châlons ; — etc.

— Moivre (qui formait communauté avec la ferme située près du Fresne, qu'on qualifiait autrefois de château de Saint-Hilaire), appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 30 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 65 hommes, 70 femmes, 12 garçons et 18 filles, soit 165 habitants.

(1) En marge de la première page on lit : « Le présent cahier et doléance, composé de 3 feuillets de 10 pages d'écrit, a esté cotté, paraphé par première et dernière pages par nous, syndic municipal, ce 8 mars 1789. — LAGILLE, syndic. »

soient supprimés et les affaires dont ils connaissent renvoyées aux tribunaux ordinaires ; que les tribunaux inférieurs soient répartis de manière à les rapprocher des justiciables ; que, pour remplir toutes les places, soit du parlement, soit des tribunaux inférieurs, il soit présenté par les États trois sujets parmi lesquels Sa Majesté en choisira un ; que tous les magistrats, juges et greffiers des sièges royaux soient payés par la province et qu'il leur soit défendu de recevoir aucuns dons, épices ou émoluments ; que les plaidoiries soient supprimées et que toutes demandes soient établies et défendues par simples mémoires pour lesquels il ne sera passé aucuns frais ; que toute personne puisse défendre sa cause, celle de ses enfants ou pupilles, et ne puisse défendre celle d'autrui qu'en vertu d'une convention libre et procuration spéciale ; qu'il plaise à Sa Majesté remplacer toutes les lois, coutumes et ordonnances actuellement existantes par des nouvelles lois, d'après lesquelles seront jugées toutes les contestations qui pourraient s'élever par la suite ; qu'il soit défendu aux juges et magistrats de juger outre et contre le contenu aux lois, et prescrit de s'adresser au chef de la justice pour avoir la décision de Sa Majesté dans les cas douteux et non prévus par les lois.

3. — Pour parvenir à la réforme de l'impôt, Sa Majesté sera suppliée d'établir sur tous les biens-fonds sans exception, en remplacement des décimes du Clergé, vingtièmes, tailles, capitations et accessoires et de l'impôt représentatif des corvées, un impôt unique fixé par provision à quatre-vingtième, et qu'il soit, en outre, perçu sur tous les sujets du royaume, capitation proportionnelle au commerce de chacun et à son industrie ; que la gabelle soit remplacée dans la province par une addition à la capitation d'une somme payable pour chaque tête au-dessus de sept ans, qui sera fixée par les États de manière à remplacer le produit net que Sa Majesté tire des gabelles de ladite province ; que les droits de traites perçus dans l'intérieur soient supprimés, et les barrières reculées à l'extrême frontière du royaume ; que l'impôt de la marque des fers et des cuirs soit supprimé et remplacé, ainsi que le déficit qui pourrait résulter du reculement des barrières, par un impôt sur le sucre, le café et les épices, perçu aux entrées du royaume ; et quant aux aides, que, s'il n'est pas possible d'en opérer la suppression aussi promptement que le bien de l'État l'exigerait, il soit au moins

ordonné que les droits de jauge, courtage et autres accessoires seront proportionnés à la valeur des vins, et qu'il soit pris les mesures les plus efficaces pour prévenir les vexations qui s'exercent sous le prétexte de gros manquant.

4. — Ils supplieront Sa Majesté de s'imposer à elle-même la loi de n'accorder aucune lettre de noblesse et de supprimer le privilège de donner la noblesse héréditaire attribué à différentes charges militaires, de judicature et de finance.

5. — Ils remontreront à Sa Majesté que les dépenses militaires sont montées à un taux excessif par le dédoublement des régiments et la création de nouvelles places au profit de la Noblesse ; qu'il est nécessaire de les réduire en réformant les troupes réglées, en supprimant les places de gouverneurs des provinces et autres inutiles à mesure qu'elles viendront à vaquer, les places des états-majors de différentes villes et châteaux devenus inutiles pour la défense de l'État, en supprimant le tirage des milices et le remplaçant par une taxe de six livres par tête payable par tous garçons ou veufs sans enfant, depuis dix-huit ans accomplis jusqu'à quarante ; en provoquant la réunion des revenus de l'ordre de Malte aux ordres du Saint-Esprit et de Saint-Louis, à mesure que les commanderies viendront à vaquer.

6. — Pour parvenir à éteindre la dette publique, ils supplieront Sa Majesté d'établir une caisse d'amortissement où seront versés : 1° Les vingtièmes à retenir sur les rentes dues par Sa Majesté ; 2° Les deniers provenant de la vente des fortifications inutiles et des terrains d'icelles ; 3° Le produit de l'impôt du timbre tel qu'il avait été établi par la déclaration de 1787 (1), lequel impôt sera perçu pendant dix années sur tous les actes, lettres etc., y dénommés, à l'exception des mandats, billets, lettres de change et quittances qui seront seulement assujettis à être inscrits sur papier timbré du timbre anciennement existant ; 4° En faisant verser dans ladite caisse, pendant vingt années, les revenus de toutes les abbayes, soit en commande, soit régulières, prieurés, chapelles, canonicats autres que des églises cathédrales, qui sont à sa collation, ainsi que les autres

(1) *Déclaration concernant le timbre du 4 août 1787* (reg. au parlement le 6 août), révoquée par édit de septembre 1787. (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, ouv. cit., t. XXVIII, pages 400 et 432.)

revenus qui se trouveront vacants par les suppressions et réformes à faire dans l'ordre ecclésiastique.

7. — Sa Majesté sera suppliée de défendre à la plus grande partie des moines de recevoir aucun novice et, à mesure que les maisons deviendront vacantes, de faire verser à la caisse d'amortissement leurs revenus et le produit de la vente de leurs maisons, prélèvement fait de ce qu'exige l'acquittement des charges ; d'étendre cette disposition aux moines mendiants et aux religieuses ; de procurer au Clergé une distribution plus équitable des biens ecclésiastiques, qui mette les curés en état de se passer des honoraires attachés à plusieurs de leurs fonctions et de venir au secours des malheureux ; de charger le Clergé des réparations d'églises et de presbytères (1).

8. — Sa Majesté sera suppliée d'ordonner la suppression du régime des haras, qui forme une surcharge pour ses finances et pour les cultivateurs, sans aucun avantage pour ces derniers et pour l'État.

9. — Sa Majesté sera suppliée de vouloir bien abonner à la province, pour vingt années, les domaines qui lui appartiennent (2), et pour le revenu qu'elle en tire, d'annuler sans exception tous les engagements qui en ont été faits pour, lesdits domaines, être afferchés et régis par les États provinciaux et à leur profit pendant ledit espace de temps, à la charge par eux de rembourser les finances d'engagements et de remettre à Sa Majesté lesdits domaines francs et quittes après ledit espace de temps, si mieux n'aime Sa Majesté consentir un nouvel abonnement à la province au prix qui sera jugé convenable.

10. — Sa Majesté sera suppliée de considérer qu'une grande partie des peuples de la campagne se trouve assujettie à des droits exorbitants par une suite de la mauvaise administration des communautés de campagne qui les mettait hors d'état de se défendre ; qu'il est équitable de considérer la faiblesse de ces communautés et l'anarchie qui y a régné jusqu'à présent, et de

(1) Ici on renvoie au nota qui se trouve à la fin du cahier. — La communauté avait supporté : en 1731, les travaux du presbytère adjugés à 500 livres ; en 1752, la fonte de la cloche ; en 1754, les réparations à la tour de l'église adjugées à 1,630 livres ; en 1769, celles au presbytère adjugées à 490 livres ; en 1789, au même presbytère, etc. (*Arch. de la Marne, C. 1876, 2890 et 2910.*)

(2) Moivre, comme Le Fresnoy, avait été du domaine royal.

les restituer contre tous actes, transactions ou arrêts qui pourraient avoir été surpris, et de les mettre en état de faire de nouveau juger la validité desdits droits d'après les titres originaux.

11. — Sa Majesté sera suppliée qu'il lui plaise que le territorial n'ait pas lieu, attendu qu'il n'y aurait que les cultivateurs qui paieraient les impôts.

12. — Sa Majesté sera suppliée de vouloir bien que le sel et le tabac soient marchands.

13. — Sa Majesté sera suppliée de vouloir avoir égard qu'une communauté seulement de cinquante feux, dont il y en a quinze demis, qu'elle est chargée pour taille, capitation et autres impositions accessoires, sur le pied de deux mille deux cents livres (1) par an ; en outre, qu'il est des cantons où la dîme (2) se paie la treize et la seizième parties des fruits, et que la position est des plus ingrate de la Champagne ; les deux tiers ne méritent pas la culture, et qu'il n'y a presque aucun commerce ; et qu'il plaise à Sa Majesté d'ordonner que les chemins et voies publiques soient réparés et entretenus, hors des grandes routes, par toutes les communautés (3), chacune sur son propre ter-

(1) En 1789, la taille et les frais de collecte s'élevèrent à 617 livres, les accessoires et capitation à 952 livres, soit 1,569 livres pour 54 contribuables. — Pour 1790, le rôle portait 1,685 livres pour 96 contribuables, y compris les anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne, C, 884.*)

(2) *Arch. de la Marne, G, 650* : Dîmes de Moivre levées pour la plus grande partie par le chapitre Saint-Étienne de Châlons : baux de 1714 à 1788. — Une ordonnance de l'évêque de Châlons, Félix Vialart, du 5 mai 1671, fixa la portion congrue due au curé de Moivre ; une sentence du bailliage de Châlons du 7 décembre de cette même année et d'autres du même siège de 1680 et de 1686, condamnèrent les décimateurs à payer au curé un supplément de portion.

Une autre partie des grosses et menues dîmes situées au finage de Saint-Hilaire appartenait au chapitre de l'église métropolitaine de Reims ; en ce lieu de Saint-Hilaire, entre Moivre et Le Fresne, existait autrefois un village et un château qui, dans le courant du xvi^e siècle, devinrent la proie des flammes ; au xviii^e siècle, une ferme et une chapelle en ruine portaient encore ce nom.

La jouissance des pâquis de ce lieu donna lieu, de 1771 à 1780, à un procès engagé devant le bailliage de Châlons, entre la communauté du Fresne et les propriétaires de ces terres et de ces dîmes, les Lagille et les Devarenne de Moivre. (*Mémoires imprimés des deux parties* : 1779, in-4^o de 16 et 21 pages : *Bibliothèque de Reims, fonds Deullin*, non classé.)

Vers la même époque, la seigneurie de Saint-Hilaire et Moivre et les droits en dépendant furent l'objet de contestations entre François Jolly, seigneur pour un quart, et les autres membres de sa famille. (*Mémoires imp.*, 1772 : *Bibliothèque de Reims, ibid.*)

(3) La rivière la Moivre était sujette à des débordements qui envahissaient et abîmaient les chemins : en 1784, les neiges furent si considérables qu'au

roir, et que [dans] chaque ville il soit permis de vendre son grain sans qu'aucune personne puisse empêcher, ni sans facteur, et que les receveurs des entrées de ville n'exigent, à l'avenir, les jours de foire, que la moitié des entrées que l'on doit dans les autres temps (1).

Nota. — Sa Majesté sera suppliée d'établir des curés dans toutes les annexes où il y a des églises : les habitants en seraient mieux desservis et ne seraient pas exposés à mourir sans sacrements (2).

Fait et arrêté en l'assemblée de la présente communauté de Moivre, cejourd'hui, 8 mars 1789.

PICHART, Claude JENNEQUIN, Étienne GUILLAUME, Jacques BODET, etc.

LAGILLE, syndic, J. HARRION.

(25 signatures.)

MONCETS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Moncets (3) était composée de 38 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et

dégel, les eaux provenant de la fonte ravinèrent le terroir : le ravage fut si considérable que trois ponts furent dégradés ainsi que les chaussées ; plusieurs maisons furent inondées. (*Arch. de la Marne, C, 946.*)

Sur les corvées de la communauté de Moivre, cf. *ibid.* 1592.

(1) Droits perçus sur la vente des grains sur les marchés. (*Arch. de la Marne, C, 408.*) — « Les droits de mesure et de port qui se perçoivent dans les greniers, — est-il dit dans une note spécialement relative aux marchés de Châlons, — sont exorbitants et ne sont pas moindre de 7 sols par septier, que les gens qu'on appelle mesureurs et porteurs aux portes, perçoivent tant du vendeur que de l'acheteur, et quelquefois les droits sont portés jusqu'à 12 sols. Il serait à désirer que cette espèce de gens, qui tiennent leur commission de Monseigneur l'Évêque, fût anéantie ainsi que les cent porteurs aux bateaux qui perçoivent encore 4 sols par septier et ce non compris 1 sol de mesure et 1 sol de charois des greniers au port. Tous ces gens forment une république vexative qui met les vendeurs et les acheteurs à contribution dans la crainte où ils sont de ne pouvoir échapper à leur friponnerie. »

« Si cette espèce de gens n'existait pas, on pourrait se flatter de voir cette partie du commerce fleurir en cette ville où il y a beaucoup de gens de bonne volonté qui feraient des magasins et qui laissent dormir leur argent pour ne pas passer par leurs mains ; dès lors, les laboureurs ne donneraient pas la préférence aux villes circonvoisines, et le vœu de tous les commerçants et de tout le peuple serait rempli. »

(2) Le curé de Moivre desservait aussi Le Fresne, annexe de la paroisse.

(3) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 214. Cahier,

publié par « M. le prieur et curé de Moncets », le 1^{er} mars 1789. — Le 7, de ce mois, les habitants se réunirent « en la maison curiale », sous la présidence de Pierre LE MAIRE, avocat en Parlement, bailli de la justice de Moncets. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Planson, syndic de la communauté, Simon Basmont, Jean-Baptiste Gaignette, Jean Bozeront, Jean Thilloy, Jean Valleré, Étienne Lorin, Jacques Adnet, Jacques Royer l'ainé, Jacques Royer le jeune, Jacques Valleré, Joseph Pluchon, Joseph Valleré, Louis Basmont, Louis Lorinet, recteur d'école, Nicolas Thilloy, Jean de Pinteville (1), Jacques de Pinteville le jeune, Philippe Valleré, Pierre-Louis Valleré, Jean Guédet, Joseph Planson, Louis de Pinteville, tous laboureurs et manouvriers à Moncets. — Les députés furent Pierre LE MAIRE (2), avocat en

dossier c, pièce 93 : 3 pages cotées et signées par Le Maire; visa de Thomas).

... SOURCES. DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 637* : Administration de la communauté; usages; comptes des syndics; procès de la communauté avec celle de Chépy et avec ses seigneurs, la baronne de Rozée et Pierre Brunet, au sujet des usages communaux. — *C, 946* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1592 et 1614* : Corvées. — *C, 1714* : Atelier de charité de Longevas, dépendance de Moncets. — *C, 1877* : Église et presbytère. — *E, 521* : Famille Loisson de Guinaumont; acquisition de la seigneurie de Moncets (acte du 20 janvier 1776); état des dîmes. — *G, 105 et 1847* : Cure. — *G, 250* : Droits seigneuriaux; contestation entre l'évêque de Châlons et la famille de Pinteville, seigneur et décimateur du lieu. — *G, 567 et 650* : Biens du chapitre Saint-Étienne.

Arch. de la commune de Moncets. — 1^{er} registre de délibérations du 9 novembre 1788 au 9 mai 1789, contenant aux dates des 23 novembre 1788 et 1^{er} mars 1789, les avis de réception et publication de la déclaration du Roi du 23 septembre 1788, du règlement du 24 janvier 1789, et la copie de l'ordonnance du grand bailli d'épée de Châlons du 17 février 1789, relatives à la convocation des États généraux. — Le même registre contient aussi des renseignements sur les dîmes levées jusqu'en 1790 par le seigneur Claude-Marie-Louis Loisson de Guinaumont. (Communication de M. Varlet, instituteur.)

Bibliothèque de Reims. — *Fonds Deullin*, non classé : Mémoire imp. in-4° de 31 pages (Châlons, Seneuze, s. d., vers 1775), d'un procès entre Pierre Brunet, gendarme ordinaire de la garde du Roi, seigneur en partie de Moncets, contre Pierre-Louis Saguez de Breuvery et son épouse, seigneurs de La Pagerie et de Moncets en partie.

— Moncets appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne, — on appelle parfois cette commune Moncets-lès-Sarry ou Moncets-Longevas, pour la distinguer de Moncetz-l'Abbaye, près Vitry-le-François. — L'orthographe donnée par le *Dictionnaire des postes* et par le *Dictionnaire topographique* de Longnon est « Moncets » et non « Moncetz ».

— Dénombrement de 1773 : 40 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 78 hommes, 75 femmes, 18 garçons et 14 filles, soit 185 habitants.

(1) Les laboureurs de ce nom écrivent tantôt « Depinteville », tantôt « de Pinteville », tantôt aussi « Pinteville ».

(2) L'avocat Le Maire était déjà député de Chépy et de Marson (voir à la préface, notice biographique).

Parlement, bailli de la justice de Moncets, et Jean VALLERÉ, laboureur à Moncets, procureur fiscal de ladite justice.]

CAHIER

Plaintes, doléances et remontrances de la communauté de Moncets.

Les habitants de Moncets, pénétrés de la plus vive reconnaissance envers Sa Majesté du vœu par elle formé de régénérer son royaume pour la prospérité de tous et un chacun de ses sujets, ne peuvent cependant dissimuler qu'il leur est impossible de faire de nouveaux sacrifices pour subvenir aux besoins de l'État, par la raison que ce qu'ils paient en taille, capitation et accessoires, corvées et vingtièmes, monte déjà à une somme trop exorbitante relativement à leurs revenus et propriétés.

Enfin, indépendamment de leurs impositions territoriales, ils paient encore des sommes considérables par la cherté du prix du sel et en raison des droits d'aides et autres relatifs à leurs différentes consommations.

Mais, heureusement, il reste de grandes ressources à l'État dans les différentes classes de privilégiés de toute espèce, qui ont eu l'avantage de ne payer, depuis plusieurs siècles, que des sommes très modiques en comparaison de ce que paient les chétifs habitants des campagnes.

En effet, l'habitant de la campagne et notamment l'habitant de Moncets, se voit enlever, par des impôts de toutes espèces, les deux tiers de son revenu, tandis que le Clergé, riche, dit-on, de plus de 130 millions de revenus, ne contribue à la dette de l'État que jusqu'à concurrence de dix millions, tandis que le gentilhomme riche de dix, vingt et trente mille livres de revenus, ne paie que de modiques capitations de trente, quarante et cinquante livres, et des sommes également modiques à titre de vingtièmes, et tandis qu'il en est de même à l'égard de tous les autres privilégiés.

Les habitants de Moncets, pleins d'une confiance dans la justice bienfaisante d'un Roi qui se montre le père de son peuple, et dans la sagesse des États généraux, espèrent donc qu'il sera pris les mesures les plus convenables pour que tous privilèges disparaissent et que la dette et la dépense de l'État soient supportées par tous et un chacun les sujets du Roi, de quelque qualité et condition qu'ils soient, dans le lieu même où leurs propriétés et revenus sont situés, sous la forme de tel

impôt qu'il plaira au Roi et aux États généraux d'établir, en supprimant toutes les impositions territoriales actuellement existantes.

Ils espèrent, en outre, que le Roi et les États généraux prendront les mesures convenables pour que les droits sur le sel et sur le vin soient moins à charge aux habitants des campagnes, s'en rapportant à leur prudence pour modifier ces droits ou en établir d'autres à leurs places, qui frappent plus particulièrement sur le riche consommateur.

Ils espèrent également que la justice souveraine du Roi sera plus rapprochée des justiciables par l'établissement d'une cour souveraine dans chaque généralité, qui connaîtra en dernier ressort de toutes matières généralement quelconques ;

Qu'on leur accordera la suppression absolue des charges du juré-priiseur et du greffier des experts, du receveur des consignations et du commissaire aux saisies réelles, et du droit exclusif accordé aux notaires du bailliage de Châlons de faire les inventaires dans les justices seigneuriales des campagnes, par arrêts du parlement de Paris des 27 juillet 1746 et 17 juillet 1751 (1) ;

Que, quel que soit le parti qui soit pris relativement aux justices seigneuriales, il leur sera conservé le droit d'apposition et levée des scellés, tutelles, curatelles, de procéder aux inventaires de tous les biens meubles et immeubles situés dans leur étendue et aux prises et ventes d'iceux, dans la forme la moins dispendieuse et la moins à charge, surtout aux veuves et orphelins dont le patrimoine, dans l'état actuel des choses, devient la proie des notaires, du juré-priiseur et du greffier des experts, lorsqu'ils ont recours à eux, et dont le patrimoine est éclipsé, déperit ou se détériore considérablement en attendant la majorité des enfants mineurs pour en faire le partage ;

Qu'en cas qu'on ôte aux juges seigneuriaux la juridiction contentieuse, il soit pris les mesures convenables pour que la justice leur soit rendue dans la juridiction royale, sans qu'il leur en coûte plus de frais que dans les justices seigneuriales où l'on ne connaît point les droits des présentations ; en deman-

(1) Voir le cahier de Cernon, page 123. — Nous n'avons pas retrouvé ces deux arrêts qui semblent avoir été rendus spécialement pour le bailliage de Châlons. — Un arrêt de la même cour, du 22 août 1742, avait confié aux « notaires royaux aux bailliage et prévôté de Vitry le droit de faire seuls tous les inventaires... » (*Bibliothèque de Reims, N, 3476*.)

dant et défendant les défauts faute de comparoir et de défendre le scel, le petit scel, le contrôle des dépens et autres droits de cette espèce et un tas de procédures inutiles et frustratoires qui, de l'affaire qui a souvent le plus faible intérêt, font une affaire d'une grande importance en raison de la somme à laquelle, en définitif, se trouvent monter les frais ;

Qu'en ce même cas, en cas d'expertise, les experts soient pris sur les lieux ; que leur prestation de serment et l'affirmation de leurs rapports se fassent devant le juge des lieux après les avoir rédigées par le greffier de la justice locale ;

Qu'en ce même cas, la police soit conservée aux juges des lieux ;

Qu'il soit fait une loi dont l'exécution permette aux cultivateurs d'espérer que leurs semailles et leurs empouilles ne seront plus ravagées par le gibier et par les pigeons ; et qu'en cas que les juges du seigneur n'y tiennent pas la main, il soit enjoint aux juges royaux d'en maintenir l'exécution sur la dénonciation d'un seul habitant.

Enfin, les habitants de Moncets espèrent qu'il sera pris les mesures convenables pour améliorer leur sort et favoriser l'agriculture au lieu de la décourager par tous les impôts de toute espèce, dont toute la masse tombe plus particulièrement sur le cultivateur, dans l'état actuel des choses ;

Que l'effet de ces mesures sera de venir au secours de ceux qui, comme les années dernières et en la présente année, ont vu leurs propriétés ravagées et presque anéanties par les eaux des orages et de la fonte des neiges, et, en conséquence, que sur les impôts à établir en supprimant les autres, il sera fait un fond destiné à venir au secours des malheureux ruinés par des accidents imprévus (1) ;

Que l'effet de ces mesures sera encore que les comptes des communautés se rendront sans frais ; que les communautés seront autorisées à faire faire par économie les reconstructions, réparations et entretiens qui sont à leur charge, sans être obligé d'avoir recours à des sous-ingénieurs dont les vacations et la manière d'ordonner ce qui est à faire en augmentent considérablement la dépense ;

(1) Dossier des inondations, notamment de celle de 1784. (*Arch. de la Marne, C, 1971 et suivants.*)

Que l'effet de ces mesures sera qu'ils ne seront plus vexés sous prétexte de droits de contrôle, franc-fief, centième denier, insinuation, et par tous les droits connus sous le nom de droits domaniaux qu'on est dans l'usage de leur répéter *(sic)*, après dix, quinze, dix-huit et même dix-neuf ans, et que si la plupart de ces droits sont conservés, il en sera dressé un nouveau tarif si clair et si précis qu'il n'y ait plus lieu à l'arbitraire et à la vexation.

Fait et arrêté en l'assemblée générale tenue aujourd'hui, 7 mars 1789, conformément aux ordres de Sa Majesté portés par ses lettres données à Versailles le 24 janvier 1789, pour la convocation et tenue des États généraux du royaume, aux dispositions du règlement y annexé et à l'ordonnance de M. le bailli de Châlons du 17 février dernier.

Jean BAUZERON, Joseph VALLERÉ, Pierre-Louis VALLERÉ,
Jean-Baptiste GAINETTE, Jean PLANSON, syndic, Jean
DE PINTEVILLE, etc.....
LE MAIRE.

(21 signatures.)

MONTÉPREUX

PROCÈS-VERBAL (1). — « Cejourd'hui le premier mars 1789, que la lettre du Roy qui nous a été envoyée a été lue et publiée à la porte de l'église de Montépreux, à la diligence d'Hubert MÉRAT, syndic de la municipalité, en présence de tous les habitants, et ledit Mérat, syndic, a fait une assemblée le même jour pour nommer des députés pour se trouver à l'assemblée provinciale à Châlons, et comme le nombre de

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 216 : cette pièce que nous reproduisons *in extenso* n'est pas rédigée sur le modèle habituel. Cahier, dossier c, pièce 150 : 5 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur sur une fausse couverture).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 884 : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — C, 884 : Impositions. — C, 1877 et 1905 : Église et presbytère. — G, 124, 397 : Cure de Montépreux, annexe de Sommesous.

— Montépreux appartenait à l'élection de Châlons. Cette communauté était si peu importante qu'en 1788, le bureau intermédiaire de l'élection de Châlons proposa sa réunion à celle de Sommesous : « Montépreux, dit le procès-verbal, a six feux ; sa cure est annexée de fait à celle de Sommesous qui a 110 feux, distante de cinq quarts de lieue. L'éloignement est le seul motif que Montépreux fasse valoir pour empêcher sa réunion. Sommesous ne témoigne ni opposition,

cette communauté est si petit, nous n'avons pu mettre qu'un député, attendu qu'il y en a deux trop vieux et les deux autres convalescents. Dont nous avons signé le jour et an que dessus.

Claude GALLOIS, Louis MÉRAT, P.-L. MÉRAT,
Hubert MÉRAT, syndic. »

En marge, une écriture plus moderne indique : « Au plus huit feux.
— 1 (député) : Hubert MÉRAT. »

CAHIER

Observations de l'assemblée municipale de Montépreux, province de Champagne.

Il est donc près d'arriver, ce grand jour qui doit mettre le comble aux vœux de la Nation, jour si longtemps attendu, si longtemps désiré, jour heureux où la France va se relever de son abatement et jouir enfin de ce calme et de cette tranquillité dont elle est privée depuis tant d'années. Les abus vont enfin disparaître, une nouvelle forme doit s'établir dans toutes les parties de l'administration, et le peuple français va goûter les précieux avantages d'être gouverné par un Roi sage et bienfaisant qui aime ses sujets et qui ne soupire qu'après le moment où il doit poser et assurer pour jamais les fondements de la prospérité de son royaume et du bonheur de ses peuples.

En faut-il d'autres preuves que cette liberté qu'il donne à tous de porter jusqu'aux pieds du trône leurs plaintes et leurs besoins ? Ce n'est, en effet, que pour connaître par lui-même jusqu'où s'étend la misère de son peuple et que pour prendre des moyens efficaces de le soulager.

Convaincus des bontés d'un monarque si digne de l'être et qui fera à jamais les délices de la Nation, ne craignons pas de lui faire entendre notre voix et de mettre sous ses yeux nos besoins et nos misères.

Situé dans le centre de la mauvaise Champagne, quel terroir

ni désir ; il se soumet à ce qui sera ordonné. Les seigneurs n'ont pas répondu... » Et plus loin : « son procès-verbal présente une assemblée paroissiale composée de cinq habitants, et une assemblée municipale composée de deux notables, point de syndic. » (Séance du 11 avril 1788 : *Arch. de la Marne, C, 2910* ; Correspondance : *C, 2718.*)

Aujourd'hui, Montépreux est une commune faisant partie du canton de Fère-Champenoise, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 7 feux roturiers. — Population : 16 hommes, 14 femmes, 3 garçons et 3 filles, soit 36 habitants.

est plus stérile et plus ingrat ? En vain, par ses efforts et par un travail dur, le cultivateur veut dompter la terre et la forcer de répondre à ses espérances ; elle ne lui rend presque toujours qu'avec ingratitude ce qu'il lui a donné ; aussi ce n'est qu'avec beaucoup de peines et qu'avec une rigide économie que peuvent subsister les habitants de Montépreux.

Parmi les terres qui sont en culture, il en est près de moitié qui ne rendent pas même la semence qui leur a été confiée ; toutes les peines du cultivateur sont donc perdues pour lui ; un peu moins stérile, l'autre moitié ne donne qu'un faible produit, et encore elle ne le doit qu'à des pluies fréquentes ; si cette source de fécondité, qui est bien incertaine, vient à se tarir, alors le cultivateur se trouve presque sans espérance de récolte (1).

Ce qui pourrait encore forcer le sol à produire et à répondre jusqu'à un certain point aux espérances du cultivateur, serait de pouvoir faire beaucoup d'engrais ; mais cette facilité, cette ressource lui est ôtée par le manque de pâturages et par la disette des fourrages qui ne lui permettent pas d'avoir un assez grand nombre de bestiaux (2) pour lui procurer l'avantage de fumer ses terres ; c'est donc des pluies seules qu'il attend l'abondance de sa récolte, c'est à elles seules que ses espérances sont confiées, et comme elles tombent rarement à propos, rarement aussi il voit la fertilité couvrir ses campagnes.

Une charge attachée à ses terres et qui en diminue le produit, est le droit de dime et de terrage que la communauté de Montépreux est dans l'obligation de payer au seigneur du lieu, droit qui forme plus qu'une double dime puisque, de quatorze gerbes, il n'en reste que douze au cultivateur : charge onéreuse et accablante pour les habitants, qui leur enlève le plus clair et le plus net du produit de leurs terres (3).

Nulle ressource pour eux du côté des bois ; comme il n'en

(1) Le terroir de Montépreux se composait de 1,687 arpents de terres labourables pour 1,125 de terres incultes. La récolte ne produisait que juste la semence : 25 boisseaux de froment, 2,500 de seigle, 6,625 d'avoine et 625 de sarrasin. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) En 1773, les cinq laboureurs de Montépreux possédaient 13 chevaux, 25 bêtes à cornes et 100 moutons. (*Ibid.*)

(3) Le seigneur qui décimait était Thomas de Pange, seigneur de Songy, Chapelaine, Sommesous, Lenharrée, Normée, Vassimont et Haussimont (voir le cahier de ce dernier village).

croît point dans leur terroir qui n'est arrosé par aucune rivière, les habitants de Montépreux sont obligés de se transporter à sept ou huit lieues pour se procurer cette denrée de première nécessité, distance qui augmente de beaucoup le prix du bois à raison de la dépense qu'entraîne nécessairement le transport (1).

Ce qui jette encore dans la gêne le cultivateur, c'est la taille qu'il paie pour des terres, même qu'il ne cultive pas et qu'il est obligé de laisser en friche à cause de leur maigreur et de leur stérilité. Vouloir les cultiver serait perdre non seulement son temps et ses peines, mais encore la semence que l'on y répandra.

Un inconvénient encore attaché à la position de Montépreux est d'être exposé aux inondations ; situé dans un fonds, resserré par de petits coteaux qui l'environnent de toutes parts, toutes ses meilleures terres se trouvent inondées quand il arrive des orages violents qui donnent beaucoup d'eau ; alors des torrents se précipitent de tous côtés et viennent couvrir le village et les alentours en dégradant toutes les terres un peu éloignées ; l'eau n'ayant point d'issue pour s'échapper, séjourne quelque temps dans les emblaves et y cause un grand dégât.

Que l'on examine, sous tel rapport que l'on voudra, la position du terroir de Montépreux, on ne trouvera rien qui puisse dédommager les habitants de sa stérilité. Sans prés, sans bois, sans aucuns usages qui puissent l'aider à subvenir aux besoins communs, à la réparation des édifices publics, la communauté est obligée d'y contribuer de ses propres deniers (2) ; une semblable situation, qui n'est malheureusement que trop vraie, mérite sans doute quelques égards ; ainsi, pour se ressentir des bontés du Roi et pour réparer les maux de l'État, la commune de Montépreux désire :

Vœux. — 1° Que la Noblesse et le Clergé soient imposés à proportion des biens qu'ils possèdent ; ce moyen versera dans le trésor royal des sommes immenses (3) ;

(1) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, Dampierre-sur-Moivre, page 249, et Lenharrée, page 396.

(2) Réparations à l'église et au presbytère. (*Arch. de la Marne, C, 1877 et 1905.*)

(3) Le rôle de 1790, qui comprenait, il est vrai, les biens des nobles et du Clergé, portait pour la petite communauté de Montépreux : 150 livres 12 sols 6 deniers d'imposition principale et frais de collecte ; 252 livres 5 sols 4 deniers

2° Que les corvées soient rétablies dans leur premier état ; les faire faire par argent, comme cela se pratique aujourd'hui, est plus onéreux pour le cultivateur, et les chemins ne sont pas mieux entretenus ;

3° Qu'il soit fait une réforme dans le code de jurisprudence, pour éviter la ruine des fortunes qui causent pour l'ordinaire des procédures dont on voit difficilement la fin ;

4° Qu'il soit accordé aux assemblées municipales de terminer les différends qui pourraient s'élever entre certains particuliers, soit pour avoir empiété sur le terrain l'un de l'autre, soit pour d'autres objets.

Nous chargeons notre député de soutenir la demande des articles ci-dessus et lui donnons plein pouvoir à cet effet, ainsi que d'aviser aux autres moyens qui peuvent contribuer tant à la prospérité de l'État qu'au soulagement des peuples, et avons signé, les membres de la municipalité de Montépreux, le huitième jour de mars 1789.

Claude GALLOIS, Louis MÉRAT, P.-L. MÉRAT, Hubert MÉRAT, syndic.

(4 signatures.)

MONTMORT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Montmort (1) était composé de 125 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Louis PATENOSTRE, lieutenant juge civil, criminel, gruyer et de police de la prévôté du marquisat de Montmort. — Le procès-

d'accessoirs et capitation, et 66 livres 13 sols 6 deniers de prestation des chemins. (*Arch. de la Marne, C, 884.*)

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 218. Cahier, dossier c, pièce 13 : 4 pages cotées et paraphées par Patenostre ; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 638 et 2923* : Administration de la communauté ; puits ; comptes des syndics. — *C, 781* : Adjudication des coupes de bois. — *C, 953, 2171, 2172* : Impositions. — *C, 1568* : Travaux des routes. — *C, 1599* : Route d'Épernay à Sézanne. — *C, 1600* : Corvées ; procès du marquis de Montmort avec des habitants du pays pour usurpation. — *C, 1721* : Atelier de charité. — *C, 1878, 2069, 2081* : Église et presbytère. — *C, 1952* : Maladrerie de Montmort. — *C, 1969* : Orage de 1770. — *C, 2507* : Rétablissement d'un

verbal constate la présence de Louis Brisson, Jean Le Roy, Jean-Antoine Guilliard, Jean Lambert, Jean-Baptiste Devert, Hilaire Mazoullié, Claude Benard, Étienne Mazoullié, Pierre Courjibet, Jean Dufour, Jean-Baptiste Bérat, Pierre Ganon, Jacques Élie, Gilles Martin, Amand Fortier, Nicolas Henry, Pierre Bruyère, Jacques Bruyère, Jean-Laurent Le Roy, Pierre Buffry, Pierre Michel, Simon Coiffié, Pierre Bérat, Nicolas Crédo, Nicolas Seigneur, Louis Gerbaut, Claude Point, Claude-Charles Lange, André Varenne, François Marizy, Joseph Larthe, Louis Jouglet, François Ganon, Joachim Michel, Jean Dardenne, Jean Grand-pierre, Pierre Lheureux, et encore, d'après les signatures, J. Aveline et P. Marais.— Les députés furent Joachim MICHEL et Jean DARDENNE, cabaretier.]

CAHIER

Plaintes et doléances des habitants, corps et communauté de la paroisse de Montmort, pour satisfaire aux lettres patentes du Roi du 24 janvier 1789.

Iceux observent très humblement que leur village n'est composé que de cent vingt-cinq feux ;

Que, de ce nombre, il y en a au moins un tiers de men-

marché à Montmort (juin 1766). — *E*, 747 à 749 : Famille Rémond de Montmort (1774-1792), seigneur ; procès. — *E*, 916 à 919 : Actes tabellionés du comté de Vertus ; biens de la fabrique de l'église de Montmort ; baux de terres. — *G*, 124, 397 : Situation et biens de la cure et du prieuré. — *G*, 1493 : Prés de la collégiale de Saint-Jean de Vertus ; — etc. — *Arch. de l'Aisne*, C, 590 : Chemin de Montmort à Mareuil-en-Brie.

BIBLIOGRAPHIE. — Il n'existe guère, sur ce bourg, que des notices historiques et descriptives du château : Louis PARIS : *Monographie du château de Montmort (La Chronique de Champagne*, t. III, 1838, page 145). — Baron J. DE BAYE : *Notes sur le château de Montmort (Revue de Champagne et de Brie*, t. XV, p. 321 et 437, t. XVI, p. 21). X... : *Montmort : son château (Annuaire de la Marne*, 1851, p. 385). — Armand BOURGEOIS : *Le château, l'église et le prieuré de Montmort (Promenades d'un touriste dans l'arrondissement d'Épernay*, p. 67 et suivantes). — Frédéric HENRIET : *Montmort* (Reims, Matot, 1898, in-12), etc. — CHALETTE : *Notice historique et statistique sur le canton de Montmort (Annuaire de la Marne*, 1827, page 21). — Les *Mémoires de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts de la Marne* (année 1838, p. 19), signalent aussi une *Histoire de la seigneurie de Montmort*, par M. Armand Bourgeois, encore inédite.

— Montmort appartenait à l'élection d'Épernay ; aujourd'hui la commune est un chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Épernay.

— Au dénombrement de 1773, la communauté de Montmort, réunie à celle de La Caure, comptait 144 feux roturiers et 2 ecclésiastiques. — Population : 284 hommes, 252 femmes, 66 garçons et 70 filles, soit 672 habitants. — Montmort fut encore réuni à La Caure lors de l'enquête de 1789 sur les récoltes. (*Arch. de la Marne*, C, 2877.)

diants ; que l'autre partie est surchargée d'impôts, si vrai qu'ils se portent, tant en principal qu'accessoires, à la somme de quatre mille deux cent trente-trois livres dix-huit sols, non compris les corvées qui sont annuellement perçues sur le pied du sixième de la taille (1) ;

Que leur terroir est des plus ingrat et difficile à la culture, étant couvert de roches et pierres, et composé en trois parties :

La première, en terre, d'environ sept cents arpents, dont le seigneur et le sieur prieur dudit lieu en possèdent au moins trois cent vingt arpents ; la totalité coupée en sept routes différentes de trente-six pieds de large, plantées en peupliers d'Italie au profit dudit seigneur depuis plus de vingt ans, les racines desquels arbres s'étendent sur les terres qui les avoisinent de plus de trente-cinq pieds chaque côté et mangent le sel *(sic)* d'icelle au point qu'elles ne produisent que très peu (2) ;

(1) Montmort figurait à l'état d'imposition de l'élection d'Épernay de 1789 pour 2,000 livres de taille, 1,612 livres d'impositions accessoires, 1,511 de capitation, soit un total de 5,123 livres. (*Arch. de la Marne, C, 2732.*)

(2) En dehors de la grande route royale de Reims à Sens par Épernay, Montmort et Sézanne, ouverte de 1764 à 1770 à travers les bois de Montmort (correspondance à ce sujet : *Arch. de la Marne, C, 1573, 1599 et 1600*), le territoire de Montmort était sillonné de routes et de chemins aboutissant la plupart à la place du bourg formant carrefour et occupée par la halle du seigneur : tout d'abord la route de Mareuil-en-Brie se rendant vers Étoges (2 sections : *Arch. de l'Aisne, C, 590* ; — *Arch. de la Marne, C, 1568*) ; — le chemin du Port-à-Binson au rond du Baizil et de là aux bois de Montmort ; — la route de Lucy (1765-1772 : *Arch. de la Marne, C, 1600*) ; — l'embranchement de la route d'Étoges sur Loisy-en-Brie ; — la route de l'abbaye de La Charmoye ; — et les chemins des hameaux reliant entr'elles ces diverses voies. (Consentement des habitants de Montmort, Lucy et autres villages pour l'ouverture et la construction de ces routes. — DE BAYE : *Notes sur le château de Montmort*, art. cit.)

Le 28 septembre 1773, le tracé de la route d'Épernay à Sézanne confondit les limites des seigneuries de Montmort et de La Charmoye ; un accord intervint à cette date. (Voir plan : *Arch. de la Marne, C, 1600*. — *Arch. du Château.*)

— Avant même l'ouverture de la route de Sézanne à Épernay par Montmort, le marquis de Montmort avait fait planter indifféremment des arbres sur ses terres et sur celles des cultivateurs de Montmort et La Caure. Ceux-ci s'empresèrent de les casser et de les arracher. Le seigneur s'en plaignit à l'ingénieur de la généralité qui lui conseilla d'attendre l'achèvement de la route. En 1783, les travaux furent terminés ; le marquis fit, le 28 octobre, inviter les habitants à planter des arbres, conformément aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêt du 3 mai 1720, les avertissant qu'à défaut de plantations par les riverains il s'en chargerait, et faisant défense aux habitants de couper ou d'abattre les arbres qui seraient ainsi plantés. — Le syndic Louis Brisson, que M. de Montmort représentait « comme un ancien cocher de Paris où il a amassé de l'argent, et

Que, dans l'énormité de ces routes inutiles, n'est point comprise celle royale de Reims à Sens, qui se trouve singulièrement gênée par une maison et halle dudit lieu qui appartiennent audit seigneur (1).

La deuxième consiste en une petite prairie d'environ quatre cents arpents dont au moins les deux tiers appartiennent, tant à leur seigneur, ledit sieur prieur, les sieurs religieux de La Charmoye, le sieur curé dudit lieu, les dames religieuses d'Andecy, celles d'Argensolles et les sieurs chanoines de Vertus, et qui sont les meilleurs crus (2).

comme ayant épousé une riche veuve de Montmort, ce qui l'a rendu encore plus insolent », inscrit au bas de l'affiche du seigneur : « Les habitants de Montmort planteront quand le chemin sera fait ! » — Une « punition exemplaire » fut demandée contre Louis Brisson qui a « semé à Montmort l'esprit de discorde, de chicane et d'indépendance, et a sonné le tocsin contre les ordres du Roi ! ». (Rapport de M. de Montmort et de l'ingénieur en chef Le Jolivet, des 7 novembre et 12 décembre 1783 : *Arch. de la Marne, C, 1600.*)

A tous propos le marquis de Montmort avait des démêlés avec les habitants au sujet de ces plantations d'arbres. On verra plus loin la plainte de Jean Dardenne que le seigneur traite aussi de « fourbe, tracassier, turbulent ; etc. ». Le marquis paraissait injurier tous ceux qui réclamaient contre lui auprès de l'intendant. (*Ibid.*)

L'atelier de charité de Montmort établi en 1771 (à la requête et après une plainte acrimonieuse de M^{me} de Montmort, adressée au chancelier d'Ormesson, contre l'intendant qui avait refusé tout d'abord de le créer), servit à la construction de ces trop nombreux chemins et routes. (*Arch. de la Marne, C, 1721* : Rapports annuels). — Après sa femme, le marquis de Montmort réclamait tous les ans l'utilisation des crédits à l'aménagement de ses propriétés : de là, la résistance de l'intendant et les doléances des habitants de Montmort et des communautés voisines qui refusaient de travailler aux corvées et de faire servir les deniers publics à l'agrément personnel du seigneur. Le 7 novembre 1783, par exemple, celui-ci réclama et obtint qu'un atelier fût établi « dans ses bois de Congy et dans celui de Fougères, pour faciliter le transport à Troyes des tuiles et briques de ses tuileries... » (*Arch. de la Marne, C, 1600.*)

(1) Le 25 juillet 1752, on rétablit l'ancien usage de tenir les marchés de Montmort en la halle du seigneur, tous les mercredis, et les foires le premier mardi après la Mi-Carême, « le lendemain de Saint-Pierre ès-liens » et « le lendemain de Saint-Luc ». — Par lettres patentes de juin 1766, ces dispositions furent confirmées et un arrêt du parlement du 30 de ce mois « informa de la commodité et de l'incommodité des foires de Montmort ». (*Arch. de la Marne, C, 2507.* — *Arch. du château de Montmort* : DE BAYE : *art. cit.*) — Le dénombrement de 1773 indique le marché tous les mercredis et les foires à la Mi-Carême, en juillet, en novembre et en décembre. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Le terroir de Montmort comprenait 2,563 arpents de terres labourables, 234 de terres d'usage, 24 de jardins, 1,603 de bois et forêts et 329 de prés. (*Arch. de la Marne, C, 430.*) — Ces prairies appartenaient en grande partie à : 1° A l'abbaye de La Charmoye (de moines cisterciens), fondée en 1167 par le comte

Lesquels prés dudit seigneur, et qui sont en grande quantité, sont traversés, même en partie entourées, d'allées de peupliers aussi d'Italie qui endommagent singulièrement les prés voisins par l'ombrage et racines qui s'écartent sur les voisins.

La troisième et dernière partie, qui est la majeure et meilleure, n'est composée que de bois qui appartiennent à leur seigneur (1), et une petite partie au sieur prieur (2) et quelques particuliers ;

Que cette communauté ne possède aucuns bois communaux,

Henri de Champagne, dans un pittoresque vallon, au-dessous du château de Montmort, possédant prés, terres, fermes et moulin. (*Déclaration des biens de l'abbaye donnée par Dom Gruel, abbé, en exécution de la déclaration royale du 17 août 1750.* — E. DE BARTHELEMY : *Recueil des chartes de l'abbaye de La Charmoye* : Paris, H. Champion, 1876, op. in-12.) — 2° A l'abbaye royale d'Argensolles, fondée par la reine de Navarre, Blanche comtesse de Champagne (1234), dans la vallée de Grauves et Moslins. (État des biens de cette communauté : dossier aux Arch. judiciaires de la Marne.) — 3° A l'abbaye d'Andecy, près de Baye, datant de 1131, date de sa fondation par Hugues de Broyes, et acquise le 16 août 1791 par le député Poulain de Boutancourt. (L'abbé MILLARD : *Histoire de l'abbaye d'Andecy* : Mémoires de la Société, etc., de la Marne : 1888, pages 53 à 197 ; — 1889, pages 81 à 197.) — 4° Aux chanoines de la collégiale de Saint-Jean de Vertus. (Arch. de la Marne, G, 1493.)

Les terres avaient beaucoup souffert, en 1789, de la gelée et de la grêle. (État des récoltes : Arch. de la Marne, C, 2877.)

(1) De grandes forêts couvraient le tiers du territoire de Montmort (*ibid.*, C, 430). Elles appartenaient presque en totalité au seigneur François Rémond, marquis de Montmort, lieutenant général des armées du Roi, grand-croix de l'ordre de Saint-Louis, ancien major des gardes du corps du Roi, gouverneur de Givet et Charlemont, dont le père, Pierre Rémond, savant mathématicien, avait acquis la terre et seigneurie en 1704 ; cette terre fut érigée en marquisat, comprenant onze à douze fiefs, par lettres patentes de mars 1767, registrées au parlement le 11 mai 1768.

Maintes fois, le seigneur eut des procès au sujet des usurpations qu'il tentait sur les terres des habitants de Montmort ou des villages voisins. En décembre 1783, le cabaretier, Jean Dardenne, de Montmort, réclama un terrain planté d'arbres fruitiers que les gens d'affaires du marquis de Montmort avaient fait arracher pour planter des essences forestières. (Arch. de la Marne, C, 1600.) — En 1776, le marquis avait plaidé contre les communautés du Baizil, de Mareuil-en-Brie et de Suizy-le-Franc, et avait gagné son procès. (Arch. du château.)

Le château-fort, habité par Rémond de Montmort et qui subsiste encore aujourd'hui, a été construit en 1577, par Jeanne de Hangest, veuve de Claude Daguerre, baron de Vienne-le-Château.

(2) Le prieuré de Montmort dépendait de l'ordre de Cluny ; l'abbaye de la Charité-sur-Loire nommait le prieur de Montmort. (Arch. de la Marne, G, 397.) Une transaction avait été passée, le 16 juin 1769, entre le prieur et le marquis de Montmort, à la suite d'un procès relatif aux droits de cens, lods et ventes, droit de chasse, etc. (Arch. du château de Montmort.)

et que toutes les charges d'icelle sont supportées par lesdits habitants ;

Que les jurés-priseurs nous accablent ; c'en est fait de nos villages s'ils subsistent plus longtemps.

Le pouvoir exclusif qu'ils ont de faire toutes prisées ruine nos mineurs, empêche les secondes noces et nous décourage à travailler pour nos enfants ; à notre mort, le plus grand nombre de nous ne laissent, pour tous biens, qu'un mauvais mobilier dont le produit suffit à peine pour payer les frais de cet huissier inutile et éloigné de dix grandes lieues (1).

Cette communauté désirerait qu'il n'y existe qu'un seul impôt qui se prélève sur tous les biens sans distinction ; en ce cas, les cours des aides et gabelles, taille, vingtième et capitation, deviendraient inutiles, et par là un soulagement inappréciable pour tout le peuple ; et rendre le sel et le tabac marchands.

Comme ils croient la nécessité de reculer les barrières sur les confins, ainsi que de supprimer toutes les corvées en faisant entretenir les grandes routes par un droit sur chaque roue des voituriers qui les écrasent, ainsi que cela se pratique dans les États d'Empire (2).

Il est aussi indispensable que nécessaire de réformer les abus qui se commettent journellement dans l'administration de la justice, trop longue et dispendieuse à assurer la tranquillité des citoyens, et de fixer une époque pour les décisions, à un an pour les plus grandes affaires, et réformer les épices.

Ils se persuadent qu'il est nécessaire de veiller incessamment à la substance des enfants des pauvres mendiants en leur faisant donner des secours, soit par un caissier, soit par le sieur curé dudit lieu ; par là on verrait moins de mendiants se perpétuer (3).

Qu'il existe un colombier à pied, appartenant au seigneur, garni d'un nombre infini de pigeons n'étant renfermés dans aucun temps, et causent un dommage considérable (4).

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir le cahier de Fromentières, page 309.

(3) Voir les cahiers d'Aulnay-aux-Planches, page 45, et de Matougues, page 445.

(4) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60. — Le 28 octobre 1740, le marquis de Montmort avait donné la permission à un sieur Godot, chevalier de Saint-Louis, capitaine au régiment de Saintonge, de faire construire un volet à

Enfin qu'aucuns des habitants ne peuvent acquérir d'héritage, que le retrait censuel ne soit exercé de suite sur eux par leur seigneur (1).

Comme aussi il serait absolument nécessaire d'assigner une somme quelconque aux pauvres de ladite communauté, tant en santé que malades, pour leur administrer les secours dont ils ont besoin.

Coté et paraphé *ne varietur*, au désir des lettres patentes, par première et dernière page, par nous, Louis Patenostre, lieutenant, juge civil, criminel, gruyer et de police de la prévôté du marquisat de Montmort, ce 1^{er} mars 1789.

PATENOSTRE, LOUIS BRISSON, LAMBERT, LOUIS JOUGLET,
Nicolas CRÉDO, etc.

(30 signatures.)

MORAINS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Morains (2) était composée de 21 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean CHARLOT, procureur fiscal, à défaut du juge. — Le procès-verbal constate la présence de Antoine Lalire, Nicolas Lalire, Jean-Louis Lalire, Pierre Mailliard, Simon Bertrand, Gabriel Lapreun, Jean-Baptiste Charlot, Louis-Toussaint Ginat, Jean-Baptiste Cailliette, Alexis Ogé, Edme-Joseph Legris, Louis Maissière, Alpin Bailliet,

pigeons près de la halle, colombier qui, après la mort de Godot, devait revenir au seigneur. (Arch. du château de Montmort. — DE BAYE : *Notes*, etc., art. cit.)

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 47.

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, *doss. b*, pièce 215. Cahier, *dossier c*, pièce 72 : 4 pages cotées et paraphées par Jean Charlot ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 638 : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — C, 885 : Impositions. — C, 1879 : Église et presbytère. — E, 916 : Terres de l'abbaye de La Charmoye. — G, 124 : Cure ; annexe d'Aulnay-aux-Planches ; visite épiscopale ; — etc.

— Morains appartenait à l'élection de Sézanne ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 16 feux roturiers. — Population : 24 hommes, 33 femmes, 5-garçons et 5 filles, soit 67 habitants.

Jacques-Michel Gallois. — Les députés furent Jean-Louis LALIRE et Jean-Baptiste CHARLOT.]

CAHIER

[Le cahier de Morains est copié sur celui d'*Aulnay-aux-Planches* (1), auquel nous renvoyons. Ça et là, quelques phrases sont rédigées différemment, ou plutôt les mots, dont certains sont changés et quelques membres de phrases sont disposés d'une toute autre façon ; mais le sens de ces phrases reste toujours le même. Ainsi le premier paragraphe de la page 44 est ainsi modifié : « Encore si les peuples n'avaient que
« les impôts de l'État à remplir, notre fardeau nous paraîtrait encore
« supportable ; mais combien d'autres charges, dettes personnelles
« que le malheur des temps nous [a] fait contracter, dettes envers les
« seigneurs, comme cens, lods et ventes, servitudes, comme le retrait
« censuel, si favorable à la cupidité de certains seigneurs et si funeste
« à leurs vassaux, redevances en grains qui se paient par ménages,
« dont le pauvre paie autant que le riche, qui n'ont souvent d'autre
« origine que la bonne foi et l'ignorance de ceux qui les paient, l'entre-
« tien des édifices publics, logement de la maréchaussée, dettes envers
« les pauvres qui inondent encore nos campagnes malgré les ordres
« de Sa Majesté et la surveillance du ministère public, et à qui nous
« accordons des secours par crainte, quoique nous n'en soyons pas en
« état. En outre, la dime, qui est encore une charge considérable que
« la religion nous impose et que nous acquittons volontiers, mais que
« nous acquitterions encore plus volontiers, si nous en voyions faire
« un usage conforme à son institution de droit divin et humain, etc... »
— L'article 2 (page 47), n'existe pas dans le cahier de Morains. — Au bas, on lit : « Fait et rédigé en l'assemblée de tous les habitants dudit Morains, annoncée et convoquée en la manière et dans le lieu ordinaire, ce 8 mars 1789, et avons tous signé : J. CHARLOT, P. MAILLIARD, A. LALIRE, N. LALIRE, etc .. » (14 signatures.)]

MUTIGNY-LA-CHAUSSÉE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Mutigny-la-Chaussée (2) était composée de 78 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous

(1) Morains était l'annexe de la paroisse d'Aulnay-aux-Planches.

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 217. Cahier, dossier c, pièce 100 : 13 pages numérotées mais non paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC.. — *Arch. de la Marne, C, 640 et 2993, E, 1005* : Administration de la communauté ; biens communaux ; comptes des syndics. — *C, 1592* : Corvées. — *C, 1639* : Ponts. — *C, 1880 et 2910* ;

la présidence de Jean-Joseph BOULANT, procureur fiscal de la justice en l'absence du juge. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Payart, Pierre Cosquin, Pierre Garnier l'ainé, Joseph Garnier, garçon, Joseph Garnier, Joseph Garnier le jeune, Jacques Liébault, Victor Cosquin, Jacques Besset, Jean Payart le jeune, Jacques François, Jacques-Valentin Cosquin, Nicolas Prin, Claude Devarenne, Jean-Pierre Vautier, Nicolas Mathieu l'ainé, Nicolas Mathieu le jeune, Nicolas-Memmie Cosquin, Pierre Liébault, Jean-François-Nicolas Cuitot, Claude Masson. — Les députés furent Nicolas GOBILLARD, maître de poste (1), et Martin DUVIVIER, syndic de la municipalité, qui ne figurent pas dans l'énumération ci-dessus. Le premier signe les deux documents; mais la signature du second ne s'y trouve pas.]

CAHIER

Cahier de plaintes, doléances et remontrances de Mutigny-la-Chaussée.

Les habitants de Mutigny ont l'honneur de faire leurs très humbles remerciements à Sa Majesté, d'avoir accordé au Tiers état une députation choisie dans son ordre, en nombre égal à celle des deux [autres] ordres réunis, ainsi que d'avoir rappelé dans son conseil un ministre digne de sa confiance et de celle de ses sujets.

Ce village, qui n'a point d'usage, est construit sur l'extrémité

Église et presbytère. — G, 105 : Cure. — G, 451 et 647 : Prés et vignes du chapitre Saint-Étienne ; baux (1601-1784). — G, 1547 : Dîmes. — G, 1720 : Terres et prés de l'église Saint-Alpin ; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — Cap. MARTIN : *Une page de l'histoire de la commune de La Chaussée-sur-Marne* (1805-1905) ne donne, avec une très courte notice sur le village, que des listes « d'enfants de La Chaussée morts ou blessés au service de la patrie », la biographie de quelques notabilités et des vues de la commune.

— Mutigny-la-Chaussée appartenait à l'élection de Châlons ; elle fut, en l'an VII, réunie à la communauté voisine de Coulmier et, depuis cette époque, toutes deux forment une seule commune connue sous le nom de *La Chaussée*, du canton et de l'arrondissement de Vitry-le-François. — Il ne faut pas confondre cette communauté avec celle de Mutigny, bailliage d'Épernay, aujourd'hui commune du canton d'Ay, arrondissement de Reims.

— Dénombrement de 1773 : 69 feux roturiers. — Population : 121 hommes, 129 femmes, 28 garçons et 28 filles, soit 306 habitants.

(1) Nicolas Gobillard, né à La Chaussée le 14 février 1739, mort au même lieu le 18 décembre 1806, fut député de la Marne à l'Assemblée législative (2 septembre 1791). — Un autre habitant de Mutigny-la-Chaussée, Jean Payart, fut membre de l'Assemblée départementale en 1792.

de son terroir qui consiste, pour les deux tiers, en de très mauvaises terres (1), est sujet, à cause de ses montagnes, aux fontes des neiges et aux orages qui détruisent leurs rampes et désolent les petites vallées ; la majeure partie de ces terres appartient au Clergé, à la Noblesse et autres privilégiés ; la prairie appartient aussi, pour les deux tiers, au Clergé et à la Noblesse, et sur l'autre tiers, des privilégiés y en possèdent un demi-quart (2) ; la rivière de Marne, qui n'est pas guéable et sans bac ni pont par la destruction de celui de Pogny (3), mange tous les ans une partie de ses pâtures, ce qui diminue les nourris, par conséquent les engrais ; joints à ces calamités, ce village supporte des impositions exagérées qui l'écrasent ; cependant il a payé sa taxe avec bien de la peine, et même plus vite qu'il ne pouvait, à cause des hommes de garnison qui tourmentaient sans égard le pauvre comme l'aisé ; ce village ne peut non plus celer que la répartition des impositions a toujours été mal faite.

A tous ces exposés, ce village a l'honneur de faire ses très humbles remontrances qui roulent d'abord sur les impositions qui sont inexactes, parce qu'un village qui a des usages doit

(1) Le terroir comprenait 1,850 arpents de terres labourables, 400 de terres incultes, 20 de terres d'usages, 10 de jardins, 61 de prés, 7 de vignes et 28 de bois. — Les terres labourables rapportaient à peine la semence en avoine (2,400 boisseaux), et en seigle (2,952 boisseaux) ; elles produisaient 1,687 boisseaux de froment pour 1,125 semés ; 1,800 d'orge pour 900 ; 702 de sarrasin pour 351. (*Arch. de la Marne, C, 430.*) — Les vignes produisaient en moyenne 20 muids de vin.

(2) La seigneurie de Mutigny et les biens en dépendant, notamment la rivière de Marne et les oseraies, étaient divisés à l'excès entre les familles nobles des Raulet, Baillat, du Bois de Crancé, Goujon de Thuisy, etc., et aussi entre le chapitre de Saint-Étienne de Châlons, l'Hôtel-Dieu, l'église Saint-Alpin de Châlons, le chapitre de la collégiale Notre-Dame de Vitry-le-François, le prieuré Sainte-Croix, etc. (*Arch. de la Marne, G, 451, 647, 1547, 1720, etc.*)

(3) Quand, en 1784, Rouillé d'Orfeuil, dans une lettre à l'intendant des ponts et chaussées de Millière, écrit : « M. l'ingénieur Le Jollivet ne s'est pas borné aux travaux du pont de Châlons : la surveillance qu'il a donnée ne l'a pas empêché de faire exécuter en même temps les ponts de La Chaussée, etc. », il veut parler du pont de la grande route bâti sur le Fion, affluent de la Marne, car le pont actuel sur la rivière de Marne est récemment construit. — Les travaux du pont de Pogny, détruit cinquante ans auparavant, avaient de nouveau été emportés par la débâcle des glaces en janvier 1789 ; les villages des deux rives de la Marne, entre Vitry-le-François et Châlons-sur-Marne, n'avaient que le pont de Pogny pour leur commerce et l'exploitation des prairies et des terres qu'ils possédaient sur les bords de la rivière. (Voir ci-après le cahier de Pogny. — *Arch. de la Marne, C, 1671, 1715, 2690, 2914, etc.*)

supporter un plus fort impôt que celui qui n'en a pas ; il demande un impôt immeuble et à en faire la répartition.

Nos ancêtres ont été obligés d'engager à l'hôpital de Châlons, pour la somme de 330#, un morceau de leurs pâtures consistant en dix arpents, ce qui prive encore notre village du produit qu'il pourrait tirer de ses nourris, sans lesquels il ne peut recevoir aucun profit de ses terres qui sont très mauvaises et que l'engrais seul fait produire ; vu la nécessité de ces pâtures, ce village a l'honneur de demander qu'il lui soit permis, comme mineur, de reprendre ses anciennes pâtures, toutefois en remboursant à l'hôpital le prix de 330# qu'il a bien voulu avancer à notre communauté (1).

Ce village expose de même que les impositions tombent sur la classe la plus faible qui est celle du Tiers état ; il demande les secours des deux classes au-dessus de lui, [ce] qui est le vrai et seul moyen d'alléger le fardeau qu'il supporte. Ces deux classes, par leur état et par leur rang, ne doivent pas se refuser à une compensation et doivent, dans ce moment, se signaler et dire : « Oui, nous sommes les protecteurs des paroisses ! Nous voulons partager leurs peines. » D'ailleurs, qui peut mieux supporter un gros poids que celui qui a la plus forte balance ?

Ce village demande, entre autres, que la capitation et ses accessoires, qui montent très haut, et à peu de chose pour la Noblesse, servent en partie pour le secours des infortunes, ce dont ce village ne s'est jamais senti, malgré ses calamités ; et qu'indistinctement tous les privilégiés et les nobles possédant des biens en roture, soient soumis à l'universalité des impôts suivant leurs biens roturiers.

Ce village a aussi l'honneur de remontrer que, sa prairie n'étant pas assez vaste pour lui fournir le foin dont il a besoin (2), il est forcé de louer des prés dans les pays circonvoisins qui jouissent de différents usages et assez suffisants pour payer la majeure partie de leur taille, dans lesquels pays les particuliers de ce village qui y louent des prés paient la taille et la corvée dans son entier sans participer au produit des usages ; c'est pourquoi il réclame et demande que les particuliers

(1) *Arch. de la Marne*, G, 451 et 647.

(2) Il n'y avait, on l'a vu, que 15 arpents de prairie. (*Arch. de la Marne*, C, 430.)

jouissent desdits usages à proportion de leurs impositions ; il ne peut non plus s'arrêter à l'impôt territorial qu'autant qu'il servira pour la taille, la capitation avec ses accessoires et le vingtième et, dans ce cas, il demande la cassation des baux.

La corvée en argent et en nature a toujours été, pour ce village, plus à charge aux cultivateurs que profitable : 1^o en argent, parce que la communauté, qui supporte un impôt considérable, s'est trouvée surchargée par le nouvel impôt de la corvée ; et 2^o en nature, parce que les particuliers de ce village étaient souvent obligés de négliger leurs terres pour remplir la tâche qui leur était prescrite ; souvent même les inspecteurs, sans avoir aucun égard ni au temps, ni à la force des chevaux, envoyaient, dans le moment même où la corvée était presque finie, des cavaliers de maréchaussée qui consommaient en frais de pauvres laboureurs qui ne pratiquaient jamais les routes (1).

Ce considéré, ce village a l'honneur de remontrer qu'il conviendrait de faire tomber l'impôt sur le roulage, parce que les pauvres laboureurs qui n'ont que de faibles chevaux et des voitures légères, n'écrasent pas les grandes routes ; et que le génie, pour cette partie, soit remplacé par une classe de distinction qui lui ferait profit et à l'État ; ce village oserait-il, sans chercher à blesser la Noblesse, proposer qu'on donnât la conduite des routes aux nobles infortunés qui n'ont que de légères pensions ; cette place leur produirait davantage ; par là, l'État pourrait gagner leurs pensions, et la Noblesse, qui n'est avide que de remplir ses fonctions avec distinction, se trouverait soulagée et les ouvrages en seraient mieux suivis.

La milice, tous les ans, coûte à ce village, rapport aux différentes assemblées qu'il faut faire, qui occasionnent des dépenses ; joint à cela, il faut conduire les garçons à la ville de Châlons, distante de quatre lieues de ce village, et ce qui lui coûte le plus, comme à bien d'autres, c'est lorsque le sort tombe sur un homme qui peut lui être utile (2).

La milice, qui est très à charge à ce village, lui enlève souvent les bras les plus précieux, tandis qu'il y a tant de beaux hommes qui quittent les villes et les campagnes pour se mettre

(1) *Arch. de la Marne, C, 1592* : Mandats d'arrêts lancés par l'intendant contre les habitants de Mutigny qui se refusaient à faire la corvée.

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

à l'abri du sort en servant le Clergé, la Noblesse et autres privilégiés, ce qui fait que ce village réclame et demande qu'ils y soient assujettis.

L'institution des étalons est devenue à charge, comme à bien d'autres, à ce village, rapport à leurs mauvaises qualités ; ces étalons ont produit, quoiqu'en très petite quantité, de très mauvais poulains, lesquels, au bout d'un an, il fallait garder dans l'écurie (sans quoi amendés, s'ils allaient sur la prairie) ; ce qui a occasionné la cherté des chevaux, la perte des villages et leurs souffrances.

Comme ces étalons n'ont produit que de très mauvais élèves et en petit nombre, ce village demande la permission d'avoir des chevaux d'écurie, comme aussi celle d'envoyer librement sur la prairie les poulains jusqu'à l'âge de trois ans inclusive-ment, parce que l'herbe est leur vraie nourriture, les purge ; ils se fortifient en courant et gambadant dans la plaine. D'ailleurs, le passage de la rivière à la nage les nettoie et leur vaut mieux que l'étrille ; à ces raisons on pourra objecter qu'ils seront dans le cas de se casser les jambes, ce dont ce village, dans le temps, n'a point eu d'exemples, ou de faire des poulains même aux pouliches de leur âge : tant mieux ! l'abondance ne peut jamais nuire (1).

Le sel, que ce village prend à Vitry-le-François, est un objet qui lui est très onéreux, non seulement pour le prix, mais encore plus par l'obligation de nommer tous les ans deux collecteurs qui vont chercher, par quartier, le sel à Vitry, le distribuent à chaque ménage dans une pinte dont le métal peut nuire à la santé, enlèvent le montant et le portent de même par quartier au receveur du grenier à sel : de sorte que, chacun an, ce petit village est obligé de nommer quatre collecteurs ; indépendamment de cette servitude, si un particulier tue un porc ou sale des fromages, il faut qu'il ait la précaution de prendre du sel à Vitry et de faire mettre sur la butelle (2) : « pour salaison » ; sans quoi, s'il salait avec le sel qui lui reste de sa prise chez les collecteurs, les employés des fermes venant faire perquisition et ne

(1) Voir le cahier de Coulmier-la-Chaussée, page 215.

(2) Mot signifiant la « bouteille », le récipient où on avait l'habitude de conserver le sel. — Godefroy (*Dict^{re}*, partie supplém.), donne « boteille » pour « bouteille » ; — et aussi « buteillier », « boteillier » pour « mettre en bouteille ».

trouvant pas de butelle pour salaison, lui déclareraient procès-verbal, lequel, rédigé, serait envoyé à la direction où il faudrait qu'il allât incontinent, où aussi, quoique de bonne foi et tremblant, il serait traité de coquin, de fraudeur ; argent ou non, et après bien des prières, il serait obligé de payer ce que la direction demanderait. Il en est de même lorsqu'un particulier va chercher du vin ou autres denrées sur les frontières de Lorraine : s'il a le malheur de perdre son acquit à caution, il est écrasé, quoiqu'avec le congé en main ; tourments perpétuels !

Le sel est non seulement très onéreux à ce village pour le prix, mais encore plus par l'obligation de nommer pour ce deux collecteurs, par les tourments et disgrâces qu'on reçoit des employés des fermes, et par les maltraitements (1) de la direction ; pour obvier à toutes ces afflictions, ce village demande le reculement des barrières, le sel et le tabac marchands.

Ce village, qui est éloigné de quatre lieues de Châlons, a des notaires autour de lui mais point de contrôleur, de sorte qu'un exploit donné par un huissier du lieu, coûte autant que par un huissier royal ; il en est de même pour les actes que les notaires enchérissent à cause de leurs démarches.

Ce village se plaint de même de ce que les droits de contrôle sont variés ; qu'aujourd'hui il en coûte tant à l'un et tant à l'autre, ce qui n'a pas de suite.

Ce village expose qu'il a toujours eu un contrôle dans ses environs ; aujourd'hui il en est privé, ce qui lui cause un grand préjudice ainsi qu'à ses voisins ; il demande le remplacement chez lui ou ailleurs, l'uniformité dans les droits de contrôle et les renseignements pour la connaissance desdits droits (2).

Ce village se plaint de ce que certains particuliers qui possèdent quelques petits fiefs sont écrasés par le domaine, tant par les contraintes qu'il décerne contre eux que par les droits

(1) Pour « mauvais traitements ». (GODEFROY : *Dic^{tes}*, ouv. cit.)

(2) Contrôle des actes de la généralité de Châlons : Arch. de la Marne C, 1169 : *Édit du Roi de mars 1693, portant établissement dans toutes les villes de contrôleurs d'actes des notaires et tabellions royaux, notaires apostoliques et ceux des seigneurs*. (Reims, N. Pottier, mars 1693, in-4°. — *Bibliot. de Reims*, N., 3476².) — *Déclaration du Roi du 29 septembre 1722* (registrée au Parlement le 8 octobre 1722), portant nouveau règlement pour les droits de contrôle des actes des notaires et insinuations laïques avec les tarifs arrêtés au Conseil le même jour pour la perception desdits droits. (Châlons, imp. Cl. Bouchard, 1722, in-4° : *Ibid.*, N., 3477.)

inouïs qu'il perçoit. Comment se défendre contre lui ? Il faut terminer par payer ce qu'il demande.

Ce village demande (sans chercher à faire tort aux droits de son souverain) que la trop grande prépondérance du domaine soit limité et que les affaires qui en dépendent soient terminées par une justice réglée.

Ce village, qui n'est pas processif, gémit du sort de certains particuliers qui ont des affaires qu'ils sont obligés de faire juger à Paris, ce qui les ruine, et lesquelles affaires traînent en longueur.

Ce village demande et désirerait que les affaires de sa province y fussent terminées par une justice supérieure.

La création du greffier des experts est à charge à tout le monde et ne sert qu'à augmenter les frais.

Ce village en demande la suppression, parce que sans cet homme qui n'est que présent et quelquefois même absent, et qui ne fait que vérifier ce que les experts lui mettent en main, les experts eux-mêmes peuvent faire droit aux parties et à petits frais.

La charge d'huissier-priseur est d'autant plus onéreuse qu'elle enlève une partie de la vente du mobilier des pauvres orphelins ; perte de leurs père et mère, perte d'une partie de leurs biens : désolation entière !

Ce village demande la suppression de cette charge qui désole les parents des orphelins et mange une partie de leur mobilier.

Le papier timbré, qui coûte fort cher, est d'une si mauvaise qualité qu'au bout de quelques années il n'est guère possible de déchiffrer ce que l'on a écrit dessus, ce qui est très préjudiciable à ce village ainsi qu'à tous autres.

Ce village a l'honneur de remonter que le papier timbré, qui lui coûte fort cher, ainsi qu'à tous autres, soit, sans augmentation, d'une meilleure qualité.

Ce village, qui a une église qui a toujours été à l'entretien de MM. les décimateurs pour le chœur et ses chapelles, essuie aujourd'hui un procès pour soutenir ses anciens droits qu'il offre par preuves, lesquelles ces Messieurs ne veulent pas écouter ; ils demandent des experts. De pareils subterfuges mettent ce village dans la détresse et dans la dure nécessité de se plaindre que, pendant un pareil hiver que celui qu'on vient d'essuyer, l'église s'est trouvée à jour de toutes parts et menace ruine.

Ce village a l'honneur de remonter que, jadis, l'Église a eu le talent d'avoir les plus beaux biens qu'elle a augmentés, et aurait continué si on n'eût pas arrêté ses progrès ; aujourd'hui, elle, qui a toujours joui des plus belles franchises, veut encore mettre ses charges sur le corps des autres et accabler ce village qui est écrasé de toutes parts ; cependant, selon le droit, qui-conque a le produit doit avoir les charges ; c'est pourquoi ce village réclame et demande que le chœur et les chapelles, qui ont toujours été à la charge de MM. les décimateurs, soient réparés par eux dans le délai le plus prompt, ou qu'ils aient à renoncer aux dîmes qu'ils ont toujours perçues et, dans ce dernier cas, ce village s'assujettira volontiers aux réparations du chœur et des chapelles pour empêcher l'interdiction de son église dont il ne peut se passer (1).

LIÉBAULT, PAYART, Victor COSQUIN, Pierre GARNIER,
J.-J. BOULANT, etc.....
N. GOBILLARD.

(20 signatures.)

NORMÉE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Normée (2) était composée de 52 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la pré-

(1) La communauté avait déjà supporté, en 1730, les réparations à la nef de l'église : 100 livres ; en 1738, les travaux de la maison curiale ; en 1740, d'autres réparations à l'église, 436 livres ; en 1787, la reconstruction du presbytère non achevé en 1789. (*Arch. de la Marne, C, 1080 et 2910.*)

Le chapitre de la collégiale de Vitry avait acquis, en 1265 et 1267, de Pierre de Courpalais et du comte Thibaud V de Champagne, les grosses et menues dîmes de Mutigny-la-Chaussée. — Des contestations, des procès furent soutenus par cette église, au sujet de la possession de ces dîmes, contre le curé et contre les habitants. (Sentence de la prévôté de Vitry du 13 mai 1546. — Traité du 12 juillet 1697. — Procédures de 1661 à 1686, etc. — *Arch. de la Marne, G, 1547.*)

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 220. Cahier, dossier c, pièce 145 : 3 pages cotées et paraphées par Mathieu ; aucun visa).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 641* : Administration de la communauté ; usages ; réparation au pont (1785) ; comptes des syndics. — *C, 887 et 946* : Impositions. — *C, 1592* : Corvées. — *C, 1670* : Reconstruction du pont (1720). — *C, 1864 et 1882* : Église de Normée, annexe

sidence d'André MATHIEU, procureur fiscal de la communauté de Normée. — Le procès-verbal constate la présence de Joachim Lalire, syndic municipal, Nicolas Hémart, Joachim Lalire l'ainé, Joseph Daugé, Pierre Lalire, Joachim Lalire le jeune, Jean Landréat, Nicolas Hémart, Pierre Mailliot, Claude Person, Louis Pernet, Didier Landréat, H. Mortas. — Les députés furent Joachim LALIRE le jeune et Nicolas HÉMART.]

CAHIER

[Le cahier de Normée est copié exactement sur celui de sa paroisse, *Lenharrée*, auquel nous renvoyons. — Au bas du document on lit : « Lesdits habitants ont arrêté le présent cahier de leurs plaintes, doléances et remontrances, qu'ils ont signé le dix du mois de mars 1789 : J. LALIRE, syndic municipal, N. HÉMART, Joachim LALIRE, J. LALIRE le jeune. etc... » (13 signatures.)]

NUISEMENT-SUR-COOLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Nuisement (1) était composée de 40 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean OLLIVIER, syndic, assisté de Philippe Muzard, greffier. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à

de Lenharrée. — *E*, 915 : Baux des terres et seigneurie de Normée. — *G*, 124, 397 : Cure ; — etc.

— Normée appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Fère-Champenoise, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 51 feux roturiers. — Population : 76 hommes, 78 femmes, 24 garçons et 20 filles, soit 198 habitants.

(1) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal sur formule imprimée, dossier *b*, pièce 221. Cahier, dossier *c*, pièce 38 : 7 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, *C*, 641 : Administration de la communauté ; procès ; comptes des syndics. — *C*, 887 et 946 : Impositions ; taille d'industrie ; débordements de la Coole. — *C*, 1024 : Capitation. — *C*, 1046 : Vingtièmes. — *C*, 1589 : Route des Romains de Châlons en Bourgogne. — *C*, 1592 : Corvées. — *C*, 1715 : Atelier de charité. — *C*, 1842 et 1882 : Église et presbytère de Nuisement, annexe d'Ecury-sur-Coole. — *C*, 1956 : Incendies (1779-1783). — *E*, 536 à 538 : Seigneurie (1528-1789) ; moulin ; terrier ; famille Lelarge d'Eaubonne. — *G*, 107 : Cure. — *G*, 595 et 651 : Dîmes du chapitre Saint-Etienne de Châlons ; — etc.

Arch. de la commune de Nuisement-sur-Coole : Le 1^{er} registre des délibérations de l'assemblée municipale de Nuisement-sur-Coole (du 1^{er} dimanche de septembre 1788 au 20 floréal an III : 72 feuillets), fournit

la réunion. Mais, au bas du document, on lit les signatures de Quentin Tabouret, Jean-Baptiste Collard, Laurent Nicaise, tous trois officiers municipaux, Jean-Baptiste Delanaux, Jacques Collard, Claude Collard, Nicolas Ollivier, Étienne Lorée, Pierre Jacquier, Jean-Louis Bouquemont, Jean-Robert Pannetier, Jean-Baptiste Guyot, Michel Augez, Antoine Ribault; et en outre le cahier donne les signatures de Joseph Ollivier, Nicolas Guillemin, Louis Phélizon, François Guyot, Quentin Delaval, Jacques Berthelemy, Claude Hermand, Antoine Ollivier, François Lequeux, Étienne Ribault, Jean-Baptiste Lorée, Rollet, Louis Guyot, Jean-Baptiste Noël, Hubert Peuplié. — Les députés furent Quentin TABOURET et Jean-Baptiste COLLARD.]

CAHIER

[Les vingt-deux premiers articles du cahier de Nuisement-sur-Cooles sont copiés sur celui d'Écurey-sur-Cooles sa paroisse, à part, cependant, quelques petites modifications, suppressions, additions que nous allons signaler, article par article :

Le préambule est absolument le même dans les deux cahiers, ainsi que les articles 1, 2 (1), 3, 4 et 5. — L'article 6, sur les droits d'aides et la proposition d'un impôt sur le papier, est supprimé. — L'article 7 est l'article 6 du cahier de Nuisement. — L'article 8 (droit sur le papier

les documents suivants : 1° le 19 octobre 1788 (f° 3, recto) : avis de réception de « l'arrêt du Conseil d'État du 8 août 1788, fixant au 1^{er} mai prochain la tenue des États généraux de royaume... » ; — 2° le 9 novembre 1788 (f° 3, verso) : réception, lecture et publication de la déclaration du Roi du 23 septembre 1788 (registrée en la Cour des Aides le 24 et en l'élection de Châlons le 27) qui « ordonne que l'assemblée des États généraux aura lieu dans le courant de janvier 1789... » ; 3° 1^{er} mars 1789 (f° 8, verso) : réception de l'avis pour la convocation des États généraux et annonce de la réunion des habitants pour le dimanche suivant ; — 4° 8 mars 1789 : la transcription du procès-verbal d'assemblée analysé ci-dessus et signé seulement des membres de la municipalité : Jean Ollivier, syndic ; Quentin Tabouret, J.-B. Collard, Laurent Nicaise, officiers municipaux ; et Muzard, greffier ; — 5° 29 mars 1789 (f° 10, recto) : transcription de l'ordonnance du lieutenant général du bailliage de Châlons, Bremont, en date du 25 mars, allouant 4 livres 10 sols par jour à chacun des deux députés de Nuisement à l'assemblée du bailliage ; — 6° à la date du 31 janvier 1790, au compte du syndic Ollivier pour 1789 (f° 22, verso), on trouve la mention du paiement d'une somme de 54 livres aux deux députés. (Communication de M. Maître, instituteur.)

— Nuisement-sur-Cooles appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Cooles, arrondissement de Châlons-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 43 feux roturiers et 1 noble. — Population : 82 hommes, 78 femmes, 16 garçons et 20 filles, soit : 193 habitants.

(1) A Nuisement, le mot « supprimés », mis à tort dans le cahier d'Écurey (voir art. 2 de ce cahier) est remplacé par le mot « supportés ».

marqué) est supprimé. — Les articles 9, 10, 11, 12, sont les articles 7, 8, 9 et 10 du cahier de Nuisement. — L'article 13 est l'article 11, lequel est ainsi modifié : « Quant aux servitudes . . . qu'il soit permis de les racheter par le remboursement du principal pour les sommes déterminées, et par un remboursement convenu entre parties pour les sommes indéterminées ; à moins qu'on ne jugeât plus à propos de fixer la somme au moyen de laquelle les servitudes de toutes espèces puissent être rachetées. » — L'article 14 est l'article 12 du cahier de Nuisement. — L'article 15 est l'article 13 ainsi modifié : « sauf à limiter la chasse à un certain temps de l'année et que les garennes soient absorbées (*sic*)... », au lieu de « et de conserver aux seigneurs le droit de chasser sur leurs propres terrains ». — L'article 16, relatif à la suppression de l'annexe de Nuisement, n'existe pas dans le cahier de cette communauté. — L'article 17 est l'article 14 ainsi modifié : « Que les justices seigneuriales dont il existe, ne soit point demeurant dans le lieu (*sic*), soient supprimées et que l'on attribue, etc. . . » — Les articles 18, 19, 20, 21, sont les articles 15, 16, 17 et 18 du cahier de Nuisement. — L'article 22 est l'article 19 ainsi complété : après « etc... » on ajoute : « ce grief cause la ruine de la veuve et de l'orphelin ». — L'article 23 est l'article 20. — Les articles 24 et 25, relatifs aux colombiers et à l'accès des charges de l'État à tous les sujets du Roi, sont supprimés. — Les articles 26 et 27 sont les articles 21 et 22 du cahier de Nuisement. — Les quatre derniers articles, 28, 29, 30 et 31 n'existent pas. — Mais ici commencent les doléances particulières de la communauté de Nuisement-sur-Coole, que nous reproduisons *in extenso* :

.....

23. — Qu'il ne soit permis à personne autre que les seigneurs ou que les gens en titre de ce droit d'avoir des pigeons ; que ce droit ne leur soit accordé qu'au principal lieu de leur domicile ; qu'ils ne puissent avoir qu'un seul colombier, et qu'ils soient obligés, sous peine de cinquante livres d'amende, de les tenir renfermés pendant le temps des semences et des récoltes.

24. — M. d'Eaubonne, seigneur de Nuisement, a deux colombiers : nous demandons la démolition d'un, suivant l'arrêt du parlement de 1704, et de combler les terriers de dedans ses garennes, que les lapins font un grand dégât.

25. — Qu'il soit permis aux habitants de désalter (1) les broussailles et genièvres qui sont sur le terroir, qui empêchent

(1) Pour « défricher », « déraciner » ; nous n'avons pas trouvé ce terme, qui paraît être local, dans les dictionnaires de Godefroy, Littré, Richelet, etc.

l'agriculture du labourage, attendu qu'il y a beaucoup de termes (1) inutiles sur le terroir.

26. — Les habitants étant assemblés pour faire un plantage (2) sur un petit terrain qui appartient à la communauté, ce seigneur, furieux, les a fait arracher et replanter sur son terrain.

27. — Les habitants n'ayant pas osé l'entreprendre et ils en sont restés là, quoiqu'ils ont eu un décret de M. l'intendant ; les habitants ont fait faire la vente d'un élagage de peupliers et autres bois, broussailles, sur un petit terrain appelé les *Blanches-Rives*, appartenant à la communauté ; le syndic l'ayant publiée par plusieurs fois, suivant la coutume, et adjugée à deux habitants du lieu qui ont coupé et arrangé ledit bois, ledit sieur d'Eaubonne l'a fait enlever par ses domestiques, attelés de ses chevaux et voiture, le jour des Rameaux, au lever du soleil, et lui présent.

28. — Quelques temps après, ledit sieur d'Eaubonne a pris un homme de journée pour faire abattre plusieurs arbres peupliers sur un rivage du pont qui appartient à la communauté, en présence de deux cavaliers de maréchaussée ; les habitants ont été assemblés et transportés sur le terrain par lequel le seigneur a fait mettre le syndic en prison avec un habitant du lieu (3).

29. — Les habitants ont fait faire un rapport par un garde de la maîtrise et ils en sont restés là, et aussitôt ce seigneur a fait assigner la communauté pour s'emparer des pâtures pour les bestiaux pour le peu qu'il y en ait : il a été condamné au bailliage de Châlons ; il a interjeté appel au parlement : il a été condamné à tous dépens, renvoyé au bailliage pour confirmer la sentence que nous avons fait faire à notre profit, et ledit sieur d'Eaubonne a interjeté appel une seconde fois au parlement auquel il existe encore depuis quinze années.

(1) Ce mot a déjà été employé dans les cahiers de Bouy (page 93), et de Livry-sur-Vesle (page 408), pour désigner les pièces de terres pouvant être cultivées.

(2) Mis pour « plantation ». Dans l'espèce il s'agit d'une plantation d'arbres.

(3) Cette question de la propriété des arbres peupliers de la rue et de la place fut, même sous la Révolution, en l'an II, l'objet d'un procès devant le juge de paix de Cernon entre la commune et le nouveau propriétaire du château, Gervais des Vauxgoins. (*Arch. de la commune de Nuisement* : 1^{er} registre de délibérations, f^{os} 56 et suivants.)

30. — Il y a encore plusieurs procès : l'un avec onze habitants du lieu, qu'il voudrait s'étendre sur un droit de terrage qu'il n'a jamais perçu, lui ni ses auteurs, sur une petite contrée, sans qu'il ait aucun titre ni possession ; cette instance est encore au parlement, il y a quinze ans qu'elle existe (1).

(1) Le cahier de Nuisement insiste longuement sur les démêlés sans fin des habitants et du seigneur. La terre de Nuisement-sur-Coole, d'abord possédée par la famille Aubelin (1528-1657), puis par Edme Horguelin en 1665, par la famille de Pinteville qui la vendit à Charles-Philbert Chaalons, seigneur de Vaugency, receveur général des domaines et bois de Champagne (1724), puis à P.-Benoît Leclerc, lieutenant général au bailliage et siège présidial de Châlons (1743), fut revendue par la veuve de ce dernier à Cl.-Marie-Louis Loisson de Guinaumont (1763), puis à Charles Marchand de Christon, et échut enfin à Jean-Michel Lelarge d'Eaubonne, trésorier général, receveur et payeur des rentes à l'Hôtel de Ville de Paris, auquel des lettres de terriers furent délivrées le 30 septembre 1772. (*Arch. de la Marne, E, 536 et 538.*)

Un contrat de bail à cens et terrage du 27 octobre 1524 et un arrêt du parlement de Paris du 14 mars 1704, confirmaient les droits du seigneur de Nuisement. C'est en se basant sur ces titres que les habitants réclament, dans le cahier, la démolition d'un des deux colombiers et protestent plus loin contre les prétentions du seigneur relatives aux droits seigneuriaux de cens, de terrage, de champart, de lods et ventes, et contre l'usurpation, par ce dernier, des pâtures et bois de la communauté. Ayant voulu étendre ses droits sur la contrée dite « des Petits-Quartiers », sur laquelle il n'avait jamais rien perçu, les onze habitants de cette région, — dont il est parlé à l'article 30 du cahier, — les sieurs Jean Collard, François-Philippe Guyot, Jean Lorée, Jean-Baptiste Delanaux, Louis Guyot, Jacques Brodier, Louis Pannetier, Claude Collard, Jean-Baptiste Collard, Pierre Collard et Joseph Ollivier, refusèrent de payer. Lelarge d'Eaubonne s'empara des pâturages et des coupes de bois, et attaqua les habitants devant le bailliage de Châlons qui, par sentences des 30 août, 29 novembre 1774 et 10 janvier 1775, le mit en demeure de produire ses titres. Le seigneur refusa et appela de cette décision qui fut confirmée par arrêt du parlement du 18 avril 1777 ; l'affaire revint au fond devant le bailliage de Châlons qui ordonna une enquête ; Lelarge d'Eaubonne se pourvut encore devant la Cour. Tel était le procès qui était encore pendant devant le parlement en 1789 et sur lequel venaient se greffer les divers incidents dont il est fait mention au cahier. (*Mémoires imprimés des habitants, de 1777 et 1781, signés de M^e de La Fourrière, avocat, et M^e Husson, procureur au parlement de Paris, fondé de pouvoirs de la communauté. — Bibliothèque de Reims, fonds Deullin, non classé.*)

Afin de mieux suivre cette affaire qui passionnait tout le village, les habitants avaient demandé à l'intendant la permission d'envoyer à Paris leur syndic aux frais de la communauté. Le subdélégué motiva ainsi un avis favorable à cette députation : « Nous pensons que, le plus souvent, ces voyages à « Paris de gens de campagne, peu au fait des procès qu'ils soutiennent, sont « inutiles ; cependant on accorde ordinairement cette satisfaction à leur idée. « Dans l'instance dont il s'agit, il est question de droits seigneuriaux prétendus « dans certaines contrées ; l'objet est intéressant et, par cette considération, « nous estimons qu'il y a lieu d'autoriser Louis Guyot, syndic, à se transpor-

31. — Il procède encore sur un droit de lods et vente qu'il voudrait [voir] s'étendre au-delà de ses titres qui est encore au parlement ; il demande un droit de dix sols par écu ; cependant tous ces titres disent qu'il ne peut pas exiger au-delà de vingt deniers pour livres, quoique coutume de Sens (1).

32. — Le sieur d'Eaubonne a fait faire un terrier (2), et le notaire rédacteur, de concert avec le sieur d'Eaubonne, ont surpris la bonne foi des habitants, auxquels ils ont eu recours aux lettres de rescision que le sieur d'Eaubonne a fait remettre au parlement pour l'entérinement, ce qui existe encore.

33. — Il a fait refus de recevoir ses censives depuis cinq à six ans, sur lequel nous, habitants, lui avons sommé par un huissier royal, et il en est resté là ; c'est ce qui, en partie, [cause] la ruine des habitants du village de Nuisement.

34. — Il persiste encore un droit de terrage sur les trois quarts du terroir, et prétend, par l'entérinement des lettres de rescision, étendre son droit sur tout le terroir, exceptées *Les Auches* qui lui sont en censives, sans être en possession, ni titre, ni lui, ni ses auteurs.

35. — Le seigneur persiste, outre le droit de terrage, le tiers dans toutes dimes, grosses et menues, et sur cinq autres contrées qu'il possède encore la dime et le terrage à lui seul qu'il fait valoir.

36. — Les habitants se plaignent qu'ils sont surchargés à la taille et autres impositions, attendu que leur terroir est estimé à quarante-cinq sols par journal de terre ; que celui d'Écury

« ter, pour la suite de l'affaire dont s'agit, à Paris pendant quinze jours, « compris le temps de l'aller et du retour, pour raison de quoi il lui sera payé, « par ladite communauté, 6 livres par jour. » (*Arch. de la Marne, C, 641.*) — Le 16 novembre 1788, le Parlement étant sur le point de statuer, la communauté envoya ses instructions à M^e Husson, son procureur. (*Arch. de la commune de Nuisement : 1^{er} reg. de délibérations, f^o 4, recto.*) — Pour ces différentes affaires, la communauté avait eu encore un autre procureur, Nicolas-Louis Royer qui, en 1793, l'assigna au tribunal du 6^e arrondissement de Paris pour le paiement de « ses honoraires dans l'instance soutenue contre l'ancien seigneur, Lelarge d'Eaubonne, instance qui est restée indécise ». La commune transigea pour 430 livres. (*Arch. de Nuisement, ibid., f^o 39.*)

(1) La région de Cernon était régie par la coutume de Sens. (Voir le cahier de cette communauté de Cernon, page 121.)

(2) Voir note ci-dessus. Les lettres de terrier datent du 30 septembre 1772. — Voir le registre des déclarations de papier terrier (1773-1777). (*Arch. de la Marne, E, 538.*)

n'est estimé qu'à trente-cinq sols par journal de terre, quoiqu'il ait une plus grande valeur, et celui de Breuvery, qui est voisin l'un et l'autre, n'est estimé qu'à trente sols par journal de terre (1).

37. — Le terroir dudit Nuisement n'est pas en valeur de celui d'Écurey, puisqu'il y a les trois quarts du terroir que l'on ne peut pas labourer, ni cultiver que tous les huit à neuf ans, et souvent l'on perd labour et semence par l'ingratitude du terrain qui ne vaut rien ; l'étendue du terroir vers Bardolle (2), Chéniers, Soudron et Vatry, qui n'est pas de plus grande valeur ; c'est ce qui cause la ruine et la désertion du village de Nuisement qui est fort obéré et qui demande justice (3).

Les grosses dîmes appartiennent à MM. du chapitre Saint-Étienne de Châlons, qui sont louées vingt-huit septiers de seigle et deux septiers de froment, mesure du chapitre ; le neuvième à l'Hôtel-Dieu de Châlons, qui est loué dix-sept septiers et demi de seigle, mesure de Châlons.

Le douzième des dîmes, appartenant à MM. de Saint-Basle, est loué la somme de cinquante livres (4).

(1) On fit justement dresser, en 1789, un « état pour servir à l'estimation des fonds et de l'industrie de la paroisse de Nuisement et parvenir à l'établissement de la taille tarifée ». (*Arch. de la Marne, C, 887.*)

(2) La Bardolle, ancienne seigneurie, aujourd'hui ferme à trois kilomètres au nord-est de Chéniers, sur le territoire de la commune d'Écurey-sur-Cooles. Les trois autres localités citées sont des communes à l'ouest et au sud de Nuisement.

(3) Pour 970 arpents de terres labourables, il y en avait, à Nuisement, 1,940 de terres incultes ; vingt-cinq laboureurs cultivaient ces terres qui ne donnaient en seigle (1,293 boisseaux) et en avoine (3,750), que juste la semence. Le sarrasin et l'orge produisaient, en petite quantité (400 boisseaux chacun), deux fois la quantité ensemencée ; le froment ne rapportait que 525 boisseaux (1 1/2). (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

Il y avait aussi 21 arpents de jardins à choux et à chanvre le long de la rivière de Coole. Mais, de 1784 à 1788, « le débordement de cette rivière et l'abondance des eaux provenant de la fonte des neiges, tant dans le terroir que dans le village », dégradèrent, chaque hiver, tous ces jardins et enlevèrent les terres. (*Arch. de la Marne, C, 946.*)

Les habitants furent aussi victimes de deux incendies en 1779 et en 1783. (*Ibid., C, 1956.*)

(4) Dons par Hugues de Broyes, en 1173, et par Nicole de Broyes, en 1207, aux chanoines de Châlons, des dîmes d'Écurey et de Nuisement-sur-Cooles ; — État des noales de Nuisement-sur-Cooles, dressé en 1769 ; — Baux des dîmes ; — Mémoire de ce qui a été payé en 1761 par M^{me} Leclerc, dame de Nuisement, pour la portion congrue du curé. (*Arch. de la Marne, G, 595 et 651.*) — Déclaration des terres possédées par l'abbaye de Saint-Basle sur Nuisement ; — État des

Telles sont les vues que les habitants de Nuisement-sur-Coole ont cru devoir présenter à l'administration, trop heureux s'ils avaient le bonheur de contribuer à la régénération du royaume.

Quantin TABOURET, Joseph OLLIVIER, COLLARD, Jean-Baptiste DELANAUX, Jean COLLARD, etc.....

Jean OLLIVIER, syndic.

(29 signatures.)

OGER

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté d'Oger (1) était composée de 150 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié « par le prieur-curé » le 1^{er} mars 1789. — Le 5, les habitants se réunirent en l'église du lieu, sous la présidence de Louis JACQUART, lieutenant ordinaire en la justice et prévôté d'Oger. — Le procès-verbal

dimes perçues à Écury et à Nuisement, sur lequel on lit, après l'exposé en détail des grosses et menues dîmes et la répartition de celles d'Écury : « *item à Nuisement : toutes les menues dîmes* assemblées, le curé prend un huitième, un douzième que vouloir prendre Saint-Basle, le seigneur de Nuisement un sixième, le seigneur d'Écury un sixième, l'Hôtel-Dieu de Châlons un neuvième.... et Messieurs du chapitre le reste... » et plus loin : « a été convenu entre le curé et les religieux de Saint-Basle et prouvé comme leurs titres, ils n'ont droit que de prendre un douzième *ès-dîmes* d'Écury, lesdits religieux se sont déportés du douzième qu'ils voulurent prendre à Nuisement, comme ils font à Écury ; et est procès pendant par devant M. le conservateur à Paris entre le sieur curé et le seigneur d'Écury prend *ès-dîmes* tant grosses que menues, au terroir d'Écury et de Nuisement ». — *Pour les grosses dîmes* : « à Nuisement, le seigneur prend un sixième, l'Hôtel-Dieu un neuvième, le curé, au lieu de Saint-Basle, un onzième ; le trésor, un douzième, et le chapitre le reste ». Sulent les estimations. (D^r MAILLIART : *Histoire de l'abbaye de Saint-Basle*, ouv. cit., pages 271 et 276.)

L'hôpital de Châlons avait aussi revendiqué des droits sur le moulin de Nuisement-sur-Coole et avait plaidé contre la dame V^{ve} Horguelin de Nuisement qui, par sentence du bailli de Châlons du 16 novembre 1677, fut condamnée à faire la délivrance de prés donnés par contrats des 5 et 10 mars 1629 à l'hôpital, en échange du moulin. (*Arch. de la Marne*, E, 537.)

(1) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 222. Cahier, dossier c, pièce 27 : 5 pages cotées et paraphées par Jacquart ; visa de Prieur sur une couverture).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 642 : Administration de la communauté ; école ; usages ; réparations à l'église, au presbytère ; construction de fontaines, lavoirs et abreuvoirs ; comptes des syndics. — C, 890 et 946 : Impositions. — C, 1024 : Capitation. — C, 1041 et 1049 : Vingtièmes ; procès du préposé au recouvrement (1769). — C, 1592 ;

constate la présence d'Adrien Fourché, Charles Gatinois, Claude Agrapart l'aîné, Claude Charlemagne dit Bailly, Claude Collart, Claude Desautels, Claude Descotes, Claude Doiselet, Claude Dumangin, Claude-Étienne Jannest, Claude Guillaume fils de Claude, Claude-Laurent Desautels, Claude-Louis Descotes, Claude-Louis Guillaume, Claude-Louis Stinville, Claude Prieur, Claude-Toussaint Agrapart, Claude Welche, Edme Brocart, Edme Guiot, François Charlemagne, François Desautels, François Gardien, Gérard-Augustin Persault, Gibrien Jacquelet, Hilaire Dombale, Jean-Baptiste-François Guillaume, Jean-Baptiste-François Percheloche, Jean-Baptiste Mahuet, Jean Fourny, Jean-Laurent Guillaume, Jean Lorin, Jean Longis, Jean-Louis Charlemagne, Jean-Louis Debanne l'aîné, Jean-Louis Debanne le jeune, Jean-Louis Descotes, Jean-Louis Jannest, Jean-Nicolas Descotes, Jean-Nicolas Thomas, Jean-Pierre Boucquemont, Jean-Pierre Braconnier, Jean-Pierre Charpentier, Jean-Pierre Desautels, Jean-Pierre Desautels dit Larché, Jean-Pierre Husson, Jean-Pierre-Martin Guillaume, Jean-Pierre Stinville, Jean Varnier fils de Pierre, Jean Varnier fils de Jean, Jean Varnier le jeune fils de Jean, Laurent Descotes, Joseph Pommelet, Laurent Charlemagne, Louis Collart, Louis Braux, Louis Debanne, Louis Frusson, Louis-Nicolas Descotes, Louis-Pierre Le Clerc, Louis Mérat, Michel Desautels, Michel Frusson, Michel Mouroux, Michel-Pierre Braconnier, Nicolas Daire, Nicolas Vauversin, Nicolas Guillaume, Nicolas Launois, Nicolas-Michel Agrapart, Nicolas-Vincent Oudinot, Nicolas Prieur, Nicolas Thomas, Pierre Boucquemont, Pierre-Christophe Pertois, Pierre Descotes, Pierre Gatinois, Pierre Lallement, Pierre-Martin Moraux, Pierre Marest, Pierre Mérat, Pierre Millet, Pierre Pison, Pierre Thomas, Pierre Varnier, Pierre Varnier fils de Simon, Sébastien Varnier, Simon Descotes, Simon-Joachim Descotes, Simon Mérat, Simon-Nicolas Le Bègue, Simon Oudart, Claude Cossé, Claude Varnier et Claude Husson, syndic (1). — Les députés furent Claude HUSSON, syndic, et Pierre GATINOIS.]

Corvées. — *C*, 1715 : Atelier de charité ; chemin limitrophe entre les territoires d'Avize et d'Oger. — *C*, 1883 : Église. — *C*, 2110 : Aides ; rébellion contre des agents. — *E*, 132 : Famille Deslaires, seigneur d'Oger : biens ; titres d'acquisitions. — *E*, 908 et suivants : Minutes des notaires du comté-pairie de Vertus. — *E*, 1005 : Usages. — *G*, 124 et 397 : Biens de la cure. — *G*, 652, 1200, 1405 : Biens et vignes du chapitre Saint-Étienne de Châlons, de la collégiale de la Trinité de cette ville et de la collégiale Saint-Nicolas de Sézanne sur le territoire d'Oger.

Archives communales d'Oger : 1^{er} registre de délibérations du 7 septembre 1788 au 20 ventôse an II.

— Oger appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Avize, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 123 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 110 hommes, 128 femmes, 38 garçons et 42 filles, soit 318 habitants.

(1) En 1780, il avait été établi à Oger un Conseil de douze notables choisis, savoir : quatre dans la classe des laboureurs, quatre dans celle des vigneron et quatre dans celle des manouvriers.

CAHIER

Cahier de plaintes et doléances de la communauté d'Oger, pour être présenté par les députés de ladite communauté à l'assemblée des trois États du bailliage de Châlons, fixée au 12 mars 1789 par l'ordonnance de M. le grand bailli.

La communauté désire faire passer aux pieds du trône le témoignage de son respect et de sa reconnaissance; pénétrée du sentiment le plus vif en considérant la bonté de son souverain dans le rétablissement des États généraux, elle le regarde à juste titre comme le père de la patrie.

Son vœu le plus formel est de reconnaître la dette de l'État comme celle de la Nation et d'y participer suivant ses moyens, c'est-à-dire par les impôts les moins onéreux dans la perception et également répartis sur tous les membres de l'État. La communauté d'Oger n'est composée que de cultivateurs de vignes : sur environ cent cinquante habitants, elle ne compte que deux laboureurs (1). Cette culture (2), plus chargée d'impôts qu'aucun autre genre, est cependant la plus dispendieuse pour le cultivateur qui ne partage son travail avec aucune bête de somme et ne présente que des récoltes fort incertaines ; souvent la gelée, la grêle, les insectes rendent inutiles le travail et les sueurs d'une année entière (3). La situation du vigneron mérite

Pour le choix du syndic municipal, des contestations s'étaient élevées entre les habitants d'Oger et le seigneur, le baron de Châtillon. La question était pendante au mois de mars 1789. Par ordonnance du 20 août suivant, l'intendant débouta le seigneur de sa demande en cassation d'une élection de syndic, considérant, est-il dit dans cette ordonnance, « qu'il est de l'intérêt de la communauté que ceux qui sont à la tête de ses affaires ne soient pas livrés au seigneur, que ledit seigneur a tort de s'immiscer dans la manutention de leur réserve, etc. » (*Arch. de la Marne, C, 642.*)

(1) Le rédacteur du cahier a voulu mettre évidemment 150 feux ou ménages (voir le procès-verbal ci-dessus). Oger qui, pour 123 feux roturiers, comptait déjà, en 1773, 318 habitants, n'avait alors qu'un seul laboureur à une charrue. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Celle de la vigne.

(3) Les cahiers d'Oger et du Mesnil-sur-Oger (page 387), exposent, en détail, la situation des vigneron de cette région. La gelée et la grêle détruisaient trop souvent les récoltes : cette même année 1789 fut très préjudiciable au vignoble d'Avize, Oger, Le Mesnil et Vertus. Ému des plaintes des habitants de ces bourgades, le bureau intermédiaire de l'élection de Châlons envoya sur les lieux, à deux reprises, les 31 mai et 13 juillet 1789, son procureur syndic, Louis Raussin. Accompagné du seigneur d'Avize et des officiers municipaux, Raussin se rendit dans « les meilleures et les plus produisantes » des terres de

donc une considération particulière dans la répartition de l'impôt; malgré qu'il soit propriétaire, par les dettes presque généralement contractées et causées par les malheurs attachés à la culture des vignes, il ne possède réellement rien en propre et rentre dans la classe du serf attaché à la glèbe; une heureuse récolte paie son travail, la rente dont il est chargé, et rien de plus; une mauvaise le prive de tout. L'impôt forcé chez le

ce vignoble, et il constata, le 31 mai, après les gelées d'hiver, que « le mal, dit-il, était véritablement tel que les habitants l'ont exposé dans leur requête, et « même encore plus grave, puisque plusieurs de ces contrées ne produisent « pas, cette année, dans leur ensemble, une pièce de vin, le peu de raisins « qui s'y trouve étant déjà trop faible pour venir en maturité, presque tous « les ceps étant malades, jaunes, la feuille et la tige molasses et prêtes à périr; « nous avons trouvé la cause de la maladie en arrachant plusieurs ceps jusqu'à « la dernière racine et en courbant cette racine; au lieu de ployer elle a cassé « nette et a mis à découvert une moelle jaunâtre et noire dans le cœur de « cette racine absolument sans vie, ce qui prouve que la gelée l'a attaqué « jusqu'au cœur où elle a pénétré, la plupart de ces racines trainantes n'étant « qu'à un pied ou deux pieds au plus de la surface de la terre; nous avons jugé « de là que tous les plants ainsi viciés ne donnaient plus aucune espérance de « produire, et devraient être régénérés par du plant nouveau, ce qui privera « les propriétaires de ces vignes de toutes récoltes pendant trois à quatre ans « et leur occasionnera néanmoins de la dépense. De là, nous sommes passés « dans d'autres contrées dans lesquelles le ravage de la gelée est moins sensible; nous y avons néanmoins trouvé plusieurs cantons molestés. En « général, la récolte, à en juger par ce qui existe en ce moment, sera très « faible; mais il y a encore bien des hasards à courir pour parvenir à la maturité, en sorte que la perte est très considérable, surtout pour la présente « année, et le peu d'espoir pour les suivantes dans les contrées affectées de la « gelée, où, quand bien même le faible bourgeon ne mourerait pas, restant « comme il est et ne pouvant être lié, il n'aura pas un maintien suffisant pour « bourgeonner et produire du raisin l'année prochaine. » Mais de nouveaux accidents se produisirent et Raussin se transporta une deuxième fois dans le vignoble de Vertus, Oger et Avize, les 12 et 13 juillet 1789. Il remarqua qu'une partie des vignes était restée dans le même état de dépérissement qu'il avait constaté en mai et qu'elle ne présentait pas plus d'espoir qu'à cette époque; « que les vignes des autres contrées, qui semblaient promettre quelques ressources, écrit-il le 13, ont été, depuis, maltraitées considérablement par les « gelées (tardives de juin), les fraîcheurs, les pluies du mois de juin et par les « ardeurs du soleil qui ont grillé les feuilles et ont dépouillé les ceps, et à ce « moment, le raisin étant trop tendre pour se défendre, s'est desséché et « tombe, dans la main, en poussière à mesure qu'on le touche; nous avons « remarqué que ce mal est presque général dans toutes les contrées du terroir; très peu sont garanties de cet accident. » Il concluait que, comme pour les terroirs de Vertus et de Bergères qu'il avait visités la veille, « ceux d'Avize « et des environs éprouvaient une perte de sept huitièmes sur une récolte « pour année commune; qu'il y avait « peu d'espoir pour la qualité pour « cette année, perte et dépense considérable pour la régénération des vignes « gelées d'hiver, et privation de récolte dans les plants viciés par les gelées

vigneron, est donc l'impôt du sang ; il trouverait encore une ressource dans la vie dure et laborieuse qu'il mène ; elle pourrait lui procurer les moyens de soutenir sa famille ; mais l'exercice cruel et vexatoire des aides vient pour ainsi dire tourner le poignard dans la plaie que lui fait l'impôt forcé et la rend incurable ; enlacé par tous les filets possibles, le malheureux vigneron succombe sous le fardeau. Souvent, pour une simple formalité qu'il ignorait, souvent même tombé dans des pièges qui lui ont été tendus, il est réduit à se croire très heureux par une composition qui lui enlève pour plus d'un an le pain nécessaire à sa famille et le réduit à des emprunts ruineux. Cet exercice attaque sa propriété ; à peine son raisin est-il mûr qu'il devient l'objet du regard avide du traitant ; il ne peut plus en disposer sans formalité ; lorsqu'il est cueilli, il est obligé de déclarer l'endroit où il le dépose, à quel pressoir il compte faire son vin ; par malheur, le pressoir casse-t-il, en transportant ailleurs les raisins, il est en contravention : sur-le-champ, procès-verbal et toute la suite. Est-il donc propriétaire ? Non, puisqu'il ne lui est pas même permis de consommer à sa fantaisie, dans son ménage, la denrée qu'il a récoltée. Ce n'est plus le père de famille qui règle la boisson de sa maison, c'est M. le régisseur général des aides qui a l'attention de fixer à chaque particulier ce qu'il doit boire. Va-t-il au-delà, parce que la famille est nombreuse et qu'un travail forcé n'étant soutenu que d'une mauvaise nourriture a besoin d'une plus grande consommation ? Sur-le-champ, assignation à payer le trop-bu. Quel est le propriétaire ? N'est-ce pas M. le régisseur, puisqu'il fait payer le vin que boit le cultivateur sans ses ordres ; il ne peut de même, sans les avoir pris, mêler en rien le vin d'une récolte

« pendant quatre et cinq ans, attendu qu'il faudra les remplacer par d'autres. » — Telle était, en 1789, la situation du vignoble d'Oger, du Mesnil, de Vertus et d'Avize. — Les habitants de ces communautés transmièrent les copies de ces procès-verbaux du procureur-syndic Raussin au député du vignoble à l'Assemblée constituante, le curé d'Avize, Brouillet, qui en saisit le gouvernement. Le contrôleur général des finances, Lambert, d'accord avec la commission intermédiaire provinciale, accorda aux habitants une modération des vingtièmes. La commission avait exposé que plus de quatre-vingts paroisses de cette région avaient souffert de la grêle du 16 juillet 1789 ; elle avait proposé la distribution à titre de secours de sommes prises sur les fonds libres de la capitation et demandé la remise entière des sommes restant dues sur la taille des communautés. (Lettres des 14 et 18 septembre 1789 : *Arch. de la Marne*, C, 2668.)

précédente avec la nouvelle ; une récolte est de mauvaise qualité, la suivante est bonne ; il voudrait consommer entièrement la mauvaise et vendre la bonne : M. le régisseur le lui défend ; il ne doit boire que certaine quantité chaque année. Quel despotisme ! Quelles vexations ! Quelles entraves ! Mais elles gênent encore plus la liberté du commerce en le rendant souvent frauduleux ; elles entretiennent cette défiance et, s'il faut le dire, cette friponnerie que l'esprit subtil de finance fait naître entre l'État et les citoyens : depuis que le traitant n'a cessé d'imaginer des moyens pour s'approprier l'argent du peuple, le peuple n'a cessé de chercher des ruses pour se soustraire à l'avidité du traitant ; dès qu'il n'y a plus eu d'équité dans les répétitions (1), de douceur dans le recouvrement, il n'y a plus eu de scrupules dans la violation des lois pécuniaires ; la finance poursuit le commerce, et le commerce élude ou trompe la finance ; elle rançonne le cultivateur, et le cultivateur lui en impose par de fausses déclarations ; et c'est à cette corruption générale des mœurs que mène nécessairement un exercice aussi injuste. Le vœu de la communauté d'Oger est qu'il soit remplacé par un impôt déterminé sur chaque pièce de vin, dont il serait fait un rôle qui chargerait les propriétaires d'après un inventaire exact, et qu'ensuite le vin ne fût plus une marchandise prohibée sur le terroir même qui l'a produit. Cette perception sans frais, en produisant à l'État le même revenu, soulagerait beaucoup le peuple (2).

Le sel étant devenu un assaisonnement nécessaire à la mau-

(1) Sic : pour « répartitions ».

(2) Le terroir d'Oger comptait 700 arpents de vignes produisant 1,500 muids de vin, mesure de Paris. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.).

Les vexations des commis des aides du département de Vertus, dont Oger dépendait, avaient déjà provoqué, dans cette communauté, des troubles et des révoltes. (*Arch. de la Marne*, C, 2106 et suivants, notamment C, 2110 : Dossier de poursuites contre les habitants en 1746-1747 pour une rébellion de ce genre.)

Sans entrer dans le détail des droits d'aides, nous profiterons du cahier d'Oger, qui nous explique avec le plus de précision ce qu'était cet impôt et la rigueur avec laquelle il était perçu, pour indiquer que, dans la généralité de Châlons, on percevait les anciens et nouveaux cinq sols, et sol pour livre aux entrées, le droit de *gros*, représentant l'ancien sol pour livre ou vingtième du prix de la vente en gros des boissons, denrées et marchandises, et le huitième perçu à la vente en détail des vins et autres boissons. (*Arch. de la Marne* C, 1118 et suivants. — LEFEBVRE DE LA BELLANDE : *Traité général des droits d'aides*, Paris, Pierre Prault, 1760, in-4° : *Bibliot. de Reims*, N., 2729.)

vaise et insipide nourriture à laquelle le vigneron est réduit, la communauté d'Oger désire ardemment que cette denrée de première nécessité devienne un effet commercable et soit réduite à un prix moyen.

L'impôt étant une contribution pour la dépense publique qui est nécessaire à la conservation de la propriété particulière, la jouissance paisible des terres exige une force qui la défende de l'invasion, une police qui assure la liberté de les faire valoir ; tout ce qu'on paie pour le maintien de cet ordre public est de droit et de justice ; le citoyen, en conséquence de sa contribution aux charges publiques, a donc droit d'attendre de l'État la protection et le soutien ; cependant, un moyen imaginé pour assurer ses propriétés, est devenu un nouveau genre de persécution : des malheureux héritiers, après s'être présentés à l'administrateur du domaine pour payer ce qu'ils devaient, sont encore pendant vingt ans dans les entraves de cet exercice ; un nouveau contrôleur paraît : nouveaux calculs, nouvelles répétitions, assignations données, amendes prononcées, triple droit répété, etc., etc. ; les quittances sont perdues, le citoyen ne peut faire produire les sommiers ; sont-elles retrouvées, le traitant a entamé un procès injuste avec connaissance de cause, il en est quitte pour cesser ses poursuites, et c'est ainsi que l'exercice entre les mains de l'avidité subtile devient presque toujours injuste ; il est donc très intéressant de réduire toutes ces répétitions à un tarif assez précis pour éviter l'arbitraire. La jouissance tranquille du propriétaire étant fondée sur les lois, à quel tribunal le cultivateur doit-il avoir recours lorsqu'il est attaqué dans sa propriété ? Est-ce à un tribunal qui, par son éloignement, ne peut connaître au juste l'état de la question ? qui, par les formes dispendieuses dont il est environné, éloigne de son sanctuaire redoutable le pauvre et le malheureux opprimé. Au nom seul du parlement de Paris, il n'est point d'habitant d'Oger qui ne tremble et ne craigne d'y être entraîné sans secours et sans appui. Il se réduit donc à une justice seigneuriale ; mais, bien loin de lui être utile, elle est souvent une épée dans la main d'un furieux. Le vœu des habitants d'Oger est qu'il soit établi des prévôtés comprenant un arrondissement de vingt-cinq ou trente villages, dont le prévôt ait, dans chaque paroisse, un lieutenant, procureur fiscal et greffier, tous dépendant du Roi ; que ledit prévôt, homme de

lois, soit obligé de faire une tournée dans chaque paroisse, au moins tous les trois mois, visite le greffe, prenne connaissance des différentes affaires qui ont été jugées et surtout de l'exercice de la police ; que lesdites prévôtés ressortissent d'une cour souveraine établie dans chaque province ; qu'il soit fait la plus grande réforme dans toutes les formalités qui, accompagnant l'administration de la justice, en retardent l'effet et rendent incertain le droit le plus clair et le plus incontestable. Désire, ladite communauté, que, par la suppression des huissiers-pri-seurs, nouveau genre de vexation établie dans le bailliage de Châlons, on remette en vigueur la loi toujours portée à favoriser les mineurs, à la dépouille desquels cet officier semble s'attacher. Animée par le désir du bien public, son dernier vœu est pour l'établissement, en Champagne, d'États provinciaux sur la forme de ceux du Dauphiné.

Tels sont les vœux et les désirs d'une faible portion du peuple français, dont le bonheur commence à naître par la confiance qu'elle a dans la bonté, la justice et la sagesse de son auguste souverain ; en jetant un regard de complaisance sur la perspective de sa prospérité future, elle envisage autant la splendeur du trône que son bonheur particulier.

HUSSON, syndic, Pierre GATINOIS, GUILLAUME, DE BANNE,
CHARLEMAGNE dit BAILLY, etc.....

(48 signatures.)

Paraphé par nous, Louis Jacquart, lieutenant en la justice et
prévôté d'Oger, *ne varietur*,

JACQUART.

OMEY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village d'Omey (1) était composé de 20 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 7, les habitants se réunirent sous la présidence

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 223. Cahier, dossier c, pièce 107 : 2 pages cotées et signées par Adenet ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 645* : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — *C, 890 et 946* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1046* : Vingtièmes. — *C, 1558 et 1568* : Routes. — *C, 1592 et 1594* : Corvées. — *C, 1883* : Église, annexe de Pogny. —

de Jacques-Michel ADENET, lieutenant de la justice de la paroisse. — Le procès-verbal constate la présence de François Nottret, syndic, Louis Debeury, Antoine Roussellet, Simon Vigy, Antoine Champenois, Jacques Prin, Antoine Mathieu, Charles Saguet. — Les députés furent François NOTTRET, syndic, et Louis DEBEURY.]

CAHIER

Cahier de doléances, plaintes et remontrances de la paroisse et communauté d'Omev, assemblée le 7 mars 1789. •

Suppression des gabelles, en mettant le prix de la livre de sel à cinq sols.

Suppression des aides de la campagne, en maintenant seulement un droit de détail sous le nom d'annuel, payable tous les trois mois par les cabaretiers, suivant la force des endroits.

Tous privilèges pécuniers et exemptions abolis, soit dans le Clergé, soit dans la Noblesse, soit parmi les privilégiés du Tiers état.

Les exemptions qu'on aurait cru nécessaires à conserver peuvent être remplacées par des gratifications annuelles et proportionnées aux objets et à la qualité des personnes; elles seront payées en argent sur un état imprimé chaque année et publié.

Suppression des jurés-priseurs, attendu la ruine des mineurs.

Suppression des tailles et leurs accessoires, de la corvée, des vingtièmes, qui seront remplacés par un impôt territorial et en nature.

Les règlements pour le domaine simplifiés et éclaircis, et surtout modérés, sans laisser aucun moyen à l'arbitraire.

C, 363 : Épidémie de fièvre millaire (1769). — E, 7 : Atlas de la terre et seigneurie. — E, 1005 : Usages ; transaction avec le seigneur. — G, 105 et 1848 : Biens de la cure. — G, 624 et 653 : Biens du chapitre Saint-Étienne de Châlons ; menues dîmes ; prés ; atterrissements et îlots formés en la rivière de Marne, près Omev ; partage de l'ancien cours de la rivière entre Omev et Pogny ; pêche ; — etc.

— Omev appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 19 feux roturiers. — Population : 35 hommes, 34 femmes, 7 garçons et 2 filles, soit 78 habitants.

Le seigneur d'Omev, qui levait les dîmes, était le grand bailli d'épée, président de la noblesse de Châlons, Claude-Hyacinthe Guilleméau de Fréval, chevalier, lieutenant-colonel de dragons, seigneur également de Cheppes, Saint-Martin-aux-Champs, Coulmier-la-Chaussée et Mutigny. Pendant la Révolution il se retira dans son château d'Omev et, sous le Directoire, en l'an IV, il fut nommé président de l'administration municipale du canton de Pogny.

Les traites reportées aux frontières du royaume, de manière que le commerce soit libre d'un bout du royaume à l'autre, et qu'il n'y ait d'entrée à payer que pour la seule consommation des villes, si leur entretien paraît exiger qu'elles le conservent.

Les routes peuvent être entretenues par un impôt sur la poste et les voitures des rouliers au départ des villes principales du royaume seulement, et, en conséquence, tous péages en route supprimés pour tout le monde (1).

Si tous les objets ci-dessus sont réglés ainsi que le demande la paroisse et communauté d'Omev, et sans aucune réserve, il est à présumer que tout l'argent qui rentre à l'État et au Roi, de tous ces impôts, sera remplacé et au-delà par un impôt unique et territorial en nature, levé au plus au dix-huitième, sur toutes espèces de récoltes, à l'exception des vins à imposer par tonneau sur le lieu de la récolte.

Fait et délibéré par la communauté d'Omev, ledit jour et an que dessus.

NOTTRET, syndic, Louis DEBEURY, Antoine ROUSSELLET,
Simon VIGY, A. CHAMPENOIS, A. MATHIEU, Charles
SAGUET.

(7 signatures.)

Approuvé et certifié par nous, lieutenant en la justice d'Omev. A Omev, ce 7 mars 1789.

M. ADENET.

PIERRE-MORAINS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Pierre-Morains (2) était composé de 42 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la

(1) La communauté d'Omev avait, en 1780, négligé de faire les corvées des routes qui lui étaient prescrites sous le même prétexte que celui invoqué ci-dessus. — Une ordonnance de l'intendant dût intervenir; elle montre Omev comme une « communauté mutine et très désobéissante ». (*Arch. de la Marne*, C, 1594.)

(2) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 224. Cahier, dossier c, pièce 71 : 4 feuillets — dont le dernier n'est pas utilisé — cotés et paraphés par Ginat; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 648 et 2919 : Administration de la communauté; comptes des syndics. — C, 893 et 946 : Impositions.

présidence de Nicolas GINAT, procureur fiscal. — Le procès-verbal constate la présence de Jacques Ginat, Louis Mailliard, Ruffin-Valère Pageot, Michel Leherle, Nicolas Ginat, Martin Ginat, Jean-Baptiste Pageot, syndic, Antoine Leherle, Martin Goussiez, Gabriel Leherle, Étienne Mailliard, Isidore Mailliard, Jean-Baptiste Ginat, Michel Pageot, Jean-Baptiste Goussiez, Pierre-Nicolas Champion, Jean-Baptiste Lalire, greffier. — Les députés furent le syndic, Jean-Baptiste PAGEOT, et Nicolas GINAT, « le plus jeune ».]

CAHIER

Doléances de plaintes et remontrances que font les habitants du village de Pierre-Morains à M. le grand bailli de Châlons ou M. son lieutenant général, contenant quatre feuillets cotés et paraphés par premier et dernier, par nous, procureur fiscal.

La communauté, persuadée que les députés au bailliage de Châlons seront remplis des meilleures intentions pour le bien général de la patrie, s'en rapportera à eux pour la rédaction du cahier du Tiers état. Ils (1) observeront seulement que les impôts qu'ils paient étant portés au comble, il n'y a pas de possibilité qu'ils en puissent supporter de nouveaux (2) ; n'ayant aucun usage, ni pré, ni bois, et point de pâturage, ils pourraient même se statuer de quelque diminution sur ce qu'ils paient, si l'on voulait bien avoir quelque égard aux droits seigneuriaux dont ils sont grevés, qui ne sont pas moins que de trois mille boisseaux d'avoine et quarante sols d'argent par chaque année, qu'ils paient au seigneur sur un territoire qui ne

— C, 1593 : Corvées. — C, 1885 et 2890 : Église et presbytère. — E, 915 : Baux des grosses et menues dîmes de Pierre-Morains, appartenant à l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus. — G, 107 : Cure ; — etc.

— Pierre-Morains appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 36 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 65 hommes, 56 femmes, 17 garçons et 15 filles, soit 153 habitants.

(1) Sic ; mis pour « Les habitants ».

(2) Le rôle de 1789 portait en taille, frais de collecte, impositions accessoires, capitation et rejets, une somme totale de 1,600 livres 14 sols. En 1790, les mêmes impositions s'élevèrent à 1,367 livres 15 sols 6 deniers, plus 226 livres de prestation des chemins, pour 71 contribuables, parmi lesquels furent alors compris les anciens privilégiés : le curé, les Bénédictins de Vertus, l'abbé de Saint-Sauveur de Vertus, le seigneur Lorimier de Chamilly, etc. (Arch. de la Marne, C, 893.)

contient que deux mille deux cent vingt-et-un arpents de mauvaises terres, dont un tiers est en friche (1) ;

Qu'ils croient qu'il serait à propos de supprimer le revenu des décimateurs pour être remis au profit de l'État, en entretenant les églises et presbytères et les paies qui sont accordées à MM. les curés (2) ;

Qu'ils croient qu'il serait à propos que le Clergé et la Noblesse paient la taille d'exploitation de tous les biens qu'ils ne loueront pas, comme terres, prés, bois, étangs, vignes et dimes, même le

(1) Le dénombrement de 1773 nous montre que, pour 1,000 arpents de terres labourables, le terroir de Pierre-Morains en avait 600 de terres incultes et marais, et qu'il n'y avait aucun bois, ni pré, ni terres d'usage. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

Le seigneur, en 1789, était Claude Lorimier de Chamilly d'Étoges, premier valet de chambre du Roi. Son prédécesseur, le duc de Boufflers, pair de France, comte d'Étoges, s'était plaint de son inscription sur les rôles de contribution communale de la paroisse pour réparation du presbytère, invoquant l'excuse « qu'il ne possédait, audit lieu, qu'un droit à une redevance de 3,000 boisseaux d'avoine ». Sa requête fut déclarée inadmissible par le subdélégué de Châlons. (*Arch. de la Marne, C, 648.*) — Auparavant, Pierre-Morains n'avait payé au seigneur du comté d'Étoges que 68 boisseaux de grains (1585) ; mais cette redevance fut, en 1608, portée à 1,268 boisseaux et 11 chapons, et, en 1666, d'après une déclaration de biens-fonds faite par les habitants du village et malgré leur volonté, la censive du seigneur se trouva augmentée de 586 boisseaux, ce qui forma un total de 1,854 boisseaux, dont un tiers en froment et orge, un tiers en seigle et un tiers en avoine, plus onze chapons. En 1735, les habitants ne pouvant payer ni la censive ci-dessus, ni même les arrérages, furent forcés de faire, avec le duc de Boufflers, une transaction qui les obligea à donner annuellement 3,000 boisseaux, d'avoine pour remplacer les 1,854 boisseaux, 11 chapons et les arrérages dus jusqu'à cette date.

Tous ces droits de censive n'empêchaient pas de payer la dîme du tiers du produit des céréales, le treizième des poulets et le seizième des agneaux nés pendant l'année.

Le terroir de Pierre-Morains ne produisait, pour payer ces divers droits, année commune, que 272 boisseaux de froment, 5,100 de seigle, 170 d'orge, 5,737 d'avoine et 408 de sarrasin. On élevait 500 moutons. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Les grosses et menues dimes de Pierre-Morains, dont nous avons donné le taux dans la précédente note, appartenaient à l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus qui possédait, en outre, sur le terroir, un fief de cent arpents de terre. (Baux de ces dimes : *Arch. de la Marne, E, 915.*)

Les réparations à l'église et au presbytère étaient à la charge des habitants qui avaient payé, de 1742 à 1789 : 840 livres en 1742, 298 en 1754 pour le presbytère ; 1,020 livres, en 1770, pour l'église ; 340 livres, en 1784, pour le presbytère, etc. (*Arch. de la Marne, C, 1885 et 2890.*) — Le seigneur et les décimateurs n'avaient jamais, on l'a vu, voulu venir en aide aux habitants pour le paiement de ces travaux.

gros des vins qu'ils vendent ; que cette taille d'exploitation ferait un objet considérable qui pourrait doubler la taille actuelle ;

Qu'il faudrait réduire les pensions, supprimer celles données à des secrétaires, commis de bureaux, à leurs femmes et enfants, et à quantité d'autres qui ne les ont pas méritées ;

Qu'il faudrait réduire les appointements des emplois de la cour, ceux des gouverneurs, des capitaines, des gardes du corps, du colonel des gardes françaises, des cent-suisse et de tant d'autres dont les appointements sont beaucoup trop considérables ; supprimer toutes les places inutiles dont la plupart n'ont été créées que pour passer des courtisanes *(sic)*.

Il est aussi très intéressant de supprimer les charges d'huisiers-priseurs, vendeurs de meubles, comme étant très onéreuses, et que le Roi conserve à son profit les quatre deniers pour livre pour frais du produit des ventes, comme ci-devant ;

Qu'il faudrait simplifier toutes les administrations ; la ferme des aides, cela peut ainsi que beaucoup de propriétaires (1), parce que cela ne peut se faire qu'en mettant un impôt qui écraserait les peuples, et il ne serait pas juste que ceux qui n'ont pas de vignes y contribuent ; de même, il ne serait pas juste que le propriétaire de vignes payât pour le cabaretier et autre débitant ; mais il faudrait non seulement simplifier le plus possible cette régie, mais encore en diminuer les gros emplois ainsi que les appointements qui y resteraient.

Par exemple : de trois directions, n'en faire qu'une ; fixer les appointements de directeurs à six mille livres, et ils n'auraient plus de part dans les prises et amendes ; mettre à la place des deux directeurs supprimés, deux régisseurs qui seraient en même temps receveurs et dont les appointements seraient au plus de deux mille livres.

Dans les domaines, faire une loi fixe pour la perception de tous les droits qui sont payés, et qu'ils puissent être connus de tout le monde ; simplifier ainsi le plus possible la perception de ces droits ; réduire les appointements des directeurs ainsi à six mille livres ; ils n'auraient point non plus de part dans les amendes, si toutefois on était encore dans le cas d'en prononcer ; il en faudrait encore autant dans les douanes.

Dans les emplois qui regardent l'entrepôt du tabac, dans les

(1) *Sic* ; la première partie de cette phrase est incompréhensible.

greniers à sel et généralement dans toutes les places qui concernent l'objet des finances, surtout diminuer les appointements des receveurs des tailles qui sont aujourd'hui beaucoup trop considérables en raison de la première finance et de leurs charges.

Fait et arrêté à l'assemblée des habitants, communauté de Pierre-Morains, ce, présidée par nous, Nicolas Ginat, procureur fiscal, au lieu ordinaire de tenir les assemblées, ce dixième jour du mois de mars 1789, et ont signé :

GINAT, p^t, L. MAILLIARD, M. GOUSSIEZ, M. LEHERLE,
M. PAGEOT, etc..... (12 signatures.)

POCANCY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Pocancy (1) était composée de 62 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 6, à quatre heures après-midi, les habitants se réunirent « en l'église paroissiale du lieu, à défaut d'auditoire et autres places publiques », sous la présidence de Christophe CASSOTTE, lieutenant en la justice de Pocancy. — Le procès-verbal constate la présence de Jean-Baptiste Lambert, syndic, Joseph Lambert, Jean Compagnon, Pierre-Antoine de Namur, composant la municipalité; Augustin Matelin, Pierre Chameret, Claude Guérin, Edme Hermelin, Edme Mahuet, François Renon, Jacques Cousinat, Jacques Guillard, Michel Guillard, Jean-Baptiste Mailly, Jean Doise-

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 225. Cahier, dossier c, pièce 34 : 4 pages numérotées en haut, « paraphées ne varietur » et signées en bas par Cassotte; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 648 et 2919* : Administration de la communauté; école; usages; pont; comptes des syndics. — *C, 290* : Demande d'établissement de foires et marchés à Pocancy. — *C, 894 et 947* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1049* : Vingtièmes. — *C, 1593* : Corvées. — *C, 1670* : Ponts. — *C, 715* : Atelier de charité. — *C, 1772* : Projet d'établissement d'un notaire royal à Pocancy. — *C, 1887* : Église et presbytère. — *E, 813 à 817* : Familles Larcher et de Voyer d'Argenson, seigneurs de Pocancy; contrats de ventes; terrier de la seigneurie, etc. — *G, 107 et 1850* : Cure. — *G, 147* : École. — *G, 415 et 640* : Dîmes appartenant au chapitre Saint-Étienne de Châlons. — *G, 556-558* : Bornage et séparation des terres et seigneuries de Pocancy et de Champigneul; — etc.

— Pocancy appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 63 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 121 hommes, 80 femmes, 33 garçons et 29 filles, soit 263 habitants.

let, Jean Fourny, Jean Mahuet l'aîné, Jean Nicaise, mr, Jean Nicaise, laboureur, Jérôme Compagnon, Joachim Nicaise, Joseph Caquet, Joseph Guérin, boulanger, Louis Leherle, Nicolas Cellier, Pierre Blé, Pierre de Namur, Pierre Nicaise, Pierre Paris « et autres », dit le procès-verbal, dont, d'après les signatures, Quentin Person, Cassotte, Simon Hermelin, Pierre Nicaise, Jean-Baptiste Lambert, Jean Person, Pierre Person, Marc Gérard, J. Hémard, J. Maheux, J.-B. Guérin, Jacques Séjourné et Pierre Hémard. — Les députés furent Pierre-Nicolas-Bernard DOUBLET, conseiller en l'élection de Châlons, demeurant à Vertus, qui arrive au cours de la réunion, « accepte la nomination » et signe le procès-verbal, et Christophe CASSOTTE, lieutenant en la justice de Pocancy.]

CAHIER

Doléances, plaintes et remontrances des habitants et communauté de la paroisse et village de Pocancy.

Sera très humblement, Sa Majesté, suppliée, en conformité de ses intentions de bienfaisance :

ART. 1^{er}. — D'accorder aux États généraux seuls l'établissement des impôts, en quelque manière que ce soit ;

2. — Qu'on ne pourra attenter à la liberté individuelle d'aucun de ses sujets qui ne soit prévenu de délit ; en ce cas, remis sur-le-champ ès-mains de ses juges naturels ;

3. — Qu'il sera arrêté de ne pouvoir être jugé, en quelque matière que ce soit, que par des juges légaux dont on ne pourra être distrait sous tel prétexte que ce soit ; en conséquence, les juges ne pourront s'écarter, ni modifier les lois, et seront responsables de l'exercice de leurs fonctions ;

4. — Que, pour éviter les gênes et les vexations qu'on éprouve journellement dans la perception des impôts, la Nation assoira, répartira et percevra elle-même les subsides ;

5. — Que les ministres seront tenus de rendre compte de l'emploi des subsides dont ils demeureront responsables ;

6. — Que les États généraux seront prorogés dans un temps fixe, pour remédier aux abus qu'on n'aurait pas prévus, ou perfectionner les opérations qu'on se propose aux prochains États généraux ;

7. — Que les subsides qui seront consentis seront répartis également, et sans distinction d'ordre, sur chaque sujet du Roi, par proportion et relativement aux possessions et facultés ;

8. — Que, pour parvenir à la répartition de l'article ci-dessus et protéger l'agriculture et la faire avec une sorte de justice, le

tiers s'imposerait sur les propriétés, et les deux autres tiers (1) sur les consommations ;

9. — Que les corvées se feront aux frais des trois ordres, par égale portion à raison des revenus, sauf à établir des droits de péage pour en diminuer le fardeau (2) ;

10. — Que les aides ne consisteront que dans un droit unique sur les vins ;

11. — Que le sel sera commercable ou réduit à une somme modique ;

12. — Qu'il sera fait un nouveau tarif pour les contrôles, sans pouvoir exiger, dans un acte, plus d'un droit, et que la formalité en étant une fois remplie, il n'y aura plus de recherches sur ce droit (3) ;

13. — Que les huissiers-priseurs, qui mettent des entraves aux successions des campagnes et qui les détruisent par les transports et vacations, seront supprimés.

Doléances locales de la paroisse de Pocancy.

Sa Majesté sera aussi très humblement suppliée :

1^o D'établir une commission où les seigneurs seront tenus de représenter leurs titres pour, par ladite commission, sur l'examen desdits titres et les mémoires des habitants, confirmer ou éteindre les servitudes qu'on exige d'eux : le village de Pocancy en est grevé, étant assujetti, envers le seigneur, à des corvées, redevances, cens et gros cens (4) ;

(1) *Sic* : mis pour « ordres ».

(2) La communauté de Pocancy s'était plainte des charges que lui avait occasionnées, de 1750 à 1785, la construction de ponts de pierre, d'un pont de charpente de 30 pieds d'ouverture sur la rivière de Soude et d'une chaussée pavée. (*Arch. de la Marne, C, 1670* : Mémoire ; expédition d'un arrêt du Conseil de 1759, confirmant l'adjudication du pont de charpente, transmis à l'intendant par Trudaine de Montigny ; devis des ouvrages ; adjudication des travaux, leur réception, en 1785, par le sous-ingénieur Thouret.)

(3) En 1718, une requête des principaux habitants avait demandé l'établissement d'un notaire royal à Pocancy. (*Arch. de la Marne, C, 1772.*)

(4) *Arch. de la Marne, E, 817* : Reconnaissances des censives dues au seigneur de Pocancy (1720-1751).

Au XVIII^e siècle, la seigneurie de Pocancy avait appartenu à Marc-Pierre de Voyer, comte d'Argenson, fils du garde des sceaux du Régent (1718-1720) et qui fut lui-même ministre de la guerre sous Louis XV (1742-1757). — Le comte d'Argenson (né en 1696, mort en 1764), avait épousé Anne Larcher, héritière de Pierre Larcher, seigneur de Pocancy, qui, par lettres de chancellerie octroyées

2° De réitérer, par une nouvelle ordonnance, la destruction des lapins et autres gibiers qui dévastent des terroirs entiers, comme il arrive à celui de Pocancy ; en conséquence, pour éviter ces frais et procès qui sont ruineux pour les communautés et plus désastreux encore pour un simple particulier, n'osant former de demande en indemnité par rapport à la multitude d'entraves qu'on a mis à l'exécution desdites ordonnances, en conséquence, donner une forme à la nouvelle ordonnance qui élague toutes difficultés (1) ;

3° Que, dans la distribution des impôts (2), on aura égard au sol des terres ; en conséquence, que le terroir de Pocancy, dont les trois quarts appartiennent au seigneur et l'autre quart grevé, ainsi qu'il a déjà été dit, de cens, est un sol ingrat, effrité et dont, souvent, la majeure partie ne rend pas la seigneurie au cultivateur, ne sera chargé que relativement à son produit (3).

à la date du 1^{er} décembre 1717, avait obtenu un terrier ; cette seigneurie relevait du Roi à cause de sa châtellenie d'Épernay.

Le fils du comte d'Argenson, Marc-René de Voyer d'Argenson (1722-1783), maréchal de camp, commandant militaire en Saintonge, Poitou et Aunis, obtint lui-même, pour le terrier de sa seigneurie de Pocancy, des lettres de chancellerie octroyées le 13 août 1768. — En 1789, la terre et seigneurie de Pocancy appartenait à Michel Coupart de la Blotterie, chevalier, conseiller du roi en tous ses conseils, maître ordinaire des requêtes. (*Ibid.*, E, 813 à 816.)

En 1754, le comte d'Argenson avait présenté un mémoire demandant l'établissement de foires et marchés en sa terre de Pocancy. (*Ibid.*, C, 290.)

(1) Voir le cahier de Cernon, page 125.

(2) Rôles des impositions de Pocancy (*Arch. de la Marne*, C, 894). En 1789, le chiffre des impositions directes était de 2,144 livres pour 70 contribuables ; l'année suivante, les privilégiés furent compris et le nombre des contribuables monta aussitôt à 141, devant supporter 3,142 livres d'impositions.

(3) Le terroir de Pocancy ne comprenait que 2,250 arpents de terres labourables, 2,963 de terres incultes, 100 de prairies d'usages, 225 de bois. — L'avoine et le sarrasin ne rapportaient, en effet, que la semence (8,000 et 200 boisseaux, année commune) ; mais le froment (1,200 boisseaux), le seigle (10,200) et l'orge (1,200), donnaient presque le double. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.)

Le chapitre de Saint-Étienne de Châlons percevait aussi, sur ces terres, les grosses et menues dîmes, les novales, etc., en laissant à la charge des habitants les travaux de réparations de l'église et du presbytère. (*Arch. de la Marne*, G, 640 : Sentence du 6 octobre 1473 mettant le chapitre de Châlons en possession des dîmes ; transactions diverses entre les chapitres de Châlons et de Reims, de 1503 à 1688 ; fixation et partage de la portion congrue du curé, arpentage et plan des novales, baux des dîmes ; ordonnance du subdélégué de Châlons du 23 mars 1765, condamnant les habitants de Pocancy à se charger des réparations de l'église. — C, 1887 : Adjudication de ces travaux.) — En 1667, l'évêque de Châlons avait installé une école à Pocancy ; mais le maître n'était pas payé

Fait et arrêté en l'assemblée des habitants de Pocancy, le 6 mars 1789, et ont, les habitants qui savent signer, signé :

Simon HERMELIN, Pierre BLÉ, CASSOTTE, Quentin PERSON,
Pierre NICAISE, etc.....
DOUBLET, élu.

(36 signatures.)

Paraphé *ne varietur* : CASSOTTE.

POGNY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Pogny (1) était composée de 200 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Charles-Louis BÉNARD, lieutenant en la justice de Pogny. — Le procès-verbal constate la présence de Charles Gillet, Charles

et se plaignait : « Les revenus de la maîtrise, disait Jérôme Gerard, maître d'école en 1769, ne valent au plus que 120 livres y compris les mois d'école des enfants ». Il n'avait que cela pour toutes ressources ; aussi demanda-t-il aux habitants une contribution en nature qu'il fixait à un boisseau de seigle et une somme de 20 sols par an et par ménage de laboureurs. Ceux-ci refusèrent, firent valoir le faible produit de leurs terres et les charges énormes qu'ils supportaient déjà ; le maître d'école s'adressa en vain à l'intendant ; celui-ci ne paraît avoir rendu aucune décision. (*Arch. de la Marne, C, 648.*)

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 226. Cahier, dossier c, pièce 94 : 3 pages numérotées et signées en haut, « paraphées *ne varietur* » et signées en bas par Bénard ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 655, 2919 et 2993* : Administration de la communauté ; école ; usages ; procès avec le chapitre Saint-Étienne de Châlons ; pont ; comptes des syndics. — *C, 363* : Épidémie de fièvre miliaire pourprée. — *C, 895 et 947* : Impositions. — *C, 1024* : Capitation. — *C, 1046* : Vingtièmes. — *C, 1593, 1594 et 1640* : Corvées. — *C, 1671, 2502, 2690, 2910 et 2914* : Réparation au pont de Pogny (1678) ; reconstructions de ce pont détruit par les eaux (1743-1789). — *C, 1715* : Atelier de charité (1773-1790). — *C, 1887* : Église et presbytère. — *C, 2109 et 2110* : Aides ; rebellions contre les commis. — *C, 2880* : Épizootie. — *D, 12* : Ferme et prés du collège de Châlons à Pogny. — *G, 105 et 1850* : Biens de la cure. — *G, 444, 457, 464, 493, 582, 624 à 636, 717 à 719* : Terres et droits du chapitre de Saint-Étienne de Châlons, seigneur de Pogny ; justice ; domaine ; prés ; pêche ; moulin ; four banal ; aumônerie ; cens et rentes ; lods et ventes ; censives seigneuriales ; procès avec les habitants à ce sujet ; terrier. — *G, 858 et 859* : Biens des chapelains de l'ancienne congrégation de Saint-Étienne. — *G, 1749 et 1771* : Ferme de la paroisse Saint-Germain de Châlons, et prés de celle de Sainte-Marguerite ; — etc.

Arch. de la commune de Pogny : 1^{er} reg. de délibérations de 1783 au

Belloy, Charles Girardin, Claude Boucart, Nicolas Godart, Louis de Beury, Simon Gallet, François Boullant, Étienne Boullant, Louis Ravignet, Philippe Bonviol, Joseph Vigy, Jacques-Michel Adnet, Claude de Beury, Pierre Saguet, Claude Saguet, Pierre Boituzat, Edme Saguet, Nicolas Mathieu, Nicolas-Louis Vigy, Louis Plicot, Nicolas Rousselet, Joseph Sallon, Jean-Baptiste Martin, Pierre de Beury, Nicolas Grojean, Pierre-Marie-Joseph Nicol, Antoine-Joseph Hannotaux, garde-étaçons, Pierre Bodet, Philippe Horguelin, Jean Horguelin, Edme Ruelle, syndic, Nicolas Marguet, Jean Marguet, Nicolas-Étienne Dequaire, Jean-Baptiste Rousselet, Memmie-Laurent Cheminon, Joseph Rousselet, Jean-François Vigy, Jean Gallet, Claude-Philippe-Michel Adnet, Jean-Baptiste Ravignet, Jean-Baptiste Lancelot, Pierre-Martin Oudart, François Clerin, Jean-Baptiste Jacquet, Étienne Hermand, Étienne Boullant l'ainé, Didier Bodet, Claude Saguet dit Fleury, Claude Mallet, Christophe Virguin, Adrien Delvine, Nicolas Ruelle, Thomas Dequaire, Memmie Marguet, Nicolas Chanlaire, Jacques Leblanc, Thomas Bodet, Pierre Charlier, Jean Bonviol, Pierre Tous-saint, Jean Cheminon, Pierre Marguet, Jean Cheminon, Pierre-Jean Battellier, Edme Cheminon, Nicolas Boituzat, Joseph Petit. — Les députés furent Charles-Louis BÉNARD, lieutenant en la justice de Pogny, et Edme RUELLE, syndic de la municipalité.]

CAHIER

Mémoire des plaintes et doléances que font et entendent faire les pauvres habitants du village de Pogny, pour être présenté à l'assemblée qui se fera dans la ville de Châlons-sur-Marne, le 12 du présent mois, par leurs députés qui sont : Charles-Louis Bénard, lieutenant en la justice, et Edme Ruelle, syndic.

Les pauvres habitants du village de Pogny remontrent et disent :

Que la religion étant le lien le plus indissoluble de la société, il est du plus grand intérêt de la maintenir dans toute son intégrité, de s'opposer fortement à la distribution des livres licencieux qui se répandent jusque dans les campagnes, qui corrompent l'esprit, le cœur et les mœurs, et dont on ne voit que de trop funestes effets ;

22 juin 1788, et du 31 mai 1792 au 7 avril 1806 ; — 2^e reg. du 1^{er} septembre 1788 au 27 mai 1792. (M. Remy, instituteur.)

— Pogny appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 171 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 280 hommes, 285 femmes, 42 garçons et 47 filles, soit 654 habitants.

Que, pour le bien de la religion et l'instruction des peuples, les évêques, abbés et tous bénéficiers devraient résider dans les lieux de leurs bénéfices; que le maintien du bon ordre et de la police demanderait aussi que les seigneurs des paroisses demeurassent sur les lieux : le peuple y trouverait encore cet avantage, que le numéraire ne sortirait pas autant de la province ;

Que les justiciables sont trop éloignés des justices ; que le droit d'avoir ses causes commises est un abus très préjudiciable au Tiers état ; que le Roi, entendant que sa justice soit pour tous ses sujets, il serait, par conséquent, très utile et avantageux à tous qu'il fût établi une cour souveraine dans chaque province pour juger seule en dernier ressort de toutes les causes de la province ; que les officiers (1) de judicature royale se donnassent par élection aux anciens avocats, pour un temps limité, sauf à les continuer s'il y a lieu ; que les avocats fussent admis à plaider en toutes cours ; qu'il fût mis un frein à l'arbitraire qu'exercent les procureurs, et qu'il fût fait un règlement tendant à abrégier les procès et à modérer les frais de justice : pour à quoi parvenir, il serait nécessaire de former de nouveaux codes civil et criminel, et que, par la suite, toutes les nouvelles ordonnances sur le fait de justice et police soient envoyées à ces cours souveraines pour y être librement enregistrées et publiées, si faire se doit ;

Que les assemblées provinciales soient un monument toujours subsistant de la bienfaisance du Roi ; qu'il est à désirer qu'elles soient constituées et établies irrévocablement ; que les membres qui la composeront soient triennaux, le Tiers état en nombre égal à celui des deux ordres du Clergé et de la Noblesse ; que ces assemblées soient seules chargées de la répartition de l'impôt, et que, chaque année, elles rendent public le compte de la recette et dépense ;

Que, pour parvenir au rétablissement de l'ordre dans les finances, il paraît nécessaire que nos seigneurs des États généraux acquièrent, par le compte qui sera rendu, une connaissance exacte de la recette et de la dépense ; qu'à l'avenir, les administrateurs en cette partie soient élus de l'avis du peuple ; qu'il ne puisse plus être établi aucun impôt, ni faire d'emprunt sans le

(1) Sic : pour « offices ».

consentement de la Nation ; que celle-ci soit toujours représentée par une commission permanente composée de quatre membres pris dans chacune des assemblées provinciales, élus et députés par elle, savoir : un du Clergé, un de la Noblesse et deux du Tiers état, lesquels seraient triennaux ;

Qu'étant surchargés d'impôts à cause du trop grand nombre de privilégiés, lesdits habitants, non seulement ne peuvent pas se procurer les choses nécessaires pour une meilleure agriculture et plus profitable, mais encore qu'il n'est pas rare de voir des particuliers vendre annuellement de leurs fonds pour payer leurs impositions et se réduire à la misère et à la mendicité, ce qui devient une charge de plus pour les autres ; il paraîtrait juste et raisonnable que tous les biens-fonds, nobles ou roturiers fussent également imposés aux vingtièmes, tailles, capitations et corvées (1) ;

(1) Au rôle de 1790, Pogny était portée pour 2,385 livres d'imposition principale et frais de collecte, 4,046 livres d'accessoirs et capitation, et 1,098 livres de prestations des chemins. (*Arch. de la Marne, C, 895.*)

Ces privilégiés possédaient la plus grande partie des biens du territoire de Pogny. Tout d'abord, le chapitre de Saint-Étienne de Châlons était seigneur de Pogny et avait droit de haute, moyenne et basse justice, avec prisons, fourches, carcans et poteau avec armoiries sur la place publique de Pogny (*Arch. de la Marne, G, 624* : Sentences du bailliage de Châlons des 16 août 1613 et 17 août 1691 ; contestation avec l'abbaye de Saint-Pierre-aux-Monts) ; il possédait, en outre, le droit de pêche dans la rivière de Marne et dans le canal dit « anse de Pogny » (sentences du bailli du chapitre du 17 janvier 1549 et des requêtes du Palais du 18 décembre 1747 : *Ibid., 624*) ; le même droit dans la Moivre, affluent de la Marne, droit qui avait fait l'objet d'un procès, puis d'une transaction portant vente, par les habitants, au chapitre (sentence du bailli de Vermandois du 13 février 1630 ; transaction du 9 octobre 1638 ; ordonnance du subdélégué du 4 juillet 1672, assurant au chapitre la possession de la Moivre et des prés : *Ibid., 624*) ; la possession de La Noue dite la vieille rivière de Marne, qui avait été partagée par moitié entre le seigneur d'Omev et le chapitre (procès-verbaux et transactions de 1619, 1756, 1766 ; procès en 1769-1770 : *Ibid., 624*) ; la police champêtre (sentences 1761-1763 : *Ibid., 624*) ; la propriété de terres, prés, maisons et même d'une habitation seigneuriale, acquis sur les habitants de 1392 à 1789 (déclaration des héritages du chapitre du 18 octobre 1580 ; procès avec les habitants pour le partage des usages dont le tiers adjugé au chapitre par sentence des requêtes du 31 juillet 1708, etc. — *Ibid., 625 et 626*) ; la propriété des oseraies, atterrissements et îlots de la rivière (procès-verbaux, de 1615 à 1621, de reconnaissances des accrues de la Marne dont le chapitre était le seigneur ; transaction du 18 septembre 1723 avec la dame d'Omev : *Ibid., 624, 627*. — Délibération des habitants du 14 février 1788 : *Arch. de la com^{te} de Pogny* : 1^{er} reg.) ; des moulins avec pertuis ou vannes pour la navigation de la Marne ; des moulins à foulons, appelés les Batterans, sur la Moivre, avec redevance annuelle (*Ibid., 628*) ; les grosses et menues dîmes (arrêt du parlement du 2 juillet 1716 : *Ibid., 629*) ; la cure et l'église dont le

Qu'il serait nécessaire de réformer la gabelle, parce que, le sel étant d'un prix excessif, cela empêche les habitants d'élever des bestiaux, de se procurer les viandes salées dont ils se nourriraient avec avantage, plutôt que d'être réduits à des nourritures légères et malsaines qui les énervent, leur causent des maladies fréquentes, longues et dispendieuses, et les rendent peu propres aux travaux de la campagne, ce qui est évidemment nuisible à la société ; ce prix excessif les expose aussi à commettre des fraudes, pour lesquelles ils sont vexés et ruinés par les traitants à ne pouvoir jamais s'en relever ;

Qu'afin d'éviter que ces mêmes traitants viennent rechercher et inquiéter les familles au bout de vingt et vingt-cinq ans, comme ils ont fait en 1782, 1783, il conviendrait qu'il fût fait un règlement par lequel ils seraient non recevables en leurs demandes au-delà d'un an pour les droits de contrôle, insinuation et autres, pour quelques actes que ce soit, et que, pour

clocher, reconstruit en 1764, était un des points de l'astronome C.-F. Cassini de Thury pour son plan topographique du pays (procès avec les habitants pour les réparations : 1712-1772 ; ordonnance de l'intendant du 20 septembre 1737 ; sentences du bailliage de Châlons du 11 juillet 1758, et de l'élection du 23 juillet 1768. — *Ibid.*, G, 629 et C, 1887) ; le four banal, avec faculté pour les habitants d'avoir des petits fours chez eux, moyennant une redevance annuelle (*Ibid.*, G, 630) ; les cens et rentes sur divers héritages (*Ibid.*, 631, 635 et 636) ; les lods et ventes (*Ibid.*, 632) ; les censives seigneuriales sur les prés et les récoltes, lesquelles furent contestées par les habitants (transaction du 28 avril 1755 : *Ibid.*, G, 633, 634, et C, 655) ; etc.

Des terres, prés, fermes et maisons avec cens et carités étaient possédés également, à Pogny, par les chapelains de la Congrégation (*Ibid.*, G, 858 et 859), par les églises Saint-Germain et Sainte-Marguerite de Châlons (*Ibid.*, G, 1749 et 1771) ; par le collège des Jésuites de cette ville (actes de donation d'une ferme, du 29 mars 1618, et d'achat de prés à la communauté, du 16 février 1639, biens que les habitants tentèrent vainement de racheter par la suite. — *Ibid.*, D, 12).

Le chapitre, seigneur de Pogny, se mêlait parfois de l'administration de la communauté. A sa requête, en 1783, on établit un conseil de notables comprenant six laboureurs, six artisans, ouvriers et manouvriers, un officier de justice et un syndic. Mais les habitants ne répondirent pas à l'appel du chapitre et de l'intendant ; ce dernier dût infliger des amendes de trois livres aux habitants de Pogny qui se désintéressaient des assemblées municipales ; puis il leur fit défense d'élire, comme syndic, ceux d'entre eux qui ne savaient ni lire, ni écrire, « ce qui est extrêmement important pour suivre les affaires de la communauté » ; il dut même destituer un syndic incapable, élu malgré ses ordres, par les habitants de Pogny. (*Arch. de la Marne*, C, 655.) — On voit qu'ici, comme à Aigny (page 31), à Bergères-les-Vertus (page 83), et au Mesnil-sur-Oger (page 386), l'organisation des municipalités, avant 1789, n'était pas chose aisée.

détruire l'arbitraire qui s'exerce en cette partie, il fût dressé un tarif invariable auquel ces traitants ne pussent plus donner d'interprétation, ni d'extension ;

Que les droits d'aides sont exorbitants et qu'ils s'exercent trop rigoureusement ; cette rigueur expose les citoyens à des événements de différents genres et toujours funestes (1) ; il serait à désirer qu'ils fussent supprimés ou qu'on trouvât les moyens de laisser plus de liberté à cet égard, ce qui pourrait se faire en percevant un droit fixé au premier enlèvement ;

Que le bien particulier d'un grand nombre de communautés d'habitants du royaume qui sont sur des grandes rivières et non sur les grandes routes, demanderait qu'il fût formé des arrondissements de plusieurs communautés qui concourraient ensemble de leurs deniers communaux aux entretiens, réparations et reconstructions des ponts et chaussées qui leur sont communs pour le passage, et nécessaires pour l'importation et exportation de leurs denrées et marchandises, et qui ne peuvent rester à la charge de la communauté seule où ils sont établis, sans crainte de la ruiner totalement (2) ;

(1) Le village de Pogny avait été maintes fois le théâtre de troubles et de rébellion contre les commis des aides. (*Arch. de la Marne, C, 2109 et 2910 : Dossiers de procédures de 1716, 1747, etc.*) — Des difficultés surgissaient aussi pour la perception des autres impositions : en 1771, le premier huissier du bureau des finances de Châlons, Compère, constata le refus, par Nicolas Gillet, aubergiste à Pogny, de payer la taxe à laquelle il était imposé pour les travaux de l'église, et quand il se présenta pour opérer la saisie des meubles de ce contribuable récalcitrant, il fut insulté par ce dernier, ce dont il rendit compte à l'intendant. (*Ibid., C, 895.*) — La communauté était, en 1780, notée « comme très mutine et difficile à conduire ». (*Ibid., C, 1594.*) — On dut, le 22 juin 1784, y envoyer des cavaliers de la maréchaussée pour l'exécution des corvées. (*Arch. de la commune de Pogny : 1^{er} reg., f° 7, verso.*)

(2) On a vu, par le cahier de Mutigny, que les communautés situées sur la rivière de Marne et voisines de Pogny, demandaient la réfection complète du pont de ce village. Dès 1678, ce pont avait subi d'importantes réparations, et un arrêt du Conseil d'État du 27 août de cette même année avait imposé, pour cet objet, une somme de 6,000 livres sur les habitants de Pogny. — En 1742, on décida sa reconstruction ; les travaux furent adjugés 22,000 livres ; un plan fut dressé en 1748 par l'ingénieur Legendre, et le pont fut édifié après de longs pourparlers entre Trudaine et l'intendant. Mais, à tous moments, la débâcle des eaux endommageait le pont et nécessitait des réparations ; les plus importantes, en 1772, furent adjugées 17 à 18,000 livres. — En mai 1788, une « bûche considérable obstrua l'embouchure de la première arche et encombra la chaussée ». — En janvier 1789, le pont fut emporté par la débâcle des glaces ; les habitants envoyèrent, le 21 juin 1789, leur syndic, Edme Ruelle, et Claude Saguet, à Vanault-les-Dames, pour acquérir le bois nécessaire à l'établisse-

Que le tirage au sort de la milice est trop onéreux aux communautés d'habitants ; qu'ils désireraient être admis à fournir au Roi les hommes à proportion de leur population, sans les faire tirer au sort.

Tels sont les vœux des pauvres habitants de Pogny, priant Dieu qu'il daigne répandre ses bénédictions sur le Roi, la famille royale, sur les États généraux, et accorder paix, union et contentement à tous.

Paraphé *ne varietur* : BÉNARD.

Jean HORGUELIN, Jean DEBEURY, Claude SAGUET, NICOL,
Pierre BODET, etc.

E. RUELLE, syndic.

(22 signatures [1].)

POIVRE ET SAINTE-SUZANNE

[Ainsi que nous l'avons expliqué dans la préface, le cahier et le procès-verbal de la communauté de Poivre et Sainte-Suzanne (2), dis-
raits de la liasse de documents relatifs à la convocation des États

ment du pont de charpente, et un arrêté de la commission provinciale du 6 juillet 1789 les autorisa à se pourvoir devant le Conseil d'État pour obtenir un péage sur ce pont.

Pour tous ces travaux, la communauté de Pogny avait déjà, à maintes reprises, protesté contre les frais énormes qu'ils occasionnaient. En mai et juin 1788, elle exposa à l'assemblée intermédiaire qu'elle n'avait pas de revenus communaux suffisants pour subvenir à ces dépenses ; que les habitants de Pogny ne passaient sur ce pont que pour les moissons ; qu'ils n'avaient aucun commerce de l'autre côté de la rivière, tandis que les communautés de la rive gauche, Togny-aux-Bœufs, Voucienne, Vitry-la-Ville, Cheppes, Saint-Martin-aux-Champs, Songy, Pringy, Drouilly, Loisy-sur-Marne, devaient s'en servir ou renoncer à toute importation ou exportation de leurs denrées ; que celles de la rive droite, Vésigneul-sur-Marne, Omev, Mutigny-la-Chaussée, Coulmier et Ablancourt avaient un commerce moindre, mais qu'elles avaient des possessions considérables dans la prairie et n'avaient d'autres passages que le pont de Pogny, la rivière n'étant pas guéable. La communauté de Pogny demandait la participation de tous ces villages aux réparations du pont et de la chaussée. (Arch. de la Marne, C, 655, 1671, 2502, 2690, 2910 et 2914. — Arch. de la commune de Pogny : 1^{re} reg. des délibérations : séances des 16 mai et 22 juin 1788 ; ordonnance de l'assemblée intermédiaire du 16 juin, f^{os} 10 à 12. — 2^e reg. des délibérations : séances des 21 et 24 juin 1789, f^{os} 3 et suivants.)

(1) En outre, un habitant a signé en lettres majuscules : « A. D. ».

(2) Poivre et Sainte-Suzanne appartenait à l'élection de Vitry-le-François ; aujourd'hui la commune de Poivre fait partie du canton de Ramerupt, arron-

généraux dans le bailliage de Châlons-sur-Marne, déposés aux Archives de la Marne, ont été envoyés aux Archives de l'Aube; une note au dossier en témoigne. Mais les recherches faites à maintes reprises dans ce dépôt n'ont pas permis de retrouver ces documents. (Lettres de M. l'archiviste Vernier, des 25 juillet 1904 et 27 février 1906). — Une enquête, faite en 1905 dans les Archives de la commune, a été également infructueuse. (Réponse de l'instituteur au questionnaire de M. l'Inspecteur d'Académie de l'Aube).

Le nombre des feux de la communauté de Poivre et Sainte-Suzanne, en 1789, était de 121. (État des feux : *Arch. nat.*, B^A 31.) — Quoique, d'après ce chiffre, elle n'eut droit qu'à deux députés, les habitants en désignèrent cependant trois : Jérôme PERSON, Nicolas ROYER et Pierre BOURGEOIS, qui furent admis par l'assemblée du Tiers état du bailliage. (*Procès-verbal de l'assemblée des trois ordres du 12 mars 1789.*)

POIX

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Poix (1) était composée de 70 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de François BLANCHIN, syndic municipal de la communauté de Poix. — Le procès-verbal constate la présence de Jacques Deschamps et

dissement d'Arcis-sur-Aube. — Sainte-Suzanne est un hameau de la commune de Mailly, canton d'Arcis-sur-Aube. (Théophile BOUTIOR et Émile SOCARD : *Dictionnaire topographique du département de l'Aube.*)

— Dénombrement de 1773 : 134 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 3 nobles. — Population : 197 hommes, 128 femmes, 45 garçons et 33 filles, soit 403 habitants.

Un état statistique des habitants de 1787 indique 158 feux et 528 habitants. Le chiffre donné par l'état des feux (*Arch. nat.*, B^A 31), paraît donc beaucoup trop faible. — En 1779, d'après le montant du rôle de la taille, le nombre des taillables était de 158 dont 155 habitant la communauté; en 1679, il était de 167 dont les officiers de justice, le recteur d'école, 13 tisserands, etc.

— SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de l'Aube*, C, 2066 à 2068 : Impositions; matrices et rôle de la taille (1676-1789). — C, 2069 : Administration de la communauté; états statistiques d'habitants; voirie; presbytère, etc. — G, 36, 53 et suivants, 783 et 1310 : Administration des cures et nominations des curés de Poivre et de Sainte-Suzanne, ancienne cure érigée en succursale le 9 octobre 1737; biens et revenus; — etc. — *Arch. de la Marne*, C, 963 : Impositions.

(1) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 227. Cahier, dossier c, pièce 126 : 10 pages cotées et paraphées au bas par Blanchin; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 648 : Administration de la communauté; maître d'école; comptes des syndics; contestations pour la dîme des pois. — C, 896 et 947 : Impositions. — C, 1024 : Capitation.

s'arrête dans l'énumération, mais, au bas du document, on lit les signatures de Pierre Martin, Jacques-Hippolyte Arnoult, J. Blanchin, Jean-Baptiste Lagille, Nicolas Lagille, Nicolas Deschamps, Pierre Arnoult, Jean-Baptiste Brémont, François Defert, Pierre Arnoult, Jean-Louis Robert, François Lambert, Blanchin, Blanchin, Joseph Vuirelle, Jean-Baptiste Huet, N. Gobilliart, Benoist, Jean-Baptiste Jénin, Nicolas Arnoult, Jacques Chonet, Noël Brémont, Jacques Aubert, Jean-Baptiste Huet, Louis Arnoult, Arnoult, C. Aubert, Jean-Louis Collart, Pierre Brémont, P. Jény, François Lagille, J. Brémont, François Lagille, Claude Collart, Jean-Baptiste Arnoult, Charles-F. Brémont, Claude Brémont, Étienne Martin, Devarenne, Nicolas Arnoult, N. Jénin, Jean Collart, Jacques Arnoult, Jean Collart, Jacques-François-Alexis Delaval, Blanchin, Jean Martin, Jacques Aubert, Louis Collart, Jacques Collart, C. Collart, Jean-Jacques Jénin et Jacques Lagille. — Les députés furent le syndic, François BLANCHIN, et Jacques DESCHAMPS.]

CAHIER

[Le cahier de Poix est la copie textuelle des dix premiers articles de celui de *Moiure* auquel nous renvoyons. — En marge de la première page, la même mention du syndic : « Le présent cahier, doléance, composé de six feuillets et dix pages, etc » Au bas du document on lit : « Fait et arrêté en l'assemblée de la présente communauté, cejour-d'hui 1^{er} (sic) mars 1789 : François LAGILLE, Jean-Jacques JENIN, COLLART, etc... (55 signatures.)]

PRETZ-EN-ARGONNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Pretz-en-Argonne (1) était composée de 70 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent

C, 1593 : Corvées. — C, 1888 et 1906 : Église et presbytère. — G, 105 : Cure, annexe de Somme-Vesle; — etc.

— Poix appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 80 feux roturiers. — Population : 118 hommes, 137 femmes, 31 garçons et 33 filles, soit 319 habitants.

(1) Arch. de la Meuse, L, 1 (procès-verbal : copie certifiée conforme à l'original par le syndic et le greffier. Cahier de 6 pages; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 2917 : Impositions; rôle de la taille. — G, 120 et 1139 : Cure; érection de la paroisse en 1306. — G, 638 : Dîmes et noales; — etc.

Arch. de la Meuse, C, 154 et 210 : Administration de la communauté; — etc.

— Pretz-en-Argonne appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la

sous la présidence de Pierre MARTINET, syndic, assisté de P. Raulin, greffier. — Le procès-verbal donne, au bas, les noms de N. Haiblet, Louis Camus, Baucelin, N. Collard, Pierre Humbert, L. Richard, Clément Humbert, Claude Champion, N. Brisethuille, Claude Lepreux, Jean Bardin, Claude Bardin, et encore, d'après les signatures du cahier : N. Géminel, Jean-François Jossin, N. Favin, Jean Collard, C. Gossin, Jean Martinet, N. Martinet, Haiblet, N. Furiel, Pierre Géminel, N.-L. Camus, J. Haiblet, Étienne Berthelemy, C. Marsaux, Claude Le Roux, Jérôme-Claire Remy, F. Collard, Sébastien Denizet, Vautrin, Jean Baucelin. — Le seul député désigné fut Pierre MARTINET, syndic municipal,]

CAHIER

Quel heureux présage pour la Nation française ! Elle sent déjà la restauration du Tiers état par la suppression des abus. Qui aurait pu penser qu'un monarque ait daigné faire appeler ses sujets, même des plus petites habitations ? Il méprise les courtisans flatteurs. Il veut que les malades se plaignent, voulant lui-même les écouter.

L'État, malade lui-même, avait besoin d'un prince aussi prévoyant ; faisons donc des vœux, offrons des prières au Souverain des rois, afin qu'il soutienne les vues de Louis XVI, la ferveur des Ministres, et qu'il éclaire les États généraux ! Ainsi soit-il !

Doléances des habitants de la communauté de Pretz-en-Argonne, terre de Beaulieu, province de Champagne, diocèse, généralité, bailliage, élection de Châlons-sur-Marne, composée de soixante-dix feux, située à douze lieues à l'Est de ladite ville, à cinq lieues de Sainte-Ménéhould, élection ; à une demi-lieue de Vaubécourt, province de Lorraine et Barrois ; à une demi-lieue de Beauzée, Trois-Évêchés ; à une demi-lieue de Nubécourt, pays de Clermontois.

Les habitants de Pretz-en-Argonne, plus assujettis qu'aucun autre de la province et même de la France, par la situation de leur village, le plus près et le premier des quatre lieux limitrophes des trois provinces qu'ils viennent de nommer (1), encou-

commune fait partie du canton de Triaucourt, arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).

— Dénombrement de 1773 : 71 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 116 hommes, 124 femmes, 28 garçons et 27 filles, soit 295 habitants.

(1) A la suite de plaintes des fermiers généraux « sur les fraudes considérables qui se commettaient à l'occasion de la perception des droits d'aides sur

ragés par les termes dont le Roi a bien voulu se servir dans ses lettres de convocation aux États généraux du vingt-[quatre] janvier 1789, par lesquels Sa Majesté invite son peuple à lui faire telles demandes et réclamations qu'il jugera à propos pour la tranquillité de son royaume et la meilleure fortune de ses sujets,

Autorisent les députés dudit lieu de Pretz à faire insérer, dans le cahier qui doit se rédiger à l'assemblée générale du bailliage de Châlons qui est convoquée, par le procès-verbal de M. le grand bailli de ladite ville du 17 février 1789, au 12 du présent mois de mars 1789 (1) ;

Les vœux sont :

ART. 1^{er}. — Que, pour tout impôt, il en soit établi un sous un tel titre qui comprendra tous les biens, tant ecclésiastiques que

les vins qui passent dans les provinces étrangères ou réputées étrangères par les provinces de Picardie et de Champagne », des arrêts furent rendus les 7 juin et 4 juillet 1746 pour prévenir ces fraudes ; le contrôleur général des finances de Machault transmit à l'intendant de la généralité ce dernier arrêt qui, dit-il, « en indiquant les formalités qui doivent être observées à ce sujet, permet à l'adjudicataire des fermes d'établir, si besoin est, tant sur les limites que dans l'intérieur des quatre lieues de la frontière, un nombre de bureaux et de commis suffisant pour suivre la destination des vins et prévenir les abus ». — Il prescrivait la vérification de l'État, annexé à l'arrêt du 7 juin 1746, des paroisses et hameaux situés dans les quatre lieues limitrophes ainsi déterminées et soumis à la vérification particulière des aides. (Lettre du 24 août 1746.) — La direction ajouta, pour le département de Châlons, les lieux ci-après du bureau de l'arrondissement de Triaucourt qui, quoique situés dans les quatre lieues limitrophes, avaient été omis dans l'état : *Beaulieu-en-Argonne* et ses hameaux, *Saint-Rouin*, *La Mazurerie* et *La Tuilerie* (74 feux) ; *Brizeaux*, *La Cour*, censes, etc. (84 feux) ; *Èvre* et la ferme de *Soisy* (61 feux) ; *Foucaucourt* et *Tabac* (50 feux) ; *La Voye* et *Maugarny* (68 feux) ; *Passavant* et la ferme de *Taille-Moutarde* (177 feux) ; *Pretz* et *Le Jardinnet* (64 feux) ; *Riaucourt*, comprenant les fermes d'*Arcefays*, *Brouënné* et de *La Tuilerie* (2 feux) ; *Triaucourt* et *Menoncourt* (166 feux).

Par contre, parmi les paroisses distraites de l'État d'arrondissement comme n'étant pas dans les quatre lieues limitrophes et comme ayant été jusqu'ici assujetties à tort à l'acquit à caution, figuraient *Saint-Amand* (324 feux, du bureau d'arrondissement de Possesse), située à 5 lieues environ ou 10,800 toises de l'étranger ; *Moière* et *Saint-Hilaire* (39 feux, du même bureau), à 4 lieues 1/2 ou 9,900 toises, pour ne citer que les communautés d'habitants du bailliage de Châlons. (*Arch. de la Marne, C, 1118* : État des paroisses de la généralité limitrophes de l'étranger : 1746-1747.)

(1) Ce préambule et quelques articles du cahier de Pretz ressemblent à ceux du cahier de Charontois-l'Abbé. Cependant, le cahier de Pretz est plus complet et, du reste, la rédaction est très souvent différente. — D'ailleurs, dans les quatorze cahiers des communautés du comté de Beaulieu-en-Argonne, appartenant au bailliage de Châlons, les vœux et doléances, quoique présentés toujours différemment, sont à peu près les mêmes.

nobles, sans aucune exemption pour lesdits deux ordres, qui en possèdent la majeure partie.

2. — Le reculement des barrières devant être un vœu général pour tout le royaume, principalement pour notre province et particulièrement pour le village de Pretz, étant comme enveloppé dans les trois provinces et desquelles nous sommes obligés de tirer une partie du plus nécessaire, ne pouvant ni entrer, ni sortir, sans être exposés à la vexation des employés (1).

3. — La suppression de la gabelle, du franc-salé, des privilèges lorrains du pays d'Évêché, du Clermontois et du Rethélois, le prix du sel étant porté jusqu'à quinze sols la livre par le mesurage à la pinte, selon l'usage du pays (2) ; ledit village désire qu'il soit vénal.

4. — La suppression des aides, en mettant l'impôt du vin sur les vignes mêmes ; qu'il y ait des bureaux de commerce pour la marque des cuirs, argenterie.

(1) En marge de cet article on lit la réflexion suivante : « Nous n'osons vous entretenir plus longtemps, nous pensons que vous trouverez des mémoires plus énergiques et mieux traités sur cet objet important ». — Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 69.

(2) Necker, dans le chapitre I du titre II de son exposé de l'*Administration des Finances de la France* (ouv. et chap. cités, cahier de Cheppes, page 152), nous apprend que dans les « provinces de grandes gabelles » comme « la Champagne » le sel se payait en moyenne, depuis l'établissement des deux nouveaux sous pour livre, 62 livres par quintal ; — que dans les « pays de petites gabelles » il n'était que de 33 livres 10 sous par quintal ; — dans les « pays de salines », c'est-à-dire s'approvisionnant dans les salines de Franche-Comté, de Lorraine et des Trois-Évêchés, comme dans cette dernière contrée et aussi dans le Rethélois, le duché de Bar et le Clermontois, le sel coûtait 21 livres 10 sols par quintal. — Le commerce du sel était libre dans d'autres contrées dites « rédimées ou franches », etc.

Cf. *Ordonnance de Louis XIV sur le fait des gabelles, donnée à Saint-Germain-en-Laye au mois de mai 1680, commentée sur les édits, déclarations et ordonnances depuis intervenus sur cet objet, avec notes*, etc., Rouen, Richard Lallement, 1764, 2 vol. in-8° (*Bibliol. de Reims*, N., 2731). Cette ordonnance (titre V, art. 1^{er}), fixait à 41 livres le minot le prix du sel dans les élections de Châlons, Épernay, Sézanne, Troyes et Arcis-sur-Aube, et à 42 livres dans celle de Reims. L'article 1^{er} du titre VII indiquait 43 livres pour celles de Sainte-Ménéhould et Vitry. Les articles 28 à 33 du titre XVI confirmaient les franchises accordées aux habitants du duché de Rethel-Mazarin ; le prix du sel blanc était fixé « sur le pied de trente deniers la livre du poids des seize onces du magasin de Rethel ». — Les arrêts du 7 juin 1681 et 21 juillet 1722 réglaient, en matière de gabelle, les trois évêchés, Metz, Toul et Verdun, enclavés dans la Lorraine.

Pour toutes les mesures citées dans le cahier et dans la présente note, voir le glossaire.

5. — La suppression de la banalité des moulins étant encore une oppression féodale encouragée par le prix exorbitant dont ces usines sont afferméées ; la suppression, surtout, de ceux qui ne peuvent moudre en eau fixe, ces meuniers se reposant sur le droit qu'ils ont de forcer de venir à leur moulin (1).

6. — La suppression des jurés-priseurs et vendeurs des meubles serait un très grand avantage.

7. — La suppression de la milice, fléau de l'agriculture ; ou fournir, en argent, par les garçons sujets au sort, au marc la livre, à proportion de leur nombre.

8. — La terre de Beaulieu, dont nous dépendons, est composée de dix-sept villages dont cette riche maison bénédictine est seigneur, possédant les dîmes, les moulins, les fours et tous les droits appelés assises, des fermes considérables dans chaque village, des forêts, étangs, des maisons Bernardines, Génovéfains et autres jusqu'au nombre de six à quatre lieues à la ronde, qui ne sont pas moins opulents ; l'État y trouverait son compte si on diminuait le nombre de ces fameuses maisons ; trente mille livres pouvant suffire pour nourrir quarante personnes en communauté ; il se trouverait plus des deux tiers de ces maisons qui retourneraient à l'État et soulageraient le peuple (2) ;

(1) Les moulins de Pretz, comme ceux des autres communautés du comté, appartenaient à l'abbaye de Beaulieu-en-Argonne. — L'abbé commendataire admodiait les siens : « Il prendra, dit l'article 8 du bail avec le fermier, tous les moulins en bon état et il en répondra. Il entretiendra les cours d'eau. » (Bail du 11 juillet 1780. — Voir ci-après.) — Sur ceux réservés aux religieux, il était redu, en 1790, une somme de 335 livres. (Inventaire des biens du couvent de Beaulieu devant les officiers municipaux de la commune. — Voir ci-après.)

(2) Pretz faisait partie des dix-huit paroisses composant la terre du comté de l'abbaye de Beaulieu-en-Argonne, ainsi que nous l'avons établi en note du cahier de La Voye (page 373).

Les revenus de l'abbaye de Beaulieu-en-Argonne se divisaient en deux parts : l'une attribuée à l'abbé et composée des deux tiers ; l'autre, d'un tiers, aux religieux. Ces revenus dépassaient, en 1789, 100,000 livres et avaient augmenté de plus des deux tiers depuis un siècle. Un bail authentique du 11 juillet 1780, passé entre l'abbé commendataire de Beaulieu, Louis-Albert de Lezai de Marnésia, et un habitant de Varennes, Pierre Didier, montre l'immense progrès de la fortune territoriale et mobilière depuis quelques années. Par cet acte, l'abbé de Beaulieu donnait à ferme, pour neuf années consécutives, à partir du 1^{er} janvier 1782, sa part dans les revenus de l'abbaye, c'est-à-dire « tous les revenus temporels de la mense abbatiale, consistant en fermes, « domaines, terres labourables, prés, bois, pêches d'étangs, maisons, château, « jardins, moulins, rivières, ruisseaux, cens, rentes, redevances en argent, « grains et autrement, lods et ventes et tous autres droits seigneuriaux, féo-

9. — Que la province soit mise en pays d'État, ce qui dispenserait [de] certains frais considérables des receveurs généraux et particuliers des finances ;

10. — Que les municipalités actuellement établies aient droit d'apposer les scellés en cas de mort, et de juger jusqu'à concurrence d'une somme de (le chiffre est resté en blanc). La justice serait rendue à moins de frais et soulagerait le pauvre, d'autant plus juste que les membres se renouvellent tous les trois ans et, au cas d'appel au grand bailliage, que nous désirons voir établir à Châlons (1).

11. — La continuation de la prestation en argent au lieu d'une corvée en nature ;

12. — Que le lieu de Pretz est d'un faible sol et surchargé d'impôts, laisse à peine aux fermiers d'acquitter leurs fermages, salaires de leurs ouvriers et domestiques (2) ;

13. — Qu'il soit fait une grande route de Sainte-Ménéhould à Bar-le-Duc, aux frais de la province, les chemins étant impraticables entre ces deux villes (3) ;

14. — Que les droits de contrôle soient diminués, exposant

« daux, amendes et confiscations, rentes sur les tailles de Châlons-sur-Marne, « grosses et menues dîmes, greffes et, généralement, tout ce qui appartient à « ladite mense abbatiale... » Pierre Didier n'était qu'un prête-nom ; le véritable admodiateur et fermier de l'abbaye de Beaulieu, au nom de l'abbé, était Jean-Paul de Maupassant de Rancy, seigneur d'Avocourt, grand-maitre honoraire des eaux et forêts du Clermontois, ancien maître d'hôtel du Roi, demeurant à Varennes.

Le bail était fait moyennant la somme de 41,500 livres en principal pour fermage annuel, plus diverses charges en argent et frais d'entretien des maisons, moulins, et les dépenses d'exploitation et de justice, redevances qui rapportaient encore à l'abbé près de 30,000 livres. (*Arch. du notaire de Triaucourt.*)

D'un autre côté, l'inventaire des biens du couvent de Beaulieu, dressé le 2 mai 1790, par les officiers municipaux de Beaulieu-en-Argonne, donnait, pour la part des religieux, du 1^{er} avril 1789 au 1^{er} avril 1790, une recette de 48,871 livres. On peut donc conclure que, dans les derniers temps, la terre de Beaulieu donnait un produit annuel de cent à cent vingt mille livres de rente. (*Procès-verbaux de délibérations de la commune de Beaulieu. — LEMAIRE : Recherches historiques sur l'abbaye et le comté de Beaulieu-en-Argonne, ouv. cit., pages 308 et 312.*)

(1) Voir le cahier d'Èvres, page 279.

(2) Au rôle de 1790, le total des impositions directes, taille, capitation, prestation des chemins, etc., était de 2,526 livres pour 119 contribuables. (*Arch. de la Marne, C, 2917.*)

(3) *Arch. de la Marne, C, 1550* : Mémoire sur un projet de construction d'une route de Bar-le-Duc à Sainte-Ménéhould : plan (1776).

beaucoup de monde à ne faire qu'un simple billet pour l'aliénation des fonds, partages de familles ; l'État y gagnerait et tout serait en sûreté ;

15. — Que les forges, verreries, faïenceries, poteries, tuileries, dont nous sommes environnés, consomment presque tous les bois de pays et les rendent d'un prix exorbitant, plus que dans les villes (1).

16. — Les décimateurs refusent de fournir les bêtes mâles de toutes espèces, quoiqu'ils ne négligent pas même la dime des poulets, qui devrait être supprimée généralement, leur payant volontiers celle des veaux, agneaux, cochons de lait, mais bien en fournissant les mâles de chaque espèce comme en bien d'autres lieux (2).

Fait et arrêté à Pretz, ce 8 mars 1789, et ont signé avec nous tous les habitants qui ont l'usage d'écrire.

N. GEMINEL, N. HAIBLET, P. MARTINET, syndic, Jean-François JOSSIN, B. BAUCLIN, etc.

(31 signatures.)

Coté et paraphé par nous, syndic et député de la communauté de Pretz-en-Argonne, ce jourd'hui, 8 mars 1789.

P. MARTINET, syndic.

RECY-SUR-MARNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Recy-sur-Marne (3) était composée de 90 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 3, les habitants se réunirent sous

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 74.

(2) Dîmes de Pretz et Sommaine (1221-1787. — *Arch. de la Marne*, G, 638). — L'abbaye de Beaulieu-en-Argonne possédait les deux tiers des dîmes ; le chapitre de Saint-Étienne de Châlons avait le surplus.

(3) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 228. Cahier, dossier c, pièce 57 : 9 pages non cotées, ni paraphées ; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 660 et 2919 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 897 et 947 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1593 : Corvées. — C, 1890 : Église, presbytère et cimetière. — C, 2969 : Police rurale des troupeaux. — C, 2993 : Pâtures. — E, 236 : Terrier délivré le 8 juin 1752 à Ch. Godet de Crouy, seigneur de Recy. — G, 105 : Cure. — G, 642 : Ferme et censives du chapitre de Saint-Étienne. — G, 871, 1749 et 1772 : Fermes des Chapelains de la congrégation et des églises Saint-Germain et Sainte-Marguerite de Châlons ; — etc.

la présidence de Jérôme MOIGNON (1), avocat en parlement, bailli de Recy. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à cette réunion. Au bas on ne lit que les signatures de Jean Bourdenois, syndic, Étienne Gougelet, Remy Rigollet et Philippe Pariset, et encore, sur le cahier, celles de Louis Rigollet, Pierre Rigollet, Louis Lamairesse, Antoine Désirant. J.-F. Libera, Philippe Lamairesse, Jean Copitet. — Les députés furent Étienne GOUGELET et Remy RIGOLLET.]

CAHIER

Le cahier des « plaintes et doléances de la communauté de Recy-sur-Marne » est composé de trente articles copiés çà et là dans d'autres cahiers ; ou plutôt, on a d'abord suivi le modèle de cahier qui a dû circuler dans les villages de la généralité et qui, quoique n'ayant presque jamais été copié littéralement, a cependant inspiré les rédacteurs des doléances des habitants des communautés, quand ce ne serait que pour la forme à donner à certaines de ces plaintes. — Nous avons déjà eu à signaler un exemple de reproductions textuelles de plusieurs des articles de ce cahier modèle : aux doléances particulières de leur village, les habitants d'*Aulnay-l'Aître* (page 52), ajoutent des « réflexions sur les questions proposées au Tiers état », parmi lesquelles « ils ont choisi les numéros qu'ils ont jugé à propos d'être demandés pour servir de base à leur cahier ». — Le cahier de *Coulmier-la-Chaussée* (page 214), a aussi emprunté plusieurs articles de ce modèle. Ce sont, croyons-nous jusqu'ici, les deux seuls exemples aussi complets.

Le cahier de Recy en est un troisième. Nous renverrons, pour les articles déjà reproduits, aux deux cahiers d'Aulnay-l'Aître et de Coulmier-la-Chaussée, nous contentant de reproduire simplement les quelques articles qui ne se trouvent ni dans l'un, ni dans l'autre. — Nous constaterons, enfin, que les trois derniers ont été empruntés au cahier rédigé par les Delacour pour les villages dont ils étaient les juges seigneuriaux : *Aigny, Juvigny, La Veuve*, etc., pour ne citer que les trois communautés les plus voisines de Recy :

ART. 1^{er}. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 1 (page 52), et Coulmier-la-Chaussée, art. 1 (page 214).

2. — Voir Coulmier-la-Chaussée, art. 2 (page 214).

— Recy appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 91 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 144 hommes, 175 femmes, 38 garçons et 50 filles, soit 407 habitants.

(1) Jérôme Moignon, né à Châlons-sur-Marne (paroisse Saint-Alpin) le 12 juin 1758, avocat à Châlons, officier de l'Élection avant 1789, juge de paix de Châlons (1790), député de la Marne au Conseil des Cinq-Cents (an VII - an VIII), juge à la Cour criminelle de la Marne (arrêté du 1^{er} Consul du 14 germinal an VIII), puis au tribunal de première instance de Reims (1811), prit sa retraite en 1831 et mourut à Mareuil-sur-Ay le 23 juillet 1840.

3. — Que la réforme du code civil, en ce qui touche la voracité, l'abus des frais et la longueur des procédures, soit faite ;

4. — Qu'il n'y en ait qu'une seule coutume pour la province de Champagne ; que l'on choisisse des jurisconsultes pour décider, entre celles qui y régissent, celle qui mérite la préférence.

5. — Voir Coulmier-la-Chaussée, art. 3 (page 215).

6. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 10 (page 52), et Coulmier-la-Chaussée, art. 4 (page 215).

7. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 11 (page 52).

8. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 12 (page 52).

9. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 13 (page 52).

10. — Que les États généraux aient le droit de régler et consentir tous les impôts.

11. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 15 (page 53).

12. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 16 (page 53), et Coulmier-la-Chaussée, art. 5 (page 215).

13. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 17 (page 53).

14. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 18 (page 53).

15. — Que l'on soit autorisé à rembourser les censives, lods et ventes et carités (1), et que ceux qui ne sont pas perpétuels soient supprimés.

16. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 25 (page 53).

17. — Que tous les ordres soient assujettis au logement des gens de guerre, à la décharge des indigents, ou au moins que le nombre des exempts soit considérablement réduit.

18. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 27 : 1^{re} partie seulement (page 53).

19. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 29 (page 54).

20. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 34 (page 54).

21. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 35 (page 54), et Coulmier-la-Chaussée, art. 9 (page 215).

22. — Qu'il soit permis aux mains-mortables de placer leur argent sur particuliers, afin de faire refluer dans le commerce des fonds qui restent morts pour lui et dont il a le plus grand besoin ;

23. — Que l'uniformité des poids et mesures et des jauges soit la même.

(1) Voir les cahiers de Châlons-sur-Marne, page 20, de Fagnières, page 284, et le glossaire.

24. — Voir Aulnay-l'Aître, art. 41 (page 54).

25. — Que l'on fixe la somme qui sera payée par jour à chaque député aux États généraux, et sur quel fond;

26. — Que l'on rende le gibier moins nombreux ; que l'on détruise ces prétendues garennes que les seigneurs multiplient tous les jours, sans droit et sans titre, contre les lois mêmes du royaume, et qui deviennent la retraite d'une infinité de lapins qui, bien souvent, dévastent au loin la campagne, détruisent l'espérance du cultivateur toujours opprimé, toujours victime de la puissance d'un seigneur devant lequel il faut plier en tremblant ;

27. — Que les pigeons, qui font un tort inappréciable aux cultivateurs, soient renfermés pendant le temps où ils peuvent porter le plus grand dommage, comme pendant les semailles et la moisson ; que l'on détruise les colombiers et volières sans droit et sans titre ;

28, 29, 30. — Voir art. 66, 67 et 68 du cahier d'Aigny (pages 37 et 38).

Telles sont (1) les demandes, plaintes et doléances des habitants et communauté de Recy, qui prient leurs députés à l'assemblée des trois ordres du bailliage de les faire insérer dans le cahier général du Tiers état dudit bailliage, en déclarant que des vues de patriotisme et de justice les ont seuls guidés dans la rédaction de leurs demandes, et que si, inconsidérément, ils ont outré quelques-unes de leurs réclamations, cela ne doit être attribué qu'à l'excès du zèle dont ils sont animés pour le bien de la personne sacrée du Roi et de celui de son royaume, leur intention n'ayant été que d'exposer la vérité dans son plus grand jour et de se rendre, autant qu'il est en eux, utiles à la patrie.

Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants, tenue cejourd'hui, 3 mars 1789.

Louis RIGOLLET, Pierre RIGOLLET, Louis LAMAIRESSE,
Antoine DÉSIRANT, J.-F. LIBÉRA, etc. MOIGNON,
Jean BOURDENOIS, syndic.

(11 signatures.)

(1) Cette dernière phrase finale est aussi celle que les Delacour mettent au bas de leurs cahiers d'Aigny, Juvigny, etc.

RENNEVILLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Renneville (1) était composée de 13 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 9, les habitants se réunirent en l'église de Renneville, sous la présidence de Nicolas BILLY (2), bailli de Renneville. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Haynault, Claude Legentil, syndic, Étienne Legentil, Honoré Jacquin, Jean-Baptiste Haynault, Pierre Lefebvre, Jacques Vallois, Jacques Lefebvre. — Les députés furent Claude LEGENTIL, syndic, et Honoré JACQUIN.]

CAHIER

[Le cahier de Renneville est semblable à celui de *Bierges*, auquel nous renvoyons (page 87). C'est tout au plus si quelques mots sont, ça

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 229. Cahier, dossier c, pièce 28 : 5 pages cotées et paraphées par Billy, couverture ; aucun visa).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 898* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1040* : Vingtièmes. — *C, 1593* : Corvées. — *C, 1893* : Église. — *C, 2995* : Comptes des syndics. — *E, 912 et 923* : Fermes et biens de l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus et de l'Hôpital de cette ville. — *G, 124, 397 et 1980* : Biens de la cure de Renneville, annexe de Vouzy ; — etc.

— Renneville appartenait à l'élection de Châlons ; en 1788, l'assemblée intermédiaire de l'élection de Châlons proposa sa réunion à sa paroisse, Vouzy ; on lit dans le procès-verbal de la séance du 11 avril 1788 : « Renneville a 14 feux, annexe de Vouzy, 50 feux, distant du chef-lieu de la paroisse d'une lieue environ. Vouzy, consulté sur le projet de lui réunir la municipalité de Renneville, demande à rester seule et présente pour motif de sa répugnance à cette réunion, l'éloignement de Renneville ; de cet éloignement, ainsi que de l'étendue de Vouzy, naîtront des difficultés, une gêne considérable et même des dépenses pour le syndic et le collecteur communs. — Le seigneur de Vouzy s'en rapporte à vos lumières. La municipalité de Renneville n'a pas répondu. Le seigneur de cette paroisse voit pour elle de grands avantages dans cette réunion ; il prévoit que cette communauté, fort petite, fort pauvre, qui n'a aucun revenu, trouvera des secours dans sa réunion à Vouzy en prenant part à ses biens communaux. » (*Arch. de la Marne, C, 2910.*) — Renneville ne fut pas réunie à Vouzy ; elle devint, en 1790, une commune, et ce ne fut que par décret du 23 mars 1858, qu'elle fut rattachée à celle de Villeneuve-lès-Rouffy du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 15 feux roturiers. — Population : 15 hommes, 15 femmes, 5 garçons et 7 filles, soit 42 habitants.

(2) Notaire au Mesnil-sur-Oger (voir le cahier de cette communauté, page 386), Nicolas Billy était le juge seigneurial de Marie-Madeleine Baudoin, veuve de Gustave-Jean-Zacharie Hocart, chevalier, seigneur de Renneville, Vouzy, Saint-Mard-les-Rouffy, etc. Il préside à ce titre, en 1789, aux opérations de ces trois communautés d'habitants.

et là, changés pour modifier le sens incorrect d'une phrase du cahier de Bierges. Ainsi, au deuxième paragraphe (page 87), le mot « extension », en parlant de la dette de l'État, est évidemment mal employé par le cahier de Bierges ; celui de Renneville écrit le mot « extinction », seul compréhensible. — Plus loin, page 89, paragraphe 4, le dernier mot : « administrateurs », est remplacé par « magistrature » ; il est préférable, en effet, de dire que « le moyen de procurer aux tribunaux de savants magistrats serait d'exiger que les jeunes avocats eussent exercé cinq à six ans leur profession dans une justice royale, avant d'être admis à posséder des charges de *magistrature* ». — Au paragraphe suivant, relatif aux huissiers-priseurs, on écrit, dans le cahier de Renneville : « ces charges sont très onéreuses au public et surtout aux mineurs ; le transport desdits huissiers, etc. », phrase dont le sens correct se trouve ainsi rétabli. — De même, dans le corps du paragraphe qui vient ensuite, on lit, au cahier de Renneville : « Que tous les sujets de la province soient soumis aux mêmes impôts, et *que vivant* sous la protection de la loi, ils viennent tous, etc. » au lieu de : « *qui vivent* sous la protection, etc. » (page 90).

Cependant, le 3^e paragraphe de la page 87 donnant, en quelques lignes, la situation du village et de son terroir, ne peut être le même dans les deux cahiers. — Dans celui de Renneville on lit :

La communauté de Renneville ne possède point d'autres fonds que des terres labourables ; elle est composée d'environ treize feux ; dans la quantité des terres qui composent son terroir, il y en a presque les trois quarts de très mauvaises qui, souvent, demeurent incultes, faute, par le cultivateur, d'être à son aise et de pouvoir faire un nourri et des engrais proportionnés aux terres qu'il possède, ce qui diminue souvent les trois quarts du produit, et le reste ne suffit pas pour acquitter les impôts dont il est chargé (1).

Le cultivateur surchargé, etc.

Le cahier est signé de Claude LEGENTIL, syndic, Claude HAYNAULT, Jacques VALLOIS, Honoré JACQUIN, Jean-Baptiste HAYNAULT, Jacques LEFEBVRE, Étienne LEGENTIL et BILLY, soit huit signatures, avec la mention « coté et paraphé par première et dernière page, *ne varietur* », par Billy, bailli de Renneville.]

(1) Le terroir de Renneville comprenait 375 arpents de terres labourables, 406 de terres incultes, 3 d'usage, 18 de bois, 3 de prés et 6 de jardins. Il y avait 7 laboureurs ayant charrue, 17 chevaux et 25 bêtes à cornes, et élevant 80 moutons. Les récoltes ne donnaient guère que la semence : 1,020 boisseaux de seigle, autant d'avoine, 306 de froment, 204 d'orge et 25 de sarrasin, année commune. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.)

Les impôts directs, pour l'année 1789, montaient à 741 livres 5 sols 4 deniers pour 17 contribuables. (*Ibid.*, C, 438.)

RIAUCOURT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le procès-verbal ne donne pas le nombre de feux de la communauté de Riaucourt (1) ; mais le cahier, qui fournit au début des explications sur la décadence de cet ancien village disparu, composé autrefois de plus de 200 feux, dit qu'il n'avait plus, en 1789, que 4 feux ou 4 fermes isolées ; nous trouvons ci-après les noms des fermiers. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, « à l'issue des vêpres », les habitants se réunirent sous la présidence de Antoine-Charles DELIONCOURT, licencié ès-lois, substitut de « Monseigneur le procureur général en la prévôté royale de Passavant-en-Argonne, ancien gradué au bailliage et comté de Beaulieu où ressortit le lieu de Riaucourt, exerçant pour l'absence du bailli de ce bailliage ». — Le procès-verbal constate la

(1) *Arch. de la Meuse, L, 1* (procès-verbal et cahier, ce dernier de 7 pages ; visa de Prieur. Le syndic et député Choizy, fermier d'Arcefays, rédigea et écrivit le cahier et le procès-verbal de Riaucourt).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 2995* : Administration de la communauté ; comptes des syndics (1773-1790). — *C, 2917* : Impositions de Bois-Japin, dépendance de Riaucourt. — *G, 419 et 1209* : Dîmes de Riaucourt aux chanoines de la Trinité de Châlons. — *Arch. de la Meuse, C, 154* : Administration de la communauté ; — etc.

— Riaucourt appartenait à l'élection de Châlons. — L'assemblée de l'élection de Châlons examina, en 1788, la situation de cette petite communauté de « cinq feux, annexe de la paroisse de Vaubécourt en Lorraine, » et à laquelle communauté elle rattachait la ferme de Bois-Japin qui, cependant, avait rôle d'imposition séparé. « Cette petite communauté, est-il dit, est composée de quatre fermes en comptant celle de Bois-Japin ; leur municipalité est composée d'un syndic, d'un greffier, de deux notables ; toute la communauté se trouve chargée » d'emplois dans ce conseil ; plus loin on lit : « cette petite municipalité, annexée de fait seulement à la paroisse de Vaubécourt, qui est lorraine, a représenté que Riaucourt était anciennement le chef-lieu d'une paroisse considérable dont Vaubécourt était alors l'annexe ; que ses habitants, dans les dernières guerres civiles, se sont retirés à Vaubécourt où ils sont fixés par le désir de conserver les privilèges dont ils jouissent, de cultiver en toute franchise, sur le même finage de Riaucourt, 30 arpents de terre et 3 de vigne, d'où il en résulte que les cinq fermiers de Riaucourt paient seuls les trois quarts des impositions de ce vaste terroir ; cette municipalité ajoute enfin que, ne pouvant être réunie à celle de Vaubécourt, qui est lorraine, elle ne peut pas non plus être réunie à une paroisse de l'élection de Châlons, Passavant ou Sénard, les plus voisines d'elle, qui en sont éloignées de deux lieues environ. » (Séance du 11 avril 1788 : *Arch. de la Marne, C, 2910*.) — Les quatre fermes de cet ancien village, dispersées, en 1789, dans les bois et très éloignées les unes des autres, étaient les anciennes censes : d'Arcefays sur le chemin de Vaubécourt à Riaucourt et possédée par Jean-Baptiste Choizy, de Brouenne, de la Tuilerie et de Bois-Japin. — Aujourd'hui, les fermes encore existantes sont situées : celles

présence de Jean-Baptiste Choizy, fermier d'Arcefays, syndic de la municipalité, François Simon, laboureur et greffier, Nicolas Chabraux, fermier de Bois-Japin, et Nicolas La Trompette, « notables et seuls habitants de Riaucourt ». — Les députés furent Jean-Baptiste CHOIZY (1), syndic, et François SIMON.]

CAHIER

Doléances et pétitions des habitants de la paroisse de Riaucourt.

La paroisse de Riaucourt, jadis composée au moins de deux cents feux, avoisinait alors celle de Vaubécourt (Lorraine), qui n'était alors que l'annexe dudit Riaucourt, par conséquent moins considérable ; mais les dernières guerres civiles ayant absolument dévasté, pillé et réduit en cendres le village de Riaucourt, ses habitants ont été forcés de se retirer, pour la majeure partie, dans leur annexe audit Vaubécourt, à cause des propriétés et fermes qu'ils faisaient valoir sur le finage dudit Riaucourt ; de manière que, depuis cette époque, les transférés trouvant plus d'avantages à s'y maintenir et rétablir, à cause des privilèges dont jouissent les habitants tant pour la franchise des tailles sur leurs biens qu'ils ont toujours fait valoir sur le finage de Riaucourt, qu'à cause de la franchise des droits énormes qui se paient en Champagne sur le vin, le meilleur marché des sols, bois, tabac, etc., de manière qu'il n'existe plus, aujourd'hui, comme dépendant de cette paroisse, que quatre fermes formant quatre feux exploités par quatre laboureurs dans des distances très éloignées, ce qui, sans doute, les a fait échapper à la malignité des ennemis qui ont anéanti ledit village de Riaucourt où il n'existe plus qu'une maison de gentilhomme, rétablie depuis l'incendie et habitée maintenant par son fermier (2) ; de là il

de Brouenne et d'Arcefays, sur le territoire de la commune de Vaubécourt, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse) ; la ferme de Bois-Japin, sur le territoire de Lisle-en-Barrois, commune de ce même canton.

— Dénombrement de 1773 : 5 feux roturiers. — Population : 11 hommes, 9 femmes, 3 garçons et 2 filles, soit 25 *habitants*. — L'état des feux en 1789 (*Arch. nat. B^e 31*) indique 3 feux au moment de la convocation des États généraux.

(1) Le syndic, Jean-Baptiste Choizy, fermier d'Arcefays, fut le deuxième député du Tiers état du bailliage de Châlons-sur-Marne aux États généraux. (Voir notice biographique à la préface.)

(2) Voir la note précédente. — Situé sur l'extrême frontière de la France, le village de Riaucourt fut sans cesse exposé aux déprédations des bandes ennemies. En juillet 1636, au cours de la guerre du duc de Lorraine Charles IV,

résulte que ces quatre fermiers, demeurant plus près du village de Vaubécourt (Lorraine), qui est devenu leur paroisse actuelle, et cultivant une partie des mauvaises terres dudit finage, abandonnées par les précédents cultivateurs, il s'ensuit qu'ils sont accablés sous le poids des impositions royales (1), par la raison qu'ils n'exploitent, en partie, que de très mauvaises terres de la dernière qualité, que l'on a supposées comme de la seconde classe, ce qui leur devient plus onéreux que profitable, avec d'autant plus de raison qu'ils n'ont aucuns revenus communaux pour les aider à payer leurs impositions ; cependant, en qualité de bons citoyens, ils regarderaient ces charges d'un bon œil et les acquitteraient sans murmurer s'ils n'étaient pas vexés de mille autres manières aussi injustes qu'accablantes, qu'ils se proposent de prendre la liberté de démontrer à un monarque aussi juste et bienfaisant que le grand Louis XVI.

C'est donc dans ces vues que ce malheureux débris de la communauté de Riaucourt ose exposer, avec le respect dû à Sa Majesté, pleine de bonté pour son peuple, et son digne ministre, comme elle rempli d'équité, que les individus qui habitent ces quatre fermes de Riaucourt, soit à raison desquelles avoisinent les provinces de Lorraine, Verdunois et Clermontois,

allé avec l'Espagne et la maison d'Autriche, contre la France, tandis que la peste décimait cette contrée, la communauté de Riaucourt était livrée aux flammes par les cornettes lorraines du baron d'Offlence. Ce fut à cette époque que la plupart des habitants se réfugièrent à Vaubécourt et que Riaucourt ne devint plus que l'annexe de cette paroisse. Cependant, l'église continua d'exister avec un groupe de maisons ; mais, bientôt, ce hameau acheva de se dépeupler, l'église s'en alla en ruines, l'incendie anéantit les bâtiments de fermes restés debout ; et « aujourd'hui, quelques débris de tuiles et de briques attestent seuls que cet endroit fut jadis habité ». (LEMAIRE : *Recherches historiques sur l'abbaye et le comté de Beaulieu-en-Argonne*, ouv. cit., pages 100 et suiv., et 269. — E. DE BARTHELEMY : *Diocèse anc. de Châlons-sur-Marne*, ouv. cit., 2^e vol., page 221.)

Le véritable emplacement de l'ancien village disparu de Riaucourt était, entre Vaubécourt et Pretz-en-Argonne, sur le plateau dominant le confluent des rivières de la Presle et des Cinq-Fontaines.

(1) La ferme de Bois-Japin, qui ne comptait comme contribuables, en 1790, que le fermier, Nicolas Chabraux, et l'abbé de l'Isle, primat de Nancy, payait en impositions principales et frais de collecte, 135 livres 5 sols ; en accessoires et capitation, 226 livres 14 sols 4 deniers ; en prestation de chemins, 70 livres 10 sols, ce qui donnait au total : 432 livres 9 sols 4 deniers, somme que supportait le seul cultivateur avant 1790. Cette année-là, la part du fermier fut de 163 livres et celle de l'abbé de l'Isle de 260 livres. (Rôle de 1790. — *Arch. de la Marne, C, 2917.*)

ainsi que d'autres citoyens demeurant dans des villages voisins, sans cesse vexés par un nombre infini d'employés de la ferme générale qui y sont établis et résidant, pour des prétendues fraudes ou contraventions qui n'en ont souvent que l'apparence, ce qui intimide les soi-disants contrevenants et les force de s'accommoder à beaucoup d'argent, fondé quelquefois sur une bouteille de vin venant de Lorraine, pour quelques livres de beurre, de fil, de chanvre, y allant ou venant, pour quelques voitures de bois à brûler, de pierres, de tuiles, le passage de quelques bestiaux entrant ou sortant ; pour raison de tout quoi ils exigent des acquits de France, de Lorraine ou Clermontois, ce qui non seulement coûte beaucoup d'argent justement perçu, mais encore des faux-frais immenses à cause de l'éloignement des bureaux d'une province à l'autre, où il faut envoyer pour prendre les acquits ou autres expéditions qu'ils exigent, ce qui donne lieu à des causes durables et dispendieuses, et qui, toujours, n'évitent pas les chicaneries de ces sortes d'employés qui coûtent trop cher à la France, raison pour laquelle ces mêmes citoyens demandent à notre auguste Monarque la suppression de ces sortes d'employés dans l'intérieur du royaume, et le reculement des barrières (1).

Les mêmes citoyens demandent aussi qu'il plaise à Sa Majesté qu'il y ait au moins, dans la province de Champagne, une cour ou justice souveraine, afin d'éviter des frais immenses qu'occasionne leur éloignement du parlement de Paris, trop lent à juger à cause, sans doute, de la multitude d'affaires dont il est chargé ;

Qu'il n'y ait qu'une seule coutume pour la province de Champagne ;

Que les charges de judicature ne soient accordées qu'à des personnes qui auront suivi plusieurs années le barreau, fait preuve de mérite et de probité ;

Que les États provinciaux pour la Champagne soient formés et composés comme les États généraux, c'est-à-dire que les ecclésiastiques et les nobles formeront un ordre pour moitié, et le Tiers l'autre ordre pour l'autre moitié, et que chaque ordre nommera ses députés dans son ordre.

(1) Voir, pour l'établissement de l'acquit à caution dans les quatre lieues limitrophes par arrêt du 7 juin 1746, le cahier de Pretz-en-Argonne, page 513.

Les mêmes habitants de Riaucourt demandent encore à Sa Majesté que moitié au moins du revenu des abbayes et prieurés qu'elle nommera à l'avenir, soit par elle retenue pour rembourser les dettes du Clergé et être employée aux aumônes que l'État fait pour les travaux de charité et autres objets de bienfaisance dans les calamités (1) ;

Que MM. les évêques, abbés, prieurs, etc., soient tenus de résider dans les lieux d'où ils reçoivent leurs revenus, y ayant maisons, afin d'entretenir le numéraire dans leurs provinces et soulager les pauvres d'où ils perçoivent leurs bénéfices ;

Établir l'impôt territorial en nature et supprimer les vingtièmes sur les fonds ;

Et, qu'aussitôt que le vide des charges sera rempli, que l'impôt territorial en nature reste seul et unique, s'il suffit aux besoins ordinaires de l'État ;

Que l'impôt représentatif de la corvée soit calculé à raison de la valeur des fonds et payé dans la même proportion par tous les ordres spécialement par un droit ajouté par cheval de poste ;

Que le sel soit un objet de commerce libre, au moyen d'un droit qui serait payé dans les salines comme dans plusieurs provinces, ou diminuer du prix que l'on paie en Champagne ;

(1) Une grande partie des terres de Riaucourt appartenait à l'abbaye de Beaulieu-en-Argonne. Le bois d'Arcefays avait été aliéné en 1568 et acquis par les habitants de Triaucourt. L'adjudication du 25 mars 1568 porte sur 573 arpents 60 verges dont une partie, cent arpents environ, consistait en bois-taillis ; le reste, en broussailles et vaine-pâturage. Le prix était de 2,000 livres et le sou pour livre ; il était stipulé, en outre, que les habitants de Triaucourt continueraient de jouir du droit d'usage dans toute l'étendue de la forêt, en payant, par année, quatre deniers parisis chacun, et vingt sous tournois en communauté. — L'abbaye conservait encore là 600 arpents de haute futaie. — Un dénombrement de biens de la communauté, dressé en 1610, explique que la portion acquise s'étendait depuis la tuilerie et les bâtiments d'Arcefays jusqu'à la rivière d'Aisne, entre les fossés du grand bois et le ruisseau de Coubreuil. Tout d'abord, une certaine partie, contiguë aux bois du baron de Vaubécourt, avait été donnée à ce dernier par les habitants en reconnaissance du secours qu'il leur avait apporté durant les dernières guerres. Une autre partie avait été divisée entre eux pour être mise en culture. Le reste demeura en nature de bois. (LEMAIRE : *ouv. cit.*, page 275.) — Un document de 1764 comprend la ferme de Bois-Japin dans la seigneurie de Lisle-en-Barrois.

Les dîmes de Riaucourt appartenait aux chanoines de la Trinité de Châlons ; une conclusion du chapitre du 16 novembre 1607 leur avait fait défense d'aliéner lesdites dîmes. (*Arch. de la Marne*, G, 419 et 1209.)

Qu'il soit fait et donné un tarif fixe et immuable des droits domaniaux auquel il soit défendu de donner aucune interprétation, ni extention ;

La suppression totale des aides ; et que les droits qui se perçoivent sous une infinité de dénominations, et dont le montant est inégal et varie à chaque passage, soient uniformes partout, dans tous les temps, et réduits à un seul droit payable ou par arpent de vigne, ou à la fabrication des vins et eaux-de-vie ;

Que les milices, au lieu de se tirer au sort par les garçons sujets, soient imposées à raison d'argent, par chacun d'eux, à une somme fixe qui sera employée à l'engagement de ceux qui voudront servir de bonne volonté, et que les cultivateurs en aient un d'exempt par charrue. Et qu'à raison de l'éloignement des suppliants à la capitale, ils désireraient qu'il plût à Sa Majesté de créer une cour supérieure dans la province de Champagne, afin d'éviter au peuple des frais immenses qu'occasionnent et l'éloignement du parlement, et le retard des jugements, souvent occasionné par la multiplicité des affaires dont il est chargé ; comme aussi la suppression des jurés-priseurs et vendeurs de meubles, qui ruinent la plupart des mineurs qui n'ont l'espoir que d'un faible mobilier, et, par là, les privent de toutes ressources, ce qui fait que la plupart sont forcés de renoncer à la succession de leurs père et mère, ce qui les déshonore dans le public et leurs propres familles.

Fait et arrêté en la salle d'assemblée susdite, les jour et an que dessus, et ont, les comparants susnommés, signé, lecture faite.

N. CHABRAUX, CHOIZY, F. SIMON, N. LA TROMPETTE,
DELIONCOURT. (5 signatures.)

Le présent, délivré pour duplicata conforme à l'original.

ROUFFY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Rouffy (1) était composé de 13 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 230. Cahier, dossier c, pièce 29 : 4 pages cotées et paraphées par Hachette ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 676* : Administration de la

Les mêmes habitants de Riaucourt demandent encore à Sa Majesté que moitié au moins du revenu des abbayes et prieurés qu'elle nommera à l'avenir, soit par elle retenue pour rembourser les dettes du Clergé et être employée aux aumônes que l'État fait pour les travaux de charité et autres objets de bienfaisance dans les calamités (1) ;

Que MM. les évêques, abbés, prieurs, etc., soient tenus de résider dans les lieux d'où ils reçoivent leurs revenus, y ayant maisons, afin d'entretenir le numéraire dans leurs provinces et soulager les pauvres d'où ils perçoivent leurs bénéfices ;

Établir l'impôt territorial en nature et supprimer les vingtièmes sur les fonds ;

Et, qu'aussitôt que le vide des charges sera rempli, que l'impôt territorial en nature reste seul et unique, s'il suffit aux besoins ordinaires de l'État ;

Que l'impôt représentatif de la corvée soit calculé à raison de la valeur des fonds et payé dans la même proportion par tous les ordres spécialement par un droit ajouté par cheval de poste ;

Que le sel soit un objet de commerce libre, au moyen d'un droit qui serait payé dans les salines comme dans plusieurs provinces, ou diminuer du prix que l'on paie en Champagne ;

(1) Une grande partie des terres de Riaucourt appartenait à l'abbaye de Beaulieu-en-Argonne. Le bois d'Arcefays avait été aliéné en 1568 et acquis par les habitants de Riaucourt. L'adjudication du 25 mars 1568 porte sur 573 arpents 60 verges dont une partie, cent arpents environ, consistait en bois-taillis ; le reste, en broussailles et vaine-pâture. Le prix était de 2,000 livres et le sou pour livre ; il était stipulé, en outre, que les habitants de Riaucourt continueraient de jouir du droit d'usage dans toute l'étendue de la forêt, en payant, par année, quatre deniers parisis chacun, et vingt sous tournois en communauté. — L'abbaye conservait encore là 600 arpents de haute futaie. — Un dénombrement de biens de la communauté, dressé en 1610, explique que la portion acquise s'étendait depuis la tuilerie et les bâtiments d'Arcefays jusqu'à la rivière d'Aisne, entre les fossés du grand bois et le ruisseau de Coubreuil. Tout d'abord, une certaine partie, contiguë aux bois du baron de Vaubécourt, avait été donnée à ce dernier par les habitants en reconnaissance du secours qu'il leur avait apporté durant les dernières guerres. Une autre partie avait été divisée entre eux pour être mise en culture. Le reste demeura en nature de bois. (LEMAIRE : *ouv. cit.*, page 275.) — Un document de 1764 comprend la ferme de Bois-Japin dans la seigneurie de Lisle-en-Barrois.

Les dîmes de Riaucourt appartenait aux chanoines de la Trinité de Châlons ; une conclusion du chapitre du 16 novembre 1607 leur avait fait défense d'aliéner lesdites dîmes. (*Arch. de la Marne*, G, 419 et 1209.)

Qu'il soit fait et donné un tarif fixe et immuable des droits domaniaux auquel il soit défendu de donner aucune interprétation, ni extention ;

La suppression totale des aides ; et que les droits qui se perçoivent sous une infinité de dénominations, et dont le montant est inégal et varie à chaque passage, soient uniformes partout, dans tous les temps, et réduits à un seul droit payable ou par arpent de vigne, ou à la fabrication des vins et eaux-de-vie ;

Que les milices, au lieu de se tirer au sort par les garçons sujets, soient imposées à raison d'argent, par chacun d'eux, à une somme fixe qui sera employée à l'engagement de ceux qui voudront servir de bonne volonté, et que les cultivateurs en aient un d'exempt par charrue. Et qu'à raison de l'éloignement des suppliants à la capitale, ils désireraient qu'il plût à Sa Majesté de créer une cour supérieure dans la province de Champagne, afin d'éviter au peuple des frais immenses qu'occasionnent et l'éloignement du parlement, et le retard des jugements, souvent occasionné par la multiplicité des affaires dont il est chargé ; comme aussi la suppression des jurés-priseurs et vendeurs de meubles, qui ruinent la plupart des mineurs qui n'ont l'espoir que d'un faible mobilier, et, par là, les privent de toutes ressources, ce qui fait que la plupart sont forcés de renoncer à la succession de leurs père et mère, ce qui les déshonore dans le public et leurs propres familles.

Fait et arrêté en la salle d'assemblée susdite, les jour et an que dessus, et ont, les comparants susnommés, signé, lecture faite.

N. CHABRAUX, CHOIZY, F. SIMON, N. LA TROMPETTE,
DELIONCOURT. (5 signatures.)

Le présent, délivré pour duplicata conforme à l'original.

ROUFFY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Rouffy (1) était composé de 13 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 230. Cahier, dossier c, pièce 29 : 4 pages cotées et paraphées par Hachette ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 676 : Administration de la

« par M. le prieur curé » le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Alexandre HACHETTE, prévôt, juge civil, criminel et de police de la justice de Rouffy. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Gatelet, laboureur et syndic de la municipalité ; Joseph-Édouard Gentil, Claude Masset et Nicolas Geoffroy, membres de la municipalité ; Pierre Collart, François Brisson, Louis Diart, Claude-Martin Brouart, tous laboureurs. — Les députés furent le président, Jean-Alexandre HACHETTE, juge de la justice de Rouffy, et Pierre GATELET, syndic de la municipalité.]

CAHIER

Doléances, supplications et remontrances pour les habitants de la paroisse de Rouffy-en-Champagne.

Les surcharges d'impôts que souffrent les habitants du village de Rouffy, ainsi que ceux de toute la province de Champagne, doivent exciter les réclamations de tous les habitants de cette province, puisqu'ils n'ont aucune proportion avec ceux que paient les habitants des autres provinces du royaume.

Les impositions sont d'autant plus onéreuses pour la paroisse de Rouffy que ses habitants sont en très petit nombre et qu'ils sont d'ailleurs écrasés par les dépenses nécessaires et ordinaires de leur communauté, comme l'entretien de la nef de leur église et du cimetière, les réparations et reconstruction du presbytère, l'entretien de leur pont et autres objets, qui seraient moins sensibles si ces charges étaient distribuées sur une communauté plus nombreuse (1).

Mais tous les sujets du Roi ont lieu de se rassurer sur les sentiments paternels de notre auguste Monarque, qui veut bien

communauté ; usages ; travaux du pont ; comptes des syndics. — C, 898 et 947 : Impositions. — C, 1671 : Construction du pont sur la Berle (1776). — C, 1894 : Église et presbytère. — G, 397 et 1851 : Cure. — G, 1489 : Droit de gîte dû par les habitants au chapitre de Saint-Jean de Vertus ; — etc.

— Rouffy appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 13 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 21 hommes, 33 femmes, 4 garçons et 5 filles, soit 63 habitants.

(1) En 1743, les habitants avaient dû supporter les frais de réparations du presbytère adjudgés à 1,660 livres ; en 1752, à la nef, adjudgés 970 livres : en 1764, d'autres au presbytère. (Arch. de la Marne, C, 1894.) — En 1776, un pont fut construit sur la Berle pour les communications entre les villages de Rouffy et Vouzy (plan, coupe et élévation de ce pont, devis des travaux, etc. — Ibid., C, 676 et 1671).

consulter les États généraux de son royaume et prendre leur avis sur la réforme des abus de tous genres dont la classe la plus pauvre est plus particulièrement la victime.

Les habitants de la paroisse de Rouffy, pour obéir aux ordres de Sa Majesté qu'ils béniront à toujours pour le bienfait qu'il accorde à ses sujets en daignant les admettre à proposer leurs très humbles et très respectueuses supplications et remontrances, autorisent leurs députés à concourir, avec les autres députés des paroisses du bailliage de Châlons, à la rédaction des cahiers et doléances générales dudit bailliage, et à y faire insérer les articles suivants :

1. — Que l'impôt qui sera accordé par les États généraux soit d'abord réparti sur chaque province, et que chaque paroisse en ait sa portion déterminée et puisse en faire elle-même la répartition sur chaque habitant dans la proportion de ses facultés (1), et, à cet effet, que la province de Champagne soit administrée par des États provinciaux formés comme ceux du Dauphiné ;

2. — Que les aides, ainsi que les gabelles, soient entièrement supprimées et que le sel et le tabac deviennent marchands ;

3. — Que le contrôle des actes soit ramené au but de son institution ; qu'il soit fait une loi qui fixe invariablement ce que l'on paiera pour le contrôle, insinuation et centième denier de chaque acte, en sorte que l'on ne soit plus exposé à des vérifications et recherches inquiétantes pendant vingt années ; que lorsque les actes ou contrats auront été soumis à la formalité du contrôle, les parties ne puissent plus être inquiétées et que les successions collatérales ne soient plus sujettes, en aucun cas, au droit de centième denier ;

4. — Que les abus et malversations de toute espèce, dans l'administration des eaux et forêts, soient réformés ;

5. — Que les juges, chacun dans leur ressort, soient autorisés à fixer le prix du bois de chauffage ou que la taxe faite pour la ville de Paris soit rendue commune avec la province de Champagne, à la déduction, néanmoins, des droits d'entrées et des frais de transport qui n'ont pas lieu pour les bois pris dans les ventes : cela remédiera aux monopoles exercés par les compa-

(1) La communauté de Rouffy payait, en 1789, 628 livres d'impositions principales : taille, collecte, accessoires et capitation. (*Arch. de la Marne, C, 898.*)

« par M. le prieur curé » le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Alexandre HACHETTE, prévôt, juge civil, criminel et de police de la justice de Rouffy. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Gatelet, laboureur et syndic de la municipalité ; Joseph-Édouard Gentil, Claude Masset et Nicolas Geoffroy, membres de la municipalité ; Pierre Collart, François Brisson, Louis Diart, Claude-Martin Brouart, tous laboureurs. — Les députés furent le président, Jean-Alexandre HACHETTE, juge de la justice de Rouffy, et Pierre GATELET, syndic de la municipalité.]

CAHIER

Doléances, supplications et remontrances pour les habitants de la paroisse de Rouffy-en-Champagne.

Les surcharges d'impôts que souffrent les habitants du village de Rouffy, ainsi que ceux de toute la province de Champagne, doivent exciter les réclamations de tous les habitants de cette province, puisqu'ils n'ont aucune proportion avec ceux que paient les habitants des autres provinces du royaume.

Les impositions sont d'autant plus onéreuses pour la paroisse de Rouffy que ses habitants sont en très petit nombre et qu'ils sont d'ailleurs écrasés par les dépenses nécessaires et ordinaires de leur communauté, comme l'entretien de la nef de leur église et du cimetière, les réparations et reconstruction du presbytère, l'entretien de leur pont et autres objets, qui seraient moins sensibles si ces charges étaient distribuées sur une communauté plus nombreuse (1).

Mais tous les sujets du Roi ont lieu de se rassurer sur les sentiments paternels de notre auguste Monarque, qui veut bien

communauté ; usages ; travaux du pont ; comptes des syndics. — C, 898 et 947 : Impositions. — C, 1671 : Construction du pont sur la Berle (1776). — C, 1894 : Église et presbytère. — G, 397 et 1851 : Cure. — G, 1489 : Droit de gîte dû par les habitants au chapitre de Saint-Jean de Vertus ; — etc.

— Rouffy appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 13 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 21 hommes, 33 femmes, 4 garçons et 5 filles, soit 63 habitants.

(1) En 1743, les habitants avaient dû supporter les frais de réparations du presbytère adjugées à 1,660 livres ; en 1752, à la nef, adjugées 970 livres ; en 1764, d'autres au presbytère. (*Arch. de la Marne*, C, 1894.) — En 1776, un pont fut construit sur la Berle pour les communications entre les villages de Rouffy et Vouzy (plan, coupe et élévation de ce pont, devis des travaux, etc. — *Ibid.*, C, 676 et 1671).

consulter les États généraux de son royaume et prendre leur avis sur la réforme des abus de tous genres dont la classe la plus pauvre est plus particulièrement la victime.

Les habitants de la paroisse de Rouffy, pour obéir aux ordres de Sa Majesté qu'ils béniront à toujours pour le bienfait qu'il accorde à ses sujets en daignant les admettre à proposer leurs très humbles et très respectueuses supplications et remontrances, autorisent leurs députés à concourir, avec les autres députés des paroisses du bailliage de Châlons, à la rédaction des cahiers et doléances générales dudit bailliage, et à y faire insérer les articles suivants :

1. — Que l'impôt qui sera accordé par les États généraux soit d'abord réparti sur chaque province, et que chaque paroisse en ait sa portion déterminée et puisse en faire elle-même la répartition sur chaque habitant dans la proportion de ses facultés (1), et, à cet effet, que la province de Champagne soit administrée par des États provinciaux formés comme ceux du Dauphiné ;

2. — Que les aides, ainsi que les gabelles, soient entièrement supprimées et que le sel et le tabac deviennent marchands ;

3. — Que le contrôle des actes soit ramené au but de son institution ; qu'il soit fait une loi qui fixe invariablement ce que l'on paiera pour le contrôle, insinuation et centième denier de chaque acte, en sorte que l'on ne soit plus exposé à des vérifications et recherches inquiétantes pendant vingt années ; que lorsque les actes ou contrats auront été soumis à la formalité du contrôle, les parties ne puissent plus être inquiétées et que les successions collatérales ne soient plus sujettes, en aucun cas, au droit de centième denier ;

4. — Que les abus et malversations de toute espèce, dans l'administration des eaux et forêts, soient réformés ;

5. — Que les juges, chacun dans leur ressort, soient autorisés à fixer le prix du bois de chauffage ou que la taxe faite pour la ville de Paris soit rendue commune avec la province de Champagne, à la déduction, néanmoins, des droits d'entrées et des frais de transport qui n'ont pas lieu pour les bois pris dans les ventes : cela remédiera aux monopoles exercés par les compa-

(1) La communauté de Rouffy payait, en 1789, 628 livres d'impositions principales : taille, collecte, accessoires et capitation. (*Arch. de la Marne*, C, 898.)

gnies de marchands de bois qui s'élèvent particulièrement dans la province de Champagne (1) ;

6. — Que les paroisses éloignées de la résidence du subdélégué de l'intendant ne soient plus astreintes à des voyages coûteux pour le tirage de la milice, et que le subdélégué soit tenu de se porter à l'effet du tirage dans les villes ou gros lieux distants de plus de quatre lieues de sa résidence ;

7. — Que tous les sujets de l'État indistinctement, soit nobles ou ecclésiastiques, soient assujettis aux impôts, en proportion de leurs propriétés, comme ceux du Tiers état ;

8. — La réforme des abus dans l'administration de la justice, la simplification des procédures d'instruction, la réduction de la taxe des frais, et surtout que les juges soient tenus de rendre gratuitement la justice, et par conséquent la suppression des épices et vacations ; et, par rapport aux huissiers, que la taxe de leurs voyages soit faite, non à raison de l'éloignement de leur domicile de celui des particuliers contre lesquels ils seront employés, mais sur le pied que serait taxé l'huissier le plus voisin ;

9. — Que les charges d'huissiers-priseurs pour les provinces soient totalement supprimées, attendu les inconvénients multipliés qui en résultent, et notamment que les frais de leurs transports et vacations absorbent très souvent le prix total des ventes qu'ils ont le privilège exclusif de faire, même dans les campagnes ;

10. — Que les décimateurs soient astreints à faire plus exactement les réparations des bâtiments à leur charge, à l'entretien des ornements, livres, linge et vases sacrés, et à des aumônes proportionnées au produit de leurs dîmes, et à cet effet, la rigoureuse exécution de l'édit de 1695 tombé en désuétude (2) ;

(1) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, Dampierre-sur-Moivre, page 249, et Lenharrée, page 396.

(2) *Édit d'avril 1695 portant règlement pour la juridiction ecclésiastique* (Reg. au parlement le 14 mai. — ISAMBERT : *Recueil des anc. lois, etc.*, ouv. cit., t. XX, page 243.) — Les art. 21, 22 et 23 de cet édit obligeaient les possesseurs de dîmes « à faire réparer et entretenir en bon état le chœur des églises paroissiales dans l'étendue desquelles ils levaient lesdites dîmes, et d'y fournir les calices, ornements et livres nécessaires », laissant aux habitants l'entretien et la réparation de la nef des églises et des cimetières, et le logement des curés.

Mais, en 1789, les cahiers de la plupart des communautés d'habitants se plaignent que tous les travaux d'entretien, de construction et de réparations des églises, presbytères et cimetières étaient laissés à leur charge. De semblables

Que les sujets du Roi ne soient plus astreints à recourir à Rome pour l'obtention de dispenses, et qu'ils puissent, pour cet effet, s'adresser simplement à leur évêque diocésain, et qu'en conséquence il soit dressé un tarif sur un pied modique pour les différents cas ;

12. — Que les droits de hallage, minage et mesurage soient supprimés et abolis dans tous les marchés, ou qu'ils soient réduits à une prestation en argent qui ne pourra excéder ce que l'on perçoit dans la capitale, et que, dans aucun cas, on ne puisse les lever en nature (1).

Pierre COLLART, GATELET, Claude MASSET, Claude-Martin BROUART, Nicolas GEOFFROY, DIART, Joseph-Édouard GENTIL, François BRISSON, HACHETTE.

(9 signatures.)

plaintes avaient déjà été adressées et des enquêtes avaient été prescrites pour diminuer les frais à la charge des communautés d'habitants : « Les impositions « étant beaucoup augmentées par rapport aux conjectures dans lesquelles « l'État se trouve, — écrivait à la date du 17 janvier 1743 à l'intendant Le Peletier « de Beaupré, le contrôleur général Orry, — il est nécessaire de diminuer les « dépenses particulières qui sont à la charge des propriétaires des fonds et « des habitants des paroisses de la campagne, et de leur procurer du soulage- « ment dans tout ce qui pourra en être susceptible. Le rétablissement ou la « construction des presbytères sont devenus très fréquents dans votre généra- « lité, et comme on ne s'attache pas uniquement au pur nécessaire pour ces « sortes de logements, les dépenses que l'on fait à cette occasion sont une « surcharge qui devient très pesante pour les propriétaires et les habitants sur « qui elles sont toujours rejetées en totalité, ce qui peut en même temps être « très préjudiciable aux recouvrements des autres impositions dont l'accéléra- « tion est devenue très importante dans les circonstances actuelles... » — « J'ai « déjà eu occasion de m'apercevoir plusieurs fois, disait en 1765 l'intendant au « subdélégué de Vitry, — que les curés des paroisses de Champagne exigent de « leurs habitants des logements dont la dépense devient trop à charge aux « peuples : en conséquence, je suis dans l'intention de n'accorder à l'avenir « aux curés que les logements indispensables... » — En 1774, Turgot demanda à l'intendant Rouillé d'Orfeuil quelle était la jurisprudence établie dans sa généralité pour les réparations des presbytères : « L'usage établi dans cette « province par rapport aux réparations des presbytères, répondit l'intendant, « est conforme à ce qui est prescrit à cet égard par l'édit de 1695. Les curés ne « sont assujettis qu'aux réparations menues et usufruitières, et à l'égard des « décimateurs ils ne contribuent à aucune de ces réparations pour raison de « leurs dîmes... » (*Arch. de la Marne, C, 1797.*)

(1) Outre les droits de hallage, minage et mesurage que payaient les cultivateurs de Rouffy en menant leurs récoltes au marché de Vertus, ils devaient encore au chapitre de Saint-Jean de cette ville un *droit de gîte*, redevance annuelle et perpétuelle de 4 livres, confirmée et reconnue par diverses sentences et décisions des 17 septembre 1481, 14 juin 1493, 19 mars 1566 et 19 décembre 1729. (*Arch. de la Marne, G, 1489.*)

SAINT-AMAND

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Saint-Amand (1) était composé de 285 feux. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence d'Étienne NOLIN, lieutenant en la justice du lieu. — Le procès-verbal constate la présence de Noël Nicaise, Étienne Richez, Paul Baliai, P.-Jean-Baptiste Camus, Jacques Grabut, Jean-Baptiste Menissier, Antoine Menissier, Toussaint Hérard, Nicolas Lapôtre, Louis Nolin, Louis Oudinot, Pierre Lecherme, Louis Bourgeois, Nicolas Hérard, Claude-François Meleau, Jean-Joseph Bourlier, Nicolas Nolin, Claude Richez, Louis Roussel, Jean-Pierre Richez, Claude Leblanc, Claude Jacquinet, Remy Gougelet, Nicolas Suard, Paul Bourgeois, Nicolas Henry, Philippe Songy, Claude Menissier, Jean Blanchard, Jean Mahout, Pierre Lapôtre, Claude Henrion, Nicolas-Pierre Oudinot, syndic, Vincent Marquaire, Pierre Mahout, Jean-Baptiste Nolin, Jean-Louis Bourgeois, Nicolas Mahout, Nicolas Portier, Claude-Philippe Delaval, chirurgien, et encore, d'après les signatures du procès-verbal et du cahier, J.-P. Vauthier, Prignet, Claude Deladroye, Saulnois, greffier, Thiroux, J.-Y. Devarenne, Jean-Baptiste Richez, Jacques Lambert, Jean-Baptiste Roussel, C.-F. Périnet, Jacques Lequeux, Joseph Mollé, Louis Lapôtre, Prignet, Antoine Richez, J.-C. Thiroux. — Les trois députés furent Noël NICAISE, Nicolas LAPOTRE, Jean-Louis BOURGEOIS.]

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 232. Cahier, dossier c, pièce 112 : 10 pages cotées et paraphées par Nolin ; visa d'un commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 677* : Administration de la communauté ; ponts ; comptes des syndics ; procès pour la vaine pâture. — *C, 899 et 964* : Impositions. — *C, 1038* : Capitation. — *C, 1615* : Corvées. — *C, 1894 et 2892* : Église et presbytère. — *C, 2442* : Rébellion envers les commis des tailles. — *C, 2459* : Cour des aides. — *C, 2470* : Incendie de 1740. — *G, 125, 126, 127 et 398* : Cure. — *G, 415, 424, 462, 493, 585, 624 et de 655 à 661* : Biens et droits du chapitre de Saint-Étienne de Châlons, seigneur et décimateur. — *G, 861* : Terres de la Congrégation ; — etc.

— Saint-Amand appartenait à l'élection de Vitry-le-François ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 254 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 399 hommes, 390 femmes, 104 garçons et 94 filles, soit 987 habitants. — En 1787, on en comptait 1,051, dont 72 laboureurs, 125 vignerons, 7 manouvriers, 9 tisseurs, 35 veuves. (*Arch. de la Marne, C, 427 et 430. — Dr LANGLET : La population de Vitry-le-François et de son arrondissement, op. cit.*)

CAHIER

Les habitants de Saint-Amand, assemblés aux sons de la cloche, à l'issue de la messe paroissiale, le 8 mars 1789, par Nicolas-Pierre Oudinot leur procureur-syndic (1), présidés par M. Étienne Nolin, lieutenant en la justice dudit lieu, en conséquence du règlement fait par le Roi, du 24 janvier de la présente année, qui permet aux habitants des villes, bourgs et villages, de faire connaître leurs plaintes et doléances à Sa Majesté, ainsi que de faire telles observations qu'ils jugeront nécessaires pour le bien de l'État et le bonheur des peuples, sur les abus qui se commettent dans la perception des finances, ainsi que pour nommer des députés à l'assemblée générale du bailliage, lesquels députeront aux États généraux.

Verser les deniers de l'impôt presque sans frais est l'unique moyen de mettre le niveau dans le délabrement de la finance et de rendre le peuple heureux.

Pour y parvenir, il faut abolir totalement les impôts dont la perception est des plus dispendieuse : tels sont ceux sur le sel, le tabac, les entrées et sorties des villes situées dans l'enceinte du royaume, sur les diverses boissons, les cuirs, les fers, les bouchers, les amidonniers, les divers droits de contrôles, le timbre, etc.

Le sel, cette production dont l'auteur de la nature a fait présent aux hommes, est une des choses les plus nécessaires à leur subsistance ; mais l'impôt exorbitant dont on l'a surchargé met les pauvres hors d'état d'en pouvoir faire usage. Il faut donc que le misérable soit privé d'une denrée si précieuse et si nécessaire. Si le sel était marchand, les savants s'occuperaient à fournir des

(1) Des incidents accompagnèrent maintes fois la nomination des syndics de Saint-Amand. En 1770, les notables habitants du lieu dénoncèrent à l'intendant une cabale « formée pour perpétuer le sieur Hérard dans les fonctions de syndic, requérant déclarer nulle l'élection qui a été faite dudit Hérard, le 26 décembre 1769 » ; ils exigèrent qu'on procédât à une nouvelle élection ; ils accusèrent, en outre, le syndic de n'avoir fait aucune diligence pour se procurer le rôle des tailles de la présente année 1770 et demandèrent que le rôle de répartition fût incessamment remis aux mains des collecteurs. Un nouveau syndic fut nommé. — Mais ce dernier, un sieur Pasqueron, réclama, en 1772, contre sa réélection par les habitants, et s'adressa à l'intendant pour être déchargé de cette charge « source de peines onéreuses dans une paroisse de 300 feux » ; il invoquait à l'appui de sa requête qu'il avait précédemment rempli l'emploi de collecteur et exerçait encore celui de marguillier. (*Arch. de la Marne, C, 677 et 839.*)

mémoires au public pour en étendre l'usage jusqu'aux bestiaux ; qu'on verse de l'eau salée ou de l'urine sur le chaume, les bêtes armailles (1) en mangent jusqu'à la racine ; c'est un exemple que nous avons sous nos yeux ; quel désavantage ne résulte-t-il pas à cause de cet impôt ; des millions d'hommes ne s'exposent-ils pas à aller chercher du faux sel. Qu'arrive-t-il de cette contrebande ? Des procès faux ou vrais, des duels, des meurtres, des malheurs de toutes espèces. L'affaire de Laval, en Normandie, rapportée dans le bureau qu'a présidé Monsieur, dans l'assemblée des notables, en est une preuve : il y est rapporté que des employés de la ferme, poursuivant une troupe de faux-sauniers, les atteignirent sur un étang glacé ; le combat s'engagea, la glace s'enfonça sous leurs pieds, tous ceux qui ne furent pas tués furent noyés (2).

Il résulte encore un autre inconvénient de la cherté excessive du sel : ce sont les salines qu'on a établi dans diverses provinces du royaume ; ces salines, qui consomment par jour chacune cent cordes de bois, mettent la cherté à une denrée dont personne ne peut se passer, et si les choses continuent, on le vendra bientôt à la livre.

Les grandes forges qui se multiplient toujours et qui consomment aussi considérablement de cette denrée, en augmentent excessivement le prix. Il conviendrait donc de supprimer totalement les salines et une partie des grandes forges, dût-on en défendre l'exportation des fers chez l'étranger (3).

L'impôt sur les vins, eaux-de-vie et autres boissons, n'est pas moins exorbitant que l'impôt sur le sel, et même il est des cas où l'impôt est plus considérable que le principal ; en voici un exemple : le nommé Nicolas Lapôtre a vendu quatre poinçons de vin gâté à un nommé Éloi Vasset, bouilleur audit lieu, au

(1) *Bêtes armailles* ou *almailles*, bêtes à cornes. Ce mot se prenait tantôt collectivement pour signifier le gros bétail, tantôt individuellement pour désigner une tête de gros bétail, un bœuf, une vache, un cheval, un âne. (GODEFROY ; *Dict^{re}*, ouv. cit.)

(2) Cf. *Procès-verbaux des séances du 1^{er} bureau de l'Assemblée des Notables, de 1787, présidé par Monsieur* (Arch. Nat., C 1³). — A la séance de ce bureau du 23 mars 1787, alors que, depuis le 15, on discutait sur les réformes à apporter dans l'administration de la gabelle, le comte de Provence, président, lut « son avis motivé » sur cette question et raconta, comme ci-dessus, l'événement de Laval.

(3) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, et Dampierre-sur-Moivre, page 249.

prix de cinq livres le tout, et il a payé, de ferme, cinq livres onze sols six deniers, papier compris, ainsi qu'il est démontré par la quittance de droits d'aides ci-jointe ; c'est dans cette partie de la finance qu'on voit naître des procès injustes sans nombre dont le détail serait trop long (1).

Mais comme il est essentiel que les douanes subsistent sur les frontières pour empêcher l'entrée et la sortie des diverses marchandises, il conviendrait de reculer les barrières qui sont dans l'enceinte du royaume, et par là on serait dégagé des entraves qui gênent le commerce, et les diverses marchandises qui servent aux fabriques, presque toutes ruinées à cause de l'importation des denrées permises à l'étranger, reprendraient une nouvelle vigueur.

A l'égard du contrôle, on convient qu'il est essentiel pour empêcher les fausses dates ; on peut le conserver en payant un prix modique et égal pour tous les actes, c'est-à-dire que tous les actes qu'on jugera devoir être assujettis au contrôle paieront tous la même taxe, comme dix à douze sols chacun, tels que toutes les ventes, soit par notaire, soit sous signatures privées,

(1) Voici la pièce originale, sur formule imprimée du bureau des aides, et qui se trouve épinglée en cet endroit du cahier de Saint-Amand :

DIRECTION DES AIDES

BUREAU DE SAINT-AMAND

Gros	» 5 ^s »
Augmentation.....	» 1 ^s 8 ^s
Jauge et courtage	2 ^s » »
Courtiers-jauges.	1 6 »
	3 12 8
Dix sols pour livre.. ..	1 16 4
[Timbre du papier.] ..	» 2 6
TOTAL	<u>5^s 11^s 6^s</u>

Reçu de Nicolas Lapôtre le jeune, demeurant à Saint-Amand, la somme de cinq livres onze sols six deniers pour les droits ci-dessus détaillés, de la quantité de quatre poînçons de vin gâté qu'il a déclaré provenir de la récolte mil sept cent 85 qu'il a cejourd'hui vendu en gros à Éloi Vasset, bouilleur demeurant à Saint-Amand, à raison de 5 livres le tout, suivant la déclaration demeurée au registre, numérotée de ce même nombre, sauf plus haut prix et plus grande quantité, autres droits et actions. Fait au bureau des aides de Saint-Amand, ce huit jour du mois de janvier mil sept cent quatre-vingt-sept.

VAUTIER-ROUSSEL.

Le terroir de Saint-Amand était, à cette époque, planté en vigne : en 1773 on en comptait 476 arpents, mesure de Paris, soit 163 hectares, alors qu'aujourd'hui il en reste à peine cinq ; c'est donc une perte de 96,9 %. Ces vignes produisaient, année commune, un millier de muids de vin ; en 1773, la récolte baissa cependant à 520 muids. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430*. — LANGLET : *op. cit.*, page 41.)

les échanges, les transactions, les exploits, les sentences, les billets, etc.

N'ayant aucun égard pour les droits aux sommes y portées et qu'on donne aux actes sous-seings privés la même force que ceux faits par notaire, étant contrôlés.

Lorsqu'une personne qui ne sait pas signer voudra se passer de notaire, qu'elle fasse faire son acte par devant deux témoins, lesquels signeront en place de celle qui ne saura pas signer, sera déclaré bon, valable étant contrôlé, et que les témoins soient les proches parents du vendeur ou du redevable, et en supprime cette foule d'impôts du contrôle, la ruine de la veuve et de l'orphelin, impôts qui forment un cahot ténébreux dont il y a peu de gens, même de ceux commis pour en faire la perception, qui sachent en tirer les droits ; de là, les contrôleurs, dans des cas obscurs, prennent toujours plus que moins. Il conviendrait que le produit de cet impôt fût au profit de la province.

Il règne encore dans les villes, bourgs et villages, une peste publique : les huissiers-priseurs. Des pauvres enfants ont-ils perdu ce qu'ils ont de plus cher ? On voit ces hommes, l'horreur de l'humanité, se transporter chez ces orphelins pour en inventorier les effets, s'arroger cinquante sols par lieue de voyage ; ils font deux séances de deux heures chacune, moyennant neuf livres ; l'inventaire fait, ils viennent faire la vente, et toutes leurs démarches leur sont payées toujours à cinquante sols par lieue ; pour faire la vente des effets, il leur faut encore un notaire qui leur sert de scribe, et aussi à neuf livres par jour ; ensuite, quatre deniers pour livre du prix de la vente, et enfin le contrôle ; quoiqu'il ne leur soit par permis de manger dans la maison où ils font la vente, ils ne vont pas vivre ailleurs ; la vente faite, ils obligent les redevables à leur porter les deniers dans leur domicile et, ces deniers, ils les gardent souvent un ou deux ans sans qu'on en puisse rien arracher, et par là, les créanciers ne sont point payés. Sur un pareil tableau, dicté par la vérité, ne doit-on pas supprimer des hommes si pernicious et leur rembourser leur charge ? Qu'on établisse une loi dans notre bailliage comme elle existe dans celui de Vitry pour les inventaires (1) ; qu'on fasse une description en présence des parents,

(1) L'arrêt du parlement du 22 août 1742 (cité en note au cahier de Cernon, page 123), « gardait les notaires royaux aux bailliage et prévôté de Vitry dans le droit de faire seuls tous les inventaires ».

tant paternels que maternels, fait double, dont le tuteur en tiendra un et le curateur l'autre, et dans le cas où il est nécessaire de procéder à la vente, qu'on la fasse faire par le sergent du lieu ; alors cela épargnerait des frais considérables aux pupilles (1).

A l'instar de plusieurs provinces du royaume, nous demanderions que la Champagne se gouverne par elle-même ; que notre monarque nous fit savoir combien il retire de net de cette province ; alors nous nous soumettrions de verser dans le trésor la pareille somme et d'augmenter même la finance jusqu'à l'extinction du déficit ; pour y parvenir, il faudrait racheter la gabelle et rendre le sel marchand, et racheter aussi les droits d'aides, de contrôle et autres.

A l'égard du rachat de la gabelle, comme tous les individus font usage du sel, il conviendrait que ce fût par une capitation qui pourrait monter à trois livres par tête, et les enfants de huit ans n'y seraient pas compris ; cependant il serait injuste que le pauvre payât par tête autant que le riche, attendu qu'il est presque toute l'année journalier chez les personnes opulentes, et en conséquence consomme le sel du riche et épargne le sien ; il conviendrait donc, pour établir l'équité dans ce rachat, par exemple, que celui qui supporterait quarante livres d'imposition à la taille paie le rachat au taux ordinaire de trois livres ; que celui qui en supporterait cinquante livres payât trois livres dix sols ; que celui qui en supporterait soixante livres payât quatre livres et au-dessus à proportion de sa taille, et que celui qui n'en supporterait que trente livres ne payât que cinquante sols ; que celui qui n'en supporterait que vingt livres ne payât que quarante sols et au-dessous à proportion (2), ou que le rachat se fasse dans les salines.

Quant au rachat des aides et contrôle, quoique l'impôt territorial soit un obstacle au cultivateur, pourvu que cet impôt tombe sur le propriétaire, nous y consentons, sinon qu'on établisse un impôt sur les vignes, sur les bouilleurs, sur les cabaretiers, les bouchers, les tanneurs et autres qui paient des droits d'aides sur leur fabrique et leur commerce ; si cela est insuffisant, on peut prendre le surplus sur les tailles et les ving-

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Le reste de cette phrase : « ou que le rachat se fasse dans les salines » a été ajouté d'une autre écriture.

tièmes ; par ce moyen, la Nation profiterait de ces fortunes immenses que font les financiers, ainsi que des appointements et pensions qu'on paie à tous les suppôts de la ferme et de la régie.

Nous approuvons les vues bienfaisantes de notre souverain, quant à la conversion des corvées en nature, à celle qui se fait aujourd'hui par argent ; mais nous estimons que la justice serait encore mieux observée en établissant des bureaux de distance en distance sur les grandes routes, pour faire payer des péages suffisants à tous les voituriers passant sur les routes, et ce à raison de tant par cheval ; alors les entretiens des routes seraient payés par ceux qui les écrasent (1).

Nous estimons que le projet du monarque dans l'extension donnée aux présidiaux et à l'établissement des grands bailliages est très louable ; nous en demandons donc le rétablissement (2) ; nous demandons aussi, dans le nouveau code de lois, qu'il y soit arrêté que tous les procès pendant à ces cours soient jugés de sa demande, en lui accordant un recours contre son procureur ou avocat si c'est de leur faute, ou contre les juges si les procureurs et avocats ont fait leur devoir ; nous demandons, en outre, que les jugements par appointements ou à mettre par délibérés se rendent sans épices.

Un bon moyen, dont nous avons parfaite connaissance, pour augmenter les revenus du Roi, c'est qu'il rentre dans ses domaines ; nous avons sous les yeux des fermiers des domaines qui louent, les uns mil trois cents livres et qui retirent neuf mille livres, d'autres qui n'ont affermé qu'un huitième de ce qu'ils retirent. Un autre moyen, non moins utile que le premier, c'est de réduire les moines et autres communautés, religieux et religieuses à une somme de cinq cents livres par tête, ce qui serait bien honnête pour vivre en commun, tandis qu'on voit de ces sortes de moines avoir trois mille livres à dépenser chacun, ce qui est la cause qu'ils déshonorent l'état ecclésiastique et se rendent le scandale du public. En les réduisant à une somme modique, ce serait le moyen de les faire sages malgré eux, et le pauvre, sous sa chaumière, couvert de haillons, mourant de

(1) Voir les cahiers de Condé-sur-Marne, page 190, et Fromentières, page 309.

(2) Voir le cahier d'Èvres, page 279.

froid et de faim, ne peut s'empêcher de murmurer contre ces sortes de religieux qui, dans le principe, menaient une vie sainte et retirée, toujours occupés à la prière et à la contemplation, couverts de cilice et dans une pénitence continuelle; mais depuis qu'ils sont devenus opulents, ils ne pensent plus à leur institution primitive, logés dans des petits palais, toujours table ouverte où sont à deviser des personnes de différents sexes; voilà qui est terrible (1)!

Un autre abus, non moins essentiel que les deux précédents et qui serait d'une grande économie, ce serait, dans un temps de paix, de renvoyer les trois quarts des officiers et soldats chez eux, sans paie et sans être décorés des habits du Roi, surtout ceux qui sauraient bien faire les évolutions militaires; choisir ceux dont les parents ont de l'ouvrage pour les occuper; nous voyons autour de nous des semestres (2) se parer tous les jours de l'habit que le Roi leur donne, mener pendant le temps de

(1) La seigneurie et la justice de Saint-Amand appartenaient au chapitre de Saint-Étienne de Châlons qui les tenait d'une donation faite en 1103 par Gui de Possesse et confirmée par Henri 1^{er}, comte palatin de Troyes, et par bulle du pape Pascal II, du 29 mai 1107 (*Arch. de la Marne*, G, 462). Depuis, le chapitre avait acquis, par d'autres donations ou par vente, la plus grande partie des biens du terroir de Saint-Amand (*Ibid.*, G, 655 et 656). Il possédait aussi des prés et des vignes (*Ibid.*, G, 659), les moulins de la Folie, du Ruet, de Laitre ou du Sous-Chantre, de Husson ou de la Chaise, etc. (Titres : *ibid.*, G, 657 et 412); il percevait, après transaction avec les abbayes de Saint-Pierre-aux-Monts et de Cheminon du 7 mai 1434, toutes les dimes de la contrée : menue dime des agneaux à la 13^e (sentences des 24 septembre 1474 et 17 août 1566); dime des blés, d'abord à la 15^e gerbe (sentence des requêtes du Palais du 12 août 1605), puis à la 16^e, et celle des mars à la 21^e gerbe (arrêt du parlement du 9 février 1608), dime du vin qui se payait en nature à la 16^e et fut convertie en une redevance de 20 sols par journal de terre (transactions des 2 septembre 1611, 20 janvier 1621, et reconnaissance du 30 janvier 1764); les novales et le gros de la cure de Saint-Amand (1698); les censives seigneuriales, les lods et ventes, le droit de pressoir abandonné aux habitants moyennant une redevance annuelle et perpétuelle de 60 s. t. (5 novembre 1402; reconnaissance de 1743 et 1783) (*Arch. de la Marne*, G, 658 et 660); le droit exclusif de la chasse et de la pêche (ordonnance du 7 août 1705 : *Ibid.*, G, 585). Par lettres de chancellerie en date du 10 mai 1749, le chapitre obtint un terrier de sa seigneurie qui fut dressé en 1750 (*Ibid.*, G, 661).

Une commanderie du Temple, transformée en une commanderie servante de l'ordre de Malte, exerçait aussi des droits sur la région (*Ibid.*, G, 655). — La congrégation possédait des terres à Saint-Amand (*Ibid.*, G, 861).

(2) Se disait des officiers ou soldats qu'on envoyait passer le quartier d'hiver chez eux ou ailleurs. Ces congés n'étaient pas pour cela de six mois. (*Dictionnaire de Trévoux*, ouv. cit.)

leur congé une vie scandaleuse et libertine, et cela parce qu'ils attendent un décompte en arrivant au régiment ; ne peut-on pas les mettre sur le pied des officiers et soldats de milice ? Cet objet ferait une épargne de plus de vingt millions par an et au-dessus, et les deux précédents formeront une augmentation au moins d'une pareille somme : ce serait un sûr moyen de remplir le déficit sans surcharger les peuples.

La Noblesse du temps jadis levait des légions à son compte pour aller combattre les ennemis de l'État : il était juste que les souverains leur accordassent des privilèges pour les récompenser ; mais aujourd'hui que ces charges onéreuses pour cet ordre ne subsistent plus, et qu'au lieu de payer, ils sont eux-mêmes gracieusement (1) payés, et que même on leur accorde des pensions, c'est avec justice que leurs privilèges doivent cesser : qu'on les fasse entrer dans les rôles des impositions suivant leurs revenus ; cette classe opulente ne s'est pas contentée des privilèges que les souverains leur avaient accordés ; ils les ont encore augmentés du temps des guerres civiles. Tous ces messieurs étaient logés dans des châteaux fortifiés ; ils retiraient les habitants de leurs villages dans leurs forts pour les garantir des incursions des parties courantes, mais à condition qu'ils leur faisaient faire des reconnaissances par lesquelles ces habitants leur accordaient des droits de censives et de lods et ventes, des corvées, des redevances d'un septier de froment par cheval ; ne peut-on pas regarder ces reconnaissances arrachées de la plume */sic/* des pauvres misérables habitants de campagne comme une tyrannie ? C'est donc avec équité que nous en demandons la suppression ; par la même raison nous demandons aussi la suppression de la franchise de toutes villes qui ont des privilèges.

Et comme, sur le rôle des vingtièmes, tous les propriétaires sont imposés dans le lieu où sont situés les biens, nous demandons aussi qu'il en soit de même au rôle de la taille.

A l'exemple de l'Angleterre, nous demandons qu'on impose des impôts sur le luxe.

Il règne encore un abus en France qu'on peut supprimer sans que personne en souffre : c'est l'inégalité des mesures, tant le boisseau que la pinte, ainsi que les poids et l'aune ; il serait

(1) Pour « grassement payés ».

très utile pour le commerce et pour le cultivateur de rendre toutes ces parties égales dans toute l'étendue du royaume.

Il se trouve, dans le royaume, des provinces qui ont des privilèges et d'autres qui n'en ont pas. Ne sommes-nous pas tous enfants du même père et sujets du même souverain ? Pourquoi cette prédilection ? Nous demandons la proportion égale entre tous les sujets de la souveraineté.

La plus forte de toutes nos doléances, c'est de dépeindre le malheur que nous avons d'habiter la plus pauvre province de toutes celles qui composent l'empire français : c'est avec justice qu'on a démontré à M. de Sens (1) que la pauvre Champagne payait plus d'impôt qu'elle n'avait de revenu ; il n'y a personne qui soit plus en état de le démontrer que les habitants de Saint-Amand : selon le rôle tarifé, les revenus ne sont portés qu'à douze mille livres, et nous payons en taille, capitation, accessoire, vingtièmes et corvées, la somme de douze mille deux cents livres (2) ; c'est donc, d'après la seule industrie des habitants que l'on peut subsister ; le manouvrier, qui est porté à soixante-dix livres de produit, paie quinze livres d'industrie : qu'on juge, s'il est père de famille, comment il peut subsister ; le laboureur qui laboure d'une charrue ne paie point d'industrie à cause qu'il est occupé entièrement et ne peut rien gagner chez autrui : cela paraît juste, mais il est de la plus grande injustice qu'un vigneron qui a assez de vignes pour s'occuper, ne gagnant pas un sol ailleurs, paie une industrie entière.

Telles sont les humbles, respectueuses remontrances des habitants de la paroisse de Saint-Amand ; elles sont dictées par le désir le plus sincère de la prospérité de l'État, du Roi et de tous les citoyens.

Nous demandons la suppression des étalons.

Nous demandons qu'il y ait une diminution dans le génie.

(1) Cf. « Lettre à M. de Brienne, chef du Conseil des finances, 1787 », et aussi « Exposé des principaux vices de l'administration dans les provinces : à Monseigneur Loménie de Brienne, archevêque de Sens, principal ministre ». (S. l. n. d., in-8°. — *Biblioth. Nat.*, Lb⁹ 369).

(2) *Arch. de la Marne*, C, 899 et 964 : Impositions de Saint-Amand ; rôles. En 1779, en ne comptant que la taille, les accessoires et capitation, on arrivait déjà au chiffre de 7,715 livres. — Tableau des revenus et charges de la communauté de Saint-Amand en 1788. (*Ibid.*, C, 677.)

Ce qui a été fait et arrêté à l'assemblée, ce 8 mars 1789; ont, lesdits députés et habitants comparants dont le cahier a été fait en ladite assemblée, signé avec nous.

NICAISE, Nicolas LAPOTRE, N.-P. OUDINOT, syndic, J.-L.

BOURGEOIS, VAUTHIER, etc.

(42 signatures.)

SAINT-ÉTIENNE-AU-TEMPLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Étienne-au-Temple (1) était composée de 64 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de François MACHET, lieutenant en la justice. — Le procès-verbal constate la présence de Louis Vitry, Louis-Memmie Machet, Pierre Vitry, Charles Lorinet, Claude-François Blanche le jeune, syndic, Louis Blanche, Louis Lorinet, Claude Machet, Nicolas-Philbert Lorinet, Nicolas Remy, Louis-Étienne Machet, Jacques Remy, Nicolas-Pierre Lorinet « et autres habitants », dit le procès-verbal, dont, d'après les signatures, C. Périn, J. Machet, J. Machet, L.-Benoist Lorinet, D. Joppé, J.-François Machet, Louis Mestrude, C.-F. Blanche, C. Vitry. — Les députés furent Jean MACHET et François MACHET.]

CAHIER

Cahier (2) de doléances pour les habitants et communauté de Saint-Étienne-au-Temple.

Nous avons un revenu de 5,385[#] 15^s, y compris 953[#] d'industrie, sur lequel les impôts sont tirés, ci 5,385[#] 15^s »

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b., pièce 233. Cahier, dossier c, pièce 80 : 3 pages non cotées, ni paraphées; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 691 : Administration de la communauté; comptes des syndics. — C, 900 et 948 : Impositions. — C, 1594 : Corvées. — C, 1671 : Pont sur la Vesle et chaussée de Châlons à Suippes (1770-1773). — C, 1895 : Église et presbytère. — G, 105, 148 et 1852 : Cure. — G, 664 : Dîmes et censives appartenant au chapitre de Saint-Étienne de Châlons; — etc.

— Saint-Étienne-au-Temple appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 64 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 102 hommes, 114 femmes, 28 garçons et 26 filles, soit 270 habitants.

(2) Le cahier de Cheniers et celui du Fresne ressemblent à celui de Saint-Étienne-au-Temple. Tous trois commencent par l'exposé des impositions de la communauté. Mais, tandis que les considérations générales qui suivent sont

Nous payons :

Pour taille principale (1) ..	893 ^s	15 ^s	»	}	3,132 ^s	17 ^s	2 ^a
Pour accessoires.....	723 ^s	12 ^s	8 ^a				
Pour capitation.....	657	»	»				
Pour corvées.....	388	9	6				
Pour vingtièmes	470	»	»				

Ainsi, nous payons au Roi les deux tiers du revenu de nos biens et de nos bras.

Cette surcharge effrayante fait désertier nos campagnes ; nos enfants, lassés de notre misère, cherchent tous les moyens d'en secouer le joug et préfèrent même l'état avilissant de la domesticité ; de là le découragement pour l'agriculture (2).

Notre territoire est si peu d'étendue qu'il nous est impossible de faire de nourris ; depuis le parcours, les villages voisins viennent jusqu'aux abords de notre village, quoique à nous les terres, ce qui nous fait un grand tort (3).

M. Picot de Dampierre [est] notre seigneur commandeur, depuis onze ans ; son régisseur fait valoir les deux tiers de grosse et menue dime au nom dudit seigneur commandeur ; de tout temps immémorial, elles ont toujours été louées à plusieurs habitants de la paroisse qui payaient deux cent cinquante livres de taille et, depuis onze ans qu'il les fait valoir, la taille est restée dans la paroisse, [ce] qui fait un tort considérable (4).

De même que moitié des terres de son fief de La Neuville-au-Temple, contiguës aux nôtres, elles ont toujours été perçues par plusieurs habitants de Saint-Étienne qui payaient tailles : son

absolument les mêmes dans les deux premiers cahiers, celui de Saint-Étienne ne leur a guère emprunté que deux ou trois phrases. Nous le reproduisons donc *in extenso*.

(1) Le rôle de 1789 porte, en effet, 893 livres 15 sols de taille et frais de collecte, et 1,380 livres 12 sols 8 deniers d'accessoires et capitation. Le nombre des contribuables était de 88 ; le curé et le commandeur Picot de Dampierre, seigneur de Saint-Étienne, étaient exempts. (*Arch. de la Marne, C, 900 : Rôles de 1770 à 1789.*)

(2) Cette phrase se trouve dans le cahier de Chéniers.

(3) Sur le droit de parcours, voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 50.

(4) Le commandeur Picot de Dampierre, seigneur de Saint-Étienne-au-Temple, décimait avec le chapitre de Saint-Étienne de Châlons. (*Arch. de la Marne, G, 664 : Transaction relative aux dîmes de rapport de Saint-Étienne-au-Temple et Cuperly du 27 octobre 1537 ; transaction du 5 août 1623 et partage de la portion congrue dûe au curé entre les décimateurs (1686) ; haux des grosses et menues dîmes.*)

régisseur les a louées un bail de neuf ans aux habitants de Saint-Hilaire ; il ne nous a paru aucune diminution sur nos tailles pendant ledit bail (1).

Outre ces premiers impôts, nous avons encore les aides, les gabelles et les domaines qui sont autant de charges plus désastreuses encore, parce qu'ils attentent à notre liberté. Nous n'avons pas la faculté de chercher le meilleur marché pour le sel qui est de première nécessité ; si nous faisons usage de vin pour soutenir nos forces, nous le payons un prix trop considérable et au-dessus de nos moyens, à cause des droits d'aides dont la perception est odieuse et même déshonorante pour la Nation, puisque cette troupe d'employés, citoyens comme nous, sont autant d'ennemis qui entretiennent une guerre intestine pour s'enrichir de nos dépouilles. Enfin, sur les denrées pour notre vêtement, et notamment sur les cuirs, il y a des droits qui en augmentent considérablement la valeur. Comment, avec tant de charges, pourrions-nous venir au secours de nos plus pauvres à qui on a retiré la permission de mendier (2) ?

Quelles sont donc les causes de tant d'impôts qui pèsent sur nous, si ce ne sont les franchises et les privilèges ? Pourquoi la Noblesse, le Clergé et les privilégiés, qui possèdent la majeure partie des biens de notre territoire, ne paient-ils pas comme nous ? La Noblesse, comme nous, fait le service de la guerre ; comme nous elle est payée ; les propriétés du Clergé sont gardées comme les nôtres. Pourquoi ne paient-ils pas les troupes comme nous ? En un mot, pourquoi la classe malheureuse serait-elle surchargée et celle plus heureuse ménagée (3) ?

Nous demandons donc un impôt général qui sera supporté par les trois ordres de l'État et qui aura pour base la propriété territoriale de chaque individu (4) ;

Que les aides, les gabelles, les traites dans l'intérieur du royaume et les domaines contrôlés soient supprimés et leurs produits représentés par l'impôt général (5) ;

(1) La commanderie de La Neuville-au-Temple appartient, dès le ^{xiii} siècle, aux Templiers. C'était une des plus importantes de la Champagne. (Voir le cahier de Dampierre-au-Temple, page 244.)

(2) Ce paragraphe se trouve dans le cahier de Cheniers ; la dernière phrase est cependant modifiée.

(3) Ce paragraphe se trouve également dans le cahier de Cheniers.

(4) Phrase du cahier de Cheniers (art. 1^{er} des demandes).

(5) Cahier de Cheniers : art. 4 des demandes.

Que la justice soit rendue dans nos campagnes et que les seigneurs soient tenus d'avoir des officiers résidants et intelligents (1) ;

Que le génie soit supprimé, attendu qu'il est très coûteux pour la campagne, tant pour un presbytère que nous avons été obligés de faire construire que pour une chaussée que le génie nous faisait espérer qu'elle serait au compte du Roi, et elle est très défectueuse, ce qui nous menace ruine (2).

Fait et arrêté par nous, habitants, corps et communauté de Saint-Étienne-au-Temple, en l'assemblée tenue le dimanche 8 mars 1789, pour être remis aux députés par nous choisis par notre procès-verbal de ce jour, à l'effet de présenter le présent cahier en l'assemblée générale du bailliage de Châlons, le 12 du courant.

F. MACHET, C. PÉRIN, J. MACHET, C.-F. BLANCHE, syndic,
J. MACHET, etc.....

(21 signatures.)

SAINT-GERMAIN-LA-VILLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Germain-la-Ville (3) était composée de 123 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent

(1) Cahier de Cheniers : art. 5 des demandes.

(2) Le presbytère de Saint-Étienne-au-Temple a été reconstruit en 1774. Trois ans auparavant, Lechangeur, « architecte du feu Roi de Pologne, » avait dressé un état estimatif des réparations à faire à l'ancien, état s'élevant à 1,572 livres 8 sols. Mais bientôt on décida de le réédifier et un autre état estimatif de 1773 évalua la dépense de ce chef à 4,892 livres 7 sols 2 deniers ; l'adjudication des travaux se fit au prix de 3,600 livres. (*Arch. de la Marne*, C, 1895.)

A la même époque, le génie fit reconstruire, à Saint-Étienne-au-Temple, le pont sur la Vesle pour la chaussée de Châlons à Suippes ; l'adjudication de 1770 s'éleva à 5,460 livres ; pour le paiement de cette dépense, les communautés voisines de Vadenay, Dampierre, Saint-Hilaire-au-Temple, Somme-Sulpe et Somme-Py avaient été imposées ; sur leur réclamation, une ordonnance de l'intendant les déchargea de cette imposition. (*Ibid.*, C, 1671.)

(3) *Arch. dép. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, *doss. b*, pièce 234. Cahier, *dossier c*, pièce 95 : 7 pages cotées et paraphées par Nicolas-François Thibault ; visa de Thomas).

sous la présidence de Nicolas-François THIBAUT, lieutenant ordinaire en la justice de Saint-Germain-la-Ville. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Gobillard, Claude Le Blanc, Pierre Thiébault, Pierre-Nicolas-François Thibault, Pierre-Charles Thibault, Nicolas Joannès, Pierre-Charles Gobillard, Louis-Auguste Hardy, greffier, Jean-François Thiébault, Philippe Gaignette, Jean-Baptiste Thiébault, Claude Royer, Pierre Choiset, syndic, Jean Béguin, Louis-Charles Thibault, Jean-Nicolas Masson, Jean-Baptiste Person, Jean-Baptiste Guéry, Nicolas Gobillard l'ainé, Pierre Person l'ainé, Nicolas-François Choiset, Louis Appert, Nicolas-François Joannès, Pierre-Charles Jacquet, Pierre Girardin, Nicolas Valleré, Pierre-Louis-Antoine Thiébault, Philippe Gérard, Nicolas Gobillard le jeune, Jean Écoutin, Jean Drouin, Claude Choiset, Pierre-Claude Person, Jean Gobillard, Pierre-Charles Person, Louis-Antoine Thibault, Pierre Mathieu, Jean Chennevier, Jean-Baptiste Étienne, Pierre Person le jeune, Louis Henriet, Nicolas Brochain, Claude Bourguin, Nicolas Person, François Morel, Germain Thibault, Jacques Rousselet, Jean-Baptiste Person, Jean-Thomas Picart, Claude Libéra, Nicolas Collard, Jacques Drouin, Adrien Thévenier, Memmie Joly, Nicolas-François Brochain, Jean Bourgeois, Jean-Barthélemy Chennevier, Joseph Neveux, Charles Delaval, Jean Hénault, Nicolas-Étienne Gobillard, Nicolas-Étienne Person, Philippe Lenoir, Jean-Baptiste Gobillard, Jean Bouché. — Les députés furent le président, Nicolas-François THIBAUT, et Pierre-Nicolas-François THIBAUT (1).]

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 691 : Administration de la communauté; école; usages; comptes des syndics. — C, 901 et 948 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1046 : Vingtièmes. — C, 1594 : Corvées. — C, 1836 : Église, presbytère et cimetière. — C, 2894 : Protestants. — G, 34, 105, 148, 1852 : Église; cure; dîmes. — G, 10, 53, 58, 200 et 201 : Biens de l'évêché; cens et ferme; nomination des prévôts. — G, 451, 662 : Biens du chapitre de Saint-Étienne. — G, 1101, 1202, 1719 et 1769 : Biens des églises de N.-D.-en-Vaux, de la Trinité, de Saint-Alpin et de Saint-Loup de Châlons; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — LÉON COLLARD : *Histoire de Saint-Germain-la-Ville* (Châlons, imp. Le Roy, 1887, in-8° de 164 pages).

— Saint-Germain-la-Ville appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 123-feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 177 hommes, 201 femmes, 49 garçons et 39 filles, soit 466 habitants.

(1) La famille Thibault occupa de père en fils, pendant un siècle environ, la fonction de lieutenant en la justice de Saint-Germain-la-Ville. — Les deux députés étaient père et fils; ils devinrent successivement juge de paix du canton de Marson, le premier de 1790 à 1800, le second de 1800 à 1812. — Pierre-Nicolas-François fut maire de 1790 à 1800, avec une interruption de quelques mois en 1794-1795.

CAHIER

Cahier des doléances pour la communauté de Saint-Germain-la-Ville, pour être présenté à l'assemblée générale à Châlons, le 12 mars 1789.

Le terroir de Saint-Germain-la-Ville a une petite lieue de longueur sur un quart de largeur.

Le village est sur la Marne, au couchant, et pour ainsi dire au niveau de cette rivière. Sa mauvaise situation souffre, au débordement des eaux, bien des inconvénients : il est inondé et, après que les eaux sont retirées, les bâtiments s'écroulent pour la plupart ; on en a tous les ans des exemples (1).

Les héritages qui sont entre le village et la Marne fournissent les pâturages qui sont en petit nombre, et le reste qui est en terre, qui est en partie ajaux, s'est, depuis quelques années, dégradé par les eaux (2).

L'autre partie du terroir, qui est au levant et en pente, a été, dans ses meilleures contrées (en 1786), si fatiguée par la grêle et la trop grande abondance des pluies, qu'il y a des terres qu'on ne peut plus cultiver, et les autres beaucoup diminuées pour le rapport.

La communauté n'a qu'un revenu bien modique ; elle ne peut supporter toutes ses charges (3).

Les réparations de l'église, qui sont pour ainsi dire tout entières à sa charge, le presbytère et les ordres que MM. les

(1) Voir dossier : « Grêle et orages » (*Arch. de la Marne, C, 1698* et suivants) ; inondations (*Ibid., C, 1971* et suivants). — A la suite des débordements de la Marne, il fallait refaire par corvée les rues du village (*Ibid., C, 691*).

(2) Pour le terme « ajaux » ou « ajot », voir le cahier d'Ablancourt, page 28. — On comptait, sur le terroir de Saint-Germain-la-Ville, 1,200 arpents de terres labourables, 10 de bois, 6 de vignes, 6 de prés, 30 de jardins, 200 de terres incultes et 8 d'usages servant pour la pâture des bestiaux. — Le terroir était assez bon pour la culture : il rapportait, année commune, 2,500 boisseaux de froment (2 fois la semence), 4,000 de seigle (même proportion), 2,496 d'orge (3 fois la semence), 6,000 d'avoine (*Ibid.*), et 125 de sarrasin (4 fois la semence). — Les vignes ne fournissaient guère que 7 muids en moyenne. (Dénombrement de 1773. — *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(3) Procès-verbaux d'adjudication à loyer des usages communaux. Des contestations s'élevèrent entre la communauté de Saint-Germain-la-Ville et celles de Mairy-sur-Marne (24 septembre 1783) et Togny-aux-Bœufs (27 avril 1785) au sujet des limites des usages respectifs de chacune d'elles dans les prairies de la Marne. (*Arch. de la Marne, C, 691.*)

intendants n'envoient que trop souvent, absorbent les revenus de manière qu'une réparation d'une voûte à l'église, ou autre, fait cotiser les habitants (1).

Nous, qui portons le poids des impositions, osons recourir aux États généraux pour leur exposer la multitude de subsides sous lesquels nous gémissons ; l'énumération seule des objets pour lesquels la taille est imposée fera gémir les bons français :

Taille réelle, taille personnelle, taille de propriété, taille d'exploitation, taille pour la maréchaussée, taille pour l'entretien des pauvres dans les maisons de force, taille pour l'habit des miliciens, taille pour les ponts et chaussées, industrie, capitation, etc. Enfin, ce petit espace de territoire paie, de ces impôts, tous les ans, sept à huit mille livres (2).

1. — Ce qui augmente la misère des cultivateurs, c'est qu'ils sont obligés, quoiqu'ils ne soient que fermiers, de payer toutes ces impositions, tandis qu'ils ont sous leurs yeux des privilégiés, des ecclésiastiques qui, faisant valoir par eux-mêmes et louant même les dîmes des décimateurs qui ne paient aucun de ces impôts, tandis que les ecclésiastiques ne devraient s'occuper que de leur ministère (3).

(1) La communauté de Saint-Germain-la-Ville avait dû supporter, en 1691, des réparations à l'église adjudgées par-devant l'intendant Béchameil de Noimtel, pour la somme de 4,200 livres : « Cette nécessité de la réparer, disait le rapport du 10 août 1691, a été jugée d'autant plus grande que n'y ayant qu'une partie de ladite église qui soit en état de servir, elle se trouve aujourd'hui trop petite pour contenir tous les habitants dont le nombre a beaucoup augmenté par l'abjuration que les nouveaux convertis ont fait de leur hérésie ». (*Arch. de la Marne, G, 662.*) Il existait, en effet, à Saint-Germain-la-Ville, avant la révocation de l'édit de Nantes, plusieurs familles protestantes ; en 1747, on en trouvait encore neuf, et une en 1789. (*Ibid., C, 2894.*) — En 1726, d'autres réparations à l'église et au presbytère furent adjudgées à 495 livres ; en 1734, 1738, 1742 et 1771, de nouveaux travaux furent entrepris ; les derniers, prescrits par ordonnance de l'évêque Léon Leclerc de Juigné, du 26 juin 1771, furent très importants et comprirent même la réfection du mur du cimetière : 1,360 livres. (*Ibid., C, 1896 et G, 662.*)

(2) En ne comptant que les impositions principales, frais de collecte, accessoires, capitation et corvées, le chiffre porté au rôle de 1790, pour Saint-Germain-la-Ville, s'élevait déjà à 5,036 livres pour 241 contribuables. (*Arch. de la Marne, C, 901.*)

(3) L'évêque de Châlons avait, depuis 1320, acquis des biens et possédait la cense de Saint-Germain, le greffe, les amendes, les terrages et nommait le prévôt. (*Arch. de la Marne, G, 10, 53, 58, 200 et 201.*) — L'abbaye de Saint-Utin nommait à la cure ; il décimait avec le chapitre de Saint-Étienne et le chapitre de la Trinité de Châlons. (*Ibid., G, 662 et 1202.*) — L'église collégiale

2. — Ne pourrait-on pas supprimer la maréchaussée et, par conséquent, l'impôt qui la concerne, en employant des troupes à la garde des routes ?

3. — La taille de la corvée : faut-il encore que le cultivateur la supporte en entier ? Ne pourrait-on pas en charger les troupes que l'on distribuerait dans l'intérieur du royaume où elles feraient circuler l'argent qu'elles consomment dans les villes frontières où elles s'amolissent dans l'oisiveté, en laissant néanmoins dans les garnisons le nombre de soldats nécessaires pour la défense ?

Pourrait-on encore mettre des péages sur les routes à chaque distance (1) ?

4. — La taille pour la milice : ne pourrait-elle pas être abolie en cessant de prendre aux campagnes des sujets qui leur sont nécessaires, d'autant plus que le tirage de la milice est onéreux aux cultivateurs pour les dépenses qu'il occasionne (2) ?

5. — La taille pour la nourriture des pauvres dans les maisons de force pourrait être supprimée, puisque les cultivateurs sont journellement tourmentés par une foule de mendiants valides qui viennent enlever, par leur importunité et même leurs menaces, le pain des pauvres du village (3).

A la place de tous ces impôts, le Roi ne pourrait-il pas établir l'impôt d'une seule et unique capitation proportionnée aux biens de chaque particulier ; que les pauvres soient taxés à six livres, les manouvriers à dix livres, les laboureurs d'une charrue à vingt-quatre livres, lorsqu'ils en auront deux quarante-huit et ainsi à proportion, sans distinction des privilégiés ?

Les cultivateurs prient les États généraux d'obtenir la destruction des garennes, d'obliger les seigneurs à ne pas laisser multiplier le gibier qui n'est que trop commun, et les pigeons sur les terroirs au détriment de l'agriculture, et d'observer les

de Notre-Dame-en-Vaux et les églises de Saint-Alpin et de Saint-Loup de Châlons possédaient aussi des terres, prés, fermes à Saint-Germain-la-Ville. (*Ibid.*, G, 1101, 1719, 1769.)

(1) Voir les cahiers de Condé-sur-Marne, page 190, et de Fromentières, page 309.

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

(3) Voir les cahiers d'Aulnay-aux-Planches, page 45, et de Matougues, page 445.

lois concernant la chasse, qui sont si nuisibles aux moissons des cultivateurs (1).

Les cultivateurs demandent la suppression des huissiers-priseurs comme étant la source des procès et des vexations les plus effrayantes et étant une surcharge incalculable pour le peuple, ainsi que les greffiers-experts (2).

La suppression du génie, qui vexe par ses taxes énormes lorsqu'il est requis pour la construction ou réparation des églises et presbytères.

Les gabelles, qui sont si mal dirigées que le pauvre cultivateur est forcé de prendre une certaine quantité de sel par tête, qu'il paie, et bien souvent il est si mal livré qu'au lieu de 25# qu'il devrait avoir il n'en trouve que 22#, encore mêlé de pierres, terres, etc.

Ne pourrait-on pas rendre cet aliment si nécessaire à meilleur compte ?

Les commis aux aides doivent aussi être supprimés à cause des procès injustes, des amendes, des droits qu'ils tirent des cultivateurs en leur faisant payer le trop-bu.

Ne peut-on pas, aussitôt l'inventaire des vins, percevoir les droits royaux, et ne pas être accablé de procès.

Les habitants de Saint-Germain-la-Ville espèrent que le Roi bienfaisant voudra bien écouter les doléances de MM. les députés du Tiers état.

Fait et arrêté en notre assemblée, le 8 mars 1789.

P.-C. THIBAUT, P. THIÉBAULT, Pierre CHOISSET, Philippe GÉRARD, Pierre PERSON, etc.

(33 signatures.)

SAINT-GIBRIEN

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Gibrien (3) était composée de 20 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent

(1) Voir les cahiers d'Aulnizeux, page 60, et de Cernon, page 125.

(2) Voir les cahiers d'Athis, page 41, et de Charmontois-l'Abbé, page 136.

(3) *Arch. de la Marne*, *ibid.*, (procès-verbal, dossier b, pièce 235. Cahier, dossier c, pièce 143 : 3 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 902 et 948 : Impositions. --

sous la présidence de Pierre QUENTIN, syndic municipal de Saint-Gibrien, assisté de Gaillot, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Milson, Remy Janson, Pierre Gougelet, Denis Gobert, Thomas Gougelet, Pierre-Bernard Milson, Charles-Nicolas Girardin, Pierre-Jérôme Gougelet. — Les députés furent Pierre-Bernard MILSON et Charles-Nicolas GIRARDIN.]

CAHIER

Le Roi ayant, par sa lettre du 24 janvier, permis à tous ses sujets de faire parvenir leurs vœux et leurs réclamations jusqu'au pied de son trône, les habitants de Saint-Gibrien osent présenter à Sa Majesté leurs très humbles supplications :

Les habitants de ce village supportent presque tous les impôts (1) ; ils ont des charges de communauté considérables comme entretien d'église, de presbytère (2), corvée, et cependant ils ne possèdent qu'une très petite partie des biens-fonds du terroir ; les deux tiers appartiennent à l'abbé et aux religieux de Toussaints qui retirent annuellement un revenu fixe sans supporter d'autres charges qu'une modique portion congrue qu'ils paient à M. le curé, comme seul décimateur ; encore lui retiennent-ils le quart de l'augmentation que Sa Majesté lui a accordée. L'abbé de Toussaints est seul seigneur de la paroisse ; il y possède des bois, des fosses, qui paraissent avoir appartenu aux habitants (3),

Pour rétablir l'ordre et une exacte répartition des impôts, Sa Majesté sera très humblement suppliée d'établir des États

C, 1569 : Construction de ponts sur la route. — *C, 1896* : Église et presbytère. — *C, 2295* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *G, 106, 107 et 1853* : Cure ; fabrique. — *G, 174* : Réparations des moulins de la Marne en 1575. — *G, 665* : Cense au chapitre de Saint-Étienne de Châlons ; — etc.

— Saint-Gibrien appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 17 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 26 hommes, 23 femmes, 4 garçons et 4 filles, soit 57 habitants.

(1) Les 41 contribuables de 1790 (y compris les anciens privilégiés), étaient portés au rôle pour 1,150 livres d'impositions principales, frais de collecte, accessoires, capitation et prestation des chemins. (*Arch. de la Marne, C, 902.*)

(2) Réparations à l'église et au presbytère de Saint-Gibrien. (*Ibid.*, *C, 1896.*)

(3) L'abbaye de Toussaints de Châlons, seigneur et décimateur de Saint-Gibrien, possédait dans ce village un manoir seigneurial avec 25 arpents de bois. Cette seigneurie figure dans l'acte de fondation et de dotation de l'abbaye par l'évêque Roger II en 1062.

provinciaux en Champagne, formés et composés comme les États généraux, où le Tiers état ait moitié des députés pris dans son ordre, qui ne tienne en rien au Clergé ou à la Noblesse, soit par baux de dîmes, soit comme officiers de justice ; que le Clergé et la Noblesse partagent également avec le Tiers état les charges du royaume, à raison de leurs propriétés et de leurs revenus ; pour éviter l'arbitraire et la faveur qui ont toujours lieu dans les répartitions, il plaise à Sa Majesté d'établir un impôt unique en nature sur les fonds quelconques en supprimant toute autre imposition : cet impôt représente les tailles, vingtièmes, décimes, capitation, corvées, industrie, droits de gabelles, d'aides et autres ; cet impôt est facile à lever : il se louerait tous les ans à la Saint-Jean, dans chaque paroisse, au plus offrant et dernier enchérisseur solvable ; cet impôt est le plus juste et le plus avantageux, pourvu qu'il ne devienne pas un objet de finances ; alors il serait ruineux ; les contrats paieraient une imposition représentative de l'impôt territorial ; les maisons des habitants de campagne devraient en être exemptes, attendu qu'elles leur sont nécessaires pour la culture des biens-fonds, qu'ils paieraient suffisamment par l'impôt territorial.

Il est intéressant pour le commerce que les barrières soient reculées sur les frontières du royaume ; il serait à désirer que le sel, qui est de première nécessité et utile aux bestiaux, fût un objet de commerce moyennant une somme qu'ils paieraient dans les salines. Un moyen de subvenir au secours de l'État serait de vendre toutes les seigneuries et fiefs du Clergé et même partie de ses fonds qui ne servent, entre les mains d'un certain nombre, qu'à entretenir le luxe ; ces biens rentrant dans la société produiraient des sommes immenses au Roi. Les habitants des campagnes voient avec peine que les dîmes, fruits de leurs sueurs, soient entre les mains d'ecclésiastiques étrangers qui ne rendent aucun service aux paroisses. Leurs vœux seraient qu'on les rendit aux curés et, quand elles ne suffisent pas pour leur procurer une honnête subsistance, [qu']on y réunit d'autres biens ecclésiastiques ; les pauvres y ont un droit strict ; une partie doit servir à l'entretien de l'église et du presbytère. Les maîtres d'écoles méritent une attention : il est intéressant pour les paroisses d'en avoir un bon, les biens de l'église sont suffisants pour leur accorder une rente annuelle. Les évêques et collateurs de bénéfices devraient être forcés à nommer un

diocésain (1); en réduisant les évêques à vingt mille livres au plus, on les obligerait à résider et à faire le bien dans leurs diocèses, et des richesses immenses serviraient à remplir les coffres de l'État.

Sa Majesté sera très humblement remerciée d'avoir eu la bonté d'admettre les habitants des campagnes de son royaume pour concourir à former la députation aux États généraux et de pouvoir aussi avoir des députés de leur ordre pour travailler à ce qui est utile au royaume, offrant, lesdits habitants, de subvenir aux besoins de l'État par une juste proportion avec leurs facultés, n'ayant rien de plus à cœur que de marquer leur fidélité inviolable au Roi, pour la prospérité duquel ils continueront d'adresser au Ciel leurs vœux les plus sincères.

A Saint-Gibrien, le 6 mars 1789.

Pierre-Bernard MILSON, Charles-Nicolas GIRARDIN, Denis GOBERT, Pierre GOUGET, Pierre MILSON, Remy JANSON, Pierre QUENTIN, syndic, GAILLOT, greffier.

(8 signatures.)

SAINT-HILAIRE-AU-TEMPLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Hilaire-au-Temple (2) était composée de 20 feux. — La date de la publication de l'avis pour la convocation n'est pas indiquée. — Le 8 mars, les habitants se réunirent sous la présidence de Nicolas-Pierre JACQUIER,

(1) Ce mot, surchargé, se lit mal. Nous pensons que les habitants demandaient qu'un représentant de l'évêque ou du collateur du bénéfice fût obligé de résider dans le diocèse.

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal sur formule imprimée, dossier b, pièce 236 ; ce document n'est revêtu d'aucune signature. Cahier, dossier c, pièce 69 : 2 pages non cotées ni paraphées ; aucun visa).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 692* : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — *C, 278* : École. — *C, 902 et 948* : Impositions. — *C, 1671* : Pont de Saint-Étienne-au-Temple. — *C, 1838 et 1897* : Église de Saint-Hilaire-au-Temple, annexe de Dampierre. — *G, 105 et 1832* : Cure ; — etc.

— Saint-Hilaire-au-Temple appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 31 feux roturiers. — Population : 50 hommes, 49 femmes, 6 garçons et 8 filles, soit 113 habitants.

syndic. — Le procès-verbal constate la présence de Louis Jesson, François Joppé, Nicolas Jacquier, Charles Jacquier, Pierre Jesson, Pierre Jacquier le jeune, Louis Jesson le jeune, Jean Dez, Pierre Godart, Pierre Jacquier l'ainé. — Les députés furent Pierre Jesson et Louis Jesson l'ainé.]

CAHIER

Cejourd'hui, 8 mars 1789, à l'assemblée convoquée au son de la cloche en la manière accoutumée, au lieu ordinaire à tenir les assemblées du village et communauté de Saint-Hilaire-au-Temple, par devant nous, officiers publics dudit lieu :

1. — Sont comparues les personnes de Jean Dez, Pierre Jacquier, Pierre Godart, Louis Jesson le jeune, Pierre Jesson, Pierre Jacquier le jeune, tous habitants de la communauté, nés français, portés dans les rôles des impositions de la communauté composée de vingt feux, lesquels, pour obéir aux ordres de Sa Majesté portés par ses lettres données à Versailles, 1789 *(sic)*, et en conséquence pour satisfaire aux vœux de Sa Majesté,

2. — Après avoir tout examiné par les remontrances des habitants composant ladite communauté assemblée, représentant être par trop surchargée aux frais des impositions et demande que tous les biens-fonds appartenant à tous les États soient sujets à tous les frais et impôts (1);

3. — Qu'à M. le commandeur, [seigneur] dudit lieu, lui appartient une partie des biens-fonds situés sur ledit terroir qui est franc de dîmes (2);

4. — Qu'en outre, par chaque ménage, paie audit seigneur, savoir : quatre boisseaux avoine et quatre par bête tirante, mesure de Vitry-le-François, deux poules et vingt deniers d'argent par chaque ménage et deux jours de corvée par chaque laboureur et manouvrier toutes les années, et reçoit des censives d'une partie des bâtiments, et font tous les ans et qu'en cas de vendition (3), reçoit des droits appelés lods et ventes de vingt deniers pour livre ;

(1) En 1789, le montant de la taille, des accessoires et de la capitation, pour les 34 contribuables de Saint-Hilaire-au-Temple, était de 1,152 livres 9 sols 4 deniers. — L'année suivante, ce chiffre n'était plus que de 958 livres, plus 146 livres pour les prestations de corvées, pour 57 cotes y compris celles des anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne, C, 902 : Rôles de 1781 à 1790.*)

(2) Voir les cahiers de Dampierre-au-Temple, page 244, et Saint-Étienne-au-Temple, page 545.

(3) « Vendition », terme employé pour « vente » (GODEFROY : *Dict^e cit.*)

5. — Demande la suppression des gabelles, les barrières reculées aux frontières, plus d'entraves, mais liberté de commerce par tout le royaume ;

6. — Se plaignant que le sel est d'un trop haut prix et qu'il soit diminué ;

7. — Demande la suppression de l'huissier-priseur et greffier-priseur :

8. — Demande que tous les droits de parcours soient remis comme dans les anciennes coutumes (1) ;

9. — Demande que la maison de M. le curé soit sujet à son logement ou qu'elle ne soit plus à la charge des habitants (2) ;

Demande la destruction des pigeons pour ceux qui n'ont pas le terrain suffisant, et qu'ils soient renfermés aux temps des ordonnances (3) ;

10. — Représente, ladite communauté, qu'elle a à charge l'entretien du pont et de la chaussée (4), et l'entretien de l'église ; n'ayant pas les revenus suffisants des biens communaux, [les habitants] sont obligés de prendre sur leurs biens propres pour satisfaire aux dépenses ;

11. — Demande la suppression des aides ; que tous les vins puissent se charrier par tout le royaume ;

Demande la suppression du tirage des provinciales, vu les disputes et querelles à cause des privilégiés et [les] dérèglements, et les grandes dépenses qui s'y font ; et qu'il soit tiré une petite somme pour tous les garçons, sans aucun privilège.

Nous soussignés, habitants composant ladite assemblée, et représentation faite, et nous avons conclu ensemble la nomination des députés, lesdits Pierre Jesson et Louis Jesson, tous deux habitants, laboureurs, nés français de cette communauté, et lesquels ont accepté ladite nomination et promis de s'en acquitter fidèlement et ont signé :

François JOPPÉ, N. JACQUIER, Charles JACQUIER, Pierre JACQUIER, L. JESSON, Pierre JESSON, L. JESSON, Nicolas-Pierre JACQUIER, syndic.

(8 signatures.)

(1) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 50.

(2) *Arch. de la Marne*, C, 1838 et 1897.

(3) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

(4) *Arch. de la Marne*, C, 1671 : Entretien des ponts sur la Vesle et de la chaussée de Suippes à Châlons.

SAINT-HILAIRE-LE-GRAND

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Hilaire-le-Grand (1) était composée de 140 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Claude GÉRARD, procureur syndic (2), assisté de Barbier, greffier de la municipalité. — Le procès-verbal constate la présence de François Tocut, Claude Cartier, Nicolas Canart, Claude Thiébault, Étienne-Noël Bablot et « autres habitants », dit le procès-verbal, dont, d'après les signatures, Médard Person, Claude Lenoir, Pierre Tocut, Jean Guérin, Jean Champenois, Grosset « greffier » (*sic*), Jacques Person, Jacques Thiébault, Legros, Charles Adnet, J.-B. Bauchart, Machet, Jean Adam, Jean Person, Pierre Tocut, Antoine Tocut, F.-Toussaint Champenois, Jean-Evangéliste Adnet, Nicolas Horqué, Jacques Delanery, Pierre Gérard, Nicolas Horqué l'ainé, Claude Colin, Cartier, Barbier. — Les députés furent Claude GÉRARD, syndic, et Étienne-Noël BABLOT.]

CAHIER

Instructions et représentations des doléances pour les députés de la paroisse du Grand-Saint-Hilaire.

1. — Le terroir de la plus grande partie de la Champagne étant stérile de sa nature, il n'a de valeur que par les peines et les

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 237. Cahier, doss. c, pièce 64 : 8 pages numérotées mais non cotées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 692 et 2995 : Administration de la communauté ; usages ; pont sur la Suippe (1774). — C, 902, 956 et 2317 : Impositions. — C, 1046 : Vingtièmes. — C, 1246 : Étape de Saint-Hilaire-le-Grand. — C, 1606 : Corvées. — C, 1897 et 2691 : Église et presbytère. — C, 2693 : Location des prés-marais de Saint-Hilaire-le-Grand. — D, 73 et 144 : Collège des Bons-Enfants de Reims ; patronage de Saint-Hilaire-le-Grand. — G, 1853 : Biens de la cure. — G (*fonds de l'Archevêché*), 283 et 284 : Paroisse ; terres de l'Hôtel-Dieu de Reims ; — etc.

— Saint-Hilaire-le-Grand appartenait à l'élection de Reims : aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 155 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 263 hommes, 268 femmes, 33 garçons et 58 filles, soit 622 *habitants*.

(2) En 1780, on avait établi, à Saint-Hilaire-le-Grand, un conseil de douze notables comprenant six laboureurs, trois manouvriers et trois artisans. La paroisse était un gîte d'étape et avait un syndic militaire auquel elle allouait 36 livres par an, pris sûr les revenus communaux. (Arch. de la Marne, C, 692 et 1246.)

sueurs de ses habitants, et c'est bien à la lettre de ce pays aride et disgracié qu'on peut dire : « *Tant vaut l'homme, tant vaut la terre* » ; d'où il suit que les impositions qui portent sur les productions des deux tiers de cette province pèsent uniquement sur l'industrie des cultivateurs ; la justice et la raison exigent donc que les tailles et les capitations y soient modérées et n'y soient point assises indistinctement comme dans les provinces fertiles (1).

Cette modération si nécessaire pourrait s'effectuer très aisément si la Noblesse et le Clergé se chargeaient d'une partie du fardeau supporté auparavant tout entier par le Tiers état. Les honneurs, les distinctions et surtout les grandes richesses que possèdent ces deux premiers ordres mettraient toujours un intervalle immense entre eux et le peuple. Et bien loin de se dégrader en consentant à partager les charges de l'État, ils montreraient, par cette générosité, un véritable amour pour la patrie et pour leurs concitoyens. On pourrait même ajouter qu'ils ne feraient en cela qu'un acte d'équité.

Car je demande : Est-il juste que tous les privilèges, tous les avantages possibles soient d'un côté, et toutes les charges de l'autre, sans la moindre compensation ? Et croirait-on que, dans un siècle aussi policé et aussi humain, il pût exister une telle

(1) En 1789, la communauté de Saint-Hilaire-le-Grand avait supporté 4,678 livres 6 sols 10 deniers d'impositions principales : taille, capitation, accessoires. (*Arch. de la Marne, C, 902 et 2317 : Rôles de la taille de 1702 à 1789.*)

La communauté possédait quelques usages qu'elle partagea entre les habitants au marc la livre de la taille ; mais certains ayant réclamé le partage égal par tête ou par ménage, l'intendant prit une décision en ce sens après avoir tout d'abord confirmé l'ancien usage (1781). « Je crois, — dit le curé de Saint-Hilaire-le-Grand, en 1774, en réponse au questionnaire de l'archevêque sur l'état de la paroisse, — que les revenus de la paroisse se montent à quinze ou dix-huit cents livres qui se tirent de la location des prés, de la rivière et de quelques petits objets. La paroisse jouit, outre cela, d'un nombre de terres assez considérable, mais qui ne sont cultivées que tous les deux ou trois ans. Les charges consistent dans l'entretien et les réparations de la nef de l'église, du presbytère, des ponts et des rues de l'endroit ; elle est aussi chargée du logement des troupes qui passent de Reims à Sainte-Ménéhould, ainsi que de Châlons à Rethel *vice versa*. » (*Arch. de Reims : fonds de l'Archevêché, G, 284.*)

Une réclamation des fermiers des dîmes et adjudications de droit de pêche de participer à ce partage fut adressée en 1760. — Le 30 avril 1789, les habitants s'opposèrent à la location de leurs prés-marais. (*Ibid., C, 692 et 2693.*)

inégalité entre des hommes qui vivent sous les mêmes lois et dans le sein d'un même empire ?

2. — La France entière et en particulier la province de Champagne ont regardé comme un bienfait précieux du gouvernement que la corvée ait été convertie en une imposition pécuniaire, et ce bienfait, vivement senti par les habitants des campagnes, mérite toute leur reconnaissance. On ne peut cependant s'empêcher d'observer que les chemins étant à l'usage de toutes les classes des citoyens, il eût été plus juste de rejeter l'impôt qui remplace la corvée, non pas sur les tailles, mais sur les vingtièmes; et le vœu unanime de tout le Tiers état et même de tous les bons Français est qu'il soit, en effet, ôté du rôle des tailles et mis sur celui des vingtièmes (1).

3. — La gabelle est une espèce d'imposition d'autant plus onéreuse qu'elle met un prix exorbitant à une denrée de première nécessité dont la valeur ne devrait guère excéder celle du pain et que, d'ailleurs, elle donne lieu à des vexations de tous genres. N'est-il pas dure et injuste que l'omission involontaire d'une simple formalité expose des malheureux à des procès et à des amendes ruineuses ? Par exemple : le messenger chargé d'aller au grenier à sel pour une paroisse, n'a qu'à perdre quelques bulettes (2), se tromper dans le nom d'un particulier ou en indiquant une espèce de salaison pour une autre, voilà autant de matières à procès ou à amendes. Qu'un particulier, faute de messenger ou peut-être faute d'argent, ou pour quelque autre raison légitime, aille chercher du véritable sel de gabelle au regrat (3) pour saler un porc, etc., il n'est point en fraude ; n'importe, il sera mis à l'amende et peut-être traîné en prison. Aussi l'apparition des brigades d'employés de la ferme dans une paroisse est une espèce d'alarme générale qui fait trembler le citoyen paisible et innocent, comme s'il était coupable, parce que personne, quelque nette que soit sa conscience, ne peut répondre de n'être pas inquiété.

Ce qu'on vient de dire de la gabelle, on peut le dire, par proportion, du régime des aides. Il serait à souhaiter qu'on pût

(1) *Arch. de la Marne, C, 1606.*

(2) Au cahier de Mutigny-la-Chaussée, on parle de « butelle », récipient où l'on mettait le sel pour la salaison. Ici on lit « bulettes », mot qui, d'après Godefroy (*Dict. cit.*), serait synonyme de « boulette », petite « boule ».

(3) Voir le cahier de Fèrebrianges, page 291.

introduire quelque changement salulaire dans ces deux sortes d'impositions, en modérer la rigueur et supprimer un grand nombre de commis et d'employés inutiles.

4. — Les ressources de la Champagne étant presque bornées à l'industrie et au travail de ses habitants (1), un moyen qui paraît infaillible pour mieux tirer parti de ses ressources, pour favoriser la population et augmenter la prospérité de cette province, serait d'y établir des États provinciaux à peu près semblables à ceux qui sont établis dans plusieurs autres provinces du royaume. Ces États résidant sur les lieux et surveillant de plus près sur toutes les parties de l'administration, seraient à portée de connaître quelles nouvelles branches de commerce il serait à propos d'introduire; ils pourraient aussi retrancher les abus et apporter une sage économie dans la perception des impôts, ce qui soulagerait beaucoup les particuliers sans diminuer et même en augmentant les revenus du Roi.

5. — Une chose qui excite les réclamations et les doléances d'un très grand nombre de paroisses de la Champagne et en particulier de la paroisse du Grand-Saint-Hilaire, c'est que tous les habitants, sans distinction, et les laboureurs plus que les autres, y sont assujettis à des droits seigneuriaux qui leur enlèvent une partie des grains de leur récolte.

Plusieurs cantons des terroirs y sont aussi chargés de cens et surcens, ce qui nuit beaucoup à l'agriculture parce que ces sortes de droits, dont on ne connaît pas toujours les titres, les fondements ni les limites, sont exigés à la rigueur, même dans les mauvaises années. Le vœu général du Tiers état est que ces sortes d'impôts, qui sont évidemment des restes de barbarie et de la servitude féodale, et qui ne contribuent en rien à la prospérité du royaume, soient abolis s'il était possible, ou du moins modifiés au point de ne plus être onéreux au peuple; si la justice s'opposait à la suppression de ces droits, du moins les paroisses pourraient être autorisées à s'en délivrer par une somme d'argent une fois payée (2).

(1) L'enquête faite en 1773-1774 par l'archevêque de Reims dans l'étendue du diocèse de Reims indique pour la paroisse de Saint-Hilaire-le-Grand que les professions et métiers des habitants sont « le labourage pour les hommes, et pour les femmes, c'est de filer la laine et le chanvre lorsque les moissons sont faites ». (*Arch. de Reims : fonds de l'Archevêché, G, 284.*)

(2) La seigneurie de Saint-Hilaire-le-Grand appartenait en partie à Louis-Jérôme de Goujon de Thuisy, commandeur de Villedieu et Drazefain, ordre de

6. — Tous les vœux du Tiers état se réunissent pour demander qu'on réforme la manière d'administrer la justice civile, et que tous les tribunaux soient mis à peu près sur le pied des justices consulaires qui sont très expéditives et dont tout le monde se loue; en sorte qu'on diminue notablement les frais de procédures, qu'on retranche les longueurs, les formalités inutiles, les écritures multipliées sans nécessité, et que chacun soit jugé en dernier ressort dans sa province sans pouvoir être traduit par voie d'appel ou autrement à une justice éloignée de plus de trente lieues de son domicile.

7. — Enfin, pour ne rien omettre de ce qui peut intéresser le bien public, il serait à désirer que l'on supprimât les charges d'huissiers-priseurs dont les fonctions gênent extrêmement la liberté des citoyens, sans que l'État en retire une grande utilité. D'ailleurs les frais qu'ils exigent sont si énormes qu'ils absorbent quelquefois la plus grande partie de la somme à laquelle monte la vente des meubles d'un pauvre particulier (1).

Les droits de contrôle sont aussi sujets à de grands abus qui ont besoin de réformes; on peut mettre au nombre de ces abus les recherches et les vexations que font les vérificateurs au sujet des contrats et des autres actes.

Fait et arrêté par nous, habitants de ladite communauté soussignés, lesdits jour, mois et an susdits.

Claude CARTIER, N. CANART, Claude LENOIR, GÉRARD,
syndic, François TOCUT, etc.

(31 signatures.)

Malte, résidant à Saint-Souplet, et en partie au chapitre de Reims. — Le chapitre de Saint-Symphorien de Reims nommait à la cure.

Sur le terroir avait été établie une maladrerie dont les terres et les revenus étaient attachés à l'Hôtel-Dieu de Reims. (Enquête de 1773-1774 sur la paroisse; *Arch. de Reims : fonds de l'Archevêché, G, 284.*) — « Les dîmes, dit cette enquête, se divisent en 48 portions : le chapitre de Saint-Pierre de Mézières en possède vingt-cinq et il a les deux tiers dans la menue dîme; le curé en possède douze avec l'autre tiers des menues dîmes, il a en outre un préciput de deux septiers de seigle et de deux d'avoine qui lui sont payés par les fermiers de Mézières; le collège des Bons-Enfants de Reims a huit portions; M. le commandeur de Reims, une, et MM. Dubois de Chanterenne de Châlons les deux autres qui sont inféodées. »

Le collège des Bons-Enfants de Reims possédait aussi à Saint-Hilaire-le-Grand un patronage dit « le Mennessier » qu'il affermait. (Adjudications des revenus 1711-1768; baux. — *Arch. de la Marne, D, 73 et 144.*)

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

SAINT-JEAN-SUR-MOIVRE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Jean-sur-Moivre (1) était composée de 50 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 10, les habitants se réunirent sous la présidence de Louis HERMANT, syndic. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Caillot, Nicolas Oudinot, Nicolas-Pierre Benoist, Hugues Liébeaut, adjoint, Jean-Baptiste Folliet, Claude-Antoine Benoist, Nicolas Lezé, Jean-François Daras. — Les députés furent Jean-Baptiste FOLLIET et le syndic Louis HERMANT.]

CAHIER

Vœux et doléances des habitants de Saint-Jean-sur-Moivre

Il n'y a pas de Français qui ne célèbre la bienfaisance de son auguste monarque ; serions-nous donc les seuls qui ne lui paierions pas le tribut de nos hommages ? Ce père de son peuple veut notre bonheur ; craignant de ne pouvoir pas l'opérer selon sa volonté, il veut connaître et nos peines et notre misère. Exposons-lui donc nos vœux et nos doléances :

ART. 1. — Nous payons la dîme pour obtenir un ministre de la religion qui nous enseigne nos devoirs et qui nous console dans notre misère. Pourquoi sommes-nous obligés de construire et de réparer sa maison ? Pourquoi nous oblige-t-on à payer les actes de religion qu'il fait en notre faveur ? Son état ne l'y oblige-

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 231. Cahier, dossier c, pièce 117 : 8 pages numérotées mais non cotées ; visa d'un commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 693* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 903* : Impositions. — *C, 1594* : Corvées. — *C, 1835, 1838 et 1897* : Église, annexe de Coupéville. — *G, 105 et 1832* : Cure. — *G, 457, 585 et 663* : Terres, seigneurie et dîmes du chapitre de Saint-Étienne de Châlons. — *G, 962* : Moulin du séminaire de Châlons ; — etc.

— Saint-Jean-sur-Moivre appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons.

— Dénombrement de 1773 : 45 feux roturiers. — Population : 73 hommes, 77 femmes, 18 garçons et 24 filles, soit 192 habitants.

t-il pas ? Ne payons-nous pas assez pour être servis sans d'autres rétributions (1) ?

2. — *Suppression du casuel.* — Que l'on supprime donc tout casuel ; ça [a] toujours [été] un abus, un opprobre pour la religion et le sacerdoce ;

3. — *Décimateurs.* — Que les décimateurs soient, à l'avenir, chargés des constructions et réparations des presbytères.

4. — *Suppression des sergents-priseurs.* — Depuis un certain temps, le gouvernement a établi des sergents-priseurs pour recueillir les successions des pupilles : leurs honoraires entament considérablement la fortune de ces malheureux ; les créanciers même sont très souvent forcés de perdre toutes leurs créances parce qu'il n'y reste rien ou très peu des biens qu'ils administrent. Que cette commission soit donc supprimée ; que l'on établisse dans chaque paroisse cinq à six municipaux pour les remplacer ; ces nouveaux commis, chargés des deniers à recueillir, feront sûrement leurs fonctions sans aucun reproche et jamais, fût-on plaint injustement de ceux qui, en premier lieu, exerçaient cet emploi.

5. — *Abolition de comptes devant le subdélégué.* — Nos syndics de communauté sont obligés, par un autre règlement, de rendre leurs comptes tous les ans par-devant les subdélégués de nos élections ; ces messieurs ont, pour recevoir et approuver ces comptes, une somme qui morcelle nos deniers (2) ;

6. — Que désormais les comptes se rendent par-devant les municipaux de chaque paroisse : bien entendu que s'il y a des contestations sur ce fait, elles seront portées à un tribunal supérieur pour être terminées.

(1) Dossiers des travaux de réparations à l'église et au presbytère de Saint-Jean-sur-Moivre. (*Arch. de la Marne, C, 1835, 1838 et 1897.*)

Les dîmes appartenaient au chapitre de Saint-Étienne de Châlons, seigneur du lieu ; elles étaient perçues, pour les grains, à la quatorzième gerbe (sentence du 20 décembre 1735). — Le chapitre avait le droit de pêche (titres de 1599-1694), de lods et ventes (sentence des requêtes du Palais du 13 mars 1739), et de cens. — Une sentence du bailli de Châlons de 1669, suivie d'une transaction de 1688, condamna le chapitre à contribuer pour un quart et les habitants pour les trois quarts aux frais de réparations de l'église. (*Ibid.*, G, 457 et 663.)

Le séminaire de Châlons avait possédé, sur le terroir de Saint-Jean-sur-Moivre, un moulin qu'il louait. (Baux : *Ibid.*, G, 982.)

(2) *Arch. de la Marne, C, 693* : Comptes des syndics de Saint-Jean-sur-Moivre (1761-1788).

7. — La maréchaussée est rétribuée par l'État pour porter aux paroisses des campagnes les différents arrêts et ordonnances émanés du trône et des tribunaux ordinaires : les pauvres paroisses sont cependant obligées de payer les frais de cet apport ;

Que désormais elles soient déchargées de ces dépenses ; c'est une justice qu'on leur fera.

8. — Le sel est à un taux exorbitant ; plusieurs pauvres familles ne peuvent fournir aux frais nécessaires pour se le procurer.

Qu'on le rende marchand dans tout le royaume et que l'on nous délivre de cette Cayenne */sic/* importune, établie par l'abus pour veiller au commerce de cette denrée nécessaire à la vie ; on peut, sans inconvénient, transporter ces espèces de commis sur les frontières du royaume : par là on nous rendrait la liberté dont nous avons droit de jouir.

9. — Le vin n'est pas moins nécessaire à la vie, surtout dans les maladies et autres choses qui affligent la faible humanité ; plusieurs provinces du royaume ne peuvent se le procurer qu'à grands frais ; le débitant ne peut le vendre à un prix convenable à tous les individus qui en ont besoin, parce que la commission des aides ruine les vigneron et celui qui paie entre ses mains cette première nécessité. Que l'on supprime encore cette commission et autre ; il y aura plus de bonne foi et de probité dans le commerce et le malheureux recevra le soulagement qu'il désire et sollicite depuis si longtemps.

10. — La Champagne est un terrain infécond et stérile (1) ; une partie, surtout sur la Moivre, ne se cultive qu'à force de sueurs et de peines ; encore si le laboureur recevait le fruit de ses travaux ; mais non ! le sol est ingrat, il est sujet à toutes sortes de dangers ; l'inclemence des saisons ruine presque toujours ses espérances ; les inondations, les ravins creusés dans toute la campagne par ces fléaux trop multipliés les plongent très souvent dans l'indigence et la pauvreté (2) ;

(1) Pour 979 arpents de terres labourables, le terroir de Saint-Jean-sur-Moivre en possédait 1,089 de terres incultes. Le seigle et le froment (1,750 boisseaux année commune), l'avoine (2,447 boisseaux), le froment (251 boisseaux), ne produisaient guère que la semence. L'orge et le sarrasin donnaient le double, mais les quantités récoltées étaient bien faibles, 412 et 370 boisseaux. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) On a vu, au cahier de Marson, communauté voisine (page 440), que la vallée de la Moivre était sujette à de fréquents orages et que les inondations

11. — Que dans les impositions des deniers royaux on ait égard à ces infortunés et qu'on ne les impose que pour un quart de leurs fonds (1).

12. — *Les dimes changées.* — Les églises sont encore à notre charge pour les plus grands frais : les décimateurs qui jouissent de revenus considérables et qu'ils ne tiennent que de nous, ne devraient-ils pas fournir à toutes les dépenses de ce genre (2) ?

Qu'ils en soient donc chargés à l'avenir ou que l'on nous laisse des fonds pour y suffire ; nos temples en seront plus décents et le culte divin plus honoré et plus respecté.

13. — Dans les temps malheureux, le commerce languit partout ; le pauvre, qui ne vit que de son industrie et du travail de ses mains, manque d'ouvrage. Cependant, il faut vivre et payer sa cote d'industrie qui se porte à 9 livres, c'est une sentence énorme et insupportable pour ces malheureux (3) ;

Que l'on supprime cette sorte d'imposition et qu'on la remplace par une autre qui ne porte point à faux.

14. — *Grands chemins.* — Le laboureur, c'est le père nourricier de la patrie : souvent il n'a aucun fonds ; s'il profite de la commodité des routes, ce n'est que pour aller payer ce qu'il doit à ses maîtres ; pourquoi contribue-t-il aux frais de l'entretien des grands chemins ? Son maître porte et doit porter l'imposition des vingtièmes ; il serait, ce semble, aussi raisonnable de le charger encore de cet impôt arbitraire ;

Que le gouvernement ôte aux cultivateurs cette contribution et qu'on la transporte sur le riche propriétaire.

15. — *Suppression des haras.* — L'intendant de notre province a obtenu depuis longtemps un établissement qui fournit des abus : c'est l'établissement des haras.

Dans plusieurs cantons de cette province il n'y a aucun pâturage pour nourrir les poulains ; le garde étalon a cependant des privilèges et des exemptions considérables qui retombent sur les particuliers ;

produites par les crues rapides des eaux ravinaient les chemins et les terres de cette région.

(1) Au rôle de 1790, Saint-Jean-sur-Moivre était porté pour 473 livres d'imposition principale et frais de collecte, 800 livres d'accessoires et capitation, et 217 livres de prestation des chemins. (*Arch. de la Marne, C, 903.*)

(2) Voir la note ci-dessus, page 564.

(3) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 46.

Que l'on supprime cet établissement, et si on veut le conserver, que ce ne soit que dans les cantons où il prouve des avantages réels et très prouvés (1).

Tout homme a droit à la bienfaisance de son prince ; il règne sur le pauvre comme sur le riche ; le pauvre a donc droit de porter aux pieds de son trône ses vœux et ses doléances ; le monarque, d'ailleurs, l'exige de tous ; pour obéir à ses ordres, nous soussignés, officiers municipaux et autres habitants de Saint-Jean-sur-Moivre, tous réunis et assemblés, avons rédigé le présent cahier et, pour faire le présenter et faire valoir, avons choisi pour nos députés à l'assemblée des trois États, tenue à Châlons, les habitants ci-dénommés, Jean-Baptiste Folliet et Louis Hermant, lesquels ont accepté et ont signé avec nous, habitants, le 10 mars 1789.

J. CAILLOT, LOUIS HERMANT, syndic, L. LIÉBEAUT, adjoint,
Nicolas OUDINOT, N. BENOIST, J.-B. FOLLIET.

(6 signatures.)

SAINT-MARD-LÈS-ROUFFY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Mard-lès-Rouffy (2) était composée de 30 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent en

(1) Voir le cahier de Coulmier, page 215.

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 238. Cahier, dossier c, pièce 24 : 4 pages cotées et paraphées par Billy ; visa de Prieur ; fausse couverture).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 694 : Administration de la communauté ; loyer de la pêche ; comptes des syndics. — C, 905 et 948 : Impositions. — C, 1898 : Église et presbytère. — E, 914 : Droits seigneuriaux. — E, 920 : Dîmes à l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus. — G, 124, 397, 409 et 1853 : Biens et administration de la cure. — G, 1519 : Seigneurie ; — etc.

— Le 1^{er} registre de délibérations existant aux Archives communales de Saint-Mard-lès-Rouffy (1788-1791), mentionne deux séances ayant été consacrées à la convocation des États généraux : 1^o Le 1^{er} octobre 1788 : lecture et publication « à la porte de l'église, en la manière accoutumée, de la déclaration « du Roi qui ordonne que l'assemblée des États généraux aura lieu dans le « courant de janvier 1789 et que les officiers, tant des cours que des juridictions ordinaires d'attribution et d'exception, reprendront l'exercice de leurs « fonctions ; — donnée à Versailles le 23 septembre 1788, enregistré en la cour « des aides le 24 et en l'élection de Châlons le 27 du même mois, et à Saint-

l'église du lieu et à l'issue des vêpres, sous la présidence de Nicolas BILLY (1), prévôt en la justice et prévôté de Saint-Mard-lès-Rouffy. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Lalire, Georges-Antoine Laurency, syndic, Jacques Loel, Jacques Robert, Jean Brisson, Jean-Charles Theveny, Jean Masset, Jean Raulet, Joachim Lesage, Joseph Escottes, Nicolas Raulet, Pierre Charton, greffier, Pierre Godart l'ainé, Pierre Godart le jeune, Pierre Genty et M^e Guillemin. — Les députés furent Georges-Antoine LAURENCY, syndic, et Joachim LESAGE.]

CAHIER

[Le cahier de Saint-Mard-lès-Rouffy, comme celui de *Renneville*, est semblable à celui de *Bierges*, auquel nous renvoyons. Mais ici, comme à Renneville, les mêmes petites modifications de détails, rendant les phrases plus correctes, ont été apportées par le copiste.

Le troisième paragraphe (voir page 87), relatif à la situation spéciale du village et de son terroir, ainsi que le quatrième paragraphe (page 88), sont remplacés par celui-ci :

La communauté de Saint-Mard-lès-Rouffy ne possède point d'autres fonds que des terres dont le tiers est labourable et les deux autres presque incultes(2); elle est composée de trente feux ; on peut prouver que, dans les années les plus abondantes, le laboureur ne récolte que juste ce qu'il lui faut pour faire subsister sa famille, payer ses impositions et cultiver son bien. La récolte vient-elle à manquer ? Il est obligé de contracter des dettes pour vivre, qu'il ne peut jamais rembourser. La situation dans laquelle il se trouve demande qu'il soit ménagé dans la répartition générale des impôts (3).

« Mard le 5 octobre » *sic* (1^{er} feuillet). — 2^o « Dimanche 1^{er} mars 1789, a été lue et publiée et affichée à la porte de l'église, ordonnance qui concerne la convocation et assemblée des États généraux du royaume, ensemble le règlement annexé » (même feuillet). (Communication de M. Jules Daverne, instituteur.)

— Saint-Mard-lès-Rouffy appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 25 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 42 hommes, 42 femmes, 10 garçons et 12 filles, soit 106 habitants.

(1) Notaire au Mesnil-sur-Oger, bailli de la justice de Renneville. (Voir ce cahier.)

(2) Le terroir de Saint-Mard-lès-Rouffy comprenait 500 arpents de terres labourables, 475 de terres incultes et marais, 118 de terres et prés d'usages. Les récoltes en grains ne produisaient guère que la semence : 600 boisseaux froment (2 pour 1), 1,200 de seigle (1 p. 1), 400 d'orge (2 p. 1), 1,600 d'avoine (1 p. 1), et 100 de sarrasin (2 p. 1). — (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.)

(3) La communauté possédait à titre d'usage, des marais qu'ils demandèrent,

Le paragraphe suivant commence par ces mots : « La communauté désire que tous les droits d'aides réunis sous des noms barbares, etc... » La dernière phrase de ce même paragraphe est modifiée ; elle est ainsi abrégée : « cette manière de percevoir sans frais produirait un revenu considérable à l'État s'il était payé par tout le monde et soulagerait beaucoup le peuple, *notamment le vigneron qui vendrait à plus juste prix au laboureur* ».

Dans le paragraphe qui vient ensuite, à la troisième ligne, le mot « équité » est remplacé par « égalité ».

Le paragraphe relatif au reculement des barrières (le premier de la page 89), est supprimé dans le cahier de Saint-Mard-lès-Rouffy.

Le passage qui traite des affaires judiciaires dont les Cours sont surchargées, est ainsi modifié : « et sur laquelle elles ne prononcent qu'après bien des années, *ce qui occasionne bien des dépens, des voyages et des inquiétudes aux sujets du royaume* qui aiment mieux abandonner leurs droits que de s'exposer à les poursuivre en justice ».

Enfin, la demande suivante figure dans le cahier de Saint-Mard-lès-Rouffy et n'existe pas dans ceux de Bierges et de Renneville :

La communauté observe que la multitude des petites justices subalternes qui n'ont souvent ni juges, ni officiers sur les lieux, doit être regardée comme un abus : son vœu est qu'il soit créé un bailliage d'une certaine étendue formant environ deux cents paroisses.

Le cahier est signé de Georges-Antoine LAURENCY, GUILLEMIN, J. LESAGE, Nicolas RAULET, Jean THEVENY, Pierre GODART, Claude LALIRE, Pierre GENTY, Nicolas RAULET, P. CHARTON et BILLY, soit onze signatures, avec la mention « coté et paraphé par première et dernière pages *ne varietur* », par Billy, prévôt de Saint-Mard-lès-Rouffy.]

SAINT-MARTIN-AUX-CHAMPS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Martin-aux-Champs (1) était composée de 42 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se

le 11 mars 1789, à mettre « en réserve pour procurer quelques deniers communaux ». (*Arch. de la commune : Registre de délibérations, f° 1, verso.*) — Elle louait aussi la pêche de la rivière la Bergère, une des branches de la Berle. (*Adjudications : 1745-1786. — Arch. de la Marne, C, 694.*)

Au rôle de 1781, les impositions directes de Saint-Mard-lès-Rouffy s'élevèrent à 1,136 livres. (*Ibid., C, 905.*)

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal sur formule imprimée, dossier b, pièce 239. Cahier, dossier c, pièce 99 : 5 pages non cotées ni paraphées ; visa de Thomas),

réunirent sous la présidence de Nicolas COMMESNIL, ancien praticien en la justice de Saint-Martin-aux-Champs, faisant les fonctions de juge en l'absence du juge ordinaire. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à cette réunion. Mais au bas du document on lit les signatures de P. Fagnier, L. Estienne, P. Olivier, J. Poulin, L. Olivier, V. Arnoult, P. Prin, Jean Begin, Cosquin, Jacques Cochinat, B. Dambournez, J.-B. Leblanc, P. Salleron, P. Hubert, Jean-Baptiste Saguet, Jacques Champagne, T. Guédet, P. Guédet, S. Guédet, syndic, et N. Oury. — Les députés furent Pierre GUÉDET et Jacques COCHINAT, laboureurs.]

CAHIER

Très humbles doléances, plaintes et remontrances des habitants et communauté de Saint-Martin-aux-Champs, suivant et pour satisfaire aux ordres de Sa Majesté portés par ses lettres données à Versailles le 24 janvier 1789.

ART. 1^{er}. — La surcharge des impôts en taille, capitation, accessoires, vingtièmes et autres impositions extraordinaires, fait désirer aux habitants que tous ces impôts soient également supportés par les nobles, ecclésiastiques, privilégiés et propriétaires quels qu'ils soient (1).

2. — Les manouvriers demandent que leurs cotes d'industrie soient supprimées en moitié (2).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 693 et 694 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 905 et 964 : Impositions. — C, 1038 : Capitation. — C, 1046 : Vingtièmes. — C, 1569 : Route des Romains de Châlons en Bourgogne. — C, 1615 : Corvées. — C, 1899 : Église et presbytère. — C, 2470 : Incendie de 1740. — E, 552 à 559 : Seigneurie entre la famille Maupas et les religieux de Saint-Pierre-aux-Monts de Châlons : titres de propriété, droits seigneuriaux, moulins, rivières, dimes, censives. — E, 1007 : Usages. — G, 108, 148 et 1853 : Biens de la cure. — G, 493 et 667 : Censes et près du chapitre de Saint-Étienne. — G, 868 à 870 : Biens et censives des chapelains de l'ancienne congrégation. — G, 1202 : Biens de la collégiale de la Trinité de Châlons. — G, 1720 : De l'église Saint-Alpin de cette ville ; — etc.

— Saint-Martin-aux-Champs appartenait à l'élection de Vitry-le-François ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 37 feux roturiers, 4 nobles et 1 ecclésiastique. — Population : 69 hommes, 87 femmes, 14 garçons et 21 filles, soit 191 habitants.

(1) En 1779, la taille, les accessoires et la capitation s'élevèrent à 2,421 livres 10 sols (*Arch. de la Marne*, C, 905) ; répartition de la capitation (*ibid.*, C, 1038), des vingtièmes en 1789 sur les habitants de Saint-Martin-aux-Champs (*ibid.*, C, 1046).

(2) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 46.

3. — La conversion des aides en un impôt quelconque qui se percevra sur la denrée au moment de la récolte ou plutôt sur la vigne elle-même, en sorte que, cet impôt payé, la vente du vin soit libre et sans entrave : ce serait un des plus grands soulagements pour le peuple que cela délivrerait de l'inquiétude d'une inquisition toujours fatigante pour les cultivateurs, dispendieuse pour l'administration, et entraînerait l'extinction du gros-manquant qui est des plus vexatoire.

4. — Une modération sur le prix du sel ; s'il était possible de le rendre marchand et d'un prix modéré, ce serait un bien inestimable pour la campagne, qui sauverait souvent une infinité de maladies au gros et au menu bétail auxquels on pourrait en donner dans certaines saisons de l'année.

5. — La suppression des acquits à caution, qui empêchent le laboureur de se livrer aux roulages dans les temps morts pour l'agriculture, par la crainte d'être poursuivi et écrasé par le retard et perte de la rémission desdits acquits à caution (1).

6. — Un tarif fixe et invariable pour les droits de contrôle et insinuation ; que ces droits soient modérés ; que copie dudit tarif fût envoyée dans chaque paroisse afin que chacun pût en avoir une parfaite connaissance lorsqu'il en aura besoin ; que ledit tarif, une fois fixé, fût invariable et ne pût être jamais changé ; cela augmenterait la recette en sauvant et assurant la petite fortune de bien des particuliers qui, ne sachant pas ce qu'ils ont à payer, ne font point de contrat de mariage et ne font, dans leurs partages, que des actes sous seings privés, sources d'une infinité de procès.

7. — La conversion de l'impôt des corvées en barrières de distance en distance, où se percevraient des droits représentatifs de la corvée et qui seraient payés par le roulage et les voyageurs ; les laboureurs n'y seraient assujettis que quand ils s'éloigneraient de leurs demeures à plus de six lieues de distance (2).

8. — La suppression des huissiers-priseurs pour les cam-

(1) Voir le cahier de Pretz-en-Argonne, page 513. — Certains villages voisins de Saint-Martin-aux-Champs, comme Saint-Amand, avaient été à tort compris dans les quatre lieues limitrophes et soumis à l'acquit à caution par l'arrêt du 7 juin 1746.

(2) Voir les cahiers de Condé-sur-Marne, page 190, et Fromentières, page 309.

pagnes, qui écrasent les pauvres familles du peuple par les frais immenses qu'ils font ; plus de la moitié des habitants de la campagne n'ont pas trois cents livres de mobilier ; qu'on essaie, pour cette faible somme, de faire la comparaison de ce qu'il en coûte de frais par l'huissier-priseur avec ce qu'il en coûterait par la justice du lieu, et on trouvera une différence de six à un (1) ;

9. — Que les ecclésiastiques, qui prennent à bail les dîmes ou autres biens appartenant au Clergé (2), soient sujets à tous les impôts auxquels sont assujettis les fermiers, sans égard à leur qualité ; cela établira la concurrence et tournera à la décharge de l'impôt pour les paroisses ;

10. — Que les laboureurs étrangers qui prennent des dîmes et gagnaige (3), soient tenus à consommer et verser les

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Les religieux de Saint-Pierre-aux-Monts de Châlons partageaient la seigneurie de Saint-Martin-aux-Champs et Glacourt avec les familles Maupas, Guériot de Belseaux, Debœuf de Brabant et Dupuy d'Aulnizeux.

Ces terres avaient appartenu au cardinal Georges d'Amboise, archevêque de Rouen, qui, le 27 avril 1546, en fit donation à son neveu Jacques d'Amboise, baron de Bussy, seigneur de Moignéville et Vavray. Par actes du 15 janvier 1710 et de 1714, Jean-Baptiste Maupas, auditeur en la Chambre des Comptes de Paris, fils de Jean Maupas, procureur du Roi à Châlons, et plus tard, le 25 juin 1739, sa veuve, Marie-Anne Debar, firent « acquêt de parties de la seigneurie de Saint-Martin-aux-Champs », tant sur la famille Debar qui possédait ces terres depuis 1626, que sur Élisabeth Truc d'Omev, et sur Jean-Baptiste Colbert, vinaigrier à Châlons, héritier de Marie Deu, dame en partie de Saint-Martin. Marie-Anne Debar, veuve de Maupas, et son fils Pierre-Paul Maupas de Bulmont, rendirent en 1740 foi et hommage au Roi pour la terre et seigneurie de Saint-Martin, mouvant de S. M. à cause de son châtel de Vitry-en-Perthois. — Nicolas Maupas, écuyer, ancien officier de cavalerie, fils de Pierre-Paul Maupas de Bulmont, né le 12 juillet 1750, était, en 1789, le seigneur en partie de Saint-Martin-aux-Champs. — Il possédait les moulins, la rivière, le droit de pêche qui avait fait l'objet de procès en 1747-1748, entre son père et les religieux de Saint-Pierre-aux-Monts, et en 1756-1761 avec le seigneur d'Omev. (*Arch. de la Marne, E, 547 à 570.*)

Outre les biens des religieux de Saint-Pierre-aux-Monts, seigneurs et décimateurs du lieu, l'ancienne congrégation de Châlons avait acquis par achats ou donations d'importants héritages, des terres, une chanvière, des censes qu'elle faisait valoir (*Ibid., E, 559 et G, 868 à 870*) ; le chapitre de Saint-Étienne de Châlons possédait sur son terroir des prés qu'il louait à bail (*ibid., G, 667*) ; l'aumônerie louait également une cense (1639-1753 — *ibid., G, 493*) ; la collégiale de la Trinité de Châlons avait diverses pièces de terre et percevait des censes perpétuelles sur certains héritages (*ibid., G, 1202*) ; l'église Saint-Alpin était propriétaire de prés dont elle touchait des baux (1525-1785 — *ibid., G, 1720*).

(3) *Gaaignage, gaangniage, gagnage, gaignage*, etc., terme employé pour « gain », « profit », et aussi pour « récolte », « grains » ou « dîme des grains ou des récoltes », etc. (GODEFROY : *Dict. cit.*) Ce mot se disait encore dans la

fumages ou fumiers sur ledit terroir (1), et soient imposés sur le rôle des tailles de la paroisse et non ailleurs ;

11. — Que le garde-étalon soit supprimé et que chaque laboureur puisse avoir dans ses écuries un bon cheval entier pour le service de ses juments, sauf à faire un règlement qui le mette sous l'inspection du garde-haras (2) ;

12. — Que l'arrêt rendu pour la défense des pâtures grasses contre les bêtes à laine soit exécuté dans tous ses points (3) ;

13. — Que l'arrêt qui interdit le parcours sur les finages voisins soit maintenu dans tous ses points (4) ;

14. — Que les adjudications des comptes, des biens et usages des communautés ne se fasse plus par-devant MM. les intendants ou leurs subdélégués, mais qu'ils soient renvoyés par-devant les tribunaux auxquels les arrêts et ordonnances les ont attribués (5) ;

région de Châlons pour une ferme, une métairie : c'est ainsi qu'il figure dans un traité passé le 5 mars 1514 entre le duc de Bar et l'abbaye de Beaulieu-en-Argonne pour régler la juridiction respective des deux parties sur certaines terres. (LEMAIRE : *Recherches historiques sur l'abbaye et le comté de Beaulieu-en-Argonne*, etc., ouv. cit., page 273.)

(1) *Fumage*, action de mettre du fumier dans une terre ; s'emploie aussi pour désigner le fumier lui-même. (GODEFROY : *Dict. cit.*)

(2) Voir le cahier de Coulmier, page 215.

(3) *Arrêt du parlement du 30 novembre 1785 sur la pâture des moutons et brebis dans les prairies des particuliers ou des communes*. (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, ouv. cit., t. XXVIII, page 114.)

(4) L'édit du Roi de mars 1769 avait aboli le droit de parcours de village à village. (Voir, pour ces deux articles, les cahiers d'Aulnay-l'Aître, page 50, et d'Étoges, page 272, citant, en note, les différents arrêts du parlement et ordonnance de l'intendant de la généralité rendus en cette matière.)

(5) Des conflits de compétence avaient éclaté à maintes reprises entre les intendants de la généralité et d'une part les maîtrises des eaux et forêts pour l'adjudication des biens et revenus des communautés, d'autre part les officiers des élections et autres tribunaux, relativement à la vérification des comptes des syndics. Mais alors que certains arrêts du Conseil d'État reconnaissaient la juridiction des maîtrises, élections et autres tribunaux, des décisions plus récentes confirmaient les droits des intendants, notamment une décision ministérielle « réglant la reddition des comptes communaux sous le régime des assemblées municipales formées suivant le règlement du 23 juin 1788 et en réservant la connaissance à l'intendant ». (*Arch. de la Marne*, C, 514 et 515.)

La communauté de Saint-Martin-aux-Champs tirait de ses usages 496 livres de revenus (tableau de 1788). — La jouissance des terrains usagers avait fait l'objet de contestations entre les habitants de Saint-Martin-aux-Champs et les seigneurs, les religieux de Saint-Pierre-aux-Monts de Châlons et la famille Maupas. (*Arch. de la Marne*, C, 693-694.) — La communauté établit que son droit avait été reconnu le 18 janvier 1530 par une transaction passée entre elle

15. — Que les seigneurs soient obligés de détruire leurs lapins sur tout le finage et, dans le cas où ils voudraient en avoir, qu'ils soient obligés de les clore de murailles, en sorte qu'ils ne puissent pénétrer dans les champs voisins (1) ;

16. — Que la mendicité soit abolie ; que chaque communauté soit obligée de nourrir ses pauvres et que les municipalités soient autorisées à faire arrêter et constituer prisonniers tous mendiants qui ne seraient pas de la paroisse (2) ;

17. — Que, dans le cas où l'impôt territorial en nature ait lieu, il ne puisse être adjugé à aucune compagnie, et que seulement ceux de la paroisse ou des paroisses voisines et qui sont contiguës au finage puissent concourir, et que les pailles ne puissent être consommées ailleurs que sur le finage ;

18. — Que les habitants soient autorisés à pouvoir défendre leur terroir et mettre leurs récoltes à l'abri des dégâts des chasseurs quelconques qui y seraient trouvés avant le 1^{er} septembre de chaque année et dans les vignes avant la récolte entière des vendanges.

19. — Tous les habitants de Saint-Martin-aux-Champs, pénétrés de la justice et de la bonté du Roi, sont prêts à faire, pour la prospérité de l'État, tous les sacrifices que leur permettent leurs facultés et ils lui offrent leur vie et leurs biens.

P. FAGNIER, L. ESTIENNE, P. OLIVIER, J. POULIN, L. OLIVIER,

P. PRIN, etc.....

S. GUÉDET, syndic. (20 signatures.)

SAINT-MARTIN-SUR-LE-PRÉ

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Martin-sur-le-Pré (3) était composée de 25 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent en la

et le cardinal Georges d'Amboise, archevêque de Rouen, alors seigneur de la terre de Glacourt, près Saint-Martin-aux-Champs, et qu'une ordonnance de l'intendant Hue de Miromesnil, du 22 novembre 1683, avait remis la communauté en possession des usages ci-devant aliénés. (*Ibid.*, E, 1007.)

(1) Voir le cahier de Cernon, page 125.

(2) Voir les cahiers d'Aulnay-aux-Planches, page 45, et de Matougues, page 445.

(3) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 240. Cahier, dossier c, pièce 56 : 3 pages cotées et paraphées en haut et en bas de chacune

maison de Jean-Baptiste Cocqueteaux, syndic, sous la présidence d'Étienne MANGET (1), « avocat au parlement, bailli de Saint-Pierre-au-Mont de Châlons, de Saint-Martin-sur-le-Pré et autres terres, fiefs et seigneuries en dépendant ». — Le procès-verbal constate la présence de Philippe Cocqueteaux, Philippe Boullé, Remy Rigollet, Jean-Baptiste Cocqueteaux, syndic, Nicolas Journay, Remy Rigollet, Alexis Rigollet, Michel Debin, Pierre Croix, Jean Barré, Jean Mangin, Antoine Pariset. — Les députés furent Philippe COCQUETEAUX l'aîné, laboureur, et Nicolas JOURNAY.]

CAHIER

Représentations et demandes de la communauté de Saint-Martin et Vinets (2).

1. — Remercier Sa Majesté d'avoir accordé au Tiers état une députation dans son ordre en nombre égal à celle des deux premiers ordres réunis, et d'avoir rappelé dans son conseil un ministre digne de sa confiance et de celle de ses sujets, et que l'on prie de conserver.

2. — Demander pourquoi le rôle de la taille de 1789 se trouve augmenté (3), vu la perte que ladite communauté a souffert en 1788 par la maladie épidémique qui a régné sur cette communauté et qui leur a enlevé pour plus de 2,000 bestiaux (4)

d'elles par Étienne Manget; visa de Prieur. — Le cahier et le procès-verbal sont écrits entièrement de la main de Nicolas Journay).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 694 : Administration de la communauté; usages; comptes des syndics. — C, 905 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1594 et 1637 : Corvées. — C, 1718 : Atelier de charité de Saint-Martin-sur-le-Pré et Vinets sa dépendance (1788-1790). — C, 1899 : Église et presbytère. — C, 2109 : Aides; rebellion contre les commis. — C, 2995 : Usages. — G, 105 : Cure. — G, 178 : Évêché de Châlons : cens d'un ilot sur la Marne. — G, 871 : Fermes, prés et cense des chapelains de la Congrégation; — etc.

— Saint-Martin-sur-le-Pré (qu'on appelle aussi Saint-Martin-et-Vinets ou lès-Vinets), appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 18 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 42 hommes, 32 femmes, 2 garçons et 11 filles, soit 87 habitants.

(1) Voir notice biographique ci-après, au cahier de Saint-Memmie (page 579).

(2) De la paroisse de Saint-Martin-sur-le-Pré dépendait autrefois le prieuré de Vinets, transféré en 1621 à Châlons. A la place fut construite une ferme avec une chapelle qui subsista jusqu'en 1813.

(3) En 1788, le rôle portait 750 livres 5 sols de taille et frals de collecte, et 1,162 livres d'accessoires et capitation, soit 1,912 livres 5 sols pour 119 cotes (*Arch. de la Marne*, C, 905). En 1789, on relevait 760 livres de taille, 613 d'impositions accessoires et 574 de capitation, soit 1,947 livres.

(4) Renseignements sur les maladies épi-zootiques déclarées dans la subdélégation de Châlons en 1788. (*Arch. de la Marne*, C, 373 et 2880.)

pour lesquels ils ont formé plainte à MM. de l'assemblée intermédiaire pour leur faire droit, à laquelle on n'a eu aucun égard, malgré que l'on sache que ladite communauté étant trop près de la Marne, n'a ni pâtures, ni prés, ni ajeaux (1) pour pouvoir faire un nourri proportionné à sa perte qui ne peut se réparer qu'à la longue.

3. — Représenter que ladite communauté ne possède qu'environ 1,500 journels de terre, tant bonnes que mauvaises (2), dont environ 1,200 journels par les meilleures et les plus susceptibles d'engrais sont possédées par MM. les abbés et religieux de Saint-Pierre-de-Châlons, seuls seigneurs, et par les communautés religieuses de Sainte-Marie, de Vinets, les Ursulines, la Doctrine, le Collège, les chanoines de la Cathédrale et Trinité, le chapelain de Sainte-Marguerite de Saint-Memmie, l'hôpital dudit Châlons et autres bourgeois (3); que la plupart de ces fermes sont sujettes à changements par la mort ou avancement des abbés et chapelains qui les possèdent; que, par conséquent, ces fermiers qui les font valoir sont à chaque instant déchus de leurs baux et n'osent mettre des engrais qui, par ces changements, sont perdus pour eux; ils n'en paient pas moins les impositions comme pour des bonnes, puisqu'ils se trouvent les mieux placés. Il sera bon de demander que l'on remédie à cet inconvénient par une déclaration qui affermisse les fermiers dans leurs baux jusqu'à leur fin, quoique les abbés viennent à mourir ou changer. Il serait même à propos que ces baux fussent pour vingt-sept ans, pour remonter ces terres qui ne le seront que par ce moyen.

4. — Représenter que la plupart des fermes de cette communauté sont tenues par le maître de poste de Châlons qui, selon ses privilèges, se dit exempt d'impositions, lesquelles sont

(1) Voir le cahier d'Ablancourt, page 28.

(2) Le dénombrement de 1773 indique 1,800 arpents de terres labourables, 40 de vignes, 7 de jardins et 7 de prés. — Ces terres produisaient 3,375 boisseaux de froment, année commune (3 pour 1 de la semence), 12,186 de seigle (3 pour 1), 3,450 d'orge (3 pour 1), 12,000 d'avoine (3 pour 1), 800 de sarrasin (4 pour 1), et 70 muids de vin, mesure de Paris. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(3) L'abbaye de Saint-Pierre-aux-Monts était en effet, depuis 1145, seul seigneur de Saint-Martin-sur-le-Pré et y possédait une ferme, un four banal et les dîmes. — Les chapelains de l'ancienne congrégation, le prieuré de Vinets, etc., avaient aussi, sur ce terroir, des fermes, des prés, des censes qui étaient loués à bail. (*Arch. de la Marne, G, 871.*) — Les Ursulines de Châlons étaient au nombre des communautés religieuses que le roi Louis XV avait eu, en 1732, l'intention de supprimer. (*Ibid., C, 1794.*)

rejetées sur la communauté ; le privilégié a d'autant plus de facilité qu'il est obligé par son état d'avoir une quantité de chevaux, de postillons pour les conduire qui, à leur temps perdu, font valoir les fermes gratuitement, dont il ne paie aucune imposition, au lieu qu'un laboureur qui les paie a encore un nombre de domestiques qui lui coûtent fort cher parce qu'ils ne sont exempts de rien et sujets au sort de la milice. Ces maîtres de postes peuvent avoir des privilèges pour leurs propres fonds, mais pour ceux qu'ils louent et sur lesquels ils gagnent, ils doivent au moins payer les impositions comme les autres : on prie d'avoir égard à cette clause et faire stipuler leurs exemptions (1).

5. — Demander que MM. les évêques et abbés soient tenus de demeurer dans le chef-lieu de leur diocèse et abbaye pour y consommer leurs revenus qui seront reversibles sur leurs diocésains ; qu'ils verront ce qui s'y passe et y maintiendront le bon ordre qui y est fort mal dirigé.

6. — Demander que les portions congrues de MM. les curés soient mises à douze cents livres pour faire vivre honnêtement ceux d'entre eux qui se trouvent sans patrimoine ; une autre raison encore qui paraît sensible, c'est que la plupart de ceux qui ne se conduiront pas bien, MM. les évêques pourront les reléguer dans les maisons faites pour ce, en prenant 400# sur leur cure, savoir : 300# pour leur pension et 100# pour leur entretien ; il en restera encore 800# pour y mettre un desservant, ce qui ne gênera point le Clergé et maintiendra le bon ordre dans les paroisses (2).

7. — Demander que l'impôt territorial, s'il a lieu, se paie par arpent [de] terre et en argent sur tous les biens des nobles, ecclésiastiques et roturiers, comptant et annuellement, en supprimant les vingtièmes et autres impositions qu'il conviendra ; en le prenant en argent, on évitera bien des frais et des

(1) Privilèges des maîtres de poste : projet de remplacement de ces privilèges par une indemnité. (*Arch. de la Marne, C, 809 et 812.*) — Le maître de poste de Châlons, en 1789, était Antoine-Nicolas Viet, qui joua un rôle, deux ans plus tard, lors de la fuite de Louis XVI, et mourut à Châlons le 4 septembre 1806. (*Revue de Champagne et de Brie, 1^{re} série, 15^e vol., page 249.*)

(2) *Arch. de la Marne, C, 1899* : Les supérieurs du séminaire de Châlons furent curés de Saint-Martin ; ils levaient 30 livres sur la paroisse pour leur tenir lieu de logement tant qu'il n'y eut pas de maison curiale ; celle-ci fut reconstruite en 1770 ; le détail estimatif des travaux fut de 7,425 livres.

recherches, que l'on serait obligé de faire en nature, qui ne pourront se faire qu'à la longue et n'abrègeront à rien.

8. — Demander une diminution sur le sel ou qu'on le rende marchand en payant par iceux un droit aux salines ; qu'il soit livré dans les mesures ordinaires, sans y être criblé comme l'on fait actuellement, et que les terres et pierres que l'on y trouve seront retirées avant de le mesurer ; il est à observer que c'est un furieux impôt pour le Tiers état, et que la plus grande partie des nobles ont leur provision gratuite.

9. — Demander que les domestiques des ecclésiastiques et nobles soient sujets à la milice, à l'exception d'un ou tout au plus deux par chaque maison, parce que ce privilège enlève aux cultivateurs des hommes qui s'habituent à la fainéantise et ne sont plus propres à rien à l'État.

10. — Demander qu'il soit permis aux gens de main-morte de placer leur argent sur des particuliers, afin de le faire refluer dans le commerce au lieu qu'il reste mort chez eux, ce qui fait une perte pour l'État.

Et enfin, demander que la somme qui sera payée par jour à chaque député aux États généraux soit fixée et sur quel fonds on la prendra.

Représenter que cette communauté n'est composée que de vingt-cinq feux dont la plupart sont manœuvres et très pauvres, que ladite communauté est obligée de nourrir et occuper pour les faire subsister ; en outre, est chargée de nourrir la plupart de ceux de Châlons qui se trouvent à leur porte et qui leur sont très à charge par la proximité de cette ville (1).

Fait et arrêté en l'assemblée générale des habitants composant le Tiers état de la communauté de Saint-Martin et Vineta, tenue cejourd'hui 8 mars 1789, et ont, tous les habitants qui savent écrire, signé avec M. le bailli, juge dudit, qui a coté le présent cahier par première et dernière pages, et l'a paraphé *ne varietur* au bas d'icelles.

JOURNAY, BOULLÉ, Remy RIGOLLET, COCQUETEAUX, PARISSET,
Remy RIGOLLET, Jean BARRÉ, CROIX, A. RIGOLLET,
DEBIN, COCQUETEAUX, MANGET, juge.

(12 signatures.)

(1) Sur la mendicité et les moyens d'y remédier, voir les cahiers d'Aulnay-aux-Planches, page 45, et Matougues, page 445.

SAINT-MEMMIE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Saint-Memmie-lès-Châlons (1) était composé de 120 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789 par « Messieurs les prieur et curé des églises Saint-André et de Saint-Martin de ce lieu ». — Le 4 mars, « au sortir des messes de paroisses », les habitants se réunirent « en la grande salle de l'abbaye de Saint-Memmie, à défaut d'auditoire vaste et commode, » sous la présidence d'Étienne MANGET (2), avocat en parlement, bailli des bailliage et justices dépendant de l'abbaye de Saint-Memmie-lès-Châlons. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Manget, « substitut du procureur fiscal du bailliage du comté « de Châlons, lequel en cette qualité, ajoute le procès-verbal, a fait

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 257. Cahier, dossier c, pièce 103 : 4 pages cotées et paraphées en haut et en bas de chacune d'elles par Manget ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 695* : Administration de la communauté ; usages ; pompes ; comptes des syndics ; chaussées et ponts. — *C, 781, 906 et 948* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1118* : Rébellion contre les employés des aides (1738). — *C, 1594 et 1640* : Corvées. — *C, 1716* : Atelier de charité (1777-1790). — *C, 1899* : Église, presbytère et cimetière. — *C, 2108* : Incendie de 1764. — *C, 2875* : Pépinière de Saint-Memmie. — *C, 2995* : Adjudication de pavés. — *D, 15* : Ferme au collège de Châlons. — *G, 11, 12, 13, 44, 75, 76, 84, 89, 586, 595, 976*, etc. : Abbaye de Saint-Memmie ; juridiction de l'évêque ; prise de possession des abbés ; biens. — *G, 177 et 179* : Propriétés de l'évêché ; cens ; four. — *G, 424, 489, 524 et 566* : Biens du chapitre de Saint-Étienne ; dîmes ; censives. — *G, 872* : Censives des chapelains de la Congrégation. — *G, 998* : Terres appartenant à la chapelle Sainte-Blaise de la collégiale de N.-D.-en-Vaux. — *G, 1174* : Biens de la collégiale de la Trinité. — *G, 1715* : Ferme de la cathédrale de Châlons. — *G, 1853* : Cure ; — etc.

Arch. communales de Saint-Memmie : 1^{er} registre : de 1772 au 15 brumaire an IV : Le cahier des plaintes et doléances des habitants de Saint-Memmie et le procès-verbal de nomination des députés de ce village du 4 mars 1789 ont été insérés à cette date au registre de délibérations du corps municipal (19^e feuillet. — Communication de l'instituteur de cette commune).

— Saint-Memmie appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 164 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 226 hommes, 272 femmes, 62 garçons et 52 filles, soit 612 habitants.

(2) Étienne Manget, né à Saint-Memmie le 27 septembre 1748, avocat, président de l'élection de Châlons qu'il représenta à l'assemblée du Tiers état de la ville de Châlons ; procureur-syndic du district de Châlons (1790) ; député suppléant à l'assemblée législative (1791), n'y siégea pas ; administrateur du département de la Marne (an IV) ; rentra dans la vie privée sous le Consulat. Mort à Châlons-sur-Marne le 17 floréal an XII.

« toutes réserves pour la conservation des droits de juridiction de
 « Monseigneur l'évêque de Châlons pour la partie de ce lieu qui en
 « dépend, desquelles réserves nous lui avons donné acte sans tirer à
 « conséquence » ; — Nicolas-François Champion, procureur fiscal du
 bailliage de Saint-Memmie, Nicolas Pluchet, Jean Collard, Pierre Cou-
 telat, Jean-Baptiste Bailly, syndic, Claude Benoît, François Appert,
 Jean-Pierre Aubry, Rigobert Benoist, Laurent Aubry, Claude Girardin,
 Jean-Baptiste Levêque, Jean-Baptiste-Sulpice Nollet, Jean Huat, Nicolas
 Mogin, Memmie Guillaume, Jacques Guttin, Nicolas-Memmie Boullé,
 Jean Robiche, Pierre Mogin, Claude Morin, Denis Pavault, Joseph
 Mézières, Claude-Nicolas Bruant, Memmie Manget, Toussaint Hugot,
 François Lemaire, Charles Asselin, François Jondreville, Memmie-
 Joseph Benoist, Toussaint Guérin, Claude-Memmie Boulanger, Pierre
 Quin, Claude-Philippe Gillet, Pierre Legrand, Pierre Coutin, François
 Coutant, Jacques Asselin, Jacques Adnet, Pierre Joannès, Nicolas
 Joyeux, Louis Champagne, François Maltret, Jean Dumont, Pierre
 Fèvre. — Les députés furent Étienne MANGER, juge de Saint-Memmie,
 et Nicolas PLUCHET, marchand, un des membres de la municipalité.]

CAHIER

*Cahier des doléances, plaintes et remontrances des habitants
 composant le Tiers état du village de Saint-Memmie-lès-
 Châlons, rédigé en leur assemblée générale, cejourd'hui
 4 mars 1789, ainsi qu'il suit :*

ART. 1^{er}. — Les habitants de Saint-Memmie ont arrêté de
 représenter que, depuis longtemps, ils gémissent sous le poids de
 toutes espèces d'impôts :

Distribués en cent vingt feux et ne subsistant que du travail
 de leurs bras et de leur industrie, ils paient annuellement au
 Roi plus de quarante mille livres en taille, capitation, acces-
 soires, corvées (1), vingtièmes, rouage, droits d'aides, de con-
 trôle, de traites, gabelles, etc.

2. — On laisse à leur charge l'entretien d'un pavé considérable
 traversé dans toutes les parties de leur village par les routes de
 l'Alsace, de la Bourgogne, de la Lorraine et du Barrois (2); et

(1) Les impositions principales et frais de collecte s'élevaient, au rôle de
 1790, à 1,949 livres 10 sols ; les accessoires, capitation et rejets à 3,372 livres
 9 sols ; la prestation des chemins à 897 livres 18 sols, ce qui donnait déjà pour
 les impositions directes 6,219 livres 17 sols que supportaient, en cette année
 1790, 341 contribuables, y compris les anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne*,
 C, 906.)

(2) Pavé de Saint-Memmie. (*Ibid.*, C, 2995.) — Décision de l'intendant de
 1783 au sujet des corvées que nécessitait l'entretien de cette chaussée, sur
 requête de la communauté. (*Ibid.*, C, 1640.) — Mémoire des réparations faites

c'est pour le profit seul de la ville de Châlons qu'il est perçu, sur toutes les marchandises qui sortent de Saint-Memmie et dans le lieu même, un prétendu droit de rouage qui lui coûte plus de deux mille quatre cents livres par année, depuis environ quinze ans qu'il est établi (1).

3. — Ils ont à leurs gages un recteur et une sœur d'école; ils paient les ordres qui leur sont adressés et la reddition des comptes de leur syndic (2).

4. — Ils ont à rétablir en ce moment un pont et une rouillie (3) en pierres le long du gué de leur ruisseau, ce qui coûtera plus de mille livres suivant le devis de l'ingénieur, indépendamment d'une dépense de quinze cents livres qu'il a occasionnée il y a environ cinq ans, et du curage dudit ruisseau qui vient souvent à sec (4).

5. — Le tirage des milices nécessite tous les ans dans leur communauté une dépense de plus de six cents livres, sans qu'il en résulte aucun rétablissement ni mariage.

6. — Pour leur soulagement et celui du public, les habitants de Saint-Memmie demanderaient donc la suppression de toutes exemptions, franchises et privilèges dont jouissent des villes, des corps et des particuliers en matière d'impôts et de corvées, et dont leur communauté (5) est singulièrement fatiguée en rai-

aux chaussées du village depuis 1748 jusqu'à 1778. (*Ibid.*, C, 695.) Les deux grandes routes de Paris en Allemagne, l'une par Sainte-Ménéhould, les Trois-Évêchés et la Lorraine, l'autre par Vitry, le Barrois et l'Alsace, se croisaient près de Saint-Memmie. (*Ibid.*, C, 1538.) — Voir aussi dossier de la route de Châlons en Bourgogne. (*Ibid.*, C, 1589.)

(1) Le droit de rouage sur les voitures de marchandises entrant à Châlons avait été établi par arrêt du Conseil d'État du 27 juillet 1772 et réglé par ordonnance de l'intendant Rouillé d'Orfeuil du 9 février 1773. (Voir les cahiers de Courtisols, page 238, et de Marson, page 440.)

(2) *Arch. de la Marne*, C, 694.

(3) Voir le glossaire.

(4) Devis des ouvrages à faire, en 1783, aux rouillies et pont du gué du Grand-Mau, ou ruisseau de Fontenay, affluent de la Moivre, sur le territoire de Saint-Memmie qu'il arrose. (*Arch. de la Marne*, C, 695.)

(5) La communauté avait obtenu en 1786 l'établissement d'un conseil de douze notables choisis : six dans la classe des bourgeois, laboureurs et marchands, et six dans celle des artisans, tonneliers et cabaretiers. (*Arch. de la Marne*, C, 695.) — Après l'incendie de 1764 (*ibid.*, C, 2108), les habitants se préoccupèrent d'obtenir une pompe avec matériel; ils purent en faire l'acquisition en 1778 au prix de 650 livres, et l'assemblée nomma deux pompiers, les frères Jacques et Nicolas Boullé, l'un charpentier, l'autre couvreur. L'intendant concéda des privilèges aux pompiers de Saint-Memmie. (*Ibid.*, C, 695.)

son de la franchise de la ville de Châlons qui est à leur proximité.

7. — Ils demandent, pour représentation de tous subsides, un impôt territorial en nature sur toutes les propriétés et exploitations indistinctement, et une capitation sur l'industrie et le commerce.

8. — La suppression des aides, gabelles, traites, droits de contrôle, rouages, péages et autres de cette nature, celle des milices et la réduction des troupes en temps de paix.

9. — L'établissement d'États provinciaux en Champagne et d'une cour souveraine, des États généraux tous les cinq ans, et une commission intermédiaire permanente composée de trois personnes par chaque généralité, une seule coutume, un seul poids, une seule mesure, une seule jauge.

10. — La suppression de la dîme appelée suite de fer, ou de rapport (1), de telle sorte que chaque décimateur perçoive seul la dîme dans toute l'étendue de son terroir (2).

(1) Ce droit existait dans un grand nombre de paroisses de la généralité de Châlons. Les curés du diocèse de Reims prennent soin de le décrire dans leurs réponses au questionnaire annuel de l'archevêque : « Il y a, dit le curé de *Bouy* (Quest. de 1774), dans la paroisse le droit de *rapport de fer*. Je ne sais pas de quelle antiquité il est ; je l'ai trouvé établi et j'en jouis comme en ont joui mes prédécesseurs. Il consiste dans la moitié de la dîme du champ que mon paroissien va labourer dans les terroirs voisins, comme les dîmeurs des villages voisins viennent prendre la dîme de fer chez moi lorsque les laboureurs de chez eux viennent labourer dans notre terroir quelques pièces de terre qui leur appartiennent. C'est un usage qui occasionne bien des procès ; ce serait une bonne affaire si l'on pouvait venir à bout de le faire supprimer. » — « Le droit de *rapport de fer*, répond le curé de *Louvercy*, y est en vigueur et y est établi depuis longtemps. Il consiste en treize livres annuelles et se lève sur le terroir de *Louvercy* et n'est point séparé par la rivière. » — « Il consiste, dit le curé de *Saint-Hilaire-le-Grand*, en ce que le curé suit son laboureur sur les territoires les plus près et perçoit moitié de la dîme sur les champs sans s'étendre plus loin qu'à ceux qui lui sont contigus immédiatement. » (Arch. de Reims, fonds de l'Archevêché, G, 284 et 285.)

Comme l'indiquait celui de *Saint-Hilaire-le-Grand*, on disait que « le curé suivait le fer de la charrue du laboureur de sa paroisse allant cultiver les terroirs voisins et en rapportait la dîme ».

(2) L'abbaye de Saint-Memmie, fondée vers 1065, était seigneur du village ; l'évêque de Châlons, par bulle du pape Innocent IV du 10 juin 1250, s'était vu attribuer le droit de juridiction sur cette maison et nommait les abbés. (Arch. de la Marne, G, 11 et suivants) ; il possédait, sur le territoire, le four et des censives qu'il louait. (*Ibid.*, G, 177 et 179.)

Un accord était intervenu le 15 juillet 1579 entre l'abbaye de Saint-Memmie et le chapitre de Saint-Étienne, au sujet des dîmes de la contrée dite de « Saint-Menge ». (*Ibid.*, G, 489.)

11. — Les habitants de Saint-Memmie demandent aussi que le pavé de leur village, à l'instar de leurs voisins, soit entretenu au compte du Roi, au moyen de ce qu'il est traversé par deux grandes routes (1).

12. — Enfin, lesdits habitants chargent les députés qu'ils vont à l'instant choisir pour porter ce cahier à l'assemblée du bailliage de Châlons indiquée au 12 mars présent mois, et concourir à la nomination de ceux du Tiers état qui seront dans le cas de se rendre à Versailles, de leur recommander de ne consentir aucune espèce d'impôts qu'après que les abus en tous genres, dans toutes les parties de l'administration du royaume, auront été réformés.

Fait et arrêté en ladite assemblée, les jour et an susdits et ont, tous les habitants qui savent écrire, signé avec le bailli, juge de Saint-Memmie, qui a coté le présent cahier par première et dernière pages et l'a paraphé *ne varietur* au bas d'icelles.

MANGET, CHAMPION, COLLARD, PLUCHET, P. COUTELAT,

Claude BENOIST, etc.....

BAILLY, syndic, MANGET, bailli de Saint-Memmie.

(38 signatures.)

SAINT-PIERRE-AUX-OIES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Pierre-aux-Oies (2) était composée de 42 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent « au

Le chapitre de Saint-Étienne, les chapelains de l'ancienne Congrégation, la chapelle Sainte-Blaise de la collégiale Notre-Dame-en-Vaux, la collégiale de la Trinité, la cathédrale de Châlons et le collège de cette ville possédaient aussi des terres, fermes, prés, censives, sur le terroir de Saint-Memmie. (*Ibid.*, G, 424, 524, 566, 872, 998, 1174 et 1715 ; — D, 15.)

(1) Voir la note ci-dessus. On entretenait sur le territoire de Saint-Memmie une pépinière royale divisée en quatre sections comptant, en 1788, 86,035 pieds d'arbres servant en général pour les plantations le long des grandes routes de la généralité. (*Arch. de la Marne*, C, 2875.)

(2) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 241. Cahier, dossier c, pièce 41 : 10 pages numérotées mais non paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 696, 2919 et 2995 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 907 et 948 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1594 : Corvées. — C, 1595 : Route de Dormans à Châlons. — E, 9 : Déclarations de papier terrier

lieu ordinaire des assemblées, devant la porte du cimetière (1), » sous la présidence de Paul LAUNOIS, syndic de la municipalité. — Le procès-verbal constate la présence de Barthélemy Robin, Louis Mailly, Jean Dupont, Jacques Dara, André-Remy Biez, Sébastien Dupont, Jean Dupont, André-Pierre Dupont, André-Louis Dupont, Pierre Jacquet, Pierre Rivière, A.-J.-B. Nannet, Jean Robin, Claude Lorinet, Jean-Baptiste Rivière, Laurent Gentil, Jean Rigolet, Louis Dara, Louis-Antoine Robin et Jean Guyot, greffier. — Les députés furent Louis DARA, charron et membre de la municipalité, et Louis-Antoine ROBIN, laboureur et lieutenant de la justice.]

CAHIER

Cahier de doléances, plaintes et remontrances dressé par les habitants de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Oies, diocèse de Châlons-sur-Marne.

La communauté, assemblée au son de la cloche en la manière accoutumée, conformément et en exécution des lettres du Roi données à Versailles le 24 janvier 1789, pour la convocation et assemblée des États généraux du royaume, du règlement y joint et de l'ordonnance de M. le bailli de Châlons-sur-Marne rendue en conséquence le 17 février de la même année,

Les habitants de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Oies, dociles à la voix de leur souverain, remontrent très humblement à Sa Majesté :

1. — Que le terroir de Saint-Pierre-aux-Oies peut être d'environ sept cents journaux, sans pâture, sans bois, sans aucune ressource qui puisse soulager les habitants et les secourir dans leurs besoins ;

(1747-1789). — G, 106, 107 et 1866 : Visite et biens de la cure. — G, 668 : Dîmes et cure au chapitre de Saint-Étienne de Châlons ; — etc.

— Saint-Pierre-aux-Oies appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écury-sur-Coole, arr. de Châlons.

Arch. com^m de Saint-Pierre-aux-Oies : 1^{er} reg. de délibérations du 5 septembre 1788 au 11 septembre 1791, contenant aux dates : du 16 octobre 1788 : avis de la déclaration du Roi convoquant les États généraux (f° 4) ; — du 1^{er} mars 1789 : lecture de l'ordonnance du grand bailli d'épée, de Châlons, et fixation de la date de la réunion des habitants (f° 8) ; — du 8 mars 1789 : indication sommaire de la nomination des deux députés du village (f° 9). — (Communication de M. Hémet, instituteur.)

— Dénombrement de 1773 : 41 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. — Population : 79 hommes, 77 femmes, 12 garçons et 15 filles, soit 183 habitants.

(1) « Sous un poirier », ajoute une délibération de la municipalité du 28 septembre 1788, ce dont s'était plaint le curé. (Arch. de la commune de Saint-Pierre-aux-Oies.)

2. — Que des sept cents journels, un tiers environ demeurerait inculte pour être trop ingrat ;

3. — Que les deux autres tiers, deux cents journels environ, appartiendraient à des privilégiés et à des forains ; resteraient, par conséquent, deux cent soixante-six journels environ, cultivés habituellement par lesdits habitants (1) ;

4. — Que lesdits habitants, pour deux cent soixante-six journels qui leur profitent, paieraient pour toute imposition au Roi la somme de dix-sept cents livres et plus (2).

5. — Une autre charge qui grève et gêne beaucoup lesdits habitants, ce sont les cens et les lods et ventes qu'ils paient à différents seigneurs pour toute acquisition d'immeubles, ce qui diminue de beaucoup le prix de leur juste valeur ; et, ce qu'il y a encore de plus affligeant et est même sans exemple, c'est la répétition depuis vingt-neuf ans que ces seigneurs font des mêmes droits pour en être payés deux fois par lesdits habitants qui, déjà assignés, sont décidés à se laisser poursuivre extraordinairement et à perdre toutes leurs possessions plutôt que de se soumettre à payer ce nouveau et double droit des cens et des lods et ventes aux seigneurs, dont l'un est M. de Charmoy, qui se dit seul et principal seigneur de Saint-Pierre-aux-Oies, et les autres, MM. de Rosnay de Villers, qui prétendent avoir le même droit que M. de Charmoy de percevoir les cens et les lods et ventes ; dans les mêmes et différentes contrées du terroir de Saint-Pierre-aux-Oies, les lods et ventes sont payés, par cent francs, la somme de huit livres cinq sols (3).

6. — Une autre charge non moins gênante et onéreuse et qui

(1) Le territoire de Saint-Pierre-aux-Oies comprenait 500 arpents de terres labourables, 500 de terres incultes, 2,250 de terres d'usage servant à la pâture, 8 de bois, 6 de vignes et 15 de jardins. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.) — Vingt-sept laboureurs à une charrue cultivaient ces terres qui ne rapportaient guère que la semence (450 boisseaux de froment, 1,000 de seigle, 500 d'orge, 500 d'avoine et 67 de sarrasin). — Les vignes produisaient 10 muids de vin, année commune.

Pour le journal comparé à l'arpent, voir le glossaire.

(2) Rôle des impositions de 1781-1790. (*Arch. de la Marne*, C, 907.)

(3) Les possesseurs de la terre de Saint-Pierre-aux-Oies qui se disputaient les droits seigneuriaux du lieu étaient : Pierre-Louis Bureau de Charmoy, écuyer, seigneur en outre de Villers-aux-Cornelles, d'une part ; et d'autre part : André-Marie-Memmie Rosnay de Villers et Antoine-François-Dominique Rosnay de Villers, enfants mineurs de Jean-Baptiste Rosnay, écuyer, seigneur de Villers, Montain, Gergeau, etc. — Voir les déclarations de terrier de 1747 à 1789. (*Arch. de la Marne*, E, 9.) — Ce terrier avait été obtenu le 2 décembre 1747

mine surtout les familles déjà pauvres, c'est la nécessité de recourir à un huissier - priseur, nouvellement annoncé pour l'estimation et vente des biens meubles appartenant à des mineurs ; cette charge, dont le public n'a point été instruit d'abord, a produit des amendes sans égard à l'ignorance invincible d'un grand nombre de co-héritiers et de tuteurs (1).

7. — Les habitants possèdent de temps immémorial un terrain d'environ neuf cents journaux, des plus ingrats de la Champagne, appelé les « Communes de Saint-Pierre-aux-Oies » (2). Les particuliers qui hasardent d'en empouiller quelques champs qui rapportent quelquefois deux nombres (3) le journal, sont encore obligés de partager leurs gerbes avec différents seigneurs par une double dime, et c'est ainsi que des habitants pauvres partagent encore une perte ordinaire avec les seigneurs (4).

8. — Les habitants de Saint-Pierre-aux-Oies ne possédant qu'un petit domaine capable de les faire vivre, pour les trois quarts d'entre eux, les uns quatre, les autres six mois de l'année, (grâce à leur industrie qui leur fait compléter l'année), n'ont aucune ressource dans les pertes qui leur arrivent fréquemment et spécialement cette année qu'un grand nombre de leurs bâtiments ont souffert considérablement de la gelée et de l'inondation, ce qui obligera plusieurs à emprunter tant pour subsister que pour réparer leurs pertes (5).

en vertu de lettres de chancellerie délivrées à J.-B.-Marie Rosnay de Villers, décédé en 1775. (*Ibid.*, E, 753 à 755 : Famille Rosnay de Villers.)

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Les communaux avaient, d'après le dénombrement de 1773, 2,250 arpents, mesure de Paris. (*Arch. de la Marne*, C, 430.) — Un partage des blens usagers jusqu'alors indivis fut fait en 1775 entre les communautés de Saint-Pierre-aux-Oies et Villers-aux-Corneilles. (*Ibid.*, C, 696.)

(3) Voir le glossaire.

(4) Les dimes de Saint-Pierre-aux-Oies étaient perçues par le chapitre de Saint-Étienne de Châlons et par les chanoines de la Trinité (sentence de l'officialité de Châlons de 1499, concernant les dimes de rapport de Saint-Pierre-aux-Oies et Villers-aux-Corneilles ; — Sentence des requêtes du palais du 22 juin 1613, qui maintient le chapitre en possession de percevoir les dimes de rapport de Saint-Pierre-aux-Oies). Une transaction intervint le 27 juin 1674 entre le chapitre et le curé de Saint-Pierre, concernant le gros du curé et, en 1768, pour l'option de la portion congrue. (*Arch. de la Marne*, G, 668.) — Voir aussi, même dossier : baux des dimes novales. — Déclarations des décimateurs transcrites sur le registre des délibérations de la municipalité. (*Arch. communales de Saint-Pierre-aux-Oies*.)

(5) Les demandes en décharge d'imposition étaient nombreuses, en raison

9. — Les habitants de Saint-Pierre-aux-Oies ayant abandonné, il y a environ cent ans, à la fabrique de leur église une portion de terre labourable appelée « Étives » (1) et un herbage planté de saules et de peupliers, lieudit « La Fontaine », estimés soixante livres, année commune (2), à condition que ladite fabrique serait chargée à perpétuité de faire les frais de réparations et de reconstructions tant de la nef de leur église et de ses bas-côtés que du presbytère, à la décharge entière de M. le curé et des habitants, l'idée serait venue auxdits habitants que, pour le soulagement de leur fabrique dont les revenus sont estimés cent cinquante livres, année commune, il pourrait être jugé juste que les forains qui possèdent des biens immeubles dans l'étendue du terroir, contribuassent dans la suite aux réparations et reconstructions de l'église et du presbytère, en proportion de leurs impositions, suivant la règle générale qui assujettit les forains aussi bien que les domiciliés aux réparations et reconstructions des églises et des presbytères.

10. — Les habitants de Saint-Pierre-aux-Oies prennent encore la liberté de mettre sous les yeux de Sa Majesté que le sel, dont ils font une assez grande consommation, est porté à un si haut prix que le plus grand nombre d'entre eux serait obligé de se retrancher de sa quantité, si contrainte ne leur était faite par les commis d'en prendre pour une somme exorbitante qu'ils fixent à chaque famille, tandis qu'une multitude de privilégiés, déjà payés trop grassement pour leurs emplois inutiles ou trop multipliés, se salent encore sans qu'il leur en coûte d'autre peine que celle de se partager ; les particuliers paient le sel treize sols neuf deniers la livre.

11. — Un inconvénient ordinaire et journalier dans les campagnes, c'est la mendicité : nombre de pauvres de tous âges et des deux sexes demandent et reçoivent. Mais combien, parmi eux, prennent et ramassent ce qu'on ne pourrait et ne devrait

de la misère des habitants. En 1780, Jacques Le Moine, âgé de 65 ans, et sa femme, âgée de 73 ans, faisaient ressortir dans leur requête « qu'il (*sic*) était un des plus pauvres de ladite paroisse, qu'il avait été obligé de vendre une petite pièce de terre pour payer sa taille et capitation et pour retirer ses petits effets que l'homme de la garnison lui avait enlevés faute de ne pouvoir payer ». (*Arch. de la Marne, C, 948.*)

(1) Lieudit « *Les Tives* », d'après le plan cadastral. (*Arch. communales.*)

(2) État des biens de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Oies. (*Arch. de la Marne, G, 1866.*)

leur accorder ; il serait à souhaiter que chaque paroisse fût chargée de nourrir ses pauvres, ou qu'un bureau de charité fût établi pour leurs besoins, ou qu'une manufacture leur procurât de l'ouvrage ; on remarque que le plus grand nombre de pauvres ne mendient que parce qu'ils ne travaillent point ou manquent de conduite (1).

12. — Les anciens habitants de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Oies se rappellent qu'ils ont toujours ouï dire à leurs ancêtres que la petite terre et seigneurie de Saint-Pierre-aux-Oies était autrefois appelée franc-allevu, pour être exempte de tous droits seigneuriaux comme cens, lods et ventes, etc., et que tous les droits qu'ils paient aujourd'hui aux seigneurs sont nouveaux, pour avoir eu leur commencement sous M. de Bureau, père de M. de Charmoy, qui a acquis ladite terre et seigneurie de Saint-Pierre-aux-Oies, il y a environ soixante ans. Quelques-uns croient même que M. de Charmoy est le premier qui ait commencé à percevoir lesdits droits seigneuriaux, il y a tout au plus quarante-cinq ans, et tous les habitants, persuadés qu'une communauté de paroisse peut se relever et revenir de tous arrangements quelconques qui auraient été faits précédemment à son préjudice, les habitants de Saint-Pierre-aux-Oies osent demander si lesdits droits seigneuriaux sont effectivement nouveaux et sans fondement, exigés par M. de Charmoy et MM. de Rosnay, qu'ils soient dispensés de les payer dans la suite, et ils ne savent pas encore si, comme mineurs et sans blesser toutefois le respect qu'ils doivent à leur seigneur, ils ne pourraient pas exiger que ledit seigneur présentât ses titres desdits droits depuis quatre-vingt-dix-neuf ans (2).

13. — Quelle incommodité et quelle charge encore des plus onéreuses à essuyer de la part des commis des portes des villes. Ce n'est pas assez qu'on leur paie une somme déjà trop considérable pour l'entrée de certaines marchandises, il faut encore payer pour leur sortie. Double droit nouvellement établi aux portes de la ville de Châlons et qui fait gémir le peuple qui, ayant déjà payé pour sa marchandise en entrant, est encore

(1) Voir les cahiers d'Aulnay-aux-Planches, page 45, et de Matougues, page 445.

(2) Sur le franc-allevu et l'allodialité de la coutume de Vitry qui régissait la paroisse de Saint-Pierre-aux-Oies, voir le cahier de Condé-sur-Marne, page 195.

obligé de payer en sortant si sa marchandise, qu'il croyait vendre, n'a pas été vendue (1).

14. — Dans un village où il n'y a ni cabaret, ni particulier qui ait du vin chez soi, à qui recourir qu'à son curé dans un besoin pressant, et si on est trouvé par les commis ayant ce vin chez soi ou sur soi, le procès se fait sans égard à la nécessité, et il faut qu'il en coûte, ou au curé ou au particulier, des frais et une amende.

Mais l'intention du Roi nous est annoncée; la voix publique nous apprend qu'une seule dime sur tous les immeubles du royaume va s'établir par ordre de Sa Majesté. Puisse un moyen si simple, si facile, si peu onéreux pour toutes les classes des sujets, être employé pour la satisfaction du Roi, notre auguste et vertueux Monarque, et pour le bonheur et la tranquillité de son peuple. Quelques courtes que soient nos vues, nous espérons que le Roi sera à jamais content de son ouvrage, puisqu'il doit procurer la félicité de ses fidèles et humbles sujets qui ne manqueront pas de redoubler leurs vœux les plus sincères pour la conservation des jours d'un Roi qui leur est si cher, pour ceux de leur Reine et de toute la famille royale.

Le présent cahier, dressé et signé par les habitants de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Oies, toute la communauté assemblée au son de la cloche en la manière accoutumée, le huitième jour du mois de mars 1789.

Barthélemy ROBIN, Louis MAILLY, Jean DUPONT, Jacques DARA, etc.

Paul LAUNOIS, syndic, J. GUYOT, greffier.

(21 signatures.)

SAINT-QUENTIN-SUR-COOLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. (La communauté de Saint-Quentin-sur-Coole (2) était composée de 14 feux et 5 demi. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se

(1) Sur le droit de rouage établi à l'entrée de Châlons, voir les cahiers de Courtisols, page 238, et de Marson, page 440.

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 242. Cahier, dossier c, pièce 53 : 17 pages qui semblent avoir été cotées et paraphées par le

réunirent sous la présidence de Robert DOMINÉ, juge de la justice du lieu. — Le procès-verbal constate la présence de Louis Phélizon, François Jacquier, Jean Phélizon, Jean Noël, syndic, Claude-Louis Soulaigne, officier municipal, Edme Phélizon, Pierre Aubert, Louis-Pierre Thiébaut, Joseph Thiébaut et Varnier, curé et officier municipal (1). — Les députés furent Edme PHÉLIZON et Claude-Louis SOULAIGNE, tous deux laboureurs.]

CAHIER

[Le cahier de Saint-Quentin-sur-Coole est semblable à celui de Breuvery son annexe, auquel nous renvoyons. Du reste, le curé de Saint-Quentin, Joseph Varnier du Chesnois, semble bien avoir écrit et peut-être même rédigé le cahier de ce village qui aurait, dès lors, été recopié par les habitants de l'annexe.

D'ailleurs, quelques phrases, quelques mots ont été, çà et là, mal recopiés à Breuvery. C'est ainsi qu'on lit, page 101 : « le laboureur, ce vigilant et infatigable cultivateur, qui défriche nos terres, les sillonne et fertilise ; frugal dans son ordre, simple dans ses mœurs, il sème, recette et comble nos greniers ; il est bien digne, etc. . », au lieu de : « le laboureur, ce vigilant et infatigable cultivateur qui défriche nos terres, les sillonne, les fertilise, les sème, les récolte et comble nos greniers ; frugal dans son vivre (pour son genre de vie), simple dans ses mœurs, il est bien digne, etc. . » — Page 102, la phrase signalée par une note comme textuelle quoiqu'incorrecte est ainsi rétablie par le cahier de Saint-Quentin : « et prescrit à tout titulaire, après honnête nécessaire, d'en faire des œuvres pies et de charité. Serait-ce nous tromper que de mettre au nombre des œuvres pies et de charité prescrites au Clergé, de payer le tribut à son prince ». — Page 103, au chapitre : « Franchises de certaines villes » on doit lire que « ces franchises n'ont pas *peu* contribué à grossir le nombre des habitants. . », au lieu de « n'ont pas *pu* . . ». — Dans le même paragraphe il est parlé de « monarque *juré* et équitable » au lieu de « *juste* et équitable », ce qui est plus correct. — Page 104, on a signalé en note que

syndic Jean Noël ; visa de Prieur ; le cahier et le procès-verbal semblent avoir été écrits et rédigés par le curé Varnier).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 696 : Administration de la communauté ; biens communaux ; comptes des syndics. — C, 907 et 948 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1594 : Corvées. — C, 1900 : Église et presbytère. — G, 110 et 1866 : Biens de la cure. — G, 873 : Héritages de la Congrégation ; — etc.

— Saint-Quentin-sur-Coole appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 14 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. — Population : 36 hommes, 37 femmes, 1 garçon et 9 filles, soit 83 *habitants*.

(1) Joseph Varnier du Chesnois, curé de Saint-Quentin-sur-Coole et de Breuvery, son annexe, prêta le serment pur et simple le 1^{er} janvier 1791.

le mot « *gagner* » devait être mis pour « *gager* » ; véritablement il faut lire, d'après le cahier de Saint-Quentin : « Que de gens à *gages* qui augmentent, etc... — etc. — Au bas du cahier de Saint-Quentin-sur-Coole on lit la mention : « A Saint-Quentin, le onze (*sic*) mars 1789 : VARNIER, curé, officier municipal, Claude-Louis SOULAIGNE, officier municipal, Edme PHÉLIZON, Jean NOEL, syndic, Robert DOMINÉ, Pierre AUBERT, Louis PHÉLIZON, Louis-Pierre THIÉBAUX, Joseph THIÉBAUX. » (9 signatures).]

SAINT-REMY-SUR-BUSSY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Saint-Remy-sur-Bussy (1) était composée de 130 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre BOURON, officier public, assisté de Claude Appert. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Jacquier, Jean-Jacques Camuset, Pierre Parizet, Jean-Étienne Lapostre, Pierre Oury, Claude Lamiraux, Ponce Hannequin, Claude Parizet, Jean Hannequin, Nicolas Oudart, Nicolas Assy, Claude Appert, Pierre Appert, Joseph Mode, Joseph Appert, Claude Thomas, Claude Assy, Jacques-Joseph Hannequin, Pierre Saint-Remy, Jean-Baptiste Camuset, Nicolas Thomas, Jean-Jacques Parizet, François Hannequin l'ainé, François Hannequin le jeune, Claude Godart, Étienne Hannequin, Louis Appert, Jacques Camuset, Pierre Létaudin, Pierre Létaudin, Jean Létaudin, Jean Grelet, Claude Salaire, Jean-François Lapostre, J.-Pierre Chonez, Augustin Appert, Jean-Baptiste Mode, Claude Chazée, Laurent Assy, Jean-François Assy, Jean-François Lapostre l'ainé, Jacques Appert, Jean-Étienne Bertrand, Claude Parizet l'ainé. — Les députés furent le président Pierre BOURON et Nicolas THOMAS, habitant tous deux Saint-Remy.]

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 243. Cahier, dossier c, pièces 79 : 3 pages cotées et paraphées par Bouron ; visa de Prieur).
SOURCES DQC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 697* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 908 et 948* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1594* : Corvées. — *C, 1900* : Église et presbytère. — *G, 105* : Cure. — *G, 1771* : Donation des dîmes au curé de Sainte-Marguerite de Châlons (19 mai 1485) ; — etc.

— Saint-Remy-sur-Bussy appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Dommartin-sur-Yèvre, arrondissement de Sainte-Ménéhould.

— Dénombrement de 1773 : 119 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 158 hommes, 190 femmes, 36 garçons et 58 filles, soit 442 habitants.

CAHIER

*Doléances des habitants de la communauté
de Saint-Remy-sur-Bussy-le-Château.*

Que les trois ordres concourent à l'envie et à l'extinction de la dette nationale, à la tranquillité et au bonheur de ses sujets ;

Que tous les impôts soient remis en un seul supporté par les trois ordres et versé à moins de frais possible dans les coffres du Roi.

La suppression des aides et des gabelles ; que le vin et le sel soient marchandises libres ; que les traites soient reculées aux barrières.

Suppression des charges d'huissiers-priseurs et greffiers de l'écritoire.

Que les droits de contrôle soient modifiés, simplifiés et mis dans une telle évidence que personne ne les ignore.

Encourager, aider le cultivateur en supprimant ou du moins en adoucissant ces droits énormes que plusieurs seigneurs perçoivent sur chaque cheval de leurs vassaux, ce qui les empêche de se procurer un nombre suffisant de chevaux pour bien cultiver leurs terres ; et leurs terres, ainsi et pour cela mal cultivées, sont d'un bien moindre rapport. Le beau, le généreux, l'utile sacrifice à faire de la part des seigneurs ! Lesquels droits surpassent ou du moins égalent la taille principale (1).

Que chaque seigneur ait un nombre complet d'officiers de justice, un auditoire, des prisons et une fourche patibulaire.

Supprimer la vénalité de toutes les charges ; qu'elles soient des faveurs accordées par le souverain à des sujets les plus dignes.

Établissement d'un tribunal supérieur dans chaque province ;

Qu'on réforme la justice ; qu'on abrège de la rendre *(sic)* ; qu'on l'obtienne à moins de frais ; qu'on mette des bornes à la rapacité des procureurs ;

(1) Les familles Goujon de Thuisy et de Vieux-Dampierre étaient seigneurs de Saint-Remy-sur-Bussy. Chaque ménage de la paroisse payait 2 sols 6 deniers, 4 boisseaux d'avoine et une poule vive en plumes ; 18 boisseaux d'avoine et 5 sols par cheval, 15 deniers par vache, 10 deniers par poule. (Arrêt du parlement du 25 mars 1652.)

Qu'on éteigne cette mendicité errante et vagabonde, friponne, le fléau des campagnes ; que chaque paroisse nourrisse ses pauvres ; qu'il ne soit permis à aucun de courir le monde ; que tous les infracteurs de cette loi soient arrêtés et enfermés (1) ;

Qu'il n'y ait par tout le royaume qu'un seul poids et une seule mesure ;

Demander la suppression des bureaux du génie, si onéreux aux peuples et surtout à celui de la campagne lorsqu'il a des édifices publics à réparer ou à reconstruire.

Exclusion de toutes marchandises de manufactures étrangères dans le royaume, si nuisibles aux fabricants régnicoles ;

Que les milices si coûteuses aux paroisses, surtout lorsqu'elles sont éloignées de la ville principale où elles se tirent, soient converties en une somme déterminée, imposée sur chaque garçon ayant l'âge et la mesure ;

Qu'il est intéressant pour le cultivateur que les corvées soient continuées par subvention et adjudication.

Vu que les pigeons se multiplient tous les jours et font du dégât dans les campagnes, que le droit d'en avoir soit restreint (2).

L'augmentation des portions congrues, les curés ne pouvant vivre avec 700 livres, vu le prix excessif des denrées ;

Que la France est à la veille d'être dans une disette de bois ; que, pour la prévenir, il faudrait réduire le nombre des faïenciers et verriers, et empêcher la construction de nouvelles [usines] (3).

Il arrive souvent que les chasseurs font un dégât dans les empouilles, ce qui fait un préjudice considérable dans les campagnes (4).

APPERT, LAPOSTRE, Jean-Jacques PARISSET, CAMUSET-BABLOT, C. LAMIRAUX, etc.

(25 signatures.)

Certifié, signé et paraphé *ne varietur* par nous, officier en la justice de Saint-Remy-sur-Bussy, suivant et relativement à l'acte

(1) Voir le cahier d'Aulnay-aux-Planches, page 45, et de Matougues, page 445.

(2) Voir les cahiers d'Aulnizeux, page 60, et de La Caure, page 367.

(3) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, de Dampierre-sur-Moivre, page 249, et de Lenharrée, page 396.

(4) Voir le cahier de Cernon, page 125.

d'assemblée des habitants de ladite paroisse de cejourd'hui, 8 mars 1789, pour être joint audit acte.

BOURON.

Claude APPERT.

SAPIGNICOURT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Sapignicourt (1) était composée de 40 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Claude-Louis LOISY, syndic. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. Mais, au bas du document on trouve les signatures de Michel Poulin, Vollier, greffier de la municipalité, P. Barrois, Joseph Godin, Jean Godard, Jean Chore, Louis Barrois, Jean Lucot, Jean Bouché, Jean Godard, Nicolas-Alpin Loisy, Alpin Loisy, N. Loisy, Alpin Barrois, Mathias Loisy, Nicolas Navet, Pierre Loisy, L. Poulain, Jean Chore, Michel Poulin. — Les députés furent le syndic Claude-Louis Loisy et Nicolas Loisy.]

CAHIER

Cahier de doléances, plaintes et remontrances faites par lesdits habitants de Sapignicourt pour servir de réponses à la lettre du Roi, pour convoquer les États généraux, en date du 24 janvier 1789.

ART. 1^{er}. — Les habitants de Sapignicourt se plaignent de ce

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 244. Cahier, dossier c, pièce 119 : 7 pages cotées et paraphées en bas par le greffier Vollier ; visa d'un commissaire de l'assemblée du Tiers état du bailliage).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 699 : Administration de la communauté ; maître d'école : contestation avec le curé au sujet de la nomination de ce dernier ; usages : contestations avec la communauté d'Hauteville, relativement au droit de parcours et d'entrecours. — C, 909 : Impositions. — C, 1903 : Église et presbytère ; annexe de Vouillers. — G, 111, 116 à 118, 395 : Visite de la cure ; biens. — G, 624, 670 à 675 : Chapitre de Saint-Étienne de Châlons, seigneur et décimateur de Sapignicourt : justice, domaines, moulins, cure, église, dîmes, censes, pêche, procès ; — etc.

— Sapignicourt, qui formait une enclave dans l'étendue du bailliage de Vitry, près du bailliage de Saint-Dizier, appartenait à l'élection de Vitry-le-François. Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Thiéblemont, arrondissement de Vitry.

— Dénombrement de 1773 : 33 feux roturiers. — Population : 65 hommes, 61 femmes, 10 garçons et 7 filles, soit 143 habitants.. — M. le Dr Langlet (*La Population de Vitry-le-François et de son Arrondissement*, op. cit.), indique le même chiffre pour 1787, parmi lesquels il compte : 13 laboureurs, 1 vigneron, 7 manouvriers, 11 fileuses, 2 tisseurs et 11 veuves.

que le Tiers état est trop chargé d'impôts (1), demandent qu'ils soient supportés également par la Noblesse et le Clergé.

2. — Comme ils sont persécutés par les aides, soit à cause des différents droits qu'ils sont obligés de payer ou par rapport à la gêne où ils se trouvent relativement à certaines formes qu'ils sont obligés d'observer, ils demandent la suppression des aides, se soumettant de payer au Roi une certaine somme pour les vignes qu'ils font valoir.

3. — Se plaignent encore que, n'ayant que six journeaux de vignes (2) qui, annuellement, peuvent rapporter quatre pièces par journal, la ferme exige d'eux un droit qu'elle appelle gros-manquant, ce qui leur paraît injuste, attendu qu'ils ne récoltent pas même assez pour leur défruit (3) ; une autre injustice dont ils se plaignent, c'est qu'ils sont obligés de payer les droits de l'eau-de-vie qu'ils font de leurs vignes, comme s'ils l'avaient vendue, droit que la ferme a établi depuis cinq à six ans (4).

4. — Ils demandent la suppression de tous les privilèges et de tous les offices que donne la noblesse, soit héréditaire, soit graduelle, soit personnelle, ce qui soulagerait beaucoup l'État, attendu que le nombre de ces privilégiés est considérable (5).

(1) *Arch. de la Marne, C, 909* : Au rôle de Sapignicourt de 1779 étaient portées 824 livres pour taille et frais de collecte, et 1,364 livres d'accessoires et capitation.

(2) Voir le glossaire pour ces anciennes mesures. — Le dénombrement de 1773 (*Arch. de la Marne, C, 430*), indique un arpent de vignes, mesure de Paris (que M. le Dr Langlet évalue à 34 ares), produisant en moyenne 10 muids de vin.

(3) Fruit, récolte. — Dans l'Est de la France, ce terme était et est encore synonyme d'*usage* ; on dit : « Ce jardin suffit pour le *défruit* de votre maison ». (GODEFROY : *Dict^e cit.*) — « Les curés des lieux, ou à leur absence leurs vicaires, ont pour leurs *deffruits*, usages et bois, pâtures et recueillir des fruits sauvages avec les autres bourgeois. » (*Coutume de Clermont, XXI, 5, Nouv. Cout. gén., II, 887.*)

(4) *Lettres patentes du Roi du 13 février 1782* qui, conformément aux précédents règlements, ordonnent que les droits établis sur les eaux-de-vie simples seront perçus doubles sur les eaux-de-vie doubles ou rectifiées, et triples sur l'esprit de vin. (Registré en la Cour des Aides le 15 mars 1782. Paris, imp. du Parlement, 1782. — *Bibliot. de Reims : Recueil d'arrêts, N., 2301, tome XI.*)

(5) Le chapitre de Saint-Étienne de Châlons était seigneur de Sapignicourt ; il avait sur cette communauté droit de justice (*Arch. de la Marne, G, 670*) ; il possédait des domaines, prés, maisons, fermes qu'il louait à bail (*ibid., G, 671*), et des moulins (*ibid., G, 672*). Il percevait les grosses et menues dimes et abandonnait au curé une partie des noales (Transaction du 20 juillet 1646 ; procès avec le fermier des dimes en 1754-1755 : *ibid., G, 673*) ; il se partageait des censives avec les religieux de l'abbaye de Hautefontaine (déclaration de 1593 :

5. — La suppression des charges établies pour percevoir les deniers royaux, afin qu'ils soient directement remis dans les coffres du Roi, ce qui coûte considérablement à la France.

6. — Ils demandent qu'étant au centre du royaume de la France, ils ne soient pas troublés par quantité d'employés des fermes pour le transport des marchandises ; les barrières soient reculées jusqu'aux extrémités du royaume.

7. — Ils demandent que les corvées, qui sont à la charge du Tiers état, pour son soulagement soient faites par les troupes, ou que chaque particulier qui y passe avec des voitures paie, attendu que la plupart de ceux qui paient pour les routes n'y passent pour l'ordinaire.

Observations :

8. — Ils représentent qu'il y a trente ou quarante ans, il n'y avait qu'un inspecteur pour commander aux réparations des routes de huit à dix lieues de long et un voyer dans chaque paroisse : elles se trouvaient en bon état et le public ne se trouvait point surchargé ; mais, depuis, il y a eu plusieurs inspecteurs piqueurs qui ordonnaient mal l'ouvrage, rebutaient les corvoyeurs, les constituaient en frais, même d'emprisonnement, sans avoir égard aux temps ni aux saisons ; ils estimeraient mieux que les choses soient comme anciennement, dit ci-dessus, que par argent s'il n'y a que le Tiers état qui paie (1).

9. — Comme la cherté des bois ne provient que de la quantité de forges nouvellement bâties, ils demandent la suppression des nouvelles, ou que l'on défende aux maîtres de forges de brûler le bois propre à la chauffe (2).

10. — Ils demandent également que les commis, receveurs et autres employés par la ferme, soient imposés, attendu que dans le nombre il s'en trouve qui jouissent de gros revenus sans rien payer à l'État (3).

ibid., G, 674). — Le chapitre eut, avec l'abbaye de Hautefontaine, divers procès au sujet de la juridiction, de la pêche dans la rivière et des cens (*ibid.*, G, 675). — Un arrêt du parlement du 28 août 1765, confirmant une sentence du bailliage de Châlons du 7 août 1764, avait maintenu le chapitre dans la possession de la pêche et de la rivière de Sapignicourt.

(1) Sur l'organisation du personnel des ponts et chaussées dans la généralité de Châlons, de 1730 à 1789, cf. *Arch. de la Marne, C, 1522* et suivants.

(2) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, de Dampierre-sur-Moivre, page 249, et de Lenharrée, page 396.

(3) Sur les privilèges des employés des fermes en matière de tailles et autres impositions, cf. *Arch. de la Marne, C, 812*.

11. — La suppression des gabelles.

12. — La suppression des huissiers-priseurs établis depuis trois ou quatre ans dans les campagnes. Avant ce temps, la justice des lieux réglait les inventaires et ventes de mobiliers pour des taxes modiques, au lieu que ces premiers exigent des droits de transport et de vacations exorbitants (1).

13. — Ils demandent encore que les anciennes ordonnances concernant la retenue des pigeons dans les colombiers, volets, aient leur exécution pendant trois mois dans les temps de la maturité des grains, des moissons et des semailles des blés ; les représentants font une perte considérable dans les emblaves, des dégâts que font ces sortes de pigeons depuis le mois de juillet, que les grains commencent à entrer en maturité, jusqu'à la Saint-Remi (2).

Fait et arrêté à Sapignicourt, en assemblée des habitants, ceux qui savent signer ont signé.

N. LOISY, VOLLIER, greffier de la municipalité, C.-L. LOISY, syndic, P. BARROIS, Jean GODARD, Jean CHORE, etc. . .
(20 signatures.)

SARRY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Sarry (3) était composée de 150 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(2) Voir les cahiers d'Aulnizeux, page 60, et de La Caure, page 367.

(3) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 245. Cahier, dossier c, pièce 104 : 3 pages cotées et paraphées en haut et signées en bas par Champion ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 699 et E, 1010 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 948 et 2100 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1046 : Vingtièmes. — C, 1558 : Route de Châlons à Vitry par Sarry et Omev. — C, 1594 : Corvées. — C, 1716 : Atelier de charité. — C, 1903, 2890 et 2910 : Église, presbytère, cimetière, école. — D, 13 : Ferme et maison au collège de Châlons. — G, 105 : Visite de la cure. — G, 166, 195, 202 à 215 et suivants : Juridiction de l'évêque de Châlons, seigneur de Sarry : château, rivière de Maine, pêche, censives, hommes de corps, taille, usages, terrier, bois, Allées du Jard, etc. — G, 350 à 385 : Comptes de la châtellenie de Sarry (1425-1556). — G, 457 à 676 : Biens du chapitre de Saint-Étienne. —

présidence de Jean-Désiré CHAMPION (1), avocat au parlement « exerçant près le siège du bailliage et présidial de Châlons, demeurant en cette ville, exerçant ordinairement les fonctions de prévôt en la justice de Sarry pour la vacance de cette office ». — Le procès-verbal constate la présence de Charles Aubert, Jacques Payard, Nicolas Vallet, Claude Delisle, laboureurs, Jacques Jolly et Louis Pigny, artisans, tous officiers municipaux de la communauté de Sarry, y demeurant ; Pierre Bodez, laboureur et syndic de la municipalité ; François Maillet, Didier Gérard et Joseph Giraut, tous laboureurs et adjoints de la municipalité ; Pierre Giraut, Jean-Baptiste Valleré, Edme Girardin, Alexis Vallet, Côme Hubert, Jean Aubriet, Jacques Pannerot, Denis Pavau, Claude-Nicolas Henry, Pierre-Louis Aubert, Claude Aubert, Jean-Baptiste Brisset, Pierre Planson, Benoist Champagne, tous laboureurs et manouvriers de la communauté de Sarry qui ont tous signé ; et encore Côme Pérard, Jean-Baptiste François, Germain François, Pierre Féry, Memmie Pérard, Jacques Chamret, Nicolas Tilloy, Antoine Pavau, Sébastien Lemaire, Julien Aubriet et autres qui ont déclaré ne savoir signer ; Valton, greffier de la municipalité. — Les députés furent le président Jean-Désiré CHAMPION et Charles AUBERT.]

G, 874 à 878 : Biens de la Congrégation. — *G*, 1101, 1134, 1719 et 1769 : Fermes et terres des collégiales de Notre-Dame-en-Vaux et de la Trinité, des paroisses Saint-Alpin et Saint-Loup ; — etc.

— Sarry appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 129 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 191 hommes, 180 femmes, 40 garçons et 47 filles, soit 458 habitants.

(1) Jean-Désiré Champion, avocat à Châlons, lieutenant général au bailliage de l'évêque de Châlons (1^{er} avril 1764), procureur général fiscal de cette juridiction (25 juillet 1782), représenta, on l'a vu (page 21), la juridiction du grenier à sel à l'assemblée du Tiers état de la ville de Châlons et la communauté de Sarry à l'assemblée du bailliage.

L'évêque de Châlons était, depuis le XII^e siècle, seigneur de Sarry, située aux portes de Châlons. Il y avait droit de justice, possédait la plus grande partie des terres et bois, la rivière, la pêche, une part dans les usages (arrêt du parlement du 14 décembre 1646), entretenait une garnison pour laquelle il prélevait une taille et décimait seul sur le territoire. Le prélat-seigneur habitait presque constamment le château, ancienne forteresse qui avait joué un certain rôle dans l'histoire de Châlons, avait logé Charles VII en 1445 et défendu la ville contre les Anglais. Il était entouré de vastes jardins dessinés par Le Nôtre et de magnifiques promenades reliées à Châlons par la promenade du Jard, ouverte en 1682 par l'évêque. Le château fut presque entièrement reconstruit en 1780 par le dernier évêque, Jules de Clermont-Tonnerre. (*Arch. de la Marne*, *G*, 166, 195, 202 à 215 et suivants ; *G*, 350 à 385 : Comptes de l'ancienne châtellenie de Sarry dont relevaient alors les seigneuries de Saint-Germain-la-Ville, Coupéville, Saint-Jean-sur-Moivre, Dampierre-sur-Moivre, Francheville et Vésigneul.)

CAHIER

*Plaintes, doléances et remontrances du Tiers état
de la communauté de Sarry.*

Le Tiers état de la communauté de Sarry fait ses plaintes et doléances de ce qu'il est excédé, ainsi que tout le Tiers état en Champagne, par les impôts, impôts dont le poids et le nombre sont une chose effrayante, puisque la Champagne, qui n'a de revenu en fonds qu'environ vingt millions, paie au Roi plus de vingt-et-un millions (1).

Il faut encore ajouter à cet impôt énorme ce qu'il en coûte à la Champagne pour les frais des percepteurs, ceux des malheureux contribuables, les levées pour constructions et réparations des presbytères, d'églises, de choses publiques (2), et les dépenses considérables qu'occasionne dans les campagnes le tirage des milices ; il faut encore ajouter les frais épouvantables

(1) Voir le tableau du cahier de Compertrix, page 181.

(2) La communauté de Sarry avait supporté, en 1739, d'importants travaux de construction à l'église et au presbytère, adjugés 1,430 livres ; en 1751, d'autres réparations au presbytère et au cimetière (1,147 livres) ; de 1773 à 1778 elle dût encore payer tout d'abord une somme de 800 livres, ensuite 2,252 livres pour l'église qui, en 1779, fut refaite presque entièrement et dont les travaux furent adjugés 14,500 livres.

L'assemblée du bureau intermédiaire de l'élection de Châlons, dans sa séance du 23 avril 1788, eut encore à s'occuper des réparations du presbytère de Sarry. (*Arch. de la Marne, C, 1903, 2890 et 2910.*)

La communauté avait supporté également de très lourdes tâches pour les travaux du château de Sarry. En 1770, l'évêque de Châlons avait demandé et obtenu de l'intendant Rouillé d'Orfeuil des corvées pour la réfection des avenues du parc ; mais les habitants n'obéissaient que très difficilement et l'intendant était souvent obligé d'intervenir : « Sarry, dit une note du dossier des corvées, communauté mutine et désobéissante, ne voulant pas obéir. » Lorsque, de 1777 à 1784, l'évêque de Clermont-Tonnerre entreprit la reconstruction partielle de son château, les travaux furent accomplis par l'atelier de charité de Sarry. A ce sujet, l'évêque écrivait à l'intendant, le 21 février 1784 : « Vous avez senti comme moi la nécessité de combler les fossés qui environnent le château et dont les eaux stagnantes produisent les vapeurs les plus funestes à ma maison, à mon village et à tous les villages voisins ; vous m'avez vu, l'année dernière, forcé d'abandonner Sarry, seule résidence que j'aie dans mon diocèse, laissant les deux tiers de mes gens malades, et cela dans la saison où l'air de la campagne est le plus agréable et le plus pur partout ailleurs. Mon village est annuellement désolé par des maladies qui n'ont d'autre principe que l'odeur fétide qui s'exhale de ces marais et n'offre qu'un hôpital pendant toute l'arrière-saison. » (*Ibid., C, 1594 et 1716.*)

que coûte la justice quand on a le malheur d'être obligé d'y recourir et d'aller la chercher loin de son domicile; la dépense ruineuse que causent dans les campagnes les greffiers des experts et les huissiers-priseurs : ces derniers, surtout, sont des vampires de tous les pauvres mineurs dont ils absorbent les successions mobilières.

Pour remédier à tant de maux, le Tiers état de la communauté de Sarry propose :

1. — D'arrêter, en l'assemblée des États généraux, la masse des besoins de l'État et du Roi.

2. — Pour acquitter cette masse, de convenir d'un impôt territorial qui se percevrait sur le revenu de tous les biens-fonds du royaume, sans exception ni privilège, et un autre impôt industriel qui se percevrait sur l'industrie de tous les sujets du Roi, sans distinction, qui exercent le commerce ou les arts.

3. — En cas d'insuffisance de ces deux impôts, d'établir un droit de timbre sur les provisions, nominations, pensions et brevets que le Roi accorde, et d'étendre ce droit, si besoin est, sur tous les billets et quittances et autres actes utiles, mais modérément et sans qu'on puisse prononcer contre les actes en contravention que la peine de nullité absolue et jamais d'amende.

4. — En établissant lesdits impôts, de supprimer généralement tous ceux qui existent, sous quelque dénomination que ce soit, et tous les tribunaux d'exceptions.

Et si l'on estimait devoir laisser subsister les traites, en ce cas les porter seulement sur les frontières du royaume; comme aussi s'il n'était pas possible de supprimer entièrement la gabelle, en ce cas modérer et réduire le prix du sel à six sols la livre.

5. — D'établir dans la province de Champagne et à Châlons, qui est le centre de ladite province, des États provinciaux et une cour de justice souveraine, et que, dans l'un et l'autre de ces établissements, il y ait moitié des membres tirés du Tiers état.

6. — D'abolir le tirage de la milice et le convertir en un droit de trois livres sur chaque garçon sujet au sort.

7. — *Au surplus, le Tiers état adopte les doléances et remontrances de la ville de Châlons.*

Fait et arrêté en l'assemblée tenue cejourd'hui 8 mars 1789, pour être remis aux députés choisis par la délibération de ce

jour, à l'effet de présenter le présent cahier en l'assemblée générale du bailliage de Châlons, le 12 de ce mois.

Charles AUBERT, Alexis VALLET, Pierre BODEZ, syndic,

Pierre-Louis AUBERT, etc.

(23 signatures.) Vu : CHAMPION.

Pour copie : VALTON, greffier de la municipalité.

SENARD

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Senard (1) était composée de 73 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-François LAFLOTTE, maire et premier municipal du lieu. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Tolitte, syndic, Louis Bardin l'ainé, Claude-François Igier, Christophe Mathieu, Nicolas Mathieu, Louis Lanne, Claude Bardin, Louis Bardin le jeune, Jean Tolitte, Pierre Tolitte, Claude Tolitte, la veuve de Pierre Bardin, — Les députés furent Jean-François LAFLOTTE et Claude TOLITTE.]

CAHIER

Cahier et doléances des habitants et communauté de Senard, village de Champagne, composé de soixante-treize feux, situé dans l'étendue du bailliage royal de Châlons-sur-Marne, à onze lieues de distance de ladite ville, même élection, à quatre lieues de distance de Sainte-Ménéhould, à deux lieues de Vaubécourt, pays barrois et province de Lorraine, à deux lieues de Beauzée, pays des trois provinces, à deux lieues de Waly, pays de Clermontois (2).

Les habitants de Senard, plus assujettis qu'aucun autre de la France par la situation de leur village dans les quatre lieues de

(1) Arch. de la Meuse, *ibid.*, L, 1 (procès-verbal et cahier ; ce dernier de 5 pages ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Meuse, C, 154 et 211 : Administration de la communauté.

Arch. de la Marne, G, 119 et 120 : Visite de la cure ; — etc.

— Senard appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Triaucourt, arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).

— Dénombrement de 1773 : 67 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 141 hommes, 113 femmes, 39 garçons et 32 filles, soit 325 habitants.

(2) Le préambule et les treize premiers articles de ce cahier se retrouvent dans celui de Charmontois-l'Abbé, avec quelques modifications, additions ou suppressions. Nous préférons les reproduire.

limitrophe des trois provinces qu'ils viennent de nommer, encouragés par les termes dont le Roi a bien voulu se servir dans les lettres de convocations aux États généraux du 24 février 1789, par lesquels Sa Majesté invite son peuple à lui faire telle demande qu'il jugera à propos pour la tranquillité de son royaume et la meilleure fortune de ses sujets :

ART. 1^{er}. — Que la province de Champagne, qui est une des plus considérables du royaume, soit mise en pays d'État, ce qui dispenserait [de] certains frais, comme des receveurs généraux et particuliers de finances ;

2. — Qu'il soit créé un Parlement séant à Châlons-sur-Marne ;

3. — Que les traites, les aides et les gabelles soient abolies, le prix du sel y étant porté jusqu'à quinze sols la livre, à raison de la mauvaise délivrance à la pinte (1) qui se fait au pays, que le sel soit marchand et le reculement des barrières ait lieu : c'est le vœu de toute la province ;

4. — Et [que] pour tous impôts, il en soit établi un sous tel titre qui comprendra tous les biens, tant des nobles que des ecclésiastiques qui en possèdent toute la meilleure et majeure partie du finage ;

5. — Que la continuation de la corvée en prestation d'argent au lieu de la faire en nature.

6. — La suppression des jurés-priseurs et vendeurs des meubles serait d'un très grand avantage au public, ainsi que celle des greffiers des experts.

7. — La continuation des juridictions seigneuriales dans chaque paroisse et leur donner droit de poser les scellés dans les maisons mortuaires, vu que cela soulagerait la veuve et l'orphelin ; cela se ferait à petits frais et même gratis aux pauvres, attendu qu'autrefois cela était.

8. — Supprimer les ordres religieux (2) qui ne sont point utiles au public ; donner à chacun de ces religieux une pension suffisante pour vivre, ou relever de leurs vœux ceux qui le désireront ;

(1) Pour les mesures locales, voir le cahier d'Èvres, page 281 ; la pinte était évaluée communément à 93 centilitres. (LEMAIRE : *Recherches historiques sur l'abbaye de Beaulieu-en-Argonne* : ouv. cit., page 288.)

(2) Senard faisait partie du domaine de l'abbaye de Beaulieu-en-Argonne qui y percevait les menues dîmes, les grosses étant aux moines de Moiremont.

9. — Que dans la distance de deux ou trois lieues, il existe, tant verreries que faïenceries, tuileries, poteries, quatorze de ces usines qui consomment la majeure partie de bois du pays, et beaucoup de forges à une plus longue distance qui enlèvent les bois de nos environs, ce qui le rend d'un prix exorbitant, même plus cher que dans les villes (1);

10. — Que ledit lieu de Senard est un mauvais sol, produit de chétives moissons; le terrain très difficile à cultiver, ce qui laisse à peine aux cultivateurs le moyen d'acquitter leurs fermages et [les] salaires [de] leurs ouvriers et domestiques (2).

11. — Il conviendrait que la milice soit supprimée, ce qui désole les pères et mères de familles, même les cultivateurs; ou au moins qu'il soit accordé aux cultivateurs un garçon ou un domestique par trois ou quatre chevaux.

12. — La suppression des banalités des moulins qui seraient d'un grand avantage au public, vu qu'il serait libre d'aller où l'on jugerait à propos.

13. — Les impositions sur les tailles sont trop considérables, ce qui met les cultivateurs, avec la modicité de la récolte qu'ils font, hors d'état de satisfaire au paiement des deniers royaux et de nourrir leurs familles.

14. — La suppression de l'arrêt de 1769, qui abolit le parcours sur les terroirs et finages (3), nous est très nuisible, attendu que nous n'avons qu'un très petit finage et que nous sommes privés de la vaine pâture, ce qui nous fait un tort très considérable, attendu que nos terres labourables sont remplies d'herbes fautes d'être pâture; c'est ce qui empêche les cultivateurs de nourrir assez de bestiaux pour vendre et payer les impositions; nous demandons seulement qu'il nous soit permis de mener nos bestiaux sur nos terres labourables et nos prés fauchables; ces contrées et finages voisins viennent jusque dans nos jardins; nous ne pouvons sortir que nous ne soyons sur les terroirs et finages voisins, et malgré que ce soit notre terrain, nous sommes sujets, à chaque moment, à avoir des rapports.

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 74.

(2) Le terroir de Senard comprenait 400 arpents de terres labourables, 80 de prés et 12 de jardins; ces terres produisaient 1,875 boisseaux de froment, 150 de seigle, 180 d'orge, 8,240 d'avoine, année commune. (Dénombrement de 1773. — *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(3) *Édit de mars 1769*, etc. (Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 50.)

15. — Notre communauté n'a aucun revenu ; au contraire, elle est sujette à l'entretien de deux ponts, deux fontaines, dont l'un de ces ponts est en très mauvais état, et encore sujet à la clôture du cimetière et à l'entretien de leur nef.

16. — M. le curé est à portion congrue, le presbytère est encore à l'entretien de la communauté ; les habitants désireraient qu'il soit à la charge des décimateurs.

17. — La suppression des étalons serait avantageuse aux communautés, attendu que ce sont des gros fermiers qui les ont qui paieraient à Sa Majesté des gros deniers sur les impositions des tailles.

Ce sont là les remontrances et doléances que nous avons l'honneur de faire à notre Roi, à notre Souverain ; nous espérons et nous sommes dans l'entière confiance que Sa Majesté garde pour les vues d'équité et de bonté, y aura égard ; en attendant, nous prions et adressons nos vœux au Ciel pour son honneur, sa gloire, sa prospérité, sa tranquillité et celle de son royaume. Ont signé, après lecture faite de la rédaction du cahier dans l'assemblée dûment convoquée cejourd'hui 8 mars 1789.

BARDIN, LANNE, BARDIN, J.-F. LAFLOTTE, C. TOLITTE,
C. TOLITTE, syndic, C.-F. IGIER, N. MATHIEU, L. BARDIN, Christophe MATHIEU. (10 signatures.)

SOGNY-AUX-MOULINS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Sogny-aux-Moulins (1) était composé de 20 feux. — L'avis pour la convocation fut

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 250. Cahier, dossier c, pièce 105 : 4 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 707* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 909 et 948* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1046* : Vingtièmes. — *C, 1589* : Route de Châlons en Bourgogne. — *C, 1744* : Moulin de Sogny. — *C, 1871 et 1904* : Église et presbytère. — *G, 110* : Cure, annexe de Mairy-sur-Marne. — *G, 855* : Terres des chapelains de l'ancienne congrégation ; — etc.

— Sogny-aux-Moulins appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Cooles, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 25 feux roturiers. — Population : 48 hommes, 41 femmes, 14 garçons et 12 filles, soit 115 habitants.

lu et publié le 8 mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre-Antoine DEBAR, procureur fiscal, « âgé de quarante-huit ans » (*sic*). — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. Mais au bas, on lit les signatures de L.-B.-R. Vant, Pierre-Louis Étienne, Pierre Begeat, Jolly, Étienne Bonnet, Jean-Louis Jacquy, Antoine Giraux, A. Parisot, Claude Debar, Louis Debar, Louis Deletrée, Simon Jacquy, Dominé, Étienne, Pierre Viart, Parjouet, syndic. — Les députés furent Pierre VIART et Simon JACQUY.]

CAHIER

[Le cahier de Sogny-aux-Moulins est semblable à celui de *Compertrix*, auquel nous renvoyons (page 178). — Cependant la dernière phrase du deuxième paragraphe de la page 179 : « On a l'exemple, dans cette paroisse, etc. », est remplacée par celle-ci : « Au surplus, les « meilleures terres et les dîmes sont possédées par le seigneur et « autres bénéficiers qui n'entrent pour rien dans la répartition des « impôts. » — Page 180, aux deux dernières lignes, la phrase : On le démontre par un état qui sera en suite de ce cahier », a été supprimée et par conséquent le copiste n'a pas reproduit le tableau qui termine le cahier de Compertrix. — Ce copiste est le député Pierre Viart qui, après la doléance 3^o, clôt le cahier par ces mots : « Fait et arrêté ce 8 mars 1789 », et signe seul le document : « Pierre VIART, député ».

SOMMAISNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Sommaisne (1) était composée de 10 feux. — L'avis pour la convocation lut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Nicolas GÉMINEL le jeune, syndic. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. Au

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 251). — *Arch. de la Meuse, L, 1* (cahier de 8 pages; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Meuse C, 154* et *210* : Administration de la communauté. — *Arch. de la Marne, G, 638* : Dîmes (1221-1787).

— Sommaisne appartenait à l'élection de Châlons. — La réunion de cette petite communauté à celle de sa paroisse Pretz-en-Argonne fut proposée en 1788 au bureau intermédiaire de l'élection de Châlons : « Sommaisne, 10 feux, annexe de Pretz-en-Argonne dont elle est distante d'un quart de lieue. L'une et l'autre municipalité consentent à la réunion, n'ont aucuns biens communaux, sont très rapprochées, ont le même seigneur ». (Séance du 11 avril 1788 : *Arch. de la Marne, C, 2910*.) Mais la réunion ne fut pas prononcée. « Cette commune, dit M. Lemaire (*Recherches historiques sur l'abbaye et le comté de Beaulieu-en-Argonne*, ouv. cit., p. 269), tire son nom de la rivière d'Aisne, qui prend sa source au milieu du village. Elle fait partie maintenant encore de la

bas du document on lit les signatures de Nicolas Géminel l'ainé, Jean Géminel, Hubert Martinet, P. Furiet et Claude Géminel. — Le député fut Claude GÉMINEL « qui seul, ajoute le procès-verbal, est désigné à raison du petit nombre d'habitants qui composent ladite communauté de Sommaisne ».]

CAHIER

Cahier des plaintes et doléances de la communauté de Sommaisne, composée de dix feux, annexe de la paroisse de Pretz-en-Argonne, pour être présenté à l'assemblée générale du bailliage de Châlons et de là à celle des États généraux ordonnée par le Roi.

La communauté composant la paroisse de Sommaisne, annexe de Pretz-en-Argonne, a l'honneur de représenter au seigneur Roi et à l'assemblée des États généraux que le peu d'uniformité qu'il y a dans les provinces sous la domination du Roi, quant aux impôts, l'oblige de réclamer la bonté et la justice de Sa Majesté et l'équité de l'assemblée des États généraux, dans les fins d'obtenir une seule imposition, simple et générale, dont la répartition soit faite sur le Clergé, la Noblesse et le Tiers état, relativement aux biens qu'ils posséderont, sans aucune exception ; ce qui prouve évidemment combien il y a peu d'uniformité entre les impôts royaux des différentes provinces, c'est que nous, celle de Lorraine qui est notre voisine, dans laquelle on ne paie que six deniers pour livres, tandis que chez nous, pour quatorze cents livres que nous rendons d'une dîme, nous payons trois cents livres de taille, objet qui prouve la vérité de notre avance et la justice de notre réclamation dans cette circonstance : étant tous sujets du même Roi, nous devons tous également supporter les impôts nécessaires à l'État dans la même proportion, ce qui ne pourrait mieux se faire que par l'impôt territorial ou un équivalent, à condition qu'il n'y aurait que cette imposition.

paroisse de Pretz, et jadis, dans presque toutes les circonstances, on trouvait ces deux noms joints ensemble. Cependant aujourd'hui Sommaisne forme une commune séparée qui se rattache à un autre canton : celui de Vaubécourt (arrondissement de Bar-le-Duc). » — Le nom de ce village est encore écrit bien souvent *Sommeine*. Mais nous avons adopté l'orthographe plus rationnelle donnée par le *Dictionnaire topographique du département de la Meuse*, par Félix Liénard (Paris, Imp. Nat., in-8, 1872) et par la dernière édition (1905) du *Dictionnaire géographique et administratif de la France*, par Joanne.

— Dénombrement de 1773 : 13 feux roturiers. — Population : 33 hommes, 26 femmes, 3 garçons et 3 filles, soit 65 habitants.

Nous sollicitons aussi la suppression des gabelles comme étant une chose qui ne tourne qu'au profit des fermiers généraux et écrase le peuple, ce que nous prouvons par l'imposition du sel qui se fait sur chaque individu depuis l'âge de sept ans, sans qu'on ait égard à ce que chacun en peut porter, la chose dépendant du caprice du directeur; ce que nous éprouvons chez nous à raison que nous sommes dans les quatre lieues des frontières du Verdunois, de la Lorraine et du Clermontois où la livre de sel ne se vend que six sols six deniers, tandis que chez nous elle se vend treize sols et souvent du sel très mauvais (1). Pourquoi ce privilège à la Lorraine et autres provinces et non à la France? Ne sommes-nous pas tous sujets nés libres? N'avons-nous pas tous droit au même bien, puisque nous supportons tous les mêmes charges? Qu'on baisse le prix du sel gris et qu'on augmente un peu celui du sel blanc; s'il est nécessaire, qu'on le rende marchand; par là, le Roi n'aura pas à entretenir un nombre inutile d'employés qui ne sont que pour vexer le peuple; par là, les finances seront soulagées; par là, le peuple sortira de sa servitude; par là, un grand nombre de sujets oisifs sera rendu à la culture des terres et aux manufactures. Oui, nous voyons dans notre communauté une imposition, pour le sel seulement, de quatre cents livres; nous voyons des pauvres surchargés dans la répartition de ce sel, qui n'ont souvent point de pain, qu'on réduit à la dernière misère pour le paiement de ce sel. N'est-ce point un vrai esclavage?

La suppression des aides ne mérite pas moins l'attention du Roi et de l'assemblée des États généraux qui est une vraie servitude; par cette suppression, les finances ne seront pas moins soulagées que par celle des gabelles; un grand nombre d'individus sera rendu aux arts ainsi qu'à la culture; le luxe en sera moins fréquent, et la tyrannie, avec laquelle en use envers le peuple la plupart des commis de cet état, cessera. Pour remplacer le déficit que pourrait produire cette suppression dans les finances, qu'on mette un impôt sur chaque habitant aisé qui sera dans le cas d'user du vin; que cet impôt soit proportionné à la faculté d'un chacun, par exemple : trois livres pour un manouvrier, six livres pour un laboureur ou vigneron, dix livres pour un curé, quinze livres pour un noble, autant pour

(1) Voir le cahier de Pretz-en-Argonne, page 515, et le glossaire.

un chanoine, trente livres pour un évêque ou seigneur ; que cet impôt soit perçu sans frais par des collecteurs *ad hoc* et rendu de même dans les coffres du Roi ; n'en résultera-t-il pas un grand bien pour les finances et pour le peuple, par la liberté qu'il aura de prendre son vin où bon lui semblera ? Ou qu'on mette cet impôt sur le vin que chaque vigneron sera dans le cas de vendre, qui sera toujours perçu de la manière ci-dessus, par exemple trente sols par pièce.

Nous ne désirons pas moins ardemment que l'intention de Sa Majesté soit exécutée quant au reculement des barrières, vu l'oppression continuelle dans laquelle nous sommes à raison que nous sommes frontières de la Lorraine et du Verdunois ; car nous sommes obligés de tirer une partie des choses de première nécessité de ces provinces, comme le bois, le fer et le cuir, qui ne peuvent entrer chez nous sans acquit et gros droit, ce qui fait que plusieurs s'exposent pour les éviter et par là entraînent leur ruine totale. Nous sommes tellement dans l'oppression à raison des employés de fermes que nous ne pouvons aller dans un village voisin avec une livre de beurre sans acquit ; chez nous, que nous n'avons pas un ouvrier capable pour le charronnage, non plus que pour ce qui concerne le maréchal, nous sommes nécessités d'aller dans les villages voisins qui sont verdunois ou lorrains, nous ne pouvons y aller, même pour faire réparer une charrue, sans acquit ; de là il est aisé à conclure combien le reculement des barrières est de conséquence pour le bien du royaume (1).

La suppression de la banalité des moulins est aussi de grande conséquence, car cette banalité conduit à une infinité d'abus dont il ne résulte qu'une oppression pour ceux qui y sont assujettis, à raison du tort qu'un meunier peut faire impunément, se reposant sur le droit qu'il a de forcer à venir à son moulin ; et ce qui est plus ridicule dans la concession de ces banalités, c'est qu'on voit plusieurs lieux banaux à des moulins qui ne sont pas en état de tourner à défaut d'eau. Dans les temps requis comme est le nôtre, au moins si on ne veut point supprimer cette banalité, il devrait être ordonné qu'aucun moulin ne pourra être banal qu'il n'ait deux tournants, et qu'il ne

(1) Voir le cahier de Pretz-en-Argonne, page 513.

soit à même de tourner en tous temps, je dis *deux tournans* afin que les meules ne soient jamais dans le cas de s'échauffer (1).

Nous désirons aussi que les charges d'huissiers-priseurs établies depuis peu soient supprimées, n'étant autre chose qu'une vexation du peuple, qui mettent ceux qui en sont pourvus dans le cas de commettre des injustices en empêchant le propriétaire des effets qui sont à vendre d'en user librement et en s'appropriant souvent le produit total d'une vente d'un pauvre particulier, à raison de leurs honoraires qu'ils augmentent aisément par leurs vacations multipliées et concussions (2) ;

Qu'il est aussi désirable pour le pauvre que les justices locales soient en droit d'apposer les scellés dans le cas de mort, car nous voyons souvent une pauvre veuve et des pauvres orphelins réduits à la dernière des misères par les frais multipliés qu'occasionnent les démarches d'une justice supérieure ; n'est-ce pas assez qu'une épouse perde son époux, des enfants leur père, sans leur manger, par les frais de justice, le fruit des peines d'un pauvre père défunt ?

Nous supplions encore Sa Majesté et réclamons l'attention de l'assemblée des États généraux dans les fins d'obtenir que les droits de contrôle soient mitigés, d'autant plus que ces droits étant exorbitants, plusieurs, pour les éviter, se mettent dans le cas de ne faire qu'un simple billet pour l'aliénation des fonds, ce qui cause un grand dérangement dans les familles et dans les successions ; les droits de contrôle étant modérés, personne n'hésiterait, pour mettre ses affaires en règle et en sûreté, de passer au contrôle, ce qui serait le bien des finances.

Nous supplions qu'on veuille bien prendre en considération que les décimateurs, qui ne négligent rien pour faire valoir leurs droits, se refusent absolument de fournir les bêtes mâles de toutes espèces, tandis qu'ils se font payer la dîme jusqu'à des poulets, dîme qui devrait être supprimée généralement, consentant volontiers à leur payer celle des veaux, agneaux et porcs de lait, mais à la charge qu'ils fourniront les bêtes mâles de toutes les espèces dont ils exigeront la dîme, ce qui s'exécute dans la plus grande partie du royaume, ce qui devrait être une règle générale (3).

(1) Voir le cahier de Pretz-en-Argonne, page 516.

(2) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(3) Comme à Pretz, la seigneurie de Sommaisne appartenait à l'abbaye de

Enfin, pour mettre le comble à l'effet que nous désirons obtenir sur nos demandes, ce serait d'ériger notre province de Champagne en pays d'État, et de nous accorder qu'il serait fait une grande route de Sainte-Ménéhould à Bar-le-Duc aux frais de la province, à raison que les chemins entre ces deux villes sont si mauvais qu'en tout temps ils sont presque impraticables malgré qu'ils soient dans le cas d'être très fréquentés à raison du commerce (1).

Le Roi et l'assemblée des États généraux couronneraient les fruits que produiront leurs travaux s'ils nous accordaient les grands bailliages (2) dans chaque province, selon le besoin qu'exige le nombre des habitants qui composent chaque province, à raison de la lenteur qui existe à obtenir justice dans les parlements et l'impossibilité où souvent se trouve un pauvre particulier de suivre son agresseur, malgré l'injustice de sa provocation, à défaut de moyen ; c'est par là que l'innocent est souvent opprimé.

Ladite communauté dudit Sommaisne sollicite le seigneur Roi et les États généraux à ce qu'il leur plaise de supprimer la milice et de prendre en place une imposition sur chaque garçon sujet au sort, pour éviter les frais qu'occasionne le tirage des milices qui se fait toutes les années.

La continuation de la corvée en prestation d'argent.

Le présent cahier, composé de huit pages de plaintes et doléances de la communauté de Sommaisne-en-Argonne, généralité de Châlons-sur-Marne, ayant été rédigé, a été communiqué à ladite communauté convoquée à cet effet, à la manière accoutumée, qui a déclaré être conforme à ses intentions et désirs, suppliant le seigneur Roi et l'assemblée des États généraux d'y faire droit et ont, tous ceux qui ont l'usage d'écrire, signé à Sommaisne, ce 9 mars 1789.

N. GÉMINEL l'ainé, Jean GÉMINEL, N. GÉMINEL, syndic,
Hubert MARTINET, P. FURIET, C. GÉMINEL.

(6 signatures.)

Beaulieu-en-Argonne, qui possédait en outre les deux tiers des dîmes ; le surplus était au chapitre de Saint-Étienne de Châlons. (*Arch. de la Marne*, G, 638.) — Voir le cahier de Pretz-en-Argonne, page 518.

(1) *Arch. de la Marne*, C, 1550 : Projet de construction d'une route de Bar-le-Duc à Sainte-Ménéhould. (Cahier de Pretz-en-Argonne, page 517.)

(2) Voir le cahier d'Evres, page 279.

SOMMESOUS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Sommesous (1) était composée de 112 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 8 mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre CELLIEZ, syndic de la communauté, assisté de Landois, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Louis Celliez, Michel-Charles Hubert, Claude Celliez, Joseph Brisson, Michel Prieur, Pierre-Martin Dardoise, Charles Prieur (notaire), François Brisson, Pierre-Charles Prévost, François Prieur, Michel Brisson, Louis-Joseph Sallangre, Jean-Claude Sallangre (2), Joseph Hardoin, Amand Person, Louis Hubert, Claude Celliez, Martin Dardoise, Pierre-Félix Carquet, Didier Huguier, Étienne-Charles Brisson et « autres », dit le procès-verbal (3). — Les députés furent Louis CELLIEZ, chirurgien, et Michel-Charles HUBERT.]

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 246. Cahier, dossier c, pièce 149 : 7 pages cotées et paraphées par Celliez ; visa de Prieur sur la première page et aussi sur une fausse couverture).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 708* : Administration de la communauté ; compte des syndics. — *C, 949* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1236, 1243, 1244 et 1247* : Étape de Sommesous ; convois. — *C, 1311* : Logement des gens de guerre. — *C, 1339* : Caserne de maréchaussée. — *C, 1457* : Prison militaire de Sommesous. — *C, 1482* : Corps de garde. — *C, 363* : Épidémie de fièvre putride de 1770 et 1772. — *C, 1594* : Corvées. — *C, 1671* : Ponts. — *C, 1905* : Église et presbytère. — *G, 397 et 1915* : Cure. — *G, 678* : Trécens au chapitre de Saint-Étienne de Châlons. — *G, 1667 à 1669* : Procédures entre les possesseurs de dîmes, le chapitre de Saint-Jean de Vertus, l'abbaye de Saint-Remy de Reims, et les seigneurs et admodiateurs de la terre de Sommesous ; — etc. — *Arch. de l'Aube, C, 1113 à 1117* : Route de Sedan à Auxerre n° 11.

BIBLIOGRAPHIE. — E. PERSON : *Précis historique et statistique sur la commune de Sommesous* (Châlons-sur-Marne, A. Denis, 1884, in-8° de 382 pages).

— Sommesous appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Sompuis, arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 119 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 185 hommes, 165 femmes, 24 garçons et 41 filles, soit 415 habitants.

(2) Ces deux habitants signent « de Sallangre ».

(3) Le futur député du Tiers état du bailliage de Châlons aux États généraux, l'avocat Pierre-Louis Prieur, était né à Sommesous le 1^{er} août 1756. Son père, Louis-Joseph Prieur, avait été procureur fiscal, puis greffier de la justice du lieu. Il était proche parent des familles Prieur, Dardoise et Celliez, dont les membres figurent dans l'énumération ci-dessus. La famille du chirurgien Celliez donna un général aux armées de la Révolution.

*Observations de l'assemblée municipale de Sommesous,
province de Champagne (1).*

Il approche enfin ce moment heureux où la Nation entière fixe ses regards, arrête depuis longtemps ses désirs. Avec quelle joie elle voit arriver ce jour qui sera le commencement de son bonheur. Couverte depuis longtemps de sa douleur comme d'un manteau, la France verra donc ses maux guéris, ses malheurs réparés, tous les abus anéantis et, du sein de son abattement, elle se relèvera avec force pour se revêtir d'un nouveau lustre. France! tu vas renaître enfin et ton bonheur sera le fruit des soins et des efforts d'un prince généreux qui se hâte de poser et de cimenter pour jamais les fondements de la félicité publique!

Qui pourrait ne pas lui rendre cette justice qu'il mérite à tant de titres lorsque, pour concerter les moyens de soulager son peuple, il daigne appeler auprès de lui les grands de la Nation, s'environner de leurs lumières et sacrifier en quelque sorte la majesté du trône?

Pénétrés des bontés d'un monarque bienfaisant, dont le vœu le plus cher à son cœur est le bonheur de ses sujets, qui ne demande à connaître les maux de son peuple que pour y apporter un remède prompt et efficace, pourquoi craindrions-nous d'élever la voix et de porter jusqu'aux pieds du trône nos justes réclamations?

Profitons de la liberté qu'il nous donne et traçons sous ses yeux le tableau de nos peines et de nos misères.

Placé dans le climat de la Champagne le moins fertile et le plus ingrat, entre Châlons-sur-Marne et Arcis-sur-Aube, entre Fère-Champenoise et Vitry-le-François, Sommesous peut à peine, avec beaucoup de culture et beaucoup d'efforts, recueillir de quoi fournir à la subsistance de ses habitants. Parmi les terres

(1) Le cahier de Sommesous, quoique tout différent, comme texte, de celui de Montépreux, annexe de sa paroisse, a été sûrement écrit et peut-être même rédigé par la même personne. Celle-ci, qui a une petite écriture fine très régulière et très déliée, ne paraît pourtant avoir signé ni l'un ni l'autre de ces deux cahiers. — Nous croyons, sans en être bien sûr, que l'avocat Prieur pourrait être le rédacteur de ces deux cahiers de Montépreux et de Sommesous. Mais ce n'est qu'une supposition basée sur une certaine ressemblance de l'écriture du rédacteur de ces documents avec celle de Prieur (de la Marne).

que l'on cultive, il en est presque moitié qui, loin de dédommager le cultivateur des peines qu'elles lui occasionnent, ne rendent pas même, souvent, la semence qu'il leur a confiée ; un peu moins stérile, l'autre moitié ne donne qu'un faible produit, et encore elle ne le doit qu'à des pluies fréquentes ; si ce moyen de fécondité manque, comme cela n'est que trop ordinaire dans bien des années, alors les plus belles espérances du cultivateur se trouvent détruites et anéanties (1).

Ce n'est encore qu'avec beaucoup d'engrais que l'on pourrait tirer parti du sol, et le manque de pâturages rend cette ressource fort difficile et fort rare. La disette de fourrages ne permet point au laboureur d'avoir un nombre suffisant de bestiaux pour lui procurer l'avantage de fumer ses terres ; il faut donc qu'il les laisse sans engrais et qu'il se repose de leur fécondité sur les pluies qui tombent rarement à propos et qui sont cependant les seuls garants de sa récolte (2).

Sous quelque point de vue que l'on considère la position du terroir de Sommesous, on ne trouvera rien qui puisse le favoriser. Aucun bois ne croît dans son territoire, éloigné des forêts de sept à huit lieues ; que n'en coûte-t-il pas aux habitants pour se procurer cette denrée de première nécessité (3) ! Qui ne sent alors qu'une pareille distance doit augmenter de près de moitié

(1) En 1773, Sommesous comptait 45 habitants labourant à une charrue et possédant 72 chevaux, 200 bêtes à cornes et 480 moutons. Le terroir se composait de 3,375 arpents de terres labourables (mesure de Paris), et 3,656 de terres incultes, 2 de bois, 3 de prés et 24 de jardins, sans aucune terre d'usages. Les récoltes ne rapportaient que juste la semence : 200 boisseaux de froment, 7,812 de seigle, 112 d'orge, 11,125 d'avoine et 650 de sarrasin. (*Arch. de la Marne, C, 430.*) — Le terroir était souvent ravagé par la fonte des neiges et les inondations. (*Ibid., C, 949.*) — Au cours de l'hiver 1788-1789, des froids extrêmement intenses furent produits par l'abondance des neiges. « Le 14 janvier 1789, la fonte amena une inondation ; la quantité d'eau fut moindre comparativement à la saison hivernale de 1784-1785. Un givre abondant survint le matin du 13 mars ; l'épaisseur de la couche mesurait un pouce. » (*Memento Prévost, reproduit par PEARSON : Histoire de Sommesous, page 283.*) Le même document, qui était conservé chez l'ancien maire de Sommesous, M. Léandre Prévost, nous apprend qu'en 1788, le cours du blé fut porté à 3 livres 15 sols et le seigle à 2 livres 8 sols pendant octobre (mesure de Fère-Champenoise), et que l'année suivante, le prix du froment s'éleva jusqu'à 5 livres 5 sols en mars, et celui du seigle varia de 3 livres 8 sols à 4 livres en juin.

(2) Sur la disette des fourrages, dans la généralité, voir le cahier de Gionges-Saint-Ferjeux, note, pages 318-319.

(3) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, Dampierre-sur-Moivre, page 249, et Lenharée, page 396,

le prix du bois, à raison du transport et de la dépense qu'il doit nécessairement occasionner? Et qui le sent plus vivement que le pauvre qui n'a ni fonds, ni revenus, et qui attend de ses bras seuls les moyens de subsister et d'élever sa famille? Cependant, sujet au logement des troupes (1), il est obligé de s'en procurer, dût-il se priver des autres choses nécessaires à la vie.

Indépendamment du passage des troupes qui, année commune, causent à la communauté une dépense de près de douze cents livres, Sommesous paie encore, proportion gardée, une taille plus considérable que les autres villages circonvoisins et qui n'ont pas les mêmes charges à porter (2).

Imposée même pour les terres qu'elle est obligée de laisser en jachères (3) parce qu'en les cultivant le laboureur perdrait non seulement son temps et ses peines, mais encore la semence qu'il y aurait répandue, la communauté de Sommesous se trouve accablée sous le poids des impôts qu'elle paie cependant avec exactitude; mais, pour y satisfaire, le plus grand nombre de ses habitants est réduit à manger un pain bien dur et qu'il arrose souvent de ses larmes.

(1) *Arch. de la Marne, C, 1311 et 1482* : Logement des gens de guerre.— Les habitants de Sommesous avaient, à maintes reprises, demandé que les communautés voisines fussent obligées de participer à cette très lourde charge. En 1762, requête fut adressée en ce sens pour réclamer la participation d'Haus-simont. En 1774, nouvelle demande tendant à ce que les communautés de Soudé-Sainte-Croix et de Soudé-Notre-Dame fussent tenues de subvenir aux fournitures du corps de garde des troupes passant à Sommesous.

De 1776 à 1785, on construisit à Sommesous une caserne de maréchaussée. (*Arch. de la Marne, C, 1339.*) — Une prison militaire était aussi établie au gîte d'étapes de Sommesous. (*Ibid., C, 1457.*) — Sur le gîte d'étapes de Sommesous et le service des convois qui passaient en ce lieu, cf. *Arch. de la Marne, C, 1236, 1243, 1244 et 1247.*

(2) *Arch. de la Marne, C, 949* : Impositions.— Dans une de leur requête, afin de décharge d'impositions en 1784, les habitants de Sommesous disaient : « Déjà « depuis longtemps ils étaient accablés par les charges qu'ils étaient obligés « de porter, placés dans un sol peu fertile, tenus aux logements des troupes « qui y passent assez fréquemment et dont chaque régiment coûte à la « communauté au moins cent écus; deux routes qui se croisent sur le terroir « et qui enlèvent aux habitants une grande partie de leurs meilleures terres, « un corps de caserne à la construction duquel ils ont contribué en partie, « sans ressources, sans usages, sans aucuns biens de communauté qui les « aident et qui les soulagent dans les besoins et les nécessités publiques, « payant, par dessus tout cela, une taille considérable ».

(3) Terrains qui, après avoir produit une série de récoltes, restent en repos, en préparation, pendant une année.

Deux grandes routes (1) qui se croisent dans le terroir enlèvent encore à la communauté la quantité de quatre-vingts arpents de terre pour lesquels même elle est imposée ; elle en paie la taille comme si elle les cultivait, et cependant quel avantage peut lui en revenir, puisque le fonds est perdu pour elle ?

Peut-on se figurer une situation plus fâcheuse et plus triste ? Les autres pays qui peuvent avoir les mêmes charges à porter sont au moins dédommagés par quelques endroits : ou le sol est plus fertile, ou ils sont à la proximité des bois, ou enfin ils ont des biens, des usages communs qui les aident à subvenir aux besoins et aux charges publiques. Ici, nulle ressource de cette nature : sans prés, sans bois, sans aucun usage, la communauté de Sommesous est obligée de contribuer de ses propres fonds aux besoins et à la réparation des édifices qui sont à sa charge (2).

Nonobstant toutes ces inconvénients et la stérilité d'un terroir dont aucun autre ne peut approcher, la communauté de Sommesous est obligée de payer au seigneur (3) du lieu un

(1) Cahier d'Haussimont, page 329. — Dossier de la route de Paris en Allemagne, par Sézanne, Fère-Champenoise, Sommesous, Coole et Vitry-le-François. (*Arch. de la Marne, C, 1571.*) — Route de Sedan à Auxerre n° 11, de l'itinéraire de Champagne, aujourd'hui route n° 77 de Nevers à Sedan, dite originellement route de Troyes à Châlons-sur-Marne, entreprise vers 1768. (*Arch. de l'Aube, C, 1113 à 1117.* — Person : *Histoire de Sommesous*, page 85, etc.)

(2) *Arch. de la Marne, C, 1905* : Réparations à l'église et au presbytère de 1738 à 1780 ; reconstruction du presbytère en 1776 : adjudication de 4,950 livres. — M. Person a reproduit, dans son *Histoire de Sommesous* (pages 20 à 45), plusieurs documents relatifs aux travaux faits à l'église et au presbytère pendant cette période et aux charges qu'ils occasionnèrent aux habitants de Sommesous.

(3) En 1789, le seigneur était Marie-Louis Thomas, chevalier marquis de Pange, colonel attaché au régiment Bercheny. (Voir les cahiers d'Haussimont, page 325, et de Montépreux, page 462.)

Le seigneur percevait le tiers des dîmes de Sommesous, et l'abbaye Saint-Remy de Reims les deux tiers. Le chapitre de Saint-Jean de Vertus, pendant plusieurs siècles, plaïda, et contre le seigneur Louis Largentier, baron de Chapelaïne (1648), et contre l'abbaye Saint-Remy de Reims (1600-1718), et contre Germain Dubois de Crancé, commissaire provincial des guerres à Châlons poursuivant la vente de la terre et seigneurie de Sommesous (1717-1718), et aussi contre Louis Cappy, admodiateur de ladite terre (1652-1654), au sujet d'un préciput de 28 setiers, moitié seigle et moitié avoine, à prendre sur la dîme de Sommesous et que le chapitre réclamait en vain. (*Arch. de la Marne, G, 1667 à 1669.*)

impôt appelé « taille de Richebourg » qui se monte à quatre-vingt-seize boisseaux, mesure de Châlons, moitié seigle et moitié avoine, et un autre impôt désigné sous le nom de « grains de chevaux » qui est de six boisseaux de grains par chaque laboureur (1).

Toutes ces considérations auraient dû, sans doute, mériter quelques égards. Il semble qu'une communauté dénuée de tout secours, chargée par tant d'endroits et aussi mal partagée du côté du sol qu'elle cultive, aurait dû être au moins exempte de corvées. Cependant elle les a toujours remplies et elle paie encore aujourd'hui, pour cet objet, comme les autres villages qui n'éprouvent pas les mêmes inconvénients (2).

D'après cet exposé, qu'il n'est malheureusement que trop facile de vérifier, on peut juger avec quelle peine les habitants subsistent et comment ils peuvent élever leurs familles; ce n'est que par un travail continu, un travail dur où toutes leurs forces s'épuisent, qu'ils peuvent se soutenir, et combien de fois ressentent-ils les rigueurs de la misère!

Combien d'infortunés qui renferment et étouffent dans l'intérieur de leurs maisons leurs plaintes et leurs gémissements, qui ne savent de quel côté se tourner pour se procurer les secours dont ils manquent? Est-il un spectacle plus capable d'intéresser l'humanité et de l'attendrir, que de voir souvent des enfants demander du pain à leurs pères qui ne peuvent */sic/* leur en donner?

De quelle ressource peut être à tant de malheureux, la classe

Sur ces mêmes dîmes, le chapitre de Saint-Étienne de Châlons percevait un droit de trencens de 6 setiers de grains, redevance reconnue par un accord passé le 13 mai 1495 entre ledit chapitre, les religieux de Saint-Remy et le seigneur de Sommesous, par les baux de 1602 et 1636, par sentences du bailliage de Châlons de 1715, des requêtes du Palais du 19 juillet 1718, et enfin par une reconnaissance de 1787 de M^e Nicolas Bertinot, « tuteur onéraire » de MM. de Pange, héritiers de la terre et seigneurie de Sommesous. (*Ibid.*, G, 678).

(1) Une contrée, au sud de Sommesous, sur le terroir de Villiers-Herbisse, portait et porte encore le nom de *Richebourg*. Là, existait autrefois un château-fort bâti sur une éminence, une église annexe de Villiers-Herbisse et un hameau aujourd'hui détruits. Le seigneur percevait sur ses terres la taille seigneuriale dite « de Richebourg » et le « grain des chevaux » que le cahier de Sommesous prend soin de préciser. (COURTALON : *Topographie historique de la ville et du diocèse de Troyes*, 1787, in-8°, t. III, p. 480. — TH. BOUTIOT et EM. SOCARD : *Dictionnaire topographique de l'Aube*, ouv. cit. p. 134.)

(2) Arch. de la Marne, C, 1594.

de ceux qui sont un peu moins mal aisés ? Hélas ! ils voient la misère sans pouvoir la soulager ! Leur bonne volonté se trouve enchaînée par la disette où les jette eux-mêmes l'ingratitude d'un sol qu'ils cultivent avec tant de peines et qui trompe presque toujours leurs espérances.

Ainsi, pour réparer les maux de l'État et lui redonner ce calme, cette tranquillité dont il est privé depuis si longtemps, pour éprouver ce soulagement qu'un Roi sage et juste fait espérer à tous ses sujets, le vœu de la commune de Sommesous est :

1^o Que la Noblesse et le Clergé soient imposés à raison des biens immenses qu'ils possèdent : cette imposition qui paraît juste contribuera à remplir le vide des finances et à diminuer le poids des impôts qui pèse tout entier sur le peuple ;

2^o Que les corvées soient remises sur l'ancien pied ; lever pour cet objet une somme sur les communautés, comme cela se pratique aujourd'hui, est une charge qui devient plus onéreuse pour le cultivateur, sans que les routes en soient meilleures et mieux entretenues ;

3^o Qu'il soit fait une réforme dans le code de la jurisprudence pour abréger les procédures qui, par leur longueur et par la distance des tribunaux qui jugent des affaires en dernier ressort, causent souvent la ruine des familles ;

4^o Que toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre les particuliers, soit pour avoir empiété sur le terrain l'un de l'autre, soit pour d'autres objets, se terminent à l'arbitrage des assemblées municipales, sauf appel à un tribunal supérieur ;

5^o Que le juré-priiseur établi dans le ressort du bailliage de Châlons et qui, à l'exclusion de tous autres, a droit de faire des ventes dans le ressort dudit bailliage, soit supprimé, et que ce droit, pour éviter des frais énormes, soit accordé à tous les huissiers des campagnes. N'est-ce pas trop déjà que des enfants perdent leur père et mère, sans voir encore une partie de leur bien se perdre en frais inutiles (1) ?

6^o Que les réparations des presbytères et des églises soient désormais tout entières à la charge des décimateurs.

Nous chargeons nos députés de soutenir la demande des articles ci-dessus, leur donnons plein pouvoir à cet effet, ainsi que d'aviser aux autres moyens qui peuvent contribuer tant à

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41, et de Coligny, page 173.

la gloire du Roi et à la prospérité de son royaume qu'au soulagement de ses peuples, et avons signé le 8 mars 1789.

CELLIEZ, M.-Ch. HUBERT, C. CELLIEZ, J. BRISSON, PRIEUR,
P.-M. DARDOISE, etc.....

P. CELLIEZ, syndic.

LANDOIS, greffier.

(20 signatures.)

SOMME-SUIPPE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Somme-Suippe (1) était composée de 140 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Baptiste RÔNEZ le jeune, échevin, juge en la justice de Suippes et Somme-Suippe. — Le procès-verbal constate la présence de François Drouet, Nicolas Mauclet l'aîné, Pierre Pérard l'aîné, Nicolas Mauclet le jeune, Jean-Baptiste Rônez l'aîné, Pierre Macquart, Réole Dez, Nicolas-Remy Thierry, Pierre Pérard, Claude Macquart, Pierre Rônez, Jacques Macquart, Nicolas Lefébure, Maurille Crimotel, Claude Hubert, Nicolas-Remi Macquart, Robert Brisson, Didier Macquart, Nicolas Noël, Réole-Nicolas Guimbert, Jean-Baptiste Rônez, garçon, Réole-Nicolas Crimotel, Pierre Pérard, François Mauclet, Nicolas Godez, Jacques Rônez, syndic, Didier Carté, greffier, J. Camus et Barthelemy Macquart. — Les députés furent François DROUET et Jacques RÔNEZ.]

CAHIER

[Le cahier de Somme-Suippe commence comme le cahier de Bouy (2) : le premier paragraphe servant de préambule, et le deuxième relatif aux « traites et gabelles », sont reproduits sans aucune modifi-

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b., pièce 249. Cahier, dossier c, pièce 61 : 7 pages numérotées, mais non paraphées, malgré l'indication portée à la fin du document ; — visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 708 et 2937 : Administration de la communauté. — C, 1606 : Corvées. — C, 1671 : Pont de Saint-Étienne-au-Temple. — C, 1728 : Atelier de charité de Somme-Suippe. — C, 1905 : Église et presbytère. — C, 2333 : Impositions. — C, 2884 : Industrie. — G, 1915 et Arch. de Reims, fonds de l'Archevêché, G, 284 : Cure, du doyenné de Bétheniville, diocèse de Reims ; — etc.

— Somme-Suippe appartenait à l'élection de Reims ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Saint-Ménéhould.

— Dénombrement de 1773 : 156 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 257 hommes, 289 femmes, 42 garçons et 46 filles, soit 634 habitants.

(2) L'abbesse d'Avenay possédait les seigneuries de Bouy et Somme-Suippe ; elle nommait à la cure de cette dernière paroisse et percevait les grosses et

cation. Le troisième, quoique exposant les mêmes vues, est rédigé un peu différemment; on lit :

S'il se trouvait quant à présent un empêchement à l'anéantissement des gabelles, les habitants de Somme-Suippe supplient Sa Majesté d'ordonner que les différentes grilles placées depuis quelques années dans le vase qui dégorge le sel dans le minot, seront réduites à une seule, et que la livraison du sel se fera par minot et demi-minot, sans se servir pour cela du quart seulement, ou même du poids.

La raison qui détermine cette prière, c'est que depuis qu'on y a ajouté différentes grilles, le minot qui pesait 104 et 105 livres, n'en pèse plus que 95 et 96, pris en minot, et beaucoup moins quand il est délivré par quart, ce qui augmente infiniment le prix du sel qui est déjà excessif en Champagne, et surtout pour les malheureux qui ne peuvent le prendre que par quart.

[Le paragraphe suivant, traitant des *aides*, est le même que dans le cahier de Bouy. Puis on trouve le vœu suivant qui ne figure pas dans ce dernier cahier :

Contrôle. — Le contrôle est un établissement utile pour empêcher les antidates, mais sa perception est trop arbitraire et les droits portés à un trop haut prix. De là, une gêne dans les affaires; il serait donc utile de réformer le tarif.

menues dîmes, ne laissant au curé que la portion congrue. (*Arch. de Reims, fonds de l'Archevêché, G, 284.*)

D'après la déclaration des biens de l'abbaye d'Avenay, faite le 25 février 1790, « la terre et seigneurie de Somme-Suippe consistait en toute justice, haute, moyenne et basse, laquelle de tout temps a été exercée par les officiers de la justice de Suippes; cens portant lods et ventes sur quelques héritages concédés à ce titre; le droit de jeu de quilles au bâton; droits seigneuriaux consistant en un quartel d'avoine et 20 deniers par ménage plein et moitié pour les demi-ménages, et 10 deniers pour chacun cheval, lesquels droits ci-dessus sont loués et font partie du bail du sieur Marguet... le droit de patronnage ou présentation à la cure (le curé est à portion congrue); le droit de dîmes sur toutes espèces de grain menu, la dîme verte et de chanvre femelle, dîme de laine des moutons et brebis, dîme d'agneaux et volailles; partie est louée;... et l'abbaye en fait valoir environ les trois quarts de dîme en grain seulement, qui sert en partie à la consommation de la maison, et peut être estimée, année commune, la portion qu'elle exploite, 1,800 livres ». (*Déclaration que fait sœur Marguerite de Cossart d'Esprès, abbesse, etc... Archives de la commune d'Avenay.* — Cahier de Bouy, page 94). — L'abbaye venait de supporter un procès contre les habitants pour les réparations au clocher de l'église; l'abbaye avait été condamnée et avait dû faire les travaux qui lui avaient coûté 3,600 livres. Mais elle avait appelé de cette condamnation, et lors de la liquidation des biens du monastère, l'affaire n'était pas jugée. (*Déclaration, ibid.*)

[Les considérations qui viennent ensuite sur les *jurés-priiseurs*, les *impôts divers* à supprimer, sont la reproduction textuelle de celles exposées par le cahier de Bouy, pages 92 et 93, jusqu'aux mots : « et que ces comptes soient rendus publics ». Puis, à partir de cet endroit, le cahier est tout à fait différent. Voici les autres doléances des habitants de Somme-Suippe :

Mais ce qui leur paraît plus essentiel encore, c'est de faire rendre compte aux ex-ministres dont les déprédations ont mis la France dans l'état de détresse où elle se trouve. Leurs exemples seraient sans doute un préservatif pour leurs successeurs qui se tiendraient sur leurs gardes (1).

Si les besoins de l'État, si des circonstances que l'on ne peut prévoir nécessitaient la continuation des anciens impôts et même l'établissement de nouveaux, les habitants de Somme-Suippe croient que les États généraux ne peuvent les accorder pour un temps illimité ; qu'ils doivent, au contraire, ne les autoriser que pour un terme court et qui n'excède pas le retour fréquent et périodique des assemblées nationales, et qu'à la condition qu'ils seront supportés par les trois ordres dans la proportion de leurs fortunes ou de leurs états.

En respectant la juste prééminence du Clergé et de la Noblesse, il ne doit y avoir dans les États généraux aucune des distinctions humiliantes qui ont avili les communes aux derniers États de Blois et de Paris (2).

Les habitants de Somme-Suippe désireraient bien sincèrement que les délibérations se prissent par les trois ordres réunis, mais en comptant toutefois les suffrages par tête ; ils sont convaincus que le Clergé et la Noblesse, loin d'y mettre des obstacles, seront les premiers à le demander, et que les trois ordres apporteront à ces assemblées l'esprit de concorde et de cordialité sans lequel le bien désiré ne peut s'opérer. Ils sont persuadés que les deux premiers ordres, en se conformant à l'intention du Roi, ne feront nulle difficulté de consentir d'entrer dans le paiement des impôts, conjointement avec le Tiers état,

(1) C'était une allusion à l'administration des derniers ministres Calonne et Loménie de Brienne. En 1774, le curé de Somme-Suippe se plaignait déjà de « *l'esprit assez républicain* » de ses paroissiens. (Sic. — Quest. de l'archevêque. — Arch. de Reims, G, 284.) Les habitants de Somme-Suippe étaient laboureurs et ouvriers en laine.

(2) États généraux tenus en 1588 à Blois sous Henri III, en 1614 à Paris sous Louis XIII.

dans la proportion de leur fortune et surtout dans celui du subside représentatif de la corvée, puisque les grands chemins leur sont plus utiles qu'à qui que ce soit, tant personnellement que pour le transport des denrées de leurs terres.

Mais ce que désirent essentiellement les habitants de Somme-Suippe, c'est que la Champagne soit mise en pays d'État et que ces États soient eux-mêmes composés des trois ordres librement élus dans la forme et la proportion prescrite pour les États généraux par le règlement du 24 janvier 1789.

Dans ce cas, il paraît aux habitants de Somme-Suippe qu'il est indispensable que les représentants de la Nation demandent et fassent statuer : 1^o Quelle somme chaque province versera annuellement dans les coffres du Roi ; 2^o Pour combien chaque province entrera et contribuera dans les dettes de l'État, mais sans qu'il y ait aucune solidarité d'une province à une autre ; 3^o Quelle somme les provinces seront tenues de rembourser chaque année ; 4^o Pour combien, en cas de guerre, elles seront tenues de contribuer dans les frais qu'elle entraîne.

Il leur paraît également essentiel de faire aussi ordonner que les remboursements ne se feront qu'en temps de paix, et que les deniers qui y seront destinés seront employés en temps de guerre au paiement des frais de la guerre même.

Milice. — La milice, de la manière dont elle se tire, est elle-même un genre d'impôt très onéreux aux habitants de la campagne, en ce qu'elle oblige les communautés entières à se transporter dans la ville du tirage souvent éloignée de plus de dix lieues.

Le moyen de rendre ce tirage moins à charge, ce serait de le faire faire devant les juges des lieux et la municipalité, ou au moins d'ordonner que le commissaire serait tenu de se rendre dans le chef-lieu, éloigné de plus de cinq lieues de la ville, à un jour indiqué, où les garçons sujets au sort des villages circonvoisins seraient tenus de se rendre, mais de manière, cependant, qu'ils puissent retourner chacun coucher chez eux.

Code civil et criminel. — Il semble aux habitants de Somme-Suippe d'une nécessité indispensable de réformer le Code civil et criminel et de le dégager de tous moyens de nullité.

Ils désireraient aussi que, pour faciliter et accélérer l'administration de la justice, il soit créé de petits bailliages dans les chefs-lieux, qui connaîtraient au souverain de petites causes qui

n'excéderaient pas cent livres. Mais pour cela ils demanderaient que nul ne pût être reçu juge dans ces justices qu'il ne soit gradué, qu'il ne justifie avoir été maître-clerc au moins quatre à cinq ans et avoir exercé pendant le même temps la profession d'avocat.

Il semble à ces habitants qu'il serait utile au bien des sujets que dans les juridictions supérieures il soit exigé les mêmes preuves pour être admis au rang des juges, à l'exception que, devant être plus instruits, il serait bon qu'ils eussent professé plus longtemps la qualité d'avocat.

Le grand chemin de Châlons à Sedan paraît indispensable et de la première utilité pour la France et la province, mais surtout pour le Vallage (1).

Le droit d'annate, de bulles, de dispenses, etc., semblerait devoir être supprimé, faisant annuellement sortir de France une partie du numéraire.

Telles sont les principales réformes que les habitants de Somme-Suippe croient les plus utiles au bien commun. C'est aux représentants de la Nation à juger de leur valeur et de déterminer ce qui est le plus avantageux au bien de l'État, à la gloire de la France et au salut de la Nation.

Fait et arrêté à l'assemblée convoquée à cet effet cejourd'hui 8 mars 1789.

N. MAUCLERT, J.-B. RÔNEZ, Réole DEZ, N. MAUCLERT, J.-B. RÔNEZ, etc.

(29 signatures.)

(1) La route n° 11 (du 3^e département) de Sedan à Auxerre, par Vouziers, Suippes, Châlons, Arcis-sur-Aube, Troyes, mettait directement ces villes en communication avec la frontière de Flandre. Elle était portée pour 37,804 toises de longueur à réparer et 48,100 livres de dépense, à l'état des travaux à faire en 1788. (*Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale de Champagne*, ouv. cit., page 193.)

La dénomination topographique de *Vallage* est assez commun dans la portion du bassin de Paris située sur les confins de la région champenoise ; elle désigne encore aujourd'hui, dans le langage populaire, les plaines vallonées et agricoles qui drainent l'Aisne et ses affluents entre le massif forestier de l'Argonne et les terrasses crayeuses de la Champagne pouilleuse : c'est le *Vallage d'Aisne*, auquel le cahier de Suippes fait allusion. — Ce nom était aussi donné particulièrement au pays montueux et vallonné qui, au sud de Vitry-le-François et Saint-Dizier, comprend les villes de Vassy, Joinville et Brienne. (JOANNE : *D^r géog. et adm. de la France*. — CAULIN (l'abbé) : *Quelques seigneuries en Vallage et en Champagne propre*. — Troyes, 1867, in-8°.)

Le présent cahier, contenant sept pages, coté par première et dernière, et paraphé *ne varietur* par nous, Jean-Baptiste Rônez le jeune, échevin, juge en la justice de Suippes et Somme-Suippe, cejourd'hui, 8 mars 1789.

J.-B. RÔNEZ, juge.

SOMME-VESLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Somme-Vesle (1) était composée de 88 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Nicolas ARNOULT, procureur-syndic. — Le procès-verbal constate la présence de Nicolas Martin, Pierre Martin, Nicolas Quillet, Pierre Huet, Nicolas Huet, N. Musart, Nicolas Arnoult, Louis Coyon, N. Gabillion, procureur fiscal, Pierre Martin, Pierre Huet, Étienne Appert, Claude Huet, Nicolas Huet, Joseph Musart, Jean Payart, Jacques Huet, Étienne Lallemant, Louis Godart, C. Gabillion, J.-F. Arnoult, Jean-Baptiste Bouquault, Nicolas Arnoult, Nicolas Delaval, Pierre Musart. — Les députés furent Jean-Baptiste BOUQUAULT, maître de poste, et Nicolas ARNOULT, syndic.]

CAHIER

Cahier des doléances et remontrances que les syndic, habitants, corps et communauté de la paroisse de Somme-Vesle ont l'honneur de présenter, en exécution des ordres de Sa Majesté, à l'assemblée des trois États du bailliage royal de Châlons, indiquée au 12 mars 1789. Lequel cahier a été arrêté et convenu en l'assemblée générale desdits habitants, convoquée et tenue conformément aux ordres de Sa Majesté et de l'ordonnance de M. le grand bailli de Châlons, le dimanche 8 dudit mois de mars.

La contribution aux charges et aux besoins de la patrie étant un droit de l'État qui l'exige et une obligation des citoyens qui la doivent, suivant le droit naturel et le droit politique qui lui

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 248. Cahier, dossier c, pièce 125 : 12 pages non cotées ni paraphées ; visa de Thomas sur une fausse couverture).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 708 et 2995 : Administration de la communauté ; usages ; pont ; comptes des syndics. — C, 910 et 949 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1046 : Vingtièmes. — C, 1594 : Corvées. — C, 1671 : Pont. — C, 1716 : Atelier de charité de

donnent ces deux caractères, il s'ensuit qu'elle n'est point et ne peut être arbitraire ni dans son principe, ni pour la quotité en général.

La proportion dans la contribution exigée par le droit naturel et par le droit politique, et même par le droit de conquête, constitue la justice distributive que l'État et le Souverain doivent à tous les citoyens.

Or, cette justice distributive impose à l'État et au Monarque deux obligations inviolables :

La première : En ce que la contribution due par tous les sujets soit toujours proportionnée par sa quotité générale aux charges et aux besoins de la patrie, de façon que les sujets ne contribuent jamais plus que les charges et besoins de la patrie ne le demandent.

La seconde : que tous les sujets indistinctement, nobles, ecclésiastiques et roturiers, y contribuent tous à proportion de leurs facultés, de leurs richesses et de leurs propriétés.

En fait de contribution aux charges de l'État, personne ne peut avoir de privilège qui puisse le dispenser de n'y pas contribuer, soit pour le tout, soit pour partie, parce que la qualité de sujet de l'État lui impose l'obligation de la faire, et que l'inégalité et la disproportion dans sa contribution de la part d'aucun des sujets serait une injustice et une infraction à la justice distributive.

Le Souverain lui-même ne peut ni renoncer à l'un, ni détruire l'autre, parce que n'étant que dépositaire d'un pouvoir dont la propriété appartient à ses successeurs et à la société qui s'est donnée pour toujours à eux, il ne peut ni priver son État des secours que chacun lui doit en proportion de ses facultés, ni soulager une partie de ses membres aux dépens des autres ; et s'il a, dans certains temps ou par erreur de fait ou sur l'allégation d'un droit supposé sans titre et sans preuve, accordé des

Somme-Vesle ; chaussée romaine de Bar-le-Duc à Châlons. — *C*, 1906 : Église et presbytère. — *E*, 115 : Famille Cousinat, seigneur de Somme-Vesle. — *G*, 105 et 1915 : Cure ; — etc.

— Somme-Vesle appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 74 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. — Population : 138 hommes, 142 femmes, 23 garçons et 37 filles, soit 340 habitants.

exemptions contraires aux droits de la souveraineté et de la Nation, la même autorité qui les a données n'a-t-elle pas le pouvoir de les révoquer comme elle le doit et comme la justice distributive lui en impose l'obligation.

D'après cet aperçu des principes fondamentaux du droit naturel, du droit politique et de la justice distributive, les syndic, habitants, corps et communauté de Somme-Vesle demandent donc :

1. — Que tous les prétendus privilèges, tant de la Noblesse que du Clergé qui les ont jusqu'à présent soustraits tant à la quotité qu'à l'uniformité de l'imposition et de la contribution, en raison de leurs propriétés et de leurs facultés, soient entièrement révoqués et abrogés, et qu'ils soient assujettis au paiement et contribution aux charges de l'État dans la même proportion et dans la même quotité que tous les autres sujets de l'État, et que la loi qui révoquera ces prétendus privilèges et rétablira l'égalité dans la quotité et le paiement de la contribution soit et devienne loi de l'État et de la Monarchie.

2. — Que, pour parvenir à supprimer et entièrement éteindre et abolir le mode actuel dans la multiplicité des impôts qui ruinent et écrasent le propriétaire et le cultivateur, tant dans les impositions que dans leur répartition, qui enlèvent en pure perte, tant pour le malheureux contribuable que pour le souverain, plus de la moitié de sa contribution, en ce que cette moitié ne va pas dans les coffres du Roi et qu'elle passe par tant de mains étrangères aussi avides qu'inutiles qui emportent comme le vent et consomment comme le feu cette portion de la contribution du malheureux cultivateur qui lui est si nécessaire pour sa propre subsistance et celle de sa famille. Car ce n'est pas tant l'imposition dans son principe qui le réduit à la dernière des misères et le force à arroser des larmes de la douleur et du désespoir le morceau de pain qui lui reste à peine de sa propriété et de son travail, mais bien toutes ces sangsues publiques à commencer du commissaire qui fait la répartition de l'imposition dont l'ignorance, la partialité, l'on pourrait même dire l'injustice volontaire, introduit et commence la chaîne de sa misère, laquelle augmente et se perpétue par les cascades qu'on lui fait faire, et enfin disparaît dans le coffre du millionnaire où elle s'ensevelit comme dans un gouffre, tandis que le malheureux contribuable, à qui on a tout enlevé pour n'avoir pas pu

payer, non pas son imposition juste et proportionnée à ses facultés, mais des accessoires qui ne tournent point au profit de l'État et du Souverain, des appointements de commis, de receveurs, de directeurs, en un mot de cette multiplicité d'individus chargés de la manutention et de la perception des deniers royaux, de pensions enfin faites à aucun de ces commis, même à leurs femmes.

Comment remédier à tous ces abus ? Comment rendre à ce malheureux cultivateur non seulement sa tranquillité, mais encore essuyer ses larmes, lui faire oublier le regret peut-être d'avoir donné à l'État des sujets qu'il ne peut nourrir ni élever, l'encourager au contraire à les multiplier, ces sujets ? Par l'aïssance qu'on peut lui procurer. Par le mode de l'imposition analogue et proportionnée aux charges de l'État. Par sa répartition la moins dispendieuse. Par la suppression des privilèges d'aucuns des contribuables. Par la réunion, enfin et sans distinction, de tous ses sujets généralement quelconques dans la contribution et sa quotité dans la proportion.

L'impôt territorial ou la dime royale et une contribution personnelle en raison des facultés d'un chacun, sont les deux voies que les habitants de Somme-Vesle proposent et demandent pour opérer ce grand bienfait.

L'impôt territorial ou la dime royale peut se prélever sans frais. Les adjudicataires ou fermiers de cet impôt, leurs cautions peuvent verser dans la caisse publique de la municipalité de chaque bailliage le montant de leurs adjudications, et de cette caisse publique directement au trésor royal.

Quant à l'impôt personnel qui peut être, par exemple, seulement depuis 12 livres jusqu'à 20 sols, depuis le plus riche cultivateur du Tiers état dans un village jusqu'au plus pauvre, de 18 livres pour les bourgs, de 24 livres pour les petites villes, et ainsi à proportion dans les villes du second et du premier ordre, en ce non compris dans cette imposition ceux des particuliers qui n'ont d'autre bien que leur portefeuille et leur coffre-fort, et qui ont l'heureux talent de se soustraire au paiement des impôts publics, et vis-à-vis desquels la taxe dépendrait de l'arbitraire, et fixée par douze notables de leurs domiciles.

La répartition de cet impôt personnel serait faite par les municipalités de chaque lieu, en présence et de l'avis d'un

nombre de notables de la paroisse, des villes ou villages, qui seraient appelés et choisis dans l'assemblée de la commune, et les deniers provenant du rôle de cette imposition seraient versés directement dans la caisse générale de la municipalité, et de là versés au trésor royal.

3. — Les habitants de Somme-Vesle, au moyen de l'impôt territorial et en nature et de l'impôt personnel, croient devoir demander la suppression de la dîme ecclésiastique, parce que, d'un côté, en la laissant subsister, ce serait accorder à un corps de l'État un droit et un privilège semblable à celui du Souverain et qui doit, à cause de la souveraineté et de la majesté du trône, être sans partage; parce que ce serait, pour ainsi dire, accorder au Clergé un droit contradictoire en payant le même droit qu'il serait autorisé de percevoir; parce qu'enfin ce serait donner lieu à des difficultés et des procès sans nombre.

Ainsi, au moyen de ces deux impôts rendus généraux tant pour toutes les propriétés, sans exception quelconque, que pour l'impôt personnel duquel, cependant, les États généraux peuvent et doivent même dispenser la haute et ancienne Noblesse, et ceux que le Souverain a annoblis pour services rendus à la patrie, et point du tout celle qui, rougissant de sa roture, a acheté le droit de la faire oublier, les habitants de Somme-Vesle sont persuadés qu'à telle quotité qu'ils puissent être fixés dans les États généraux, ils gagneront, ainsi que tous les autres contribuables de la Champagne, une diminution considérable sur les impositions énormes qu'ils paient en ce moment (1).

[4].— La communauté de Somme-Vesle est en état de justifier que chaque citoyen contribuable paie en ce moment-ci plus de douze sous six deniers par livre d'impositions tant principales qu'accessoires, et les manouvriers qui n'ont que leurs bras dix livres d'industrie, en ce non compris les réparations du presbytère et de l'église, l'entretien des barrières ou clôture du cimetière, l'entretien des cloches et de l'horloge, les linges, la cire et les ornements de l'église (2), les frais de procès qu'ils

(1) En 1789, la communauté de Somme-Vesle paya 3,023 livres 6 sols 2 deniers de taille, accessoires, capitation et rejets pour 100 contribuables. En 1790, la somme des mêmes impositions, y compris 490 livres de prestation des chemins, s'éleva à 3,414 livres 2 sols 10 deniers, qui fut répartie sur 136 cotes, car alors on ajouta les anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne, C, 910.*)

(2) Dossiers des réparations faites à l'église, au presbytère et au cimetière de Somme-Vesle et de son annexe Poix-en-Champagne, de 1738 à 1784, dont les

sont obligés de soutenir et de défendre contre leur seigneur qui veut les dépouiller d'une partie de leurs propriétés (1), les frais journaliers et multipliés que leur occasionnent les assemblées provinciales trop compliquées dans leurs opérations, trop coûteuses par le nombre des membres qui les composent et qu'ils paient ; en un mot, les redevances et droits seigneuriaux, tant en grains qu'en argent, qu'ils lui paient et qui vont tant de leur village que dans les villages circonvoisins par chaque bête trahiente (2) ou tirante à des seize et dix-huit boisseaux d'avoine, et notamment pour les habitants de Somme-Vesle, de quinze boisseaux d'avoine et quatre boisseaux de seigle pour chaque bête tirante, un voyage à titre de corvées dans les saisons de mars et octobre par ménage, et à proportion par demi-ménage, indépendamment des autres droits, tant en argent qu'en redevances en nature, tant en poules et chapons que pour les autres bêtes servant à la nourriture du cultivateur et à l'engrais de ses terres ; et, à cet égard, les habitants et communauté de Somme-Vesle demandent à être autorisés à faire le rachat et le remboursement de tous ces droits seigneuriaux sur le pied qui en sera fixé par les États généraux, et c'est le quatrième article de leurs doléances (3).

sommes furent supportées par la communauté et réparties sur les habitants : 490 livres en 1739, 115 livres en 1740, 1,080 livres en 1768, etc. (*Arch. de la Marne, C, 1906.*)

(1) Procès intenté par la communauté de Somme-Vesle pour usurpations de ses usages. Échange de terrains entre cette communauté et son seigneur François-Memmie Cousinat, président des trésoriers de France à Châlons (1784). (*Arch. de la Marne, C, 708.*)

(2) Bête trahiente ou traïante, bête de trait. (GODEFROY : *Dict. cit.*)

(3) La terre et seigneurie de Somme-Vesle, qui avait appartenu depuis le Moyen âge aux familles des comtes de Dampierre, de Châteauvillain (1307), Mathé (xv^e siècle), de Bar, pour qui elle fut exigée en baronnie ; Deu de Rapsécourt (1720), avait été revendue le 19 septembre 1764 à Claude Cousinat, écuyer, greffier au bureau des finances de Châlons. — Elle comprenait « la baronnie, avec prévôté, marché le vendredi, justice haute, moyenne et basse, la rivière, la chasse, une maison seigneuriale avec ferme de 400 journaux, le moulin banal où chacun devait faire moudre, deux étangs, jadis un four banal en place duquel chaque ménage devait payer 16 deniers, des droits dits de bourgeoisie payables, par chaque habitant sauf les clercs et nobles, à la Saint-Remy, moyennant 15 deniers, 4 boisseaux de seigle, 2 d'avoine livrés au château ; autant pour un ménage que pour un ménage de veuve. En outre, à la Saint-Remy, tous, sauf les nobles et les clercs, payaient 2 sols, 4 boisseaux de seigle, 2 d'avoine par cheval, 6 deniers par vache, 3 deniers par veau, 1 denier par mouton, 1 maille par agneau ; ils devaient 2 jours de corvées en 3 fois, es quels jours le seigneur les nourrissait ; — à titre de forage du vin,

5. — Ils demandent également la suppression des jurés-prieurs et des greffiers des experts, qui sont deux fléaux qui ruinent les campagnes et les premiers héritiers et souvent les seuls dans les successions où il y a des mineurs.

6. — Ils demandent également la suppression des receveurs des consignations, ou du moins que s'ils subsistent leurs droits soient réduits aux deux deniers pour livre de leur première création.

7. — La suppression des commissaires aux saisies réelles, comme absolument à charge et inutiles, les greffiers des justices pouvant remplir leurs fonctions avec un droit modique pour l'enregistrement seulement.

8. — La réduction des droits exorbitants du contrôle des actes, et d'autant plus exorbitants qu'ils dépendent pour la plupart de la volonté de ceux qui sont chargés d'en faire la perception, et qu'il est impossible, même aux notaires, d'en pouvoir connaître la légitimité et l'étendue, et qu'ils sont aujourd'hui un dédale impénétrable pour tout autre que l'initié dans le mystère, et la source d'une infinité de contraintes et de procès aussi dispendieux qu'inévitables qui ruinent et mettent le trouble dans les familles.

9. — La suppression de tous les droits, aussi indécents que malhonnêtes, de l'Église, et qu'il soit fait à tous les curés un sort uniforme et honnête pour les attacher plus particulièrement à leurs paroisses et les empêcher, par cette uniformité, de les quitter par l'expectative ou l'occasion d'une cure d'un plus grand revenu, et au moyen de cette uniformité toutes leurs fonctions gratuites ; et en cas de vacance de la cure, par le décès du curé ou autrement, qu'elle ne pourra être remplie par un autre ecclésiastique que par la voie du concours.

10. — L'établissement d'un bureau de charité dans chaque

1/2 septier par poinçon de tout liquide : on ne pouvait vendre sans le gré du seigneur, sous amende de 60 sous, de la Saint-Martin à Noël ; le seigneur possédait encore le sextelage des grains, garennes, dîmes du lieu dit « la Fourche » et la rente de la Maladrerie. Le chapelain de Somme-Vesle était un des pairs laïcs de Châlons ». Un terrier de la terre et seigneurie de Somme-Vesle, au profit de la famille Cousinat, fut dressé en vertu des lettres de chancellerie en date du 22 mars 1773. (*Arch. de la Marne, E, 115.*)

Les dîmes étaient levées, moitié par l'abbaye de Saint-Pierre-aux-Monts, un tiers par celle de Toussaints et le reste par le seigneur. La communauté devait en outre 50 sols au Roi pour « droit de gîte », ...

village, bourg et ville, sous l'administration du curé et des officiers de la municipalité, pour soulager les malades et les infirmes, occuper les bras oisifs et paresseux et ceux qui manqueraient d'ouvrages, tant dans l'entretien des rues du village que des chemins de village à village; et par le moyen de ce bureau de charité, abolir entièrement la mendicité, avec des défenses et des peines contre ceux de chaque village qui abandonneraient leur village pour se livrer à ce métier; le fond duquel bureau sera pris sur les biens des moines riches, et par ce moyen rapprochés de leur destination primitive (1).

11. — La contribution des Nobles et du Clergé à l'entretien des chemins, ou l'établissement des barrières de distance en distance pour y percevoir un péage suffisant pour leur entretien. La suppression de plusieurs chemins inutiles et qui, remis en culture, augmenteraient les richesses de l'État. Par le moyen des barrières l'on pourrait se passer du bureau du génie, dont le mérite consiste plus dans la dépense énorme qu'il entraîne et dont il grève le cultivateur que dans son utilité (2).

12. — La nécessité juste et légitime de forcer le Clergé à rembourser ses dettes pour se trouver au pair avec les autres citoyens de l'État, pour en supporter les charges également; et pour cela de les obliger et de les autoriser à remettre et à aliéner dans le commerce les droits de seigneurie et de justice qu'ils possèdent, c'est-à-dire, quant aux fiefs seulement et sans

(1) Voir les cahiers d'Aulnay-aux-Planches, page 45, et de Matougues, page 445.

(2) Voir les cahiers de Condé-sur-Marne, page 190, et de Fromentières, page 309. — Sur le territoire de Somme-Vesle se croisaient la grande route de Paris à Metz par Châlons et Sainte-Ménéhould, et la chaussée romaine de Bar-le-Duc à Reims et Châlons. En 1777, un mémoire avait été présenté par le conseiller au Parlement, Lerebours, à l'intendant Rouillé d'Orfeuil, pour la transformation de cette chaussée en route : « Le gouvernement, écrivait-il, s'est proposé depuis très longtemps d'abrèger le chemin qui conduit de Châlons-sur-Marne à Bar-le-Duc; il a, en conséquence, été commencé une route qui se trouve en partie faite du côté du Barrois; il serait très avantageux de la continuer et peu dispendieux : 1^o cette route diminuerait le chemin de Châlons à Bar, et conséquemment la grande route de Paris à Strasbourg, d'environ sept lieues... 2^o les troupes du Roi auraient une journée de marche de moins de Châlons à Bar... » Ce projet fut étudié et un atelier de charité fut installé sur la chaussée pour son rétablissement. (*Arch. de la Marne, C, 1716.*)

L'ancien pont de Somme-Vesle, visité par l'architecte-expert J.-B. Peletier en 1776, fut reconstruit en 1779. (*Ibid., C, 708 et 1671.*)

toucher à aucune de leurs propriétés foncières susceptibles de l'impôt territorial ou dîme royale.

13. — A obliger tous les seigneurs de chaque village à monter leur justice d'officiers capables et suffisants pour l'administration de la justice, et à les salarier pour pouvoir les mettre dans le cas d'y résider, ou du moins pour les forcer à une exactitude dans l'administration de leurs fonctions qui, d'un côté, évite de la part du justiciable tout sujet de plainte, de l'autre toute occasion de distraction du justiciable local dans un tribunal supérieur et étranger ; parce que le sujet doit trouver un juge dans l'enclave de la seigneurie qu'il habite, et surtout d'après ce principe que la Noblesse et les seigneurs réclament avec tant d'empire que les justices sont patrimoniales ; qu'il doit, disons-nous, trouver justice, protection et sauvegarde sans distraction de son domicile et, dans le cas où les seigneurs ne voudraient pas le faire, en ce cas de les dépouiller de leurs justices, de les réunir au domaine royal et d'établir dans chaque arrondissement, qui serait fait, des prévôtés royales montées d'un prévôt, d'un lieutenant et d'un procureur fiscal gradués, et dont les sentences, tant en matières civiles que criminelles, seraient portées directement dans le tribunal supérieur de la province, et dans lequel tribunal supérieur lesdits prévôts parviendraient et seraient appelés pour remplir les places vacantes en raison de leurs talents et de leur mérite, d'après le nombre de leurs sentences qui seraient confirmées et d'après le vœu même de leurs justiciables.

13 bis (1). — Une police plus exacte sur les lapins et les pigeons qui dévastent les campagnes et ruinent le cultivateur, et une loi positive à cet égard, qui en restreigne les droits et en supprime l'abus.

14. — La réduction de l'impôt ou des droits sur le sel et le tabac.

15. — La suppression de tous les tribunaux d'exception, même de celui du commissaire départi *(sic)*, quant au contentieux seulement, et dans le cas où il serait jugé nécessaire, pour quelques parties, d'associer audit sieur commissaire six officiers sans lesquels ils ne pourraient juger qu'au nombre de cinq au moins.

(1) Cet article a été ajouté en marge du cahier.

16. — Le reculement des barrières et leur suppression dans l'intérieur du royaume.

17. — La liberté à chaque citoyen de voyager comme il voudra sans être assujéti à l'inquisition des messageries et au paiement de droits exorbitants pour pouvoir le faire.

18. — Enfin, la liberté à la Noblesse pauvre et malheureuse de faire le commerce, tant en gros qu'en détail, sans déroger. Le commerce est un corps tout sain où il n'y a rien à couper ; l'on doit donc laisser à la prudence et aux sentiments de la Noblesse, la liberté de s'y attacher à son gré, d'en choisir une partie ou ou une autre : restreindre le commerce par une loi de dérogance, c'est élever des digues le long du Nil pour l'empêcher de fertiliser les terres, c'est fermer une mine parce qu'elle est trop riche.

Telles sont les remontrances et doléances que les syndic, corps et communauté de Somme-Vesle croient devoir proposer aux États assemblés du bailliage de Châlons, lesquels ils ont signées et remises à MM. Bouquault, maître de poste, et Arnoult, syndic, leurs députés, pour en présenter le cahier à ladite assemblée des trois États.

Nous soussigné, procureur fiscal de la justice de Somme-Vesle, certifions le présent cahier ci-dessus véritable.

N. GABILLION, procureur fiscal.

N. MARTIN, Pierre MARTIN, Nicolas QUILLET, Joseph

MUSART, etc.....

ARNOULT, syndic. (25 signatures.)

SONGY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Songy (1) était composée de 75 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Claude-Charles JONET, lieutenant en la justice de Songy (et aussi greffier de la municipalité). — Le procès-verbal constate la présence de Jean Cuitot, Louis Cuitot, Benoît Guyot, François Berthemy, Victor-Charlemagne Oudart, Jean-Baptiste Lambert, Edmond Poirat,

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 247. Cahier, dossier c, pièce 109 : 22 pages cotées et paraphées par Jonet ; visa de Prieur). Le cahier paraît écrit entièrement de la main de Nicolas Commesny, maître en chirurgie à Songy et Saint-Martin-aux-Champs, originaire de Bassuet,

Jean Renard, Nicolas-Pierre Masson, Jacques Poulin, Nicolas Person, Jean Pinard, tous laboureurs ; Simon Gervais, Pierre Renard, Henry Hémard, Jean-Baptiste Gervais, Côme Varnacourt, Joseph Hanriet, Jacques Virilat, Jean-Didier Virilat, Côme Aubry, Quentin Chanoine. François Brodier, Pierre Poulin, Nicolas Mortas, Joseph Poirat. Florent-Pierre Ledhuy, Jean Martin, tous manouvriers ; Jacques Franquet, syndic, Louis Poirat, Jean-Baptiste Brodier, Pierre Masson, Jean Poirat, Nicolas Cuitot, Jean-Baptiste Cuitot, Pierre Gautier, Pierre Begin, Pierre Galland, Jean-Charles Poirat l'aîné, et aussi les signatures de J. Hanriet, C. François, J.-E. Poulin, Jacques Varnacourt, Jean Poirat et du chirurgien Nicolas Commesny. — Les députés furent Jean CUITOT et le syndic Jacques FRANQUET, tous deux laboureurs.]

CAHIER

Cahier de plaintes, doléances et remontrances de la communauté de Songy.

Nous ne pouvons admettre l'impôt territorial parce qu'il tomberait à la charge des cultivateurs s'il était perçu en nature, les frais de culture absorbant les deux tiers des productions de la terre.

décédé à Songy le 3 frimaire an XIV, qui, après avoir signé le cahier qu'il rédigea sans doute avant la réunion, ajouta encore quelques articles à la demande des habitants. — Nicolas Commesny faisait les fonctions de juge de la justice de Saint-Martin-aux-Champs. Ce fut en cette qualité qu'il présida, le 8 mars, l'assemblée des habitants de la communauté. Son nom a été orthographié, par erreur, « Commesnil » par le rédacteur du procès-verbal. (V^r p. 570.)

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 709* : Administration de la communauté ; école ; procès pour la dîme ; comptes des syndics. — *C, 911 et 964* : Impositions. — *C, 1615* : Corvées. — *C, 1734* : Atelier de charité ; route de Songy à Vitry-le-François. — *C, 1773* : Procès avec la communauté d'Ablancourt pour les usages. — *C, 1906* : Église et presbytère. — *C, 2450* : Rébellion contre les commis des aides. — *C, 2880* : Épizooties. — *E, 702 à 704* : Famille d'Espinoy et de Pange ; seigneurie. — *G, 108 à 110 et 150* : Visite de la cure ; donation. — *G, 452* : Biens de la chapelle du Saint-Lait du chapitre de Saint-Étienne. — *G, 870, 879 et 880* : Biens des chapelains de la Congrégation. — *G, 1102 et 1103* : Biens de la collégiale N.-D.-en-Vaux ; — etc.

Arch. de la commune de Songy : 1^{er} reg. de délibérations du 29 juin 1788 au 20 prairial an VIII, renfermant, à la date du 8 mars 1789, le procès-verbal d'assemblée analysé ci-dessus (folios 6 et suivants. — Communication de M. Chamois, instituteur).

— Songy appartenait à l'élection de Vitry-le-François ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 79 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 128 hommes, 138 femmes, 34 garçons et 23 filles, soit 323 habitants. — En 1787, elle était de 378 dont 26 laboureurs, 22 manouvriers, 1 fabricant de bas au métier, 11 veuves. (D^r LANGLET : *La population de Vitry-le-François*, etc., op. cit., page 30.)

Si les vingtièmes étaient répartis également, nous pensons qu'ils produiraient au Roi beaucoup plus qu'ils ne produisent; le moyen d'établir cette égalité serait que les officiers de chaque municipalité présidassent à la confection des rôles et même en fussent chargés.

Le Clergé et la Noblesse s'offrant généreusement d'être imposés comme nous, il en résultera que ces deux ordres possédant au moins les deux tiers des biens-fonds du royaume, que les tailles et autres impositions accessoires produiront au Roi un revenu au-delà du double dans cette partie de ses revenus.

Il est assez prouvé qu'ils doivent payer comme nous. Il n'est pas possible de nous faire supporter une augmentation d'impôts.

Comment les annoblis à prix d'argent se sont-ils procuré l'inappréciable honneur de la Noblesse et l'affranchissement des impôts? En achetant des charges de secrétaires du Roi, de la finance, desquelles ils ont retiré, tant qu'ils ont été titulaires, des intérêts même avantageux, et qu'ils ont revendues après vingt ans de jouissance, souvent au-delà de la finance qu'elles leur coûtèrent. Les voilà donc annoblis au moins pour rien. N'est-ce pas là clairement un grand abus? Eh bien! quoique l'honneur dont ils veulent être décorés soit inappréciable, qu'ils l'achètent et le paient du moins une somme de soixante mille livres gratuitement par chaque famille, et il rentrera dans les coffres du Roi bien des soixante mille livres!

En un mot, que tous les annoblis à prix d'argent, soit par des charges de finance, soit par des charges de judicature, paient donc cet inestimable privilège, à moins que, par leurs services, leurs lumières et leurs talents, ils ne l'aient mérité.

Que les charges de finance cessent d'être des charges et soient données par commission, et que les gages qui y sont attachés soient modérés.

N'y aurait-il pas aussi de grands abus à réformer dans la trop grande pluralité des charges chez le Roi ou autres qui paraissent annoncer de vains titres et qui, cependant, affranchissent les titulaires des impositions ordinaires?

Que les privilèges onéreux au gouvernement, dont jouissent les maîtres de poste et de garde-étalons, cessent(1); que ceux qui

(1) Sur les privilèges des maîtres de poste et des gardes étalons, cf. *Arch. de la Marne*, C, 809, 812, 814, 815, 438 à 441, et cahiers de Bussy-Lettrée, page 116, et de Coulmier-la-Chaussée, page 216.

auront besoin d'eux les paient à même *(sic)*, suivant la taxe qui en sera faite ; que l'exemption de milice soit seulement conservée aux postillons et aux conducteurs des étalons dont nous demandons la diminution et non la suppression : l'espèce des chevaux est visiblement changée depuis l'établissement des haras.

Si les chevaux sont si chers, c'est le luxe qui en est cause. Que tous les chevaux, excepté ceux qui servent à l'agriculture, supportent un impôt. Il n'y a que des gens riches qui en aient pour leur satisfaction et leur plaisir. Qu'on modifie cette demande autant qu'on croira la modifier par rapport à ceux que la nécessité obligera d'en avoir ;

Que les faveurs particulières prennent fin et que le bien public soit seul consulté ; que le Roi jouisse du patrimoine qui lui est si légitimement acquis ; qu'il rentre dans ses domaines ; que la longue jouissance de ceux qui s'en trouvent les détenteurs ne leur serve pas de titres et ne soit plus un prétexte pour les en laisser jouir sans nouvelles conditions : le trop long laps de temps doit au contraire faire une raison pour traiter de nouveau avec eux à des conditions que la différence des temps doit rendre équitablement différentes.

Nous sollicitons seulement des égards en faveur des domaines qui sont en nature de pâturages, à cause de l'avantage commun qui en résulte autant pour les villes que pour les campagnes où naît l'abondance, et qu'ils ne soient assujettis qu'à un cens modique.

Quant aux communes domaniales qui sont en réserve, qu'on en tire parti au profit du Roi, comme des domaines qui sont entre les mains des particuliers, et qu'elles soient assujetties à toutes les impositions, ce qui ne se pratique pas par rapport à la taille et autres impositions accessoires ; qu'on ait cependant des égards aux charges de chaque communauté : toutes ont des presbytères et des neufs d'églises à entretenir ; outre ces charges communes, la paroisse de Songy a encore des ponts et passages à entretenir, soit sur un ruisseau, soit sur la rivière de Blaise, soit sur des eaux mortes qui se trouvent dans la prairie (1) ; elle

(1) *Arch. de la Marne, C, 1615.* — Le petit ruisseau de l'Isson qui, à partir de Saint-Remy-en-Bouzemont, coule parallèlement à la Marne dont il n'est séparé que par des prés et des marais, et qui arrose Pringy, Songy, Saint-Martin-aux-Champs, était quelquefois considéré comme une dérivation de la rivière La

a été obligée, notamment l'année dernière, de faire reconstruire à neuf le beffroi des cloches, [ce] qui lui a formé une dépense de huit à neuf cents livres (1) ;

Que les particuliers détenteurs de communes soient obligés de représenter leurs titres pour donner aux communautés la facilité du droit qui leur est accordé de rentrer dans leurs anciennes propriétés (2).

Nous avons déjà dit qu'il n'était pas possible de nous faire supporter une augmentation d'impôts. La preuve en est qu'un cultivateur dont l'exploitation est estimée mille livres, est imposé à environ deux cent cinquante livres, quoiqu'il ne soit que fermier, et que le manœuvre le plus indigent est imposé à vingt livres ou environ, et il en est beaucoup de cette classe (3) :

Quel inconvénient y aurait-il d'obliger les riches maisons religieuses et les riches bénéficiers qui emploient même au-delà de leurs revenus pour satisfaire leur luxe, contre l'intention de leurs fondateurs, instituteurs et bienfaiteurs, de venir au secours de tant de pauvres gens en les imposant à leur acquit et décharge ?

Quel inconvénient y aurait-il que le Roi s'emparât du moins de toutes les acquisitions que les maisons religieuses ont faites avant qu'il leur ait été si sagement défendu d'en faire, et qui ne peuvent être que le fruit de thésaurisations qu'on devrait regarder comme un crime pour elles, et qui en sont un en effet ?

Depuis qu'il est interdit aux maisons religieuses de faire des acquisitions, celles qui en ont faites auparavant qu'il leur fût défendu, doivent avoir thésaurisé. On doit attendre de leur esprit patriotique qu'elles veulent déposer leurs trésors et les

Blaise, laquelle fait pourtant sa jonction avec la Marne en face de Larzicourt, en amont de Vitry-le-François. (LONGNON : *Dict. topographique*, ouv. cit., page 26. — *Arch. nat.*, P, 10, 168, 190, 222 : « La terre et seigneurie de Pringy scize près de Vitry-le-François sur la rivière de Blaize » (1666). « La rivière de Blaize qui flue sur le terroir dudit Saint-Martin[-aux-Champs] » (1700).

Il avait été question, en 1731, afin d'éviter les débordements continuels, de canaliser cette rivière vis-à-vis de Drouilly, et ce à la demande des communautés qu'elle baigne, de Drouilly à Toghy-aux-Bœufs. (Rapport de l'ingénieur de La Force. — *Arch. de la Marne*, C, 342.)

(1) *Arch. de la Marne*, C, 1906.

(2) Voir, pour les aliénations des usages, les édits cités en note du cahier de Bergères-les-Vertus, page 85.

(3) Le rôle des impositions de 1779 portait pour Songy 3,686 livres 5 sols d'impositions principales. (*Arch. de la Marne*, C, 911.)

laisser à la disposition des États généraux. Mais dans le cas où elles n'auraient pas, dans les circonstances présentes, l'esprit de patriotisme qui doit les animer aussi bien que tous les sujets français, il doit être bien légitimement permis aux États généraux, qui représentent non seulement tout le corps de la Nation, mais encore les fondateurs, instituteurs et bienfaiteurs de ces maisons où ils ont entendu fournir un asile certain à la piété, dans lesquels on ne peut entrer qu'en faisant des vœux, entre autres de pauvreté; il doit leur être permis, dis-je, d'en ordonner la scrutation (1) et la disposition.

Pour les ramener à l'esprit de leur ordre, qu'on supprime toutes les petites maisons religieuses, qu'on pensionne chaque individu sur les biens qui leur ont été donnés primitivement, et que le surplus de leur revenu soit employé soit au secours du gouvernement, à la décharge des sujets les plus indigents, soit à pensionner ceux qui ont vieilli dans le ministère ecclésiastique et qui en ont supporté les fatigues et qui, faute de ressources, restent trop longtemps dans des cures dont ils ne sont plus en état de remplir toutes les fonctions, soit enfin en établissements utiles à l'humanité;

Que les riches chapitres ne soient point remplis de tous jeunes ecclésiastiques; qu'on y donne aussi place aux curés qui auront supporté les fatigues du ministère;

Que toute exploitation soit interdite aux curés, de crainte que les soins temporels ne leur donnent trop de distractions, et afin d'augmenter les subsides;

Que ceux qui ont un revenu trop considérable pensionnent ceux qui en ont un trop modique, et qu'on établisse entre eux de l'égalité autant que l'étendue de leur paroisse pourra le permettre. Les richesses ont perdu l'Église et rendu méprisable à nos yeux plusieurs de ses ministres.

Le luxe, le faste que la plupart étale à nos yeux, ne peuvent être conformes aux intentions de ceux de qui ils tiennent des biens si immenses (2);

(1) *Sic*, mis pour « recherche ».

(2) La seigneurie avait appartenu autrefois en partie à l'abbaye de Saint-Pierre-aux-Monts et avait été affectée à l'aumônerie; alors les moines décimaient pour deux tiers et les chanoines de la Trinité pour le dernier; depuis, les grosses dîmes étaient levées par le seigneur (10 parts), l'abbé de Toussaints (5 parts) et le curé (3 parts) ; celui-ci et le seigneur se partageaient les menues

Qu'il soit permis à chaque église de présenter au Roi les chefs qu'elle désirerait se choisir.

Parlons actuellement des employés dans les régies et dans les fermes du Roi. Pourquoi sont-ils payés si chèrement ? Pourquoi les frais de régie montent-ils si haut ? Pourquoi ceux qui sont à la tête, soit des fermes, soit des régies, qui ne sont toujours dans le vrai que des simples commis, étalent-ils un faste égal à la dignité de nos princes et qui effacent même à l'extérieur la grandeur des chefs de la Nation ? Qu'on les fasse donc rentrer dans le rang qu'ils doivent tenir. Qu'on les paie, cela est juste ; mais qu'on ne leur prodigue pas à pleines mains notre argent, souvent le fruit de leurs vexations qu'ils exercent à l'aide de l'autorité souvent surprise.

En un mot, qu'on ne fasse pas des seigneurs, de simples commis employés dans les bureaux. Pourquoi accorder des revenus de dix, quinze et vingt mille livres à des directeurs de bureau ?

Nous demandons surtout à être affranchis des droits de grosmanquant qui sont une véritable vexation, et nous demandons que l'on prenne pour règle de ce qui sera accordé à chaque particulier pour sa consommation, celle qu'il fera du sel, où il ne peut y avoir d'excès.

Les acquits à caution qu'on nous oblige de prendre sont

dimes par moitié. Le curé était, en outre, seul décimateur du canton appelé « la dixmette », et « de ce qui est dans l'enclos du village » ; il touchait aussi les dîmes noales. (Déclarations et serments des collecteurs des dîmes. *Délibération du 27 janvier 1790.* — *Arch. communales de Songy.*)

Les religieux de Toussaints-en-l'Île de Châlons possédaient à Songy divers héritages attachés à la cure et qui leur venaient d'une donation de janvier 1327 de Guillaume de Vergy, chevalier, seigneur de Mirebel et Songy. (*Arch. de la Marne, G, 150*). — La chapelle du Saint-Lait, unie à la prébende des enfants de chœur du chapitre de Saint-Étienne de Châlons, avait acquis, à Songy, des prés (actes des 8 janvier et 27 novembre 1479) et une cense (1598) qui étaient louées à bail (arpentage, déclaration et baux de 1574 à 1788 : *ibid.*, *G, 452*). — Les chapelains de la Congrégation possédaient des terres, prés et vignes à Songy (actes des ventes ou donations de 1442 à 1770 ; baux, déclaration de biens, échange, procédure : *ibid.*, *G, 879*) ; ils eurent, au sujet de ces terres, en 1739-1741, un procès avec la dame Marie-Louise Hippolyte, veuve de J.-J. d'Espinoy, seigneur de Songy, agissant au nom et comme tutrice de ses enfants mineurs, procès qui fut terminé par un arrêt du parlement du 18 mai 1741 (*ibid.*, *G, 880*). — L'église collégiale de Notre-Dame-en-Vaux avait également acquis par ventes ou donations, des maisons, jardins, prés qu'elle louait (*ibid.*, *G, 1102 et 1103*). — (*Délibération de l'administration communale de Songy du 29 août 1790 : adjudication des biens nationaux.*)

encore d'une gêne insupportable : nous en demandons l'affranchissement par le reculement des barrières (1).

Tout le monde et surtout les pauvres, se plaignent de la cherté du sel; faute de cette denrée, qui est de nécessité, plusieurs se passent souvent de soupe.

Qu'on examine comment il se fait qu'en temps de guerre, les employés dans les vivres font des fortunes si rapides et si considérables. Cet abus a déjà lieu par l'exagération des pertes qu'ils font et dont la bonté du Roi surprise les dédommage au double, peut-être au quadruple ;

Que les États généraux fassent aussi un examen des causes pour lesquelles tant de pensions qui surchargent le gouvernement ont été accordées ; qu'ils les modèrent ou retranchent même, dans le cas où elles auraient été surprises par la simple faveur ;

Qu'on fasse, au contraire, des efforts pour assurer au soldat indigent, qui aura vieilli au service, une pension qui l'aide à subsister, à condition qu'il aura servi fidèlement sa patrie et surtout qu'il n'aura jamais eu l'indignité de la trahir par la désertion ;

Que les chefs d'armée qui, par jalousie contre un autre chef, ne l'auraient pas secondé autant qu'ils l'auraient dû et qui, par une blâmable conduite, auraient laissé couler à pleins flots, d'un œil indifférent, le sang de nos concitoyens, soient jugés sévèrement, et que Sa Majesté soit suppliée de n'avoir aucune indulgence à cet égard. Les Français osent se flatter d'être invincibles tant qu'ils auront de dignes chefs ;

Que les pays d'élection soient érigés en pays d'État, pour établir de l'uniformité entre tous les membres d'un même royaume. L'ancienneté de l'attachement des pays d'élection à la couronne de France peut bien leur mériter ce privilège auprès de Sa Majesté ;

Qu'on accorde aussi une cour souveraine à notre province ;

Qu'on vérifie l'estimation des biens-fonds de chaque paroisse, pour opérer une répartition égale des impositions dans chaque paroisse ;

(1) On a vu que la région de Saint-Amand, Ablancourt, etc., avait été, à tort, soumise à l'acquit à caution (cahiers de Pretz-en-Argonne, page 513, et de Saint-Martin-aux-Champs, page 571).

Que les habitants des villes soient imposés suivant une règle certaine et non arbitraire, et proportionnellement aux habitants de la campagne. Il ne peut en résulter qu'une augmentation considérable dans les revenus du Roi. Dans ce moment-ci, chacun doit renoncer à ses privilèges particuliers. Les charges particulières qu'ils disent avoir avec ce qu'ils paient au Roi, n'ont point de proportion avec ce que paient les habitants de la campagne.

Nous avons encore à notre charge une partie de leurs pauvres. Nous espérons qu'on prendra aussi, dans ce moment-ci, des moyens certains pour empêcher la mendicité.

Que les intentions du Roi, par rapport à l'abolition des corvées en nature, aient leur plein et entier effet. Si l'on distribuait à chaque ville ou communauté sa tâche la plus à portée d'elle qu'il serait possible, comme cela se pratiquait ou devait se pratiquer autrefois, et que l'adjudication s'en fit par les officiers de chaque municipalité, les corvées coûteraient un tiers de moins qu'elles coûtent. Sa Majesté, en ordonnant que les adjudications soient considérables, ne l'ordonnait que pour assurer aux adjudicataires un bénéfice plus considérable; mais nous lui représenterons que les bénéfices considérables ne sont faits que pour un petit nombre de ses sujets (1);

Ou bien qu'on établisse sur les routes, de distance en distance, des bureaux pour faire payer à ceux qui s'en servent des droits suffisants pour leur entretien (2).

Nous demandons la suppression des charges d'huissiers-priseurs, dont nous regardons les droits comme une vexation.

L'intention de Sa Majesté étant, par rapport aux droits de contrôle, qu'il y ait des bureaux de trois lieues en trois lieues, nous nous plaignons qu'on nous fasse aller jusqu'à Châlons dont nous sommes éloignés de cinq lieues, tandis qu'il y en a toujours eu un à deux lieues. Nous en demandons donc le rétablissement dans une paroisse qui soit en deçà de la rivière de Marne, parce que s'il était de l'autre côté, les débordements auxquels cette rivière est sujette nous en interdiraient trop sou-

(1) *Arch. de la Marne, C, 1615.* — Voir les cahiers d'Aulnay-l'Aître, page 53, et de Cuperly, page 241.

(2) Voir les cahiers de Condé-sur-Marne, page 199, et de Fromentières, page 309.

vent l'accès. Ou bien qu'on nous fasse dépendre de Vitry-le-François, dont nous ne sommes éloignés que de deux lieues et demie (1).

Nous désirerions être aussi de son bailliage.

Nous demandons encore que nos corps de communauté se rendent par devant le juge des lieux ou par devant les officiers de la municipalité, afin que les principaux habitants et autres qui désirent de s'y trouver ne soient point déplacés, et aussi afin d'éviter les frais que ces redditions de comptes occasionnent. Nous ne savons pourquoi le procès-verbal de ces comptes ainsi que la rédaction ne nous coûtaient autrefois que douze livres dix sols et même moins antérieurement, et qu'ils coûtent aujourd'hui jusqu'à trente livres (2). Nous demandons donc une taxe certaine et invariable des frais de redditions de comptes ainsi que de ceux des adjudications de nos usages. Cet objet demande surtout attention en faveur des communautés qui n'ont point de revenus communaux (3).

Nous demandons encore que l'entretien du pont de Pogny soit à la charge de la ville de Châlons ou de la province. On ne fait contribuer à l'entretien de ce pont qu'environ quinze communautés. Doit-il leur en coûter plus qu'aux autres pour porter l'abondance dans la ville de Châlons (4). Nous aimerions mieux

(1) Le cahier de Mutigny-la-Chaussée, au-delà de la Marne, émettait le même vœu relativement au bureau de contrôle qui, autrefois, existait dans cette région et qui avait été supprimé (page 477).

(2) *Arch. de la Marne, C, 709.*

(3) La communauté de Songy possédait 455 arpents de terres d'usage ; ces terres comprenaient : une pâture dite « Les Poncelots », de 16 denrées (adjudication du 17 juin 1788 : 90 livres) ; une pièce dite « La Poquée », de 4 fauchées (adjudication du même jour : 250 livres) ; deux autres pièces dites « La Pâturedu-Joucherat » et « La Moulinette » (60 livres) ; l'herbage de la rivière dite « Les Glayères » (24 livres : adjudication du 6 juillet 1788) ; les prés du Vieux-Moulin (18 livres 10 sols : adjudication du 13 juillet 1788) ; le droit de pêche à la trouble au panier et à la ligne dans les rivières, eaux-mortes et ruisseau, droit qui était contesté par le seigneur (délibération du 26 janvier 1790. — *Arch. communales de Songy.* — *Arch. de la Marne, C, 430.*)

La communauté de Songy avait, ainsi qu'on le verra plus loin, été condamnée par l'intendant à se désister, au profit de celle d'Ablancourt, de sept pièces d'usages en pâture situées entre leurs deux terroirs le long de la rivière de Marne. (*Ibid.*, C, 1773.)

(4) Pour le pont de Pogny et la participation demandée pour sa reconstruction aux communautés voisines de Togny-aux-Bœufs, Voucienne, Vitry-la-Ville, Cheppes, Saint-Martin-aux-Champs, Songy, Pringy, Drouilly, Loisy-sur-Marne, sur la rive gauche, Vésigneul-sur-Marne, Omev, Mutigny-la-Chaussée,

que l'argent qu'il nous en a coûté, et qu'on nous demandera peut-être encore, fût employé à la confection d'une route par les hauts que nous sommes obligés souvent de tenir pour aller à Châlons à cause des débordements, et qui est peut-être celle, qui est accordée par le Conseil, de Châlons à Bar-sur-Aube (1).

Nous nous plaignons enfin de la cherté et de la difficulté de se procurer du bois de chauffe. La consommation prodigieuse qu'en font les forges en est la cause. On a déjà essayé, mais inutilement, il y a environ quatre-vingts ans, d'y mettre ordre. Il y a eu des commissaires envoyés de la part du Roi pour prévenir cette rareté. Mais les forges, au lieu d'être réduites à un plus petit nombre, ont augmenté, et au lieu de diminuer leur consommation, l'ont peut-être doublée. Si la France retire des avantages du commerce des fers, il est à craindre d'un autre côté que le préjudice qui en résultera ne l'emporte sur les avantages. Les officiers de la maîtrise, qui sont établis pour maintenir le bon ordre en cette partie, n'auraient-ils pas, au contraire, acquiescé à des coupes forcées et favorisé l'avidité des usufruitiers (2).

Il y a deux garennes dans le finage de Songy, appartenant au

Coulmier et Ablancourt sur la rive droite, voir le cahier de Pogny, pages 509 et 510, et notes. — La somme totale à répartir entre ces communautés, en 1789, pour la reconstruction du pont de Pogny, était de 3,625 livres. — Le 18 juillet 1790, la municipalité de Songy se plaignit de celle de Pogny qui mettait des barrières sur le pont et « menaçait les passagers » ; elle demandait que la somme ci-dessus fût à la charge des deux districts de Châlons et de Vitry. (*Arch. communales de Songy.*)

(1) Route de Songy à Vitry-le-François (1781-1790). — Plan d'une partie de la route projetée de Dijon à Châlons par Bar-sur-Aube, pour la partie située entre Vitry-le-François et Châlons, sur la rive gauche de la Marne (1784. — *Arch. de la Marne, C, 1734*). « La municipalité demande, à la date du 18 juillet 1790, que la route dite royale soit rétablie, une infinité de personnes étant « dans le cas d'aller de Vitry à Châlons et de Châlons à Vitry dans la belle « saison par la prairie, notamment pour les troupes ; et si cette route agréable « ne se trouve pas si fréquentée qu'elle l'était ci-devant, c'est l'interruption « qu'y ont apportée plusieurs particuliers par des fossés. (*Arch. communales de Songy.*)

(2) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, de Dampierre-sur-Moivre, page 249, et de Lenharrée, page 396. — En 1731, après l'enquête à laquelle il est fait allusion ci-dessus, le grand maître des eaux et forêts, M. de Courtagnon, rendit une ordonnance datée du 18 août 1731, supprimant une partie des forges, fourneaux, affineries et autres usines de la généralité de Châlons. (État des quantités de bois rentrées dans le commerce au moyen de ces suppressions : *Arch. de la Marne, C, 462 et 1135.*)

seigneur, remplies d'une multitude prodigieuse de lapins, de la part desquels nous essayons des dégâts très considérables que nous ne pouvons parvenir à nous faire rendre à cause d'un arrêt rendu il y a environ douze ans, qui nous oblige à trois visites : l'une quand les grains sont levés, l'autre après l'hiver, et la troisième à la veille de la moisson. On nous astreint par cet arrêt à former nos demandes de dégâts chacun séparément, et à prendre des experts éloignés de trois lieues. Cet arrêt, par les entraves qu'il nous met, ne nous ôte-t-il pas plutôt la faculté de nous faire rendre une justice qui nous est trop due (1)?

Nous demandons donc la destruction des lapins de ces garennes par le défrichement des terriers qui s'y trouvent, que le seigneur fera faire, bien entendu, à ses dépens, du moins de celle qui se trouve située dans une des bonnes contrées du finage et qui peut contenir environ douze arpents.

Outre ces deux garennes, dont nous entendons discuter le droit, le seigneur a vingt-deux remises dans toutes les contrées du finage où il se trouve aussi des lapins.

Le seigneur de Songy entend aussi s'approprier tous les buissons qui sont en grand nombre le long des chemins et en plusieurs endroits du finage, et qui se trouvent remplis de lapins, du moins autant que ses garennes. Il résulte de ce grand abus que les laboureurs de Songy sont entièrement découragés et qu'ils se trouvent dans le cas de laisser incultes une grande partie de leurs terres, attendu qu'ils ne peuvent parvenir à se faire rendre les dégâts qu'ils essuient de la part des lapins.

Ils ont fait constater notamment ces dégâts à la moisson dernière par trois des faucheurs des laboureurs les plus considérables du lieu, dont le rapport a été inscrit sur le registre des délibérations de la municipalité du 17 du mois d'août dernier, duquel il résulte que les dégâts montèrent à quatre-vingts septiers d'avoine et à vingt-cinq septiers de gros grains. Et encore les officiers municipaux avaient-ils recommandé auxdits experts

(1) Voir le cahier de Cernon, page 125. — *L'arrêt du parlement du 21 juillet 1778 sur le mode d'estimation des dommages causés par le gibier et les bêtes fauves* (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, t. XXV, page 364), prescrivait, en effet, que la constatation du dégât causé par le gibier devait être faite par expertise, en trois visites espacées aux différentes époques de l'année, et accompagnée d'innombrables formalités et d'un rapport détaillé de ces experts.

de modérer leur rapport le plus qu'il serait possible, afin d'obtenir du seigneur plus facilement un dédommagement (1).

Nous demandons donc, en conséquence, que le seigneur de Songy et les seigneurs voisins, qui se prétendent propriétaires du terme séparatif d'entre Songy, Saint-Martin et Cheppes qui se trouve rempli de buissons et de terriers, soient obligés de les faire arracher et défoncer à leurs dépens; qu'ils soient aussi obligés, dans le cas où l'on serait d'avis de les reconnaître propriétaires d'une multitude de buissons nus (*sic*) naturellement, de les détruire, tant parce que les lapins y trouvent une retraite assurée, que parce que ces buissons se trouvent peuplés de nids de chenilles qui, emportées par le vent, infestent tous les jardins du village et rendent inutiles les peines que nous prenons pour les détruire dans nos héritages (2).

Les habitants de Songy se plaignent aussi de ce que leur seigneur a fait planter, de côté et d'autre du chemin qui conduit à une de ses garennes, des arbres qui nuisent déjà beaucoup aux terres qui les avoisinent et nuiront de plus en plus par la suite (3).

(1) *Reg. de délibérations : séance du 17 août 1788 (f° 4 verso)* : — Jean Janot, Pierre Renard et Jean-Baptiste Gervais, tous trois manouvriers à Songy, « nommés par acte de délibération du 10 du présent mois (f° 4 recto) pour examiner les dégâts des lapins sur le finage de Songy », constatent « qu'outre les dégâts des lapins qui se trouvent aux environs de la vieille et de la nouvelle garenne, il s'en trouve aussi dans les environs de la contrée dite *Les Termes Poirot*, dans lesquels il y a des terriers depuis un bout jusqu'à l'autre, plus à la rive du grand chemin, depuis *Le Terme du Poirelat* jusqu'à passé *Le Terme Bragny*, ce qui forme une longueur d'environ cent perches, auprès d'une remise en lieudit *Au Fond de la petite Pierrière*, plus dans une contrée en lieudit *La Haye de Fontaine*, plus dans une contrée lieudit *La Gorgette*, plus dans une remise dépendant d'une pièce de terre du seigneur au lieudit *Sur le chemin de Fontaine*, plus dans une contrée dite *Les Termes Chenevèze et de M. de Marne*, plus dans le *Buisson des Gruyères*, plus dans le buisson de *L'Épine Monsieur*, plus dans le *Terme Alaleu* (aujourd'hui *La Lheu*), plus dans le *Buisson de la Mutterne*, et qu'examen fait desdits dégâts, ils les ont arbitrés pouvoir monter au moins à quatre-vingts septiers d'avoine et à vingt-cinq de gros grains, ce qu'ils ont certifié véritable et conforme à leurs connaissances. En foi de quoi, etc. » — Le 24 août 1788, les habitants s'adressèrent au bureau intermédiaire de Vitry pour obtenir remise d'impositions en raison des dégâts causés par ces lapins (f° 5 recto). (*Arch. de la commune de Songy.*)

(2) Ordonnances des intendants relatives à l'échenillage (1732-1786. — *Arch. de la Marne, C, 2969*), notamment les ordonnances des 30 novembre 1765 et 30 décembre 1766 (placard in-4°. — *Bibliot. de Reims, N, 2806-12*).

(3) Plantation des arbres sur la route (*Arch. de la Marne, C, 1759*). — Voir le cahier de Matougues, page 444.

Outre les dégâts des lapins, nous avons encore à nous plaindre de celui des pigeons dont le nombre est très considérable. S'il n'y a point de règlement à ce sujet, nous en demandons un (1).

Nous nous plaignons aussi de celui des lièvres qui sont très communs sur le finage de Songy et dont le dégât ne laisse pas que d'être considérable, quoiqu'il ne paraisse pas bien visiblement parce que ce gibier ne se cantonne pas. Nous désirerions que le seigneur fût astreint à faire des chasses qui en diminuent la quantité.

La communauté de Songy essuie, de plus, des dégâts immenses de la part de la rivière de Marne qui culbute et renverse la prairie. Elle a bien détruit des héritages de cette communauté pour la valeur de cent mille livres, qui ont tourné au profit particulier des seigneurs des paroisses qui se trouvent en face, de l'autre côté de la Marne, dont le territoire est défendu par des montagnes qui côtoient cette rivière. Nous désirerions, et il ne serait pas fort coûteux de la faire passer au pied de ces montagnes où doit se trouver son véritable lit (2), ou du moins qu'il fût permis à chaque propriétaire de reprendre son terrain de l'autre côté du lit de la Marne, au fur et à mesure qu'elle mangerait son héritage et qu'elle le réduirait en gravier du côté opposé.

La communauté des habitants de Songy demande aussi l'abolition des droits seigneuriaux sans fin auxquels ils sont assujettis, pauvres comme riches, envers leur seigneur, M. le marquis de Pange, et qui consistent :

En une somme de vingt-cinq livres qu'ils lui paient en corps de communauté ;

En sept boisseaux d'avoine à comble, mesure de Vitry, une poule et trois sols neuf deniers pour le droit de feu par chaque ménage plein, lequel droit est réduit à moitié pour les demi-ménages ;

(1) Voir les cahiers d'Aulnizeux, page 60, et de La Caure, page 367.

(2) Sur les débordements de la Marne, cf. *Arch. de la Marne, C, 1971* et suivants. — Pour rendre la navigation de la Marne plus aisée, on avait déjà songé soit à la canaliser, soit à détourner son cours ; on avait aussi projeté, de 1769 à 1773, de détourner la rivière de Moivre qui se jette dans la Marne à Pogny, pour la conduire directement dans les canaux de la ville de Châlons. (*Ibid.*, C, 1746.)

En trois attelées de charrues et une journée de charroi par chaque laboureur, et une journée de bras pour chaque manœuvre, lequel droit est aussi réduit à moitié pour les demi-ménages ;

En un cens en argent sur tous les héritages, qui est de vingt deniers pour les basses terres, de neuf deniers pour les moyennes et de quatre deniers pour les hautes terres, par chaque journal ;

Plus en un droit universel de lods et vente (1).

Les habitants qui n'ont aucune propriété se plaignent très fort d'être assujettis aux droits qui se perçoivent sur chaque ménage, et tous désireraient d'être affranchis, s'il était possible, de cet ancien reste de servitude.

Il serait à désirer qu'on abrège les formalités des plaidoiries et que les juges n'admettent pas tant de détours et de chicanes qui ruinent les parties, et surtout qu'on ne laissât point en proie à l'avidité des procureurs les biens des débiteurs que la licence effrénée, à laquelle on les laisse se livrer impunément, rend seule insolvable.

Outre la cherté du sel qu'un chacun supporte impatiemment, il serait fort à désirer que les officiers du grenier à sel en fissent faire la mesure plus équitablement. Est-ce qu'il devrait se trouver annuellement un bon de masse aussi considérable qu'il s'en trouve ? Comment arrive-t-il qu'ils ont chacun un ou deux

(1) Marie-Louis Thomas, chevalier, marquis de Pange, colonel attaché au régiment Bercheny-hussards, était seigneur de Songy (voir les cahiers d'Haus-simont, Lenharrée, Normée, Sommesous, dont il était également le seigneur). Son père, J.-B.-Thomas de Pange, avait acquis cette terre et seigneurie par son mariage avec Jacques-Philippe-Renée d'Espinoy, dont la famille la possédait depuis plus d'un siècle. — En juillet 1665, Louis XIV avait accordé à Jacques d'Espinoy, chevalier, seigneur, vicomte de Coole, baron de Songy, gentilhomme ordinaire des chambres et mestre-de-camp d'un des régiments à pied français, le droit de tenir deux foires par an à Songy et un marché chaque semaine, le mercredi. (Les *Archives de la commune de Songy* possèdent le parchemin de ce titre de fondation du roi Louis XIV.) Le seigneur rendait foi et hommage au vidamé de Châlons. (Arch. de la Marne, E, 702 à 704 : Terrier dressé en vertu des lettres de chancellerie obtenues par Jean-Jacques d'Espinoy, seigneur de Songy et vicomte de Coole, le 10 avril 1723 ; revenus de la terre et seigneurie de Songy ; aveu et dénombrement de cette terre et seigneurie rendu par dame Jacques-Philippe-Renée d'Espinoy, femme de J.-B.-Thomas de Pange, à Pierre-Jacques Reculet de Boismarin, seigneur du vidamé de Châlons, le 8 mai 1778, etc.)

minots de bénéfice et peut-être davantage à la fin de chaque distribution ?

Enfin, il y en a parmi nous qui demandent l'exécution des ordonnances rendues au sujet des bêtes à laine (1).

N. COMMESNY (2).

Nous demandons encore le jugement d'un procès pendant au conseil privé du Roi, qui existe entre nous et les habitants d'Ablancourt depuis l'année 1731, et qui absorbe le produit de nos revenus communaux (3).

(1) Voir, pour le droit de parcours, les cahiers d'Aulnay-l'Aître, page 50, d'Étoges, page 272, et de Saint-Martin-aux-Champs, page 573.

(2) A cet endroit, le chirurgien Commesny, le rédacteur probable du cahier a signé son nom (voir la première note, page 632) ; sa signature n'existe qu'en cet endroit. Il a dû, après avoir rédigé et signé le cahier, ajouter les articles qui suivent, à la demande et après discussion des habitants.

(3) L'ancien fief du *ban d'Aulnay*, situé le long de la Marne, entre Songy et Ablancourt, mais séparé de ce dernier village par la rivière, était l'objet de contestations entre les deux communautés. Cette terre se composait de 7 pièces d'usages en pâture contenant 35 fauchées ; la communauté d'Ablancourt s'en prétendait propriétaire exclusif ; celle de Songy en demandait le partage. Une ordonnance de l'intendant de la généralité, Lepelletier de Beaupré, du 2 avril 1731, attribua la possession de ces terres à la communauté d'Ablancourt. Mais Songy attaqua cette décision et porta l'affaire au Conseil d'État qui, par arrêt du 12 mars 1742, ordonna une enquête. La communauté de Songy invoquait en sa faveur diverses décisions antérieures, notamment le partage de cette ancienne seigneurie d'Aulnay (qui avait eu prévôté, mairie, droit de cens, lods et ventes, défauts et amende), en date du 17 mai 1572, fait au bailliage de Châlons, le contrat de vente de cette seigneurie passé devant Dubois et Brezançois, notaires à Châlons, le 7 décembre 1615, et surtout une sentence arbitrale rendue le 10 septembre 1703, entre Claude Brodiez, curé d'Ablancourt, et Jacques Drouet, curé de Songy, par Nicolas de Torcy, chanoine de Notre-Dame de Vitry, conseiller au bailliage et siège présidial de cette ville, nommé comme arbitre par l'évêque de Châlons pour la contestation entre ces deux curés au sujet des dîmes à percevoir sur le finage du ban d'Aulnay, etc. (*Mémoire signifié par les habitants et communauté de Songy, appelants d'une ordonnance de l'intendant de Champagne, contre les habitants et communauté d'Ablancourt, généralité de Champagne, intimés en présence des enfants et héritiers de la dame de Pange, baronne de Songy, intervenants*. Imp. in-8° de 61 pages. Paris, imp. du Parlement, 1781.) — Les familles d'Espinoy et de Pange étaient, en effet, maintes fois, intervenues en faveur de la communauté de Songy. — Mais l'affaire n'était pas encore tranchée en 1789.

En 1791, le directoire du district de Vitry ordonna le sectionnement de cette contrée, en vue de la perception des contributions. — Depuis, la commune de Songy fit encore plusieurs tentatives pour enlever à Ablancourt ces prairies et les rattacher à son territoire ; le 15 avril 1824, le préfet de la Marne prit un arrêté rejetant une nouvelle requête de Songy et ratifiant la décision de l'intendant de 1731. — Aujourd'hui la commune d'Ablancourt est encore en possession de l'ancienne terre du ban d'Aulnay. (*Arch. de la Marne, C, 1773*. — *Arch. de la commune de Songy* : un dossier de vingt-deux pièces sur

Les habitants de Songy répètent (1) contre leur seigneur la propriété des termes et buissons qui sont dans le finage, et demandent à être autorisés de les cultiver : cette permission les assurera de la destruction des lapins.

Ils répètent aussi contre lui la propriété d'une place autrefois publique, qui se trouve en face du château et où leurs bestiaux avaient autrefois la liberté de pâturer et tout le public de jouer. Il y a environ dix-huit ans qu'il s'en est mis en possession.

Ils demandent aussi le droit de remercier et de renvoyer leur maître d'école comme il a celui de les quitter. Les maîtres d'écoles se prévalent de leurs lettres d'institution, et plusieurs d'entre eux, fiers de ce titre, n'hésitent pas de déplaire aux habitants (2).

On demande aussi que les pigeons soient renfermés dans les temps que les ordonnances le prescrivent, et nous demandons qu'elles nous soient envoyées et qu'il en soit fait lecture publiquement (3).

J.-C. POIRAT, J. HANRIET, P. BÉGIN, C. FRANÇOIS, Henry
HÉMARD, etc.....

FRANQUET, syndic, JONET, juge.

(39 signatures.)

[Après les signatures les deux députés ont ajouté :]

Suppression du greffier des expertises.

Anciens droits des justices seigneuriales rétablis concernant les inventaires et ventes d'effets.

Nous soussignés, députés de la paroisse de Songy, demandons encore l'addition des deux articles ci-dessus.

FRANQUET.

J. CUITOT.

cette affaire, contenant notamment copie de l'ordonnance de l'intendant du 2 avril 1731, le mémoire imprimé cité ci-dessus, etc.)

(1) *Sic*, mis pour « redemandant » ; — les verbes *répéter* et *redemander* étaient synonymes dans l'ancienne jurisprudence (Cf. *Dictionnaire de Trévoux*).

(2) Les habitants de Songy avaient eu, maintes fois, des démêlés avec le maître d'école, Pierre Salleron. Pour lui témoigner leur mécontentement, ils avaient, en 1783, pris une délibération réduisant de moitié les gages de ce dernier qui intenta un procès à la communauté. (*Arch. de la Marne, C. 709.*) — Le registre des délibérations de la communauté a conservé la trace de ces querelles, (*1^{er} reg. de délibérations. — Arch. communales.*) — Pierre Salleron exerçait en même temps les fonctions de greffier de la justice (dépôt des archives de cette justice par la veuve Salleron en 1793. — *Ibid.*).

(3) Voir ci-dessus, page 645.

SOUAIN

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Souain (1) était composée de 200 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Charles HUBERT, syndic. — Le procès-verbal constate la présence « de quinze personnes notables » dont il ne donne pas les noms. Mais, au bas du document, on lit les signatures de Mailfait (2), curé, Ch. Jesson, N. Senart, Jérôme Godin, J. Macquart, N.-J. Buiron, F. Jardin, N. Platelet, Macquart, Jullion. — On avait d'abord désigné comme députés : Charles Hubert, syndic, et Nicolas Senart, laboureur. Mais ces noms sont effacés et une seconde consultation donna ceux de Nicolas SENART le jeune et Jérôme GODIN, tous deux « notables bourgeois et laboureurs audit Souain ».]

CAHIER

*Très humbles remontrances, doléances et respectueuses demandes
et supplications des habitants de la paroisse de Souain, du
grand bailliage de Châlons-sur-Marne, province de Cham-
pagne.*

Gabelles. — La modération du prix du sel sur le pied de 48^g le minot du poids de cent livres, tare déduite de la mesure. Cette mesure du minot, tellement construite qu'elle ne puisse pas devenir plus petite et qu'elle soit à l'abri de toute fraude,

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal sur formule imprimée, dossier b, pièce 252. Cahier, dossier c, pièce 65 : 13 pages cotées et paraphées par Hubert ; visa de Prieur. Ce document est rédigé et écrit entièrement de la main du curé Mailfait).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 710 et 2937* : Administration de la communauté ; Industrie. — *C, 956 et 2335* : Impositions. — *C, 1034* : Capitation. — *C, 1606* : Corvées. — *C, 1907* : Église et presbytère. — *C, 2978* : Police. — *D, 7* : Cense de la faculté de théologie de Reims. — *G, 1915* : Cure. — *Arch. de Reims (fonds de l'Archevêché), G, 284* : Visites de la paroisse, diocèse de Reims (1773-1774) ; — etc.

— Souain appartenait à l'élection de Reims ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Ville-sur-Tourbe, arrondissement de Sainte-Ménéhould.

— Dénombrement de 1773 : 172 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 261 hommes, 293 femmes, 90 garçons et 70 filles, soit 714 habitants, la plupart ouvriers de laine travaillant pour les manufactures de Reims et de Châlons, le reste laboureurs. (*Arch. de la Marne, C, 710.* — *Arch. de Reims, G, 284.*)

(2) Jean Mailfait, curé de Souain depuis 1788, 52 ans en 1790, revenu 1,320 livres, prêta le serment le 2 janvier 1791.

qu'elle contienne 100 livres d'un sel sec, afin que, dans tous les temps, on puisse avoir cent livres de cette marchandise ; car dans les temps d'humidité, ce minot pesant plus de cent livres, ce ne sera cependant qu'un vrai poids de cent livres, l'eau et l'humidité ne doivent pas être payées ni estimées. Ce minot vérifié gratuitement par les magistrats quatre fois chaque année ; ce minot divisé en demi-minot, quart de minot et demi-quart de minot (1).

Les greniers publics pour le sel tellement disposés que chaque paroisse n'ait pas plus de quatre lieues à faire pour se procurer son sel ; ces greniers et dépôts publics surveillés par les magistrats, afin d'exclure toute fraude et mauvaise manœuvre. Dans chaque grenier, une balance royale et bien exacte, afin de constater chaque livraison ; dans le cas où le minot mis sur la balance pèsera plus de cent livres, tare déduite, alors on estimera que cet excédent provient de l'humidité du sel à raison du temps humide ou de quelque cause étrangère, et alors il n'y aura pas d'augmentation dans le prix.

Dans tous les temps, le sel public sera de bonne qualité, entretenu proprement ; jamais on ne souffrira aucun mélange de matière étrangère ; il sera surveillé par les magistrats.

Toutes les contestations, plaintes et prévarications sur le sel seront jugées par les magistrats publics des justices royales et sans appel. Il n'y aura point de tribunal particulier pour le sel ; l'abolition absolue du franc-salé pour toutes les personnes qui jouissent de ce privilège.

Le même prix général du sel pour toutes les provinces et pour tous les cantons ; un dédommagement raisonnable en faveur des provinces et des cantons qui ont actuellement un sel particulier et à meilleur compte (2).

Par ce moyen qui paraît simple et facile, plus [de] contrebandes, plus d'employés, plus de cour souveraine, plus de condamnations, épargne pour l'État de plus de dix millions.

Les aides. — Les droits sur cette partie, modérés, simplifiés ; un inventaire exact et fidèle fait chaque année, fin de la vendange. Une consommation raisonnable en exemption de droits accordée à chaque vigneron à raison de sa famille ; le surplus

(1) Voir le glossaire pour cette mesure du minot.

(2) Voir le cahier de Pretz-en-Argonne, page 515.

de sa récolte en vin sujet à un droit simple et bien clair ; suppression et abolition de tous les droits odieux et mal inventés de courtiers-jaugeurs, anciens et nouveaux cinq sols et autres de même mauvaise nature ; toutes difficultés sur les aides portées directement devant les juges royaux ; point de juridiction particulière.

Les traites. — Suppression et abolition des traites ; les douanes reculées aux extrémités du royaume ; dans un même État il ne doit pas y avoir de province étrangère à l'autre ; par ce moyen, plus de commis, plus de directeurs, plus de contrôleurs, plus de juridiction particulière pour cet objet ; suppression des acquits à caution (1) comme absolument inutiles et nuisibles aux peuples.

Les eaux et forêts. — Suppression de cette juridiction et réunion d'icelle aux justices royales.

Comme les bois deviennent fort rares et d'un trop haut prix, favoriser et même ordonner la plantation des bois, surtout dans les provinces qui en manquent (2).

Surveiller MM. les marchands de bois et leurs opérations ; établissement d'une corde royale de quatre pieds de haut sur huit de long, le tout au pied de roi de douze pouces ; le pied marchand de dix pouces supprimé et remplacé par celui du roi de douze pouces ; une mesure royale pour les fagots portant leur longueur et leur grosseur, le tout au pied du roi (3).

Obligation aux seigneurs et tous autres qui jouissent des rivières, de les tenir en bon état, de les nettoyer, de combler, entretenir les bords, le tout afin d'entretenir et d'augmenter les cours des eaux.

Les contrôles. — Modération des droits ; un tarif clair et précis communiqué à toute demande ; avertissement de payer les droits avant d'exiger aucune amende.

Les notaires. — Un arrondissement pour chacun d'eux et à la portée de chaque paroisse ; leurs honoraires fixés par la loi et non pas par leur arbitraire.

Les justices. — Suppression des justices seigneuriales dont les

(1) Voir le cahier de Pretz-en-Argonne, pages 513-514.

(2) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, Dampierre-sur-Moivre, page 249, et Lenharrée, page 396.

(3) Pour ces mesures, voir le glossaire.

juges ne seraient pas sur les lieux ; dans chaque paroisse, un procureur fiscal, un juge, un greffier et un sergent qui sera en même temps greffier ; les amendes n'appartiendront pas au seigneur, mais serviront pour stipendier les membres de ces justices ; elles seront tenues de veiller au bon ordre, à la tranquillité publique ; ils auront le droit de faire les inventaires, d'apposer les scellés, de faire les actes de tutelles et curatelles. Ces justices seront entièrement subordonnées aux justices royales et, tous les trois mois, le curé et le syndic de chaque paroisse leur donneront un certificat et attestation que leurs devoirs ont été fidèlement remplis et sans aucun reproche : ces certificats seront envoyés à M. le procureur du Roi ; ces mêmes justices auront le droit particulier de faire les ventes publiques dans leurs paroisses ; ces justices seront reçues et acceptées par les juges royaux sur des certificats de bonnes vie, mœurs et religion ; une fois reçues, elles auront le droit, dans leur paroisse, de recevoir toute affirmation et prestation de serment, et cela afin d'éviter aux peuples des voyages coûteux et inutiles ; les honoraires de ces justices seront pareillement fixés par la loi.

Obligation aux seigneurs des paroisses d'y avoir un auditoire et une prison ; ils reçoivent les droits, il faut qu'ils supportent les charges, d'ailleurs ils doivent protection aux peuples. Dans chaque province, une cour supérieure qui jugera en dernier ressort ; des justices royales distribuées de manière que les peuples ne soient pas foulés par la longueur des voyages ; abréviation des procédures, peu d'écritures. Ces rôles volumineux supprimés, le nombre des procureurs diminués, exposition claire et simple des articles du demandeur, réponse précise et abrégée du défendeur, point d'incidents nouveaux, mais jugement et décision.

Que les justices royales jugent en dernier ressort jusqu'à la concurrence de trois mille livres.

Point d'appel aux justices royales et aux cours supérieures, qu'au préalable l'appelant n'ait consigné l'importance de sa condamnation et les frais.

Les droits de tous les officiers de justice fixés clairement ; les avocats honorés à raison de leur travail et comme très utiles ; expectative des places de magistrature en leur faveur pour récompense de leurs travaux ; âge compétent pour remplir

ces places de magistrature : trente-six ans ; les cours supérieures composées seulement d'un président, deux conseillers-clerks et quatre autres conseillers, à chacun d'eux un vice-gérant en cas de maladie, un procureur du Roi et son représentant, douze huissiers ; — les justices royales : un lieutenant général et deux conseillers ; les avocats pourront tenir leurs places en cas de maladies ou d'empêchements, pourvu toutefois qu'ils aient trente ans ; pareillement dans les cours supérieures, les avocats seront les vice-gérants des présidents et conseillers.

Police. — Partout et surtout dans les campagnes, les jugements en fait de police seront exécutés provisoirement et nonobstant tout appel, sauf cependant la revision réservée aux justices royales ; tout juge dans les campagnes, de concert avec M. le curé comme son conseiller, auront (*sic*) le droit de faire tel règlement qui sera trouvé nécessaire suivant les circonstances pour le bon ordre, et ces règlements seront exécutés provisoirement jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par les justices supérieures ; ces règlements faits seront envoyés à M. le procureur du Roi de la justice royale, pour y être vérifiés et confirmés ou modérés, et changés si besoin était. Ces règlements tendront à ce que les chemins, dans l'enceinte de la paroisse, soient tenus en bon état, de même que les issues et sorties à la hauteur de vingt toises, — veilleront ou feront veiller à la conservation des empouilles et des récoltes, — pourront prononcer suppression de tous les abus contraires au bon ordre et à la tranquillité des citoyens.

Huissiers-vendeurs. — Suppression et abolition absolue des huissiers-priseurs vendeurs, comme trop onéreux aux peuples.

Droits seigneuriaux. — Les droits seigneuriaux vérifiés pour chaque paroisse et conservés s'ils sont fondés sur de bons titres ; uniformité et égalité de ces droits dans une même paroisse ; point de cantons, point de maisons plus chargées que les autres.

Chasse. — Les seigneurs conservés dans le droit de chasse, avec observation seulement que les empouilles soient ménagées et respectées ; point de chasse à grand cortège avant l'entière récolte et finition (*sic*) des moissons ; les lapinières entièrement défendues comme inutiles et trop nuisibles aux peuples.

Taille. — Cet article, qui est grave et bien pesant pour le peuple, mérite des réflexions sages :

1^o Une contribution égale et proportionnelle entre les trois

ordres : la Noblesse, le Clergé et le Peuple forment tous l'État, tous doivent aimer l'État, venir au secours de l'État. Si dans une province, la Noblesse possède un million net de revenu, elle doit contribuer à raison de ce revenu net, il faut en dire autant du Clergé et du Peuple : chacun doit contribuer à raison de ses forces. L'État accorde sa protection à l'ordre de Malte et veille à la conservation de ses biens et de ses domaines ; l'ordre de Malte doit donc contribuer aux besoins de l'État (1).

2^o Point d'exemption, aucune personne privilégiée, tous sont français, tous doivent agir en bons français, généreusement, amoureusement.

3^o Une contribution égale et proportionnelle entre les paroisses de la même province, entre les paroisses des mêmes cantons du même sol et terrain, chacune en raison de ses facultés, de ses possessions bien connues et de son revenu naturel et net, c'est-à-dire les dépenses nécessaires défalquées.

4^o Que dans chaque paroisse tout propriétaire de fonds, ou rentes, ou revenu quelconque, soit qu'il y soit domicilié ou non, paie et contribue à raison de son revenu ; par exemple : Laurent possède 24[#] de revenu dans la paroisse A, qu'il paie dans cette paroisse à raison de 24[#] de revenu ; le même Laurent possède 12[#] de revenu dans la paroisse B, qu'il paie dans cette paroisse B à raison de 12[#] de revenu. Laurent paiera donc dans plusieurs endroits ? Oui ! et cela est juste, parce qu'il possède du bien et un revenu quelconque dans plusieurs endroits ; autrefois, et même encore actuellement, celui qui ne possède pas un revenu de *cinquante livres* net dans une paroisse où il ne demeure pas, se fait décharger de toute contribution, sous le prétexte qu'il paie dans la paroisse où il demeure ; mais il n'a garde de dire et de déclarer ses possessions éloignées et étrangères. Qu'arrive-t-il de là ? C'est qu'une paroisse paie pour des revenus qu'elle ne touche pas ; la contribution générale de la paroisse reste toujours la même ; les contribuables disparaissent avec leurs revenus et laissent leur propre fardeau à porter à ceux qui en ont déjà assez : de là, les fraudes, les faveurs, les plaintes et les réclamations.

(1) Le commandeur de Boulton-aux-Bois percevait une partie de la dîme de Souain (enquête de l'archevêque de Reims de 1774. — *Arch. de Reims, G, 284*).

5^e Que l'on supprime les frais de contraintes de garnison, de rôles : cette suppression formera six millions de modération. Cependant il faut forcer les paroisses trop lentes et les contribuables trop paresseux : dans chaque paroisse le juge, le procureur fiscal et le syndic peuvent faire cette opération avec les collecteurs ; d'ailleurs, la classe qui peut être la plus lente dans l'acquit de sa contribution, c'est celle des manouvriers et des artisans : or, point de manouvrier, point d'artisan qui ne travaille pour quelqu'un ; alors que le maître qui fait travailler paie en l'acquit de son ouvrier, le quartier (*sic*) ou la moitié de sa contribution et lui en fasse retenue sur son salaire, à peu près comme actuellement les maîtres sont responsables de la capitation de leurs domestiques ; par ce moyen, chaque contribuable paiera exactement ; il n'y aura point de frais, et si quelqu'un en supporte, c'est qu'il les aura fortement mérités.

6^e Une seule contribution, un seul genre de contribution, un seul rôle pour la contribution : vingtièmes, tailles, corvées, ces trois objets confondus et renfermés dans le seul mot de contribution ; par exemple, la province de Champagne doit-elle contribuer pour ces trois objets d'une somme de dix millions ? Que cette somme soit répartie, divisée fidèlement, équitablement entre tous ceux qui peuvent et qui doivent y contribuer ; surtout point d'exemption, point de privilège : toute exemption, tout privilège foulent et font tort aux autres ; dans la répartition de cette contribution, il convient d'avoir égard aux pauvres, mais aux seuls vraiment pauvres, aux pauvres infirmes, aux pauvres accablés de vieillesse ; eux seuls méritent de l'attention et du soulagement ; pour les pauvres qui sont paresseux ou qui boivent et dissipent, il faut qu'ils contribuent, et ne méritent guère de ménagements.

La corvée. — Elle doit être également supportée par la Noblesse, par le Clergé comme par le Peuple : les chemins servent à tous, sont utiles à tous, ainsi tous doivent concourir à l'entretien des chemins.

La Milice. — Elle est nécessaire à l'État, il faut seulement réformer les abus ; point d'exemption : la Noblesse seule paraît avoir des droits légitimes et bien acquis pour exempter ses fils du sort ; ces enfants, chers à la Nation par les belles actions de leurs pères, ne doivent pas être confondus avec la foule ; mais cette exemption ne doit pas aller au-delà ; les domestiques des

Nobles, et par la même raison ceux du Clergé, étant sujets du Roi et de l'État, doivent se prêter à la défense de l'État.

Marchés publics. — Il faut ôter toutes les entraves et supprimer toutes les mauvaises manœuvres qui se passent dans les marchés; tout doit y être libre; les droits odieux qui s'y perçoivent nuisent à l'abondance et à l'approvisionnement des villes; les droits de stellage, de vicomtés et autres de pareille nature, sont des droits qui ne devraient pas être connus chez une nation libre et généreuse; que tout vendeur expose ses denrées au marché public, cela est juste; mais point d'autres droits qu'un salaire raisonnable pour les personnes que l'on emploie; que ces personnes et ouvriers publics soient choisis et tenus en respect; que leur salaire soit fixé d'une manière inviolable; que toute demande exigée au-delà du prix fixé, soit regardée comme une concussion criminelle et punissable, cela est également juste et devrait être mis en vigueur.

Commerçants. — Ils méritent de la protection; ils font fleurir un État, mais ils s'enrichissent; l'État les défend et les protège; ainsi ils doivent contribuer aux besoins de l'État.

Comment imposer les commerçants? Cela paraît difficile; cependant on peut en venir à bout: dans chaque arrondissement de vingt lieues, choisir trois personnes honnêtes, un noble, un ecclésiastique et un commerçant qui aurait prouvé son amour pour la patrie en se taxant généreusement lui-même, tous trois d'une probité inflexible; tous trois se présenteront ensemble chez les commerçants et, sous la foi du serment et du secret, examineront, pèseront la force du commerce d'un chacun, feront l'estimation du produit; un commerçant ne sera censé bénéficier qu'à raison de huit pour cent, tous frais compensés et pertes déduites, et c'est sur ce produit de huit pour cent qu'un commerçant sera imposé: ainsi un commerçant qui fera un commerce de 12,000# sera censé faire un produit de 960#, et c'est à raison de ces 960# de produit ou de revenu qu'il contribuera aux charges de l'État; tout commerçant qui refuserait de se prêter à cette opération serait imposé à volonté sans pouvoir se plaindre (1).

(1) Il y avait à Souain 500 à 600 ouvriers de laine travaillant pour les manufactures de Reims et de Châlons. Ils avaient demandé, entre ces villes et leur village, l'établissement d'une messagerie spéciale et privilégiée; mais leur requête avait été repoussée par l'intendant. (*Arch. de la Marne, C, 710.*)

Rentiers. — MM. les rentiers ! le Roi, la patrie, les magistrats veillent à la conservation de votre trésor et à la sûreté de votre portefeuille ! vous devez des secours à l'État, puisque vous vivez tranquillement sous sa protection ; conservez vos richesses, mais souvenez-vous que vous en devez une portion pour les besoins de l'État ! vos pauvres débiteurs travaillent pour vous payer et contribuent encore aux charges de l'État ; qu'il serait humiliant pour vous d'encourir le nom de sujets oisifs, de cœurs durs et insensibles aux efforts généreux que font tous les autres pour secourir l'État ; prenez donc des sentiments capables de vous distinguer et de montrer que vous êtes de bons citoyens ! Autrement nous viendrons à bout de pénétrer dans votre portefeuille, nous découvrirons vos trésors ; si vous ne voulez pas vous prêter, agir de concert avec nous et nous donner des preuves de votre bonne foi, de votre sincérité et de votre amour pour la patrie, nous vous regarderons comme des ennemis, nous userons contre vous du droit des nations, en vous taxant rigoureusement et plus que nous ne pensions !

Addition à l'article de la taille. — Que la taille soit modérée à l'égard des veuves, des personnes infirmes ou âgées, à l'égard des chefs de familles nombreuses ; que tous les domestiques des nobles et des ecclésiastiques soient taxés à raison de trois livres par tête ;

Que les maisons soient taxées modérément, parce qu'elles sont d'une première nécessité, parce qu'elles ne rapportent rien par elles-mêmes ; au contraire, elles coûtent un entretien annuel ;

Que les paroisses qui seront affligées par des accidents et des malheurs non mérités puissent demander et obtenir sans frais des modérations et soulagements raisonnables.

Un même poids, une même mesure, une même aune, au moins dans chaque province.

Le pain, chez les boulangers dans les campagnes, taxé suivant la taxe des villes voisines d'où elles dépendent, suivant le ressort de leur juridiction.

Suppression des amendes prononcées et exigées par la maréchaussée pour visite des chenilles ; mais la police des lieux chargée de veiller à cet objet ; avertir publiquement dans la saison de satisfaire à ce devoir dans trois jours et, passé ce temps, condamnation contre ceux qui n'auront pas obéi.

Obligation à tous les meuniers d'avoir dans leur moulin une

balance pour constater la quantité et le poids des grains qu'ils moulent, et la quantité et le poids de farine qu'ils doivent rendre; leurs droits et salaire fixés et arrêtés par la police qui aura le droit de surveiller lesdits moulins.

Abolition des droits de passages, rouages, droits de rivière dans les villes situées sur la Marne, ces droits étant odieux et fort onéreux aux peuples (1).

Que les paroisses qui ont des usages et biens communaux aient la faculté de les partager pour toujours.

Tels sont les principaux articles sur lesquels les habitants de la paroisse de Souain supplient Sa Majesté de donner son attention et de leur faire justice. Arrêté audit lieu ce 8 mars 1789.

MAILFAIT, curé, HUBERT, Ch. JESSON, N. SENART, JULLION,
J. MACQUART, Jérôme GODIN, F. JARDIN, N. PLATELET.
(9 signatures.)

[Le curé Mailfait, qui a écrit entièrement ce cahier, ajoute après les signatures :]

Les habitants de la paroisse de Souain ajoutent à leurs demandes ci-dessus que l'arpent des terres labourables en propre soit estimé seulement d'un revenu de vingt-cinq sols, à raison de la mauvaise qualité du sol, et l'arpent de terre en exploitation à raison seulement de quinze sols, attendu aussi que la plus grande partie de la Champagne ne produit que du seigle, de l'avoine et du sarrasin (2);

Qu'il soit permis de contracter mariage sans dispense au quatrième degré de parenté ou d'affinité;

Que les chefs de familles nombreuses soient très modérés dans les impositions, surtout tandis que leurs enfants seront en bas âge;

Que tous manouvriers sans bien ne paient pas plus de trois livres pour toutes impositions.

MAILFAIT, curé, pour les habitants de Souain.

Que les accessoires de la taille soient notablement dimi-

(1) Voir les cahiers de Courtisols, page 238, et de Marson, page 440.

(2) Le terroir de Souain produisait 1,725 boisseaux de froment (2 1/2 pour 1 de la semence), 14,919 de seigle (2 pour 1), 2,126 d'orge (2 1/2 pour 1), 18,864 d'avoine (2 pour 1), et 888 de sarrasin (6 pour 1). Le nombre d'arpents de terres labourables était de 3,653. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.)

nuées ; l'on ne voit pas comment une imposition de 1,634#, qui est celle demandée par le Roi, puisse être portée à une somme de 4,276# ; cette augmentation ne paraît pas raisonnable (1).

SOUDÉ-SAINTE-CROIX

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Soudé-Sainte-Croix (2) était composée de 80 feux environ. — L'avis pour la convo-

(1) Rôles de la taille de Souain, de 1704 à 1775. En 1704 elle était, avec les frais de collecte, de 1,136 livres 13 sols pour 158 feux : en 1750, de 1,880 livres 9 sols ; en 1775, la taille et les frais étaient portés pour 1,970 ; la capitation, les accessoires et rejet à 2,650 livres, ce qui donnait un total de 4,695 livres ; étaient exempts l'abbé de Moiremont, l'abbesse de Saint-Pierre de Reims, les religieux de Saint-Nicaise de Reims et le curé. (*Arch. de la Marne, C, 2335.*)

La terre de Souain était divisée en plusieurs seigneuries. En 1766, un des seigneurs était noté par le subdélégué de Reims comme « laboureur taillable ». (*Ibid., C, 710.*) — Les enquêtes de 1773 et 1774 de l'archevêque de Reims portent « qu'ils sont plusieurs à Châlons, Saint-Souplet, Perthes-les-Hurlus » (1773), « que l'ancien demeure à Souain, est pauvre et ne jouit d'aucun droit » (1774). (*Arch. de Reims, G, 284.*) — L'abbé de Moiremont nommait à la cure ; il partageait la dime avec le commandeur de Boulton-aux-Bois, les religieux de Saint-Nicaise de Reims, le curé, l'abbesse de Saint-Pierre de Reims, les religieux de Saint-Symphorien de Reims, le chapelain de Blonquenaux et le maître d'école. (*Ibid.*)

Le recrutement des syndics à Souain était aussi difficile que partout ailleurs (voir les cahiers de Bergères-les-Vertus, page 83, du Mesnil-sur-Oger, page 386, etc.) ; plusieurs furent destitués de 1766 à 1771. Sur une réclamation de celui de 1771, l'intendant rendit une ordonnance l'obligeant à conserver ses fonctions, ajoutant « que sa qualité de domestique (qu'il avait invoquée) ne l'exempte point du syndicat, étant marié et établi dans le lieu ». En 1780 fut installé, à Souain, un conseil de 12 notables, divisé en deux classes comprenant : la première, 6 laboureurs ; la deuxième, 6 artisans et manouvriers. (*Arch. de la Marne, C, 710.*)

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b., pièce 253. Cahier, dossier c, pièce 45 : 16 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur.)

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 710 et 2995* : Administration de la communauté ; école ; comptes des syndics. — *C, 912* : Impositions. — *C, 1594* : Corvées. — *C, 1907* : Église et presbytère. — *E, 229 et 230* : Terre et seigneurie de Soudé-Sainte-Croix ; famille Garnault. — *G, 77, 83, 108, 109, 110, 150, 421, 681 et 1915* : Visite et biens de la cure ; chapelle Saint-Nicolas de Soudé-Sainte-Croix ; liste des chapelains ; séminaire de Soudé-Sainte-Croix (1647 à 1673) ; dîmes. — *G, 881* : Biens de la Congrégation ; — etc.

— Soudé-Sainte-Croix (qu'on appelait aussi Soudé-le-Grand) appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; aujourd'hui elle fait partie du canton de Sompuis, arrondissement de Vitry-le-François.

— Dénombrement de 1773 : 86 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 149 hommes, 157 femmes, 41 garçons et 42 filles, soit 389 habitants.

cation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre-Joseph LÉGÉ, lieutenant en la justice. — Le procès-verbal constate la présence de J.-B. Brisson, P. Masson, J.-A. Royer, Pierre Legris, Nicolas Royer, Nicolas Gallois, Claude Gallois, N. Lancelot, A. Joachim, Jérôme Royer, C. Person, A. Lége, Alexis Lancelot, Claude Gallois, A. Vallet, Quentin Gallois, Pierre Gallois, S. Brisson, Nicolas Lancelot. — Les députés furent Jean-Baptiste BRISSON, bourgeois, et Pierre MASSON, laboureur, demeurant à Soudé-Sainte-Croix.]

CAHIER (1)

Cahier de doléances, plaintes et remontrances du Tiers état de la paroisse et communauté de Soudé-Sainte-Croix, pour être porté et remis par ses deux députés à l'assemblée des trois États du bailliage de Châlons-sur-Marne.

1. — *Tous les biens, sans distinction, assujettis aux impôts.* — Se plaignent de la distinction des biens ecclésiastiques, nobles et de roture, relativement aux impôts, et des privilèges immodérés qui en affranchissent beaucoup qui devraient les supporter, ce qui tourne à la surcharge et foule de tous ceux du Tiers qui n'ont pas assez de fortune pour s'en pouvoir garantir par des offices, charges ou emplois dont la finance procure le titre avec les exemptions.

L'autorité et la protection du gouvernement assurent également et indistinctement aux trois États, la propriété, la jouissance et la conservation de leurs biens. Cette protection qui garantit les possessions ne peut être gratuite. Les dépenses qu'elle suppose au dedans et au dehors forment en partie la somme des charges publiques ; dans les règles de l'équité, ces charges sont réelles et doivent être supportées par les propriétaires dans la même proportion que la protection et conservation de leurs biens leur profitent. Les biens ecclésiastiques ou nobles, les bénéfices et les fiefs font partie des biens de l'État et ne peuvent équitablement demeurer affranchis de l'obligation de contribuer à ses charges. Cette obligation est encore indivisible et inséparable de la possession de quantité de biens de ro-

(1) Le cahier de *Faux-sur-Coole* (page 284) résume les doléances du présent cahier de Soudé-Sainte-Croix. Les mêmes phrases se retrouvent au début de l'un et l'autre cahiers. Mais les paragraphes sont bien plus développés dans celui de Soudé, que nous reproduisons *in extenso*.

ture qui jouissent de l'exemption parce qu'ils [sont] possédés par des ecclésiastiques, des nobles ou privilégiés à d'autres titres ; ces privilèges personnels, ou acquis à prix d'argent, font payer aux simples propriétaires du Tiers état les impôts et charges des propriétés qui sont sorties il y a des siècles et sortent encore tous les jours de leurs mains ; leurs réclamations contre l'abus, la distinction des biens relativement aux impôts et leur demande que tous soient indistinctement assujettis à la répartition et aux proportions de la même répartition, sont fondées en raison et justice dont les règles forment les lois de tout gouvernement bienfaisant, sage et équitable.

2. — *Droits seigneuriaux imposables à la décharge des vassaux.* — Remontrent que les biens du Tiers état ne doivent être estimés relativement aux impôts de même valeur et produit que ceux possédés par les seigneurs (1) des paroisses ; les droits seigneuriaux, lods et ventes, terrages, redevances, cens, censives, dûs par la coutume ou les titres, laissent réellement entre les mains du seigneur une partie des propriétés des vassaux ; tous ces droits utiles des seigneurs doivent porter une imposition proportionnée à la valeur de leur produit, pour diminuer d'autant la charge des possessions roturières.

Droit de chasse. — L'équité demande encore que le droit de chasse soit imposable à proportion de l'étendue des terres, en déduction de ce que devraient porter les vassaux propriétaires. Le gibier n'est conservé et ne se multiplie qu'au détriment des récoltes qui en souffrent des diminutions sensibles, sans autre avantage que le profit ou plaisir du seigneur.

(1) La terre et seigneurie de Soudé-Sainte-Croix avait appartenu d'abord à Alexandre de Christon, qui l'avait vendue le 5 août 1504 à Pierre de Thuisy, seigneur de Magneux et procureur de l'élection de Châlons ; puis à la famille de Godet qui, le 10 juin 1684, en rend aveu et dénombrement à François de Picot, baron de Dampierre ; en 1715, une demoiselle de Godet épousa M. de Harlus, qui prit le titre de vicomte de Soudé ; leur fille unique, Angélique d'Harlus de Vertilly, porta ces domaines à son époux, Charles-Sigismond de Montmorency de Luxembourg, duc de Bouteville ; enfin, en 1787, les terres et seigneuries de Dommartin-Lettrée, Soudé-Sainte-Croix et Soudé-Notre-Dame, provenant de la succession de Charles-Paul-Sigismond de Montmorency-Luxembourg et de la duchesse de Bouteville, furent adjugées à Joseph Garnault, demeurant à Vitry-le-François, moyennant 161,200 livres.

Angélique d'Harlus de Vertilly, duchesse de Montmorency-Bouteville, avait obtenu, pour la terre de Soudé-Sainte-Croix, un terrier dressé en vertu des lettres de chancellerie du 11 juillet 1739. (*Arch. de la Marne, E, 229 et 230.*)

Garennas. — En renouvelant les ordonnances qui fixent les droits de garenne, la justice demanderait d'y ajouter qu'elles fussent enclavées de toutes parts, jusqu'à une certaine distance, dans les propriétés du seigneur. Les alentours sont toujours dévastés par les lapins. La difficulté d'obtenir et d'arbitrer les dédommagements accordés par la loi, les réduisent toujours, pour les particuliers, au droit de les pouvoir demander.

3. — *Honoraires, casuel des curés.* — Se plaignent d'être assujettis, envers les curés et vicaires, à des rétributions en argent pour les fonctions spirituelles de la religion, qu'ils devraient en recevoir gratuitement ; les biens ecclésiastiques, notamment les dîmes, ont été donnés aux ministres de la religion pour leur subsistance et assurer aux peuples l'instruction, les fonctions et tous les secours spirituels ; les honoraires et les taxes, quoique autorisés dans l'ordre public, sont les espèces de vexations que ne devraient pas souffrir les paroisses qui paient des dîmes ; il ne devrait y avoir aucune de ces taxes au profit des curés décimateurs (1) ; quant à ceux qui sont réduits à la portion congrue, cette charge devrait regarder les décimateurs et être prise sur le produit de la dîme dont ils jouissent, sans être assujettis à

(1) Les dîmes de Soudé-Sainte-Croix et de Soudé-Notre-Dame, qu'un arrêt du parlement du 18 janvier 1631, confirmatif d'une sentence des requêtes du palais du 30 août 1629, avait reconnu être la possession du chapitre de Saint-Étienne de Châlons, appartenaient à la cure, qui les touchait par cession depuis 1689. (*Arch. de la Marne, G, 681 et 1915.*)

La communauté de Soudé-Sainte-Croix avait supporté, de 1741 à 1791, des réparations à l'église et au presbytère. Les plus importantes, en 1742, furent, suivant un arrêt approuvé par le Conseil d'État, adjugées 3,470 livres.

Il existait aussi à Soudé-Sainte-Croix une chapelle, dite de Saint-Nicolas, qui appartenait au chapitre ; celui-ci avait, le 21 août 1646, abandonné à l'évêque de Châlons le droit de nomination et présentation à ladite chapelle, en échange des mêmes droits en la chapelle de Notre-Dame-de-Fer à Sainte-Ménchould. (*Arch. de la Marne, G, 150 et 421.*) — La chapelle fut réunie au séminaire de Châlons le 24 août 1769. (*Ibid., G, 83.*)

Les derniers chapelains de la chapelle Saint-Nicolas furent Hugues Mac-Mahon, prêtre irlandais, domicilié à Paris (prise de possession du 1^{er} avril 1740) et J.-François Larcher (25 janvier 1785). (*Ibid., G, 77 et 1915.*)

Un séminaire avait été fondé à Soudé-Sainte-Croix par Henri Godet, seigneur de Bordes et de Soudé, et Agnès de Sauteuil, sa femme (21 octobre 1647 ; consentement de l'évêque de Châlons du 20 novembre 1647, lettres patentes du roi Louis XIV, de février 1648). Mais des plaintes surgirent de la part des habitants contre ce séminaire, au sujet des nouvelles charges que son établissement imposait au village (procès-verbal du 9 septembre 1667) ; il fut supprimé en 1672. (*Arch. de la Marne, G, 150 et 681.*)

toutes les charges pour lesquelles le droit en a été établi ; le changement survenu dans la propriété de la dime est au préjudice des pauvres dont les curés étaient en état de soulager les besoins lorsqu'ils étaient décimateurs ; au moins le peuple qui paie la dime ne devrait pas être assujéti à la nouvelle charge du casuel pour pourvoir et fournir à la subsistance de ses pasteurs.

4. — *Corvées.* — Représentent que le gouvernement a été induit à erreur ou que ses intentions de bienfaisance sont mal exécutées au grand préjudice du Tiers état, au sujet des corvées et de la levée des soldats provinciaux.

La conversion des corvées en une prestation en argent a eu pour objet d'accélérer la confection des routes, d'abrèger les travaux, de les mieux perfectionner et d'en diminuer les dépenses à la décharge des corvéables ; le Tiers état éprouve tout le contraire : c'est toujours surcharger l'homme de travail que de l'obliger de se racheter au prix d'argent des ouvrages qu'il peut faire par lui-même ; le manouvrier, le laboureur, pour le sixième de la taille, paie pour sa corvée quatre fois autant qu'elle lui coûtait précédemment ; on ne fait pas plus d'ouvrages, ils ne sont pas mieux faits ; les entrepreneurs gagnent beaucoup ; les dépenses pour aligner, conduire, surveiller, perfectionner, partager, adjuger, recevoir les ouvrages, ne peuvent se concilier avec les vues économiques de la nouvelle forme ; les préposés à ces opérations ont mal saisi les intentions du Roi en fixant indistinctement la contribution de chaque paroisse au sixième de la taille ; l'ordre de la distribution précédente était plus équitable ; la tâche était proportionnée au nombre des travailleurs, l'attention de leur donner des ateliers à leur portée aurait adouci leur sort ; les seuls privilégiés que l'on ne doit pas comprendre des gens de peines, devraient supporter des impositions pécuniaires en place des corvées auxquelles tous doivent contribuer ; le produit de ces impositions, employé aux dépenses nécessaires et à donner quelques modiques dédommagements aux travailleurs, rapprocherait tout le monde de l'égalité, partagerait équitablement cette charge. Le Tiers état demande le rétablissement de l'ancien usage ou des changements notables dans cette partie d'administration, pour la rendre plus supportables au peuple (1).

Soldats provinciaux. — On ne paraît [pas avoir] prévu ou assez

(1) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

pesé les inconvénients ruineux de la nouvelle méthode de procéder à la levée des soldats provinciaux (1) ; ce n'est point soulager les paroisses, c'est au contraire les vexer que d'en réunir plusieurs pour fournir le même soldat ; souvent éloignées les unes des autres, elles ne peuvent se surveiller réciproquement pour les fraudes sur l'âge, la taille, les exemptions, d'où il arrive que le sort ne se trouve pas exactement partagé entre tous ceux qui y sont assujettis ; les conventions autorisées par l'usage, même aux intendances, les frais de voyage et de communauté, les dépenses pour le tirage et l'équipement du soldat coûtent autant tous les ans à chaque communauté que si elle fournissait un soldat tous les ans, quoique cette charge ne doive revenir, pour le plus grand nombre, que tous les quatre ou tous les six ans ; ces dépenses, doublées, triplées, quadruplées, tirent continuellement le numéraire des paroisses et n'y laissent aucune aisance pour fournir aux autres charges. Ce serait décharger les paroisses d'une infinité de dépenses en pure perte que de les appeler chacune à leur tour, réglant le temps sur la population et le nombre de ceux qui devraient être assujettis au sort ou, pour soulager davantage, il serait plus économique d'obliger une ou plusieurs paroisses, à proportion de l'étendue, à fournir un ou plusieurs soldats soudoyés, habillés et armés pour un certain nombre d'années déterminé, à la charge de substituer, en cas de mort, désertion ou congé absolu, après le temps du service fait. Cette dépense, qui ne reviendrait qu'après un laps de temps qui l'aurait fait oublier, n'aurait rien de comparable à celles qui se font journellement, sans aucun avantage pour le même sujet ; elle pourrait être encore adoucie en la répartissant sur tous les propriétaires privilégiés ; la liberté de l'engagement promettrait meilleur soldat ; la réception par des officiers l'assurerait de la qualité requise ; l'assujettissement au sort ne priverait pas les chefs de famille de leurs enfants, de leurs domestiques, et ne ferait pas désertir les campagnes ; le privilégié ne vendrait pas l'exemption du sort en se faisant servir pour de moindres gages.

5. — Représentent que les impôts mis sur les denrées de première nécessité, sans profiter au gouvernement, épuisent les facultés des particuliers et ne leur laissent pas le moyen de fournir aux charges réelles dont ils sont déjà grevés.

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

Sel. — Le sel est nécessaire ; cette denrée, peu estimable à raison du fond qui la produit et du travail pour la préparer, est portée à un prix excessif, mais uniquement pour le profit et enrichir des traitants, des directeurs, des receveurs, des officiers et des employés dont le service se réduit à vexer le public sous prétexte de fraudes et contraventions. Un impôt modéré, perçu sans frais sur les lieux, pour mettre le sel dans le commerce ordinaire, produirait infiniment davantage au fisc que les sommes énormes qu'il coûte aujourd'hui à tous les sujets du royaume ; à quoi se réduit le produit net de ces sommes, déduction faite des frais de transport, d'administration des greniers, franc-salés des employés, bureaux, officiers qui s'enrichissent des bons de greniers aux dépens du public qui a toujours des raisons de se plaindre d'être mal livré ?

Traites et barrières. — Les impôts payés sur les lieux par les propriétaires des fonds devraient suffire pour permettre la libre circulation des productions, même travaillées, dans toutes les provinces du royaume ; les droits d'entrée, de sortie d'une ville, d'une province à l'autre, ruinent le commerce intérieur, anéantissent les communications respectives si nécessaires entre les sujets d'un même État, et imposent à tous des surcharges accablantes qui ne tournent qu'au profit des traitants, des bureaux, des employés. Les seules barrières à conserver devraient être reculées en tous sens aux extrémités du royaume, et les droits restreints aux importations et exportations à l'étranger.

Aides. — Les droits sur le vin, eau-de-vie, liqueurs et boissons sont tellement multipliés qu'à la moindre distance ils égalent ou surpassent le prix de l'achat sur les lieux : ces excédents de dépenses, pour les particuliers qui en ont besoin et ne peuvent se procurer ces secours de la vie à d'autres conditions, ne peuvent opérer aucune diminution dans la masse totale des impôts nécessaires pour soutenir les charges de l'État ; les exactions, sans profiter au gouvernement, ruinent les vendeurs, les acheteurs, et ne profitent qu'à une armée formidable, continuellement sur pied pour vexer leurs concitoyens et s'enrichir de leurs dépouilles. Un impôt arbitré d'après ce que les fermes ou régies produisent de net et rendent dans les coffres du Roi, pourrait diminuer des neuf dixièmes au moins les droits d'aides ; cet impôt sur le fond productif ou sur la quantité et qualité des productions, laisserait au propriétaire la liberté de disposer de

sa propre chose ; il aurait intérêt de l'améliorer pour en tirer meilleur profit ; la diminution du prix augmenterait la consommation et ferait donner la préférence à la meilleure qualité, le détaillant, n'étant plus forcé à se réduire par les fraudes qui, souvent, terminent des droits exorbitants et des vexations des commis, prendrait l'esprit du commerce qui enrichit à proportion qu'il est éclairé et dirigé dans toutes ses différentes parties par la bonne foi et les maximes d'une saine probité.

Avantages de la suppression des aides, gabelles, etc. — L'administration s'assurerait des produits immenses en supprimant les traites, les fermes, les régies ; la masse totale des impôts pourrait être proportionnée et même portée plus haut que les besoins de l'État ne le demanderaient pour dépenses ordinaires ; les trois États réunis y fourniraient avec autant de zèle que d'aisance, s'ils étaient déchargés de fournir et de remplir les vides que laissent nécessairement dans les finances, les profits, les gratifications, les fortunes de cette multitude de fermiers, traitants, régisseurs, caissiers, receveurs, commis, employés, préposés, gardes, qui passent avant le Roi ; cette réforme aurait encore cet avantage d'utilité publique, d'augmenter le nombre des contribuables aux impôts en supprimant une foule de privilèges et d'exemptions, et en rendant une quantité de sujets aux sciences, aux arts, au commerce, à l'agriculture, etc...

6. -- *Payer les impôts aux lieux de la situation des biens.* — S'abstiendront de rien présenter de déterminé sur la nature de l'impôt, s'il doit être unique ou varié, perçu en espèces ou pécuniaire, en en laissant le jugement aux plus sages qui ne pourraient, peut-être même sans les lumières de l'expérience, bien apprécier et bien concilier sur cette partie, les intérêts respectifs du souverain et des sujets ; ils représentent que la quotité des impôts se réglant sur les fonds et propriétés de chaque territoire, les impositions doivent se faire et être payées aux lieux de leurs différentes situations, sans s'arrêter au domicile des propriétaires ; c'est sur les lieux que la contenance des propriétés et la valeur des produits sont connues ; le privilège de se faire imposer au lieu de son domicile, pour des propriétés possédées ailleurs, a toujours ce double inconvénient de préjudicier aux uns et de ne pas profiter aux autres : le propriétaire peut trop aisément [se] soustraire à l'imposition qu'il devrait

porter ; les impôts comme charge de la propriété sont dûs au lieu de la situation et ne doivent être payés ailleurs.

Comment devraient payer les rentiers. — Les propriétaires des rentes, de quelque nature qu'elles soient, possèdent les fonds des débiteurs qui leur sont hypothéqués ; ils doivent partager les impôts de la propriété dans la même proportion qu'ils ont droit au produit qui répond de leur créance ; les fraudes qui se font à cet égard, par les créanciers et même les débiteurs fictifs, demanderaient que les fonds et propriétés soient imposés sans aucune déduction pour les hypothèques et rentes passives dont les propriétaires les prétendraient chargés, en accordant, toutefois, aux débiteurs des rentes foncières hypothécaires constituées à prix d'argent, perpétuelles ou viagères, des retenues proportionnées sur le paiement desdites rentes, en la manière qu'il est ordonné et se pratique pour les vingtièmes.

7. — *Où faire les impositions.* — Se plaignent des torts, dommages causés par les méthodes trop arbitraires des répartiteurs qui ne s'assurent pas assez de la contenance et valeur des propriétés : ces contenances et valeurs, qui déterminent la quotité de l'impôt, ne peuvent être bien connues et appréciées dans chaque endroit que par les propriétaires, cultivateurs domiciliés ; c'est pourquoi la répartition de tout impôt pécuniaire devrait être faite dans l'assemblée des notables habitants de chaque communauté, sauf à se faire aider par un clerc ou commis qu'ils choisiraient et paieraient pour les opérations dont ils ne sauraient pas assez les règles.

Plaintes en surtaxes. — Les plaintes en surtaxes, que cette méthode rendrait extrêmement rares, ne devraient être portées à aucun tribunal, mais jugées sans frais par un officier établi pour cela, après avoir été examinées et discutées contradictoirement dans une assemblée de communauté avec le plaignant.

8. — *Réduction, suppression des offices des finances.* — Représentent que les caisses et offices de finance multipliés beaucoup plus que ne le demande l'exactitude de différents services, appesantissent sans cause la charge des impositions qu'il faut augmenter pour leurs gages, profits, gratifications et pour les frais de régie d'une trop grande multitude de bureaux, et en rendent les levées plus onéreuses aux contribuables, à cause des contraintes que l'intérêt ou l'émulation de différents officiers à décerner et mettre rigoureusement à exécution des contraintes

que ne demandent pas les besoins du service ordinaire ; plusieurs parties pourraient être sans inconvénient confiées au même ; il y aurait le plus grand intérêt à supprimer les titres de ces offices ; de simples commissaires laissent plus de liberté pour le choix et assurent mieux la probité, l'intelligence, la solvabilité dont on a besoin de soutenir les preuves pour conserver la fortune d'un emploi honorable et lucratif.

Comptabilité des ministres. — La plus grande attention à modérer la charge des impôts et à en rendre la levée moins onéreuse, ne peut faire aucun bien si la même bienfaisance n'en assure l'emploi aux charges et vrais besoins de l'État ; l'épuisement actuel des finances n'a pas pour cause l'insuffisance du produit des impôts sans nombre sous le poids desquels la France gémit depuis si longtemps ; cet épuisement ne doit être attribué qu'aux diversions faites par les ministres qui ont trompé et abusé de la confiance du souverain. Le remède à ce mal serait peut-être de les assujettir à la comptabilité.

9. — *Réformes des abus dans les formes judiciaires.* — Se plaignent des difficultés et des dépenses excessives auxquelles les assujettissent l'éloignement des juges et les formes judiciaires pour obtenir justice et faire prononcer définitivement sur les intérêts qui les peuvent diviser.

Il faut des juges, mais les juridictions devraient être en moindre nombre et moins différenciées ; en général, tous les tribunaux d'exception sont à charge au public, par le nombre des privilégiés qu'ils multiplient à l'infini, par la difficulté de connaître, dans la plupart des affaires, la compétence des sièges auxquels il faut s'adresser, par le trop peu de sûreté dans les jugements des officiers qui les remplissent. La fortune, l'avidité de l'exemption des charges publiques remplissent les tribunaux d'exception pour lesquelles la science des lois, l'intelligence du droit ne sont d'aucune considération.

Les différents degrés de juridiction auraient besoin d'être abrégés et réduits pour accélérer la conclusion des affaires et la rendre moins à charge aux parties ; les gens de pratique chargés de l'instruction des procès en ont fait un art lucratif ; les affaires ne finissent que quand il n'y a rien à gagner pour eux ; l'inutilité des règlements et des réformes précédentes, dont ils ont même su tirer avantage pour leur profit, doit avertir de préparer des remèdes plus efficaces et plus assurés.

Tribunal souverain pour chaque province pour toutes les affaires. — Chaque province demanderait à avoir un tribunal souverain pour toutes les affaires de la plus grande importance seulement, et pour en connaître sur appel des jugements de première instance, sans pouvoir y être obligés à subir aucun autre degré. Les évocations, attributions et lettres de committimus devraient être abrogées à cause de l'abus qu'en font les personnes riches ou puissantes qui les obtiennent pour vexer les pauvres et leur rendre impossible la poursuite et défense de leurs droits. En toutes matières, chacun devrait plaider devant un juge compétent et établi pour connaître et juger de la cause, et non ailleurs.

Tribunal inférieur souverain dans un certain arrondissement. — Serait nécessaire d'établir, au centre de chaque arrondissement convenable, un tribunal inférieur au premier, sans en relever néanmoins, pour prendre connaissance et juger les affaires moins importantes que les précédentes et, sur l'appel des jugements de première instance, les affaires pourraient être chassées *(sic)* à raison de la valeur, de la qualité des objets en litige ou des différentes espèces, pour être définitivement et souverainement jugées en l'un ou l'autre des deux tribunaux.

Suppression de la vénalité des charges. — La vénalité des offices de judicature a des suites trop fâcheuses dans l'administration de la justice pour être tolérée plus longtemps ; le droit de juger acquis à prix d'argent devient une propriété qui doit produire ; l'étude la plus consommée, la probité la plus éprouvée, les talents les plus distingués, les services les plus signalés, sans les secours pécuniaires ne peuvent percer jusqu'aux places de confiance et de distinction destinées, dans leur institution, à récompenser les services et le mérite. Les juges choisis dans l'ordre des avocats qui auraient honoré leur profession en suivant le barreau auraient plus de lumières, plus de discernement, plus d'autorité, plus d'aptitude, plus d'application que n'en peuvent donner la fortune et la vanité ; ces juges, qui consacraient leur temps et leurs talents au service du public, en devraient recevoir une récompense proportionnée, mais elle ne devrait pas se grappiller sur les restes des débris de la fortune des pauvres plaideurs : l'intérêt de grossir les épices ne peut que trop souvent laisser grossir les fatras de procédures inutiles.

Justices seigneuriales. — Il pourrait y avoir trop d'inconvé-

nients à supprimer les justices seigneuriales : elles peuvent terminer à peu de frais quantité d'affaires peu importantes qui deviendraient sérieuses et dispendieuses si elles étaient portées en première instance en un siège supérieur et éloigné ; il semble qu'il y aurait utilité publique à leur attribuer de juger sans appel les choses les plus communes et ordinaires jusqu'à une certaine valeur, en obligeant tous les seigneurs à avoir, pour procureur fiscal et premier officier résidant sur les lieux, des gens intelligents et lettrés jusqu'à un certain point, trouvés capables et jugés suffisants par officiers des sièges supérieurs qui devraient les examiner et les recevoir ; deux adjoints choisis entre les plus capables du lieu, pourraient être donnés au premier officier pour siéger avec lui et l'aider dans les affaires dont la décision peut dépendre des connaissances locales ; toutes les preuves qui gisent en fait sont toujours mieux saisies par les gens du pays que l'habitude et la notoriété mettent aisément au-dessus de l'erreur et de la surprise ; les descentes de justice, les enquêtes, même ordonnées par les tribunaux supérieurs, paraîtraient devoir se faire par les officiers des lieux. Elles coûteraient beaucoup moins et acquéreraient des connaissances plus certaines. Toute justice devrait avoir tous ses officiers et ministres.

Jurés-priseurs. — On ne peut apprécier la désolation causée par les huissiers-priseurs des bailliages royaux (1). La nécessité d'employer leur ministère, les amendes encourues pour avoir manqué à les appeler, leurs frais de transport, leurs vacations aux inventaires, ventes et criées, ce qu'ils appellent leurs droits, le recouvrement et le dépôt forcé des deniers, absorbent le produit, souvent au-delà, des successions au préjudice des mineurs et des créanciers.

La police, établie pour veiller sur les mœurs publiques, corriger les désordres qui ne sont pas soumis aux peines afflictives ou infamantes, et régler plusieurs affaires qui ne demandent pas toutes les rigueurs et les formalités de l'ordre judiciaire, a besoin d'être continuellement en activité et d'avoir pour cela des officiers toujours résidant sur les lieux. Conserver au seigneur, avec les amendes, le choix des officiers qui peuvent être les mêmes que pour le civil et le criminel, demanderait régulière-

(1) Voir le cahier d'Athis, page 41.

ment plus d'attention pour la capacité, la vigilance, le désintéressement, l'impartialité */sic/* et l'amour constant de l'ordre ; des émoluments proportionnés à la charge des seigneurs assureraient un exercice plus heureux de droits honorifiques qui pourraient leur être conservés, même avec ampliation touchant l'administration des trois parties de justice.

Quant aux autres doléances, plaintes et remontrances, les députés seront chargés de les faire insérer au cahier général, conformément aux avis, lumières que leur procureront la plus grande capacité et expérience des autres députés avec lesquels ils auront occasion de se trouver, conférer et délibérer dans l'assemblée générale du bailliage.

Fait et arrêté dans ladite assemblée, audit Soudé-Sainte-Croix, le 8 mars 1789.

J.-A. ROYER, BRISSON, P. MASSON, Pierre LEGRIS, Nicolas ROYER, Nicolas GALLOIS, etc.

(20 signatures.)

[Suit une mention des habitants de Soudé-Notre-Dame qu'on lira ci-après.]

SOUDÉ-NOTRE-DAME

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Soudé-Notre-Dame (1) était composée de 30 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre-Joseph LÉGÉ, syndic, assisté de E. Lupin, greffier. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des « officiers municipaux et autres habitants » qui assistèrent à la réunion ; mais au bas on lit les signatures de Thomas Royer, P. Renaudin,

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 254).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 710* : Administration de la communauté. — *C, 912* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1907* : Église et presbytère. — *C, 2995* : Bois d'usages. — *G, 109, 110, 150 et 1915* : Visite et biens de la cure. — *G, 712 et 681* : Dîmes au chapitre ; — etc.

— Soudé-Notre-Dame (qu'on appelait aussi Soudé-le-Petit), appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Sompuis, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 33 feux roturiers. — Population : 60 hommes, 63 femmes, 18 garçons et 12 filles, soit 153 habitants.

Antoine Nicaise, David Légé, Jacques Regnard, J. Bernard, L. Doret. — Les députés furent Antoine NICAISE et Thomas ROYER, tous deux habitants la communauté.

Mais après avoir rédigé ce procès-verbal, suivant la formule habituelle, les habitants chargèrent, le 1^{er} mars, le président Légé, leur syndic, de dresser leur cahier. — Or, Légé était en même temps lieutenant de la justice de la communauté voisine de Soudé-Sainte-Croix et présida à ce titre, le dimanche suivant 8 mars, l'assemblée de cette communauté ; il prit part à la rédaction du cahier de Soudé-Sainte-Croix et, de retour à Soudé-Notre-Dame, il proposa aux habitants d'adopter le même cahier : ce qui fut décidé, car le procès-verbal du 1^{er} mars ne fut clos que le 10, par cette phrase : « Il a été délibéré que les sieurs députés ne présenteront d'autres cahiers de doléances, plaintes et remontrances que celui qui a été rédigé dans l'assemblée de la communauté de Soudé-Sainte-Croix dont nous avons eu communication et que nous approuvons dans tous ces contenus et dispositions... » — Puis, sur l'original du cahier de Soudé-Sainte-Croix, que Légé soumit aux habitants de Soudé-Notre-Dame, ceux-ci inscrivirent et signèrent la mention suivante :]

Lu, approuvé dans notre assemblée de Soudé-Notre-Dame et délibéré d'adhérer au présent cahier de doléances, plaintes et remontrances de la communauté de Soudé-Sainte-Croix, et que nos députés se joindront à ceux de ladite communauté pour le présenter et demander que le contenu en soit inséré au cahier général du Tiers état.

Fait et arrêté audit Soudé-Notre-Dame, dans l'assemblée, ce 10 mars 1789.

Jacques REGNARD, E. LUPIN, P.-Joseph LÉGÉ, Thomas ROYER, député, J. BERNARD, David LÉGÉ, Antoine NICAISE, député, G. GAUTIER, L. DORET, P. RENAUDIN.
(10 signatures.)

SOUDRON

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Soudron (1) était composée de 107 feux, « dans lesquels il s'y en trouve 27 demis ». — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 8 mars 1789. — Le

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 255. Cahier, dossier c, pièce 87 : 5 pages, les 4 premières numérotées, mais non paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 710 : Administration de la com-

même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Claude DE SALLENGRE, syndic. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. Mais au bas du document on lit les signatures de Pierre Tiron, Pierre Tiron, C. Lallement, L. Chailliaut, Pierre Fleuriet, Louis Prévot, Pierre Renard, Joseph de Sallengre, Pierre Hubert, Alexis Quin, Gabriel Hubert, C. Brisson, Jean Chailliaut, Nicolas Renard, Tiron, greffier, Louis Jeanson, Pierre Gallois, Simon Clément, Jean-Charles Hubert, André Petit, Louis Legry, Jean Champion, Brisson, et encore, d'après celles du cahier, J. Hémard, Pierre Jacquemin, F. Lallement, J.-B. Celliez et Jacques Remy. — Les députés furent Pierre TIRON et Pierre BRISSON (1).]

CAHIER

Cahier de plaintes, doléances et remontrances de la communauté de Soudron, pour [être] présenter à l'assemblée générale du bailliage de Châlons-sur-Marne, le 12 mars du présent mois.

Soudron, village situé sur la petite rivière nommée la Soude, distant de quatre lieues de Châlons, sept de Vitry-le-François, huit de Sézanne, est dans le centre de la véritable Champagne dite pouilleuse (2).

munauté; école; usages; pont; comptes des syndics. — C, 912, 938 et 949 : Impositions. — C, 1040 : Vingtièmes. — C, 1594 : Corvées. — C, 1833 et 1907 : Église et presbytère. — C, 2108 : Incendie de 1764. — C, 2111 : Démêlés d'un habitant avec les commis des aides (1786). — E, 1010 : Vente de terres d'usages. — G, 106, 107, 1915 : Visite de la cure; église. — G, 680 : Dimes; cure au chapitre de Saint-Étienne de Châlons. — G, 1490 : Redevance à la collégiale de Saint-Jean de Vertus; — etc.

— Soudron appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écury-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 104 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 165 hommes, 183 femmes, 31 garçons et 45 filles, soit 424 habitants.

(1) Pierre Brisson, né à Lenharrée le 1^{er} octobre 1728, fut longtemps maître d'école à Soudron. En 1790 il fut élu administrateur du district de Châlons. Il mourut le 28 janvier 1791.

(2) « Soudron, dit M. Gallois, curé du village (*Annuaire de la Marne*, 1823, page 38), est la troisième commune que la Soude arrose encore de ses eaux bienfaisantes avant de se jeter dans la Somme à la ferme de Conflans. Ce village, depuis 140 ans, a diminué de près d'une moitié et tout prouve qu'il formait autrefois une bourgade assez forte : des marchés s'y tenaient chaque semaine ainsi que des foires à différentes époques de l'année. Il faut convenir que sa position était avantageuse... Il se trouve placé au centre de beaucoup de communes, également éloignées de Châlons, de Vertus et de Fère-Champenoise... »

Entre deux côtes assez serrées, coule le petit ruisseau où il y a quelque peu de prés, en partie marécageux, dont une partie appartient aux seigneurs.

Notre communauté n'a aucun usage commun (1).

Le terroir est vaste et étendu, les terres sont divisées en deux classes : en terres hautes et en basses.

Les hautes ou mauvaises sont au nombre de 2,500 journées qui, par la tradition, étaient terres communes ; nos ancêtres les ont divisées entre eux par égale portion, moyennant un sol par journée de censives par an, envers les seigneurs, ce qui fait un objet de 125* que nous payons tous les ans auxdits seigneurs. Le tiers de cette classe ne peut être empouillé qu'une fois, en avoine seulement, en six ans ; l'autre tiers tous les quinze ou vingt ans ; l'autre tiers n'est point susceptible d'être cultivé à cause du défaut de terre et des ravins ; dans toute cette classe de mauvaises terres, souvent le cultivateur ne retire pas sa semence (2).

La seconde classe, que nous appelons basses [terres], au nombre de 2,000 [journées] dont il y en a encore un tiers pareil à la classe ci-dessus, est chargée, envers les seigneurs, de 36 grands setiers d'avoine, mesure de Vertus, le setier composé de 16 boisseaux, savoir : à M. de Nazelle, seigneur du lieu (3), 30 setiers ; aux chanoines de Saint-Jean de Vertus, six, et neuf livres d'ar-

(1) La communauté de Soudron en avait cependant possédé. Mais elle les avait aliénés : en 1741, les habitants adjugèrent, par-devant le subdélégué Papillon de La Ferté, deux pièces d'usage pour payer la refonte des cloches (*Arch. de la Marne, E, 1010*). En 1749, on trouve encore la trace d'une vente de douze denrées de prés et terres d'usage (en deux pièces) de la communauté de Soudron, adjugées à Cl. Chailliaut moyennant la somme de 530 livres (*Ibid., C, 710*). Le dénombrement de 1773 constate qu'il n'existait plus, dès cette époque, aucune terre d'usage (*ibid., C, 430*).

(2) Le dénombrement de 1773 indique que le territoire de Soudron comprenait 2,500 arpents de terres labourables et 4,500 de terres incultes, sans usage ; 42 laboureurs cultivaient à une charrue et possédaient 75 chevaux, 175 bêtes à cornes et 450 moutons. Les récoltes ne rapportaient guère que la semence : 425 boisseaux de froment (1 p. 1), 4,560 de seigle (1 p. 1), 476 d'orge (2 p. 1), 9,180 d'avoine (1 p. 1), et 680 de sarrasin (1 p. 1). (*Arch. de la Marne, C, 430*.)

(3) Louis-Charles-Victor, marquis du Causé de Nazelle, chevalier, vicomte de Prouvais, seigneur de Menneville, Guignicourt, L'Épine, Pignicourt, Provisieux, Polignac, du ban de Bussy, Soudron, fief de Saint-Quentin, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine aux dragons de Caraman, lieutenant des maréchaux de France, gouverneur pour le Roi de la ville de Châlons du 6 janvier 1787 à 1789, mort dans cette ville le 2 novembre 1791.

gent (1); trois livres au chapitre de Saint-Étienne de Troyes, et trois deniers par journée. Ce qui prouve que notre terroir est mauvais, c'est que soixante-six chevaux qui se trouvent dans la paroisse suffisent pour cultiver tout ce qui est susceptible de l'être.

Dans ces terres hautes et basses nous y laissons, pour dîme, la quatorzième partout et en toutes espèces de grains.

La plus forte partie de ces dîmes, dîmes inféodées, appartient à M. de Boncourt; le tiers de l'autre partie aux chanoines de la cathédrale de Châlons; pareille quantité à M. l'abbé de Tous-saints de Châlons; un sixième aux religieux de la Charmoye; l'autre sixième à M. de Boncourt (2).

La communauté paie à Sa Majesté : quatre mille quatre-vingt-neuf livres douze sols de taille, capitation et acces-soires (3).

Huit cent vingt-neuf livres quatorze sols de vingtièmes (4).

Six cent quatre-vingt-dix livres douze sols de corvée (5).

Cent livres au maître d'école.

Cinquante livres pour aider la pension de la sœur d'école (6).

(1) Deux transactions passées entre les habitants de Soudron et le chapitre de Saint-Jean-de-Vertus, aux dates des 27 octobre 1438 et 19 octobre 1501, avaient modéré à 9 livres, pour des durées de 9 et 30 années, la redevance due aux chanoines. — Un arrêt du parlement du 6 septembre 1664, condamna plus tard les habitants de Soudron à payer au chapitre la somme de 821 livres 8 sols pour les arrérages des avoines, et celle de 31 livres 15 sols pour les dépens; d'autres arrêts furent encore rendus en cette matière de 1665 à 1729. Le 14 novembre 1729, une sentence du bailliage de Vertus fixa définitivement les droits du chapitre de Saint-Jean sur les habitants de Soudron. (*Arch. de la Marne, G, 1490.*)

(2) Dîmes de Soudron : sentences des requêtes du Palais de 1663; déclarations des novales (1710); accords du 7 juin 1752 entre les décimateurs et le curé au sujet des novales, et du 4 juin 1769 entre le curé et le chapitre; baux des dîmes, etc. (*Arch. de la Marne, G, 680.*)

(3) *Arch. de la Marne, C, 912.* — Le rôle de 1790 portait 1,119 livres 5 sols d'imposition principale et frais de collecte; 1,897 livres 2 sols d'accessoires et capitation.

(4) *Ibid., C, 1040.*

(5) 514 livres 11 sols au rôle de 1790. (*Arch. de la Marne, C, 912.*)

(6) Avant 1776, le village de Soudron n'avait qu'une école mixte; par délibération du 22 décembre de cette année, les habitants demandèrent à l'évêque « l'établissement d'une sœur maîtresse d'école de charité audit lieu, pour instruire les jeunes filles, attendu que le village étant considérable (320 communians), il était impossible au maître d'école de pouvoir étendre ses soins sur un aussi grand nombre d'enfants, garçons et filles... » Les habitants demandaient par la même délibération à l'intendant « d'autoriser ladite

Soixante livres pour les gardes empouilles.

Nous avons à entretenir une nef et collatéraux de notre église qui est très vaste.

Nous venons de finir un presbytère qui nous coûte six mille livres, qui n'est pas encore payé, ce qui surcharge singulièrement la communauté, n'ayant aucuns biens communaux pour la soulager (1).

Nous avons quatre ponts et chaussées à entretenir dans notre village, qui est très long à cause de la distance des maisons (2).

Il y a environ quatre cents habitants, tant petits que grands, cent sept feux.

Une grande partie de ces habitants sont chargés de rentes. Nous regardons comme un impôt le sel, parce que nous pouvons prouver qu'il va au-dessus de nos tailles, capitations et accessoires.

D'après cet exposé, juste et véritable, il est facile de voir que la communauté de Soudron est trop imposée et trop chargée pour pouvoir subvenir aux besoins de l'État ;

Que Sa Majesté jette les yeux sur tous les biens des seigneurs et gros bénéficiers, qui possèdent presque les deux tiers et tout ce qu'il y a de meilleur de tous les biens-fonds de la France, elle trouvera toutes les ressources qu'elle nous demande en leur imposant une pareille taille qu'à nous et leur ôtant tous les privilèges.

Le présent cahier a été fait à l'assemblée convoquée au son de la cloche, à la sortie des vêpres et à la place ordinaire, le 8 mars 1789, et ont, partie des habitants, signé, et autres ont déclaré ne le savoir faire.

BRISSON, Pierre TITON, Nicolas RENARD, Joseph DE SALLENGRE,
Louis JEANSON, Pierre FLEURIET, etc.....
DE SALLENGRE, syndic. (26 signatures.)

communauté à faire ledit établissement et à ordonner une imposition de 50 livres sur tous les habitants au marc la livre de ce que chacun paie de taille tous les ans, pour faire subsister ladite sœur d'école... » (*Arch. de la Marne : fonds des dames régentes de Châlons.*) — Une ordonnance fut rendue dans ce sens par l'intendant. (*Ibid.*, C, 710.)

(1) Malgré une transaction passée en 1677 entre la communauté de Soudron et les décimateurs pour les réparations de l'église (*Arch. de la Marne, G, 1915*), les habitants supportèrent dans la suite les autres travaux de ce genre :

Le presbytère, déjà restauré en 1751 (adjudication : 558 livres), fut reconstruit entièrement de 1786 à 1789 par l'architecte Poterlet ; le devis s'était élevé à 5,281 livres 8 sols 10 deniers, et l'adjudication à 4,740 livres, somme qui fut dépassée. Un arrêt du Conseil confirma en 1788 l'adjudication passée pour cette reconstruction. (*Ibid.*, C, 1833 et 1907.)

(2) *Arch. de la Marne, C, 710.*

Les mêmes habitants représentent que, vu les droits seigneuriaux et autres charges et redevances, si l'impôt territorial avait lieu, il leur serait impossible de subvenir à tous les frais, ladite communauté n'ayant aucuns biens communaux pour acquitter leurs charges, tandis que d'autres paroisses, par des prés, bois, paient leurs corvées, impositions même de la taille ; que ce sort leur serait commun avec tous les habitants de la haute Champagne aussi malheureux qu'eux ;

Que cette contrée malheureuse mérite de la part du gouvernement les plus grandes considérations.

La Champagne dite pouilleuse, de sa nature est stérile, au moins le tiers et presque la moitié des terres restent continuellement incultes ; le moyen unique de fertiliser ces terres serait de les planter en bois ; les habitants, par eux-mêmes, incapables et manquant de ressources pour en faire les frais de plantation, s'y détermineraient volontiers si le gouvernement leur fournissait les bois nécessaires. Sa Majesté pourrait d'ailleurs, en lui faisant fournir les bois propres à ce sol, ordonner que chaque habitant, à proportion de ses possessions, planterait dans l'espace de dix ans, le tiers de ses biens-fonds, moyen immanquable de fertiliser ce sol naturellement ingrat, cependant susceptible, malgré son aridité, de produire certaines espèces de bois (1).

Ils demandent l'abolition des droits de lods et ventes, la liberté des chasses et de tuer et détruire tous les gibiers à charge à tous les cultivateurs ;

Que les presbytères, églises, soient bâtis et entretenus aux frais des décimateurs ;

Que les portions congrues des curés soient portées au moins à 1,200# dans les villages, et à 1,500# dans les villes, pour que les pasteurs puissent plus facilement satisfaire le désir qu'ils ont de soulager les malheureux ; prendre cette augmentation sur les décimateurs si les dîmes sont suffisantes ou sur d'autres bénéfices simples réunis à ces cures.

(1) Au début du xix^e siècle, la famille de Pinteville de Cernon, héritière des du Causé de Nazelle, fit faire des plantations de pins sylvestres sur le territoire de Soudron. D'autres propriétaires suivirent cet exemple et, en 1823, on en comptait déjà 550 hectares. (*Notice du curé Gallois*, art. cit.). Sur « les plantations de pins sylvestres dans les plaines stériles et crayeuses de la Champagne », voir les rapports, imprimés et brochures de 1855, de M. le docteur Leuchsenring et de MM. Delbet et de Vibraye. (*Biblioth. de Reims, C. R. 2^e vol, 494 et 495.*)

SOULIÈRES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Soulières (1) était composée de 70 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent « en la chambre où se tiennent les assemblées ordinaires du lieu », sous la présidence de Claude LALIRE, prévôt, juge civil, criminel et de police de la justice et prévôté de Soulières. — Le procès-verbal constate la présence de Laurent Bauchet, garde-étalons, Claude Crochet, Louis Oyance l'aîné, Louis Oyance le jeune, Nicolas Mélinet, syndic, Antoine Joffre, Louis Lécivain, Pierre Pudoux, Jacques Mélinet, Jean-Louis Cornu, Hubert Godart, Louis Chosefol, Joseph Oyance, Amand Lécivain, Jean-Baptiste Legendre, Antoine Godart, Pierre Jacquin, Martin Lebeaux, Louis Labarre le jeune, Jean-Louis Mathieu, Nicolas Lécivain, Louis Henry, Charles Oyance l'aîné, Pierre Houyaux, Charles-Joseph Fleury, Pierre Crochet, Jean-Baptiste Lécivain, Jean-Baptiste Prévost, Pierre Henry, Étienne Lécivain, Jean Fleuriot, Grégoire Cornu, Louis Jacquin, Pierre Soudron, et encore, d'après les signatures, C. Laurent-Cornu, J.-B. Oyance, Claude Roux et Lhermitte. — Les députés furent Laurent BAUCHET, garde-étalons, et Pierre PUDOUX.]

CAHIER

Doléances et supplications pour les habitants composant la communauté de Soulières.

Demandent lesdits habitants :

ART. 1^{er}. — Le retour périodique des États généraux, après une révolution de 5, 10 ou 20 ans, et qu'il soit réservé à l'assemblée seule desdits États, d'accorder les impôts nécessaires pour

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 256. Cahier, dossier c, pièce 20 : 7 pages cotées et « paraphées ne varietur » au bas par Lalire, plus une page de signatures ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 710 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 912 : Impositions. — C, 1594 : Corvées. — C, 1907 : Église et presbytère. — G, 124, 397, 1915 : Visite de la cure ; biens de l'église, incendiée en 1729. — G, 1451 : Censives du chapitre Saint-Jean de Vertus ; — etc.

— Soulières appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 68 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. — Population : 101 hommes, 137 femmes, 25 garçons et 23 filles, soit 286 habitants.

subvenir aux besoins d'État, et auxquels impôts tous les sujets du Roi seront assujettis indistinctement, nonobstant tous privilèges et exemptions ci-devant accordés à la Noblesse et au Clergé et à l'exercice de toutes charges, tous lesquels privilèges et exemptions seront supprimés ;

2. — Que la province de Champagne soit administrée par des États provinciaux comme de celle du Dauphiné, lesquels régleront le modèle de la perception dudit impôt et du versement de son produit au trésor royal ;

3. — Que l'impôt qui sera établi soit d'une perception juste et simple et facile.

4. — La suppression des droits d'aides sous telles dénominations qu'ils soient perçus, comme contraires à la liberté et propres à exposer chaque jour la fortune des concitoyens.

5. — La suppression de tous les droits d'entrée, qui mettent pareillement des entraves à tout le commerce.

6. — La suppression des droits sur les cuirs, qui ne tendent qu'à augmenter le prix d'une des parties très nécessaires pour l'usage de l'homme.

7. — De nouvelles lois dans la partie du contrôle, qui fixent d'une manière précise les droits de contrôle et d'insinuation, afin que les contractants ne puissent plus être inquiétés une fois que leurs actes auront été soumis aux personnes chargées de cette perception.

8. — La suppression totale des maîtrises, juridiction dans laquelle il se commet les plus grands abus d'où il en dérive le plus grand dommage pour les communautés propriétaires des bois.

9. — Attribuer la police des bois aux juges ordinaires des lieux.

10. — L'affranchissement au profit des communautés lors de la vente de leurs bois en réserve (1), du dixième du prix de l'adjudication de leurs bois au profit des pauvres communautés religieuses.

11. — Le reculement des barrières.

(1) Le terroir comprenait 227 arpents de bois. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.) — « Pendant l'hiver, les habitants se transforment en bûcherons et pendant l'été... ils transportent les bois à Châlons. Ces bois sont durs et préférables à la plupart de ceux de l'Argonne ». (CHALETTE : *Précis de la statistique générale du département de la Marne*, ouv. cit., page 128.)

12. — Une diminution sur le sel et le tabac, au moins de moitié de prix ; l'un et l'autre vendus au même prix dans toutes les provinces ; les dépôts de sel placés, dans chaque canton, à la portée de tout le public, pour éviter les déplacements des gens de campagne, et ledit sel vendu au poids et non à la mesure ;

13. — Que les paroisses éloignées de plus de quatre lieues de la résidence du subdélégué de l'intendant de la province soient dispensées de se rendre au lieu de la subdélégation pour le tirage de la milice, et à l'effet duquel tirage de milice, les officiers municipaux des petites villes, bourgs ou gros lieux seront commis, si mieux n'aime le subdélégué se porter lui-même dans lesdites petites villes, bourgs ou gros villages.

14. — La réforme des abus dans l'administration de la justice ; la simplification des procédures d'instructions, surtout dans les cours souveraines ; la diminution de la taxe des frais de procédure ; la prescription (?) à tous huissiers et sergents de mettre à l'exécution dans le détroit (1) de la juridiction où ils sont établis, tous arrêts, sentences et jugements pour mettre fin aux vexations des huissiers.

15. — La suppression totale des jurés-priseurs créés pour les provinces, car, outre que ces charges ne servent à rien, c'est qu'elles sont une source d'abus et de vexations pour les pauvres, ces huissiers se faisant payer des vacations et des transports très chers, sans souvent sortir de chez eux et en faisant des procès et payer des amendes à ceux qui cherchent à [se] mettre à l'abri de leur fraude.

16. — Il est aussi nécessaire de faire la suppression d'un très grand nombre d'huissiers qui, en obtenant des provisions dans toutes sortes de juridictions, se répandent dans tout le royaume et molestent le pauvre peuple considérablement ; les huissiers des bailliages et des justices seigneuriales étant d'ailleurs en nombre suffisant pour régir toutes les affaires de leur ressort.

17. — Il faut observer que les grandes routes sont multipliées à l'infini et qu'il serait nécessaire d'en supprimer à cause de la dépense énorme que leurs construction et entretien occasionnent, et qu'il est étonnant que ces frais soient à la charge du Tiers

(1) Sic : s'emploie pour « difficulté, embarras », et aussi pour « district, étendue d'une juridiction, la juridiction même », et encore « sorte d'acte judiciaire ». (Voir des exemples dans le *Dictionnaire de Godefroy*.)

état seul, tandis que ce sont les deux premiers ordres qui en tirent tout l'avantage; que la moindre justice que l'on pourrait faire à cet égard serait de faire supporter ces dépenses aux trois ordres ensemble et même sur tous les biens-fonds.

18. — S'il est à propos de représenter que s'il est nécessaire d'établir de nouveaux impôts, qu'ils ne doivent pas être à la charge du Tiers état, parce qu'il est déjà écrasé par ceux qu'il est obligé de payer; est-il nécessaire de prouver que celui qui a pour vingt-cinq livres de biens-fonds, y compris sa maison, paie 65# au Roi et plus en y comprenant la taille personnelle et capitation, celle d'industrie, la corvée, les vingtièmes, le sel et le tabac, sans y comprendre ce qu'il paie encore lorsqu'il possède des vignes (1) ?

Les vignes de Soulières sont d'un petit rapport et ne rapportent que trois pièces l'arpent, année commune (2), et d'un prix bien modique, qui ne peut pas se charroyer, qu'il faut qu'il se consomme dans le pays parce que l'on ne trouve pas à le vendre; si les pauvres personnes qui n'ont que leur vin et ne trouvent pas à le vendre, qui n'ont ni pain, ni beurre, ni sel, et qu'ils veulent s'exposer à en donner quelques bouteilles à l'auluze (3) pour avoir ce qui leur est nécessaire à la vie, les commis les surprennent et les voilà ruinées; la seule raison pour rendre le vigneron plus libre, il faut taxer les vignes par arpents.

LALIRE, BAUCHET, P. PADOUX, A. GODART, C. LAURENT,
GODART, Jean-Baptiste OYANCE, etc.....
N. MÉLINET, syndic.

(33 signatures.)

(1) Au rôle de 1781, la communauté de Soulières était portée pour 699 livres de taille et frais de collecte et 1,091 livres d'accessoires et capitation. (*Arch. de la Marne, C, 912.*) — Les habitants s'étaient partagés les quelques biens usagers qu'ils possédaient. (*Ibid., C, 710.*)

(2) Les vignes étaient plantées sur 64 arpents, mesure de Paris, et produisaient 92 muids, année commune. La récolte de 1773 n'avait donné que 73 muids. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(3) Sic, mis pour *oluse*, vente des vins en fraude, en cachette, et sans payer les droits d'aides. Le terme était très employé dans la région. (TARBÉ : *Recherches sur l'Histoire du langage et des patois de Champagne*, Reims, 1851, in-8°, t. II, page 97.)

* L'auteur d'un poème manuscrit sur le village de Vertus en Champagne.

SUIPPES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le bourg de Suippes (1) était composé d'environ 500 feux. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent « en l'auditoire de la justice de Suippes », sous la présidence de Jean-Baptiste MARGUET, avocat en parlement, maire de Suippes, y demeurant.

« — dit le *Dictionnaire de Trévoux*, — grand partisan de l'oluse, était si content de ce terme qu'il a fait aussi oluseur pour dire qui vend en fraude :

« Margouillat et Roguet, insignes oluseurs,

« De l'oluse toujours seront les défenseurs ».

Dans une petite notice sur le village de Cormicy, près Reims (par A. LEFÈVRE — Cormicy, 1879, in-12 — *Biblioth. de Reims, C. R. 471-06*), on lit : « On n'est plus heurté à chaque coin de rue par ces habitués d'oluses qui buvaient, durant toute une après-midi, assis sur les évier des vigneron » « fraudeurs » ; et l'auteur explique, en note, « qu'on donnait le nom d'oluses aux maisons qui débitaient leur vin sans payer de droits à la régie. Oluse viendrait du mot latin *olla*, plat creux dans lequel on servait le vin ».

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 259. Cahier, dossier c, pièce 63 : 9 pages cotées et paraphées en bas par Marguet ; fausse couverture ; — visa de Prieur sur la première page).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C. 711 à 713* : Administration de la communauté ; organisation du corps municipal ; usages : partage ; remparts ; comptes des syndics ; droits de ville ; ponts ; église ; caserne de maréchaussée ; compagnie de fusiliers. — *C. 318* : Incendie de 1754. — *C. 364* : Épidémies. — *C. 410* : Droits sur les grains. — *C. 472 à 477, 500, 502, 506 et 2968* : Commerce et industrie de Suippes. — *C. 912, 956 et 2336* : Impositions. — *C. 1034* : Capitation. — *C. 1050* : Vingtièmes. — *C. 1195* : Propriété des remparts. — *C. 1236* : Étapes. — *C. 1311* : Logement des gens de guerre. — *C. 1340 et 2901* : Caserne de maréchaussée. — *C. 1606* : Corvées. — *C. 1689* : Ponts. — *C. 1774, 1908* : Église et presbytère. — *C. 1946* : Union de l'hôpital de Suippes à l'Hôtel-Dieu de Reims (1696). — *C. 2693* : Nomination de la municipalité en 1788. — *Arch. de Reims : fonds de l'Archevêché, G, 284* : Visite de la paroisse ; enquêtes de 1773-1774 ; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — DENIS (Auguste) : *Recherches historiques sur la petite ville de Suippes*. (Châlons-sur-Marne, J.-L. Le Roy, 1874, in-12 de 168 pages.) — HUBERT : *Topographie du canton de Suippes*. (*Annuaire de la Marne*, 1813, pages 20 à 54.)

— La ville de Suippes appartenait à l'élection de Reims ; aujourd'hui la commune est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne. — La véritable orthographe du nom du bourg, d'après les chartes du XI^e et du XII^e siècle, serait *Suiippe*, sans s à la fin, comme la rivière (DENIS, op. cit., page 12) ; mais il est universellement admis, aujourd'hui, que le bourg de Suippes prend un s, tandis que la rivière n'en doit point avoir (LONGNON, Dic-

— Le procès-verbal constate la présence de Louis Thiéry, syndic (1), Jean-Baptiste Aubert, Jean-Baptiste Vitry-Varanne, Étienne Jaunet, Marguet, Oudin, Caquet, Oudart, Dupuy-Dupuy, Jullion-Senart, Pierre Devaranne l'ainé, Lepage, François Jullion, Étienne Jaunet, Jacquinet, Nicolas Jaunet, C. Thiéry, J.-F. Janson, Jean-Baptiste Devaranne-Senart, Collin, Denis-Charles Meslier, J.-B. Senart, J.-B. Blavier, F. Janet, Nicolas Vitry, Pierre Jacquart, Jean-François Dez, Jean-Baptiste Morel, Pierre Jullion, F. Benoît, Nottret, Lesage fils, Mauclerc, Jean-Baptiste Delannery, Nicolas Janson, Hiblot, Claude Hémin, Claude Sasse, Laviarde, Chariot, N. Jullion, C.-F. Thiéry, Jullion-Godart, Jean-Baptiste Janson, Claude Masson, Jean-Baptiste Lambin, Benoît, Thiéry, échevin, Delannery, Desban.— Les cinq députés furent Claude MARGUET, Jean-Baptiste MARGUET, avocat, maire de Suippes, Louis THIÉRY, syndic, Henry BENOIT et Jean-Baptiste AUBERT, demeurant tous à Suippes; — « et encore, ajoute le procès-verbal, Louis OUDART, bourgeois, demeurant à Suippes », désigné comme sixième député, sans doute pour suppléer les autres en cas d'empêchement (2).]

CAHIER

Le renouvellement des États généraux, les droits naturels rendus au Tiers état, sont des bienfaits dignes du Roi qui nous gouverne. Ce nouveau trait de bonté et de justice lui mériterait sans doute nos adorations, si l'amour des Français était susceptible d'accroissement pour leur souverain. Sûrs que ce bon Roi ne veut que le bonheur de ses sujets, les habitants de Suippes, pour satisfaire à ses ordres, verseront avec confiance dans son

tionnaire topographique, cit.). Du reste, M. Denis, malgré son observation, écrit toujours le nom de la commune avec un *s* au cours de sa brochure.

— Dénombrement de 1773 : 369 feux roturiers et 3 ecclésiastiques. — Population : 720 hommes, 757 femmes, 133 garçons et 144 filles, soit 1,754 habitants.

(1) L'administration municipale de Suippes avait été d'abord confiée, et « de temps immémorial », à un syndic et à un échevin élus à la pluralité des voix le lundi de la Pentecôte. Une ordonnance de l'intendant Lepeletier de Beaupré du 12 mai 1745, confirmée et augmentée par celle de Rouillé d'Orfeuil du 9 mai 1782, établit en outre un corps de 12 notables élus par toute la communauté et chargés seuls d'élire le syndic et l'échevin et de les assister dans les actes de leur administration. En cas de procès, ce corps se renforçait de 36 autres notables habitants.

Le conseil ordinaire des douze se recrutait par moitié dans deux classes de contribuables, dont les uns devaient payer plus de 60 livres et les autres de 20 à 30 livres.

Il fut, depuis 1782, nommé pour trois ans et renouvelable annuellement par tiers dans chaque classe. (*Arch. de la Marne*, C, 711 et 2693.)

(2) Louis Oudart comparut à l'assemblée du bailliage de Châlons avec les cinq premiers députés titulaires de Suippes.

sein paternel leurs doléances et lui exposeront sans détour les réformes qu'ils croient nécessaires au bien de la Nation.

DOLÉANCES PARTICULIÈRES DU BOURG DE SUIPPES

Ce bourg est composé d'environ 500 ménages ou demi-ménages ; quoiqu'il ne soit point clos, quoiqu'il n'ait même aucune barrière, quoiqu'enfin il ne jouisse d'aucune immunité des villes (1), il est cependant à leur instar pour la perception de différents impôts.

Il paie un don gratuit considérable, les entrées sur les vins et sur les bestiaux destinés à l'abat de ses boucheries ; il est assujetti aux inspecteurs aux boissons, aux inspecteurs aux boucheries ainsi qu'à la marque des cuirs : ces impôts réunis produisent annuellement douze à treize mille livres.

Les vingtièmes, les tailles, capitations et accessoires (2), com-

(1) La ville de Suippes ne jouissait d'aucun des privilèges d'octroi ou autres qu'on avait attribués à des communautés de son importance, tels que Vertus par exemple. Elle avait eu autrefois un droit de péage, de passage, sur le pont de Suippes, dit « droit de pontenage », qui ne rapportait guère que 14 livres (compte de 1723). (*Arch. de la Marne, C, 711.*)

Ce droit, que les habitants avaient obtenu par lettres patentes du 5 août 1603, consistait « en quatre deniers par chariot et deux deniers par charette sur les marchands, voituriers et autres forains seulement passant et repassant au bourg de Suippes et dans ses confins » ; le produit était employé à l'entretien des terres, murailles, fossés, portes, ponts, pavés, chemins et avenues dudit bourg. Un arrêt du Conseil d'État du Roi du 31 janvier 1730 supprima ce droit. (*Bibliothèque de Reims : fonds Deullin. Paris, imprimerie royale, s. d., in-4° de 4 pages*) La ville avait eu aussi le tiers du produit du droit de minage perçu par le seigneur sur le marché. Une ordonnance de Rouillé d'Orfeuil suspendit l'exercice de ce droit sur les grains. (*Arch. de la Marne, C, 410.*)

La communauté possédait 1,826 arpents de terres d'usage. (*Ibid., C, 430.*) — Une ordonnance de l'intendant du 18 février 1770 décida que ces terres se partageraient pour une durée de dix ans entre un nombre d'habitants au marc la livre de leur taille, à charge par les tenanciers de ces terres d'en mettre une partie en prairies artificielles « afin de tenir lieu des gros pâturages qui manquaient », et ce, afin de développer la race des bestiaux nécessaires au commerce de la contrée ; déchéance devait être prononcée contre ceux qui s'y refuseraient. Le procès-verbal de partage du 21 novembre 1779 nous apprend que la division des terres fut faite en 21 lots (le 21^e lot loué à part), composés chacun de 142 jours 1/2, et que « la totalité de la taille des habitants qui participèrent au partage, fut de 2,129 livres 17 sols, ce qui faisait, division faite de cette somme en 20 portions égales, pour chaque portion, la somme de 106 livres 10 sols, et la quantité d'un jour deux quartels par livre, etc... » (*Ibid., C, 711.*)

(2) Les taille, capitation et impôts accessoires avaient, depuis le commencement du siècle, suivi une progression constante : de 2,549 livres 11 sols en

pris l'impôt représentatif des corvées, montent de douze à treize mille livres. Voilà donc, pour ces seuls objets, plus de vingt-six mille livres à la charge de ce bourg qui, réparties sur les cinq cents ménages ou demi-ménages, sont une charge pour chacun d'eux, du fort au faible, de cinquante-deux livres, somme exorbitante sans doute pour les habitants d'un village dont les trois quarts ne sont que des ouvriers en laine, la plupart réduits à la mendicité.

Si on ajoute à cela la marque des étoffes, qui d'un sol est portée à trois par chaque serge de Suippes, depuis environ deux ans (1), le tirage de la milice, le sel, les contrôles, le centième denier, les droits de franc-fief, etc., l'impôt double nécessairement.

Mais le logement des troupes, qui passent de la Lorraine en

1704, ces impositions s'étaient élevées à 4,058 livres 17 sols 6 deniers en 1750, 8,478 livres 12 sols en 1775, pour atteindre plus de 12,000 livres en 1789. Au rôle de 1790, les chiffres baissèrent : 2,281 livres 12 sols d'imposition principale et frais de collecte, 3,859 livres 5 sols 4 deniers d'accessoires et capitation, 1,049 livres 1 sol 3 deniers de prestation des chemins, et 19 livres de rejet, soit 7,208 livres 19 sols 7 deniers. (*Arch. de la Marne, C, 912 et 2336.*)

(1) *Arch. de la Marne, C, 472 à 477* : Établissement et organisation de bureaux de marque et de contrôle dans les villes de Reims, Troyes, Châlons, Rethel et Suippes, pour les étoffes de laines ; tarif et règlement de perception des droits de marque ; état des recettes et dépenses de ces bureaux.

Ces bureaux avaient été réformés en 1781 (lettres patentes du 5 mai 1779 et arrêt du Conseil d'État du 17 septembre 1780) ; de nouveaux avaient été créés à Chaumont, Joinville, Vaucouleurs et Wassy. Pour la première année 1781, le produit des droits de marque sur les étoffes, dans toute la généralité, avait été de 1,735 livres 6 sols 6 deniers ; en 1787, de 23,453 livres 18 sols 11 deniers ; en 1789, de 13,954 livres 14 sols 4 deniers. Pour les huit années, de 1781 à 1787, les recettes donnèrent 70,021 livres 4 sols 3 deniers, déduction faite des dépenses. Pour le bureau de Suippes, la marque produisit en 1781 : 202 livres ; mais elle baissa aussitôt : en 1782, à 38 livres ; en 1783, à 76 livres 3 sols ; en 1784, à 70 livres 18 sols ; en 1785, elle atteignit 144 livres 2 sols ; en 1786, 111 livres 5 sols ; mais, comme le dit ci-dessus le cahier, le tarif ayant été augmenté en 1787, le produit du droit monta cette année à 436 livres 18 sols, en 1788 à 423 livres 15 sols et en 1789 à 373 livres 5 sols.

Parmi les dépenses, le garde-juré de Suippes signala qu'il avait prélevé sur la caisse de service, en 1784, « 500 livres pour être employées au rétablissement d'une partie des métiers détruits par la dernière inondation dans la plupart des villages bordant la rivière de Suippe ». Une somme de 5,000 livres avait été déjà prélevée sur les fonds de la généralité pour le même objet.

L'intendant Rouillé d'Orfeuil avait affecté une partie des fonds provenant du droit de marque au paiement des réparations faites au dépôt de mendicité de Châlons ; cet emploi fut jugé irrégulier par le contrôleur général des finances, qui rappela à l'intendant que ces fonds étaient « destinés exclusivement aux besoins du commerce ».

Flandre et des frontières en Bourgogne, ou qui repassent de ces pays dans la Lorraine ou la frontière, augmentent encore singulièrement les impôts (1) ; cette surcharge est d'autant plus dure que la majeure partie des habitants n'étant, comme nous venons de le dire, que de simples ouvriers en laine, manquent souvent des choses qu'ils doivent fournir aux soldats, tels que bois, sel, légumes, paille et linges ; mais, ce qui la rend bien plus gênante encore, c'est que la plupart des habitants sont si étroitement logés qu'ils ne possèdent qu'une ou deux petites places dans lesquelles ils font leur potage et leur travail ; ces places servent aussi à les coucher, eux et leurs enfants ; on y trouve même encore souvent un porc, une chèvre ou des volailles ; de sorte que leur fortune et, qui pire est, leurs femmes et leurs filles, sont pour ainsi dire à la merci des soldats, dans la chambre desquels elles sont forcées de coucher.

Mais ce qui met le comble à leur misère, c'est que la fabrique de Suippes, qui occupe les trois quarts et demi des habitants, est dans la plus grande détresse par la rareté et la cherté des matières qu'on y emploie : elle est telle que ces matières, depuis quelques années, sont doublées de prix, tandis que celui des serges est baissé (2).

(1) Logement des gens de guerre de 1705 à 1788. (*Arch. de la Marne, C, 1311.*) — Une caserne pour la brigade de maréchaussée en garnison à Suippes fut construite en 1774. (*Ibid.*, C, 713, 1340 et 2901 : Dossiers de 1773 à 1789.)

(2) Les trois quarts des habitants de Suippes étaient ouvriers en laine ; les autres étaient marchands ; on comptait aussi quelques laboureurs (64 à une charrue, d'après le dénombrement de 1773. — *Arch. de la Marne, C, 430*).

Les tisseurs de Suippes travaillaient, à cette époque, les rebuts des triages de laine des manufactures de Reims et de Châlons qui, sans ce débouché, « leur seraient à charge », disait l'inspecteur Vauthier ; on voyait alors ces ouvriers, bornés dans leurs moyens, mettre industrieusement à profit les débris les plus vils et les plus grossiers pour en former un tissu épais, dit « *Enversins*, façon de Suippes », des étoffes grossières, à la vérité, mais solides et à très bas prix, en un mot des vêtements pour le peuple laborieux des campagnes. Cette industrie particulière a aujourd'hui disparu pour faire place à l'industrie manufacturière de la laine fine elle-même, aux filatures de laines peignées et cardées, au commerce des étoffes qui, dès 1790, se sont transformés et ont pris une extension considérable (création ou développement, sous la Révolution, des usines et ateliers Jeanson-Lelarge, Jullion, Arnould-Aubert, Étienne Déroche, Nottret). Le rapport de l'inspecteur du commerce, constatait que, dès 1734, la fabrique de Suippes était importante ; il énumérait ses produits annuels en raz, étamines, et surtout en serges drapées à peu près semblables à celles de Troyes, dites « façon de Saint-Nicolas », mais moins fines. (*Ibid.*, C, 506 et 472. — Notices et géographies d'Hubert, de Chalette, etc.) — « Le bourg de Suippes, situé à cinq lieues de Châlons,

Cette circonstance fâcheuse est destructive de cette manufacture, et conséquemment de ce bourg, car, d'un côté, une forte partie des ouvriers et surtout les pères de nombreuses familles,

« — disait le rapport présenté à l'assemblée provinciale de Champagne « du 20 novembre 1787, — méritera de fixer quelques instants votre attention. Vous y verrez 2,000 habitants presque tous occupés à fabriquer des « serges drapées communes, qui se portent en blanc à Troyes, à Reims, à « Amiens, ou étant teintes et apprêtées, elles servent ensuite à habiller la « classe la plus indigente des citoyens. Cette manufacture est précieuse en ce « qu'elle n'emploie que des matières de rebut dans les autres manufactures, « singulièrement tout ce qui a été rejeté dans le triage des laines travaillées à « Reims ou à Châlons. Le bourg de Sulppes fabrique, année commune, 4,500 « pièces qui, réduites au prix moyen, produisent une somme de 307,800 livres « dont les deux tiers sont le produit du travail de l'ouvrier... » (*Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale de Champagne*, ouv. cit., page 60.) — Outre la ville de Sulppes, 18 à 20 villages des environs, et surtout de la vallée de la Sulppe, travaillaient soit pour leur propre compte, soit surtout pour les négociants de Reims. Cette industrie spéciale comptait en 1787, pour toute la région de la Sulppe, 915 métiers appartenant à 547 fabricants et rapportant 1,489,340 livres.

Les états semestriels de la manufacture de Sulppes (à laquelle on rattache Somme-Sulppe), de 1732 à 1770, existant aux Archives départementales (*Arch. de la Marne*, C, 472), montrent que le nombre des maîtres fabricants du bourg, étaient de 36 à 50, utilisant à peu près le même nombre de métiers, travaillant eux-mêmes et faisant travailler pour eux. La valeur de la matière première était de 12 à 14 sols la livre. — Le prix de l'aune qui, en 1733, monta à 39 sols, ne valait plus que de 30 à 32 sols en 1770. — La pièce d'étoffe se vendait en moyenne de 50 à 52 livres. — En 1732, le nombre de pièces d'étoffe fabriquées fut de 960, pour le premier semestre, d'une valeur de 57,600 livres et 1,150 pour le deuxième semestre ; en 1733 il fut de 2,055 pièces. De 1764 à 1770, les états donnent ce relevé :

1764. — 1 ^{er} sem. :	1,610	pièces d'une valeur de	78,729 ¹
2 ^e sem. :	1,582	—	76,538
1765. — 1 ^{er} sem. :	1,540	—	65,845
2 ^e sem. :	1,719	—	84,231
1766. — 1 ^{er} sem. :	1,554	—	89,355
2 ^e sem. :	1,510	—	78,520
1767. — 1 ^{er} sem. :	1,960	—	101,920
2 ^e sem. :	1,129	—	58,708
1768. — 1 ^{er} sem. :	1,603	—	84,157 ¹ 50 ^s
2 ^e sem. :	1,006	—	52,260
1769. — 1 ^{er} sem. :	1,601	—	84,853
2 ^e sem. :	956	—	49,712
1770. — 1 ^{er} sem. :	1,495	—	76,618 ¹ 15 ^s
2 ^e sem. :	882	—	45,864

La largeur des étoffes était de 36 à 37 sur 2/3 de largeur. — On voit qu'à cette époque la fabrique décroissait plutôt ; d'après le procès-verbal ci-dessus le produit aurait augmenté vers 1789, mais le prix des serges aurait baissé.

Les gardes-jurés du lieu demandèrent à être dispensés d'établir un bureau de visite et de marque, à cause « de l'indigence des maîtres qui les obligeait

sont, depuis plus de trois mois, sans ouvrage ; d'un autre côté, ceux qui en ont, ne gagnent pas même leur pain : cela est si vrai qu'ils n'ont au plus que dix à douze livres pour la main-d'œuvre

tous à travailler eux-mêmes pour vivre ». On juge d'après cela ce que devait être la situation des simples ouvriers. Du reste, dans la région, les ouvriers en laine avaient une tendance générale à quitter les villes et à émigrer à l'étranger, surtout en Espagne. L'intendant Rouillé d'Orfeuil essaya d'enrayer ce mouvement : en 1784, il donna à ses subdélégués des ordres très sévères prescrivant même « l'emprisonnement provisoire des ouvriers et débaucheurs qui seraient dénoncés comme ayant formé le projet de partir ou exciter à le faire. » (Correspondance à ce sujet : novembre 1784. — *Ibid.*, C, 472.)

Un projet de règlement pour la manufacture de Suippes avait été soumis en 1733, au contrôleur général Orry ; les gardes-jurés des fabricants représentaient que leur manufacture d'étoffes de laine appelées « enversins » et « serges drapées » se trouvait placée heureusement à égale distance de Reims et de Châlons et était d'un grand secours aux fabriques de ces deux villes qui, ne pouvant faire usage des laines appelées « peignons », trouvaient dans la fabrique de Suippes le débouché de cette matière. Mais le contrôleur général refusa son approbation, « attendu que la manufacture de Suippes, n'employant que des laines très grossières, les étoffes qui s'y fabriquent ne méritaient pas un règlement particulier » (lettre du 27 février 1733). L'inspecteur Vauthier se contenta de rendre, le 10 mai 1736, pour la fabrique de Suippes, une ordonnance particulière. Elle resta, d'ailleurs, soumise au règlement général de 1669 et plus tard à celui du 29 octobre 1747, très dur et très vexatoire, et dont les moindres infractions entraînaient des pénalités graves et la saisie des étoffes : des pièces furent saisies en 1766 sur le marché de Suippes pour ne pas avoir été trouvées absolument conformes au modèle édicté par le règlement, le fabricant ayant trop imité la serge de Saint-Nicolas qui se fabriquait à Troyes et qui, seule, devait être revêtue de liserets bleus. (Ordonnance de l'intendant du 3 août 1766, placard imp.). — Les articles adoptés par le règlement général concernant Suippes disaient : Art. 1^{er} : « Les serges qui seront fabriquées à « l'avenir à Suippes et dans les lieux composant le bureau d'arrondissement « dudit lieu, seront montées à 30 portées de 30 fils chacune passées dans des « rots ou peignes d'une aune de Paris de largeur sans fils de lisières, sinon « d'un liteau de la grosseur d'un tuyau de plume et de la couleur de la « chaîne. Les chaînes desdites serges seront ourdies à 42 aunes pour avoir « lesdites serges en toile environ cette longueur et revenir, au retour du foulon, « à 35 à 36 aunes au plus et à 2/3 de largeur ; le tout à peine de confiscation « et de 20 livres d'amende. » — Art. 3 : « Les serges sur étain qui seront fabri- « quées dans ledit lieu y seront montées en chaînes à 40 portées de 30 fils « chacune, autrement à 1,200 fils passés dans des rots ou peignes d'une aune « de largeur sans fil ni lisières, sinon d'un liteau blanc comme il est dit ci- « dessus. Les chaînes desdites serges seront ourdies à la longueur des précé- « dentes pour revenir foulées aux mêmes longueurs et largeurs, et ce sous les « peines portées aux précédents articles ». (*Arch. de la Marne*, C, 506 et 2968.)

Cependant, afin de venir en aide à la manufacture de Suippes, un arrêt du Conseil d'État du 22 janvier 1737, avait, malgré les protestations de M^{me} de Boufflers, abbesse d'Avenay, seigneur de Suippes, supprimé un droit d'aunage et de poids de 4 sols par pièce qui était perçu au profit de l'abbaye sur les étoffes achetées et vendues à Suippes et à Somme-Suippe. (*Ibid.*, C, 506.)

d'une serge qui ne peut être fabriquée à moins de dix-sept jours par trois bons ouvriers.

On ne voit pas trop d'où peut provenir cette hausse et la rareté extraordinaire de ces matières, puisque la récolte des laines a été assez abondante depuis quelques années (1); les

La population ouvrière de Suippes était donc fort instable. Le curé Grédaïne le constatait, en 1773, dans sa réponse au questionnaire de l'archevêque : « Le nombre des communicants varie, disait-il ; quand la manufacture de draps va bien, il augmente et peut aller à 16 ou 1,700 ; mais depuis 4 ans, il est diminué ; actuellement, on compte 1,400 communicants ». (*Arch. de Reims, G, 284*).

Les catastrophes de toute nature rendaient encore plus terrible la situation, la misère de ces ouvriers tisseurs : dans la nuit du 5 au 6 mai 1754, un violent incendie détruisit plus de cinquante de leurs habitations. (*Arch. de la Marne, C, 318*). — En 1769, une épidémie de fièvre putride vermineuse, « qui répandit l'alarme jusqu'au-delà du royaume », les décima : en 8 mois, 1,150 ouvriers furent atteints et 80 moururent. (*Ibid., C, 364*.) « Plus de cent personnes, dit « M. Denis, furent victimes du fléau appelé peste noire ; un drapeau noir était « arboré sur le clocher pour avertir le voyageur de la contagion, et de grands « feux étaient allumés dans les rues ; les remparts élevés au temps de la Ligue « furent rasés par mesure sanitaire. Le docteur Thomas, médecin de Suippes, « périt du fléau, victime de son dévouement ». A la suite de cette épidémie, en effet, les remparts de Suippes furent aplanis, car on reconnut que le défaut de circulation de l'air, arrêté par ces remparts, avait été la cause du fléau (*ibid., C, 711*). — Plan des remparts et contour de Suippes, dressé par l'ingénieur Hurault de Sorbée) ; cependant, en 1775, la même maladie fit de nouveau son apparition, accompagnée de dysenterie, « sévissant surtout sur les pauvres ouvriers de l'industrie lainière. » (*Ibid., C, 364*.) — Le dégel de 1784 causa également la ruine de beaucoup de maisons sises près de la rivière ; à Suippes et à Somme-Suippe, les dégâts furent considérables ; sur la Suippe, en aval, 144 fabricants et 315 métiers, d'une valeur totale de 19,699 livres, furent détruits. (*Ibid., C, 1980*.) — On a vu, plus haut, qu'une somme de 5,000 livres avait été prélevée, sur les fonds provenant des droits de marque, pour le rétablissement d'une partie des métiers. (*Ibid., C, 472*.)

(1) « La cause de cette augmentation, avait dit l'inspecteur Vauthier dans son rapport de 1765, provient de la mortalité qu'a éprouvée l'Espagne l'hiver dernier, d'un quart de ses bêtes à laine et aussi de l'enlèvement considérable qu'ont fait les Anglais de cette matière à la dernière tonte, ce qui n'a pas peu contribué à enchérir les nôtres, particulièrement les plus fines de Berry que la fabrique de ce département était obligée de substituer dans la fabrication de certaines étoffes dans laquelle ils n'employaient ordinairement que de celles d'Espagne. » (*Arch. de la Marne, C, 472*.)

L'inspecteur général des manufactures et du commerce de France, le rémois Clicquot-Bliervache, avait déjà constaté cette difficulté qu'éprouvaient les fabricants de la région de se procurer des laines propres à leur industrie et des prix exorbitants que cette matière première avait atteints dans une contrée qui nourrissait pourtant plus de 700,000 moutons et qui était obligée cependant de recourir à l'étranger, au Portugal, à l'Espagne et à l'Italie, pour se procurer de la laine. Il crut qu'il était possible, en améliorant « la qualité des laines de la province de Champagne », de rendre aux fabriques leur ancienne prospérité ; il exposa, dans une petite plaquette qu'il lut en 1787 à la

habitants de Suippes ne peuvent l'attribuer qu'au traité de commerce fait avec l'Anglais, à la faveur duquel il accapare une partie des laines de France (1) : ce qui autorise cette croyance, c'est que la hausse et la rareté dont ils se plaignent ne remontent qu'à l'époque de ce traité.

Tout cela, la cherté des grains (2) survenue tout à coup (peut-être pour la même raison), a réduit moitié de Suippes à la mendicité. Cela est si vrai que les habitants aisés de Suippes ont distribué, depuis le commencement de l'hiver, et distribuent encore à leurs malheureux concitoyens 720 livres de pain chaque semaine et que, cependant, chaque individu n'en reçoit que deux livres, tant est considérable le nombre des pauvres.

Le Roi est supplié de tendre une main secourable à cette malheureuse partie de ses sujets, à qui leurs concitoyens ne sont point en état de continuer les faibles secours qu'ils leur ont donnés jusqu'alors. Il est supplié de remédier aux abus qui ruinent cet infortuné pays et qui influent visiblement sur le commerce national en général.

Société royale d'agriculture de Paris et qu'il fit imprimer à Reims, les expériences qu'il tenta dans son domaine du hameau de Belloy, paroisse d'Écueil, en suivant les conseils donnés par Daubenton sur l'éducation des moutons. (*Mémoire*, Imp. Jeunehomme père et fils, à Reims, 1787, in-8°. — *Bibliothèque de Reims*, C. R. t. II, 463.)

(1) *Le traité de navigation et de commerce entre la France et la Grande-Bretagne du 26 septembre 1786 et la Convention additionnelle et explicative de ce traité du 15 janvier 1787* (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, t. XXVIII, pages 248 et 309), avaient pour objet « d'adopter un système de commerce qui eût pour fondement la réciprocité et la convenance mutuelle et qui, en faisant cesser l'état de prohibition et les droits prohibitifs qui avaient existé depuis près d'un siècle entre les deux nations, procurât de part et d'autre les avantages les plus solides aux productions et à l'industrie nationales, et détruisit la contrebande, qui est aussi nuisible au revenu public qu'au commerce légitime, qui seul mérite d'être protégé ». C'est contre cette politique libre-échangiste, qui permettait aux Anglais d'acheter et d'importer dans leur pays les laines de France, de les travailler chez eux et de les revendre, moyennant un droit de 12 pour 100 de la valeur des lainages, sur les marchés français, que les tisseurs de Suippes protestent, comme l'avaient déjà fait, en termes si saisissants, l'assemblée provinciale de Champagne et les habitants d'Isse dans leur cahier (voir pages 345-346).

(2) Le terroir de Suippes contenait 3,759 arpents de terres labourables produisant 1,265 boisseaux de froment (2 pour 1) ; 21,638 de seigle (2 pour 1) ; 1,462 d'orge (2 pour 1) ; 18,000 d'avoine (1 1/2 pour 1) et 1,961 de sarrasin (4 pour 1) (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430). Mais la production avait baissé pendant les années qui précédèrent 1789.

Les laboureurs de Suippes possédaient 162 chevaux et 28 bêtes à cornes pour leur culture ; ils élevaient 1,360 moutons.

DOLÉANCES GÉNÉRALES (1)

Traites et gabelles. — Le Roi a manifesté depuis longtemps son désir d'anéantir les traites et gabelles dans l'intérieur du royaume, comme étant un impôt odieux ; les habitants de Suippes croient qu'il est indispensable, en votant la suppression de cet impôt, de supplier Sa Majesté :

1^o De rendre le sel et le tabac marchands, mais d'en déterminer le prix de manière que l'appât du bénéfice ne soit pas un stimulant pour la contrebande ;

2^o De reculer les barrières afin que la Nation ne soit plus étrangère à elle-même ;

3^o De faire faire un tarif clair et précis qui, en embrassant l'intérêt du commerce national, fasse pencher la balance en sa faveur, de manière que l'étranger soit tributaire de la France.

Mais si les circonstances actuelles mettaient, quant à présent, un empêchement à l'anéantissement de la gabelle et au reculement des barrières, les habitants de Suippes pensent que l'intérêt général exige, quant au sel, que les différentes grilles qui se trouvent dans le vase des greniers à sel, qui dégorge le sel dans la mesure de quart, soient réduites à une seule et que l'entreposeur ou le minoteur soit tenu de délivrer des minots ou des demi-minots dans ces mesures mêmes, à ceux qui en demandent, sans se servir pour cela de quarts, seuls en usage actuellement.

La raison de cette pétition, c'est que, depuis qu'on a ajouté différentes grilles dans ce vase, le minot de sel, qui pesait 104 et

(1) Quelques communautés voisines de Suippes s'inspirèrent des « doléances générales » du cahier de ce bourg pour la rédaction du leur. C'est ainsi que dans ceux de Bouy et de Somme-Suippe, nous retrouvons quelques phrases et le résumé des articles qui suivent. Tous deux ont reproduit, avec quelques modifications et abréviations, les passages relatifs aux *traites et gabelles*, aux *aides*, aux *jurés-priseurs*, aux *impôts directs*, ce dernier considérablement réduit, et au *compte annuel des finances*. — Bouy copie en outre le dernier paragraphe traitant des *dîmes solites et insolites*. — Somme-Suippe analyse en quatre lignes le chapitre du « *contrôle* » et reproduit ou note simplement, en les abrégant, les autres vœux des habitants de Suippes, relatifs aux *impôts à temps*, à la *tenue des Assemblées nationales*, à l'*édification de la Champagne en pays d'État*, à la *milice*, à la *réforme des codes*, du *tarif des droits*, au *grand chemin de Châlons à Sedan*, aux *droits d'annate*, de *dispense*. — Malgré ces points communs, nous avons préféré redroduire *in extenso* le cahier de la ville de Suippes, qui servit de modèle aux deux autres.

105 livres, ne pèse plus que 95 et 96 livres pris en minot, et beaucoup moins quand il est délivré par quart ; de sorte que le sel, qui est déjà d'un prix exorbitant en Champagne, devient plus cher encore au moyen de ces grilles, surtout pour les indigents qui ne peuvent le prendre que par quart (1).

Aides. — De la partie des aides, il dépend une fourmillière de droits connus sous les noms de : droits de gros, jauge et courtage, courtiers-jaugeurs, inspecteurs aux boissons, gros-manquant, annuel, droits de rivières, droits d'abats, inspecteurs aux boucheries, marques des cuirs ; tous ces droits mettent des entraves à la liberté nationale, donnent matière à des vexations terribles. Les habitants de Suippes croient qu'il serait bon de voter la suppression de tous ces droits et de leur substituer une perception unique, si claire et si précise que chacun soit instruit de ce qu'il doit, mais, qu'une fois payé, le vin soit marchand et que la circulation en soit libre.

Contrôle. — La réforme du tarif est encore un vote à faire : cet établissement utile pour empêcher les fraudes et les antidades est devenu vexatoire par les extensions qu'on y a données et que l'on y donne tous les jours ; il serait donc utile d'en demander un nouveau ; mais, dans ce cas, il faudrait qu'il fût si simple qu'il ne soit pas susceptible d'extension, et si clair que chacun pût savoir précisément ce qu'il doit ; il serait bon aussi, pour la liberté des affaires, que ce tarif fût réduit. On croit qu'il serait à propos d'insister à la déduction des charges passives dans la perception du contrôle des inventaires comme dans le paiement du centième denier des successions collatérales.

La suppression du droit de franc-fief, surtout, semble mériter un vote particulier par rapport au Tiers état pour lequel il est aussi dur qu'il est ruineux.

(1) L'impôt de la gabelle donna souvent lieu à des troubles à Suippes. — Le 8 mai 1731, notamment, les gens du fisc arrêtaient une femme septuagénaire nantie de faux sel. « Sa résistance amène les habitants de Suippes qui prennent parti pour la femme et la délivrent. Bientôt l'émeute grandit ; on fait usage des armes à feu et l'ordre n'est rétabli que bien avant dans la nuit ; quelques mutins sont arrêtés et paient pour tout le monde. » (DENIS : *ibid.*, page 104.) — Information faite par le sieur Bugarel, secrétaire de l'intendance, sur une rébellion arrivée à Suippes le 8 mai 1731, contre les employés des fermes. (Arch. dép. de la Marne, C, 713.) — Du reste, les émeutes n'étaient pas rares à Suippes ; quelques-unes furent suscitées par l'application du règlement sur l'industrie. (*Ibid.*, C, 506.)

En effet, c'est peu de payer tous les vingt ans une année et demie de revenus ; s'il arrive quelques mutations, soit par mort ou autrement, il faut payer de nouveau, de sorte que, souvent, dans le cours d'une époque de vingt ans, le Roi touche plus que le capital du fief.

Les habitants de Suippes ne parleront point de toutes les lois pénales attachées à ces impôts qui mettent à contribution les sujets ; il n'est personne qui ignore à combien de vexations elles donnent lieu.

Jurés-priseurs. — La suppression des jurés-priseurs mérite un vote particulier ; cet établissement, onéreux à l'État qu'il prive des droits de contrôle et des quatre deniers pour livre des ventes qui excéderaient sûrement de beaucoup le revenu du prix de leurs charges, est ruineux pour les sujets et surtout pour les orphelins, par la multiplicité des droits qui leur sont attribués ou qu'ils s'arrogent.

Ces motifs et, plus que tout cela, la gêne et les entraves que cet établissement fait éprouver à ceux qui sont forcés de faire faire leur inventaire et leurs ventes, sont plus que suffisants pour déterminer cette suppression.

Tailles, vingtièmes, corvées et accessoires. — Celle des tailles, capitations, vingtièmes, corvées et autres subsides accessoires, paraît aussi mériter un vote particulier. Les habitants de Suippes désireraient qu'on leur substituât un impôt unique, plus égal et plus proportionnel, qui tombât indistinctement sur les trois ordres et sur toutes les classes des citoyens dans la proportion de leur fortune ou de leur état.

Impôt par tête. — L'impôt par tête, eu égard à l'état de chaque individu, semblerait être celui qui répondrait le mieux aux vues sages et bienfaisantes du souverain et aux vœux de la Nation. D'un côté, il embrasserait la généralité des sujets, d'un autre, il serait réparti dans la proportion des états ; chacun connaîtrait le taux de son impôt ; enfin, la perception serait simple, facile et peu dispendieuse.

Impôt territorial. — L'impôt territorial paraît lui-même assez juste, mais il a l'inconvénient de ne tomber que sur le cultivateur ; les capitalistes, les magistrats, les commerçants et une foule d'autres sujets n'y contribueraient en rien.

Il faudrait donc un autre impôt par rapport à eux, et rien n'en assurerait la parfaite égalité et la juste proportion avec

l'impôt territorial ; d'ailleurs, ce serait multiplier sans nécessité l'impôt et ouvrir la porte aux abus, que le Souverain a l'intention de réformer.

Au surplus, les habitants de Suippes sont persuadés que les représentants de la Nation, après avoir établi pour base de la nouvelle Constitution qu'il ne pourra être mis aucun subside, ni fait aucuns emprunts directs, ni indirects, sans le consentement des États généraux et la sanction du Souverain, préféreront les genres d'impôts dont la perception sera la plus facile, la plus compatible avec la liberté publique et individuelle, et surtout ceux qui seront les plus susceptibles d'être également répartis sur tous les sujets.

Compte annuel de l'état des finances. — Mais, pour augmenter la confiance, ils croient utile que, chaque année, il soit rendu un compte aux représentants de la Nation, tant de la recette que de la dépense, et que ce compte soit rendu public.

Impôts à temps. — Période des Assemblées nationales. — Si les besoins de l'État, ou quelques événements qu'on ne peut prévoir, nécessitaient, quant à présent, la continuation des anciens impôts ou même l'établissement de nouveaux, les États généraux ne doivent les accorder que pour un temps court et limité, et qui n'excede pas le retour fréquent et périodique des assemblées nationales ; ils ne le doivent qu'à la condition qu'ils seront supportés par les trois ordres en proportion de leur fortune.

En respectant la juste prééminence du Clergé et de la Noblesse, il ne doit y avoir dans les États généraux aucune de ces distinctions humiliantes qui ont avili les Communes aux derniers États de Blois et de Paris (1).

Les habitants de Suippes sont persuadés que les deux premiers ordres apporteront à ces assemblées l'esprit de concorde et de cordialité sans lequel le bien désiré ne peut s'opérer ; qu'ils offriront unanimement de contribuer aux paiements des charges de l'État, en proportion de leur fortune, avec les communes, et surtout à l'impôt représentatif des corvées, puisqu'ils profitent, plus que personne, des grands chemins, soit personnellement, soit pour l'exportation des denrées de leurs terres.

Un vote bien sincère, que font ces habitants, c'est que les trois ordres se réunissent pour opérer ; que les délibérations

(1) États généraux de 1588 et de 1614.

se fassent en commun et que les suffrages se comptent par tête.

Pays d'État. — Mais le vote le plus essentiel de tous, selon eux, c'est que la Champagne soit mise en pays d'État, à l'instar du Dauphiné, néanmoins avec les modifications relatives à la différence de ces provinces; ils désirent que ces États soient eux-mêmes composés des trois ordres, librement élus dans la forme et la proportion prescrite par le règlement du 24 janvier 1789.

Dans ce cas, il paraît très essentiel aux habitants de Suippes que les représentants de la province de Champagne demandent et fassent statuer :

1° Quelles sommes les différentes provinces du royaume feront remettre tous les ans dans les coffres du Roi ;

2° Pour combien elles contribueront dans les dettes de l'État, mais sans solidarité (1) d'une province à une autre ;

3° Combien elles rembourseront de cette dette chaque année, et pour combien elles entreront aussi dans les frais de la guerre.

Il leur paraît aussi essentiel de faire stipuler qu'en cas de guerre, les remboursements que devrait faire chaque province seraient suspendus, en tout ou en partie, jusqu'à la fin de la guerre, et que les deniers destinés à ces remboursements seraient employés aux dépenses qu'elle entraîne.

Milice. — La manière dont se tire annuellement la milice mérite encore un vote particulier ; elle entraîne les malheureux habitants de la campagne dans des dépenses considérables pour les voyages qu'ils font à la ville. Le moyen de remédier à cet abus, c'est d'autoriser les juges des lieux, conjointement avec la municipalité, à faire faire ce tirage devant eux ou d'ordonner que le commissaire qui en est chargé se transporterait dans les chefs-lieux éloignés, à un jour indiqué où les garçons sujets au sort, des villages voisins, seront tenus de se rendre, mais de manière qu'ils puissent retourner chez eux le même jour.

Code civil et criminel. — Le vote d'un code civil et criminel, clair et dégagé de tous moyens de nullité, paraît encore un vote indispensable.

(1) *Sic* : mis pour « solidarité ».

Tarif des frais. — Un tarif des frais de justice tant royale que subalterne, est aussi une chose nécessaire.

Administration de la justice. — Pour faciliter et accélérer l'administration de la justice, les habitants de Suippes croient qu'il serait utile d'établir, dans les chefs-lieux, des petits bailliages avec un arrondissement d'une trentaine de villages, qui connaîtraient au souverain d'une somme déterminée, telle que 50# à 100# ; ils désireraient aussi que personne ne pût être reçu juge, soit dans ces juridictions, soit dans les juridictions supérieures, qu'il ne soit gradué et qu'il n'ait justifié que, non seulement il a été maître-clerc pendant quatre à cinq ans, mais encore qu'il a exercé publiquement et habituellement, pendant au moins quatre ans, la profession d'avocat.

Grand chemin de Châlons à Sedan. — Le grand chemin de Châlons à Sedan est décidé au Conseil depuis plus de quinze ans ; ce chemin de première nécessité, et dont il ne reste que quelques petites parties à faire, paraît mériter aussi un vote particulier : il est précieux pour la France entière qu'il traverse, puisqu'il passerait de Dijon dans la frontière ; plus précieux pour la province et surtout pour le Vallage à qui il faciliterait l'enlèvement et le transport de ses grains, de ses bois et de ses foins qui y sont en grande quantité, ce qui ne contribuerait pas peu à approvisionner les villes de Châlons, de Reims, et même celle de Paris (1).

Droit d'annate, dispense, etc. — Le droit d'annate, de bulle, de dispense, etc., fait annuellement sortir le numéraire du royaume pour passer à l'étranger : il semble que la suppression de ces droits mérite encore un vote particulier.

Tels sont les réformes et les changements que les habitants de Suippes croient les plus indispensables ; ils laissent aux assemblées, tant des bailliages qu'aux États généraux, le soin

(1) Voir, pour la construction de cette route, le cahier de Somme-Suippe, page 622.

La route n'était pas encore achevée au début du XIX^e siècle, puisqu'en 1813, M. Hubert écrivait : « Il est permis aux habitants de Suippes de regretter « de ne pas voir réaliser le plan conçu et déjà commencé, il y a 30 ans, d'un « grand chemin de Châlons à Sedan : ce chemin ouvrirait des communications « utiles entre ces deux villes, rendrait l'arrivée du bois, du fer, des fruits, plus « facile et moins coûteuse ; Suippes et le Vallage surtout auraient un débouché « commode et intéressant pour le commerce et le transport des grains, « étoffes, etc. » (*Topographie du canton de Suippes*, étude citée, page 24.)

d'entrer dans des détails plus particuliers et de déterminer ce qui peut être le plus avantageux pour la gloire du trône, l'honneur français et le salut de la Nation.

Variété dans la perception de la dime. — Les dîmes, solites dans un lieu et insolites dans l'autre, méritent aussi un vœu particulier : les habitants de Suippes supplient Sa Majesté de rendre à cet égard une loi positive qui assure ce qui est ou n'est pas sujet à la dime, afin d'éviter par là une fourmillière de procès (1).

MARGUET, THIÉRY, syndic, Jean-Baptiste AUBERT, CAQUET, OUDART, etc.

(48 signatures.)

(1) L'abbesse d'Avenay était seigneur de Suippes et présentait à la cure. Elle percevait les grosses et menues dîmes, abandonnant au curé une pension de 500 livres. Elle avait racheté, des décimateurs de Jonchery-sur-Suippe, le droit de rapport de fer que ceux-ci venaient exercer sur une terre dite « de Saint-Remy » appartenant aux habitants de Suippes. (Quest. de 1773. — *Arch. de Reims, fonds de l'Archevêché, G, 284.*)

« La totalité de la seigneurie de Suippes, avec quatre fiefs dans le ban de Montfeschier, consistant : en toute justice haute, moyenne et basse et droits y attribués, le droit de patronage ou présentation à la cure, les droits seigneuriaux, consistant en un quartel d'avoine par ménage plein et moitié par demi-ménage, le tout mesure de Suippes, et 16 deniers d'argent, à l'exception de ceux qui demeurent dans l'enceinte de la procession du Saint-Sacrement, qui sont exempts de l'avoine seulement, 10 deniers par chacun cheval représentatif de la corvée, 2 deniers dus par les boulangers représentatifs des fours banneaux, la dime de toute espèce de grain menu, la dime verte et de chanvre femelle, d'agneaux, de laine de brebis et moutons et de volailles ; la dime à la 13^e pour les gros grains, les mars à la 16^e (le curé et le vicaire sont à portion congrue) ; — le droit de quatre foires par an et un marché par semaine, droit de minage, celui de tonus ou étalage, qui se perçoit sur les marchandises qui se vendent, le droit de poids et balance ; — le droit appelé *giste-le-comile*, dû par tous les habitants, montant au total à 20 livres ; — cens portant lods et ventes dûs pour des héritages concédés à ce titre ; — rente foncière de 36 livres annuellement pour terrain cédé et cours d'eau pour la construction de la foulerie dite de Saint-Remy ; — la maison seigneuriale avec grange, écurie, et toutes les dépendances et place devant icelle maison sur laquelle il y a un droit d'abreuvoir ; — un auditoire et une prison avec la maison du geôlier ; — 51 journaux de terre dépendantes de la ferme seigneuriale ; — 13 journaux provenant de la cure, abandonnés par le sieur curé lors de l'option de la portion congrue, 142 journaux dépendant et formant la totalité de la ferme de La Salle dont 100 journaux absolument arables qui ne se labourent que tous les trois ans ; — un pré-marais appelé le *Pré* ou *Étang de Saint-Remy* et le *Pré des ânes* ; 81 journaux de terre formant le surplus de la ferme seigneuriale, lesquelles terres sont levées franchises de dîmes... » (Tous ces biens, droits et revenus étaient loués 4,302 livres 10 sols aux sieurs Marguet, Masson, Gillet, sous des conditions

SUZANNECOURT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Suzannecourt (1) était composé de 90 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 5, les habitants se réunirent en l'église du lieu, sous la présidence d'Arnoult-Nicolas PERRIN DES ISLES (2), avocat en parlement, prévôt des terres et seigneuries de Thonnance et Suzannecourt. — Le procès-verbal constate la présence de Joseph Singeat, Jean-Baptiste Baudin, Simon Évrard, Claude Pincemaille, syndic, Edme-François Bourlier, Charles-Étienne Rozot, Éloy Barbier, Éloi Bugnot, Pierre Évrard, Joseph Pasquier, Agnan Barbier, Philippe Jacquin, Henry Bourlier, Jean-Barthélemy Hognet, Joseph Perrin, Jean-Baptiste Barbier, Charles-Étienne Barbier, Joseph-Simon Perrin, Jean-Baptiste Bugnot, Joseph Vautrin, Didier Passerat, Claude-Memmie Marchand, Claude-Nicolas Passerat, Nicolas Jacquin, Jean Barbier, Jean-Alpin Marchand, Pierre-Étienne Évrard, Prudent Guyot, Jean Huguenin, Philippe-Nicolas Huguenin, Claude Vaudin, Jean-François Hognet. — Les députés furent Joseph SINGEAT et Éloy BARBIER.]

CAHIER : [Voir à la page suivante la notice sur les cahiers de Suzannecourt et de Thonnance-lès-Joinville.]

THONNANCE-LÈS-JOINVILLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Thonnance-lès-Joinville (3) était composée de 200 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 5, les habitants se réunirent

indiquées. — En 1789, les habitants de Suippes et de Somme-Suippe refusèrent de payer tous ces droits).

L'abbaye possédait encore à Suippes un moulin à eau et un moulin à vent dits « les moulins de Jolivet », avec terres en dépendant, loués 779 livres ; un moulin à drap dit « La Foulerie », avec étang, loué 608 livres ; un moulin à blé entre Suippes et Somme-Suippe, dit « Nantivet », loué 473 livres (ce moulin avait souffert de l'inondation de 1784 ; les réparations avaient coûté 3,000 livres) ; et un étang dudit moulin, 130 livres ; enfin, un fief appelé Montbardel, entre Suippes et Somme-Suippe, terres louées 412 livres. — L'abbaye d'Avenay participait aux travaux de l'église. La grêle et la foudre avaient, en 1788, écrasé le clocher qui venait d'être recouvert à neuf ; d'autres réparations ou reconstructions avaient, depuis 25 ans, coûté au-delà de 30,000 livres. (*Déclaration de l'abbesse du 25 février 1790, etc.* ; *Arch. de la commune d'Avenay*. — L. PARIS : *Hist. de l'abbaye d'Avenay*, ouv. cit., 2^e vol., pages 442 et 449.)

(1) *Arch. dép. de la Marne, ibid.* : procès-verbal, doss. b, pièce 258.

(2) Perrin des Isles, avocat et échevin à Joinville, fit partie des assemblées provinciales de la généralité d'août, novembre et décembre 1787.

(3) *Arch. de la Marne, ibid.* : procès-verbal, dossier b, pièce 260.

en l'église du lieu, sous la présidence d'Arnould-Nicolas PERRIN DES ISLES, avocat en parlement, prévôt des terres et seigneuries de Thonnance et Suzannecourt, assisté de son greffier Turreau. — Le procès-verbal constate la présence de « maître » Jean-Baptiste-Vincent Pincemaille, procureur fiscal en la prévôté de Thonnance et Suzannecourt, Henry Pierret et Jean-Baptiste Pierret, marchands, Claude Morlot l'ainé, Jean-Baptiste Jacquin, Joseph-François Barbier, Nicolas Prignot, laboureurs, Henry-Marie-Charles Barbier, Pierre Jacquemin, Nicolas Barbier, Henry Vouillemin, Nicolas Lépicier, Charles Rozot, Philippe Clercy, Nicolas Hanin, Claude Le Page, Charles Passerat, Pierre-Nicolas Le Conte, Simon Hanin, Jean Jacquemin, Claude Jacquin, Pierre-François Jacquin, Edme Dépizon l'ainé, Jean-Baptiste Dépizon, Pierre Dupont, Edme Dépizon le jeune, Pierre Plessy, Philippe-Louis Morlot, Simon de Brie, Michel Morlot, Luc-Rieul Pincemaille, Henry Passerat, André Adam, Claude Lavocat, Pierre Dépizon, Jean-Baptiste Clausse, Louis-Charles Rozot, Pierre Morlot, Pierre Jacquin, Pierre Lavocat l'ainé, Nicolas Geoffroy, Claude Belgrand, Simon Geoffroy, Charles-Martin Pincemaille, Claude Dépizon, Didier Guyot, René de Brie, Simon Jacquemin, Claude Buethois, Nicolas Jacquemin, Étienne Jacquin, Charles Morlot, Blaise-Vincent Lépicier, Claude Pierret, Didier Vaudin le jeune, Pierre de Brie, Charles Rozot, Hubert Dépizon, Joseph Jacquemin l'ainé, Memmie Geoffroy, Philippe Olivier, Jean Geoffroy, Antoine Geoffroy, Claude Jacquemin, Claude Hanin, Jean-Baptiste de Brie l'ainé, Didier-Nicolas Chutin, Pierre Barbier, Claude Lepage, Luc-Nicolas Pincemaille, vigneron, Pierre Gripoix, maçon, et Louis-Nicolas Marchal, recteur d'école. — Les députés furent Jean-Baptiste-Vincent PINCEMAILLE et Henry PIERRET.]

CAHIERS DE SUZANNECOURT ET DE THONNANCE-LÈS-JOINVILLE

[Les deux cahiers de *Suzannecourt* et de *Thonnance-lès-Joinville* (1), auraient, d'après une note laissée au dossier, été envoyés seuls aux Archives du département de la Haute-Marne (comme ceux de Mailly et de Poivres ont été, dans les mêmes conditions et vraisemblablement à la même époque, transmis aux Archives de l'Aube, ces derniers avec leurs procès-verbaux).— Mais les recherches, faites à Chaumont, n'ont pas permis de retrouver ces documents. (Lettre de M. l'archiviste

(1) SOURCES DOC. ACC. pour ces deux villages. — *Arch. de la Haute-Marne, série C non inventoriée* : Administration des communautés. — *Arch. de la Marne, série G, 9, 156, 216 à 230* : Seigneurie de l'évêque de Châlons : justice, biens, terres, bois de Châtillon, forge et moulin à eau, four banal, hommes de corps, mainmorte (son abolition), censives, dime du vin dans le vignoble de Joinville ; comptes, vicariat, procès, etc. — *G, 22, 27, 111 à 115, 150 et 393* : Cures ; églises qui ont été désunies le 31 août 1661 ; — etc.

— Suzannecourt et Thonnance-lès-Joinville, communautés voisines, formaient une enclave dans le bailliage de Chaumont-en-Bassigny.— Elles appar-

Patry, du 4 mars 1906. — Réponse de M. le Préfet de la Haute-Marne par l'intermédiaire de M. le Préfet de la Marne, du 9 mars 1906.) — L'enquête entreprise dans les deux communes, par les soins de M. Lévy-Alphandery, président du Comité départemental de la Haute-Marne, n'a donné aucun résultat. (Réponses des instituteurs du 1^{er} décembre 1904.)]

THIBIE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Thibie (1) était composée de 55 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Joseph LE BONVALLET, syndic de la municipalité, assisté de P. Blé, greffier. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des « officiers de la municipalité et habitants du lieu » qui assistèrent à la réunion. Au bas du document, on lit les signatures de Pierre Hurpez, François Le Bonvallet, P.-N. Blé, adjoint, J.-B. Hurpez, adjoint, R.-F. Le Bonvallet, J. Hatat, adjoint, Thomas Jaurat, Louis Blion,

tenaient toutes deux à l'élection de Joinville; aujourd'hui les communes font partie du canton de Joinville, arrondissement de Wassy (Haute-Marne).

— Dénombrement de 1773. — *Suzannecourt* : 68 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. Population : 110 hommes, 143 femmes, 19 garçons et 18 filles, soit 290 habitants. — *Thonnance-lès-Joinville* : 186 feux roturiers et 1 ecclésiastique. Population : 343 hommes, 303 femmes, 91 garçons et 75 filles, soit 812 habitants.

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 261. Cahier, dossier c. pièce 40 : 2 pages cotées et paraphées par Le Bonvallet sous les numéros 3 et 4, ayant auparavant coté les 2 pages du procès-verbal : 1^{er} et 2^e; — visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 715 : Administration de la communauté; écoles; comptes des syndics. — C, 913 et 949 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1568, 1569 et 1571 : Travaux des routes; route de Paris à Châlons, par Étoges, Bergères, Chaintrix et Thibie. — C, 1595 : Corvées. — C, 1717 : Ateliers de charité de Thibie; — C, 1909 : Église, presbytère et cimetière. — G, 106 et 107 : Visite de la cure. — G, 428, 457, 466, 497, 546, 558, 683 à 687 : Seigneurie, justice, dîmes, cens et censives seigneuriales au chapitre de Saint-Étienne de Châlons. — G, 551 et 554 : Biens usagers accordés aux habitants de Thibie sur le terroir de Champagne. — G, 1107, 1136 et 1787 : Terres des collégiales Notre-Dame-en-Vaux et de la Trinité; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — GARINET (Jules) : *Notice historique et archéologique sur le village et l'église de Thibie* (Châlons, imp. Boniez-Lambert, s. d., plaquette in-8° de 17 pages).

— Thibie appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 57 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 91 hommes, 99 femmes, 19 garçons et 21 filles, soit 230 habitants.

P. Blion, Pierre Collard, Nicolas Cousinat, Nicolas Cousinat, J.-P. Vallentin, J. Cousinat, J. Cousinat, Jean Valentin, Jacques Yvonnet, P. Ladroye, Pierre Daras, J. Collard, Louis Cousinat, N. Le Bonvallet, N. Blé et une dernière illisible.— Les députés furent Pierre HURPEZ et François LE BONVALLET.]

CAHIER

La communauté de Thibie, assemblée par ordre de son Souverain en date du 1^{er} mars, présent mois, 1789.

Ladite communauté, distante de deux lieues et demie de la ville de Châlons, sur la nouvelle route de Châlons à Paris (1), Haute-Champagne, pays ingrat pour l'agriculture (2), n'ayant aucuns usages communaux, bois, ni prés, ni de grosse ni petite rivière, distance de deux lieues ;

Ladite communauté étant chargée de quarante-deux septiers d'avoine à seize boisseaux le septier et cent trente livres d'argent par année, payables à MM. du chapitre Saint-Étienne de Châlons ;

Avec trois fermes composées de cent cinquante journées de terres labourables louées à plusieurs particuliers, la quantité de onze septiers et demi, mesure de Chapitre, et vingt-cinq livres d'argent, et une petite garenne que ledit chapitre exploite par lui, faisant un tort considérable dans les terres voisines (3).

Ladite communauté, très reconnaissante et sensible à toutes les bontés, en lui permettant de porter aux pieds de son trône ses remontrances et doléances, elle ose prendre la liberté de supplier Sa Majesté d'accorder une justice souveraine dans notre province ;

La réforme du code civil en ce qui touche la voracité, l'abus des frais et la longueur de la procédure ;

(1) Dossier de cette route de Châlons à Paris, par Montmirail, Étoges, Bergères, Chaligny, Thibie (1782-1785. — *Arch. de la Marne, C, 1571*).

(2) On comptait, en 1773, sur le terroir de Thibie, 1,000 arpents de terres labourables pour 1,125 de terres incultes, sans usages, sans prés, et 12 arpents de bois. Les récoltes donnaient : 600 boisseaux de froment, 3,750 de seigle, 800 d'orge, 3,750 d'avoine et 750 de sarrasin, à peine le double de la semence. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430*.)

(3) Le chapitre de Saint-Étienne de Châlons était seigneur de Thibie et avait sur ce terroir droit de justice et mairie, droit de chevage ou mainmorte (Arrêt du parlement du 18 mars 1563 et transaction du 31 décembre 1583. — *Arch. de la Marne, G, 683*) ; il nommait à la cure et les chanoines se partageaient les dîmes avec les chapelains de Notre-Dame et de Saint-Jean-Baptiste du même chapitre (*ibid.*, *G, 685* et *428*). Le chapitre possédait en outre des cens et des censives seigneuriales (*ibid.*, *G, 686* et *687*).

Une justice royale dans la ville de Châlons ;

De supprimer les jurés-priseurs comme donnant lieu à des procès et vexations effrayantes et étant une surcharge incalculable pour le peuple, et ainsi des greffiers-experts et [qui] ruinent la veuve et l'orphelin ;

Que les États généraux aient seuls le droit de régler et consentir tous les impôts ;

Que la capitation de la Noblesse, du Clergé et du Tiers état soit réunie ;

Qu'il soit tiré [des] abbayes, prieurés et chapitres le plus qu'il sera possible pour le soulagement du peuple ;

Que les seigneurs soient tenus de recevoir leurs droits seigneuriaux sur leur territoire ;

Que les censives perpétuelles, autorisées à être remboursées et que le taux du capital soit fixé ;

Que les corvées soient payées sur la valeur des fonds ;

D'accorder une diminution du sel sur le prix ; [qu'il] soit livré au poids et net de toutes ordures, attendu que c'est un grand avantage pour le peuple, et plus forte nourriture pour le mercenaire ;

Le reculement des barrières jusqu'aux extrémités de la France et le péage supprimé ;

La suppression du papier timbré ;

Que les frais de sentences soient taxés au plus bas possible, vu la ruine du public ;

Que les aides soient supprimées ;

Que tous les domestiques des privilégiés soient sujets au sort de la milice ;

Que les poids et mesures [soient] égaux dans toutes les provinces ;

Ladite communauté, sujette à l'entretien de la nef de l'église et « bancs a côté » (1), et à la maison curiale qui est fort en délinquant (*sic*), le curé n'étant que portion congrue (2) ;

Paie taille et capitation la somme de 1,726*, et vingtièmes la somme [de] 480* (3).

(1) *Sic* : mis pour « bas-côtés ».

(2) Dossier des réparations à l'église, au cimetière et au presbytère de 1734 à 1767. (*Arch. de la Marne, C, 1909.*) — Accord entre le chapitre et le curé de Thibie du 19 février 1585, et traité entre ce dernier et les décimateurs de 1711 au sujet de la portion congrue. (*Ibid., G, 685.*)

(3) Les minutes du rôle de 1789 donnent en effet le détail suivant : pour taille et frais de collecte, 678 livres 10 sols ; pour accessoires et capitation,

Nous prions Sa Majesté et les États généraux de prendre en considération que la province de Champagne, eu égard à sa population, est des plus surchargées en impôts ; qu'elle paie plus que le produit de son sol et que ses habitants ne vivent que sur leur industrie.

Ladite communauté a déposé le présent état entre les mains des députés portés au présent procès-verbal avec toute confiance, puis auront l'honneur de le présenter à l'assemblée souveraine. A Thibie, ce 1^{er} mars 1789.

F. LE BONVALLET, P. HURPEZ, notable, J. LE BONVALLET, syndic municipal de Thibie, P. BLÉ, greffier municipal, P.-N. BLÉ, adjoint, N. BLÉ, J.-B. HURPEZ, adjoint.
(7 signatures.)

TILLOY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Tilloy (1) était composée de 25 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 8 mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Claude HERMAND, procureur fiscal. — Le procès-verbal constate la présence de Louis Coyon l'ainé, François Mathieu,

1,047 livres 18 sols 8 deniers, soit 1,726 livres 8 sols 8 deniers pour 74 contribuables. (*Arch. de la Marne, C, 913.*) — L'année suivante, le chiffre fut de 1,578 livres, plus 269 livres de prestation des chemins ; mais le nombre des contribuables s'était élevé, par l'adjonction des anciens privilégiés, à 129.

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 262. Cahier, dossier c, pièce 124 : 2 pages ; paraphe en bas de la première par le rédacteur du document, qui paraît être Mathieu Molez ; visa de Prieur.

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 715* : Administration de la communauté. — *C, 913 et 949* : Impositions. — *C, 1569* : Route de Paris à Metz, par Épernay, Châlons et Sainte-Ménéhould ; travaux à Tilloy. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1910* : Église et presbytère. — *G, 105 et 1916* : Visite et biens de la cure. — *G, 435* : Dîmes au chapelain de Saint-Vincent du chapitre de Saint-Étienne de Châlons ; — etc.

Archives communales de Tilloy : 1^{er} registre du 28 septembre 1788 au 8 octobre 1793 contenant la mention de la lecture et publication du règlement concernant la convocation des États généraux. (Communication de M. Clesse, instituteur.)

— Tilloy appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Dommartin-sur-Yèvre, arrondissement de Sainte-Ménéhould.

— Dénombrement de 1773 : 28 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 54 hommes, 49 femmes, 16 garçons et 11 filles, soit 130 habitants.

greffier, Charles-Philbert Oury, Jean Coyon, Charles Manget, Louis Coyon, Claude Godart, syndic, Joseph Coyon, Louis Oury, Mathieu Molez, Adrien Galichet, Jean Jenin, Nicolas Jenin, Pierre Chouet, Claude Tilloy. — Les députés furent Jean JENIN et Joseph COYON.]

CAHIER

Cahier de doléances de la paroisse de Tilloy, bailliage de Châlons.

Elle propose qu'on reconnaisse la dette de l'État comme la dette de la Nation; qu'on n'emploie, pour l'éteindre, que le crédit de la Nation, et qu'on fasse choix des impôts les moins onéreux dans leur perception ;

Qu'on établisse des impôts dont la répartition se fasse plus également que ceux qui existent ;

Qu'on anéantisse la taille d'industrie pour les manouvriers ;

Que le produit et l'emploi des impôts soient connus du public ;

Que les corvées soient payées par tous, comme étant utiles à tous ;

Qu'on retranche le luxe dans les édifices publics, qui écrase le peuple et ne soulage personne ;

On demande le reculement des barrières aux frontières du royaume ;

Que la vente du sel soit volontaire et au poids ; calculer le prix de façon, que de province en province il n'y ait point d'appât à la contrebande ;

Une seule perception sur la vente et revente des vins ;

Une cour souveraine dans chaque province ;

De régler un temps d'étude, de travail, d'exercice de la profession d'avocat pour pouvoir devenir magistrat.

Créer tous les bailliages avec ressort d'environ deux cents paroisses ; leur former un arrondissement malgré la diversité des coutumes, pour le plus grand avantage du peuple.

On demande de réduire le nombre des notaires ; leur assigner des arrondissements ; réduire de même le nombre des huissiers ; supprimer impitoyablement les huissiers-priiseurs qui sont, pour le peuple, un nouveau genre de vexations ;

Un nouveau règlement de frais de justice.

Les droits seigneuriaux, auxquels sont obligées plusieurs communautés, étant pour elles une seconde taille, on demande que les seigneurs soient priés de montrer les titres qui leur

donnent droit d'en faire la perception et, en cas qu'ils possèdent lesdits droits légitimement, on demande qu'on les rende rachetables ;

Qu'on établisse une loi pratique qui oblige les seigneurs et autres, ayant le droit de chasse, de payer le dégât, d'après expertise, causé par le gibier et les chasseurs, soit dans les empouilles, soit dans les garennes ;

Qu'on anéantisse le droit de banalité, et que les seigneurs ne puissent forcer leurs vassaux d'aller à leurs moulins, fours, pressoirs, etc. ;

Qu'on supprime les corvées aux seigneurs comme une servitude qui déshonore et avilit le peuple français ;

Qu'on mette des curés dans les annexes en diminuant le nombre des religieux qui ne sont point assez occupés ; qu'on anéantisse le casuel et qu'on porte les portions congrues à douze cents livres ;

On demande que chaque communauté ait droit de parcours sur les terres qu'elle cultive sur les finages voisins (1) ;

Les pigeons causant un dommage considérable aux cultivateurs, qu'on défende expressément d'en nourrir à tout laboureur qui n'a pas au moins cinquante journées de terres sur son terroir (2) ;

Les habitants de Tilloy ne possèdent aucuns biens communaux et que tous les frais retombent sur les contribuables ;

Que tous les habitants donnent, par ménage plein, quatre boisseaux de seigle au seigneur et huit d'avoine, un sol et une poule ; en outre, par chacun cheval, quatre boisseaux de seigle et huit d'avoine, et six sols d'argent par chaque cheval, [ce] qui forme une somme considérable dans ladite communauté (3).

Jean JÉNIN, député, Joseph COYON, député, Claude HERMAND, Louis COYON l'ainé, etc.....

C. GODART, syndic.

(14 signatures.)

(1) Voir les cahiers d'Aulnay-l'Aître, page 50, et d'Etoges, page 272.

(2) Voir le cahier d'Aulnizeux, page 60.

(3) La seigneurie de Tilloy avait appartenu longtemps à la famille Godet (branche de Saint-Hilairemont ou de Vadenay), dont la descendante, Anne-Élisabeth Godet de Vadenay, avait, en 1712, épousé Jean-Baptiste-Nicolas Oudin de Richebourg, gentilhomme de la grande fauconnerie, plus tard conseiller secrétaire du Roi. Leur fils, André Oudin de Richebourg, né à Reims le

TOGNY-AUX-BŒUFS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Togny-aux-Bœufs (1) était composée de 70 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre ESTIENNE, procureur fiscal. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion ; mais au bas du document on lit les signatures de Pierre Baillia, Sébastien Estienne, Denis Gérardot, Jean Baillia, Louis Viart, Antoine Cagnon, Jean-Antoine Cagnon, Pierre de Lacord, Claude Ollivier, Jean-Baptiste Baillia, Claude Dambournet, P. Baillia, syndic, André Girond, Jean-Baptiste Robert, Pierre-Sébastien Lefèvre, Memmie Levêque, Jacques-Brice Dambournet, Hilaire Pinard, Toussaint Lefèvre, Pierre-F. Dambournet, Jean Ollivier, et encore, d'après le cahier, Jean-Vincent Picot et Jean-Baptiste Petit. — Les députés furent le président, Pierre ESTIENNE, et Pierre BAILLIA.]

CAHIER

[Le cahier de Togny-aux-Bœufs est un extrait de celui de *Cheppes* auquel nous renvoyons (pages 141 à 155) ; les passages adoptés n'ont subi aucune modification :

3 septembre 1718, hérita de la seigneurie de Tilloy. (Ed. DE BARTHÉLEMY : *Notice généalogique et historique sur la famille Godet en Champagne : Revue de Champagne et de Brie*, février et juin 1878. — Jacques REGNIER : *Nouveaux documents sur la famille Godet : Revue, ibid.*, juin 1892.) — M. Esquiros est indiqué comme seigneur en 1789. (Matrice des rôles de la contribution. — *Arch. de la Marne*, C, 913.)

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal sur formule imprimée, dossier b, pièce 263. Cahier, dossier c, pièce 101 : 4 pages non cotées ni paraphées, malgré l'indication de la formule finale du cahier ; — visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 716 : Administration de la communauté ; usages. — C, 914 et 949 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 342 : Projet d'ouverture d'un canal dit « de la rivière de Blaize ». — C, 1589 : Route des Romains de Châlons en Bourgogne. — C, 1594 et 1595 : Corvées. — C, 1717 : Atelier de charité. — C, 1910 : Église et presbytère. — E, 1011 : Aliénation d'usages (1637). — G, 108 à 110, 150 et 1916 : Visites et biens de la cure. — G, 691 : Prés du chapitre de Saint-Étienne de Châlons. — G, 1213 : Dîmes à la collégiale de la Trinité ; — etc.

— Togny-aux-Bœufs appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la communauté fait partie du canton d'Ecury-sur-Cooles, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 75 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 108 hommes, 131 femmes, 32 garçons et 26 filles, soit 297 habitants.

— Page 141 : Le préambule et le premier paragraphe sont reproduits textuellement (la date laissée en blanc dans le cahier de Cheppes est remplie dans celui de Togny-aux-Bœufs : 27 février).

— Pages 142 et 143, reproduites intégralement jusque, non compris, le dernier paragraphe : « Que les baillis, etc... »

— Les pages 144, 145, 146, 147, 148, sont supprimées entièrement ainsi que les quatre premiers paragraphes de la page 149. — Le cahier reprend donc au 5^e paragraphe de cette page : « Que les jurés-pri-seurs... », et ne comprend, en cet endroit, que ce paragraphe et le suivant : « Que les finances... » — Puis, n'emprunte plus que quelques paragraphes çà et là :

— Page 150 : Le 3^e paragraphe : « Que la déclaration du Roi qui fixe les droits des notaires, etc... »

— Page 151 : Les 5^e, 6^e et 7^e paragraphes : « Que les droits sur les vins, etc... » — « Que les droits de gros-manquants, etc... » — « Que le droit unique sur les cuirs, etc... »

— Page 152 : Les 5^e, 6^e et 10^e paragraphes : « Que les vues proposées par M. Necker sur les gabelles, etc... » — « Que, pour la tranquillité des citoyens, etc... » — « Que les tailles et impositions, etc... »

— Page 153 : Les 1^{er}, 3^e et 4^e paragraphes : « Que l'occupation des maisons d'habitation, etc... » — « Que les impositions auxquelles sont assujettis les nobles, etc... » — « Que tous privilèges d'exploitation des terres, etc... »

— Page 154 : Les 1^{er}, 2^e et 3^e paragraphes : « Que les communautés d'habitants, etc... » — « Que les adjudications à faire des biens communaux, etc... » — « Que les règlements relatifs aux garennes, etc... » — Le 4^e paragraphe de cette page est ainsi abrégé : « Que les dégâts faits par les lapins seront payés par les seigneurs, suivant l'arrêt de règlement du 21 juillet 1778. »

— Page 155 : Les 1^{er}, 2^e et 3^e paragraphes : « Que l'abolition de la corvée, etc... » — « Que la prestation en argent, etc... » — « Qu'il ne sera plus procédé au tirage des soldats provinciaux, etc... »

Puis, le cahier de Togny-aux-Bœufs se termine ainsi :]

Fait et arrêté en l'assemblée des habitants et communauté de Togny-aux-Bœufs, tenue à cet effet le 8 mars 1789, et ont signé avec nous, Pierre Estienne, procureur fiscal en la justice de Togny, qui avons coté le présent contenant quatre pages, et au bas de chacune, par première et dernière, et paraphé *ne varietur*.

Et notamment que les lièvres font un dégât considérable sur le terroir par la trop grande quantité, attendu que les MM. de Saint-Pierre-au-Mont de Châlons louent l'endroit de chasse à

M. de Mairy et qu'il s'en fait un réservoir de notre terroir, touchant les grains et vignes (1).

P. ESTIENNE, Denis GÉRARDOT, Pierre BAILLIA, Jean BAILLIA, Hilaire PINARD, etc.

P. BAILLIA, syndic.

(23 signatures.)

TOULON

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Toulon (2) était composée de 15 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 10, les habitants se réunirent sous la présidence d'Antoine-Pierre AUBERT, ancien praticien en la justice de Toulon, exerçant pour l'absence des juges ordinaires. — Le procès-verbal constate la présence de M^e Philippe Gobet, ancien notaire royal et procureur au bailliage de Sézanne, Jean Jolly, bourgeois, Claude-Vincent Clément, laboureur, Jean Clément, laboureur, Antoine Letrée, chargé du bureau des aides, Claude-Antoine Lerouge, syndic municipal, Vincent Poirer, greffier municipal, François Jolly, marguillier, Pierre Bédier, Pierre Poirer l'aîné, Pierre Poirer le jeune, Jean Bonnet et Nicolas Tintelier. — Les députés furent Philippe GOBET et Jean JOLLY.]

(1) L'abbaye de Saint-Pierre-aux-Monts de Châlons était seigneur de Togny-aux-Bœufs ; elle louait la chasse au seigneur de Mairy, Loisson de Guinaumont, qui avait son château et ses terres entre Mairy et Togny. (Voir le cahier de Mairy, page 428.) Une partie du territoire, en prés, appartenait au chapitre de Saint-Étienne de Châlons (Arrêt du Parlement du 27 janvier 1595). La collégiale de la Trinité y levait une partie des dîmes. (*Arch. de la Marne*, C, 433, G, 691 et 1213.) — Le terroir de Togny-aux-Bœufs comprenait 787 arpents de terres labourables, 450 de terres incultes, 28 de terres d'usages, 11 de bois, 15 de vignes, 123 de prés. La récolte en grains produisait 350 boisseaux de froment, 1,500 de seigle, 675 d'orge et 1,750 d'avoine, année commune ; les vignes donnaient 14 mulds de vin. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.)

(2) *Arch. de la Marne*, *ibid.* (procès-verbal, dossier b., pièce 264. Cahier, dossier c, pièce 4 : 9 pages cotées et paraphées par Aubert ; visa de Prieur.)

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, C, 717 : Administration de la communauté ; comptes des syndics ; incendie de 1784. — C, 914 et 949 : Impositions. — C, 1040 : Vingtièmes. — C, 1595 : Corvées. — C, 1911 : Église et presbytère. — C, 1957 : Incendie de 1784. — E, 915 : Seigneurie. — G, 124 et 397 : Cure. — G, 169 : Terres de la baronnie de Baye, fief mouvant de l'évêque de Châlons ; — etc.

— Toulon appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 17 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 26 hommes, 22 femmes, 10 garçons et 6 filles, soit 64 habitants.

CAHIER

Doléances qui seront présentées à MM. les députés du Tiers état qui s'assembleront au bailliage de Châlons, avec supplication d'en extraire ce qu'ils jugeront être digne d'être inséré au cahier dont ils chargeront MM. les députés aux États généraux.

1. — S'il est nécessaire, comme on ne peut en douter, d'établir quelque impôt momentané pour parvenir à acquitter les dettes de la Nation, le Tiers état doit vivement représenter que cet impôt doit être à la charge du Clergé, de la Noblesse et des privilégiés, et non à la sienne.

La raison : c'est que le Tiers état est déjà écrasé d'anciens et de nouveaux impôts auxquels les deux premiers ordres et les privilégiés ne contribuent en rien.

Il paie la taille, actuellement, sur un pied exorbitant (1), car, depuis environ trente ans, elle est successivement augmentée de plus d'un tiers, au point qu'un pauvre malheureux père de famille, qui possède des biens-fonds d'un revenu annuel de 25#, dans lesquels est comprise sa chaumière, est tout de suite coté à 12# pour cet objet, le marc la livre étant 9^s 6^a et 10^s dans la généralité de Champagne, propriété et exploitation réunies, etc.,
ci..... 12# »

A ces 12#, il faut joindre la taille d'industrie qu'il paie aussi sur le travail étranger qu'il est supposé faire, et cette taille est de 9# 10^s et le plus souvent 10#, ci..... 10 »

Plus l'impôt de la corvée du sixième de ces deux sommes montant à 3# 12^s, ci..... 3# 12^s

Plus les deux vingtièmes et sols pour livre des 25# de revenus de..... 2 15

Ensuite vient l'impôt sur le sel, de 25# au moins pour un pauvre manouvrier ayant une femme et quelques enfants, ci..... 25 »

Plus le tabac qui monte au plus bas à..... 12 »

TOTAL..... 65# 7^s

(1) En 1789, la petite communauté de Toulon supporta 258 livres 5 sols de taille et frais de collecte, 396 livres 10 sols d'accessoires et capitation, et 20 livres 4 sols de rejet, soit 674 livres 19 sols pour 20 contribuables. — Au rôle

Indépendamment de ces différents impôts annuels et fixes, le malheureux, dans les biens duquel il se trouve quelques vignes (1), est encore obligé de payer le gros du vin qu'il vend, même sur celui de sa propre boîte (2) ! autre impôt qui, avec les accessoires, lui enlève souvent un quart du prix de sa récolte.

Ajoutons que le même malheureux, se trouvant père de famille, n'est pas plutôt parvenu à tirer le moindre service de ses enfants, qu'on vient lui en prendre l'élite pour le service du prince.

Il est inutile de faire des réflexions sur cette énormité d'impôts, de tributs et de sacrifices, le simple détail devant suffire pour émouvoir la compassion du gouvernement et le porter à alléger le Tiers état, loin de devoir augmenter le faix sous lequel il succombe.

2. — On devrait supprimer tout à fait, ou au moins réduire de beaucoup plusieurs des pensions que le gouvernement accorde tant aux militaires qu'aux personnes de toutes sortes de professions.

On voit les pensions se perpétuer dans les familles et en faire comme le patrimoine ; les veuves obtiennent celles de leurs défunts maris, et les enfants celles de leurs pères. On en accorde à toutes sortes de gens, jusqu'à des femmes et filles, sans avoir aucun rapport au gouvernement (3), et même des charlatans parviennent à en obtenir.

On se souvient que, par le balancement que M. Necker fit, il y a quelques années, des revenus et dépenses de l'État, les pensions y entraient pour 29,000,000 annuels ; et on ne doit pas avoir oublié non plus qu'un cri général annonça que tous les autres États de l'Europe n'en payaient pas plus entre eux.

Mais n'aurait-on pas lieu d'être bien plus étonné encore d'apprendre par notre propre histoire nationale que, lors de la tenue des États de Tours, en janvier et février 1484, les trois ordres s'étant fait représenter la liste des recettes et dépenses

de 1790, cette somme s'éleva, avec la prestation des chemins, à 1,750 livres 2 sols 6 deniers pour 30 cotes, y compris alors les anciens privilégiés. (*Arch. de la Marne, C, 914.*)

(1) Le terroir de Toulon possédait 9 arpents de vignes produisant, année commune, 19 muids de vin. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Mis pour « boisson ». Voir le cahier d'Heiltz-l'Évêque (note, page 336).

(3) On avait d'abord mis « des femmes et filles de conduites suspectes ».

de l'État, furent on ne peut pas plus surpris d'y trouver neuf cents personnes pensionnées, si bien qu'ils voulaient qu'on en retranchât plus de moitié? Or, aujourd'hui qu'il s'en trouve bien plus de milliers qu'il n'y en avait de centaines alors, combien ne doit-on pas s'empresse à faire la plus grande réforme à cet égard (1).

3. — Les trois ordres de la société doivent vivement réclamer aussi contre les abus qui se font depuis déjà du temps et qui augmentent trop sensiblement tous les jours, dans les droits de contrôle, centième denier, insinuation bursale (2), insinuation de forme, droits réservés, sols pour livre sur les émoluments des greffes, etc. Les lois qui ont établi ces impôts et les tarifs qui en ont indiqué la perception, ont éprouvé le sort des choses qui vieillissent : depuis plus de soixante-dix ans, les traitants et les employés y ont donné des extensions, au point de n'y pouvoir plus rien connaître. Ils sont même si peu d'accord entre eux qu'il n'y a aucune unanimité sur les perceptions qu'ils font, les uns les faisant dans des cas où les autres prétendent qu'il n'est rien dû ou qu'il est dû moins.

Pour remédier à tant d'abus, il faudrait refondre les anciennes lois et les anciens tarifs et en faire de plus clairs, de sorte qu'il ne fût plus question d'interprétations ni d'extensions arbitraires.

Et comment n'y aurait-il pas un arbitraire étonnant, en effet, aujourd'hui, dans ces perceptions, lorsque pour en avoir les premières notions, il faut parcourir une bibliothèque que les traitants ont composée sur ces impôts, afin de les obscurcir davantage.

On observe que, depuis dix à douze ans, ils ont inventé au moins cinquante nouveaux cas de perceptions étrangers, auxquels on n'avait jamais pensé auparavant.

On devrait moins favoriser le traitant que le public sur ces impôts; une simple présomption du côté du traitant lui fait un droit contre le contribuable; tandis que, tout au contraire, une présomption raisonnable devrait tenir lieu d'une évidence pour dispenser le contribuable de payer des tributs aussi durs :

(1) Les quatre paragraphes compris sous ce numéro se retrouvent dans le cahier de Loisy-en-Brie. (Voir pages 416, § 7 et 8, et 417, § 1 et 2.)

(2) Nom donné, dans l'ancienne monarchie, dit Larousse, à toute mesure qui forçait les contribuables à délier les cordons de la *bourse*, à tous les édits portant création d'impôts, de taxes, etc.

« droit devant être toujours plus prêt d'absoudre que de condamner », comme le disait saint Louis, sur l'administration de la justice en général ; et que n'eût-il pas dit s'il eût parlé en matière d'impôts ?

4. — Les trois États doivent s'empresser aussi à solliciter une loi fixe contre les receveurs des consignations de toutes les juridictions du royaume ; il y a une multitude d'édits et de déclarations du Roi, et d'arrêts de règlements à ce sujet, qui sont tellement obscurs que ces officiers font des perceptions très diverses. .

Dans certains bailliages, et c'est le plus grand nombre, ils les portent jusqu'à dix-huit deniers pour livre sur le prix des immeubles ; dans d'autres, ils ne les portent qu'à un sol, etc... ; et sur le prix des meubles, un peu moins ; il est donc essentiel qu'il y ait une loi uniforme qui réduise tous leurs droits à six deniers pour livre au plus pour toutes choses.

Depuis l'édit des hypothèques de juin 1771 (1), leurs charges sont accrues des trois quarts. D'ailleurs, ils font des profits sur les fonds de leurs caisses et ils jouissent encore de plusieurs baux privilégiés en vertu de leurs charges.

Enfin, les seigneurs hauts justiciers devraient empêcher que ces officiers étendissent leurs droits sur les dépôts qui s'ordonnent dans leurs justices, car c'est une occasion de ruine pour leurs justiciables, et de pertes pour leurs greffes.

5. — *Le Clergé.* — Les presbytères devraient être à la charge des curés dans les cures qui ne sont pas à portion congrue ; et, dans celles à portion congrue, au compte des décimateurs (2).

On sait que les reconstructions et entretiens de ces sortes d'édifices occasionnent quatre fois autant de dépenses aux communautés et propriétaires qu'il en coûte à un bourgeois pour construire et entretenir son logement.

Et la raison c'est : 1° Les abus énormes que les curés font sur cela ; 2° Et parce qu'il faut observer beaucoup de formalités coûteuses contre les communautés pour parvenir à leur faire faire les choses qui sont à leur charge. Sans doute que ce sont ces raisons qui ont porté plusieurs États voisins de la France à en user de cette sorte depuis environ trente ans.

(1) Voir le cahier de Cheppes, page 155.

(2) Arch. de la Marne, C, 1911.

6. — On devrait aussi ôter aux curés le privilège d'exploiter leurs dîmes ou au moins de prendre à ferme celles des autres décimateurs de leurs paroisses, sans en payer la taille (1).

Et cela devrait leur paraître d'autant moins extraordinaire qu'ils se retrouveraient dans l'ordre de leur véritable état, différents canons leur défendant de travailler.

Les curés décimateurs et autres propriétaires de dîmes devraient être tenus, avec les propriétaires laïcs, de l'entretien des cloches et des clôtures des cimetières : ce sont des charges auxquelles il faut les assujettir.

7. — *La Noblesse.* — On devrait ôter à la Noblesse les privilèges sur l'exploitation de ses fermes et bois, tant à cause des abus que plusieurs en font qu'à cause que c'est plutôt, pour la Noblesse, une occasion de perdre que de bénéficier, par le peu de connaissance qu'elle a sur la manière de faire valoir ; outre qu'étant obligée de se confier à des domestiques, elle ne manque jamais d'être pillée et volée, lorsqu'au contraire le Tiers état ferait un bénéfice sûr sur les exploitations et qu'il contribuerait à une augmentation d'impôts en conséquence (2).

8. — Il faudrait faire une recherche de la fausse noblesse comme on fit sur la fin du dernier siècle, mais ne la point confier à des traitants.

On fait nombre de 4,100 charges en France qui donnent la noblesse ; mais comme ces charges sont vénales, on peut dire aussi que la Noblesse qui en découle est de la même trempe.

9. — La haute Noblesse devrait s'opposer à la progression d'une noblesse aussi aisée à acquérir, et faire supprimer au moins quantité de charges très médiocres qui l'accordent au second et souvent au premier degré.

Par exemple, il y a plusieurs cours des aides et des monnaies composées d'un nombre prodigieux d'officiers qui sont dans ce cas, de même que tous les bureaux des finances des généralités. On pourrait supprimer plusieurs de ces tribunaux qui sont presque sans exercice, et réduire de beaucoup les autres.

(1) Le curé d'Étoges partageait les dîmes de Toulon avec le séminaire de Troyes.

(2) La terre de Toulon faisait partie du comté d'Étoges ; elle était louée à bail par le seigneur. (Bail des 8 octobre et 9 novembre 1718, moyennant 875 livres, de la seigneurie de Toulon, par Yvernel, tuteur de Jos.-Marie duc de Boufflers. — *Arch. de la Marne*, E, 915.)

La seule cour des aides de Paris est composée de quatre-vingt-dix personnes, y compris les greffiers, et elle ne fait pas l'ouvrage d'un bon bailliage.

Beaucoup de personnes qui achètent la plupart de ces différentes charges, n'ont pas de fortune pour soutenir une postérité dans l'aisance. D'où il arrive que, très promptement, il ne se trouve qu'une noblesse pauvre dans leur descendance, à charge à l'État et répugnante à la véritable noblesse.

10. — On devrait aussi réduire à cent au plus les trois cents charges de secrétaire du Roi, du grand collège, l'ouvrage dont ces officiers sont chargés n'étant pas capable d'occuper sérieusement vingt-cinq personnes.

Alors, pour rendre la noblesse plus difficile à acquérir, parce qu'il en coûterait davantage, et la mettre dans le cas de se soutenir, on fixerait la finance de ces charges à 400,000 livres, de manière qu'il n'y aurait que la haute fortune qui pourrait y faire parvenir.

En suivant ce modèle, on ne s'éloignerait pas beaucoup de la manière avec laquelle on a procédé à la fixation de la finance de ces charges dans l'origine ; car si l'on fait attention seulement à la différence de numéraire actuel avec celui de la fin du siècle dernier, on verra un quadruplement en tous genres.

11. — On ne devrait pas non plus oublier à faire beaucoup de suppressions dans les chambres des comptes ; celle de Paris est composée de 218 officiers, sans parler des procureurs et huissiers, lorsque vingt-cinq personnes pourraient facilement faire tout le travail qui s'y trouve ; le Parlement, y compris les requêtes du Palais, ne forme que 160 personnes, et on le trouve encore trop nombreux.

12. — On devrait de même diminuer le nombre des officiers des élections et le réduire, dans toutes, à un président, deux élus, un procureur du Roi et un greffier ; au lieu qu'elles sont composées, les unes de dix, et les autres de huit officiers privilégiés. Ces juridictions étant presque sans exercice à présent, il est nécessaire de s'en occuper.

13. — Il ne devrait y avoir qu'une charge de receveur des tailles ou de receveur particulier des finances, dans chaque élection ; la pluralité de ces charges est une occasion de molester davantage le pauvre peuple, parce que deux personnes qui partagent une seule place s'en rendent chaque portion la plus avantageuse qu'ils peuvent.

14. — On ne voit pas qu'il soit nécessaire de laisser exister des charges de receveurs généraux des finances, les receveurs particuliers pouvant compter directement au trésor royal.

15. — Il faudrait réunir les maîtrises aux bailliages ; il en résulterait deux grands avantages : le premier, que l'État et le public seraient allégés d'une multitude d'abus qui ne se commettraient plus, et le second, que les bois en seraient mieux conservés, les bailliages étant plus à portée d'y veiller. La plupart des maîtrises se trouvent à des distances de quinze et dix-huit lieues des extrémités qui répondent à elles, et d'ailleurs leur étendue est tout ce qu'il y a de plus mal arrondi.

16. — On ferait très bien aussi de réduire les simples bailliages royaux à quatre juges et un procureur du Roi, au lieu qu'il en est beaucoup où il se trouve jusqu'à neuf officiers supérieurs et plus ; c'est multiplier infiniment les privilèges.

17. — Le district des bailliages est très mal distribué ; on ne pourrait mieux faire que de le rectifier, en conservant aux justices subalternes, qui tomberaient dans la rectification, leurs coutumes ; le ridicule de certains de ces districts est au point qu'il en est quantité qui se croisent, d'autres qui s'étendent sur des distances de vingt lieues, lorsqu'il se trouve d'autres bailliages dans le voisinage.

Toutes les suppressions et réductions dont on vient de parler devraient d'autant plus aisément avoir lieu qu'on serait à même de les effectuer sans qu'il en coûtât rien à l'État, en régalant, sur les officiers qui resteraient, la finance des charges supprimées, et leur accordant les gages et rétributions des supprimés pour leur indemnité.

18. — On ne devrait accorder des lettres de vétérançe qu'après vingt-cinq ans d'exercice au moins, au lieu qu'en les accordant à vingt, cela multiplie infiniment encore la noblesse et les privilèges.

Il faudrait supprimer les juridictions des prévôtés et lieutenances des maréchaussées, et les réunir aux présidiaux ; ce serait une épargne de frais considérables (1).

19. — *Administration de la justice.* — Il serait nécessaire de faire aussi de grandes réformes dans la manière d'administrer

(1) Cette phrase est inscrite à la fin du cahier, sous le n° 35, avec un renvoi à cet endroit du cahier. Nous l'avons rétablie à sa véritable place.

la justice ; on devrait surtout s'attacher aux affaires médiocres et en simplifier les procédures ; ce sont celles-là qui sont les plus intéressantes comme étant les plus nombreuses et regardant le peuple communément ; il faudrait former un plan d'administration à ce sujet, sur la manière d'en user aux consuls ; ces juridictions sont établies depuis deux cent trente ans, et cependant elles n'ont point encore dégénéré de leur pureté première (1).

20. — On devrait supprimer les huissiers-priseurs créés par l'édit du mois de février 1771 (2), parce qu'ils ne servent à rien du tout ; leurs charges, d'ailleurs, sont établies en grande partie au détriment des droits des seigneurs hauts et moyens justiciers, aux officiers desquels les prisées et ventes de meubles appartiennent dans leurs seigneuries.

Et de plus, les charges de ces huissiers sont une source d'abus et de vexations sur le pauvre peuple, qu'il faut arrêter, car ces huissiers ne craignent pas de porter la cupidité jusqu'à établir l'usage de se faire payer des vacations et des transports bien chers, sans sortir de chez eux ; et de faire des procès et payer des amendes sans fin à tous ceux qui cherchent à se mettre à l'abri de leurs fraudes ; outre qu'ils perçoivent les quatre deniers pour livre par manière d'impôt sur des objets les plus onéreux.

21. — Il y a le double de trop d'huissiers royaux dont le public est aussi molesté étonnamment : il faudrait que tous les huissiers des tribunaux d'exception fussent supprimés ou restreints à n'instrumenter que dans les affaires de leurs juridictions ; cela les forcerait à abandonner leurs charges, et c'est ce qui serait à désirer, car ceux des cours et prévôtés des monnaies, des élections, des traites foraines, des greniers à sel et des maîtrises, n'ayant rien du tout à faire alors, ne pèseraient plus sur le public.

Ceux des connétablies et du Châtelet, répandus dans tout le royaume, devraient aussi être obligés de se retirer près leurs juridictions ; ils augmentent également le nombre des huissiers extraordinaires, lorsque ceux des bailliages royaux et des justices seigneuriales sont plus que suffisants.

(1) Édit d'août 1560, portant que tous différends entre marchands pour faits de leur commerce... seraient renvoyés à des arbitres. (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, t. XIV, page 51.)

(2) Voir le cahier d'Athis, page 41.

On ne saurait croire combien cette grande quantité d'huissiers différents occasionne de surcharges et de vexations au préjudice du public, et surtout du pauvre peuple, en multipliant les poursuites à l'excès.

22. — *Économies.* — On accorde trop d'appointements à certains employés dans les fermes du Roi : les directeurs des domaines et des douanes retirent 25 à 30,000* de leurs emplois, tandis que 6,000* au plus devraient suffire ; un archevêque vient de donner l'exemple que 6,000* sont autant qu'il lui en faut pour soutenir son état (1).

Les directeurs des aides dans chaque élection retirent aussi de 5 à 18,000* de leurs places ; il faudrait réduire les plus hautes directions en recette à 3,000*, les moyennes à 2,500* et les plus faibles à 2,000*, et en faire de même à l'égard des autres employés, comme receveurs généraux et certains receveurs particuliers à proportion.

23. — On devrait aussi supprimer les pensions dans toutes les fermes. Il est étonnant qu'un commis dans les emplois supérieurs, après avoir fait fortune, ait encore une pension considérable en se retirant.

24. — Les recettes des greniers à sel produisent, à ceux qui y sont employés, de 4 à 10,000* ; les plus forts appointements devraient être réduits à 3,000*, les moyens à 2,400*, et les moindres à 1,800*.

On doit observer que, pour faire la recette d'une gabelle, il n'y a aucun temps à employer pour faire le moindre noviciat ; ces emplois sont occupés, la plupart du temps, par des gens qui n'ont jamais appartenu aux fermes auparavant.

Et il est même si peu besoin d'instruction dans ces emplois que la plupart des employés se font remplacer par de simples commis, à qui ils donnent 4 ou 500* pour faire leur travail.

25. — Les entreposeurs de tabac sont dans le cas de souffrir également des retranchements d'appointements ; on peut aussi poursuivre la même économie sur quantité d'autres emplois dans les revenus du Roi, en laissant encore de quoi vivre fort à l'aise aux employés.

(1) Il s'agirait, croyons-nous, de l'archevêque de Rouen, Dominique de La Rochefoucauld ; mais nous n'en avons pas la preuve.

26. — On ne devrait pas souffrir autant de sous-ingénieurs qu'il s'y en trouve dans chaque province ; cela ne sert que d'occasion à multiplier les routes, les chemins et les travaux ; il y a déjà trop de grandes routes et de chemins artificiels ; on devrait en diminuer le nombre, soit parce que cela donne lieu à trop de dépenses, soit parce que cela rend nuls quantité de bons terrains.

27. — *Tiers état.* — On ne devrait non plus planter sur les routes et chemins que des arbres qui ne préjudiciassent point aux terres en valeur d'à côté ; il est des espèces d'arbres qui, par leurs racines et leurs ombrages, rendent absolument stériles plus de terrains que la largeur des routes et chemins n'en emportent ; les arbres fruitiers sont les moins malfaisants (1).

28. — Il est singulier que les dépenses de construction et d'entretien de routes et chemins, soient à la charge du Tiers état ; la moindre justice sur cela serait de les faire supporter par les trois ordres ensemble ; car si l'on voulait faire une justice plus exacte, ces charges devraient être pour les deux premiers ordres, comme étant les seuls qui en retirent toute l'utilité.

On croit même devoir observer que si l'on a réduit ces sortes de dépenses en un impôt sur le Tiers état, depuis peu d'années, ce n'a été que parce qu'auparavant on était dans l'usage de lui faire faire les principaux travaux de main-d'œuvre des ouvrages qui avaient rapport aux constructions et entretiens de route ; de sorte que si cet usage n'avait pas eu lieu antérieurement, il est à croire que l'on aurait opéré d'une manière plus judicieuse ; mais comme il s'agit à présent de rectifier les abus et de procéder d'une manière plus analogue à la raison, on a lieu d'espérer que l'impôt en question sera au moins mis au compte de tous les citoyens à l'avenir (2).

29. — Il faut ôter aux gens riches la faculté de faire faire des travaux de charité avec les fonds du gouvernement, car, sous prétexte qu'ils y mettent quelque peu du leur, ils n'occupent, la plupart du temps, les pauvres qu'ils y emploient qu'à des

(1) Voir les cahiers d'Étoges, page 271, et de Matougues, page 444.

(2) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53. — La communauté de Toulon était imposée pour 255 livres 4 sols 6 deniers de prestation des chemins au rôle de 1790. (*Arch. de la Marne, C, 914.*)

ouvrages qui sont pour leur propre utilité, outre quantité d'autres abus qui se commettent au par delà (1).

30. — Le Tiers état doit réclamer contre deux arrêts de règlement du Parlement de Paris, des 21 juillet 1778 et 15 mai 1779 ; et la raison : c'est que ces arrêts rendent impraticable, de la part des agriculteurs contre les seigneurs, l'action en réparation de dégâts, causés dans les empouilles, de grains et vignes par les bêtes fauves et le gibier ; on peut voir ces arrêts ; le lecteur fera aisément ses réflexions sur les dispositions qu'ils renferment (2).

Pourquoi donc, en effet, mettre de tels propriétaires au-dessus de toutes les premières règles ? Ne doivent-ils pas, comme tous les autres citoyens, être obligés, par les voies les plus simples, à réparer le dommage dont le plaisir et le profit qu'ils tirent du gibier les rendent si naturellement responsables ?

31. — Le Tiers état doit demander la suppression du droit de gros-manquant des vins à la vente, dans les cinq généralités où il a lieu, et cette suppression doit d'autant moins faire de difficultés de la part du gouvernement, qu'on annonce partout que nous sommes sous un règne de justice et de bonté.

Or, de tous les impôts, il n'en est pas un où la loi du plus fort reçoive la plus vive empreinte : d'un côté, le propriétaire de vin, par le moyen de cet impôt, est obligé au paiement du droit de gros dans tous les cas possibles, c'est-à-dire en vendant son vin à l'auluze (3) comme en le buvant, si bien qu'il ne peut jamais échapper ; et de l'autre, que cela n'empêche pas que, venant à être découvert sur la vente sans déclaration, il ne soit encore accablé d'amendes, de confiscations énormes, de restitutions de droits et de frais ; ce qui s'appelle tirer deux et trois moutures du même sac. Ce sont deux alternatives répugnantes puisqu'elles ne laissent point de choix et qu'elles produisent toutes les deux leur effet à la fois, ce qui contrarie ouvertement toutes les idées de justice, car, si le législateur avait seulement voulu être conséquent, il se serait borné à une de ces deux alternatives.

Il existe un abus de la part des seigneurs contre les proprié-

(1) Voir le cahier de Montmort, page 467 (note).

(2) Voir ces arrêts au cahier de Cernon, page 125 (note). — Voir également le cahier de Songy, pages 643 et 644.

(3) Voir le cahier de Soulières, page 681.

taires particuliers qui se trouvent dans leurs censives. Les seigneurs obtiennent des arrêts du Conseil pour faire pratiquer de nouveaux chemins dans leurs seigneuries, qu'ils disent être pour l'utilité publique, lorsqu'au contraire ce n'est que pour leur plaisir particulier ; ce qui fait une perte immense de bons terrains, tant par l'emplacement du chemin qu'à cause des arbres qu'ils plantent des deux côtés. Il est nécessaire de ne pas laisser subsister plus longtemps de pareilles permissions.

32. — Le Tiers état doit supplier le Roi de proroger l'exemption des impôts et des dîmes sur les terrains défrichés depuis la déclaration à Sa Majesté, du 13 août 1766 ; et cette prorogation paraît devoir s'obtenir d'autant plus facilement que, par l'article 5 de cette déclaration, le Roi annonce les dispositions les plus favorables à cet égard (1).

(1) *Déclaration du Roi du 13 août 1766, qui accorde des encouragements à ceux qui défrichent des landes et terres incultes.* (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, ouv. cit., t. XXII, page 461.) — Mais ce recueil ne donne que l'extrait d'un chapitre de cette importante déclaration. D'après l'ouvrage de l'inspecteur du commerce, le rémois Clicquot-Blervache, « *Sur les moyens d'améliorer en France la condition des laboureurs, des journaliers, des hommes de peine vivant à la campagne, etc.* » (Chambéry, 1789, in-8°), ouvrage dont le cahier de Toulon semble s'être inspiré, l'article 5 cité ci-dessus portait que « ceux qui défricheraient les terres incultes jouiraient, pour raison de ces terrains, de l'exemption des dîmes, tailles et autres impositions généralement quelconques, même de vingtièmes, tant qu'ils auront cours, pendant l'espace de quinze années, à compter du mois d'octobre qui suivra la déclaration, etc. » (2^e partie, page 80 ; et notes, page 11. — *Bibliot. de Reims, C. R.*, 2^e vol., 161.)

D'autres déclarations du 14 juin 1764 (ISAMBERT, t. XXII, page 403), 7 novembre 1775 (*ibid.*, t. XXIII, page 250), et arrêt du Conseil du 2 octobre 1766 (*ibid.*, t. XXII, page 463), avaient précédé, complété ou interprété les dispositions de la déclaration du 13 août 1766. — Auparavant, un arrêt du Conseil du 16 août 1761, relatif seulement à quelques généralités, dont celle de Châlons, avait déjà décidé que « tous ceux qui défricheraient ou feraient défricher à l'avenir des terres incultes ne pourraient, pour raison du produit et de l'exploitation de ces défrichements, être augmentés à la taille, vingtième et impositions pendant l'espace de dix années. » (GUYOT et MERLIN : *Traité des droits, etc.*, ouv. cit., page 168. — Cf. *Arch. de la Marne, C.*, 433 : Défrichements dans l'élection de Châlons : états par paroisse. — Il est dit pour celle de Toulon, à la date du 15 mai 1769 : « Il y a environ 12 arpents de terres incultes qui ont « été labourées autrefois... Ces terres appartiennent à divers propriétaires... ; « on les laisse en friche tant par rapport à la mauvaise qualité du sol que « parce qu'elles sont voisines des bois du seigneur (M. Clément du Feuillet, « conseiller au Parlement de Paris) ; les lapins dévastent les empouilles, « et dans le cas où ces animaux se détruiraient, les propriétaires les cultive-
« raient ; les défrichements coûteraient 12 sols par arpent pour le labou-
« rage. Tous ces 12 arpents peuvent être cultivés en grains, seigle, nullement
« en prairies artificielles, non plus que les pâturages. » — « Ceux-ci (100 ar-

Si la bonté du Roi se porte à la prorogation, il ne sera pas nécessaire d'astreindre les personnes qui seront dans le cas d'en jouir, à aucune formalité : celles qui ont été observées lors des défrichements devant suffire.

33. — Le Tiers état doit demander l'abolition du droit de chasse contre les seigneurs ou, en tous cas, que les peines et amendes qu'ils font prononcer dans leurs justices, à cette occasion, soient beaucoup changées et modérées.

Suivant l'ordonnance des eaux et forêts (1), l'amende est de 100* pour le plus simple fait de chasse, et du double pour la récidive; 30* pour le tendage des lacs ou collets, avec le fouet, pour la première fois, et la fustigation, la flétrissure et le bannissement pour la seconde; et enfin, en cas de destructions de hallots ou raboulières dans les garennes, la poursuite doit être faite à l'extraordinaire, comme pour vol, etc.; de sorte que, tantôt un malheureux, pour avoir défendu les choux de son jardin de la voracité du gibier, qu'une longue neige et de grandes gelées y auront attiré, en est tout de suite pour 100 francs; et tantôt, s'il est trouvé tendant des collets ou lacs dans les haies qui sont autour de ses choux, on lui montre, la

« pents environ) sont très médiocres; quoique l'espèce d'herbes soit bonne, « ils ne peuvent servir qu'à la nourriture des bœufs, vaches et brebis pendant « toute l'année, et nourrissent 40 bêtes armailles et 300 moutons et brebis. « Les pâturages sont sur une montagne fort élevée, tout près du village. »)

(1) Articles 10, 12 et 28 du titre 30. (Note du cahier.) — *Édit du mois d'août 1669, portant règlement général pour les eaux et forêts.* (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, t. XVIII, page 219.) L'art. 10 du titre XXX disait : « Vou-lons que ceux qui sont convaincus d'avoir ouvert et ruiné les halots ou rabou-lières qui sont dans nos garennes ou en celles de nos sujets, soient punis comme voleurs. » — L'art. 12 : « Tous tendeurs de lacs, tirasses, tonnelles, traîneaux, bricoles de corde et fil d'archal, pièces et pans de rets, colliers, halliers de fil ou de sole, seront condamnés au fouet pour la première fois, et en trente livres d'amende; et pour la seconde, fustigés, flétris, et bannis pour cinq ans hors l'étendue de la maîtrise, soit qu'ils aient commis délits dans nos forêts, garennes et terres de notre domaine, ou en celles des ecclésiastiques, communautés et particuliers de notre royaume sans exception... » — L'art. 28 : « Faisons défenses aux marchands, artisans, bourgeois et habitants des villes, bourgs, paroisses, villages et hameaux, paysans et roturiers, de quelque état et qualité qu'ils soient, non possédant fiefs, seigneurie et haute justice, de chasser en quelque lieu, sorte et manière, et sur quelque gibier de poil ou de plume que ce puisse être, à peine de 100 livres d'amende pour la première fois, du double pour la seconde, et pour la troisième, d'être attachés trois heures au carcan du lieu de leur résidence à jour de marché, et bannis durant trois années du ressort de la maîtrise, sans que, pour quelque cause que ce soit, les juges puissent remettre ou modérer la peine, à peine d'interdiction... »

loi à la main, qu'il mérite le fouet et la flétrissure, et alors, au lieu de se contenter de l'amende de 30#, on le force à faire des compositions ruineuses en lui faisant bien sérieusement entendre encore qu'il est bien heureux d'en être quitte pour de l'argent, parce qu'on pourrait le perdre pour toujours.

Comme ces lois sont une source de vexations et d'outrages, il en faut faire de nouvelles qui fixent à 6# au plus tous les cas simples de destruction de gibier. Cela reviendra à ce qui se passe aux Tables de marbre, car elles modèrent toujours sur ce pied les amendes de cette espèce.

Au surplus, ce sera encore faire payer le gibier bien au-delà de sa valeur, si on considère surtout qu'il n'appartient pas plus au seigneur qu'à tout autre particulier.

34. — On ne doit pas moins s'empresse de réformer la même ordonnance par rapport aux profits injustes que les seigneurs tirent aussi des propriétaires de bestiaux trouvés dans leurs bois (1).

L'amende pour le cheval, le bœuf et la vache, est de 20#, outre 20# pour restitution, ainsi tout de suite, 40# par bête de ces espèces ; 10# pour un veau, et 6# pour une brebis ou un mouton, le tout pour la première fois, et le double pour la seconde ; mais, malheureusement, si les bestiaux sont saisis et emmenés, alors c'est pour le seigneur, en vertu de la confiscation qu'il [ne] manque jamais d'en faire écrire (*sic*) à son profit par sa justice.

On ne peut pas une loi plus fiscale. Un pauvre laboureur est obligé de confier la garde de ses bestiaux le plus souvent à des jeunes gens de douze à quinze ans ; et ces jeunes gens, accablés de sommeil dans les longs jours d'été, ou bien les bestiaux piqués, par de grandes chaleurs, par les mouches, s'échappent dans un bois, et les voilà perdus sans ressource, et le pauvre laboureur ruiné ; et cependant, quel dommage a-t-il

(1) Article 10 du titre 32. (Note du cahier.) — *Édit d'août 1669* cité ci-dessus ; cet article dit : « Les bestiaux trouvés en délit ou hors des lieux des routes et chemins désignés, seront pareillement confisqués ; et où les bêtes ne pourraient être saisies, les propriétaires seront condamnés en l'amende qui sera de vingt livres pour chacun cheval, bœuf ou vache ; cent sols pour chacun veau ; et trois livres pour mouton ou brebis ; le double pour la seconde fois, et pour la troisième le quadruple de l'amende, bannissement des forêts contre les pâtres et autres gardes et conducteurs ; desquels, en tout cas, les maîtres, pères, chefs de famille, propriétaires, fermiers et locataires des maisons y résidant, demeureront civilement responsables. »

fait ? On serait, le plus souvent, bien embarrassé d'en constater le moindre.

Enfin, les choses sont portées si loin sur cela qu'on a vu des seigneurs, les uns se faire payer des amendes énormes pour des échappées de bestiaux trouvés pâturent, soit sur des chemins dans des bois, soit sur de simples buissons et haies qui leur appartenaient, et les autres faire confisquer à leur profit des troupeaux, sous prétexte qu'ils avaient été trouvés dans de mauvais prés-marais, après la fauche, où il y avait quelques buissons de vorde (1) qu'ils affectaient de qualifier de bois (2).

Il ne devrait jamais y avoir de saisie lorsque les propriétaires de bestiaux sont connus, ni de confiscation lorsqu'ils en font la réclamation ; et dans tous les cas l'amende ne devrait être fixée qu'à 3^{fr}, sans restitution ; n'y ayant jamais de dommages bien constants, on ne devrait même la porter qu'à 20^{fr} pour les bois au-dessus de quatre ans.

Les maîtrises les modèrent à 3^{fr} dans les bois du Roi, et les Tables de marbre les y réduisent aussi pour les bois des seigneurs ; mais comme ce ne sont là que des tolérances particulières, il est nécessaire d'une loi générale qui soit faite suivant ces modérations. D'ailleurs, les modérations que font les Tables de marbre, sont très rares ; elles n'ont lieu que sur les appels des sentences des justices des seigneurs, et encore condamnent-elles l'appelant aux dépens qui, presque toujours, montent au-dessus de la modération, en sorte que le remède est souvent illusoire.

Nous, habitants de la paroisse de Toulon, avons arrêté le présent cahier de doléances dans l'assemblée par nous tenue cejourd'hui 10 mars 1789.

GOBET, J. JOLLY, LETRÉE, V. POIRET, Jean CLÉMENT,
BÉDIOT, CLÉMENT, BONNET, P. POIRET, LEROUGE,
syndic. (10 signatures.)

Paraphé *ne varietur* en conséquence de notre procès-verbal de cejourd'hui, 10 mars 1789, après avoir coté et paraphé pareillement, par première et dernière, toutes les pages du présent cahier.

AUBERT.

(1) *Vorde* ou *vordre* : ce nom est surtout employé dans la région pour désigner le saule marceau. (Voir le cahier de Lenharrée, page 396.)

(2) Voir les cahiers d'Étoges, page 272, et de Gionges-Saint-Ferjeux, page 319.

TOURS-SUR-MARNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Tours-sur-Marne (1) était composée de 200 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent en l'église paroissiale du lieu, sous la présidence d'Augustin FOLLIAS, notaire, bailli en la justice de Tours-sur-Marne, ban de Caulny (2). — Le procès-verbal constate la présence de Louis Bruyant, François Geoffroy, Nicolas Lamiable, Simon Jacob, Philippe Cuirot, Paul Devaux, Michel Gérard, Michel Dejardin, Claude Ledru, Antoine-Joseph Delabbaye, Louis Séjourné, François Pillion, Jean Journé, Henry Protain, Thomas Adnet, Jean-Baptiste Bertrand, Jean-François Bouzy, Claude Follias, Étienne Fourché, Augustin Mollien, Nicolas Fourché, Jacques Jobart, Nicolas Rousseau, François Protain le jeune, Pierre Protain, Louis Heurpé, Michel Lelarge, François Bouzy, Philippe Delabbaye, Charles Bourmont, Jean Delabbaye, Jean-François Harlin, et, encore, d'après les signatures, Terrier, Raymond-Gratien Siret, Simon Séjourné, syndic. — Les députés furent le président, Augustin FOLLIAS, et le syndic Simon SÉJOURNÉ.]

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 265. Cahier, dossier c, pièce 60 : 8 pages cotées et paraphées par Follias ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 717* : Administration de la communauté ; école ; procès pour la dime ; église ; pont. — *C, 953 et 2171* : Impositions. — *C, 1027* : Capitation. — *C, 1046* : Vingtièmes. — *C, 1601* : Corvées. — *C, 1911 et 2083* : Pont, église et presbytère. — *C, 1946* : Maladrerie de Tours-sur-Marne rattachée à l'Hôtel-Dieu de Reims (1695-1696). — *C, 1969* : Grêles et orages. — *C, 2164* : Justice de Tours-sur-Marne. — *C, 2691* : Pont (1789). — *G, 1 à 6* : Archives de la prévôté de Tours-sur-Marne, dépendance du chapitre métropolitain de Tours en Touraine (1200 à 1793). — *G, 692* : Prés au chapitre de Saint-Étienne de Châlons. — *G, 1104* : Biens de la collégiale de Notre-Dame-en-Vaux. — *G, 1749* : Biens à la paroisse de Saint-Germain de Châlons. — *G, 1771* : Dîmes du vin à la paroisse Sainte-Marguerite de cette ville. — *G, 1916* : Biens de la cure. — *Arch. de Reims : fonds de l'Archevêché, G, 286 et 287* : Enquêtes sur la paroisse de Tours-sur-Marne, du doyenné d'Épernay, diocèse de Reims ; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — HÉRELLE (Georges) : *Notes historiques sur le village de Tours-sur-Marne. (Revue de Champagne et de Brie, t. XI, 1881, p. 394 à 402.)* — E. DE BARTHÉLEMY : *Le chapitre Saint-Maurice de Tours-sur-Marne. (Mémoires de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts de la Marne, 1882-1883, p. 104 à 118.)*

— Tours-sur-Marne appartenait à l'élection d'Épernay ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Ay, arrondissement de Reims.

— Dénombrement de 1773 : 184 feux roturiers, 2 ecclésiastiques et 1 noble. — Population : 285 hommes, 290 femmes, 54 garçons et 55 filles, soit 684 habitants.

(2) Voir, ci-après, note page 726.

CAHIER

Cahier de plaintes, doléances et très humbles remontrances de la paroisse de Tours-sur-Marne, en exécution des ordres du Roi par sa lettre de convocation donnée à Versailles, le 24 janvier 1789.

S'il était possible que chaque paroisse pût faire percer en particulier ses plaintes et doléances jusqu'au trône du Monarque, et que Sa Majesté puisse entendre et soulager, ainsi que lui dicte son cœur, tous ses sujets en particulier,

La paroisse de Tours-sur-Marne (1) serait, sans doute, une de celles qui aurait plus de droit à se plaindre et lieu d'espérer d'être accueillie et soulagée dans différentes sortes d'impôts et de charges qu'elle supporte, puisque, quoique les trois quarts des propriétés de son terroir appartiennent à des bénéficiers ou privilégiés (2), elle paie néanmoins près de douze mille livres

(1) Tours-sur-Marne avait obtenu le titre de *ville* : Henri III avait, le 1^{er} juillet 1576, autorisé les habitants à s'entourer de murailles et à ouvrir trois jours de foire dans l'année. (Inventaire, dressé par devant la justice du chapitre de Tours, des titres, des privilèges et autres accordés par le Roi aux habitants de Tours-sur-Marne; bornage et clôture de la ville, etc. — *Arch. de la Marne*, G, 6.)

(2) Flodoart nous apprend que, le roi Charles-le-Simple ayant donné au chapitre de Tours (en Touraine) des terres au bord de la Marne, entre Épernay et Châlons, l'archevêque de cette ville obtint de celui de Reims la permission d'y élever un prieuré : telle fut l'origine du village de Tours-sur-Marne et de la juridiction des chanoines de l'église métropolitaine de Tours en Touraine sur la paroisse; la prévôté de ce chapitre comprenait les seigneuries de Tours-sur-Marne, Athis et Bouzy (papiers et titres de cette prévôté : *Arch. de la Marne*, G, 1 à 6). Mais d'autres seigneurs se partagèrent encore les terres de Tours à toutes les époques. (*Ibid.*, G, 6, et E. 133 : Familles de Conflans [1229], de Montrevel de Châteauvillain et de Thuisy [1517]. — E, 627, 643, 663, etc. : Famille Pinart, baron de Louvois [1580]. — G, 1916 : Famille Linage [1673]; — etc.) — « On ne peut pas dire le nombre des seigneurs de Tours-sur-Marne, répond le curé Pierre Menu, en 1774, à une demande de l'archevêque de Reims; les principaux sont MM. les chanoines de l'église métropolitaine de Tours; ils n'ont point de droits honorifiques. » (*Arch. de Reims : fonds de l'Archevêché*, G, 287.) — Le même curé écrit cependant, en 1783, à un chanoine de Saint-Symphorien de Reims, l'abbé Hillet : « Les seigneurs de Tours-sur-Marne sont MM. les chanoines de l'église métropolitaine de Tours en Touraine pour la moitié de la terre. La seigneurie de la seconde moitié appartient : 1^o à MM. de Bermondes, dont l'ainé demeure à Avenay et le cadet dans la paroisse; 2^o à M. Valin, qui demeure dans la paroisse; 3^o à M. Baudouin; 4^o à M. Brémont (le lieutenant-général du bailliage); 5^o à M. Champion; 6^o à M. Seneuze; ces quatre messieurs demeurant à Châlons-sur-Marne; 7^o aux héritiers de feu M. de Cambray, qui demeurent à Reims. » (*Arch. de Reims* :

d'impositions par année (1), et notamment en la présente, quoique le terroir, peu fertile (2), ait éprouvé des revers de pro-

fonds non classé : Notes rassemblées par l'abbé Hillet, historiographe rémois, auteur des *Almanachs de Reims*.)

En 1599, la terre et seigneurie du ban de Saint-Maurice du chapitre comprenait, à Tours, la maison et 6 arpents de prés, 31 arpents de terres labourables, le greffe, la mairie, la garde des prés et le moulin à eau (fondé vers 1150 et transformé aujourd'hui en une très belle usine. — Cf. : *Le Moulin de Tours-sur-Marne* : notice dans la *Revue de Champagne et de Brie*, t. XXV, page 237). — Le chapitre de Tours ne devait rien pour l'entretien de l'église et ne percevait aucun droit de lods, ventes et cens dans ses fiefs. — Le jour des cendres, on tenait les plaids généraux ; il était dû alors au ban de Saint-Maurice : 6 deniers par ménage et 3 par demi-ménage ; deux pintes de vin par cabaret ; 10 sols par le moulin. — Au ban de Caulny, le plus important après celui du chapitre et dont le notaire Follias était, en 1789, le bailli, une journée de travail d'homme et de chevaux par ménage ; une demie avec un demi-boisseau d'avoine par demi-ménage ; de plus, les vassaux du ban Saint-Maurice devaient aux co-seigneurs du ban de Caulny, 3 boisseaux d'avoine par ménage, et moitié par demi-ménage.

Le droit de présentation à la cure fut cédé aux religieux de Cluny en 1025, par un décret de Renauld II, archevêque de Reims, qui confirma par ce même décret la donation qui avait été faite antérieurement à ces religieux des biens dont on fit le revenu d'un prieuré fondé par l'archevêque à Tours-sur-Marne ; les moines ayant quitté la paroisse, le prieuré devint commandataire et le prieur choisi par l'abbé de Cluny conserva le droit de nommer à la cure.

Les grosses dîmes appartenaient au prieur et au titulaire d'une sacristie régulière créée en l'église de Tours, et le titulaire était un religieux de l'ordre de Cluny ; le curé n'avait que le sixième de ces dîmes et moitié des dîmes novales. Un procès éclata en 1752 devant le bailliage de Châlons entre les habitants et les décimateurs, le prieur du prieuré et le curé, au sujet de la dime des gerbes surnuméraires exigées par ceux-ci contrairement à l'usage : la dime se percevait à la treizième gerbe pour les nombres complets ; les habitants refusaient de la payer pour les portions en dessous de douze. (*Arch. de la Marne, C, 717*. — *Bibliot. de Reims, M, 4439-30* : Mémoires pour les habitants de Tours-sur-Marne... contre Pierre de Crevelle, prieur du prieuré... M^e Jean Faciot, prêtre, curé dudit lieu et autres... : imp. in-fol. de 13 pages.)

Quatre chapelles, dans l'église Saint-Maurice de Tours, étaient également des bénéfices, et la nomination des titulaires appartenait au doyen de l'église métropolitaine de Tours en Touraine. (Enquêtes de 1774 de l'archevêque, et de 1783 de l'abbé Hillet.)

D'autres corps ecclésiastiques possédaient encore des biens sur le terroir de Tours-sur-Marne : le chapitre de Saint-Étienne de Châlons, le « Pré à la Meule », acquis en 1526 (*Arch. de la Marne, G, 692*) ; la collégiale de N.-D.-en-Vaux, des bois et prés adjugés sous la Révolution, comme biens nationaux, au notaire Roger, d'Ay (*ibid.*, G, 1104) ; la paroisse de Saint-Germain de Châlons, des prés (*ibid.*, G, 1749) ; celle de Sainte-Marguerite, la dime du vin (*ibid.*, G, 1771) ; l'abbaye d'Avenay, une ferme de 16 arpents et demi de terres, un demi arpent de bois, 8 arpents de prés (*Déclaration du 25 février 1790*. — *Arch. de la commune d'Avenay*).

(1) *Arch. de la Marne, C, 953* et 2171.

(2) « Le terroir de Tours-sur-Marne, dit le curé Menu (enquête de l'abbé

duction depuis plusieurs années, et que même la grêle du 15 juin dernier ait emporté la majeure partie de la récolte dernière (1) et nécessite les pauvres habitants d'acheter depuis longtemps les denrées de première nécessité, jusqu'à la récolte prochaine; ajoutons à cela qu'ils seront privés du pâturage et produit de leurs bestiaux, parce que le pont qui faisait leur passage a été enlevé par les glaces, et qu'ils sont obligés de reconstruire en neuf (2); toutes ces impositions et toutes ces charges sont supportées non par des propriétaires, mais par des pauvres manouvriers et cultivateurs des biens à ferme déjà loués au-delà de leur valeur et, pour satisfaire à ces impositions exigées souvent à la rigueur par les receveurs des tailles,

Hillet, de 1783), est partagé en deux par la rivière; dans la partie septentrionale, sont : le village, les terres et quelques pièces de prés; la partie méridionale comprend des prés, des terres, des pâturages, des bois broussailles; il n'y a point de vignes sur le terroir, mais il y a, dans la paroisse, beaucoup de vigneron qui vont travailler les vignes des terroirs voisins. Il n'y a point d'autre commerce que la vente des grains, foin et pailles qui sont recueillis sur le terroir. On y vend beaucoup de vin, mais c'est dans les cabarets où en fait un fort mauvais usage... »

(1) La récolte de 1788 avait donné : en froment : 96 gerbes par arpent de 100 perches, produisant 240 livres de grains; — en seigle : 72 gerbes produisant 105 livres. « L'année 1788, disent les habitants lors de l'enquête de septembre 1789 sur les récoltes, le terroir de Tours-sur-Marne ayant été frappé de la grêle, n'a pas rapporté moitié de l'année précédente. » — En 1789, la récolte fut, en effet, plus importante : 150 gerbes de froment produisant 525 livres de grains et 96 gerbes de seigle produisant 420 livres de grains. « L'année présente de 1789, ajoutent les habitants, les débordements de la rivière des mois d'avril et mai derniers, ont noyé les froments d'ajoux et n'ont produit que de l'herbe. » (Enquêtes sur les récoltes. — *Arch. de la Marne, C. 2877.*) — Des orages avaient souvent, depuis 1764, dévasté le territoire de Tours-sur-Marne (*ibid.*, C. 1969). — « Il y a quelquefois, dit le curé en réponse au questionnaire de l'abbé Hillet (1783), une très fâcheuse abondance d'eau de rivière qui, dans les débordements, couvre une vaste étendue du terroir et souvent fait périr froment, orge, avoine, foin, etc..., et, par conséquent, cause dans le pays une très grande perte. »

(2) Le pont de Tours-sur-Marne, construit en 1704, fut l'objet de diverses réparations de 1749 à 1768. — Pendant l'hiver de 1788-1789, la débâcle des glaces enlevèrent ce pont. Le bureau intermédiaire de l'élection d'Épernay s'occupa de sa reconstruction et, sur la plainte des habitants de Tours-sur-Marne, demanda la participation des communautés voisines de Louvois, Tauxières, Athis, Jâlons, Aulnay-sur-Marne, Plivot, qui profitaient aussi de ce pont. (Voir note à ce sujet au cahier de Jâlons, page 351. — *Arch. de cette commune.* — *Arch. de la Marne, C. 717, 2083 et 2691.*) — On a vu également au cahier d'Athis (note, page 41), que cette communauté avait, afin de ne pas participer à la dépense, contesté l'utilité de ce pont pour les villages voisins de Tours.

on est obligé de travailler comme des forçats et se refuser non seulement le vêtement, mais encore le nécessaire à la vie.

Une infinité de raisons aussi sensibles que celles ci-dessus, pourraient trouver place et faire la matière du présent cahier; mais comme il est impossible que celui qui vient à faire (1) au bailliage de Châlons, puisse contenir les plaintes de chaque paroisse en particulier, celle de Tours-sur-Marne se bornera à ce qu'elle vient de dire pour ses intérêts, et laissera à ses députés le soin de faire pour elle toutes les représentations que de raison et passera aux réflexions qui lui viennent pour l'avantage général de la patrie et du Tiers état.

La paroisse de Tours-sur-Marne n'a pas une connaissance assez claire sur l'administration des finances, sur les revenus et dépenses de l'État, pour pouvoir en traiter amplement et donner des moyens d'économie et de réformes aux abus qui s'y commettent; le respect dû au Roi ne leur a jamais permis d'y pénétrer et, dans cette obscurité, ils ont jusqu'ici vécu sous le poids des impôts qui, toujours, a augmenté et qui est porté aujourd'hui au-dessus de leurs forces; ce qui leur rend encore ce fardeau plus dur, c'est que, quoiqu'ils sachent être tous nés du même père et enfants du même Roi, ils supportent seuls ces impôts pendant que les négociants, les riches propriétaires (2) qui habitent les villes en sont exempts, ainsi que la Noblesse et le Clergé en sont affranchis; que tous ceux-ci, qui regorgent des fruits du travail des pauvres cultivateurs, vivent dans l'aisance, le luxe et les plaisirs, pendant que les cultivateurs sont sacrifiés et qu'ils épuisent leur santé pour faire valoir les propriétés de ces capitalistes.

Telle a été la vie de nos ancêtres, tel a été le commencement de notre carrière; mais, grâce à la Providence, un sage et bon Roi, un ministre éclairé vient briser nos chaînes et rendre tous ses sujets heureux par un impôt unique et uniforme entre les trois ordres.

Pour parvenir au but si désirable, il y aurait, semble-t-il, un moyen fort simple: qu'on supprime les privilèges de la Noblesse et du Clergé qui, pour des raisons du temps, ont été accordés

(1) Sic: pour « qui sera fait », « qui sera rédigé ».

(2) On avait d'abord mis « capitalistes ».

autrefois avec justice, mais qu'aujourd'hui, ces raisons n'existant plus, ces franchises doivent être retirées ;

Qu'on retire les pensions, les gratifications, les appointements, surpris à la bonne foi du Roi ou accordés par faveur souvent plus que par mérite ;

Qu'on supprime différentes juridictions superflues et inutiles, les eaux et forêts, les traites et foraines, les élections, les greniers à sel, et qu'on en réunisse la connaissance aux bailliages et présidiaux ;

Qu'on supprime les receveurs des tailles, les receveurs et caissiers des ponts et chaussées ; enfin une infinité de caisses et recettes dont les assemblées provinciales peuvent se charger.

Qu'on arrête ensuite la dépense nécessaire pour soutenir la gloire du Monarque et la sûreté de ses sujets ;

Qu'on balance avec cette dépense les revenus des biens et droits domaniaux de la couronne ; qu'ensuite l'excédent soit arrêté et distribué en impositions sur toutes les provinces de la domination du Roi, chacun par portions eu égard à ses produits et fertilités ; alors, chaque province ferait la répartition de sa quotité de la manière qu'il sera jugé le plus convenable et avantageux, par une assemblée de chaque province qui pourrait se faire chaque année de la manière et à l'exemple de celle qui se fait pour la tenue des États généraux.

Alors, plus d'exemptions, plus d'administration des aides, plus de commis, plus de gabelles, plus d'entraves au commerce ; chacun serait libre de ses productions, porterait son industrie à les faire fleurir et le mettrait dans le cas de payer plus aisément son imposition.

Si aucuns des citoyens se croient chargés, s'ils essuient des pertes ou des malheurs, ils auront recours aux municipalités, aux départements, à la commission intermédiaire provinciale, et partout ils seront écoutés ; leurs raisons, leurs facultés, les personnes même seront connues et il sera fait droit et justice à tous, sans frais ni sans faveur.

Reste aux moyens de pourvoir à l'acquit des dettes de l'État : sur quelle partie doit-on tirer une somme aussi considérable ? Serait-ce encore sur le Tiers état ? Sera-ce sur ce malheureux cultivateur ? cette partie de citoyens si nécessaire, si altérée est réduite. Sera-ce, enfin, sur ceux qui, depuis des siècles, ont été surchargés d'impôts ? Non, sans doute ! mais plutôt sur les

deux autres ordres qui, depuis si longtemps, ont su s'en affranchir, et que s'ils eussent supporté depuis qu'ils auraient dû le faire, même une légère imposition, l'État, au lieu d'être obéré, aurait sans doute des épargnes qui mettraient le Roi à même de manifester à tous ses sujets les bienfaits que son cœur lui dicte et effectuer ses nobles intentions.

Il serait même aisé de tirer sur ces deux ordres une forte partie du déficit des finances, sans qu'aucuns puissent s'en plaindre ; par exemple, que chaque bénéfice simple, comme abbayes, prieurés et chapelles, venant à vaquer, restent pendant trois ou six années en vacances ; que le produit de chacune, après les charges acquittées, soit payé au bureau de la commission provinciale dont elles dépendront chaque année, et de suite au trésor royal ; ces objets feraient un produit considérable et ne nuiraient pas plus à personne que si les titulaires eussent vécu trois ou six années de plus ; il n'y aurait pas pour cela d'ecclésiastique sans emploi, s'ils ont l'esprit de leur état et qu'ils aiment le travail ; on ne verrait pas très souvent qu'un seul individu réunisse, par des protections plutôt que par mérite, plusieurs bénéfices qui lui forment un revenu considérable, lui font oublier son état, les charges de ses bénéfices et, très souvent, faire un mauvais usage de ses revenus.

Que la Noblesse, de son côté, considère ses revenus, ses facultés, des exemptions dont elle a joui jusqu'à présent gratuitement, et qu'à l'exemple de la veuve et des héritiers de M. d'Ormesson, les uns se dépouillent des gratifications dont ils ont été dotés (1) ; que ceux-ci fassent au Roi les offres d'une portion de leurs trésors, ceux-là d'une portion de leurs forts appointements ; que tous ces financiers, ces riches qui habitent les villes franches, que tous viennent de bon cœur, contribuer au besoin de l'État qui les garde et les défend ; que tous ces riches bénéficiers et communautés des deux sexes retranchent du luxe de leurs tables et de leurs dépenses extraordinaires et qu'ils viennent en verser le superflu au trésor royal ;

(1) Il s'agit de Louis-François-de Paule Le Fèvre d'Ormesson, magistrat et premier président du Parlement de Paris, qui venait de mourir le 26 janvier 1789 ; de ses deux fils, l'un avait été, en 1783, contrôleur général des finances, l'autre était président à mortier du Parlement de Paris et fut député aux États généraux par la Noblesse de la Prévôté de Paris, hors les murs.

Que les seigneurs se dépouillent des droits seigneuriaux qu'ils exigent de leurs vassaux souvent surpris par leurs ancêtres ; qu'ils se dépouillent de leurs droits de chasse ou au moins qu'ils détruisent les gibiers qui rongent les grains de la campagne, et qu'en ce faisant, ils respectent et fassent respecter les empouilles par leurs gardes lorsqu'ils chassent.

Ce qui a été fait et arrêté en l'assemblée générale de la paroisse, convoquée et assemblée en l'église et paroisse dudit Tours-sur-Marne, place et lieu convenus, et annoncée au prône de la messe de cejourd'hui et indiquée fin des vêpres, à laquelle assemblée sont comparus les soussignés, et plus grand nombre ont déclaré ne savoir ni écrire, ni signer, ce dimanche 8 mars 1789, trois heures de relevée.

BRUYANT, LAMIABLE, GEOFFROY, Jean - François BOUZY,
DEVAUX, SÉJOURNÉ, etc.....
FOLLIAS.

(28 signatures.)

Ce présent cahier, contenant huit pages, a été paraphé par première et dernière, au désir de l'ordonnance de M. le bailli de Châlons, par nous, Augustin Follias, bailli en la justice de Tours-sur-Marne.

Le présent cahier, fait double dont copie restée aux archives de ladite paroisse, et le présent sera remis aux députés pour le porter à l'assemblée du bailliage de Châlons.

Fait ce 8 mars 1789.

FOLLIAS.

TRÉCON

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Trécon (1) était composée de 45 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, *doss. b, pièce 266*. Cahier, *dossier c, pièce 86* : 4 feuillets cotés et paraphés par Duval ; visa de Prieur sur la 1^{re} page et sur une fausse couverture).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 717* : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — *C, 915 et 949* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1717* : Atelier de charité. — *C, 1911* : Église, presbytère et cimetière. — *E, 915, 923* : Dimes de l'abbaye de Saint-Sauveur. — *G, 107* : Visite de la cure. — *G, 693* : Dimes du cha-

publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8 (1), les habitants se réunirent sous la présidence de Joseph DUVAL, procureur fiscal, pour l'absence du juge, assisté de Vincent Gallois, greffier. — Le procès-verbal constate la présence d'André Jourdain, syndic, Michel Mailliard, Memmie Gallois, Claude Gallois, Jean Gallois, Antoine Hadot, et encore, d'après les signatures, Hilaire Mailliard, Remy Fallet, Louis Rivière, Louis Rogé, J.-B. Jourdain, Claude Mailliard, Jean-Baptiste Hatat, Nicolas Mailliard, François Lepage. — Les députés furent Nicolas MAILLIARD et François LEPAGE.]

CAHIER

Nous, syndic et principaux habitants de la communauté de Trécon, pour nous conformer aux ordres qui nous ont été faits par les officiers de la municipalité dudit Trécon, de nous assembler au lieu accoutumé à l'effet de dresser un cahier de doléances, de plaintes et de remontrances sur les abus qui peuvent exister dans le royaume, et d'indiquer les moyens dont on pourrait se servir pour remédier auxdits abus, nous nous sommes assemblés dans le lieu qui nous a été indiqué, le 2 du mois de mars, pour procéder à la rédaction dudit cahier et à la nomination des deux députés, qui nous a été enjointe par les susdits officiers de choisir pour être les représentants de toute la communauté dans l'assemblée des trois États qui doit se tenir à Châlons le 12 du présent mois. Après avoir recueilli les suffrages à la manière accoutumée, toutes les voix se sont réunies en faveur des sieurs Nicolas Mailliard, âgé de cinquante ans, et François Lepage, âgé de quarante ans ; en conséquence, nous les avons nommés et nommons nos représentants. Ensuite, nous avons dressé le cahier de doléances, de plaintes et de remontrances comme il suit :

Décimateurs. — Nous ne pouvons croire que ce soit l'intention de Sa Majesté que MM. les décimateurs soient en droit de refuser de fournir aux églises les linges, ornements et tout ce qui est nécessaire pour célébrer les saints Mystères, dès qu'une

pitre de Saint-Étienne de Châlons. — G, 1452 : Terre de Vaudebars ; — etc.

— Trécon appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 44 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 63 hommes, 54 femmes, 26 garçons et 14 filles, soit 157 habitants.

(1) Dans le préambule du cahier ci-après, on indique que cette réunion eut lieu le 2 mars ; à la fin de ce même document on retrouve encore la date du 2 mars 1789.

fabrique a une fois trente livres de rente fixe, cela ne paraît pas juste ; si nos pères ont fait des legs pieux à l'Église, leur intention n'a jamais été de décharger les décimateurs de ce qu'ils doivent fournir aux églises pour l'entretien des linges et ornements, mais bien pour rendre, par la suite, les services plus solennels (1).

Entretien à la charge des communautés. — Nous demandons qu'il soit assigné un certain fonds dans chaque communauté pour subvenir aux frais qu'elles sont obligées de faire chaque année, soit pour réparer la nef des églises et le presbytère (2), soit pour entretenir les chemins du village (3), afin qu'on puisse faire ces réparations aussitôt qu'elles deviennent urgentes ; quand il n'y a point de fonds dans la paroisse pour subvenir à ces sortes d'entretien, pour s'en acquitter, il faut lever une certaine somme sur chaque particulier ; les uns y consentent, les autres refusent, de manière que, l'ouvrage fait, il faut que les plus raisonnables paient pour les entêtés, ce qui est une injustice et ce qui fait qu'on attend toujours le plus tard possible à faire ces sortes de réparations, inconvénient qui a des suites funestes en jetant bien des communautés dans des dépenses qui les gênent beaucoup et qu'on pourrait éviter si on avait toujours des fonds prêts pour faire ces sortes de réparations, car il est un proverbe qui dit, qu'il est plus aisé d'entretenir que de rebâtir à neuf.

(1) Le chapitre de Saint-Étienne de Châlons levait deux tiers des grosses dîmes, et l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus le dernier tiers. — Le premier les avait obtenues, le 1^{er} décembre 1488, d'Antoine de Thourotte, seigneur de Conflans et de Trécon ; des sentences, consultations et reconnaissances avaient, depuis, établi les droits du chapitre à cet égard, le 5 juin 1489 sur la vente des grains, de 1725 et 1726 sur les dîmes des sarrasins, en 1747 sur les dîmes de rapport, en 1769 sur les novales. — Le chapitre louait ces dîmes (baux : 1720-1781). (*Arch. de la Marne, G, 693.*) — L'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus louait également sa part. (Ball du 22 octobre 1760 : 750 livres ; ball des menues dîmes du 6 avril 1714 : 613 livres 8 sols 6 deniers par an. — *Ibid.*, E. 915 et 923.)

(2) Une ordonnance de l'intendant Rouillé d'Orfeull, du 15 octobre 1771, avait réglé la participation des décimateurs et de la communauté aux travaux de réparations de l'église. (*Arch. de la Marne, G, 693.*) — Des travaux avaient été entrepris au presbytère en 1740 : 500 livres ; au mur du cimetière en 1753 : 335 livres ; et enfin les plus importants, — dont il était déjà question en 1771, lors de la décision de l'intendant, — à l'église, adjugés à 1,235 livres en 1776. (*Ibid.*, C, 1911.)

(3) Atelier de charité de 1787 à 1790 : réparations des chemins et routes de Trécon. (*Arch. de la Marne, C, 1717.*)

Ces fonds que nous demandons sont d'autant plus nécessaires pour la paroisse de Trécon qu'elle n'a aucun usage quelconque qui puisse l'aider à supporter les charges de la communauté. On prétend néanmoins qu'il y a cent ans, elle jouissait des terres de Vaudebars qui composent huit cent quarante journaux ; ces terres, que la communauté possédait comme en forme d'usage, appartiennent maintenant à MM. les chanoines de Saint-Jean de Vertus ; nous ignorons s'ils ont des titres bien authentiques ou si ce n'est pas une usurpation de laquelle la communauté n'a pas eu soin de se relever ; on prétend qu'en recherchant dans les archives de la Chambre des comptes, on trouverait des preuves par écrit qui pourraient nous mettre en possession de ces huit cent quarante journaux de terre. Si les habitants de Trécon les possédaient comme usage, il leur serait bien plus facile de concourir aux charges de leur communauté (1).

Taille. — Nous désirerions que cette imposition soit changée en une autre plus avantageuse pour nous, et en même temps plus équitable. Par exemple, ne pourrait-on pas y suppléer par une dîme générale qui pourrait se percevoir indistinctement dans les champs sur toutes propriétés appartenant aux trois ordres, observant néanmoins que ladite dîme soit proportionnée à la valeur des terres de chaque pays ? Par ce moyen, nous nous verrions délibérés envers le Roi, et cela sur-le-champ. Un autre avantage que nous apercevons, c'est que les fausses déclarations n'auraient plus lieu, car on ne pourrait plus rien cacher ; les plaintes, les murmures cesseraient et du moins il n'y aurait plus de division ni de débats dans la campagne sur ce sujet ;

(1) *Arch. de la Marne, G, 1452* : Plan de la terre et seigneurie de Vaudebars, située entre les terroirs de Trécon, Velye, Villeseneux, Clamanges et Germinon, d'une contenance de 840 journées 8 denrées et 6 perches de terre labourable (1720). — Procédures engagées au sujet de la possession de cette terre en 1708 et en 1744-1745.

Les chanoines de Saint-Jean de Vertus produisirent des titres pour prouver que cette terre dépendait de leur domaine : des baux des 26 novembre 1429, 13 septembre 1529, de 1583 à 1660, le dernier du 9 septembre 1660, moyennant 36 grands setiers de grain et 3 livres d'argent par an, — et un arrêt du parlement du 4 avril 1662 qui condamnait Jacques Dumangin, conseiller au parlement de Metz, à se désister de la quantité de 100 setiers d'avoine qu'il prenait tous les ans, en qualité de seigneur et baron de Conflans, sur la terre de Vaudebars.

enfin, ce serait, pour chaque particulier, une source d'une grande tranquillité.

Papier terrier. — Il serait bien à désirer qu'il y en ait un dans chaque paroisse qui soit approuvé et autorisé par la justice du lieu, afin que, dès que quelqu'un aurait eu la témérité d'anticiper sur le bien de son voisin, celui qui se trouverait lésé puisse recourir aussitôt au papier terrier, pour convaincre son adversaire d'injustice, sans être obligé de recourir à une procédure souvent très dispendieuse et encore plus litigieuse.

Sa Majesté pourrait donc ordonner qu'il soit dressé dans chaque paroisse un papier terrier à moins de frais qu'il se pourrait, et que ledit papier soit déposé dans les archives de la ville la plus près du lieu où l'arpentage aurait été fait. Par là, Sa Majesté procurerait un grand avantage aux personnes de la campagne et empêcherait une multitude d'injustices, de fraudes et de malversations qui se commettent dans ces circonstances.

Droits d'entrée et de sortie. — Ils sont si multipliés que nous aimons mieux vendre nos denrées dans le lieu de notre domicile que de les transporter dans les villes; ceux qui les habitent en souffrent et devraient, par conséquent, s'unir avec nous pour demander à Sa Majesté qu'elle ait, au plus tôt, à remédier à un abus qui fait languir le commerce et qui énerve le courage des négociants. En réprimant cet abus, que d'injustices, que de vexations ne détruirait-on pas; car sur ce sujet, il s'en commet à l'infini, puisqu'on nous demande tant d'entrée, tant de sortie pour telle ou telle denrée, et qu'on refuse de nous prouver qu'on a droit de percevoir les droits qu'on exige de nous; il serait à souhaiter que le tarif de chaque denrée soit publié et affiché dans chaque ville et communauté; on ne pourrait plus, alors, surprendre notre bonne foi.

Deniers royaux. — Si tout ce que nous payons d'impôts parvenait directement au trésor royal, nous nous acquitterions de ce devoir avec plus de plaisir; car nous savons qu'étant membres d'un État, il est juste que nous concourrions, selon notre pouvoir, aux frais que cet État est obligé de faire pour procurer aux sujets le bonheur et la tranquillité; mais il faut convenir que ce qui nous fait de la peine et ce qui nous porte à payer de si mauvaise grâce les impôts, c'est que nous ne pouvons nous dissimuler que, de tout ce que nous donnons, la moitié même ne parvient pas au trésor du Roi. Ces sommes passent par tant

de mains, qu'il ne reste presque plus rien quand elles parviennent à leur destination : c'est un mal auquel nous croyons qu'il faudrait remédier en simplifiant la perception de ces deniers royaux.

Corvée. — L'imposition que Sa Majesté a établie depuis peu à la place de la corvée qu'on était obligé de faire en personne, est sans doute un moindre mal que la corvée en nature qui existait autrefois ; mais on peut dire que cette imposition n'est point équitable, puisqu'elle ne tombe que sur les gens de la campagne qui sont ceux qui se servent le moins des grandes routes. Pour obvier à cette injustice, nous croyons qu'il est de la sagesse, de la bonté et de l'équité du Monarque qui nous gouverne et qui a des vues si bienfaisantes, de mettre la dernière main à ce qu'il a si bien commencé, de supprimer la corvée en nature pour toujours, et d'y suppléer par une imposition sur les propriétés appartenant aux trois ordres (1).

Sel. — Nous avons toujours entendu dire que le sel, pris où il se fabrique, ne coûtait tout au plus que deux sols la livre. Pourquoi donc que, parvenu à sa destination, il coûte quatorze sols la livre ? Il faut bien croire que ce sont les droits de la gabelle qui rendent si chère cette denrée qu'on peut appeler de la première nécessité. Ne pourrait-on pas remédier à cet abus en détruisant les gabelles qui nous paraissent bien plus nuisibles à l'État qu'utiles ? Ne pourrait-on pas, par exemple, établir dans chaque ville, bourg et village, un dépôt de sel où chaque particulier pourrait prendre sa provision, tant pour le pot que pour la salaison ? Nous sommes persuadés que, si notre bon Roi était instruit qu'on nous vend le sel quatorze sols la livre, dès le jour même il remédierait à un abus si criant et qui nous empêche de faire autant de salaisons que nous en ferions, si le sel était baissé de prix. Outre cela, nourrissant plus de porcs, nous nous trouverions plus à même de fumer nos terres.

Animaux. — De temps en temps, notre bon Roi porte des ordonnances bien utiles à la société ; mais, par malheur, on ne veille presque jamais à leur exécution. Par exemple, il y a quelques années qu'il avait défendu de détruire les génisses ;

(1) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53. — *Arch. de la Marne, C, 1595* : Corvées de Trécon de 1772 à 1786, avant la conversion en une prestation en argent.

cette ordonnance, qui avait sûrement en vue l'utilité du labourage, on l'a mise en oubli et on continue, comme auparavant, à faire une fin de ces animaux, et de là vient que les vaches, qui sont si nécessaires, tant pour procurer la nourriture aux personnes de la campagne que pour faciliter le moyen de fumer les terres, sont maintenant hors de prix. Autrefois on en avait une pour dix écus ; aujourd'hui on ne peut plus en avoir à moins de cent livres.

Voyant qu'il est si difficile de s'en procurer, et n'ayant point une somme assez considérable pour en acheter, on se voit forcé à renoncer, quoiqu'à regret, à cet avantage ; on vend sa paille ; ne pouvant plus fumer ses terres, on les néglige, et c'est ainsi que le labourage languit et même, quelquefois, ne se voyant plus à même de cultiver ses terres d'une manière satisfaisante, on les laisse en friche. Cela posé, il serait donc bien intéressant, pour ranimer le courage des laboureurs dont nous venons de parler, de faire revivre l'ordonnance qui a été portée, il y a quelque temps, contre ceux qui détruiraient les génisses (1).

Bois. — On nous menace de nous vendre le bois, qui est certainement encore une denrée de la première nécessité, plus cher que l'année dernière. Sur ce pied-là, les pauvres gens seront forcés de mourir de froid. Est-ce qu'on ne pourrait pas s'opposer à un abus si révoltant ? Le gouvernement n'aurait-il pas droit d'interposer son autorité pour faire cesser cette vexa-

(1) *L'ordonnance de police du 25 mai 1784, concernant la vente des vaches laitières et des veaux* (ISAMBERT, *Recueil des anc. lois*, ouv. cit., t. XXVII, page 412), faisait « défenses à tous marchands forains, fermiers, laboureurs, « ménagers, herbagers et autres particuliers, . . . d'exposer en vente aucunes « vaches laitières et autres vaches en état de porter et au-dessous de l'âge de « huit ans, et des veaux et génisses au-dessous de l'âge de huit à dix semaines, « le tout à peine de confiscation de la marchandise qui sera saisie et de « 300 livres d'amende par chaque contravention ». — Cette ordonnance rappelait les décisions antérieures prises en cette matière, notamment un arrêt de la Cour du Parlement, du 26 février 1778, rendu au sujet de « la vente, à Sceaux et à Poissy, des bestiaux au-dessous d'un certain âge ». (*Ibid.*, t. XXV, page 213.) — Élevage des taureaux et génisses dans la généralité ; introduction des taureaux et génisses de la Suisse en 1788-1789. (*Arch. de la Marne, C, 2878 et 2879.*) — L'assemblée provinciale de Champagne, dans sa séance du 10 décembre 1787, fut saisie d'un mémoire à ce sujet et de la proposition de faire venir des génisses de Suisse et de Franche-Comté, par le moyen d'une souscription, pour améliorer la race des bêtes à cornes. (*Procès-verbal des séances*, etc., ouv. cit., page 156, et le résumé du mémoire aux pièces annexées, n° 1, page LXIX.)

tion de la part des marchands de bois, en fixant l'anneau de bois à un prix raisonnable, afin que tout le monde puisse s'en procurer pour son nécessaire (1) ?

Village de Trécon. — Il est à remarquer que ce village est privé de presque tous les avantages dont jouissent la plupart des autres communautés ; un grand nombre de ses terres sont d'un très petit rapport ; il n'a ni rivière, ni ruisseau, ni bois, ni prés, ni aucune commodité quelconque (2) ; en outre, personne n'ignore que les terres de ce village ont été dégradées depuis près de quinze ans par plusieurs inondations qui se répétaient quelquefois jusqu'à trois fois par an, dont la dernière, qui est arrivée il y a trois ans, a enlevé la plupart des bâtiments (3).

Fait à Trécon, ce 2 mars 1789, en foi de quoi nous avons signé, soussignés.

MAILLIARD, Memmie GALLOIS, Antoine HADOT, Claude GALLOIS, etc.....

V. GALLOIS, greffier, Joseph DUVAL, procureur fiscal pour l'absence du juge.

(15 signatures.)

TRIAUCOURT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Triaucourt (4) était composé de 250 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence

(1) Voir les cahiers de Beaulieu-en-Argonne, page 74, de Dampierre-sur-Moivre, page 249, et de Lenharrée, page 396.

(2) Pour 750 arpents de terres labourables, on en trouvait à Trécon : 787 de terres incultes, sans prés ni bois ; les récoltes, peu importantes, produisaient à peine la semence : 178 boisseaux de froment (1 1/2 pour 1), 1,360 de seigle (1 pour 1), 51 d'orge (1 1/2 pour 1), 1,700 d'avoine (1 pour 1), et 170 de sarrasin (2 pour 1). (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.)

(3) Le village de Trécon est situé dans une plaine, sans rivière ni ruisseau. — « Cependant les rues de Trécon, dit M. Chalette dans son *Précis de la statistique de la Marne* (ouv. cit., tome II, page 129), sont souvent gâtées par les eaux qui y descendent des monts voisins élevés de 111 à 116 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ces eaux se réunissant plus bas, forment de petits ruisseaux qui tombent dans la Soude... »

(4) *Arch. de la Meuse*, L, 1 (procès-verbal et cahier, ce dernier de 4 pages ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Meuse*, C, 160 : Administration de la communauté ; — et fonds du contrôle des notaires en voie de classe-

de Louis DORTU, maire et juge ordinaire en la haute justice de Triaucourt, y demeurant (1). — Le procès-verbal constate la présence de M^e Jean-Nicolas Mathieu, procureur, Pierre-Nicolas Bauclin, laboureur et syndic (2), Nicolas Georges, marchand, Jean-Léopold Lemaire, laboureur, M^e Augustin-Louis Picart, avocat en parlement, Pierre-Nicolas Royer, laboureur, Louis Deviller, laboureur, M^e Alexandre-Louis Dubant, procureur, M^e Antoine-Charles Delioncourt, licencié ès-lois, Pierre Joyeux, laboureur, M^e Jean Dorin, procureur, Pierre Fenaux le jeune, charron, Louis Herbaux, charpentier, Pierre Laflotte, laboureur, Nicolas Joyeux, laboureur, Claude Malizy, laboureur, Nicolas Tollitte, tissier, Pierre Simonnet, bonnetier, Jean Joyeux, laboureur, Jacques Guidain, bourgeois, Jean-Baptiste Dommangin, laboureur, Louis Geoffroy, marchand-boucher, Nicolas Jacquet, marinier, Louis Brichard, ancien laboureur, François Brichard, laboureur, Nicolas Royer, laboureur, François Jolly, menuisier, Pierre Bauclin le plus jeune, manouvrier, Claude Laflotte, laboureur, Nicolas Loison, tissier, François Jolly, maréchal-ferrant, François Herbaux, charpentier, Nicolas Laflotte, laboureur, Charles Rossinot, manouvrier, Antoine Combe, marchand, Nicolas-François Chaumont, procureur, M^e Louis Dortu, notaire royal. — Les trois députés furent Augustin-Louis PICART, avocat en parlement, Pierre-Nicolas BAUCLIN, syndic, et Jean-Léopold LEMAIRE, tous trois habitants du lieu.]

ment : 110 registres de 1704 à 1791. — *Arch. de la Marne, C, 1558* : Route de Triaucourt à Clermont. — *C, 1729* : Route de Sainte-Ménéhould à Bar-le-Duc par Triaucourt. — *C, 2378* : Attaque contre les commis des aides. — *C, 2386* : Nomination d'un syndic (1723). — *G, 119, 120, 1139* : Cure. — *G, 150* : Chapelle Saint-Clément ; hospice de Triaucourt érigé par lettres patentes du 23 août 1778. — *G, 694* : Dîmes du chapitre de Saint-Étienne de Châlons ; — etc. — *Grefte du tribunal de Saint-Mihiel* : Archives judiciaires de la mairie de Triaucourt (1597 à 1790).

BIBLIOGRAPHIE. — LEMAIRE (P.-Aug.) : *La commune de Triaucourt dans le bailliage de Beaulieu-en-Argonne* (Bar-le-Duc, imp. L. Philpona et C^{ie}, 1885, in-8^o de 179 pages). Cet ouvrage cite et analyse en quelques lignes (page 107), le cahier de la communauté et donne les noms des trois députés.

— Triaucourt appartenait à l'élection de Sainte-Ménéhould et avait été choisi comme chef-lieu d'un des six arrondissements de ladite élection. (Reg. de délibérations de l'assemblée d'élection 1787-1788 : séance du 29 août 1787. — *Arch. de la Marne, C, 2947.*) — Aujourd'hui la commune est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).

— Dénombrement de 1773 : 196 feux roturiers et 2 ecclésiastiques. — Population : 266 hommes, 332 femmes, 43 garçons et 57 filles, soit 698 habitants.

(1) Sur la mairie de Triaucourt et ses attributions, cf. LEMAIRE : *La commune de Triaucourt*, pages 68 et suivantes.

(2) Sur les fonctions du syndic, cf. LEMAIRE : *ibid.*, pages 73 et suivantes. — L'administration municipale était, depuis le 5 août 1787, composée du syndic Pierre-Nicolas Bauclin et de neuf conseillers : Augustin-Louis Picart, avocat et notaire, Jean-Léopold Lemaire, laboureur, Jacques Guidain, bourgeois, Pierre-Nicolas Royer, laboureur, Jean Laflotte, bourgeois, Louis Dortu, notaire royal,

CAHIER

Doléances et pétitions des habitants de Triaucourt, village de Champagne, composé de deux cent cinquante feux, situé dans l'étendue du bailliage royal de Châlons-sur-Marne, à onze lieues de distance de ladite ville, dépendant du grenier à sel et de l'élection de Sainte-Ménéhould, à quatre lieues de celle-ci, à une lieue de Vaubécourt, province de Lorraine et Barrois, à une lieue de Beuzée, pays des Trois-Évêchés, et à une lieue de Waly, pays Clermontois (1).

Ces habitants de Triaucourt, plus assujettis qu'aucuns autres de la France par la situation de leur village qui est dans les quatre lieues limitrophes des trois provinces qu'ils viennent de nommer, encouragés par les termes dont le Roi a bien voulu se servir dans sa lettre de convocation aux États généraux du 24 janvier 1789, par laquelle Sa Majesté invite son peuple à lui faire telles demandes qu'il jugera à propos, pour la tranquillité de son royaume et la meilleure fortune de ses sujets,

Autorisent les députés dudit lieu de Triaucourt à faire insérer dans le cahier qui doit se rédiger en l'assemblée du bailliage de Châlons, qui est convoquée par le procès-verbal de M. le grand bailli de ladite ville, du 17 février 1789, au 12 du présent mois de mars, dite année 1789,

Que leurs vœux sont :

ART. 1^{er}. — Que la province de Champagne, qui est une des plus considérables du royaume et qui a eu jadis des États particuliers, soit mise en pays d'État pour être régie comme celle du Dauphiné, ce qui dispenserait de tant de frais et d'appointements aux commis des fermes, directeurs, contrôleurs et receveurs généraux et particuliers des finances, même les intendants et subdélégués si onéreux au peuple ;

2. — Qu'il y soit créé un parlement séant à Châlons, au lieu

Jean-Nicolas Mathieu, procureur et ancien maire de la justice, Nicolas Joyeux-Dubant, laboureur, et Pierre Laflotte-Dubant qui remplaça le bailli du comté, Étienne Harmand, avocat ; enfin, Antoine-Charles Delioncourt, le greffier.

(1) Comme nous l'avons dit en note du cahier de Senard (page 601), nous ferons remarquer encore ici que ce cahier ressemble à celui de Charmontois-l'Abbé et à plusieurs autres du comté de Beaulieu-en-Argonne. Mais les articles sont plus complets et quelques-uns sont modifiés. Le cahier de Triaucourt doit être celui que les villages voisins prirent comme modèle.

de la laisser dépendre de celui de Paris qui est éloigné de quarante-cinq lieues et trop chargé d'affaires par l'immensité de son ressort ;

3. — Que les traites, les aides et les gabelles y soient abolies et que le prix du sel, qui y est maintenant porté jusqu'à quinze sols la livre, soit rendu libre et marchand, et que, pour tous impôts, il en soit établi un sous une seule dénomination, qui comprendra tous les biens, tant des nobles que des ecclésiastiques, et sera levé par un seul et unique collecteur ;

4. — Qu'il soit procédé à un nouvel arrondissement pour la dépendance des sièges d'appel, moyennant quoi les justiciables ne se trouveront jamais éloignés de leurs magistrats de plus de six lieues, ce qui est facile à faire ;

5. — Qu'il soit dressé un code civil et un code criminel le plus court et le plus précis, pour l'intelligence des lois et l'instruction des procédures ;

6. — Que la formalité du contrôle, qui n'a été établi que pour assurer la date des actes et qui est devenu un monstre ruineux par sa perception, soit fixée, ainsi que le centième denier, à un taux médiocre et invariable ;

7. — Représenter qu'il existe près d'eux, dans l'espace de deux lieues, six abbayes et couvents qui possèdent la majeure et la plus précieuse partie des biens du pays (1) ;

(1) Voir l'énumération de ces couvents et abbayes en notes des cahiers de Charmontois-l'Abbé, page 136, et d'Éclaires, page 259. Le bourg de Triaucourt était le siège de la juridiction de la seigneurie du comté de Beaulieu-en-Argonne, qui se partageait les dîmes avec le chapitre de Saint-Étienne de Châlons. (*Arch. de la Marne*, G, 694. — Cf. LEMAIRE : *Histoire de Triaucourt*, pages 27 et suivantes. — Voir aussi, pour les dîmes de Triaucourt, le cahier de La Voye, page 374, note.) — Comme pour les autres parties de la seigneurie, la terre de Triaucourt était admodiée à Pierre Didier de Varennes, qui n'était que le prête-nom de Jean-Paul de Maupassant de Rancy, seigneur d'Avocourt, grand maître des eaux et forêts du Clermontois, ancien maître d'hôtel du Roi, demeurant à Varennes (voir le cahier de Pretz, note, page 516). C'était le véritable seigneur du pays : on le voit nommer de sa pleine autorité les maires et officiers de la justice des divers villages du comté ; il révoque et il installe successivement : le maire de Beaulieu en 1779, celui de Chemin en 1781, celui de La Voye en 1788. On lit au bas de chaque ordonnance : « Donné au château de Triaucourt ». (Cf. LEMAIRE : *ouv. cit.*, page 67) — Le bailli de la justice à Triaucourt était, depuis 1756, l'avocat Étienne Harmand, dont le fils, Nicolas-François Harmand, né à Souilly le 9 janvier 1746, avocat à Château-Thierry, fut député de ce bailliage aux États généraux, et dont le neveu, Jean-Baptiste Harmand, né à Souilly le 10 novembre 1751, fut député de la Meuse à la Convention nationale.

8. — Supprimer les ordres religieux qui ne sont point utiles au public ; donner à chacun des membres une pension suffisante pour vivre ; relever de leurs vœux ceux qui le désireront, et donner une destination avantageuse pour l'État à leurs biens qui sont immenses.

9. — On désire en général la continuation de prestation en argent pour la construction et entretien des chaussées au lieu d'une corvée en nature, parce que ce nouveau et sage système rend libre le cultivateur et fait supporter cette charge de l'État au riche propriétaire (1) ;

Et on désire aussi la suppression des jurés-priseurs, vendeurs de meubles, qui serait d'un grand avantage au public, ainsi que celle des greffiers des experts qui donnent lieu à tant de frais et augmentent l'embarras dans l'instruction des affaires (2) ;

10. — Que dans les quatorze paroisses qui composent, avec celle-ci (3), le comté de Beaulieu, tous les meuniers prétendent que leurs moulins sont bannaux, ce qui est cause que les peuples sont mal servis et harcelés ; demander la suppression de la banalité, en observant que ce ne sont que de petites rivières qui sont d'un moment à l'autre submergées de ses eaux, et que les fermiers du seigneur ne seraient privés de rien sur ces fermes, puisque c'est de son domaine les quatorze paroisses dudit comté (4) ;

11. — Que ledit lieu de Triaucourt est d'un mauvais sol, produisant de chétives moissons qui laissent à peine aux cultivateurs le moyen d'acquitter leurs fermages et les salaires de leurs ouvriers et domestiques (5) ;

12. — Qu'il conviendrait que la milice, au lieu de se tirer au

(1) Voir le cahier d'Aulnay-l'Aître, page 53.

(2) Voir le cahier d'Athis, page 41.

(3) Nous avons indiqué au cahier de La Voge (page 373), les *dix-sept* villages signalés par celui-ci et par d'autres comme composant le comté de Beaulieu. — Le cahier de Triaucourt ne veut parler que des quatorze communautés faisant partie du bailliage de Châlons et dont nous avons reproduit les doléances. (*Beaulieu, Brizeaux, Charmontois-l'Abbé, Éclaires, Èvres, Fleury-en-Argonne, Foucaucourt, La Voge, Le Chemin, Pretz, Riaucourt, Senard, Sommaisne et Triaucourt.*)

(4) Voir le cahier de Pretz-en-Argonne, page 516.

(5) Le terroir de Triaucourt comprenait 2,200 arpents de terres labourables et 100 de terres incultes. Les récoltes produisaient, année commune, 8,400 boisseaux de froment, 525 de seigle, 700 d'orge et 10,500 d'avoine, soit trois fois et demie la semence. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

sort, ce qui désole les pères de famille cultivateurs, fût fournie par les communautés d'habitants à proportion de leur nombre, et si ce moyen n'est pas adopté, qu'au moins il soit accordé au cultivateur un domestique exempt par charrue qui sera composée de vingt arpents à la roye (1) ;

13. — Que, dans la distance de deux lieues de ce village, il existe plus de quatorze, tant verreries que faïenceries, poteries et tuileries qui consomment la majeure partie des bois du pays et les rendent d'un prix aussi exorbitant que dans les villes (2) ;

14. — Qu'il n'y ait plus ni bureaux, ni barrières entre les provinces du royaume, mais que tout l'appareil des entrées et sorties soit reporté aux frontières de la France, ce qui fera cesser l'horrible gêne des habitants de ce lieu qui ne peuvent récolter les moissons, voiturier les bois et mener les échalas à leurs vignes sans être obligés de prendre des acquits à caution (3).

Fait et rédigé audit lieu de Triaucourt, en la salle principale des audiences, ce mars 1789 (*sic*).

BAUCLIN, syndic, N. GEORGES, LEMAIRE, DELIONCOURT, MATHIEU, etc.

(38 signatures.)

Paraphé *ne varietur* par nous, maire et juge ordinaire de la haute justice de Triaucourt.

DORTU.

VADENAY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vadenay (4) était composée de 67 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 5, les habitants se réunirent sous la

(1) Voir le glossaire pour cette mesure.

(2) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 74.

(3) Voir le cahier de Pretz-en-Argonne, pages 513-514.

(4) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 267. Cahier, dossier c, pièce 78 : 3 pages cotées en haut et paraphées en bas par Tronsson ; visa de Prieur). Le cahier est écrit par le curé Paradis.

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 718 et 2919 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — C, 916 et 950 : Impositions ; inondation de 1784. — C, 1025 : Capitation. — C, 1040 et 1046 : Vingtièmes. — C, 1194 : Domaines du Roi. — C, 1595 : Corvées.

présidence de Louis TRONSSON, syndic, assisté de P. Molé, greffier. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. Le document n'est même signé que du président et du greffier. Mais au bas du cahier on trouve, en outre, les signatures de Paradis, curé de Vadenay et Cuperly (1), Nicolas Clément, Charles Machet, Bablot, N. Guérin, Lochet, Clément, N.-F. Defontaine. — Les députés furent Nicolas CLÉMENT et Charles MACHET.]

CAHIER

Demandes et observations que fait le village et communauté de Vadenay pour se conformer aux intentions de Sa Majesté et de M. le grand bailli de Châlons, pour la rédaction du cahier de doléances de ladite communauté, lequel consiste en plusieurs articles dont voici la teneur :

[Les sept premiers articles du cahier de Vadenay sont ceux correspondants du cahier de Cuperly, annexe de sa paroisse, auxquels nous renvoyons. Du reste, ces deux cahiers sont vraisemblablement rédigés par le curé Paradis qui présida l'assemblée de Cuperly et assista à celle de Vadenay. — Les derniers articles du cahier de Vadenay sont différents, nous les reproduisons :]

8. — Que les seigneurs soient obligés de fournir carrière, perrière et grevière propres à bâtir, comme il est d'usage de temps immémorial, ce qu'ils refusent actuellement ;

9. — Que les seigneurs n'aient d'autres garennes qu'à proximité ; qu'il soit permis de détruire quantité de lapins qui sont répandus dans plusieurs finages du terroir et y font un tort considérable ;

10. — Que les seigneurs ne puissent plus, à l'avenir, s'approprier comme par le passé, par procès, d'aucuns biens communaux (2) ;

C, 1671 : Ponts. — C, 1912 : Église et presbytère. — C, 2108 : Incendie de 1776. — E, 762 : Famille Saguez de Breuvery ; dîmes inféodées de Vadenay. — G, 105 et 150 : Visite et biens de la cure. — G, 882 : Terre dite le « Champ de Châlons » aux chapelains de la congrégation ; — etc.

— Vadenay appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 61 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 113 hommes, 107 femmes, 35 garçons et 33 filles, soit 288 habitants.

(1) Voir le cahier de Cuperly, page 240.

(2) Ange-Joseph-Remy baron des Lions, vicomte de Vadenay, baron de Neufelize, était seigneur de Vadenay. Il avait acquis cette terre en 1773 par son mariage avec Marie-Françoise-Éléonore Godet de Neufelize, fille du dernier seigneur de Vadenay, de cette famille Godet qui fut longtemps en possession de

Que les propriétaires qui ont des pièces de terres le long de plusieurs termes et finages, qui sont couverts de genièvres et autres broussailles et s'étendent sur lesdites terres et en empêchent la culture, les propriétaires les puissent défricher jusqu'à concurrence de leur dû.

Le présent a été fait et arrêté par nous, officiers municipaux et autres principaux habitants soussignés, le 5 mars 1789.

PARADIS, curé de Vadenay et Cuperly, CLÉMENT, BABLOT,
N. GUÉRIN, LOCHET, N.-F. DEFONTAINE, CLÉMENT,
MACHET, P. MOLÉ, greffier, TRONSSON, syndic.

(10 signatures.)

VASSIMONT

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vassimont (1) était composée de 36 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la prési-

la terre. (Ed. DE BARTHÉLEMY : *Notice historique et généalogique sur la famille Godet de Champagne : Revue de Champagne et de Brie*, février et juin 1878. — Jacques REGNIER : *Nouveaux documents sur la famille Godet, extraits des Archives de l'état-civil de Vadenay : Revue ibid.*, juin 1892. — *Arch. de la Marne, E, 133* : Famille des Lions : seigneuries de Taissy et fief de Neufilze.

Les usages et biens communaux de Vadenay, dépendant autrefois du domaine du Roi, avaient été engagés au seigneur du lieu en 1586 et cédés par lui aux habitants en 1587, maintenus en cette possession par arrêt du 11 août 1665. (*Arch. de la Marne, C, 1194.*)

Jean-Baptiste-André Godet, seigneur en 1731, avait obtenu, par arrêt du Conseil d'État du Roi du 2 janvier 1731, les droits de passages, vinages et péages sur les terres de Vadenay et Cuperly (imp. in-4°, Paris, imp. royale, 1732. — *Bibliot. de Reims, fonds Deullin*).

L'abbaye d'Avenay était aussi seigneur en partie de Vadenay ; elle avait sur un han, droit de justice, haute, moyenne et basse, droit de cens avec redevance au baron des Lions, etc. (Déclaration de 1790. — L. PARIS : *Histoire de l'abbaye d'Avenay*, 2^e vol., page 442.) — La collégiale de Reims, les chapelains de la Congrégation possédaient également des terres à Vadenay. (*Arch. de la Marne, G, 882.*)

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 268. Cahier, dossier c, pièce 147 : 7 pages cotées et paraphées en haut et aussi ne varietur en bas, par Champion ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 719 et 2919* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics ; incendie de 1766. — *C, 918 et 950* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1913* : Église et presbytère. — *C. 1957* : Incendie de 1766. — *E, 700* : Baronnie de Chapelaine dont dépendait Vassimont ; famille

dence de Pierre CHAMPION, lieutenant en la justice de la baronnie de Chapelaine dont dépend Vassimont. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre-Louis Mangin, Jean-Baptiste Radet, Jean Saclet, Pierre-Louis Soudron, Jean Person, François Hanny, Jean-Louis Hardouin, Nicolas Bonde, Charles Jacquin, Jean-Antoine Del, Claude Hémart, Claude Renault, Jean Brisson, Henry Massonnat, Philippe Songis, Louis Brisson, Joseph Brisson l'aîné, Joseph Brisson le jeune, Pierre-Louis Hubert, Claude Prieur, Antoine Songis, Benoît Soudron, Charles Hubert, Pierre-Louis Gallois, Pierre-Louis Massonnat, Jean Massonnat. — Les députés furent le président, Pierre CHAMPION, et Claude PRIEUR.]

CAHIER

[Le cahier de Vassimont est semblable à celui d'*Haussimont* sa paroisse (page 325), auquel nous renvoyons. Quelques mots, ne modifiant pas le sens général des phrases, sont changés çà et là dans chaque paragraphe. — Les seules modifications importantes sont les suivantes :

— A la fin du premier paragraphe sur l'*impôt en nature*, la dernière phrase : « Enfin l'impôt territorial en nature, etc .. » (page 326), n'existe pas. Mais à sa place on lit : « Quant à ceux qui n'ont pas de fonds, ils paieraient une capitation proportionnée à l'état qu'ils tiennent dans la société. »

— Dans le paragraphe sur le *droit de garenne*, la phrase : « ... les bois mêmes, cette denrée si nécessaire et si rare aujourd'hui. » (page 326), n'existe pas.

— Les considérations sur la *milice* et la *justice* (page 328) sont transcrites au cahier de Vassimont, avant celles relatives à la situation du village « placé dans le canton de la Haute-Champagne le plus stérile ; etc. »

Dans ce paragraphe sur la *milice*, on indique « qu'il en coûte 2 livres par garçon » au lieu de « 18 livres », et par conséquent la somme totale de « 900 livres » est remplacée par celle de « 600 livres ».

— Dans le paragraphe sur le *droit de terrage* (page 327), la der-

de Pange, seigneur. — G, 124 et 397 : Cure de Chapelaine et Vassimont, annexe d'Haussimont ; — etc.

BIBLIOGRAPHIE. — BUACHE (L'abbé E.) : *Chapelaine et Vassimont* (in-12 de 72 pages).

— Vassimont appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Fère-Champenoise, arrondissement d'Épernay.

Le hameau de Chapelaine, qui donnait son nom à la baronnie de la famille de Pange, dont dépendaient Vassimont, Haussimont, etc., « ne présentait plus, — dit le procès-verbal du bureau intermédiaire de l'élection de Châlons du 11 avril 1788, — qu'un château, une ferme et un moulin situés sur la paroisse de Vassimont, et ne pouvait prétendre à former une municipalité ». (*Arch. de la Marne*, C, 2910.)

— Dénombrement de 1773 : 30 feux roturiers. — Population : 50 hommes, 50 femmes, 15 garçons et 10 filles, soit 125 habitants.

nière phrase : « Ce qui doit être considéré dans la répartition des impôts de la province, puisqu'elle a moins de revenus effectifs que les communautés voisines », est remplacée par celle-ci : « Il paraîtrait juste d'avoir égard au droit dans la répartition des impôts si l'impôt territorial en nature n'avait pas lieu ».

— Enfin, les trois derniers paragraphes de la page 329 sont supprimés et remplacés par ces phrases qui terminent le cahier de Vassimont :]

Désire, ladite communauté, et recommande à ses députés à l'assemblée du bailliage de ne donner leurs voix qu'à des personnes intègres qui ne tiennent, ni par naissance ni par l'état, à la Noblesse ni au Clergé.

Fait et arrêté en l'assemblée, le 8 mars 1789.

En outre, représente, ladite communauté, que le sel est extrêmement cher et qu'il se paie treize sols neuf deniers la livre, ce qui surcharge beaucoup le peuple, [ce] qui occasionne beaucoup de misères.

Le tout arrêté comme dessus et ont signé :

P. CHAMPION, C. PRIEUR, J. BRISSON, J. PERSON, J.-L. HARDOUIN, Charles JACQUIN, etc.

(14 signatures.)

VATRY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vatry (1) était composée de 45 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 269. Cahier, dossier c, pièce 42 : 7 pages numérotées et paraphées ; visa de Prieur sur la première page et sur une fausse couverture).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 719* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 918 et 950* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1568* : Travaux des routes. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1671* : Pont. — *C, 1818* : Église et presbytère. — *G, 106* : Visite de la cure. — *G, 703 et 1293* : Dîmes au chapitre de Saint-Étienne de Châlons et à la collégiale de Pleurs ; — etc.

— Vatry appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 46 feux roturiers. — Population : 67 hommes, 48 femmes, 17 garçons et 11 filles, soit 143 habitants.

présidence d'Antoine FÉLIX, syndic, assisté de J.-H. Hatat, greffier. — Le procès-verbal ne donne aucun nom. Mais, au bas du document, on lit les signatures de J.-B. Hatat, Nicolas Hatat, François Longuet, Pierre Hatat, Nicolas Brisson, Jean-Baptiste Brisson, Jean Chollet, Jean Phélizon, H. Legris, Henry Leloup, Laurent Champion, Pierre Phélizon, Louis Hatat, Jean-Louis Leloup « et, ajoute le syndic après les signatures, tous autres comparants qui ont déclaré ne savoir signer ». Le cahier donne, en outre, celles de Jean Hatat, Louis Hatat, Claude Charoy, Étienne Diot, Sébastien Guyot, Nicolas Picart, Michel Collart. — Les députés furent le syndic Antoine FÉLIX, et Jean-Baptiste HATAT.]

CAHIER

Mémoire des observations, des plaintes et doléances des habitants de la communauté de Vatry.

1. — Puisque notre bon Roi veut bien nous permettre de lui adresser nos plaintes et doléances, nous lui faisons avec confiance, sans prétendre attaquer personne en particulier.

Vatry, distance de quatre lieues de Châlons-sur-Marne, le poids des tailles que nous sommes obligés de supporter tous les ans, nous accable et nous écrase entièrement ; à peine nous reste-t-il quelque force pour réclamer et nous plaindre ; notre pays est le plus ingrat de toute la Champagne, puisque c'est la Champagne ordinairement dite la Champagne pouilleuse ; notre terroir est très petit et mauvais ; notre village n'est que d'environ quarante-cinq feux dont quinze laboureurs (1), et tout le reste, manouvriers qui sont obligés de courir les autres pays pour gagner leur vie, attendu qu'il n'y a aucun commerce dans le pays ; malgré que les deux tiers de nos terres ne soient labourées que tous les huit ou dix ans et que, souvent, les mauvaises terres ne rapportent pas la semence (2), souvent sujettes aux inondations, nous obligent de payer au Roi des sommes énormes et de soutenir les charges sans nombre dont nous allons vous donner le détail et fournir la preuve : 1° Pour le Roi, tant pour la taille ordinaire, capitation, vingtièmes et corvées, quatorze à

(1) Seize laboureurs, d'après le dénombrement de 1773. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Le terroir comprenait 677 arpents de terres labourables pour 590 de terres incultes. — Les récoltes ne produisaient que 357 boisseaux de froment (1 1/2 pour 1 de la semence), 1,509 de seigle (1 pour 1), 142 d'orge (2 pour 1), 3,060 d'avoine (1 pour 1), 340 de sarrasin (2 pour 1). (*Ibid., C, 430.*)

quinze cents livres (1); les droits de notre seigneur (2), qui consistent environ en quarante-cinq livres; si peu d'acquisitions que nous fassions, il nous en coûte, pour droits seigneuriaux, cinq sols par écu; enfin, pour les décimateurs, nous leur payons la quatorzième gerbe (3). Est-il possible qu'un si petit nombre de laboureurs, et tous avec un cheval (4), et tant de pauvres manouvriers puissent, sans se plaindre, supporter tant de charges et fournir à tant de frais, n'ayant aucun revenu dans la communauté qu'un petit ruisseau qui est admodié vingt livres par an (5)? Ce n'est que pour retirer les ordres que l'on nous envoie dans l'année; nous avons donc droit de demander et nous pouvons espérer d'être diminués de tailles, et que ceux qui, à l'avenir, seront chargés de les répartir, auront soin de les distribuer selon nos forces et revenus, et ne nous en donner que ce que nous pouvons raisonnablement supporter; de plus, nous avons à entretenir un presbytère et une église qui sont d'un grand entretien (6); nous n'avons de ressources qu'en un travail pénible qui nous fait joindre la nuit avec le jour. Ne semble-t-il pas que notre paroisse doit être plutôt à charge à l'État que propre à remplir les coffres de ses finances? Cependant le voisinage rendra témoignage à tout ce que nous avons avancé.

2. — N'est-ce pas là, ici, le moment de demander une diminution des vingtièmes? Si l'on recharge les deux premiers ordres de l'État, on ne pourra refuser cette grâce; on nous l'a fait espérer il y a longtemps.

(1) Le rôle des impositions de 1789, pour Vatry, indiquait 391 livres 10 sols de taille et frais de collecte, 602 livres 17 sols 8 deniers d'accessoires et capitation, soit 994 livres 7 sols 8 deniers pour 54 contribuables. Les corvées étaient portées pour 141 livres au rôle de l'année suivante. — Il restait donc environ 400 à 500 livres pour les vingtièmes. (*Arch. de la Marne, C, 918.*)

(2) La famille Morel, de Vitry-la-Ville, aurait acquis la seigneurie de Vatry au XVIII^e siècle. (*Ibid., E. 688-689.*)

(3) Les dîmes se divisaient entre le chapitre de Saint-Étienne de Châlons et la collégiale de Pleurs. (*Ibid., G, 703 et 1293.*)

(4) L'état de 1773 porte 25 chevaux pour 16 laboureurs, et 66 bêtes à cornes. (*Ibid., C, 430.*)

(5) Aucune terre d'usage au dénombrement de 1773. (*Ibid.*) — Adjudication du ruisseau. (*Ibid., C, 719.*)

(6) La cure de Vatry était une annexe de Bussy-Lettrée. Les frais de réparations des édifices étaient à la charge de ces communautés : réparations au presbytère, en 1735 : 176 livres; en 1758 : 1,380 livres; en 1762 : 850 livres. (*Ibid., C, 1818.*)

3. — Comment les tailles et autres impositions de nos villages sont-elles distribuées ? Très mal ; quelque bonne opinion que nous ayons des personnes à qui notre Roi donne sa confiance, nous ne pouvons nous persuader que tant d'argent qu'on lève sur les communautés soit rendu à sa légitime destination. Au reste, ce n'est pas à nous à en juger.

4. — Les huissiers-priseurs, qui sont d'une nouvelle création, n'ont déjà que trop existé pour faire connaître à la France, combien ils sont funestes à la société. Ces messieurs prennent vingt sols par lieue ; si on est éloigné de quatre lieues, voilà huit livres pour leur voyage ; vingt sols par heure qu'ils prennent pour la vente des meubles. Si la succession ne consiste qu'en quelques vieux meublages, que restera-t-il aux mineurs et aux orphelins ? Des larmes, des chagrins, pauvres ressources pour les dédommager de la perte de leurs parents. Ces formalités de justice ne servent donc que pour ruiner les pauvres orphelins ; il faut les supprimer. La justice ordinaire des lieux n'est-elle pas suffisante pour des menus objets (1) ?

Que dirons-nous des commis ? Ce que tout le monde en dit : ce sont des gens à charge pour les provinces où, malheureusement, ils se trouvent attachés, soit pour les vins dont les droits sont trop énormes, soit pour les cuirs à cause des marques établies sur le cuir. Nous espérons que notre Roi, connaissant notre misère, [ne] nous laissera pas plus longtemps gémir sous l'esclavage ; [que] tous les fermiers généraux, tous les commis et employés, soit à pied, soit à cheval, toute cette classe d'hommes soit supprimée.

5. — Le sel que la mer nous fournit à si peu de frais, que de toutes les choses nécessaires à la vie il n'y en a point de plus nécessaires que le sel, il faudrait nous le donner au modique prix comme dans les autres provinces : nous sommes tous sujets du même Roi ; il est par trop cher, les pauvres en manquent souvent ; quoique bien cher, on est obligé d'attendre l'heure de ces messieurs pour le délivrer ; il faudrait faire comme dans certains endroits : qu'en donnant son argent que l'on donne du sel ; il est quelquefois, dans l'hiver, six heures du soir que l'on est encore au grenier, et avoir encore six lieues à faire.

6. — Le papier marqué, sans parler, il faut donner deux sols

(1) Voir le cahier d'Athès, page 41.

et demi par feuille, qui ne coûterait pas un liard. N'est-ce pas une grande servitude d'être obligé quelquefois de faire le voyage exprès à la ville, d'attendre plusieurs jours pour avoir une carte de papier marqué, [tandis] qu'on pourrait trouver de l'autre papier sous la main ? Les autres provinces sont plus heureuses que nous : ce papier leur est inconnu.

7. — Les routes sont d'une égale utilité pour les trois États, et c'est toujours au pauvre laboureur et manouvrier des communautés qu'il en coûte le plus ; ce qui nous est à charge tant pour le paiement de la corvée (1) que de la route qui passe [à] travers de notre terroir (2), qui a pris une partie de nos meilleurs terres, jardins et bassiers (3) ; après cela l'on y a établi une poste aux chevaux, dont le maître de poste a le meilleur bien du pays et qui ne paie aucune taille suivant son privilège, et nous autres, petits laboureurs et manouvriers, nous en sommes trop chargés et écrasés (4).

8. — Les milices sont des plus dispendieuses pour les communautés, sinon par elles-mêmes, du moins par les frais qu'elles entraînent après elles-mêmes. Engager chaque garçon au-dessus de dix-huit ans donnera, pour trouver et acheter un homme, six livres ; de plus les syndics des communautés, des parents des garçons perdent leur temps pendant plusieurs jours pour aller conduire au tirage les jeunes gens, ce qui fait de grosses dépenses dans les communautés. Il serait plus avantageux, pour les paroisses et pour le bien, que chaque garçon au-dessus de dix-huit ans soit taxé à une petite somme modique pour la fourniture des hommes de troupe, et cela épargnerait des dépenses qui sont inutiles (5).

9. — Que les tailles doivent être réparties sur les biens-fonds que l'on possède, et y être proportionnées, de sorte que celui

(1) Corvées de la communauté de Vatry (1767-1783. — *Arch. de la Marne*, C, 1595.)

(2) Travaux des routes : indemnités aux propriétaires pour terrains expropriés lors de la construction de la route de Châlons à Troyes (1755-1776). (*Arch. de la Marne*, C, 1568.)

(3) « Bassiers, bassières », etc., lieux bas, vallées, et spécialement lieux bas et marécageux, pleins de broussailles. (GODEFROY : *Dict^{re} cit.*)

(4) État des maîtres de poste de la généralité de Châlons. (*Ibid.*, C, 809 et 812.) — Sur les privilèges des maîtres de poste, voir le cahier de Bussy-Lettrée (page 116.)

(5) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71.

qui possède beaucoup paie beaucoup, et celui qui a peu paiera peu ; point de loi plus équitable ; que personne ne prétende avoir droit de se soustraire, ni seigneur, noble, ni autres privilégiés ; c'est le bien qui produit les revenus, c'est donc sur le bien qu'il faut les asseoir et les prendre ; c'est bien ridicule que les pauvres gens paient et que tous ces messieurs ne paient rien.

10. — Les procès, quand nous avons le malheur d'en avoir, n'ont point de fin ; les procureurs et les avocats ont le grand talent de ne les finir qu'avec notre bourse. Nous voudrions que les procédures fussent moins longues et que l'on nous rendit justice plus promptement et à moins de frais, sans nous renvoyer de justice à autre, de bailliage au parlement. Les pauvres gens sont obligés, avec bon droit, de succomber.

11. — Que les bâtiments et édifices qui sont à la charge des communautés, comme les églises, les presbytères, ponts et chaussées, puissent être réparés sans la visite et la permission des génies ; parce que les gens visiteurs, souvent, demandent plus de frais, plus de dépens qu'il n'en faudrait pour faire les réparations en question ; vraiment ils ruinent les communautés où ils passent. Nous demandons leur suppression (1).

12. — Tout le monde demande que toutes les dîmes retournent à leur légitimes possesseurs, à tous les curés à qui elles appartiennent de droit. Quoi qu'il en soit, tous les décimateurs doivent être obligés à laisser chaque année, entre les mains des marguilliers, une somme suffisante pour les réparations de leurs églises, parce que l'on ne peut rien obtenir d'eux sans les y contraindre.

13. — Pour fermer la porte à toutes les fraudes et tromperies, soit de la part du vendeur et de l'acheteur, on devrait établir dans tout le royaume une mesure égale pour les grains, afin que chacun connaisse et sache ce qu'il achète et ce qu'il vend, et nous demandons qu'il n'en sorte point de notre royaume, attendu qu'il est d'une trop grande cherté et que les enlevées font bien des discordes dans la Champagne (2).

(1) Pont de Vatry. (*Arch. de la Marne, C, 1671.*) — En 1726, le pont ayant été emporté, les habitants avaient refusé de le rétablir ; l'intendant L'Escalopier rendit une ordonnance pour les y obliger,

(2) C'était une allusion aux émeutes assez fréquentes provoquées dans la région par la sortie des grains de la généralité. (*Arch. de la Marne, C, 415 et*

14. — Nous voudrions que chacun payât les tailles dans l'endroit où le bien est situé : par ce moyen, l'on ne pourrait pas cacher ni se soustraire aux deniers royaux. De même il faudrait qu'il n'y eût qu'une seule taille et qu'on la payât dans les champs par une dîme générale : par là, celui qui aurait du bien paierait, et celui qui n'aurait rien [ne] paierait rien.

15. — Pour ce qui regarde les industries sur les corps des manouvriers et autres, nous demandons qu'elles soient rédigées, parce qu'une personne qui ne possède aucun bien paie dix à douze livres de taille pour ses bras, c'est ce qui est fort ridicule.

16. — Nous espérons que l'on aura égard à nos plaintes, attendu qu'un si petit terroir comme est le nôtre, qui ne consiste qu'à environ mille journaux de terre, dont les deux tiers sont très mauvais, comme nous l'avons dit ci-dessus, puisse rapporter pour payer tant d'impositions (1).

Fait et arrêté par nous, officiers municipaux et habitants de la communauté dudit Vatry, nous certifions le présent véritable, en foi de quoi nous avons signé le jour et an que dessus.

Fait ce 8 mars 1789.

Nicolas HATAT, Henry LELOUP, Jean HATAT, François
LONGUET, Louis HATAT, etc.....
J.-H. HATAT, greffier, Antoine FÉLIX, syndic.

(22 signatures.)

VAUDEMANGES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vaudemanges (2) était composée de 66 feux. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le mardi 3, les

sulvants : Rapports sur les disettes de 1788 et 1789 et procès-verbaux des oppositions à des enlèvements de grains, d'arrestations de voitures, d'émeutes dans les villes et villages, etc.)

(1) Voir, pour l'état des terres en arpents, mesure de Paris, la note ci-dessus (page 748).

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, doss. b, pièce 270. Cahier, dossier c, pièce 128 : 15 pages cotées et paraphées par Delacour ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 720* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 920 et 953* : Impositions ; inondation de 1784. — *C, 1601* : Corvées. — *C, 1913 et 2084* : Église et presbytère. — *C, 1969* : Grêles et orages (1764-1773). — *C, 2877* :

habitants se réunirent sous la présidence de Jacques-Louis DELACOUR, « bachelier en droit en l'université de Reims, ancien praticien en la justice de Vaudemanges, juge à l'effet des présentes pour l'absence du juge ordinaire, et reçu au bailliage royal de Châlons ». — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. Au bas du document on lit les signatures de Tartier, syndic, Louis Pierre, Jean Pierre, Thomas Pierre, Étienne Pierre, Nicolas Pierre, Maurice Tartier, Jacques Debay, Pierre Pierre, Étienne Louis, Charles Quittat, Simon Cuperly, Pierre Bocart, Jean-Baptiste Cotelle, Pierre Tartier, Jean-Baptiste Charbonnier, Pierre Bocart, Jean-Hippolyte Pierre, Claude-François Cotelle, Nicolas Pierre, Pierre-Gabriel Didier, N. Pierre, Claude Jacquinet, Jean-Pierre Debay, Jean-Nicolas Charbonnier, Simon Charbonnier, Emmanuel Jacquinet, Amand Cotelle, Pierre Cotelle, Nicolas-Médard Pierre. — Les députés furent Amand COTELLE et Thomas PIERRE.]

CAHIER

[Le cahier de Vaudemanges, rédigé par le juge seigneurial Jacques-Louis Delacour, est semblable, mot pour mot, au cahier d'Aigny, auquel nous renvoyons. — Au bas du cahier on lit la mention : « Fait et arrêté en l'assemblée générale desdits habitants, tenue le 3 mars 1789 : TARTIER, syndic, Louis PIERRE, Jean PIERRE, Thomas PIERRE, etc.... DELACOUR, juge — 32 signatures (1).]

VAUREFROY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [« Le hameau (*sic*) de Vaurefroy (2), dépendant de la paroisse de Connantray » (mais formant communauté ayant rôle d'impositions séparé), était composé de

Récolte de 1788. — *G*, 544 et 720 : Seigneurie, justice et biens du chapitre de Saint-Étienne de Châlons ; terrier. — *G*, 1920 : Cure. — *Arch. de Reims, fonds de l'Archevêché*, *G*, 287 : Enquêtes et renseignements sur la paroisse ; — etc.

— Vaudemanges appartenait à l'élection d'Épernay ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Suippes, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 65 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 97 hommes, 104 femmes, 12 garçons et 24 filles, soit 237 *habitants*.

(1) Jean-Nicolas Charbonnier a signé deux fois le cahier.

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 285. Cahier, dossier c, pièce 151 : 8 pages cotées et paraphées en haut et en bas par Leclercq ; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne*, *C*, 720 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C*, 921 et 950 : Impositions. — *C*, 1595 : Corvées. — *G*, 397 : Cure ; — etc.

— Vaurefroy appartenait à l'élection de Châlons ; par décret du 24 avril 1867,

45 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 6, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre-Charles-Henry LECLERCQ, notaire royal du bailliage de Sézanne, ancien praticien exerçant en la justice et prévôt de Vaurefroy pour la vacance des officiers de cette prévôté, assisté de Jean-Louis Garnier, greffier ordinaire de la municipalité du lieu. — Le procès-verbal constate la présence de Sébastien Lepage, syndic, Jean Charlot, Jean-Louis Dardoize, Denis Champy, Claude Dardoize l'ainé, Louis Marguin, Edm. Férat, tous laboureurs et manouvriers composant le corps de la municipalité, Pierre Mérat, Pierre Champy, Hilaire Champy, Antoine Férat, Nicolas Crest, Thimotée Champy, Nicolas Lepage, Pierre Garnier, Pierre-Louis Marguin, Nicolas Hubert, tous laboureurs, Claude Crest, Louis Dardoize, Jean-Baptiste Marlé, Nicolas Dardoize, Charles Férat, André Simonnot, Gabriel Barbichon, Jean Pinpernet, François Barbichon, Pierre Arnoult, Claude Dardoize le jeune, Jacques Champy, Pierre-Joachim Champy, Hilaire Dardoize, Joseph Marguin, Claude Férat, Jean Champy, Nicolas Marguin, Henry Chamovin, tous manouvriers... « composant la généralité des habitants tailliables du lieu ». — Les députés furent Sébastien LEPAGE, laboureur et syndic municipal, et Claude DARDOIZE, laboureur, fils de Nicolas, tous deux habitant Vaurefroy.]

CAHIER

Cahier, pour le hameau de Vaurefroy, de plaintes et remontrances et de doléances.

ART. 1^{er}. — Représentation du territoire et revenus dudit hameau :

Ce village est situé entre deux coteaux ; du côté du levant il y a une côte où l'on tire des moëllons de craie (1).

2^e ARTICLE. — Du côté du midi est une côte en sable gravelle (2), qui est partie du labourage dont le fermage ne dure qu'environ six ans et dont la récolte en est en seigle est très modique (3).

la commune fut supprimée et rattachée à Connantray, canton de Fère-Champenoise, arrondissement d'Épernay. (*Bull. des lois, partie princ.*, t. XXIX, page 715.)

— Dénombrement de 1773 : 47 feux roturiers. — Population : 60 hommes, 68 femmes, 20 garçons et 11 filles, soit 159 habitants.

(1) « Cette commune, disait Chalette en 1845 (*Précis de la statistique générale du département de la Marne*, ouv. cit., page 227), est entre deux collines élevées de 172 à 174 mètres au-dessus du niveau de la mer et touche à la route de Paris à Strasbourg... On y trouve de la craie propre à la construction. »

(2) Gravier, lieux sablonneux, graveleux ; terre argilleuse, selon Bourquelot. (*Foires de Champagne*, I, 292. — GODEFROY : *Dicte cit.*)

(3) « Le sol, dit Chalette (*ibid.*), crayeux pour un quart et composé d'une grève sèche pour le reste, convient au seigle, à l'avoine, au trèfle et au sain-

3^e ARTICLE est que le quart de toutes les autres parties de leur terroir est en friche, attendu l'ingratitude de la position, qu'il ne veut rien produire, aucuns grains, de telle nature qu'ils puissent être, sans fumage.

4^e ARTICLE, c'est que le reste de ce terroir n'est que coteaux et terres légères ; les orages enlèvent la superficie de la terre et le laboureur n'y peut plus cultiver.

5^e ARTICLE : En outre, l'étendue de ce terroir de la partie la plus mauvaise Champagne, n'est que pour produire une modique récolte en seigle et sarrasin (1), où est une graine que de ce grand monde des pays fertiles en froment se badine, et cependant la Champagne est au marc la revenue la plus chère (2).

6^e ARTICLE est que ce hameau n'ayant ni prés, ni bois, ni pâtures, comment ses habitants pouvaient-ils ensemençer (3) leur mauvaise terre sans bestiaux (4).

7^e ARTICLE : Pour quant au nécessaire pour les habitants est la grande longueur des forêts pour avoir son chauffage, distance des forêts de six à sept lieues (5).

8^e ARTICLE : Parlons des pauvres artisans qui, dans 44 habitants, il n'y a que 16 mauvais chevaux (6). Comment pouvoir aider ces pauvres manouvriers ? Il se console, il se restreint à ramasser les feuillages faute d'avoir (*sic*).

9^e ARTICLE : Parlons de partie de ces habitants heureux pour eux comme étant éloignés de quatre lieues de Vertus, partie des artisans vont travailler à la journée aux vignobles.

10^e ARTICLE est que ces habitants laboureurs ne sont seule-

foin ; mais il faut acheter des pailles pour le fumer. » -- Le terroir était composé de 700 arpents de terres labourables et 187 de terres incultes. Les seigles et les avoines, seules récoltes importantes, ne produisaient que juste la semence : 1,190 et 1,700 boisseaux. (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430.*)

(1) Le dénombrement de 1773 ne donne que 204 boisseaux de sarrasin, année commune. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) *Sic* : Cette phrase à peine compréhensible est textuelle. L'orthographe est également des plus fantaisistes : « ou est une graine que de ce grand « monde des payeis fertille en fromant ce badine et ce pendant la Champagne « est aux marc la Revenue La plus chair. »

(3) On traduit par ce mot le suivant : « an commander ».

(4) Le dénombrement de 1773 indique 10 arpents de pré ; 17 laboureurs à une charrue possédaient 19 chevaux, 50 bêtes à cornes et 120 moutons. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(5) Voir le cahier de Lenharrée, communauté voisine (page 396).

(6) 19 chevaux en 1773. (*Ibid., C, 430.*)

ment qu'environ cinq qui pouvaient avoir récolté pour nourrir leur famille.

11^e ARTICLE est que ces 44 habitants sont, dans leur hameau, cotés à leur imposition taillable à la somme de quatorze cent quarante livres, taille et vingtièmes (1).

12^e ARTICLE est que tous ces habitants, quoique mauvaise Champagne, ne sont et entendent faire et payer tous les impôts et en général tout ce qu'il plaira à la volonté de Sa Majesté.

13^e ARTICLE est que si l'assemblée des États généraux jette les regards sur la mauvaise Champagne, par la vue des récoltes des bons pays contre les mauvais, l'on aurait des égards au marc de leurs impositions.

14^e ARTICLE : S'il y avait dans les États, quand les moissons sont prêtes à couper et qu'il plaise à Dieu de les conserver, la visite faite sur la Champagne et sur le Bocage et la Brie, l'on y connaîtrait laquelle de toutes les impositions qu'il devrait être mis par l'abondance de leur récolte et la quantité d'engrais et d'élèves qu'ils font au lieu de la haute Champagne n'aura jamais le même avantage.

15^e ARTICLE : Ce hameau a véritablement un petit ruisseau qui commence à couler depuis huit jours, où il y a quelques saules et peupliers de mauvaises espèces, attendu que le ruisseau ne coule que quatre mois et le terrain se dessèche en total (2).

J. CHARLOT, P. CHAMPY, J. CHAMPY, C. FÉRAT, Pierre
CHAMPY, etc.....
LECLERCQ. (14 signatures.)

VELYE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Velye (3) était composée de 45 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789, « par le curé de Germinon desservant Velye ».

(1) Au rôle de 1789 on trouvait 453 livres de taille et frais de collecte, et 712 livres 7 sols d'accessoires et capitation ; restaient de 200 à 300 livres pour les vingtièmes. (*Arch. de la Marne, C, 921.*)

(2) « Une petite rivière qui naît dans ce val crayeux, dit M. Chalette, le tient frais. »

(3) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 271.- Cahier, dossier c, pièce 85 : 4 pages cotées et paraphées par Poirêt ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 721 et E, 1001* : Administration

— Le 8. les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Baptiste POIRET, l'un des officiers municipaux de la communauté de Velye ». — Le procès-verbal constate la présence de Claude Bergeat, Jean Poiret, Louis Legay, Pierre Prunelle, syndic, Nicolas Le Gentil, François Le Gentil, Jacques Gallois, Pierre Mahuet. « et autres », ajoute le procès-verbal, dont, d'après les signatures, Jean Legentil et un autre habitant du nom de Poiret. — Les députés furent le président, Jean-Baptiste POIRET, et Claude BERGEAT, habitants du lieu.]

CAHIER

[La première partie du cahier de Velye est la reproduction textuelle de celui de *Bierges*, auquel nous renvoyons (page 87) ; tout au plus trouverait-on çà et là quelques mots changés, les mêmes que nous avons signalés au cahier de *Renneville* (pages 522-523).

Cependant, comme dans ce dernier, le troisième paragraphe de la page 87, donnant en quelques lignes la situation du village et de son terroir, ne peut être le même ; dans le cahier de Velye on lit :]

La communauté de Velye ne possède d'autres fonds que des terres labourables ; elle est composée [de] quarante-cinq feux ; les terres qu'elle cultive sont si mauvaises que les trois quarts de ces terres ne produisent au cultivateur le plus souvent, à beaucoup près, pour la valeur de son travail, et souvent perd sa semence (1).

Le terroir de Velye est situé dans la haute Champagne, terrain bossu et ravineux ; le peu d'engrais que le laboureur porte sur ses terres est exposé à être entraîné par les orages.

Le cultivateur chargé de ces droits d'impôts, etc. . . .

[Après avoir reproduit ainsi le cahier de *Bierges*, avant de mettre la formule finale et de signer, les habitants de Velye ajoutent les doléances particulières suivantes :]

Et avant de signer, lesdits habitants ont l'honneur de donner

de la communauté ; procès avec le seigneur au sujet de la propriété de la rivière en 1777, et du droit de lods et ventes en 1787 ; usages ; pont ; comptes des syndics. — *C*, 921, 938 et 950 : Impositions. — *C*, 1595 : Corvées. — *C*, 1671 : Pont. — *C*, 1914 : Église et presbytère de Velye, annexe de Germinon. — *G*, 106 et 107 : Visite de la cure ; — etc.

— Velye appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 40 feux roturiers. — Population : 64 hommes, 62 femmes, 31 garçons et 18 filles, soit 175 habitants.

(1) Le terroir de Velye comprenait 875 arpents de terres labourables et 581 de terres incultes. Il ne produisait que 136 boisseaux de froment (1 pour 1 de la semence), 2,865 de seigle (1 1/2 pour 1), 85 d'orge (2 pour 1), 1,700 d'avoine (1 pour 1), 170 de sarrasin (2 pour 1). (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, *C*, 430.)

l'explication du deuxième article de l'autre part : quant à l'imposition de la taille (1), qu'il serait à désirer que tous biens possédés par l'état ecclésiastique et de la Noblesse y soient sujets, en ce qu'il est prouvé et connu que ces derniers possèdent au moins les trois quarts des meilleurs biens de la France, tant par leurs domaines que bénéfices ; il est aussi prouvé et connu que ces derniers font, tous les jours, l'acquisition des biens du Tiers état, qu'ils réunissent à leurs domaines et, au moyen de leurs privilèges, ces biens ne paient plus taille, ce qui devient onéreux au Tiers état.

Il serait aussi à désirer que la suppression en partie des employés des ponts et chaussées fût faite, en ce qu'elle est très coûteuse à l'État, et qu'il fût permis aux communautés d'habitants de faire le choix, à prix convenu avec ces employés, pour les réparations qui se trouvent à faire aux ponts, chaussées, églises, presbytères et autres édifices publics, en ce que leurs taxes qu'ils exigent enchérissent au moins d'un tiers le prix des adjudications ; preuve convaincante de ce projet : en 1784, le pont de la chaussée de Velye fut dégradé en partie par l'inondation de la fonte des neiges ; les habitants se retirèrent auprès de Monseigneur l'intendant, à l'effet d'être autorisés à faire par eux-mêmes la réparation du pont ; Monseigneur l'intendant crut devoir envoyer un ingénieur pour faire visite du pont ; cet ingénieur voyant que, si les habitants étaient autorisés à faire cette réparation par eux-mêmes, il serait privé des droits qui lui seraient attribués, il estima que la réparation du pont devait être faite en entier. La communauté passa à l'adjudication à raison de 6,800 livres, non compris les charrois de matériaux, frais et plus faits.

Après quoi lesdits habitants, ayant réfléchi sur cette adjudication que cette réparation allait les mettre hors d'état de payer à Sa Majesté ce qu'ils lui doivent, n'ont plus voulu consentir à l'adjudication, ont fait de leurs propres mains la réparation solide de leur pont, ce qui n'a coûté que 250 livres (2).

(1) La communauté de Velye était imposée pour 1,622 livres 13 sols de taille, frais de collecte, accessoires et capitation au rôle de 1789, et pour 1,945 livres 10 deniers à celui de 1790. (*Arch. de la Marne, C, 921.*) — Un habitant du village, Pierre Mahuet, avait, en 1782, obtenu un privilège d'exemption d'imposition comme père de dix enfants. (*Ibid., C, 938.*)

(2) Dossiers de cette affaire : *Arch. de la Marne, C, 721 et 1671* : Devis,

Quant à l'impôt territorial, pour tenir lieu de taille et autres impositions, les habitants ont l'honneur de représenter à Sa Majesté que, pour faire la perception de ce droit, il faudrait, dans le plus petit territoire de la Champagne, au moins deux commis pour faire la perception de ce droit, ce qui coûterait à l'État le produit. En outre, ce qui découragerait le cultivateur en voyant enlever ses pailles et peutis (1) qui servent à la subsistance de ses bestiaux. D'ailleurs les privilégiés qui font valoir par eux-mêmes leurs biens prendraient le parti de les affermer, et alors ce serait toujours le cultivateur qui paierait la taille.

C. BERGEAT, Jean POIRET, F. LE GENTIL, Jean LE GENTIL,
J. GALLOIS, P. MAHUET, POIRET, Pierre PRUNEL,
syndic, POIRET.

(9 signatures.)

VERT-LA-GRAVELLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vert-la-Gravelle (2) était composée de 80 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent, sous la halle de la paroisse de Vert, « lieu où se tiennent ordinairement les assemblées de ladite paroisse », sous la présidence d'Antoine-Pierre AUBERT, prévôt en la justice de Vert. — Le procès-verbal constate la

plans et adjudications des travaux pour la construction du pont dans la traverse du village de Velye sur la rivière de Somme-Soude (1784-1786).

(1) Voir au cahier de Corbeil (page 212) l'explication du mot : *putie*, mis pour « fumier ». Ici ce terme serait plutôt dérivé de « *peulture* », « *pature* ». (DUCANGE : *Glossaire*, ouv. cit.)

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b.; pièce 272. Cahier, dossier c, pièce 1 : 12 pages cotées et paraphées en haut et en bas par Aubert, qui écrit entièrement le cahier; — visa de Prieur, qui indique les titres des chapitres en marge et souligne çà et là quelques phrases, comme il le fit pour d'autres cahiers).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 722 et E, 1011 : Administration de la communauté; usages; procès avec le seigneur pour les dégâts causés par les lapins. — C, 873, 925 et 950 : Impositions de La Gravelle et de Vert. — C, 1025 : Capitation. — C, 1595 : Corvées. — C, 1914 : Église et presbytère. — C, 2996 : Comptes des syndics. — E, 915 et 922 : Baux du moulin à vent de Vert-la-Gravelle, propriété seigneuriale. — G, 124 et 397 : Cure. — G, 1453 : Biens de la collégiale Saint-Jean de Vertus; — etc.

— Vert-la-Gravelle appartenait à l'élection de Châlons. (La Gravelle forma longtemps une paroisse plus importante que Vert, à cause de son château où

présence de François Ploix, lieutenant, Jacques Jarry, syndic, Pierre Bornot, Jean-Louis Thomas, Antoine Devauversin, Pierre Thomas, Louis-François Poirét, François Jarry, G. Thomas, L. Laurent, Louis Poirét, François Callot, L.-F. Ploix, greffier, Jean Boucquemont, Jean-Louis Thomas, L.-F. Charlier, Pierre Poirét, C. Brisson. — Les députés furent le prévôt, Antoine-Pierre AUBERT, et le lieutenant en la justice, François PLOIX.]

CAHIER

[Le cahier de Vert-la-Gravelle est le même que celui de *Toulon*, auquel nous renvoyons (pages 709 à 723). Du reste, les assemblées d'habitants de ces deux communautés furent présidées par le même homme de loi, Antoine-Pierre Aubert, qui vraisemblablement rédigea ce cahier commun et le fit adopter par les habitants des deux villages.

Les quelques suppressions et additions portent sur les paragraphes suivants :

— Page 175, le dernier paragraphe, relatif à la *suppression de la maréchaussée*, n'existe pas dans le cahier de Vert-la-Gravelle ; du reste, il a été ajouté en renvoi dans celui de Toulon.

— Page 717, deux légères modifications : 1^o Pour les recettes des greniers à sel (art. 24) : 4 à 18,000 livres au lieu de 4 à 10,000 livres ; — 2^o Indemnités données aux commis remplaçant les employés : 500 à 600 livres au lieu de 4 à 500 livres.

— Page 719 : Le dernier paragraphe, relatif aux « arrêts du conseil obtenus par les seigneurs pour l'ouverture de nouveaux chemins » (fin de l'article 31), n'existe pas. Mais, à cette place, on lit en marge du cahier de Vert-la-Gravelle :]

Il est essentiel, de la part du Tiers état, de solliciter le gouvernement à l'effet de faire une loi pour la réduction des pigeons.

Ils détruisent les semences et les récoltes de grains, gros et menus ; cinquante arpents de terre, selon la coutume de Paris, suffisent à celui qui s'en trouve propriétaire pour établir une volière et, dans tout le royaume, les seigneurs multiplient les colombiers dans leurs manoirs jusqu'à un point étrange. Cependant on ne connaît que la coutume de Paris sur cet établisse-

demeurait le chevalier Hocquart, seigneur, et de la ferme ; ce hameau avait rôle d'imposition séparé. — *Arch. de la Marne, C, 2910 et 925.*) — Aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 64 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. — Population : 103 hommes, 112 femmes, 28 garçons et 28 filles, soit 271 habitants.

ment, une jurisprudence mal entendue des arrêts par rapport aux autres, de manière qu'il n'y a qu'une loi précise qui puisse faire cesser cette trop grande engeance destructrice (1).

[Le cahier de Vert-la-Gravelle se termine ainsi :]

Doléances rédigées par les habitants et communauté de la paroisse de Vert et par nous, Antoine-Pierre Aubert, prévôt de la justice dudit Vert, cotées et paraphées par première et dernière page *ne varietur*.

F. PLOIX, Louis-F. POIRET, François JARRY, P. THOMAS,
G. THOMAS, etc.
Jacques JARRY, syndic. AUBERT.
(18 signatures.)

VERTUS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La ville de Vertus (2) était composée de 500 feux environ d'après le cahier ci-après. — L'avis pour la convocation des États généraux fut lu et publié par « le prieur-

(1) Voir les cahiers d'Aulnizeux, page 60, et de La Caure, page 367.

L'article LXX de la coutume de Paris dit : « Aussi le seigneur non haut justicier ayant fief, censive et terrier et domaine jusques à cinquante arpents, peut avoir colombier à pied ». — « La raison de cet article, disent les commentateurs, est afin que celui qui veut avoir colombier ait assez de terres pour nourrir ses pigeons sans incommoder ses voisins ». (Cf. DE FERRIÈRE : *Nouveau commentaire sur la coutume de la prévôté et vicomté de Paris, revue, corrigée et augmentée par M. Sauvain d'Araman, ancien avocat au Parlement*. — Paris, 1770, in-12, 2 vol.)

Un des articles précédents du cahier réclame (voir page 719) contre « les difficultés qu'éprouvent les cultivateurs d'obtenir les réparations des dégâts causés par le gibier des seigneurs dans les empoilles et dans les vignes ». — La communauté de Vert-la-Gravelle avait supporté un procès contre son seigneur, de Parvillez, pour « le dommage causé par les lapins de ce seigneur dans les emblaves et les vignes ». (*Arch. de la Marne, C, 722*).

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 286. Cahier, dossier c, pièce 31 : 11 pages numérotées en haut et « paraphées *ne varietur* » en bas par Meunier, plus une page de signatures ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne C, 723 à 727* : Administration de la ville de Vertus de 1619 à 1789 : projet d'établissement d'une subdélégation à Vertus ; organisation municipale et seigneurie ; biens et revenus communaux ; comptes des deniers patrimoniaux et d'octroi ; caserne de maréchaussée ; écoles, etc. — *C, 409 et 410* : Droit de minage de Vertus à l'abbaye d'Argensolles et au chapitre de Saint-Jean de Vertus. — *C, 923, 924 et 950* : Impositions. — *C, 873* : Impositions de La Motte-lès-Vertus. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1046 et 1050* : Vingtièmes. —

curé » le 1^{er} mars 1789. — Le 7 de ce mois, les habitants se réunirent « en l'église collégiale de Saint-Jean-Baptiste de Vertus, attendu le peu d'étendue de la salle destinée aux assemblées de la communauté » ; — « l'assemblée du Conseil général de la ville » était présidée par Sébastien-Thomas MEUNIER, avocat en parlement, bailli du comté-

C, 1255 : Étapes. — *C*, 1340 : Maréchaussée ; caserne. — *C*, 1568 : Travaux des routes. — *C*, 1576 : Route de Vertus à la grande route de Châlons à Paris par Étoges. — *C*, 1595 : Corvées. — *C*, 1717 : Atelier de charité de Vertus (1770-1791). — *C*, 1773 : Poursuites contre le collecteur des tailles de Vertus (1732). — *C*, 1915 : Église, presbytère et cimetière. — *C*, 2103 et 2996 : Octroi de Vertus ; tarif des droits. — *C*, 280 et 2108 : Aides. — *C*, 2668 : Situation du vignoble en 1789. — *C*, 2746 : Gelées de l'hiver 1789. — *C*, 2919 : Situation des biens du clergé à Vertus en 1789-1790. — *C*, 2976 : Police. — *E*, 908 à 923 : Actes tabellionnés du comté-pairie de Vertus. — *G*, 28 et 48 : Abbaye de Saint-Sauveur. — *G*, 48, 61, 65, 74, 76, 84 et 409 : Abbaye N.-D. de Vertus. — *G*, 124, 128, 397 et 1922 : Cure et doyenné de Vertus. — *G*, 387 : Boursiers de la fondation Billardé. — *G*, 422 : Vignes des chapelains de la Congrégation. — *G*, 707 : Terres et vignes du chapitre de Saint-Étienne de Châlons. — *G*, 936 : Procédures de l'officialité diocésaine de Châlons concernant l'église Saint-Jean de Vertus. — *G*, 955 : Ancien subside sur les vins entrant à Vertus et perçu par le séminaire de Châlons. — *G*, 1420 : Péages de Vertus à la collégiale Saint-Nicolas de Sézanne. — *G*, 1441 à 1523 : Église collégiale de Saint-Jean de Vertus : titres de fondations ; censives ; redevances ; droit de banvin ; vignes ; rentes ; procédures ; comptes de la collégiale ; comptes de recettes et dépenses de la ville et prévôté de Vertus ; registres capitulaires et registres notariés du comté de Vertus ; — etc.

Arch. de la ville de Vertus : Huit registres de délibérations de 1573 à 1790 (le dernier du 27 juillet 1781 au 16 janvier 1790 : 62 feuillets). — *Liasses de documents* : *D*¹ : Enquête de 1767 sur la ville. — *D*² : Officiers municipaux ; biens communaux ; usages ; bois ; dîmes ; procédures diverses, dont procès avec l'abbé du Bouzet, abbé de Notre-Dame de Vertus (1787) ; comptes. — *D*³ : Procédures ; seigneurie (15^e-18^e s.). — *D*⁷ : Dons gratuits ; dîmes ; octrois ; comptes ; bois ; vingtièmes ; industrie ; état des vins. — *D*⁸ et ⁹ : Registres paroissiaux des communautés du bailliage du comté de Vertus au XVIII^e siècle. — *D*¹² : Taxe des grains ; travaux publics. — *D*¹³ : Bois communaux ; pompes ; chemin de Vertus à Voivreux. — *F*¹ : Mercuriales. — *G*¹ : Rôle et répartition de la taille, de la capitation et autres impositions accessoires. — *N*³⁵ et ³⁶ : Propriétés communales ; perception du droit de courte-pointe ; folres ; fontaines, etc. — *N*³⁷ et ³⁸ : Plans de la ville ; officiers municipaux ; état des habitants ; dénombremments (1765-1774) ; état des officiers du bailliage : milice ; logements des gens de guerre ; dons gratuits ; -- etc.

BIBLIOGRAPHIE. — CULOTEAU DE VELLY : *Histoire du pays de la ville et de la comté-pairie de Vertus* (publiée par J.-L. Le Roy dans l'*Annuaire de la Marne* de 1870, pages 265 à 366, d'après un manuscrit du XVIII^e siècle de la bibliothèque de la ville de Châlons). — MAUPASSANT : *Notice sur l'abbaye de Notre-Dame de Vertus*. (*Annuaire de la Marne*, 1838, pages 133 à 150, et *Travaux de la Société académique de la Marne*, 1839, pages 301 à 315.) — MAUPASSANT : *Notice sur l'abbaye de Saint-Sauveur*

pairie de Vertus. — Une première réunion avait eu lieu le 4 mars pour la désignation « des commissaires chargés de la rédaction du cahier de doléances, plaintes et remontrances ». — La séance du 7 fut consacrée à la lecture et la discussion du projet présenté par ces commissaires (1). — Le procès-verbal constate la présence « des offi-

de Vertus (*Annuaire de la Marne*, 1839, pages 211 à 249). — Ch. PRIEUR : *La patrie d'Eustache Deschamps*. (Extrait de la *Revue des Études historiques*, nov.-déc. 1901 : Paris, Alph. Picard, in-8° de 31 pages.) L'auteur prépare une importante *Histoire de Vertus*. — Un ancien instituteur, M. Thénault, a également rédigé une monographie de cette petite ville, restée inédite. (*Compte-rendus des Travaux de l'Académie de Reims*, 1894-1895, t. I, p. 39.)

La Bibliothèque de Reims (fonds Deullin), possède un carton de pièces imprimées sur Vertus (arrêts du Conseil et arrêts du Parlement concernant la terre de Vertus ; les procès soutenus par le maréchal prince de Soubise contre le maréchal de Duras et autres pour la succession d'Henri-François de Bretagne, comte de Vertus, décédé en 1746 ; par M^{me} de Rohan-Guemené, héritière du maréchal prince de Soubise, contre l'administration des domaines, après la Révolution, etc. ; — imp. de la délibération du Conseil de ville du 28 décembre 1788 sur la convocation des États généraux ; — etc.

— Vertus appartenait à l'élection de Châlons dont il était un des chefs-lieux d'arrondissement ; aujourd'hui la commune est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 457 feux roturiers, 3 ecclésiastiques et 6 nobles. — Population : 692 hommes, 728 femmes, 118 garçons et 128 filles, soit 1,666 habitants. — Une enquête, en 1767, donnait : 424 ménages composant 1,615 personnes, domestiques compris, dont un noble, Masson de Bergères, et deux commensaux, Lefranc-Doublot, officier chez le Roi, et Maillard, huissier de la prévôté de l'Hôtel, outre plus de trente forains de Châlons et d'ailleurs, qui possédaient grande partie des meilleurs biens. (*Arch. de la ville de Vertus*, D¹ N, 37.³⁸.)

— Le nombre des feux, en 1789, n'est pas inscrit dans le procès-verbal ; le chiffre porté ci-dessus est celui indiqué par le cahier (voir ci-après). — *L'état des feux* donne pour Vertus, 600 feux. (*Arch. nat.*, B¹ 31.)

(1) Le 28 décembre 1788, le Conseil général de la ville de Vertus avait tenu une assemblée et pris une délibération pour manifester son vœu sur la forme des États généraux et pour solliciter une représentation spéciale pour la cité. Cette délibération est curieuse en ce qu'elle retrace et analyse le passé historique de Vertus ;

« Monsieur le premier échevin a présenté — est-il dit — une délibération « du Conseil de la ville de Rouen, du 30 novembre dernier, précédée d'un « mémoire des communautés et citoyens de l'ordre du Tiers état de ladite « ville et une autre délibération du Conseil de la ville de Vitry-le-François, « le 14 décembre présent mois, l'une et l'autre adressées par les officiers « municipaux desdites villes à ceux de cette ville de Vertus.

« Ensuite il a dit que l'empressement de la majeure partie des villes du « royaume à manifester leurs vœux pour la composition des États généraux, « semblerait rendre la ville de Vertus coupable, si elle n'y réunissait le sien, « vœu sans doute légitime formé par l'intérêt le plus sensible, inspiré par « l'amour de la Patrie, autorisé par la raison et la justice. Ce vœu général et « commun à toutes les villes du royaume, tend à ce que le Tiers état soit

ciers municipaux et gens du Conseil de la ville de Vertus, représentés par M^e Claude-Jean-Louis Féry, avocat en parlement, premier échevin, Jean-Baptiste Champion, négociant, et Louis Doublet, bourgeois, tous deux échevins, M^e Claude Suicer, chanoine, Nicolas-Brice Desprez, maître en chirurgie, Adam-Christophe Hachette, Pierre-Louis

« représenté à l'assemblée générale de la Nation par des députés en nombre au moins égal à celui des deux premiers ordres réunis ; les motifs de ce vœu et les moyens qui le légitiment se présentent en foule avec la force de la raison et de la conviction, dans les mémoires et discours qui précèdent les délibérations de Rouen et Vitry mises sous les yeux de l'assemblée ; la lecture qu'elle en va prendre l'en convaincra ; le détail qu'il en entreprendrait ne formerait donc qu'une répétition inutile, et il croyait que l'on ne pouvait que les approuver et y adhérer, et qu'il devait se borner à observer :

« 1^o Que le Tiers état constitue essentiellement la Nation (*sic*) ; au moins en forme-t-il la très grande partie : que l'on parcoure, en effet, les mers, les pays étrangers ; que l'on jette les yeux sur la culture de tous les biens, sur l'industrie ; que l'on envisage les arts et métiers, l'émulation dans tous les genres de professions, l'ardeur guerrière dans le soldat pour la défense de l'État, ardeur qui fait la principale force des armées, le zèle et le travail des ecclésiastiques sortis du sein du Tiers état pour les fonctions pénibles et journalières du ministère sacré de notre sainte religion, on en conclura que c'est le Tiers état qui soutient principalement la monarchie, la nourrit, en est comme la base, le fondement, la force et le nerf, en un mot que ses services en tous genres sont si essentiels que, comme le dit fort bien la délibération de Vitry, les deux autres ordres ne subsistent que par lui ;

« 2^o Que, cependant, ce Tiers état, cet ordre si utile, même si nécessaire à la Nation, en supporte presque seul les charges, c'est sur lui que roule la masse des impôts et la rigueur inséparable de leur perception, et il est, malgré cela, privé des récompenses et des grâces dont il voit combler les deux autres ordres qui possèdent au moins les deux tiers des biens du royaume et les plus précieux ;

« Qu'il n'est donc pas douteux que cette surcharge, qui accable le Tiers état, sera un des principaux objets que traitera l'assemblée de la Nation ; elle s'occupera de la répartition des impôts et charges publiques. Mais comment le Tiers état, qui a l'intérêt le plus sensible à ce grand objet, pourra-t-il faire entendre ses réclamations ? Espérera-t-il d'obtenir une juste proportion entre les possessions et les impôts, s'il n'est pas représenté et appuyé par un nombre suffisant de députés ?

« Qu'au surplus, on doit calmer toutes inquiétudes à cet égard ; le meilleur des rois, autant le père que le souverain de ses peuples, ayant déjà préjugé en faveur de la prétention du Tiers état, soit par la formation des assemblées provinciales, soit dans la composition des États du Dauphiné. On doit aussi tout espérer des deux premiers ordres : ils sont persuadés aujourd'hui qu'ils ne peuvent rien seuls et que, réunis avec le troisième par le sentiment commun d'un véritable patriotisme, ils peuvent tout pour le bien public. Le Clergé, plein du désintéressement de l'Église, pour les biens temporels, s'est déjà déclaré disposé à sacrifier privilèges et immunités. La Noblesse, oui, cette antique et véritable Noblesse, pénétrée des sentiments du vrai patriotisme, embrasée de l'amour du bien public, abandonnera tous privilèges et se bornera à des distinctions honorifiques que le Tiers état se fera toujours un devoir de respecter ; et il n'en faut pas douter, les ennoblis, les

Moyrand et Pierre Cousin, tous conseillers notables, M^r Claude Lalire, procureur-syndic de la ville, et Jean Remiot, secrétaire-greffier de la ville ; — et aussi les sieurs Pierre-Amand Deschamps, docteur en médecine, Pierre Prieur, notaire, Jean-Alexandre Hachette, aussi notaire, tous trois anciens échevins, Nicolas Hachette, ancien syndic,

« privilégiés se hâteront d'imiter un si glorieux exemple. C'est ainsi que les
« trois ordres, réunis de sentiments pour le bien général, s'occuperont unique-
« ment des moyens de réparer les désastres de la Patrie, et supporteront avec
« égalité les charges de l'État.

« Monditsieur le premier échevin a encore observé qu'il pensait qu'il était
« permis à l'assemblée de représenter que la ville et comté de Vertus étaient
« fondés à supplier le Roi de leur accorder des députés à proportion de leur
« étendue, leur population, leurs biens et leurs charges.

« Cette ville existait dès le commencement de la monarchie et, selon les
« capitulaires de nos rois, elle était déjà, dans le ix^e siècle, le chef-lieu d'un
« pays étendu.

« Les finances de l'État étaient épuisées par les guerres et la captivité du
« roi Jean, la France était dans l'impuissance de payer la rançon de son sou-
« verain : Charles, dauphin et régent du royaume, résolut d'assembler les
« États de Champagne, il les convoqua le 29 avril 1358 à Vertus, cette ville étant
« une des mieux intentionnées, des plus fidèles et plus zélées pour son
« Roi, et ce fut dans cette assemblée que l'on accorda beaucoup de secours de
« troupes et d'argent. La contribution de la Noblesse fut plus considérable que
« celle du Tiers état. C'était aussi le temps où cette véritable, cette généreuse
« Noblesse ne se croyait pas exempte de charges de l'État en proportion de
« ses biens ; elle n'ambitionnait que la gloire et ne se distinguait du Tiers état
« que par sa valeur et ses services. Le Roi ayant, peu de temps après, consenti
« au mariage d'Isabelle de France, sa fille, avec Galéas Visconti de Milan, il
« la dota du domaine de Vertus qu'il érigea en comté-pairie avec exemption
« de toute juridiction des baillis et sénéchaux, et sous la seule réserve du res-
« sort immédiat du parlement de Paris et de l'hommage à la couronne.

« Ce comté, qui a plus de quatre siècles d'existence, est encore aujourd'hui
« d'une étendue raisonnable, son territoire est de trois lieues au levant, deux
« au nord, trois au couchant, et de huit à neuf au midi ; il est composé d'au
« moins cent seigneuries et fiefs dont un comté (a), un marquisat (b), quatre
« baronnies (c) et plusieurs châellenies (d).

« Son bailliage est à l'instar des bailliages royaux, avec un ressort plus
« étendu que ceux de la plupart de ces derniers, notamment Sézanne, Épernay
« et Châlons qui l'avoisinent. Il renferme, dans une partie de son enceinte,
« des vignobles considérables, une quantité raisonnable de bois, des étangs et
« d'assez bonnes plaines ; aussi supporte-t-il de grands impôts : la seule petite
« ville de Vertus produit au Roi, année commune, au moins 120,000 livres,
« quoique les deux tiers au moins des biens de son terroir soient possédés par
« trois abbayes, un chapitre, deux communautés religieuses, le seigneur comte
« de Vertus, et par quantité de privilégiés très modernes qui ne supportent
« qu'une bien faible partie des impôts.

(a) Le comté d'Étoges.

(b) Le marquisat de Montmort.

(c) Les baronnies de Chapelaine, Conflans, Congy et Oger.

(d) Les châellenies du Mesnil, Soudron, Moymer ou Mont-Aimé et autres.

Jean-Baptiste Gay, ancien échevin, François Lange et Jean-Joseph Geoffroy, anciens conseillers notables, M^e Charles-Joseph Fleury, procureur fiscal général du comté de Vertus, Gilles Doublet, capitaine de la milice bourgeoise, Jean-François Salmon, notaire et procureur,

« A ces titres, la ville et le comté de Vertus semblent avoir droit à des représentants aux États généraux en proportion de leurs étendue et population, de leurs biens et de leurs charges.

« L'assemblée, après avoir pris lecture des délibérations des villes de Rouen et Vitry, et des mémoires et discours qui les précèdent, la matière mise en délibération, où le procureur-syndic, a unanimement été d'avis d'adhérer auxdites délibérations et au vœu exprimé dans lesdits mémoires et discours ; en conséquence a arrêté et délibéré que Sa Majesté serait très respectueusement et très humblement suppliée d'ordonner ce qui suit :

« 1^o Que, dans la prochaine assemblée des États généraux, les députés qui représenteront le Tiers état seront en égalité de nombre avec ceux des deux premiers ordres réunis ;

« 2^o Que les délibérations y seront formées par les trois ordres ensemble et divisés en bureaux composés d'un nombre de commissaires du Tiers état égal à ceux réunis des deux autres ordres ;

« 3^o Que les députés de chacun des trois ordres ne pourront être choisis que parmi les citoyens véritablement de ces ordres, sans que ceux du Tiers état puissent être choisis ni dans l'ordre de la Noblesse, ni dans la classe des ennoblis, ni parmi les privilégiés ;

« 4^o Que chaque ordre élira ses députés sous la présidence d'un citoyen de son ordre ;

« 5^o Enfin, que la ville de Vertus (en laquelle ont été autrefois assemblés les États de Champagne) et son comté, seront représentés par un nombre de députés proportionné à leurs étendue et population, à leurs biens et charges, comparé à celui des autres districts qui y députeront.

« Il a, en outre, été arrêté que la présente délibération sera imprimée à la diligence du procureur-syndic, et qu'il en sera, par MM. les officiers municipaux, adressé des exemplaires à Monseigneur le garde des sceaux, au ministre qui a le département de la province de Champagne, à Monseigneur le directeur général des finances, et à Monseigneur l'intendant, et que ces ministres seront suppliés de la mettre sous les yeux de Sa Majesté.

« Délibéré en la chambre du Conseil de Ville les jour et an que dessus.

« Signés : FÉRY, premier échevin, CHAMPION et DOUBLET le jeune, échevins, LALIRE, procureur-syndic, MEUNIER, bailli et ancien premier échevin, SUICER, chanoine, DESPREZ, HACHETTE, MOIRAND l'ainé et COUSIN, conseillers notables.

« Collationnée : REMIOT, secrétaire-greffier. »

(Cette délibération figure sur le 8^e registre du Conseil de Ville de 1781 à 1790 : f^{os} 36 à 38 : *Arch. de la ville de Vertus*. — L'impression en fut décidée à 100 exemplaires [payée 15 livres le 29 novembre 1789, par le syndic Lalire : *ibid.*, D⁷. — Châlons, imp. Mercier, in-4^o de 10 pages.] — Des exemplaires existent aux *Archives de la ville de Vertus* ; — aux *Archives de la Marne* : fonds États généraux, bailliage de Châlons, dossier a, pièce 68 et 69 [avec une lettre d'envoi à l'intendant signée des trois échevins et du syndic, du 5 janvier 1789] ; — à la *Bibliothèque de Reims*, fonds Deullin ; — aux *Archives nationales* B¹ 31 [avec trois lettres d'envoi datées du 3 janvier 1789, à peu près semblables à celle adressée à l'intendant].)

Nicolas-Louis-François Piéton, bourgeois, Charles-Étienne Lallement, marchand, Marie-Louis Moyrand, marchand, André Loizelet, laboureur, Claude Lefèvre, marchand, Charles Doublet, vigneron, Louis Nicaise, vigneron, Nicolas-François Bernier, perruquier, Charles Grongnet, Edme Stas, André Lange, Noël Morlet, Remy Cocquart, Jean Vautron, Pierre-Michel Cousin, Claude-Nicolas Camiat, Pierre Chenu, Claude-Antoine Felmé, Pierre-René Masson, Pierre-Joseph Vautron, François Millat, Jean-Baptiste Fortin, Nicolas Hémard, Louis Filiatret, Jean-Baptiste Jacob, Claude Pidoire, Claude-François de Ganne, Claude-Simon Duvergé, Antoine Chenayer, Pierre Radet l'ainé, Nicolas Jourdin, Étienne Lotton, Joseph Hadot, Claude-Antoine Pernet, Michel Pérardel, Joseph Prin, Jean-Baptiste Ferré, Jean-Baptiste Collet, Étienne Billebault, Pierre Radet le jeune, Pierre Lange, Pierre-Denis Lefèvre, Jean-Nicolas Darboise, Nicolas Renard, Pierre-Hyacinthe Vallée le jeune, François Leherle, Louis Grongnet, Albert-Alexandre Charpentier, François Belleville, Jean-François Bauchet, Étienne Broussi, Pierre Vallée l'ainé, Jean-Baptiste Noël, Jean-Charles Patizel, Jean-Baptiste Lesterlin, Luc Hadot, Jean-Baptiste Geoffroy, Jean-Baptiste Noël, Jean-Baptiste Boquet, Jean-Gabriel Ploix, Martin Férat, Antoine Hadot, François Charpentier, Nicolas Bernard, Gabriel Moncuit, Étienne-Martin Violette, Jérôme Soudron, Pierre-Remy Person, Claude-Antoine Hallé, Antoine Doublet, Charles Mangin, Joseph Huet, François Tremolet, Pierre Ploix, Jean-Baptiste Harnault, Jacques Lefèvre, Joseph Girardin, Pierre-Louis Rogué, Charles Duval, Louis Le Gentil, Pierre Cocquart, Claude-Noël Mailliard, Laurent Herlequin, Hubert Mathieu, Louis Surot, François Lamiral, Jean Lange, Pierre Moraux, Louis de Verdun le jeune, Jean Pernet, François Petit, Louis Hadot, Claude-François Haumont, Jean Ploix, Pierre Brisson, Jacques-Berthélemy Duval, Jean Biart, Jean Férat, Philippe Gauché, Jean Lefilz, Louis Moreau et Jean Pernet, tous marchands, bouchers, chaircutiers, perruquiers, huissiers, meuniers, tailleurs, laboureurs et vignerons, « et autres habitants de cette ville », ajoute le procès-verbal. — Les quatre députés désignés furent Claude-Jean-Louis Féry, avocat, premier échevin de la ville, lieutenant-général du comté-pairie de Vertus ; Charles-Joseph FLEURY, procureur fiscal ; Jean-Baptiste CHAMPION, négociant, échevin, et Adam-Christophe HACHETTE l'ainé (1), et « lit-on encore au procès-verbal, dans le cas où aucun desdits « sieurs députés ne pourraient, pour cause d'infirmité ou autres « empêchements, se rendre à l'Assemblée générale de Châlons, arrête « qu'ils seront suppléés, sans besoin d'autres nominations par Mes- « sieurs Deschamps et Meunier, qui ont eu le plus de voix après les « quatre nommés ».]

(1) Le procès-verbal ne donne pas les prénoms des députés ; ils sont relevés dans le *procès-verbal d'assemblée générale du bailliage de Châlons* du 12 mars 1789. — Pour *Hachette*, ce dernier document dit « le jeune » avec les prénoms ci-dessus, tandis que le procès-verbal de Vertus dit « Hachette l'ainé » sans prénoms.

CAHIER

*Doléances et supplications pour les habitants
de la ville de Vertus en Champagne.*

De toutes les provinces du royaume, il n'en est pas d'aussi surchargée d'impôts que la Champagne, eu égard à ses facultés et à sa population ; cette vérité est attestée par le célèbre et impartial auteur du « *Traité des Finances* » (1).

Une autre vérité, qui n'est pas moins constante, c'est que de toutes les villes de la province, celle de Vertus est, sans contredit, la plus maltraitée : elle ne compte pas plus de cinq cents feux, elle paie annuellement plus de cent cinquante mille livres, tant en taille, capitation, vingtièmes et corvées (2), que droits d'aides, entrées, gabelle, tabac et contrôle des actes ; l'existence de ces charges énormes, qui écrasent les malheureux habitants de Vertus, serait aussi facile à démontrer que leur disproportion avec le produit de son territoire qui, au total, contient environ huit cents arpents de vignes et douze cents arpents de terres labourables (3), dont presque moitié est possédée par des ecclésiastiques, des nobles ou des privilégiés ; aussi, ceux des habitants de cette ville sur qui tombent les charges, sont-ils réduits à ne pouvoir plus payer les tailles, vingtièmes et corvées ; il n'y a pas moins de trois rôles en arrérages, et l'on n'y voit que

(1) NECKER : *De l'administration des finances de la France* (3 vol. in-8°, 1784. — Cf. t. I, page 245). — Voir le cahier de Champagne (page 131).

(2) État des impositions de 1789 : taille, accessoires, corvées (*Arch. de la Marne, C, 923-924*) ; capitation (*ibid., C, 1025*) ; vingtièmes (*ibid., C, 1046*). — *Arch. de la ville de Vertus, D⁷* : Comptes des vingtièmes, de l'industrie, etc. — *Ibid., G⁹* : Rôles et répartition de la taille, de la capitation et autres impositions accessoires.

(3) Le terroir de Vertus comprenait en 1773 : 750 arpents de vignes (produisant 2,678 muids de vin, année commune) ; 2,735 de bois, et 1,063 de terres labourables (sur lesquelles on récoltait 2,371 boisseaux de froment, 4,717 de seigle, 4,080 d'orge et 4,590 d'avoine). (*Arch. de la Marne, C, 430*.)

« Il n'y avait point, disent les enquêtes sur la communauté, notamment celle de 1767, de manufacture à Vertus ; tout le commerce était le vin du cru. » (*Arch. de la ville de Vertus, D⁴*). — État des vins. (*Ibid., D⁷*.)

Les terres et vignes étaient possédées en grande partie par le chapitre de Saint-Étienne de Châlons, qui les avait louées par bail emphytéotique (*Arch. de la Marne, G, 707*), à l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus et à l'église collégiale de Saint-Jean de Vertus (*ibid., G, 1441 à 1523*), qui percevait des censives et un droit de banvin sur la ville, etc.

collecteurs et garnisons qui s'y établissent presque à demeure et aggravent encore les peines des contribuables.

Mais les habitants de Vertus, comme ceux de toute la Champagne, doivent avoir la flatteuse espérance que l'inégalité de leur portion contributoire aux charges de l'État, par proportion avec les autres provinces, et contre laquelle ils ont les plus pressants motifs de réclamer, va disparaître.

Le Monarque le plus juste, le meilleur des rois, Louis XVI, daigne se rendre aux vœux de son peuple ; il s'est attendri sur les maux que souffre la portion la plus nombreuse de ses sujets ; il porte dans son cœur l'homme de loi, l'artiste, le cultivateur, le marchand, l'artisan et le simple journalier ; il honore le ministre des autels et considère l'homme de naissance ; mais il se montre le père de son peuple, et tous ses enfants ont un droit égal aux tendres affections de son cœur ; il assemble les sages de ses États, il leur soumet les constitutions de son empire et leur permet de proscrire tous les vices qui peuvent s'y rencontrer.

Cette assemblée auguste, sous le règne de la bienfaisance et dans un siècle éclairé, ne doit pas seulement s'occuper efficacement de pourvoir, pour le moment, aux besoins de l'État obéré, elle doit encore, dans l'intention paternelle du Monarque, en abolissant soigneusement tous les abus qui pouvaient, par succession de temps, obscurcir la gloire de la Nation, et en rétablissant l'équilibre entre ses revenus et ses charges, alléger le fardeau de l'impôt en le faisant supporter par tous les sujets de l'État indistinctement, chacun en raison de ses facultés et sans égard aux rangs, naissances ni qualités.

Déjà le Clergé de France, toujours prompt à donner l'exemple du dépouillement, consent à faire le dénombrement de ses riches possessions pour les soumettre à l'impôt et veut, nonobstant tous ses privilèges et immunités, rendre à César tout ce qui appartient à César.

Et toutes les provinces du royaume sont dans l'admiration du généreux dévouement de la Noblesse française qui, renonçant à ses privilèges et exemptions, à la contribution de l'impôt, soumet au cadastre ses domaines et ses fiefs, et se couvre, par de tels sacrifices, d'autant de gloire que les ancêtres qui les leur ont transmis.

Les députés de la province de Champagne peuvent donc

espérer de faire prendre en considération aux États généraux leurs plaintes et doléances sur les surcharges dont ses habitants, et particulièrement ceux de la ville de Vertus, sont accablés.

La ville de Vertus autorise, à cet effet, ses quatre députés à concourir, avec les députés des autres paroisses du ressort du bailliage de Châlons, à l'élection des députés du Tiers état aux États généraux du royaume, au nombre porté par l'état annexé à la lettre de convocation de Sa Majesté pour ledit bailliage ;

A la charge toutefois, par lesdits représentants de la ville de Vertus, de ne voter, pour l'élection des députés aux États généraux, qu'en faveur de personnes dont la prudence, la sagesse et la sagacité soient bien connues, qui aient les talents et les qualités nécessaires pour représenter dignement, et qui soient prises dans l'ordre du Tiers état.

Autorise pareillement ses quatre députés, où ceux d'entre eux qui pourraient être désignés par l'assemblée générale du bailliage, à concourir à la rédaction des cahiers et doléances qui seront remis aux États généraux, et, à cet effet, d'y faire insérer, pour la ville de Vertus particulièrement, d'abord les actions de grâces les plus respectueuses pour Sa Majesté Louis XVI, pour le bienfait qu'il accorde à son peuple, en daignant consulter sa province de Champagne dans ses députés, et ensuite les propositions, demandes et supplications suivantes :

GOUVERNEMENT ET FINANCES

1^o Une loi constitutionnelle qui, en assurant le retour périodique des États généraux, après une révolution de temps déterminée, comme de quinze, vingt ou vingt-cinq ans, pour la prochaine assemblée, réserve à la seule assemblée des États le pouvoir d'accorder un impôt quelconque, de telle nature qu'ajouté au produit des douanes et droits d'entrées du royaume, et des fermes et régies, que l'on jugera convenable de laisser subsister, il subviennne facilement aux besoins et dépenses ordinaires de l'État et puisse fournir annuellement à l'acquit d'une portion déterminée de la dette nationale ; lequel impôt subsistera seulement pendant le temps intermédiaire de l'assemblée prochaine à la suivante, lors de laquelle et par laquelle seule il pourra être prorogé ou réduit suivant l'exigence ; et au paiement duquel, pendant tout le temps de sa durée, tous les sujets du Roi indistinctement seront assujettis, nonobstant tous privilèges

et exemptions ci-devant accordés à la Noblesse et au Clergé, et à l'exercice de toutes charges généralement quelconques, tous lesquels privilèges et exemptions seront supprimés et abolis ;

2° Que la masse de l'imposition soit d'abord distribuée par provinces et ensuite par paroisses, de manière que les habitants de chaque paroisse fassent eux-mêmes la répartition de l'impôt suivant les propriétés de chacun, et, à cet effet, que la province de Champagne soit administrée par des États provinciaux à l'instar de celle du Dauphiné, lesquels régleront le mode de la perception dudit impôt et du versement de son produit au trésor royal ;

3° Que l'impôt qui sera établi soit d'une perception juste, simple et facile, qui ne puisse exposer les contribuables à aucune espèce de contravention ;

4° Que la somme des besoins de l'État pour chaque année soit déterminée et qu'il soit pourvu, d'une manière invariable, aux fonds nécessaires pour chaque département, les chemins compris ;

5° Que la dette de la Nation soit aussi arrêtée de manière que les intérêts de chaque année et une somme déterminée pour l'extinction des capitaux soient ajoutés aux fonds à faire pour chaque département, et qu'il soit très expressément défendu aux ministres du Roi chargés de l'administration, dans chaque partie, de changer la destination sous des peines très rigoureuses ;

AIDES

6° Que les cultivateurs de vignes qui, depuis trop longtemps, gémissent de laisser dans les bureaux de la régie générale des aides la meilleure partie du prix de leurs sueurs, pour l'acquit d'une multitude de droits compliqués, avec les noms desquels ils ne peuvent se familiariser, soient enfin affranchis du joug accablant de tous ces droits d'aides, aussi injustes dans leurs principes que désastreux dans leurs conséquences : injustes, en ce qu'ils ne sont établis que sur une faible partie des sujets du royaume et que, dans les provinces où ils se perçoivent, ils ne portent que sur la classe la plus pauvre, le Clergé, la Noblesse et les privilégiés de toutes espèces en étant affranchis ; désastreux, en ce qu'ils mettent des gênes continuelles et des entraves au commerce des vins, exposent incessamment les redevables à des recherches, même à des vexations inouïes de la part d'une

multitude de commis intéressés aux découvertes des fraudes et contraventions, et donnent lieu à une perception, sur les tribulaires de cette régie, de plus de quatre-vingt-dix millions effectifs, dont il n'entre pas la moitié au trésor royal, le surplus servant à entretenir l'opulence et le luxe des régisseurs généraux et de leurs adhérents, et à stipendier largement une armée de commis sans cesse en activité pour livrer la guerre à ceux mêmes des sujets du Roi qui les paient et nourrissent ;

INSPECTEURS

7^o Que les nourrissant de bestiaux soient également affranchis des droits d'inspecteurs aux boucheries, sols pour livre, etc., comme contraires à la multiplication des différentes espèces ; ces droits, dont la perception n'est pas générale, gênent considérablement le commerce ; ils font un faible objet de revenus pour l'État et seraient avantageusement remplacés par un impôt annuel sur chaque boucher, tant des villes que des campagnes, lequel serait perçu sans frais par le collecteur dans chaque paroisse ;

DROITS SUR LES CUIRS

8^o Que les droits établis sur les cuirs soient également supprimés comme donnant lieu à une multitude de fraudes et contraventions, et exigeant une multitude de commis, et par conséquent des frais considérables pour leur perception ; et qu'ils soient remplacés par une taxe sur les tanneurs, corroyeurs, mégissiers et autres fabricants, laquelle taxe serait perçue sans frais par le receveur ordinaire de la paroisse de leur domicile ;

CONTROLE

9^o Que le contrôle des actes soit ramené au juste but de son institution ; que de nouvelles lois, dans cette partie, fixent d'une manière précise les droits sur chaque acte ou contrat, tant pour le contrôle que centième denier et insinuation ; en sorte que les citoyens ne soient pas exposés aux extensions arbitraires des commis à la perception, ni aux recherches et aux vérifications des ambulants et vérificateurs pendant vingt années, et qu'une fois que les contractants auront soumis leurs actes à la formalité, ils ne puissent plus être inquiétés ; que les frères et neveux soient au moins affranchis du droit de centième denier pour les successions de leurs frères et oncles ;

EAUX ET FORÊTS

10° La réforme des abus et malversations de tous genres qui se commettent par les officiers de toutes les maîtrises des eaux et forêts de France.

Depuis longtemps, cette partie intéressante des revenus de l'État est dans le plus grand désordre; l'administration en a été confiée à des officiers qui, faute d'avoir pu être surveillés d'assez près, ont été séduits par leur cupidité et, loin de tenir la main à l'exécution de l'ordonnance de 1669 (1) qui leur était confiée, se sont eux-mêmes prêtés aux contraventions les plus blâmables aux sages dispositions de cette loi, en favorisant les coupes des futaies de réserve, qu'ils sont dans l'usage de se charger eux-mêmes de solliciter pour les communautés tant séculières que régulières, sous les plus légers prétextes, le plus souvent sans nécessité, leur intérêt personnel étant de multiplier les martelages, assiettes, adjudications, recollements et congés de cour; il n'est pas rare de les voir, même dans les martelages de ces futaies, faire des réserves d'arbres en si grand nombre, qu'après une première exploitation il devient nécessaire de demander un et quelquefois deux éclaircissements successifs dont ils facilitent également l'obtention à cause des émoluments qui leur en reviennent, sans ménagement pour des jeunes tailles de trois, quatre, cinq, six et sept ans.

Rien n'est plus ordinaire encore que de voir les communautés religieuses, par le canal et à l'instigation des maîtrises, obtenir sans nécessité et sous des prétextes imaginaires, par anticipation, les coupes réglées de leurs taillis, et une grande partie des seigneurs propriétaires de forêts suivent aujourd'hui ce dangereux exemple et ne sont point surveillés sur les réserves d'arbres; aussi les forêts, surtout dans la Champagne, sont-elles dans une telle dégradation que l'on n'y trouve plus de bois propres à la bâtisse ni à la marine.

Il serait, par les raisons ci-dessus et une infinité d'autres que l'on ne peut placer ici, très instant de donner aux officiers des maîtrises, des surveillants qui ne fussent point intéressés à la coupe des futaies, ou de confier aux juges ordinaires la police et

(1) *Édit d'août 1669 portant règlement général pour les eaux et forêts* (voir le cahier de Toulon, page 721).

conservation des forêts, avec des contrôleurs et inspecteurs ambulants des bois, commis et gagés par le gouvernement ;

MONOPOLE SUR LES BOIS

11° Pour faire disparaître le monopole sur les bois, une loi qui autorise les juges ordinaires, chacun dans leur ressort, à fixer le prix des bois de chauffage ou qui ordonne que la fixation faite pour la ville de Paris sera commune à la province de Champagne, sauf la déduction des droits d'entrées et des frais de transport qui n'ont pas lieu pour les bois pris sur l'étoc ;

TAXE SUR LES COMMUNAUTÉS

12° Que les bois des communautés d'habitants soient affranchis de la retenue qui leur est faite quelque temps du dixième du montant des adjudications, en faveur des pauvres communautés religieuses, cette taxe portant atteinte à la propriété et n'ayant point été accordée ni consentie d'une manière légale (1) ;

ENTRÉES

13° Soit que la suppression des droits d'aides ait lieu ou non, la suppression de tous droits d'entrées qui se perçoivent dans les villes et lieux non murés de la Champagne, spécialement sur les vins et autres denrées crues dans le territoire desdites villes et lieux non murés, les cultivateurs ne devant pas être moins considérés à cet égard que les habitants de la capitale qui ont toujours conservé le privilège de l'exemption des droits d'entrées pour les denrées et fruits de leur cru (2) ;

(1) Les biens patrimoniaux consistaient en 137 arpents de bois-broussailles dont le quart en réserve, divisé en huit coupons, se vendait tous les trois ans et donnait un produit moyen de 400 livres. (*Arch. de la Marne, C, 724* : Procès-verbaux d'adjudication des coupes de bois communaux. — *Arch. de la ville de Vertus, D, 4, 7, 12* : Procès-verbaux de recolement des bois.)

Peu à peu les seigneurs s'étaient « injustement emparés de ces bois sans compensation ni dédommagement en faveur des usagers. (Délibération du Conseil général de la commune de Vertus du 29 mai 1791 : *Arch. de la ville, D, 4*.) — Un jugement du tribunal du district de Châlons, du 10 décembre 1792, remit les communes de Vertus, Voivreux, etc., en possession des bois usurpés. (Procédure : *ibid.*, N, 35 et 36.)

(2) Comptes de recettes et dépenses des deniers patrimoniaux et d'octroi de la ville de Vertus, de 1703 à 1789. (*Arch. de la Marne, C, 725 et 726*.)

Les droits d'octroi de la ville de Vertus, pour les liquides, étaient « de 30 sols par muid d'eau-de-vie et 10 sols par muid de vin, mesure de Paris, qui

GABELLE ET TABAC

14° Le reculement des barrières aux extrémités du royaume et une diminution au moins de moitié dans le prix du sel et du tabac ; qu'il n'y ait qu'un même prix pour toutes les provinces, et que les dépôts de sel et tabac soient placés dans chaque canton à la portée de tout le monde, en sorte que les consommateurs ne soient pas obligés à des déplacements de quatre, cinq, six, sept et huit lieues pour aller à la gabelle ou à l'entrepôt ; que le sel soit vendu au poids et non à la mesure, attendu les fraudes qui se commettent par les préposés à la distribution, et qu'il soit infligé des peines rigoureuses contre les distributeurs qui seront convaincus d'avoir fraudé et altéré la qualité du sel en y mêlant des corps étrangers pour augmenter son volume et son poids. Les gabelles subsistant, il devient indispensable d'établir un grenier et un entrepôt de tabac à Vertus, situé à quatre lieues d'Épernay, à six lieues de Châlons et sept de Sézanne :

MILICES

15° Que les paroisses éloignées de plus de quatre lieues de la résidence du subdélégué de l'intendant de la province de Champagne soient dispensées de se rendre au lieu de la subdélégation pour le tirage de la milice, attendu le retard inappréciable que souffre la culture des vignes, pendant trois jours, pour le déplacement de jeunes et vigoureux cultivateurs que le tirage de la milice force à se porter à sept, huit, neuf et dix lieues de leur domicile, ce qui occasionne une perte de temps irréparable dans les vignobles ; on parerait à cet inconvénient en chargeant les officiers municipaux des petites villes ou gros lieux qui n'ont point de subdélégation de présider au tirage,

entreront et seront façonnés dans ladite ville pour y être vendus ou consommés, et pour les autres vaisseaux à proportion ; en outre, les deux sols pour livre desdits droits ». (Lettres patentes du Roi en forme de déclaration du 2 août 1777, reg. en la Cour des aides le 30 août 1777. — *Bibliot. de Reims*, N, 2301-6.)

La ville jouissait de la moitié de l'octroi, dit droit de courte-pinte, perçu à raison de huit sols sur le poinçon pour sol du prix de vente de la pinte de vin. (*Arch. de la Marne*, C, 724 : Rétablissement, par arrêt du 13 mars 1731 et prorogations nécessaires par divers autres arrêts jusqu'à l'année 1795, de la perception au profit de la moitié de l'octroi dit droit de courte-pinte. — *Arch. de la ville de Vertus*, N, 35 à 38 : Perception de ce droit.)

posé que le transport du subdélégué pour se rapprocher des paroisses éloignées de sa résidence ne soit pas plus conforme aux anciens usages (1);

ROUTES

16° Qu'il soit accordé à toutes les villes et gros lieux, surtout dans les pays vignobles (2), des chemins ou routes d'embranchement sur les routes principales du royaume, pour que la traite des vins puisse se faire pendant l'hiver, saison où le commerce de cette denrée est le plus en activité (3);

RENTES

17° Que les biens-fonds supportent l'impôt qui sera établi dans la proportion de l'estimation qui leur sera donnée et sans aucune diminution pour les rentes dont ils pourraient être grevés, et que, pour venir au secours des contribuables et forcer les rentiers à la contribution aux charges de l'État, les débiteurs des rentes, soit constituées, soit de bail d'héritage, ou foncières, soient autorisés à faire à leur profit, sur les rentes, une retenue qui remplace au moins celle des vingtièmes et sols pour livres ;

JUSTICE

18° Que les abus qui se rencontrent dans l'administration de la justice soient réformés : simplifications de procédures, d'instructions, surtout dans les présidiaux et cours souveraines, diminution dans la taxe des frais de procédures ; qu'il soit permis à tous huissiers et sergents de mettre à exécution, dans le détroit de la juridiction où ils sont établis, tous arrêts, sentences et jugements, et de faire toutes poursuites et contraintes en vertu desdits arrêts, sentences et jugements, même de tous

(1) Voir le cahier de Beaulieu-en-Argonne, page 71. — Cf. *Arch. de la ville de Vertus*, N, 37 et 38 : États des tirages de la milice (jointe au dossier, l'ordonnance du 27 novembre 1765, imp. placard.)

(2) *Nota*, en marge du cahier : « Vertus est inabordable, faute de routes et chemins praticables, encore qu'il contribue plus que tout autre lieu aux charges. »

(3) Travaux des routes (*Arch. de la Marne*, C, 1568.) — Dossiers de la route de Vertus à la grande route de Châlons à Paris par Étoges (*ibid.*, C, 1576). — Construction du chemin de Vertus à Voilpreux (*Arch. de la ville de Vertus*, D, 11). — Route d'Épernay à Fère-Champenoise par Vertus (*ibid.* : *Reg. de délibérations de 1781 à 1790* : f° 6 verso, délibération du 11 avril 1782).

actes passés sous le scel royal ; en sorte que la classe des malheureux soit affranchie des vexations des huissiers dont la taxe pour leurs exploits doit être faite, non en raison de la distance de leur domicile à celui du débiteur contre lequel ils ont à exploiter, mais seulement sur le pied que serait taxé l'huissier le plus voisin du débiteur ;

CHARGES DE JURÉS-PRISEURS

19° La suppression des charges des jurés-priseurs créées pour les provinces : ces charges, établies pour de modiques finances avec le droit exclusif de faire les prisées et ventes dans tout le ressort du bailliage royal de leur établissement, ont une multitude d'inconvénients, gênent les habitants des campagnes par les retards considérables que cet officier apporte nécessairement aux inventaires et ventes, ne pouvant se porter en même temps partout où il serait nécessaire qu'il se trouvât : ces retards empêchent, le plus souvent, les parties de se mettre en règle ; les frais de transport de cet officier, joints à ses vacations et aux quatre deniers pour livre, deviennent si considérables que, souvent, le prix des ventes est insuffisant pour son paiement, pour raison duquel il est privilégié sur tous les créanciers des successions, même sur les tailles et impositions ;

LETTRES DE CACHET

20° Que tous les sujets du Roi ne puissent être punis et privés de la liberté que pour crimes dénoncés à la justice et forfaiture légalement prouvée ;

SORTIES DU ROYAUME

21° La libre circulation de toutes denrées et marchandises du cru et des fabriques de France d'une province à l'autre, et la suppression de tous droits de sortie du royaume, anciens et nouveaux, cinq sols, etc., établis sur les vins et eaux-de-vie qui sortent de la province de Champagne pour passer dans la Flandre française ou autres provinces du royaume réputées étrangères ;

ÉDUCATION

22° Dans le cas de suppressions ou réunions d'aucunes maisons de religieux bénédictins ou de l'ordre de Citeaux, la conservation de celles desdites maisons qui seraient situées au

sein des petites villes ou gros bourgs, ou à leur proximité, et qu'il soit donné auxdites maisons un objet d'utilité publique en astreignant les religieux à ouvrir gratuitement des cours d'études pour les humanités et la philosophie ;

23° La translation des couvents de filles religieuses, sis dans les bois ou dans des campagnes isolées, dans les villes les plus prochaines où elles pourraient être utiles, soit pour l'instruction des jeunes personnes du sexe, soit pour l'assistance des indigents ;

DIMES

24° Que les gros décimateurs soient tenus de faire plus exactement les réparations dont ils sont tenus, ainsi que de fournir des ornements et linges à la fabrique, et ce dans une proportion relative aux revenus qu'ils retirent dans chaque paroisse en particulier ; que les habitants aient la faculté d'y veiller et de forcer les négligents de remplir leurs obligations à cet égard ; qu'ils soient aussi obligés de faire des aumônes et d'en justifier afin que la loi ne soit pas éludée (1) ;

25° Que la dime ne puisse être exigée qu'après la Saint-Jean, et que les gros décimateurs ou autres ne puissent la prétendre sur ce que les cultivateurs font couper en vert pour la subsistance de leurs bestiaux ;

HALLAGES ET MINAGES

26° Que les grains exposés en vente sur les marchés soient affranchis de toute espèce d'impôt et gêne ; qu'à cet effet il soit défendu de percevoir aucun droit de minage, hallage et mesurage en nature, mais seulement une prestation en argent qui ne pourra excéder un sol trois deniers pour chaque septier, mesure de Paris, ainsi qu'elle a été réglée pour la capitale (2) ;

ÉCHÉANCE DES IMPOSITIONS

27° Que l'époque de la perception des impositions sur les

(1) Dimes et dons gratuits de Vertus : comptes et produits ; arrêts du Conseil du Roi à ce sujet, des 14 avril 1759 et 24 février 1769. (Imp. ; *Arch. de la ville de Vertus*, D, 7.)

(2) L'abbaye d'Argensolles et le chapitre Saint-Jean de Vertus se partageaient le droit de minage sur le marché de Vertus. (*Arch. de la Marne*, C, 409 et 410. — *Arch. de la ville de Vertus* : Reg. de délibérations de 1781 à 1790 : f° 15, délibération du 9 juillet 1784 : arrêt du Conseil relatif à l'abbaye d'Argensolles.)

biens de campagne ne puisse jamais précéder celle des récoltes ; qu'il soit même accordé un délai aux redevables, après les récoltes, pour vendre une partie de leurs denrées, délai très nécessaire aux propriétaires de vignes qui, épuisés par les frais de cultures, n'ont pas la facilité de vendre leurs vins à volonté comme le grain ;

DOMAINES ENGAGÉS

28° Le retrait des domaines de la couronne, anciennement donnés par engagements sur le pied de l'ancienne estimation des biens-fonds, et une nouvelle aliénation desdits domaines et de tous ceux qui se trouvent épars et en petite partie à titre de nouvel engagement ou de baux emphytéotiques, avec deniers d'entree et de redevance annuelle qui, avec l'impôt auquel les engagistes ou emphytéotes seraient assujettis, feraient une augmentation de revenus pour l'État (1) ;

(1) La terre de Vertus avait fait partie du domaine des comtes de Champagne ; elle fut réunie, en 1284, à la couronne de France, quand l'unique héritière des comtes eût épousé Philippe le Bel. Le Roi Jean le Bon érigea, en 1361, Vertus en comté-pairie, en la donnant en dot à sa fille Isabelle, qui épousait Jean Galéas Visconti, duc de Milan. La seigneurie passa dans la famille d'Orléans par le mariage de Valentine de Milan avec Louis d'Orléans, fils de Charles V (1389), puis dans celle de Bretagne par le mariage de Marguerite d'Orléans, fille de Louis, héritière du comté de Vertus, avec Richard, duc de Bretagne, comte d'Étampes. Le dernier descendant de cette famille de Bretagne, Henry François, mourut à Paris en 1747, sans laisser de postérité. — Un de ses cousins issu-germains, le maréchal prince de Soubise, et sa fille, M^{me} de Rohan-Guéméné, plaidèrent pendant plus d'un siècle, et contre les autres héritiers des ducs et barons de Bretagne, le maréchal de Duras, François Lelièvre, marquis de Grange, et la femme du procureur général, Joly de Fleury, d'une part ; et d'autre part, contre l'administration des domaines qui réclamait la reversion à la couronne et à l'État du comté et de la terre de Vertus. (Arrêt du Conseil d'État du 6 juillet 1779, déboutant l'inspecteur général du domaine de la couronne de sa demande et maintenant le maréchal de Soubise, le duc de Penthièvre et le président de Rosnay dans la propriété, possession et jouissance desdites terres composant la succession de H.-F. de Bretagne, à titre de propriété incommutable. — *Arch. de la Marne, C, 723.* — *Bibliot. de Reims, fonds Deullin.* — Mémoires judiciaires, imp. du procès entre le maréchal duc de Soubise, ... contre le maréchal de Duras ... et contre Messire François Lelièvre, marquis de La Grange, et M^{me} Joly de Fleury, sa sœur ... [Paris, imp. Prault, 1782, in-4° de 58 pages] ; du procès entre M^{me} de Rohan-Guéméné, co-héritière sous bénéfice d'inventaire de M. le maréchal de Soubise, son père, contre l'administration générale des domaines [4 mémoires imp. in-4° ; manuscrits de conclusions, an III ; généalogie de la famille de Bretagne, etc.] : *Bibliot. de Reims, fonds Deullin.* — Dossiers de ce procès sous la Révolution : *Arch. de la ville de Vertus, N, 35 et 36.*)

L'histoire du comté de Vertus, depuis Jean le Bon, se trouve longuement détaillée dans ces mémoires imprimés.

BIENS COMMUNAUX USURPÉS

29° L'exécution littérale et rigoureuse de l'édit du mois d'avril 1667 et autres lois antérieures, les aliénations des biens communaux (1) ;

30° Que les fossés, remparts et contre-escarpes des villes ou bourgs qui en sont entourés, soient déclarés appartenir auxdites villes et bourgs, nonobstant toutes prétentions contraires de la part de leurs seigneurs, et autorisés à faire à leur profit toutes espèces d'améliorations, plantations et décorations, tant sur lesdits remparts, contre-escarpes, que dans les fossés ;

31° L'abrogation du concordat entre François I^{er} et Léon X ; que les annates, au lieu de se porter à Rome, se versent dans la caisse des amortissements pour l'extinction des dettes de l'État.

DESPREZ, NICAISE, HACHETTE, ancien échevin, HACHETTE l'ainé, GEOFFROY l'ainé, etc.
CHAMPION, échevin, LALIRE, procureur-syndic, MEU-
NIER,

[qui ajoute la phrase suivante :]

« Sans approbation des phrases et expressions qui pourraient blesser la délicatesse de qui que ce soit, et aussi sans approbation des articles qui ne concerneraient pas le gouvernement.

« M... »

(74 signatures.)

VÉSIGNEUL-SUR-COOLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vésigneul-sur-Cooles (2) était composée de 14 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous

(1) Édit d'août 1667 portant règlement général pour les communes et communales des communautés laïques. (Voir le cahier de Bergères-les-Vertus, page 85, note.)

(2) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal sur formule imprimée, dossier b, pièce 273. Cahier, dossier c, pièce 49 : 3 pages non cotées ni paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 728 : Administration de la communauté ; contestations avec le seigneur pour le droit de péage ; comptes des syndics. — C, 926 et 950 : Impositions. — C, 1589 : Route de Châlons en Bourgogne. — C, 1595 : Corvées. — C, 1844 et 1917 : Église

la présidence de Memmie DE SALLANGRE, syndic (1), assisté de Jean Caillette, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Jean-B. Gauthier, Paul Gauthier, Étienne Normalle, Pierre Guyot et Louis Leriche. — Les députés furent Jean GAUTHIER et le syndic Memmie DE SALLANGRE.]

CAHIER

Cahier de doléances, plaintes et remontrances du Tiers état de la paroisse et communauté de Vésigneul-sur-Coole en Champagne, pour être porté et remis par les députés de ladite communauté à l'assemblée du Tiers état du bailliage de Châlons.

ART. 1^{er}. — Le terroir de cette communauté est composé d'environ quinze cents journaux de terre, desquelles il y en a un tiers incultes et en ravines, un autre tiers étant sujet à de grandes inondations qui enlèvent la superficie de la terre et l'amélioration que l'on peut y mettre ; quant à l'autre tiers, il est médiocre et, pour prouver que lesdites terres ne sont pas de plus de valeur que la communauté l'annonce, c'est qu'il n'y a que treize chevaux pour les cultiver (2).

et presbytère. — G, 109 et 110 : Visite de la cure, annexe de Faux-sur-Coole. — G, 416, 452 et 457 : Biens et terrages du chapitre de Saint-Étienne de Châlons ; — etc.

— Vésigneul-sur-Coole appartenait à l'élection de Châlons. L'assemblée intermédiaire de l'élection de Châlons fut saisie d'une demande de réunion de cette communauté à celle de Faux-sur-Coole : « Vésigneul-sur-Coole, est-il dit, « a 13 feux, est annexe de Faux-sur-Coole, 27 feux, peu distante. Vésigneul « désire conserver sa municipalité, mais ne motive pas sa demande. Faux-sur- « Coole ne désire ni ne craint la réunion ; il ajoute ensuite que les terroirs « sont les mêmes, si pauvres et si peu peuplés que, même après la réunion, « ils ne formeraient pas une commune bien forte. Le seigneur de Vésigneul « s'oppose à cette réunion. » (Séance du 11 avril 1788 : reg. de délibérations : Arch. de la Marne, C, 2910.) — Vésigneul-sur-Coole est aujourd'hui une commune du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 16 feux roturiers. — Population : 35 hommes, 35 femmes, 7 garçons et 11 filles, soit 88 habitants.

(1) Le choix du syndic présentait parfois, à Vésigneul-sur-Coole, de grandes difficultés. — En 1779, L. Guyot, désigné, demanda à être dispensé de cette charge « à cause de ses infirmités de la vue et de l'ouïe ». Les habitants s'opposèrent à cette requête, faisant valoir que « leur village n'était composé que de treize pères de famille dont cinq, par leur grand âge, sont dispensés de cette charge, il n'était point naturel qu'un jeune homme puisse s'y soustraire pour des motifs légers ». (Arch. de la Marne, C, 728.)

(2) Le dénombrement de 1773 indique 675 arpents de terres labourables et 916 de terres incultes et marais ; les récoltes ne donnaient que juste la semence (48 boisseaux de froment, 1,440 de seigle, 135 d'orge, 1,224 d'avoine et 228 de

2. — Ce terroir est sujet à un droit appelé terrage, que l'on paie au seigneur du lieu au quatorzième du produit de toute espèce ; nous ne connaissons sur quoi est fondé ce droit, ce qui nous fait croire que le premier possesseur de ce droit peut l'avoir usurpé ; on ne voit pas, en aucune manière, que le seigneur l'ait acquis ; si ce droit appartenait réellement au seigneur, ce ne pourrait être que par échange d'une cens due au seigneur, ou des terrains cédés à la communauté par le seigneur, ou donation par la communauté au seigneur ; mais ce ne peut être par échange d'un droit de cens, puisque nous le payons annuellement et ne découvrons point qu'il soit d'échange pour terrain cédé par le seigneur ; on ne peut découvrir non plus qu'il l'ait acquis à prix d'argent, ni que les habitants lui en aient fait une donation. Il s'ensuit donc que ce droit de percevoir ce prétendu terrage est vraiment d'un droit douteux, d'autant que l'on ne trouve aucunes pièces ni titres qui puissent le fonder. En ce cas, nous demandons que le seigneur justifie de ces droits et, ne le pouvant pas, il doit être forcé d'abandonner (1).

3. — Il y a en ce terroir encore une petite contrée assujettie au même droit de ce prétendu terrage, qui appartient à la fabrique Saint-Étienne de Châlons-sur-Marne, que l'on paie en seigle au quatorzième du produit, en froment une gerbe chaque pièce de terre qui y est empouillée et, à l'égard des mars, on le paie au vingtième du produit. Nous ne connaissons point si ce prétendu droit est bien véritablement dû ; en conséquence, nous demandons que les titres soient communiqués ou, à faute de ce, il faut qu'elle l'abandonne (2).

4. — Outre ces charges ci-dessus, la communauté paie encore, envers ledit seigneur, quarante deniers pour livres de toutes les terres qui sont en vente. Nous demandons que ledit

sarrasin). — Il y avait à cette époque 8 cultivateurs à une charrue, occupant 16 chevaux et possédant 44 bêtes à cornes et 193 moutons. (*Arch. de la Marne*, C, 430.)

(1) Le seigneur était Jean-Baptiste de Pinteville, baron de Cernon, fils aîné, qui fut député de la Noblesse du bailliage de Châlons-sur-Marne aux États généraux. (Cf. *Procès-verbal de l'ordre de la Noblesse*. — Famille de Pinteville : *Arch. de la Marne*, E, 708.)

(2) Temporel de la fabrique du chapitre de Saint-Étienne de Châlons : terrages de Vésigneul-sur-Coole (1560-1770). (*Arch. de la Marne*, G, 457.) — La contrée dite « La Nau Sainte-Marie », à Vésigneul-sur-Coole, appartenait à ce chapitre. (*Ibid.*, G, 416.)

seigneur justifie des titres de ce droit ou, faute de ce, qu'il soit déchu de ce droit.

5. — Tout ce terroir est chargé, envers la dîme, du quinzième du produit en gros grain, et au vingtième du produit en mars; il y a droit de rapport conjoint avec le terroir de Fontaine. Ce droit cause beaucoup de dégâts sur ces deux terroirs dont les habitants se plaignent, ce qui occasionne des procès, et suppression de ce droit (1).

6. — La communauté paie environ huit à neuf cents livres, tant taille que capitation, et dix^e (*sic*), et environ cent livres de corvée royale. Nous demandons que cette somme, pour la corvée, soit à la charge de nous, habitants, seigneurs et ecclésiastique, et qu'il n'y ait point de péage (2).

7. — La communauté est chargée, envers le seigneur, d'une corvée de six lieues de distance dudit Vésigneul. Nous demandons suppression de ce droit.

8. — Ladite communauté jouit d'environ quinze denrées d'usage : la plus grande partie ne servant qu'à la pâture des bestiaux, et l'autre partie, la communauté la loue pour l'indemniser seulement des menus frais communaux (3); en conséquence, il reste à la charge de la communauté la nef de l'église, du presbytère (4), deux ponts, l'un desquels est construit sur l'ancienne route des Romains qu'il faut nécessairement qu'il soit rétabli (5).

9. — A l'égard de la milice, que les garçons au-dessus de dix-huit ans soient chargés de payer une somme modique pour la fourniture des soldats provinciaux, et suppression de [la] milice.

10. — Pour la gabelle, que le sel ne soit point délivré à deux

(1) Voir le cahier de Saint-Memmie, page 582.

(2) Impositions de Vésigneul-sur-Coole : *Arch. de la Marne*, C, 926 et 950. — Les habitants avaient eu, en 1734, des contestations avec leur seigneur, M. Chaalons, au sujet du pont de Vésigneul. Celui-ci avait cessé de pourvoir à l'entretien de ce pont par suite de la suppression d'un droit de péage perçu par les seigneurs « de temps immémorial » et dont il n'avait pu produire les titres. — Le baron de Pinteville de Cernon continuait à le réclamer à ses vassaux. (*Ibid.*, C, 728.)

(3) Le dénombrement de 1773 n'indique que trois arpents de terres d'usage servant à la pâture des bestiaux. (*Ibid.*, C, 430.)

(4) *Arch. de la Marne*, C, 1844 et 1917 : Réparations au presbytère et à l'église.

(5) Route des Romains de Châlons en Bourgogne. (*Ibid.*, C, 1589.)

heures jusqu'à huit heures du soir, mais qu'il soit donné à toute heure de la journée, en donnant l'argent; pour la facilité des gens de campagne, éloignés de quatre à cinq lieues dudit bureau de gabelle, qui sont obligés de marcher une partie de la nuit, ce qui cause, sur les chemins et routes, des vols et assassins *(sic)*; que le sel soit commercé et à plus juste prix, attendu que le trop grand et cher prix empêche des pauvres pères de famille de satisfaire à toutes les charges et impositions royales.

11. — Que les commis aux droits d'aides soient démunis, dans le cours de leur exercice, de toutes armes pour les mettre à l'abri d'accidents et meurtres, et plus justes dans leur procédure (1); suppression de la plus grande partie.

12. — Contrebande : que les barrières soient reculées; qu'il n'y ait plus de contrebande; que toutes sortes de marchandises soient libres dans tout le royaume, et suppression des employés.

13. — Quant aux droits des domaines, les droits de contrôle et insinuation sont d'un prix à ne pouvoir supporter, et empêchent les parties de se mettre en règle dans leurs affaires en ne faisant, pour se séparer de ces forts droits, aucun acte notable ni judiciaire.

14. — Officiers de justice : que les procureurs et avocats soient plus vigilants dans leurs procédures, et plus justes dans leurs honoraires.

15. — Pour la marque des cuirs et fers : que le commerce soit permis et sans marques, ce qui ruine plusieurs tanneurs et commerçants.

16. — Entrée et octrois des villes (2).

17. — Nous désirons que nos seigneurs nobles et ecclésiastiques paient comme nous, en faisant valoir leurs biens-fonds et dans les endroits où ils sont situés, tant pour le bien de l'État que celui des habitants.

Paul GAUTHIER, Louis LERICHE, Pierre GUYOT, J. CAILLIETTE, Étienne NORMALLE, J.-B. GAUTHIER, DE SALLANGRE, syndic.

(7 signatures.)

(1) Allusion au meurtre commis en 1787 par les employés des aides à Fontaine-sur-Coole, près de Vésigneul, sur un manouvrier du pays chez lequel ils instrumentaient. (Voir le cahier de Fontaine-sur-Coole, page 301.)

(2) Quelques lignes ont été laissées en blanc; sans doute pour inscrire une phrase qui, au dernier moment, a été oubliée.

VÉSIGNEUL-SUR-MARNE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vésigneul-sur-Marne (1) était composée de 47 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Joseph HENRY, syndic de la municipalité, assisté de Roussinet, greffier. — Le procès-verbal constate la présence de Jean Leblant, Claude Henry, Claude Henriet, membres de la municipalité, Nicolas Horguelin, Louis Delaval, adjoints, Côme Thiébaut, adjoint, Nicolas-François Leblant, Pierre-Memmie Leblant, Claude Collart, Antoine Cagnon, Jean-Baptist Marguet le jeune, Alexis Choiset, Jean-Baptiste Dommange, François Hacquart, Claude Génin, Claude Simonet, Jean Henry, Jean-Baptiste Marguet l'ainé, Pierre Dommange, Alexis Marguet, Claude Thiébaut, Pierre Henriet, Jean-Toussaint Hermant, Jacques-T. Hermant, Jacques Cagnon, Pierre Dommange le jeune, Pierre Horguelin. — Les députés furent le syndic Joseph HENRY, et Claude HENRY, membre de la municipalité.]

CAHIER

Cahier de doléances de la communauté de Vésigneul-sur-Marne, à présenter par ceux qui seront députés de ladite communauté à l'assemblée générale du bailliage de Châlons qui sera tenue le 12 de ce mois, par M. le bailli de Châlons ou son lieutenant, en exécution de l'ordonnance de M. le bailli dudit Châlons du 28^e jour de février dernier, pour la convocation des États généraux du royaume.

Remerciements que ladite communauté fait à Sa Majesté. — Si la reconnaissance doit être proportionnée aux bienfaits, que ne doivent pas faire, pour leur Roi, des sujets aussi favorisés que nous avons le bonheur de l'être aujourd'hui. La bonté

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 274. Cahier, dossier c, pièce 91 : 3 pages numérotées mais non paraphées ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 729 : Administration de la communauté ; procès avec le seigneur pour le droit de pêche ; usages ; comptes des syndics. — C, 950 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1594 et 1595 : Corvées. — C, 1917 : Église et presbytère. — G, 105, 108 et 1922 : Visite de la cure ; biens de la fabrique. — G, 156, 205, 250 et 384 : Seigneurie de l'évêché : pêche, moulin, rivière, garenne, droit de chasse ; comptes de la seigneurie. — G, 440, 446, 457, 662, 695 à 697 : Seigneurie du chapitre de Saint-Étienne de Châlons : justice, dîmes, oseraies, biens. — G, 862 : Ferme aux chapelains de la Congrégation.

d'un vrai père n'a jamais surpassé à celle que notre très digne Roi a pour nous. Nous ne pouvons lui faire que de très petits remerciements en comparaison de sa bonté; mais, puisque personne ne peut passer au-dessus de sa portée, il nous est inutile de tenter à passer outre la nôtre: nous ne pouvons que prier Dieu pour la santé, prospérité et conservation de Sa Majesté, ce qui nous est le plus nécessaire dans nos courts jours. Sa bonté nous réveille comme d'un profond assoupissement; elle nous fait oublier nos misères, et il n'est question, parmi nous, que de ses bontés. Et, puisqu'il nous ordonne aujourd'hui de lui adresser nos doléances, nous les allons faire, pleinement persuadés que Sa Majesté voudra bien mettre fin à toutes nos adversités.

Doléances, plaintes et demandes. — Nous demandons à Sa Majesté qu'il veuille bien nous accorder :

1. — Que le juré-prieur soit supprimé, parce qu'il devient très coûteux aux pauvres mineurs, et que les ventes des meubles, etc., se fassent comme auparavant ;

2. — Que les droits sur les vins soient supprimés ;

3. — Que les droits sur les cuirs soient supprimés ;

4. — Que les droits sur les eaux-de-vie soient supprimés ;

5. — Que les demandes de M. de Necker, pour les gabelles, soient exécutées (1) ;

6. — Que les octrois accordés aux villes soient supprimés ;

7. — Que toutes impositions et tous privilèges de franchise, de taille, accessoires et d'abonnement de ces impositions, soient révoqués ;

8. — Que les tailles et impositions accessoires soient diminuées ;

9. — Que l'occupation des maisons, habitations louées d'autre part pour aucun sujet un objet actif, donne lieu à une déduction comme à un objet passif (2) ;

— G, 1730 : Pré à l'église de Sainte-Catherine de Châlons. — G, 1749 : Ferme de l'église Saint-Germain ; — etc.

— Vésigneul-sur-Marne appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Marson, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 40 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 73 hommes, 67 femmes, 22 garçons et 21 filles, soit 183 habitants.

(1) Voir le cahier de Cheppes, page 152.

(2) Plusieurs de ces articles sont le résumé de quelques passages du

10. — Que les impositions auxquelles sont assujettis les nobles et privilégiés soient fixées [proportionnellement] à celles du même genre qui seront acquittées par les taillables ;

11. — Que les communautés d'habitants soient autorisées [à rentrer] dans les biens qu'elles justifieront avoir fait paraître (1) de leur usage et avoir été aliénés ou usurpés, quelle que soit l'époque de leur aliénation, ceux de l'étendue d'iceux, en remboursant le prix principal (2) ;

12. — Que les adjudications à faire des biens communaux soient faites sans frais (3) ;

13. — Que l'abolition de la corvée soit maintenue ;

14. — Qu'il ne soit plus procédé au tirage des soldats provinciaux ; que, pour remplacement, il soit payé, par chaque garçon, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante, une somme de six livres annuellement ;

15. — Que les droits qui sont tirés sur les redditions des comptes des syndics pour les communautés, soient supprimés (4) ;

Fait et arrêté par nous, syndic, municipaux, adjoints, collecteurs et habitants soussignés, le 8^e jour de mars 1789.

Jean LEBLANT, Claude HENRIET, Cosme THIÉBAULT, Louis DELAVAL, J.-B. MARGUET, etc.....
HENRY, syndic.

(28 signatures.)

cahier de Cheppes ; mais ces passages sont, en général, mal reproduits. Ainsi l'article 9, incompréhensible dans sa rédaction ci-dessus, doit être ainsi rétabli : « Que l'occupation des maisons d'habitation, loin d'être pour aucun sujet un objet actif d'impositions, donnera lieu à une déduction comme un objet passif ». (Cahier de Cheppes, page 158, § 1^{er}.)

(1) Sic : pour « partie ».

(2) Sic : mis pour : « en remboursant le prix principal desdites aliénations aux détenteurs d'iceux ». (Cahier de Cheppes, page 154, § 1^{er}.)

La communauté de Vésigneul avait plaidé, en 1782, contre Loisson de Guinaumont, seigneur de Mairy, qui avait troublé les habitants dans la jouissance du droit de pêche de la rivière et des eaux mortes sur leur finage. (*Arch. de la Marne*, C, 729.)

(3) Procès-verbaux d'adjudication à loyer des biens usagers de Vésigneul-sur-Marne, de 1726 à 1788. (*Arch. de la Marne*, C, 729.)

(4) Comptes des syndics de Vésigneul-sur-Marne, de 1767 à 1789. (*Ibid.*, C, 729.)

VILLENEUVE-LÈS-ROUFFY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Villeneuve-lès-Rouffy (1) était composée de 22 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le lundi 9 mars, les habitants se réunirent sous la présidence de Pierre PRIEUR, « bailli, juge civil, criminel et de police du bailliage et vicomté de Villeneuve près Vertus-en-Champagne ». — Le procès-verbal constate la présence de Michel Brouard, syndic, Joachim Brunet, François Vernier, Jacques Cellier, Joachim Bonnet, Nicolas Brunet, Louis Bonnet, Jean Lenoir, Louis Brunet, Pierre Cellier, Claude Brouard, Hilaire Gérard, Pierre Charpentier, Jean-Baptiste Fourny, greffier. — Les députés furent François VERNIER et Joachim BRUNET, laboureurs, demeurant à Villeneuve.]

CAHIER

Doléances des habitants de Villeneuve-lès-Rouffy, près Vertus-en-Champagne, qui ont l'honneur de les présenter très humblement et très respectueusement à Sa Majesté.

L'état, la science et l'éducation leur manquant tout à la fois, [ils] prient Sa Majesté de les exempter d'entrer dans aucuns compliments et de vouloir bien faire attention aux remontrances qui suivent :

Le village de Villeneuve est composé de vingt-deux feux, et leur terroir contient quinze cents arpents ou environ, tant

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 275. Cahier, dossier c, pièce 22 : 2 pages cotées et paraphées en haut et signées *ne varietur* en bas par le bailli Pierre Prieur ; — visa du commissaire de l'assemblée du bailliage, Pierre-Louis Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 734 et 2996 : Administration de la communauté ; école ; usages ; comptes des syndics. — C, 927 et 950 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1046 : Vingtîèmes. — C, 1595 : Corvées. — C, 1918 : Presbytère. — E, 497 : Famille Legras de La Charmotte, seigneur. — G, 124 et 397 : Visite de la cure. — G, 649 et 707 : Terres et vignes au chapelain de Saint-Étienne de Châlons. — G, 883 : Vignes des chapelains de la Congrégation ; — etc.

— Villeneuve-lès-Rouffy appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 21 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 45 hommes, 48 femmes, 19 garçons et 12 filles, soit 124 habitants.

terres que vignes, tant mauvaises que bonnes terres (1) ; les habitants ne possèdent aucune vigne ; les vignes sont possédées par les habitants du Mesnil ; les habitants ne possèdent qu'environ cent journées de terre, le reste est possédé par les seigneurs, couvent et forains (2).

Les impositions de ladite communauté, tant taille, capitation, vingtième et corvée, montent à la somme de mille soixante livres, qui est moitié de plus qu'elle ne devrait payer (3).

Représentons à Sa Majesté, pour la tranquillité du peuple, de supprimer les commis aux aides, pour donner liberté à la vente des vins ; pour ne point diminuer les impôts, d'imposer pour tenir lieu d'impositions, à payer soit en vin, ou imposer une somme modique par arpent de vignes, telle que Sa Majesté voudra bien imposer.

Représentons à Sa Majesté de supprimer les huissiers-pri-seurs, d'autant que leurs voyages et honoraires se montent quelquefois plus haut que le montant des ventes des meubles, ce qui réduit dans l'état d'indigence toutes les familles qui ont l'accident de tomber dans ce sort ; et d'ordonner que la vente soit faite par les officiers des justices desdites paroisses, comme par le passé (4).

Représentons à Sa Majesté que les corvées qui se font par argent, qui se paient par la paroisse, font un impôt considérable, soient payées par les voitures chargées qui passent sur les grands chemins, d'autant que c'est eux qui écrasent les grande

(1) Le dénombrement de 1773 porte 738 arpents de terres labourables, 100 de terres incultes, 17 de terres d'usages, 90 de bois, 37 de prés et 4 de jardins, sans compter les vignes. Les récoltes ne donnaient guère que la semence. (*Arch. de la Marne, C, 430.*)

(2) Vignes du Mesnil-sur-Oger et de Villeneuve, possédées en grande partie par le chapitre de Saint-Étienne de Châlons (*Arch. de la Marne, G, 649*), qui louait plusieurs pièces à bail emphytéotique (*ibid., G, 707*) ; et par les chapelains de la Congrégation qui les avaient louées et même vendues en partie à des habitants du Mesnil. (*Ibid., G, 883.*)

L'abbaye d'Argensolles, l'abbé d'Hautvillers qui décimait, et les seigneurs, Le Gras de La Charmotte et Cabaret de Glonges, avaient également possédé des terres à Villeneuve-lès-Rouffy. (*Ibid., E, 497.*)

(3) Le rôle de 1780 portait, pour la taille et frais de collecte, 319 livres 15 sols ; pour les accessoires et capitation, 492 livres 1 sol 3 deniers. (*Arch. de la Marne, C, 927.*) — Le reste représente les vingtièmes et la corvée, soit environ 280 livres.

(4) Voir le cahier d'Athis, page 41.

route et chemin ; d'imposer des péages de poste en poste sur les routes (1).

Représentons à Sa Majesté qu'il daigne accorder aux habitants de ladite communauté une somme de deux cents livres à prendre sur les couvents et communautés religieuses qui possèdent partie des biens sur ledit terroir, pour appliquer aux pauvres de la communauté, vu la rareté et cherté des grains de toutes espèces.

Claude BROUARD, Hilaire GÉRARD, Jean LENOIR, Joachim BONNET, PRIEUR, bailli de Villeneuve, etc.....
François VERNIER.

(15 signatures.)

VILLERS-AUX-BOIS

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [Le village de Villers-aux-Bois (2) était composé de 25 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Alexandre HACHETTE, prévôt, juge civil, criminel et de police de la justice de Villers-aux-Bois. — Le procès-verbal constate la présence de Louis Bertet, syndic municipal, Charles Marizy et Pierre Ténard, membres de la municipalité, Antoine Joffre père, bourgeois,

(1) Voir les cahiers de Condé-sur-Marne, page 190, et de Fromentières, page 309.

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier *b*, pièce 276. Cahier, dossier *c*, pièce 23 : 3 pages cotées et paraphées par Hachette ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C*, 735 : Administration de la communauté ; comptes des syndics. — *C*, 950 : Impositions. — *C*, 1025 : Capitation. — *C*, 1717 : Atelier de charité ; chemin de Vertus à Villers-aux-Bois. — *C*, 1919 : Église et presbytère. — *E*, 34 : Famille Aubelin, de Villers-aux-Bois. — *E*, 914, 915 et 922 : Ferme du château et dîmes ; baux. — *E*, 1011 : Registre des droits seigneuriaux. — *G*, 124, 397 et 1922 : Visite de la cure ; biens de la fabrique ; — etc.

Arch. communales de Villers-aux-Bois : 1^{er} reg. de délibérations du 14 septembre 1788 au 27 mai 1792 contenant, « aux dates des 14 septembre et 5 octobre 1788, la lecture des arrêts du Conseil d'État du Roi, ayant trait à la convocation des États généraux » ; — feuillets 3 et 4 des mois de février et mars 1789 manquent. (Communication de l'instituteur de Villers-aux-Bois ; enquête de M. Allard, inspecteur primaire.)

— Villers-aux-Bois appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Avize, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 23 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. — Population : 56 hommes, 54 femmes, 10 garçons et 17 filles, soit 137 habitants.

Jacques-Antoine Joffre fils, Louis Bourdelat, laboureurs, Jean Roux, maréchal, Louis Leguay, Pierre Bertet, Jacques Baudin, Jean Marizy, Nicolas Baudin, André Lafauche, Augustin Robert, Pierre Jupin, Jean Jupin, Charles Mirbel, Louis La Parose, greffier, Edme Millot et Claude Collard, tous bûcherons et manouvriers. — Les députés furent le syndic, Louis BERTET, et Pierre TÉNARD.]

CAHIER (1)

Doléances et supplications pour les habitants de la paroisse de Villers-aux-Bois.

De toutes les provinces du royaume, il n'en est point d'aussi surchargée d'impôts que celle de la Champagne, et cette vérité est reconnue généralement.

Mais le meilleur des Rois veut bien assembler la Nation pour s'occuper du soulagement de ses peuples.

Les députés de la paroisse de Villers porteront donc leurs doléances à l'assemblée du bailliage de Châlons, pour être insérées au cahier dudit bailliage, et, à cet effet, les habitants de la paroisse de Villers-aux-Bois les autorisent à y faire insérer d'abord leurs remerciements les plus respectueux pour Sa Majesté Louis XVI d'avoir accordé au Tiers état une députation choisie, dans son ordre, en nombre égal à celles des deux premiers ordres réunies, ainsi que d'avoir rappelé dans son conseil un ministre digne de sa confiance et de celle de ses sujets, et ensuite les demandes, propositions et supplications suivantes :

ART. 1^{er}. — D'assurer le retour périodique des États généraux du royaume et leurs droits d'accorder des subsides pour un temps déterminé ;

2. — Que les fonds nécessaires pour chaque département

(1) Le notaire et échevin de Vertus, Jean-Alexandre Hachette, prévôt des justices de Villers-aux-Bois, Étrechy et Rouffy, a évidemment contribué à la rédaction des cahiers de ces trois communautés ; il a, du reste, écrit lui-même le cahier de Villers-aux-Bois. On retrouve dans ce dernier cahier quelques phrases déjà lues dans les deux autres, notamment le titre, la première phrase du préambule, l'article 5 dans le cahier d'Étrechy, l'article 15 qui est l'article 10 du cahier de Rouffy. Mais là se bornent les reproductions fidèles des textes ; pour le reste du cahier, on s'aperçoit bien, çà et là, par quelques mots, que le rédacteur s'est évidemment inspiré des deux autres, ou que les deux autres ont pris connaissance du cahier de Villers-aux-Bois ; mais les paragraphes sont, du moins quant à la forme et parfois même au fond, fort différents.

soient fixés d'une manière invariable, les chemins compris, et qu'il ne soit pas permis aux ministres du Roi d'en changer la destination sous quelque prétexte que ce soit ;

3. — Que la masse générale des subsides nécessaires pour qu'il y ait une balance égale entre les revenus et les charges de l'État, soit divisée dans la proportion des forces de chaque province, et que la Noblesse et le Clergé en supportent dans la même proportion, à raison de tous les biens qu'ils possèdent, abrogeant, à cet effet, tous privilèges et exemptions dont ils ont précédemment joui ;

4. — Qu'il soit établi des États provinciaux pour la Champagne, à l'instar de ceux de la province du Dauphiné ;

5. — Que l'impôt qui sera établi soit d'une perception juste, simple et facile, qui n'expose les contribuables à aucune contravention.

6. — Que la classe des cultivateurs-vignerons, qui, depuis si longtemps, a été surchargée, soit affranchie du joug accablant des aides ;

7. — Que le contrôle des actes soit ramené au juste but de son institution ; que de nouvelles lois sur cette partie fixent les droits de manière qu'ils ne puissent recevoir aucune extension, et qu'après que les actes et contrats auront passé au contrôle, les citoyens ne puissent plus être recherchés ni inquiétés par aucune vérification ;

8. — Que les jurés-priseurs, établis dans les provinces pour une modique finance avec le privilège exclusif de procéder aux prisées et ventes de meubles, soient supprimés ;

9. — Qu'il soit établi, pour le tirage de la milice, un ordre qui dispense les paroisses de s'éloigner de plus de quatre lieues ;

10. — Que le prix du sel et du tabac soit diminué de moitié et qu'il y ait un grenier et un entrepôt d'établis à Vertus, ville éloignée de quatre grandes lieues d'Épernay, de six de Châlons, de sept de Sézanne ;

11. — Que les biens-fonds supportent l'impôt qui sera établi sans diminution pour les rentes dont ils peuvent être grevés, sauf aux débiteurs à faire des retenues à leurs créanciers dans la proportion des rentes qu'ils ont à payer ;

12. — Que les abus qui se trouvent dans l'administration de la justice soient réformés, et qu'il soit fait une loi qui affranchisse la classe des malheureux des vexations des huissiers ;

13. — Que les gros décimateurs ne puissent prétendre la dîme d'aucune espèce de production avant la Saint-Jean, et que ce qui se coupe en vert, pour la nourriture des bestiaux, en soit affranchi ;

14. — Que les barrières soient reculées aux extrémités du royaume, et que l'on ne paie plus de droits de sortie pour les marchandises du cru de la province de Champagne pour passer en celle de Flandre ou autres du royaume réputées étrangères ;

15. — Que les décimateurs soient astreints à faire plus exactement les réparations de leurs bâtiments et l'entretien des ornements, livres, linges et vases sacrés, et à des aumônes proportionnées au produit de leurs dîmes et, à cet effet, l'exécution rigoureuse de l'édit de 1695, tombé en désuétude (1).

Charles MARIZY, Pierre TÉNARD, Louis LA PAROSE, greffier,
Jean ROUX, Louis BOURDELAT, Louis LE GUAY,
HACHETTE, Jacques JOFFRE, Louis BERTET.

(9 signatures.)

VILLERS-AUX-CORNEILLES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Villers-aux-Corneilles (2) était composée de 46 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Maurice LAUNOIS, lieutenant en la

(1) Voir le cahier de Rouffy, page 532.

Le curé de Villers-aux-Bois percevait les grosses et menues dîmes. (Baux : *Arch. de la Marne, E, 915 et 922*; et biens de la fabrique : *ibid., G, 1922*.) Il possédait autrefois une grange des dîmes qui, abandonnée par lui, fut vendue en 1760 par la communauté. (*Ibid., C, 735*.)

La communauté supporta, de 1738 à 1778, d'importantes réparations à l'église et au presbytère. (*Ibid., C, 1919*.)

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 277. Cahier, dossier c, pièce 37 : 6 pages non cotées ni paraphées; visa de Prieur).

SOURCES doc. acc. — *Arch. de la Marne, C, 736* : Administration de la communauté; contestations avec le seigneur pour la police rurale; usages; comptes des syndics; pont; presbytère. — *C, 927 et 950* : Impositions. — *C, 1050* : Vingtièmes. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1919 et 2890* : Église et presbytère. — *E, 753 à 755* : Famille Rosnay de Villers : seigneurie. — *G, 106, 107 et 1922* : Visite et biens de la cure. — *G, 250* : Propriété de l'évêché. — *G, 431, 642, 649, 668, 698* : Biens du chapitre de Saint-Étienne de Châlons : cens, prés, dîmes de rapport. — *G, 1772* : Ferme à l'église Sainte-Marguerite de Châlons; — etc.

— Villers-aux-Corneilles appartenait à l'élection de Châlons; aujourd'hui

justice. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. Mais, au bas du document, on lit les signatures de Henry Leclerc, Remi-Antoine Debroyes, Joseph Poirer, Pierre Bérat, Joseph Bérat, Pierre Poirer, Jean Adnet, Pierre-Charles Collard, Nicolas Debroyes, Jean-Charles Mirault l'ainé, Maurice-Étienne Poirer, Maurice Adnet, Laurent Gentil, Henry, Nicolas-Joseph Mirault, Joseph Launois, André Liébault, Claude Cagniat, Nicolas Bérat, Laurent-Antoine Gentil, Remy Gentil, Pierre Bérat, André Poirer, Nicolas-Claude Lamaisse, Nicolas-Maurice Launois « bon pour le syndic » (*sic*), et Maurice Bérat, greffier. — Les députés furent Henry LECLERC, laboureur, et Remy-Antoine DEBROYES, laboureur.]

CAHIER

Cahier de plaintes et de doléances de la communauté de Villers-aux-Corneilles, élection de Châlons-sur-Marne.

Les habitants de la communauté de Villers-aux-Corneilles, pleins de respect pour leur Roi, et entrant avec empressement dans les vues bienfaisantes de Sa Majesté, se sont assemblés aussitôt qu'ils en ont reçu ordre pour aviser aux moyens les plus capables de soulager l'État, et, après avoir conféré ensemble, ils ont cru que ces moyens étaient :

1. — De mettre l'impôt territorial en nature, parce que les ecclésiastiques et les nobles, qui n'ont rien payé jusqu'à présent, paieront au prorata de leurs biens ;

2. — De mettre un autre impôt sur les vignes, soit par arpent, soit par pièce de vin, afin que le vigneron puisse disposer de son vin à sa volonté ;

3. — De faire estimer les bois, les jardins, les saules, les maisons, de faire reconnaître les contrats et de mettre un impôt convenable sur les personnes à qui ils appartiennent. Il suit nécessairement de là qu'on n'aura plus besoin de régie ni d'élus, qui sont une charge considérable pour l'État, et que la plus grande partie de ceux qui composent la régie n'ayant pas de quoi vivre, se trouveront obligés de travailler à la terre qui sera mieux cultivée ;

4. — De reculer les barrières jusqu'aux frontières des pro-

la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 44 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 68 hommes, 73 femmes, 13 garçons et 17 filles, soit 171 habitants.

vinces qui appartiennent à la France; et de rendre le sel et le tabac marchands ;

5. — De détruire les droits d'entrées et les droits de péages des villes, parce que, sous le prétexte de ces droits, il se trouve souvent des personnes chargées de les percevoir, qui en font quelquefois payer le double, ce qui arrête beaucoup le commerce ; et, pour dédommager l'État de la perte que pourrait lui causer cette destruction, on pourrait doubler la capitation ;

6. — De défendre l'exportation des grains hors de la province, avant que la province qui les fournit n'en soit entièrement pourvue ; ordonner que tous les grains seront portés aux marchés des villes les plus voisines, à moins qu'une personne de la paroisse n'en ait besoin ; ordonner aussi que tous les grains, qui se trouveront de reste après le marché, seront renfermés dans un endroit public pour être représentés au marché suivant ;

Défendre à ce qu'on appelle les blavetiers (1), de venir dans les villages enlever le froment, le seigle, l'orge, parce que, cet abus continuant, les malheureux n'en trouvent point dans leur paroisse avec l'argent à la main ;

Défendre aux laboureurs, sous peine de prison, de s'entendre avec ces blavetiers sur les marchés, parce que cela est cause que le grain est quelquefois si cher et que les malheureux meurent de faim (2) ;

7. — De faire rendre aux curés les dimes, tant ecclésiastiques qu'inféodés (3). Les dimes leur ayant été accordées autrefois pour leur subsistance, celle des pauvres, pour l'entretien des églises et de leurs maisons curiales, il s'ensuit qu'on doit leur

(1) *Blavetiers*, terme employé pour *blatiers* ou *blaetiers*, « revendeurs de grains ». (GODEFROY : *Dict^e cit.*)

(2) Pour les enlèvements de grains et les troubles auxquels ils donnaient lieu, voir les documents cités au cahier de Vatry, page 752.

(3) Les dimes de Villers-aux-Corneilles étaient fort divisées. Le terrier fait en 1747 nous donne quelques renseignements à cet égard : « Jean-Baptiste-Marie Rosnay, chevalier, mousquetaire du Roi, a le château et sept parts de la seigneurie sur neuf formant le tout ; la justice, etc., le fief de la mairie des Ajaux, et la dime entre Villers et Fagnières ; sept parts sur neuf au Forage ; les menues dimes (les moines de Toussaints percevaient la 14^e gerbe). — La seigneurie et terre de Moutiers, à MM. Rosnay et Deu de Vieux-Dampierre, à cause de sa femme, sœur dudit Rosnay, justices haute, moyenne et basse, terrages, dimes, lods et ventes. Le fief Vault, le fief du Clien de Saint-Germain, au chapitre de Saint-Étienne, etc... » (Arch. de la Marne, E, 753.)

remettre les dîmes, et ils se chargeront de toutes ces choses ; ou bien qu'il faut forcer les décimateurs de leur faire une pension alimentaire honnête ; de donner une somme pour le soulagement des malheureux, pour l'entretien et les réparations des églises et des presbytères (1) ;

8. — D'obliger chaque communauté de nourrir ses pauvres et de faire donner de l'ouvrage à ceux qui peuvent travailler ;

9. — De détruire toutes les garennes qui se trouvent dans certains cantons, parce que ces garennes fourmillent de gibier qui ravage les empouilles voisines ;

10. — De détruire toutes les différentes coutumes, comme celles de Vitry, etc. ; qu'une seule existe dans toute la France ; qu'il n'y ait qu'un poids et qu'une mesure ;

11. — De supprimer toutes les seigneuries ecclésiastiques qui, au détriment de la religion, inspirent un grand orgueil à ceux qui les possèdent ; d'employer leurs revenus au bien de l'État ;

12. — D'obliger les hauts bénéficiers à résider sur le lieu de leurs bénéfices ; ils y animent l'agriculture et le commerce, soulageraient les malheureux en faisant plus de bien : cela vaudrait mieux que d'aller affamer la capitale et s'y ruiner ;

13. — De supprimer les charges de jurés-priseurs ; de modérer les contrôles ; de faire un nouveau tarif du contrôle, qui ne change plus ; d'ordonner qu'aucun procès ne soit pendant en aucun tribunal plus d'un an ;

14. — D'abolir tous les droits seigneuriaux comme quint et requint, lods et ventes, banalités, droits d'affourage (2), qui sont une charge considérable pour les gens de la campagne, et autant

(1) La communauté de Villers-aux-Corneilles avait supporté les frais d'importants travaux de réparations : en 1739, à l'église : 950 livres ; en 1752, à la maison curiale : 500 livres ; en 1758, à l'église et au presbytère : 900 livres ; en 1782, au presbytère : 345 livres ; en 1783, à l'église et au clocher : 425 livres ; en 1786, au presbytère : 2,014 livres, suivant devis estimatif dressé par l'architecte Poterlet. (*Arch. de la Marne, C, 1919.*)

Un rôle spécial de contribution fut établi en 1789 pour le recouvrement de ces frais et de ceux de reconstruction du pont et du four sur les habitants. (*Ibid., C, 736.*)

(2) Il s'agit soit du *droit d'afforage*, droit payé au seigneur pour avoir permission de vendre du vin ou autre liqueur dans son fief ; soit du *droit d'affouage*, droit de couper du bois dans une forêt pour son feu, sa famille. (*Du CANGE : Glossaire cit. — Dict^e de Trévoux. — DALLOZ : Répertoire de législation, ouv. cit. ; — etc.*)

de monuments de la servitude féodale si contraires aux constitutions d'une nation libre, que les seigneurs usurpent sur leurs censitaires et les mettent à contribution sans miséricorde ;

15. — D'ériger en pays d'État toutes les provinces du royaume ;

16. — De supprimer les intendants de province : ils deviennent inutiles par l'établissement des États provinciaux ; c'est double dépense à la charge du Tiers état. Pour le contentieux, on pourrait s'adresser aux grands bailliages royaux dont il en serait établi un dans chaque province ;

17. — D'obliger les seigneurs de détruire le gibier qui est en si grande quantité dans certains terroirs : c'est un fléau terrible qu'on ne saurait trop empêcher. Il vaut mieux anéantir les animaux nuisibles que ruiner les laboureurs nécessaires ;

18. — Que les municipalités établies dans tout le royaume subsistent conformément au règlement de Sa Majesté ; que chaque municipalité administre tout ce qui concerne les intérêts de son lieu et communauté, et, qu'en conséquence, elle reçoive tous les revenus et fasse toutes les dépenses d'icelui et d'icelle (1). Permettre aux communautés de faire elles-mêmes la répartition de leurs impositions ; ne point envoyer de commissaires qu'à celles qui en demanderaient. Cette opération serait toujours plus facile, plus juste, et ne coûterait rien ;

19. — De diminuer la prestation en argent de la corvée ; elle est trop forte au sixième de la taille. Tel qui, auparavant, ne dépensait que dix-huit livres pour faire ou faire faire sa corvée, en donne aujourd'hui trente livres. Ainsi, l'intention du Roi n'est point remplie. Il faudrait que cette prestation pécuniaire ne se payât qu'au dixième tout au plus, et obliger tout le monde à la payer, sans distinction, parce que les personnes qui écrasent les routes sont celles qui paient moins de corvées, ou qui n'en paient point du tout ;

20. — De proposer un prix dans chaque communauté pour celui qui cultivera mieux ses terres, parce que tous les laboureurs, se trouvant animés par l'appât de cette récompense, cultiveraient mieux leurs terres. En mettant l'impôt territorial, au

(1) Cette phrase, qu'on retrouve dans les cahiers d'Aigny (page 31, art. 8), Jâlons, Champigneul, etc., rédigés par les Delacour, montre que Villers-aux-Corneilles a également subi l'influence de ces hommes de loi.

bout de deux ou trois ans, le Roi retirera au moins dix pour un de cette récompense.

Henry LECLERC, Maurice LAUNOIS, lieutenant, Remi-Antoine DEBROYES, Joseph LAUNOIS, etc
Nicolas Maurice LAUNOIS, bon pour le syndic, Maurice BÉRAT, greffier. (25 signatures.)

VILLESENEUX

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Villeseneux (1) était composée de 50 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent « au lieu et endroit où se rend la justice », sous la présidence de Pierre-Louis DE BEAUMONT, notaire, lieutenant, juge en la prévôté de Villeseneux. — Le procès-verbal constate la présence de Pierre Raulet, syndic, Pierre Brisson, Pierre Jourdain, Nicolas-Lambert Goussier, Jean Hubert l'aîné, Claude Hubert, Jean Hubert le jeune, François Cordelier, Claude Cordelier, Étienne Duval, Louis Raulet, Nicolas Vincent, Jean-Baptiste Cordelier et Étienne Raulet, et encore d'après les signatures, P. Duval, Jacques Duval, Claude-Edme Legentil, Antoine Hatot, Étienne Hubert, Jean Duval, P. Henriet, C. Henrionnet. — Les députés furent le président, Pierre-Louis DE BEAUMONT, notaire, et Pierre BRISSON.]

CAHIER

Doléances, supplications et remontrances de la paroisse de Villeseneux-en-Champagne.

De toutes les provinces du royaume, la Champagne est reconnue pour être la plus chargée d'impôts, et les individus sur lesquels ces impôts pèsent le plus sont, sans contredit, les habi-

(1) Arch. de la Marne, *ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 278. Cahier, dossier c, pièce 84 : 4 pages cotées et paraphées par de Beaumont ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — Arch. de la Marne, C, 737 et 2919 : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics ; contestations avec le curé. — C, 928, 943 et 950 : Impositions. — C, 1025 : Capitation. — C, 1595 : Corvées. — C, 1773, 1921 et 2910 : Église et presbytère. — E, 385 : Terrier de Villeseneux : familles Desforges et Lasnier. — E, 913 : Moulin à eau à l'abbaye d'Argensolles. — G, 106 et 1923 : Visite de la cure ; biens de la fabrique. — G, 246 : Biens de l'évêché. — G, 1441, 1443 et 1490 : Terrage et censives à la collégiale de Saint-Jean de Vertus ; — etc.

— Villeseneux, comprenant la ferme de Conflans, ancien château, apparte-

tants de la campagne qui sont encore plus accablés par la masse des différentes impositions que par les travaux multipliés qu'ils endurent.

C'est aussi ce qu'éprouve en particulier la petite communauté de Villeseneux qui, avec un terroir étendu qu'elle cultive, peut, avec beaucoup de peines, s'acquitter envers le Souverain de ses tributs annuels. Ses terres, qui peuvent se diviser en trois classes, sont d'un si mince revenu que les frais d'exploitation, quoique peu considérables, absorbent les deux tiers du produit des meilleures ; les médiocres pourraient à peine se cultiver au cinquième franc de la récolte, dont les cultivateurs sont souvent entièrement frustrés par les dangers multipliés auxquels ces terres légères sont exposées ; les mauvaises, qui forment plus du tiers du terroir, sont d'un fond si ingrat et d'une situation si désagréable qu'elles ne valent pas la peine de les cultiver ; aussi restent-elles, le plus souvent, incultes et en friches. Si les facultés des habitants leur permettaient de faire des plantations dans ces terrains stériles, peut-être qu'ils pourraient être, pour les temps à venir, de quelques ressources, mais le gouvernement seul peut seconder cette entreprise en exemptant les terres sur lesquelles on ferait des plantations, de toutes impositions quelconques pendant un temps déterminé (1).

Avec des fonds d'aussi peu de valeur et d'un si modique revenu, la communauté de Villeseneux paie cependant, pour acquitter ses rôles de taille, de corvée et de vingtièmes, près de 3,000 livres (2) par an, sans comprendre les charges locales qu'elle est souvent obligée d'acquitter pour l'entretien de la nef, du presbytère (3), et de trois ponts qui se trouvent sur son ter-

nait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 60 feux roturiers. — Population : 98 hommes, 89 femmes, 27 garçons et 24 filles, soit 238 habitants.

(1) Pour 1,750 arpents de terres labourables, on en comptait, à Villeseneux, 1,731 de terres incultes. Les récoltes ne donnaient, année commune, que 816 boisseaux de froment (1 1/2 pour 1 de la semence), 4,369 de seigle (1 pour 1), 1,420 d'orge (1 2/3 pour 1), 6,630 d'avoine (1 pour 1), et 1,842 de sarrasin (2 pour 1). — (Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne*, C, 430.)

(2) *Arch. de la Marne*, C, 928 : Impositions de 1776-1790. Le rôle de 1776 portait 734 livres 17 sols 6 deniers de taille et frais de collecte, et 964 livres d'accessoires et capitation.

(3) *Ibid.*, C, 1773, 1921 et 2910 : Le presbytère, déjà réparé en 1740, en 1759 et 1789, fut l'objet d'une délibération de l'assemblée de l'élection de Châlons du 19 juin 1789. (*Reg. des délibérations* du 27 août 1787 au 15 juin 1790, p. 125.)

roir, dont deux sont d'une utilité générale sur la route de Châlons à Fère-Champenoise qui est assez fréquentée (1), sans que ladite communauté ait jamais reçu aucun dédommagement pour leur reconstruction ni pour leur entretien, malgré les requêtes multipliées qu'elle a pu présenter à cet effet.

Si, à cette somme d'impositions dont les fonds sont chargés, les habitants y ajoutaient la dîme (2) et tout ce qu'ils paient insensiblement, ou par la consommation nécessaire et forcée des comestibles de première nécessité qui en sont chargés, comme le vin et le sel dont le prix augmente pour ceux qui sont éloignés du grenier par les faux-frais qu'on leur occasionne en les obligeant à rester une journée entière et quelquefois même à séjourner pour enlever, en bien payant, une trop juste mesure, — s'ils supportaient tout ce que leur coûte le transport d'une infinité de denrées dont ils paient les entrées dans les villes en les en approvisionnant avec peine, les calculs en seraient infinis pour eux, et les résultats désolants en comparaison de leur revenu ; aussi éprouvent-ils réellement que ce n'est qu'en menant la vie la plus dure et en se privant de toutes espèces de satisfaction qu'ils éloignent la misère qui les poursuit continuellement, et c'est ce qui leur fait croire que la vie des habitants de la haute et maigre Champagne est plus désagréable que celle du dernier habitant des cités.

Qu'on examine, en effet, avec un œil impartial, la vie privée du pauvre cultivateur, et qu'on la compare avec celle de toutes les différentes classes des citoyens les moins aisés, on y verra une différence sensible qui fera prendre le parti du villageois ;

Qu'on compare ensuite ce que cet homme, couvert d'habits grossiers et qui n'habite qu'une humble chaumière, paie en impôts, avec l'imposition du négociant ou de l'artisan le plus aisé, il sera facile de remarquer que la masse des impôts est portée en trop forte partie par les habitants des campagnes en

(1) *Arch. de la Marne, C, 1595.*

(2) Les dîmes se divisaient entre le séminaire de Troyes, par cession du chapitre pour deux tiers, et l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus, pour le dernier.

En 1781, le curé de Villeseneux avait réclamé part d'un seizième dans les prés communaux du lieu, pour représenter la dîme novale que ses prédécesseurs avaient perçue sur le terroir. Le subdélégué conclut au rejet de la demande, « les fruits seuls étant dîmables ». (*Arch. de la Marne, C, 737.*)

comparaison des habitants des villes, surtout de celles qui sont réputées franches.

Tout ce travail demanderait des lumières ; peu versés dans la connaissance des principes de l'administration, les habitants de Villeseneux ne sont point en état de faire des observations générales pour la réforme des abus qui se sont introduits dans la répartition des impôts ; tout ce qui les frappe, c'est de voir le Clergé et la Noblesse, possédant de vastes domaines et ce qu'il y a de meilleur en biens-fonds et en revenus, ne tenir qu'une très petite place dans les rôles de quelques impositions, et invisibles dans les autres : ce mystère d'iniquité surpasse leur lumière et est, pour eux, inexplicable.

Depuis longtemps, ils souffrent, sans se plaindre, que les seigneurs leur refusent les dédommagements légitimes pour les dégâts occasionnés par une prodigieuse quantité de gibier, qui force le laboureur à abandonner la culture des terres qui avoisinent les garennes.

La cupidité de ces riches propriétaires ne paraît point satisfaite de jouir personnellement de tous les privilèges et exemptions ; ils emploient encore tout ce que l'industrie la plus étudiée peut avoir de plus raffiné pour exempter leurs fermiers des charges générales, afin d'augmenter, par ce stratagème, leurs revenus, et accabler ainsi la classe la plus malheureuse et cependant la plus utile des habitants de la campagne. Mais tous les sujets du Roi ont lieu de s'assurer sur le sentiment paternel de notre auguste Monarque, qui veut bien consulter les États généraux de son royaume et prendre leur avis sur la réforme des abus de tous genres dont la classe la plus pauvre est plus particulièrement la victime.

Les habitants de Villeseneux, pour obéir aux ordres de Sa Majesté qu'ils béniront à toujours pour le bienfait qu'il accorde à ses sujets en daignant les admettre à proposer leurs très humbles et très respectueuses supplications et remontrances, autorisent leurs députés à concourir, avec les autres députés des paroisses du bailliage de Châlons, à la rédaction des cahiers et doléances générales dudit bailliage, et à y faire insérer les articles suivants :

ART. 1^{er}. — Que l'impôt qui sera accordé par les États généraux soit d'abord réparti sur chaque province, et que chaque paroisse en ait sa portion déterminée relativement au produit

de ses biens et de son commerce, et puisse en faire elle-même la répartition sur chaque habitant et propriétaire, soit qu'il soit de l'ordre du Clergé, de la Noblesse et du Tiers état, dans la proportion de ses facultés ; à cet effet, que la province de Champagne soit administrée par des États provinciaux formés comme ceux du Dauphiné ;

2. — Que les aides et gabelles soient supprimées ; que le sel, principalement, soit rendu marchand, ou au moins livré à meilleur prix et à des heures et d'une manière plus commode ;

3. — Qu'on puisse, sans tant de formalités, obtenir des dédommagements pour les dégâts occasionnés par les lapins ;

4. — Que le nombre des pigeons soit diminué et que ceux qui auront droit d'en avoir soient tenus de les tenir enfermés dans le temps des semences ;

5. — Qu'une partie de la contribution de cette paroisse pour la corvée soit employée à l'entretien de ses ponts comme étant d'une utilité générale ;

6. — Que le prix du bois soit taxé dans les forêts et que la mesure en soit plus exacte ;

7. — Que les décimateurs, à raison du produit de la dîme, contribuent à l'entretien de la nef, du presbytère et autres charges locales, comme les autres biens de la paroisse ;

8. — Qu'il est bon de prendre en considération que le terroir de ce lieu est d'une situation de hauteurs et pentes, sujet à des ravines et dégradations occasionnées par les pluies et orages, fonte des neiges, qui emportent la superficie des hautes terres dans les basses et les détériorent considérablement, et même les inondations rendent souvent les petites prairies infructueuses.

Fait et arrêté en l'assemblée tenue par les habitants de Villeseaux, le 8 mars 1789.

L. GOUSSIER, Claude HUBERT, J. HUBERT, L. RAULET,
Pierre JOURDAIN, P. DUVAL, etc.....
DE BEAUMONT.

(20 signatures.)

VILLEVENARD

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Villevenard (1) était composée de 90 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le même jour, les habitants se réunirent sous la présidence de Jean-Baptiste GUÉNON, « procureur fiscal tenant la place de juge », assisté de Nicolas Guichard, greffier municipal. — Le procès-verbal constate la présence de Gilles Picart, Claude Mainguet et Louis-J. Jamart, membres de la municipalité, Edme Mathieu, Alexandre Girardin et Alpin Mathieu, adjoints, Remy Jamart, E.-Joseph Mathieu, Gabriel Machault, Hubert Thiellement, C.-Nicolas Magré, André Diot, Louis Arnould, Jean Bachelin, Charles Michel, Louis Machault, Pierre Mathieu, Louis Jacquesson, Pierre Magré, Pierre Metivier, Edme Laurent, Claude Grimon, Charles Machault, Simon Thiellement, Charles Renard, Nicolas Piat, Henry Gannieux, Jacques Gobin, Nicolas Valet, et encore, d'après les signatures du cahier et du procès-verbal, Foucault, Félix Haudidierre, Nicolas Grimon, Antoine Mathieu, Joffroy, Claude Niquet, et deux dernières illisibles. — Le curé de Villevenard, David Delisle, signe le procès-verbal (2). — Les députés furent le président Jean-Baptiste GUÉNON et le greffier NICOLAS GUICHARD.]

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 279. Cahier, dossier c, pièce 8 : 3 pages cotées et paraphées au bas par Guenon ; visa de Prieur).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 738* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 929 et 950* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1921* : Église et presbytère. — *G, 124, 397 et 1923* : Visite et biens de la cure. — *G, 169* : Baronnie de Baye, dont dépendait Villevenard ; — etc.

Arch. de la commune de Villevenard : Dossier sur la possession des marais de Saint-Gond ; arrêt du parlement (1675).

Bibl. de Reims, fonds Deullin : Imp. : Dossier sur la propriété des usages du lieudit « Les Noues » (1509-1844). — Arrêt du parlement du 4 août 1721 concernant les dîmes de rapport et de suite ; — arrêt du parlement du 11 août 1716 concernant les cures de Villevenard, Courjeonnet et Joches et la portion congrue à payer aux curés ; — etc.

— Villevenard appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Montmort, arrondissement d'Épernay.

— Dénombrement de 1773 : 79 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 124 hommes, 144 femmes, 23 garçons et 40 filles, soit 331 habitants.

(2) Simon-René-David Delisle, 35 ans, né à Paris, prêta le serment le 30 janvier 1791, devint curé du Bricot, près d'Esternay, et se maria en 1792.

CAHIER

[Le cahier de Villevenard est en partie semblable à celui de *Joches*, auquel nous renvoyons (page 354). Le préambule et les articles 1, 2, 3, 4 et 5 sont reproduits textuellement. Puis à cette place figure, au cahier de Villevenard, sous le numéro 6, les doléances suivantes, qu'on ne trouve pas dans celui de *Joches* :]

6. — Renfermer dans la justice des campagnes pour alléger les frais, des procès de villages, principalement au sujet des contestations du labourage, que l'on peut confier à la municipalité pour être jugées sans frais, ce qui éviterait une grande dépense aux habitants des campagnes.

[Les articles 7 et 8 du cahier de Villevenard sont les articles 6 et 7 du cahier de *Joches*. — Puis, sous les numéros suivants, on lit :]

9. — Nécessité des États généraux (1) pour la province de Champagne.

10. — Nécessité du retour des États généraux à époque qu'il leur plaira de fixer.

11. — Les abus des eaux et forêts, qui emportent souvent la majeure partie des bois.

12 (2). — Suspension actuelle des exercices des huissiers-priseurs, comme la ruine des successions de campagne. D'abord, l'huissier-priseur qui viendra dans la communauté de Villevenard, exige que l'on donne quarante sols par lieue ; ainsi, pour venir en notre village, il en coûte quarante livres, et trois livres par vacation, dont il en faut deux par jour, plus les quatre deniers qu'ils prennent par livre ; ainsi les inventaires qui, souvent, ne se montent qu'à quarante livres, les héritiers sont obligés de tirer de leurs poches pour satisfaire la soif de ce lion déchirant que l'on nomme huissier-priseur ; lorsqu'il n'y a pas de quoi assouvir leur rage, ils refusent de venir ainsi que nous l'éprouvons. Les juges des paroisses ne peuvent y apporter aucun remède, parce qu'ils sont assignés par ces tyrans-priseurs (3).

(1) *Sic* : mis pour « provinciaux ».

(2) Les premiers mots de cet article ressemblent à l'article 8 du cahier de *Joches*.

(3) Voir le cahier d'Athis, page 41.

[Les articles 13 et 14 du cahier de Villevenard sont les articles 9 et 10 de celui de Joches. Puis, au lieu des articles 11, 12 et 13 dudit cahier, on lit, en terminant :]

Représentons un des plus grands abus que nous voyons avec peine et grande perte lors de la semence de nos empouilles et de nos récoltes : nous y voyons des troupes de pigeons qui enlèvent la semence et, dans le temps de la moisson, qui battent le blé et avoine des empouilles.

Fait sous le seing de nous, officier procureur fiscal dudit Villevenard, et notre greffier, qui ont présidé à l'assemblée les jour et an susdits.

Alpin MATHIEU, ad., Gilles PICART, m., Edme MATHIEU, ad., Claude MAINGUET, m., A. GIRARDIN, adjoint, B. GUÉNON, procureur fiscal, N. GUICHARD, greffier, etc.
(31 signatures.)

VITRY-LA-VILLE

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vitry-la-Ville (1) était composée de 26 feux. — L'avis pour la convocation fut

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 280. Cahier, dossier c, pièce 97 : 3 pages non cotées ni paraphées ; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 740* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics ; ponts et chaussées. — *C, 930, 950 et 965* : Impositions. — *C, 1050* : Vingtièmes. — *C, 342* : Canal dit de « la rivière de Blatze ». — *C, 1589* : Route de Châlons en Bourgogne. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1923* : Église et presbytère. — *E, 560 et 689* : Seigneurie de Vitry-la-Ville : familles Maupas, De Bar, Morel, etc. — *G, 109 et 1923* : Visite et biens de la cure. — *G, 424 et 1715* : Ferme à la chapelle des apôtres au nouvel œuvre de la cathédrale de Saint-Étienne. — *G, 1210 et 1212* : Biens, dîmes à la collégiale de la Trinité ; procès avec le curé, le seigneur, l'abbaye de Saint-Pierre-aux-Monts. — *G, 1772* : Pré à l'église Sainte-Marguerite ; — etc. *Archives communales de Vitry-la-Ville* : 1^{er} registre de délibérations du 21 septembre 1788 au 8 mai 1791 (72 feuillets) ; f° 2, verso : 1^{er} mars 1789 : transcription du procès-verbal analysé ci-dessus. (Communication de M. Loiselet, instituteur.)

— Vitry-la-Ville appartenait à l'élection de Châlons-sur-Marne, quoique depuis quelques années les habitants se rendaient pour les impositions à l'élection de Vitry-le-François (*Arch. de la Marne, C, 965*) ; aujourd'hui la commune fait partie du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 27 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. — Population : 64 hommes, 60 femmes, 9 garçons et 13 filles, soit 146 habitants.

lu et publié le 8 mars 1789. — Le 1^{er} (*sic*) (1), les habitants se réunirent, sans doute, sous la présidence de Pierre ROBERT, syndic. — Le procès-verbal ne donne aucun nom. Mais au bas du document on lit, outre la signature du syndic, celles de Jean-Baptiste Prin, Pierre-T. Gironde, Pierre Gironde, T. Olivier, Jacques Prin, Nicolas Cagnon, Jean Lévêque, Jean Petit, P.-R. Gougelet. — Les députés furent Jean-Baptiste PRIN et Pierre-T. GIRONDE.]

CAHIER

[Le cahier de Vitry-la-Ville est, comme celui de *Togny-aux-Bœufs* (page 706), un extrait du cahier de *Cheppes*, auquel nous renvoyons (pages 141 à 155) ; mais il est encore plus réduit ; les passages adoptés sans modification sont les suivants :

— Page 141, le préambule seulement (la date laissée en blanc dans le cahier de Cheppes est remplie dans celui de Vitry-la-Ville : 27 février).

— Page 149, les 5^e et 6^e paragraphes en entier : « Que les jurés-priseurs seront supprimés, etc... » — « Que les finances de ces officiers seront remboursées, etc... »

— Page 150, le 3^e paragraphe : « Que la déclaration du Roi qui fixe les droits des notaires, etc... »

— Page 151, le 5^e paragraphe : « Que les droits sur les vins, etc... » — et la 2^e partie seulement du 6^e paragraphe : « Qu'il en sera de même des règlements relatifs à la perception des droits des aides, etc... »

— Page 153, le 4^e paragraphe : « Que tous privilèges d'exploitation des terres, etc... »

— Page 154, les 1^{er}, 2^e et 3^e paragraphes : « Que les communautés d'habitants, etc... » — « Que les adjudications à faire des biens communaux, etc... » — « Que les règlements relatifs aux garennes, etc... »

Mais le 4^e paragraphe est ainsi libellé :]

Que les dégâts faits par les lapins seront payés, par les seigneurs, suivant l'arrêt de règlement du 21 juillet 1778 (2) que, dans notre terroir, la quantité de gibier y est si nombreuse que le terroir est fustigé de ce gibier jusque dans les jardins, outre les grains et vignes dévastés, et que les seigneurs en font un commerce considérable, sans vouloir rendre aucun dégât fait par ledit gibier, ce qui fait un tort considérable dans la communauté, ainsi que les pigeons, y ayant quatre colombiers.

(1) Cette date, mise pour le 10 mars (voir la formule finale du cahier), est ainsi indiquée et dans le procès-verbal déposé aux Archives départementales, et dans la transcription de ce document sur le registre des délibérations de la municipalité de Vitry-la-Ville.

(2) Voir le cahier de Cernon, page 125.

[— Page 155, les 2^e et 3^e paragraphes : « Que la prestation en argent, etc... » — « Qu'il ne sera plus procédé au tirage des soldats provinciaux. »

Puis le cahier de Vitry-la-Ville se termine ainsi :]

Fait et arrêté en l'assemblée des habitants et communauté de Vitry-la-Ville, réunie à cet effet le 10 mars 1789, et avons signé :

Pierre ROBERT, syndic, Pierre GIRONDE, Jacques PRIN,
Nicolas CAGNON, Pierre-T. GIRONDE, T. OLIVIER,
PRIN, Jean PETIT, P.-R. GOUGELET, Jean LEVÊQUE.

(10 signatures.)

VOIPREUX

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Voipreux (1) était composée de 14 feux.— L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent « en l'auditoire de Voipreux » sous la présidence de Memmie THOMAS, procureur fiscal de la justice de Voipreux. — Le procès-verbal constate la présence de Claude Songy, Joseph Guillaume, Nicolas Coulmier, Jean-Baptiste Gentil, greffier, tous laboureurs, Benoît Mathieu, Claude Champion, Paul Champion, et M^e Louis-Étienne Huot, procureur au présidial de Châlons, propriétaire de four en cette paroisse. — Les députés furent Claude SONGY, laboureur, et M^e Louis-Étienne HUOT, procureur au présidial de Châlons (2).

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 281. Cahier, dossier c, pièce 35 : 7 pages cotées et paraphées, par Memmie Thomas ; visa de Prieur sur une couverture).

SOURCES DOC. ACC.— *Arch. de la Marne, C, 746* : Administration de la communauté ; procès avec le seigneur Corvisart de Mutry ; usages ; comptes des syndics. — *C, 931 et 950* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1671* : Ponts. — *C, 1717* : Atelier de charité. — *C, 1924* : Église et presbytère. — *E, 914 et 920* : Grosses et menues dîmes à l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus. — *E, 916* : Moulin à eau à la collégiale de Saint-Jean de Vertus. — *G, 124 et 397* : Cure. — *G, 48* : Biens de l'abbaye de Saint-Sauveur de Vertus. — *G, 1483 à 1485, 1493, 1503, 1508 et 1518* : Terres, moulins, prés, redevances à la collégiale de Saint-Jean de Vertus ; — etc.

— Voipreux appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 15 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 19 hommes, 22 femmes, 4 garçons et 4 filles, soit 49 habitants.

(2) Le laboureur, Claude Songy, le procureur, Louis-Étienne Huot, et le curé, H. Lejeune, avaient, en 1781, revendiqué un ancien chemin longeant leurs jardins. (*Arch. de la Marne, C, 746* : Plan des propriétés de ces trois habitants.)

CAHIER

[Le cahier de Voivreux est semblable à celui de *Chevigny*, auquel nous renvoyons (pages 164 à 166) (1). — Le dernier article 9, du chapitre « de l'Administration de la Justice », seul n'existe pas.

Le cahier de Voivreux se termine ainsi :]

Fait et arrêté en l'assemblée générale des habitants et communauté de Voivreux, tenue par devant nous, Memmie Thomas, procureur fiscal de la justice dudit lieu, pour l'absence des juges ordinaires, ce 8 mars 1789.

Claude SONGY, Joseph GUILLAUME, Nicolas COULMIER,
Benoît MATHIEU, Memmie THOMAS, procureur fiscal,
Jean-Baptiste GENTIL, greffier, HUOT.

(7 signatures.)

VOUCIENNES

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vouciennes (2) était composé de 8 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 8, les habitants se réunirent sous la présidence

(1) Il a été préparé et écrit par le procureur Huot ; à Voivreux on a rempli, d'une autre écriture, dans le préambule, le nom du village, et à la fin, ajouté la formule que nous reproduisons. La différence des encres en est la preuve.

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal sur formule imprimée, dossier b, pièce 284. Cahier, dossier c, pièce 102 : 3 pages non cotées ni paraphées ; visa de Thomas).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 746* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 931 et 950* : Impositions. — *C, 1589* : Route des Romains de Châlons en Bourgogne. — *C, 1717* : Atelier de charité. — *E, 689* : Seigneurie : famille Morel. — *G, 150* : Chapelle de Vouciennes. — *G, 424* : Biens de la chapelle des apôtres du chapitre de Saint-Étienne. — *G, 1210 et 1211* : Biens de la collégiale de la Trinité. — *G, 1772* : Pré de l'église Sainte-Marguerite de Châlons ; — etc.

— Vouciennes appartenait à l'élection de Châlons. Mais, quoiqu'ayant rôle d'impositions séparé, le village était administré par la municipalité de Vitry-la-Ville. Le bureau intermédiaire de l'élection avait, dans sa séance du 11 avril 1788, à examiner la proposition de lui accorder une municipalité distincte ; mais elle fut rejetée : « Vouciennes, 6 feux, hameau de la paroisse de Vitry-la-Ville, 28 feux, distant d'un quart de lieue, — est-il dit, — n'a point de motif pour demander une municipalité distincte ». (*Arch. de la Marne, C, 2910.*) — Aujourd'hui Vouciennes est une commune du canton d'Écurey-sur-Coole, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 9 feux roturiers. — Population : 16 hommes, 14 femmes, 2 garçons et 5 filles, soit 37 habitants.

de Simon CAGNON, syndic. — Le procès-verbal ne donne pas les noms des habitants qui assistèrent à la réunion. Mais au bas, on lit les signatures de Claude Olivier, Pierre Lorez et Jean-Baptiste Baillia. — Les députés furent le syndic Simon CAGNON et Jean-Baptiste BAILLIA.]

CAHIER

[Le cahier de Vouciennes est, comme ceux de *Togny-aux-Bœufs* (page 706) et *Vitry-la-Ville* (page 807), un extrait de celui de *Cheppes*, auquel nous renvoyons (page 141 à 155) ; cet extrait se rapproche plutôt du cahier de Togny. Voici, du reste, l'indication des passages reproduits sans modification :

— Page 141, le préambule et le premier paragraphe sont reproduits textuellement (la date, laissée en blanc dans le cahier de Cheppes, est remplie dans celui de Vouciennes : 27 février).

— Page 143, le 9^e paragraphe : « Que les assemblées provinciales, etc... »

— Page 149, les 5^e et 6^e paragraphes : « Que les jurés-priseurs seront supprimés, etc... » — « Que les finances de ces officiers seront remboursées, etc... »

— Page 150, le 3^e paragraphe : « Que la déclaration du Roi qui fixe les droits des notaires, etc... »

— Page 151, les 5^e, 6^e et 7^e paragraphes : « Que les droits sur les vins, etc... » — « Que les droits de gros manquants, etc... » (cependant on n'a pas reproduit, dans le corps de ce paragraphe, ces deux lignes : « dans le cas où les droits d'aides ne seraient pas supprimés en entier et la conversion proposée ne serait pas adoptée. ») — « Que le droit unique sur les cuirs, etc... »

— Page 152, les 5^e, 6^e et 10^e paragraphes : « Que les vues proposées par M. Necker sur les gabelles, etc... » — « Que pour la tranquillité des citoyens, etc... » — « Que les tailles et impositions, etc... »

— Page 153, les 1^{er}, 3^e et 4^e paragraphes : « Que l'occupation des maisons d'habitation, etc... » — « Que les impositions auxquelles sont assujettis les nobles, etc... » — « Que tous privilèges d'exploitation de terres, etc... »

— Page 154, les 1^{er}, 2^e et 3^e paragraphes : « Que les communautés d'habitants, etc... » — « Que les adjudications à faire des biens communaux, etc... » — « Que les règlements relatifs aux garennes, etc... »

Le paragraphe suivant contient les considérations particulières reproduites par le cahier de Vitry-la-Ville en cet endroit : « Que les dégâts faits par les lapins, etc... » Dans cette phrase, on a glissé à Vouciennes ces mots d'une autre écriture : « Ledit terroir y ayant plusieurs remises (à lapins) ». La fin de la phrase du cahier de Vitry-la-Ville : « y ayant quatre colombiers », est supprimée à Vouciennes.

— Page 155, les 1^{er}, 2^e et 3^e paragraphes : « Que l'abolition de la corvée, etc... » — « Que les prestations en argent, etc... » — « Qu'il ne sera plus procédé au tirage de soldats provinciaux, etc... »

Puis le cahier de Vouciennes se termine ainsi :]

Fait et arrêté en l'assemblée des habitants et communauté de Vouciennes, hameau dépendant de Vitry-la-Ville, tenue à cet effet le 8 mars 1789, et avons signé :

Claude OLIVIER, Pierre LOREZ, Jean-Baptiste BAILLIA,
Simon CAGNON, syndic.

(4 signatures.)

VOUZY

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vouzy (1) était composée de 54 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 9, les habitants se réunirent en l'église de Vouzy, sous la présidence de Nicolas BILLY (2), mayor, juge de la justice de Vouzy. — Le procès-verbal constate la présence de Charles Barré, Charles Caquet, Claude Brouart, Claude Caquet, François Brouart, François Thuvenot, Jean-Baptiste Duval, Jean-Baptiste Gatelet, Jean-Baptiste Poirer, Jean Chamorin, Jean Pouillet, Louis Caquet, Louis Le Gendre, Michel Brouart, Michel Theveny, Nicolas Blion, Pierre Barré, Pierre Brisson, Pierre Henry, Pierre Jannart, Pierre-Joseph Brouart, Pierre Theveny, Charles Diart, François Billion, Laurent. — Les députés furent François THUVENOT et Pierre THEVENY.]

(1) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 282. Cahier, dossier c, pièce 25 : 5 pages cotées et non paraphées par Billy ; visa de Prieur sur une fausse couverture).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 746* : Administration de la communauté ; contestation avec le seigneur Hocart de Renneville au sujet de la rivière de Berle ; comptes des syndics. — *C, 486* : Foulerie de Vouzy. — *C, 931 et 950* : Impositions. — *C, 1025* : Capitation. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1925* : Église et presbytère. — *E, 697* : Seigneurie : familles Noël et Aubelin. — *E, 916* : Dîmes dépendant du prieuré de Montmort. — *E, 1014* : Usages. — *G, 124, 397 et 980* : Biens de la cure ; — etc.

Bibliot. de Reims, fonds Deullin : Imp. : Arrêt du Conseil d'État du Roi du 26 juillet 1729, cassant une sentence de la justice seigneuriale de Vouzy, relative aux aides.

— Vouzy appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton de Vertus, arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 49 feux roturiers, 1 ecclésiastique et 1 noble. — Population : 80 hommes, 79 femmes, 13 garçons et 17 filles, soit 189 habitants.

(2) Sur le notaire Billy, rédacteur du cahier adopté par les villages de Bierges, Renneville, Saint-Mard-lès-Rouffy et Vouzy, voir le cahier du Mesnil-sur-Oger (page 386), et de Saint-Mard-lès-Rouffy (page 522).

CAHIER

[Le cahier de Vouzy est, à part quelques mots, semblable à celui de *Bierges*, auquel nous renvoyons (page 87). — Les quelques petites modifications de détail portent sur les mêmes points signalés au cahier de *Renneville* (page 522). — Comme pour ce dernier, le 3^e paragraphe de la page 87, donnant quelques renseignements particuliers sur le terroir, est ainsi modifié :]

La communauté de Vouzy ne possède point d'autres fonds que des terres, excepté quelques mauvais prés-marais ; elle est composée d'environ cinquante-quatre feux ; dans la quantité des terres qui composent son territoire, il y en a presque les trois quarts de très mauvaises qui, souvent, demeurent incultes, faute par le cultivateur d'être à son aise et de pouvoir faire un nourri et des engrais proportionnés aux terres qu'il possède, ce qui diminue souvent les trois quarts du produit, et le reste ne suffit pas pour acquitter les impôts dont il est chargé (1).

Le cultivateur surchargé, etc.....

[Le cahier est signé de THEVENY, THUVENOT, Joseph BROUART, Charles CAQUET, etc... en tout 25 signatures suivies de la mention : « Coté et paraphé par première et dernière page *ne varietur* par nous, mayeur, juge de Vouzy, susdit soussigné : BILLY ».]

VRAUX

ANALYSE DU PROCÈS-VERBAL. [La communauté de Vraux (2) était composée de 120 feux. — L'avis pour la convocation fut lu et publié le 1^{er} mars 1789. — Le 3, les habitants se réunirent sous la

(1) Le terroir de Vouzy comprenait 900 arpents de terre labourable, 166 de terres incultes, 104 de terres d'usages. — Les récoltes ne donnaient que juste la semence (froment : 365 boisseaux ; seigle : 1,781 ; orge : 1,714 ; avoine : 1,781, et sarrasin : 34. — Dénombrement de 1773 : *Arch. de la Marne, C, 430*).

Le rôle de 1789 de la communauté de Vouzy indiquait : 514 livres 10 sols de taille et frais de collecte, et 795 livres 4 deniers d'accessoires et capitation, soit 1,309 livres 10 sols 4 deniers pour 58 cotes. (*Arch. de la Marne, C, 931*.)

(2) *Arch. de la Marne, ibid.* (procès-verbal, dossier b, pièce 283. Cahier, dossier c, pièce 55 : 11 pages cotées et paraphées, par Delacour ; visa d'un commissaire de l'assemblée du bailliage).

SOURCES DOC. ACC. — *Arch. de la Marne, C, 747 et 2969* : Administration de la communauté ; usages ; comptes des syndics. — *C, 931 et 950* : Impositions. — *C, 1595* : Corvées. — *C, 1925* : Église et presbytère. — *G, 838* : Pré aux chapelains de la Congrégation. — *G, 997 et 1106* :

présidence de Jacques-Joseph DELACOUR, juge ordinaire en la justice de Vaux (1). — Le procès-verbal constate la présence d'Alexis Rafflin, Jacques Carré, Sébastien Née, Jean-Antoine Mailly le jeune, Louis Majot, Nicolas Cartier, Nicolas Coutier l'ainé, Nicolas Coutier le jeune, Nicolas Parizet, Nicolas Quitta, Nicolas Regnault, Nicolas Terrier, Philippe Mailly, Philippe Protin, Pierre Coutier l'ainé, Alexis Rafflin le jeune, Remy Guiset, Louis Terrier, Remy Décheny, J.-Martin Décheny, Remy Cochut l'ainé, Jean Cartier, Jean Coutier, Jean Regnault, Jean Rochet, Charles Protin, Laurent Jacquinet, Laurent Jossé, Laurent Mailly, Louis Guiset l'ainé, Louis Guisset le jeune, Pierre Protin, Pierre Rafflin, Remy Cochut le jeune, Remy Mailly, Remy Protin l'ainé, Remy Quitta, Georges-Claude Jolicœur, Jean-Baptiste Doucet, et autres habitants soussignés, dit le procès-verbal, dont, d'après les signatures, Jacques Poinsenet, Remy Haré, Jacques-Philippe Mestrude, Pierre Haré, Jacques Carré, Jean Margaine, Henry Boudeville, Philippe Guiset, Claude Jolicœur, Remy Milson, Jean-Martin Merlin, Pierre-François Lambert, François Rafflin, Jean-Baptiste Doucet, Louis-Noël Malatrait, Laurent Haré, L. Jossé, et aussi Pierre Tocut, curé de Vaux (2). — Les députés furent Jean ROCHET et Pierre COUTIER l'ainé.]

CAHIER

*Vœu de la communauté de Vaux, bailliage de Châlons,
sur les objets suivants.*

TAILLE

La taille, avec tous ses accessoires, est l'impôt le plus à charge à tous les habitants des campagnes : il s'est augmenté beaucoup plus que tous les autres et s'accroît encore chaque

Biens de la collégiale de Notre-Dame-en-Vaux. — G, 1930 : Biens de la cure. — Arch. de Reims, fonds de l'Archevêché, G, 286 et 287 : Visite de la paroisse du doyenné d'Épernay, diocèse de Reims ; — etc.

Arch. communales de Vaux : 1^{er} registre de délibérations du 24 juin 1788 au 20 mars 1790, contenant : f° 3, le procès-verbal d'assemblée du 3 mars, analysé ci-dessus ; et plus loin, au compte du syndic de l'année 1789, la mention « qu'une somme de 72 livres a été payée aux députés Rochet et Coutier l'ainé, pour les huit journées qu'ils ont passées à Châlons, somme qui leur a été octroyée, du reste, le 15 mars 1789 par le lieutenant-général Brémont ». Le même compte porte une somme de 96 livres pour « contribution pour dépenses de MM. les députés du Tiers état à Paris, le 4 avril 1789 ».

— Vaux appartenait à l'élection de Châlons ; aujourd'hui la commune fait partie du canton et de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne.

— Dénombrement de 1773 : 120 feux roturiers et 1 ecclésiastique. — Population : 159 hommes, 193 femmes, 16 garçons et 22 filles, soit 390 habitants.

(1) Voir sur les Delacour le cahier d'Aigny, pages 29 et 30.

(2) Pierre Tocut, 58 ans, prêta le serment pur et simple le 6 février 1791.

année, parce qu'on peut l'augmenter dans l'obscurité et sans autre formalité qu'un arrêt du Conseil, rendu souvent à l'insu du Souverain ; la répartition est arbitraire, faite sur des déclarations souvent fausses et infidèles, impôt par conséquent sujet à bien des erreurs, des abus et des injustices, impôt conséquemment à supprimer et à remplacer par un autre, plus simple et moins sujet à injustice, qui procurera au Roi les mêmes revenus.

CAPITATION TAILLIABLE

La capitation tailliable, qui forme les trois quarts de la capitation, est imposée au marc la livre de la taille, ne fait qu'une seule et même chose avec la taille ; ainsi, on doit faire les mêmes observations pour ces deux impositions ; la capitation, ainsi que la taille, soumise à des principes incertains, excitent fréquemment des difficultés et des plaintes. Ne pourrait-on pas convertir ces deux impositions dans une autre plus simple, moins sujet à difficultés, plus juste, et à l'abri de tout arbitraire ? Tel serait l'impôt territorial ou subvention territoriale qui, levée en nature à une certaine quotité, remettrait, dans les coffres du Roi, les sommes que produisent la taille et la capitation.

IMPOT TERRITORIAL

La subvention territoriale, que nous pourrions appeler dîme royale représentative de la taille et de la capitation tailliable, perçue sur tous les biens, sans aucune exception, à la quotité qui sera fixée par le Roi qui, dans les circonstances, ne doit souffrir aucune diminution dans ses revenus ; dans ce nouvel impôt, point d'arbitraire, point de déclaration fausse, nulle contrainte à décerner contre les contribuables, la perception se faisant sur-le-champ et en nature ; le vingtième pourrait être compris dans le même impôt en le fixant à une moindre quotité ; pour la réunion de ces trois objets d'impositions, on diminuerait le nombre de ces receveurs particuliers et généraux ; par là, on diminuerait nécessairement les frais de perception.

CAPITATION

Par la suppression de la capitation tailliable, nous n'entendons pas supprimer un impôt que doivent supporter toutes les personnes de l'un et l'autre sexe âgées de vingt-cinq ans, sans aucune exception ; cet impôt, sous la dénomination de capi-

tation, sera réglé d'après les facultés d'un chacun et payé par tous indistinctement ; fixer des principes pour la répartition ; prendre pour mesure le nombre des domestiques, le nombre des cheminées, les équipages, le loyer des maisons, le prix des charges, etc., et pour ceux dont toute la fortune gît dans un portefeuille, les imposer d'après la connaissance ou le préjugé qu'on aura de leur fortune. Si mieux n'aime Sa Majesté les obliger, sous des peines pécuniaires et considérables, à donner une déclaration exacte de leur fortune et de leur revenu.

LEVÉE DE MILICE

Il faut nécessairement au Roi des troupes ; outre celles qu'il fait lever à prix d'argent, il est quelquefois, et spécialement en temps de guerre, forcé d'en demander aux villes, bourgs et villages de sa domination ; cette levée s'appelle milice ; ici, le Roi, et il y va de la bonté de son cœur, pourrait de beaucoup soulager les habitants des campagnes en leur permettant d'acheter, à leurs frais, des hommes pour compléter la milice française ; les sommes nécessaires pour l'achat de ces hommes seraient levées indistinctement sur tous les garçons et veufs sans enfant, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante. L'agriculture n'en souffrirait pas, les chefs de famille ne seraient plus alarmés, le Roi aurait de meilleurs soldats et les contribuables y gagneraient au moins les trois quarts.

SURCHARGES EXTRAORDINAIRES

Nous mettons dans cette classe la construction et l'entretien des salles de comédie, les plantations des promenades, les ponts d'aisances et de pur agrément, le redressement des rues dans les villes, et, tous ces objets n'étant que pour l'utilité, le plaisir et l'agrément des habitants des villes, ils doivent seuls en supporter la dépense et non les habitants des campagnes, ceux-ci étant seuls chargés d'entretenir leurs ponts, leurs chaussées, leurs rues, leur église, leur presbytère, etc. . .

CORVÉE

L'imposition pour l'entretien des grandes routes est trop forte et mal répartie ; elle doit être supportée par ceux qui voyagent le plus sur les grands chemins ; on y voit plus souvent les nobles, les ecclésiastiques et les habitants des villes ; ils

doivent donc, ainsi que les habitants des campagnes, contribuer aux corvées sur les grandes routes. Pour ce, il faut imposer indistinctement tous les sujets du royaume au marc la livre, non de la taille, mais de la capitation dont personne ne doit être exempt.

MENDICITÉ

Trois sortes de mendicité : la mendicité d'ordre et d'institution, la mendicité illégitime et la mendicité légitime ; abolir la première en rentant les ordres des mendiants et en les réunissant ; détruire la deuxième en arrêtant, et faisant emprisonner les vagabonds et gens sans aveu ; tolérer la mendicité légitime en obligeant chaque paroisse à nourrir ses pauvres ; faire travailler les pauvres valides ; établir dans chaque paroisse un bureau de charité où chacun serait imposé par la municipalité à raison de son pouvoir et de ses facultés ; confier l'administration de ce bureau aux officiers municipaux (1).

ADMINISTRATION PROVINCIALE

La continuation de ces sortes d'administration est à désirer ; il serait même à souhaiter que toutes les provinces, et spécialement la Champagne, fussent mises en pays d'État ; que chaque province fût abonnée avec le Roi pour la somme qu'elle serait obligée de remettre dans les coffres de Sa Majesté ; l'administration provinciale en ferait la répartition, nommerait un seul receveur pour toute la province qui serait garante des deniers jusqu'à ce qu'ils soient remis au trésor royal ; pareillement un seul receveur pour chaque communauté, qui répondrait également de la recette jusqu'à ce qu'elle [soit] versée dans la caisse du receveur général de la province.

Donner plus de pouvoir aux municipalités : le droit de faire, seules, et sans le secours d'un commissaire, la répartition des sommes auxquelles les communautés seraient taxées ; d'administrer les deniers communaux ; de faire seuls les constructions et réparations à la charge de leurs communautés ; obliger seulement les municipalités à recourir à l'assemblée provinciale ou à son bureau intermédiaire pour les difficultés et les contestations.

(1) Sur la mendicité, voir les cahiers d'Aulnay-aux-Planches, page 45, et de Matougues, page 445.

GABELLES

Diminuer au moins de moitié le prix du sel et du tabac, au même prix par tout le royaume ; rendre l'un et l'autre marchands ; plus d'exemptions et de privilèges à l'égard de ces objets ; par là, on ferait cesser toute contrebande intérieure dans le royaume ; de laquelle nombreuse armée d'employés à supprimer, suppression qui remettrait des sommes immenses dans les coffres du Roi qui pourrait procurer au peuple la diminution désirée du sel et du tabac, le premier à 6 sols la livre, et le second à 1 livre 10 sols aussi la livre.

AIDES

Pour supprimer le droit d'aides, il faut nécessairement lui substituer un autre impôt qui le représente et qui produise au Roi le même revenu ; cet impôt pourrait être ou une dime royale sur les vins, ou une somme déterminée sur chaque pièce de vin, ou enfin une taille fixe sur chaque arpent de vignes ; par l'un ou l'autre de ces moyens, on pourrait délivrer les peuples de ces brigades de commis qui portent partout le trouble, la désolation et l'inquiétude.

GRANDS BAILLIAGES OU CONSEILS SUPÉRIEURS

Établir dans chaque province une ou plusieurs cours supérieures, selon la grandeur ou l'étendue de la province ; par là, on rapprocherait les justiciables de leurs juges, on diminuerait les frais qu'occasionnent de longs et pénibles voyages, les procès seraient plutôt terminés ; de fixer la durée des procès ; détruire la vénalité des places de judicature, ne les accorder qu'au mérite et aux talents ; obliger les juges à motiver tous leurs jugements ; fixer les épices et permettre aux parties de faire imprimer à leurs frais les jugements qui les regardent.

Fait à Vraux, le 3 mars, dans une assemblée générale de toute la communauté, et ont, tous les habitants dudit Vraux, signé ledit jour de la présente année 1789.

Jean ROCHET, Remy QUITTA, N. REGNAULT, Pierre-François LAMBERT, etc.

DELACOUR.

(36 signatures.)

II

CAHIERS

DES

TROIS ORDRES

DU

bailliage de Châlons - sur - Marne

CAHIER DU CLERGÉ

Doléances du Clergé du bailliage de Châlons (1).

Le Clergé du bailliage de Châlons, assemblé dans la salle de l'Hôtel-de-Ville, en vertu des lettres de convocation des États généraux et de l'ordonnance de M. le baron de Fréval, grand bailli d'épée, présidé par M^{re} l'Évêque, comte de Châlons, pair de France;

Considérant que le désordre des finances, le poids accablant

(1) L'original manuscrit du cahier de l'ordre du Clergé du bailliage de Châlons-sur-Marne existe aux *Archives départementales de la Marne (États généraux : dossier a, pièce 12)*. C'est ce document que nous reproduisons ci-dessus : il comprend dix-neuf pages in-folio cotées en haut et paraphées en bas par le secrétaire Gougelet ; il est signé des quinze commissaires désignés dans la séance de l'ordre du Clergé du 13 mars 1789, du président, l'évêque de Châlons, et du secrétaire, Pierre Gougelet, curé de Saint Eloy de Châlons. — Il n'y a pas d'autre version manuscrite que celle des Archives départementales.

Ce cahier a été imprimé vraisemblablement en 1789, sous le titre : « *Cahier des doléances du Clergé du bailliage de Châlons-sur-Marne remis à M^{re} l'Évêque comte de Châlons, pair de France, élu député pour les États généraux de 1789* » (s. l. n. d. in-8°, *Bibliot. nat., Le, 24/37*). — Cette même année 1789, il fut reproduit à la suite du « *discours (imp.) de Monseigneur l'Évêque comte de Châlons, président (sic) l'assemblée du Clergé du bailliage de Châlons-sur-Marne* » (in-8° de 44 pages, sans signatures. — *Imp. Seneuze (de Châlons), imp. du Roi, de Monseigneur l'Évêque et du Clergé* — le cahier occupe les pages 24 à 44). Nous possédons un exemplaire de cette pièce qui se trouve également aux *Archives nationales (B^e 31)*, aux *Archives de la Marne (États généraux, dossier a, pièce 19)* : exemplaire envoyé à « M. Debranges, avocat en parlement, de la part de M. l'Évêque de Châlons », à la *Bibliothèque de la ville de Reims* (fonds Deullin non classé), etc.

L'un ou l'autre de ces deux imprimés, qui présentent quelques erreurs et omissions, a servi à la transcription du registre manuscrit *B III, 44* (p. 248) des *Archives nationales*, et à la publication qui a été faite de ce cahier par les *Archives parlementaires* (t. II, p. 582-587).

— Les *Archives départementales de la Marne* (même dossier *a des États généraux*), possèdent également les procès-verbaux de l'assemblée particulière du Clergé du bailliage de Châlons-sur-Marne des 13, 14, 19, 20, 23 mars 1789 (*A, 17* : man. de 31 pages, signé à la fin de chaque séance par l'Évêque de Châlons, président de l'ordre, et Gougelet, secrétaire).

Ces procès-verbaux ont été cités et analysés par M. Brette. (*Recueil de documents relatifs à la convocation des États généraux*, t. III, p. 191.)

des impôts, la masse effrayante de la dette publique, la multiplicité des abus et des maux qu'a fait naître l'incertitude de notre Constitution, enfin le danger imminent de l'État, réveillent le patriotisme dans tous les cœurs ;

Considérant en outre que le Roi, profondément touché du malheur de ses peuples, ne veut plus d'intermédiaire entre lui et ses sujets, qu'il les rassemble autour de son trône pour apprendre d'eux-mêmes les sacrifices qu'il doit faire à leur bonheur et pour fonder la prospérité de l'État, non sur des réformes momentanées, mais sur une Constitution inébranlable ;

Considérant enfin que cette heureuse renaissance doit être préparée dans les assemblées de bailliage, et que chaque ordre doit y apporter le tribut de ses lumières et de son zèle ;

Le Clergé du bailliage de Châlons reconnaît cette providence éternelle, dont l'action toujours sentie et jamais aperçue, dispose seule du sort des empires ; il la remercie d'avoir inspiré au Roi cette grande résolution, dont le succès doit assurer également la gloire de son règne et le bonheur de la génération future, et s'il se rappelle dans ce moment qu'il forme une partie du premier ordre de l'État, ce n'est que pour donner le premier l'exemple du dévouement le plus entier.

Le premier objet de ses délibérations a été de charger son député de porter, aux pieds du trône, l'hommage de sa reconnaissance, de son amour et de son respect ; de rappeler ensuite à Sa Majesté l'engagement qu'elle a pris, à son sacre, de maintenir et faire respecter l'antique foi de nos pères, de continuer sa protection royale à l'Église de France, de la défendre contre les attaques des ennemis de la Religion, qui sont toujours ceux de l'État, et de conserver au Clergé séculier et régulier, l'affection qu'il a toujours méritée par [sa] fidélité et son attachement.

Après avoir rempli un devoir inspiré par le sentiment et commandé par la Religion, le Clergé du bailliage de Châlons présente à l'assemblée des États généraux son vœu sur les grands objets qui intéressent également tous les ordres de l'État ; il demande :

SUR LA CONSTITUTION

1° Que l'ancienne Constitution essentiellement monarchique et reposant sur la distinction réelle et permanente des trois ordres, soit conservée ;

2° Qu'on assure le droit imprescriptible et inaliénable, que les États généraux ont seuls et exclusivement, de voter et consentir l'impôt ;

3° Qu'on reconnaisse nécessaire l'adhésion des trois ordres pour valider l'impôt et ses formes, de manière que deux ordres consentants ne puissent jamais engager le troisième, s'il est dissident ;

4° Qu'on vote, en conséquence, par ordre et non par tête ;

5° Qu'on fixe les limites de l'autorité confiée aux différents corps intermédiaires entre le Souverain et la Nation, lorsqu'elle n'est pas assemblée, de manière qu'ils ne puissent jamais, oubliant leur première institution et la nature de leurs fonctions, prétendre modifier, interpréter ou même rejeter les lois concernant l'administration générale et particulière qui auraient été sanctionnées par le concours de l'autorité royale et des États généraux ; qu'il soit arrêté en conséquence que toutes les ordonnances rendues de concert avec les représentants légitimes de la Nation, seront vérifiées et publiées sans oppositions ni délai ;

6° Que, pour remédier efficacement au malheur de l'État et en prévenir le retour, il soit déclaré que l'on ne peut ni ne doit s'occuper de l'examen des questions relatives aux dettes publiques ou à l'état des finances, que préalablement on n'ait reconnu comme loi fondamentale la convocation des États généraux, lesquels s'ajourneront à trois ans, sans qu'il soit besoin de lettres particulières ni d'autres règlements que ceux qui auront été délibérés et consentis par les représentants de la Nation dans leurs prochaines séances, se réservant, ledit Clergé du bailliage de Châlons, de faire valoir tous ses droits et ceux de la Nation, tant pour assurer le retour périodique des États généraux que les formes de leur convocation qui ont été ou devront être à l'avenir employées pour établir sur des fondements inébranlables la liberté publique, la gloire des trois ordres et la splendeur du trône, et sans approbation néanmoins du règlement qui a été rendu pour la présente convocation en tout ce qui pourrait être contraire, tant aux anciennes lois qu'aux vœux qui seront portés par les trois ordres (1) ;

(1) Ce dernier membre de phrase depuis « se réservant, ledit Clergé, ... » a été ajouté en marge du cahier, avec la mention : « addition en marge approuvée ». — Il n'est pas reproduit dans les versions imprimées.

7° Que dans l'intervalle des assemblées des États généraux il n'y ait point de commission intermédiaire chargée de les représenter et de veiller à l'exécution de leurs arrêtés ;

8° Qu'en exécution des promesses solennelles faites par le Souverain, il soit établi des États particuliers dans toutes les provinces et spécialement dans celle de Champagne, sur laquelle le poids de tous les impôts s'est aggravé d'une manière si fâcheuse ;

9° Que ces États provinciaux soient chargés exclusivement de l'assiette et de la perception des impôts, sous la condition d'abonnements particuliers, dont la proportion avec la masse générale du royaume aura été déterminée par les États généraux ; qu'on assure en même temps aux provinces l'autorité d'administration nécessaire pour opérer un bien réel et durable, et les délivrer de toutes les entraves qui retarderaient leur marche ;

10° Que toutes les exemptions pécuniaires soient abolies, parce qu'en supposant l'exercice de la liberté nationale justement tempéré et le concours de tous les ordres à l'administration de l'impôt, elles ne pourraient être qu'abusivement considérées comme une suite de prérogatives essentiellement distinctives, et tendraient à altérer le respect que tout bon Français doit conserver pour les principes de justice constitutionnelle qui sont la base de ces prérogatives ;

11° Que le montant de la dette publique, pour qu'elle soit reconnue nationale, soit vérifié et constaté de la manière la plus authentique dans les États généraux ;

12° Que, si en constatant la dette publique, il est reconnu qu'il a été accordé des intérêts au-dessus du taux fixé par la loi, ils soient réduits comme usuraires ;

13° Qu'on propose aux États généraux, comme moyens de parvenir à liquider la dette : 1° La vente des domaines royaux à laquelle les divers États provinciaux seraient chargés de procéder successivement, en détail, sur les lieux, pour la partie située dans leurs districts ; par conséquent, qu'on révoque la loi portée par les États de 1356, qui déclarèrent les domaines du Roi inaliénables : loi aujourd'hui sans objet et sans motifs ; 2° Les bonifications qu'une sage économie peut assurer dans toutes les parties de l'administration ; 3° La fixation invariable des monnaies et l'établissement d'une caisse nationale dont les

administrateurs seraient choisis par les États généraux, et comptables à eux seuls ;

14^o Que, chaque année, l'état des pensions et rentes viagères éteintes par la mort des rentiers soit rendu public, et que le *bon* résultant desdites extinctions forme une masse destinée au remboursement des rentes foncières ;

15^o Que, conformément aux principes d'équité qui déterminent les trois ordres à consentir des impôts également répartis, toutes les provinces sans exception et comme faisant partie du même État, contribueront aux charges publiques d'une manière proportionnée à leurs ressources, sans pouvoir se prévaloir de leurs capitulations particulières, dont les différentes clauses n'ont jamais pu justifier d'autres droits que celui de consentir l'impôt ;

Qu'il sera observé cependant que des raisons de commerce ou de position peuvent apporter quelques modifications à cette règle générale ;

16^o Qu'on prononce la suppression et extinction permanente des droits de gabelle, dont les inconvénients et les abus sont malheureusement trop connus ;

Même vœu pour les aides ;

17^o Que tous impôts territoriaux ou personnels actuellement existants, savoir : la taille et ses accessoires, la corvée, la capitation et les vingtièmes soient supprimés comme n'ayant jamais été consentis par la Nation, ou ne l'ayant été qu'en partie et sous des modifications et restrictions, tant pour la durée que pour la quotité, qui n'ont point été respectées, mais au contraire rendues de nul effet par des extensions arbitraires et fiscales ;

18^o Qu'on examine quel pourrait être le produit de l'impôt territorial, unique, propre à remplacer les impôts du même genre qui auraient été supprimés et dont la répartition put être égale sur les trois ordres en raison de leurs propriétés.

Il doit être observé que l'impôt territorial en nature paraîtrait le plus juste, le plus simple et le moins dispendieux, en supposant : 1^o Qu'il serait perçu dans une proportion modérée et telle que l'industrie agricole ne put éprouver aucun découragement ; 2^o Que les soins de la perception seraient confiés aux États provinciaux ; 3^o Que cette perception ne pourrait jamais, sous aucun prétexte et dans aucune circonstance, être abandonnée à une compagnie de régisseurs ou de fermiers généraux,

mais serait adjugée particulièrement dans chaque paroisse par les délégués des États provinciaux, en présence de la municipalité ; 4° Que les pailles soient consommées dans les paroisses ;

19° Que tous les contrats et effets soient enregistrés dans une chambre chargée de la répartition de l'impôt, trois mois après son établissement, et qu'au défaut d'enregistrement dans le délai ci-dessus déterminé, lesdits contrats et effets soient déclarés nuls si le commerce n'en souffre pas ;

Que les effets royaux devenus immeubles fictifs soient taxés comme les immeubles réels ;

20° Qu'il soit établi une capitation personnelle et proportionnelle aux facultés réelles ;

21° Que les droits à établir sur les consommations soient dirigés principalement sur celles du luxe, afin que, portant sur le superflu, ils pèsent le moins qu'il sera possible sur les classes qui ont besoin d'être allégées ;

22° Qu'on fixe les dépenses ordinaires pour tous les départements ministériels, et que cette fixation reste invariable jusqu'à la tenue des États suivants ;

23° Qu'on détermine également la somme qui pourrait être distribuée en pensions ; qu'on supprime celles dont le motif paraîtrait être insuffisant, et qu'on réduise celles qui seraient jugées trop fortes ; que Sa Majesté serait suppliée de vouloir bien, conformément à l'engagement qu'elle a pris elle-même avec la Nation, en rendre l'état public à la fin de chaque année, ainsi que le compte général de ses finances ;

24° Que, pour éviter ou diminuer au moins les frais occasionnés dans le régime actuel par les mouvements de caisse, le produit des impositions perçues dans chaque province, serve à acquitter directement et sans déplacer les fonds, les dépenses particulières et même la partie des dépenses générales dont les objets se trouveraient compris dans l'étendue des districts provinciaux ;

25° Qu'on vote la modération ou même la suppression de tous les droits domaniaux, ne réservant que ceux de papiers timbrés ou autres nécessaires pour conserver la notoriété des actes, mais qui devraient être si légers qu'ils parussent plutôt aux contribuables une précaution sage qu'un impôt ; en conséquence, que tous les États provinciaux soient chargés de surveil-

ler la fabrication des papiers, afin que la qualité des fournitures soit toujours conforme à celle des échantillons.

SUR LA JUSTICE

1° Qu'on s'occupe de réformer les abus qui existent dans l'administration de la justice, en sorte qu'elle soit plus prompte, plus facile à obtenir, moins dispendieuse et rapprochée des justiciables dans une proportion convenable et déterminée avec les rapports de population et d'étendue des provinces, particulièrement pour la Champagne ;

2° Qu'on supprime les épices, et qu'elles soient remplacées par des honoraires fixes et suffisants ;

3° Qu'on réclame l'abréviation des procédures, dont les formes soient simplifiées et dégagées de toutes les entraves de la chicane ; que, pour assurer l'exécution de ce vœu, on demande l'établissement d'un nouveau code criminel et civil, qui énonce d'une manière précise et invariable, dans l'interprétation, les grands principes du droit public et particulier ; en conséquence, qu'on interdise à tous juges, soit supérieurs, soit inférieurs, l'usage de ce qu'ils appellent la jurisprudence de la cour, qui les rend arbitres de la loi lorsqu'ils ne devraient en être que les organes ;

4° Qu'il soit établi dans chaque province un nombre de tribunaux correspondant à celui des arrondissements et auxquels ressortiraient toutes les causes, même celles pour les impositions, qui seraient jugées en première instance par une chambre particulière de ces bailliages ou présidiaux, et iraient ensuite par appel à la cour souveraine de la province ;

5° Que le nombre des notaires soit réduit dans une proportion convenable ;

6° Que les offices de procureurs soient supprimés à la mort des titulaires, et que leurs fonctions soient réunies à celles des avocats ;

7° Que, dès à présent, les charges d'huissiers-priseurs et de greffiers des experts soient remboursées et éteintes ;

8° Qu'on abolisse les droits de *committimus*, les privilèges du sceau du châtelet de Paris, les commissions particulières, et toutes évocations au Conseil ;

9° Que la juridiction consulaire soit maintenue, et que toutes causes de commerçant à commerçant, ou de particulier (de

quelque qualité qu'il soit) à commerçant, pour marchandises fournies, soient jugées souverainement par les juges consuls ;

10° Qu'il soit créé pour les pauvres, dans chaque province, auprès de chaque siège royal, un tribunal gratuit de paix, dont les juges soient choisis par les municipaux et prononcent sur toutes les contestations, sauf aux parties à se pourvoir ;

11° Qu'on assure la liberté individuelle de chaque citoyen, et qu'aucun ne puisse être arrêté que pour être remis à ses juges naturels ;

12° Qu'il soit établi, cependant, dans le royaume, un tribunal de confiance qui juge, toujours sous le sceau du secret, de la nécessité d'accorder quelquefois des ordres extrajudiciaires aux familles, pour la détention d'un sujet qui compromettrait leur honneur, si elles avaient recours à la publicité et à la lenteur des procédures ordinaires ;

13° Que les États généraux, de concert avec le Souverain, avisent aux moyens de vaincre ou d'affaiblir le préjugé injuste qui fait rejaillir sur une famille entière l'opprobre d'un de ses membres ;

14° Que les corps ecclésiastiques et autres bénéficiers soient autorisés à recevoir le remboursement des censives distinctes du droit seigneurial, carités (1), lods et ventes, et à acheter des fonds pour placement de la valeur desdites censives au denier quarante, la carité trois fois, et les lods et ventes de même, sur le pied du dernier contrat, sans payer le droit d'amortissement ni obtenir de lettres-patentes à cet effet, à la charge toutefois, par les corps et les particuliers, de justifier à l'ordinaire du remplacement ;

15° Que les maîtrises des eaux et forêts soient supprimées ; que l'administration en soit confiée aux États provinciaux et le contentieux renvoyé aux juges royaux.

SUR LE BIEN PUBLIC

1° Qu'en attendant qu'il soit possible de former un plan général pour abolir entièrement la mendicité, l'administration des dépôts soit confiée aux États provinciaux ;

(1) Voir le cahier de Châlons-sur-Marne, page 20. — Le droit de *carité* ou *charité* est décrit par Guyot : *Répertoire univers. et raisonné de jurisprudence*, qui renvoie aux *Glossaires de Du Cange* et *dom Carpentier* (mots : « charité », « carité », « caritas »).

2° Que les aumônes du Roi soient répandues chaque année dans les provinces, et que la distribution en soit confiée à un bureau composé de l'évêque, d'un chanoine, d'un curé de la ville et deux de la campagne ;

3° Que l'établissement des Quinze-Vingts soit supprimé et que les fonds en soient répartis également dans toutes les provinces, pour être distribués par le canal du même bureau où l'on appellera, de plus, quatre notables nommés par les officiers municipaux ;

4° Que l'on diminue le nombre des usines qui mettent des entraves à la navigation et dont la multiplicité produit la rareté et la cherté des bois ;

5° Qu'il soit défendu de planter des oseraies dans le lit des grandes rivières ;

6° Qu'on supprime les grandes routes qui seraient jugées inutiles par les États provinciaux ;

7° Qu'on supprime également toutes les garennes qui existent sans titres, et celles mêmes qui, avec titres, ne sont pas revêtues des conditions prescrites par la loi ;

8° Que, pour favoriser l'agriculture, sur laquelle pèsent toutes les charges, il soit établi une proportion plus juste entre le taux de l'intérêt de l'argent et le produit des fonds ;

9° Que, l'incertitude des possessions étant une source de procès et de discussions continuelles en Champagne, il soit ordonné que chaque paroisse fera dresser un cadastre général des propriétés de son territoire, aux frais des municipalités et des propriétaires ; opération qui deviendra d'ailleurs avantageuse à l'administration provinciale ;

10° Que, pour remédier aux abus de l'administration des revenus et des biens communaux dans les villes dont les conseils sont vicieux dans leurs formations, dont l'administration est partagée en deux corps, où les communes ne sont pas appelées pour les élections, et où les échevins, excluant les conseillers, rendent leurs gestions mystérieuses, il soit ordonné que l'on appellera à l'avenir les députés de tous les corps pour l'élection ; qu'il sera formé un conseil composé d'un certain nombre de membres choisis dans les trois ordres, suivant la population des villes ; que les comptes seront rendus conseil tenant ; enfin, qu'il sera soumis à la surveillance des États provinciaux ; qu'il en soit de même pour l'administration des hôpitaux.

SUR LE COMMERCE

1^o Qu'il soit avisé aux moyens d'encourager le commerce, pour arrêter les suites funestes du traité consenti avec l'Angleterre, et qui a fait peut-être un tort irréparable à nos manufactures, particulièrement à celles de Champagne et de Normandie (1);

2^o Qu'il soit examiné s'il est avantageux de sanctionner ce traité ou s'il est plus convenable de le rompre ;

3^o Qu'on discute les avantages et les inconvénients des privilèges exclusifs, accordés ou vendus par des ministres avides à des compagnies dont les intérêts particuliers se trouvent presque toujours en opposition avec les véritables intérêts du commerce national ;

4^o Que, pour honorer le commerce et diriger vers le bien public le goût prédominant des Français pour les distinctions flatteuses, le Roi soit supplié d'accorder des lettres d'anoblissement aux négociants qui se seraient rendus recommandables par leur patriotisme et l'étendue de leurs spéculations, à condition qu'ils continueraient pendant cent ans une profession aussi honorable qu'utile ;

5^o Qu'on supprime toutes les barrières qui mettent des entraves au commerce intérieur, et qu'on les recule jusqu'aux frontières.

SUR LA NOBLESSE

1^o Que, pour concentrer dans l'ordre de la véritable et ancienne noblesse, le respect et les privilèges honorifiques dont il a toujours joui dans l'État, il soit établi que les États provinciaux se feront représenter et vérifieront les titres nécessaires pour justifier la Noblesse d'extraction, à l'effet de dresser des nobiliaires exacts ; et qu'il soit ordonné que tous ceux qui diffèreraient après un délai donné, ou même qui refuseraient de s'y faire inscrire, seraient déchus des prérogatives de l'ordre auquel ils prétendraient appartenir ;

2^o Qu'on supprime et rembourse toutes les charges donnant la noblesse, que le Roi, par le droit de sa couronne, ne peut jamais conférer sous aucune condition pécuniaire, mais seule-

(1) Voir le cahier de Sulppes, page 690.

ment pour encourager les vertus patriotiques et récompenser les services rendus à l'État ; que ces charges soient distinguées en deux classes : la première, dont les fonctions seront toujours nécessaires pour le maintien de l'ordre et la distribution de la justice ; la seconde, dont l'exercice est nul ou nuisible aux peuples ; que les premières soient conservées, mais sans privilèges de noblesse, sinon pour les titulaires actuels ; que le Roi puisse néanmoins accorder de son propre et libre mouvement le privilège de la noblesse aux magistrats ou autres qui auraient mérité cette distinction par celle de leur service ; que les secondes restent éteintes, sans cependant aucun effet rétroactif ;

3^e Que le Roi veuille bien faire remettre aux États, lors de leurs séances périodiques, l'état des anoblissements accordés ;

4^e Que l'assemblée des États généraux mette au nombre des objets les plus dignes de fixer l'attention du Roi et d'exciter sa sensibilité, la nécessité de venir au secours de la noblesse pauvre de son royaume, qui a la générosité de renoncer à une partie de son nécessaire en renonçant à toute exemption pécuniaire, qui fait à l'État les mêmes sacrifices que la riche noblesse, sans en avoir les mêmes dédommagements, et qui éprouve tous les besoins du Tiers état sans profiter de ses ressources.

SUR LE CLERGÉ

1^o Que l'ordre du Clergé, pour prouver au Roi et à la Nation qu'il n'a témoigné tant d'attachement à ses formes antiques, que parce qu'il les regardait comme le dernier monument de l'ancienne liberté nationale en matière d'impôt, et qu'il n'a jamais considéré ses privilèges distinctifs comme un moyen de se soustraire aux charges publiques, non seulement consent, mais sollicite la suppression de tout impôt distinctif, et le remplacement par une imposition commune aux trois ordres ;

Qu'en conséquence, les décimes et chambres diocésaines soient abolies ;

2^o Que ses dettes, qui ne pouvaient être considérées que comme des anticipations sollicitées par le Souverain, toujours nécessitées par les besoins de l'État, dont les impositions annuelles qu'elles représentaient étaient l'hypothèque et le moyen de remboursement, dont la masse ne s'est accumulée que parce que de nouveaux besoins de l'État ont successivement nécessité de nouveaux emprunts avant le remboursement des

premiers dons gratuits, soient mises au nombre des dettes nationales ;

3° Que le Clergé, qui n'acquiert plus, qui n'est qu'usufruitier, qui, régénéré sans cesse par les deux autres ordres, ne peut se considérer que comme le dépositaire des biens dont il jouit, ne puisse, dans aucun cas, consentir l'aliénation de ses propriétés ;

4° Que les droits honorifiques des corps, étant pour eux des propriétés qui intéressent leurs dignités et leurs prépondérances, le Clergé soit maintenu dans la jouissance des siens, qui lui sont précieux comme monument de son antiquité et de son lustre, comme privilèges distinctifs accordés par nos Rois et avoués par la Nation ;

5° Que le Clergé, en renonçant à la forme des dons gratuits, s'adresse au Roi et à la Nation assemblés pour obtenir : 1° La conservation de ses autres privilèges, dont le corps et les individus ont toujours joui ; 2° Le retour périodique de ses assemblées qui auront désormais pour objet tout ce qui peut intéresser la religion, la morale et la discipline ecclésiastique ;

6° Qu'il y ait en conséquence, tous les ans, un synode dans chaque diocèse ; que, tous les trois ans, on assemble un concile provincial ; que tous les objets qui y auront été traités soient portés à un concile national qui aurait lieu tous les cinq ans, auquel seraient députés un évêque de chaque province, un régulier et deux représentants du second ordre, dont un au moins serait pris dans la classe de MM. les Curés ;

7° Que, la décadence des études étant devenue malheureusement trop sensible, il soit créé un corps enseignant, dont le Clergé présentera le régime et aura seul la surveillance ;

8° Que la loi qui accorde les effets civils aux non-catholiques soit interprétée relativement au droit de patronage affecté aux fiefs qu'ils pourraient posséder ; que cet article, ayant déjà excité le zèle du parlement et les inquiétudes de la dernière assemblée du Clergé, on suspende le droit de patronage attaché aux fiefs, jusqu'à ce qu'ils rentrent en des mains catholiques, et qu'en attendant on le fasse exercer par l'ordinaire ;

9° Que, malgré la tolérance civile accordée aux non-catholiques, le culte extérieur de la religion catholique et romaine soit le seul en France, et qu'il soit reconnu comme une loi fondamentale ;

10° Qu'on s'oppose à la suppression de tout bénéfice ayant

office public ; qu'on sollicite vivement, en conséquence, la cassation de l'arrêt du conseil qui a ordonné la suppression de toutes les saintes chapelles du royaume, et notamment celle de la sainte chapelle de Paris qui est le dernier monument de la piété de saint Louis (1) ;

11° Qu'on restitue au Clergé les biens qui lui ont été enlevés par la suppression de plusieurs ordres religieux, tels que les Grammontains, Saint-Ruf, les Antonins, Célestins et autres (2) ;

12° Que le Roi et la Nation prennent sous leurs protections spéciales tous les ordres religieux et les mettent à l'abri de l'influence de la *commission* ou de toute autre semblable, en attendant que les premiers conciles nationaux prononcent sur les moyens les plus sûrs de rendre la conservation de tous les ordres religieux, de plus en plus utiles à l'Église et à l'État ;

13° Que Sa Majesté soit suppliée d'assimiler les propriétés de la main-morte à celles de la Noblesse et du Tiers état, et retirer ses arrêts du 21 janvier 1738 et du 7 septembre 1785, concernant les formalités à observer pour les constructions et reconstructions des bâtiments appartenant aux gens de main-morte (3) ;

14° Qu'il soit pourvu à une dotation suffisante des fabriques ;

15° Que les collateurs ne puissent être prévenus qu'un mois après la vacance ;

16° Que les collateurs soient obligés, par une loi expresse, de donner aux curés la moitié des canonicats de cathédrales et collégiales vacants par mort ;

17° Que les annexes qui sont trop éloignées pour pouvoir être desservies commodément par le curé de la mère Église, et qui sont assez considérables pour exiger la résidence d'un pasteur, soient érigées en titre de cures ;

(1) Arrêt du conseil du 11 mars 1787, suivi de lettres patentes portant suppression des saintes chapelles. (ISAMBERT : *Recueil des anc. lois*, ouv. cit., t. XXVIII, p. 338.)

(2) Arrêts du conseil des 11 juin, 10 décembre 1773, 29 juillet 1774, concernant l'ordre de Saint-Ruf ; — 5 avril 1778, 13 mai 1779, concernant les maisons des Célestins, etc.

(3) Arrêts du conseil des 21 janvier 1738 et 7 septembre 1785, concernant les formalités à observer pour les constructions et reconstructions des bâtiments appartenant aux gens de main-morte, hôpitaux généraux et particuliers, maisons et écoles de charité, et les droits d'amortissement dûs audit cas, le dernier cité par Isambert. (*Recueil des anc. lois*, ouv. cit., t. XXVIII, page 88.)

18° Que dix ans d'exercice dans une cure de campagne suppléent au droit de gradués pour posséder une cure de ville ;

19° Que les dispenses de temps d'études pour obtenir des degrés dans les universités soient abolies ;

20° Que les classes les plus laborieuses et les plus utiles aux yeux de la Religion et de l'État devant avoir les premiers droits aux bienfaits de Sa Majesté, il serait injurieux aux principes de justice et de sagesse qui la caractérisent, qu'on pût soupçonner qu'elle exclue, par un principe d'administration, les curés de son royaume des grâces ecclésiastiques ; en conséquence, qu'elle soit suppliée de les faire participer à ses bienfaits en raison même de leur utilité ; que, conformément aux règles canoniques, les pensions sur tous les bénéfices consistoriaux ne puissent excéder le tiers du revenu ;

21° Que, la gloire du Clergé et la reconnaissance de tous les citoyens réunissant le vœu des trois ordres pour améliorer le sort de MM. les curés, le plan qui sera présenté à la Nation leur assure une existence honorable dans leur vicariat, dans le cours de leurs fonctions pastorales, et même dans leur noviciat, leurs maladies et leur vieillesse. En conséquence :

Qu'on dote, pour les jeunes gens qui se destinent au sacerdoce, des maisons d'éducation gratuite dans lesquelles ils seront admis au concours ;

Qu'on fixe la portion congrue des vicaires à 500 livres, celle des curés de campagne à 1,000 livres au moins, et dans les villes à 1,500 livres au moins ;

Qu'on fonde, pour les curés que leur âge ou leurs infirmités mettent hors d'état de remplir les fonctions du ministère, non des maisons, mais des pensions de retraite ;

Que, pour rendre les portions congrues et les pensions indépendantes des révolutions que peuvent éprouver le prix des denrées et la valeur des espèces, on les fixe en grains ;

22° Que les dimes, dont l'abandon a réduit au strict nécessaire plusieurs églises cathédrales et collégiales du royaume, sans enrichir les curés, soient considérées comme un moyen insuffisant de parvenir aux augmentations et établissements ci-dessus proposés ; que ce moyen soit encore rejeté comme destructeur de plusieurs établissements utiles, tels que les collèges, les hôpitaux, les séminaires, les communautés religieuses, dont la dime est le soutien ;

23° Que, d'après les obstacles qu'éprouveraient de la part du Souverain la réunion d'un grand nombre de bénéfices consistoriaux, et d'après les inconvénients qu'entraîneraient celle des autres bénéfices et l'extinction d'un grand nombre de titres, il ne puisse être procédé par la voie des réunions à la dotation des cures et des établissements projetés ;

24° Que cependant, pour y parvenir sans attaquer aucune propriété, sans affaiblir le Clergé par l'extinction d'aucun titre et sans exciter les plaintes d'aucun contradicteur, Sa Majesté soit suppliée d'ordonner que tout bénéfice qui ne serait pas à charge d'âmes et qui viendrait à vaquer, demeurât un an sans que le nommé commençât à en toucher les fruits qu'après une année révolue ;

25° Qu'en conséquence il soit établi un sequestre qui jouirait pendant un an du revenu de tous ces bénéfices, qui ne nuirait point au droit du collateur, mais retarderait la jouissance du nouveau pourvu, et qui acquitterait les charges du bénéfice pendant ladite année ;

26° Que la masse des fonds déposés dans le sequestre serve à l'acquit des charges diocésaines, à l'augmentation nouvelle des portions congrues, aux pensions de retraites et autres établissements utiles au diocèse ;

27° Que l'administration ordinaire du sequestre soit confiée à une commission ou bureau dont les membres seraient choisis par le Clergé du diocèse ; lequel bureau serait composé d'un représentant des abbés, d'un représentant des chapitres, de quatre curés dont un régulier, du syndic et du trésorier, et serait toujours présidé par l'évêque ou son représentant ;

28° Que le bureau rende, chaque année, un compte public et imprimé de sa dépense et de sa recette ; que le compte, avant d'être livré à l'impression, soit rendu dans une assemblée composée des personnes ci-dessus désignées et, en outre, de deux députés de chaque doyenné ;

29° Qu'en outre de ce sequestre établi dans chaque diocèse il en soit établi un général à Paris, auquel correspondraient tous les sequestres particuliers ;

30° Que l'objet de cette correspondance soit d'établir une solidarité respective entre les diocèses ; qu'à cet effet chaque sequestre diocésain verse, dans le sequestre général, l'excédent annuel de sa recette ou y puise le déficit de sa dépense ;

Que ce sequestre général rende annuellement aussi le compte de sa recette et de sa dépense dans une assemblée composée des représentants de chaque diocèse, et le rende public par la voie de l'impression ;

31^o Que Sa Majesté soit suppliée de consentir la suppression des économats qui excitent depuis longtemps la réclamation de tous les ordres, et que chaque sequestre diocésain soit chargé du soin confié ci-devant aux économats, de veiller aux réparations dépendantes des bénéfices vacants ;

32^o Que Sa Majesté soit également suppliée de permettre que quelques-unes des riches abbayes, qui sont vacantes ou qui viendraient à vaquer, restent dans les sequestres diocésains, jusqu'à ce qu'un nombre suffisant d'autres bénéfices vacants fournissent auxdits sequestres des revenus proportionnés à leurs besoins, en sorte que les curés et autres personnes intéressées au succès de ce projet entrent incessamment en jouissance des augmentations et pensions projetées ;

33^o Que, MM. les curés proposant de faire le sacrifice du casuel tariffé qui leur est accordé, le dédommagement dû à chacun d'eux soit réglé dans le synode diocésain et fasse partie des charges ordinaires du sequestre général ;

34^o Que s'il arrivait (ce qui ne paraît pas possible d'après les calculs particuliers à quelques diocèses) que les fonds de cet économat général fussent encore au-dessous de ses charges, il soit permis alors de chercher des ressources auxiliaires dans la réunion des bénéfices qui seraient ou trop modiques pour nourrir un ecclésiastique, ou trop considérables pour être le patrimoine d'un seul.

Ce cahier a été lu et arrêté en l'assemblée générale tenue en la grande salle de l'Hôtel de Ville, cejourd'hui dix-neuf mars 1789, et les commissaires, pour ce autorisés par ladite assemblée, ont signé avec Monseigneur le Président et nous, secrétaire dudit ordre.

A.-J. Év. C^{te} de Châlons, p^t, le ch^r DE DAMPIERRE, BAYARD, abbé de La Charmoye, PETITJEAN, chanoine et vicaire général, D.-N. CASBOIS, président de la Congrégation de Saint-Vanne, MALHERBE, chanoine de la Cathédrale, MAUPAS, chanoine de la Trinité, FRÉMINET, chanoine de N.-D., BUIRETTE, curé de Sainte-Marguerite, JOYEUX, chanoine régulier, pr. curé de La Veuve, PÉRIGAUD,

chanoine régulier, prieur de Toussaints, BURET, d. curé du Grand-Soudé, THIBAUT, doyen, curé de Sarry, FAGNIER, p^r curé du Mesnil, P. TOCUT, curé de Vraux, PRÉVOTEAU, curé de Matougues, GOUGELET, curé de Saint-Éloy et secrétaire.

CAHIER DE LA NOBLESSE

Cahier de l'ordre de la Noblesse du bailliage de Châlons-sur-Marne (1).

Avant que de présenter les vœux que forme la Noblesse du bailliage de Châlons pour le rétablissement des affaires publiques, elle croit devoir porter aux pieds du trône l'hommage

(1) L'original manuscrit du cahier de l'ordre de la Noblesse du bailliage royal de Châlons-sur-Marne existe aux *Archives départementales de la Marne (États généraux, dossier a, pièce 22)*. C'est le document que nous reproduisons ci-dessus : il comprend six feuillets in-8° cotés et paraphés par le secrétaire, de Pinteville de Cernon ; il est signé des dix rédacteurs ou commissaires nommés dans la séance du 14 mars 1789 au matin, ainsi que du président C.-H. Guillemeau de Fréval, et du secrétaire, de Pinteville de Cernon.

Ce cahier a été imprimé en 1789, en deux éditions : la première sous le titre : « *Cahier de l'ordre de la Noblesse du bailliage de Châlons-sur-Marne et extrait du procès-verbal de ses séances* » (Châlons, chez Seneuze, imprimeur du Roi, 1789, in-4° de 26 pages), contient, avant le cahier, un extrait de la séance du 13 mars 1789 : liste des membres de la Noblesse ; et après, les pouvoirs donnés au député, et un résumé de la séance du 22 mars 1789 : élection de ce député, Jean-Baptiste de Pinteville de Cernon, fils aîné, seigneur de Vésigneul-sur-Cooles. Des exemplaires de cette édition, que nous possédons, existent à la *Bibliothèque nationale (Le, 24/38)*, aux *Archives de la Marne (États généraux : dossier a, pièce 11)*.

La deuxième édition contient les mots suivants : « 1789 — Remis à M. de Pinteville de Canon [*sic*, Pinteville de Cernon], élu député... » (S. l., in-8° — *Bibliot. nat., Le, 24/38, A. — Arch. nat., B^a 31 — A D 1, 10* ; transcrit B III 44, p. 338 et suivantes ; — publié dans les « *Archives parlementaires*, t. II, p. 587-589, d'après un imprimé du Sénat ».)

— Les procès-verbaux de l'assemblée particulière de la Noblesse existent aux *Archives de la Marne* (même dossier a des *États généraux*) ; ils se composent de quinze feuillets cotés et paraphés par le président Guillemeau de Fréval et formant pourtant trois cahiers distincts : le premier (A, 36 : feuillets 1 à 9), contient les séances des 13 et 14 mars ; le deuxième (A, 20 : feuillets 10 et 11), les séances des 19, 20, 21 mars ; le troisième (A, 21 : feuillets 12 à 15), les séances des 22 et 23 mars. Chacune de ces séances est signée du président C.-H. Guillemeau de Fréval, grand bailli d'épée, et du secrétaire de Pinteville

du très profond respect, de la fidélité inviolable et de la vive reconnaissance dont elle est pénétrée pour Sa Majesté ; elle éprouve avec transport les sentiments que doit inspirer à tous ses sujets un monarque qui, n'écoutant qu'une vertu sublime, a conçu le projet de fonder le bonheur de son peuple sur la liberté publique ; qui, des désastres de son royaume, va recueillir une gloire plus solide que celle que des triomphes eussent pu lui assurer. En vain le désordre qui s'est introduit dans l'administration des finances aura creusé, pendant des siècles, un précipice où semblait devoir se perdre la Nation ; la sagesse de son auguste Roi lui fait trouver, dans les malheurs mêmes de l'État, les^e principes d'une nouvelle prospérité. Sa gloire va devenir celle de ses sujets, et leur amour un sentiment profond et réfléchi dans lequel il trouvera la récompense de ses vertus.

Tel est le pur hommage qu'offre à Sa Majesté la Noblesse de son bailliage de Châlons, et qui doit l'assurer d'une fidélité qu'elle est prête à faire éclater en toute circonstance ; et pour atteindre au but qu'elle se propose, elle va lui présenter les vœux et les demandes qu'elle forme pour le bonheur et la gloire de son Monarque, et la félicité de son peuple :

ART. 1^{er}. — Pour prévenir les variations qui sont survenues fréquemment dans les formes de convocation des États généraux, ainsi que dans la proportion des représentants des provinces et de chacun des trois ordres, Sa Majesté sera suppliée de permettre que ces formes soient fixées invariablement par la première assemblée qu'elle a convoquée, pour le 27 avril prochain, en sa ville de Versailles.

2. — De permettre aussi que le retour périodique des États généraux soit fixé par la délibération qu'ils prendront sur cet objet, et que Sa Majesté voudra bien approuver pour être érigée en loi fondamentale.

3. — Sa Majesté est également suppliée d'ordonner que les

de Cernon, sauf la dernière, du 23 mars, signée de 63 membres de la Noblesse. — On trouve dans ce même fonds, l'original des pouvoirs donnés par « l'ordre de la Noblesse du bailliage de Châlons à Jean-Baptiste de Pinteville de Cernon, fils aîné, seigneur de Vésigneul-sur-Coole », son député aux États généraux (A, 37 : man. de 3 pages sig. de 65 membres).

Les procès-verbaux ci-dessus (à part ceux des 19 et 21 mars qui, sans doute, n'existent pas aux Archives nationales), ont été cités et analysés par M. Brette (*Recueil de documents relatifs à la Convocation des États généraux de 1789*, t. III, page 192).

délibérations des États généraux seront prises par chacun des ordres *séparément*, sans que deux ordres, formant un même vœu, *puissent jamais obliger celui qui formerait un vœu contraire* (1) ou différent ; néanmoins, les ordres seront libres de se réunir pour opiner par tête sur un objet particulier, lorsqu'il aura été voté dans chacun des trois ordres, d'employer cette forme de délibération en commun et par individus.

4. — Il sera proposé aux États généraux d'examiner s'il ne serait pas possible d'établir une combinaison des suffrages recueillis par individus dans chaque ordre, telle que, sans soumettre précisément un ordre à la volonté des deux autres réunis, elle produisit cependant un résultat qui dut être considéré comme le vœu général des trois ordres ; par exemple, dans le cas où les ordres ne pourraient se réunir au même avis, les voix individuelles seraient comptées dans chaque ordre, et s'il arrivait que deux ordres, réunis pour former la même demande, offrissent chacun cinq sixièmes des voix dont il serait composé, et que le troisième, quel qu'il fût, présentât un tiers de ses voix qui se joindraient à l'avis des deux autres, la délibération serait censée être unanime dans les trois ordres.

Cet exemple, uniquement présenté pour expliquer plus clairement l'idée.

5. — Il ne sera porté aucune nouvelle loi constitutionnelle, ni dérogé à aucune des anciennes lois qui intéressent la Constitution, que sur la demande ou le consentement des États généraux ; quant aux lois particulières qui seront portées par Sa Majesté pour le maintien de l'ordre public et l'administration intérieure, elles seront vérifiées et enregistrées par les cours souveraines, autant qu'elles ne contiendront rien de contraire aux lois constitutionnelles, pour être exécutées par provision seulement jusqu'à ce qu'elles aient été ratifiées par les États généraux lors de leur première assemblée.

6. — Toutes les lois portées par Sa Majesté, d'après la demande ou le consentement des États généraux, seront enregistrées dans les différentes cours souveraines, pour qu'elles aient à s'y conformer et à les faire exécuter.

7. — Sa Majesté sera très instamment suppliée d'assurer la liberté individuelle de tous ses sujets par l'abolition de toutes

(1) Les mots en italique sont soulignés dans le manuscrit original.

lettres de cachet et autres ordres arbitraires, de manière qu'aucun citoyen ne puisse être arrêté que provisoirement et pour être remis dans un délai qui sera fixé par la loi entre les mains de ses juges naturels.

Il n'y aura d'exception que dans le cas où une famille solliciterait l'ordre de sequestrer un de ses membres qui la déshonorerait, et il ne sera reçu aucun mémoire à cet effet qu'il ne soit signé de six parents ou autres personnes domiciliées et notables, lequel mémoire sera remis dans un dépôt particulier et communiqué à la personne détenue en vertu dudit ordre, qui pourra se pourvoir, par elle-même ou toute autre personne pour elle, contre ceux qui l'auront signé et les traduire dans les tribunaux ordinaires qui décerneront contre eux en cas d'infidélité dans l'exposé, tels dommages et intérêts, même telle peine qu'il appartiendra, et ordonneront l'élargissement de la personne privée injustement de sa liberté.

8. — Sa Majesté sera suppliée de permettre qu'aucune imposition ni perception de droits ou emprunts ne pourront être établis qu'au préalable les droits qui appartiennent à chaque citoyen individuellement et à la Nation entière, n'aient été reconnus et invariablement fixés.

9. — Il ne sera porté aucune loi bursale que sur la demande et le consentement de la Nation ; quant aux lois particulières relatives à la perception de l'impôt, qui seront portées par Sa Majesté, elles seront vérifiées par les cours souveraines, qui ne pourront les enregistrer que provisoirement et autant qu'elles ne contiendront rien de contraire à la demande et au consentement des États généraux.

10. — Sa Majesté sera suppliée de faire présenter aux États généraux, par son ministre des finances, un tableau du produit de toutes les impositions et perceptions de droits, comme aussi de tous les frais de régie et perception, et des droits et émoluments affectés à toutes les places de finance, pour être, relativement aux impôts qui seraient prorogés, avisé par les États généraux aux moyens de suppression, réduction et réformes qui paraîtront convenables.

11. — De faire constater par les États généraux toutes les dettes contractées, tant par Sa Majesté que par ses prédécesseurs, afin d'en arrêter définitivement l'état ; d'ordonner l'établissement d'une caisse dont les administrateurs seront comp-

tables aux États généraux, dans laquelle seront versés tous les fonds destinés au paiement des rentes ou au remboursement des capitaux, et seront tous les revenus de l'État affectés et hypothéqués à la sûreté desdites dettes.

12. — Le Roi voudra bien permettre que les ministres soient responsables à la Nation de l'exécution de toutes les délibérations prises par les États généraux et qui auraient été approuvées par Sa Majesté, tant sur l'emploi des fonds que sur les objets faisant partie de leur département.

13. — Sa Majesté sera suppliée d'établir en Champagne des États provinciaux qui seront revêtus de tous les pouvoirs nécessaires pour opérer le plus grand bien de la province.

14. — De ne porter aucun loi particulière applicable à une province que sur la demande ou le consentement des États provinciaux.

15. — Sa Majesté sera encore suppliée de permettre qu'il ne soit statué sur aucune imposition, perception de droits ou secours pécuniaires quelconques, avant que les dépenses aient été fixées par les États généraux, et d'ordonner qu'il leur soit remis des états de dépenses de chaque département pour déterminer les sommes qu'il sera nécessaire de lui affecter.

16. — La Noblesse du bailliage de Châlons serait disposée à consentir au sacrifice de ses immunités pécuniaires ; mais, regardant les droits qu'elle a reçus de ses pères *comme une substitution* dont elle est comptable à sa postérité, elle croit qu'il ne dépend pas d'elle de prendre une détermination sur un objet si important.

Elle observe, qu'exclue du commerce *et de tous les états utiles*, les seuls que la Noblesse peut professer sont onéreux et même ruineux pour la plupart ; qu'ils sont déjà une contribution personnelle et qu'il paraît juste que cette considération continue à *influer dans la répartition des impôts*.

L'ordre de la Noblesse offre néanmoins, dans le cas où il serait nécessaire d'établir un surcroît d'impôt pour mettre la balance entre la recette et la dépense, d'y contribuer dans une proportion égale à celle des deux autres ordres.

17. — L'ordre de la Noblesse, malgré le désir qu'il aurait de voir établir une exacte répartition, *ne croit pas pouvoir voter pour l'impôt territorial en nature*, attendu les inconvénients qu'il renferme, qui seraient destructifs de l'agriculture en Champagne.

18. — Il sera représenté au Roi et aux États généraux que la province de Champagne paie actuellement tous les genres d'impôts existants, et dans les plus fortes proportions ; et que sa contribution aux charges de l'État est dans un rapport injuste avec celles des autres provinces.

19. — Sa Majesté sera suppliée de supprimer les droits de traites dans l'intérieur du royaume, et d'ordonner que toutes les barrières soient reportées sur les frontières.

20. — D'attribuer à ses cours et aux tribunaux qui leur sont subordonnés, la connaissance de tous les droits incorporels du Domaine, pour que ces contestations ne soient plus dans le cas d'être jugées arbitrairement ; de faire rédiger un tarif détaillé de tous ces droits, qui les fixe invariablement ; d'ordonner que tout acte qui aura une fois été présenté au contrôle, ne puisse, par la suite, donner lieu à aucune demande ou recherche de la part des régisseurs ou fermiers des droits ; et que les amendes encourues en ces matières soient dorénavant proportionnées aux délits.

Article que l'ordre de la Noblesse croit essentiel pour assurer le repos des sujets du Roi.

21. — Sa Majesté sera suppliée de vouloir bien combiner l'impôt de la gabelle et les droits d'aides, de manière à les rendre beaucoup moins onéreux à la province de Champagne.

22. — Le Roi sera pareillement supplié de prendre, pour la confection des chemins, un régime moins onéreux que celui qui est actuellement suivi, et d'ordonner qu'il soit délibéré sur cet objet aux États généraux, qui prendront en considération les avantages qui pourraient résulter de l'établissement des barrières dans tout le royaume.

23. — Sa Majesté sera *priée de ne plus accorder la noblesse qu'à des services importants* rendus à l'État et généralement reconnus ;

De ne plus créer d'offices qui confèrent la noblesse ; de diminuer le nombre de ceux qui existent, et les réduire à mesure qu'ils viendront à vaquer, en ne conservant que ceux dont les services sont vraiment utiles à l'État ; ordonner que la noblesse ne sera transmissible à la postérité du titulaire qu'autant qu'il aurait rempli les fonctions de son office personnellement pendant *vingt ans*, sauf à compléter dans ladite charge, par les enfants, le temps prescrit par la loi.

24. — Il sera représenté à Sa Majesté qu'il est nécessaire de

procéder à la réforme des lois civiles et criminelles ; de fixer précisément les peines pour tous les genres de délits ; de faire les règlements nécessaires pour simplifier les actes de procédures, diminuer les frais et procurer aux sujets de Sa Majesté la plus prompte justice, observant que les moyens d'y pourvoir qui paraîtraient à la Noblesse les plus naturels, seraient d'augmenter les pouvoirs des présidiaux, et de ne laisser subsister que deux espèces de tribunaux inférieurs, dont l'un connaîtrait de toutes les affaires civiles, de police et criminelles, et l'autre, de toutes les matières d'impositions ou qui intéressent l'administration des finances.

25. — Sa Majesté sera suppliée de ne plus permettre qu'il soit donné aucune commission qui tende à distraire ses sujets de leurs juges naturels, ni qu'il soit prononcé aucune évocation ni cassation que dans les cas prévus et réglés par l'ordonnance ;

26. — De *conserver les seigneurs dans les droits de leurs justices* ; de supprimer, en conséquence, les huissiers-priseurs et greffiers des experts qui viennent les y troubler, et de maintenir leurs officiers dans le droit d'y faire les inventaires et ventes de meubles pour rendre ces actes moins onéreux à leurs vassaux.

27. — Sa Majesté sera priée de n'admettre à l'éducation des écoles royales et militaires, et à celle de Saint-Cyr, que des *enfants de la Noblesse* qui lui seraient présentés par les États provinciaux, ces places ayant été depuis longtemps trop souvent accordées sur des exposés peu exacts du besoin des familles qui les ont sollicitées.

28. — De vouloir bien assurer plus de stabilité dans les lois militaires, et de *laisser à toute sa Noblesse la perspective et même la certitude d'atteindre à tous les honneurs auxquels on doit parvenir par le mérite et la vertu.*

Il sera très humblement représenté au Roi que les réformes faites par Sa Majesté dans ses troupes, et qui, depuis quelques temps, sont devenues fréquentes, arrêtent au milieu de leur carrière ceux qui se sont voués à la profession des armes, leur font perdre le fruit de leurs services, les privent de toutes ressources et les mettent dans l'impossibilité d'arriver au but auquel ils ont droit de prétendre.

29. — Il sera exposé à Sa Majesté qu'il est à désirer pour tous

les sujets, et particulièrement pour la classe la plus malheureuse, que toutes les dispenses de mariage puissent être accordées par l'ordinaire ;

Que les annates qui se paient en cour de Rome ne fassent plus sortir du royaume des sommes considérables ; qu'il est également à désirer que les bénéfices ne puissent être obtenus en cour de Rome par prévention, résignation ou permutation ; et qu'elles soient faites entre les mains de l'évêque.

30. — Sa Majesté sera suppliée de vouloir bien faire examiner s'il ne serait pas possible de trouver un moyen d'empêcher que les successions des ecclésiastiques, pourvus de bénéfices consistoriaux et autres, ne soient consommées en frais qui obligent leurs héritiers d'y renoncer, dans la crainte d'être ruinés par les recherches des économats ou du successeur au bénéfice.

31. — D'accorder la liberté de la presse, limitée de telle manière qu'aucun ouvrage ne pourra être imprimé que par un imprimeur en titre et sur un manuscrit signé ; ordonner que l'imprimeur sera tenu d'en représenter l'auteur, et que, dans tous les cas (excepté pour les mémoires des parties), il soit responsable du contenu en l'ouvrage qu'il aura imprimé.

32. — Sa Majesté sera suppliée de réformer les abus qui se sont introduits dans l'administration des eaux et forêts ; d'attribuer aux juges ordinaires toute leur juridiction contentieuse ; d'ordonner qu'en aucun cas la surveillance et l'emploi des fonds provenant des ventes des bois des communautés d'habitants, ne puissent jamais appartenir aux maîtrises par aucune attribution qui leur serait donnée par arrêt du Conseil ou autrement, et qu'à l'instant même où les adjudications seront passées, l'emploi des fonds en soit ordonné, suivi et réglé par les États provinciaux, également intéressés à la conservation des bois et au plus grand bien des communautés ; Sa Majesté sera priée d'ordonner qu'il ne soit plus fait de retenue du dixième du prix des quarts en réserve appartenant aux communautés d'habitants.

Le marquis DU CAUSÉ DE NAZELLE, CAPPY D'ATHYS, le P^t LE REBOURS, D'ARGENT, AUBELIN, LE GORLIER, MASSON DELAMOTTE, le ch^r HOCART, LEVESQUE DE POUILLY, DE PINTEVILLE B^{on} DE CERNON, C.-H. GUILLEMEAU DE FRÉVAL, DE PINTEVILLE DE CERNON.

CAHIER DU TIERS ÉTAT

Plaintes et doléances, et très humbles supplications et remontrances du Tiers état du bailliage de Châlons-sur-Marne, à présenter au Roi à la prochaine assemblée des États généraux du royaume, du 27 avril 1789, dressées par les commissaires soussignés, nommés en l'assemblée générale dudit Tiers état du 12 mars 1789, lues et arrêtées en celle du 23 du même mois (1).

SIRE,

Le Tiers état de votre bailliage de Châlons, pénétré de la plus vive reconnaissance pour le double bienfait que la Nation vient de recevoir de Votre Majesté par le rétablissement des États généraux et l'égalité de représentation entre les trois ordres de

(1) L'original manuscrit du cahier de l'ordre du Tiers état du bailliage de Châlons-sur-Marne existe aux *Archives départementales de la Marne (États généraux : dossier A, pièce 10)*. C'est ce document que nous reproduisons ci-dessus : il comprend 30 pages in-folio non cotées ni paraphées ; il est signé d'abord par 24 des 25 commissaires désignés dans l'Assemblée de l'ordre du Tiers état du 13 mars 1789, par le lieutenant général Brémont, président de l'ordre du Tiers état, et par Dieudonné Martin, procureur du Roi ; puis après mention de la séance du 23 mars 1789, par 240 autres députés des villes et villages du bailliage sur 354 nommés, — ou plutôt 352 si on tient compte que l'avocat châlonnais Pierre Lemaire représenta trois communautés : Chépy, Marson et Moncets. Nous croyons qu'il est le seul dans ce cas.

Les 25 commissaires chargés de la rédaction du cahier étaient : THOMAS, CHARLIER et PRIEUR, avocats à Châlons, GROJEAN, marchand épicier, LOCHET, fabricant à Châlons ; HACHETTE l'ainé, avocat, conseiller-notable à Vertus, MARGUET, avocat, maire-admonlateur à Suippes ; DELACOUR, notaire à Aigny ; DE GAULLE, garde étalons à Baye ; HUGUET, cultivateur à Brizeaux, LALIRE, chirurgien à Coligny, SAVETIER, juge seigneurial à Corbeil, JOLLY, notaire à Courtisols, SABBATHIER, professeur et secrétaire de l'académie de Châlons, à Écury-sur-Coole, BARBAT, laboureur à Heiltz-l'Évêque, CAMIAT, maître de poste à Jâlons, GOBILLARD, maître de poste à La Chaussée, BILLY, notaire au Mesnil-sur-Oger, CHOIZY, marchand et laboureur à Riaucourt, DE BEAUMONT, notaire à Villeseneux, COCQUETEAUX, laboureur à Saint-Martin-sur-le-Pré, CELLIEZ, chirurgien à Sommesous, PICART, avocat à Triaucourt, FOLLIAS, notaire à Tours-sur-Marne, et GOBET, bourgeois à Toulon ; ce dernier seul ne signe pas le cahier.

En examinant les écritures et les signatures des commissaires, il paraît presque certain que le député de Baye De Gaulle a tenu la plume et a écrit entièrement l'original du cahier du Tiers état du bailliage, et que les quelques petites modifications ou corrections ont été apportées à ce document à la lec-

l'État, s'empresse à déposer ses très humbles actions de grâces aux pieds de Votre Majesté.

Pour recueillir le fruit de ce bienfait et répondre aux vues de sagesse et de bonté de Votre Majesté, le Tiers état de votre bailliage de Châlons a cru devoir moins s'occuper de retracer à Votre Majesté les maux dont son peuple est accablé et les justes

ture ou pendant la discussion sont de la main de Prieur qui, du reste, paraphe un renvoi, le premier avec le lieutenant-général Brémont et un autre député qui met simplement « Ch. », et qui peut être ou l'avocat Charlier ou le représentant de la communauté de Riaucourt Choizy, le futur député aux États généraux.

Les rédacteurs du cahier du bailliage se sont évidemment inspirés surtout de celui de la ville de Châlons ; ils ont même reproduit textuellement un certain nombre d'articles de ce dernier cahier.

Il n'existe à notre connaissance aucune autre version manuscrite du cahier du Tiers état du bailliage de Châlons-sur-Marne que celle déposée aux *Archives de la Marne*. Ce document a été imprimé en 1789 sous le titre « *Plaintes et doléances du Tiers état du bailliage de Châlons-sur-Marne, 12-23 mars 1789* » (s. l., 1789, in-8°, *Bibliot. nationale*, Le, 24/39 ; — *Archives nationales*, B¹ 31 et A D 1, 10 ; transcrit, d'après cet imprimé B, III 44, p. 404-457). Il a été publié, avec les quelques erreurs et omissions que cet imprimé contient, par les *Archives parlementaires*, t. II, p. 590-595.

L'imprimerie de l'*Union républicaine*, à Châlons-sur-Marne, l'a publié *in-extenso* en 1889 (broch. in-16 de 29 pages) d'après l'original manuscrit des *Archives de la Marne*. Cette brochure, tirée à un très petit nombre d'exemplaires, est devenue très rare.

— Aux *Archives départementales de la Marne* (même dossier des *États généraux*) on trouve également les procès-verbaux de l'assemblée particulière de l'ordre du Tiers état du 13 mars (élection des 25 commissaires pour la rédaction du cahier. — A, 6 : man. de 3 pages sig. de quelques membres désignés à cet effet : Turpin, syndic de la ville de Châlons, Manget, avocat, député de Saint-Memmie, Ferry, avocat à Vertus, Thiéry, marchand et syndic de Suippes, Gobillard, laboureur à Courtisols, Baucelin et Lemaire, de Triaucourt, Nicaise, habitant de Saint-Amand, Edme Ruelle, laboureur à Pogny, N. Sénart, syndic de Souain ; Gerard, syndic de Saint-Hilaire-le-Grand, Martinet, de Pretz-en-Argonne, Singeat, de Suzannecourt, du procureur du Roi Martin, du lieutenant-général Brémont et du greffier Soullié) ; 23 mars (lecture et approbation du cahier, election des scrutateurs. — A, 5 : man. de 3 pages sig. de Billy, du Mesnil-sur-Oger, Baucelin et Lemaire, de Triaucourt, Celliez, de Sommesous, Follias, de Tours-sur-Marne, Lacroix, de Dommartin-Lettrée, A.-L. Grojean, marchand à Châlons, Jacquart, du Mesnil-sur-Oger, Journay, de Saint-Martin-sur-le-Pré, Martinet, de Pretz-en-Argonne, du procureur du Roi Martin, du lieutenant-général Brémont et du greffier Soullié) ; 24 mars (appel et inscription au procès-verbal des membres présents au nombre de 328 ; election de Prieur au 3^e tour par 257 voix. — A, 8 : man. de 6 pages sig. de Pincemaille et Pierret, de Thonnance-lès-Joinville, Singeat, de Suzannecourt, Jeannin et N. Husson, de Beaulieu-en-Argonne, Fleury et Ferry, de Vertus, Baucelin, Lemaire et Picart, de Triaucourt, Martinet, de Pretz-en-Argonne, Guilgaut, de Congy, Lacroix, de Dommartin-Lettrée, Thiery, de Sulppes, Choizy, de Riaucourt, Croix, de Dampierre-au-Temple, Manget, de

plaintes qu'il pourrait lui en porter, que de lui présenter les moyens qu'il croit propres à y remédier.

Votre peuple, Sire, peut-il, en effet, douter que vous ne connaissiez toute l'étendue de ses maux ?

Pourrait-il douter de la sensibilité de Votre Majesté après avoir vu tant de fois le doux épanchement de son cœur ?

Pourrait-il douter de son extrême envie de le soulager en voyant tous les moyens qu'il prend pour y parvenir ?

Oui, Sire, notre confiance est sans bornes dans le Monarque bienfaisant qui nous retrace la sensibilité et la bienfaisance de nos meilleurs rois, mais elle se fortifie encore quand nous voyons vos dispositions paternelles secondées par un sage qui semble ne réunir les talents et les vertus des plus grands ministres que pour les faire tourner au bonheur de vos peuples et à la gloire de Votre Majesté.

Cet esprit de justice et de sagesse qui, dans cet instant du salut et de la régénération de l'État, anime Votre Majesté, nous espérons, Sire, le retrouver dans les deux premiers ordres de la Nation, si dignes de vous approcher par leur rang, si dignes de leur rang par leurs vertus.

Le Clergé et la Noblesse, Sire, savent que le Tiers était la

Saint-Memmie, Billy, du Mesnil-sur-Oger, Jesson, de Saint-Hilaire-au-Temple, J. Huguet, de Charmontois-l'Abbé, Husson, d'Oger, Paquot, d'Heiltz-l'Évêque, Cocqueteaux, de Saint-Martin-sur-le-Pré, Prieur, de Châlons, du procureur du Roi Martin, du lieutenant-général Brémont et du greffier Soullié); 25 mars (élection de Choizy au premier tour par 230 voix sur 318 présentes, désignation de Thomas comme suppléant, rédaction des pouvoirs, clôture. — A, 9 : man. de 6 pages sig. de 274 députés, du procureur du Roi Martin, du lieutenant-général Brémont et du greffier Soullié); ainsi que le procès-verbal de la même assemblée du même jour 25 mars décidant que les deux députés aux États généraux Prieur et Choizy recevraient « chacun douze francs par jour », « ... 240 livres pour voyage et retour », prescrivant que ces sommes seraient prises sur les revenus des communautés et nommant Grojean, échevin et marchand à Châlons, pour recevoir les fonds à titre de trésorier. (A, 18 : man. d'un feuillet sig. de A. L. Grojean, et Paindavoine, de Châlons, J.-B. Aubert, de Suippes, Cocqueteaux, de Saint-Martin-sur-le-Pré, Barbat, d'Heiltz-l'Évêque, Charles Aubert, de Sarry, du procureur du Roi Martin, du lieutenant-général Brémont et du greffier Soullié, — voir, sur cette question : la préface, le cahier de Vraux, p. 812, note 2, — plainte des membres de la Commission intermédiaire et lettre de Necker du 24 avril 1789 : *Arch. de la Marne*, C, 2668, — arrêt du Conseil du 30 mai 1789 : *Arch. nat.*, B* 87, B III 23, p. 361.)

Tous ces procès-verbaux ont été cités et analysés par M. BRETTE (*Recueil de documents relatifs à la convocation des États généraux de 1789*, t. III, p. 193).

portion la plus considérable de la Nation, ou plutôt qui la compose presque toute entière, gémit sous le poids d'impôts et charges publiques qui lui sont personnelles ; ils savent que tout ce que le Clergé et la Noblesse font pour l'État, le Tiers y concourt avec eux dans la proportion de sa population, quoiqu'il n'y en ait aucune dans leurs possessions respectives ; que, dans tous les genres de services, le Tiers état est au rang le plus pénible ; que, surtout dans celui des armes, il assure, par des flots de sang, les succès et la gloire dont jouit la Noblesse.

Le Clergé et la Noblesse savent encore que leurs biens sont immenses et leurs charges presque nulles. Ils nous voient accablés sous le poids des impôts ; ils voient l'État dans la détresse par le désordre et le déficit des finances, et ils sentent tout à la fois et la nécessité de venir à son secours, et l'impossibilité comme l'injustice qu'il y aurait d'augmenter les charges du peuple.

Ils savent que si leurs biens et leurs familles étaient assujettis à la contribution des impôts, les impôts s'accroîtraient pour l'État et diminueraient pour le peuple.

A ces lumières se joignent le sentiment de l'équité et l'impulsion du patriotisme ; et déjà une portion considérable de ces deux ordres a, dans tout le royaume, renoncé à ses privilèges d'exemption.

Dévouement bien naturel à un ordre aussi respectable par le ministère de charité et de bienfaisance qu'il exerce, que par les vertus qui l'en rendent digne.

Sacrifice qui consacre à jamais notre vénération pour une noblesse généreuse qui a tant de fois donné l'exemple de ce patriotisme, la vertu la plus digne d'elle, et qui, dans les circonstances, devient un besoin de l'État.

Un si généreux exemple, Sire, sera sans doute généralement suivi par les deux ordres. Hé ! Comment d'ailleurs pourraient-ils s'y refuser, puisque votre bonté les y invite, et que votre justice pourrait le commander.

Les deux grands objets qui, suivant les expressions de Votre Majesté, doivent occuper les prochains États généraux, sont :

1^o La restauration des finances ;

2^o La réformation des abus ;

3^o L'établissement d'un ordre constant et invariable dans toutes les parties de l'administration qui peuvent intéresser le bonheur de vos sujets et la prospérité de votre royaume.

Nous pensons, Sire, que pour pouvoir traiter avec fruit et remplir avec succès tous ces objets, Votre Majesté doit commencer par donner aux États généraux le caractère de la stabilité, et assurer leur retour périodique, pour que la Nation ne soit plus exposée à craindre l'abrogation d'un droit si précieux, et qu'elle puisse se rassembler souvent et remédier plus facilement aux abus qui pourraient naître.

Ensuite nous supplierons Votre Majesté d'organiser leur composition de manière que chaque ordre y ait une juste et libre représentation, et qu'ayant autant de voix que de députés (seule manière de jouir de la représentation dans toute son étendue), le Tiers état puisse ainsi recueillir le fruit de cette égalité avec les deux autres, que Votre Majesté lui aurait en vain accordé si les voix se comptaient par ordre et non par tête.

Enfin, Votre Majesté sera suppliée de déterminer le pouvoir des États généraux relativement aux impôts, aux emprunts et aux lois.

Ces objets ainsi consentis et arrêtés, les États généraux pourront examiner l'état des finances, en constater le déficit, vérifier la dette de l'État et s'en charger, fixer ses charges et ses dépenses annuelles, réformer les impôts les plus désastreux, en substituer d'autres suffisants, mais plus simples et moins onéreux, et pour l'économie, charger de la répartition, de la perception, les États provinciaux qu'ils vous supplieront d'accorder.

Ils doivent ensuite remonter aux causes du désordre, les proscrire et réformer les abus ; et pour que ces abus et causes désastreuses ne renaissent pas, ils doivent, de concert avec Votre Majesté, faire des retranchements dans tous les objets de dépense, y établir de l'ordre et de l'économie, et prendre les précautions nécessaires pour les assurer et les maintenir.

Portant encore leurs regards sur d'autres parties importantes de l'administration générale, les États généraux proposeront à Votre Majesté les réformes et les améliorations convenables dans chaque partie :

L'agriculture, cette source première des vraies richesses, désolée par les impôts et par mille abus divers.

Le commerce, qui amène à l'État des richesses étrangères et fait valoir les siennes.

Les arts, qui font fleurir le commerce, et multiplient les moyens de subsistance en propageant l'industrie. Dans ces deux

parties importantes, l'activité est presque étouffée sous la servitude ruineuse de la fiscalité.

L'administration de la justice, si nécessaire pour maintenir l'ordre au dedans, mais si compliquée par la diversité des tribunaux et par la multiplicité des officiers, si accablante par les longueurs, si ruineuse par les frais et par l'éloignement des cours souveraines, d'ailleurs trop surchargées d'affaires (1).

Nos lois et notre jurisprudence civiles, si défectueuses et si variables.

Notre jurisprudence criminelle, assez injuste pour flétrir l'accusé avant de l'avoir condamné; pour ajouter à son supplice les tourments affreux de la torture; pour le laisser sans secours pendant l'instruction contre l'appareil imposant de la justice; pour livrer le coupable à des peines disproportionnées avec son crime; pour priver des enfants innocents des biens d'un père coupable.

Un préjugé barbare qui enveloppe dans les flétrissures du condamné une famille irréprochable.

Un domaine, autrefois la seule richesse du Monarque et les seules ressources permanentes (2) de l'État, aujourd'hui la proie de la cupidité, le modèle de l'instabilité dans les aliénations, source trop féconde de troubles et d'injustices contre les détenteurs, un domaine immense, enfin, qui ne rapporte presque rien à Votre Majesté, et qui pourrait être employé très utilement au soulagement de l'État.

La violation de la liberté par de trop fréquents abus de l'autorité et les moyens d'éclairer ces abus, de démasquer les vices et de propager la lumière étouffée sous la gêne de la presse.

Un clergé assez opulent pour soulager le peuple en contribuant aux impôts, et pour venir au secours de quelques-uns de ses membres les plus intéressants et les plus respectables, de ces dignes pasteurs trop longtemps négligés, trop longtemps victimes de l'inégale et injuste répartition des biens de l'Église.

Enfin, en descendant de l'intérêt général de l'État à celui de

(1) Phrase corrigée; il y avait précédemment : « si ruineuse par les frais et par l'éloignement et la surcharge des cours souveraines ».

(2) Le mot « permanentes » a remplacé dans l'original celui de « personnelles ».

notre province, les États généraux verront la Champagne trop surchargée d'impôts, privée d'une cour souveraine et pressée du besoin de voir ses manufactures encouragées, ses bois ménagés, l'agriculture favorisée et les entraves qui gênent son commerce et son industrie levées.

C'est, Sire, sur ces idées et sur ce plan que le Tiers état de votre bailliage de Châlons ose supplier Votre Majesté (1) d'accorder et ordonner aux prochains États généraux comme loi constitutionnelle :

ART. 1^{er}. — Le rétablissement à perpétuité des États généraux ;

2. — Qu'ils seront à l'avenir convoqués et assemblés périodiquement tous les trois ou cinq ans ;

3. — Qu'ils ne pourront jamais être composés que des trois ordres du Clergé, de la Noblesse et du Tiers état ;

4. — Que les députés du Tiers état y seront toujours au moins en nombre égal à ceux des deux autres ordres réunis ;

5. — Que les députés de chaque ordre ne pourront être pris que dans l'ordre même ;

6. — Que chaque ordre composant lesdits États généraux pourra s'assembler séparément, sous la présidence d'un orateur qui ne sera choisi que dans son ordre ;

7. — Qu'auxdits États généraux, les voix seront prises par tête et non par ordre ;

8. — Qu'à l'avenir, toutes les nominations graduellés qui auront lieu pour parvenir à l'élection des députés à envoyer aux États généraux, seront faites au scrutin ;

9. — Qu'aux États généraux seuls appartiendra le droit d'accorder les impôts, consentir aux emprunts, et de sanctionner les lois ;

10. — Que les impôts n'y seront jamais consentis que pour un temps limité ;

11. — Que, pour pouvoir constater le déficit actuel dans les finances, le besoin d'un secours extraordinaire à accorder pour l'instant et déterminer la quotité de l'impôt à élever par la suite pour subvenir aux charges et dépenses annuelles de l'État, il sera représenté aux États généraux :

1^o Un état exact de la dette nationale ;

(1) Les mots : « qu'il lui plaise » sont rayés en cet endroit.

2° Un semblable état de toutes les charges et dépenses annuelles de l'État ;

3° Un autre état du produit des impôts et autres impositions généralement quelconques actuellement subsistantes ;

12. — Que la dette ainsi reconnue sera acceptée par les États généraux comme dette de la Nation, pour être acquittée sur le produit des impôts, dont une partie sera même spécialement affectée à des remboursements annuels ;

13. — Qu'avant de déterminer la quotité de l'impôt et pour aider à sa diminution, on aura recours à des retranchements et à une sage économie dans toutes les parties de l'administration ;

14. — Que, pour tous les objets de dépense de la maison de Votre Majesté, de celle de la Reine et de la famille royale, Votre Majesté voudra bien accepter une somme annuelle qu'elle déterminera elle-même ;

15. — Que, dans toutes les parties de l'administration, il ne subsistera que des emplois indispensables, payés dans une juste proportion avec le travail et l'utilité ;

16. — Que les pensions et les gratifications dans toutes les parties ne seront accordées à l'avenir qu'aux vrais services rendus à l'État ; que la liste en sera annuellement rendue publique par la voie de l'impression, et que les causes qui les auront fait accorder y seront énoncées ;

17. — Qu'il sera représenté aux prochains États généraux un état exact des pensions qui subsistent actuellement, afin qu'elles puissent être modérées ou retranchées sur le degré de service des pensionnaires ;

18. — Qu'à l'avenir, il ne sera payé, par le trésor royal, aucunes sommes pour dépenses étrangères aux affaires de l'État ;

19. — Que le ministre des finances sera tenu de rendre public tous les ans, par la voie de l'impression, le compte de son administration par articles détaillés de recettes et de dépenses ;

20. — Que tous les comptes seront présentés à chaque assemblée des États généraux, et qu'eux seuls pourront les arrêter valablement et en donner une décharge légale au ministre ;

21. — Qu'il n'y aura aucune commission intermédiaire dans l'intervalle des assemblées des États généraux, et que tous les pouvoirs que l'on pourrait donner à une telle commission seront réservés aux États provinciaux qui seront établis dans chaque province.

IMPOTS A RÉFORMER ET A REMPLACER

ART. 1^{er}. — Qu'il plaise à Votre Majesté supprimer les tailles, taillons, accessoires de la taille, l'impôt représentatif de la corvée, les vingtièmes et les aides, et ordonner le remplacement de tous ces impôts :

1^o Par un impôt territorial qui se percevra en nature sur les fruits des terres, prés et vignes, savoir, pour les terres et prés, sur la place même (1), et pour les vignes, ainsi qu'il sera expliqué à l'article 3 ci-après ;

2^o Par un impôt qui se percevra en argent sur les autres espèces de biens, comme bois, rivières, étangs, prés et marais en pâture, maisons, parcs, jardins, vergers, moulins, bâtiments, forges, verreries et autres usines généralement quelconques, comme aussi sur le produit des biens incorporels, tels que rentes foncières, féodales et autres profits de fiefs annuels ;

3^o Par une capitation qui se percevra sur tous les sujets de Votre Majesté indistinctement, à l'exception des laboureurs et des vigneron ;

4^o Par une industrie sur les banquiers, commerçants, artisans, et généralement sur toutes les personnes qui y ont été assujetties jusqu'à présent, à l'exception néanmoins des manouvriers des campagnes et journaliers des villes qui n'auraient d'autres ressources que leurs bras et qui seraient ou chargés de six enfants en bas âge, ou infirmes, ou âgés de 60 ans. Le tout d'après l'avis des municipalités ;

5^o Par un droit une fois perçu sur tous les brevets de pensions et provisions d'offices, dignités et emplois.

2. — Que l'impôt territorial sur les terres et prés sera perçu avant toute espèce de dîmes et terrages ;

3. — Quant aux vignes, qu'il sera perçu sur les vins, dans les celliers, immédiatement après les vendanges, et aussi avant toute espèce de dîmes ;

4. — Qu'à l'instant où l'impôt territorial commencera à être perçu, les propriétaires de biens affermés seront tenus d'indemniser leurs fermiers, si mieux n'aiment ces derniers résilier leurs baux ;

(1) Les mots : « et vignes, savoir, pour les terres et prés sur la place même » sont ajoutés, en marge, de la main de Prieur, renvoi paraphé : « P., Br. et Ch. ».

5. — Que les débiteurs des rentes retiendront annuellement à leurs créanciers le dixième de la rente ;

6. — Qu'il plaise également à Votre Majesté, supprimer les gabelles et traites de l'intérieur et ordonner le remplacement de ces impôts :

1^o Par des traites qui seront reportées aux frontières et qui consisteront en des droits modérés sur les objets d'importation et d'exportation, droits qui seront réglés sur la balance du commerce et le plus ou moins d'intérêt qu'aura la Nation à les hausser ou baisser, plutôt pour l'avantage de son propre commerce que pour l'intérêt du fisc ;

2^o Par un impôt sur le sel qui se percevra dans les salines, et qui sera tel que le prix de la livre de sel, qui sera rendu marchand, ne pourra excéder six ou sept sols aux plus grandes distances. Lequel sel ne pourra être tiré des magasins qu'après y être resté le temps prescrit par les règlements et sera soumis à l'avenir à l'inspection des juges des lieux pour en prévenir l'altération.

7. — Que les droits sur les huiles, savons, cuirs, cartons, papiers, amidons et sur les fers seront supprimés et trouveront leur remplacement dans l'industrie, sur les fabricants et commerçants ;

8. — Que tous les impôts ci-dessus seront communs à toutes les provinces du royaume, nonobstant tous privilèges qui demeureront supprimés ;

9. — Que les trois ordres du Clergé, de la Noblesse et du Tiers état seront également assujettis à l'impôt territorial en nature et en argent, et à la capitation dont il ne sera fait qu'un seul et même rôle pour les trois ordres, et que tous privilèges pécuniaires de quelque nature qu'ils soient, relatifs à l'exemption des impositions et charges publiques, à quelques provinces, ordres, villes, corps ou particuliers qu'ils appartiennent, seront irrévocablement supprimés ;

10. — Que le gouvernement ne pourra, à l'avenir, mettre aucuns des impôts ci-dessus en fermes ou régies, et qu'il ne pourra être fait, pour aucuns desdits impôts, aucun abonnement général par le gouvernement à aucune province, ni par aucune province à aucune ville, bourg, village, ordre, corps ou particulier.

11. — Que toutes les charges et dépenses de l'État, soit géné-

rales comme les corvées, soit particulières à des provinces, villes ou cantons, comme ponts, casernes, hôpitaux, édifices publics, dans les cas où le gouvernement vient à leur secours, seront acquittées avec les impôts ci-dessus sans qu'on puisse jamais en lever de particuliers pour ces objets ;

12. — Que les droits de franc-fief et nouveaux acquets, et du centième denier en collatérale, seront supprimés ;

13. — Qu'il sera dressé dans chaque bailliage un état exact du domaine réel de Votre Majesté ; qu'il sera déclaré par Votre Majesté et les États généraux, aliénable, et comme tel vendu, et le prix employé au paiement des dettes de l'État, et qu'au cas où il ne plairait pas à Votre Majesté d'en ordonner ainsi, qu'à l'avenir il n'en sera fait aucune vente ou échange sans le consentement des États généraux ;

14. — Qu'il sera accordé aux États généraux la faculté de reviser les anciennes aliénations par voie de vente, échange ou autrement, pour pourvoir à la lésion qui aurait pu en résulter ;

15. — Qu'il sera encore accordé à vos sujets la faculté de racheter, à tel denier qu'il plaira à Votre Majesté de déterminer, les droits de stellage, minage, mesurage, portage, hallage, péages et tous autres de pareille nature, ensemble, les mains-mortes, les banalités, les corvées réelles, personnelles et mixtes, à tels seigneurs que ces droits puissent appartenir, même à Votre Majesté, ainsi que les censives, les carités non seigneuriales, dues tant à Votre Majesté qu'aux corps et communautés ecclésiastiques, fabriques, hôpitaux et autres gens de main-morte ;

16. — Que toutes les loteries généralement quelconques seront abolies comme ruineuses pour votre peuple.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Lois civiles et criminelles. — Liberté des Citoyens et de la Presse.

ART. 1^{er}. — Qu'il sera établi dans chaque province une cour souveraine dans le chef-lieu de la généralité ;

2. — Que l'administration de la justice dans tout le royaume sera remise entre les mains de Votre Majesté, par la suppression des justices seigneuriales et des justices ecclésiastiques, tant en matière civile que criminelle, même entre ecclésiastiques, sauf l'indemnité des seigneurs, s'il y a lieu ;

3. — Que tous les tribunaux d'exception et d'attribution, tant

en première instance qu'en dernier ressort en matière civile, criminelle ou d'impôts, seront supprimés, et les finances remboursées par l'État ;

4. — Qu'il sera établi dans chaque ville et bourg considérable un seul et unique tribunal, auquel l'on circonscrira un arrondissement qui connaîtra en première instance et, sauf l'appel à la cour souveraine, de toutes matières, même de celles d'impôts, excepté celles du commerce, et qu'il sera composé d'un nombre de juges proportionné à l'étendue de son arrondissement ;

5. — Que toute espèce de committimus, lettres de garde, gardienne et autres privilèges attributifs de juridiction, seront supprimés, à tels corps, tribunaux ou particuliers qu'ils puissent appartenir, même celui du scel du Châtelet et de toutes les universités ;

6. — Qu'il n'y aura, dans chaque village de l'arrondissement, qu'un commissaire pour les matières de police et de délits dont il dressera de simples procès-verbaux qu'il renverra sur-le-champ au tribunal du ressort pour y être pourvu ; qui recevra le serment des gardes messiers, apposera les scellés, fera les créations de tutelle, curatelle, avis de parents et autres actes d'hôtel ;

7. — Que la vénalité des charges de judicature sera abolie, et que la finance des charges supprimées sera remboursée par l'État ;

8. — Que les juges, tant des cours souveraines que des tribunaux inférieurs, seront honorablement gagés ; en conséquence, que leurs fonctions seront gratuites, et leurs offices néanmoins inamovibles ;

9. — Que le droit de choisir les membres de ces tribunaux appartiendra à Votre Majesté, sur la présentation qui lui sera faite par les communes de trois sujets, pris parmi les avocats qui auront exercé près d'un tribunal pendant un temps déterminé, et recommandables par leur savoir et leur intégrité ;

10. — Que les cours souveraines ne pourront être composées que d'anciens magistrats tirés des tribunaux inférieurs, sur la présentation que les États de la province feront à Votre Majesté, de trois sujets parmi lesquels elle choisira ;

11. — Que toutes les charges de judicature et de finance, même celles des chancelleries donnant la noblesse, seront supprimées ;

12. — Que le nombre des notaires, procureurs et huissiers sera réduit dans la proportion des besoins de leurs arrondissements ; réduction qui ne s'opérera néanmoins que par le décès du titulaire aux héritiers duquel la finance de l'office supprimé sera remboursé par l'État ;

13. — Que, dès à présent, les receveurs des consignations, commissaires aux saisies réelles, les huissiers-priseurs, les greffiers des experts seront supprimés, et qu'en conséquence, les dépôts des deniers de justice seront faits entre les mains des notaires ou greffiers, sans frais ; que les ventes de meubles seront exemptes de tous droits, et que les experts pourront rédiger eux-mêmes leurs procès-verbaux qu'ils seront tenus de déposer aux greffes du tribunal qui les aura commis ;

14. — Qu'il sera fait un règlement pour prévenir les frais et la longueur des procédures ; en conséquence, que tous les droits du scel, présentation, contrôle, droits réservés et autres généralement quelconques, qui se perçoivent sur les actes de justice contentieuse, seront supprimés, et que tout procès sera terminé dans l'année ;

15. — Qu'il sera dressé un nouveau tarif pour les droits de contrôle, centième denier et insinuation, dans lequel les citoyens et les contrats seront classés (1) de manière à ne plus prêter à l'arbitraire ;

Que ce tarif sera déterminé sur les sommes et qualités ;

Que toute interprétation en sera défendue ;

Que toute recherche ultérieure sera interdite, sous quelque prétexte que ce soit, après que l'acte aura été contrôlé ;

16. — Que la connaissance de l'exécution de ce tarif sera attribuée aux juges ordinaires, lesquels jugeront sur simple mémoire sans frais ni amende, sauf l'appel à la cour souveraine, où l'instruction se fera aussi sans frais ni amende ;

17. — Que, pour remédier à la confusion de nos lois civiles, il sera dressé une loi générale qui sera le véritable droit commun du royaume, droit auquel les coutumes et la jurisprudence particulières à chaque pays feront seules exception ;

18. — Que ces coutumes et cette jurisprudence seront enfin recueillies et confirmées d'une manière aussi authentique qu'invariable ;

(1) Le mot « placés » avait été mis précédemment.

19. — Que notre jurisprudence criminelle sera réformée, et notamment que l'usage de la sellette et de la question sera aboli ; qu'il sera donné un conseil aux accusés après le premier interrogatoire ; que le surplus de l'instruction sera fait sous l'assistance et en présence du conseil de l'accusé ; que les peines seront mitigées et les confiscations abolies ;

20. — Qu'il sera pourvu par les moyens les plus convenables à détruire l'injuste préjugé qui fait rejailir sur une famille entière la flétrissure d'un de ses membres ;

21. — Que la liberté individuelle de chaque citoyen sera rendue sacrée et inviolable par l'abolition des lettres de cachet ;

22. — Que la liberté de la presse sera accordée.

CLERGÉ

ART. 1^{er}. — Qu'il sera pourvu à l'acquit des dettes du Clergé tant en principal que rentes ;

2. — Que pour les rentes, elles soient acquittées concurremment avec la dette nationale et sur les impôts publics, si le Clergé consent à contribuer avec le Tiers état aux impôts quelconques sur ses biens et facultés sans distinction ni privilèges, et pour le remboursement des capitaux par les moyens et ainsi qu'il suit ;

3. — Que, pour faciliter ces remboursements, tous les bénéfices simples à la nomination du Roi, d'un revenu de 2,000 # et au-dessus, déterminé d'après les derniers baux, seront mis pendant trois ans en économiât à chaque vacance ;

4. — Que les annates des bénéfices qui y sont sujets ne seront plus payées à la cour de Rome, et qu'elles seront employées au même objet ;

5. — Que l'on s'occupera des moyens d'empêcher de sortir du royaume les sommes qui se versent annuellement à la cour de Rome pour provisions, dispenses, etc., et qu'elles seront aussi employées au même objet ;

6. — Qu'après l'extinction des dettes du Clergé, le produit des annates, provisions, dispenses, etc., seront *[sic]* versés au trésor royal pour les besoins de l'État ;

7. — Qu'il sera permis aux gens de main-morte de placer leurs fonds à constitution sur les particuliers, pour l'utilité du commerce ;

8. — Que la retenue du dixième qui se fait ordinairement sur

les ventes des bois appartenant aux communautés d'habitants en faveur des pauvres communautés religieuses, n'aura plus lieu ;

9. — Que, pour régler tout ce qui a rapport à la discipline ecclésiastique, il sera ordonné un concile national dont le retour sera périodique ;

10. — Qu'il sera pourvu à la réduction du trop grand nombre de fêtes et jours fériés, comme nuisibles surtout à la classe la plus indigente du peuple ;

11. — Que les canons et règlements qui prescrivent la résidence des bénéficiers et défendent la pluralité des bénéfices, seront punctuellement exécutés ;

12. — Que les petits bénéfices simples, comme chapelle et prébendes collégiales, seront conservés comme étant des ressources pour les familles ;

13. — Que, pour posséder un canonicat, il faudra avoir exercé pendant quinze ans dans le ministère ;

14. — Qu'il sera donné aux curés et vicaires des revenus suffisants et relatifs à la population de leurs paroisses, et qu'il y sera pourvu par la réunion des biens des bénéficiers autres que ceux énoncés en l'article 12 ci-dessus, au moyen de quoi le casuel sera supprimé, et il sera interdit aux curés de faire aucun commerce ni de prendre aucune ferme, même celle des dîmes ;

15. — Que chaque annexe et succursale aura son titulaire particulier, lorsque les habitants le demanderont et que les États provinciaux l'aient approuvé ;

16. — Que la construction et l'entretien des presbytères seront à la charge du Clergé ;

17. — Que l'émission des vœux en religion, pour l'un et l'autre sexe, ne pourra se faire avant l'âge de 25 ans ;

18. — Que toutes les maisons religieuses de l'un et de l'autre sexe, où il n'y aura pas dix sujets, seront supprimées, et leurs biens mis en économat pour l'acquit des dettes du Clergé, dotation des curés et vicaires, construction et entretien des presbytères, etc., à l'exception néanmoins des maisons religieuses qui se trouveront seules dans les petites villes et gros bourgs, à la charge par les religieux, comme condition expresse de leur conservation, d'ouvrir un cours gratuit d'études et d'instruction ;

19. — Que les bénéficiers seront tenus d'entretenir les baux

faits par leurs prédécesseurs, au moins pour la récolte des terres que le fermier actuel aurait labourées ou ensemencées.

NOBLESSE ET SERVICES MILITAIRES

ART. 1^{er}. — Que la Noblesse continuera à jouir de toutes les distinctions honorifiques qui lui sont propres, à l'exception des privilèges pécuniaires auxquels une partie considérable de cet ordre a déjà renoncé par cet esprit de générosité qui lui est si naturel ;

2. — Que, pour en assurer et conserver l'éclat, elle ne sera plus le prix de la vénalité, mais celui des vrais services rendus à l'État dans la profession des armes, la magistrature, dans le commerce, les sciences et les beaux-arts ;

3. — Que, néanmoins, l'injuste et humiliante distinction qui éloigne le Tiers état des grades militaires, disparaîtra à jamais devant le mérite et les vrais services ; en conséquence, que la déclaration de 1784 soit révoquée et celle de 1750 rétablie (1).

ADMINISTRATION PARTICULIÈRE DE LA CHAMPAGNE

Le Tiers état de votre bailliage de Châlons supplie Votre Majesté de prendre en considération que la province de Champagne est, de toutes les provinces du royaume, la plus surchargée d'impôts, proportionnellement à sa population et au produit de son sol, étant démontré que la somme de ses impôts excède celle de son produit, d'où suit la nécessité, quelque parti que Votre Majesté prenne sur les impôts, de lui accorder une juste diminution.

Pour que cette province puisse faire elle-même la répartition de ses impôts avec justice, et la perception avec le moins de frais possible, et que Votre Majesté puisse y voir, comme elle le désire, augmenter la population et l'aisance de ses habitants en favorisant l'agriculture, le commerce et les arts, le Tiers état supplie Votre Majesté d'accorder et ordonner :

ART. 1^{er}. — Que la province de Champagne sera érigée en États provinciaux organisés comme ceux du Dauphiné et avec les mêmes pouvoirs pour la répartition et la perception des impôts ;

(1) Ce chapitre reproduit textuellement celui du cahier de la ville de Châlons-sur-Marne (page 16).

2. — Qu'il n'y aura qu'un seul receveur des impositions dans chaque chef-lieu de département, et que celui qui sera établi près les États provinciaux sera en même temps receveur général de la province et versera directement au trésor royal ;

3. — Que la cour souveraine, dont on a demandé l'établissement pour chaque province, aura son siège à Châlons, centre de la province et chef-lieu de la généralité ;

4. — Que les entrées et octrois dans les villes seront supprimés ou au moins modifiés et simplifiés, et que les municipalités ne pourront en obtenir sans le vœu des communes assemblées et autorisées par les États provinciaux ;

5. — Que les comptes de tous les établissements publics seront chaque année rendus publics par la voie de l'impression ; qu'il ne sera fait aucune levée de deniers pour le secours des établissements de charité, qu'elle n'ait été accordée pour les communes ;

6. — Que, dans chaque ville considérable de la province, il y aura des greniers publics toujours remplis et fournis au compte de sa municipalité ;

7. — Que le régime des eaux et forêts sera mis sous l'administration des États provinciaux, le contentieux réservé aux juges ordinaires ; que le nombre des usines à feu sera diminué, à cause de la rareté extrême des bois dans cette province, et que la plantation en sera encouragée ;

8. — Que le génie des ponts et chaussées ne sera plus employé dans cette province et que les États provinciaux seront autorisés à supprimer les grandes routes qu'ils jugeront inutiles, et à en former d'autres qu'ils jugeront nécessaires ;

9. — Que les privilèges exclusifs des messageries seront révoqués et supprimés comme nuisibles à la liberté des citoyens et à la facilité du commerce ;

10. — Que le tirage de la milice sera fait au moins de frais possibles, et que tous les domestiques, même ceux des ecclésiastiques et des nobles, y seront assujettis, à la réserve d'un domestique par chaque ecclésiastique attaché au ministère, par chaque gentilhomme un domestique par charrue, et un domestique vigneron à raison de dix arpents de vignes, si mieux n'aiment les garçons sujets au sort fournir à leurs frais des hommes au Roi ;

11. — Qu'il n'y ait aucune exemption pour le logement des

gens de guerre, même pour le Clergé et la Noblesse, si ce n'est pour les ecclésiastiques, curés, vicaires, militaires en activité, et les femmes veuves et les filles tenant seules leur ménage ;

12. — Que les règlements sur la mendicité seront strictement exécutés ; que les pauvres seront nourris par leurs communautés, et que, dans le cas où ils mendieront hors de leurs communautés, ils seront arrêtés et enfermés dans les maisons de force ;

13. — Que, pour l'encouragement de l'agriculture en Champagne, les haras seront supprimés dans la province ;

14. — Que, pour la conservation des fruits de la terre, il sera pourvu par des règlements à la trop grande multiplication du gibier et animaux nuisibles aux empoilles ;

Qu'en conséquence, toutes garennes sans titres seront détruites ; que les seigneurs qui auront droit d'en conserver seront tenus de dédommager les cultivateurs des dégâts que les lapins auront pu causer, et qui pourront être constatés par une simple visite faite avant les moissons, à l'effet de quoi l'arrêt de règlement du
(1) sera révoqué ;

Que, pour empêcher la multiplication des pigeons et les inconvénients qui en résultent, les États provinciaux seront autorisés à déterminer la quantité d'arpents de terre nécessaire pour avoir une volière, relativement à la qualité du sol de chaque pays ;

15. — Que, pour favoriser le commerce en Champagne, il sera pourvu aux moyens les plus propres à faciliter la navigation sur les rivières qui traversent cette province, et particulièrement sur la rivière de Marne ;

16. — Que tous droits de rivières, péages et autres de pareille nature seront supprimés, sauf l'indemnité en faveur des seigneurs ;

17. — Qu'il sera accordé à cette province la liberté indéfinie du commerce et de l'exercice des arts et métiers ;

18. — Que les manufactures seront encouragées, et que l'on ne choisira, pour les inspecter, que des fabricants intelligents et honnêtes ;

(1) Cette date est laissée en blanc dans l'original du cahier. Il s'agit évidemment de l'arrêt du parlement du 21 juillet 1778 (voir le cahier de Songy, p. 643).

19. — Qu'il sera établi dans chaque ville considérable de la province une caisse pour faciliter le commerce et détruire l'usure ;

20. — Que les poids et mesures seront uniformes dans tout le royaume, ou au moins dans chaque province ;

21. — Que la compétence des juridictions consulaires soit rétablie dans l'état où elle était avant la déclaration du 17 avril 1759 (1), et même augmentée, s'il se peut, à raison de l'augmentation de la valeur du numéraire ;

22. — Que l'on n'accorde aucun arrêt de surcéance, ni lettres de répit en matière de commerce ;

23. — Que les règlements concernant les charlatans et les empiriques, seront renouvelés et suivis ;

24 et dernier. — Qu'il ne sera permis à aucun chirurgien de s'établir dans les campagnes qu'après un examen fait par ceux qui doivent y procéder, aux termes des règlements et en présence du procureur du Roi du siège du ressort et sur un certificat des examinateurs et du magistrat.

Telles sont, Sire, les plaintes et doléances, et les très humbles supplications et remontrances que le Tiers état de votre bailliage de Châlons a l'honneur de présenter à Votre Majesté, et auxquelles il vous supplie d'avoir égard et faire droit suivant les vues de votre sagesse et les sentiments de votre bonté paternelle.

Fait et rédigé par nous, commissaires soussignés, en la salle de l'audience du bailliage royal de Châlons, en seize vacations, les 14, 15, 16, 17, 18, 20 et 21 mars 1789, sur les cahiers des plaintes et doléances des communautés dudit bailliage, remis par leurs députés composant l'assemblée générale dudit jour 12 mars.

THOMAS, FOLLIAS, PICART, BILLY, HACHETTE, CHARLIER,
COCQUETEAUX, BARBAT, SAVETIER, GOBILLARD, JOLLY,
DE BEAUMONT, CAMIAT, CHOIZY, A.-L. GROJEAN, MAR-
GUET, SABBATHIER, P. LOCHET, N^e HUGUET, DELACOUR,
CELLIEZ, LALIRE, PRIEUR, DE GAULLE, BRÉMONT,
MARTIN, *Pr du Roi*.

(1) Voir le cahier de la ville de Châlons, page 15.

Présentées, lues et arrêtées en l'assemblée générale du Tiers état du bailliage de Châlons, tenue en l'église du collège, le lundi 23 mars 1789, par nous, Charles-Jean Brémont, conseiller du Roi, lieutenant général au bailliage et siège présidial de Châlons, président, en présence du procureur du Roi audit siège, suivant le procès-verbal dudit jour, et ont, les députés composant ladite assemblée, signé en grand nombre.

MARGUET, THIÉRY, BENOIT, J.-B. AUBERT, OUDART, JOLICŒUR, A. RAFFLIN, HUOT, etc.....

(240 signatures.)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
I.....	v
II.....	xiii

I

CAHIERS DES PLAINTES ET DOLÉANCES DES VILLES, BOURGS ET COMMUNAUTÉS, ET ANALYSES DES PROCÈS-VERBAUX

Ville de Châlons-sur-Marne.....	3
I. Les assemblées de corporations.....	3
II. Assemblée générale de la ville.....	6
III. Cahier de doléances de la ville.....	8
Ablancourt.....	24
Aigny-sur-Marne.....	28
Athis.....	38
Aulnay-aux-Planches.....	42
Aulnay-l'Aître.....	48
Aulnay-sur-Marne.....	56
Aulnizeux.....	57
Bannay (communauté défailante).....	60
Baye.....	61
Beaulieu-en-Argonne.....	66
Beaunay.....	76
Bergères-lès-Vertus.....	81
Bierges.....	86
Bouy.....	90
Breuvery.....	94
Brizeaux.....	106
Bussy-le-Château.....	109
Bussy-Lettrée.....	113
Cernon.....	120
Chaltrait.....	126
Champagne.....	129
Champaubert (communauté défailante).....	132
Champigneul.....	132
Charmontois-l'Abbé.....	134

	Pages
Cheniers	137
Cheppes.....	140
Chépy.....	156
Cherville.....	160
Chevigny.....	163
Coizard	167
Coligny	169
Compertrix.....	176
Condé-sur-Marne	183
Congy.....	197
Connantray.....	201
Coolus	205
Corbeil.....	208
Coulmier-la-Chaussée.....	214
Coupetz	217
Coupéville	224
Courjeonnet.....	228
Courtisols.....	233
Cuperly	240
Dampierre-au-Temple	243
Dampierre-sur-Moivre	246
Dommartin-Lettrée.....	250
Éclaires	256
Écury-le-Petit	260
Écury-le-Repos	261
Écury-sur-Coole	264
Étoges.....	270
Étrechy	274
Èvres.....	278
Fagnières	282
Faux-sur-Coole	284
Fèrebrianges	290
Fleury-en-Argonne.....	297
Fontaine-sur-Coole	300
Foucaucourt	302
Francheville.....	305
Fromentières.....	306
Germinon	311
Gionges-Saint-Ferjeux et Fulaine-Saint-Quentin.....	314
Givry-lès-Loisy.....	321
Haussimont	325
Heiltz-l'Évêque	330
Isse	338
Jâlons.....	346
Joches.....	353
Jonchery-sur-Suipe.....	356
Juvigny	361
La Caure.....	364

La Cheppe.....	368
La Veuve.....	371
Lavoye.....	372
Le Chemin.....	375
Le Fresno.....	379
Le Mesnil-La Caure.....	381
Le Mesnil-sur-Oger.....	385
Lenharrée.....	393
L'Épine.....	397
Les Grandes-Loges.....	402
Livry-sur-Vesle.....	405
Loisy-en-Brie.....	409
Louvercy.....	419
Lucy.....	423
Mailly.....	424
Mairy-sur-Marne.....	425
Margerie.....	429
Marson.....	434
Matougues.....	441
Moivre.....	449
Moncets.....	455
Montépreux.....	460
Montmort.....	464
Morains.....	470
Mutigny-la-Chaussée.....	471
Normée.....	479
Nuisement-sur-Coole.....	480
Oger.....	487
Omey.....	494
Pierre-Morains.....	496
Pocancy.....	500
Pogny.....	504
Poivre et Sainte-Suzanne.....	510
Poix.....	511
Pretz-en-Argonne.....	512
Recy-sur-Marne.....	518
Renneville.....	522
Riaucourt.....	524
Rouffy.....	529
Saint-Amand.....	534
Saint-Étienne-au-Temple.....	544
Saint-Germain-la-Ville.....	547
Saint-Gibrien.....	552
Saint-Hilaire-au-Temple.....	555
Saint-Hilaire-le-Grand.....	558
Saint-Jean-sur-Moivre.....	563
Saint-Mard-lès-Rouffy.....	567

	Pages
Saint-Martin-aux-Champs.....	569
Saint-Martin-sur-le-Pré.....	574
Saint-Memmie	579
Saint-Pierre-aux-Oies.....	583
Saint-Quentin-sur-Coole.....	589
Saint-Remy-sur-Bussy	591
Sapignicourt.....	594
Sarry.....	597
Senard.....	601
Sogny-aux-Moulins.....	604
Sommaise.....	605
Sommesous.....	611
Somme-Suippe.....	618
Somme-Vesle	623
Songy	632
Souain.....	649
Soudé-Sainte-Croix.....	659
Soudé-Notre-Dame.....	671
Soudron.....	672
Soulières.....	678
Suippes.....	682
Suzannecourt.....	698
Thonnance-lès-Joinville.....	698
Thibie.....	700
Tilloy.....	703
Togny-aux-Bœufs.....	706
Toulon.....	708
Tours-sur-Marne.....	724
Trécon.....	731
Triaucourt	738
Vadenay	743
Vassimont.....	745
Vatry.....	747
Vaudemanges	753
Vaurefroy.....	754
Velye.....	757
Vert-la-Gravelle.....	760
Vertus.....	762
Vésigneul-sur-Coole.....	781
Vésigneul-sur-Marne.....	786
Villeneuve-lès-Rouffy	789
Villers-aux-Bois.....	791
Villers-aux-Corneilles.....	794
Villeseneux.....	799
Villevénard	804
Vitry-la-Ville.....	806
Voipreux.....	808
Vouciennes	809

TABLE DES MATIÈRES

869

Page,

Vouzy.....	811
Vraux.....	812

II

CAHIERS DES TROIS ORDRES

Cahier du Clergé.....	821
Cahier de la Noblesse.....	837
Cahier du Tiers état.....	845

Table des matières.....	865
Errata.....	870

ERRATA

PAGES

24. Note (1), 2^e ligne : après le mot *pièce* 98, mettre : manuscrit de 7 pages cotées et paraphées par le syndic Martin.
28. Note (4), 1^{re} ligne, lire *pièce* 181 et non *pièce* 131.
- — 2^e ligne : après le mot *pièce* 127, mettre : manuscrit de 14 pages cotées et paraphées en haut et en bas par Jacques-Louis Delacour (mention portée par erreur à la note 2, page 38).
87. 11^e ligne, lire : « sa reconnaissance » au lieu de « la reconnaissance ».
90. 9^e — — « la conservation » au lieu de « la convocation ».
102. 11^e — — « ecclésiastique » et non « esclésiastique ».
103. 12^e — — « n'ont pas *peu* contribué » au lieu de « n'ont pas pu contribuer ».
- 18^e — — « juste » au lieu de « juré ».
106. 1^{re} — — « imposition représentative » et non « imposition, représentation ».
110. 2^e — mettre : « comme [pour] celles... ».
112. 28^e — — « tous, grands [et petits], nobles... ».
121. 25^e — lire : « et s'élève » au lieu de « et se lève ».
122. 9^e — — « au-dessous » et non « au-dessus ».
- 13^e — mettre : « Elles sont [chargées] d'un quinzisième... ».
126. Note (1), il s'agit de l'édit d'avril 1685 contenant règlement pour les juridictions ecclésiastiques (1), et non de celui de juin 1680, comme le portent le cahier et mes commentaires.
135. 7^e ligne, lire : « Waly » au lieu de « Wally ».
149. Note (1), 7^e ligne, lire : « 20 août » et non « 20 avril ».
150. — (1), 5^e — mettre : « Paris, 1764, in-8° ».
155. 20^e ligne, lire : « immeubles réels et *fictifs* » et non « *factifs* ».
159. En haut de la page, lire : « Chépy » et non « Cherville ».
190. Note (2), 3^e ligne, lire : « C, 2804 » et non « C, 2604 ».
214. *L'état des feux* (Arch. nat., B¹ 31), en indique 50 pour la communauté de Coulmier-la-Chaussée.
238. Note (1) à compléter ainsi : « *Bibliot. de Reims, N, 2751₁₃* (ordonnance de l'intendant du 9 février 1773, concernant le droit de rouage de la ville de Châlons).
- Note (2), 2^e ligne, lire : « page 292 » et non « 295 ».
278. *L'état des feux* (Arch. nat., B¹ 31), en indique 75 pour la communauté d'Évres.
306. Note (2), 7^e ligne, lire : « G, ... 189 » et non « 169 ».
332. 13^e ligne, mettre : « usages » au pluriel.

(1) Voir le cahier de Rouffy, page 532, note 2.